HAL
open science

“ La “Révolution économique” au Chili. A la recherche de l’utopie néoconservatrice 1973-2003 ”

Emmanuel Garate

To cite this version:

Emmanuel Garate. “ La “Révolution économique” au Chili. A la recherche de l’utopie néoconservatrice 1973-2003 ”. Histoire. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2010. Français. NNT : . tel-00565323

HAL Id: tel-00565323

https://theses.hal.science/tel-00565323v1

Submitted on 11 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES PARIS (EHESS)

THÈSE DE DOCTORAT

Histoire et civilisations

Emmanuel GÁRATE CHATEAU

Titre :

La “Révolution économique” au Chili. À la recherche de l'utopie néoconservatrice 1973-2003"

Thèse dirigée par :
Mme. Frédérique LANGUE

Jury :

Annick LEMPÉRIÈRE
Olivier DABÈNE
Luc CAPDEVILA
Juan Carlos GARAVAGLIA
Jean PIEL

EHESS 2010

Para Acacia y Amalia

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS 1

INTRODUCTION 4

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE AU CHILI (1810-1970)

Chapitre 1. L'économie chilienne et les théoriciens du laissez-faire 21

1.1 Les précurseurs : l'influence des théoriciens classiques du libéralisme 21

1.2 **Politique économique et consensus libéral** 34

1.3 1830-1930 : l'économie chilienne entre deux cycles d'expansion 41

1.3.1 Premier cycle économique (1830-1878)

1.3.2 Deuxième cycle économique (1879-1930)

1.4 Libéralisme et libre-échange : l'arrivée du premier "Money Doctor" 62

1.4.1 Quelques éléments fondamentaux de la pensée économique de Jean Gustave Courcelle-Seneuil

1.5 La dépression des années 1870 : première crise du libéralisme économique 75

1.6 La fin d'une époque : la Première Guerre mondiale, la Grande Dépression et le repli libéral 81

Chapitre 2. Le transfert idéologique : des derniers libéraux classiques aux "Chicago Boys" (1930-1973) 91

2.1 Le dernier des libéraux classiques dans l'ère de la planification 91

2.1.1 Le libéralisme des années 1930

2.1.2 La mission Klein & Saks: des *Money Doctors* qui annoncent le projet néolibéral

2.2 Messianisme, abstraction mathématique et "vérité scientifique" 111

2.2.1 Un groupe avec une mission

2.2.2 L'économie comme science normative

2.3 La convention entre l'Université Catholique du Chili et l'Université de Chicago 120

2.3.1 Les acteurs en jeu

2.4 La lutte contre le structuralisme en économie 131

2.4.1 La vision structuraliste

2.4.2 La critique néo-classique des économistes de Chicago

2.5 Les premières figures de l'École d'économie et la purge des hétérodoxes 142

2.6 "*Gremialismo*" et monétarisme : la fusion rénovatrice 148

2.7 Conservateurs à l'offensive : l'Unité Populaire et la guerre idéologique 157

DEUXIÈME PARTIE : LE RÉGIME MILITAIRE ET SON PROJET SOCIO-ÉCONOMIQUE (1973-1989)

Chapitre 3. L'implantation du modèle. L'alchimie entre libéralisme économique, autoritarisme et conservatisme politique 167

3.1 L'absence de projet économique des militaires (1973-1975) 167

3.1.1 Le poids de la tradition militaire développementaliste

3.1.2 Le triomphe des néo-libéraux sur les nationaux-développementalistes

3.2 La disparition du modèle d'État de compromis et l'implantation du néo-libéralisme orthodoxe (1975-1982) 184

3.2.1 La signification idéologique du traitement de choc

3.2.2 L'expérience néo-libérale comme doctrine économique

3.3 Une nouvelle technocratie autoritaire : le cas d'ODEPLAN 203

3.4 Le dénommé "miracle" économique chilien (1977-1981) 209

3.5 Les nouvelles institutions et la fin de l'ancienne démocratie. Le rôle clé de Jaime Guzmán 216

Chapitre 4. De la crise orthodoxe à l'application du libéralisme pragmatique : la consolidation du modèle socio-économique chilien 228

4.1 Les modernisations clefs 228

4.1.1 Les réformes économiques

4.1.2 Les réformes sociales

4.2 La crise de 1982 : la fin du monétarisme orthodoxe 259

4.2.1 Origines et développement de la crise financière

4.2.2 Éléments idéologiques implicites dans la crise de 1982

4.3 Les leçons de la crise et le libéralisme pragmatique 274

4.3.1 Une brève période d'hétérodoxie et de mesures expansives

4.3.2 Le retour à la rigueur économique

4.3.3 Le coût social du retour à l'orthodoxie économique

4.4 La deuxième vague de privatisations et la fin de l' "État entrepreneur", (1985-1989) 286

4.4.1 Le contexte de la seconde vague de privatisations

4.4.2 Résultats du processus de privatisations

4.5 L'héritage du régime militaire et l'"amarrage" économique 296

4.5.1 Les premiers pas inespérés de la transition politique à la démocratie

4.5.2 Les mesures de *amarre* institutionnel et économique

TROISIÈME PARTIE : LA CONTINUITÉ DU "MODÈLE ÉCONOMIQUE" EN DÉMOCRATIE (1990-2003)

Chapitre 5. L'évolution du discours et de la praxis économique dans le cadre nouveau de la transition démocratique (1990-2000) 308

5.1 Une nouvelle élite technocratique : les économistes de la CIEPLAN 308

5.1.1 Les origines de la CIEPLAN

5.1.2 De la critique du groupe de Chicago à la recherche du consensus

5.1.3 L'arrivée au pouvoir et les premiers dilemmes de la transition

5.2 L'économie politique de la transition et le discours du "Consensus de Washington" 337

5.2.1 Principaux éléments de la politique économique de la nouvelle démocratie

5.2.2 Le Chili et les recommandations du "Consensus de Washington"

5.3 Gouverner avec les idées de l'autre ? : La discussion sur le néolibéralisme et le pragmatisme 365

5.3.1 La thèse du pragmatisme incrémental

5.3.2 La thèse du “continuisme” et du renoncement

5.3.3 La transition et le modèle économique : la controverse entre *auto-complaisants* et *auto-flagellants* à l’intérieur de la *Concertación*

Chapitre 6. Quand peut-on dire qu’une révolution a triomphé ? Les nouvelles formes du discours économique libéral dans le Chili post-dictatorial 392

6.1 Le Chili des économistes 392

6.1.1 L’invention de l’économiste comme assesseur-expert

6.1.2 L’économiste universitaire-entrepreneur

6.1.3 L’économiste au service de l’État : le cas chilien

6.1.4 L’autonomie du discours (de l’assesseur au “concepteur” de politiques)

6.1.5 Pouvoir, consolidation et hégémonie

6.1.6 Le statut privilégié de l’économiste-technicien

6.2 La politique des *Think Tanks*. Les nouvelles formes de diffusion de l’Économie politique 407

6.2.1 La problématique du concept de ”*Think Tank*”

6.2.2 L’expérience chilienne : qui sont les acteurs ?

6.2.3 Jeu démocratique ou marché d’idées ?

6.3 Caractéristiques du modèle économique chilien en démocratie : défis et perspectives (1990-2005) 423

6.3.1 L’évolution de l’économie chilienne trente ans après le coup d’État

6.3.2 Les défis à long terme du modèle socio-économique chilien

6.4 Une société de marché et compétitive : la nouvelle éthique du capitalisme chilien 441

6.4.1 La nouvelle élite politico-patronale

6.4.2 L’origine de la nouvelle élite

6.4.3 La physionomie des nouveaux groupes dirigeants

6.4.4 Élite, religion et marché

CONCLUSION 470

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE 477

LISTE DES ABREVIATIONS 526

ANNEXES 530

REMERCIEMENTS

La réalisation et l'étape finale des recherches ici présentées en vue de l'obtention du doctorat n'auraient pu être menées à bien sans l'aide inestimable d'un certain nombre de personnes, dont j'espère par conséquent n'oublier aucune dans les lignes qui suivent. Tous ceux qui ont vécu cette expérience solitaire de travail connaissent les difficultés et les défis que cela représente. Les heures passées à la recherche et l'écriture sont longues, au point que l'on doute parfois de parvenir à en voir l'aboutissement. C'est précisément dans ces moments d'incertitude que le soutien des proches devient nécessaire.

Je voudrais en premier lieu remercier ma directrice de thèse, Frédérique Langue, qui m'a ouvert les portes du CERMA et m'a permis de travailler et d'écrire en toute liberté sur l'histoire tourmentée de mon pays, le Chili. Grâce à son soutien et ses conseils, j'ai pu intégrer un réseau de chercheurs latino-américains et français, et rejoindre également le comité de rédaction de la revue *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Ces deux instances m'ont considérablement aidé à enrichir ma réflexion sur mon terrain d'études dans une ambiance de collaboration interdisciplinaire et comparatiste. Je souhaite également remercier mon laboratoire d'accueil (CERMA-MASCIPO) pour m'avoir donné la possibilité de participer à des colloques et d'effectuer une mission de recherche au Chili afin de réunir, sur le terrain, une grande partie de l'information nécessaire à mon travail.

Sur le plan académique, je suis tout aussi redevable des précieux conseils de chercheurs tels que Anne Perotin-Dumont, Alfredo Joignant, Claudio Rolle, Alfredo Riquelme et Antonio Elizalde, dont l'intérêt pour l'étude du Chili se s'est jamais démenti. Je tiens également à mentionner les longues et passionnantes discussions critiques avec les membres du groupe Propolco : Horacio Larraín, Enrique Fernández, Joaquín Fernández et Javier Castillo. Je tiens enfin à exprimer une reconnaissance tout particulière à l'égard de Camila Krauss, Cindy Iriarte et aux doctorants du GRESCH : Maite de Cea, Geraldine Kerneur, Marco Ceballos, Antoine Maillet et Cecilia Baeza. Leurs critiques et recommandations au cours de ces cinq ans de recherche au Chili et en France m'ont été particulièrement utiles.

En ce qui concerne la rédaction et la traduction du texte, je souhaiterais remercier, pour leur collaboration, Adeline Joffres (traductrice), Antoine Faure, Pascal Abel et Tatiana Calderón, sans lesquels il m'aurait été extrêmement difficile de parvenir à cette version finale. Je tiens également à remercier pour leur soutien toujours désintéressé mes amis Lydia Robin, Hernán Saavedra, Delphine Grouès, Claudia Giacoman, Rodrigo Booth, Julian

Kassum, María Eugenia Albornoz, Claudio Albornoz, Fernanda Gómez, María Chateau et bien sûr Manuel Arriagada. Ils ont toujours été présents pour m'aider à surmonter les défis et les difficultés qui se présentent lorsque l'on vit et étudie à l'étranger, et leur amitié sincère a beaucoup compté pour moi.

Je tiens enfin à mentionner ma famille, et tout spécialement ma sœur Pilar et mes parents, dont le soutien inconditionnel m'a été indispensable pour mener à bien ce projet. A tous et à chacun de ceux qui ont participé directement ou indirectement à la réalisation de cette thèse et des recherches auxquelles elle a donné lieu, j'exprime mes plus sincères remerciements.

À Paris, janvier 2010

« Pourquoi et comment suis-je devenu historien ? La question peut paraître simple, la réponse ne l'est pas. Je pourrais dire que j'ai vécu l`histoire avant de l'écrire, ou plutôt de tenter de l'écrire »[1].

PIERRE VIDAL-NAQUET

[1] Vidal-Naquet, Pierre, *Le choix de l`histoire*, Paris, Arléa, 2007, p. 9.

INTRODUCTION

Dans les premiers jours du mois de juillet 2004, le Sénat des Etats-Unis révéla que le général Augusto Pinochet (1915-2006†) détenait une importante somme d'argent non déclarée, déposée sur un compte de la banque nord-américaine Riggs. Cette révélation permit la mise à jour de pas moins de 125 comptes bancaires à l'étranger appartenant à l'ancien dictateur, pour un montant supérieur à huit millions de dollars[2]. Hors du pays, l'épisode ne surprit pas outre mesure, mais il brisa en revanche l'un des mythes fondateurs de la transition démocratique chilienne. Jusqu'alors, l'élite conservatrice chilienne affirmait en effet que les violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire représentaient le prix – douloureux mais nécessaire – que le pays avait dû payer pour sa modernisation économique en mettant fin par ailleurs aux "expériences socialistes"[3]. La divulgation de l'enrichissement illégal du général Pinochet constitua par conséquent un choc insupportable pour la majorité de ses partisans. Le mythe du général austère ayant abandonné le pouvoir pour laisser place à la voie démocratique, qui plus est "avec les mains propres", s'était donc définitivement effondré[4].

Cette attitude nous semble révélatrice du fait suivant : la loyauté de l'élite économique chilienne envers le général et son régime reposait principalement sur ce qu'il est convenu de désigner comme la "révolution capitaliste". À cette époque, il semblait ainsi acceptable de se défaire de l'ancien dictateur et d'en payer le prix, du moment que son héritage demeurait intact[5]. Ce raisonnement met en exergue un élément essentiel à la compréhension du Chili

---

[2] Malgré le décès du général Pinochet en 2006, l'enquête s'est poursuivie auprès de sa famille et de ses plus proches collaborateurs. Les résultats préliminaires ont permis d'établir que l'argent provenait de commissions issues de la vente d'armes (légale et illégale) ainsi que de l'usage personnel de fonds réservés de la Présidence de la République tout au long de son mandat (1973-1989). Voir : "Cronología del caso Riggs", *El Mundo*, 03/01/2007 ; disponible sur : http://www.elmundo.es/elmundo/2005/11/23/internacional/1132769105.html (consulté le 16/10/2009).

[3] Du côté des forces d'opposition un discours similaire apparaît. Même s'il condamne les violations des droits de l'homme, il prétend, aujourd'hui encore, que les réformes économiques menées pendant le régime militaire demeurent un élément politiquement exploitable.

[4] Macari, Mirko, "La dictature, c'était la terreur, mais aussi la corruption" ("La dictadura fue terror pero también corrupción"). Entretien avec le sociologue Tomás Moulián, *La Nación*, 25/07/2004. T. Moulián: « Ce n'est que la face visible de l'iceberg, parce que Pinochet peut entraîner la confusion dans nos esprits, il semble qu'il soit parvenu à accumuler huit millions de dollars, mais en fait non. Pinochet appartient à une catégorie sociale qui s'est enrichi par le biais de la vente d'entreprises publiques, des privatisations, de prébendes spéciales. Ces huit millions de dollars ne sont qu'un accident. Pinochet représente autre chose: le Chili est devenu le lieu où les entrepreneurs sont la principale force sociale et, par conséquent, ces huit millions de dollars, je les considère comme une métaphore ».

[5] Jusqu'à aujourd'hui, le monde conservateur chilien se réfère à l'héritage économique de la dictature comme "l'œuvre du gouvernement militaire", tentant de séparer l'héritage institutionnel de la personne du général Pinochet, de la Junte militaire et du reste des civils et militaires qui ont participé à ce régime. Cáceres, Carlos, "Gobierno militar: la herencia de la institucionalidad", *Revista Libertad y Desarrollo*, nº 133, agosto de 2003.

contemporain. D'où notre intérêt pour la modernisation économique de ce pays – notre pays –. Les recherches que nous avons réalisées dans le cadre de cette thèse s'inscrivent par conséquent dans la perspective de l'histoire des idées et notamment de l'évolution du libéralisme économique, en tentant d'apporter un regard résolument tourné vers les défis qu'impose l'histoire du temps présent.

L'étude du passé récent est devenue une problématique centrale en Amérique latine au cours de la dernière décennie. Le retour à la démocratie de la majorité des pays du continent depuis le milieu des années 1980 a largement contribué à ce processus. Même si ce champ de l'Histoire – souvent controversé – a d'abord été développé par les sociologues, les politologues et les journalistes, c'est seulement récemment qu'il est devenu un objet et un domaine de recherche pour de nombreux historiens, appartenant pour la plupart à la jeune génération. En ce sens, et comme l'affirme Henry Rousso, l'étude de l'histoire du temps présent implique nécessairement un exercice d'introspection, ce que Pierre Nora définissait comme l'"égo-histoire", où l'expérience vécue par le chercheur est étroitement liée à la problématique/au sujet de la recherche[6].

Comme l'explique Luc Capdevila[7], cette nouvelle manière d'aborder l'Histoire fait appel à un *régime d'historicité* distinct de l' "Histoire contemporaine", du fait de l'apparition de nouvelles questions, spécifiquement liées aux problématiques de notre temps[9]. En définitive,

---

Version électronique disponible sur : http://www.lyd.com/noticias/opiniones/gobierno.html (consulté le 16/10/2009).

[6] Voir Rousso, Henry, "La trayectoria de un historiador del tiempo presente, 1975-2000", en Pérotin-Dumon, Anne, *Historizar el pasado vivo en América Latina*, http://www.historizarelpasadovivo.cl (consulté le 11/10/2009), et Nora, Pierre (Ed.), *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, 1987.

[7] Nous recommandons la lecture de Capdevila, Luc, "Le temps présent paraguayen", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Coloquios, 2007, [en ligne], http://nuevomundo.revues.org/index3636.html (consulté le 11 octobre 2009).

[9] Nous avons choisi de privilégier la définition de régime d'historicité élaborée par Patrick García: "La réflexion sur la notion de régimes d'historicité – c'est-à-dire la valeur sociale affectée à chacun des temps (passé/présent/futur) – s'est particulièrement développée à partir des années 1980 pour tenter de saisir la spécificité du temps présent au sein de la période contemporaine entendue au sens classique du découpage historien. S'appuyant tant sur les travaux de sémantique historique de Reinhart Koselleck que sur les analyses de Paul Ricœur, elle a été notamment utilisée – dans le cadre de problématiques parfois divergentes – par François Hartog, Pierre Nora, Bernard Lepetit ou encore par l'anthropologue Gérard Lenclud pour ne retenir que les travaux les plus marquants", Garcia, Patrick, "Les régimes d'historicité : un outil pour les historiens ? Une étude de cas: la "guerre des races"", *Revue d'histoire du XIXe siècle*, nº 25, 2002. Publication disponible sur : http://rh19.revues.org/index418.html (consulté le 15 octobre 2009).

l'accent est mis sur la présence et l'influence du passé sur le présent, impliquant la participation de l'historien non seulement comme témoin, mais également, en certaines occasions, comme acteur. D'autres historiens comme Frédérique Langue[10] estiment qu'envisager l'histoire récente pose la question de la réception de l'évènement, y compris en ce qui touche des émotions et des sensibilités. Cet élargissement de l'horizon du champ d'études permet la transformation des sujets en acteurs et prend désormais en compte leur subjectivité, sans forme de discrimination aucune. Cet argument nous renvoie en définitive à la conclusion de Paul Ricœur, qui soutenait en effet que l'Histoire relève d'une épistémologie mixte, d'un entrelacement d'objectivité et de subjectivité[11].

En France, les historiens "du temps présent"[12] se sont affirmés sur des thèmes liés aux conflits mondiaux, plus précisément à la "parenthèse" de Vichy et de ses conséquences dans l'ordre politique[13]. Ils sont les témoins d'un passé qui s'impose au présent selon la logique révélée par Henry Rousso et développée par Gérad Noiriel, d' "un passé qui ne passe pas"[14]. L'Histoire se construit donc, dans la perspective qui est la nôtre, à partir de la relation parfois conflictuelle qu'elle entretient avec la mémoire et le témoignage[15]. L'historien devient le représentant d'une demande sociale de justice provenant autant des acteurs politiques que de la société civile en général (notamment par le biais des associations ou collectifs).

En Amérique latine, et tout particulièrement dans le Cône Sud, l'apparition de l'Histoire du temps présent est liée aux processus de transition démocratique et au besoin de renouveler les travaux portant sur la période des dictatures militaires des années 1970 et 1980 et les traumatismes qu'elles ont engendrés[16]. C'est précisément à cette demande que tente de répondre ce travail de recherche axé sur la modernisation économique entreprise entre 1973 et 2003 au Chili. Dans ce cadre, nous sommes amenés à aborder également cette problématique d'un "passé qui ne passe pas". Diverses tentatives officielles tentant de le figer dans un passé révolu et intouchable se sont faites jour. Ou encore de "pacifier" les débats qui en sont issus en mettant en place différentes commissions d'investigation de

---

[10] Langue, Frédérique, "L'histoire des sensibilités. Non-dit, mal dire ou envers de l'histoire? Regards croisés France-Amérique latine", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne], Coloquios, 2006, http://nuevomundo.revues.org/index2031.html (consulté le 11 octobre 2009).

[11] Ricoeur, Paul, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000.

[12] Nous conseillons de consulter l'ouvrage collectif suivant : IHTP (Ed.), *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS éditions, 1992.

[13] Rousso, Henry, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Points Seuil, 1990.

[14] Conan, Éric & Rousso, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Folio, 1996.

[15] Consulter : Ricœur , Paul, "Histoire et mémoire: l'écriture de l'histoire et la réprésentation du passé", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n.55, juillet 2000, p. 731-747.

[16] En particulier, voir Capdevila, Luc & Langue, Frédérique (Eds.), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PU Rennes, 2009.

“vérité” et de “justice”. L’ouvrage coordonné par Anne Pérotin-Dumon, intitulé *Historizar el pasado vivo en América Latina,* démontre d’ailleurs combien il est encore difficile de se pencher sur le passé récent – notamment dans le cas de l’Argentine, du Pérou et du Chili –, au point que le travail interdisciplinaire de sociologues, d’anthropologues, de juristes et d’historiens, est devenu indispensable[17].

Les travaux récents consacrés aux régimes militaires sud-américains ont donné la priorité à la question de la répression politique ainsi qu’à celle de la violation des droits de l’homme. Dans le cas chilien en particulier, d’autres éléments liés à un type de violence plus subtile mais non moins importante ont cependant été laissés de côté. Il s’agit par exemple de la violence liée aux transformations économiques introduites pendant la dictature, violence ayant des implications constantes sur le présent y compris dans son immédiateté. Ces changements exercent une influence réelle sur les individus, et les affectent autant que le traumatisme “direct” ou que l’agression physique. La différence entre les deux modes d’expression de cette violence réside dans le fait que la violence dans sa dimension corporelle a été plus communément subie et surtout perçue, créant une sorte de “sens commun”, sur un laps de temps également plus étendu. La manière dont s’est imposée au Chili la logique de marché comme objet historique constitue, pour cette raison, une question implicitement présente dans l’ensemble de notre travail[18].

Par ailleurs, le choix de notre sujet et objet de recherche est lié à une interrogation qui s’est imposée à nous au début des années 1990, alors que le Chili ne faisait qu’amorcer sa transition démocratique. Au cours de ces années, le pays a été qualifié par plusieurs nations développées – dont la France – de “jaguar d’Amérique latine”, et comparé aux économies émergentes du sud-est asiatique. Cet épisode, au premier abord anecdotique, a engendré d’autres questions venues nourrir la problématique centrale de notre thèse doctorale. Il s’agissait en premier lieu de comprendre la manière dont le Chili était parvenu à transformer de manière radicale son économie et sa société en l’espace de seulement trente ans. Nous nous sommes interrogés d’autre part sur l’existence d’un lien entre le libéralisme économique – prédominant au Chili depuis le milieu du XIXème siècle – et le modèle économique d’inspiration néoclassique et monétariste orientant le devenir du pays à partir de 1975. Enfin, nous avons choisi d’expliquer les changements qu’a connus la société chilienne

[17] Pérotin-Dumon, Anne, *Historizar el pasado vivo en América Latina*, disponible sur: http://www.historizarelpasadovivo.cl (consulté le 15/10/2009).
[18] Waissbluth, Mario, “¿Necesitamos un nuevo Ladrillo?, *Qué Pasa*, 27/05/2006 ; Couso, Javier, “Pinochet y el modelo económico”, *El Mercurio*, 05/01/2007.

depuis le milieu des années 1970, dans le cadre spécifique d'une société et d'une économie de marché et d'un libéralisme porté à extrême. Dans ce contexte, l'apparition d'une nouvelle élite patronale ainsi que le rôle des économistes et de certaines théories économiques au Chili depuis la seconde moitié des années 1960 nous semblent fondamental. Nous soutenons par conséquent la thèse selon laquelle le Chili contemporain ne peut s'expliquer indépendamment de cette transformation économique radicale, une transformation qui s'est étendue dans le temps et constitue dès lors le principal héritage du régime militaire du général Augusto Pinochet.

L'horizon temporel spécifique à cette problématique s'étend de 1973 à 2003. Il correspond aux trente années qui séparent l'instauration du régime militaire (et les premières réformes de libre marché) de la consolidation du modèle économique en démocratie suite à la signature des traités de libre commerce avec l'Union Européenne et les Etats-Unis. A notre sens, ce tournant marque une sorte d'"approbation" internationale des réformes économiques menées à bien au Chili depuis le début des années 1970. Au moment où nous rédigeons cette thèse, cette "voie chilienne" est sur le point de recevoir une nouvelle impulsion avec l'entrée du Chili dans le très sélectif groupe des pays de l'OCDE[19]. L'année 2003 constitue également une date anniversaire, celle des trente ans écoulés depuis le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, un anniversaire qui a provoqué une véritable déferlante d'ouvrages, articles, documentaires et polémiques politiques, intérêt extrême mais presque inédit dans le pays. En effet, la politique de la transition démocratique – associée à la raison d'État – était fondée sur le silence et l'oubli. Mais la raison d'État a rapidement laissé place à une sorte de "marée mémorielle" où, comme le précise Peter Winn, le passé est devenu un thème du présent et a contraint les historiens à prendre en compte une période qu'ils avaient jusqu'alors évitée[20].

Eu égard à ces divers questionnements et problématiques, porter un regard historiographique sur trente ans de modernisation économique chilienne (de 1973 à 2003) est, à nos yeux, essentiel. Il s'agit en effet de pouvoir expliquer ce mouvement modernisateur avec l'aide du passé, en partant plus précisément du postulat de l'existence d'une "révolution

---

[19] Organisation de coopération et de développement économiques. Consulter : Biblioteca del Congreso Nacional de Chile (BCN), "Ingreso a la OCDE: Chile a un paso de los países poderosos", *BCN*, 29/06/2007. Disponible sur: http://www.bcn.cl/carpeta_temas_profundidad/temas_profundidad.2007-07-25.4772415999 (consulté le 08/08/2009).

[20] Winn, Peter, "The Past is Present: History and Memory in Contemporary Chile", en *Historizar el pasado vivo en América latina*, disponible sur: http://www.historizarelpasadovivo.cl/en_contenido_chile.html (consulté le 11/10/2009).

conservatrice", issue d'une variante extrême du libéralisme économique – ce qui de prime abord apparaît comme une contradiction ou du moins un paradoxe,[21].

La réflexion précédente nous a conduit à diviser notre travail en trois parties, composée chacune de deux chapitres. La première partie est consacrée à la construction d'une généalogie de la pensée économique libérale au Chili pendant près d'un siècle et demi d'histoire républicaine. La seconde est centrée sur les profondes transformations économiques mises en œuvre pendant le régime militaire sous la direction du général Augusto Pinochet (1973-1990), ainsi que sur les conséquences de ces changements sur le discours économique contemporain. Enfin, la troisième partie analyse l'apparition au Chili d'une société de marché reposant sur une nouvelle élite capitaliste. Cette dernière possède toutes les caractéristiques de la bourgeoisie moderne, ainsi que d'autres beaucoup plus paradoxales, qui s'expliquent parfaitement, comme nous le montrerons, à la lumière de l'histoire récente du pays[22]. Parallèlement à ces trois axes, un élément transversal de notre travail doit être pris en considération. Il s'agit du rôle joué par les économistes et le discours économique dans l'espace public. Notre intention est non seulement d'analyser la réception de la discipline économique au Chili, mais également de rendre compte du rôle grandissant qui échoit aux économistes. Ces derniers sont en effet parvenus à proposer et à incarner une nouvelle image du pays. Ils en sont venus à constituer l'une des professions les plus influentes, mais également les plus controversées au sein de la société chilienne.

Comme nous le mentionnions plus haut, la première partie de notre thèse doctorale est consacrée à l'évolution de la pensée économique libérale au Chili. Une de nos hypothèses principales part du postulat suivant : même si le capitalisme et le libéralisme économique ont existé au Chili en tant que doctrine et coutume depuis la seconde moitié du XIXème siècle jusqu'en 1925-1930, leur influence ne s'exerçait pas du point de vue culturel sur toutes les classes sociales. L'élite dirigeante chilienne n'a d'ailleurs pas assis les bases d'une société libérale et de libre marché, comme cela nous semble être le cas entre 1973 et 2003. Le libéralisme économique du XIXème siècle fut davantage une pratique commerciale qu'un programme politique ou idéologique. Les divergences entre libéraux et conservateurs ne concernèrent pratiquement jamais le domaine de l'économie, mais plutôt des questions liées au contrôle du pouvoir politique, à l'éducation publique et aux relations entre l'Église

[21] En ce qui concerne l'histoire de l'idée de marché, nous conseillons tout particulièrement la lecture de l'ouvrage suivant : Rosanvallon, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999.

[22] Nous faisons en particulier référence au catholicisme conservateur extrême de son élite patronale, laquelle est en même temps radicalement libérale en matière économique.

catholique et l'État laïc naissant. En d'autres termes, nous estimons qu'une sorte de consensus tacite et durable concernant l'activité économique, a existé au sein de l'élite dirigeante chilienne, au-delà des différences (parfois très profondes) intervenant entre les défenseurs de l'étalon-or d'une part, et les partisans du papier monnaie de l'autre[23].

Le Chili du XIXème siècle se caractérisait par une société relativement fermée et une élite centraliste. Il était gouverné par une oligarchie exclusive – situation qui était loin d'être exceptionnelle à l'époque et encore moins en Amérique latine – très fière de l'ordre et du régime "autoritaire-libéral" qui s'était consolidé dans les années 1830. Cette situation ne signifie pas que l'élite n'était pas marquée par des différences notoires entre ses membres ni traversée par des luttes pour le contrôle du pouvoir politique. Cependant, sur le plan économique, les idées du libre commerce et d'une ingérence minimale de l'État avaient gagné du terrain depuis la seconde décennie du XIXème siècle et étaient même considérées comme une question de "sens commun", jusqu'à la date tardive de 1929. De sorte que ce qui a été décrit comme une "pratique commerciale" ne fut en réalité qu'un libre-échange appliqué sans grandes orientations théoriques. L'arrivée du premier grand théoricien de l'économie politique au Chili, Jean Gustave Courcelle-Seneuil, a confirmé ce diagnostic. En effet, le professeur et conseiller économique français a volontiers reconnu que l'on pratiquait le libre commerce au Chili, mais que dans la plupart des cas, ceux qui en observaient les pratiques ignoraient la théorie économique moderne ainsi que ses implications politiques et sociales. En définitive, et d'après lui, le pays était libéral en matière économique sans en avoir conscience, et la théorie venait seulement consolider ce qu'il considérait déjà être une "saine coutume".

C'est seulement à la fin du XIXème siècle que l'on a observé certaines divergences d'importance à l'endroit de ce consensus, comme l'ont indiqué certains historiens comme Eduardo Cavieres[24]. L'économie politique libérale a alors commencée à être remise en question par d'autres courants, notamment par l'école historique allemande qui comptait de nombreux épigones au Chili. Il n'est donc pas fortuit que cette tendance ait acquis autant d'importance dans les années 1870-1890, alors que l'Allemagne émergeait comme la grande puissance militaire européenne, disputant fortement la place de l'Angleterre, y compris sur le

[23] Il faut notamment prendre en compte le fait que, tout particulièrement durant la seconde moitié du XIXème siècle (comme le soutient Eric Hobsbawm dans *L'Ère du Capital*), le libéralisme économique n'a pratiquement pas connu de rival en matière idéologique, et que c'est seulement suite à la crise mondiale des années 1870 qu'un nouveau courant de pensée économique de type nationaliste y protectionniste a pris de l'importance.
[24] Cavieres, Eduardo, "Anverso y reverso del liberalismo en Chile, 1840 1930", *Historia*, Pontificia Universidad Católica de Chile, Vol. 34, 2001, p. 39-66.

plan économique. Le modèle allemand d'un État fort, interventionniste, qui liait le militaire à l'économique ainsi qu'à une politique naissante de sécurité sociale, s'avérait très attractif pour les nouveaux groupes d'intellectuels chiliens[25]. En effet, ces derniers n'appartenaient pas à l'élite traditionnelle, et s'opposaient au *laissez-faire* anglais et au dogme de la non-ingérence gouvernementale dans l'économie.

Le chapitre 1 décrit l'évolution des idées économiques libérales au Chili depuis leurs précurseurs intellectuels, mais en l'ancrant dans le contexte des deux grands cycles économiques que connaît le pays entre 1830 et 1930. Cette période représente le temps qui s'est écoulé entre l'arrivée d'idées économiques libre-échangistes au Chili et la crise, puis le repli de la pensée libérale pendant l'entre-deux-guerres. Nous nous sommes tout particulièrement efforcé de montrer de quelle manière ces idées sont parvenues à s'imposer dans le pays, y ont été appliquées et ont évolué dans un contexte donné. Nous n'aspirons pas pour autant à écrire une histoire générale des idées, et encore moins du libéralisme économique au sujet duquel il existe déjà une abondante production académique. Au contraire, nous estimons que les idées s'"incarnent" dans certaines réalités, mais que celles-ci modifient à leur tour la pensée, engendrant une dynamique différente du seul mécanisme de copie et de transposition de schémas rigides. En réalité, un "espace d'application" idéologique peut à son tour devenir une expérience par la suite considérée comme un modèle[26].

Plus précisément, les transformations du libéralisme économique et de l'Économie Politique au Chili n'ont pas suivi la même orientation que sur le reste du continent, malgré un héritage historique et culturel commun, fruit de la colonisation espagnole. Pour autant, notre objectif n'est pas d'accréditer l'idée d'une prétendue "exceptionnalité" chilienne. Il s'agit davantage de souligner sans ambiguïté les différences existant par rapport à des visions historiographiques qui tendent à négliger les particularités locales de notre histoire continentale. Aveuglées par la louable quête de la comparaison, ces dernières tombent en effet fréquemment dans l'écueil de simplifications ou de généralités qui, au lieu d'en faciliter

[25] Pour un intéressant article consacré à l'"État social" et ses antécédents en Allemagne depuis la fin du XIXème siècle, voir: Escaffre, Jean-Pierre, Lojkine, Jean & Suarez, Cathy, "L'État social, Mythe et réalités", *Nouvelle Fondation*, Vol.1, nº 5, 2007, p. 56-64.

[26] Actuellement, le Chili est considéré au plan international comme une expérience modèle de modernisation capitaliste. Ce constat ne contredit pas notre propos précisant que le concept de « modèle » ne peut être appliqué à la transformation économique du Chili après 1973, du fait de son contexte particulier de répression et de la configuration politico-institutionnelle qui s'ensuivit (dictature/transition négociée). Par ailleurs, un modèle implique nécessairement sa reproduction, ce qui nous paraît extrêmement difficile au regard de notre analyse de la récente expérience chilienne.

la compréhension historique, la rendent plus difficile. La société chilienne, du fait de sa dimension réduite, de son isolement géographique, de sa structure sociale et d'une certaine homogénéité de son élite dirigeante, a constitué un espace propice à des expériences sociales et idéologiques originales, lesquelles se sont même multipliées pendant la seconde moitié du XXème siècle. L'histoire du libéralisme économique au Chili participe de ce processus et n'échappe guère à certaines particularités. C'est seulement en les prenant en considération qu'il est possible de reconstituer dans les meilleures conditions une histoire comparée au niveau continental.

Le chapitre 2 aborde quant à lui le recul de la pensée économique libérale au Chili et sa substitution progressive par la théorie économique structuraliste ("cépalienne"), dans un contexte de crise économique mondiale et de discrédit des doctrines du libre commerce. Nous avons souhaité mettre l'accent plus précisément, non sur la disparition de la théorie classique, mais sur son déclin dû à l'augmentation des attributions de l'État. Les théories privilégiant la planification économique et le contrôle de l'économie par les pouvoirs publics ont joué à cet égard un rôle majeur.

Dans cette partie de notre analyse, nous avons également consacré une place importante à l'explication du contexte qui a vu émerger une pensée économique spécifiquement latino-américaine, dans la mesure où se trouve exposée une vision issue de la périphérie, centrée sur l'industrialisation, le développement des marchés internes et la substitution d'importations. Telle n'a pas été, en effet, la seule réponse locale et originale à la crise engendrée par la Grande Dépression. Il s'est agi également d'une révision historique de ce que les économistes structuralistes ont décrit – depuis les années 1930 – comme l'échec de la modernisation capitaliste des "élites oligarchiques" latino-américaines. Cependant, la construction de l'État de compromis chilien relèvera davantage d'une légende que d'un projet durable[27]. Nous avons évoqué en effet une expérience qui ne durera pas tout à fait quarante ans (1938-1973), mais qui va profondément marquer la pensée économique et politique au Chili. Le modèle structuraliste est également à l'origine d'une réponse "révolutionnaire"[28] de la part du monde conservateur chilien, lequel va rompre avec

[27] Nous avons préféré utiliser le concept d'État de compromis ou État entrepreneur plutôt que celui de *Welfare State* ou *État-Providence*. En effet, les différences d'utilisation et de profondeur sont importantes lorsqu'il s'agit de comparer la réalité d'Amérique latine avec celle de l'Europe occidentale ou des États-Unis.

[28] L'une des hypothèses majeures de notre travail de recherche se rapporte à l'existence d'une "révolution" conservatrice qui imposera finalement le capitalisme au Chili, en créant une société de marché et une élite dirigeante dont les caractéristiques sont associées au concept traditionnel de bourgeoisie.

l'héritage du libéralisme du XIXème siècle et adopter les idées nouvelles de l'économie néoclassique et de l'autoritarisme politique.

Dans ce deuxième chapitre, nous abordons également les spécificités de la doctrine économique néoclassique (en particulier du monétarisme) ainsi que le rôle clef joué par l'Université de Chicago dans la diffusion mondiale de cette théorie. Mais, au-delà de l'analyse de la théorie monétariste à proprement parler, nous avons focalisé notre intérêt sur la manière dont s'est effectué le transfert idéologique au Chili. L'élite dirigeante locale s'est en effet peu à peu séparée de l'État qu'elle avait créé au XIXème siècle, devenant ainsi son principal pourfendeur depuis 1950.

Les divergences internes qui avaient divisé l'élite au cours du XIXème siècle jusqu'aux premières décennies du XXème siècle, avaient pratiquement disparues[29]. Un sentiment unitaire de classe s'est fait jour, face au défi grandissant que représentait la présence de nouveaux groupes sociaux luttant pour le contrôle de l'État et de la politique économique[30]. L'élite dirigeante adopta ultérieurement une position défensive, suite à la Grande Dépression de 1930. La perte de prestige de la théorie économique classique fut en effet radicale, du fait de l'apparition des systèmes d'économie centralisée (aussi bien démocratiques que totalitaires), si populaires dans la période de l'entre-deux-guerres et à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Paradoxalement, et tout du moins au Chili, une partie de l'élite dirigeante a trouvé refuge auprès de l'État, donnant ainsi naissance à une classe patronale qui a bénéficié de la protection du modèle de développement endogène et de substitution des importations. Cependant, un autre segment de l'élite est resté marqué par le début de la Guerre froide et par la division idéologique qui a opposé les deux grands blocs. Ces bouleversements poussèrent ce groupe à chercher un nouveau moyen de croissance économique capitaliste fondé sur le libre commerce et le libéralisme classique. C'est la raison pour laquelle l'élite dirigeante se rapprocha idéologiquement des Etats-Unis. La Révolution cubaine ainsi que l'influence politique croissante de la gauche latino-américaine – sans oublier une Démocratie chrétienne au discours révolutionnaire et antioligarchique – ont contribué à accroître la peur et à encourager ainsi le processus d'idéologisation de l'élite conservatrice chilienne. Ces

[29] Nous faisons allusion principalement aux différences que nous avons décrites entre conservateurs et libéraux mais qui ne remettaient pas en cause le "consensus libéral" qui s'était imposé en faveur de l'économie capitaliste.

[30] En particulier la classe moyenne chilienne, à l'origine peu développée, mais dont la croissance s'est faite parallèlement à celle de l'État et également d'autres groupes issus de la classe ouvrière, organisés dans les principaux partis politiques d'inspiration marxiste (Parti communiste et Parti socialiste essentiellement).

circonstances la confrontèrent pour la première fois au danger (réel ou virtuel) de son imminente disparition ou élimination par une révolution de type socialiste. Face à cette hypothétique menace, une série d'échanges économiques, technologiques, mais aussi académiques entre les universités nord-américaines et certaines universités latino-américaines ont été engagés, et ce, depuis le milieu des années 1950,. Dans le domaine de la pensée économique, l'objectif de l'administration nord-américaine était de neutraliser ou tout du moins de contrecarrer l'influence grandissante de la gauche, en particulier de la pensée économique structuraliste dite "cepalienne". C'est dans ce contexte de lutte idéologique que doit être interprété le projet de coopération entre l'Université Catholique du Chili (PUC) et l'Université de Chicago en vue de la formation d'économistes et de cadres diplômés de second et troisième cycle.

L'évolution qu'a connue un groupe marginal d'économistes, au sein d'une université relativement modeste (PUC), et jusqu'à devenir les instigateurs de la "modernisation économique" du Chili, sera donc traitée dans notre second chapitre. Il s'agira pour nous d'aborder les luttes idéologiques qui ont eu lieu à l'intérieur de l'Université Catholique. Dans cette perspective, nous prendrons en compte la volonté et l'insistance de certains professeurs nord-américains afin que le projet d'échanges universitaires donne naissance à une nouvelle classe patronale au Chili, entièrement formée à l'économie scientifique et "positive" de l'Université de Chicago. Cette partie du travail s'achève par la description de la prédominance absolue de l'enseignement de l'économie néoclassique au sein de la PUC et de l'influence croissante des économistes qui y ont été formés. L'agitation des années 1960 a facilité l'union de ces professionnels avec un groupe de jeunes conservateurs ("*gremialistas*"), principalement formés à l'École de Droit de cette même université. Ensemble, ces deux groupements ont donné lieu à ce que Stéphane Boisard a identifié comme étant la "Nouvelle Droite" chilienne ; droite qui mènera à bien la transformation économique du Chili voulue et imposée par le régime militaire (1973-1990) [31] .

La deuxième partie de la thèse envisage l'implantation d'un nouveau schéma économique au Chili dans un contexte d'autoritarisme et de répression. En ce sens, nous considérons qu'une "révolution" économique capitaliste a bel et bien été accomplie dans le pays. Cette "révolution" a profondément modifié le modèle de développement dominant depuis la fin des années 1930, et a également rompu avec les vieux idéaux de l'élite

[31] Boisard, Stéphane, *L'émergence d'une nouvelle droite: monétarisme, conservantisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Toulouse, Université de Toulouse 2 le Mirail, 2001.

dirigeante chilienne. Néanmoins, l'évolution de la vie politique et économique chilienne à partir de 1973 ne peut en aucun cas être interprétée uniquement comme une restauration ou une réaction conservatrice face à l'échec du projet socialiste de l'Unité Populaire et de son président Salvador Allende. Au contraire, le nouveau capitalisme imposé par le pouvoir militaire ne représente pas un héritage du libéralisme du XIXème siècle. Il est le résultat d'une combinaison particulière de la doctrine néoclassique des économistes chiliens formés à Chicago et du conservatisme hispaniste des "*gremialistas*". De fait, il s'agissait d'une nouvelle réponse spécifique aux circonstances créées par la Guerre froide.

Comme nous l'expliquons dans le chapitre 3, les militaires qui ont pris le pouvoir en 1973 ne disposaient d'aucun projet économique ni institutionnel pour le Chili et ne faisaient qu'exprimer la prédominance d'une tradition étatiste et nationaliste centralisatrice (le "*desarrollismo*") associée à un anticommunisme extrême. Les divergences observées au sein du régime militaire dans les premières années du gouvernement (1973-1975) ont ainsi abouti à la défaite des généraux "développementalistes", renforçant au passage la domination des militaires les plus proches de Pinochet et de la Marine. Ces deux groupes soutenaient par ailleurs les mesures radicales des jeunes technocrates monétaristes de Chicago, nommés à des postes gouvernementaux dès les premiers mois de la dictature militaire.

Ce chapitre nous permet également d'analyser la manière dont a été imposé le nouveau modèle économique, devenu l'une composante de la violence dictatoriale, un modèle empreint d'un esprit "refondateur" pour le pays. Cette démarche nous permet par ailleurs de revenir sur l'*ethos* "révolutionnaire" qui est à l'origine de la prétention d'instaurer une réalité sans point de départ identifié et de rompre avec les traditions d'un État créé par cette même élite libérale-conservatrice. Nous avons tout particulièrement mis l'accent sur le caractère idéologique que comporte l'implantation d'une expérience d'économie ultralibérale inédite en Amérique latine. Nous soutenons à cet égard que cette expérimentation dotée d'un corollaire institutionnel (la Constitution de 1980) a essentiellement permis au régime militaire d'apparaître comme l'instigateur d'un renouveau dans l'histoire du Chili. Le discours officiel visait pour sa part à lancer l'idée d'une "nouvelle indépendance". Cette perspective était présentée aux Chiliens comme la rupture finale avec l'"étatisme" du XXème siècle, même si elle se fondait, paradoxalement, sur le retour des "anciennes" traditions nationales considérées comme "meilleures"[32].

[32] Les références à l'autoritarisme de la période conservatrice (1830-1861) – également appelée République Autoritaire – ont été constantes. Ce dernier se caractérisait par l'hégémonie du parti conservateur (dont les

Nous avons souhaité compléter cette analyse par la description des principales mesures économiques appliquées au Chili entre 1975 et 1978, connues sous l'expression de "traitement de choc", mesures qui ont été mises en œuvre pendant la période où la répression et les violations des droits de l'homme ont été les plus marquées dans le pays. Le moment choisi afin de mettre en œuvre les transformations économiques les plus radicales — pendant lequel la population civile a le plus souffert du régime de terreur instauré par la DINA[33] et autres services de sécurité du régime —, n'est effectivement pas une coïncidence. Si l'on en croit les conseils donnés par Milton Friedman en personne à Augusto Pinochet, ces mesures devaient être appliquées très rapidement afin d'éviter les protestations de la population et de neutraliser l'opposition des syndicats ou de toute autre organisation sociale.

Ce troisième chapitre se poursuit par l'étude du "miracle économique" chilien, essentiellement à travers le prisme des premières réussites économiques du régime militaire (grâce à l'intervention des "*Chicago Boys*"). La croissance observée au cours de cette période était due aux mesures de "choc", mais plus encore au crédit avantageux qu'avait obtenu le pays sur les marchés financiers mondiaux à l'époque des pétrodollars (1974-1982). Or, le pays a payé très cher le prix de cet endettement et de ce bref *boom*, lorsqu'en 1982 a éclaté la plus grosse crise financière et sociale qu'ait connue le Chili depuis 1930. Notre chapitre s'achève enfin sur la genèse du cadre institutionnel destiné à consolider le modèle économique de libre marché, en grande partie élaboré par l'équipe dirigée par l'avocat corporatiste (*gremialista)* Jaime Guzmán Errázuriz. À ce niveau de l'argumentation, il nous a semblé nécessaire d'insister à nouveau sur l'esprit "refondateur" du régime militaire et de son projet d'instaurer une "démocratie protégée" préservée de tout changement politique et de la souveraineté populaire. Dans ce schéma économico-institutionnel, le marché occupe une place indiscutable, et l'initiative privée constitue l'axe principal autour duquel s'articule la société. L'État est cantonné à un rôle subsidiaire, et le pouvoir des acteurs sociaux collectifs sont réduits et limités du fait de leur potentiel "subversif et étatiste".

Dans le chapitre 4, nous analysons les réformes économiques mises en œuvre pendant le régime militaire et appelées à jouer un rôle clé et à détruire complètement le système de développement endogène. Intervient également ce que nous avons identifié comme la tentative d'instituer une "société de marché" par le biais d'un ensemble de mesures non seulement économiques, mais également sociales et culturelles. Notre étude se poursuit avec

---

membres étaient surnommés les "*pelucones*") suite à la défaite des "*pipiolos*" ou libéraux lors de la bataille de Lircay (1830) et à la promulgation de la Constitution de 1833.

[33] DINA: Direccción de Inteligencia Nacional.

la description et l'analyse de la crise financière de 1982 et la manière dont celle-ci a non seulement menacé la continuité du régime militaire, mais aussi le modèle économique élaboré par le groupe d'économistes de Chicago. Outre la description des mécanismes de la crise financière de 1982, nous nous attachons à montrer à quel point celle-ci s'est aggravée, en raison de l'intransigeance idéologique manifestée par les autorités économiques de l'époque. C'est précisément cette rigidité qui a provoqué le départ du gouvernement des *Chicago Boys*, et l'apparente chute de ce qui, à l'époque, était qualifié de "modèle néolibéral". Cependant, après une brève période d'hétérodoxie économique et de politiques d'expansion (1983-1984), le régime militaire – et en particulier le général Pinochet – a de nouveau misé sur le retour de la rigueur économique des monétaristes, malgré la débâcle subie deux années auparavant.

Notre interprétation tend à démontrer que le régime militaire a renforcé l'implantation du modèle de une société de marché de manière telle qu'il était impossible de revenir en arrière et encore moins de bâtir une stratégie économique centrée sur l'État diabolisé précédemment pendant près d'une décennie. Par ailleurs, une large part du patronat a continué de soutenir la stratégie des économistes monétaristes malgré l'effondrement financier. C'est ainsi qu'au cours de la période 1984-1990, s'est imposé un nouveau cycle de réformes de marché, cette fois moins idéologisé et plus pragmatique. C'est également l'époque de la seconde génération d'économistes formés à Chicago ; moins combative et doctrinaire que la première mais plus habile dans la projection de l'héritage économique et institutionnel du régime militaire en vue d'une imminente transition démocratique.

Enfin, pour clore notre travail de recherche, la troisième partie de notre thèse doctorale se concentre sur l'histoire récente de l'expérience économique chilienne à la fin du régime militaire et pendant la transition démocratique (1990-2003). Soulignons que les chapitres 5 et 6 ont été plus délicats à rédiger dans la mesure où ils intègrent des éléments d'analyse propres à la sociologie et à la science politique. Pour la rédaction de ces chapitres, et contrairement aux chapitres précédents, nous possédions une énorme quantité de sources – situation que connaissent bien les historiens du temps présent –, ce qui nous a contraint à effectuer des choix difficiles et à écarter des thèmes qui possèdent en eux-mêmes un grand intérêt historiographique. L'historiographie du libéralisme économique au Chili devient en effet plus complexe à partir de 1990, puisque la chute des socialismes réels a précipité la disparition du cadre idéologique de la Guerre froide et a engagé tous les acteurs sociaux et politiques dans la recherche de nouvelles références. La démocratie et le marché apparaissent

comme les symboles d'un système triomphant, face à la débâcle des socialismes réels et à la crise immédiate des partis marxistes.

Nous nous sommes attaché tout particulièrement à la manière dont les fondements du modèle économique chilien ont été conservés après la fin du régime militaire, notamment en ce qui concerne la forme du discours sur le libre commerce et la société de marché, qui influence l'élite de centre-gauche à la tête du Chili depuis 1990. Le cinquième chapitre s'ouvre ainsi sur la description de l'évolution de ces économistes et intellectuels, depuis des positions proches du "développementalisme cépalien" vers un libéralisme qui, même s'il ne se reconnait pas dans le monétarisme – dénoncé même comme un "néo-libéralisme" –, fait du marché et du libéralisme politique son cheval de bataille. Sur ce point, il s'est avéré particulièrement intéressant de constater la similitude des recommandations issues du "Consensus de Washington" et des politiques économiques mises en œuvre au Chili une décennie auparavant. C'est ainsi que l'on a commencé à parler du "modèle économique chilien", comme une sorte d'exemple à suivre pour les pays du Tiers Monde. Ce modèle consistait précisément en une application rigide des postulats monétaristes dans le contexte d'une démocratie restreinte voire d'un régime autoritaire. Dans les années 1990, la Banque Mondiale et le FMI sont alors devenus les principaux promoteurs de la "recette chilienne".

Si, comme nous tendons à le penser, l'opposition démocratique au régime militaire chilien a fini par accepter et même favoriser le modèle de libre-échange ainsi que la démocratie restreinte, ce choix implique également sa transformation et son adaptation à une société qui sortait à peine de l'autoritarisme et de la répression politique. D'où, à la fin des années 1990, de houleux débats au sein de la coalition gouvernementale (la *Concertación*) à propos de la prétendue "trahison" de certains de ses *leaders* et de leur absence de sincérité malgré des intentions affichées d'en finir avec l'héritage de la dictature militaire.

Enfin, le chapitre 6 expose les principales transformations économiques du Chili post-dictature en insistant sur l'apparition d'une nouvelle classe dirigeante liée au pouvoir économique et au monde de l'entreprise. Nous avons choisi tout particulièrement de mettre l'accent sur les nouveaux biais par lesquels le discours économique a pénétré la société et a pu influer sur les décisions politiques et sur le rôle de l'État. Dans le même esprit, nous avons estimé primordial d'aborder la projection et les défis de l'économie chilienne, compte tenu de la forte concurrence de ses voisins régionaux : nous avons donc tenu à rappeler que le Chili n'est plus une exception en matière de "modernisation". Cependant, nous estimons nécessaire de souligner que le Chili a constitué la première expérience de transformation

radicale d'une économie latino-américaine suivant le credo du capitalisme globalisé, et représente l'une des premières expérimentations de création d'une société de marché avant même qu'elle n'ait vu le jour dans l'Angleterre conservatrice et aux États-Unis, dans les années 1980.

Enfin, concernant la sélection et l'usage des sources, le défi à relever dans ce travail de recherche a été de taille compte tenu de la grande quantité de données disponibles et la difficulté à hiérarchiser de l'information. Il faut y ajouter le fait que, bien que deux tiers de notre travail de recherche soit consacré à la période 1973-2003, nous avons adopté un horizon temporel d'analyse de près de deux siècles. De plus, la traditionnelle séparation entre sources primaires et secondaires s'est avérée difficilement applicable dans notre cas. La plupart du temps, nous avons en effet travaillé sur des extraits de presse ainsi que des publications d'économistes (livres et articles) qui, selon les cas, ont été considérées comme des sources primaires ou secondaires selon leur contexte d'utilisation. En second lieu, nous avons décidé de donner la priorité à l'abondante production écrite des économistes, en particulier en anglais. La recherche hémérographique proprement dite a été presque exclusivement effectuée pour l'élaboration des chapitres 4, 5 et 6, puisqu'il s'agit d'une période plus contemporaine sur laquelle il existe moins de travaux historiographiques ou économiques de réel intérêt. Pour finir, les nombreuses données disponibles sur Internet nous ont également conduit à filtrer et à sélectionner les documents les plus représentatifs des idées et des processus que nous souhaitions traiter, en particulier en ce qui concerne le rôle des économistes dans les sociétés contemporaines ainsi que les changements intervenus au sein de l'élite dirigeante chilienne au cours de ces quarante dernières années.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE AU CHILI (1810-1970)

> *« En politique comme en économie, nous ne concevons ni n'estimons bénéfique aucun autre système que celui de la liberté, comme le régime communiste, si contraire à la protection, inégal à l'égard de tous, pareil à une combinaison d'artifices [sic]… Nous affichons notre adhésion sans aucune réserve ainsi que notre entière dévotion à l'œuvre de la liberté »*[34].
>
> Editorial de la *Revue Économique* de Valparaíso (1886)

1.4 Les précurseurs : l'influence des théoriciens classiques du libéralisme

Il existe un consensus général au sein de l'historiographie chilienne concernant l'arrivée des idées de la théorie économique libérale classique dans le pays à partir du milieu du XIXème siècle, en particulier grâce à la présence d'un professeur d'économie politique français, Jean Gustave Courcelle-Seneuil (1813-1892)[35]. On lui attribue l'enseignement ainsi que la diffusion systématique de l'économie politique auprès de l'élite chilienne à partir de 1855, date de son arrivée au Chili. Cependant, diverses études réalisées depuis les années 1960 ont apporté une vision distincte de l'apparition de la théorie économique classique et de sa circulation parmi l'élite de la nouvelle République dès sa fondation (1810-1818).

La célèbre étude de Robert M. Will portant sur l'économie classique au Chili fait désormais office de classique et continue d'être la principale référence en la matière[36]. L'auteur y discute la thèse selon laquelle les œuvres des économistes libéraux comme Adam Smith, David Ricardo ou encore Jean-Baptiste Say[37] étaient pratiquement méconnues au Chili avant la création du cours d'Économie Politique de Courcelle-Seneuil à l'Institut

---

[34] Editorial, *Revista Económica*, Valparaíso, 1886, p. 9 ; « En política y en economía no concebimos ni estimamos otro sistema que el de la libertad, tan contrario a la protección, desigual a quien quiera que sea, como al régimen comunista o de arreglos de artificio… Reservamos nuestra adhesión sin reserva y nuestra entera consagración a la obra de la libertad ».

[35] Barros Arana, Diego, "Necrolojías. Don Juan Gustavo Courcelle-Seneuil", *Anales de la Universidad de Chile*, 1892.

[36] Will, Robert, "The introduction of Classical Economics into Chile", *The Hispanic American Historical Review*, Vol. 44, nº1, 1964, p. 1-21.

[37] D'après Eric Hosbawm, trois éditions de *La Richesse des nations* d'Adam Smith circulèrent en France avant la Révolution et quatre autres pendant. La première édition du *Traité d'économie politique* de Jean-Baptiste Say (disciple de Smith) fut publiée en 1803, mais son œuvre ne fut diffusée qu'à partir de la Restauration (1815). Voir : Hobsbawm, Eric, *Aux armes historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution Française*, Éditions La Découverte, Paris, 2007, p. 25.

national, en 1856. Will[38] soutient au contraire que, dès le début du XIXème siècle, les théories précédemment citées étaient en réalité connues d'un petit groupe de Chiliens qui avaient eu accès à ces ouvrages alors qu'ils voyageaient en Europe, ou par le biais des rares traductions de ces mêmes ouvrages, disponibles en français dans certaines bibliothèques particulières dans les villes de Santiago et de Concepción.

Le suivi de la publication de certains articles journalistiques nous a permis de détecter la présence d'une circulation de ces idées appliquées à des thèmes tels que le rôle du gouvernement dans l'économie, l'importance de la monnaie et, en particulier, les politiques mises en place concernant les tarifs douaniers. Ce que l'on observe est alors moins le résultat d'une méconnaissance théorique des élites chiliennes que celui d'une certaine méfiance quant à la possibilité d'appliquer la théorie classique dans la République naissante. En effet, les autorités de l'époque étaient convaincues que ce qui fonctionnait bien pour les puissances européennes comme l'Angleterre et la France n'était pas forcément adéquat pour une petite économie, qui plus est fragile, comme celle du Chili, et ce malgré le partage de la plupart des principes théoriques exposés par les libéraux. En d'autres termes, il s'agissait, pour les élites chiliennes, d'adopter une position pragmatique même si elles adhéraient en grande partie aux principes du libéralisme classique. Les doctrines du *laissez-faire* et du libre-échange leur paraissaient effectivement plus en accord avec des sociétés plus "avancées" et qui possédaient un niveau d'industrialisation plus élevé. Ainsi, préféraient-ils appliquer un modèle d'économie politique qui prenne en compte le niveau de développement du pays et qui permette une évolution positive de celui-ci. En outre, cette idée était partagée par les plus fervents défenseurs de la théorie classique.

La question d'une certaine frilosité dans l'application de ladite théorie durant la première période de la vie républicaine chilienne (1810-1860) demeure ainsi, encore à ce jour, ouverte pour l'historiographie. Néanmoins, il nous semble que l'une des explications les plus plausibles est celle posée par Will à propos de la survie et de la résistance des idées néomercantilistes dans l'imaginaire de l'élite chilienne, surtout parmi ceux qui se situaient dans l'aile la plus libérale du spectre politique de l'époque[39].

---

[38] Il existe une version espagnole de l'article de Robert Will publiée au Chili en 1864 : Will, Robert, "Economía clásica en Chile antes de 1856", *Revista Chilena de Historia y Geografía*, N° 131, 1964, p. 177-204.

[39] Au XIXème siècle, le néomercantilisme était constitué de pratiques et d'un ensemble d'idées économiques hétérogènes qui postulaient la nécessité de maintenir une balance commerciale positive afin que le Trésor public accumule de la richesse. En d'autres termes, la richesse était assimilée à la monnaie et aux métaux précieux, c'est-à-dire à une "quantité disponible", au capital que possédait chaque État. Ainsi, afin d'éviter une sortie trop importante de richesse, les néomercantilistes avaient mis en place une série de mesures

Le néomercantilisme a été dominant dans l'Espagne du XVIIIème siècle et appliqué dans ses colonies américaines, y compris des décennies après l'indépendance de ces dernières[40]. Ce courant de pensée réformiste avait fortement influencé les élites locales, essentiellement à travers l'œuvre d'auteurs tels que Pedro Rodríguez de Campomanes[41], Bernardo Ward[42] ou encore José Campillo y Cosio[43]. Ces travaux furent nettement plus diffusés sur le continent américain que ceux des auteurs du libéralisme classique que nous évoquions précédemment. A titre d'exemple, l'ouvrage d'Adam Smith, *La richesse des nations*, ne fut traduit en espagnol que six ans après la mort de Charles III, en 1794.

De ce fait, dans le contexte des réformes des Bourbons, l'impact de ces trois auteurs en Amérique hispanique fut décisif[44]. La preuve en est qu'il est possible de repérer des

---

protectionnistes parmi lesquelles la création de tarifs douanniers, celle de quotas d'importation, une politique de soutien aux industries locales, ou simplement l'interdiction d'exporter des métaux précieux comme l'or et l'argent. En somme, l'on cherchait à favoriser les exportations pour qu'elles soient supérieures aux importations, en donnant la priorité aux biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Pour ce faire, les néomercantilistes imaginent également des mesures touchant plus particulièrement l'agriculture et l'industrie et mettent en place des politiques natalistes.

Le néomercantilisme fut une des pratiques à l'origine du développement des États-nations européens dès le XVIème siècle, et ce jusqu'au XVIIIème siècle. Ce courant économique promouvait effectivement le commerce international tout en privilégiant systématiquement les exportations de produits ou de matières premières. Les théories mercantilistes défendaient également une forte présence, et même intervention, de l'État dans l'économie, ce qui fut à l'origine des critiques des penseurs libéraux tels qu'Adam Smith ou encore David Hume. Les études spécialisées identifient généralement trois courants mercantilistes : le *Bullionisme* ou mercantilisme espagnol, lequel, à ses débuts, privilégia l'accumulation de métaux précieux (monnaie, devise) ; le *Colbertisme* ou mercantilisme français, qui encourageait principalement l'industrilisation et le commerce local ; et le *commercialisme* anglais, basé sur un commerce extérieur agressif et une économie nationale très protectionniste.

Actuellement, le concept de “néomercantilisme” a subi diverses modifications, fruits de la dite “globalisation”. Ainsi par néomercantilisme entend-t-on désormais concurrence entre États, ou “guerre économique” menée par les différents marchés à éhelle mondiale.

Pour une approche plus complète concernant le mercantilisme hispano-américain, nous recommandons la lecture de : Smith, Robert, “Economists and the Enlightenment in Spain : 1750-1800”. *The Journal of Political Economy*, Vol.63, nº4, 1955, p. 345-348. Pour une vision contrastée du mercantilisme espagnol, nous suggérons celle de : Sidney Smith, Robert, “Spanish antimercantilism of the seventeenth century : Alberto Struzzi and Diego José Dormer”, *The Journal of Political Economy*, Vol.48, nº3, 1940, p. 401-411. Enfin, pour tout ce qui touche aux mouvements du commerce impérial de l'Espagne de la fin du XVIIIème – début du XIXème siècle, nous recommandons la lecture de l'article suivant : Fischer, John, “Commercial and Imperial Decline : Spanish Trade with Spanish America, 1797-1820”, *Journal of Latin American Studies*, Vol.30, nº3, 1998, p. 459-479.

[40] À propos des caractéristiques particulières de l`économie chilienne au XVIIIème siècle, voir notanment : Romano, Ruggiero, “Une économie coloniale : le Chili au XVIIIe siècle”, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Vol.15, nº 2, 1960, p. 259-285.

[41] Rodríguez Campomanes, Pedro, *Discurso sobre el momento de la industria popular*, Madrid, 1774. Cité par Will, Robert, *Op. cit.*, p. 2.

[42] Ward, Bernardo, *Projecto económico*, Madrid, 1779. Cité par Will, Robert, *Op. cit.*, p.2.

[43] Campillo y Cosio, José, *Nuevo sistema de gobierno económico para la América : con los males y daños que le causa el que hoy tiene, de los que participa copiosamente España, y remedios universales para que la primera tenga considerables ventajas, y la segunda mayores intereses*. Impr. de Benito Cano, Madrid, 1789. Disponible à la bibliothèque virtuelle “mémoire chilienne” (*Memoria Chilena*) : Disponible en ligne : http://www.memoriachilena.cl/temas/documento_detalle.asp?id=MC0027828 (consulté le 02/02/2008).

[44] L’une des réformes bourboniennes qui eut le plus de répercussions économiques sur le continent américain fut celle de 1778, laquelle établissait un nouveau réglement commercial entre l'Espagne et ses colonies

différences dans leurs divers écrits, aussi bien dans les archives nationales des divers pays latino-américains où ces derniers sont référencés, que dans la presse de l'époque. C'est justement le cas de Manuel de Salas (1754-1841), l'un des intellectuels chiliens les plus importants de la période. Bien qu'on le classe généralement parmi les libéraux classiques, son œuvre reflète clairement l'influence des auteurs précédemment cités, en particulier suite au séjour qu'il effectue en Espagne entre 1777 et 1783. En tout état de cause, sa préférence pragmatique pour le néomercantilisme ne fait plus aucun doute après sa nomination au Tribunal Royal du Consulat de Santiago. C'est donc en tant que haut fonctionnaire qu'il commença à travailler pour la protection de l'industrie locale et la diffusion de nouvelles techniques industrielles et agricoles. Par ailleurs, s'il n'a eu de cesse de plaider en faveur de la liberté du commerce entre l'Espagne et ses colonies[45], il n'a jamais défendu le *libre commerce* à l'anglaise.

Pour Salas, l'État devait en effet jouer un rôle central dans l'économie, aussi bien en aidant les industries qu'en promouvant l'éducation, en utilisant les mécanismes des tarifs douaniers ou encore en prenant en charge les plus démunis. Un autre élément retient aussi notre attention : en 1813, Salas se prononce en faveur de l'enseignement de l'économie politique, affirmant la nécessité de mettre en place des cours allant en ce sens. Il suggère alors l'étude des œuvres des économistes libéraux comme Jean-Baptiste Say, Adam Smith ou encore Antonio Genovesi.

Par conséquent, dans les débuts de la République chilienne (1810/1818), si les auteurs du libéralisme classique occupent une place de choix au niveau éducatif, il apparaît qu'en pratique, la doctrine mercantiliste reste prédominante.

---

américaines. Pour la première fois, divers ports du continent furent en effet autorisés à commercer directement avec la métropole. Cette mesure visait, en son temps, à augmenter le prélèvement d'impôts et à réduire la contrebande.
Voir : Anónimo, *Reglamento y aranceles reales para el comercio libre de España a Indias de 12 de Octubre de 1778*, Imprenta de Pedro Marín, Madrid, 1778.

[45] Pour une étude complète du commerce chilien antérieur à l'indépendance, nous recommandons la lecture de l' œuvre classique de Agustín Ross, en particulier pour tout ce qui a trait à la questioon coloniale : Ross, Agustín, *Reseña histórica del comercio de Chile durante la era colonial*, Imprenta Cervantes, Santiago, 1894.
Pour une étude plus ciblée du commerce colonial de la fin du XVIIIème siècle-début du XIXème, nous suggérons la lecture de l'ouvrage de Sergio Villalobos qui questionne, entre autres, la thèse d'une rébellion autochtone résultant d'une opposition au monopole espagnol, ou bien conséquence du caractère marginal et de moindre importance de la colonie du Chili pour l'Espagne : Villalobos, Sergio, *El comercio y la crisis colonial: un mito de la Independencia*, Universidad de Chile, Ed. Universitaria, Santiago, 1968. Il est également intéressant de consulter le compte-rendu qu'a fait Simon Collier de cette œuvre: Collier, Simon, "El comercio y la crisis colonial. Un mito de la independencia. by Sergio Villalobos R.", *The Hispanic American Historical Review*, Vol. 53, nº4, 1973, p. 686-689.

En effet, le cours d'économie politique était à l'origine inclus dans les programmes d'étude de l'Institut National de 1813, bien que l'établissement dut fermer ses portes à cause de la dénommée "Reconquête" espagnole[46]. Lorsque l'Institut rouvrit finalement en 1819, l'enseignement de l'économie politique fut rendu obligatoire pour tous les étudiants en Droit, en particulier à partir de l'ouvrage de Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, publié à l'origine en 1803[47]. C'est justement par le biais de cette œuvre que les idées de la théorie classique commencent à être diffusées au Chili, à partir de la traduction espagnole effectuée par Juan Sánchez Rivera, en particulier dans son édition de 1821[48]

Ainsi, dans les années 1820, commence-t-on à observer dans la presse, tout comme dans les discours publics, l'apparition d'arguments basés sur l'œuvre de Say ainsi que d'autres économistes libre-échangistes. Des journaux comme *El Telégrafo* ("Le télégraphe")[49] prêchent désormais la réduction des tarifs douaniers pour l'exportation des métaux, contredisant directement l'un des piliers de la doctrine mercantiliste, à savoir l'accumulation de richesse dont les métaux précieux. En somme, on insistait sur la nécessité de garantir la valeur de la monnaie et d'assurer la réduction des tarifs douaniers afin de combattre les activités de contrebande. Cette discussion autour de la politique économique à mener au sein de la nouvelle nation demeura à l'ordre du jour durant toute la période des années 1820-1830 –jusqu'à il y a peu considérée comme une période d'"anarchie politique"[50] –, au moment

---

[46] La "Reconquête" espagnole a été désignée par l'historiographie chilienne comme la période comprise entre la défaite des forces patriotes à Rancagua, les 1 et 2 octobe 1814, et la victoire du 12 février 1817 lors de la bataille de Chacabuco. Suite à la défaite de Rancagua, qui signifia le repli du reste des forces armées patriotes de l'autre côté des Andes, le chef militaire royaliste, Mariano Osorio, assuma le commandement du pays sous le titre de "gouverneur". Suite à cela, la campagne de contre-révolution menée par le Vice-Roi du Pérou, Fernando de Abascal, a été un succès, et a consacré une nouvelle étape vers la restauration du pouvoir du roi Fernando VII, à nouveau sur le trône d'Espagne suite à la chute de Napoléon. Les initiatives républicaines décrétées par José Miguel Carrera et Bernardo O'Higgins furent alors immédiatement stoppées et les institutions gouvernementales, administratives et judiciaires de la Colonie ont été restaurées. Source : archives "Memoria Chilena" : Disponible sur le site : http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id_ut=reconquistaocontrarrevolucion:1814-1817) (consulté le 02/02/2008).

[47] Jean-Baptiste Say est l'un des fondateurs de l'école libre-échangiste. Son œuvre la plus diffusée fut effectivement le *Traité d'Économie Politique.* Cette dernière postule que l'économie tend toujours à une position d'équilibre de plein emploi. Partant de ce postulat, l'économiste élabore alors une théorie, généralement connue sous le nom de "Lois des marchés" de Say. Cette loi est la pierre angulaire du raisonnement de Say puisqu'elle fonde la propriété d'ajustement automatique des marchés défendue par les économistes classiques. Pour faire simple, cette loi affirme que "l'offre crée sa propre demande".

[48] La Bibliothèque virtuelle Miguel de Cervantes possède une copie digitale de cette édition de 1821, directement traduite de la 4ème edition originale du *Traité d'économie politique* de Say. Ce document est disponible sur Internet à l'adresse suivante : http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/01383842000359839755024/index.htm (consulté le 02/02/2008).

[49] *El Telégrafo*, nº7, 25 de mayo, 1819. Cité par Will, Robert, *Op. cit.*, p. 5.

[50] L'historiographie chilienne contemporaine préfère décrire cette période comme une "époque d'essais constitutionnels" ou une tentative d'"organisation de la République".

même où se font connaître les premiers auteurs du libre-échange, dans un contexte où prévalent encore les idées néo-mercantilistes.

A ce propos, il est important d'ajouter que des auteurs comme Robert Will et Rafael Sagredo s'accordent sur le fait qu'il ne faut en aucun cas surestimer l'influence des idées libre-échangistes avant 1818[51]. En cela, attribuer un quelconque principe libre-échangiste au Décret de Libre Commerce de 1811 serait par exemple une erreur. En effet, ce décret avait pour unique objectif de casser le monopole commercial de l'Espagne et d'ouvrir le libre commerce à d'autres États et non pas, comme cela a longtemps été prôné, d'établir le libre-échange en tant que doctrine[52]. En réalité, ce décret avait certes permis aux ports de s'ouvrir aux embarcations battant pavillon étranger, lesquelles étaient désormais autorisées à commercer avec le Chili, mais une taxe de 30% leur était imposée pour toute importation en plus d'une mesure interdisant l'importation de tout produit "qui mettrait à mal le développement de l'industrie locale"[53]. D'un point de vue pratique, ce document revendiquait donc clairement la pratique d'un protectionnisme pragmatique néo-mercantiliste et en aucun cas la mise en application des idées de Say, de Smith ou encore de Ricardo.

Néanmoins, c'est autour de ces années 1820 qu'un petit groupe de Chiliens influents prend connaissance des principes du libéralisme classique grâce à l'œuvre de Say ainsi qu'à la circulation de quelques copies de *La richesse des nations* d'Adam Smith, comme nous l'avons évoqué plus haut. Pourtant, ces hommes n'eurent pas le pouvoir ou l'influence suffisante pour imposer ces idées au niveau politique afin d'obtenir une baisse générale de tous les tarifs douaniers ou de mettre fin au protectionnisme en vigueur depuis 1811. La hausse des taxes à l'importation survenue en 1822 illustre cette faiblesse. Elle intervient durant la dernière année de l'administration du Directeur suprême Bernardo O'Higgins, afin de favoriser la production nationale.

L'idée généralisée selon laquelle le pays ne pouvait s'ouvrir au commerce dans une position désavantageuse primait effectivement sur tout accord théorique défendant les vertus et démontrant les bénéfices du "libre commerce" au sein de l'élite chilienne. Ainsi, ni O'Higgins, ni ses ministres, ni même ses successeurs ne cédèrent aux demandes d'implanter les nouvelles idées libérales en vogue durant les années 1820. Au contraire, ils restèrent

[51] Sagredo, Rafael, "Chile : 1823-1831. El desafío de la administración y organización de la hacienda pública", *Historia.* Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile, Vol.30, 1997, p. 287-312.
[52] Robert Will émet d'ailleurs des doutes quant à la connaissance même du concept de "libre-échange" (*free trade*), tel que le pose la théorie classique de Smith, dans le Chili d'avant 1818.
[53] Will, Robert, *Op. cit.*, p. 4.

attachés à la doctrine diffusée par la littérature néo-mercantiliste, associée aux activités du Tribunal Royal du Consulat et orientée vers l'industrialisation, laquelle bénéficiait de l'assistance financière et de l'appui direct de l'État. Ainsi, ils mirent non seulement en place une politique de tarifs douaniers, mais appliquèrent également nombre d'impôts spéciaux destinés aux industries du lin, du cuivre et d'autres produits fabriqués à partir de matières premières locales. L'accent était donc clairement mis sur le "développement de l'industrie nationale". De fait, José Rodríguez Aldea, ministre du Trésor Public (actuel ministère des Finances) de O'Higgins entre 1820 et 1823, soutenait pragmatiquement que s'il approuvait la théorie de Smith concernant les tarifs douaniers dans ses grandes lignes, il ne la considérait pas comme adéquate pour le Chili, étant donné l'état du pays à l'époque. Ainsi affirmait-il : "Nous sommes tous libéraux tant que cela ne nous ruine pas"[54].

Le clerc Camilo Henríquez, fondateur du journal indépendantiste "L'Aurore du Chili" (1812-1813), était l'un des Chiliens qui connaissait le mieux l'économie classique durant cette période. Son intérêt pour la discipline se fit jour alors qu'il était exilé à Buenos Aires (1814-1822). C'est là-bas qu'il pu prendre connaissance d'ouvrages qui n'étaient disponibles ni au Chili, ni à Lima (où il avait été emprisonné pour avoir diffusé les œuvres de Voltaire ainsi que d'autres ouvrages interdits). Il fut impressionné par le développement de l'économie politique à Buenos Aires qui accentuait à ses yeux le retard que comptait désormais le Chili en la matière, et admirait l'influence des économistes libéraux dans les politiques gouvernementales du Río de la Plata. En 1822, il écrivait ainsi à Manuel de Salas : "L'expérience nous apprend que l'économie politique et la statistique sont aussi nécessaires au gouvernement que les mathématiques à la physique"[55].

Alors qu'il était néo-mercantiliste à ses débuts, Henríquez revient donc au Chili convaincu de la nécessité d'implanter dans le pays les idées de la nouvelle économie de Smith et des économistes classiques anglais. Ainsi, au début des années 1820, fonde-t-il le journal *El Mercurio de Chile* ("Le Mercure du Chili", 1822-1823), dans lequel il s'appliquait à émettre constamment des recommandations pour le gouvernement en matière de gestion des finances publiques. Il insistait, entre autres propositions, sur les bénéfices que tirerait le Chili de l'établissement d'un système de crédit public sur le modèle britanique. Henríquez fut d'ailleurs membre du Congrès National ainsi que de la Commission du Trésor. Dans ce cadre, il présenta l'un des premiers projets visant à établir une banque au Chili, sans prendre

[54] "Somos todos liberales en todo aquello que no nos arruine", *Ibíd.*, p. 7.
[55] "Es sabido por experiencia que la economía política y la estadística son tan necesarias para el gobierno como lo son las matemáticas para la física", *Ibíd.*, p. 8.

la mesure de la méfiance que de telles institutions pouvaient générer dans le Chili de l'époque. De fait, le premier établissement bancaire a été créé seulement après 1850.

Un autre Chilien relativement influent qui connaissait également la théorie classique durant les premières années qui suivirent l'Indépendance fut Diego José Benavente, successeur de Rodríguez Aldea au ministère du Trésor, qui connaissait aussi bien l'œuvre de Smith que celles d'autres auteurs français tels que Joseph Garnier ou Charles Ganilh. Benavente fut l'éditeur du journal *El Liberal* ("Le Libéral") pour lequel il rédigeait souvent des articles d'économie. Mais, s'il fut très critique à l'égard du principe de protection tarifaire en tant que rédacteur, il a été au contraire relativement tolérant vis-à-vis de telles mesures comme ministre. Il croyait en effet que le Chili avait besoin de politiques différentes de celles qui donnaient de bons résultats dans les pays avancés[56].

Ainsi, non seulement Benavente soutenait les idées de Smith à propos du rôle de l'État au sein de l'économie, mais il appelait à renforcer cette action étatique. Il considérait en effet que les tâches fondamentales d'un gouvernement étaient : (1) la défense de la société contre la violence intérieure et extérieure, (2) l'appui au culte public, (3) l'administration de la justice, (4) l'éducation publique, (5) la conduite des relations diplomatiques avec les puissances étrangères, (6) l'entretien des fonctionnaires et, enfin, (7) la recollection ainsi que la gestion des revenus fiscaux. A l'instar de Smith et de sa logique tributaire, Benavente proposa donc, en 1824, que chaque habitant contribue à l'impôt en fonction de ses capacités (ce qui correspondait à l'époque à l'impôt sur les biens immobiliers et la propriété réelle).

Enfin, l'arrivée au Chili de José Joaquín de Mora en 1828, lequel avait eu une expérience directe auprès des penseurs classiques anglais dans les années 1820, marqua certainement une inflexion dans la pensée économique libérale chilienne. Mora était un intellectuel libéral. Journaliste, poète et homme politique espagnol, il fut expulsé de son pays pour ses postures libérales et s'installa alors à Londres, aux alentours de 1823. C'est précisément à ce moment qu'il lut et prit contact avec les plus éminents auteurs de l'économie politique anglo-saxonne. Il fut ensuite invité à Buenos Aires en 1827 puis arriva au Chili l'année suivante. On peut donc dire que José Joaquín de Mora était un libéral sans compromis. Il pensait d'ailleurs que les pays d'Amérique ne réussiraient à atteindre le niveau de développement auquel ils aspiraient qu'en appliquant la doctrine d'Adam Smith. De ce fait, il insista fortement, comme l'avait fait Camilo Henríquez, sur la nécessité d'adopter un

[56] *Ibíd.*, p. 9.

système de crédit public dans le but d'augmenter la "productivité" de l'économie chilienne. En effet pour Mora, l'accès au crédit public "créait de la richesse où, auparavant, il n'y en avait pas"[57]. Néanmoins, selon lui, le système ne fonctionnait que si l'État était solvable et responsable de ses finances.

En particulier, Mora fut invité au Chili pour tenter de contenir et compenser, intellectuellement et politiquement, le pouvoir croissant qu'avait acquis le camp conservateur. Il officia pendant la brève administration de Francisco Antonio Pinto (1828-1829) et fut l'auteur de la Constitution Libérale de 1828 ; sans compter sa nomination comme chargé d'études officiel sur la question bancaire[58]. Mais la révolution de 1829, le triomphe militaire du camp conservateur et l'arrivée du ministre Diego Portales au gouvernement, signèrent la fin subite des activités de Mora au Chili. Il fut ainsi contraint à l'exil en 1831. Cependant, une grande partie de sa pensée économique resta gravée dans les pages du "Mercure Chilien" (*El Mercurio Chileno*) de l'année 1828.

En résumé, Mora défendait quatre principes smithiens basiques pour la mise en place d'une politique fiscale efficace :

1. Taxer les revenus et non le capital (source de richesse).
2. Distinguer les revenus des entrées de capital, en retranchant les coûts et les dépréciations.
3. Seuls paient les impôts les individus qui tirent bénéfice des politiques du gouvernement.
4. Les impôts doivent être le plus bas possible afin de ne pas freiner la production.

Il faut néanmoins ajouter à cela que sa croyance absolue en la doctrine du laissez-faire permettait toutefois aux industries qui ne désiraient pas s'installer dans le pays de bénéficier de diverses aides ou mesure d'encouragement via la concession de certains abattements d'impôts. Cependant, il était contre la mise en place d'impôts indirects dont la collecte était supposée plus facile : "C'est un problème mineur pour le riche et une grande charge pour le pauvre", affirmait-il ainsi en prenant l'exemple du thé59.

Ainsi la question du libre commerce fut-elle probablement l'un des thèmes de politique économique qui suscita le plus de débats dans l'après-Indépendance pour un pays aussi peu

[57] *El Mercurio Chileno*, nº1, (avril 1828), p. 6.
[58] Il est intéressant de souligner que le Chili ne bénéficia d'une législation bancaire qu'à partir de 1860. Jusqu'à cette date, le sentiment de méfiance, propre aux mercantilistes, vis-à-vis des banques privées pouvant émettre de la monnaie, perdura au sein de l'élite chilienne.
[59] *El Mercurio Chileno*, nº 3, junio 1828. Cité par Will, Robert, *Op. cit.*, p. 104.

développé que le Chili. José Joaquín de Mora lance cette discussion publique à partir de 1827 avec un texte publié à Buenos Aires[60] dont le cœur de l'argumentaire est que "l'idée de faire obstacle aux importations pour donner une impulsion à l'industrie nationale nous paraît être la plus absurde de toutes les idées capables de venir à l'esprit d'un économiste"[61]. Selon Mora en effet, ce n'est pas la nation qui tire bénéfice de ce type de mesures protectionnistes qui signifient un coût supplémentaire pour la majeure partie de la population (les taxes sur les produits importés sont répercutées sur le coût réel à la vente), mais un groupe restreint de producteurs ainsi protégés de la concurrence. Cependant, les idées de Mora n'eurent qu'un écho contenu, dans une société encore très marquée par le référentiel de la pensée néo-mercantiliste. Le pragmatisme primait effectivement au sein des élites, persuadées que le Chili n'avait pas le niveau de développement requis pour de telles politiques. Cette position se justifiait simplement par le fait qu'en adoptant des pratiques protectionnistes, les industries produisaient sans que la nation ait à dépenser les métaux précieux et autres richesses qu'elle possédait afin de couvrir le coût des importations. Les protectionnistes des années 1820, jusque dans les années 1850, considéraient donc qu'une politique de tarifs douaniers impliquait quelques sacrifices, dont la hausse des prix et une qualité moindre des produits dans les premiers temps de son application. Ces effets négatifs n'étaient, selon cette théorie, que passagers et seraient par la suite compensés par une augmentation de l'emploi, des salaires ainsi que du niveau de richesse nationale.

En 1828, Mora se référa à la loi naturelle pour justifier le libre commerce et s'opposer aux taxes douanières : "seul le Pouvoir Suprême (Dieu) possède le droit d'intervenir dans le libre mouvement des marchandises entre les pays"[62]. D'après lui, ces taxes devaient être maintenues faibles, auquel cas elles induiraient une diminution de la consommation et, indirectement, des recettes de l'État. De plus, leur prélèvement lui paraissait doublement problématique. Il y voyait premièrement une tâche difficile à accomplir, et, deuxièmement, une activité délicate à superviser, potentielle source de fraude et de corruption, aspect qu'il n'associait pas au prélèvement d'autres impôts.

C'est de cette manière que le débat concernant le "libre commerce" fut constamment alimenté jusqu'à la fin des années 1840 au Chili, alors que la posture gouvernementale protectionniste continuait de primer. Une thèse de la Faculté de droit de l'Université du

[60] *La Clave*, nº26 (1827). Cité par Will, Robert, *Op. cit.*, p. 102.
[61] *Ibíd.*, p. 102.
[62] "Sólo el Poder Supremo (Dios) tiene el derecho de intervenir en el libre movimiento de mercancías entre los países", Will, Robert, *Op. cit.*, p. 15.

Chili, réalisée en 1847, réfutait par exemple les bienfaits du libre-échange en postulant que la nation pouvait se développer à condition d'imposer un système rigoureux de protection douanière[63]. Publiée dans les *Annales de l'Université du Chili*, cette thèse avait ainsi pour finalité l'objection des points suivants de la théorie classique du libre commerce :

1. Le libre commerce permet l'accumulation de capital et la croissance de la population.
2. Il améliore les relations internationales et atténue les risques de conflits.
3. Une politique protectionniste menée sur un produit réduit la production d'un autre habituellement exporté.
4. La consommation croissante de produits importés stimule la production de produits nationaux qui s'échangent contre les premiers.
5. Les tarifs douaniers ne sont pas un moyen juste pour augmenter les recettes de l'État.

Un autre auteur clef de cette période, Cristóbal Valdéz, se montrait également réticent à la doctrine du libre commerce, affirmant que "ce qui peut paraître stupide pour les pays du Vieux Monde (les tarifs douaniers), peut être intéressant pour nous"[64]. Il pensait ainsi que seule une politique de tarifs douaniers élevés serait capable de fonder les usines et industries nécessaires au pays pour atteindre la prospérité. Il citait d'ailleurs en exemple l'expérience nord-américaine d'un protectionnisme réussi qui favorisait l'établissement d'un marché interne industrialisé. Ce sont des idées du même type qui circulaient dans les cercles proches des gouvernements conservateurs de Joaquín Prieto (1831-1841) et Manuel Bulnes (1841-1851). Elles se traduisirent par la mise en place d'une nouvelle politique douanière par le biais d'une ordonnance, en 1834. Bien qu'elle laissât de côté de nombreux produits, l'ordonnance établit des tarifs douaniers *ad-valorem* de plus de 35% sur d'autres produits importés selon qu'ils furent considérés comme plus ou moins bénéfiques pour le pays. Concernant la politique économique, le critère pragmatique néo-mercantiliste continuait donc de primer, et ce malgré l'acceptation théorique du libre-échangisme.

Par ailleurs, il apparaît intéressant de souligner que l'économie politique était enseignée à l'Institut National du Chili depuis 1820, comme matière de tronc commun, donc obligatoire, en Droit, et cela bien avant qu'elle se constitue en discipline autonome dans les universités anglo-saxonnes. En 1827, vingt et un étudiants assistaient ainsi au cours

[63] Sanfuentes, Vicente, "Memoria sobre la libertad del comercio, leida ante la Facultad de leyes i ciencias políticas por D. Vicente Sanfuentes el día 24 de julio de 1847 a fin de obtener el grado de Licenciado en dicha Facultad", *Anales de la Universidad de Chile*, 1847. Disponible en ligne : http://www.anales.uchile.cl/1s/1847/index.html (consulté le 04/02/2008).

[64] Valdéz, Cristóbal, "Estudios histórico-económicos", Partie I, *Revista de Santiago*, I, 1848, p. 22. Cité par Will, Robert, *Op. cit.*

d'Économie Politique proposé par l'Institut National et non moins de soixante-dix en 1845. Ce cours était quelque peu basique et répétitif avant l'arrivée de Jean Gustave Courcelle-Seneuil en 1855. En effet, il s'agissait la plupart du temps de réciter de mémoire les leçons du *Traité d'Economie Politique* de Jean-Baptiste Say. En 1848, le recteur de l'Université du Chili, Andrés Bello, se plaignait ainsi de ne posséder aucun texte d'économie politique adaptable à la réalité chilienne. De plus, Valdès dénonçait le fait que l'on continuât à utiliser uniquement le texte de Say alors que, selon lui, il en existait d'autres biens meilleurs, actualisés et surtout valables pour le cas du Chili, comme celui de Joseph Garnier (1813-1881), *Eléments d'économie politique*[65]. Ce texte fut d'ailleurs ajouté à la bibliographie du cours en question avant même que Courcelle-Seneuil ne commençât son activité académique au sein de l'Université du Chili.

D'autre part, comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, les ouvrages d'économie politique se trouvaient le plus souvent dans des bibliothèques privées depuis le début des années 1820. La bibliothèque de l'Institut National ne possédait, quant à elle, que deux textes relatifs à la matière, dont celui de Say. Si l'on en croit Robert M. Will, l'une des bibliothèques particulières les mieux achalandées était celle du constitutionnaliste Mariano Egaña Fabres. Celle-ci comptait en effet, entre autres, des œuvres d'économistes telles que Lauerdale, Steuart, Smith, Malthus, Ricardo, Mill, Say et Sismondi. Il est de ce fait possible de déduire que les personnes possédant les moyens financiers suffisants et lisant le français pouvaient avoir accès de manière relativement facile à ces auteurs. Précisons par ailleurs que la majeure partie des ouvrages était rédigée en français, y compris ceux d'origine anglo-saxonne.

Par conséquent, on observe que bien que les noms d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say fussent plutôt connus au Chili dès 1819, peu d'opportunités d'implantation des doctrines classiques se sont faites jour dans le pays, même après l'Indépendance. Livres et presse écrite contribuèrent certes à la diffusion de ces idées, mais ces dernières ne représentaient en définitive qu'un thème alimentant les discussions d'un cercle restreint d'initiés avant l'arrivée de Jean Gustave Courcelle-Seneuil en 1855. De fait, les défenseurs du libre commerce et du laissez-faire faisaient figure de dissidents vis-à-vis du principal courant de la pensée économique d'alors. En fin de compte, les deux hommes qui ont le plus oeuvré pour la reconnaissance des idées de la théorie classique libérale furent Camilo Henríquez et José Joaquín de Mora, tous deux initiés à cette théorie hors du Chili. Mais l'impact de leurs

[65] Garnier, Joseph, *Éléments d'économie politique*, Guillaumin et Cie Libraires, Paris, 1848.

activités et pensée reste somme toute limité en leur temps[66]. Pour Will, l'économie politique classique ne connut un franc succès ni en tant que courant de pensée dominant au Chili avant 1856, ni comme politique économique appliquée, et cela pour au moins trois raisons :

1. Avant l'arrivée de Courcelle-Seneuil, l'enseignement de la théorie classique ne comptait aucune véritable figure ou maître qui ait une éloquence et une aura telle qu'ils provoquent un changement dans les modes de pensée chiliens en matière de commerce ainsi qu'au sujet du rôle de l'État dans l'économie.
2. Les moyens de diffusion étaient inadaptés pour générer une évolution de la pensée économique ou influer sur les décideurs politiques. De plus, les livres accessibles étaient rares et, qui plus est, dans la plupart des cas en langue étrangère (français essentiellement). Les journaux, peu nombreux, généralement de courte vie, connaissaient également une diffusion restreinte. D'autre part, l'enseignement délivré dans le cadre de l'Institut National, uniquement basé sur le texte de Say et orienté vers un apprentissage par mémorisation, donc peu stimulant pour les élèves. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il était difficile de maîtriser des notions telles que le “libre commerce” et le “laissez-faire”, donnant ainsi l'impression, par manque de compréhension, que le libéralisme était une doctrine inapplicable au Chili.
3. Le troisième facteur explicatif peut se résumer à l'héritage du passé et la persistance des idées néo-mercantilistes basées sur le protectionnisme, le soutien apporté à l'industrie locale et l'inverventionnisme de l'État.

Enfin, il faut ajouter à ces arguments que durant la première moitié du XIXème siècle, restait fortement enracinée dans la pensée chilienne l'idée – influencée par le néo-mercantilisme espagnol – selon laquelle la théorie classique n'était en aucun cas universelle. D'un point de vue pragmatique, l'élite nationale considérait en effet cette théorie comme une pensée relative ; comme un guide pour l'action politique qui pouvait être modifiée et adaptée à la situation – donc au niveau de développement de l'économie – de chaque pays. Telle était l'essence de la dernière phase de la pensée économique espagnole au XVIIIème siècle : orientée vers l'idée de développement protégé, d'éducation et d'amélioration du savoir-faire industriel. Cela attira, d'une part, les élites chiliennes émancipées et contribua, d'autre part, à la résistance de ce corps de pensée protectionniste durant un laps de temps non négligeable après que les enseignements des économistes classiques furent connus au Chili.

[66] Plus récemment, les historiens Sergio Villalobos et Rafael Sagredo ont questionné le caractère profondément libéral de la pensée économique de Mora, attribuant plus sa doctrine du libre échange à une position théorique qu'à la posture d'un homme convaincu par l'application de cette dernière comme politique la mieux adaptée au Chili : Villalobos, Sergio, & Sagredo, Rafael, *Ensayistas proteccionistas del siglo XIX*. DIBAM, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, Santiago, 1993.

1.5 Politique économique et consensus libéral

L'histoire économique des premières années qui suivirent l'Indépendance des républiques américaines naissantes fut donc marquée, entre autres disputes, par les débats opposants protectionnistes et libre-échangistes[67]. Cependant, il nous paraît important de ne pas représenter cette dispute comme une querelle entre deux camps irréconciliables, sous peine de simplifier la teneur d'une polémique plus complexe et épineuse que ne le laisserait croire un antagonisme manichéen. Comme l'a affirmé à juste titre Eduardo Cavieres pour le cas du Chili, il est impossible d'établir une relation directe entre conservateurs et protectionnistes, tout comme entre libéraux et libre-échangistes[68]. Au contraire, les idées économiques circulaient de manière plutôt fluide parmi l'élite chilienne. Ce trait caractéristique est encore plus visible à partir des années 1830, qualifiées par l'historiographie de "période conservatrice" (1831-1860)[69], durant laquelle les institutions politiques se consolident alors que s'ouvre le premier cycle d'expansion économique qui s'étendra jusqu'à la crise mondiale de 1870.

Ainsi, malgré les diverses disputes entre libéraux, conservateurs, laïcs et cléricaux, il exista néanmoins, pendant une grande partie du XIXème siècle, un consensus important en matière économique. En réalité, une majorité défendit – au moins théoriquement – le libre échange, en particulier à partir de la seconde moitié du XIXème siècle, quand se produisit un recul des positions traditionnellement néo-mercantilistes. D'après Cavieres, ce retournement s'explique par l'apparition d'un sentiment de classe lié à des intérêts économiques bien supérieurs aux disputes idéologiques sur le plan de la culture et des valeurs. L'auteur fait même un parallèle avec les changements intervenus au sein de la société chilienne à la fin du XXème siècle où prédominait, selon lui, une sorte de consensus élitiste autour de la question de la démocratie libérale et de la croissance économique comme fondements du développement de la société. Cavieres affirme ainsi que régnait un consensus du même ordre au sein de l'élite chilienne du XIXème siècle.

---

[67] Durant le XIXème siècle chilien, il est en effet possible d'apprécier d'autres disputes en termes de politique économique : interventionistes contre défenseurs du *laissez-faire*, partisans de l'étalon or contre défenseurs du papier monnaie sans support métallique, ou même défenseurs d'une politique d'industrialisation appuyée par l'État contre ceux qui préféraient laisser agir librement les forces du marché.

[68] Cavieres, Eduardo, "Anverso y reverso del Liberalismo en Chile, 1840-1930". *Historia*, Vol. 34, 2001, p. 39-66.

[69] Nous considérons la chronologie de l'histoire du Chili disponible sur le site de l'Université du Chili comme étant la meilleure et la plus actualisée. Voir ; "Fuentes documentales y bibliográficas para el estudio de la historia de Chile". Disponible en ligne : http://www.historia.uchile.cl/CDA/fh_cronologia/ (consulté le 03/02/2008).

Pour autant, la possibilité d'établir un tel parallèle ne signifie en aucun cas que ledit consensus implique une lecture orthodoxe des théories du libre échange et du *laissez-faire*. En revanche, il peut s'interprêter comme un pragmatisme qui réclamait à l'État ce qu'il n'était pas en mesure de fournir à l'élite, surtout en temps de crise. Rappelons que nous traitons ici d'une période (1818-1824) durant laquelle l'État et les intérêts des groupes qui le contrôlaient ne se différenciaient pas nécessairement. Cette caractéristique de la société chilienne se maintint jusqu'à la deuxième moitié du XXème siècle, lorsque de nouveaux groupes sociaux firent pression sur les gouvernants pour pendre part à l'action politique et aux décisions gouvernementales.

Au milieu du XIXème siècle est mis en place un plan visant à renouveler les infrastructures. Ce dernier est finalement financé par l'État, augmentant de ce fait la dette extérieure du pays contractée auprès des banques londoniennes. Pendant la crise de 1873-1879, les différents groupes entrepreneuriaux firent même pression sur le gouvernement afin d'obtenir des concessions ou des bénéfices particuliers, renforçant ainsi les prérogatives et les capacités régulatrices de l'État. Cette période vit alors naître un débat sur la nécessité des impôts ainsi que sur l'ingérence croissante de l'État dans l'éducation. Pour la plupart des entrepreneurs de l'époque, tout ce qui était rattaché aux thèmes de la santé et de l'éducation devait être financé par l'État – ces derniers économisaient ainsi une partie du coût du maintien de la main-d'œuvre. Ils exigeaient de plus de l'État une meilleure prise en charge administrative et judiciaire en même temps qu'ils s'opposaient aux hausses d'impôts. En d'autres termes, dans l'âge d'or du libéralisme, au XVIIIème siècle, au lieu de se réduire, l'appareil étatique commença à se développer fortement. Cette augmentation de la présence sociale de l'État altéra de manière significative la structure sociale du pays, état de fait qui se fit surtout sentir dans les deux premières décennies du XXème siècle.

Eduardo Cavieres établit une périodisation en quatre phases pour expliquer l'évolution du modèle économique chilien entre 1840 et 1930 :

- **1840-1860** : croissance économique faible, mais positive. Le régime politique est de type conservateur. Libéralisation douanière, malgré la prédominance du discours protectionniste.

- **1860-1873** : croissance économique en forte hausse, fruit de l'intégration du pays à l'économie mondiale, essentiellement grâce à la vente de minéraux (or, cuivre, argent) et de céréales. Le débat économique tourne autour d'une plus grande

libéralisation commerciale et du type de système fiscal que nécessite le pays. Cette période coïncide par ailleurs avec l'expansion du commerce extérieur, l' "européanisation" de l'élite et le raffinement des groupes dirigeants.

- **1873-1920** : on observe des "sous-périodes" de croissance économique fluctuantes. Un débat soutenu mais infructueux voit le jour entre libre-échangistes et protectionnistes. Sur le plan politique, il s'agit une période marquée par la Guerre Civile de 1891 et par l'économie du salpêtre[70]. Les premiers conflits sociaux apparaissent ainsi alors que la structure de production capitaliste se détériore. Par ailleurs, l'apport fiscal ne provient pas de l'entrepreneur local mais principalement de l'impôt sur la vente du salpêtre payé par les compagnies étrangères.

- **1920-1930** : changements comme la mise en place des régulations étatiques, la création d'une Banque Centrale, l'adoption de mesures protectionnistes et la refonte du régime de fiscalité interne.

Entre 1840 et 1930, on assiste par conséquent au lancement des bases d'un libéralisme économique à demi accepté et nuancé par des courants protectionnistes et interventionnistes. Cependant, la structure du système capitaliste n'est généralement pas remise en question par l'ensemble de l'élite. C'est pourquoi le capitalisme n'est pas questionné à l'époque et est traité, à notre avis, comme **une simple question de bon sens**. Les "dérogations" protectionnistes sont ainsi tolérées bien qu'aucun modèle alternatif – comme cela sera le cas plus tard avec la doctrine marxiste – ne soit encore évoqué. Il n'y a donc pas nécessité d'une

---

[70] Le salpêtre est un mélange de nitrate de sodium (NaNO3) et de nitrate de potassium (KNO3). Naturellement présent dans de vastes zones en Amérique latine, ce minéral se concentre essentiellement dans la région située au nord du Chili avec des épaisseurs pouvant atteindre 3,6 mètres. On le trouve généralement associé à des réserves de gypse, de chlorure de sodium (NaCl) ainsi que de sels et de sable, formant ainsi un ensemble appelé "*caliche*", duquel il doit être extrait par le biais de divers procédés chimiques. Le principal usage du salpêtre est la fabrication d'acides (notamment nitrique, sulfurique) et de nitrate de potassium. C'est également un agent oxydant par ailleurs massivement utilisé dans l'agriculture comme engrais nitreux pouvant remplacer l'urée de par sa forte concentration en azote. Le salpêtre est aussi utilisé dans la fabrication de la dynamite, d'explosifs, d'engins pyrotechniques, du verre, de phosphores, de gaz, de sels de sodium, de pigments, en médecine et comme conservateur alimentaire.
L'essor de l'économie du salpêtre eut lieu au milieu du XIXème siècle (on le baptisa même "l'or blanc") et perdit de l'importance à partir du développement et de la production du salpêtre synthétique à la fin de la Première Guerre mondiale. Les économies structurées comme l'économie chilienne, principalement basée sur l'exploitation du salpêtre, se virent ainsi fortement affectées par la chute de la demande. Par conséquent, deux faits relient le salpêtre à l'histoire de l'Amérique du Sud et du Chili. Le premier est celui de la Guerre du Pacifique (1879-1884) entre le Chili, la Bolivie et le Pérou, provoquée par des problèmes commerciaux en relation avec l'exploitation de cette richesse naturelle. Enfin, le second fait référence à la formation d'un important mouvement ouvrier dans le nord du Chili au début du XXème siècle lié aux piètres conditions de travail dans les gisements de salpêtre. Source : "Memoria Chilena". Disponible en ligne : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=augeycrisisdelaindustriasalitrera1880-1930 (consulté le 04/02/2008).

défense idéologique, comme cela sera le cas après la création de l'Union Soviétique. D'après Cavieres, prédominait donc moins la théorie économique classique que la force des traditions mercantiles, avec l'idée que la croissance économique faisait partie d'une tâche civilisatrice de “propagation des Lumières”[71]. Le poids des traditions, combiné à ce qui se conçoit à l'époque comme une “tâche civilisatrice”, donne ainsi corps au “bon sens” avec lequel le thème est abordé. Il s'établit de cette manière une tension permanente entre une gestion pragmatique de l'économie et une confiance quasiment aveugle dans le progrès, avec l'espoir que les erreurs puissent être corrigées au cours du chemin menant au développement tant désiré.

Dans cette perspective, l'importance généralement accordée à la théorie économique ainsi qu'à sa diffusion par Gustave Courcelle-Seneuil à partir de 1856, nous paraît devoir être soumise à questionnement[72].

Le libéralisme chilien du XIXème siècle aurait effectivement moins eu besoin de développements théoriques sur l'économie que de codes commerciaux et de pratiques libre-échangistes. Le modèle suivi par les chambres de commerce locales était en effet principalement calqué sur la pratique commerciale anglaise, en particulier pour les secteurs touchant à l'import-export[73]. Par ailleurs, le modèle des grandes puissances européennes donna l'impulsion au développement de nouvelles activités financières, d'assurances et de service. De cette manière, le libéralisme s'est peu à peu modernisé, indépendamment des disputes et débats qui animaient les économistes européens et latino-américains. La mise en place des marchés externes sera l'occasion de nombreux changements, plus que de profondes convictions personnelles concernant la doctrine économique. En ce sens, la politique

[71] Cavieres, Eduardo, *Op. cit.*, p. 7.
[72] L'historiographie classique du XIXème siècle, en particulier à partir d'auteurs tels que Diego Barros Arana, a mis l'accent sur l'importance de l'arrivée de Jean Gustave Courcelle-Seneuil comme véritable point de départ de la diffusion du libéralisme classique au niveau académique et politique.
[73] Il existe divers travaux dont l'analyse est centrée sur l'influence et les pratiques du commerce anglais au Chili. Citons, entre autres, celui de John Mayo (Mayo, John, “Britain and Chile, 1851-1886 : Anatomy of a Relationship”, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol.23, nº1, 1981, p. 95-120.) ; ou encore l'œuvre de Juan Ricardo Couyoumdjian (Couyoumdjian, Juan Ricardo, “El alto comercio de Valparaíso y las grandes casas extranjeras, 1880-1930. Una aproximación”, *Historia*, Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, Vol. 33, 2000, p. 33). Enfin, nous recommandons la lecture du très intéressant Eduardo Cavieres. Voir : Cavieres, Eduardo, *Comercio chileno y comerciantes ingleses, 1820-1880. Un ciclo de historia económica*, Ed. U.Valparaíso, Valparaíso, 1988, p. 116-127.

monétaire de la seconde moitié du XIXème siècle est un exemple édifiant des va-et-vient des hésitations des groupes dirigeants chiliens[74].

> « Le libéralisme chilien du XIXème siècle, du moins jusqu'en 1925, a été qualifié de libéralisme orthodoxe, marqué par la faible participation de l'État dans les domaines relatifs à la vie privée et aux relations économiques. Un libéralisme du *laissez*-faire, essentiellement remarquable en termes de législation sociale ou, plus particulièrement, de législation du travail. En effet, il n'y eut pas de législation sociale dans une économie loin d'être moderne et où les nouvelles relations et structures sociales commençaient à peine à être configurées dans un nouveau système de classes. Néanmoins, le problème va bien au-delà et est lié, en définitive, aux incohérences entre les principes doctrinaires et l'analyse des comportements économiques »[75].

En général, de la même manière que dans toute l'Amérique latine du XIXème siècle jusqu'à la première décennie du XXème siècle, le débat autour du libéralisme est beaucoup plus fort lorsqu'il s'agit de thèmes touchant aux valeurs morales et aux institutions, que lorsqu'il est question d'impulser des changements concrets dans les relations économiques et sociales. Le débat économique parut effectivement suivre une voie parallèle à celle des idées politiques et sociales. Dans cette perspective, l'État a simplement joué un rôle de défenseur du *statu quo* et des rentes productives des groupes dirigeants. Les discussions entre protectionnistes et libre-échangistes, ou, plus tard, entre *oreros* (défenseurs de l'étalon or) et *papeleros* (partisans de la monnaie-papier)[76], ne remettaient pas en cause le caractère capitaliste de l'État et de l'économie chilienne. De nos jours, nous qualifierions ces discussions "d'internes" au modèle et non pas de discussions "sur" le modèle à proprement parler. Le problème était que les réalités économiques du Chili du XIXème siècle n'étaient pas adaptées aux principes rigides de la théorie classique, et qu'elles donnaient lieu, par conséquent, à un pragmatisme hétérodoxe.

---

[74] Voir : Clavel, Carlos, & Jeftanovic, Pedro, "Causas de la emisión en Chile : 1878-1919", *Revista de Economía / Universidad de Chile*, Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, Vol. 5, nº10, 1983, p. 27-34.

[75] Cavieres, Eduardo, *Op. cit.*, p. 14 ; « El liberalismo chileno del s. XIX y, a lo menos, hasta mediados de la década de 1920, ha sido denominado como un liberalismo ortodoxo, de muy poca participación del Estado en los ámbitos de la vida privada y de las relaciones económicas. Un liberalismo del *laissez-faire* observable especialmente en términos de una legislación social o, más particularmente, de una legislación laboral. Efectivamente, no hubo legislación social en una economía que todavía distaba de ser moderna y en donde las relaciones y nuevas estructuraciones sociales recién comenzaban a configurarse en un nuevo sistema de clases. No obstante, el problema va mucho más allá. Es, en definitiva, el de las inconsistencias entre los principios doctrinarios y el análisis de los comportamientos económicos ».

[76] La discussion relative à la politique monétaire chilienne à la fin du XIXème siècle – début du XXème siècle, fut animée par la dispute entre les partisans de l'étalon or dénommés "*oreros*" et défenseurs du papier-monnaie sans équivalents métalliques, les "*papeleros*".

> « Si l'on observe la réalité politique et économique du pays, on constate que la Constitution de 1833 fonctionne en parallèle d'une politique douanière pragmatique qui est encore protectionniste dans ses principes, mais désormais libérale en pratique »[77].

L'enthousiasme “civilisateur” des groupes dirigeants chiliens déboucha ainsi sur la modernisation forcée des pratiques culturelles à travers celle de l'État (éducation, lois sur la laïcité, ou encore de santé publique avec une législation concernant les cimetières), entité qui était pourtant le principal ennemi théorique du libéralisme européen. Le paradoxe était qu'il s'agissait là d'une société qui avançait vers le libéralisme tel qu'on avait pu l'observer dans les années 1830-1860, mais qui, en même temps, favorisait la croissance d'un État dont le contrôle allait par la suite être revendiqué par d'autres groupes sociaux au XXème siècle. D'après Cavieres, la grande différence de la libéralisation postérieure à 1973 avec celle opérée au XIXème siècle fut justement que cette dernière avait un ancrage culturel bien plus important, alors que la première fut centrée de manière quasiment exclusive sur les domaines économique et technique.

L'évolution économique du Chili tout au long du XIXème siècle reflète par conséquent la pratique d'un libéralisme pragmatique, fruit d'une petite économie insérée dans le réseau du commerce international de l'époque. Ainsi, à partir de la seconde moitié du siècle, le libre-échange fut accepté sans que l'on insiste trop sur ses aspects doctrinaires, malgré l'instauration d'une chaire formelle d'Économie Politique dirigée par Jean Gustave Courcelle-Seneuil à l'Université du Chili. L'État avait besoin des impôts, et les producteurs miniers et agricoles de marchés pour vendre leurs produits. L'insertion de l'économie dans l'espace atlantique a, de fait, généré des liens importants avec l'Europe et en particulier avec l'Angleterre, ce qui influa moins sur la doctrine en elle-même que l'adoption de mécanismes économiques libéraux modernes. Par conséquent, l'on peut dire que la route du libéralisme économique chilien du XIXème siècle fut longue et sinueuse, plus enrichie par les ports et côtes qu'elle traversa que par les sentiers académiques ou politiques.

Cavieres conclut que l'État libéral, en construction depuis le XIXème siècle et qui parvient à s'étendre dans les deux premières décennies du XXème siècle, est basé sur sur le maintien de l'État patrimonial colonial ainsi que sur un système démocratique qui inclut toujours plus

[77] Cavieres, Eduardo, *Op. cit.*, p. 16 ; « Si se mira la realidad política y económica del país se observa que la constitución conservadora de 1833 funciona en paralelo con una política aduanera pragmática que es aún proteccionista en sus principios, pero ya liberal en la práctica ».

d'individus mais qui échoue à construire des citoyens actifs et intégrés équitablement dans la société du pays.

> « Depuis la réorganisation des systèmes monétaires, des poids et mesures, en passant par la législation sur les sociétés anonymes, les banques, le Code du Commerce, jusqu'à la redéfinition des droits de propriété avec une large part consacrée au secteur minier de la fin du siècle, le libéralisme du XIXème siècle fut beaucoup plus synonyme de liberté économique que d'égalités politiques. Cependant, de l'expérience même de cette recherche de liberté économique, des plus grandes complexités dans la gestion officielle de l'économie, des faiblesses du système face à la concurrence extérieure et entre intérêts sectoriels vis-à-vis de l'obtention de garanties de la part de l'État, surgit le nouveau libéralisme en gestation depuis le début du XXème siècle : libéral au niveau de la doctrine, limité en matière politique, protectionniste concernant le secteur productif »[78].

Les limites de l'économie chilienne durant le XIXème siècle n'empêchèrent pas que celle-ci s'insère pleinement dans le circuit capitaliste du commerce international. Cependant, la question du développement limité de l'industrie chilienne du début du XXème siècle demeure une constante dans la littérature économique et l'historiographie consacrées à la période.

Actuellement, il existe en effet un relatif consensus entre les historiens autour de la critique de la théorie structuraliste sur les causes de ce phénomène[79]. Depuis les années 1980, les études consacrées à l'économie chilienne du XIXème siècle ont mis en relief la nécessité d'éviter les visions simplistes consistant à traiter de l'économie du Chili comme d'une économie périphérique et dépendante des centres économiques mondiaux, supposée aux mains d'une élite locale indifférente à l'industrialisation interne et davantage préoccupée par

---

[78] *Ibíd.*, p. 19 ; « Desde la reorganización de los sistemas monetarios, de medidas y pesos, pasando por la legislación sobre sociedades anónimas, bancos, Código de Comercio, hasta la redefinición de los derechos de propiedad con una gran connotación en el sector minero de fines de siglo, el liberalismo del siglo XIX fue mucho más libertad económica que igualdades políticas. Sin embargo, desde esa propia búsqueda de libertad económica, desde las mayores complejidades alcanzadas en el manejo oficial de la economía, desde las debilidades del sistema para competir externamente y desde la competencia entre intereses sectoriales respecto a la obtención de garantías por parte del Estado, surge el nuevo liberalismo que se venía anunciado desde comienzos del siglo XX : liberal en lo doctrinario, limitado en lo político, proteccionista en lo productivo ».

[79] La théorie dite "structuraliste" provient des économists affiliés à la CEPAL (1948). En ce qui concerne le cas du Chili, l'ouvrage le plus important fut celui d'Aníbal Pinto Santa Cruz (Pinto, Aníbal, *Chile, un caso de desarrollo frustrado*, Ed. Universitaria, Santiago, 1959.). Ce texte eut une influence considérable dans la pensée économique chilienne des années 1950-1970. Il fournit une analyse des causes supposées du sous-développement chilien à partir de l'oppotunité, soi-disant perdue durant le cycle du salpêtre, de franchir le cap de l'industrialisation. Dans la même veine, il convient de citer l'intéressant article de Claudio Véliz, devenu un classique, "La mesa de tres patas" ("La table à trois pieds"), où sont analysées les causes du manque d'une véritable politique industrielle au Chili, surtout due à l'action de trois groupes d'intérêts qui encourageaient le libre-échange et qui s'opposaient ainsi à toute politique protectionniste ou de développement de l'industrie nationale. D'après Véliz, ces groupes étaient constitués comme suit : (1) les exportateurs miniers, (2) les grands agriculteurs de la zone centrale et du sud, et (3) les commerçants et compagnies commerciales étrangères du port de Valparaíso : Véliz, Claudio, "La mesa de tres patas", *Desarrollo Económico*, Vol. III, nº 1-2, 1963, p. 1-18.

l'entretien de ses parcelles de pouvoir, la consommation de produits de luxe et la culture européenne. Néanmoins, même si on peut effectivement constater de telles attitudes, on privilégie désormais une version relativement plus problématisée et contrastée à propos de cette période, en particulier au regard des années qui ont donné lieu à ce que l'on a qualifié de “cycle salpêtre” (1879-1930) que nous allons aborder à présent.

1.6 1830-1930 : l’économie chilienne entre deux cycles d’expansion

L’ouvrage de Carmen Cariola y Osvaldo Sunkel est probablement l’un des travaux les plus intéressants sur l’économie chilienne entre 1830 et 1930[80]. Dans ce texte, les deux auteurs procèdent en effet à une périodisation du libéralisme différente de celle de Cavieres. Leur interprétation est effectivement intimement liée avec le concept de cycle économique et est basée sur l’étude des périodes de croissance et de chute de la production économique[81].

1.6.1 Premier cycle économique (1830-1878)

D’après l’interprétation précédente, le premier grand cycle économique expansif s’étend de 1830 à 1878, date à laquelle se déclenche la crise internationale de la décennie 1870. Le second cycle s’ouvre quant à lui avec la victoire de la Guerre du Pacifique et l’annexion, dans le nord du pays, des territoires d’Antofagasta et de Tarapacá, riches en nitrates. Il couvre de fait la période 1879-1930, moment où commencent à se faire sentir au Chili les effets conjoints de la Grande Dépression de 1929 et de la crise – économique et philosophique – du libéralisme au niveau international.

Par ailleurs, durant les cent ans que couvre la période étudiée, la population du Chili passe de moins d’un million d’habitants à plus de quatre millions, accroissement auquel il faut ajouter l’expansion territoriale réalisée vers le nord ainsi que l’insertion du pays dans le circuit de l’économie mondiale dominé par les puissances européennes, puis par les Etats-Unis à partir de la Première Guerre mondiale.

---

[80] Cariola, Carmen, & Sunkel, Osvaldo, *Un siglo de historia económica de Chile 1830 y 1930 : dos ensayos y una bibliografía*, Ed. Cultura Hispánica del Instituto de Cooperación Iberoamericana, Madrid, 1981.

[81] Cycle économique : fluctuation régulière des activités économiques au cours du temps, généralement mesurée ou matérialisée par les variations du produit national brut. Les principales phases du cycle sont celles de croissance ou d’expansion, durant laquelle l’ensemble de l’activité économique ainsi que l’emploi augmentent, puis celles dites de recession ou de contraction pendant laquelle le rythme de l’économie diminue et les variables mentionnées plus haut baissent ou stagnent, *Dictionnaire virtuel des Sciences Sociales* de l’Université de Málaga. Disponible en ligne : http://www.eumed.net/cursecon/dic/bzm/index.htm (consulté le 03/02/2008).

Ainsi, l'organisation précoce d'un gouvernement et la mise en place d'institutions stables pendant la période conservatrice (1830-1860), de même que le triomphe du Chili lors de la guerre contre la Confédération péruvo-bolivienne (1837-1839), permirent au pays de contrôler le commerce dans le Pacifique sud et d'assurer la sécurité du port de Valparaíso[82] – aux dépens de Lima –, lieu d'importance mondiale au regard des circuits commerciaux. C'est dans ce contexte que se produit donc le premier cycle d'expansion économique qui dure approximativement jusqu'à 1878.

Le début de cette période se caractérise par l'héritage culturel et institutionnel de l'époque coloniale, alors que se met en place, en parallèle, le "nouvel État", généralement attribué à la gestion autoritaire du ministre Diego Portales sous l'administration du général Joaquín Prieto (1831-1841). C'est dans ces mêmes années que le Chili s'insère dans l'économie mondiale capitaliste par le biais de l'exportation de matières premières, essentiellement l'argent, le cuivre et le blé. Ainsi, les bases politico-institutionnelles conservatrices, matérialisées dans la Constitution de 1833, n'auraient certainement pas eu autant de succès si elles n'avaient été accompagnées du contexte économique favorable précédemment décrit. De plus, le Chili sortit relativement indemne des guerres d'indépendance, du moins en ce qui concerne la structure productive du pays, même si les dettes contractées auprès de l'Angleterre durant ces conflits étaient importantes.

Par conséquent, du début des années 1830, une fois résolue la dispute entre conservateurs et libéraux – les seconds furent vaincus militairement et politiquement –, le pays se trouva en bonne condition pour récupérer et augmenter sa capacité productive dans les domaines de l'agriculture et de l'extraction minière, en particulier depuis la découverte du gisement d'argent de Chañarcillo (1832) et l'introduction de nouvelles méthodes d'extraction et de raffinement du cuivre[83]. Cette première phase d'expansion coïncida avec une plus grande, exploitation des ressources naturelles du territoire. De fait, l'ouverture croissante du marché mondial, en particulier en ce qui concerne l'économie anglaise, fut le principal moteur de cette activité.

> « Les activités économiques sur lesquelles s'est appuyée cette insertion du pays dans le système capitaliste international sont, essentiellement, au nombre de

[82] L'essor de la navigation et du commerce à Valparaíso a ainsi généré un intérêt grandissant pour l'occupation et le peuplement de l'extrême sud du Chili, notamment parce que cela permettait de contrôler la route du Détroit de Magellan. C'est d'ailleurs pour cela que fut fondée la ville de Punta Arenas en 1849.

[83] Cariola y Sunkel mentionnent l'introduction, par l'ingénieur français Charles Lambert, d'une méthode de fonte du cuivre dans des fours à réverbération, Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 23.

> deux : les mines, à travers une séquence d'augmentations et de décadences de l'exploitation de l'or, de l'argent et du cuivre ; et l'agriculture, en particulier celle du blé, grâce à la récupération et à la croissance des marchés traditionnels du Pérou, et au développement temporaire de ceux qui se créèrent dans la seconde moitié du siècle en Californie, en Australie, et même en Angleterre »[84].

L'expansion commerciale à l'œuvre depuis 1832 a impliqué la création d'un nouvel ordre tributaire, la simplification des démarches douanières, de même que la réorganisation de l'administration chilienne. Les ministres des Finances conservateurs, Manuel Rengifo (1830-1835/ 1841-1844) et Joaquín Tocornal (1835-1841), furent ainsi chargés d'appliquer ces premières mesures, en même temps qu'ils s'efforcèrent d'augmenter les revenus fiscaux de la nation et de faire diminuer le niveau de la dette extérieure.

Malgré l'insertion internationale naissante de l'économie chilienne par le biais du libre-échange, la politique économique appliquée par les gouvernements successifs conservateurs a conservé des caractéristiques importantes néo-mercantilistes et nationalistes, fortement liées à la tradition ibérique décrite plus haut.

> « Dans cette doctrine [le néo-mercantilisme], il incombait à l'État la responsabilité fondamentale de stimuler et de protéger les activités productives nationales, en particulier la manufacture ainsi que la marine marchande. Il devait également engager les initiatives nécessaires au développement de l'éducation, de la technique, de la science et de la connaissance des ressources naturelles que le pays possède. Ceci rendait obligatoire, d'un point de vue politique, l'organisation d'un État centralisé, autoritaire, hiérarchique, puissant et dépersonnalisé, celui-là même que Portales conçut et établit, et qui fut ancré dans la Constitution de 1833. Néanmoins, les efforts déployés pour réaliser une politique protectionniste et de développement industriel de ce type, même s'ils se sont longtemps maintenus, se heurtèrent à une situation réelle contraire à ces doctrines »[85].

Les nouveaux secteurs exportateurs, issus de l'industrie des mines et de l'agriculture, ont fait pression afin d'augmenter le niveau d'ouverture commerciale. Il faut ajouter à cela

---

[84] *Ibíd.*, p. 25 ; « Las actividades económicas en que se apoyó esta inserción del país en el sistema capitalista internacional son especialmente dos : la minería, a través de una secuencia de auges y decadencias en la explotación del oro, la plata y el cobre ; la agricultura, particularmente trigo, gracias a la recuperación y ampliación de los mercados tradicionales del Perú, el aprovechamiento del desarrollo temporal de los que se crearon a mediados del siglo en California y Australia, e incluso los de Inglaterra. »

[85] *Ibíd.*, p. 28 ; « En esta doctrina (neomercantilismo), cabía al Estado la responsabilidad fundamental de estimular y proteger las actividades productivas nacionales y particularmente la manufactura y la marina mercante. Asimismo debía tomar las iniciativas necesarias para fomentar el desarrollo de la educación, la técnica, la ciencia y el conocimiento de los recursos naturales del país. Ello exigía, desde el punto de vista político, la organización de un Estado centralizado, autoritario, jerárquico, poderoso, despersonalizado, justamente aquel que concibió y estableció Portales, y que fue plasmado en la Constitución de 1833. Sin embargo los esfuerzos para realizar una política proteccionista y de fomento industrial de este tipo, si bien se mantuvieron por largo tiempo, tropezaron con una situación real que caminaba en dirección contraria ».

l'influence des nouveaux secteurs – dont beaucoup étaient liés à des commerçants anglais – qui se sont répandus avec l'essor du commerce et de la finance. Ces derniers commencèrent lentement à éroder le pouvoir conservateur, centraliste et autoritaire de l'aristocratie rurale, représenté par l'organisation conservatrice de l'État. C'est de cette manière que s'est renforcée la position des groupes liés au secteur de l'import-export, qui imposèrent peu à peu leurs positions à tendance libérale jusqu'à la fin du mandat gouvernemental du général Manuel Bulnes (1841-1851). Entre 1830 et 1850, les barrières protectionnistes ont donc été maintenues dans l'économie chilienne. Néanmoins, ces dernières sont allées en s'atténuant au fur et à mesure que les idées libre-échangistes et du *laissez-faire* commençaient à gagner du terrain parmi l'élite chilienne, y compris parmi les secteurs conservateurs. A l'aune des arguments et faits que nous venons d'évoquer, il apparaît donc désormais que la politique économique fut essentiellement pragmatique durant cette période.

> « A propos des orientation libérales de la politique économique du Chili, il convient de préciser que durant la première moitié du XIXème siècle, même s'il fut mené une politique libérale, le gouvernement, ne s'inspirait pas, cependant, de la doctrine, plutôt absolutiste, de l'école classique, qui était à peine connue dans le pays. Les hommes d'État de l'époque étaient des esprits pratiques qui n'étaient pas dominés par les préjugés d'une théorie libérale individualiste »[86].

Les transformations structurelles de l'économie chilienne tout au long de la première moitié du XIXème siècle et au début de la vie républicaine du pays contribuèrent à renforcer peu à peu la position du secteur de l'import-export, très influencé par le commerce anglais et son intégration au système atlantique. Ces mutations se sont accompagnées d'une pénétration croissante de la culture anglo-saxonne, ce qui, assurément, incluait l'idéologie libérale. Cariola et Sunkel signalent pourtant que, paradoxalement, ces changements adviennent à un moment que l'historiographie chilienne traditionnelle – en particulier les historiographies libérale et marxiste – a défini comme celui d'une époque de conservatisme répressif, autoritaire et même "obscurantiste". D'autre part, on remarque que si l'influence anglaise sur l'économie chilienne était particulièrement importante, il n'en reste pas moins que dans les

[86] Subercaseaux, Guillermo, *Historia de las doctrinas económicas en América y en especial en Chile*, Ed. Universo, Santiago, 1924, p. 44, Cité par Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 29 ; « Respecto de las orientaciones liberales de la política económica en Chile, conviene anotar que durante la primera mitad del siglo XIX, si bien se hizo una política liberal, el gobierno, sin embargo, no se inspiraba en el doctrinarismo bastante absolutista de la escuela clásica, que apenas era conocida en el país. Nuestros estadistas de la época eran espíritus prácticos que no estaban dominados por los prejuicios de una teoría liberal individualista ».

domaines de la culture, des idées politiques et du débat intellectuel, l'influence reste fondamentalement française[87].

La première rupture et crise de ce cycle d'expansion originel a lieu entre 1857 et 1861, sous l'administration du président Manuel Montt (1851-1861). Comme nous le précisions plus haut, durant les premières années de la décennie 1850, les bases économiques et culturelles du modèle conservateur établi en 1830 commencèrent à être critiquées au sein même de l'élite chilienne. Il s'agit d'un produit du succès économique et institutionnel de ce modèle et de la relative tolérance qui s'était peu à peu instaurée vis-à-vis des idées libérales. A la fin de l'année 1857, la crise éclata de manière indéniable, avec une forte restriction du crédit et de la monnaie qui affecta considérablement le pays, surtout le port commercial de Valparaíso.

> « La crise coïncide avec la chute des exportations agricoles vers la Californie et l'Australie (blé essentiellement), et avec la fin de l'essor commercial et de la marine marchande que la découverte d'or dans ces régions avait apporté à Valparaíso. Dans ce sens, le port fut également affecté par l'inauguration de la ligne ferroviaire de l'isthme de Panama, en 1855, qui dévia une grande partie du trafic du port chilien [vers le nord du continent] »[88].

Cette pause dans l'expansion économique initiée à partir de 1830 a donc coïncidé avec la fin de la fièvre de l'or californien (1848-1855), l'essoufflement de la production d'argent et les effets internationaux sur le prix du cuivre, ce à quoi il faut ajouter une période de mauvaise récolte entre 1857 et 1858. Le gouvernement de Manuel Montt adopta alors une politique expansive de dépenses publiques que Cariola et Sunkel qualifient de "première opération anticyclique de la politique économique chilienne"[89].

La période qui suit immédiatement cette crise qui clôt le premier cycle expansif, fut marquée par une croissance plus lente, ainsi que par la libéralisation croissante de l'économie, éliminant ainsi de nombreux domaines favorisés par les politiques

---

[87] Sur l'influence culturelle de la France au Chili, en particulier dans la seconde moitiée du XIXème siècle, nous suggérons une lecture critique de l'ouvrage de de Francisco Javier González (González, Francisco Javier, *Aquellos años franceses, 1870-1900, Chile en la huella de París*, Ed. Taurus, Santiago, 2004.). Une critique relativement pertinente de cet ouvrage peut être également consultée : Gazmuri, Cristián, "Francisco Xavier González, Aquellos años franceses, 1870-1900 : Chile en la huella de París", *Historia*, juin, vol. 38, n°. 1, Santiago, 2005, p. 188-190. Concernant les relations économiques entre la France et le Chili, la lecture du travail exhaustif d'Enrique Fernández-Domingo nous paraît indispensable : Fernández-Domingo, Enrique, *Le négoce français au Chili (1880-1929)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2006.

[88] Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 34 ; « La crisis coincide con la decadencia de las exportaciones agrícolas a California y Australia (trigo principalmente), y con el fin del auge comercial y naviero que el descubrimiento del oro en esas regiones le había dado a Valparaíso. En este sentido, el puerto fue afectado también por la inauguración del ferrocarril del Istmo de Panamá, en 1855, que desvió mucho tráfico del puerto chileno ».

[89] *Ibíd*, p.34.

protectionnistes menées depuis le Décret de Libre Commerce de 1811. Ceci concorde avec l'inauguration d'une phase politique à prédominance libérale qui commence avec la présidence de José Joaquín Pérez (1861-1871). En matière économique, cette période sera marquée par la pensée libre-échangiste de l'universitaire et assesseur français, Jean Gustave Courcelle-Seneuil. Cependant, l'influence de ce professeur sur la politique économique fut moindre que celle qui lui est généralement attribuée par certaines hagiographies[90], même si elle est importante au regard de la formation intellectuelle de toute une génération d'éminents défenseurs de la théorie classique parmi lesquels Zorobabel Rodríguez, Miguel Cruchaga ou encore Marcial Martínez.

C'est pendant cette deuxième phase du cycle expansif que s'approfondit la politique publique de construction de chemins de fer initiée par Manuel Montt[91], générant ainsi une première polémique sur le rôle de l'État et du secteur privé dans l'économie.

> « Malgré les arguments des libéraux en faveur de l'initiative privée, l'État l'a appuyée dans un premier temps, mais face aux difficultés qui se présentèrent, il prit une participation plus active et acquit les Chemins de Fer de Santiago à Valparaíso en 1858, puis ceux de Santiago vers le Sud en 1873 ; l'État les administra et continua à impulser l'installation des principales lignes dans le centre du pays »[92].

> « (...) durant la même période, et comme conséquence de la croissante des activités minières, de la navigation, des chemins de fer, des exportations de blé, de l'essor de la construction publique et privée, ainsi que du processus d'urbanisation, diverses activités manufacturières continuèrent à s'installer et à se développer, dont nombre d'entre elles étaient impulsées par des mesures de développement et de protection de l'État »[93].

L'avènement d'institutions économiques rattachées au développement des finances a également débuté durant cette seconde phase, en particulier sous le gouvernement Montt. La première banque légalement autorisée fut la Banque de Valparaíso, fondée en 1855, suivie de

---

[90] Nous pensons essentiellement à la nécrologie de Diego Barros Arana sur Courcelle-Seneuil : Barros Arana, Diego, "Necrolojías. Don Juan Gustavo Courcelle-Seneuil", *Anales de la Universidad de Chile*, 1892.

[91] En ce qui concerne l'histoire du chemin de fer au Chili, voir l'intéressant travail d'interprétation et de compilation de sources de Thomson, Ian, & Angerstein, Dietrich, *Historia del ferrocarril en Chile*, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, DIBAM, Santiago, 1997.

[92] Cariola y Sunkel. *Op. cit.*, p. 36 ; « No obstante los argumentos de los liberales a favor de la iniciativa privada, el Estado la apoyó en una primera etapa, pero ante las dificultades que se presentaron tomó una participación más activa y adquirió el Ferrocarril de Santiago a Valparaíso en 1858, y el de Santiago al Sur en 1873 ; se hizo cargo de su administración y continuó impulsando la instalación de las principales líneas en la zona central ».

[93] *Ibíd.*, p. 36 ; « …durante el mismo período, y como consecuencia del crecimiento de las actividades de la minería, la navegación, los ferrocarriles, las exportaciones de trigo, el auge de la construcción pública y privada, y del proceso de urbanización, se continuaron instalando y desarrollando diversas actividades manufactureras, muchas de ellas impulsadas por medidas de fomento y protección del Estado ».

la Banque du Chili en 1859. L'année suivante la première Loi sur les Banques (*"Ley de Bancos"*) était promulguée. D'inspiration libérale, elle permettait d'émettre du papier-monnaie sans contrôle étatique dans la limite de 150% des réserves de chaque institution. L'expansion du crédit et le remplacement graduel de l'or et de l'argent par le papier-monnaie trouve son origine dans les changements internationaux intervenus sur les prix de ces métaux et dans le discrédit jeté sur le système bimétallique[94]. Ce dernier tomba effectivement en désuétude après que l'Allemagne l'eut abandonné suite à son triomphe de la Guerre franco-prussienne (1870-1871). Le conflit armé entre le Chili et l'Espagne (1865-1866) provoqua également un mouvement de panique financière et une fuite de capitaux, augmentant ainsi la pénurie de monnaie métallique en circulation. Cette situation poussa les autorités à décréter, pour la première fois, l'inconvertibilité de la monnaie, générant ainsi un déficit dans la balance commerciale et une hausse des engagements extérieurs de l'État chilien. Par conséquent, l'origine de la future polémique économique entre défenseurs du papier-monnaie inconvertible (les "*papeleros*") et partisans de l'étalon-or (les "*oreros*") trouve sa source dans les convulsions liées à cette période.

L'économie chilienne du début des années 1870 était étroitement liée au commerce extérieur. Les tendances de l'économie internationale avaient donc immédiatement des répercussions sur les termes de l'échange. C'est pourquoi, à partir de 1870, l'ouverture d'une longue période de dépression économique mondiale provoque la chute générale des prix, affectant principalement les produits chiliens destinés à l'exportation (cuivre, argent et surtout blé). Dans ce sens, le cas du cuivre fut particulièrement représentatif puisque son prix chuta de manière vertigineuse à partir de 1872, alors que les minéraux précieux s'épuisaient et que les Etats-Unis parvenaient à produire du cuivre à partir de minéraux de moindre qualité grâce à de nouvelles techniques d'extraction. De fait, la crise éclata définitivement à

[94] Le système bi-métallique, ou "bimétallisme" (*bimetalismo*), correspond à un étalon monnaitaire basé sur l'usage de deux métaux, généralement l'or et l'argent. Au XIXème siècle, ce système définissait l'unité monétaire de chaque nation, d'après une loi en termes de quantités fixes d'or et d'argent (fixant automatiquement un taux de change entre eux). Le système promut un marché ouvert et illimité pour les deux métaux. De plus, comme chaque pays établissait indépendamment des autres son propre taux de change entre or et argent, la valeur finale du change différait de manière importante d'un pays à un autre. Ainsi, lorsque le rang des prix officiels se révélait distinct de celui des prix du marché, la "Loi de Gresham" opérait de telle sorte que seules les monnaies faites d'un seul métal continuait à circuler. L'on observe par ailleurs que le système mono-métallique basé sur l'or, plus efficace pour répondre aux changements d'offre et de demande, fut largement adopté à parti de 1867. Le système monnaitaire bi-métallique se montra en effet plus instable, du fait de la fluctuation de la valeur commerciale des métaux, puisque le métal qui tendait à avoir la plus grande valeur était utilisé comme métal et était retiré du marché en tant que monnaie (Britannica Encyclopedia, Ed. 2005). Pour une étude approfondie du patron bi-métallique, voir Friedman, Milton, "Bimetallism Revisited", *Journal of Economic Perspectives*, nº4, 1990, p. 95-104. Voir également une publication récente portant su l'histoire du bi-métallisme : Redish, Angela, *Bimetallism : An Economic and Historical Analysis* (1st ed.), Cambridge University Press, Cambridge, 2006.

partir de 1872 au Chili, quand la chute des prix, de la production et de l'exportation, commença à générer des problèmes sociaux et à éveiller la préoccupation des autorités de l'époque.

Cette crise des années 1870 prit finalement un caractère structurel et permanent. Les produits qui étaient à la base de la croissance de l'économie chilienne depuis 1830 avaient vraisemblablement achevé leur cycle d'expansion. Aussi, avec l'annexion des territoires riches en nitrates à l'issue de la Guerre du Pacifique (1879-1883), s'ouvre un deuxième cycle de prospérité économique pour le Chili, presque uniquement basé sur un seul produit, le salpêtre, dont le marché s'était largement ouvert grâce à la révolution agricole qui s'enclencha en Europe et aux Etats-Unis à fin du XIXème siècle. Les querelles locales autour de la monnaie et des impôts datent de cette époque. Elles furent le produit de la crise de la circulation de la monnaie et de l'instauration de l'étalon or comme référent pour les diverses monnaies nationales. La dévaluation constante de la monnaie chilienne, qui perdure pratiquement tout au long du XXème siècle, fut également le fruit de cette première récession de l'économie capitaliste mondiale.

> « Le développement du secteur bancaire durant la décennie précédente, rendit possible – contrairement à la crise de 1857 – l'inconvertibilité, c'est-à-dire la monétarisation du système économique par le biais de la circulation de billets de banque et de papier-monnaie. De plus, cela permit la création des institutions et groupes d'intérêt bancaires qui, face à une crise de réserves métalliques dans les banques, parvenaient à déployer le pouvoir politique et économique nécessaire pour obtenir l'appui de l'émission étatique. Ce fut l'un des cas classiques qui poussèrent l'État lui-même à s'endetter auprès des banques »[95].

Le début de la Guerre du Pacifique coïncida avec le début de l'aggravement de la crise économique et avec l'instauration, par les autorités politiques de l'époque, de la circulation forcée du papier-monnaie[96], au détriment du déséquilibre de la balance des paiements et de la hausse des obligations du pays vis-à-vis des banques internationales.

---

[95] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 39 ; « El desarrollo de los bancos durante la década anterior, hizo posible –en contraste con la crisis de 1857- la inconvertibilidad, es decir, la monetización del sistema económico mediante la circulación de billetes bancarios y de papel moneda. Creó, además, las instituciones y grupos de interés bancarios que, ante una crisis de reservas metálicas en los bancos, lograban desplegar el poder político y económico necesario para obtener el apoyo de la emisión estatal. Este era particularmente el caso en virtud de que el propio Estado se había endeudado con los bancos ».

[96] Voir l'une des meilleures analyses de l'évolution du système monétaire chilien depuis l'organisation de la République du Chili jusqu'à la fin du cycle du salpêtre : Millar, René, *Políticas y teorías monetarias en Chile : 1810-1925*, Universidad Gabriela Mistral, Santiago, 1994.

1.6.2 Deuxième cycle économique (1879-1930)

Le deuxième cycle économique qui s'étend de la Guerre du Pacifique aux débuts de la Grande Dépression des années 1930, est principalement basé sur la production (dans le nord du pays) et l'exportation du salpêtre. En réalité, cette ressource était déjà exploitée depuis 1860, lorsque des entrepreneurs chiliens commencèrent à extraire du nitrate dans les territoires d'Antofagasta et de Tarapacá, lesquels appartenaient respectivement à la Bolivie et au Pérou à l'époque. Jusqu'à la fin des années 1870, la région d'Antofagasta était majoritairement peuplée par des Chiliens, qui contribuèrent au développement d'une importante activité économique. Par la suite, l'occupation militaire et l'incorporation de ces territoires au Chili à partir de 1879 ont impliqué le gain de riches gisements miniers dont l'exploitation était en pleine expansion, du fait d'une demande mondiale croissante (voir figure 1).

Ajustements territoriaux entre le Chili, la Bolivie et le Pérou : 1874-1929. Source : Werlich, David, *Peru : A Short History*, Carbondale, Illinois, 1978, p. 110-111. Bibliothèque du Congrès américain.

« La population chilienne, avançant par le désert d'Atacama, tout le long de sa côte maritime, avait pratiquement envahi le littoral bolivien et y avait installé des centres industriels, initiant une ère de croissance dans une région jusque-là inexplorée et quasiment dépeuplée »[97].

[97] Bermúdez, Oscar, *Historia del salitre, desde sus orígenes hasta la Guerra del Pacífico*, Ediciones Universidad de Chile, Santiago, 1963, p. 369-371. Cité par Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 74 ; « La población chilena avanzando por el Desierto de Atacama y a lo largo de su costa marítima, había invadido prácticamente el litoral de Bolivia, e instalado en él centros industriales, iniciando una era de crecimiento en una región antes inexplorada y casi despoblada ».

Mais aussi inattendus et bénéfiques que furent les revenus de cette immense richesse, ils avaient fondamentalement altéré la structure économique chilienne pour les cinquante années qui suivirent. La guerre eut en réalité pour effet de réactiver l'économie qui subissait alors les difficultés de la crise mondiale des années 1870, mais surtout celles liées à la fin du premier cycle expansif –essentiellement basé, comme nous l'avons montré, sur l'exploitation du cuivre, de l'argent et du blé.

Par ailleurs, le besoin de militaires bien entraînés et la croissance démographique ont généré une forte demande interne d'aliments et de produits manufacturés. On estime ainsi que les dépenses publiques en raison du conflit armé ont été multipliées par deux entre 1878 et 1883, et financées, – selon Cariola et Sunkel, – par l'émission de monnaie ainsi que par les recettes publiques générées par l'impôt sur la vente du salpêtre, dont les recettes induites augmentent mécaniquement. Par conséquent, la guerre, d'abord perçue par nombre de contemporains comme "la pire catastrophe de l'histoire chilienne", finit par devenir un facteur de reprise économique et un élément de contrôle "anti-cyclique" *avant la lettre* pour l'économie chilienne de la fin du XIXème siècle.

> « (…) ce qui est sûr, c'est que partant de la dépression dont souffrait le pays, l'acquisition de capacité productive additionnelle combinée au fait que celle-ci générait des devises permettent de conclure que les conditions idéales étaient réunies pour garantir le succès d'une politique anti-cyclique de type keynésienne. Il s'agit d'une situation exceptionnelle dans un pays exportateur de matières premières (…) »[98].

La récupération économique du pays permit ainsi de continuer la politique de travaux publics initiée sous le gouvernement de Manuel Montt, que la crise de 1870 avait contraint de stopper. Cette reprise eut un impact positif sur l'activité privée, grâce à la mise en place de nouveaux réseaux d'infrastructures ferroviaires et portuaires par l'État. En définitive, ces changements déclenchèrent une seconde vague d'industrialisation dans le pays, essentiellement grâce à l'augmentation de la demande liée à l'essor du salpêtre et au programme rénové de travaux publics lancé par le gouvernement de José Manuel Balmaceda

[98] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 42 ; « (…) lo cierto es que tomando en cuenta el estado depresivo del que se partió, la adquisición de capacidad productiva adicional y el hecho de que esta generaba divisas, puede concluirse que se dieron las condiciones óptimas para el funcionamiento de una política anticíclica de tipo keynesiano. Situación histórica enteramente excepcional en países exportadores de materias primas… ».

(1886-1891)[99]. La position libérale de ce dernier en matière politique contrastait donc fortement avec sa vision protectionniste, étatiste et nationale de l'économie[100].

Une preuve évidente de rejet de l'implication directe de l'État chilien dans l'exploitation des gisements de salpêtre est représentée par la promulgation de la Loi du 1er octobre 1880 où l'on perçoit clairement la position anti-étatiste mais en faveur du *laissez-faire* :

> « (…) à la place de ce système dangereux et aliénant, il faut espérer que le Chili respecte et maintienne la première des règles de la bonne économie politique, qui condamne toute intervention gouvernementale dans les domaines spéciaux de l'industrie »[101].

Cette disposition légale, en plus du décret du 11 juin 1881, permit qu'une bonne partie des titres de propriété des industries de salpêtre de Tarapacá – nombre d'entre elles exploitées par des chiliens en territoire péruvien – passât dans les mains de spéculateurs étrangers de bons et de certificats péruviens[102]. La nouvelle structure économique chilienne issue de la Guerre du Pacifique avait effectivement déplacé la richesse, anciennement concentrée dans les mains des propriétaires terriens conservateurs durant le premier cycle expansif, vers ceux qui dominaient l'industrie du salpêtre. Ceux-ci représentaient un pouvoir économique beaucoup plus important que celui des industriels qui contrôlaient la production d'argent, de cuivre et de blé. Ainsi, pour Cariola et Sunkel, ces changements dans la structure de la propriété sont la véritable grande différence avec le premier cycle d'expansion économique :

> « (…) alors que durant le cycle antérieur les activités d'exportation étaient entre les mains d'entrepreneurs chiliens, dans le cas du salpêtre, ces dernières

---

[99] Pour une vision complète de la pensée et du programme politique du président Balmaceda, voir notamment les textes compilés par Rafael Sagrado et Eduardo Devés : Sagredo, Rafael, & Devés, Eduardo, *Discursos de José Manuel Balmaceda : iconografía / recopilación de Rafael Sagredo Baeza y Eduardo Devés Valdés*, DIBAM, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, Santiago, 1991-1992. En ce qui concerne l'homme politique Balmaceda, voir le récent ouvrage de Rafael Sagredo : Sagredo, Rafael, *La gira del presidente Balmaceda al norte : el inicio del "crudo y riguroso invierno de su quinquenio", (verano de 1889),* LOM Ediciones, Santiago, 2001. Par ailleurs, d'excellents travaux sur la guerre Civile de 1891 et la personnalité de Balmaceda sont réunis dans l'ouvrage suivant : Ortega, Luis, (Ed.), *La Guerra Civil de 1891, 100 años hoy*, Universidad de Santiago de Chile, Santiago, 1992.

[100] A propos de la vision étatiste du président Balmaceda, voir notamment ce texte d'une des meilleurs spécialistes de la période : Sagredo, Rafael, *Balmaceda y los orígenes del intervencionismo estatal*, en Ortega, Luis, *Op. cit.*, 1992, p. 37.

[101] Ramírez Necochea, Hernán, *Balmaceda y la contrarrevolución de 189*1, Ed. Universitaria, Santiago, 1958, p. 26. Cité par Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 46 ; « …en lugar de este sistema peligroso y absorbente, es de esperar que Chile acate y mantenga la primera de las reglas de la buena economía política, que condena toda intervención gubernativa en los dominios especiales de la industria ».

[102] Pour un des récits les plus intéressants sur la vie de l'entrepreneur de salpêtre et spéculateur Thomas North, Cariola et Sunkel recommandent : Blakemore, Harold, "John Thomas North, the nitrate king", *History Today*, 1962, p. 467-475.

> deviennent presque entièrement la propriété de capitaux étrangers – principalement anglais –, essentiellement concentrés dans le monopole organisé par (Thomas) North. L'importance de l'industrie du salpêtre et l'étendue de ses réseaux de distribution, de transports et d'intérêts financiers, la transformèrent en un grand marché international. Autour de ce marché gravitaient les intérêts économiques et diplomatiques de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis (…) ».[103]

Il faut ajouter à cela que l'économie du salpêtre et la participation étrangère dans la propriété des gisements du nord du pays impliquent l'intégration complète du Chili dans le système international dirigé par l'Angleterre[104], leader indiscuté de la promotion du "libre commerce" et du *laissez-faire* économique[105].

L'issue tragique de la guerre civile de 1891, ainsi que l'échec de la tentative du président Balmaceda d'imposer une autorité étatique qui puisse exercer un contre-poids face aux puissants intérêts de l'industrie du salpêtre, assura à cette dernière une prédominance écrasante dans la société chilienne. Ces évènements eurent également pour conséquence un changement dans l'attitude des élites locales et une augmentation du pouvoir des entrepreneurs étrangers[106]. Sans tomber dans la caricature à laquelle nombre d'auteurs ont eu recours pour évoquer la classe dirigeante chilienne de cette époque, Cariola et Sunkel montrent que la formation d'un groupe d'entrepreneurs nationaux aussi important que celui du premier cycle économique expansif, (1830-1878) qui comportait des noms aussi éminents que José Tomás Urmeneta, José Santos Ossa, Ignacio Domeyko o Matías Cousiño, n'a pas été possible[107].

---

[103] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 47 ; « (…) mientras en el ciclo anterior las actividades de exportación estaban en manos de empresarios chilenos, en el caso del salitre, éstas pasaron casi enteramente a ser propiedad de capitales extranjeros –principalmente ingleses- primordialmente concentrados bajo el control del monopolio organizado por North. La importancia de la industria salitrera y la vastedad de su red de mercados, transportes e intereses financieros, la convirtieron en un gran negocio internacional. En torno a él se movían los intereses económicos y diplomáticos de Inglaterra, Francia, Alemania y los Estados Unidos ».

[104] Pour une vision intéressante des coûts et bénéfices de l'empire britannique pour l'économie anglaise, voir l'article de Patrick O'Brien, où sont exposées les fortes disputes historiographiques autour du thème : O'Brien, Patrick, "The Costs and Benefits of British Imperialism 1846-1914", *Past and Present*, nº 120, 1988, p. 163-200.

[105] Sur le thème de la pratique anglaise du *laissez-faire* et du libre commerce durant la seconde moitié du XIXème siècle voir l'article, classique de Gallagher et Robinson, qui pose l'idée d'un empire britannique informel basé sur une vision globale du commerce au-dessus de tout contrôle militaire des territoires d'outre-mer : Gallagher, John, & Robinson, Ronald, "The Imperialism of Free Trade", *The Economic History Review*, Vol. 6, nº1, 1953, p. 1-15.

[106] Voir l'ouvrage d'Alejandro Soto Cárdenas, selon nous l'un des plus intéressants publiés jusqu'à présent, sur l'ingluence anglaise dans l'industrie du salpêtre : Soto Cárdenas, Alejandro, *Influencia británica en el salitre : origen, naturaleza y decadencia*, Ed. Universidad de Santiago de Chile, Santiago, 1998.

[107] Pour une étude plus détaillée des principaux entrepreneurs chiliens dans le domaine de la mine durant le premier cycle expansif (1830-1878), voir : Pinto, Julio, Vallejos, Javier, & Nazer, Ricardo, *Ignacio Domeyko, José Tomás Urmeneta, Juan Brüggen : tres forjadores de la minería nacional* (1a ed.), Instituto de Ingenieros de Minas de Chile, Santiago, 1993.

Ainsi, la prédominance des rentes du salpêtre dans le budget national, absolument démesurée par rapport aux produits d'exportation du premier cycle économique, rendit l'économie très sensible à la conjoncture économique externe, générant des déséquilibres notables dans les finances publiques et dans l'activité économique interne en général. A partir de ce moment, l'État chilien se trouva donc en difficulté vis-à-vis de ses engagements financiers. Entre 1879 et 1930, l'économie subit la variation des marchés externes, tant au niveau du volume que du prix de ses exportations.

> « Le caractère mono-exportateur de l'économie chilienne et l'instabilité caractéristique d'une activité d'exportation de matières premières, sujettes aux manipulations de groupes monopolitisques, ont accentué l'instabilité économique, financière et monétaire »[108].

Ainsi, malgré l'extraordinaire expansion des exportations de salpêtre durant la période en question, l'instabilité économique fut pratiquement une constante, ce à quoi vint s'ajouter un fort endettement, lequel fit pression, presque irrémédiablement, sur la valeur de la monnaie nationale. Sur la base de l'œuvre de l'analyste et économiste de l'époque Agustín Ross[109], Cariola et Sunkel ont établi une chronologie relativement simple retraçant l'évolution des politiques monétaires chiliennes au cours de la seconde moitié du XIXème siècle :

> « (…) [la politique monétaire] passe par les étapes suivantes : anarchie monétaire jusqu'en 1851 ; bi-métallisme (or-argent), 1851-1874 ; mono-métallisme (argent), 1874-1878 ; inconvertibilité des billets de banque, 1878-79 ; cours forcé du papier-monnaie, 1879-95 ; mono-métallisme (or), 1895-98 ; et depuis 1898, cours forcé du papier-monnaie. Ces politiques débouchèrent finalement, après les maintes tentatives de rétablissement de l'étalon-or et la discussion de projets alternatifs, sur la création de la Banque Centrale en 1925 »[110].

Par ailleurs, l'extraordinaire croissance, qui plus est rapide, de l'industrie du salpêtre dans le nord du pays, facilita le développement de l'infrastructure ferroviaire et portuaire dans les zones côtières proches des principaux gisements de nitrate. Ceci engendra un énorme mouvement de migration de la main-d'œuvre du centre et du sud du pays, non seulement vers le nord, mais aussi vers les principales agglomérations urbaines du pays.

---

[108] Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 51 ; « El carácter monoexportador de la economía chilena, y la inestabilidad característica de una actividad primaria exportadora, sujetas a las manipulaciones de grupos monopólicos, acentuaron la inestabilidad económica, financiera y cambiaria del país ».

[109] Ross, Agustín, *La cuestión económica ; folleto de actualidad*, Editorial Excélsior, Valparaíso, 1885.

[110] Cariola et Sunkel, *Op. cit.*, p. 51-52 ; « … (política monetaria) pasa por las siguientes etapas : anarquía monetaria hasta 1851 ; bimetalismo (oro-plata), 1851-1874 ; monometalismo (plata), 1874-1878 ; inconvertibilidad de billetes bancarios, 1878-79 ; curso forzado de papel moneda fiscal, 1879-1895 ; monometalismo (oro), 1895-1898 ; y desde 1898 en adelante, curso forzoso de papel moneda fiscal. Estas políticas desembocaron finalmente, después de los intentos por restablecer el patrón oro y de la discusión de otros proyectos alternativos, en la creación del Banco Central en 1925 ».

L'on observe, en concomitance de ces changements, l'apparition d'une classe moyenne émergente, produit de la croissance et de l'extension de l'administration et de l'éducation publiques, en plus des services commerciaux et bancaires.

Le renforcement de ces deux derniers groupes sociaux (immigrés et classe moyenne), exclus des décisions politiques et des dynamiques d'ajustement social par les élites, eut pour conséquence d'intensifier et de multiplier leurs revendications. Cette dynamique déboucha sur des conflits sociaux, en particulier dans les zones où prédominait la main-d'œuvre employée dans les industries modernes capitalistes également. Ainsi, les premières grèves, facilitées par la nouvelle organisation des ouvriers par secteur, essentiellement dans l'industrie du salpêtre, se produisirent dans les années 1890[111], mais continuèrent durant toute la période comprise entre 1890 et 1930[112].

Malgré l'incroyable essor de l'industrie du salpêtre, la société chilienne de la fin du XIXème siècle-début du XXème avait donc accumulé toute une série de tensions résultant de grandes différences distributives que cette activité engendrait. D'après l'historien Mario Garcés[113], c'est durant cette période que le fossé entre riches et pauvres s'est accentué, et, surtout, a été politisé, en particulier dans les zones d'exportation minière du nord du pays[114]. Il faut ajouter à cela que l'instabilité ministérielle, alors de mise, affecte celle du système politique, rendant difficile la prise de décisions nécessaires pour répondre aux attentes sociales[115]. Cette instabilité se renforce avec l'instauration *de facto* d'un modèle plutôt *sui*

---

[111] Sur la "question sociale" au Chili, à la find du XIXème siècle - début du XXème, voir la compilation critique réalisée par Sergio Grez Toso : Grez, Sergio, *La cuestión social en Chile : Ideas y debates precursores (1804-1902)*, DIBAM, Santiago, 1997.

[112] Sergio Grez Toso étend temporellement et spacialement les formes d'organisation sociale populaire au-delà du cycle du salpêtre, incluant par exemple des secteurs urbains du monde ouvrier et artisanal : Grez, Sergio, *Les mouvements d'ouvriers et d'artisans en milieu urbain au Chili au XIXe siècle (1818-1890)*, EHESS, Paris, 1990. Dans la même vaine, Grez Toso a publié un intéressant travail dans lequel il approfondit l'étude des mouvements d'organisation populaire au Chili depuis les débuts de la République, jusqu'à la fin du XIXème siècle : Grez, Sergio, *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890)*, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, DIBAM, Santiago, 1998.

[113] L'intéressant travail de recherche de Mario Garcés rend compte de l'agitation sociale vécue dans le Chili de la fin du XIXème siècle, fruit de ce que l'on dénommait à l'époque la "question sociale". Mais il se concentre surtout sur les origines du mouvement populaire chilien avant les tragiques évènements de l'École Santa María de Iquique (1907) : Garcés, Mario, *Crisis social y motines populares en el 1900*, LOM, Santiago, 2003.

[114] Voir, à ce propos, l'article de Julio Pinto Vallejos sur la politisation de la demande sociale dans le nord du Chili autour de 1900 : Pinto, Julio, "¿Cuestión social o cuestión política? La lenta politización de la sociedad popular tarapaqueña hacia el fin de siglo (1889-1900)", *Historia*. Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, Vol. 30, 1997, p. 211-261.

[115] Durant cette période, le nombre de gouvernements (changements ministériels) fut impressionnant, fragilisant considérablement le pouvoir du président de la République et contraignant à une certaine frustration ceux qui promettaient changements et politiques de longue portée. De plus, le système de partis politiques, très fluide, n'offrait pas la garantie d'une discipline partisane, et était dominé par une logique caudilliste.

generis de “parlementarisme”, suite à la défaite du camp “balmacediste” lors de la Guerre Civile de 1891[116].

> « Les premières manifestations du nouveau mouvement social éclatèrent dans le centres miniers, portuaires et urbains, chapeautées par les artisans et les ouvriers, et organisées par les syndicats (“*mutuales*”). Ensuite, avec la transformation des syndicats en “*mancomunales*” (premières associations d’ouvriers) ou en sociétés de résistance, l’apparition des partis politiques ouvriers et de dirigeants syndicaux, s’enclencha une étape caractérisée par un contenu idéologique plus important qui déboucha sur la radicalisation des postulats du mouvement. En 1910, l’on comptait déjà plus de quatre cent organisations mutualistes et un nombre croissant de syndicats de travailleurs métallurgiques, d’employés de chemins de fer, de typographes, entre autres. La célébration du 1er mai (jour mondial du travailleur) devint ainsi, au fil des ans, un véritable rendez-vous populaire, pour parvenir à réunir, en 1907, plus de trente mille personnes dans les rues de Santiago.
>
> Entre 1902 et 1908, l’on recensa près de deux cent grèves et le manque de réponses positives de la part des autorités provoqua une escalade de mobilisations sociales. La grève portuaire de Valparaíso, en 1903, la grève de la viande à Santiago en 1905, et le massacre de Santa María de Iquique, en 1907, sont autant d’exemples des premières grandes actions revendicatives du mouvement social chilien. Des manifestations auxquelles participèrent non seulement les ouvriers et les artisans, mais aussi leurs femmes et leurs enfants. Cependant, le massacre d’Iquique mit un coup de frein à cette vague de grèves »[117].

---

[116] La querelle historiographique concernant l’existence d’un régime parlementaire (ou République parlementaire) au Chili depuis la seconde moitié du XIXème siècle jusqu’à 1925, est toujours d’actualité. Un des meilleurs travaux sur ce thème est l’ouvrage de Julio Heise : Heise, Julio, *El período parlamentario (1861-1925)*, Editorial Universitaria, Santiago, 1982. Dans la même veine mais plus récemment, voir le travail de l’historien René Millar : Millar, René, “El parlamentarismo chileno y su crisis (1891-1924)”, en Godoy, Oscar (Ed.), *Cambio de Régimen Político*, Ediciones Universidad Católica de Chile, Santiago, 1992. La critique des ouvrages cités et travaux s’en rapprochant provient essentiellement de la science politique, en particulier des analystes des systèmes électoraux et de leur influence dans la formation des systèmes de partis. Voir notamment une critique récente de l’idée d’un parlementarisme chilien fin du XIXème-début du XXème siècle : Burgos, Jorge, & Walker, Ignacio, “Hacia el parlamentarismo” [version électronique]. *En Foco (Expansiva)*, 2003, p. 1-12. (consultée le 19-05-2007).

[117] Editorial, *Primeros movimientos sociales chilenos (1890-1920)*, 2007, voir : http://www.memoriachilena.cl/mchilena01//temas/index.asp?id_ut=elmovimientosocialdecomienzosdelsigloxx (consulté le 22/05/2007) ; « Las primeras manifestaciones del nuevo movimiento social, surgieron en los centros mineros, puertos y ciudades, siendo los artesanos y obreros sus protagonistas y las mutuales, sus organizaciones. Luego, con la transformación de las mutuales en mancomunales o sociedades de resistencia, el surgimiento de partidos políticos obreros y la aparición de líderes sindicales, se inició una etapa caracterizada por un mayor contenido ideológico que radicalizó los postulados del movimiento. En 1910, ya había más de 400 organizaciones mutualistas y un número creciente de sindicatos de trabajadores de la metalurgia, de empleados ferroviarios y tipógrafos, entre otros. La celebración del 1 de mayo (día mundial del trabajador) fue, año a año, creciendo en convocatoria popular, para llegar a reunir, en 1907, a más de 30 mil personas en las calles de Santiago.
Entre 1902 y 1908, hubo alrededor de doscientas huelgas y la falta de respuestas positivas por parte de las autoridades, provocó una escalada de movilizaciones sociales. La huelga portuaria de Valparaíso, en 1903, la huelga de la carne, en Santiago, el año 1905, y la masacre de Santa María de Iquique, en 1907, son ejemplos de las primeras gestas reivindicativas del movimiento social chileno. En ellas hubo participación no sólo de

Le second cycle d'expansion se serait donc terminé comme le premier, par une crise de l'économie mondiale. La baisse de la production de salpêtre avait effectivement commencé au moment de la Première Guerre mondiale, même si ses effets ne se firent sentir que tardivement puisque la demande des pays belligérants occulta les profonds changements technologiques de l'industrie chilienne. Mais, de la même manière que le salpêtre avait pris la place du blé, de l'argent et du cuivre à la fin des années 1870, à partir de 1930, les mines de cuivre prennent à nouveau la place du salpêtre en tant que principal produit d'exportation chilien et comme pilier de l'économie.

En termes de politique économique, il est d'ailleurs possible d'affirmer qu'à partir du début des années 1920, le protectionnisme hérité de la fin du XIXème siècle s'accentue, annonçant un repli des idées libérales et libre-échangistes. Face à la crise sociale et économique, en gestation dans les années qui suivent directement la fin de la Première Guerre mondiale, on constate un renforcement du nationalisme économique, ainsi que de la prédominance des idées défendant l'étatisation des moyens de production. Le socialisme et l'exemple de la Révolution Russe auront d'ailleurs une influence non négligeable dans le débat économique chilien des années 1920-1930 :

> « De ce fait, l'influence des idées de List (Federico), de l'école économique historiciste allemande, et des doctrines du "socialisme académique ou d'État", postérieurement incarné, entre autres par Schmoller, Wagner et Gide, commença à se faire sentir au Chili en 1870. Les *papeleros* Manuel Arístides, Aníbal Zañartu, et en particulier Malaquías Concha, reconnaissent l'influence de ses idées. C'est également le cas de Guillermo Subercaseaux et de Daniel Martner, professeurs de l'Université du Chili et économistes des années 1920. Leurs orientations et enseignements auraient eu une grande portée, notamment en 1938 sur le gouvernement de gauche du Front populaire, qui promeut un programme d'industrialisation, protectionniste, nationaliste et étatiste, que le président Pedro Aguirre Cerda anticipait dans ses ouvrages ».[118]

Par ailleurs, il est intéressant de s'arrêter un instant sur la polémique historiographique à propos de l'industrialisation du Chili durant ces deux premiers cycles d'expansion économique. Les historiens critiques à l'égard du libéralisme ont en effet tenté de démontrer

---

obreros y artesanos, sino también de sus mujeres e hijos. Sin embargo, la masacre producida en Iquique frenó esta ola de huelgas ».

[118] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 56 ; « De hecho, la influencia de las ideas de List (Federico), de la escuela económica historicista alemana, y de las doctrinas del "socialismo de cátedra o de Estado", encarnadas posteriormente entre otros por Schmoller, Wagner y Gide, comenzaron a percibirse en Chile en 1870. Los "papeleros" Manuel Arístides, Aníbal Zañartu, y especialmente Malaquías Concha, reconocen esa influencia en sus ideas. Es el caso también de Guillermo Subercaseaux y de Daniel Martner, profesores de la Universidad de Chile y economistas de la década de 1920. Sus orientaciones y enseñanzas tendrían gran significación al asumir, en 1938, un gobierno de izquierda, el Frente Popular, un programa de industrialización, proteccionista, nacionalista y estatista, que el Presidente Pedro Aguirre Cerda anticipaba en sus obras ».

que l'industrialisation chilienne naissante du XIXème siècle fut étouffée par l'ouverture libre-échangiste au commerce international, accentuée en outre par l'essor de la production de salpêtre dûe à la concurrence des produits manufacturés importés grâce à sa vente[119]. A ce processus est venu s'ajouter l'idéologie économique libérale qui niait la protection et l'encouragement au développement de l'industrie locale. C'est en vertu de ce processus que se serait installée chez les élites, habituées "au luxe et à la vie facile" issus des rentes provenant de la vente de nitrates, la perception d'une "déchéance industrielle".

> « (…) D'après cette interprétation, l'industrie du salpêtre était simplement une enclave étrangère, en grande partie isolée du reste de l'économie et de la société chilienne. L'importante participation étrangère aurait tendu à signifier que la majeure partie des ressources qu'elle avait générée serait sortie et demeurerait en dehors du pays, limitant ainsi les effets positifs sur l'économie nationale. La faible part restante aurait été captée, directement ou indirectement *via* l'État, par une petite oligarchie qui gaspillait ces ressources en les dilapidant par le biais d'achats somptueux, de produits nationaux ou importés et d'inutiles aménagements de l'administration publique »[120].

D'autres auteurs mettent en évidence la permanence de mesures protectionnistes entre 1850 et 1930. Ils insistent au contraire sur le développement irrégulier, mais continu, de l'industrialisation avant 1930, laquelle aurait été à la base de l'essor industriel postérieur fondé sur l'intervention de l'État. D'après Cariola et Sunkel, la croissance fulgurante de la demande interne, fruit de l'activité de production du salpêtre, a exigé des contingents de main d'œuvre très importants pour travailler dans les mines ou dans le secteur des transports. A partir de là il apparut comme une nécessité de transférer de la main d'œuvre dans le nord du pays, de construire un réseau ferroviaire efficient, et de fournir des services urbains et de communication. C'est de cette manière qu'a pu se constituer un marché de biens de consommation et de capital nécessaire à l'approvisionnement de l'industrie du salpêtre. Cette conjoncture favorisa également la création d'ateliers et d'industries nationales destinées à répondre à la demande, en particulier celle provenant des secteurs populaires et de la classe

---

[119] Parmi les historiens critiques à l'égard du libéralisme du XIXème siècle, l'on distingue : Hernán Ramírez-Necochea, Luis Vitale, Aníbal Pinto Santa Cruz y Claudio Véliz. On peut également ajourter les écrivains et essayistes du premier centenaire de l'indépendance (1910) : Nicolás Palacios, Alberto Edwards, Alejandro Venegas, Francisco Antonio Encina, Tancredo Pinochet, ainsi que les économistes Agustín Ross et Guillermo Subercaseaux. Concernant ce dernier groupes, voir l'article de Cristián Gazmuri : Gazmuri, Cristián, "Los "autoflagelantes" de 1910. Bicentenario, centenario y reflexión", *El Mercurio*, 16/12/2001, p. 1-3.

[120] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 68 ; « (…) según dicha interpretación la industria salitrera era básicamente un enclave foráneo en gran medida aislado del resto de la economía y sociedad chilena. La elevada participación extranjera habría significado que la mayor parte de los recursos generados en ella simplemente habrían salido y quedado fuera del país sin mayores efectos sobre la economía nacional. La escasa parte que restaba en el país habría sido captada directa o indirectamente a través del Estado, por una pequeña capa oligárquica que malgastaba esos recursos, despilfarrándolos en consumos suntuarios nacionales e importados y en innecesarias ampliaciones de la administración pública ».

moyenne qui ne pouvaient pas accéder aux biens importés à forte valeur ajoutée. A tout cela vint s'ajouter l'occupation et l'intégration définitive des régions du sud du pays, comme base de la future production agro-pastorale destinées à répondre à la demande en aliments des secteurs urbains du centre et du nord du Chili. C'est en ce sens que Cariola et Sunkel ont tenté de montrer qu'en dépit de ses limites et de sa concentration en des mains étrangères, l'activité liée au salpêtre fut, en définitive, un facteur de développement du capitalisme et d'une première phase d'industrialisation au Chili :

> « Il et donc possible d'affirmer que cet élargissement des bases territoriales de l'économie chilienne par le biais de l'incorporation des ressources minérales du Grand Nord[121] et les ressources agro-pastorales de la zone de Concepción et de la frontière sud, aurait été accompagné par une transformation de l'agriculture traditionnelle du Noyau Central, et par un vaste processus d'urbanisation et d'expansion des activités étatiques, en particulier dans le zones de Santiago, Valparaíso et Concepción. Ces villes se seraient alors converties en d'importants centres administratifs, commerciaux et financiers, impulsant, de plus, le développement d'activités manufacturières de certaine importance ainsi qu'une considérable transformation de la structure sociale et politique du Chili »[122].

Comme nous l'avons montré plus haut, la croissance de l'activité liée au salpêtre après la Guerre du Pacifique entraîna une augmentation sans précédent de la productivité générale de toute la région en question. Cela provoqua aussi de grands mouvements de capitaux, de personnes et de toutes sortes de marchandises. A cela s'ajoute l'important effort de construction d'infrastructures urbaines et de transports – précédemment évoqué –, dans une zone désertique, dans laquelle tout restait à faire pour permettre l'installation d'activités humaines permanentes. Mais il est difficile d'envisager le succès d'une telle entreprise sans l'action de l'État pour lequel la production de salpêtre fut haussée au rang numéro un des priorités en matière de politique publique. Ainsi, pour la période 1880-1924, on calcule que les droits d'exportation de salpêtre et d'iode perçus par l'État chilien atteignent 33% de la valeur totale (coûts de production compris). Déduisant ainsi les coûts, d'après Cariola et Sunkel, l'État parvint à s'approprier la moitié de l'excédent généré par l'activité liée au

---

[121] Le “Grand Nord” (Norte Grande) est une zone comprise entre la frontière septentrionale du Chili avec le Pérou (17º 30’S) et le parallèle 26ºS, englobant les trois premières régions actuelles du Chili. Cette zone se caractérise par la présence du désert d'Atacama, considéré comme l'un des plus arides du Monde.

[122] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 70-71 ; « Puede argumentarse entonces que esta ampliación de las bases territoriales de la economía chilena mediante la incorporación de los recursos minerales del Norte Grande y los recursos agropecuarios de la zona de Concepción y la frontera al sur, habría sido acompañada por una transformación de la tradicional agricultura del Núcleo Central, y por un importante proceso de urbanización y de expansión de las actividades estatales, particularmente de las zonas de Santiago, Valparaíso y Concepción. Estas ciudades se habrían convertido de esta manera en importantes centros administrativos, comerciales y financieros, dando lugar además al desarrollo de actividades manufactureras de cierta significación, y a una considerable transformación en la estructura social y política de Chile ».

salpêtre, ce qui altère la vision traditionnelle d'un État simplement au service des capitaux étrangers. Néanmoins, cela ne modifie pas l'idée selon laquelle l'État chilien a continué – essentiellement jusqu'en 1925 – à être un instrument au service des groupes d'industriels et de propriétaires terriens de la zone centre-sud du pays.

Cela mis à part, l'essor des industries du salpêtre et ses conséquences a également contribué à renforcer l'État en consolidant sa structure administrative et en lui permettant de mener à leur terme des activités de développement, ce qui permit également l'apparition de nouveaux groupes sociaux liés à l'essor de l'appareil d'État. En termes strictement économiques, la contribution relative des rentes issues du salpêtre au budget de l'État tend à se stabiliser aux environs de la première décennie du XXème siècle et à diminuer dix ans plus tard[123]. Cela contraint les autorités de l'époque à mettre en vigueur de nouveaux impôts et à en rétablir d'autres, disparus durant la période faste des excédents des rentes du salpêtre, entre 1880 et 1900. Les dépenses de l'État obligèrent ainsi à maintenir un niveau de recettes que l'impôt sur les mines ne pouvait soutenir à lui seul. La crise politique et sociale de 1924-1925 s'explique alors, entre autres, par la demande d'un niveau de dépenses plus élevé de la part de l'État chilien.

La thèse traditionnelle visant à expliquer la faible industrialisation du Chili par la prédominance du salpêtre ne résiste donc pas à l'épreuve des faits[124]. Déjà, depuis les années 1850, s'étaient effectivement installées des activités manufacturières et minières, ce qui permit à un nouveau secteur industriel important de voir le jour. Néanmoins, la véritable impulsion est donnée par la Guerre du Pacifique et l'énorme demande en hommes et en équipements associée à tout conflit armé. En parallèle, on constate l'évolution rapide de l'urbanisation, concentrée dans les principales villes du pays, ainsi que l'augmentation des revenus générés par les dépenses des industries de salpêtre et les recettes de l'État. Tout cela eut un effet bénéfique sur la naissante industrie manufacturière chilienne, auquel s'ajoute la dévaluation de la monnaie à partir de 1875, entraînant une augmentation des prix des

[123] Les dépenses administratives de l'État chilien passèrent de 20 à 30% du budget national enter 1880 et 1900 selon Cariola et Sunkel.

[124] Cette thèse avait d'ailleurs déjà été remise en cause par des auteurs tels que Ricardo Lagos et Oscar Muñoz, dans des travaux publiés dans les années 1960. Cependant, la thèse traditionnelle a continué à peser dans de nombreux autres travaux portant sur la période 1880-1930. Sur ces thèmes, voir notamment : Lagos, Ricardo, *La industria en Chile : antecedentes estructurales*, Universidad de Chile, Instituto de Economía, Santiago, 1966 ; Muñoz, Oscar, *Crecimiento industrial de Chile, 1914-1965*, Universidad de Chile, Santiago, 1968. Díaz, José, *Economía Chilena 1810-1995 : evolución cuantitativa del producto total y sectorial*, Universidad Católica, Santiago, 1998 ; Muñoz, Oscar, *Chile y su industrialización : pasado, crisis y opciones*, CIEPLAN, Santiago, 1986 ; García, Rigoberto, *Evolución de la industria manufacturera latinoamericana, 1850-1930*, Institute of Latin American Studies, Stockholm, 1980 ; Wagner, Gert, *Trabajo, producción y crecimiento : la economía chilena, 1860-1930*, Universidad Católica, Instituto de Economía, Santiago, 1992.

produits importés. Entre 1880 et 1930, le marché du Grand Nord (Norte Grande) eut également un effet multiplicateur dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage de la zone Centre-sud du pays, ce qui déboucha, premièrement, sur l'occupation définitive de ces territoires au détriment des peuples indigènes du fleuve Bío-Bío (les Mapuches principalement[125]), et, deuxièmement, sur l'expansion économique de ces secteurs et sur la transformation agraire du sud du Chili.

> « En définitive, avec la Guerre du Pacifique, l'expansion de l'industrie du salpêtre et l'action de l'État, se créèrent une série de conditions extrêmement favorables à l'expansion industrielle : un marché national en pleine croissance et relativement protégé, des infrastructures de transport et de communication, une main-d'œuvre peu coûteuse, abondante et disponible dans les centres urbains. Ces circonstances favorables consolidèrent les initiatives manufacturières que des entrepreneurs isolés avaient impulsées dans le domaine de l'industrie au cours des précédentes décennies »[126].

La création, en 1883, de la Société de développement manufacturier[127] illustre bien l'essor d'une bourgeoisie entrepreneuriale qui tenta d'institutionnaliser ses intérêts face à un État dont la taille et les attributions ne cessaient de croître[128]. Cette organisation devint d'ailleurs le principal groupe de pression des industriels chiliens, vis-à-vis de l'État et l'opinion publique.

En somme, il est possible d'affirmer que la crise politique, économique et sociale que vivra le pays dans les années 1920 sera moins le produit d'un échec des tentatives d'industrialisation et d'exploitation des richesses du salpêtre que celui des transformations liées au deuxième cycle d'expansion économique (1878-1930).

La croissance de l'État, ou de l'administration publique, tout comme celle des secteurs moyens et ouvriers, furent ainsi des facteurs qui ont profondément altéré la structure de la société chilienne. L'élite traditionnelle ne put, ou ne voulut, prendre en compte ces changements et les nouvelles demandes de ces secteurs en pleine croissance. L'exigence

---

[125] Voir notamment : Guevara, Tomás, “La ocupación de la Araucanía ; Prolongación de las líneas del Malleco i del litoral “, en *Historia de la civilización de la Araucanía*, Santiago, Cervantes, 1898-1902, p. 291-340.

[126] Cariola et Sunkel. *Op. cit.*, p. 98. « En definitiva, con la Guerra del Pacífico, la expansión salitrera y la acción del Estado, se crearon una serie de condiciones sumamente favorables para la expansión industrial : un mercado nacional en expansión y relativamente protegido, una infraestructura de transporte y comunicaciones, disponibilidad de abundante mano de obra barata en los centros urbanos. Estas favorables circunstancias permitieron la consolidación de las iniciativas manufactureras que empresarios aislados habían promovido en el campo industrial en las décadas anteriores ».

[127] SOFOFA : Sociedad de Fomento Fabril.

[128] A propos de l'histoire du SOFOFA, voir l'article de Juan Eduardo Vargas : Vargas, Juan Eduardo, *La Sociedad de Fomento Fabril : 1883-1928*, Ediciones Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago, 1976.

d'une plus grande participation politique, tout comme celle d'une politique sociale redistributive, furent donc à l'origine du soulèvement militaire de 1924. Mais ce qui provoqua surtout la crise, c'est l'existence d'une vision de la société et d'un État oligarchique qui correspondait plus au XIXème siècle et qui n'avait toujours pas intégré les profondes transformations impulsées par le second cycle économique. Il faut aussi mentionner les changements idéologiques survenus après la Première Guerre mondiale et la Révolution russe de 1917.

1.7 Libéralisme et libre-échange : l'arrivée du premier "Money Doctor"[129]

Même si nous postulons que les idées de la théorie économique libérale étaient déjà connues au Chili depuis les premières décennies du XIXème siècle, la véritable impulsion donnée à l'étude et à la diffusion de ce courant de pensée n'est donnée qu'à partir de 1850, avec l'arrivée au Chili de Jean Gustave Courcelle-Seneuil. Le gouvernement du président Manuel Montt avait effectivement décidé d'inviter cet économiste et professeur français afin d'établir définitivement une chaire d'Economie Politique dans l'Institut National et l'Université du Chili.

La mission avait une durée initiale de cinq ans et comprenait également le poste de consultant technique du ministère des Finances. Ce fut d'ailleurs le général Manuel Blanco Encalada, ministre plénipotentiaire du gouvernement chilien à Paris, qui le contacta à la fin de l'année 1854, pour qu'il vienne au Chili[130]. L'économiste français arrive au moment où les chambres de commerce anglaises ont une influence croissante sur l'économie chilienne, et où

[129] Même si le concept de "Money Doctor" est postérieur à l'époque traitée, nous avons fait le choix de l'utiliser dans ce chapitre avec pour objectif la mise en valeur de l'influence de l'"expert technique" en économie depuis 1850. En ce qui concerne le concept en lui-même, voir le travail de Paul Drake pour une étude détaillée de la diffusion des idées économiques libérales nord-américaines entre la Première Guerre mondiale et la Grande Dépression de 1930 : Drake, Paul, *The Money Doctor in the Andes : U.S. Advisors, Investors, and Economic Reform in Latin America from World War I to the Great Depression* : Duke University Press, North Carolina NC city, 1988. Dans la même veine, voir un autre excellent travail du même auteur publié en 1993 : Drake, Paul (1993), *Money Doctors, Foreign Debts, and Economic Reforms in Latin America from the 1890s to the Present*, SR Books, 1993. Pour le cas spécifique du Chili, voir l'article suivant : Drake, Paul, "La misión Kemmerer a Chile : consejeros norteamericanos, estabilización y endeudamiento, 1925-1932", *Cuadernos de Historia*, julio, nº 27, 1984.

[130] La demande d'un universitaire spécialisé en Économie Politique avait déjà été formulée par le recteur de l'Univesité du Chili, Andrés Bello (1843-1865). A l'origine, la personne qui avait été choisie n'était autre que le français André Cochut, qui jouissait déjà d'un certain prestige au Chili du fait des colonnes qu'il rédigeait pour le journal *El Araucano*. Cependant, ce dernier déclina l'offre et recommenda à sa place Courcelle-Seneuil, auteur du *Traité théorique et pratique des opérations de banque*, qui lui assurait également une bonne réputation.

le libre-échangisme britannique domine sur le plan international[131]. Dans ce sens, le gouvernement du Chili avait besoin d'un appui théorique et technique qui permette d'appliquer de telles idées, mais aussi de les soumettre à débat au niveau académique.

1.4.1 Quelques éléments fondamentaux de la pensée économique de Jean Gustave Courcelle-Seneuil

L'Économie Politique

Jean Gustave Courcelle-Seneuil[132] était connu pour ses postures libérales démocratiques. En politique, il était considéré comme un républicain rattaché à l'école de Tocqueville et de Laboulaye. Ayant autant été l'ennemi de la restauration bourbonienne que des différentes formes d'autoritarisme qui avaient cours en Europe depuis la fin de la Révolution française, il croyait que le bien-être et la justice ne pouvaient que déboucher sur l'établissement d'un régime où serait garantie la plus grande liberté politique et économique.

Courcelle-Seneuil rédigea ses premiers ouvrages au moment même où le libre-échangisme triomphait en Europe grâce à la propagande de la dénommée "École de Manchester"[133]. Sur le plan doctrinaire, il s'opposait aux économistes de l'École historique

---

[131] Vers 1850, les chambres de commerce anglaises, comme par exemple *Gibss & Sons*, prirent le contrôle du commerce extérieur chilien. Situées dans le port de Valparaíso, converti en empire commercial du Pacifique, elles controlaient en effet les exportations de cuivre et d'argent vers l'Europe et les importations de produits manufacturés. Elles financèrent également les entreprises locales et participèrent à la création et au financement de sociétés maritimes, de banque et de commerce. Source : "Memoria Chilena". Disponible en ligne : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=valparaiso:puertocomercialdelpacifico.1830-1914 (consulté le 01/02/2008).

[132] Né à Vanxains dans le département de la Dordogne (France), lel 22 décembre 1813, Jean Gustave Courcelle-Seneuil tient la seconde partie de son nom de famille de la localité où il grandit, Seneuil. Il fit tout d'abord des études de lettres classiques (latin et grec) à Poitiers. En 1835, il obtient le diplôme d'avocat à Paris et en 1840, il écrit son premier ouvrage, *Le crédit et la banque*, dans lequel il propose la création d'un système financier possédant les mêmes conditions de liberté qu'en Écosse ou aux Etats-Unis. Il fut, en France, le traducteur des œuvres de John Stuart Mill. Le contexte intellectuel de la seconde République française (1848-1851) lui permit de diffuser ses idées par le biais de la presse, et de lutter vigoureusement contre les défenseurs du *Manifeste du Parti communiste*. Cependant, le coup d'État de 1851 mit fin à cette période de liberté, instaurant le Second Empire et un fort contrôle sur la presse et la discussion intellectuelle. Son système de pensée et les restrictions imposées par le nouveau régime influencèrent sa décision d'accepter, en 1855, l'invitation du gouvernement chilien pour créer la chaire d'Économie Politique et être conseiller auprès du ministère des Finances. Durant son séjour au Chili, il eut une influence notable sur toute une génération d'hommes politiques et d'intellectuels, posant ainsi les bases d'une pensée économique libérale chilienne. Il a eu en outre une influence directe sur la législation bancaire et commerciale de l'époque. A son retour en France en 1863, il continua à rendre de nombreux services à l'État chilien. Il fut alors nommé conseiller d'État par le gouvernement français en 1879. Au moment de sa mort en 1892, il continuait à écrire et à rester en contact avec ses disciples et amis chiliens. Parmi ses œuvres les plus remarquables, on trouve : le *Traité théorique pratique d'économie politique* (1858), *Le crédit et la banque* (1840), *Etudes sur la science sociale* (1862), et *La banque libre* (1867).

[133] L'École de Manchester fut formée par un groupe composé d'hommes publics, d'économistes et d'entrepreneurs britanniques, qui, – entre 1820 et 1850 – défendirent activement la mise en place d'une politique de liberté économique sans limites. Ce courant de pensée naît en opposition à la pensée économique mercantiliste qui prévaut dans la majorité des pays européens au XVIIIème siècle. Son nom est ainsi resté irrémédiablement associé à la défense du *laissez-faire*, d'où l'expression "libéralisme manchestérien" lorsque

Allemande et à la méthode inductive, puisqu'il défendait l'idée de l'existence d'un ensemble de lois universelles qui régissait la science économique. Courcelle-Seneuil concevait en revanche l'Économie Politique comme une frange d'une science sociale unique, dont l'objet était d'analyser "l'état de la richesse". En tant que science, cette dernière déterminait les causes de ses variations positives et négatives, et en tant qu'art, elle faisait partie des éléments nécessaires à son augmentation. Dans ce sens, l'Économie Politique devait simplement guider l'activité économique sans attenter à la liberté des individus et de la société, abandonnant à la morale et à la politique le traitement des considérations portant sur la justice et l'adéquation des fins par rapport aux moyens (et *vice versa*). En somme, les bases de la science sociale économique telle que l'envisage Courcelle-Seneuil – en accord avec la théorie classique –, s'incarnent dans le principe suivant :

> « Le lois de la production et de la consommation, qui résultent de la relation entre l'homme et la nature, sont absolues et indépendantes. En revanche, les formes de distribution peuvent diverger, en fonction du temps, du lieu et de la volonté humaine. Une fois déterminé cet ensemble de principes invariables, on aurait un point de départ pour tous les systèmes économiques, ainsi qu'un critère pour apprécier leur valeur »[134].

En 1892, au moment de rendre hommage à son maître et ami, l'historien et diplomate Diego Barros Arana définissait ainsi sa vision de Courcelle-Seneuil :

> « Monsieur Courcelle-Seneuil recherchait dans les phénomènes économiques et sociaux, et dans leur transformation graduelle sous l'effet des progrès de la civilisation, l'origine de l'évolution des lois civiles, que les jeunes s'étaient habitués à croire inhérents à tous les temps et à tous les pays. Pour exposer ses exemples, il utilisait habilement son immense connaissance de l'histoire, de la géographie et de la technologie, expliquant souvent dans la forme la plus élémentaire et sommaire, les procédés industriels, les merveilles opérées par le commerce, et les immenses difficultés qu'il avait dû affronter pour créer des voies de communication et pour rapprocher de manière artificielle tous les pays de la Terre »[135].

---

l'on plaide en faveur d'un désengagement total de l'État en matière économique et sociale. D'après la thèse défendue par David Ricardo à propos des avantages du libre commerce, on fixe généralement son origine à l'opposition aux lois qui restreignaient le commerce de céréales en Angletterre (*Corn Laws*, 1815). Enfin, parmi les penseurs les plus reconnus de cette école de pensée, on distinguera Richard Cobden et John Bright.

[134] Fuentealba, Leonardo, "Courcelle-Seneuil en Chile, errores del liberalismo económico", *Anales de la Universidad de Chile*, CII, 1944, p.115 ; « La leyes de la producción y del consumo, que resultan de la relación entre el hombre y la naturaleza, son absolutas e independientes. En cambio, las formas de la distribución pueden modificarse de acuerdo con el tiempo, el lugar y la voluntad humana. Una vez determinado aquel conjunto de principios invariables, se tendría un punto de partida para todos los sistemas económicos y un criterio con que apreciar su valor ».

[135] Barros Arana, Diego, *Op. cit.*, p. 7 ; « El señor Courcelle Seneuil buscaba en los fenómenos económicos i sociales, i en su gradual transformación por efecto de los progresos de la civilización, el orijen de la evolución

En ce qui concerne maintenant la distribution de la richesse, Courcelle-Seneuil reconnaissait deux systèmes comme valables : celui de l'autorité et celui de la liberté ; et c'est seulement du second que surgissent les lois “invariables” de la distribution. Mais ceci intervient sous l'empire de l'autorité, des règlements. C'est pourquoi l'étude de la monnaie, des échanges du crédit, du capital, des salaires, et des coûts de production n'a de sens que dans un “état de liberté”. S'il reconnaissait les principaux inconvénients d'un système économique “libertaire” (pauvreté, inégalités, crises, faillites), il postulait que même ainsi, l'individu acceptait ce sort avec résignation, car il ne provenait pas d'une autorité arbitraire mais de ce qu'il nommait la “nature des choses”.

> « Dans sa conception, les lois économiques ont un caractère universel et permanent. Elles dépendent de la nature de la matière et de l'homme... qui ne change pas »[136].

Contrairement à la plupart des défenseurs de la théorie classique et du libéralisme en général, Courcelle-Seneuil refusait la conception absolue et inviolable de la propriété privée comme une question fondée sur la religion ou sur le droit naturel. Selon lui, elle était simplement le résultat de conventions ayant pour but de rendre plus efficace la force de travail.

La liberté bancaire

La liberté bancaire fut l'un des thèmes auxquels Courcelle-Seneuil consacra le plus de temps. En effet, d'après lui, seul un régime de liberté absolue permettait aux banques de générer un système financier moderne et efficace, et d'émettre des billets sans limite préalable. Jusque-là, libéraux et conservateurs pensaient effectivement que l'émission de monnaie était une question de souveraineté nationale qui ne devait dépendre en rien du libre arbitre des particuliers. C'est pourquoi la théorie de l'économiste français se heurta, à l'époque, à une tradition fortement ancrée dans la classe politique chilienne. A la différence de cette dernière, Courcelle-Seneuil estimait que les banques exerçaient sur elles-mêmes une vigilance mutuelle. Ainsi, les émissions irresponsables de billets effectuées par une banque étaient, d'après lui, automatiquement rejetées par les autres, rendant de fait toute intervention

---

de las leyes civiles, que los jóvenes se habían habituado a creer inherentes a todos los tiempos i a todos los países. Para presentar sus ejemplos, utilizaba hábilmente su asombrosa ilustración en historia, en jeografía i en tecnolojía, esplicando con frecuencia en la forma más elemental i sumaria los procedimientos industriales, las maravillas operadas por el comercio, i las inmensas dificultades que ha tenido que vencer para abrirse vías del comunicación i para acercar artificialmente todos los países de la tierra [sic] ».

[136] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 117 ; « En su concepto, la leyes económicas tienen un carácter universal y permanente. Dependen de la naturaleza de la materia y del hombre… que no cambia ».

de l'autorité inutile. Dans tous les cas, il reconnaissait que dans un pays aussi “jeune” que le Chili, certaines restrictions temporaires devaient être mises en place afin de contrôler un minimum la totale liberté des banques.

Par ailleurs, l'économiste français s'opposa fermement à l'idée de la création d'une banque de crédit publique, thème qui resurgissait régulièrement dans le débat public depuis l'Indépendance. Cependant, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'élite politique et commerciale chilienne s'était toujours refusée à accepter la création de banques commerciales au Chili[137]. Cette attitude commence à changer à partir de 1850 quand se font entendre les premiers défenseurs de l'émission de billets qui circulaient déjà de manière officieuse à travers des bons émis par certaines des plus importantes maisons de commerce chiliennes et étrangères du port de Valparaíso[138]. Aussi, comme nous l'avons montré au début de ce chapitre, jusqu'à l'arrivée de Courcelle-Seneuil, c'est la théorie de J.B. Say qui prévaut au chili. Cette dernière tolère, au moins au début, la régulation étatique de l'émission de billets de banque, contrairement à Courcelle-Seneuil, favorable à la liberté bancaire totale (dans son raisonnement, les billets remplacent simplement la monnaie et sont limités par les nécessités du marché). L'économiste français regardait en effet avec intérêt les très bons résultats de ce modèle sur le commerce européen et nord-américain qui ne pouvait, selon lui, nuire au Chili.

> « L'abus dans le processus d'émission était impossible puisque les billets étaient ouvertement payés et que l'on n'était pas obligé de les accepter. Il suffisait d'assurer la responsabilité de la banque par la possession d'un capital propre. Cela accompli, aucune institution ne pouvait effectuer d'émissions excessives ni réaliser de mauvaises opérations sans provoquer sa ruine »[139].

En somme, si les banques se retrouvaient dans un environnement de libre concurrence, l'émission de billets se répartirait naturellement entre un nombre plus important de banques, augmentant de cette manière sa fiabilité. Dans le cas d'une mauvaise gestion, les banques

---

[137] Au moment de l'arrivée de Courcelle-Seneuil au Chili, un important groupe de commerçants de Valparaíso manifestent contre l'existence de banques émitrices de monnaie. Le principal argument invoqué par ces commerçants était celui de l'absurdité de donner au papier-monnaie des garanties jusque là propres aux métaux précieux, auquel cas l'on courrait le risque d'une dévaluation démesurée en période de crise, en particulier à cause de l'abus de crédit. Pour toutes ces raisons, Le Trésor public devait donc rester hors de portée des particuliers.

[138] En 1856 l'entreprise *Ossa et Cía* qui utilisait déjà l'appellation de “banque”, commença à émettre des billets au vu et su de tous. D'après Leonardo Fuentealba, ces opérations furent finalement légalisées quatre ans plus tard, au moment de la fondation de la Banque du Chili.

[139] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 148 ; « El abuso en las emisiones era imposible mientras los billetes fueran pagados a la vista y al portador y su aceptación no fuese obligatoria. Sólo convenía asegurar la responsabilidad del banco mediante la posesión de un capital propio. Conseguido esto, ninguna institución podía hacer emisiones excesivas ni realizar malas operaciones sin provocar su ruina ».

seraient déficitaires ou leurs créditeurs feraient faillite, mais pas les banques “saines”. La simplicité de l'argumentaire de Courcelle-Seneuil est irrémédiablement liée à sa croyance inébranlable en ce qu'il nommait la “loi générale du commerce”. En effet, s'il reconnaissait les préjudices qu'une faillite bancaire pouvait entraîner sur les comportements commerciaux, sur le coût du crédit et même sur la fortune des particuliers, ceci illustrait, ni plus ni moins, la validité du principe universel de la loi naturelle en question.

Finalement, la loi de 1860 portant sur les banques s'est profondément inspirée des idées défendues par Courcelle-Seneuil. Tant au niveau du pouvoir exécutif que des parlementaires, l'idée qu'en matière bancaire devait être autorisée une liberté absolue, uniquement restreinte par la transparence de ses opérations, avait donc triomphé. Ce fut la posture adoptée par un groupe majoritaire du Parlement, aux alentours de 1859, dans lequel on distingue le député Maximiano Errázuriz :

> « (...) n'importe qui peut établir une Banque, recevoir des dépôts d'argent, faire circuler des billets, etc. ; nous lui laissons une totale liberté d'action et exigeons seulement de lui la transparence (“*publicidad*”). Rien ne lui fait obstacle ni ne le prive de certaines opérations comme le fait l'article 21 du projet du gouvernement, ou d'autres qui ne sont pas justifiables et dont je ne vois pas la nécessité ».[140]

Malgré ces quelques réticences, le projet de loi approuvé le 23 juillet 1860 inclut des restrictions minimes à l'exercice de l'activité bancaire. L'inspection du capital de départ y fut effectivement introduite par le ministère des Finances, et l'on imposa que soient définis des règlements et directives pour les nouvelles banques. Tous les mois, les institutions financières devaient ainsi remettre un bilan de leurs opérations au gouvernement. Celui-ci nommait des agents spéciaux chargés de tenir les livres de comptes et dossiers des banques. Enfin, l'émission de billets fut limitée à 150% du capital effectif de chaque institution.

D'après l'analyse qu'en fait Leonardo Fuentealba Hernández, la Loi sur les Banques de 1860 était empreinte d'un esprit incontestablement libéral. La restriction d'émission et sur la valeur des billets mise à part, cette loi ne contenait effectivement pas de réels obstacles à la liberté des banques et la vigilance du gouvernement ne fut, en pratique, en aucun cas efficace dans le contrôle des activités bancaires entre 1860 et 1925. Selon Fuentealba, la loi de 1860 protégeait simplement l'intérêt des actionnaires et des directeurs des institutions en question :

---

[140] Session de la Chambre des députés du 30 juin 1859 ; cité par Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p 152 ; « (…) cualquier individuo puede establecer un Banco, recibir depósitos, circular billetes, etc.; se le deja una completa libertad de acción y sólo se le exige publicidad. No le pone trabas ni le priva de ciertas operaciones como el artículo 21 del proyecto del Gobierno y otros que no se justifican, y a los cuales no se les ve objeto ».

> « (...) elle était basée sur la croyance en l'idée que le talent et la probité de ces derniers constituaient une garantie suffisante de l'existence d'un régime administratif rigoureux. On laissait donc à l'appréciation et à la bonne foi des banquiers la sécurité des capitaux des individus, le respect de leurs obligations et le devenir même des institutions bancaires »[141].

Fuentealba accuse même cette loi, inspirée des principes de Courcelle-Seneuil, d'être à l'origine des effets désastreux des crises bancaires de 1865, 1878 et 1898, qui obligèrent le gouvernement à décréter la mise sous contrôle étatique du cours du papier-monnaie. Selon lui, les excès de la banque privée auraient été la principale cause de la décision gouvernementale de réserver uniquement à l'État le droit d'émettre de l'argent en 1898[142]. D'un point de vue global, excepté quelques légères modifications, la loi de 1860 resta en vigueur jusqu'à la réforme monétaire et bancaire de 1925.

Le libre commerce

La question du libéralisme et du libre commerce fut probablement un autre thème qui passionna Courcelle-Seneuil. L'économiste français s'opposa en effet férocement à l'utilisation de l'argument du déficit commercial pour justifier l'instauration de tarifs douaniers. Il considérait d'ailleurs que cette question avait été résolue par la “nouvelle science économique” qu'il défendait tant. C'est pourquoi il considérait toute mesure protectionniste envers la production nationale comme étant contre-productive pour l'ensemble de l'économie, puisqu'il s'agissait de subventionner les producteurs nationaux au détriment du consommateur. A ses yeux en effet, les produits importés dans le cadre d'un régime de libre commerce ne devaient pas être nécessairement plus chers. Dans ce sens, il appliquait une maxime économique propre au libre échange, que les économistes néoclassiques défendent encore aujourd'hui : il n'existe aucune distinction entre la “loi” qui régit les échanges internationaux et celle qui réglemente les relations entre particuliers. En ce qui concerne l'intervention gouvernementale, Leonardo Fuentealba résume parfaitement la vision de Courcelle-Seneuil :

> « [L’intervention du gouvernement] (...) se justifie seulement pour un peuple dont l'évolution économique est moindre, mais là où règnent l'esprit d'entreprise et l'amour du travail, son action est toujours inutile et parfois désastreuse. L'État doit uniquement contribuer à la diffusion de l'éducation. Dans la vie économique,

[141] *Ibíd.*, p. 153 ; « (…) se basaba en la creencia de que el talento y la probidad de estos últimos constituía garantía suficiente de un severo régimen administrativo. Se abandonaba al criterio y buena fe de los banqueros la seguridad de los capitales del público, el cumplimiento de sus obligaciones y la suerte misma de las instituciones bancarias ».
[142] Loi du 31 juillet 1898.

> sa meilleure politique et celle du *laissez-faire*. Partisan convaincu de la doctrine du libre échange, Courcelle-Seneuil considère que, malgré les obstacles, l'important est de "marcher jusqu'au bout, vers la liberté" »[143].

L'enseignement de l'économie

Le premier cours d'Économie Politique dicté par Courcelle-Seneuil débuta en 1856. Il fut ensuite temporairement suspendu entre 1858 et 1859 pour cause d'indisponibilité du professeur français. Durant cette période, ce dernier participa en effet à la délégation chilienne visant à obtenir un prêt en l'Europe pour lancer la construction de chemins de fer au Chili. Le cours reprit donc en 1860, avec un programme étroitement lié à l'ouvrage même de Courcelle-Seneuil, *Traité théorique et pratique d'Économie Politique*[144]. D'après l'historien libéral et élève de l'économiste français, Diego Barros Arana, le cours enseignait l'Économie Politique comme une "science exacte, positive dans ses principes fondamentaux ; positive dans la manifestation des faits et phénomènes économiques, positive dans les conséquences de ceux-ci"[145]. Lorsqu''il traitait les questions des banques, de la richesse, de la liberté ou de l'autorité, il ne cessait d'insister sur les bienfaits d'un régime de liberté selon lequel ces questions devaient être laissées "au libre jeu des lois naturelles". L'État devait simplement "laisser faire".

L'influence de Courcelle-Seneuil sur toute une génération d'hommes publics chiliens de la seconde moitié du XIXème siècle ne fut donc pas mineure[146], comme en témoigne l'un de ses disciples les plus remarquables et héritier de la chaire d'Économie Politique de l'Université du Chili, Zorobabel Rodríguez[147]:

> « (...) pour avoir impulsé un large développement de l'enseignement théorique et pratique de cette branche, et plus que tout, pour avoir tenté, et ce en fut pas sans raison, d'insuffler à ses élèves – parmi lesquels nous eûmes l'honneur d'être – l'esprit scientifiquement libéral et de la science, la conviction de son immense utilité, et le zèle brûlant et désintéressé pour la propagation de ses belles et bénéfiques doctrines, il doit être considéré comme le fondateur de l'enseignement

---

[143] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 120 ; « (la intervención del gobierno)… sólo se justifica en un pueblo de escasa evolución económica, pero allí donde reina el espíritu de empresa y el amor al trabajo su acción es siempre inútil y a menudo desastrosa. El Estado sólo debe contribuir a la difusión de la enseñanza. En la vida económica su mejor política es la "dejar hacer". Partidario convencido de la doctrina librecambista, Courcelle-Seneuil considera que sobre todos los obstáculos sólo "importa marchar hacia el fin que es la libertad" ».

[144] Courcelle-Seneuil, Jean Gustave, *Tratado teórico y práctico de economía política*, Revista del Pacífico. Imp. y Lib. del Mercurio de Santos Tornero, Valparaíso, 1858.

[145] Barros Arana, Diego, *Op. cit.*, p. 8

[146] Un des disciples les plus prolifiques de Courcelle-Seneuil fut son élève Manuel Miquel qui, par la suite, se consacra également à l'étude et à la diffusion de l'Economie politique à tendance libre-échangiste.

[147] A propos de la pensée économique et politique de Zorobabel Rodríguez, voir l'article Sofía Correa sur la relation entre libéralisme et catholicisme au XIXème siècle : Correa, Sofía, "Zorobabel Rodríguez, Católico Liberal", *Estudios Públicos*, nº 66, 1997, p. 387-426.

de l'Économie Politique au Chili et comme le premier interprète autorisé dont ces doctrines ont bénéficié dans les classes de notre Université »[148].

Le poids intellectuel de Courcelle-Seneuil ne se fit pas uniquement ressentir à l'Université à travers ses cours. Le professeur se distingua aussi comme conseiller technique du ministère des Finances et comme polémiste assidu dans la presse de l'époque. L'économiste français écrivit sur les thèmes les plus divers de la réalité chilienne de la fin des années 1850-début des années 1860, avec une affection particulière pour les sujets liés à la politique économique[149]. La politique douanière du Chili fut un de ces thèmes de prédilection. Son opinion influença directement la loi promulguée le 31 octobre 1864 qui établit une norme libérale portant sur le commerce international. Cette loi met fin aux avantages du commerce par cabotage local en imposant une "égalisation de drapeau" avec les principales puissances européennes.

La théorie monétaire

En ce qui concerne la politique monétaire, Courcelle-Seneuil se montra favorable, au début, à une législation non interventionniste qui eut laissé la valeur de la monnaie au libre jeu des forces économiques. Mais à partir de 1851, le pays subit une crise monétaire qui se manifesta dans le manque de liquidités en circulation ainsi que dans la fuite constante de métal issu des importations et du service de la dette de l'État. La crise culmina en 1861, donnant ainsi naissance à "la première crise moderne de l'économie chilienne". Pour l'économiste français, il n'existait pas d'autre solution que de rétablir la balance commerciale, surtout vis-à-vis des grandes économies européennes. Ceci impliquait de faire augmenter les exportations et diminuer les importations, ce qui revenait, dans un premier temps, à provoquer une hausse substantielle du niveau de production de l'agriculture et des mines du pays. Cependant, le point central de sa thèse est qu'un tel ajustement devait être entrepris par le secteur privé sans aucune ingérence de l'État. Dans cette optique, il recommandait de moderniser la technologie productive et de rechercher de nouveaux marchés autres que ceux de l'Australie et de la Californie qui venait de se fermer. Les causes de l'origine de la crise

[148] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 129 ; « …dando un amplio desarrollo a la enseñanza teórica y práctica del ramo, y más que todo, tratando, y no en vano, de infundir en sus alumnos –entre los cuales tuvimos el honor de contarnos- el espíritu científicamente liberal y de la ciencia, la convicción de su utilidad inmensa y el celo ardiente y desinteresado por la propagación de sus hermosas y benéficas doctrinas debe ser considerado, por lo tanto, como el fundador de la enseñanza de la Economía Política en Chile y como el primer autorizado intérprete con que esas doctrinas han contado en las aulas de nuestra Universidad ».

[149] Diego Barros Arana et ses suiveurs, même critiques, reconnaissent à Courcelle-Seneuil une grande connaissance érudite en histoire et en philosophie, tout comme dans ce que l'on nommait à l'époque la "Science de la Société", en d'autres termes, la sociologie d'aujourd'hui.

économique étaient extérieures au gouvernement chilien et par conséquent, ce dernier n'avait pas vraiment les moyens pour y remédier.

> « Le commerce était libre et responsable de ses actes. S'il s'était trompé dans ses spéculations, il lui revenait de les corriger, porté par le cours naturel des choses. Quelconque intervention de l'autorité, en plus de constituer un attentat contre la liberté des transactions et l'inviolabilité des contrats, auraient des effets contre-produtifs »[150].

> « Ce n'est pas, disait-il, l'exportation de la monnaie qui cause la crise ; c'est celle-ci qui cause l'exportation de celle-là »[151].

D'après l'économiste français, la crise était fondamentalement due à une balance commerciale négative. Celle-ci entraînait en effet l'exportation de la monnaie d'argent, laquelle était stimulée par la hausse de la valeur des lingots d'argent et des émissions des billets bancaires. C'était finalement le résultat du libre jeu des agents économiques, hors de portée du contrôle gouvernemental. L'État ne pouvant rien faire en faveur du commerce, il revenait aux particuliers d'affronter et de dépasser la situation. Cette vision correspondait exactement au postulat de la théorie classique selon lequel le marché s'auto-régule et toute intervention extérieure au jeu des propres acteurs impliqués est vue comme une immixtion, une erreur et finalement une vaine tentative de s'opposer aux forces universelles qui gouvernent l'échange commercial entre les êtres humains. Ce principe a été appliqué durant la crise économique de 1861, pendant laquelle on considérait que les entreprises à problèmes ne devaient pas être protégées et qu'il n'y avait pas d'autre solution que la “liquidation générale et immédiate” de toutes les entreprises touchées par la crise.

> « (...) le désordre se situait dans le domaine que les 'ajustements sociaux' attribuaient à l'activité libre et responsable des particuliers. Si ces derniers avaient commis une erreur, ils devaient l'expier et la réparer. Créditeurs et débiteurs recevraient ainsi une sévère leçon par la seule application des lois naturelles. Une seule exception à la loi des contrats, au libre jeu des intérêts individuels, pourrait être fatale au futur développement des forces productives »[152].

---

[150] Editorial (anonyme mais attribué à Courcelle-Seneuil) ; « La crisis comercial y la exportación de monedas”. *El Araucano*,13 de enero, 1857. Texte cité par Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 139 ; “El comercio era libre y responsable de sus actos. Si se había equivocado en sus especulaciones, a él correspondía enmendarlas, impelido por el curso natural de las cosas. Cualquier intervención de la autoridad, además de constituir un atentado contra la libertad de las transacciones y la inviolabilidad de los contratos, sería de efectos contraproducentes ».

[151] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 140 ; « No es, decía, la exportación de la moneda la que causa la crisis ; ésta es la que causa la exportación de aquella ».

[152] *Ibíd.*, p. 161 ; « … el desorden tenía lugar en el campo que los “arreglos sociales” asignaban a la actividad libre y responsable de los particulares. Si estos habían cometido el error, debían expiarlo y repararlo.

Courcelle-Seneuil s'est opposé à toute mesure étatique qui tendait à limiter l'exportation de monnaies d'argent ou à leur dépréciation par le biais d'une baisse du pourcentage de métal inclus pendant leur frappage. Dans cette perspective, tout cela provoquerait toute une série de dommages irréversibles sur le commerce et la crédibilité du pays. Sa plus grande crainte résidait en l'idée d'implanter le contrôle du cours du papier monnaie. Ainsi, d'après lui, les particuliers devaient simplement surmonter cette crise "naturelle" de l'économie en diminuant leur consommation de biens importés et en œuvrant pour la hausse de la production local. Finalement, le Congrès (parlement) approuva une loi sur la monnaie le 25 juillet 1860 qui suivait, dans ses grandes lignes, les recommandations de Courcelle-Seneuil et qui incluait seulement quelques réformes mineures comme l'augmentation de la quantité d'or et l'introduction d'une quantité d'argent de moindre valeur dans la monnaie[153].

L'héritage intellectuel

L'influence de Courcelle-Seneuil sur la vie intellectuelle chilienne de la seconde moitié du XIXème siècle fut considérable et permanente, même après son retour en France en 1863. En effet, depuis Paris, l'économiste français maintint un contact relativement fréquent avec ses disciples chiliens qui le consultaient régulièrement pour des questions relatives à l'enseignement de l'Économie Politique, ou encore à la politique économique chilienne[154]. On fit également appel à ses services durant la guerre entre le Chili et l'Espagne (1865-1866). Il se convertit alors en fervent défenseur de la cause chilienne auprès du gouvernement français et aux autres autorités européennes. Courcelle-Seneuil travailla aussi pour l'Institut National ainsi que pour l'Université du Chili en acquérant de nombreux textes fondamentaux et autres traités scientifiques demandés par ses amis chiliens.

Un des moments certainement les plus intéressants de la correspondance de Courcelle-Seneuil est lorsqu'il analyse, pour son disciple Marcial Martínez, les causes de la crise de 1878 et la politique monétaire et commerciale qu'aurait dû adopter le Chili[155]. Courcelle-

---

Acreedores y deudores recibirían así una severa lección por la sola aplicación de las leyes naturales. Cualquier excepción que se hiciera a la soberana ley de los contratos, al libre juego de los intereses individuales, podría ser fatal al futuro desarrollo de las fuerzas productivas ».

[153] Courcelle-Seneuil avait acccepté ces réformes à contre cœur. Mais la pression de l'exécutif pour mettre en place des mesures visant à faire diminuer la pénurie de monnaie en circulation et la fuite de devises l'obligèrent à les inclure dans le projet de loi envoyé au Congrès national.

[154] On compte parmi eux l'historien Diego Barros Arana, les économistes Marcial Martínez, Manuel Miquel, et Zorobabel Rodríguez.

[155] Marcial Martínez écrivit une longue lettre à Courcelle-Seneuil qui fut finalement publiée par le journal *El Mercurio* dans l'édition du 24 au 27 mai 1886. Il y exposait ses conversations avec le maître français, tout en reconnaissant avoir quelque divergences avec lui, en particulier à propos du développement de l'industrie nationale.

Seneuil réagit ici dans un contexte de questionnement des thèses libérales aussi bien en Europe qu'en Amérique latine dû à la diffusion des doctrines protectionnistes de l'"École historique" de Federico List ainsi qu'aux surprenants résultats économiques de l'Allemagne unifiée suite à la guerre franco-prussienne.

Pour l'économiste français, les causes générales des crises demeuraient les mêmes que celles qu'il avait exposées durant son séjour au Chili, c'est-à-dire une baisse des exportations nationales accompagnée par une crise monétaire. A cela s'ajoutait le cours "forcé" de billets inconvertibles. L'unique solution rationnelle était donc, d'après lui, d'augmenter le volume des exportations en réduisant au minimum leur coûts de production, et il incombait aux particuliers d'assumer cette tâche sans espérer d'ingérence de la part de l'État.

Au contraire, Marcial Martínez était partisan de certaines mesures protectionnistes en prenant l'exemple d'expériences réussies d'autres pays tels que l'Allemagne et les Etats-Unis. Martínez refusait néanmoins d'être taxé de "protectionniste" puisqu'il se réclamait de l'école libérale. Il ne se considérait pas moins comme quelqu'un d'éclectique et de pragmatique, reconnaissant ce genre de mesures comme étant "salutaires" aux vues du contexte dans lequel elles devaient être appliquées. Il se définissait ainsi comme un économiste non sectaire et critiquait en ce sens le manque de pragmatisme de son maître quant à la diversité des réalités économiques et son attachement excessif aux principes généraux.

La posture critique et publique de Marcial Martínez ne fut pourtant pas partagée par la majorité des disciples de Courcelle-Seneuil. Zorobabel Rodríguez, Miguel Cruchaga Montt, Julio Montt, Manuel Miquel, Camilo Cobo, Francisco Nogueira, et notamment Diego Barros Arana, furent beaucoup plus fidèles à sa doctrine.

Il n'est pas étonnant que dans les dernières années de sa vie, Courcelle-Seneuil ait pris parti pour le camp parlementaire durant la Guerre Civile chilienne de 1891. Il considérait en effet que les défenseurs de la liberté étaient du côté des opposants au président José Manuel Balmaceda, puisque ce dernier représentait tout ce que l'économiste français avait en horreur : l'intervention étatique en économie, l'augmentation des dépenses de l'État et la tentative de contrôler plus amplement les ressources du pays – dans ce cas précis le salpêtre– , majoritairement aux mains d'entrepreneurs étrangers.

En accord avec l'analyse critique de Leonardo Fuentealba, la présence de Courcelle-Seneuil contribua à consolider la condition du Chili comme pays exportateur de matières premières, surtout minérales, et importateur de produits manufacturés étrangers. Dans ce

sens, l'héritage de l'économiste français réside surtout en l'affirmation de cette qualité par le biais de l'instauration d'une science économique qui ancrait une situation dans l'idéologie, passant sous silence les voix de ceux qui exigeaient que le Chili adopte une politique de développement orientée vers la production de produits manufacturés à forte valeur ajoutée.

> « Pour un homme comme lui, véritable apôtre d'une science qu'il avait prêché depuis les colonnes du *Journal des Économistes*, il était intéressant d'informer, à l'aide de ses principes, l'élite intellectuelle qu'on lui confiait. Dans les cinq cours qu'il parvint à donner avant son retour en France, plusieurs dizaines de jeunes et de nombreux adultes, qui n'eurent aucun mal à venir en classe, burent ses enseignements et s'imbibèrent de l'esprit de ses idées économiques »[156].

Selon Fuentealba, le *laissez-faire, laissez-passer* de Courcelle-Seneuil substitua l'instinct politique propre aux premiers organisateurs de la République. Cela fut particulièrement visible dans le domaine de la politique commerciale du Chili dans la deuxième moitié du XIXème siècle. Le principe d' "égalisation de drapeaux" avec des puissances telles que l'Allemagne, la France ou les Etats-Unis prédominait alors, ce qui aurait engendré un déséquilibre chronique de la balance commerciale chilienne, démolissant au passage la marine marchande locale naissante.

D'après cette interprétation, la possession de nouvelles richesses dues au salpêtre dans le nord du pays n'aurait pas amélioré la situation sur le long terme, mais aurait généré, au contraire, une forte dépendance aux rentes du nitrate, dénaturant ainsi la structure fiscale de l'État. Ce dernier se serait également fragilisé face au pouvoir des banques privées dont la prétendue irresponsabilité aurait provoqué l'instauration du contrôle des cours des billets inconvertibles en 1878, de même que les crises monétaires postérieures.

La réaction aux idées libérales se fit donc sentir aux alentours de la fin du XIXème siècle, lorsque le gouvernement s'est vu pratiquement forcé d'abandonner le *laissez-faire* pour intervenir dans l'économie, sphère jusque-là réservée au secteur privé. L'influence des disciples de l'économiste allemand Federico List se fit remarquer dans la réaction négative à l'encontre du libre échange, en particulier à partir de 1887, lorsque Malaquías Concha[157]

---

[156] Fuentealba, Leonardo, *Op. cit.*, p. 195 ; « Para un hombre como él, verdadero apóstol de una ciencia que había predicado desde las columnas del Journal des Economistes, resultaba interesante informar con sus principios a la "elite" intelectual que se le confiaba. En los cinco cursos que alcanzó a realizar antes de su regreso a Francia, varias decenas de jóvenes y muchos hombres ya maduros, que no tuvieron inconvenientes en descender hasta el banco de la clase, bebieron sus enseñanzas y se empaparon en el espíritu de sus ideas económicas ».

[157] Malaquías Concha Ortiz (1859-1921) appartenait au Parti radical, mais ses positions progressistes et proches du monde ouvrier le firent entrer en conflit avec cette formation. C'est ainsi qu'en 1887, il décide de créer avec Abelino Contarbo et d'autres membres du radicalisme, le Parti radical démocratique. Cette formation prônait la

fonde le Parti démocratique (Radical Democratique), dont le principal cheval de bataille était la protection de l'industrie nationale et l'opposition au libéralisme économique. D'après Fuentealba, le retard du Chili dans la mise en place de politiques protectionnistes était effectivement dû à l'influence du libéralisme économique sur une grande partie de l'élite politique et patronale chilienne ; tant à cause du poids des pratiques commerciales anglaises, comme de celui de l'industrie du salpêtre dans l'économie nationale et de l'héritage laissé par Courcelle-Seneuil.

1.8 La dépression des années 1870 : première crise du libéralisme économique

Il est intéressant de focaliser notre attention sur la crise de 1870, car c'est justement à cette période qu'intervient l'un des débats économiques les plus stimulants du XIXème siècle entre libéraux/libre-échangistes et protectionnistes. Mêmes si les seconds finissent par être "vaincus" et leurs thèses démenties par le nouveau "cycle du salpêtre" qui s'inaugure avec la fin de la Guerre du Pacifique (1879-1883), ce fut un moment de fort questionnement du consensus libéral, même depuis les propres secteurs de l'élite.

Comme nous l'expliquions précédemment, la fin du premier cycle expansif de l'économie chilienne coïncide avec la crie mondiale des années 1870[158]. Cependant, dès les années 1860, malgré la reprise des exportations, quelques signes annonçant l'épuisement de cette première phase de croissance de l'économie chilienne sont perceptibles. Par exemple, les marchés internationaux étaient devenus plus compétitifs en termes de prix et de volume pour les produits agricoles chiliens. En parallèle, la demande de blé en provenance des marchés californiens et australiens connaissait une baisse vertigineuse depuis la fin des années 1850. S'ajoutait à cela le manque d'innovation technologique dans l'industrie du cuivre et de l'argent, qui en abaissait les chiffres de production, également fruit de l'épuisement des gisements de grande pureté minière. Néanmoins, aucun de ces facteurs n'eut le poids de la

---

démocratisation effective de la vie politique, l'instauration du suffrage universel, l'approfondissement du processus de laïcisation, de même que l'éducation massive et gratuite pour les ouvriers. Cependant, son programme ambitieux était lié à la protection et au développement de l'industrie nationale. Ses idées évoluèrent par la suite vers des positions plus proches de l'Alliance libérale, s'éloignant ainsi des secteurs ouvriers et de l'artisanat qui avait été à l'origine du nouveau parti.

[158] L'étude de William Sater sur l'impact de la crise économique des années 1870 au Chili est l'une des plus complètes et intéressantes en la matière. La majeure partie des données que nous exposons dans ce paragraphe proviennent de ce travail, justement publié pour les cent ans de la crise et le début de la Guerre du Pacifique : Sater, William, "Chile and the World Depression of the 1870's", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 11, nº 1, 1979, p. 67-99.

chute des prix des principaux produits d'exportation chiliens. Pour la première fois, la grande fragilité de l'économie chilienne d'exportation face au contexte international était révélée.

Les années 1870 avaient débuté par une période de grande prospérité en Europe. En plus d'avoir obtenu les riches régions minières de l'Alsace et de la Lorraine, l'Allemagne était le principal bénéficiaire des réparations de guerre versées par la France. L'investissement industriel et commercial des principales puissances européennes avait doublé, même s'il s'agissait majoritairement d'investissements financiers, donc potentiellement spéculatifs. Mais la crise économique finit par éclater en Autriche en 1873, générant immédiatement des fuites de capitaux et d'énormes pertes auprès des banques allemandes, françaises et anglaises qui virent leur taux d'intérêts fortement augmenter.

Dans la même période, un phénomène similaire se produisit aux Etats-Unis, conséquemment à la construction massive de chemins de fer à l'issue de la guerre civile, ce qui engendra un fort endettement de l'État auprès des banques privées. La crise éclata car les investissements en infrastructures ne produisirent pas les retours escomptés, ce qui se traduisit par une faillite généralisée de nombreuses banques. Le mouvement de panique s'étendit rapidement aux différents marchés actionnaires, provoquant une faillite massive de nombre d'entreprises, des licenciements économiques et une chute générale de la demande.

L'Argentine et le Chili furent les premiers pays du Cône Sud à ressentir les effets de la récession mondiale du fait de la particularité de leurs économies orientées vers l'exportation de matières premières. Dans un premier temps, les autorités chiliennes ont eu recours aux recettes classiques de la théorie libérale. Elles décidèrent d’ajuster l'économie aux nouvelles conditions du marché extérieur et de promouvoir la diminution des coûts de production des principaux produits destinés à l'exportation. Après la prédominance du libre-échangisme dans les années 1860, on écoutait pour la première fois les avis qui invitaient à assumer des mesures protectionnistes en faveur de l'industrie chilienne.

La chute de la production de céréales provoqua une hausse du prix des aliments dans le pays, au point de devoir importer du blé en 1878, aggravant ainsi le déficit commercial et la pénurie de devises.

> « Le pire était à venir. Les récoltes de 1878 furent si mauvaises que, dans certains cas, les agriculteurs ne parvinrent même pas à produire suffisamment pour l'ensemencement »[159].

Les scènes de vagabonds et de pauvres mourant de faim dans les rues avaient généré une forte inquiétude et la crainte de la classe politique. La crise s'était étendue à l'ensemble de l'économie. La chute du prix des actions minières de plus de 50% indiquait l'impact de la dépression et sa diffusion au reste des activités productives du pays. Les banques privées subirent de graves conséquences suite à la récession, après avoir investi des années durant dans des entreprises insolvables ou même simplement spéculatives. Le cas de la faillite de la *Banque Thomas* – techniquement une Chambre Commerciale de Valparaíso – , en 1877, est un bon exemple de l'effondrement d'une institution au portefeuille d'un million de *pesos*, alors que ses dividendes s'élevaient au double de cette valeur[160]. La *Banque du pauvre* s'effondra en 1878, contraignant de nombreuses personnes à bas revenus à recourir aux très controversées “maisons de prêteurs sur gages”.

Suite à la faillite de la *Banque du pauvre*, la panique s'étendit à tout le secteur financier. Les réserves de métal devinrent insuffisantes et par peur d'une faillite bancaire, le président de la République, Aníbal Pinto, déclara l'“inconvertibilité” des billets en 1878. Cette mesure généra un énorme refus à l'extérieur puisqu'elle éloignait le pays de l'orthodoxie monétaire, défavorisant au passage les termes de l'échange pour les pays exportateurs de produits manufacturiers. Ceci se répercuta immédiatement dans la chute des bons du gouvernement chilien en Angleterre.

D'après l'étude de Sater, l'inconvertibilité fut une mesure d'urgence, pragmatique et inévitable pour les autorités chiliennes, puisqu'il ne restait plus assez de liquidités dans les banques pour couvrir les emprunts des clients[161]. La circulation contrôlée du papier-monnaie était devenue inévitable dans ce contexte de crise. A partir de ce moment, des éditoriaux de presse accusant les banques privées d'avoir réalisé des émissions irresponsables, et se déclarant favorables à la création d'une Banque Centrale étatique qui superviserait les institutions de crédits, commencèrent à apparaître[162].

---

[159] Sater, William, *Op. cit.*, p. 78 ; « Lo peor estaba por venir. Las cosechas de 1878 fueron tan malas que en algunos casos los agricultores no lograron producir ni siquiera lo suficiente para la siembra ».
[160] Selon William Sater, la banque Thomas bénéficiait de la confiance de nombreux industriels chiliens et étrangers, tout comme de celle d'organisations de charité et même du consulat britannique, qui avaient confié leurs dépôts à cette institution. Ceci était principalement dû à prétendue honnêteté de ses propriétaires écossais et aux intéresssants taux qu'elle leur promettait.
[161] Sater, William, *Op. cit.*, p. 84.
[162] Editorial, *El Ferrocarril*, Edition des 27 et 28 juillet 1878.

Certains libéraux tels que Zorobabel Rodríguez (disciple de Courcelle-Seneuil), se montrèrent absolument contre cette mesure. Ce dernier la considérait comme un “vol” puisqu'elle trompait les investisseurs qui avaient déposé de la monnaie dure et auraient seulement reçu un papier à valeur fiduciaire en échange. De plus, il accusa le gouvernement de violer “l'obligation contractuelle” en mettant en place cette mesure qui portait atteinte à quelque chose de si sacré que le droit de propriété. Certains appelèrent même à la rébellion armée pour s'opposer à l'inconvertibilité.

Principalement due à des causes externes (notamment à la baisse de la demande de matières premières, en particulier du cuivre), la crise de 1870, comme on a pu le constater, dévasta l'économie chilienne. Même si les produits agricoles avaient été épargnés, le climat ainsi que les mauvaises récoltes finirent également par entraîner ce secteur dans la crise. La chute du commerce international affecta non seulement le gouvernement au travers de sa principale source de recette, mais réduisit aussi, et de manière dramatique, les revenus de la majeure partie des habitants du pays.

On critiqua la faiblesse du président Pinto et sa difficulté à surmonter la conjoncture. Son ministre des Finances, Rafael Sotomayor, fit face à la crise à l'aide de quelques mesures traditionnelles comme l'ajustement des dépenses publiques, notamment dans la police et l'armée. Les plus doctrinaires souhaitaient même réduire les salaires des fonctionnaires. Au final, aucune de ces mesures ne contribua à réduire le déficit de l'État.

En revanche, Zorobabel Rodríguez et Marcial González appelaient à appuyer les mesures de Sotomayor comme unique solution à la crise et accusaient l'élite et ses dépenses superflues d'avoir provoqué cette situation[163]. Selon eux, l'importation de produits de luxe aurait effectivement drainé les devises métalliques hors du pays. On reprochait également au gouvernement ses dépenses dans les travaux publics. D'après ces économistes libéraux, la solution résidait dans l'adoption d'une posture d'austérité de la part du gouvernement et des citoyens. Défendant les idées du *laissez-faire*, Rodríguez proposait que les intendants et gouverneurs ne reçurent plus de salaire, dans le but d'améliorer l'efficacité du gouvernement, le fonctionnement de la décentralisation et de faire économiser des frais à l'État.

[163] Sater, William, *Op. cit.*, p. 89.

Les opposants au libre-échange comme Domingo Morel, Enrique Vergara Montt o Francisco Miralles[164], chroniqueurs habituels de la revue *L'industrie Chilienne* (*La Industria Chilena*), envisageaient principalement deux alternatives au dogmatisme libéral : la réforme tributaire (dans le sens d'un plus grand rôle de l'État) et la construction d'une industrie nationale. Ils accusaient en effet la classe des rentiers de préserver son capital et ses revenus aux dépens des impôts que payaient les travailleurs sur les produits importés – donc taxés. Ils reprochaient également aux grandes puissances économiques d'étouffer le développement industriel des pays plus "jeunes" :

> « [À propos du protectionnisme] (...) lorsque des nations qui ont le plein usage de leurs forces industrielles prétendent écraser l'effort d'autres qui en sont à leurs débuts, cette arme de défense est nécessaire. Sans elle, le progrès industriel est impossible, et le monopole des puissants serait éternel.
>
> De quelle manière pourrait-on fabriquer quoi que ce soit dans un pays nouveau, si, dans ses premiers pas, il se trouvait défié par une concurrence invincible et tenace, venue de pays précisément enrichis par le développement industriel? (...) Les Etats-Unis comprirent très bien cette vérité lorsqu'ils se donnèrent pour objectif d'être le pays le plus riche (...) »[165].

L'établissement d'industries nationales par la voie du protectionnisme était donc une alternative pour ces réformistes[166]. Ceci les "libérait du tribut que l'on paie aux étrangers"[167]. Cette théorie soutenait que l'industrialisation fournirait de l'emploi aux hommes, femmes et enfants, tout en créant une classe moyenne. Ce groupe réformiste critiquait la manière dont s'était installé au Chili le "libre commerce" : à cause de l'influence notable des intellectuels européens, celui-ci était effectivement devenu une sorte d'objet de culte. D'autres affirmaient que l'oligarchie préférait ce système parce qu'il lui permettait d'acheter des produits

---

[164] Voir un chapitre intéressant à propos des défenseurs de l'industrie nationale à la fin du XIXème siècle dans : de Vos Eyzaguirre, Bárbara, *El surgimiento del paradigma industrializador en Chile (1875-1900)*, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile, Santiago, 1999.

[165] Editorial, "La industria nacional", *La Industria Chilena*, nº 12, Santiago, 1875. Cité par : de Vos Eyzaguirre, Bárbara, *Op. cit.*, p. 37 ; « (sobre el proteccionismo)… cuando hay naciones en pleno uso de sus fuerzas industriales, pretendiendo aplastar el esfuerzo de otras que comienzan, es necesaria esa arma de defensa. Sin ella, el progreso industrial es imposible, y el monopolio de los poderosos sería eterno.
De qué manera sería realizable una fabricación cualquiera en un país nuevo, si en sus primeros pasos se encontrara combatida por una competencia invencible y tenaz, venida de países enriquecidos precisamente por el desarrollo industrial?... Los Estados Unidos comprendieron muy bien esta verdad cuando formaron el propósito de ser el país más rico… ».

[166] Pour une recompilation des ouvrages des principaux auteurs protectionnistes chiliens du XIXème siècle, voir : Villalobos, Sergio, & Sagredo, Rafael, *Ensayistas proteccionistas del siglo XIX*, DIBAM, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, Santiago, 1993. Cependant, nous contestons l'inclusion de José Joaquín de Mora et de Marcial Martínez dans cette recompilation, car si à un moment donné ils eurent de opinions protectionnistes, la majeure partie de leurs écrits maintinrent une posture beaucoup plus en accord avec le libéralisme économique.

[167] Sater, William, *Op. cit.*, p. 90.

européens chers et exclusifs à de meilleurs prix. Les commerçants importateurs étaient alors accusés de fragiliser l'industrialisation et de maintenir un monopole sur le commerce international.

Les libéraux comme Marcial González postulaient que le Chili était parvenu à d'énormes progrès et que les “pauvres d'aujourd'hui, vivaient comme les riches d'hier”[168]. D'après lui, la crise était seulement temporaire et se résoudrait sous l'effet de l'initiative individuelle. Il acceptait ainsi d'effectuer des réformes dans le secteur douanier, mais sans pour autant tomber dans le protectionnisme qui créerait uniquement des industries artificielles aux coûts très importants, et cela aux dépens du consommateur qui verrait le coût de la vie augmenter. Son principal argument était que le pays ne possédait ni le capital, ni la technologie suffisante pour assumer un tel type de politique. Quant à lui, Zorobabel Rodríguez considérait le protectionnisme comme un blasphème puisque “Dieu régulait l'univers et les lois de l'économie”[169]. Refuser de reconnaître cette maxime était donc un sacrilège. Il pensait en effet que le droit au travail était une négation de la propriété, “un vol et une caricature du saint droit aux fruits de la liberté du travail”[170]. Il pensait ainsi qu'un État interventionniste mènerait uniquement au communisme.

Finalement, le ministre Rafael Sotomayor rejeta toutes les mesures tarifaires protectionnistes. Il s'opposa également aux impôts directs et sur la rente, ce qui lui valut l'accusation de protéger les intérêts des banques. La proposition d'instaurer de nouveaux impôts fut aussi rejetée, du fait de l’opposition des secteurs politiques conservateurs et libéraux. L'unique solution paraissait donc d'avoir recours, une fois de plus, à un prêt externe. Les pays européens ne se montrèrent néanmoins pas très enthousiastes à ce sujet, notamment suite à la dévaluation qu'avait subie la monnaie chilienne à cette période, du fait de la circulation contrôlée des billets. De plus, il existait le risque que le pays tombe en cessation de paiement.

Le successeur de Sotomayor au ministère des Finances, Augusto Matte, n’était quant à lui pas opposé aux impôts directs et parvint à instaurer une taxe sur les héritages et donations. C’est seulement en 1878, du fait de la pression internationale en faveur d’une contribution destinée à soutenir les nouveaux prêts du gouvernement chilien, que le Congrès National aborda le thème de la mise en place d’un impôt sur la rente. Cependant, le début des

[168] González, Marcial, “Condición de los trabajadores rurales en Chile”, *Estudios económicos*, 1885, p. 317-321.
[169] Sater, William, *Op. cit.*, p. 92.
[170] *Ibíd.*, p. 92.

hostilités avec la Bolivie et le Pérou en 1879 remit à plus tard le débat sur les impôts puisque le Chili s'empara des richesses procurées par le salpêtre d'Antofagasta et Tarapacá, dont la demande mondiale était en pleine expansion.

De ce fait, la Guerre du Pacifique permit de sortir momentanément de la crise financière. Le salpêtre devint alors la première matière première chilienne exportée, devançant de loin le cuivre, l'argent et les céréales, générant d'importantes recettes pour l'État. Aussi, l'impôt sur l'exportation du salpêtre remplit les caisses du Trésor Public, rendant inutile la mise en place de tout nouvel impôt.

De manière générale, la crise de 1870 engendra un large débat sur la question de faire du Chili un pays moins dépendant du secteur de l'exportation. C'est dans ce contexte que se forma un courant qui prônait la nécessité d'industrialiser le pays par le biais d'une réforme fiscale. William Sater constate à ce propos que peu de pays sud-américains s'engagèrent dans un projet si ambitieux de réforme pour faire face à la crise mondiale. Le Pérou préféra par exemple "transférer" sa dépendance économique du salpêtre au sucre, alors que l'Argentine opta pour l'imposition de tarifs douaniers sans modifier la structure de ses impôts. Néanmoins, selon Sater, la victoire de la Guerre du Pacifique fit ressurgir la mentalité économique traditionnelle de l'élite chilienne, abandonnant la politique réformiste et laissant l'économie livrée à la brutalité des cycles expansifs et récessifs propres à un pays exportateur de matières premières.

1.9 La fin d'une époque : la Première Guerre mondiale, la Grande Dépression et le repli libéral

La Guerre du Pacifique avait permis de "sauver" le modèle exportateur libre-échangiste chilien, en même temps qu'il avait enrayé la critique protectionniste qui était apparue durant les années 1870. Ceci n'empêcha pas pour autant la diffusion des idées protectionnistes à l'intérieur de certains groupes critiques à l'égard de l'élite au pouvoir, en particulier ceux qui firent leur apparition à partir du renforcement de l'appareil étatique et de la petite industrie (groupes de moyenne envergure), auxquels s'ajoutèrent ceux qui prétendaient représenter le monde ouvrier et l'artisanat urbain[171].

[171] Le Parti démocratique (Radical Democratique, 1885) de Malaquías Concha s'était justement constitué comme porte-parole de ces secteurs face aux partis traditionnels de l'élite chilienne (conservateurs, libéraux et radicaux), assumant ainsi un programme de réforme sociale, d'industrialisation et de protection des manufactures nationales.

Les énormes ressources issues de l'impôt sur les exportations de salpêtre injectèrent dans l'économie chilienne une immense quantité d'argent, ce qui permit d'annuler ou, tout du moins de repousser, les transformations à l'époque considérées comme nécessaires pour industrialiser et diversifier l'économie du pays[172]. Même si les doctrines libre-échangistes rencontrèrent une vive opposition chez les économistes adeptes de l'école historiciste allemande, dans les faits, en matière économique, le pays a continué de fonctionner dans le cadre du *laissez-faire* jusqu'en 1920, et même jusqu'à la Grande Dépression de 1930[173]. Mais l'importance des polémiques du début du XXème siècle autour de l'appui à l'industrie nationale ou vis-à-vis des querelles monétaires sur l'émission de monnaie, l'inflation et le possible retour de l'étalon-or, doit malgré tout être soulignée. Ce qui est intéressant pour nous de mettre en relief, c'est "l'inertie" et le poids du modèle issu du salpêtre, lequel parvint à concentrer plus de 80% des exportations et des recettes de l'État chilien jusqu'en 1914[174]. Jusqu'à cette date, le futur économique du Chili était effectivement prometteur.

Il est important de préciser que l'optimisme avec lequel s'était ouvert le XXème siècle faisait partie intégrante d'une idéologie libérale du progrès, marquée par la croyance en la croissance économique, en l'éducation et en la démocratie comme piliers du développement des peuples. L'élite chilienne était effectivement familière de ce courant proprement européen[175]. Cependant, dès la première décennie du XXème siècle, de nombreuses voix s'élevèrent pour critiquer l'image du pays donnée par ses dirigeants. Parmi elles, on distingua celles de Tancredo Pinochet[176] et de Francisco Antonio Encina[177], qui critiquèrent la prétendue frivolité et le gaspillage d'une classe dirigeante qui avait perdu l'opportunité d'investir dans les richesses du salpêtre et, au passage, celle d'initier le peuple à l'industrie et au travail productif. La Première Guerre mondiale ne fit qu'accentuer cette sensation de "fin

---

[172] Comme nous le précisions précédemment, cela n'empêcha pas le lancement d'un processus d'industralisation au Chili avant 1929, abondamment démontré par les travaux de Carmagnani (Carmagnani, Marcelo, *Desarrollo industrial y subdesarrollo económico : el caso chileno (1860-1920)*, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile, Santiago, 1998 ; puis de Cariola et Sunkel (1976), *Op. cit*.

[173] A partir de 1920, l'État chilien commence à intervenir directement dans l'économie avec la création d'une Banque Centrale et diverses caisses de crédit et institutions destinées au développement du secteur minier et de l'industrie. Pour la première fois, l'État chilien assuma la production directe de biens à travers l'Imprimerie nationale, puis FAMAE (*Fábrica y Maestranzas del Ejército*) ou certaines entreprises productrices d'énergie comme la Compagnie Électro-Sidérurgique et Industrielle (1926).

[174] Sur le passage de l'économie d'exportation au modèle de substitution des importations, voir : Palma, Gabriel, "Chile 1914-1935 : de economía exportadora a sustitutiva de importaciones", *Colección Estudios CIEPLAN*, Vol. 81, nº 12, 1984, p. 61-88.

[175] Certains historiens, comme Manuel Vicuña, ont même utilisé le concept de "*Belle Époque* chilienne", dans le but de souligner l'influence de ces idées parmi l'élite locale. Voir Vicuña, Manuel, *La Belle Époque chilena : alta sociedad y mujeres de élite en el cambio de siglo*, Ed. Sudamericana, Santiago, 2001.

[176] Pinochet, Tancredo, *La conquista de Chile en el siglo XX*, Ed. La Ilustración, Santiago, 1909.

[177] Encina, Francisco Antonio, *Nuestra inferioridad económica : sus causas, sus consecuencias*, Ed. Universitaria, Santiago, 1955.

d'une civilisation", remettant en cause les présupposés de la pensée bourgeoise de l'époque, lesquels mêlaient libéralisme, rationalisme et positivisme :

> « En effet, les promesses optimistes d'un progrès continu, garanties par un progrès matériel et l'évolution scientifique et par l'augmentation du commerce mondial et la pacification relative de l'Europe après la guerre Franco-prussienne, paraissent s'effondrer. En même temps, le triomphe de la révolution bolchevique renforce l'idée de la nécessité d'un changement radical proposé par les nouveaux partis de gauche. Ce sentiment se retrouve également dans la classe dominante chilienne, très perméable aux modes européennes »[178.]

Pendant cette période, ni l'État ni l'élite au gouvernement n'eurent besoin de déployer de gros efforts pour étendre l'administration publique ainsi que les services d'éducation et de santé[179]. Sans réellement le rechercher expressément, ceux qui concentraient les fruits de la richesse du salpêtre finirent pas transférer à l'État une bonne partie de leurs ressources, sans qu'il existât pour autant une politique active de développement du secteur public ou de redistribution de la richesse[180]. Le consensus libéral-parlementaire était critiqué par divers groupes à l'intérieur de la société chilienne[181]. Néanmoins, il demeura, au moins jusqu'en 1920, le mode de fonctionnement de référence de la politique et de l'économie nationale. Seul le choc économique de 1929-1930 mit fin au second cycle expansif de l'économie chilienne, effaçant la doctrine économique libérale de la sphère publique jusque dans les années 1970.

Le début de la Première Guerre mondiale marqua celui de la crise du modèle exportateur et de la lente transition vers un système de substitution des importations, processus qui s'accéléra avec la Grande Dépression de 1930. La guerre affecta singulièrement l'économie du pays. Dans un premier temps, les importations augmentèrent même, du fait de l'utilisation

---

[178] Boisard, Stéphane, *L'émergence d'une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Université de Toulouse 2 le Mirail, Toulouse, 2001, p. 61 ; « En efecto, las promesas optimistas de un progreso continuo, aseguradas por el progreso material y la evolución científica ; por el aumento del comercio mundial y la pacificación relativa de Europa tras la guerra Franco-prusiana, parecen hundirse. Al mismo tiempo, el triunfo de la revolución bolchevique refuerza la idea de la necesidad de un cambio radical propuesto por los nuevos partidos de izquierda. Este sentimiento también se refleja en la clase dominante chilena, muy permeable a las modas europeas ».

[179] Pour avoir une perspective générale du XXème siècle chilien, et en particulier des trois premières décennies, voir Correa, Sofía, Figueroa, Concuelo, Jocelyn-Holt, Alfredo, Rolle, Claudio, & Vicuña, Manuel, *Historia del siglo XX chileno. Balance paradojal*, Editorial Sudamericana, Santiago, 2001.

[180] L'administration publique chilienne comptait environ 3.000 fonctionnaires en 1880. Ce chiffre passa à 13.000 en 1900 et à plus de 27.000 en 1919. En ce qui concerne l'éducatioon publique, aux alentours de 1880, il n'y avait pas plus de 500 fonctionnaires et en 1930, il n'étaient pas moins de 12.650. Aussi passa-t-on de 150.000 élèves en 1895 à quasiment 500.000 en 1925.

[181] Contrairement à la majorité des historiens chiliens, Brian Loveman estime que ce consensus politique prit fin avec la Première Guerre Mondiale. Voir : Loveman, Brian, *Chile. The legacy of hispanic capitalism*, Oxford University Press, New York, 1988.

du salpêtre comme produit de base dans la fabrication d'explosifs. En parallèle, les importations manufacturières, de biens et de capital (matériel, produits métalliques, pièces détachées) subirent une baisse de 75% par rapport aux années précédant le conflit. Cette situation poussa à réorienter la demande vers le marché interne ; lequel parvint à y répondre avec succès, au moins durant toute l'étendue de la guerre.

Ainsi, entre 1914 et 1918, on estime que le taux de croissance de l'industrie chilienne atteint 53%. Un tel chiffre fut possible parce qu'il existait déjà une certaine capacité industrielle qui s'était peu à peu développée dans le cadre du modèle exportateur avant 1914. Pourtant, cette croissance industrielle s'interrompit brutalement avec la fin des hostilités en Europe. En effet, la chute de la demande de salpêtre pour la confection d'explosifs, couplée à l'invention du nitrate synthétique par l'Allemagne, affaiblit considérablement l'économie chilienne à partir de 1919. Cette même année, les chiffres de vente du minéral atteignirent seulement un quart de ceux de l'année précédente, affectant ainsi le reste de l'économie, de même que les recettes de l'État.

Même si les années 1920 présentent une importante récupération de l'industrie du salpêtre et des termes de l'échange, elles furent marquées par une forte instabilité générale, et cela jusqu'à la crise définitive du modèle exportateur en 1830. Des auteurs tels que Gabriel Palma[182] estiment qu'entre 1919 et 1929, on observa des variations de près de 11% en moyenne du prix du nitrate, ce qui signifiait une variation du revenu national de l'ordre de 3 à 4% par an. L'instabilité du prix international du salpêtre obligeait donc les producteurs, contraints de fermer des commerces et cesser des activités, à restreindre l'offre. Ces mesures provoquèrent une hausse du chômage et de moindres revenus pour l'État. Depuis la fin du XIXème siècle, la réponse traditionnelle de l'État avait été de recourir à des emprunts, dans un contexte d'instabilité monétaire lié aux constantes dévaluations décidées par les gouvernements de l'époque[183].

L'instabilité monétaire était finalement devenue un problème politique pour les autorités chiliennes et les hausses des prix successives, ainsi que les dévaluations, finirent par générer un mal-être généralisé auprès de la classe moyenne et des secteurs ouvriers. En général, les groupes qui dépendaient d'un seul salaire se virent fortement affectés par la perte constante de pouvoir d'achat. Ce fut un des facteurs déclencheurs de la crise sociale et politique de

[182] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 66.
[183] D'après Correa (entre autres), la monnaie chilienne (le "*peso*") parvint à atteindre la valeur de 24 *pennys* en 1890. Néanmoins, en 1913 son prix était déjà descendu à 9 *pennys* et seulement à 6 en 1929.

1924 durant laquelle les militaires exigèrent des changements profonds aux gouvernants, en particulier en matière sociale[184].

C'est cette atmosphère de convulsion sociale et politique qui vit apparaître les conditions nécessaires pour l'entreprise d'une des réformes les plus importantes du système monétaire chilien. Les militaires étaient quant à eux convaincus qu'il n'était possible d'obtenir les réformes nécessaires pour apaiser la crise sociale et couper court à l'instabilité monétaire de l'économie chilienne, qu'en faisant pression sur les gouvernants. C'est ainsi qu'ils procédèrent pour que le gouvernement chilien invitât l'économiste nord-américain Edwin Walter Kemmerer affin de remanier le système bancaire et monétaire du pays[185]. Kemmerer était l'un des "*Money Doctors*" les plus d'expérimentés[186]. Il avait en effet réalisé des réformes similaires au Pérou, en Bolivie, en Colombie, en Pologne, en Afrique du Sud et en Chine. La pierre angulaire de ses réformes fut la création de Banques Centrales ainsi que la restauration de l'étalon-or[187].

---

[184] Le 4 septembre 1924, un mouvement militaire assuma le pouvoir et le Congrès National dut approuver sans discuter les lois sociales qui étaient alors en suspens. La Junte militaire clôtura le Congrès alors que le président Arturo Alessandri, sommé de quitter le pays, remettait sa démission au Vice-président. En janvier 1925, un nouveau mouvement militaire remplaça la Junte antérieure et se déclara en faveur du retour d'Alessandri, qui revint au pouvoir en mars 1925 et réalisa d'importantes réformes. Sur le plan politique, une nouvelle Constitution qui renforça le pouvoir présidentiel et mit fin au régime parlementaire fut adoptée (1925). Sur le plan économique, on décréta la création d'une Banque Centrale ainsi que l'adoption de l'étalon-or ; une nouvelle législation tributaire fut également promulguée dans le but de compenser les maigres revenus désormais issues du salpêtre. Malgré le succès obtenu, les divisions et le manque de confiance entre Alessandri et les militaires s'intensifièrent. Elles culminèrent avec la démission du président face aux pressions du Colonel Carlos Ibáñez del Campo, *caudillo* qui assuma la Présidence entre 1927 et 1931, période durant laquelle Alessandri s'exila à nouveau en Europe, Voir "Memoria Chilena". Disponible en ligne : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=arturoalessandripalma(1868-1950) (consulté le 03/02/2008).

[185] Comme le montre le travail de Paul Drake, il existait déjà au Chili depuis le début des années 1920 un consensus sur la nécessité de créer une Banque Centrale et de contrôler l'émission de monnaie en fonction de paramètres techniques. Les syndicats, les importateurs et les industriels appuyaient également cette réforme monétaire, visant l'instalibité des prix et la spéculation bancaire. Kemmerer fut ainsi simplement le catalyseur d'un ensemble de mesures discutées au moins depuis 1920, mais que la conjoncture politique n'avait pas permis de mettre en vigueur. Ainsi, la Junte militaire oblligea le pouvoir politique à accepter absolument toutes les propositions de Kemmerer, sans qu'il y eut aucun débat. Voir : Drake, Paul, "La misión Kemmerer a Chile : consejeros norteamericanos, estabilización y endeudamiento, 1925-1932", *Op. cit.*, p. 5.

[186] L'expression "*Money Doctors*" fut utilisée pour désigner les conseillers privés engagés par divers gouvernements latino-américains afin de réaliser des réformes monétaires en accord avec le nouveau rôle que jouait désormais l'économie nord-américaine à l'issu de la Première Guerre Mondiale.

[187]"Entre la Conférence de Genève de 1922 et le retour de l'Angleterre à l'étalon-or en 1925, le système monétaire du *Gold Exchange Standard* fut mis en place. Dans ce sytème – aux taux de change indexés sur ceux de l'or-, le métal ne circulait pratiquement pas et les différents pays – contrairement à l'époque du *Gold Standard* traditionel – maintenaient leurs réserves, non pas sous forme d'or, mais sous celle de bons des principales devises étangères. De cette manière, le *Gold Exchange Standard* réduisait à l'extrême l'usage de l'or, ce qui fut perçu comme une façon moderne et pratique de réguler le système monétaire. Ainsi, comme les monnaies étaient toutes indexées sur l'or à un taux fixe, l'argent était "aussi fort que l'or". Sur ces points, voir Martínez Rodríguez, Gerardo, "Causas de la Gran Depresión de los años 30 : aportes recientes", *Revista Universitaria*. Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, nº9, 1983, p. 81-97.

Jusqu'à la mise en place de ces mesures, l'idée selon laquelle l'inflation était le résultat d'une économie monodépendante en permanent danger de récession était encore dominante. La dépréciation monétaire fournissait un bon moyen de défense en maintenant les dépenses de l'État dans les moments de baisse du prix des produits d'exportation. La crainte de revenir au système de l'étalon-or résidait justement dans la possibilité de tomber dans des cycles récessifs lorsqu'advenaient des fluctuations à la baisse des exportations. Cependant, la peur de troubles sociaux et le manque de créditeurs externes générèrent un contexte favorable aux propositions de la commission Kemmerer. Ce dernier exposa même son diagnostic libéral dans un article publié en 1926 soulignant le consensus majoritaire que favorisèrent ses recommandations de retour à l'étalon-or et d'ajustement automatique de la masse monétaire.

> « Les terribles conséquences, économiques, sociales et politiques des expériences du Chili avec un papier-monnaie instable ont été ceux de tous les pays sous le même régime, mais ils ont été accentués au Chili à cause de la longue période durant laquelle il a prédominé. Alors que la valeur en or du *peso* chutait de 90 à 12 *cents*, les pris augmentaient, de concert avec le coût de la vie. Mais les prix de différentes sortes de produits répondirent avec plusieurs degrés de décalage aux forces de l'inflation ; les prix des produits nationaux étaient en retard par rapport à ceux des produits importés, les prix au détail augmentaient plus tardivement que ceux de la vente de gros, alors que ceux des salaires augmentaient plus lentement que ceux au détail. Par conséquent, l'emploi souffrit beaucoup de l'inflation du papier-monnaie, et même si les intérêts des travailleurs étaient généralement favorables à une monnaie faible dans les périodes de forte inflation, ces derniers avaient tiré les leçons des périodes récentes ; c'est pourquoi le groupe des travailleurs organisés du Chili a été l'un des plus fervents défenseurs du retour de l'étalon-or »[188].

[188] Kemmerer, Edwin Walter, “Chile returns to the gold standard”, *The Journal of Political Economy*, Vol. 34, nº 3, 1926, p. 269 ; « The evil consequences, economic, social, and political, of Chile’s experiences with an unstable paper currency have been those common to all paper money countries, but they have been accentuated in Chile because of the long period during which they persisted. While the gold value of peso was declining from about 90 cents to 12 cents, prices were rising and the cost of living was increasing, but prices of different classes of commodities responded with widely varying degrees of lag to the forces of inflation, prices of domestic commodities lagging behind those of imported commodities, retail prices rising more tardily than wholesale prices, and wages much more tardily than retail prices. Labor suffered greatly as a result of paper money inflation, and although labor interest were generally favorable to cheap money during the years of the greatest inflation, laboring men ultimately learned their lesson and in recent years organized labor in Chile has been one of the staunchest advocates of the return to the gold standard ».

L'immense crédit dont bénéficia le gouvernement de Carlos Ibáñez del Campo[189] entre 1925 et 1929 fut en grande partie dû aux réformes proposées par Kemmerer. L'adoption de mesures procycliques et l'ajustement automatique des variables économiques eurent en revanche pour effet de rendre l'économie encore plus dépendante vis-à-vis du secteur exportateur. Comme nous le mentionnions plus haut, la Grande Dépression (1929-1930) frappa de plein fouet le Chili. Elle mit fin aux possibilités de crédit et généra une importante fuite des devises[190], ainsi qu'une crise profonde et fatale de l'industrie du salpêtre.

Destinées à assurer un ajustement automatique via la contraction économique et la déflation, les institutions économiques libérales proposées par Kemmerer ne purent donc résister à l'ampleur du choc externe. Or les politiciens et les industriels, fermement déterminés à ne pas payer le prix de telles mesures, firent pression sur l'État afin qu'il adopte une politique d'expansion monétaire et de protection douanière. Les syndicats se refusèrent également à accepter le coût de cet ajustement, car le chômage et la baisse des salaires les fragilisaient[191]. Cette situation effraya les élites qui craignaient l'éventualité d'une vague d'agitation sociale et politique. De fait, si les travailleurs et les industriels avaient dans un premier temps entièrement appuyé l'instauration du système de stabilité des prix de Kemmerer, ils réclamaient en 1931son annulation complète.

---

[189] "Le colonel Carlos Ibáñez del Campo entra sur la scène politique nationale en 1924 à la tête d'un groupe d'officiels qui, depuis les galeries du Sénat, exprimèrent leur mécontentement contre le parlement. Ce mouvement se baptisa "bruit de sabres", en relation au grondement que les officiers produisirent avec leurs armes. Cette date marque la première incursion des militaires dans la vie politique en quasiment cent ans. Ces derniers parvinrent à ce que les parlementaires approuvent en l'espace de quelques jours les lois sociales qui avaient été repoussées en permanence tout au long du gouvernement d'Arturo Alessandri, au pouvoir depuis 1920. Après la démission du président Alessandri, le colonel Ibáñez occupa le poste clé de ministre de la Guerre au sein des gouvernements de transition qui se succédèrent. Pendant le bref gouvernement d'Emiliano Figueroa, élu en 1925 suite à la seconde démission d'Alessandri, Ibáñez devint le véritable maître du pouvoir. En 1927, Figueroa renonça et Ibáñez remporta les élections de cette même année, avec plus de 98% des voix. Mais une fois au pouvoir, il introduisit un style clairement autoritaire et réprima l'opposition en imposant la censure à la presse et en soumettant le mouvement syndical au contrôle de l'État. Cependant, son gouvernement bénéficia d'une grande acceptation populaire, dans un pays qui vivait un essor économique fruit de la hausse des prix du salpêtre, de l'installation de la grande industrie minière du cuivre et de la faible affluence de crédits. Néanmoins, le haut niveau d'endettement public et la politique monétaire manquée du gouvernement face à la grande crise mondiale de 1929 rendirent l'économie incontrolable et provoquèrent un effondrement fiscal, productif et financier. En 1931, le gouvernement ne jouissait d'aucun soutien ; la foule mécontente descendit d'ailleurs dans la rue et les étudiants universitaires, rejoints par les classes moyennes, entamèrent alors en grève. Le mouvement devint incontrolable et Ibáñez dut démissioner. Après un bref intervalle constitutionnel, les militaires ne tardèrent pas à revenir au pouvoir ; cette fois sous la bannière de la revolution socialiste", Voir : "Memoria Chilena" ; disponible en ligne : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=carlosibanezdelcampo(1877-1960) (consulté de 06/02/2008).

[190] L'inconvertibilité totale ainsi que la sortie du système de l'étalon-or fut décrétée en avril 1932.

[191] Si l'on se fie aux chiffres donnés par Paul Drake, les travailleurs sont la catégorie qui souffrit le plus de la dépression, en particulier dans les centres miniers et urbains. Le nombre des demandeurs d'emploi atteignit effectivement 129.000 en 1932 d'après le chiffres officiels, mais en réalité, le nombre total de sans-emploi fut probablement de l'ordre du double, soit 20% de la force de travail.

> « Cette expansion monétaire marqua le début de la reprise du Chili suite à la dépression, processus dont la force culmina en 1933. La transformation de la Banque Centrale d'un gardien passif des taux de change à une institution active de développement du crédit continua ensuite des décennies durant. Les "*papeleros*" étaient de retour » [192].

Nous partageons la vision de Paul Drake selon laquelle la vitesse des événements de 1930-1932, plus que n'importe quel changement de la pensée économique, a motivé les élites chiliennes à abandonner les recettes de Kemmerer. Y compris pendant les moments les plus durs de la dépression, certains éditorialistes et analystes prônèrent la négligence d'un quelconque étalon, dissociant ainsi définitivement l'émission monétaire du secteur externe. Aussi, même si beaucoup continuèrent à croire aux préceptes libéraux du modèle Kemmerer, ils se résignèrent au fait que la solution à cette crise impliquait nécessairement une intervention plus importante de l'État ainsi que de nouvelles protections face aux variations extérieures.

> « Les contrôles des changes, des tarifs douaniers ainsi que des facilités de crédit du gouvernement et de la Banque Centrale pour l'industrialisation donnent le ton fondamental de l'ère nouvelle du capitalisme étatique entre 1930 et 1950. Tout comme dans les autres pays andins, la Banque Centrale du Chili fut de plus en plus associée aux politiques gouvernementales. Elle servit autant de source de crédits de développement pour l'État et le secteur privé, comme de régulateur financier et de change. Accompagnant le nationalisme économique croissant, les banques définissaient désormais leurs politiques monétaires non pas pour s'ajuster aux variations de la balance des paiements, mais essentiellement pour préserver le pouvoir d'achat interne du peso. Du fait de la coopération entre les banques et le gouvernement pour atteindre un équilibre entre croissance et stabilité, la reprise et virtuellement le plein-emploi se consolidèrent vers 1934-35. Par conséquent, l'inflation diminua après être montée en flèche en 1932, mais on ne revint pas aux niveaux monétaires et des prix des années Kemmerer. La monnaie en circulation fut plus que multipliée par deux entre les années 1933 et 1930. Durant la période 1931-41, l'indice des prix s'éleva pratiquement de 100% au Chili, 14% au Pérou, 45% en Colombie et 690% en Bolivie. Les agriculteurs, les industriels, les travailleurs et tous les groupes sociaux cherchaient du crédit et de l'aide auprès du secteur public et l'inflation finit par constituer une caractéristique structurelle permanente de la politique économique du Chili »[193].

---

[192] Drake, Paul, *Op. cit.*, p. 18 ; « Esta expansión monetaria inició la recuperación de Chile de la depresión, lo que alcanzó su mayor ímpetu hacia 1933. La transformación del Banco Central en un guardián pasivo de las tasas de cambio a una activa institución de desarrollo crediticio continuó por décadas de ahí en adelante. Los "papeleros" habían regresado ».

[193] *Ibíd.*, p. 20 ; « Controles de cambio, aranceles y facilidades crediticias del gobierno y del Banco Central para la industrialización dan la tónica fundamental a una nueva era de capitalismo estatal entre 1930 y 1950. Como en los demás países andinos, el Banco Central de Chile llegó a ser cada vez más un socio subordinado de las políticas gubernamentales. Sirvió como una fuente de créditos de desarrollo para el Estado y el sector privado, tanto como un regulador de dinero y de cambio. En concordancia con el creciente nacionalismo económico, el banco diseñaba ahora sus políticas monetarias principalmente para preservar el poder adquisitivo interno del

Pour l'économie chilienne, la plus grande différence entre les effets de la Première Guerre mondiale et ceux de la Grande Dépression fut que le premier événement affecta principalement les importations alors que le second freina autant les importations que les exportations. D'après Gabriel Palma, en 1932, la valeur des exportations réelles chiliennes avait chuté d'un sixième par rapport au niveau de 1929[194]. Ensuite, à cette chute brutale et systématique des prix des exportations de salpêtre s'ajouta l'impossibilité de contracter des prêts auprès de créditeurs étrangers ainsi que la faiblesse du niveau des réserves d'or du pays. Tout ceci contribua à une chute historique du niveau des importations. Un rapport de la Ligue des Nations élaboré en 1933 estima d'ailleurs que le Chili avait été le pays le plus affecté par la crise économique[195].

Ce qui est paradoxal, c'est que le Chili avait en grande partie diversifié son secteur exportateur depuis le début des années 1920 ; mais cet effort ne parvint pas à réduire sa vulnérabilité aux cycles de l'économie mondiale. Le Chili avait effectivement cessé d'être un pays mono-exportateur de salpêtre, minerai qui avait représenté jusqu'à 80% des exportations nationales. Ainsi, en 1929, les exportations de salpêtre ne représentaient plus que 48% du commerce extérieur chilien alors que celles de cuivre avaient augmenté jusqu'à atteindre 38%[196]. La situation de la balance des paiements était également très déséquilibrée puisque le pays s'était fortement endetté auprès de créditeurs étrangers durant les années 1920. Ceci obligea les autorités à décréter le pays en cessation de paiement en avril 1931, ce qui entraîna une dévaluation brutale de la monnaie et une crise politique importante. Ainsi, dans un pays traditionnellement minier, la crise de ce secteur provoqua un chômage massif et une forte émigration des familles pauvres et sans emploi vers les centres urbains.

Le consensus libéral qui s'était installé parmi l'élite chilienne depuis 1860 dont l'assise politique était en crise depuis 1920, parut également s'effondrer au niveau économique avec la Grande Dépression. En réalité, ceci confirma simplement une tendance mondiale de

---

peso, y no para ajustarse a las oscilaciones en la balanza de pago. Debido a que el banco y el gobierno cooperaron para alcanzar un equilibrio entre crecimiento y estabilidad, la recuperación y virtualmente un total empleo se consolidaron hacia 1934-35. Por lo tanto la inflación disminuyó después de haberse disparado en 1932, pero no hubo retorno a los niveles monetarios y de precios de los años de Kemmerer. El circulante más que se duplicó entre 1933 y 1930. Durante el período 1931-41, el índice de precios se elevó casi en un 100% en Chile, 14% en Perú, 45% en Colombia y 690% en Bolivia. Los agricultores, industriales, trabajadores y todos los grupos sociales buscaban crédito y ayuda en el sector público y la inflación llegó a ser un rasgo estructural permanente de la política económica de Chile ».

[194] Palma, Gabriel, *Op. cit.*, p. 76.

[195] Voir : Condliffe, John Bell, *League of Nations : World economic survey, 1932-33*, League of Nations, Ginebra, 1933. Pour un compte-rendu du rapport, consulter : Kincaid, Edward, "League of Nations : World Economic Survey 1932-33", *The Accounting Review*, Vol. 9, nº 4, 1934, p. 348-349.

[196] Palma, Gabriel, *Op.cit.*, p. 76.

discrédit de la théorie économique classique. Les derniers renforcements du consensus libéral-libre-échangiste du XIXème siècle avaient été rompus. Un nouveau paradigme de nationalisme économique commençait à prendre forme.

***Chapitre 2**. Le transfert idéologique : des derniers libéraux classiques aux "Chicago Boys" (1930-1973)*

« La crise par laquelle le monde entier est passé possède une signification beaucoup plus profonde que celle qu'on lui attribue généralement. Elle représente la fin d'une époque dans le développement de la civilisation. Le libéralisme économique qui brilla jadis de toute sa splendeur et de toute sa grandeur, se trouve indubitablement en décadence… ».

Banque Centrale du Chili (BCCH). *Novena Memoria Anual*, 1934, p. 18[197].

2.1 Le dernier des libéraux classiques dans l'ère de la planification

La fin du "consensus libéral" appliqué à la politique économique chilienne n'a pas mis fin à la théorie libérale classique en tant que doctrine. Elle lui a néanmoins ôté sa centralité et sa prépondérance dans le discours d'une bonne partie de l'élite politique chilienne, dont la traditionnelle composition oligarchique était elle-même en voie de changement.

Puisque l'Europe occidentale entière appliquait les nouvelles idées du nationalisme économique et de l'intervention anti-cyclique de l'État, il ne semblait pas raisonnable de continuer à défendre une idéologie abandonnée par les principales puissances mondiales, y compris par les Etats-Unis, fervents partisans d'une liberté de commerce comme politique générale, alors qu'au niveau interne était appliqué un plan d'intervention et de récupération économique connu sous le nom du *New Deal* (1933-1938)[198]. Cependant, le caractère inéluctable de l'implantation du modèle d'"État de compromis", généralement issu des études réalisées sur le XXème siècle chilien, ne fut pas si prégnant. Les résultats serrés des

[197] Cité par Fermandois, Joaquín, *Abismo y cimiento. Gustavo Ross y las relaciones entre Chile y Estados Unidos, 1932-1938*, Ediciones Universidad Católica de Chile, Santiago, 1996 ; « La crisis por la que el mundo entero ha atravesado tiene un significado mucho más profundo del que generalmente se le atribuye. Ella significa el término de toda una época del desarrollo de la civilización. El liberalismo económico que dio a esta época su brillo y grandeza, indudablemente se encuentra en decadencia… ».

[198] Fermandois cite à ce propos un éditorial très intéressant du journal *Hoy* du 28 janvier 1937 dans lequel il apparait clairement que le pays abandonne une ère de suprématie de l'"individualisme" qui dissimulait les pouvoirs corporatifs et qui subordonnait les droits de l'homme aux droits de la propriété. Tel était le climat intellectuel qui régnait dans la majeure partie de la société chilienne des années 1930. Il est donc bien aisé d'imaginer la sensation généralisée de la disparition d'un "modèle classique" au profit d'un modèle "nationaliste", et, surtout, "anti-impérialiste". Sur la période 1930-1958, nous recommandons : Drake, Paul, "Chile 1930-1958", dans Bethell, Leslie, *The Cambridge history of Latin America*, Vol. 8, Cambridge University Press, 1991, p. 269-310.

élections présidentielles de 1938[199] révèlent effectivement que les événements auraient pu prendre un cours différent[200].

Alors que les milieux intellectuels internationaux se dirigeaient vers un type d'économie où primaient la planification et la régulation du commerce international, le Chili appliqua une politique économique essentiellement libérale pendant la période qui suivit la Grande Dépression. Il s'agissait cette fois-ci d'un modèle connu sous le nom de "*Ross Regime*", du nom du ministre des Finances qui l'impulsa. Essentiellement pragmatique, ce modèle rend compte des nouvelles tendances mondiales. Paradoxalement, la nouvelle coalition politique qui accéda au pouvoir en 1938 utilisa de nombreux éléments de ce modèle dans l'élaboration de sa propre conception économique. La conséquence en fut la modification de la position des défenseurs de la théorie économique classique au sein de l'espace public.

La gravité et la profondeur de la crise politique et économique de 1930-1932 ont généré une nouvelle donne politique chilienne, configurant ainsi le clivage droite-gauche si spécifique à la période de l'entre-deux guerre européen, qui allait perdurer au Chili tout au long du XXème siècle. La traditionnelle dichotomie entre conservateurs et libéraux issus du XIXème siècle prend ainsi fin. La voie du césarisme populiste[201] fut interrompue par la chute du régime autoritaire de Carlos Ibáñez del Campo[202] (1927-1931). La brève tentative de la République socialiste[203] (de juin à septembre 1932), alors apparue comme la réponse d'un

---

[199] Les résultats des élections présidentielles de 1938 furent les suivants : 51 % des voix pour le candidat du Front populaire, Pedro Aguirre Cerda et 48,9 % en faveur du candidat de la droite libérale Gustavo Ross Santa María. Notons que la mort de soixante trois jeunes fascistes le 5 septembre de la même année causée par les forces de police influença le résultat du scrutin en retirant des voix au candidat de la droite (une droite qui gouvernait depuis 1932), le privant probablement d'un triomphe considéré comme garanti depuis des mois.

[200] Cette thèse de l'"inévitabilité" soutenue par Fermandois nous paraît pertinente, notamment si l'on prend en compte le climat idéologique de l'époque. En ce sens, l'interprétation des résultats du scrutin de 1938 n'est pas si éloignée de celle des élections présidentielles de 1970, où la différence de votes entre le candidat de la droite et celui de la gauche fut minime. De fait, nous ne pensons pas qu'il existe des mouvements univoques et inexorables de l'histoire tant "l'atmosphère de l'époque" est influente. Nous pouvons donc en conclure que cette atmosphère influence les faits, parfois de manière incontestable, mais en aucun cas ne les détermine avec certitude.

[201] Le lien d'Ibáñez avec les syndicats est propre au modèle de leader populiste latino-américain des années 1930 et 1940. Le corporatisme et la crise du libéralisme classique laissèrent un espace suffisant au surgissement de modèles autoritaires qui imitaient également les mouvements fascistes européens. À propos de la relation d'Ibáñez avec les syndicats, voir Rojas Flores, Jorge, *La dictadura de Ibáñez y los sindicatos : (1927-1931)*, Santiago, DIBAM, 1993.

[202] La chute de Carlos Ibáñez, causée par la crise économique – à la différence du déroulement des événements dans les autres pays du continent – délégitima le modèle autoritaire comme formule de "modernisation" du pays. Sur les politiques économiques menées sous le gouvernement d'Ibáñez, nous recommandons la lecture de Bernedo, Patricio, "Prosperidad económica bajo Carlos Ibáñez del Campo, 1927-1929", *Historia*, Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile, nº 24, 1989, p. 5-105.

[203] Pour une étude relativement aboutie de la République Socialiste, nous recommandons la lecture de la thèse de Susana Simonetti consacrée à cette période : Simonetti de Groote, Susana, *El gobierno de Carlos Dávila : (16 de Junio 13 de Septiembre de 1932)*, Pontificia Universidad Católica de Chile, Santiago, 1993. Pour une

secteur de la gauche (militariste) devant l'échec politique et économique que vivait la société chilienne, n'a pas connu meilleur sort :

> « On retrouvait au Chili toutes les tendances caractéristiques des années 1930 en Europe : communisme, fascisme, droites et gauches. Au cours de cette période, on commence clairement à parler au Chili de "droite" et de "gauche" comme des pôles définis du spectre politique »[204].
>
> « Pendant ces années, le Chili fait pleinement partie de la "politique mondiale", dans le sens de la simultanéité planétaire qu'acquièrent les thèmes du moment. C'est la période de la confrontation idéologique mondiale et le spectre politique observé en Europe est également présent au Chili à la même période. Ni la Révolution Mexicaine, ni l'APRA (malgré l'exil influent de nombreux péruviens), ni le nationalisme des Mexicains des années trente ont eu autant de poids sur le pays que le développement du marxisme, en particulier du communisme (…) »[205].

À partir de 1933, le pays revient peu à peu à une situation institutionnelle normale, notamment grâce à une rapide récupération économique et à l'entrée en vigueur de la Constitution de 1925. Les figures du Président de la République, Arturo Alessandri Palma (1868-1950)[206], et de son ministre des Finances, le financier international Gustavo Ross Santa María (1879-1961), ont été également déterminantes dans l'articulation d'une politique qui, sans être orthodoxe, a tenté de sortir le Chili de la crise en se limitant finalement au legs de l'économie politique libérale. Cette initiative mit les dirigeants face à de nombreux défis, surtout à une période où le "bon sens" et la majeure partie des économistes et des hommes politiques (en particulier en Europe) recommandaient l'adoption du nationalisme économique qui imposait une série de restrictions et de contrôles au commerce international. Dans ce contexte, l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre, le 20 septembre 1931, a marqué un changement radical dans la perception du commerce international et du libre-échange de

---

chronique contemporaine des événements, voir en particulier le texte de Jorge Grove : Grove, Jorge, *Descorriendo el velo : episodio de los doce días de la República Socialista*, Aurora de Chile, Valparaíso, 1933.

[204] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 48 ; « En Chile se daban todas las tendencias características de los treinta en Europa : comunismo, fascismo, derechas e izquierdas. En estos años por lo demás se empieza a hablar en Chile claramente de "derecha" e "izquierda" como polos definitorios del espectro político ».

[205] *Ibíd.*, p. 49 ; « Chile en estos años es plenamente parte de la "política mundial", en el sentido de la simultaneidad planetaria de los temas del momento. Estos son los años de confrontación ideológica mundial, y el espectro que se da en Europa está al mismo tiempo presente en Chile. Ni la Revolución Mexicana, ni el APRA (a pesar del influyente exilio de muchos peruanos), ni el nacionalismo de los mexicanos de los años treinta tienen remotamente el mismo peso sobre el país que el desarrollo del marxismo, especialmente el comunismo… ».

[206] À propos de la figure d'Arturo Alessandri Palma, il existe certaines études intéressantes parmi lesquelles : *7 Ensayos sobre Arturo Alessandri Palma*, Instituto Chileno de Estudios Humanísticos, Santiago, 1979. Pour une étude plus classique voir Donoso, Ricardo, *Alessandri. Agitador y demoledor (cincuenta años de historia política de Chile)*, Fondo de Cultura Económica (2 volúmenes), México, 1952.

biens et de capitaux. À compter de ce moment, s'est ouvert au le Chili une phase de prédominance du nationalisme économique qui allait durer pratiquement quarante ans :

> « Le nationalisme économique est perçu comme un mandat pour oublier "l'ère libérale" et le "traditionalisme", pour ainsi "devenir indépendants des marchés étrangers". Il n'existe toujours pas d'idéologie Nord-Sud, mais le principe de "développement endogène" est latent, alors que ceux d'autosuffisance et d'autarcie montent en puissance »[207].

Par conséquent, les années 1932-1938 se révèlent être, à notre sens, particulièrement intéressantes puisqu'elles constituent la dernière tentative d'insérer le pays dans l'économie capitaliste globale. Celle-ci se déroule juste avant la période qualifiée "d'État de compromis" (1938-1970)[208], à juste titre assimilée au modèle d'"Industrialisation et de Substitution d'Importations" (ISI), dans lequel dominait clairement le modèle planificateur et la théorie "structuraliste" défendue par les économistes et experts dans le sillage de la CEPAL[209]. C'est précisément à cette période qu'a été instauré le système CORFO[210], témoignant d'un courant

---

[207] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 83 ; « El nacionalismo económico es mirado como un mandato para olvidarse de la "era liberal", del "tradicionalismo", y para "independizarse de los mercados extranjeros". Todavía no existe una ideología Norte-Sur, pero está latente el principio de "desarrollo hacia adentro" y, esencialmente, el menos en potencia, de la autosuficiencia, de la autarquía ».

[208] Le concept d'"État entrepreneur" est également utilisé, en particulier pour souligner la nature de l'activité productive ainsi que l'origine de la propriété.

[209] Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Son siège central, depuis sa création en 1948, se situe à Santiago du Chili.

[210] Les origines de la Corporation de développement de la production ("*Corporación de Fomento y de la Producción*"), plus connue sous le sigle CORFO, se situent dans le sillage de postulats et projets que des intellectuels, des ingénieurs et des corporations patronales diffusèrent sur la nécessité d'encourager une industrialisation nationale *via* l'intervention de l'État ; intervention qui concernerait aussi les politiques économiques protectionnistes et de substitution d'importations qui furent mises en place après la Grande Dépression de 1930.

Sa fondation, en avril 1939, découle des initiatives du gouvernement de Pedro Aguirre Cerda pour venir en aide aux sinistrés du tremblement de terre de Chillán au sud du Chili. Elle a pour but le développement de l'infrastructure productive. Deux corporations furent créées : une sous le nom de "Corporation de Reconstruction et d'Aide" et une autre nommée "Corporation de développement à la production". Cette dernière était chargée d'élaborer et de réaliser un vaste plan de développement productif. Elle autorisait, pour financer ses projets, la contraction de prêts. Elle intervient en parallèle à une augmentation générale des impôts, avec la création d'un impôt additionnel sur les profits des entreprises de cuivre ainsi que l'utilisation temporaire de fonds assignés au service de la dette extérieure.

L'évolution des plans de développement fut rendue difficile pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier pour obtenir des financements extérieurs et au niveau des transferts de technologie. Cependant, la fin du conflit armé permit à la CORFO de concrétiser la création d'entreprises étatiques fondamentale pour le processus d'industrialisation : l'Entreprise nationale d'électricité S.A. en 1944 (ENDESA), accompagnée d'un plan national d'électrification qui fut un succès ; la Compagnie d'acier du Pacifique S.A. en 1946 (CAP), grande usine d'acier à Huachipato ; l'Entreprise nationale de pétrole S.A. en 1950 (ENAP) avec des activités de prospection pétrolière à Magallanes et d'approvisionnement nationale de brut ». Source : Memoria Chilena, 2004 (consulté e 22/04/2008). Sur les origines de cet "État-entrepreneur", voir article de Ibáñez, Adolfo, "El liderazgo en los gremios empresariales y su contribución al desarrollo del Estado Moderno durante la década del treinta : el fomento a la producción y los antecedentes de CORFO", *Historia*, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, nº28, 1994, p. 183-216. Pour une analyse pertinente du "modèle CORFO" dans la perspective d'une économie mondiale, et comme courant appartenant au nationalisme économique partagé par pratiquement tous les secteurs politiques, voir en particulier Fermandois, Joaquín, *Mundo y fin de mundo.*

mondial qui proposait de baser la croissance économique sur l'industrialisation interne et le contrôle du commerce international, en portant simultanément une attention particulière à la problématique du plein emploi et de la planification économique.

Les dernières recherches concernant les années 1930 rendent compte d'une transition du libéralisme d'avant la Grande Dépression vers le modèle d'"État de compromis", marqué par le nationalisme économique et appliqué à partir de 1938. La rupture du consensus libéral n'a donc pas été uniquement le résultat du programme gouvernemental d'une coalition politique (Front populaire chilien), elle représente aussi la consolidation d'un ensemble de mesures économiques appliquées depuis 1932 mais dont la mise en oeuvre était essentiellement temporaire et orientée vers le dépassement de la crise. C'est en ce sens que nous utilisons l'expression de "dernier des libéraux classiques" pour désigner le ministre des Finances Gustavo Ross qui, guidé par la théorie économique classique, a paradoxalement préparé le terrain au modèle du nationalisme économique dont l'influence durera jusqu'en 1970. Comme l'expose Joaquín Fermandois dans son ouvrage consacré au ministre Ross et aux relations entre le Chili et les Etats-Unis entre 1932 et 1938[211], le pays se retrouve à l'époque face à un processus mêlant continuité et changement[212]. Cet auteur évalue de la manière suivante la crise du libéralisme économique classique :

> « (...) ceci était en grande partie dû à la baisse de l'influence des idées libérales de droite dans la politique chilienne, conséquence du cataclysme que représenta la Grande Dépression [1930]. Cette situation fut non seulement favorable à l'ancienne idée d'intervention étatique – et de puissance de l'action publique – mais ternit aussi fortement le prestige du modèle économique pré-Dépression. L'économie politique libérale (issue de la théorie classique), c'est-à-dire ouverte à l'économie mondiale de marché, se trouva totalement délégitimisée »[213].

Chile en la política mundial 1900-2004, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, Cap. VII : *El sistema CORFO y la era del "subsidio" 1939-1973*, p. 173-193.

[211] Fermandois, Joaquín, *op. cit.*, p. 19. Voir aussi : Collier, Simon & Sater, William, *A History of Chile, 1808-1994, Cambridge University Press*, 1996, p. 202-234.

[212] Fermandois a voulu mettre en évidence l'importance de la période 1932-1938, non seulement en tant que transition entre deux modèles de politique économique, mais aussi comme l'engrenage sans lequel on ne pourrait expliquer le passage de l'un à l'autre. Il s'efforce aussi de démontrer le caractère non déterministe des événements, contrairement aux interprétations de cette période que l'historiographie traditionnelle avait fini par imposer.

[213] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 28 ; « (…) esto se debía en buena medida a la pérdida de protagonismo de las ideas liberales de la derecha en la política chilena como consecuencia del cataclismo que significó la Depresión (1930). Ésta no sólo incrementó la idea de intervención estatal – y de potencialidad de la acción pública –, idea que venía de antes, sino que además le restó casi todo prestigio al mundo económico predepresivo. La economía política liberal (teoría clásica), es decir, de apertura a la economía mundial de mercado, quedó horra de legitimidad ».

L'apparition, en 1938 et jusqu'en 1970, d'un modèle au sein duquel l'État allait cette fois jouer un rôle d'acteur économique majeur, ne s'explique pas uniquement par le déclin de la pensée libérale et de la voie qu'avait jusqu'alors expérimenté le pays. À cela vient s'ajouter un climat politique et social bouleversé par un conflit de classe, accentué par le nouveau clivage gauche-droite. La droite dans son ensemble (libéraux et conservateurs pour l'essentiel) se maintenait à un niveau de voix assez important, en particulier dans les zones rurales les plus traditionnelles, où la corruption et les pratiques électorales clientélistes étaient ancrées depuis longtemps. Cela n'a pas empêché la diffusion de l'idée selon laquelle ces secteurs ne représentaient qu'un infime pourcentage de la société chilienne dont les intérêts ne correspondaient pas à ceux de la majorité.

En 1932, la situation économique et sociale du pays est délicate. En premier lieu, les sources de crédit et de financements externes avaient été épuisées. Par ailleurs, les principaux produits nationaux d'exportation (salpêtre, cuivre et produits agricoles essentiellement) avaient vu leurs prix chuter à des niveaux historiques ou parfois ne parvenaient même plus à s'écouler sur leurs marchés traditionnels. En définitive, la production manufacturière a été la seule à résister à la crise, grâce aux premières politiques d'encouragement prises en faveur de l'industrie nationale dès les années 1920 (entre 1928 et 1935, les tarifs douaniers atteignaient jusqu'à 300% pour certains produits[214]). Le protectionnisme industriel, qui fut à l'origine une réponse immédiate à la crise ainsi qu'à la rareté de devises nécessaires à l'importation de produits manufacturés, devint ainsi l'une des principales doctrines économiques utilisées au Chili (pour pratiquement les quarante années qui suivirent). Précisons également que le climat international de l'entre-deux-guerres a favorisé le nationalisme économique par le biais des exemples européens et en particulier des régimes fascistes et autoritaires des années 1930.

2.1.1 Le libéralisme des années 1930

Le principal objectif de la politique économique du ministre Ross était, d'une part, de maintenir l'équilibre du budget et, d'autre part, de générer un excédent de recettes fiscales suite à leur chute de deux tiers de leur valeur en 1930. Cet équilibre fut seulement atteint en 1934 ainsi qu'en 1935. De cet effet apparemment tardif surgirent de nombreuses critiques. Ross fut ainsi accusé de pratiquer l'orthodoxie en matière financière[215], alors qu'au niveau

[214] Lüders, Rolf, "Una Historia Monetaria de Chile", *Cuadernos de Economía* PUC, v.7, nº 20, 1970, p. 4-28.
[215] Les médias de communication de l'opposition surnommèrent Gustavo Ross "le *ministre de la faim*" ("*El ministro del Hambre*"), en raison de son inflexibilité face aux pressions exercées en faveur de l'augmentation

international se développaient de nouvelles tendances marquées par les idées de l'économiste anglais John Maynard Keynes.

Fermandois affirme que le contrôle de la Banque Centrale fut un second élément clé de la politique économique de Ross. Il a entraîné effectivement une expansion modérée bien que toujours menacée par le danger inflationniste. Sa politique monétaire s'est alignée sur l'application d'un taux de change fixe qui a favorisé les importations ainsi que la réévaluation du peso chilien :

> « Malgré son image d'"orthodoxe", la politique qu'il mène dans les années trente laisse entrevoir un activisme économique qui va bien au-delà d'un simple "automatisme" ; il a d'ailleurs utilisé la Banque Centrale pour accorder des crédits aux institutions qui promouvaient l'activité économique, exerçant de délicates pressions inflationnistes, qui n'ont toutefois pas pris une importance majeure »[216].

Un troisième point clé du plan du ministre chilien fut l'augmentation des impôts – véritable anathème pour un adepte de l'école classique – bien que cette mesure fût principalement appliquée à l'achat et à la vente de biens ainsi qu'à l'agriculture. Dans le premier cas, il s'agissait de fait d'un impôt indirect provoquant généralement moins de résistance chez les libéraux qui le considéraient comme "proportionnel" à la consommation des personnes.

Ross s'assura que les mesures d'ajustement ne causent pas de licenciements massifs dans le secteur public. Néanmoins, leur application ne parvint pas à faire décoller les salaires de leur niveau minimum tout au long de sa gestion, engendrant ainsi, selon Fermandois, une politique d'encadrement des demandes sociales qui impliquait le recours à la répression policière[217], à la censure et même à l'exclusion d'opposants politiques (*relegación*). On peut aussi souligner sa politique de développement de l'industrie du bâtiment *via* diverses mesures fiscales d'encouragement, mais aussi par le biais du financement de travaux publics, avec l'objectif de réduire le taux très élevé d'inactivité post-dépression. Ainsi, Ross s'empara sans complexe de certaines recettes keynésiennes de l'époque. Il a également mené une

---

des dépenses publiques. Il fut également surnommé "*L'ultime pirate du Pacifique*" ("*El último pirata del Pacífico*") par certains de ses opposants *phalangistes* (lesquels faisaient partie de la jeunesse du parti Conservateur), du fait de ses liens étroits avec le monde de la finance internationale, auquel il appartenait avant son passage au ministère des Finances, et qu'il réintégrera par la suite.

[216] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.* p. 41 ; « A pesar de la imagen de "ortodoxo", su política en los años treinta deja ver un activismo económico que está más allá de cualquier "automatismo" ; de hecho usó al Banco Central para ofrecer crédito a instituciones que promovieran la actividad económica, ejerciendo presiones inflacionarias delicadas, pero que no pasaron a mayores ».

[217] En particulier, mentionnons ici le massacre d'indigènes à Ranquil en 1934 ainsi que celui de jeunes fascistes ("*nacistas*") de la Caisse d'assurance ouvrière (*Caja del Seguro Obrero*) en 1938.

politique monétaire en faveur des exportations à partir d'instruments hérités de la "République socialiste", comme la surveillance et le contrôle des devises, mesures qui ont indubitablement encouragé le protectionnisme.

Enfin, Ross, convaincu que le commerce international se rétablirait et atteindrait les mêmes résultats qu'avant la Grande Dépression[218], a maintenu une action visant au rétablissement du prix des matières premières exportées. Le ministre agit de manière pragmatique et en de nombreuses occasions de manière autoritaire, dans l'espoir d'un retour à l'"équilibre perdu". Il montra ainsi la foi qu'il conservait envers les fondements de l'économie politique classique, et en ce que nous avons appelé le "consensus libéral"[219] :

> « Il est indubitable que la politique de Ross n'est pas le produit d'un libéralisme économique "pur", chose qui n'a jamais existé. Mais on ne peut pas non plus la caractériser comme son contraire – schéma qui était et est toujours populaire –, c'est-à-dire, comme un "étatisme". Sa politique fut le résultat d'une orientation du modèle "classique" de l'économie, mais dans un pays où la société civile économique était fragile parce que le "capitalisme" (ou économie de marché) lui-même avait été fragile au Chili »[220].

Ross parvint à maintenir et à stabiliser sa politique économique grâce au soutien d'une coalition de "droites" au sein de laquelle confluaient libéraux et conservateurs, surtout réunis pour la défense d'un modèle de société qu'ils jugèrent menacé par la formation du Front populaire. Ce dernier rassemblait en effet non seulement les partis de gauche, mais aussi le Parti radical (centre), dont la critique qu'il faisait au système n'était pas à proprement parler idéologique[221].

---

[218] Face aux nombreuses barrières désormais érigées contre le commerce international, Ross opta – dans certains cas – pour une association entre l'État et les grands producteurs privés (COVENSA [Corporation de ventes de salpêtre et iode du Chili]) dont l'objectif fut de rassembler les forces présentes, de défendre les prix des minéraux non métalliques et de parvenir à des accords commerciaux ou compensatoires avec divers pays.

[219] Gustavo Ross ne représentait pas une élite technocratique mais ne possédait pas non plus le profil du politique traditionnel. Il s'agissait plutôt d'un homme d'affaires, pragmatique, considéré comme un "virtuose" dans sa manière de concilier État et activité privée. Son manque de "charisme" politique bien connu, de même que son mépris pour les campagnes électorales permettent également d'expliquer sa défaite lors des élections de 1938.

[220] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 43 (l'auteur cite ici l'historien conservateur chilien Mario Góngora à propos du traditionnel manque d'enracinement de l'esprit capitaliste au Chili) ; « Es indudable que la política de Ross no es producto de un liberalismo económico "puro", especie que nunca ha existido. Pero tampoco se la puede tipificar como lo contrario – esquema que era y es popular –, es decir, como "estatismo". Era producto de una orientación del modelo "clásico" de economía, pero de un país donde la sociedad civil económica era débil, porque el "capitalismo" (o economía de mercado) había sido débil en Chile ».

[221] Pour les secteurs de la coalition de centre-gauche qui n'étaient pas marxistes, le problème de l'"impérialisme" était bien réel, en particulier au sujet de l'intervention des Etats-Unis en Amérique latine. De fait, les promesses du *New Deal* correspondaient à leur vision de la planification rationnelle de la production, laquelle n'impliquait pas une révolution mais un réformisme et de nouvelles relations avec les pays de la région. Un journal traditionnellement associé aux secteurs conservateurs et à la droite politique comme *El*

De plus, malgré une politique qui s'appuya pendant six années sur le modèle économique libéral pragmatique des Etats-Unis, le ministre ne parvint pas à supprimer totalement les frictions avec ce pays. En effet, les mesures prises pour faire face à la crise constituaient une menace pour les intérêts essentiels de la puissance du nord de même qu'elles contribuaient à asseoir l'idée d'un nationalisme économique contraire au *libre commerce* que les Etats-Unis désiraient promouvoir au niveau mondial. Mais le *New Deal* du président F.D. Roosevelt opéra au niveau de la politique interne et non pas dans la relation commerciale du pays avec le reste du monde. En ce sens, la puissance demeurait *leader* du libre échange et des accords commerciaux bilatéraux. Ainsi, Ross dut adopter une conduite politique soumise d'une part aux pressions d'une opposition forte, très unifiée autour du Front populaire et exigeant la mise en place d'un "plan économique" – comme l'on disait à l'époque –, et d'autre part aux exigences compensatoires et commerciales des Etats-Unis, exigences issues des mesures prises à partir de 1932 :

> « La réponse économique chilienne face à la dépression ne pouvait que provoquer la colère des Etats-Unis : le contrôle des devises ; l'interventionnisme étatique qui, d'une certaine manière, avait désormais atteint les grandes entreprises nord-américaines ; les changements discriminatoires ; le gel de fonds en dollars appartenant à des citoyens nord-américains ; la cessation de paiement de la dette extérieure ; et surtout, la tendance chilienne à canaliser son commerce international *via* les "traités de compensation" signés avec les pays européens. Le regard que porte Washington sur le Chili dans les années 1930 est marqué par ces pratiques (…) »[222].

Ce que les économistes libéraux comme Ross considéraient comme une option provisoire finit par devenir, en 1938, le début du modèle économique chilien du second après-guerre jusqu'à 1970. Eduardo Frei Montalva lui-même (président du Chili entre 1964 et 1970) défendit des postures corporatistes dans les années 1930 et décréta la mort du "vieil État libéral et inorganique" puis la naissance d'une nouvelle société organique et hiérarchique qui éviterait le socialisme étatique qu'il qualifiait de "grand fléau"[223]. Une telle opinion révèle

---

Mercurio reconnaissait même, à cette époque, l'évolution inévitable des Etats-Unis vers les valeurs collectives et un "étatisme" respectueux des "libertés individuelles" de base, *El Mercurio*, 4 juillet 1937, cité par Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 69.

[222] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 73 ; « La respuesta económica chilena ante la Depresión, el control de las divisas, el intervencionismo estatal, que ya de alguna manera alcanzó a las grandes empresas norteamericanas, los cambios discriminatorios, el congelamiento de fondos en dólares pertenecientes a ciudadanos norteamericanos, el cese del pago de la deuda externa y, sobre todo, la tendencia chilena a canalizar su comercio internacional por medio de los "tratados de compensación" con los países europeos, todo ello no podía sino provocar las iras de Estados Unidos. Será esta óptica la que coloreará lo esencial de la mirada con que Washington observará a Chile en los años treinta… »

[223] Frei Montalva, Eduardo, *Chile Desconocido*, Ediciones Ercilla, Santiago, 1937. Cité par Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 83.

non seulement le poids des idées de l'époque mais aussi le désenchantement régnant à propos de l'économie libérale et de la promotion du commerce international.

Au sein des secteurs industriels et des commerçants prévalait d'ailleurs l'idée selon laquelle le monde se trouvait dans une étape ouvertement défensive sur le plan économique, et qu'il était suicidaire que le Chili soit dépourvu de contrôles et de garde-fous. En ce sens, le président de l'une des associations d'entrepreneurs les plus importantes de l'époque (SOFOFA[224]), Walter Müller, considérait les économies allemande et japonaise comme des exemples à imiter[225]. Il préconisait de fait que le gouvernement protége l'industrie nationale et mit en place un ensemble de restrictions aux importations. Néanmoins, Fermandois insiste sur l'importance de ne pas minimiser l'impact qu'eut la critique de cette posture par d'autres libéraux à la formation théorique plus poussée, comme ce fut le cas du sénateur conservateur Héctor Rodríguez de la Sotta et l'économiste Daniel Armanet. Pour ce dernier, l'instauration de tarifs douaniers violait le principe élémentaire d'équité puisqu'il s'agissait d'un paiement à effectuer non seulement à l'État, mais également au particulier qui "subissait" ainsi la protection. De fait, il jugeait que ce type de mesure n'aurait d'autre résultat que de ratifier l'infériorité économique du pays. Cependant, les visions des libéraux comme Ross, Rodríguez de la Sotta et Armanet, précédemment cités, furent minoritaires, notamment au sein des secteurs patronaux de la décennie 1930-1940. Ce désavantage a sans aucun doute joué en faveur des partisans d'un modèle de planification protectionniste :

> « La planification, comme technique universelle qui pénètre l'univers idéologique, représente une panacée, et contrairement à ce qu'il adviendra peu de temps après, cette notion aurait inévitablement conduit à assigner une connotation positive à l'idée de "technocratie". L' "économie dirigée" paraissait ainsi se situer sur le même plan d'égalité que "l'économie scientifique" »[226].

De fait, la rationalité technique attribuée à la planification atteint son apogée à cette période, en particulier en regard des modèles de croissance économique de l'Allemagne nazie et de l'industrialisation accélérée de l'URSS dans les années 1930[227]. Comme le

---

[224] Société de développement ("*Fomento*") Fabril : principale organisation patronale fondée en 1883 et qui comptait en son sein les entrepreneurs les plus importants du Chili.

[225] Les deux pays représentaient, dans les années 1930, le paradigme de l'économie dirigiste, centraliste et anti-libéral à caractère autoritaire et militariste.

[226] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 87 ; « La planificación, como técnica universal que atraviesa el universo ideológico, se presenta como panacea, y al revés de lo que ocurriría poco después, esta noción llevaría a darle la connotación de inevitabilidad positiva a la idea de "tecnocracia". 'Economía dirigida' parecía estar en relación de ecuación con "economía científica" ».

[227] Nous expliquerons tout au long de ce travail comment le *monétarisme* adopte également un langage scientifique incontestable à partir des années 1970. La conception du marché comme un espace "naturel" où le

souligne fort bien Fermandois, l'enthousiasme progressiste pour les vertus prométhéennes de la technique et la centralisation de l'information ne laissèrent aucun espace à la conception traditionnelle "classique" de l'économie, désormais considérée exempte de presque toute base "scientifique" et se concentrant sur l'observation empirique des coutumes commerciales.

Pourtant, le modèle implanté par Ross dans les années 1930 (le "*Ross regime*") n'aspirait en aucun cas à encourager un certain "développement vers l'intérieur" mais constituait davantage un épisode "hétérodoxe" du libéralisme classique, selon lui nécessaire à la réincorporation du Chili dans le circuit de l'économie internationale et du libre commerce. Cependant, le chemin que suivra le pays à partir de la fin des années 1930 sera fort différent, comme le montrent les élections de 1938 et le triomphe du Front populaire, point fondamental d'inflexion par rapport à la période que nous avons qualifiée de "consensus libéral".

Ainsi, bien que la droite ait appuyé la candidature à la présidence de Gustavo Ross, de nombreuses critiques émanèrent de son propre camp. En particulier, on l'accusait de n'avoir que peu de sensibilité sociale. On critiquait son obsession pour les équilibres budgétaires ainsi que son image liée aux aspects les plus condamnables d'une économie considérée d'une "autre époque". En outre, on le définissait comme un financier aux manières "très françaises", pro-étranger et prétentieux, qui considérait ses interlocuteurs inaptes (de par leur formation économique insuffisante selon lui) à discuter des mesures qu'il avait prises. La critique de l'opposition au gouvernement d'Alessandri s'est donc concentrée sur la personne de Ross et de sa politique économique :

> « Monsieur Ross n'est rien d'autre qu'un grand spéculateur. Il sait appliquer son audace d'homme d'affaires à ses actions politiques, économiques et financières. Il n'est qu'un mystificateur [*arbitrista*], un opportuniste (...). Il ne possède absolument aucune préparation pour la gestion des finances d'une nation honorable. Ce n'est pas la même chose de gagner une fortune sur le tapis vert ou en spéculant à la bourse que d'administrer du bien-être, de la justice et de la tranquillité à un peuple. La gestion du Trésor public n'est pas un commerce. Sur ce point, ceux qui croient au talent et à la préparation de Monsieur Ross comme homme d'État se sont trompés » [228].

---

jeu de l'offre et de la demande doit être libre, telle une loi scientifique, sera au coeur du paradigme de recomposition de la théorie classique.

[228] Critique du dirigeant socialiste Marmaduque Grove. Cité par Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 106 ; « El señor Ross no es sino un gran especulador, y sabe aplicar su audacia de agiotista a sus actuaciones políticas, económicas o financieras. Es sólo un *arbitrista*, un oportunista... No tiene preparación alguna para manejar las finanzas de una nación que se respeta. No es lo mismo ganar una gran fortuna en el tapete verde o en

La différence fondamentale entre la doctrine de Ross et celle de son principal détracteur (le candidat du Front populaire, Pedro Aguirre Cerda) résidait en ce que le premier n'a jamais cru en "la fin de l'ère libérale", mais plutôt en une association entre secteur public et privé lesquels, profitant des avantages des marchés interne et externe, auraient pu contribuer à la modernisation du pays. Au contraire, Aguirre Cerda se posait en ferme défenseur de la nécessaire mise en place d'un "plan", dirigé et mis en œuvre par l'État, principal acteur et agent économique contrôlant à son tour les secteurs interne et externe de l'économie. Paradoxalement, alors que le discours de Ross était plus en accord avec le modèle économique nord-américain, il obtint un moindre soutien qu'Aguirre Cerda de la part des Etats-Unis. D'après Fermandois, cela s'explique par la conjoncture stratégique particulière des années précédant la Seconde Guerre mondiale. Les Etats-Unis avaient en effet besoin d'étendre leur zone d'influence en ralliant le maximum de pays et en œuvrant pour diminuer celle d'autres puissances comme le Japon, l'Allemagne et l'URSS.

"Lucha electoral entre Pedro Aguirre Cerda y Gustavo Ross", dans : *Pedro Aguirre Cerda: un hombre pequeño para un país grande*. [Chile] : [s.n], [1982]. Source : Memoria Chilena.

Gustavo Ross provenait d'un groupe social traditionnellement connu sous le nom d'"oligarchie chilienne", c'est-à-dire de l'élite qui concentra le pouvoir politique et économique du pays de manière exclusive jusqu'au premier quart du XXème siècle, et dont la richesse fut d'abord associée aux gisements miniers, à la propriété foncière et, dans une moindre mesure, au commerce et à l'industrie. Son capital social et intellectuel découlant de cette classe, il ne pouvait, en tant qu'homme de finances, adopter une autre vision

especulaciones de bolsa, que llevar bienestar, justicia y tranquilidad a un pueblo El manejo de la Hacienda pública no es un negocio. En esto se han equivocado los que creen en el talento y en la preparación del señor Ross como estadista ».

économique que celle du libéralisme classique. Seulement, son action politique subit le poids de la Grande Dépression et le succès postérieur des théories économiques structuralistes. En particulier, ses références théoriques en économie venaient de France[229], même s'il admirait tout particulièrement le modèle anglais. Ce n'était pas un homme avec une formation académique mais un professionnel autodidacte du monde de la haute finance internationale, qui forgeait son opinion sur la base de multiples lectures ainsi que sur la connaissance empirique des marchés mondiaux. Ross pâtit du mépris traditionnel des secteurs conservateurs chiliens envers le monde intellectuel et la culture populaire du XXème siècle chilien. Son attachement à la démocratie était d'ailleurs plus tactique qu'autre chose, puisqu'il confessait son admiration pour l'"autoritarisme développementaliste" incarné dans la figure du dictateur et économiste portugais Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970), pour qui le progrès économique pouvait seulement advenir au prix d'une discipline fiscale et politique de fer.

Le "libéralisme autoritaire" de Ross dérive de ses propres paroles, lesquelles sont un exemple frappant de son admiration pour l'individu et les élites, et de son mépris pour toutes les doctrines basées sur la prédominance de l'État et du collectif :

> « Pour moi, le communisme, le nazisme et le fascisme sont similaires ; ils représentent la destruction de l'individu par l'État ; je les répudie tous les trois avec autant de force. Lorsque la démocratie dégénère de telle manière qu'elle puisse être assimilée à l'un de ces trois régimes, elle ne mérité pas son nom et je la rejette. Moi, je défends le régime capitaliste et je n'ai pas peur de le dire ; je défends les principes de la démocratie, mais pas les abus … La démocratie est le gouvernement de la sélection et non pas de la masse inculte. Selon moi, le régime idéal de gouvernement est celui de l'Angleterre »[230].

Ross n'était pas non plus un homme attaché aux manuels théoriques classiques car son expérience financière le faisait douter de la validité de réflexions trop intellectuelles. D'après Fermandois, il a été même l'ultime expert "amateur", passionné par la gestion de l'économie

---

[229] Parmi ses références, on trouvait par exemple le français Jacques Rueff (1896-1978). Membre fondateur de la *Société Mont Pèlerin* en 1947, il fut l'un des économistes libéraux les plus importants du second après-guerre européen. Il fut un assidu promoteur du marché commun européen et du plan économique de la Cinquième République française. Durant une grande partie de sa carrière académique et politique, il fut reconnu comme l'un des plus grands critiques des idées de John Maynard Keynes ainsi que du dirigisme en économie. Parmi ses nombreux écrits, on distingue en particulier un article publié en 1976 où il annonce la fin de l'ère keynésienne ; voir dans Claassen, Emil-Maria, & Lane, Georges, (Eds.), *Oeuvres complètes de Jacques Rueff : Politique économique* (Vol. III), Plon, Paris, 1979.

[230] Lettre de Gustavo Ross à Rafael Urrejola. Paris, le 11 décembre 1937. Cité par : Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 120 ; « Para mí, comunismo, nazismo y fascismo son iguales ; son la destrucción del individuo por el Estado ; los repudio con igual fuerza a los tres. Cuando la democracia degenera en forma tal que se asemeja a cualquiera de esos tres regímenes no merece el nombre de tal y la repudio. Yo defiendo el régimen capitalista y no me asusta el decirlo ; defiendo los principios de la democracia pero no sus abusos... La democracia es el gobierno de la selección y no de la masa inculta. Para mí el régimen ideal de gobierno es el de Inglaterra ».

chilienne, avant l'arrivée des ingénieurs et des économistes professionnels de formation académique.

Par ailleurs, l'orientation anti-démocratique de Ross est en partie due à la nécessité de compter sur un pouvoir total qui lui permette d'implanter certaines institutions destinées à évoluer vers des systèmes politiques ouverts. En ce sens, il n'est pas vraiment éloigné du traditionnel idéal portalien de ce que l'on a qualifié plus tard de "démocratie restreinte", ou même "sous tutelle" (*tutelada*)[231], et qui représente très bien l'idéal politique de la droite chilienne tout au long du XXème siècle. La question de l'esprit de corps, de la défense des intérêts particuliers et du mépris pour le sort des majorités était au centre des critiques adressées à Ross, provenant même de secteurs dissidents du Parti conservateur, comme ce fut le cas pour la *phalange*[232]. Ce fut précisément à partir des accusations de ces jeunes sociaux-chrétiens, pour lesquels l'argent et le capitalisme étaient synonymes de perversion, que fut conçue l'image de Ross comme le "ministre de la faim", torpillant ainsi sa carrière politique. Pour les partis de la gauche marxiste, le ministre chilien était donc un agent de "l'impérialisme nord-américain", alors que les plus gros conflits qu'il avait eus à résoudre l'avaient opposé aux représentants des Etats-Unis au Chili. À ces éléments s'ajoute la tragédie de la "Caisse d'assurance ouvrière" (*Seguro Obrero*), qui généra une situation dans laquelle le modèle de Gustavo Ross, le "dernier des libéraux classiques", avait peu de marge de manoeuvre. Les résultats de l'élection de 1938, malgré les chiffres serrés du scrutin, ont en effet confirmé le poids de ce climat anti-libéral :

---

[231] Sur le concept de "démocratie restreinte" ou "sous tutelle" et ses origines dans l'histoire républicaine du Chili, voir l'oeuvre du sociologue Felipe Portales : Portales, Felipe, *Chile : una democracia tutelada*, Editorial Sudamericana, Santiago, 2000.

[232] À propos de la pensée de la jeunesse du Parti conservateur des années 1930, nous recommandons la lecture de ce bref ouvrage : Garretón Walker, Manuel, *Nuestro concepto de la política*, Lircay, Santiago, 1937 ; disponible à la *Biblioteca Nacional de Chile*. Pour une bonne synthèse des origines de la *phalange* voir le site Internet "Memoria Chilena" de la DIBAM, d'où est tiré l'extrait suivant : « L'effondrement du régime parlementaire, l'activation des mouvements sociaux, produits de la crise économique de 1929, l'apparition dans le monde de modèles politiques non libéraux et le grondement de la mobilisation estudiantine qui en finit avec la dictature de Carlos Ibáñez del Campo, contribuèrent à former un climat propice qui permit à un groupe de la Jeunesse conservatrice d'assumer une position critique face à la ligne officielle du parti, limitée à défendre le statu quo de la société et à prêcher la résignation chez les pauvres et la charité chez les riches. Les jeunes pensaient au contraire que des réformes visant à satisfaire les besoins du peuple et à stimuler la collaboration entre les diverses couches sociales devaient êtres impulsées par l'État. Les divergences avec les adultes s'accentuèrent vers la fin du gouvernement d'Arturo Alessandri, la jeunesse du parti décidant alors de soutenir Pedro Aguirre Cerda, candidat du Front populaire qui représentait la classe moyenne et basse, aux élections présidentielles de 1938. Cette scission aboutit à la formation d'un nouveau mouvement politique, la "*falange nacional*", où convergeaient un groupe restreint de professionnels formé aux enseignements de l'Église et certains députés conservateurs proches de la tendance sociale-chrétienne ». Source : Memoria Chilena. Document disponible sur : http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id_ut=lafalangenacional(1891-1957) (consulté le 21/05/2008).

> « (…) le naufrage [sic] de la candidature présidentielle du ministre en 1938 consolida les forces qui s'opposaient à l'économie politique internationale, laquelle apportait un soutien implicite à la gestion de Ross. Suite à cela, le modèle de "développement de l'intérieur", marqué par la peur de la concurrence extérieure, mais aussi par la volonté, également présente dans l'ambiance économique des années 1930, de capter les ressources financières non étatiques, acquit une force qui la fera survivre plusieurs décennies »[233].

2.1.2 La mission Klein & Saks : des *Money Doctors* qui annoncent le projet néolibéral

La période comprise entre 1938 et 1952 est communément connue au Chili comme l'époque des "gouvernements radicaux", marquée par l'installation du modèle de l'État de compromis. Tout au long de ces quatorze années, le principal parti politique fut sans nul doute le Parti radical, agissant comme charnière entre les partis de droite et ceux de gauche, formant des coalitions avec les uns et les autres, tout en démontrant toujours une forte appartenance aux structures de l'État. Son caractère pragmatique et l'utilisation de la situation politique internationale (la Seconde Guerre mondiale) lui ont permis d'obtenir trois mandats consécutifs : Pedro Aguirre Cerda (1938-1941), Juan Antonio Ríos (1942-1946) y Gabriel González Videla (1946-1952), chacun marqué d'un sceau différent et fruit d'une alliance politique conjoncturelle. Ces trois gouvernements vont également contribuer à mettre en place le modèle économique d'*Industrialisation par substitution d'importations* (ISI) qui concentre alors la majeure partie de l'économie productive sous la houlette de l'État.

Cependant, dans les années 1950, ce modèle commence à être questionné, notamment par la droite qui formait alors un bloc intégrant conservateurs et libéraux. Dans ce cadre, le journal *El Mercurio* occupa un rôle central, en diagnostiquant une crise profonde dont le point de départ coïncidait avec le lancement des politiques du Front populaire à partir de 1939, qu'il qualifia de "socialisantes" et destinées à l'échec. D'après Sofía Correa[234], le quotidien omit volontairement de mentionner la participation – vingt ans auparavant – de figures clés de la droite et du patronat national dans la mise en place du modèle ISI (par

---

[233] Fermandois, Joaquín, *Op. cit.*, p. 134 ; « ... (este cuadro nos indica cómo) el naufragio de la candidatura presidencial del Ministro en 1938 consolidó las fuerzas que se oponían a la economía política internacional que estaba implícita en el desempeño de Ross. Con ello la fuerza del modelo de "desarrollo hacia adentro" y del temor a la competencia externa, como la captación de recursos financieros no estatales, que también estaba presente en el ambiente económico de los años 1930, aunque no en el Ministro, adquirió una fuerza que la hará pervivir por varias décadas ».

[234] L'un des meilleurs travaux sur le thème de la droite chilienne et sans doute également sur la période de la mission Klein-Sacks est celui réalisé par Sofía Correa : Correa, Sofía, *Con las riendas del poder. La derecha chilena en el siglo XX*, Editorial Sudamericana, Santiago, 2004.

exemple, on distingue le rôle d'Arturo Matte et de Jorge Alessandri[235]). La principale cause de l'échec économique, selon *El Mercurio*, résidait ainsi dans la tentative du Front populaire d'améliorer "artificiellement" les conditions de vie de la population sans provoquer en parallèle une augmentation équivalente de la production, ce qui entraînait une inflation croissante. Afin d'atteindre ce "bond en avant" social, on abusa donc de l'intervention étatique dans le processus économique. Il en résulta, selon *El Mercurio*, un État "hypertrophié" et disproportionné face à la capacité productive réelle du pays :

> « L'État a le devoir de respecter la propriété privée des moyens de production, fondée sur la protection des libertés économiques et politiques de la citoyenneté. Son échec comme promoteur et producteur de richesses, sans compter le fait qu'il était mauvais administrateur, est dû à son manque de sens commercial et à la nature propre des variations des prix sur le marché »[236].

D'après cette vision, la croissance "disproportionnée" de l'État et de sa bureaucratie avait absorbé les ressources propres et légitimes de l'entreprise privée, contredisant ainsi le plus essentiel des "principes économiques de base". En définitive, le diagnostic assurait que le "désordre social", les grèves et "le danger de coup d'État" pouvaient être évités à la seule condition de prendre le contrepied des politiques menées pendant les vingt années précédentes et de se remettre dans "le droit chemin" tracé par les décisions techniques. Pour ce faire, il fallait donc libérer l'économie des barrières artificielles qui la contraignaient à rester en deçà de ses capacités réelles. Selon les éditorialistes du quotidien, le plan de développement de l'industrie et de l'agriculture avait échoué[237], entraînant ainsi un manque chronique de devises et une augmentation constante de l'inflation. La solution ne pouvait donc pas provenir d'une nouvelle politique économique basée sur la capitalisation et l'augmentation de la production. L'intervention étatique devait être remplacée par les lois du

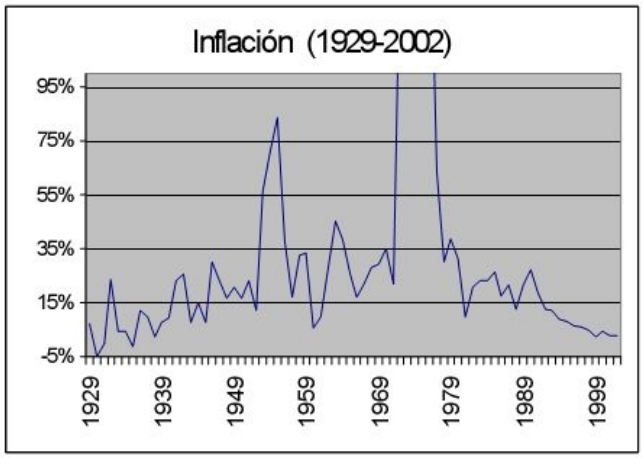
---

[235] Arturo Matte Larraín (1893-1980) fut avocat, éducateur (Société d'Instruction d'instruction primaire) et entrepreneur chilien. Avec son frère Luis Matte, il créa la Compagnie manufacturière de papiers et de cartons (CMPC) et fut pionnier dans le domaine de la plantation forestière. Il fut également ministre du gouvernement radical de Juan Antonio Ríos (1943-1944), fondateur et président de la Compagnie d'acier du Pacifique (CAP), Sénateur de Santiago (1951-1957), candidat présidentiel en 1952, homme politique et conseiller des deux présidents de la République : Arturo y Jorge Alessandri, respectivement son beau-père et son beau-frère. Par ailleurs, aussi bien Matte que Jorge Alessandri furent ministres des Finances sous les gouvernements radicaux, ce qui démontre que leur participation dans la politique économique pro-étatique fut plus directe que circonstancielle.

[236] Editorial, "Frenando el factor inflacionista fiscal", *El Mercurio*, 08/08/1959, p.3. Cité par : Soto, Angel, *El Mercurio y la difusión del pensamiento político económico liberal 1955-1970*, Centro de Estudios Bicentenario, Santiago, 2003, p. 72 ; « El deber del Estado es respetar la propiedad privada de los medios de producción, asentado en el amparo de las libertades económicas y políticas de la ciudadanía. Su fracaso como empresario y productor de riquezas, además de ser mal administrador, está dado por su falta de sentido comercial y la propia naturaleza de las fluctuaciones de los precios en el mercado ».

[237] Il s'agissait de moderniser l'agriculture des cultures de subsistance en la transformant en une production destinée à l'exportation. René Silva Espejo, directeur du journal *El Mercurio* en 1952 et secrétaire de la Société nationale de l'agriculture (SNA) depuis 1942, se trouvait à l'origine de ces principes.

marché et l'État devait se limiter à donner des orientations générales et à investir dans les travaux publics[238]. Il s'agissait par conséquent de couper court aux politiques "socialistes" en établissant un nouveau plan dont la première mesure devait être le contrôle de l'inflation.



Évolution de l'inflation au Chili (1929-2002).
Source : Morandé, F. & Noton, C.[239].

En 1955, se produit un changement important sous le gouvernement de Carlos Ibáñez del Campo[240]. Son administration décida en effet d'abandonner les politiques nationalistes et populistes inspirées du modèle péroniste argentin[241]. À partir de ce moment, le gouvernement forgea une alliance avec la droite afin d'éviter, entre autres choses, une

[238] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 193.
[239] Morandé, Felipe & Noton, Carlos, "La conquista de la inflación en Chile", *Base para la Conferencia del Presidente de la Sociedad de Economía de Chile*, Departamento de Economía, Universidad de Chile, 2004, p. 3.
[240] À propos du second gouvernement de Carlos Ibáñez del Campo, nous recommandons la lecture de l'étude de Tomás Moulian, actuellement disponible sur "Memoria Chilena" : Moulian, Tomás, *El gobierno de Ibáñez : 1952-1958*, FLACSO, Santiago, 1986. Sur le thème de l'ascension des groupes sociaux de classe moyenne et son incidence au cours de cette période, voir également : Barr-Melej, Patrick, *Reforming Chile : cultural politics, nationalism, and the rise of the middle class*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2001. Pour avoir une vision générale sur la relation ambivalente d'Ibáñez avec le populisme et le socialisme, se référer à : Drake, Paul, *Socialismo y populismo : Chile 1936-1973*, Eds. Universitarias de Valparaíso, Valparaíso, 1992. Voir également le texte de Verónica Valdivia portant sur la relation de l'"ibañisme" avec le nationalisme et le populisme : Valdivia Ortiz de Zárate, Verónica, *Nacionalismo e ibañismo*, Universidad Católica Blas Cañas, Santiago, 1995.
[241] Juan Domingo Perón avait établi des contacts politiques de longue date avec le Chili. Au cours de son second mandat, il réalisa une visite officielle à Santiago entre le 20 et le 26 février 1953, durant laquelle il offrit au Président Ibáñez de signer un pacte commercial entre leurs deux pays ainsi qu'avec le Brésil (l'ABC). Cet accord posait les fondements d'une alliance supposée du Cône Sud visant à affronter ainsi le double danger de l'influence nord-américaine et du marxisme. Perón méprisait autant les partis politiques chiliens de droite que ceux de gauche. C'est pourquoi il conseilla à Ibáñez de privilégier son indépendance. Perón fut renversé en 1955 et Ibáñez décida de constituer un pacte avec la droite pour terminer son mandat le mieux possible. Il en a été finalement tout autrement. Sa gestion fut erratique et caractérisée par des alliances politiques instables et une inflation à deux chiffres (de 40% en 1953 le pays est passé à 86% en 1955). De plus, sa politique d'ajustement économique austère, à partir de 1955, généra mécontentement et agitation populaire, obligeant ainsi Ibáñez à s'éloigner de la droite.

inflation incontrôlable[242]. Cependant, les leaders de ce camp possédaient déjà une idée plutôt claire du modèle de développement dont, selon eux, le pays avait besoin. Ainsi ils contactèrent Washington et embauchèrent les économistes nord-américains Julius Klein y Julien Saks[243] afin d'élaborer un plan économique général, lequel a constitué, d'après Sofia Correa, "la première proposition politique économique orthodoxe à court terme et de lente libéralisation de l'économie chilienne"[244].

Caricature de René Ríos Boettiger (Pepo), ***La mission Klein-Saks impose un plan d'ajustement d un fort coût social,*** **Topaze, 15/11/1957 ;** disponible sur *Memoria Chilena.*

Les technocrates nord-américains ont rapidement diagnostiqué un déséquilibre entre la consommation et la capacité productive de l'économie chilienne. L'explication monétariste était simple : le déficit budgétaire contraignait l'État à des émissions d'argent non compensées par la production, ce qui finissait par influencer les prix à la hausse. Ceci conduisait à une nouvelle augmentation des salaires qui, à son tour, accentuait le déficit

[242] Voir notamment un texte relativement ancien mais qui explique bien l'origine et le développement de l'inflation au Chili depuis la fin du XIXème siècle jusqu'en 1960 : Davis, Tom, "Eight Decades of Inflation in Chile, 1879-1959 : A Political Interprétation", *The Journal of Political Economy*, Vol. 71, nº 4, 1963, p. 389-397.

[243] Cette entreprise de consultants nord-américains était connue pour les bonnes relations qu'elle entretenait avec le Fonds monétaire international, en plus d'être fidèle à ses recommandations. Ces économistes avaient déjà effectué un travail au Pérou, sur lequel le Chili possédait déjà des informations, dans des rapports élaborés par ses spécialistes quant à la réévaluation de la monnaie péruvienne et des subventions étatiques. Voir : Editorial, "Progress to Prosperity", *Time*, Jun.13-1955, p. 1-4.

[244] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 201.

fiscal, alimentant sans fin un cercle vicieux néfaste pour le pays. Les causes leur paraissaient évidentes : la taille énorme du secteur public, les dépenses fiscales excessives pour le poste des rémunérations, la bureaucratie et le faible investissement public dans le secteur productif. Les politiques des deux dernières décennies avaient, d'après eux, découragé l'investissement privé à cause des restrictions excessives : régulation des prix, indexation des salaires, contrôle des importations et du type de change, en plus de la protection de certaines "industries artificielles" face à la concurrence étrangère [245].

Les mesures conseillées par la mission s'inscrivent dans la lignée de l'orthodoxie classique. En d'autres termes, il fallait en premier lieu se charger du problème de l'inflation en réduisant le déficit fiscal et en rompant l'indexation des salaires sur les prix (mesure keynésienne). Cette décision visait à promouvoir le retour de la liberté de négociation et de rémunération dans le but d'avancer ensuite vers la libéralisation du commerce extérieur. Il fut également proposé d'éliminer les subventions, le contrôle des prix et les monopoles publics et privés. D'après Sofia Correa, ces mesures n'ont pas été particulièrement bien accueillies par le patronat chilien dans son ensemble, malgré le soutien inconditionnel de certains secteurs de la droite ainsi que du quotidien *El Mercurio*[246]. Selon cette auteure, cette réaction de la droite chilienne n'est pas le fruit d'une vision corporatiste et à court terme comme le soutiennent d'autres auteurs comme Tomás Moulian y Marcelo Cavarozzi[247], mais tient précisément au fait que les recommandations de la mission Klein & Saks ne constituaient pas un plan intégral dont aurait bénéficié ce secteur en terme d'intérêts à long terme. Si l'on se réfère aux avis contemporains, cet ensemble de mesures et de recommandations était plus un "plan de sauvetage à court terme" qui n'impliquait pas une vision d'ensemble de l'économie puisqu'il expliquait la crise inflationniste en termes exclusivement monétaires.

Selon les principales organisations patronales de l'époque, les économistes nord-américains se sont surtout trop préoccupés de l'inflation sans penser à augmenter le crédit ou la production. Seul *El Mercurio* continuait à défendre inconditionnellement le travail de la mission, considérant ses rapports et recommandations comme un premier pas vers le

---

[245] Nous avons choisi d'utiliser la même expression que propose Sofía Correa dans son intéressante étude consacrée à la droite chilienne au XXème siècle : *Ibid.*, p. 201.

[246] Selon Tomás Moulian, les mesures proposées par la mission Klein & Saks effectivement mises en pratique furent : une plus grande libéralisation du commerce extérieur, un contrôle plus strict de l'expansion du crédit bancaire, un sévère contrôle des réajustements salariaux (en-dessous de l'inflation espérée), la suppression des subventions des biens de première nécessité et une hausse compensatoire des allocations familiales. Moulian, Tomás, *Op. cit.*, p. 39.

[247] Voir : Cavarozzi, Marcelo, *The Government and the Industrial Bourgeoisie in Chile : 1938-1964*, (thèse non publiée), Berkeley, University of California at Berkeley, 1974.

nécessaire “assainissement” de l’économie. Le quotidien insistait particulièrement sur le fait que les politiques adoptées grâce à l’apport de ces économistes avaient permis d’éviter l’effondrement des prix nationaux, empêchant de fait le désordre public, la chute des institutions démocratiques et même – utilisant un argument propre à la période de la Guerre froide – le renforcement du “communisme”. Le journal accusa ainsi le gouvernement et le Congrès national de favoriser la durée de la crise et lui reprocha l’absence d’un programme global de transformations. Correa insiste fort bien sur ce point lorsqu’elle affirme que *El Mercurio* pouvait difficilement se désintéresser de la mission puisqu’il avait été le principal promoteur de sa venue au Chili. Cela l’amenait à prendre le risque de défendre des positions qui pouvaient l’éloigner de l’opinion de la majorité de la droite[248].

Les crises économique et sociale de la décennie de 1950, tout comme l’usure politique du gouvernement d’Ibáñez, ont offert l’opportunité à la droite, pour la première fois depuis 1938, de récupérer le pouvoir exécutif à travers les élections de 1958. Le contexte mondial et l’influence des Etats-Unis en pleine Guerre froide avaient en effet convaincu le monde conservateur chilien de la nécessité d’abandonner toute politique de renforcement et de collaboration avec l’État, et ainsi de réinstaller une économie libérale sous l’impulsion et la direction de l’État. Le discours pour la liberté est également devenu idéologique et inflexible pour ce secteur de la société chilienne selon lequel il n’y avait plus de compromis possible entre “liberté et communisme”. Le capitalisme était donc l’unique option viable face à l’interventionnisme étatique “socialiste” et l’ultime refuge des libertés politiques démocratiques. D’après Correa[249], cette politique somme toute dichotomique provoqua à droite une négation de sa participation active dans les gouvernements radicaux de la décennie antérieure ainsi que dans la formation même du modèle d’État de compromis. Cette position obligea alors cette frange de la droite à réviser et à réinterpréter son histoire récente, qualifiant les vingt années précédentes de période de prédominance exclusive du centre-gauche.

Ainsi, dans le nouvel espace de lutte internationale, la droite s’ouvrit un chemin pour mener à bien son projet de modernisation capitaliste sans alliance ni transaction politique. Il lui manquait simplement un support théorique qui lui soit propre, aussi influent que la CEPAL pouvait l’être à cette époque pour la région. Ce programme en question ne venait pas d’Europe comme le voulait la tradition intellectuelle du XIXème siècle, mais d’une université du centre-est des Etats-Unis.

---

[248] *Ibíd.*, p. 206.
[249] *Ibíd.*, p. 207.

2.2 Messianisme, abstraction mathématique et "vérité scientifique"

2.2.1 Un groupe avec une mission

S'il est une caractéristique qui identifie clairement les économistes formés à l'École d'économie de l'Université de Chicago[250], c'est probablement leur tradition intellectuelle spécifique et leur vision du monde qu'ils ressentent le besoin de transmettre. Cette appréhension de la discipline comme une "science normative" s'est consolidée plus particulièrement aux Etats-Unis en réaction à la révolution keynésienne et à l'augmentation de l'interventionnisme étatique à partir des années 1930.

Juan Gabriel Valdés souligne néanmoins que la vision orthodoxe et le conservatisme de l'École de Chicago peuvent être datés du moment même de sa création, en 1892, lorsqu'elle reçut de généreuses donations privées comme celles de John D. Rockefeller (1839-1937), raison pour laquelle certains contemporains se référait à elle comme l'*Université de la Standard Oil*[251]. Il est indéniable qu'il existait un haut niveau de concordance entre les leaders industriels qui utilisaient leurs ressources pour construire un vaste système d'éducation supérieure aux Etats-Unis et le groupe d'universitaires qui les assistaient dans cette tâche. Cette initiative contribua à bâtir une réputation essentiellement conservatrice et *pro-business* à l'Université de Chicago, confirmée tout au long de la décennie de 1890 ainsi qu'au début du XXème siècle. Cependant, c'est seulement à partir des années 1930 que se forme un groupe d'économistes conservateurs remarquables dirigés par Jacob Viner autour de cette Université[252]. Parmi eux, on distingue en particulier les figures de Henry Simons, Frank Knight et Lloyd Mints. À cette rénovation s'ajoutait le grand développement des sciences sociales au sein de la même Université grâce à l'apport de Charles Merriam et à la présence du philosophe néo-conservateur Leo Strauss. Les enseignements de ce dernier ont eu un impact fort sur la naissance de l'idée d'"économiste philosophe", dont la mission serait de défendre en permanence les véritables principes et valeurs de l'économie classique.

Knight et Simons furent les professeurs les plus influents de l'École d'économie. Cette influence provient de leur insistance, au-delà de toute connaissance technique ou des

---

[250] Pour une interprétation intéressante de l'histoire de cette école de pensée, voir : Stigler, George, "La Escuela de Chicago", *Estudios Públicos*, n°47, 1992.

[251] Coats, Alfred William, "The Origins of the Chicago School", *Journal of Political Economy*, 71, February-December 1963. Cité par : Valdés, Juan Gabrial, *Pinochet's Economists : The Chicago School in Chile*, Cambridge University Press, Cambridge (UK), 1995, p. 53.

[252] Ceci n'empêcha pas la présence d'autres courants de pensée économique à l'intérieur même de l'Université de Chicago (institutionnalisme, socialisme), mais dénuée du poids et de l'influence des premiers.

fondements théoriques, à établir la valeur non négociable de la liberté individuelle (*individual freedom*) que Knight décrivait comme "la passion irrationnelle pour la rationalité objective [*desapasionada*]" [253]. Simons, quant à lui, fut chargé d'enseigner les principes fondamentaux de cette vision dans ses cours de "Théorie des prix" et de "Finances publiques". Á cette époque apparaît son texte, *A positive program for Laissez Faire* (1934), dans lequel il lance un appel, véritable manifeste en faveur de la préservation de la liberté personnelle dans la vie économique face à l'interventionnisme étatique de l'après Grande Dépression. Ces hommes furent ainsi les créateurs du style qu'un autre économiste de renom de Chicago et prix Nobel, George Stigler, définit comme un "prêche économique", si caractéristique des diplômés de cette école et dont l'impact sur ses étudiants produit encore aujourd'hui de véritables "conversions" et une singulière conception de l'économiste : "(…) un croisé dont le travail est d'éliminer les préjugés afin que les gens puissent évaluer les problèmes en toute lucidité"[254].

Cependant, cette tradition s'essouffla lorsque ses principaux mentors s'en détachèrent pendant la période de la Seconde Guerre mondiale[255]. Elle retrouva son prestige lors de l'incorporation du jeune Milton Friedman en 1946. Ce dernier appartenait à la première génération d'étudiants formés sous la direction du groupe fondateur, avec George Stigler, Rose Director Friedman, Allen Wallis et Aaron Director. Friedman devint alors la figure intellectuelle la plus remarquable au sein du groupe, et le plus fervent défenseur des idées du libre marché. Ainsi se clôturait la phase de transition entre l'ancienne et la nouvelle École d'économie de Chicago qui se consolidera seulement dans les années 1950.

La vision économique de Chicago prit réellement sa forme la plus aboutie dans les années 1930, quand Keynes publia *The General Theory of Interest, Money and Employment* (1936), réfutant la classique "Loi de Say"[256] avec l'argument qu'à long terme, les forces

---

[253] Nous conseillons à ce propos un texte très intéressant sur la personnalité et l'influence de Frank Knight sur ses étudiants : Stigler, George, "Frank Knight as Teacher", *The Journal of Political Economy*, Vol. 81 (nº3), 1973, p. 518-520.

[254] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 57; « (...) a conception of the role of the economist as a crusader, whose job it was "to divest people of prejudices, to have them see the questions as they are" ».

[255] Certains, comme Henry Simons, décédèrent et d'autres, comme Jacob Viner, émigrèrent vers d'autres universités.

[256] La "Loi de Say" correspond à un principe, attribué à l'économiste français Jean-Baptiste Say (1767-1832), affirmant qu'il ne peut y avoir de demande sans offre. Un des éléments fondamentaux de cette loi est que la récession n'est pas la conséquence d'un problème au niveau de la demande ou d'un manque d'argent. Plus on produit des biens (pour lesquels il existe une demande), plus ces biens qui seront alors sur le marché (offre) constitueront une demande pour d'autres biens. D'après cette théorie, la prospérité doit augmenter en stimulant la production et non pas la consommation. Selon Say, la création de plus de monnaie entraîne seulement de l'inflation. En d'autres termes, plus d'argent disponible pour demander les mêmes biens n'implique pas une hausse réelle de la demande.

réelles de l'économie tendraient vers l'équilibre du plein emploi. Sa principale critique s'adressait aux classiques politiques déflationnistes comme méthode de lutte contre la dépression économique. Il insistait également sur l'importance du rôle de l'État pour assurer un volume global de demande destiné à garantir le plein emploi. Après des décennies de chômage persistant en Angleterre et dans d'autres pays capitalistes, Keynes livrait enfin une explication convaincante de l'origine du problème, et proposait une série de prescriptions, appliquées pendant et après la guerre. Ceci en fit d'ailleurs le principal courant de pensée économique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, tant au niveau gouvernemental qu'académique. Ainsi, la prédominance indiscutable de la vision keynésienne au sein des plus prestigieuses universités des deux pays a peu à peu favorisé la professionnalisation de la discipline tout comme son prestige intellectuel parmi l'élite culturelle et politique anglo-saxonne.

D'après Valdés, face à l'imparable nouvelle orthodoxie macro-économique keynésienne, la "tradition orale" de l'Université de Chicago apparut comme une sorte de bastion de résistance d'un groupe réduit d'initiés aux fondements de la "vérité" économique :

> « (…) Ceux d'entre nous qui étions si préoccupés par la liberté et la prospérité en danger, du fait du poids croissant du gouvernement, du triomphe de l'État-providence et des idées keynésiennes, ne constituions qu'une petite minorité considérée comme un groupe d'excentriques par la grande majorité de nos collègues »[257].

Cette caractéristique de groupe "marginalisé", ou d'"initiés", Valdés la décrit comme celle d'une "secte rationnelle" qui finit par devenir l'École d'économie de Chicago à partir des années 1940. Pour ce groupe, il devint en effet absolument nécessaire de freiner la tendance "collectiviste" en Occident, ce que Friedrich Hayek nommait "*Le chemin de la servitude*"[258], à travers le rétablissement de l'enseignement de l'économie classique. Pour ce faire, il fallait répandre ces idées au-delà de l'université, en recrutant aussi bien de nouveaux adhérents au sein des irréductibles défenseurs du libéralisme que parmi ceux qui demeuraient attirés par l'exhaustive logique économique de Chicago. Aux alentours de 1950, Chicago était donc déjà reconnue par ses pairs nord-américains comme une école et une doctrine aux paradigmes bien définis.

---

[257] Friedman, Milton, *Capitalism and Freedom*, The University of Chicago Press, Chicago, 1975, p. 6. Cité par Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit*, p. 60 ; « (…) Those of us who were deeply concerned about the danger to freedom and prosperity from the growth of government, from the triumph of welfare state and Keynesian ideas, were a small beleaguered minority regarded as eccentrics by the great majority of our fellows intellectuals ».

[258] La première édition du livre de Hayek date de mars 1944. Elle fut publiée en Angleterre et par la suite, la même année, à l'Université de Chicago : Hayek, Friedrich, *The Road to Serfdom*, University of Chicago Press, Chicago, 1944.

Le renforcement de cette vision économique a su tirer parti des premières fissures visibles de l'orthodoxie keynésienne. Ainsi, tout comme ce fut le cas pour la théorie classique au début du XXème siècle, la "nouvelle économie" a commencé à être critiquée à la fin des années 1940. Ce changement fut en partie dû à la prépondérance indéniable de la problématique du chômage, et de ses conséquences les moins désirées et plus craintes comme l'inflation. De même, l'arrogance avec laquelle les économistes les plus expérimentés traitent leurs collègues plus jeunes tend à produire le délaissement d'une critique constructive et démontre un problème de dépendance de l'autorité. Le monétarisme s'est alors transformé en refuge intellectuel et, ultérieurement, en outil pour la "contre-révolution" théorique mettant l'accent sur l'explication du problème de l'inflation ainsi que sur les politiques nécessaires pour la surmonter, ce que le keynésianisme n'était pas en condition de faire, du moins d'une manière si claire et si directe.

Valdés insiste en ce sens sur l'importance de la figure de Milton Friedman dans les années 1950 comme un second facteur de diffusion et de consolidation de la vision économique de Chicago. C'est effectivement au cours de ces années que Friedman publie trois travaux qui assoient les bases de la "contre-révolution monétariste" : (1) *The Quantity Theory of Money : A restatement* (1956), (2) *Program for Monetary Stability* (1959) et (3) *Capitalism and Freedom* (1957-1962). Ce dernier revêtit plus particulièrement la qualité de manifeste de la philosophie économique et des fondements idéologiques renforçant et consolidant cette école de pensée économique.

2.2.2 L'économie comme science normative

Un des éléments centraux de la vision de l'École économique de Chicago réside dans la définition de sa discipline – et plus particulièrement de son propre courant – comme une science positive, c'est-à-dire conçue comme étant sur le même plan que les sciences de la nature[259]. Cependant, l'utilisation de concepts tels que celui d'"équilibre général" ou d'"utilité maximale individuelle" rendent non seulement compte d'une vision philosophique de l'être humain, mais aussi du "devoir être" de la société en termes politiques et sociaux (nous soulignons ici l'aspect normatif de ce courant de pensée). Valdés le résume d'ailleurs fort bien :

> « Chicago représente (1) un courant particulièrement fort et cohérent d'économie idéologique et positive, en plus d'une méthodologie instrumentale qui,

[259] Nous utilisons ici la distinction effectuée par les philosophes Wilhelm Dilthey et Heinrich Rickert, lesquels reconnaissent deux types de sciences : les sciences de la nature et celles de l'esprit ou de la culture.

> finalement, place la validation de ses hypothèses dans le domaine de l'activité politique et sociale. Héritière d'une longue tradition de défiance et de mépris pour la politique, Chicago constitue également (2) l'"avant-garde extrême" du processus contemporain de pénétration de l'économie dans la pensée politique »[260].

De fait, l'École de Chicago paraît donc être une doctrine combinant une avant-garde intellectuelle néo-classique en économie et une approche des notions économiques de la pensée politique. L'économiste joue ainsi le rôle d'un réformateur radical bien au-delà de la théorie économique pure (ou neutre), assumant de cette manière le caractère normatif qu'il assigne à sa discipline[261]. Il ne désire pas seulement comprendre le monde économique et expliquer ses lois, il veut le transformer en ce qu'il *devrait être* à partir de la vision particulière qu'il possède de "la nature"[262]. L'École de Chicago choisit ainsi de fusionner les aspects positifs et normatifs de la discipline, liant de manière incontournable science économique et politique économique. Citons à ce propos les paroles de Milton Friedman lui-même :

> « Concernant la politique économique, Chicago défend la croyance dans l'efficacité du libre marché comme moyen d'organiser les ressources, d'imposer le scepticisme quant à l'intervention du gouvernement dans l'économie et de mettre en avant la qualité de la monnaie comme facteur clef de l'inflation. Dans le débat portant sur la science économique, "Chicago" prône une approche qui prend sérieusement en compte l'usage de la théorie comme outil pour l'analyse d'un large éventail de problèmes concrets, plutôt qu'une abstraite structure mathématique d'une grande beauté mais peu utile ; une approche qui insiste sur la vérification empirique des généralisations théoriques et qui refuse tant les faits sans théorie que la théorie sans les faits »[263].

---

[260] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 62 ; « Chicago represents (a) a particularly coherent and forceful articulations of ideological and positive economics, bestowed with an instrumentalist methodology which, in the end, locates de validation of its hypothesis in the area of social and political activity. (b) Inheriting a long tradition of economic mistrust and contempt for politics, Chicago constitutes the "*extreme vanguard*" of the process of contemporary penetration of economics into political thought ».

[261] Selon Pablo Baraona, économiste chilien formé à l'Université de Chicago, le caractère positif de la théorie économique de Chicago est avéré, notamment par sa capacité objective de prédiction au-delà de tout principe moral. D'après cette vision, la théorie monétaire n'est pas abstraite dans la mesure où elle analyse les problèmes concrets et valide ses hypothèses par la vérification empirique. Voir à ce sujet : Baraona, P., *Curso de economía monetaria*, Sociedad de Fomento Fabril, Santiago, 1966. Cité par : Boisard, Stéphane, *L'émergence d'une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1955-1983)*, Thèse soutenue à l'Université de Toulouse 2, Le Mirail, Toulouse, 2001.

[262] À propos de la représentation naturaliste et du langage abstrait en économie, nous conseillons la lecture de la thèse de Mariana Heredia consacrée aux économistes argentins : Heredia, Mariana, *Les métamorphoses de la représentation. Les économistes et le politique en Argentine (1975-2001)*. École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris, 2007. Thèse défendue à l'EHESS, le 2 juillet 2007, en vue de l'obtention du diplôme de Docteur en sociologie.

[263] Friedman, Milton, "Schools at Chicago", *University of Chicago Magazine* (autumn 1974), 1974, p. 11-16 ; « In discussion of economic policy, Chicago stands for belief in the efficacy of the free market as a means of organizing resources, for skepticism about government intervention into economic affaire, and for emphasis on

Ainsi, en nous fiant à l'argumentation de David Wall[264], nous pourrions résumer les traits distinctifs de l'économiste de Chicago de la manière suivante. Tout d'abord, la théorie est pour eux d'une importance vitale (*"theory matters"*[265]). Ensuite, cette dernière devient insignifiante si elle ne s'insère pas dans un contexte empirique qui la valide et, enfin, en l'absence de preuves du contraire, la meilleure solution est toujours le marché.

Un autre aspect non moins important du rôle de l'économiste est le pouvoir que lui confère sa maîtrise de la théorie. Selon Boisard, cette caractéristique est renforcée par le côté scientifique de l'économie, qui découle de l'introduction des mathématiques et de la modélisation complexe tout au long du XXème siècle[266]. Cette nouvelle donne provoqua en effet chez les économistes une fascination pour les outils mathématiques et les modèles abstraits[267], alors à la portée des seuls initiés et créant de ce fait une frontière infranchissable entre le savoir "expert" et le savoir "profane" :

> « (…) Il permet à l'économiste de réaffirmer sa position en tant que seul interprète possible de la société et détenteur de la vérité. Ce que Pierre Bourdieu a résumé dans un aphorisme : *le pouvoir véritable de la magie des énoncés réside dans le mystère du ministère* »[268].

Ceci trouve également sa confirmation dans la propre vision de Friedman qu'il livre dans ses *Essays in Positive Economics*[269], lorsqu'il définit l'économie moderniste comme une science axiomatique et mathématique, laquelle – en tant que discipline – est indépendante de la forme, de la valeur, de la beauté ou de la bonté ; en un mot de toutes les quantités non mesurables. Ce fonctionnalisme moderniste et antihistorique montre tout le dédain ressenti pour les traditions culturelles ou intellectuelles issues de la société[270].

---

the quality of money as a key factor in producing inflation. In discussions of economic science, "Chicago" stands for an approach that takes seriously the use of economic theory as a tool for analyzing a startlingly wide range of concrete problems, rather than as an abstract mathematical structure of great beauty but little power ; for an approach that insists on empirical testing of theoretical generalizations and rejects alike facts without theory and theory without facts. »

[264] Wall, David, *Chicago Essays in Economic Development*, p. vii., University of Chicago Press, Chicago, 1972. Cité par Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit*, p. 66.

[265] Milton Friedman avait pour habitude d'employer cette phrase pour insister sur l'importance du corpus théorique néo-classique.

[266] Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 126-127.

[267] Voir : Montecinos, Verónica, *Economics and Power, Chilean economists in government 1958-1985*, Thèse de doctorat défendue à l'Université de Pittsburg en 1988, Pittsburg.

[268] Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 127.

[269] Voir : Friedman, Milton, *Essays in Positive Economics*, University of Chicago Press, Chicago, 1953.

[270] À propos de la critique du langage des économistes, voir : McCloskey, Deirdre, *The Rhetoric of Economics* (2nd ed.), University of Wisconsin Press, Wisconsin, 1998.

Si l'on se réfère maintenant à Valdés, il existe au moins trois éléments centraux derrière la vision normative de l'économie de l'École de Chicago : le *marché*, le *gouvernement* et le *monétarisme*.

Dans un premier temps, le *marché* (1) est considéré comme le cadre naturel de l'échange individuel libre et informé entre individus. De la même manière, il constitue le paradigme de la liberté et de l'organisation sociale libre non coercitive. C'est également le centre et l'objectif de l'accumulation économique scientifique. L'individu évolue donc dans ce cadre et est considéré comme un être rationnel et "maximisateur" d'utilité, caractéristiques à l'origine de toute activité économique.

En exerçant naturellement son libre arbitre (*free will*), les être humains réalisent de ce fait des transactions économiques bilatérales qui, par définition, sont volontaires et informées selon Friedman. Les "autres" servent alors de moyens pour atteindre ses propres objectifs personnels ; situation définie comme l'application du principe de "libre consensus mutuel". C'est ainsi que se construit la notion fondamentale de marché à partir des définitions d'Adam Smith et de la croyance sans bornes au principe d'efficience de l'*optimum parétien*[271]. Il s'agit en effet d'un état d'équilibre naturel et d'harmonie sociale basé sur l'échange individuel qui, comme cadre central de l'analyse, n'est pas réellement affecté par les complexités de la société moderne (entreprise, division du travail, argent disponible, capital social et culturel, entre autres). L'individu est donc conçu comme une entité maximisatrice et utilitaire qui calcule ses avantages et ajustements à partir des opportunités qu'il rencontre à l'intérieur d'un marché dans lequel les autres individus adoptent le même type de comportement rationnel. De fait, le marché est l'unique espace où il est possible de parvenir à une liberté totale et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'encourager sa création et son développement. La liberté est effectivement rendue possible parce que le marché fonctionne en générant de la concurrence[272] et en empêchant la coercition à tous les niveaux.

Dans un second temps, suivant cette conception, un gouvernement peut occuper deux fonctions légitimes : arbitre du jeu et interprète des lois communes à tous les participants. Dans la mesure où un marché opère avec une plus grande liberté, Friedman postule qu'il

[271] Enoncé par Vilfredo Pareto (1848-1923), le concept d'efficience de Pareto (également dénommé "optimum de Pareto" ou "optimum parétien") correspond à une situation d'ensemble dans laquelle un individu ne peut améliorer sa situation sans détériorer celle d'un autre individu. Source : Osborne, Martin & Rubenstein, Ariel, *Course in Game Theory*, MIT Press, 1994, p. 7.

[272] À propos de la définition et de la défense du concept de *concurrence parfaite* selon la vision économique de Chicago, voir : Stigler, George, "Perfect Competition, Historically Contemplated", *The Journal of Political Economy*, Vol. 65 (nº 1), 1957, p. 1-17.

devient plus démocratique et que, par conséquent, la présence d'un pouvoir coercitif n'est plus nécessaire. Le marché est ainsi un mécanisme qui permet de réduire la contrainte au minimum, donc en d'autres termes d'éliminer la nécessité d'un gouvernement et, en fin de compte, de la politique.

Pour autant, dans la longue tradition de l'École de Chicago, et reprenant le principe d'Adam Smith, le gouvernement (2) est envisagé comme une sorte de monopole inhibiteur de la liberté effective puisqu'il refuse toutes les alternatives individuelles possibles d'une transaction particulière[273]. Des auteurs tels que Milton Friedman ou encore Gary Becker ont même avoué leur préférence pour les effets nocifs des monopoles privés (naturels ou non) par rapport à la régulation étatique[274]. Selon cette doctrine, le respect des règles, des lois et de l'ordre comme autant de remparts contre la pression qu'un individu peut exercer sur un autre, est plus important que le gouvernement. Cependant, pour Friedman, l'une des tâches essentielles du gouvernement demeure la définition et la défense du droit de propriété, tout comme le maintien d'un schéma monétaire hors de toute influence politique.

Ainsi, le troisième élément clé aux yeux des représentants de l'École de Chicago auquel nous nous référions plus haut correspond au monétarisme, ou, comme Friedman préférait le nommer : l'adhésion à la Théorie quantitative de la monnaie. En d'autres termes, il s'agit de la théorie économique fondée sur la relation de causalité existant entre la quantité d'argent en circulation et le niveau général des prix. De ce fait, une augmentation de la masse monétaire entraîne une hausse des prix :

> « La principale proposition du monétarisme est que l'inflation est en tout temps et en tout lieu un phénomène monétaire. Son principal corollaire est que seule une croissance lente et constante du taux de l'offre monétaire – en accord avec la croissance réelle de l'économie – peut garantir la stabilité des prix »[275].

L'argument mis en évidence est celui de l'économie classique pré-keynésienne postulant que le niveau général des prix n'augmentait pas si la quantité d'argent se maintenait constante, puisque le secteur privé s'ajustait automatiquement. Friedman déduisit de ce

---

[273] Concernant la vision de la relation entre les économistes et l'État, nous conseillons la lecture de l'article de George Stigler à ce sujet : Stigler, George, "The Economist and the State", *The American Economic Review*, Vol. 55 (nº 1/2), 1965, p. 1-18.

[274] Au sujet de la vision des monopoles des économistes nord-américains et, en partilculier, de l'École de Chicago, voir : Stigler, George, "The Economists and the Problem of Monopoly", *The American Economic Review*, Vol. 72 (nº2), 1982, p. 1-11.

[275] Macesich, George, *Monetarism, theory and policy*, Praeger, New York, 1983, p. 3. Cité par Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 60 ; « The principal tenet of monetarism is that inflation is at all times and everywhere a monetary phenomenon. Its principal corollary is that only a slow and steady rate of increase in the money supply – one in line with the real growth of the economy – can ensure price stability ».

raisonnement que l'instabilité des prix tirait principalement sa source de la politique fiscale, monétaire, et des actions régulatrices des gouvernements[276]. Cet argument était la principale raison de son opposition à la doctrine keynésienne qui postulait que les variations des dépenses publiques, les impôts et la dette publique pouvaient stabiliser le niveau des prix et de l'économie réelle. Ce qui était alors en jeu était finalement la défense du principe d'équilibre général, du marché comme espace privilégié d'échange et de la non-ingérence gouvernementale dans l'économie.

Pour les économistes de l'École de Chicago, l'économie est avant tout la "science du marché", du choix des foyers et des entreprises fondées à l'intérieur du marché. Elle forme un système rationnel dont la logique est de répondre, au final, à des décisions libres et individuelles de ses membres. En dernière instance, l'ordre de la société ne provient donc pas d'une autorité mais du marché et du mécanisme rationnel/naturel qu'il implique. Si le corpus de Chicago pouvait se réduire à une seule théorie, ce serait d'après Karl Brunner celle de la Théorie des Prix, capable d'expliquer pratiquement tout type de phénomène social[277]. En ce sens, elle est d'ailleurs considérée comme la clef du paradigme scientifique social, au-delà d'un quelconque apport de la sociologie, de l'histoire ou de la science politique :

> « Seule l'économie est, en particulier l'économie basée sur la théorie des prix, possède une valeur analytique sur le plan social »[278].

> « La vision sociologique défend généralement la théorie de la bonne volonté du gouvernement et présente des conclusions en faveur d'un pouvoir étendu et illimité. Une application de l'analyse économique, au contraire, nous alerte sur le fait que les politiciens et les bureaucrates correspondent à des entrepreneurs sur le marché politique. Ils recherchent la satisfaction de leurs propres intérêts et tentent de trouver les stratégies optimales en fonction de ces intérêts. Aussi, ce qui est optimal pour eux ne l'est quasiment jamais pour l'"intérêt public" »[279].

---

[276] Voir son ouvrage fondamental relatant l'histoire monétaire des Etats-Unis dans lequel il développe avec certainement le plus de force cet argument : Friedman, Milton, & Schwartz, Ana Jacobson, *A Monetary history of the United States, 1867-1960*, Princeton University Press, Princeton N.J., 1971.

[277] Karl Brunner (1916-1989) est un économiste d'origine suisse qui émigra aux Etats-Unis en 1943 et travailla à l'Université de Chicago. Son principal sujet d'étude fut la nature du processus de provision de l'argent (*money supply*) et la philosophie de la science.

[278] Valdés citant Brunner à propos de sa vision des sciences sociales. Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 77 ; « Only economics and, specially, economics based on the price theory, are of analytical value in social matters ».

[279] Klamer, Arjo, *Conversations with economists : new classical economists and opponents speak out on the current controversy in macroeconomics*, Rowman & Allanheld, Totowa, N.J., 1984, p. 185. Cité par Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 77 ; « The sociological view typically supports the goodwill theory of government and yields conclusions favoring a large and unlimited government. An application of economic analysis, in contrast, alerts us to the fact that politicians and bureaucrats are entrepreneurs in the political market. They pursue their own interests and try to find optimal strategies attending to their interests. And what is optimal for them is hardly ever optimal for the "public interest" ».

En définitive, l'attachement strict à un modèle basé sur un équilibre parfait selon l'*optimum parétien* tend vers une théorie qui, plus que l'internalisation du monde, représente celui-ci conformément à sa conception préalable. D'après Valdés, cette démarche conduit même – dans des cas extrêmes – à rejeter ou du moins à considérer comme erronés les résultats empiriques qui pourraient entraîner une révision des principes de rationalité et d'optimisation des acteurs. Les partisans d'une telle doctrine essaient alors d'ajuster le monde réel aux hypothèses de travail et aux modèles.

L'économiste comme grand gestionnaire du social assume donc la double mission d'expliquer la réalité et de produire les règles du jeu de la société. Ces dernières sont impersonnelles et valides en tout temps et en tout lieu, puisqu'elles découlent du principe universel du marché et des lois de la concurrence. Compris de cette façon, l'économiste est donc considéré comme l'ultime garant de la liberté individuelle, laquelle crée la société. Sa tâche peut donc être perçue comme transcendantale puisqu'elle va au-delà de la simple compétence technique pour s'élever alors à la sphère philosophique, et même au rang de ce que l'on pourrait dénommer une mission "quasi-religieuse".

La défense du marché et de la liberté individuelle prônée par Friedman implique de plus un encouragement à l'action. En effet, il s'agit d'une connaissance qui serait considérée comme fausse si elle restait du domaine de la théorie, et ne prétendait pas changer le monde. Cette conception de l'économie s'accompagne donc d'un appel à l'action et à l'engagement dans le cadre de la politique publique. Néanmoins, la politique n'est pas conçue comme un domaine d'analyse propre mais plutôt comme un champ réduit à un marché d'intérêts, tout comme le processus démocratique. Tel est l'un des éléments les plus déterminants de la vision économique proposée par l'École d'économie de Chicago et qui a développé l'image d'une communauté de "vrais" économistes, apparemment détenteurs d'une vérité révélée sur le pouvoir rédempteur du marché. C'est ainsi que, selon Valdés, ces économistes se sont convertis en philosophes moraux et sociaux suivant le chemin – d'après le concept de Max Weber – d'une "secte rationnelle".

2.3 La convention entre l'Université Catholique du Chili et l'Université de Chicago

La période écoulée depuis la fin du gouvernement d'Arturo Alessandri Palma (1938), la succession de gouvernements radicaux (1938-1952) jusqu'à l'expérience politique du *caudillo* populiste Carlos Ibáñez del Campo (1952-1958) est ainsi marquée par la mise en

place du modèle d'"État de compromis". L'expression désigne un État caractérisé par un fort interventionnisme en termes de contrôle du commerce international, de la régulation des salaires, de l'émission monétaire, de la protection de l'industrie nationale ainsi que de la création et de la nationalisation de diverses entreprises considérées comme stratégiques. La théorie économique alors en vogue était celle du "structuralisme", défendu par les économistes de la CEPAL, et dont les fondements théoriques se trouvaient – entre autres – dans les thèses de l'économiste anglais John Maynard Keynes. Le libéralisme de l'école classique disparut pratiquement du débat public et des amphithéâtres universitaires, aussi vite qu'il avait été propulsé sur le devant de la scène politique et académique dans les premières décennies du XXème siècle, à l'instar du "libéralisme pragmatique" des années 1930.

C'est seulement à partir de la moitié des années 1950 que les idées des libéraux ont commencé à être de nouveau débattues, quoique timidement, sur la scène publique, mais cette fois depuis le prisme de la Guerre froide et suivant une conception positiviste de l'économie que l'on qualifiera plus tard de "monétarisme" ou de théorie "néo-classique". Pour autant, il s'agissait indubitablement d'une position très minoritaire, défendue par quelques irréductibles partisans du libéralisme classique réunis autour du journal *El Mercurio*, mais surtout de la nouvelle génération d'économistes qui se formaient à l'Université Catholique du Chili (PUC) à partir de 1955.

La mise en perspective de l'instauration de l'économie libérale fondée sur ledit paradigme "néo-classique" depuis 1973, rend nécessaire de se référer à l'influence de l'École d'économie de l'Université de Chicago et de la Faculté d'Économie de l'Université Catholique du Chili. Ces deux institutions avaient d'ailleurs signé un accord de coopération en 1955 qui instaurait, entre autres, un échange de professeurs et la mise en place d'un programme de bourses de troisième cycle. Les étudiants chiliens bénéficiaires de ces bourses étaient envoyés exclusivement à l'Université de Chicago pour faire leurs études.

La PUC avait quant à elle été créée en 1888 par l'Église catholique, en réponse à ce qu'elle perçut comme une vague montante de laïcisation de la société chilienne. Le monde conservateur catholique chilien cherchait ainsi à contrecarrer l'influence croissante de l'Université du Chili dans la vie politique et culturelle du pays. D'après Ricardo Krebs[280], cette première étape d'installation et de consolidation s'étend jusqu'au début des années 1950, alors que l'Université accroît considérablement ses domaines de connaissances et

[280] Krebs, Ricardo, Valdivieso, Patricio, & Muñoz, María Angélica, *Historia de la Pontificia Universidad Católica de Chile : 1888 – 1988*, Ediciones Universidad Católica de Chile, Santiago, 1994.

d'enseignement, de même qu'elle développe ses infrastructures en créant, notamment, des sièges régionaux et en augmentant sa capacité d'accueil d'étudiants. Pendant les années 1957-1967, l'Université doubla ainsi le nombre d'étudiants inscrits, cessant de ce fait d'être le bastion du conservatisme catholique chilien pour s'ouvrir à de nouveaux secteurs socio-économiques et politiques, tout en préservant clairement son identité catholique. Durant ces années d'expansion, la PUC signa aussi des accords avec des universités étrangères. Il convient de mentionner à cet égard le travail accompli avec l'Université de Chicago qui, d'après les études de Stéphane Boisard[281] et de Juan Gabriel Valdés[282], était spécialement destiné à rénover la Faculté d'économie, conformément aux préceptes de ce qui était considéré comme la "véritable science économique" dans cette institution nord-américaine[283].

Notons que cet accord universitaire fut tout d'abord proposé à l'Université du Chili, mais le directeur de la Faculté d'économie, Luis Escobar Cerda, le rejeta en raison du caractère présumé "orthodoxe" et idéologique de la formation économique de l'Université de Chicago et de son refus d'établir une coopération avec d'autres groupes universitaires chiliens. À cette époque, la PUC ne possédait pas le prestige international, l'influence ni même la taille de l'Université du Chili. Son caractère confessionnel suscita, de prime abord, quelques résistances de la part des organisateurs nord-américains chargés du projet, habitués à travailler avec des universités publiques ou même privées, mais sans filiation expressément religieuse.

Selon Juan Gabriel Valdés, le "transfert idéologique" opéré entre le Département d'économie de l'Université de Chicago et la Faculté d'économie de la PUC fut un processus organisé par les autorités des deux institutions à l'aide de certains acteurs essentiels. S'y s'ajouta un groupe d'hommes d'affaires chiliens, des conservateurs qui désiraient faire revivre les idées du *libre marché* à partir de la seconde moitié des années 1950. En guise

---

[281] Boisard, Stéphane, *Op. cit.*
[282] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*
[283] Jusqu'alors, il n'existait à la PUC depuis 1920 qu'une école de commerce (*Academia de Economía y Estudios Comerciales*) où étaient enseignés les principes de la comptabilité, de l'administration et des mathématiques, mais très peu d'économie. D'après les étudiants de l'époque, le niveau académique n'atteignait pas les "standards" universitaires requis. En effet, la plupart des professeurs étaient avocats et ne possédaient qu'une connaissance limitée de la science économique. De plus, leur relation contractuelle n'incluait que rarement un cursus à temps complet. Enfin, il fallait ajouter une bibliothèque peu fournie en textes économiques. Cette situation offrait donc un fort contraste avec celle de l'Université du Chili. Consulter : Krebs, Ricardo, Valdivieso, Patricio, & Muñoz, María Angélica, *Historia de la Pontificia Universidad Católica de Chile : 1888 – 1988,* Op. cit.

d'hypothèses explicatives de cet état de fait, Valdés propose certains éléments d'analyse clés :

i. Le transfert idéologique effectué depuis l'École d'économie de l'Université de Chicago fut, à l'origine, encouragé en 1955 par l'ICA (*International Cooperation Administration*) relevant du gouvernement des Etats-Unis, et dans le cadre du programme d'aide aux pays en développement. En effet, l'ICA avait besoin d'un interlocuteur qui lui permît de commencer l'"expérience" d'insertion du Chili dans l'univers des idées les plus conservatrices qui se développaient alors aux Etats-Unis concernant le libre marché. Il s'agissait donc de combattre et de fournir un contrepoids à ce qui était perçu comme une "conception socialiste" dans l'enseignement de l'économie au Chili (le structuralisme cépalien) et ainsi transformer l'administration économique du pays en une dizaine d'années.

ii. L'Université de Chicago, institution chargée de "transmettre" le message, était connue pour "produire" un certain type de professionnels de l'économie ; clause qui n'était pas négociable dans l'accord originel proposé aux universités chiliennes (Université du Chili et PUC). Cette disposition procédait vraisemblablement de l'opposition de cette école aux théories du développement proposées par les Nations Unies par l'intermédiaire de la CEPAL et, en second lieu, du fait de l'expérience unique des économistes de Chicago concernant la théorie du *capital humain*. Cette théorie intéressait particulièrement les responsables des programmes d'assistance du gouvernement nord-américain.

iii. L'entité "réceptrice", en l'occurrence la PUC, présentait précisément une déficience en matière de formation d'économistes, ce qui n'était pas le cas au sein de l'Université du Chili. Cette fragilité favorisait l'idée d'une restructuration totale qui permettait de créer un département d'études économiques et, en même temps, de servir d'appui technique à une classe d'entrepreneurs en plein essor.

iv. Les conditions immédiates de ce transfert ont été minutieusement organisées. On envoya effectivement un groupe d'étudiants chiliens à l'Université de Chicago, méticuleusement sélectionnés par les professeurs de cette même université. Cette sélection minimisa l'éventualité de "déviation" dans la socialisation des futurs détenteurs de la connaissance. L'éloignement "idéologique" vis-à-vis d'un continent en plein changement social renforça une certaine idée messianique du

groupe et d'une "science persécutée pour des raisons politiques", imposant dans le même temps une vision positive du rôle de l'Université de Chicago comme seule référence légitime de ces idées importées.

v. Le processus d'implantation de ces concepts "transférés" intervint à l'intérieur d'un groupe spécifique d'étudiants et d'intellectuels de la PUC. Non seulement ce groupe se réappropria les concepts, mais il les reproduisit également *via* l'enseignement et la recherche, et adapta même le modèle de transfert aux autres pays latino-américains comme l'Argentine et la Colombie.

vi. La capacité à rendre opérationnel le modèle de transfert dépendait de la possibilité de modifier complètement le milieu dans lequel il serait appliqué, c'est-à-dire dans le cas présent, le microcosme de l'enseignement économique de la PUC. En revanche, les probabilités de réaliser un tel changement au niveau "macro-social" étaient, à cette période, complètement nulles du fait des caractéristiques de la société chilienne, de son système politique et de sa tradition d'un État fort et centralisé. D'après Valdés, les idées de Chicago constituaient une produit importé, étranger aux entrepreneurs et aux économistes chiliens mais aussi à la classe politique traditionnelle, y compris à ceux qui s'identifiaient encore au capitalisme du XIXème siècle chilien. Les changements suggérés n'étaient pas réalisables dans le contexte d'"État de compromis" qui marquait la société chilienne entre 1938 et 1973. En effet, l'implantation du modèle en question exigeait une révolution complète de la conjoncture politique et sociale du pays.

vii. La "socialisation"[284] croissante de la société et de l'économie qui intervint sous les gouvernements d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970) et de Salvador Allende Gossens (1970-1973), couplée à la polarisation idéologique et politique, a peu à peu provoqué une situation favorisant l'essor de l'influence du "groupe de réception", au moment où la crise mit fin à la démocratie chilienne et que s'ouvrit une brèche en faveur d'une réaction autoritaire.

[284] Nous avons ici utilisé le concept de "socialisation" dans son acception politique développée dans les années 1960-1970 au Chili, et non pas dans son acception sociologique. À cette époque, le terme désignait la participation croissante de la classe moyenne et des secteurs populaires à l'activité politique, tout comme le transfert de la propriété privée à l'État par le biais direct de la nationalisation d'entreprises, de la Réforme agraire ou de la participation directe des syndicats à la prise de décisions administratives au sein des entreprises privées.

viii. Le cadre fourni par la crise et l'établissement d'une dictature militaire ont facilité l'hégémonie des idées importées dix-huit ans auparavant. À partir de 1974, les économistes s'emparent du pouvoir étatique et permettent la transformation radicale et accélérée de l'économie et de la culture chilienne.

Ces huit points proposés par Valdés rendent compte du cadre dans lequel a lieu le passage à un nouveau type de libéralisme économique au Chili. Ce libéralisme ne s'inspire pas des théoriciens classiques de l'Europe des XVIII et XIXèmes siècles, ni des coutumes et traditions du commerce international observées jusqu'alors au Chili. Il n'est pas davantage lié au courant philosophique et économique libéral lancé à l'Université du Chili par l'économiste français Gustave Courcelle-Seneuil dans les années 1850. On assiste plutôt, à partir des années 1950, à l'importation d'une conception singulière du libéralisme, né pendant l'entre-deux-guerres en réaction à l'interventionnisme étatique démocratique (à la manière de Keynes) ainsi qu'à ses versions totalitaires de gauche (comme le collectivisme soviétique) et de droite (tel le fascisme développementaliste).

2.3.1 Les acteurs en jeu

L'accord de coopération entre l'Université de Chicago et la PUC n'aurait pu se concrétiser aussi rapidement sans la participation de trois acteurs centraux : Albion Patterson, Theodore W. Schultz et Julio Chaná. D'après Valdés[285], ces derniers, dont le véritable mentor est le professeur Dr. Arnold Harberger, peuvent effectivement être qualifiés à juste titre de "pères" des *Chicago Boys*. Par la suite, d'autres individus auront une grande influence sur le développement de cette élite intellectuelle si particulière. Citons par exemple Agustín Edwards, propriétaire du journal conservateur le plus influent du Chili (*El Mercurio*) et, plus tard, le général Augusto Pinochet.

Albion Patterson joue un rôle fondamental dans la conception du modèle d'aide au développement (l'"idéologie du développement" selon Valdés) que les Etats-Unis lancent dans les années 1950, dans un contexte international de Guerre froide et de frein à l'expansion de la gauche au niveau mondial. L'intérêt de Patterson pour l'économie est né au cours de son séjour au Paraguay en tant que consultant en matière agricole. Cette expérience et le manque d'information technique disponible en Amérique latine l'ont convaincu de la nécessité de former des cadres hautement qualifiés dans le domaine de l'économie agricole.

[285] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 108.

Patterson considérait en effet que la formation trop "étatiste" des économistes locaux leur donnait une vision réductrice de l'économie. Néanmoins, il appréciait leur critique du *latifundium* ainsi que leur soif de modernisation. Ainsi Patterson ne pouvait concevoir son projet sans économistes et techniciens bien préparés, notamment pour prendre des décisions au niveau gouvernemental et éviter ce qu'il dénommait l'"instabilité politique chronique" des gouvernements de la région. Selon lui, les économistes devaient prendre de la distance en se tenant éloignés du conflit politique. Leur efficacité dépendait de leur niveau d'excellence et de leur objectivité technique. Néanmoins, il ne s'agissait pas de n'importe quelle technique, mais de celle issue des organisations sociales et économiques nord-américaines, "la meilleure" (selon Patterson) que ce pays pouvait exporter. On peut ici souligner ce que Valdés analyse comme : "L'impulsion fondamentale de l'esprit missionnaire nord-américain (…). L'ingénuité [qui] est peut-être une des caractéristiques typiques des missionnaires en tout genre"[286]. Cette attitude démontrait le sentiment de l'incontestable supériorité de la civilisation nord-américaine que l'Amérique latine devait reconnaître.

Par ailleurs, c'est également au Paraguay qu'Albion Patterson établit son premier contact avec Theodore Schultz, doyen de l'École d'économie de Chicago, véritable expert dans les domaines de l'agriculture et du développement économique. Cet homme lui sembla présenter la posture "la plus moderne" et constituer un modèle pour les consultants qu'il avait rencontrés. En 1953, Patterson arriva au Chili – depuis le Paraguay – pour diriger le programme *AID Point Four*, remplaçant l'ancien conseiller nord-américain à l'agriculture, considéré comme "arrogant" par les autorités locales. Patterson proposa immédiatement au gouvernement du président Carlos Ibáñez del Campo[287] la mise en place du *Plan Chillán* afin de favoriser le développement agricole et intégral de cette zone du sud du pays. En effet, le nouveau directeur du programme considérait que le Chili possédait, malgré les faiblesses évidentes de sa formation académique, des connaissances techniques bien plus pointues qu'au Paraguay. Lors des discussions menées afin de mettre en oeuvre ce plan, Theodore Schultz commenta à Patterson ses études sur le *capital humain*. Cette présentation, s'il l'on en croit Valdés, fit grande impression auprès de Patterson, donna un fondement

[286] *Ibíd*, p. 111.
[287] Il s'agit de la seconde présidence du général Carlos Ibáñez del Campo (1952-1958), qui s'était présenté comme candidat civil à la tête d'une coalition hétérogène de partis politiques (composée d'une faction socialiste, de socio-chrétiens, et même de radicaux), mais dont le modèle était le modèle national-populiste argentin du général Juan Domingo Perón. Voir : Bizzarro, Salvatore, *Historical Dictionary of Chile* (3rd ed.), The Scarecrow Press, Toronto, 2005.

“scientifique” à ses convictions concernant l’importance de l’éducation dans la croissance économique, et le conduisit à envisager le projet de coopération universitaire.

Patterson avait une bonne relation avec le recteur de l’Université du Chili, Juan Gómez Millas, auquel il proposa tout d’abord cet accord d’échange universitaire financé par le gouvernement nord-américain, à réaliser sous la direction des professeurs de l’Université de Chicago. Ces derniers étaient effectivement censés organiser la “modernisation” de la filière économique au sein de l’Université du Chili. Ils devaient aussi mettre en place un programme de bourses de troisième cycle à Chicago. Cependant, cette proposition fut rejetée par le recteur qui considérait que les professeurs de la Faculté d’économie – majoritairement “structuralistes” – seraient fortement opposés au projet, du fait de la réputation “conservatrice” des économistes de Chicago et du parrainage des Etats-Unis. Valdés affirme pourtant que le rejet de Gómez Millas n’était pas tant de nature idéologique mais concernait plutôt la restriction de l’accord à une seule université américaine, point qui n’était en aucun cas négociable pour Patterson. En d’autres termes, l’accord devait se réaliser avec l’Université de Chicago, ou ne pas se réaliser du tout. Selon nous, le refus de l’offre de Patterson semblerait plutôt découler de la première explication : une perception critique du type d’économie enseigné à Chicago vis-à-vis des courants structuralistes et développementalistes prédominants à l’Université du Chili.

La même année, en 1954, le recteur de la PUC, l’évêque Alfredo Silva Santiago, contacta Patterson sollicitant son aide pour la réorganisation du département d’agriculture de l’Université[288], lequel comptait un grand nombre d’étudiants issus des familles de grands propriétaires terriens (*latifundistas*) les plus importantes du pays. Patterson lui proposa un autre projet et parvint à le convaincre de travailler avec lui dans le cadre d’un programme pour la formation d’économistes qui vit le jour moins d’un an après cette première réunion :

> « Nous étions tous excités ; il était important pour le pays d’introduire l’économie à l’Université afin de parvenir à un équilibre dans la pensée économique du pays. Nous y étions : le meilleur groupe de libre marché allait nous venir en aide. Nous étions en train d’offrir une alternative »[289].

[288] Il existe au Chili, encore de nos jours, la carrière professionnelle d’“ingénieur agronome”, appellation utilisée pour se référer à ce qui est internationalement reconnu comme une formation technique en agriculture.
[289] Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 116. Entretien personnel avec Albion Patterson (1984) ; « We were all excited ; this was a great thing for the country, the introduction to economics at the graduate level to strike a balance in the economic thought in the country. There it was, the best free market group to come and help. We were giving an alternative ».

Cette citation de Patterson reflète bien son désir de réduire l'influence du structuralisme et du marxisme dans la formation des économistes chiliens. Il a même été accusé d'avoir "infiltré" le gouvernement chilien et les universités, alors qu'en ce sens, le poids des théories de Keynes et du cépalien Raúl Prebisch a été beaucoup plus déterminant. On ne peut omettre de remarquer le langage propre à cette période de Guerre froide[290] pendant laquelle la lutte ne se livrait pas seulement dans le domaine militaire et politique, mais aussi dans celui de la connaissance liée à l'économie et à l'organisation sociale. La prédominance de l'Université de Chicago s'explique précisément par la nécessité de compenser la pensée économique de "gauche" en recourant à l'école économique du libre marché (*Free Economics*) la plus réputée des Etats-Unis. Finalement, il ne s'agit pas simplement d'un accord de soutien externe comme il était convenu à l'origine, mais bel et bien d'une sorte d'appropriation d'une faculté fragile par une autre institution forte de sa tradition académique[291].

Les autorités de la PUC avaient démontré, depuis les années 1950, leur malaise vis-à-vis de la domination de l'enseignement de l'économie "structuraliste" au Chili. Déjà, en 1953, elles s'étaient opposées à la création d'une "faculté type" (*modelo*) commune aux deux universités pour l'enseignement des théories du développement au Chili, lors de la Conférence des facultés de sciences économiques tenue à Santiago[292]. À cette occasion, l'avocat et professeur de la PUC, Julio Chaná Cariola, s'opposa à une telle idée. D'après lui, la création de ce type de faculté nuisait à l'autonomie de sa propre faculté. Cela mettait surtout en péril les enseignements de l'Église catholique face à la prédominance d'une autre entité (l'Université du Chili) où prévalaient les orientations "franc-maçonnes", "marxistes" et "matérialistes" en tout genre.

Dans ce contexte, le doyen Julio Chaná et son équipe commencèrent la modernisation de la Faculté d'économie de la PUC[293]. Ils intégrèrent tout d'abord dans l'organigramme des ingénieurs commerciaux, civils, des avocats, des éducateurs et des dirigeants patronaux chargés de transmettre leur savoir et surtout leur expérience en matière de commerce. Chaná possédait qui plus est la conviction et la nécessité de s'appuyer sur des professeurs étrangers

---

[290] L'ambassadeur nord-américain au Chili de l'époque (1953-1956), Willard L. Beaulac, se référait même à la Faculté d'économie de l'Université du Chili comme un "nid de communistes". Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 117. Voir aussi : http://www.nndb.com/people/848/000121485/ (consulté le 17/05/2008).

[291] Valdés définit ce processus comme une véritable "transplantation institutionnelle et idéologique" par le biais de l'éducation.

[292] Cela se produisit en particulier dans le cadre du Congrès de l'union des universités Latino-américaines, qui eut lieu à Santiago du Chili en 1953.

[293] Parmi les proches collaborateurs du doyen, mentionnons par exemple Alberto Neumann, Hugo Hanisch (Directeur et Secrétaire de la Faculté), Ricardo Cox et Domingo Arteaga.

qui pourraient enrichir le programme de l'enseignement économique. Ce fut par l'intermédiaire d'un ancien élève de la PUC diplômé du MIT[294], Patricio Ugarte Hudson, que Chaná prit contact avec les responsables du programme d'aide internationale du gouvernement des Etats-Unis et, en particulier, avec Albion Patterson.

Sur ce point, nous partageons l'interprétation de Valdés sur le fait que ces contacts ne furent pas étrangers à la difficulté de parvenir à un accord avec des institutions qui proposaient un type de libéralisme pragmatique très éloigné du conservatisme classique à caractère hispaniste, qui prédominait au sein de la PUC et de la droite chilienne de la seconde moitié du XXème siècle. Cette tension se ressentit à l'intérieur du noyau des autorités de la PUC où l'influence intellectuelle des Etats-Unis, "protestante et libérale", par rapport à la tradition européenne classique – et aux enseignements de l'Église catholique –, n'était pas bien considérée.

Au début, Chaná et son équipe proposèrent à Patterson de créer un institut dédié à la promotion de l'investissement étranger lié à la Faculté d'économie de la PUC. Ce dernier accepta le projet posant comme seule condition l'amélioration de la formation économique à l'Université. L'application de cette requête était essentielle pour que les autorités américaines mettent en place le plan d'aide proposé. Pour sa part, Patterson insista sur l'exclusivité contractuelle avec l'Université de Chicago. Ainsi, au cours du mois de janvier 1955, avec l'assentiment de toutes les autorités de la PUC et d'Albion Patterson, l'accord général spécifiant les caractéristiques de l'échange académique se précisa :

> « Nous sommes convaincus que le développement économique national doit essentiellement provenir de l'initiative du capital privé. Par conséquent, nous ne sommes pas partisans de politiques de planification des ressources économiques du pays, lesquelles supposeraient une seule orientation. Nous prônons en revanche une étude systématique de nos conditions et de nos ressources dans le but de rendre efficace l'investissement du capital privé… Afin d'atteindre notre objectif, il nous manque un élément indispensable : nous avons besoin de ces experts ou leaders capables de donner l'orientation nécessaire pour gérer le mieux possible notre économie nationale par l'application de ressources privées »[295].

---

[294] *Massachusetts Institute of Technology* (*MIT*).

[295] Valdés, Juan Gabriel, *Op.cit.*, p. 124. Extrait de la lettre envoyée par Julio Chaná à Albion Patterson le 27 janvier 1955 ; « We are convinced that national economic development should be realized essentially trough the initiative of private capital. We are not, therefore, in favor of planning policies of the country's economic resources which suppose a unique direction, but of a systematic study of our conditions and resources in order to give efficacy to private capital investment … To get to our objective we are lacking an element which is indispensable : we lack those experts or leaders who can provide the necessary orientation to obtain the maximum promotion of our national economy through the application of private resources ».

Patterson dut également composer avec la méfiance de certains professeurs nord-américains chargés d'évaluer le projet, pour lesquels le fait d'établir un accord avec une université catholique, où les principes religieux pouvaient interférer avec le travail strictement scientifique, posait un problème de taille quant à la viabilité du plan. Afin de résoudre cette appréhension, Chaná proposa immédiatement d'établir comme principe inaliénable la non-interférence religieuse et idéologique dans l'enseignement de la "science économique" à l'Université. Aujourd'hui encore, cette particularité est constitutive de l'enseignement économique de la PUC[296]. Theodore Schultz fut chargé d'exposer les aspects centraux de cet enseignement dispensé à Chicago ce qui, d'après Valdés, aurait "fasciné" les autorités de la PUC, en particulier le doyen Chaná.

L'accord définitif entre les deux universités commença à prendre forme en juin 1955, après obtention de l'autorisation de l'ambassade nord-américaine pour qu'un groupe de professeurs de cette nationalité puisse s'installer au Chili, créer une école de troisième cycle en économie et ainsi former du *capital humain*. Le 27 juin de la même année, Theodore Schultz, directeur du Département d'économie de l'Université de Chicago, arriva donc à Santiago accompagné d'autres universitaires au nombre desquels figurait Arnold Harberger, professeur d'économie de cette même entité. Après un séjour d'une semaine sur place pour discuter des détails de l'accord, l'équipe repartit aux Etats-Unis afin d'obtenir les autorisations requises dans les département de rattachement des enseignants. Les contrats entérinant l'accord –lesquels établissaient une période initiale de trois ans de travail – furent ainsi signés les 29 et 30 mars 1956.

Rétrospectivement, l'une des explications du succès du projet fut le soutien, dès le début, d'une série de personnalités et de dirigeants du patronat chilien de l'époque, qui aidèrent les nouveaux économistes se formant à la PUC à partir de 1955[297]. Pour ce groupe d'hommes d'affaires, la réintroduction du libre marché au Chili par la voie académique constitua de toute évidence une occasion de revaloriser leurs idées, et de préparer en même temps le terrain afin d'affronter le modèle « développementaliste » de *l'État entrepreneur*, avec pour arme le langage scientifique et le débat public. Elle permettait également de créer une élite

[296] Il dût pour cela affronter la dure opposition d'autres personnalités de l'Église chilienne comme l'évêque progressiste Manuel Larraín qui critiqua fortement la possibilité d'un échange entre une Université Catholique et une institution adhérant à la "branche la plus conservatrice de l'économie, où il n'existait pas la moindre considération pour la justice sociale". Voir : Valdés, Juan Gabriel, *Op.cit*. p. 125.

[297] On compta parmi eux le président de l'Association des banques de l'époque, Walter Müller, et Domingo Arteaga, Président de la Société nationale d'agriculture. Par la suite, l'appui d'Agustín Edwards Eastman, propriétaire du quotidien *El Mercurio* et héritier de l'une des familles les plus influentes de la société chilienne au plan économique, se révèlera crucial.

technocratique capable de reprendre les rênes du pays lorsque serait mise en place une économie libérale dérégulée et intégrée aux circuits du commerce international.

Même si nous cautionnons la thèse antérieure, l'information que nous possédons sur la période ne nous permet pas d'évaluer la conscience que les acteurs mentionnés avaient de la portée de cet un accord entre la PUC et l'Université de Chicago, et encore moins si l'on considère des circonstances historiques entourant la mise en pratique d'un modèle macro-social à partir de 1974. De plus, jusqu'à la moitié des années 1960, et même aux Etats-Unis, la théorie néo-classique monétariste était défendue par très peu d'experts puisque le paradigme dominant était le keynésianisme et les théories qui mettaient en évidence le rôle central de l'État en économie.

Si bien que le groupe d'économistes formés au sein de la PUC à partir de 1956 constituait un véritable îlot détaché des lignes directrices suivies par leurs collègues de l'époque, y compris celles appartenant aux tendances les plus conservatrices. Par conséquent, penser à une sorte de "plan" ou de "conspiration" destinée à changer complètement l'économie et l'enseignement de l'économie au Chili nous paraît donc exagéré. Soulignons cependant la force de cette idée : la constitution d'un groupe spécial et compact, détenteur d'un type de connaissance supposé supérieur à celui de ses pairs qui, par le biais de la pratique et du langage scientifique, essaiera de s'imposer tôt ou tard.

2.4 La lutte contre le structuralisme en économie.

2.4.1 La vision structuraliste

Les théories dites du "développement" ont dominé la sphère économique mondiale des années 1930 jusqu'au milieu des années 1970. Leur origine est diverse, mais elles apparurent dans un contexte spécifique, au moment où l'impact de la Grande Dépression s'est faite sentir au niveau mondial, ce à quoi s'est ajouté le rapide processus de décolonisation commençant avec la Première Guerre mondiale et s'accélérant à partir de 1945.

Le besoin de s'appuyer sur un corpus théorique permettant de penser le développement et la croissance économique des sociétés récemment libérées a donc été à l'origine de ces théories et de la massification de l'orthodoxie keynésienne. En Amérique latine, ces idées ont commencé à prendre la forme d'une théorie économique et de propositions concrètes de politique publique au début des années 1950, surtout par des publications de la Commission

économique pour l'Amérique Latine (CEPAL), et plus particulièrement avec les travaux de l'économiste argentin Raúl Prebisch[298], confiant foncièrement en la capacité de l'État à transformer la société[299].

Concernant le cas chilien, l'influence des économistes de la CEPAL tels Aníbal Pinto Santa Cruz[300] et Jorge Ahumada[301] a été fondamentale pour le développement de ces théories dans le pays. Pinto a laissé une empreinte considérable au niveau continental avec son ouvrage : *Chile : un caso de desarrollo frustrado*[302], dans lequel il explore les causes "structurelles" présumées du retard économique du pays. Il y expose également les possibilités de sortir du cercle vicieux du sous-développement.

En résumé, il est possible d'affirmer que le corpus théorique de la CEPAL comporte 9 caractéristiques essentiels :

i. Une critique des théories traditionnelles du commerce international, en particulier sur la nature de la relation entre centre et périphérie.
ii. L'explication des raisons qui favorisent l'industrialisation et l'analyse des principaux problèmes de la région.
iii. La planification étatique comme impératif pour le développement (réforme agraire et industrialisation par substitution d'importations).

---

[298] Raúl Prebisch (1901-1986) fut le principal représentant de la théorie "structuraliste" latino-américaine. Il fut professeur d'économie politique à l'Université de Buenos Aires, président de la Banque Centrale d'Argentine (1935-1943) et Secrétaire général de la CEPAL entre 1950 et 1963. Il fut un des inspirateurs de la "Théorie de la dépendance". Prebisch soutenait en effet que le commerce international et le type d'industries coloniales orientées vers l'exportation de matières premières avaient bloqué le développement de l'Amérique latine tout au long du XIXème siècle et toute une partie du XXème, générant ainsi des problèmes de dépendance vis-à-vis du "premier monde" (relation centre-périphérie) et l'enrichissement excessif de secteurs minoritaires de la population. Selon lui, pour que ces pays puissent entrer dans une dynamique de développement soutenu, il fallait qu'on leur permette de mettre en place un certain type de protectionnisme en matière de commerce extérieur ainsi que des stratégies de substitution des importations.
Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels l'on distingue : *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano* (rapport de la CEPAL de 1963) ; *La crisis del desarrollo argentino ;* et enfin *El desarrollo económico de América Latina y alguno de sus principales problemas* (1949). Ce dernier travail, connu comme "Le manifeste", le propulsa à la tête du secrétariat exécutif de la CEPAL (Source : CEPAL et EUMEDNET) : www.eclac.cl (consulté le 20/04/2008).

[299] Halperin Donghi Tulio, Conférence intitulée "*Una mirada histórica sobre la CEPAL en su tiempo*", Septième Chaire Raúl Prebisch, CEPAL, 16 août 2007.

[300] Aníbal Pinto Santa Cruz (1919-1996) fut un des économistes chiliens les plus reconnus en Amérique latine pour son travail au sein de la CEPAL et ses études théoriques. Formé à l'Université du Chili et à la *London School of Economics*, il fut par la suite professeur dans cette première université pendant de longues années.

[301] L'économiste chilien Jorge Ahumada, né en 1915, ingénieur agronome de profession, fut l'un des premiers chiliens à réaliser des études d'économie aux Etats-Unis et à obtenir un master à Harvard. Au début des années 1950, il fut recruté par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, la CEPAL, où il acquit un grand prestige. Dans le même temps, il fut un enthousiaste collaborateur de la Démocratie chrétienne, ami et conseiller du président Eduardo Frei Montalva, au point de participer à la rédaction de son programme de gouvernement. Parmi ses principaux ouvrages, distinguons "*En vez de la miseria*" (1958) et "*La crisis integral de Chile*" (1966)" ». Source : Memoria Chilena, 2004 : http://www.memoriachilena.cl/temas/documento_detalle.asp?id=MC0037114 (consulté le 30/04/2009).

[302] Pinto Santa Cruz, Anibal, *Chile, un caso de desarrollo frustrado*, Ed. Universitaria, Santiago, 1959.

iv. L'idée que les formes de financement externe doivent promouvoir le développement.

v. Le caractère fondamental de l'intégration régionale comme impératif pour le développement.

vi. Une explication de la nature "structurelle" de l'inflation en Amérique latine accompagnée de la critique des politiques conventionnelles de stabilisation.

vii. La définition de la "dimension sociale" du développement économique. L'analyse des facteurs sociaux qui le soutiennent et leurs effets dans la structure de l'emploi.

viii. La compréhension historique de la situation et la position de l'Amérique latine face aux politiques du commerce international et des échanges entre les "pays en voie de développement" et les nations industrialisées.

ix. Une vision intégratrice et globale des problèmes de développement dans la région et des "changements structurels" nécessaires pour promouvoir un développement plus dynamique et une distribution plus équitable des ressources[303].

En définitive, les idées centrales de la proposition cépalienne s'appuient dans un premier temps sur la prémisse d'une inégale distribution des bénéfices du commerce entre centre et périphérie, et, dans un second temps, sur l'inadéquation des mécanismes du marché concernant l'assignation des ressources nécessaires au développement ce qui implique un rôle central de l'État dans cette tâche. On peut retrouver ici le noyau du modèle de "développement de/vers l'intérieur" propre à ce que l'on a qualifié, entre 1938 et 1973 d'"État de compromis".

En réalité, il s'agissait de la mise en place, à partir de 1938[304], d'un système politique et économique qui reposait autant sur un processus de démocratisation croissant de la société que sur le développement économique dirigé par l'État. Ce modèle orienté "vers l'intérieur" était la réponse aux crises successives qui intervinrent à la fin de la Première Guerre mondiale et qui débouchèrent sur la Grande Dépression de 1929-1930. Néanmoins, la politique de substitution des importations ainsi que la planification de l'économie par l'État exigeaient des réformes structurelles, tant au niveau productif et fiscal qu'au niveau de la propriété foncière. La CEPAL considérait ces deux points comme essentiels et non négociables pour le succès de la stratégie développementaliste. Ces changements profonds s'effectuèrent cependant de manière graduelle et relativement limitée entre 1938 et 1964. C'est seulement à partir du gouvernement démocrate chrétien d'Eduardo Frei Montalva

[303] CEPAL, *El pensamiento de la CEPAL*, Editorial Universitaria, Santiago, 1969.

[304] Nous différons ici de la position de Stéphane Boisard qui date le début de cette période en 1930, avec la Grande Dépression. Nous soutenons pour notre part que ce qui se produit entre 1932 et 1938 n'est autre qu'une tentative de réinsérer le Chili dans l'économie mondiale, acceptant – certes – beaucoup des postulats keynésiens, mais toujours dans la perspective de l'économie libérale. Le pragmatisme démontré par le ministre des Finances, Gustavo Ross Santa María, rend compte de ce phénomène.

(1964-1970) que l'on a tenté de les favoriser par la mise en place d'une réforme agraire d'importance, accompagnée d'une série de mesures destinées à doter l'État de nouveaux pouvoirs en matière économique[305].

À la même période, l'État, à travers la Corporation du développement (*Corporación de Fomento*, CORFO), atteignit une participation majeure en tant que moteur de l'économie chilienne. C'est également à ce moment-là que se "chilenisa" l'industrie cuprifère[306] (la plus importante du pays du point de vue de la production) et que fut mis en place un ambitieux programme d'éducation, de logement et de santé pour les classes moyennes et pauvres de la population. À la fin des années 1950, ce modèle laissa entrevoir des signes d'épuisement cependant c'est seulement à partir de 1967 que l'État chilien commencera à ressentir l'usure de ces politiques.

---

[305] Avec l'arrivée au pouvoir de la Démocratie chrétienne en 1964, à travers la présidence d'Eduardo Frei Montalva, le processus de réforme agraire obtint une impulsion vertigineuse. Sous le slogan "la terre pour celui qui la travaille", le programme réformiste du nouveau gouvernement chercha à moderniser le monde agraire par la redistribution de la terre et la syndicalisation paysanne. Afin d'atteindre cet objectif, une nouvelle Loi de réforme agraire N° 16.640 fut promulguée, de même que la Loi N° 16.625 qui autorisa la syndicalisation paysanne. Sur la base de ces deux outils légaux, environ 1.400 propriétés agricoles furent expropriés, soit 3,5 millions d'hectares, et l'on organisa plus de 400 syndicats qui regroupèrent plus de 100.000 paysans. En parallèle, des grèves et des occupations massives de propriétés commencèrent à avoir lieu, ce qui polarisa la société agraire chilienne.
Le nouveau gouvernement de Salvador Allende (1970-1973) continua le processus de réforme agraire en utilisant les outils légaux promulgués par le gouvernement antérieurs, afin d'exproprier tous les latifundia et de les placer sous la tutelle de l'État, de coopératives agricoles ou d'organisations paysannes. Ce processus fut aussi accompagné d'une grande effervescence paysanne qui s'exprima par l'occupation ou les prises massives de propriétés, déchaînant alors un climat de violence et d'affrontement dans le monde rural. Au moment du coup d'État du 11 septembre 1973, l'Unité Populaire avait ainsi exproprié près de 4.400 propriétés agricoles qui représentaient plus de 6,4 millions d'hectares. Le vieil ordre "latifundiste" qui avait prévalu pendant plus de 400 ans était donc parvenu à son terme. Pendant les deux décennies qui suivirent, le modèle néo-libéral surgit dans le monde rural, débouchant sur la cession de la terre à de nouveaux capitalistes et la prolétarisation de l'ancienne paysannerie ». Source : Memoria Chilena, 2004 : http://www.memoriachilena.cl/temas/index.asp?id_ut=lareformaagraria(1962-1973) (consulté le 30/04/2008).

[306] « La dénommée "chilenisation" du cuivre [*Chilenización*] (1964) permit l'intervention étatique dans la propriété et la direction des grandes mines de cuivre par le biais de l'association avec le capital étranger ; de même, elle proposa une augmentation substantielle de la production *via* de forts investissements et le raffinement complet du cuivre au Chili (1966). Processus en plein essor, la hausse du prix du cuivre et les profits élevés des corporations nord-américaines ravivèrent auprès de l'opinion publique le débat sur la nationalisation totale, contraignant le gouvernement de l'époque à mettre en place ladite nationalisation accordée. De cette manière, à la fin du gouvernement d'Eduardo Frei Montalva, la voie est désormais libre pour la nationalisation intégrale de la grande industrie minière du cuivre qui s'achèvera pendant le gouvernement de Salvador Allende (UP). Le triomphe du candidat de l'Unité Populaire en 1970 lança immédiatement un processus de nationalisation et d'étatisation de la grande industrie du cuivre. Ce processus s'acheva le 11 juillet 1971, lorsque le Congrès National du Chili approuva, avec très peu de modifications et à l'issue d'un vote unanime, l'amendement de la constitution qui autorisa la nationalisation totale du cuivre, intitulé Loi Nº 17.450 ». Source : Memoria Chilena, 2004 : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=nacionalizaciondelcobre1964-1971 (consulté le 30/04/2008).

Alfredo Calgagno distingue deux périodes, l'une classique, l'autre moderne, dans le développement de la théorie cépalienne[307]. La première s'étend de 1948 à 1965 et se caractérise par la prédominance d'une interprétation structuraliste du sous-développement. La seconde commence quant à elle en 1965 et se concentre sur la *Théorie de la dépendance* et *la Théorie du capitalisme périphérique*. D'après Stéphane Boisard, les deux époques reflètent une conception volontariste de l'économie politique où les facteurs sociaux, historiques et économiques sont profondément imbriqués mais où, surtout, l'État a un rôle à jouer comme principal conducteur et promoteur d'une politique de développement fondée sur la planification et la rationalité. La conception d'un monde divisé en deux pôles est vitale pour cette théorie puisque la relation centre-périphérie permet d'expliquer les différences structurelles des différentes économies qui se sont accentuées depuis la Révolution industrielle aux dépens des pays périphériques.

2.4.2 La critique néo-classique des économistes de Chicago

> « La liberté effective de la personne est uniquement garantie par un gouvernement autoritaire qui exerce le pouvoir *via* des normes impersonnelles, identiques pour tous »
>
> SERGIO DE CASTRO[308]

Le transfert de la conception économique des professionnels formés à Chicago avait pour objectif de limiter l'influence des théories précédemment décrites. En d'autres termes, il s'agissait de proposer une alternative à la pensée de la CEPAL et aux idées développementalistes, en insistant particulièrement sur leur caractère obsolète et idéologique. En revanche, les détenteurs de la nouvelle connaissance pensaient que l'abandon des théories structuralistes et l'application de nouveaux principes et méthodes au domaine des politiques publiques suffiraient à favoriser automatiquement le développement économique :

> « Je ne crois pas qu'il existe encore une école de Chicago. L'École de Chicago, c'était en réalité George Stigler et Milton Friedman. Ces deux hommes incarnaient la vigueur et la cohérence d'une vision conservatrice de la politique du gouvernement à un moment où leur point de vue n'était pas majoritaire. Ils étaient les promoteurs des vertus du libre marché à une époque où l'intervention étatique était très populaire pour la résolution de pratiquement tous les types de problème… Je crois donc que le reste du monde s'est alors rapproché du point de

[307] Calcagno, Alfredo, *El pensamiento económico latinoamericano : estructuralistas, liberales y socialistas*, Ediciones de Cultura Hispánica, Madrid, 1989. Cité par Boisard, Stéphane, *Op.cit.*, p. 141.
[308] *El Mercurio*, 15 février 1976. Cité par Vergara, Pilar, *Auge y caída del Neoliberalismo en Chile*, FLACSO, Santiago, 1985, p. 98 ; « La efectiva libertad de la persona sólo se garantiza a través de un gobierno autoritario que ejerce el poder a través de normas impersonales, iguales para todos ».

vue de l'École de Chicago, et, par conséquent, Chicago a cessé d'être différente du reste du monde »[309].

D'après les premiers professeurs invités de Chicago, le sous-développement du Chili était principalement dû aux mauvaises décisions économiques. Autrement dit, le pays subissait une situation engendrée par son économie et, surtout, par ses économistes médiocres ignorant les principes de base de la discipline. Les économistes nord-américains critiquaient la trop grande influence de ces derniers dont les décisions avaient conduit à un énorme "contrôle gouvernemental", responsable du dysfonctionnement des principes du marché et, par conséquent, du faible développement du pays.

Ainsi, si l'on suit les hypothèses de Valdés, l'accord entre l'Université de Chicago et la PUC (dénommé "Projet Chili"[310]) avait non seulement pour objectif de promouvoir un groupe de professeurs et de chercheurs bien préparés en économie, mais aussi de créer un type particulier d'économiste chargé d'une mission elle-même spécifique[311] : générer la connaissance nécessaire pour servir les secteurs "modernes" et "dynamiques" de l'économie chilienne dans le cadre strict des préceptes d'une discipline scientifique qui sortirait le pays de l'impasse dans laquelle il était depuis la fin des années 1930. Ce serait donc la raison pour laquelle l'unique option proposée par l'*ICA* aux universités chiliennes a été le Département d'économie de l'Université de Chicago.

---

[309] Entretien avec le professeur et universitaire de l'Université de Chicago, Madame Nancy L. Stokey, pour le journal *The Region,* en décembre 2000. Cité par Lüders, Rolf et Rosende, Francisco, "La teoría monetaria de Chicago", dans Rosende Francisco (Ed.), *La Escuela de Chicago* (1ª ed.), Ediciones Universidad Católica de Chile, Santiago, 2007, p. 153 ; « I don't think there is a distinct Chicago School anymore. The Chicago School was really George Stigler and Milton Friedman. Both were very forceful and very articulate proponents of a conservative point of view on government policy at a time when that point of view was not so much in favor. They were exponents of the strengths of the free market at a time when government intervention was a very popular solution for practically every problem… So I think the rest of the world has moved much closer to the Chicago School point of view, and as a result Chicago is not different from the rest of the world anymore ».

[310] L'économiste de la PUC, Dominique Hachette, questionne fortement la thèse du transfert idéologique proposé par Juan Gabriel Valdés, soutenant qu'il était « faux que nous soyons allés à Chicago pour recevoir un lavage de cerveau de la part du gouvernement nord-américain comme le laisse croire une thèse de science politique de Yale, dont l'auteur, malheureusement, ne parvint pas à bien capter le message principal que nous recevions à l'époque, ni l'ambiance dans laquelle nous étions immergés, laquelle permettait d'obtenir une bonne formation scientifique, positiviste et non pas idéologique délivrée par le "Grand Satan" ». Hachette, Dominique, "La génesis de la "Escuela de Chicago" : fines de los cincuenta y de los sesenta", dans : Rosende, Francisco, *Op.cit*, p. 40.

[311] Valdés, Juan Gabriel, *Op.cit.*, p. 129. D'après Valdés, les chiliens recevaient non seulement une formation académique et une instruction professionnelle solide, mais étaient également investis d'une "mission" dans le sens religieux du terme. Cet économiste était alors assimilé à un nouveau type de philosophe, qui transmettrait la science et la modernité en même temps qu'il défendrait la liberté, guidant le politique vers les bonnes décisions économiques à prendre grâce au soutien de la science et à la vision rationnelle que celle-ci fournissait de la société.

Les différents rapports effectués par les universitaires de ladite institution révèlent que le Chili était considéré comme un laboratoire de recherches axé sur certains thèmes de grand intérêt pour divers professeurs de ce groupe de "visiteurs". Il servait également pour l'étude de l'économie des pays en voie de développement. Les théories de Theodore Schultz et de Gary Becker sur le *capital humain*[312] renvoient à cette idée de même que la mise en pratique des idées monétaristes concernant l'origine de l'inflation[313]. En effet, le Chili constituait à l'époque une bonne étude de cas sur le sujet.

En opposition directe à la vision structuraliste, le modèle d'économie néo-classique des années1960 ne faisait aucun cas du rôle de l'histoire et des facteurs socioculturels dans l'analyse des éléments déterminant le développement économique d'un pays. Au contraire, ses partisans pensaient que la simple introduction de la "bonne science économique", accompagnée de l'adoption de politiques publiques adaptées, faciliteraient la modernisation et le développement pour le meilleur intérêt de tous les groupes sociaux. Cette conception supposait un consensus normatif entre les objectifs individuels et collectifs (sociaux). Par conséquent, bien plus qu'une opposition outrancière à la vision structuraliste, ce que nous percevons est plutôt un mépris envers toute une école de pensée devenue dominante dans la région grâce à un travail considérable de diffusion de la CEPAL. Les rapports provenant de Chicago rendaient compte en effet de cette situation et l'associaient à l'action de groupes d'intérêts locaux ; à une formation économique déficiente ou tout simplement à une

[312] Gary Becker et Theodore Schultz (qui ont respectivement reçu le prix Nobel d'économie en 1992 et 1979) sont probablement les économistes de l'Université de Chicago qui ont le plus collaboré à la diffusion internationale de cette théorie. Leurs ouvrages ont été traduits en plusieurs langues et le concept de *capital humain* constitue même un principe de base pour les principales écoles d'économie et de commerce au niveau mondial. Cette idée se base sur le principe qu'il existe d'autres "capitaux" différents du capital à proprement parler matériel (argent, propriétés, titres financiers…) et dont les bénéfices peuvent finalement être beaucoup plus lucratifs à moyen et long terme (éducation, entraînement, aptitudes, bonnes manières, ponctualité). Parmi les principaux textes de ces deux économistes en la matière, notons en particulier : Becker, Gary, "Human Capital and the personal distribution of income", *W.S. Woytinsky Lecture* Nº1, University of Michigan, 1967 ; Becker, Gary, *Human capital : a theoretical and empirical analysis, with special reference to education* (3rd ed.), The University of Chicago Press, Chicago et London, 1993 ; Becker, Gary, Murphy, Kevin, Tamura, Robert, & National Bureau of Economic Research, *Human capital, fertility, and economic growth*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, 1990 ; Schultz, Theodore, & Committee on Basic Research in Education, *Investment in education ; the equity-efficiency quandary*, University of Chicago Press, Chicago, 1972 ; Schultz, Theodore, *Investment in human capital ; the role of education and of research*, Free Press, New Cork, 1970.

[313] « Entre 1945 et 1989, le Chili a vécu un processus d'inflation chronique en grande partie dû aux bouleversements internes et externes de l'économie, en particulier ceux liés aux déficits fiscaux persistants financés par les émissions de la Banque Centrale. Divers gouvernements cherchèrent à contenir l'inflation à l'aide de plans de stabilisation ; cependant, devant leur incapacité à résister aux pressions corporatives des différents acteurs sociaux, ces plans n'obtinrent qu'un succès momentané laissant place à des taux d'inflation à deux ou trois chiffres ». 2004, Memoria Chilena : http://www.memoriachilena.cl//temas/index.asp?id_ut=inflacionenchile1878-2002 (consulté le 24/03/2009).

ignorance supposée de ces économistes[314]. Ce dédain des monétaristes dans un contexte de lutte idéologique privait ainsi les économistes structuralistes de toute légitimité et interdisait tout dialogue.

La formation économique "importée" au sein de la PUC mit particulièrement l'accent sur les aspects les plus connus du corpus néo-classique, c'est-à-dire, essentiellement, la théorie monétaire et celle des prix[315], quitte à minimiser, si ce n'est à directement sous-estimer, tous les éléments de la connaissance qui n'étaient pas inclus dans la définition professionnelle de l'activité de l'économiste. Toutes les explications – ou facteurs – historiques, culturels, structurels et même psychologiques des phénomènes de la vie économique ont été laissés de côté, estimés étrangers à la discipline ou – dans la majorité des cas – simplement décrits comme "pure et simple idéologie". Ces considérations ont bien évidemment eu des répercussions sur la formation professionnalisante des nouveaux économistes de la PUC ainsi que sur leur isolement par rapport aux autres écoles[316]. Le structuralisme cépalien s'alimentait par exemple fortement de références historiques et sociales comme déterminants des structures économiques. Le mépris pour la politique économique chilienne de la fin des années 1950 s'est également traduit par une critique ouverte à l'État chilien, aux patrons entrepreneurs *politiques* mais surtout aux adversaires traditionnels de la CEPAL :

> « Dans cet environnement confus apparaissent certaines publications des *adelantados*[317]("avancés") de Chicago, récemment de retour dans leur pays natal [sic]. Celles-ci recommandent une intervention étatique moindre dans les activités liées au commerce extérieur, une plus grande rationalisation des procédures de sélection des projets publics d'investissement ainsi que des barrières imposées, afin de réduire d'énormes déficiences qui produisent et soutiennent un type de change plus libre. "Oh Monsieur, ceci est scandaleux!"

[314] *Ibíd.*, p. 131

[315] À l'attention portée à la théorie des prix et à celle de la monnaie en particulier, s'ajoute la forte identification du "professionnalisme" en économie à la tendance à fournir des explications économiques aux phénomènes les plus insignifiants de la vie quotidienne. Récemment, le *bestseller* mondial de Steven Levit et Stephen Dubner – qui participe de cette théorie – a de nouveau ravivé le débat sur l'usage de l'économie pour expliquer tous types de phénomènes sociaux ; Levitt, Steven, & Dubner, Stephen, *Freakconomics : a rogue economist explores the hidden side of everything*, William Morrow Ed., 2005.

[316] L'éloignement théorique et discursif vis-à-vis des autres sciences sociales dans lesquelles s'insère historiquement la discipline économique fut particulièrement évident dans les années 1960 à l'intérieur de la PUC. Voir : Gárate, Manuel, *Los sueños comienzan en casa : el grupo de "La Reforma" y el primer proyecto de vida comunitaria inspirado en el modelo del rector Fernando Castillo*, Tesis de Licenciatura en Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1995.

[317] Les caractères en italique sont de notre fait et soulignent l'image qu'ont encore aujourd'hui d'eux-mêmes les premiers économistes formés dans cette école de pensée. Il s'agit plus précisément de l'idée d'une mission quasiment transcendantale, d'économistes en avance sur leur temps, et même d'illuminés possédant une pensée "supérieure".

> [sic], crie l'État, les entrepreneurs *politiques* (ministres de Jorge Alessandri[318]), la CEPAL et ses collaborateurs »[319].

Ces éléments confirment ce que Valdés définit fort justement comme la négation de la condition d'économiste de la part des détenteurs de la nouvelle connaissance importée :

> « Par conséquent, l'adoption de la perspective de Chicago a non seulement conduit à la conclusion qu'ils étaient de mauvais économistes (les *cepalianos*), mais surtout à la considération encore plus radicale qu'ils n'étaient en rien des économistes, tout au moins dans son acception moderne et scientifique »[320].

> « L'équipe de l'Université de Chicago s'est heurtée une certaine défiance des économistes chiliens et d'autres professionnels vis-à-vis des processus de libre marché ainsi qu'à leur conviction que le libre marché et la structure des prix libres ne permettent pas de disposer efficacement des ressources. Les économistes sont visiblement convaincus que la traditionnelle analyse marginale de l'économie n'est pas utile au cas chilien (ni à d'autres cas latino-américains). Le personnel de Chicago a remarqué parmi eux une certaine réticence à se soumettre à un examen critique de leurs points de vue sur la politique »[321].

La recherche économique à la PUC s'est donc, en grande partie, soumise au modèle de Chicago, qui insistait sur l'importance de l'application dans la réalité des principes développés en cours. Cette pratique constitua le fondement d'une conception positiviste de la "science économique". Les jeunes professionnels formés dans cette perspective participèrent à un programme dont l'hypothèse principale reposait sur la nécessité de corriger les supposées mauvaises décisions de l'État :

> « Oui, on peut dire qu'à Chicago les professeurs étaient et sont toujours convaincus que les marchés fonctionnent de manière efficace et qu'ils constituent ainsi la meilleure forme d'organiser la distribution des ressources productives des

---

[318] Nous nous référons ici à Jorge Alessandri Rodríguez, entrepreneur, président du Chili de 1958 à 1964. Ce dernier ne doit pas être confondu avec son père, Arturo Alessandri Palma, qui fut également président du Chili au cours de deux périodes (1920-1925 et 1932-1938).

[319] Hachette, Dominique, *Op.cit*, p. 34 ; « En este entorno confuso aparecen algunas publicaciones de los *adelantados* de Chicago, recién retornados al terruño. Ellas recomiendan menor intervención estatal en el comercio exterior, mayor racionalización de los procedimientos para seleccionar proyectos públicos de inversión y de las barreras para reducir enormes ineficiencias que producen y abogan por un tipo de cambio más libre. "¡Oh Señor, esto es escandaloso!" grita el Estado, los empresarios *políticos* (ministros de Jorge Alessandri), la CEPAL y sus entornos ».

[320] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 147 ; « The adoption of the Chicago perspective of professionalism led, as a result, not only de conclusion that they were bad economists (the *cepalianos*), but to the more drastic consideration that they were not economists at all, at least not in a modern and scientific sense ».

[321] Quatrième rapport envoyé depuis la PUC à l'Université de Chicago par l'équipe de professeurs invités de cette dernière entité. Cité par Valdés, Juan Gabriel, *Op.cit.*, p. 149 ; « The University of Chicago staff has found among chilean economists and other professionals a certain distrust of free market processes and a conviction that free markets and the structure of free prices do not dispose of resources efficiently. The economists seem to be convinced that the traditional marginal analysis of economics is not useful for the Chilean (and other Latin American) case. The Chicago staff has sensed a certain reluctance among them to submit their points of view on policy to close critical examination ».

> pays. Une autre conviction profonde réside dans le rôle de l'économiste qui doit comprendre comment fonctionne une économie afin de décrire et mesurer les effets (coûts et bénéfices sociaux et/ou privés) produits par les politiques, les changements introduits par les gouvernements et les *shocks* internes et externes qui les frappent. Le but ultime est d'établir les effets pour décider efficacement des politiques qui conduiront les pays à la culmination de leur potentiel productif. En résumé, on prétend influencer les politiques publiques » [322].

Afin de "changer le cours" des politiques publiques, il fallait donc générer un changement radical dans la théorie, mais aussi dans les pratiques des économistes. Dans cette optique, la force de la formation de l'École de Chicago résidait précisément dans ce lien étroit qu'entretenaient la théorie et la pratique (comme diagnostic et comme technique appliquée en politiques publiques par exemple). Les conceptions de type "structurelles" – sociales, historiques ou encore anthropologiques – devaient ainsi se maintenir en dehors de toute analyse sous peine que cette dernière soit alors considérée comme "politique", ou du moins peu rigoureuse d'après les critères scientifiques de Chicago :

> « Au fur et à mesure que le temps passait, se dessinait une vision scientifique de l'école où l'important était de trouver la meilleure et la plus simple explication du fonctionnement de notre société, ce qui s'obtient en combinant analyse théorique et vérification empirique de manière approfondie et répétée »[323].

> « [avant Chicago] (…) nous n'avions pas été habitués à cette disposition logique et positiviste. Notre formation universitaire chilienne avait été un mélange d'institutionnalisme, d'histoire, inculquée sans grande logique mais plutôt avec une vision normative agrémentée d'imagination »[324].

Partant de cette vision, l'économiste chilien Dominique Hachette[325] effectue un bref résumé des fondements du développement économique appris à l'Université de Chicago, situés aux antipodes de la conception structuraliste :

---

[322] De Castro, Sergio, *Prólogo*, dans : Rosende, Francisco, *Op. cit.*, p. 13 ; « Sí, se puede decir que en Chicago los profesores estaban, y están, imbuidos del convencimiento de que los mercados operan eficientemente y que, por ello, son la mejor forma de organizar la distribución de los recursos productivos de los países. Otra convicción profunda es que el papel del economista es entender cómo funciona una economía, para describir y medir los efectos (costos y beneficios sociales y/o privados) que producen las políticas y distorsiones introducidas por los gobiernos y los *shocks* internos y externos que las golpean. El fin último es esclarecer los efectos para convencer sobre políticas eficientes que lleven a los países a su máximo potencial productivo. En pocas palabras, lo que se pretende es influir en las políticas públicas ».

[323] Hachette, Dominique, *Op. cit*, p. 37 ; « A medida que pasaba el tiempo, se configuraba la visión de una escuela científica, donde lo importante era buscar la mejor y más simple explicación de cómo funciona nuestra sociedad, y eso se obtiene con una combinación de análisis teórico y verificación empírica en forma profunda y repetida ».

[324] *Ibíd.*, p. 39 ; « (antes de Chicago)… no estábamos acostumbrados a esa disposición lógica y positivista. Nuestra formación universitaria chilena había sido una mezcla de institucionalismo, historia, poca lógica y sí mucho de normativo y de imaginación ».

[325] *Ibíd.*, p. 52.

> « Ce que nous allions apprendre à Chicago, entre autres choses, c'est (1) que le réalisme des cycles dépasse le réalisme de l'explication structuraliste, (2) que l'inflation a un lien avec l'argent et celui-ci avec le déficit fiscal, (3) que personne ne naît avec 20% d'inflation comme organe corporel complémentaire obligatoire [sic], (4) que l'épargne et l'investissement sont rares à cause des régulations qui leur font obstacle et de l'inflation qui fausse les prix, (5) qu'il n'y a rien de sacré dans le type de change fixe si d'autres conditions de stabilité macro-économique n'interviennent pas, (6) que les barrières douanières et non-douanières peuvent générer plus de coûts que de bénéfices sociaux, bien qu'elles puissent être plutôt favorables à certains agents économiques, (7) que l'intégration n'est pas une panacée et que le manque d'extension et de profondeur des marchés ne se résout pas automatiquement avec la signature des traités commerciaux bilatéraux et plurilatéraux , (8) que le déjeuner gratuit n'existe pas, et (9) que l'inflation est l'unique forme d'impôt que l'on puisse imposer sans législation spécifique »[326].

On peut apprécier dans la citation précédente l'usage d'un langage qui cherche, par le biais de l'ironie et de la métaphore, à vulgariser les principes économiques de même qu'à injurier l'adversaire. Cette méthode était, et est toujours, utilisée par ce que l'on connaît comme la "tradition orale" de l'enseignement de l'économie de l'Université de Chicago, remontant aux années 1930.

Le dernier élément qui a permis la consolidation du processus de transmission fut l'environnement social même de la faculté d'économie de la PUC. Il s'agissait d'un espace réduit, constitué d'un nombre très limité d'étudiants possédant, dans l'ensemble, des caractéristiques communes. Tout d'abord, ils étaient jeunes – majoritairement de sexe masculin –, provenaient de la classe "moyenne-haute" et maîtrisaient l'anglais avec aisance grâce à une éducation secondaire effectuée dans des collèges privés et bilingues d'élite. Ensuite, bien que certains se définissent comme "apolitiques", nombre d'entre eux avaient une sympathie pour les idées conservatrices ou sociales-chrétiennes, affichant cependant un individualisme plus affirmé que dans le conservatisme chilien traditionnel. Ce dernier élément, selon Valdés, aurait favorisé en grande partie la réception idéologique de ces nouvelles idées.

---

[326] Hachette Dominique, *Op. cit*, p. 35 ; « Lo que aprenderemos en Chicago, entre otras cosas, es que (1) el realismo de los ciclos sobrepasa al realismo de la explicación estructuralista, (2) que la inflación tiene algo que ver con el dinero y éste con el déficit fiscal, (3) que nadie nace con 20% de inflación como órgano corporal complementario obligatorio, (4) que el ahorro y la inversión son escasos por las regulaciones que los obstaculizan y la inflación que falsea el marco de los precios, (5) que no hay nada sagrado en el tipo de cambio fijo, si no se dan otras condiciones de estabilidad macroeconómicas, (6) que las barreras aduaneras y no aduaneras pueden introducir más costos sociales que beneficios sociales aunque puedan ser favorables a algunos agentes económicos en particular, (7) que la integración no es panacea y que no se soluciona automáticamente la falta de extensión y profundidad de los mercados firmando tratados comerciales bilaterales y plurilaterales, (8) que el almuerzo gratuito no existe, y (9) que la inflación es la única forma de impuesto que se puede imponer sin legislación ».

Il faut enfin ajouter à ces caractéristiques qu'un nombre non négligeable de ces étudiants provenait de familles issues d'une immigration européenne relativement récente. La conception du succès économique individuel, propre à l'occident industrialisé, encouragea la mobilité sociale et ce que l'on nomme aujourd'hui l'"esprit entrepreneur"[327]. Cette caractéristique permit également la bonne réception des valeurs protestantes de la société nord-américaine (idéal du *self made man*), traditionnellement peu présentes au Chili où les élites étaient – depuis les débuts de la République – plus attachés à l'esprit de corps de l'Europe de l'Ancien Régime.

2.5 Les premières figures de la Faculté d'économie et la purge des hétérodoxes

Les premiers économistes de la PUC formés à Chicago faisaient partie d'une petite communauté épistémologique isolée, au sein même de la Faculté d'économie. D'après Valdés[328], cette marginalisation les poussa à trouver refuge dans les réseaux latino-américains soutenus par l'Université de Chicago grâce aux contacts préétablis par le professeur Arnold Harberger. Cet isolement initial des économistes voulant mettre en place le « Projet Chili » et ne comptant que sur l'appui de leurs professeurs nord-américains cessa en 1964. Le groupe des Chicago Boys parvint alors à évincer le corps académique traditionnel du contrôle de la Faculté d'économie de la PUC.

Valdés affirme à ce propos qu'une des causes majeures de l'exclusion du groupe réside dans la défiance d'une bonne partie du patronat chilien de l'époque et des hommes politiques traditionnels de la droite chilienne vis-à-vis de la "nouvelle science économique". Malgré leur adhésion aux principes théoriques de cette discipline, ils critiquaient sa stricte application. La réalité politique leur disait qu'ils vivaient dans un système d'"engagement", où le plus important était l'intégration sociale, conception qui découlait d'une stratégie d'équilibre visant à éviter les conflits sociaux. Le Chili des années 1940-1970 se caractérise par une demande croissante de participation sociale et politique, dans un contexte de

[327] Le concept d'"esprit entrepreneur" été diffusé à partir des années 1990 et s'est banalisé à l'intérieur de la société chilienne, notamment dans des secteurs auparavant réticents à cette idée. Les campagnes politiques du président socialiste Ricardo Lagos (1999) ou de l'ancien sénateur (ex-PPD et ancien ministre du président Salvador Allende) Fernando Flores furent d'ailleurs chargées d'allusions à l'initiative individuelle comme recette du succès collectif. Dans le monde de l'entreprise privée, l'idée est monnaie courante et elle a même peu à peu pénétré le langage académique de l'enseignement universitaire. L'Université du développement (Universidad del Desarrollo), dont les dirigeants étaient liés au premier groupe d'économistes formés à Chicago et participèrent au régime militaire, délivre d'ailleurs chaque année un prix nommé "prix de l'Esprit entrepreneur".

[328] Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 163.

croissance économique insuffisante. Ainsi, le maintien de la paix sociale et des équilibres politiques l'emportaient sur la performance économique. Le monde conservateur chilien avait donc accepté, d'une manière ou d'une autre, d'adhérer au modèle des économistes structuralistes chiliens. En d'autres termes, l'explication de l'économie devait prendre en compte les "réalités politiques et sociales" du pays[329].

La "modernisation" de l'enseignement de l'économie au Chili s'exporta à Mendoza en Argentine, sous le nom de "Projet Cuyo", également sous la houlette du coordinateur Arnold Harberger. Ce nouvel espace de travail servit de refuge et d'encouragement aux économistes chiliens fraîchement arrivés de Chicago qui ne parvenaient pas à asseoir leur position au sein de la PUC. Cette expérience servit de tremplin pour leurs futurs travaux réalisés dans leur propre centre de recherches.

Sergio de Castro, Luis Fuenzalida et Pedro Jeftanovic sont les premiers diplômés de Chicago employés par la PUC en 1958. Ces derniers proposèrent un changement fondamental dans les *cursus* en introduisant le système semestriel et en mettant fortement l'accent sur la statistique, l'économétrie et la théorie monétaire. Les résultats au niveau des candidatures aux études d'ingénieur commercial s'en ressentirent incontestablement si l'on prend en compte que le nombre d'inscrits dans cette spécialité passe de 70 à 300 entre 1957 et 1959. Après 1958, un nouveau groupe de diplômés de Chicago parvint à s'intégrer en tant qu'universitaires à la Faculté d'économie de la PUC : Ernesto Fontaine et Benito Vignolo en 1959 ; Rolf Lüders, Mario Albornoz, Alberto Valdés et Raúl Yver en 1960 ; Juan Naveillán et Ricardo Ffrench-Davis en 1961 : Mario Corbo, Gert Wagner, Pablo Barahona, Sergio Muñoz et Hans Picker en 1962. Plusieurs d'entre eux ont été embauchés comme professeur à temps plein[330].

Les étudiants et membres de la Faculté reçurent cependant avec inquiétude le groupe de professeurs en question, de même que le cursus de la "nouvelle économie". En effet, ces changements furent perçues comme autant de menaces pour l'évolution de leur carrière académique de même que pour leur position à l'intérieur de la faculté. Tant le doyen Julio Chaná que le reste de l'équipe de professeurs étaient très éloignés du "moule" nord-américain imposé de fait par les nouveaux arrivants. Ainsi au début des années 1960 Sergio de Castro dirigeait la formation et non Chaná alors qu'il avait conçu le projet originel. Mais

[329] *Ibíd.*, p. 163.
[330] Pour une liste exhaustive des universitaires – selon leur grade – de Chicago engagés par la PUC, voir Valdés Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 165.

le conflit entre les deux visions éclata véritablement en 1962, lorsque ce dernier décida de soutenir le groupe d'universitaires et d'étudiants qui avaient critiqué le modèle de modernisation depuis le début.

Les critiques au "Projet Chili" se répartissaient en trois catégories. Tout d'abord, on lui reprochait d'être abstrait et inapplicable du fait du supposé côté "ésotérique" et "dogmatique" de ses diagnostiques et de ses propositions. Ensuite, le corpus normatif néo-classique se heurtait à de nombreux postulats de la Doctrine sociale de l'Église, laquelle orientait théoriquement toutes les activités universitaires de la PUC, surtout au moment où eut lieu le Concile Vatican II. Enfin, l'argument le plus frappant avait trait à l'intolérance manifeste de la nouvelle école vis-à-vis de l'enseignement d'autres perspectives économiques proposées par la faculté ; en particulier les matières fondamentalement liées à la théorie structuraliste traitant de l'environnement sociohistorique du pays.

Les critiques d'Aníbal Pinto Santa Cruz, économiste cépalien reconnu, sur les idées des économistes de Chicago à propos de l'origine de l'inflation non seulement renforcèrent l'hostilité qu'ils vouaient à la « gauche » –, mais aussi leur esprit de corps et le modèle "technico-professionnel" se développant à l'Université de Chicago. Ce sentiment d'appartenir à une minorité, de constituer une "forteresse assiégée", provoqua l'élaboration d'un type de réaction spécifique pour parer à toute critique, notamment la critique structuraliste systématiquement taxée de "politique". Comme le souligne Valdés, pour la majorité des professeurs de Chicago – comme pour leurs nouveaux élèves au Chili –, le choc entre les deux visions dans l'enceinte de la Faculté d'économie de la PUC était une "expression inévitable" de la modernisation.

En 1958, l'élection comme président de la République du candidat de la droite, Jorge Alessandri Rodríguez, représente un moment important pour les économistes monétaristes. Pour la première fois, ils avaient effectivement la possibilité d'assister directement un gouvernement dans certains aspects de sa politique économique[331]. Ils ne considérèrent pas néanmoins cette participation comme un acte "politique", mais essentiellement comme un soutien technique. Le groupe était ainsi chargé de remettre aux autorités un rapport indiquant la marche à suivre pour réduire le rôle de l'État et leur faire comprendre les problématiques

[331] Cette assistance prend la forme d'un travail de conseil et de publications du Centre de recherche économique de la faculté d'économie.

économiques et les effets possibles de certaines politiques sur l'économie du pays[332]. Ils leur semblaient également dangereux que les postes de responsabilité économique soient occupés par des patrons et des administrateurs industriels dont le manque de connaissance technique était flagrante. Ce genre de critiques directes faites au gouvernement d'Alessandri et à certains aspects de sa politique de change causa un certain malaise parmi les autorités de la Faculté d'économie de la PUC. Il fut décidé que la liberté des thèmes de recherche de chaque professeur serait respectée mais qu'un certain accord consensuel devait être établi pour pouvoir publier un document au nom du Centre de recherche économique de la faculté.

Le doyen Chaná tenta également d'incorporer des chercheurs ayant des visions différentes. L'équipe de Chicago perçut cette initiative comme un manque de confiance dans ses capacités. Le prêtre belge jésuite Roger Vekemans – personnalité emblématique de la PUC et directeur de l'École de sociologie– se révéla être un allié influent pour Chaná en critiquant l'équipe de Chicago. Il craignait en effet la prédominance de la Faculté d'économie et l'introduction du monétarisme dans l'université. En effet, Vekemans ne pouvait accepter une doctrine laissant de côté les valeurs morales et les enseignements de l'Église catholique et mettant en péril son projet de faire converger les disciplines de l'économie et de la sociologie.

Entre 1962 et 1963, le Centre de recherche économique, intellectuellement isolé du reste de la PUC et de la société chilienne, produisait des publications essentiellement lues par les membres du centre ainsi que par leurs mentors nord-américains. Dans un premier temps, leur expertise fut peu sollicitée par la société chilienne et ils durent chercher un financement extérieur. De manière générale, l'isolement et le manque de perspectives semblaient compromettre le projet. En outre, certains des nouveaux professeurs, tels qu'Ernesto Fontaine et Raúl Yver, quittèrent l'Université en 1962 afin de se consacrer au projet de l'Université de Cuyo alors que d'autres, comme Sergio de Castro et Luis Arturo Fuenzalida, partirent en Colombie suite aux frictions avec le doyen Chaná.

Le soutien décisif aux Chicago Boys provint d'un groupe d'étudiants convaincus des vertus de la nouvelle théorie et de la non-intervention d'autres unités académiques dans leur faculté. La "tradition orale" de Chicago avait finalement porté ses fruits chez les nouvelles générations d'étudiants chiliens. L'enseignement de ces nouveaux professeurs formés aux Etats-Unis leur révélait la "vraie" économie, malgré la difficulté croissante des cours,

[332] Les économistes Carlos Massad et Ricardo Ffrench-Davis n'appartenaient pas à ce groupe puisque leurs sympathies politiques allaient plutôt au candidat démocrate-chrétien Eduardo Frei Montalva.

l'omniprésence de l'abstraction mathématique et le nombre important de lectures en anglais. Une intervention de Vekemans contribua également à ce changement de situation[333].

Ces divers épisodes amènent Valdés à considérer l'avènement d'un *ethos* de l'économiste professionnel, refusant l'intervention externe et générant une sorte de marqueur identitaire que portent jusqu'à aujourd'hui les diplômés d'économie de la PUC. De fait, cet auteur va plus loin en postulant que :

> « L'indépendance et le caractère essentiel de la Faculté d'économie sont probablement fondamentales pour expliquer l'élaboration d'une idéologie technocratique liant durablement un groupe d'étudiants et de professeurs »[334].

Rolf Lüders, un des économistes formés à Chicago revenu au Chili en 1962, affirme que cette année-là, l'ambiance dans la faculté était beaucoup plus favorable aux nouveaux professeurs, en particulier grâce au prestige acquis par certains cours comme la "Théorie des prix I et II" [335]. Certains étudiants se montraient même fiers d'obtenir les meilleures notes dans certaines de ces matières réputées "complexes". En 1963, le rapport de force tournait donc en faveur des économistes de Chicago, qui pouvaient désormais se plaindre de leur mauvaise rémunération, et arguer que les forces du marché pouvaient les contraindre à "émigrer" vers de meilleurs horizons salariaux. Ces nouveaux paramètres entraînent une confusion dans les décisions politiques de la faculté :

> « Cette incertitude repose en partie sur un manque de communication entre le Doyen et les membres de la Faculté. Les commentaires qu'avait pu faire le doyen à leur sujet l'année précédente avait d'ailleurs suggéré que le futur de l'équipe de la Faculté était menacé. Avant la fin du mois de janvier, la crise avait atteint son apogée avec une lettre présentant leurs griefs, destinée au doyen et signée par tous les membres à temps complet de la Faculté d'économie. Le doyen Chaná démissionna rapidement »[336].

---

[333] Juan Gabriel Valdés nomme cet épisode "l'incident de la coupe de cheveux". Ce dernier eut lieu en 1959, lorsqu'un groupe d'étudiants d'économie décida de ne pas se présenter à un examen difficile. Considérant cet acte comme une trahison par les autres élèves, certains décidèrent de les punir en leur coupant les cheveux, les humiliant ainsi publiquement avec le consentement implicite des professeurs de la faculté, Ceci entraîna l'intervention des autorités, parmi eux Vekemans, et l'expulsion de l'Université des agresseurs. Le mécontentement de la majorité des étudiants d'économie se concentra sur le prêtre jésuite ; Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit*.

[334] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit*., p. 177 ; « La independencia y el carácter esencial de la Escuela de Economía fue [sic] probablemente el elemento básico en la generación de una ideología tecnocrática que vincularía a un grupo de estudiantes y profesores de manera durable ».

[335] *Ibíd*., p. 177.

[336] The Chicago Report, *The Chile Project under contract AID/w-74, Between The US Agency for International Development and the University of Chicago*, 1 January 1963 to 15 June 1963, p. 17-18. Cité par : Valdés, Juan Gabriel, *Op.cit.*, p. 177 ; « In part this uncertainty stemmed from lack of communication between the Dean and de Faculty members. Such comments as the Dean has made to them in the preceding year, however, suggested

Sergio de Castro[337] prit alors la direction de la faculté, soutenu par le groupe d'économistes monétaires qui lui faisait entièrement confiance et par les professeurs de Chicago, Arnold Harberger et Gregg Lewis, se trouvant au même moment en visite au Chili afin de coordonner le projet.

Le soutien des étudiants à l'équipe de Chicago eut ainsi pour conséquence directe la démission du doyen Julio Chaná, celle du directeur du Centre de recherche, Mario Albornoz, ainsi que celle d'Alberto Neumann, directeur de l'école d'économie. Le recteur de l'Université Catholique et évêque, Alfredo Silva Santiago, décida quant à lui de ne prendre parti ni pour Chaná ni pour Vekemans dans leur querelle à propos du type d'économie enseignée à la faculté. Cette indécision débouche sur une appropriation par le « Projet Chili » de l'identité de la Faculté d'économie de la PUC. Une solution de compromis n'était alors plus envisageable, situation due en partie à la pression exercée par les professeurs nord-américains. L'Université risquait effectivement l'échec d'un projet primordial, pouvant diminuer l'intérêt qu'auraient pu lui porter d'autres fondations américaines pour la signature d'accords similaires de financement. Le coût d'un désistement généralisé incluant la perte de tout un personnel professoral formé à Chicago était donc résolument trop élevé pour la PUC. Finalement, Pablo Barahona fut nommé Directeur de la Faculté d'économie alors que Sergio de Castro revint de Colombie pour diriger le Centre de recherche économique. Par conséquent, en 1964, les hétérodoxes de l'école traditionaliste avaient été "vaincus", laissant place à l'hégémonie d'une seule vision sur la manière d'enseigner l'économie au sein de la PUC.

Reprenant les propres termes de Valdés, nous pourrions dire que le "Projet Chili" passa avec succès la première étape de son implantation, non sans l'aide constante des professeurs nord-américains, qui transmirent leur vision singulière de l'économie à toute une génération de disciples chiliens.

Sans présumer de l'existence d'un plan, et encore moins d'une conspiration, il est cependant possible d'affirmer que le prochain défi de ce groupe était de pouvoir influencer de manière décisive – et, pourquoi pas, de définir – les politiques économiques au niveau national. Une telle opportunité allait se présenter quelques années plus tard.

---

to them that the future of the faculty team was threatened. Before the end of January the issue was brought to a climax by a letter to the Dean, signed by all of the full-time members of the economics faculty, presenting their grievances. Dean Chaná promptly resigned ».

[337] Sergio de Castro garda toujours contact avec ses collègues chiliens tout au long de son "exil" intellectuel en Colombie.

2.6 *Gremialismo* et monétarisme : la fusion rénovatrice

L'apparition au Chili, dans les années 1960, d'un discours économique empreint d'éléments libéraux néo-classiques mais politiquement conservateurs, est le résultat d'une fusion entre plusieurs secteurs du catholicisme intégriste de la PUC et une partie importante des économistes formés aux nouvelles idées importées de l'Université de Chicago. Cette relation particulière entre un matérialisme économique libéral – importé d'un pays de culture protestante comme les Etats-Unis[338] – et un catholicisme proche de l'hispanisme péninsulaire peut seulement s'expliquer par les conditions d'effervescence politique du Chili des années 1960 et par l'existence de controverses idéologiques à l'intérieur d'une Université relativement petite comme l'était la PUC. Les conséquences de l'apparition de ce courant pour le pays nous paraissent aujourd'hui disproportionnées par rapport au caractère circonscrit et limité de ce conflit apparemment intra-universitaire.

Depuis la fin des années 1950, grâce à l'influence de la rénovation catholique[339] (notamment l'encyclique *Gaudium et Spes*), s'est imposée en Amérique latine la nécessité de concilier la doctrine de l'Église catholique, la modernité et la réalité socioculturelle du continent. Ce projet produira une division dans la communauté catholique entre ceux favorables à l'*aggiornamento* et ceux résolument hostiles au changement. Dans ce contexte, la PUC représentait un des espaces où l'affrontement idéologique était le plus intense. Une énorme brèche s'ouvrit alors à l'intérieur du catholicisme chilien, touchant aussi bien l'activité politique (division entre la Démocratie chrétienne et le Parti conservateur) que le monde universitaire et même les familles catholiques.

En 1959, les élections de la Fédération des étudiants de la PUC (FEUC) virent triompher les secteurs progressistes liés à la Démocratie chrétienne, reléguant au second plan les conservateurs catholiques traditionnels. Une grande partie des étudiants exprima ainsi sa désapprobation envers les autorités et les structures de l'Université. Les nouveaux dirigeants exigeaient la modernisation des cursus universitaires ainsi que des mécanismes d'accès aux études supérieures (impliquant l'élimination des lettres de recommandation), considérés élitistes et discriminatoires. Ils revendiquaient également l'introduction à l'Université d'une

[338] Il convient ici de rappeler que la doctrine libérale, tant dans son aspect économique que politique, avait été condamnée par le Concile Vatican I en 1870. Notons que les doctrines socialistes, le radicalisme ainsi que le gallicanisme furent également inscrites dans le *Syllabus* du Pape Pie IX (8 décembre 1864).

[339] La constitution apostolique *Gaudium et Spes* (1965) fut une des principales réussites du Concile Œcuménique Vatican II (1962-1965). Son nom provient des premiers mots de ce dernier en latin qui signifient *les joies et les espérances* en français. Ce texte religieux traite de l'Église dans le monde actuel et est la manifestation la plus claire de l'*aggiornamento* prôné par le Pape Jean XXIII.

réflexion sur les problèmes réels rencontrés par le pays puisque l'on insistait à l'époque sur la création d'une nouvelle société centrée sur les problèmes des groupes sociaux les plus pauvres. À partir de 1964, ce discours se durcit, mettant en avant la nécessité de démocratiser l'Université, de la retirer de la tutelle directe de l'Église catholique et de l'orienter vers les besoins du "peuple". Le caractère radical de ces propositions provoquait une rupture entre partisans de la réforme et conservateurs. L'unité du monde catholique au sein de l'Université était donc remise en cause.

En 1966, le Centre d'étudiants en droit (CED) prit la tête du mouvement conservateur en opposition au mouvement réformiste qui contrôlait la fédération estudiantine. Se définissant comme "corporatiste", nationaliste et lié au récent Parti national[340], il regroupe – en une seule entité de droite – les anciens partis libéral et conservateur. Les membres de ce mouvement refusaient cependant d'être assimilés à un quelconque parti et affirmaient s'intéresser uniquement aux besoins des élèves. La défense de la hiérarchie et des intérêts purement "estudiantins" caractérisait l'origine du "Mouvement *gremial*" ou "*gremialismo*". La défense de l'autonomie face aux instances supérieures et le principe de subsidiarité étaient donc leur principal cheval de bataille[341].

Le mouvement *gremial* naît officiellement le 1er mars 1967 à l'École de droit de la PUC comme conséquence des activités de la directive du CED depuis 1966. Il revendiquait un type de demande étudiante supposée non politisée à l'image d'un mouvement syndical strictement corporatiste. L'organisation reçut, dès ses débuts, le soutien du professorat

---

[340] L'identification de l'Église catholique chilienne avec la doctrine sociale du Concile Vatican II et les positions réformistes et progressistes de caractère structurel assimila ce parti à la vision de la Démocratie chrétienne (DC) au détriment du Parti conservateur, bastion traditionnel du catholicisme chilien. Ce virage de l'électorat catholique vers la DC provoqua la débâcle des partis de droite en 1965, les contraignant à se fondre en une nouvelle entité : le Parti national. La ligne doctrinaire du nouveau parti était centrée sur un projet de changement social, divergeant en cela de ce qu'avait été jusqu'alors la droite chilienne. Son idéologie se définit comme nationaliste, liant les courants hispanistes et corporatistes qui cohabitaient dans la droite chilienne traditionnelle, mais en y ajoutant une forte critique du modèle de démocratie libérale, en particulier sa version "interventionniste" de 1938. Cependant, c'est seulement à partir de 1972, et sous le gouvernement de l'Unité Populaire, que le Parti national adoptera une position de rupture avec l'ordre institutionnel de 1925.

[341] Le principe de subsidiarité est rattaché à la doctrine sociale-chrétienne et établit qu'une structure sociale d'ordre supérieur ne doit pas intervenir sur la vie interne d'un groupe social d'ordre inférieur, en le privant de son autonomie et, par conséquent, du plein exercice de ses compétences. Au contraire, sa fonction, en tant que structure d'ordre supérieur, doit consister à le soutenir et à l'aider à atteindre ses objectifs ainsi qu'à coordonner son action avec celle des autres composantes du corps social afin de favoriser la réalisation de buts communs à tous. La société doit donc laisser aux personnes ou aux groupes qui la composent toutes les activités qu'ils peuvent réaliser de manière responsable et efficace. La subsidiarité exige que l'autorité résolve les problèmes dans les instances les plus proches des individus ou entités concernés. De même, l'autorité centrale assume une fonction subsidiaire lorsqu'elle participe aux affaires qui, pour diverses raisons, ne peuvent se résoudre efficacement au niveau local ou dans l'immédiat. Source : Luzón Peña Diego, *Curso de Derecho Penal ; parte general*, Madrid, Ed. Universitas, 1999, p. 82 ; ainsi que dans Encyclopédie Universalis en ligne : http://www.universalis-edu.com/article2.php?napp=&nref=E953141 (consulté le 30/04/2009).

traditionnellement considéré comme le plus conservateur de l'École de droit de la PUC. Ainsi, le corporatisme décida de combattre ce qu'il appelait "la politisation de l'université", en adoptant une stratégie offensive dans l'objectif de gagner les élections suivantes de la fédération des étudiants.

La prise du siège (*Casa Central*) de la PUC en août 1967, par les étudiants réformistes exigeant la démission du recteur et évêque Alfredo Silva Santiago, constitua le détonateur qui renforça l'unité des corporatistes. Ces derniers s'associèrent alors au journal *El Mercurio* afin de dénoncer la supposée tentative de la Démocratie chrétienne de contrôler l'Université et de la mettre au service de son projet politique de "Révolution en Liberté"[342]. Pendant cette période émerge la figure de l'étudiant en droit Jaime Guzmán Errázuriz[343], représentant du *gremialismo* devant les autorités de la PUC et de l'Église catholique chilienne. Organisés autour de sa personne, les corporatistes tentaient d'éviter la prise de l'université en même temps qu'ils fustigeaient ses autorités pour ne pas avoir su "la défendre" de ses agresseurs. Le conflit acquit alors une dimension nationale, lorsque la PUC rejoint la mobilisation estudiantine engagée dans la ville de Valparaíso quelques semaines auparavant. Ce mouvement général qui gagnait tout le pays donnera naissance au processus de réforme universitaire[344]. Pour les *leaders* du *gremialismo*, la prise du siège central de la PUC, couplée au coup d'État du 11 septembre 1973, constituent aujourd'hui encore les deux évènements fondateurs du mouvement et de sa future projection politique[345].

Le leadership de Jaime Guzmán sortit renforcé de ces événements, puisqu'il permit au *gremialismo* de remporter les élections de la FEUC en octobre 1968, un an seulement après la prise de la PUC et l'immense enthousiasme généré par la mobilisation réformiste. Cependant, la réforme avait déjà été mise en place par un nouveau recteur civil, l'architecte

---

[342] Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 162.

[343] Jaime Guzmán Errázuriz (1946-1991) jouera un rôle important dans la politique chilienne de la seconde moitié des années 1960 ainsi qu'au début des années 1990. En 1991, il est assassiné par un commando du Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) alors qu'il exerçait le poste de sénateur de la République. Guzmán, formé dans le conservatisme catholique hispaniste, fut un étroit collaborateur du régime militaire d'Augusto Pinochet et un des inspirateurs de la Constitution de 1980 ainsi que du système électoral "binominal". Polémiste et orateur reconnu, il parvint à réunir les forces du *Gremialismo* pour organiser le parti politique de droite *Union démocrate indépendante* (UDI) en 1983. Sa pensée est le résultat d'une fusion pragmatique entre un catholicisme conservateur traditionnel et un individualisme économique anti-communautaire issu de la pensée de F. Hayek.

[344] Pour plus d'information sur la réforme universitaire chilienne, voir en particulier : Huneeus Carlos, *La reforma universitaria : veinte años después*, Santiago : CPU, 1988 ; Scherz García, Luis, "Reforma y contrarreforma en la Universidad Católica de Chile : (1967-1980)", *Realidad universitaria / Revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea*, 1988, p. 36-53 et Gárate, Manuel, *Op. cit*.

[345] Si l'on adopte une vision rétrospective, nous pouvons dire que l'assassinat de Jaime Guzmán, en 1991, peut être considéré comme étant le troisième événement marquant de la vie politique de cette collectivité, venant ainsi s'ajouter à notre argument sur les "événements fondateurs".

catholique progressiste Fernando Castillo Velasco. Malgré son refus de la réforme dans son ensemble, le mouvement *gremial* reconnut la nécessité de certains changements structurels pour l'Université, comme la modernisation des cursus. En revanche, il dénonça fermement "une tentative (de la part de certaines autorités) de transformer la réforme en un instrument de révolution politique et sociale"[346]. Le type de réforme défendu par les *gremialistas* correspondait à une transformation de l'université suivant le modèle nord-américain[347], lequel excluait l'idée d'une communauté composée d'universitaires, d'étudiants et de travailleurs. Il s'agissait plutôt d'une modernisation incorporant le concept nord-américain de "crédits", la création d'unités académiques indépendantes, l'embauche de professeurs à temps complet. Elle ne prenait cependant pas en compte les étudiants et les fonctionnaires du gouvernement universitaire.

Ainsi, le triomphe *gremialista* de 1968 a non seulement été le résultat de la réorganisation des forces conservatrices à l'intérieur de l'université, mais aussi de la scission du mouvement étudiant réformiste. Une partie des membres de ce mouvement montrait des positions politiques extrémistes, laissant de côté l'idée d'une modernisation universitaire et invoquant définitivement la nécessité d'une révolution sociale et même d'une "prolétarisation" des étudiants. Cette radicalisation du discours contribua à l'affaiblissement des forces de gauche internes à la PUC, laissant la voie libre au *gremialismo* qui remporta les élections de 1968 de justesse, comme nous le mentionnions plus haut.

Cette courte victoire dans une université qui, encore aujourd'hui, représente un microcosme singulier de la société chilienne, eut une profonde influence sur l'apparition d'une élite de droite convaincue du possible succès d'une révolution conservatrice, en particulier à une époque où l'histoire paraissait accompagner les forces progressistes. Cette interprétation messianique, tournée vers le futur, a été prépondérante au moment d'évaluer leur participation dans la transformation économique et culturelle vécue par le Chili avec le coup d'État de 1973. Jusqu'à cette date, le monde conservateur ainsi que la droite chilienne vivaient en effet dans une sorte de nostalgie du passé, adoptant une position défensive[348]. Le

---

[346] Directive du Mouvement corporatiste, lettre au recteur de l'Université Catholique du Chili, (s.r), *non daté*, Fondation Jaime Guzmán Errázuriz. Cité par Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 162.

[347] Boisard fait explicitement référence au modèle de l'Université de Chicago, reconnu pour sa verticalité et sa structure hiérarchique. Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 168.

[348] La crise terminale du Parti conservateur et du Parti libéral suite au triomphe présidentiel, en 1964, du démocrate chrétien Eduardo Frei Montalva, constitua le commencement d'une réarticulation des forces de droite autour d'un nouveau projet national. La polarisation de la société chilienne fut aussi marquée par le langage "de l'affrontement" dû au contexte international de Guerre froide où les positions politiques opposées atteignirent un grade d'hostilité maximal. L'État de compromis mis en place en 1938 ainsi que le système de

gremialismo et l'apport postérieur de la théorie économique néo-libérale furent à l'origine de la rupture de cette tendance défaitiste et de l'apparition d'une nouvelle droite optimiste et révolutionnaire.

Avant les événements d'août 1967, les étudiants d'économie et en droit de la PUC ne se réunissaient pas pour partager leurs points de vue politique malgré la présence d'un espace physique commun, le siège central de l'université. La séparation entre milieu académique et politique fut encore plus visible au moment du déménagement de la Faculté d'économie vers le secteur oriental de la ville de Santiago. La révolte estudiantine de 1967 a donc permis la rencontre de ces deux mondes et la création d'un "front commun" anti-réformiste. Ces événements sont encore dans les mémoires : on s'en souvient comme d'un geste libérateur contre l'"anarchie" et la "révolution" des étudiants de gauche. Jaime Guzmán lui-même le mentionnait comme le phénomène révolutionnaire le plus radical qu'il a vécu, le comparant même à la période postérieure de l'Unité Populaire[349]. L'occupation de l'université, d'après l'interprétation qu'en donne Boisard[350], a été ressenti comme un véritable séisme par les étudiants de droite, et a donné lieu à un point d'inflexion dans la stratégie, jusqu'alors de repli, du monde conservateur chilien des années 1960.

Le besoin de s'opposer à la prise de l'université et de "protéger" ses installations contre l'occupation des réformistes provoqua également la formation d'un "Commando de défense de l'université" regroupant les écoles de droit, d'économie et d'agronomie de la PUC. À cette époque, les premiers économistes formés à Chicago ne faisaient plus partie de la "communauté étudiante", puisqu'ils étaient pour la plupart professeurs à l'École d'économie. Ils partageaient cependant la critique profonde du processus de réforme universitaire. Cependant, une seconde génération d'étudiants de la discipline – formés dans les années 1960 – s'engageait ouvertement dans la lutte politique. Le rapprochement entre le *gremialismo* et les économistes monétaires (les *Chicago Boys*) s'est donc réalisé à travers l'action des étudiants de cette deuxième génération[351]. Les *gremialistas* ont vu dans l'école d'économie une concordance et un esprit de corps en parfaite harmonie avec leur vision corporatiste de la société, en particulier dans un moment de crise, comme ce fut le cas en août 1967. Mentionnons à ce sujet les propres termes de l'un des protagonistes :

---

partis politiques sanctionné par la Constitution de 1925 furent très perturbés dans la seconde moitié des années 1960.

[349] Jaime Guzmán Errázuriz, "Las razones de su vida", *Revista Cosas*, nº extraordinario, 5 avril 1991, p. 18. Cité par : Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 229.

[350] *Ibíd.*, p. 229.

[351] *Ibíd.*, p. 230.

> « (…) L'union du *gremialismo* avec la Faculté d'économie a été très facile, parce que la Faculté représentait très bien ce que le *gremialismo* recherchait au niveau universitaire. Il s'agissait d'une Faculté qui était universitaire et qui ne se mettait au service d'aucune idéologie. La Faculté n'était pas au service du Parti national ou du Parti radical »[352].

La seconde génération d'étudiants en économie, leurs professeurs monétaristes et les étudiants anti-réformistes partageaient au moins deux éléments essentiels : la sympathie pour le *gremialismo* et l'apolitisme. Selon Boisard, les *gremialistas* proposaient de dépolitiser l'université. Dans le même temps, les économistes donnaient un soutien technique à leur idéologie. Pour ces derniers, le plus important, dans leur vision singulière du domaine public, était de "dépolitiser" l'économie. C'est ainsi qu'ils donnèrent naissance à un type de mouvement de droite absolument inédit au Chili, en fusionnant le catholicisme intégriste et le monétarisme[353]. Cette synthèse n'était pas reconnue par l'ancien traditionalisme conservateur, ce qui se manifestait notamment dans les relations complexes qu'il entretenait avec le nouveau Parti national.

Par ailleurs, notons que l'Église catholique chilienne du XXème siècle suivait traditionnellement les positions du Vatican, peu favorable au libéralisme politique et économique, malgré sa défense acharnée de la propriété privée. Pendant toute la première moitié du XXème siècle, cette critique a même constitué le point de rencontre entre catholiques progressistes et conservateurs. La position des partis catholiques chiliens par rapport au capitalisme a toujours eu un côté pragmatique, autant vis-à-vis du Parti conservateur que du Parti national ou même de la Démocratie chrétienne. Comme l'explique fort bien Boisard, ces partis catholiques ont accepté de manière tacite un libéralisme économique modéré, plus ou moins atténué par l'action régulatrice de l'État. Au contraire,

---

[352] Entretien avec Javier Leturia, dirigeant *gremialista*. Cité par : Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 231 ; « (…) la unión del gremialismo con la Facultad de Economía fue muy fácil, porque la Facultad representaba muy bien lo que el gremialismo buscaba a nivel universitario. Se trataba de una Facultad que era universitaria y que no se ponía al servicio de ninguna ideología. La Facultad no estaba al servicio del Partido Nacional o del Partido Radical ».

[353] Stéphane Boisard estime que les deux influences européennes peuvent expliquer cette fusion idéologique particulière. En premier lieu, il considère fondamental l'apparition d'une "économie sociale de marché" élaborée par l'Union démocrate chrétienne allemande (CDU) dans las années 1950, assignant à l'État et à la morale chrétienne un rôle de régulateur des inégalités du marché au nom de la justice sociale. En second lieu, il insiste sur le rôle de l'"ascétisme mondain" du mouvement catholique espagnol *Opus Dei*, qui réconcilie définitivement le capitalisme avec le catholicisme intégriste. Les divers apports de ce courant de pensée, ajoutés au monétarisme de Chicago et à l'intégrisme "*gremialista*", sont mis en évidence dans la publication chilienne *Portada* créée en 1969 par le groupe conservateur qui s'est principalement constitué à la suite de la réforme de la PUC. Boisard, Stéphane, *Op. cit.*

les intellectuels conservateurs des années 1930[354] se sont toujours opposés au libéralisme individualiste sous toutes ses formes, proposant l'intégrisme (anti-séculaire et anti-rationaliste) comme alternative aussi bien au capitalisme qu'aux divers courants socialistes.

Ainsi, la doctrine catholique et le libéralisme individualiste de F. Hayek partagent le refus de l'égalitarisme démocratique et du constructivisme social d'origine rationaliste. Ils défendent effectivement tous deux l'existence d'un ordre naturel spontané, antérieur à tout contrat social. Pour les catholiques, il émane de la Divine Providence, alors que pour les libéraux, il prend l'apparence du "marché" comme espace naturel de relations humaines.

De ce fait, même si la réflexion de Jaime Guzmán se nourrit fortement des idées de l'intégrisme catholique anti-libéral de l'avocat et historien chilien Jaime Eyzaguirre, elle est également le fruit de sa connaissance privilégiée de l'économie libérale et de la philosophie de Hayek, découvert indirectement grâce aux économistes monétaristes participant au mouvement *gremialista* (notamment Ernesto Illanes et Juan Carlos Méndez).

Son intégrisme lui permit de défendre à outrance la propriété privée et la libre initiative comme principes fondamentaux de l'ordre social, servant ainsi d'arguments de base contre le dénommé "dirigisme étatique" :

> « (…) les principes capitalistes de propriété privée et de libre entreprise dans le domaine économique, non seulement ne s'opposent pas à la doctrine sociale de l'Église, mais sont des supports fondamentaux de celle-ci, fruits de la loi naturelle »[355].

> « L'influence d'Hayek se ressent dans son acceptation du libéralisme économique qu'il [Guzmán] rejetait auparavant, conformément à la doctrine sociale de l'Église. Sa défense du capitalisme devient une défense du capitalisme libéral. Ceci le conduit à abandonner certaines croyances traditionnelles qu'il conservait comme le résultat de son adhésion antérieure au capitalisme organique et corporatif, et qu'il voit désormais comme des obstacles au fonctionnement à plein du marché »[356].

---

[354] Le plus grand représentant de ces intellectuels conservateurs apparus dans les années 1930 fut effectivement l'avocat et historien chilien Jaime Eyzaguirre (1908-1968), connu pour sa défense des thèses hispanistes et son rejet de la tradition historiographique libérale chilienne. Notons que des auteurs tels que Julio Philippi ainsi que le prêtre et mentor de Jaime Guzmán, Osvaldo Lira, appartenaient également à ce courant de pensée.

[355] Guzmán, Jaime, "El capitalismo y los católicos de tercera posición", *Fiducia*, Vol. III (nº20), 1965, p. 4-5. Cité par : Cristi, Renato, *El pensamiento político de Jaime Guzmán* (1a ed.), LOM Ediciones, Santiago, 2000, p. 30 ; « (…) los principios capitalistas de propiedad privada y de libre empresa en el campo económico, no sólo no se oponen con la doctrina social de la Iglesia, sino que son supuestos fundamentales de ésta, como fruto de la ley natural ».

[356] Cristi, Renato, *Op. cit.*, p. 17 ; « Pero la influencia de Hayek se deja sentir en su aceptación del liberalismo económico que antes había rechazado (Guzmán) en conformidad con la doctrina social de la Iglesia. Su defensa del capitalismo pasa a ser ahora una defensa del capitalismo liberal. Esto lo conduce a abandonar algunas de las

La plupart des élèves de l'École d'économie de la PUC se situaient politiquement à droite, même si beaucoup d'entre eux se disaient apolitiques. Un nombre non négligeable d'entre eux participait à l'organisation catholique ultraconservatrice *Fiducia*, alors que d'autres exprimaient déjà leur sympathie pour l'*Opus Dei*, alors organisation catholique de petite taille, pratiquement méconnue et comptant peu d'adhérents[357]. Cette relation apparemment contradictoire entre intégrisme catholique et ultralibéralisme économique ne généra pas de conflits majeurs au moment de définir la pratique économique comme une discipline scientifique et autonome par rapport à la doctrine sociale de l'Église. Face à l'adversaire commun que représentait le socialisme, les doctrines séculaires ou encore le catholicisme progressiste, les différences furent surmontées et même ignorées. Les sentiments de défendre une "forteresse assiégée" et de constituer le dernier rempart d'un monde et d'une classe sociale en danger, constituaient le moteur de cette fusion particulière entre catholicisme intégriste et monétarisme ultra-libéral.

L'apparition de la revue *Portada* (1969), proche du mouvement *Opus Dei*, marqua la consolidation du rapprochement entre les économistes monétaristes et les *gremialistas*. Sa création avait pour objectif de diffuser la pensée conservatrice à l'intérieur de la PUC, comme contre-offensive à ce qui était considéré comme une révolution de la gauche marxiste. La publication réunissait un groupe assez hétérodoxe de personnalités de droite (professeurs d'économie, d'histoire et de droit de la PUC, journalistes proches d'*El Mercurio*, entrepreneurs, entre autres…). Entre ses participants se distinguaient tout particulièrement les économistes Sergio de Castro, Pablo Barahona ou Emilio Sanfuentes, membres parmi les plus reconnus des *Chicago Boys*. *Portada* était une revue hebdomadaire d'actualité politique, culturelle, sociale et économique qui dès ses débuts se présenta comme une revue rénovatrice et transformatrice, mais non révolutionnaire[358].

---

instituciones tradicionales que retenía como resultado de su adhesión al capitalismo orgánico y corporativo, y que ahora ve como obstáculos para el pleno funcionamiento del mercado ».

[357] L'*Opus Dei* s'installa durablement au Chili et en Argentine en 1950. Fondé en 1928 par le prêtre espagnol José María Escrivá (1902-1975), son statut a peu à peu évolué à l'intérieur de l'Église catholique jusqu'à se convertir en "Prélature personnelle" (1982). La structure de l'organisation, hautement hiérarchisée, comprend différentes classes pour ses membres selon leur disponibilité et leur niveau d'engagement et origine sociale. L'hermétisme avec lequel il opère au niveau international a jusqu'à présent empêché de connaître avec exactitude ses réseaux d'influence économique, culturelle, sociale et politique. Voir : Mönckeberg, María Olivia, *El imperio del Opus Dei en Chile*, Santiago, Ediciones "B" Chile S.A, 2003.

[358] Pour une analyse détaillée portant sur l'orientation et les contenus de la revue *Portada*, voir l'article de Francisca Alessandri : Alessandri, Francisca, "La tradición hispana y la revista "Portada"", *Cuadernos de Información* (Universidad Católica de Chile), nº 2, 1985. http://fcom.altavoz.net/prontus_fcom/site/artic/20041215/pags/20041215212733.html (consulté le 18/05/2008).

Les membres de la revue se déclarèrent en effet héritiers de la pensée de Jaime Eyzaguirre ainsi que du courant corporatiste et nationaliste du conservatisme chilien. La publication était dirigée par Gonzalo Vial, historien conservateur et futur ministre de l'éducation du régime militaire (1973-1990). D'après Carlos Ruiz[359], les auteurs avaient conscience de leur posture politique de rupture vis-à-vis de la droite traditionnelle, et de leur opposition à la démocratie libérale, bien qu'ils aient été relativement soucieux de ne pas montrer un caractère trop anti-démocratique. Tous les participants à la revue diagnostiquèrent que le Chili vivait une crise d'autorité à tous les niveaux, institutionnel et sociétal, la famille, l'Église, l'université, mais surtout la direction politique du pays. Selon eux, l'origine de la crise résidait dans la décadence partisane, la polarisation de la société, le pouvoir excessif de l'État et les projets utopiques de la Démocratie chrétienne et de la gauche socialiste :

> « (…) tel un cancer, l'influence des partis s'étend à des champs qui devraient leur être interdits. Les communes, les comités de voisinage, les corporations, les collèges professionnels, les universités… Même les couvents et les écoles secondaires !… Tout est envahi et dénaturalisé par la politique partisane [sic]… »[360].

C'est précisément dans leur lutte contre la "politique" et l'intervention étatique que les économistes formés à Chicago trouvèrent un espace privilégié dans cette revue à tendance nationaliste :

> « Le nationalisme doit être surtout envisagé comme un "sain égoïsme national", centré sur le respect des traditions et le rejet des idéologies favorisant les pratiques venant de l'étranger [*extranjerizantes*] exprimées dans les partis politiques. Tout cela doit être accompagné du respect le plus vertueux de la sphère privée de la vie et, en premier lieu, de la libre entreprise qui est une "fidèle expression de la nature humaine et une gardienne de sa propre liberté" »[361].

---

[359] Ruiz, Carlos, "El conservantismo como ideología. Corporativismo, y neo-liberalismo en las revistas teóricas de la derecha", dans Ruiz, Carlos & Cristi, Renato, *El Pensamiento conservador en Chile*, Editorial Universitaria, Santiago, 1992, p. 106.

[360] Revista *Portada*, 1970, nº9, p. 7. Cité par : Ruiz, Carlos, & Cristi, Renato, *Op. cit.*, p. 108 ; « (…) como un cáncer, la influencia de los partidos se extiende a campos que debieran estarle vedados. Municipios, Juntas de Vecinos, gremios, colegios profesionales, universidades… ¡hasta los conventos y las escuelas secundarias!... todo está invadido y desnaturalizado por la política partidista… ».

[361] Revista *Portada*, 1969, nº2, p. 6, Cité par Ruiz, Carlos, & Cristi, Renato, *Op. cit.*, p. 109 ; « El nacionalismo debe ser concebido sobre todo como "sano egoísmo nacional", unido al respeto a las tradiciones y al rechazo de las ideologías extranjerizantes, expresadas en los partidos políticos, todo esto junto al respeto más acrisolado por la esfera privada de la vida y, en primer lugar, por la libre empresa que es "una fiel expresión de la naturaleza humana y una salvaguardia de su propia libertad" ».

Pour Ruiz, une des idées fondamentales émanant de *Portada* est le double usage du "principe de subsidiarité" comme solution de compromis. En effet, ce principe fut utilisé pour une lecture corporatiste – à caractère franquiste – afin d'attaquer les partis politiques. Cependant, on le citait également pour justifier une position matérialiste et individualiste chaque fois plus marquée du sceau de la pensée des économistes monétaristes :

> « *Portada* fait partie de cette dynamique (de rejet du processus démocratique), se caractérisant par le radicalisme de ses choix, par son projet clairement autoritaire, et par l'élaboration d'un programme d'économie de marché qui trouve rapidement des suiveurs enthousiastes, surtout après l'élection de Allende, dans le domaine des moyens de communication traditionnels de la droite et parmi certains de ses représentants politiques et patrons »[362].

Portada parvint à réunir dans un même espace de réflexion et de propagande, trois courants idéologiques traditionnellement antagonistes : le corporatisme intégriste, le nationalisme autoritaire et le libéralisme économique, formant ainsi un groupe qui jouera un rôle central dans la réorganisation de la société chilienne après le coup d'État de septembre 1973. Cette expérience éditoriale éphémère a constitué, selon Stéphane Boisard, "une véritable rénovation de la pensée de droite au Chili, même si en l'état, il est seulement possible de parler d'un *laboratoire d'idées* ou, comme les économistes monétaristes préfèrent le nommer, une *communauté de pensée*"[363].

2.7 Conservateurs à l'offensive : l'Unité Populaire et la guerre idéologique

L'arrivée au gouvernement de la coalition de gauche (l'Unité Populaire), suite aux élections présidentielles de 1970, marqua une nouvelle étape dans l'organisation de l'opposition conservatrice, non seulement vis-à-vis du projet socialiste dirigé par Salvador Allende, mais également concernant le modèle d'État de compromis instauré au Chili à partir de 1938. Les pires cauchemars de la droite devenaient ainsi réalité. Il ne s'agissait plus seulement de combattre un État qu'ils considéraient interventionniste, mais bien le danger d'une réelle révolution socialiste qui apparaissait à l'horizon. Les escarmouches de la réforme universitaire et les conflits sociaux de la seconde moitié du gouvernement

---

[362] Ruiz, Carlos, *Op. cit.*, p. 111 ; « *Portada* está inserta en esta dinámica (reversión del proceso democratizador), dentro de la cual se caracteriza por el radicalismo de su opción, por su proyecto netamente autoritario, y por la elaboración de un programa de economía de mercado que comienza muy luego a encontrar seguidores entusiastas, sobre todo después de la elección de Allende, entre los medios de comunicación tradicionales de la derecha y algunos de sus representantes políticos y empresarios ».
[363] Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 248.

d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970) ne peuvent pourtant être comparés à ce qui aura lieu à la fin des années 1970.

Le résultat des élections présidentielles donna une courte majorité à la coalition de gauche (l'Unité Populaire) avec 36% des votes. Cependant, la tradition constitutionnelle indiquait que le Congrès National devait confirmer le candidat gagnant aux deux majorités[364]. L'idée est alors lancée parmi les groupes conservateurs de réaliser un accord parlementaire secret pour que la Démocratie chrétienne appuie le candidat de droite, Jorge Alessandri (seconde majorité)[365], pour qu'il remporte la désignation, et ainsi empêcher Allende d'accéder à la présidence. De cette manière, Alessandri renoncerait et appellerait à de nouvelles élections auxquelles pourrait s'imposer plus facilement le Démocrate-chrétien Eduardo Frei, empêchant ainsi la victoire de la gauche. D'après Valdés, Arnold Harberger lui-même avait été mis au courant de cette idée au cours de sa visite au Chili en septembre 1970. Dans une lettre à ses collègues de Chicago, il confirme d'ailleurs ses peurs quant à un éventuel échec de la manœuvre, ainsi que sa certitude que les militaires chiliens n'étaient pas disposés à faire un coup d'État, du fait de leur tradition constitutionnaliste. Selon les propres mots du général René Schneider, commandant en chef de l'Armée de terre :

> « (...) L'Armée est la garantie d'une élection normale. Elle est la garantie du fait que celui qui a été élu par le peuple, à la majorité absolue, ou par le Congrès au complet dans le cas où aucun des candidats n'obtienne plus de 50 pour cent des votes, assume la présidence de la République... Notre doctrine et mission est celle d'un soutien et du respect de la Constitution politique de l'État »[366].

La Démocratie chrétienne décida de suivre la tradition républicaine en confirmant l'élection du candidat ayant obtenu le plus de votes, mais exigea du candidat socialiste un engagement du respect des garanties constitutionnelles.

D'après Harberger, le programme politique et économique d'Allende était destiné à l'échec du fait de ses promesses difficilement tenables et des nombreuses attentes que sa campagne présidentielle avait générées. En second lieu intervenait le rejet que provoquait l'Unité Populaire (UP) au sein de l'élite patronale et technique du pays, ce qui pouvait

---

[364] La même tradition indiquait que ce statut avait toujours été confirmé par le Congrès national, même si l'avantage du candidat était très mince, ce qui fut par exemple le cas de Salvador Allende en 1970.

[365] En effet, jusqu'aux derniers jours avant l'élection, les forces conservatrices donnaient leur candidat, Jorge Alessandri, pour vainqueur.

[366] Déclaration du général René Schneider au journal *El Mercurio*, (08/05/1970) ; « (…) El Ejército es garantía de una elección normal, de que asuma la Presidencia de la República quien sea elegido por el pueblo, en mayoría absoluta, o por el Congreso Pleno, en caso de que ninguno de los candidatos obtenga más del 50 por ciento de los votos... Nuestra doctrina y misión es de respaldo y respeto a la Constitución Política del Estado ».

facilement aboutir à une situation de panique et au recours à des mesures désespérées[367]. En effet, un nombre non négligeable d'entrepreneurs et de familles aisées avait quitté le pays suite à l'élection, par peur d'un gouvernement socialiste. Ces départs eurent une incidence sur la hausse du prix du dollar atteint ce même mois de septembre 1970 :

> « (…) Les personnes qui prévoient de partir sont prêtes à vendre tout ce qu'elles ne peuvent amener avec elles, à quitter leur emploi ou leurs pratiques professionnelles, et à abandonner leur maison, leur affaire, leur usine, etc. à un destin incertain. L'ampleur que va prendre cet exode est totalement méconnue »[368].

Pendant les trois années du gouvernement d'Allende[369], les disputes et les contradictions politiques et idéologiques caractérisant le XXème siècle chilien ont atteint leur paroxysme, rendant méconnaissables ces mêmes groupes qui, dix ans auparavant, s'inscrivaient totalement dans un schéma démocratique. La tension et la polarisation arrivèrent à un point tel que la dispute se définissait en des termes manichéens issus de la Guerre froide : "communisme ou capitalisme". Les niveaux de participation sociale aux élections avaient augmenté de manière significative d'1,5 à 3,5 millions d'électeurs entre 1958 et 1970 ; soit près de 30% de la population en âge de voter. Valdés ajoute à ces chiffres le fait que, sous le gouvernement Frei, le nombre de syndicats a été multiplié par deux en six ans, en particulier parmi les "cols blancs" alors que l'on constate une augmentation de 2.000 à 114.000 du nombre de paysans organisés entre 1964 et 1970.

---

[367] L'assassinat du Commandant en chef de l'Armée, le général René Schneider, fomenté par un "maladroit" commando de jeunes d'extrême droite simulant leur appartenance à un groupe de gauche, démontre le niveau de désespoir des secteurs les plus extrémistes. Cet attentat réalisé le 22 octobre 1970, qualifié de séquestration par ses auteurs, avait pour objectif d'obliger les Forces armées à intervenir avant que le gouvernement de l'Unité Populaire n'assume officiellement ses fonctions.

[368] Séminaire intitulé : "The last Dope from Chile". Texte signé par Arnold Harberger, 07 septembre 1970 ; Cité par : Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit*., p. 242 ; « (…) The people planning to leave are ready in effect to sell all they can't take with them, to abandon their jobs and/or professional practices, and to leave their houses, business, factories, etc., to an uncertain fate. How large the exodus will be is entirely unknown ».

[369] Dans les cercles conservateurs chiliens, on aimait à appeler cette période comme "les mille jours de l'Unité Populaire", mettant ainsi en relief la difficulté et la longueur que représentait chacun de ces jours.

Ouvriers et paysans dans une manifestation de l'Unité Populaire, vers 1970. Collection Fondation Salvador Allende.
Source : *Memoria Chilena*.

Tous les éléments mentionnés plus haut ont contribué à générer une ambiance de révolution sociale, qui se traduisait par diverses manifestations de violence, non seulement organisées par la gauche, mais aussi par la droite. Le pays vivait donc un niveau de mobilisation inédit, exigeant le maximum des mécanismes de l'État de compromis auquel les secteurs conservateurs avaient déjà décidé de mettre fin. Dans le même temps, l'extrême gauche ainsi que les secteurs "ultras" de la coalition demandaient que la Démocratie chrétienne (qui misait sur les voix du centre) montre sa "véritable nature réactionnaire", poussant en cela son basculement d'un centre idéologique vers une opposition de droite.

La mobilisation croissante des ouvriers, des paysans et de la population des quartiers marginaux des grandes villes, principalement encouragée par les partis de l'UP, avait pour finalité – selon les mots propres à cette époque – "d'accentuer les contradictions" et d'accélérer les nationalisations d'entreprises et la réquisition de propriétés agricoles. Cette intransigeance dans le discours provoqua ladite "peur des pauvres" chez les secteurs les plus favorisés de la population et au sein du patronat. Ces derniers promurent alors la radicalisation des corporations professionnelles ainsi que des associations patronales et industrielles. Tout type d'actions directes, actes de sabotage et même de terrorisme furent également encouragés, accélérant ainsi la sensation de crise et d'une issue possiblement violente *via* l'intervention des Forces armées.

Les secteurs de droite comme du centre qui s'étaient fortement combattus dans la période précédente, commencèrent à travailler ensemble pour la défense de certains "principes".

Selon Valdés, cette alliance était motivée par la radicalisation politique et idéologique du moment, également promue par certains groupes internes au gouvernement d'Allende par le biais des expropriations et de la disparition graduelle des mécanismes de marché à l'intérieur de l'économie chilienne. C'est ainsi que la droite et pratiquement toute la communauté patronale ont conclu que le "remède" à la situation politique et économique du Chili devait être extrême. Ce point est d'une importance capitale. D'une part, à partir de ce moment, il apparaît clairement que les forces d'opposition étaient favorables à une sortie de crise par la force en envisageant la possibilité d'un coup d'État ; d'autre part, ces dernières assumaient l'idée selon laquelle le modèle qui allait survenir en remplacement de celui en vigueur ne pouvait s'apparenter au système d'État de compromis – considéré comme cause de la crise – et devait être absolument et radicalement différent. Pour la première fois, la droite chilienne commençait ainsi à entrevoir un projet de changement révolutionnaire et non pas seulement une idée de restauration ou de réaction.

La radicalisation idéologique survenue pendant la période électorale de 1970 eut pour conséquence une réévaluation des discours. Les idées, semblant auparavant exagérées ou extrêmes, devinrent "acceptables" aux yeux de beaucoup. C'est par exemple le cas des recommandations émises par les techniciens monétaristes, peu de temps auparavant considérés comme radicaux ou peu réalistes. Les économistes de Chicago consolidèrent en effet leur collaboration avec l'élite patronale du pays, attirant à son tour certains professionnels démocrates-chrétiens laissant de côté les anciennes disputes pour le contrôle de l'Université Catholique. De fait, pour la première fois depuis le début du transfert idéologique de Chicago vers le Chili, les économistes monétaristes sortirent de leur isolement académique et de leur militantisme intellectuel. Ils parvinrent à se faire accepter auprès de divers milieux politiques, économiques et académiques, unis au groupe des "démocrates" s'opposant à l'expérience socialiste de l'UP. Leurs postures apparurent alors en parfait accord avec l'idée d'un large front non-marxiste. En l'espace de dix ans, le débat avait donc évolué des "politiques économiques" vers les "principes économiques". Sur ce point, aussi bien les conservateurs que les libéraux et une bonne partie des démocrates-chrétiens étaient d'accord :

> « Les bienfaits globaux du marché et de la libre concurrence, le rejet de l'État et de sa protection du développement industriel caractérisant les idées néolibérales paraissaient donc coexister sans conflit avec les concepts de la démocratie chrétienne sur le libre marché mais avec la participation de l'État dans la promotion de la "justice sociale", de la participation des travailleurs et de la

> redistribution du revenu. Les contradictions dans ces questions ont été considérées moins importantes que celle de former un front de défense contre la "collectivisation incontrôlable" de l'économie »[370].

Une large part de la classe patronale, qui voyait dans les économistes de Chicago l'expression d'un ancien dogmatisme, qualifiant leurs idées de "hors contexte" – depuis la fin des années 1950 –, considérait désormais comme réaliste et même pragmatique cette pensée, face à la détérioration rapide de l'économie dans un contexte de changements révolutionnaires de gauche. Les mesures correctrices ne passeraient donc plus seulement par le recours à la force militaire pour renverser le gouvernement d'Allende et de l'Unité Populaire, mais également par l'éradication immédiate et définitive des idées socialistes de la société chilienne.

Par conséquent, aussi bien les économistes monétaristes que les démocrates-chrétiens étaient constamment sous pression pour fournir du matériel critique et des "munitions" politiques aux parlementaires opposés à l'UP. Néanmoins, Valdés insiste sur le fait qu'il s'agissait aussi d'un moment où un groupe d'économistes appartenant aux *Chicago Boys* avait décidé d'explorer d'autres voies clandestines et conspiratrices.

Deux initiatives surgirent tout particulièrement lorsqu'il fut évident que les Forces armées n'interviendraient pas tant qu'elles seraient commandées par des généraux constitutionnalistes. D'une part, un groupe d'économistes forma une équipe pour conseiller la SOFOFA[371]. D'autre part, on commença à élaborer un programme économique secret en vue d'un possible, pour ne pas dire probable, nouveau gouvernement. Le "Groupe des lundis" fut ainsi formé autour de Hernán Cubillos, qui remplaça Agustín Edwards comme patron du journal *El Mercurio*[372]. Avec le président de la SOFOFA – Orlando Sáenz – et les économistes Jorge Ross, Javier Vial, Manuel Cruzat, Arturo Fontaine, Fernando Bravo et Emilio Sanfuentes, le groupement devint le principal conseiller des patrons chiliens, encourageant de plus d'importants contacts avec l'extérieur, autant aux Etats-Unis qu'avec le reste des associations patronales du continent américain.

---

[370] Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 246 ; « The overall virtues of the market and free competition, the rejection of the state and its protection of industrial development that characterized neo-liberal ideas seemed then combine without conflict with Christian Democratic concepts of a free market with state participation in promoting "social justice", worker participation, and income redistribution. The contradictions between these issues were considered to be less important than that of forming a defensive front against the uncontrollable "collectivization" of the economy ».

[371] Société de développement manufacturier : principale organisation patronale fondée en 1883 et qui réunit les patrons industriels les plus importants du Chili.

[372] Agustín Edwards avait déménagé aux Etats-Unis afin d'obtenir l'aide de Henry Kissinger et de Richard Nixon pour augmenter la pression contre le gouvernement de l'Unité Populaire. Pendant son séjour, il fut nommé Vice-président de *Pepsi Cola Company*.

Cependant, suite à la suggestion de Sergio Undurraga – autre économiste lié au groupe – selon laquelle il était préférable de travailler de manière indépendante de la SOFOFA, le groupe se constitua en centre d'études. Cette nouvelle organisation fut dirigée par Sergio Undurraga lui-même, ainsi que par Emilio Sanfuentes (tous deux proches d'Agustín Edwards) et Álvaro Bardón, autre économiste de Chicago très lié à la Démocratie chrétienne. Son objectif était de réaliser des analyses quotidiennes et mensuelles, ainsi que d'émettre des rapports sur la projection économique du pays.

Les premiers rapports furent relativement décevants pour le patronat, puisqu'ils confirmaient une importante croissance de l'économie au cours de la première année de gouvernement de l'UP (près de 8 %) et non pas le "chaos" espéré que ce dernier avait tout d'abord pronostiqué. L'inflation paraissait également diminuer (passant de 36,1 % à 22,1 %), tout comme le taux de chômage qui tomba à 3,8 %. Il y eut aussi une hausse des salaires et une meilleure distribution des revenus. Pour autant, les rapports mettaient néanmoins en évidence certains signes préoccupants, fruits d'énormes déséquilibres économiques causés par les politiques gouvernementales expansives : l'augmentation démesurée du déficit fiscal, la chute des réserves financières internationales et de l'investissement ainsi qu'un déficit commercial croissant. Les problèmes commençaient effectivement en 1971 avec la hausse soutenue de l'inflation, ce que l'équipe d'économistes avait correctement anticipé. De cette manière, ces derniers acquirent un certain prestige auprès des cercles d'affaires. Finalement, leur "science" commença donc à être reconnue.

Valdés affirme que dès lors,ils engagèrent une activité de conseil auprès des membres du Congrès issus du Parti national et de la Démocratie chrétienne, leur fournissant régulièrement des informations et des analyses économiques de conjoncture à l'aide desquelles ils pourraient réfuter les chiffres officiels et interpeller les ministres d'État. Emilio Sanfuentes était ensuite chargé de diffuser ces informations à travers la presse, essentiellement par le biais de la revue conservatrice *Portada* et, plus tard, *via Qué Pasa*[373]. Entre août 1971 et juin 1972, l'équipe d'Undurraga commença à préparer un programme de gouvernement, bien que seul un nombre restreint de personnes savait quel serait le but et l'usage du document final. Cette tâche requit néanmoins la participation de tous les membres du groupe monétariste de l'Université Catholique du Chili : Sergio de Castro, Luis Federici, Manuel Cruzat, Pablo Barahona et Juan Braun. Valdés certifie que le grand objectif du premier groupe d'économistes de Chicago avait ainsi été atteint après plus de dix ans d'une

[373] Notons que Sergio de Castro était éditorialiste pour les thèmes économiques dans la revue *Qué Pasa*.

bataille idéologique acharnée. À partir de là, ces derniers devinrent les principaux conseillers des plus importantes organisations patronales chiliennes.

Seul Orlando Sáenz, président de la SOFOFA, fut capable de réclamer la participation d'autres visions économiques au sein de l'opposition à Allende, notamment celle de la Démocratie chrétienne, car il considérait que les hommes de Chicago fournissaient certes d'excellentes "munitions" intellectuelles contre le "socialisme", mais qu'ils ne possédaient pas la connaissance générale nécessaire à la préparation d'un programme de gouvernement inclusif.

La crise économique culmina en 1972, lorsqu'Undurraga et Bardón envisagèrent une inflation supérieure à 180 % pour la fin de la même année. Le gouvernement ne fit rien non plus afin d'éviter les déséquilibres qui s'installaient. Au contraire, il augmenta les salaires, gagnant ainsi en popularité dans les secteurs les plus pauvres de la population, ce qui, au final, ne fit que rendre incontrôlable la spirale inflationniste. Il augmenta également les subventions publiques alors que les recettes fiscales chutaient de manière dramatique.

Le déséquilibre fiscal atteignit ainsi 30,5 % en 1973, engageant l'économie dans une récession avec des taux d'inflation supérieurs à 600 %. La précarité de la situation obligeait le groupe d'économistes à "accélérer" ses plans et à finalement incorporer certains professionnels démocrates-chrétiens aux qualités "techniques" reconnues comme José Musalem, Andrés Sanfuentes, Juan Villarzú et José Luis Zavala. Ils formèrent donc une équipe de dix économistes au total, lesquels travaillaient en petits groupes dans le plus grand secret puisque le plan devait être mis en place en 1973, alors que le gouvernement d'Allende prenait normalement fin en 1976. Pour se faire, l'opposition comptait remporter une majorité suffisante aux élections parlementaires de 1973, laquelle lui aurait permis d'envisager une "sortie" constitutionnelle du président Allende et de solliciter de nouvelles élections. Cependant, malgré les circonstances difficiles de cette période, le gouvernement de l'UP parvint à obtenir 45,3 % des votes, ce qui fut célébré comme un triomphe par la gauche, bousculant ainsi les projets constitutionnels de l'opposition. Face à un tel dilemme, le monde conservateur s'est vu confronté à la nécessité de négocier avec le gouvernement, ce à quoi ils n'étaient en rien disposés, ou de faire définitivement pression afin de provoquer une sortie "par la force" à travers un coup d'État financé par des fonds externes au pays[374] :

[374] Dans cet entretien personnel de Juan Gabriel Valdés avec Orlando Sáenz, ce dernier admet qu'en 1971, il existait déjà la conviction parmi un secteur important du patronat que le gouvernement de l'UP était incompatible avec la liberté économique et que, par conséquent, l'unique issue était son renversement.

> « L'argent affluait de toute part sans que personne ne se pose de question sur sa provenance : il faut garder à l'esprit qu'avec Allende, le Chili était entré dans une logique de *Guerre froide* »[375].

Le travail du groupe d'économistes professionnels ne requit pas de grandes sommes d'argent pour assurer son fonctionnement puisqu'il existait déjà une base de données conservant toutes les études menées tout au long de la décennie antérieure[376]. À la fin de l'année 1972, deux employés d'Agustín Edwards et anciens officiers de la Marine, Roberto Kelly et José Radic, ont été "sondés" par de hauts membres de la Marine afin d'élaborer un programme économique au cas où il se produirait un *pronunciamiento militar*. Kelly contacta Emilio Sanfuentes, lequel lui promit de rédiger un document sous trente jours qui fut finalement terminé en mai 1973 lorsque les différents projets du groupe d'économistes étaient soumis à la comparaison au cours d'un séminaire dans la ville côtière de Viña del Mar. Le document reflétait une disparité d'opinion entre certains professionnels, tout comme des différences de points de vue entre monétaristes purs et démocrates-chrétiens. Une solution de compromis fut alors privilégiée afin de terminer à temps ce qui avait été demandé par la Marine. Le document, loin d'être le reflet fidèle de l'orthodoxie monétariste, s'en approcha considérablement, après trente-cinq ans de domination keynésienne et structuraliste.

L'épilogue de cet épisode peut être retracé à partir de la date même du 11 septembre 1973. D'après Valdés, les presses de l'*Editorial Lord Cochrane* (également liées au quotidien *El Mercurio*), ont travaillé de manière ininterrompue afin de diffuser l'imposant document alors baptisé "La Brique" (*El Ladrillo*). Le "Plan économique" fut ainsi remis à la première heure du 12 septembre, aux commandants en chef de la junte militaire[377].

---

[375] Paroles prononcées par Sergio Undurraga, cité par : Valdés, Juan Gabriel, *Op. cit.*, p. 251 ; « Money was coming from everywhere and nobody asked where it came from : one must keep in mind that with Allende, Chile had gone into a *Cold War* logic ».

[376] La Démocratie chrétienne continua de faire travailler ses économistes en secret avec le groupe de la SOFOFA, alors que d'autre part, elle envisageait la possibilité d'un accord avec le gouvernement.

[377] Juan Gabriel Valdés remarque, non sans ironie, que le "*timing*" fut parfait entre le renversement et la mort du dernier Président constitutionnel et la mise en marche du premier plan économique des *Chicago Boys*.

DEUXIÈME PARTIE :
LE RÉGIME MILITAIRE ET SON PROJET SOCIO-ÉCONOMIQUE (1973-1989)

« (…) tomberont ceux qui devront tomber. Parce qu'il en est ainsi. C'est la loi de la jungle propre à l'économie. Une jungle d'animaux sauvages où celui qui peut tuer celui d'à côté le fait. C'est cela la réalité [sic] ».

Amiral JOSÉ TORIBIO MERINO, membre de la Junte de gouvernement (1973-1989)[378]

« En 1975, alors que l'inflation faisait rage et qu'une récession mondiale entraînait le Chili dans une phase de dépression économique, le général Pinochet fit appel aux Chicago Boys – nom sous lequel sera ensuite connu ce groupe d'économistes – et nomma plusieurs d'entre eux à des postes de pouvoir au sein du gouvernement ».

MILTON FRIEDMAN[379]

3.1 L'absence de projet économique des militaires (1973-1975)

L'historiographie de la transformation économique du Chili pendant le régime militaire a toujours privilégié le thème de l'influence des civils sur le gouvernement, avec un intérêt particulier pour deux groupes : les économistes connus par la suite sous le nom de Chicago Boys et les secteurs corporatistes représentés entre autres par Jaime Guzmán Errázuriz[380], un des acteurs principaux du nouveau régime chilien[381]. Reflet manifeste des résultats des politiques mises en place au Chili dans les années 1970 et 1980, cette vision part du

[378] Revue *Ercilla*, Nº 2.165, 26/03/1977. Cité par : Vergara Pilar, *Auge y caída del Neoliberalismo en Chile*, Santiago, FLACSO, 1985, p. 96 ; « (…) caerán los que tengan que caer. Porque así es esto. Es la selva del mundo de la vida económica. Una selva de animales salvajes, donde el que pueda matar al del lado, lo mata. Esa es la realidad ».

[379] Friedman Milton & Friedman Rose, *Two Lucky People : Memoirs*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, p. 398 ; « In 1975, when inflation still raged and a world recession triggered a depression in Chile, General Pinochet turned to the "Chicago Boy" – as the group of economists later became known – and appointed several of them to powerful positions in the government ».

[380] Un travail comme celui de Carlos Huneeus, bien qu'étant l'un des plus complets et mieux documentés sur la dictature militaire, tend néanmoins à sous-estimer les différentes visions existant dans le monde militaire en donnant la primauté à la figure de Pinochet et aux civils qui le conseillèrent et l'accompagnèrent dans la formation du régime. Consulter : Huneeus Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Santiago, Ed. Sudamericana, 2001.

[381] Nous estimons qu'une vision rétrospective permet précisément d'affirmer le poids des civils dans la formation et la direction du régime militaire chilien entre 1973 et 1989. Cependant, le poids des militaires qui firent partie de la conspiration ne doit pas être laissé de côté, même s'ils furent finalement battus. En effet, à cette époque, on ignorait quelle position serait réellement prédominante. C'est cette raison que nous restituons ici les tensions et débats de l'époque.

présupposé théorique que les Forces armées ont constitué un “instrument de classe” utilisé par la droite chilienne qui cherchait à obtenir la chute du gouvernement de l’Unité Populaire et la fin du modèle de l’État de compromis lancé dans les années 1930[382].

Une analyse plus complète de la situation, incluant des ouvrages récents sur le sujet[383], nous a conduit à prendre en compte d’autres variables, afin de mieux appréhender la complexité du sujet. Il n’en reste pas moins que ce sont finalement les civils – alliés au régime – qui ont pris le contrôle du modèle économique à partir de la seconde moitié des années 1970. Néanmoins, on ne peut omettre l’importance du fait qu’au sein du gouvernement militaire, coexistaient différents courants générant des dissensions sur le modèle économique à appliquer. Les défenseurs d’une vision plus nationaliste ou étatiste de l’économie – en particulier dans le domaine social – furent finalement battus, bien que, et il est toujours utile de le préciser, tous aient souscrit à un schéma profondément anti-marxiste.

Membres de la Junte militaire du gouvernement (Chili, 1973)

De gauche à droite : César Mendoza (Police nationale, *Carabineros*), José Toribio Merino (Marine), Augusto Pinochet (Armée de Terre) et Gustavo Leigh (Armée de l’Air). Source : Biblioteca Nacional de Chile.

382 Selon la théorie marxiste classique, les Forces armées – en tant que partie intégrante de l’État - constituent un instrument de répression d’une classe sociale sur une autre. Consulter : Lehning, Arthur, *Marxismo y anarquismo en la Revolución Rusa*, Ed. Utopía Libertaria, Buenos Aires, 2004.

383 L’ouvrage de Verónica Valdivia sur la pensée politico-sociale des militaires est probablement l’une des meilleures et des plus complètes études sur ce thème. Voir : Valdivia, Verónica, *El golpe después del golpe. Leigh vs. Pinochet. Chile 1960-1980*, Santiago, LOM Ediciones, 2003.

Membres de la Junte militaire de gouvernement (1973-1990)			
Représentant	**Nom**	**Début de mandat**	**Fin de mandat**
Armée	Augusto Pinochet Ugarte César Benavides Julio Canessa Roberts Humberto Gordon Rubio Santiago Sinclair Oyanedel Jorge Lucar Figueroa	11 septembre, 1973 11 mars, 1981 11 mars, 1983 11 mars, 1985 11 mars, 1987 11 mars, 1989	11 mars, 1981 11 mars, 1983 11 mars, 1985 11 mars, 1987 11 mars, 1989 11 mars, 1990
Marine	José Toribio Merino Castro Jorge Martínez Busch	11 septembre, 1973 8 mars, 1990	8 mars, 1990 11 mars, 1990
Force aérienne	Gustavo Leigh Guzmán Fernando Matthei Aubel	11 septembre, 1973 24 juillet, 1978	24 juillet, 1978 11 mars, 1990
Carabineros (Police nationale)	César Mendoza Durán Rodolfo Stange Oelckers	11 septembre, 1973 2 août, 1985	2 août, 1985 11 mars, 1990
Source : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Op. cit. ; Memoria Chilena et Wikipedia (disponible sur: http://fr.wikipedia.org/wiki/Junte_de_gouvernement_(Chili))			

Ainsi, l'existence d'un programme économique libéral comme "El Ladrillo" ("La Brique"[384]), au moment du coup d'État de septembre 1973, n'impliqua cependant pas sa prise en compte et son exécution immédiate par les militaires. Au contraire, les nationalistes (parmi eux tous les corporatistes) et les libéraux s'affrontèrent. Il fallut donc nécessairement convaincre les militaires (la majeure partie des officiers putschistes étant proches du national-développementisme étatique[385]), et en particulier Pinochet, dernier à prendre part à la conspiration[386], . Cette hésitation de Pinochet est aujourd'hui déchiffrée comme la révélation d'une absence de projet. Son besoin de s'affirmer et de prouver sa légitimité motive sa détermination à élaborer un projet personnel, révolutionnaire et même fondateur. La Marine l'aida à le concrétiser. En effet, de nombreux généraux et hauts gradés appartenant à l'Armée de l'Air, de Terre, aux *Carabineros* (Police nationale), et ayant participé à la conspiration originelle, continuaient à s'identifier à la tradition nationale-

[384] Mentionné dans le chapitre précédent. "El Ladrillo" ("La Brique") ne constituait pas une vision univoque des économistes de Chicago, et n'était pas non plus un modèle. Il s'agissait plutôt d'un plan consensuel entre libéraux et économistes démocrates-chrétiens afin de sortir le pays de la crise économique. Même si la Marine sollicita l'élaboration de ce projet, cela ne signifiait donc pas que l'idée d'un libéralisme dérégulé dominait dans ses rangs.

[385] Nacional desarrollismo del Estado.

[386] La meilleure recherche journalistique portant sur le complot du coup d'État de 1973 est probablement celle de Mónica González, qui reflète précisément le rôle de Pinochet comme un des derniers officiers à avoir rejoint la conspiration. D'après l'auteure, le plan avait été développé dans ses différentes facettes depuis le moment même des résultats des élections de 1970. Consulter : González, Mónica, Chile, *La Conjura. Los mil y un días del Golpe*, Barcelona, Ediciones B, 2000.

développementaliste liée à l'*Ibañismo* populiste, le corps militaire le plus réceptif à ces réformes libérales se révéla être la Marine :

> « Nous entendons par *Ibañismo* militaire la nostalgie d'un gouvernement fort et efficace, qui méprisait les politiciens, préférait les technocrates, et valorisait la fonction économique et sociale de l'État. Un gouvernement enclin à l'intégration contrôlée et dépolitisée des secteurs subalternes, croyant en la nécessité d'une nouvelle ère de modernisations et espérant retrouver le statut et l'estime sociale dont il jouissait auparavant. Selon notre optique, la Doctrine de sécurité nationale s'appuie sur ces principes et non sur l'idée de faire table rase du passé. Nous divergeons ainsi des interprétations constatant un vide doctrinal absolu avant l'instauration des principes nord-américains »[387].

Lorsqu'ils procédèrent au coup d'État de septembre 1973, les militaires n'envisageaient aucun projet économique consensuel et encore moins un modèle fondateur de pays. En réalité, le projet fut progressivement mis en place au cours des premiers mois, et mêmes des premières années du régime (au moins jusqu'en 1975-1977). Il est ici utile de rappeler que l'objectif de départ des militaires rebelles qui se sont soulevés contre le gouvernement de l'Unité Populaire était, selon leurs propres termes, de rétablir l'ordre social et économique, l'unité nationale et de donner suffisamment de force à l'État chilien pour résister à une quelconque agression interne ou externe[388]. L'unique consensus de base unissant les officiers putschistes reposait sur la volonté de mettre fin à un gouvernement (l'UP) considéré comme "chaotique" et "idéologisant" (*ideologizado*).

3.1.1 Le poids de la tradition militaire développementaliste

Le démantèlement brutal de l'État de compromis à partir de 1973 coïncida également avec le changement du regard que portait le monde militaire sur la société chilienne à la suite

---

[387] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 18 ; « Entendemos por Ibañismo militar la añoranza castrense por un gobierno fuerte y eficiente, que despreciaba a los políticos y prefería a los tecnócratas, que valorizaba la función económica y social del Estado ; proclive a la integración controlada y despolitizada de los sectores subalternos, que creía en la necesidad de una nueva era de modernizaciones y esperaba recuperar el status y la valorización social alcanzados en otra época. Desde nuestra óptica, la Doctrina de la Seguridad Nacional actuó sobre este basamento y no sobre una tabla rasa, discrepando de las interpretaciones que ven un total vacío doctrinario a la llegada de los principios norteamericanos ».

[388] Dans cette perspective, le coup d'État était justifié par les principes de la Doctrine de sécurité nationale (DSN) à laquelle un nombre non négligeable de militaires chiliens adhérait. Ils approuvaient en particulier l'argument de l'ennemi interne et la nécessité de le combattre non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur toutes les positions qu'il occupait : sociales, culturelles, professionnelles. À ce propos, nous conseillons les lectures suivantes : Varas, Augusto, *La política de las armas en América Latina*, Santiago, FLACSO, 1988 et Leal Buitrago, Francisco, "La doctrina de Seguridad Nacional : materialización de la Guerra Fría en América del Sur", *Revista de estudios sociales*, nº 15, 2003, p. 74-87. Concernant l'"École des Amériques" et l'entraînement reçu par certains militaires latino-américains dans le cadre de cette doctrine, voir : Gill, Lesley, *Escuela de las Américas. Entrenamiento militar, violencia e impunidad en las Américas*, Santiago, LOM Ediciones, 2005.

du soulèvement militaire de 1924[389]. Ce dernier avait été entrepris afin de promouvoir une politique sociale plus active de la part de l'État, face à la mauvaise situation professionnelle et économique des Forces armées, mais aussi afin de mettre en garde contre l'influence croissante des idées socialistes européennes parmi les secteurs ouvriers et le petit artisanat urbain[390].

Nous partageons la position de Verónica Valdivia[391] constatant chez les militaires ayant participé au coup d'État de 1973 la prédominance du national-développementaliste sur la révolution néo-libérale. La doctrine néo-libérale finira néanmoins par s'imposer entre 1975 et 1989. La vision nationale-développementaliste et corporatiste avait été représentée pendant une bonne partie du XXème siècle par la figure du général de l'Armée de Terre Carlos Ibáñez del Campo[392] (président du Chili entre 1927 et 1931, puis entre 1952 et 1958). Elle reflétait la vision traditionnelle des militaires chiliens : l'ordre, l'unité nationale autour de l'idée de "peuple"[393], le progrès économique, une constante méfiance des élites et des partis politiques, l'idée d'un État fort, et, pour finir, un anti-communisme viscéral. Leur conception de la société, bien que respectueuse de la propriété privée et du capitalisme[394],

---

[389] Concernant cet épisode, nous recommandons la lecture du travail de René Millar, qui explique de manière détaillée les causes et le déroulement du soulèvement militaire de 1924 : Millar, René, "Significado y antecedentes del movimiento militar de 1924", *Historia*, nº 11, (1972-1973), p. 7-102.

[390] Depuis la fin du XIXème siècle, les militaires chiliens, formés à l'école de l'armée prussienne, ont toujours maintenu une position ferme à l'encontre des partis politiques, du marxisme et du communisme. Ils n'étaient pas pour autant moins sensibles aux problèmes sociaux de la population. La conscription obligatoire leur a toujours permis d'être en contact avec les secteurs les plus défavorisés de la société chilienne ; raison pour laquelle on ne peut affirmer qu'ils aient vécu dans une sorte d'isolement permanent, à l'abri dans leur caserne. Une telle vision réductrice du monde militaire a conduit à méconnaître les débats internes nombreux existant au sein des institutions militaires, et à limiter leur participation politique aux seules positions monolithiques qu'ils exprimaient publiquement.

[391] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 12.

[392] Une thèse très intéressante portant sur la figure Carlos Ibáñez del Campo comme *leader* populiste entre les années 1937 et 1952 a d'ailleurs été récemment publiée. Cette dernière rompt notamment avec l'idée répandue d'un système politique chilien maintenu à l'écart de ce phénomène populiste dans les années 1940-1950, telle une exception continentale. Au contraire, l'ouvrage de Joaquín Fernández Abara explique comment l'*Ibañismo* se constitua en un courant populiste chilien qui faisait appel à l'image de l'homme ordinaire et à l'idée d'une nation unie et dirigée par un *leader* charismatique. Consulter : Fernández Abara, Joaquín, *El Ibañismo (1937-1952) : un caso de populismo en la política chilena*, Santiago, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica, 2007.

[393] Dans le discours traditionnel des militaires chiliens, le "peuple" constitue une entité marquée par un destin singulier. Toute interférence extérieure (personnes, groupes, idées) est perçue comme un danger pour l'unité nationale. Consulter : Calvo, Roberto, *La Doctrina Militar de la Seguridad Nacional. Autoritarismo político y neoliberalismo económico en el Cono Sur*, Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, 1979, Capítulo II.

[394] Son orientation en faveur du système capitaliste date de la "prussianisation" de l'Armée chilienne à la fin du XIXème siècle (1885), événement qui n'incitait pas les Forces armées à être pro-libérales. Dès les années 1920, elles furent ainsi majoritairement partisanes d'un modèle marqué par la forte participation de l'État dans l'économie (*Ibañismo*). À propos de la prussianisation de l'armée chilienne et l'évolution de ce processus vers 1930, mentionnons l'ouvrage d'Enrique Brahm. Voir : Brahm, Enrique, *Preparados para la guerra. Pensamiento militar chileno bajo influencia alemana 1885-1930*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2003. Il est également possible de trouver une vision plus critique sur le sujet et surtout sur l'échec

prônait le rôle actif de l'État dans les secteurs stratégiques, se distinguant donc sur ce point du libéralisme libre-échangiste, mais aussi des courants socialistes les plus orthodoxes. Ces officiers défendaient un idéal de justice sociale hérité de l'*Ibañismo*, de même qu'ils faisaient montre d'une volonté de participer au "progrès" du pays en prenant part à la lutte contre la misère et le sous-développement. Selon eux, ces éléments leur permettaient d'examiner la réalisation pacifique des réformes nécessaires tout en endiguant le danger marxiste et la désintégration sociale.

L'intensification du conflit Est-Ouest à partir des années 1950 modifia cette position. Les Etats-Unis lancèrent un vaste programme destiné au renforcement de la formation militaire et à l'apport de matériel de guerre pour l'Amérique latine. Ils souhaitaient ainsi éviter tout rapprochement entre les pays du continent et le bloc soviétique[395]. Les officiers chiliens de la décennie 1960 furent ainsi confrontés à une nouvelle façon d'appréhender les conflits armés. La redéfinition des modalités guerrières les obligea alors à réévaluer leur conception des objectifs nationaux et le rôle des Forces armées. Cette bataille idéologique, politique et stratégique plaçait le monde militaire au centre du conflit politique de la société :

> « Concrètement, cela signifia que les fonctions policio-répressives des armées furent privilégiées, au détriment de la défense de la souveraineté externe, bouleversant la vision des militaires sur la lutte politique nationale. Dans cette perspective, l'appareil doctrinaire de la sécurité nationale commença à opérer de manière plus active dans les analyses militaires et l'extension du communisme sur le continent commença à être vue comme moins lointaine »[396].

À cette situation s'ajouta la crise de la droite chilienne ayant pris fin avec la création du Parti national en 1965[397]. Ce dernier réunissait non seulement les forces libérales et

---

supposé de la prussianisation en termes militaires dans : Sater, William & Herwig, Holger, *The Grand Illusion. The Prussianization of the Chilean Army*, Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press, 1999. Une étude intéressante, bien qu'un peu datée, sur les relations civils-militaires au Chili entre 1810 et 1973, peut ausi être consultée dans : Nunn, Frederick M., *The military in Chilean history : essays on civil-military relations, 1810-1973*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1976.

[395] D'après les chiffres recueillis par Verónica Valdivia, entre 1950 et 1965, 2.064 militaires chiliens s'entraînèrent aux Etats-Unis et 549 dans la zone du Canal de Panama, ce qui donne un total de 2.613. Ces chiffres placèrent le Chili au second rang en la matière, après le Brésil (3.632) et avant le Pérou (2.306).

[396] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 32 ; « En concreto esto significó que se privilegiaron las funciones policíaco-represoras de los ejércitos, en lugar de la defensa de la soberanía externa, lo cual afectó fuertemente la percepción castrense acerca de la lucha política nacional. Desde ese punto de vista, el instrumental doctrinario de la Seguridad Nacional comenzó a operar en forma más activa en los análisis militares y la extensión del comunismo por el continente empezó a ser vista como menos lejana ».

[397] Pour une approche générale des causes idéologiques et électorales de la création du Parti National, voir : Cruz-Coke, Ricardo, *Historia electoral de Chile : 1925-1973*, Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1984. Une analyse, peut-être excessivement critique, de la création de ce parti comme entité instrumentale et de son rôle dans la crise de la démocratie de 1973 est également disponible dans : Gómez Leyton, Juan Carlos, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973*, Santiago, LOM Ediciones, 2004, Cáp. 3 : "La reconstrucción política de la Derecha. El Partido Nacional", p.299-336. Selon cet auteur, la création du parti

conservatrices, mais également celles de certains secteurs nationalistes de longue tradition anti-démocratique[398] et anti-libérale, partisans d'une démocratie organique et d'un gouvernement autoritaire dans lequel les Forces armées joueraient un rôle prépondérant en se portant "garantes de l'institutionnalisme"[399].

Dans ces conditions, à l'approche du coup d'État de 1973, les Forces armées chiliennes furent soumises à une tension considérable découlant du conflit politique interne. Leurs tâches et objectifs avaient été réorientés vers la contre-insurrection et la lutte contre "l'ennemi interne" ainsi que vers les nouvelles fonctions policières auxquelles le pouvoir politique les destina – maintes fois contre leur volonté – à partir de la seconde moitié des années 1960. Cependant, en aucun cas cette situation ne permettait de prévoir que le futur régime militaire adopterait un modèle ultra libéral dans le domaine économique, et conservateur en matière institutionnelle. En effet, la position dominante dans les secteurs officiels resta – jusqu'en 1973 – celle du national-développementalisme social des années 1930 et non de l'anticommunisme de ceux qui suivaient fermement les principes de la Doctrine de la sécurité nationale.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, les militaires n'avaient pas de programme économique ni institutionnel au moment où ils fomentèrent le coup d'État. Leur objectif explicite était la restitution de l'ordre social et économique, mis en danger selon eux par le régime socialiste montrant un excès d'"étatisme" et instaurant le "désordre social". Le coup d'État s'organisa dès lors qu'un groupe important d'officiers estima que l'autorité et la discipline sociales devaient être récupérées et que la crise économique devait être rapidement enrayée. Pour ces officiers, la chute du gouvernement de l'Unité Populaire procédait du désengagement des autorités gouvernementales face aux fonctions qui leur étaient attribuées, comme stimuler la croissance économique et le développement du pays. Au contraire, elles auraient favorisé la "politisation" de la société et toléré, voire même encouragé, le

---

n'est pas seulement en rapport avec la catastrophe électorale de la droite en 1964-1965, mais est surtout dû à la perte de la maîtrise de l'État de compromis, tombé aux mains des forces les plus progressistes (la Démocratie chrétienne). Ce travail comporte également d'intéressantes informations statistiques.

[398] Dans ce groupe de nationalistes anti-démocratiques et anti-libéraux, on distinguait particulièrement lesdits "*Estanqueros*", dont le *leader* était Jorge Prat.

[399] Jaime Guzmán lui-même se référera par la suite au rôle des Forces Armées en ces mots : "ese elemento cohesionador está representado en Chile por las Fuerzas Armadas y de Orden". Ellas tienen la función "que equivale a la corona de los países monárquicos" ; "cet élément de cohésion est représenté au Chili par les Forces armées et [les Forces] de l'ordre. Elles possèdent la fonction qui équivaut à la Couronne dans les pays monarchiques" ; citation textuelle des Actes officiels de la Commission d'études de la nouvelle Constitution, session N º 379 du 31 mai 1978. À propos de la question des militaires comme garants de l'institutionnalisme, voir aussi : Arriagada, Genaro, "Almirante Arancibia : ¿Profesional, Militante o "Garante"?", *Asuntos Públicos*, rapport nº 78, 2001, http://www.asuntospublicos.org/informe.php?id=78 (consulté le 23/09/2009).

développement de la “gauche marxiste” la plus révolutionnaire. Ainsi, selon les propres termes de Pinochet :

> « [les Forces armées] (…) devraient récupérer le niveau de progrès qu’avait atteint notre pays, et qui a été stoppé et subverti par le gouvernement marxiste d’Allende pendant trois ans [sic] » [400].

Il s’agissait donc de mettre fin à l’“étatisme” de l’expérience socialiste, sans rompre toutefois avec la politique économique pratiquée dans le pays depuis 40 ans. Une certaine prétention à la “restauration”[401] d’une politique antérieure était donc décelable chez la majorité des officiers putschistes. Ils aspiraient en effet à un retour à une supposée situation de “normalité”, irrémédiablement perdue avec l’Unité Populaire. Le problème majeur résida dans l’incapacité technique des militaires et dans leur absence de stratégie pour parvenir au “rétablissement de l’ordre” économique, leurs principaux intérêts et compétences étant d’assurer “l’ordre public”. Ils comptaient juste sur leur volonté, leur conviction et leur traditionnel sens pragmatique pour affronter les nouvelles fonctions administratives de l’État :

> « Ce fut avec ces préoccupations que le général Pinochet, la Junte de gouvernement et les officiers désignés pour assumer les portefeuilles de l’Économie (général Rolando González) et des Finances (contre-amiral Lorenzo Gotuzzo) durent commencer à affronter la situation du pays à laquelle ils n’étaient pas préparés. Ce fut une évidence dans leurs premiers jours au pouvoir, lorsqu’un de ces officiers du domaine économique demanda conseil à l’État major de la défense : *“Tu dois m’aider. Je n’ai jamais été ministre. / Moi non plus! Tu vas devoir te débrouiller tout seul”* [sic] »[402].

Le besoin de disposer d’une assistance financière pour aborder les problèmes économiques les plus urgents devint donc un impératif pour ces ministres militaires improvisés. Les conseillers civils et les économistes de Chicago firent alors leur apparition. À la différence de la majeure partie de leurs collègues démocrates-chrétiens, les Chicago

---

[400] *El Mercurio*, 17-09-1973, dans : Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 106 ; « [las Fuerzas Armadas] (…) deberían recuperar el nivel de progreso que tenía nuestro país, y que ha sido detenido y subvertido por el gobierno marxista de Allende durante tres años ».

[401] En ce sens, Verónica Valdivia affirme que même si la “Déclaration de principes de la Junte de gouvernement” de 1974 proposait déjà une rupture avec les accords sociaux et politiques des années 1930, elle ne représentait pas le sentiment de tous les militaires puisqu’elle avait été rédigée par Jaime Guzmán, lequel y avait exprimé son idéal corporatiste, essentiellement d’origine civile.

[402] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 111 ; « Fue en este marco de preocupaciones donde el General Pinochet, la Junta de Gobierno y los oficiales designados en las carteras de Economía (General de División Rolando González) y Hacienda (Contralmirante Lorenzo Gotuzzo) debieron empezar a enfrentar la situación del país, para lo cual no estaban preparados. Tal como quedó de manifiesto en los primeros días en el poder, uno de estos oficiales del área económica pidió asesoría al Estado Mayor de la Defensa: “*Tenís que ayudarme. Nunca he sido Ministro./ ¡Yo tampoco! Te las vai a tener que arreglar solo* [sic]” ».

Boys ne considéraient pas les mesures répressives et autoritaires du régime comme un problème, l'important étant d'apporter un soutien technique en vue de l'amélioration de l'économie chilienne. Il s'agissait donc, au moins au début, d'une collaboration purement pragmatique entre militaires et technocrates néo-libéraux, afin de contrer la grave situation économique du pays. Il fallait mettre en marche l'appareil administratif le plus vite possible, et dans ce domaine les civils possédaient une expérience dont les militaires manquaient résolument.

Les économistes proches de la vision de Chicago sont entrés au gouvernement grâce à la Marine, qui avait sollicité l'écriture de l'ouvrage *El Ladrillo* en 1972 et avait envisagé de l'utiliser dans le cadre d'une supposée reconstruction nationale. L'amiral José Toribio Merino, chargé du Comité économique à l'intérieur de la Junte de gouvernement, appela Sergio de Castro pour lui proposer le poste de conseiller du ministre de l'Économie (le général Rolando González), le 14 septembre 1973. Un autre proche de Castro, Roberto Kelly, fut nommé à la direction de l'ODEPLAN (*Oficina de Planificación Nacional*, Bureau de planification nationale), lieu qui deviendra par la suite le centre névralgique des réformes néo-libérales. Cependant, il fallut aux économistes de Chicago quelques années de passes d'armes avec les militaires développementalistes pour convaincre Pinochet d'appliquer un programme radical de transformations économiques et prendre le contrôle de l'appareil économique du régime militaire.

Un des principaux écueils du groupe des économistes néolibéraux était représenté par le Comité assesseur de la Junte (*Comité Asesor de la Junta* ; COAJ) dont ils étaient exclus. Cette instance exclusivement militaire créée par Pinochet faisait partie intégrante de l'État-major. Dans ce cadre, les officiers pouvaient exprimer de manière directe (bien que non publique) leurs positions aux membres de la Junte. Le COAJ rendit possible le débat autour des politiques économiques, tout en le circonscrivant aux codes de l'obéissance militaire. La prudence et le respect étaient particulièrement observées en présence de Pinochet, Commandant en chef de l'Armée et président de la République (depuis 1974). Il était de fait le membre le plus puissant de la Junte de gouvernement :

> « En fin de compte, les tendances étatistes, non marxistes mais capitalistes, revendiquées par les officiers, marquaient une continuité avec ce qu'avait été la pensée militaire tout au long du siècle [XXème siècle]. Face à un projet néo-libéral asservissant soutenu par l'amiral Merino et le général Pinochet, les noyaux les plus réfractaires défendirent le plus longtemps possible les espaces étatiques

considérés comme stratégiques, depuis les marges existant dans les valeurs militaires de l'"accomplissement du devoir" et de la "discipline active »[403].

En définitive, bien que certaines mesures économiques libérales aient été appliquées entre 1973 et 1975, la primauté est donnée à un programme éminemment pragmatique de stabilisation économique et de contrôle graduel de l'inflation. Un nombre important des généraux impliqués dans le coup d'État[404] approuvaient les mesures anti-inflationnistes ainsi que la restitution des entreprises nationalisées par la CORFO au moment du gouvernement de l'Unité Populaire (ce qui a été nommé la "normalisation"). Ils croyaient en une économie mixte avec une importante présence de l'État, refusant ainsi d'envisager la privatisation des industries considérées comme stratégiques au nom de la "sécurité nationale", et qui avaient toujours appartenues au CORFO.

3.1.2 Le triomphe des néo-libéraux sur les nationaux-développementalistes

« Con una metralleta en la raja, todo Chile trabaja [sic] » [405]

SERGIO DE CASTRO (ministre des Finances du régime militaire, 1977-1982).

Sur le plan économique, les deux premières années du gouvernement militaire sont marquées par des politiques de dénationalisation[406] et de contrôle de l'inflation, dans un contexte autoritaire mais gradualiste[407], n'envisageant pas d'en terminer avec les structures créées depuis les années 1930[408]. Cependant, l'instabilité monétaire continua de s'aggraver tout au long de l'année 1974 sans que se produisent les effets escomptés dans la réduction de l'inflation. Cette situation de crise permit que le discours le plus extrême des techniciens de Chicago, partisans acharnés d'une réduction drastique des dépenses publiques et du poids de l'État dans l'économie, rencontre un écho parmi les membres de la junte de Gouvernement,

---

[403] *Ibid.*, p. 125 ; « Después de todo, las tendencias estatistas no marxistas y sí capitalistas, reivindicadas por los oficiales, eran una línea de continuidad con lo que había sido el pensamiento militar a lo largo del siglo XX. Frente a un proyecto neoliberal avasallador y el respaldo que recibió del almirante Merino y el general Pinochet, los núcleos más reacios a él defendieron dentro de los márgenes que les ofrecían los valores militares del "cumplimiento del deber" y de la "disciplina activa" los espacios estatales considerados estratégicos, por el tiempo que fue posible ».

[404] Sont ici principalement concernés les généraux Sergio Nuño, Javier Palacios et Oscar Bonilla.

[405] Expression de Sergio de Castro dans un entretien filmé à l'Université Finis Terrae, vidéo nº 26. Citation issue de : Boisard, Stéphane, *Op. cit.* p. 438. En français, l'expression signifie : "avec une mitraillette dans le cul, tout le Chili travaille".

[406] À propos de la privatisation des entreprises d'État, consulter : Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo, *La transformación económica de Chile*, Santiago, CEP, 2000. Cité par Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 134.

[407] La ligne gradualiste de la libéralisation de l'économie chilienne fut principalement représentée par l'ingénieur Raúl Sáez, fortement lié à l'histoire du CORFO, et qui exerça en tant que ministre de Coordination économique et de développement du régime militaire jusqu'en 1975.

[408] Pour une critique historique récente de l'État d'engagement et du modèle de développement endogène chilien, voir : Ibáñez, Adolfo, *Herido en el ala. Estado, oligarquías y subdesarrollo. Chile 1924-1960*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, Universidad Andrés Bello, 2003.

en particulier le général Pinochet et l'amiral Merino. De ce diagnostic surgit l'idée de nommer ministre de la coordination économique l'ingénieur démocrate-chrétien Jorge Cauas, proche des monétaristes et partisan d'une politique radicale de libéralisation de l'économie :

> « Placés comme conseillers dans divers ministères liés à l'économie et retranchés dans l'ODEPLAN, les Chicago Boys bataillèrent pendant la première année du régime pour imposer leur vision. Pour le gouvernement, la voie à prendre au niveau économique n'était pas claire, et différentes conceptions coexistaient. Parmi les plus opposés aux réformes figurait Raúl Sáez, ministre de la coordination économique, qui fut appelé au gouvernement par le général Leigh, et qui, d'après Kelly, était un "éclectique en matière économique (…) et [avec qui il était] très difficile de travailler". Peu de temps après, les "relations se refroidirent" avec Fernando Léniz, ministre de l'Économie [sic] »[409].

Les chiffres économiques de 1975 ne semblaient pas prometteurs puisque l'on prévoyait une grave crise internationale, s'ajoutant à la chute du prix international du cuivre et à l'augmentation explosive de la valeur du pétrole. Roberto Kelly, chargé de l'ODEPLAN, présenta à la junte de Gouvernement un panorama sombre pour l'année en question, exposant des chiffres de l'inflation similaires à ceux de 1973. Les militaires prirent alors rapidement la décision d'un changement de cap. La nouvelle équipe monétariste défendait l'idée d'une politique de "choc" afin de freiner l'inflation, se traduisant par une réduction radicale des dépenses publiques et un changement profond dans les conditions de travail en faveur du patronat :

> « Comme le signalait Fontaine, le Plan Cauas allait au-delà d'un programme de stabilisation à court terme. Ce que prétend Cauas, c'est renverser la tendance de cinquante ans de présence de l'État Chilien s'attribuant le rôle de distributeur préférentiel et quasi monopolistique des ressources de la communauté, pour lui confier un rôle subsidiaire, et donner au secteur privé et à ses libres initiatives le rôle principal dans l'allocation des ressources »[410].

---

[409] Entretien avec Roberto Kelly, "Las memorias del "padre" de los Chicago Boys", *Qué Pasa*, nº du 31 décembre, 2005, p. 5 ; « Ubicados como asesores en diferentes ministerios económicos y atrincherados en ODEPLAN, durante el primer año del régimen los Chicago Boys batallaron por imponer su visión. En el gobierno no había claridad sobre la senda económica a seguir y convivían diversas visiones. Entre los más adversos a las reformas figuraba Raúl Sáez, ministro de Coordinación Económica, quien fue llamado al gobierno por el general Leigh, y según Kelly, era "ecléctico en materia económica (...) y muy difícil de trabajar con él". Con Fernando Léniz, ministro de Economía, a poco andar también "se enfriaron las relaciones [sic]" ».

[410] Fontaine, Arturo, *Los economistas y el presidente Pinochet*, Santiago, Ed. Zig Zag, 1988, p. 94, 98. Citado por Valdivia, Verónica. *Op. cit.*, p. 135 ; « Tal como lo señalaba Fontaine, el Plan Cauas iba más allá de un programa de estabilización de corto plazo. Lo que pretende Cauas es revertir la tendencia de cincuenta años del Estado Chileno que se atribuye el papel de asignador preferente y casi monopólico de los recursos de la comunidad, para situarlo en un rol subsidiario y entregar al sector privado y a sus libres iniciativas el rol protagónico en la asignación de recursos ».

Les officiers développementalistes, représentés au Comité assesseur de la Junte et en particulier par le commandant de la Force aérienne, le général Gustavo Leigh Guzmán, s'opposèrent au programme de Cauas, en optant pour la posture gradualiste de Raúl Sáez. Pinochet soutint cependant le nouveau ministre (Cauas), réalisant de cette manière un coup de force au sein du groupe originel des généraux putschistes à l'origine du coup d'État de 1973.

La consolidation de Pinochet[411] comme figure dominante du régime militaire reposa, entre autres, sur cette décision d'ordre économique de 1975. Précisément à cette période (1975-1982), se produisit l'ouverture radicale de l'économie chilienne et l'application du libéralisme économique le plus dogmatique. Pendant l'époque de la politique dite de "choc", tout fut mis en place pour en finir avec les vestiges du modèle de développement antérieur et isoler les militaires croyant encore en une voie développementaliste, ou même en une certaine restauration de l'État de compromis. À la fin des années 1980, Alan Angell s'interroge sur la crise du modèle de développement en vigueur jusqu'en 1973 :

> « Y avait-il une réelle crise économique au Chili avant 1973 ? Cette question a été reformulée par les économistes de Chicago qui contrôlaient la politique économique après le coup d'État. Ils affirmèrent qu'il y avait effectivement une crise ; une crise qui pouvait uniquement être résolue par un changement radical de la politique économique orientée vers l'État depuis les années 1930, au profit d'une économie de libre marché »[412].

Tout au long de ces sept années (1973-1980), a été appliquée au Chili une politique économique orthodoxe caractérisée par l'ouverture au commerce international unilatéral, la

---

[411] La vision de Cristián Gazmuri, à propos de la consolidation institutionnelle de Pinochet à l'intérieur de la Junte et ensuite comme pouvoir sans contre-poids au sein du régime militaire, nous paraît intéressante. L'historien donne en effet la priorité aux facteurs internes de pouvoir sur la question du modèle économique ; « la décision, qui transforma le gouvernement militaire d'une instance transitoire en une entité fondatrice autour de la figure d'Augusto Pinochet, obtint sa consécration juridique le 4 décembre 1974. Le Décret-loi Nº 788 conféra à la Junte de gouvernement la capacité de modifier la charte fondamentale de 1925 à sa guise et de manière rétroactive. Mais Pinochet était déjà devenu l'homme fort sur lequel s'appuieraient les nouvelles institutions. Le 26 juin 1974 (Décret-Loi Nº 527), Pinochet devenait chef de l'exécutif avec le titre de chef suprême de la nation. En décembre de la même année fut modifiée la dénomination de son poste, revenant au traditionnel "président de la République". De son côté, la Junte de gouvernement assumait les fonctions du pouvoir législatif et constituant. Pinochet gouvernera pendant près d'une décennie sans opposition populaire massive, résultat d'une combinaison entre dure répression politique, succès économique, soutien politique de la droite, et capacité à garder le contrôle des Forces armées ». Voir : Gazmuri, Cristián, "El lugar de Pinochet en la historia. Una interpretación política de la experiencia autoritaria 1973-1990", *La Tercera*, 12 septembre 1999.

[412] Angell Alan, "Some Problems in the Interpretation of Recent Chilean History", *Bulletin of Latin American Research*, Vol.7, nº 1, 1988, p. 100 ; « Was there a real economic crisis in Chile before 1973? This question was reformulated by the Chicago economists who controlled economic policy after the coup. They argued there was indeed a crisis and one that could only be cured by a drastic reversal of the state-oriented economic policy that had been implemented since the 1930s in favour of a free market economy ».

réduction drastique des dépenses publiques, la fixation d'un type de change nominal, la libéralisation financière, et, surtout, le contrôle strict des conditions de travail. Dans le même temps se fait sentir l'augmentation de la répression sélective et de l'influence de la police secrète du régime, la DINA[413] (à partir de 1974), non seulement chargée de combattre les opposants réels ou imaginaires du régime, mais surtout de générer la peur parmi la population, afin d'éviter ainsi tout type de contestation sociale des mesures économiques[414]. L'instauration de réformes si radicales ne pouvait pas être menée à bien sans un cadre répressif en accord avec la profondeur et la rapidité des changements imposés depuis le pouvoir central[415].

Le discours sur l'efficacité des nouvelles mesures, émis par les civils favorables à la libéralisation et soutenu par Pinochet et Merino, convainquit progressivement une large part des officiers. L'"étatisme" du modèle antérieur fut alors présenté comme un frein à la modernisation du pays et comme une source constante d'inefficacité. S'ajouta à cela le fait non moins important que la majorité de la presse (autorisée) de l'époque approuvait ces nouvelles mesures et créait ainsi un terrain favorable en réduisant considérablement l'espace de débat pouvant laisser émerger une alternative. Selon Verónica Valdivia :

> « Le néo-libéralisme non seulement permit de répondre à une demande longuement formulée par le monde militaire, mais il utilisa également un langage simple : l'importance de l'efficience pour réaliser une mission de manière

[413] La DINA (Direction d'intelligence nationale) fut créée par Pinochet en juin 1974 *via* le décret Nº 521. Ses principaux objectifs étaient la collecte d'informations et la réalisation d'opérations destinées à neutraliser les ennemis du régime militaire, ainsi que la préservation de la sécurité nationale. Le colonel de l'Armée de terre Manuel Contreras fut nommé à la tête de cette nouvelle institution. Cet organisme participa notamment à l'Opération Condor qui coordonna les actions répressives de divers organismes d'intelligence menées contre la gauche dans différents pays du Cône Sud. La DINA fut définitivement dissoute en 1977 en raison des pressions internationales suite à ses actions à l'étranger et aux nombreuses dénonciations de violations des droits de l'homme. La DINA fut remplacée par la Centrale nationale d'informations (CNI) qui ne dépendait désormais plus du président de la République (Pinochet), bien qu'elle continuât à entreprendre des actions répressives jusqu'à la fin du régime militaire. Au sujet du fonctionnement des organismes de répression mis en place par le régime militaire chilien, nous conseillons la lecture de : Sánchez Della Chiara, María Teresa, "La Represión. Una contribución histórica", *Encuentro XXI*, nº 11, 1998, p. 36-39. Voir également Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Op. cit., Cap. III : "Un recurso de poder sultanístico : la DINA", p. 160-164. Pour une interprétation plus récente du rôle de la DINA sous le régime militaire, consulter : Amorós Mario, "El puño de Pinochet", *Historia 16*, septiembre 2003, p 38-51. Un autre ouvrage, récent également, consacré au modèle de services secrets utilisé au Chili et au concept de communauté d'intelligence au niveau régional, peut être consulté : Antunes Priscila, "O sistema de inteligência chileno no governo Pinochet", *Varia hist.*, Vol. 23, nº 38, 2007, p. 399-417.

[414] À propos de l'analyse du rapport entre répression et politiques de libre marché en Amérique latine, voir : Sheahan, John, "Market-Oriented Economic Policies and Political Repression in Latin America", *Economic Development and Cultural Change*, Vol.28, nº 2, 1980, p. 267-29.

[415] Sur l'influence de la terreur et de la peur dans la consolidation du régime militaire chilien et ses conséquences sur le plan social et économique, nous recommandons cet article de Verónica Valdivia : Valdivia, Verónica, "Terrorism and Political Violence during the Pinochet Years : Chile, 1973-1989", *Radical History Review*, nº 85, hiver 2003, p. 182-190.

compétitive. C'est pour cette raison que le rôle des techniciens et des spécialistes devient si prépondérant ; seuls ceux qui étaient préparés à la gestion dans certains domaines pouvaient offrir, du point de vue militaire, des solutions adéquates aux problèmes spécifiques »[416].

Nous partageons l'analyse de Verónica Valdivia quant à la nécessité pour les militaires de trouver une solution technique à la crise économique, toutefois nous ne pensons pas que ce besoin ait été exprimé par tous les militaires. Beaucoup d'entre eux en effet restaient sur une position développementaliste. Quoi qu'il en soit, suite à l'avènement des techniciens financiers au gouvernement, les propositions gradualistes de Raúl Sáez et de la majeure partie des techniciens démocrates-chrétiens (à l'exception de Jorge Cauas) ont définitivement été exclues :

> « L'échec des mesures les plus gradualistes – le duo Léniz-Sáez – et la réapparition de l'inflation au début de 1975 ont convaincu Pinochet et Merino de leur obligation et de la nécessité désormais, non seulement de détruire le marxisme – bien que celui-ci était toujours le thème phare des discussions –, mais tout ce qui pouvait éventuellement mettre en danger la stabilisation des variables macro-économiques. À partir de cet instant, de façon quasi imperceptible, le général Pinochet commença à s'éloigner de la notion de développement économique et social simultané, privilégiant le premier pour atteindre ensuite le second, amorçant un rapprochement vers les postures néo-libérales »[417].

Le refus de la politique et du système des partis par les officiers a également favorisé l'affermissement de la position des économistes de Chicago. Depuis le début, ils s'étaient présentés essentiellement comme des "techniciens", totalement convaincus d'atteindre les objectifs fixés en matière d'inflation grâce à l'application intégrale de leur traitement de "choc"[418]. Ces politiques ont eu pour conséquence un coût social énorme et la désarticulation quasi complète du mouvement syndical, principalement contenu par le système répressif et policier de l'époque. Les mesures ont fini cependant par générer la stabilité monétaire

---

[416] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 143 ; « El neoliberalismo no solo permitió responder a una demanda largamente formulada por el mundo militar, sino usó un lenguaje común : la importancia de la eficiencia para realizar una misión de manera competente. Por este motivo es que el rol de los técnicos, de los especialistas se vuelve tan preponderante ; sólo aquellos preparados a cabalidad en ciertas áreas podrían ofrecer, desde la óptica militar, soluciones adecuadas a problemas específicos ».

[417] Valdivia, Verónica, *Op. cit.*, p. 200 ; « El fracaso de las medidas más gradualistas –la dupla Léniz-Sáez- y la reaparición de la inflación a comienzos de 1975 convencieron a Pinochet y Merino de su imperativo y de la necesidad ya no sólo de destruir al marxismo – aunque ello no sólo siguió estando en el centro del discurso, sino que se convirtió en el tema eje – , sino de todo aquello que pudiera eventualmente poner en peligro la estabilización de las variables macroeconómicas. En ese momento, y de modo casi imperceptible, el general Pinochet comenzó a apartarse de la noción de desarrollo económico y social simultáneo y a privilegiar el primero para más tarde alcanzar el segundo, comenzando a acercarse a las posturas neoliberales ».

[418] Voir également la version originale de l'article suivant : Valdivia, Verónica, "Estatismo y Neoliberalismo : un contrapunto militar. Chile 1973-1979", *Historia* (Santiago), Vol. 34, nº 2001, p. 167-226.

recherchée, laquelle permit au régime d'accéder de nouveau à des crédits externes. Néanmoins, comme le souligne Verónica Valdivia, ce tournant idéologique des militaires du national-développementalisme vers le néo-libéralisme n'aurait pas pu se produire sans la retraite forcée de la majeure partie du corps des hauts officiers existant en 1973. Ainsi, entre 1974 et 1976, le corps des généraux fut presque intégralement réformé, en particulier celui de l'Armée de terre. Le nouveau modèle[419] put ainsi être implanté sans difficulté:

> « Le discours mettant en avant la nécessité de "civiliser" le régime en le transformant en un régime *civico-militaire* impliquait l'élimination des anciens officiers intégrés dans les ministères qui auraient pu rendre possible ce processus [de transformation]. La rénovation ministérielle d'avril 1975, élevant Cauas au rang de "Super-ministre" et provoquant ces changements, favorisa par la suite l'application des politiques de "choc" »[420].

Il ne restait donc plus à Pinochet qu'à se charger d'un dernier écueil : le commandant de la Force aérienne, Gustavo Leigh Guzmán, qui avait commencé à rendre publique ses divergences d'opinions. En effet, le général Leigh, secondé par les généraux de l'Armée de Terre Oscar Bonilla et Nicanor Díaz Estrada – entre autres –, avait préparé un projet social alternatif tout au long de l'année 1974, approuvé par la majorité des officiers de haut rang qui avaient fomenté le coup d'État. Ce projet intitulé "Statut social de l'entreprise" (*Estatuto Social de la Empresa*)[421] prétendait associer les travailleurs à la prise de décisions dans les entreprises. Il permettait ainsi l'intégration de marges de négociation collective et de représentation syndicale[422], tout en évitant soigneusement sa politisation. Il s'agissait de concéder certains droits sociaux et des droits concernant les conditions de travail, mais en

---

[419] Les nouveaux officiers faisaient partie de la génération de la fin des années 1950 et du début des années 1960, essentiellement formée à l'Académie militaire sous le paradigme de la doctrine de sécurité nationale. Le néo-libéralisme ne leur parut donc pas si éloigné, dans un contexte international de Guerre froide et dans l'optique d'une internationalisation économique rénovée, où les anciens principes de l'*Ibañismo* développementaliste et de l'étatisme semblaient obsolètes. Une sorte d'unification idéologique se forma à quoi s'ajouta le contexte autoritaire de l'époque ainsi qu'un commandement vertical et centralisé exercé par Pinochet à partir de 1975. Ainsi, dans la décennie suivante, tout vestige du développementalisme étatiste avait pratiquement disparu, tant au sein de l'Armée de Terre que dans les rangs des autres formations des Forces armées chiliennes.

[420] Valdivia, Verónica, "Estatismo y Neoliberalismo : un contrapunto militar. Chile 1973-1979", *Op. cit.*, p. 225 ; « El discurso que enfatizaba la necesidad de "civilizar" el régimen y convertirlo en cívico-militar, implicaba la eliminación de los antiguos oficiales en los ministerios que posibilitarían el proceso [de transformación]. La renovación ministerial de abril de 1975 que colocó a Cauas como "Superministro" y favoreció con posterioridad la aplicación de la políticas de "shock", provocó estos cambios ».

[421] Pour une analyse nuancée et comparative de la législation du travail en oeuvre dans le "Statut social de l'entreprise" (Décret-loi Nº 1.006 de 1975), voir : Bezanilla Boloña, Mauricio, "El marco conceptual del estatuto social de la empresa chilena", *Revista de derecho de la Universidad Católica de Valparaíso*, nº XVI, 1995, p. 55-71.

[422] D'après cette conception, le syndicalisme aurait été autorisé dans la mesure où il abandonnait ses aspirations de transformation totale de la société et où il se concentrerait sur les questions revendicatives. Pour ce faire, il fallait qu'il se dépolitise, qu'il se consacre uniquement aux problématiques du monde du travail et qu'il se soumette à la tutelle de l'État.

éliminant toute influence idéologique, en particulier marxiste[423]. L'idée centrale était que l'entreprise, comme entité porteuse d'une fonction sociale, devait se transformer en une communauté dans laquelle patrons et travailleurs poursuivraient les mêmes objectifs de développement.

Le projet social de ces officiers fut finalement écarté. Selon l'hypothèse de Valdivia – qui nous semble la plus plausible parmi toutes celles que nous avons consultées –, le plan en question fut tout d'abord rejeté par le patronat du fait de son étatisme ostensible, puis par les organisations de travailleurs tolérées par le régime (bien loin de se douter de ce qui les attendait) considérant le projet comme un recul par rapport au régime antérieur et comme une réforme insignifiante dans une époque marquée par les modèles révolutionnaires. Pour Pinochet, il représentait une menace en permettant une possible réarticulation du mouvement social dans les secteurs populaires. Bénéficiant tout récemment d'une concentration de pouvoir inédite, Pinochet avait besoin d'une société totalement démobilisée[424] pour l'application des nouvelles réformes libérales. Ce programme était donc structurellement inadapté à l'actualité du moment voire anachronique.

Finalement, les militaires défendant ce projet n'opposèrent pas grande résistance au régime et la majorité d'entre eux prirent une retraite anticipée. Dans de nombreux cas cependant, il s'agira d'un limogeage, comme ce fut le cas pour le général Leigh[425] :

---

[423] Les aspirations sociales des officiers développementalistes apparaissent dans le document suivant de la Junte de Gouvernement publié en 1974 : (Chile), Honorable Junta De Gobierno, *Líneas De Acción De La Junta De Gobierno De Chile*, Gobierno de Chile, 1974.

[424] Pinochet avait besoin d'un nouveau projet et d'idées fraîches lui permettant de renforcer et de légitimer sa nouvelle position de pouvoir. Ce n'était pas le cas de Leigh et de la majeure partie des généraux de la conjuration initiale déjà en possesion d'un projet propre, au moins dans le domaine du social. Cette conjoncture poussa les techniciens néo-libéraux à s'allier à Pinochet, lui livrant ainsi une proposition "clés en main" et lui présentant un plan à même de contrer toute opposition interne à la Junte de Gouvernement. Dès cet instant, il fallut incorporer davantage de civils au régime, avec l'idée de remplacer les ultimes officiers développementalistes ayant occupé dans un premier temps les ministères clés.

[425] La relation entre Gustavo Leigh et Augusto Pinochet n'a jamais été facile. Leigh considérait en effet Pinochet comme un opportuniste dans la conspiration du coup d'État de 1973. Il était alors opposé à ce que ce dernier devienne président de la République en 1974. Il était particulièrement hostile à la concentration des pouvoirs, à l'absence d'un modèle social pour le régime et au retour programmé de la normalité institutionnelle. Cependant, malgré son attitude critique envers Pinochet, le commandant de la Force aérienne conserva son poste dans la Junte de Gouvernement. Le général Leigh fut finalement destitué en juillet 1978, suite à un entretien qu'il accorda au journal italien *Corriere della Sera (18-07-1978)*, et dans lequel il critiquait l'absence d'un itinéraire politique du régime et les problèmes d'image du pays, découlant des actions internationales de la DINA. La destitution de Leigh ne fut rien d'autre qu'un acte d'autorité de Pinochet contre quelqu'un qui le défiait publiquement *via* la presse internationale. Avec le départ de Leigh, Pinochet put ainsi se défaire des autres conspirateurs. Voir : (International), "La Junta militar chilena destituye al comandante en jefe de la fuerza aérea", *El País*, 25/07/1978, p. 4. Le texte intégral de l'entretien du général Leigh accordé au journal italien fut publié en espagnol par la revue chilienne *Hoy*, Nº 61, 26 juillet 1978, p. 8- 9. Voir également : Gardeweg, Carmen, "El general Leigh : pensamiento y sentimiento 48 horas después de ser destituido en 1978", *La Segunda*, 30/09/1999, p. 8. Le récit de la réunion de la junte qui décida de la destitution de Leigh est

> « Avec la destitution de Gustavo Leigh de la Junte, le principal opposant à la doctrine de Chicago est écarté. Il devient donc permis de faire allusion au *modèle économique chilien*, celui d'une "économie libre »[426].

En termes généraux, on peut dire que le projet social des militaires développementalistes représente la dernière tentative – relativement frileuse – de conserver en partie l'État-providence créé dans les années 1930[427]. Cependant, les éléments exposés ci-dessus nous permettent de soutenir que le régime militaire n'a pas appliqué un modèle économique ultra-libéral suite à un raisonnement méthodique. Celui-ci fut davantage le résultat d'une lutte interne d'au moins un an et demi (1973-1975) s'achevant par l'élimination des vestiges du modèle antérieur et de l'étatisme-développementaliste, y compris dans l'armée. Verónica Montecinos résume remarquablement les causes de l'endurance du régime militaire face aux crises économiques des décennies 1970 et 1980 :

> « La solidité du régime de Pinochet reposait en partie sur de profondes transformations structurelles qui avaient débutées au cours de la précédente décennie (1970). Les réformes néolibérales ont révolutionné l'économie politique du pays. L'ancien modèle centré sur une industrialisation promue par l'État était remplacé par un modèle ouvert tourné vers l'économie de marché avec un secteur de l'exportation en expansion. Au milieu des années 1970, les technocrates du gouvernement les plus idéologisés convainquirent Pinochet et nombre de ses conseillers civils les plus influents qu'une restructuration radicale de l'économie du pays était nécessaire pour mettre fin à l'accumulation des défaillances bureaucratiques qui sapaient la croissance économique. Selon eux, la gestion de l'économie devait être dépolitisée »[428].

En accord avec le raisonnement d'Alan Angell[429], nous estimons que les militaires, sortis vainqueurs de cette lutte, se sentaient attirés par la nouvelle orthodoxie économique non pas

---

disponible dans : Cavallo, Ascanio, Salazar, Manuel & Sepúlveda, Oscar, *Historia oculta del régimen militar*, Santiago, Grijalbo, 2001, p. 314-315.

[426] Boisard, Stéphane, "Le modèle économique chilien : du mythe à la réalité", *Pensamiento Crítico*, nº 4, 2004, p. 15.

[427] D'après Boisard, les déclarations du général Leigh constituent la première mention directe et accusatrice du "modèle économique chilien" de la part de militaires. Quelques jours après, le quotidien *El Mercurio* répondra à ces déclarations, en soulignant l'idée d'un nouveau "modèle de société" et projet politique. Consulter : Boisard, Stéphane, "Le modèle économique chilien : du mythe à la réalité", *Op. cit.*, p. 15.

[428] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, Amsterdam, Rozenberg Publishing Services, 1998, p. 103 ; « The resilience of the Pinochet regime was partly based on the profound structural transformations that had been initiated in the course of the previous decade (70's). Neo-liberal reforms revolutionized the political economy of the country. The old model of state-promoted industrialization was replaced with an open, market-oriented economy with an expanding export sector. In the mid-1970s, the most ideological government technocrats persuaded Pinochet and many of his most influential civilian advisers that a drastic restructuring of the country's economy was necessary to eliminate the accumulation of bureaucratic inefficiencies that stifled economic growth.The management of the economy, they argued, had to be depoliticized ».

[429] Angell, Alan, *Chile de Alessandri a Pinochet: en busca de la utopía*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1993, p. 99.

tant parce qu'ils en comprenaient la logique interne, mais parce qu'elle leur fournissait cohérence et discipline dans un cadre technoscientifique et, par conséquent, idéologiquement neutre et éloigné de toute négociation et arrangement politique. De cette manière, le processus apparaissait comme irréversible et applicable à toute proposition. C'est en ce sens que nous le considérons révolutionnaire.

3.2 La disparition du modèle d'État de compromis et l'implantation du néo-libéralisme orthodoxe (1975-1982)

Bien qu'il existe des divergences quant à la date de l'implantation du projet néo-libéral – immédiatement après le coup d'État pour les uns, à partir de 1975 pour les autres –, il nous semble nécessaire de prendre en compte l'existence d'un projet économico-social hérité du développementalisme militaire et nationaliste. Ainsi, il semble pertinent de s'interroger sur la période pendant laquelle les économistes monétaristes sont finalement parvenus à instaurer au Chili un ensemble de mesures d'une orthodoxie libérale jusqu'alors inédite. On peut considérer que la période de l'État de compromis s'est achevé à ce moment précis. Le projet d'économie protégée créé à la fin des années 1930, s'appuyant sur une technocratie principalement issue de l'ingénierie, fut remplacé par un autre projet élaboré par les économistes:

> « (…) Après la Seconde Guerre mondiale, les entreprises étaient en mauvaise posture, aussi bien financièrement que technologiquement. Manquant d'expérience en la matière, l'État dut néanmoins prendre rapidement une décision et créa une forte dépendance des entrepreneurs envers l'État. Aníbal Pinto soutient que l'essor de la modernisation capitaliste ne provient pas du monde de l'entreprise mais de ce qu'il appelle la *tecnoburocracia del Estado* – en majorité composée d'ingénieurs du secteur public et privé »[430].

La fin du projet développementaliste s'explique en grande partie par le départ de nombreux hauts officiers de la conspiration initiale, représentant une menace pour le pouvoir du général Pinochet sur la Junte de gouvernement et sur les Forces armées. Cette conjoncture politique interne au régime, ainsi que les mauvais résultats économiques de la fin de l'année

[430] Angell, Alan, "Some problems in the interpretation of Recent Chilean History", *Op. cit.*, p. 104 ; « (…) after the Second World War, the entrepreneurial sector was in a relatively weak position, both financially and technologically. Given its lack of entrepreneurial experience the state had to take a lead, and entrepreneurs came to depend heavily upon the state. Aníbal Pinto argues that the thrust for capitalist modernization came not from the entrepreneurial sector but from what he calls a "*technoburocracia del estado*", mostly engineers from the public and private sector ».

1974-1975, ouvrirent le chemin aux techniciens ultra-libéraux qui proposaient un changement radical dans l'économie chilienne.

Pilar Vergara[431], auteure de l'une des études les plus citées sur le sujet, fixe cette période entre 1975 - date de l'implantation du traitement économique de "choc" dans le pays - et 1978, c'est-à-dire lorsque le régime décida de créer le cadre institutionnel d'une nouvelle démocratie chilienne. Néanmoins, si nous sommes d'accord sur la première date comme étant celle de l'instauration d'un modèle idéologique inédit, nous suivons plutôt la posture de Ricardo Ffrench-Davis[432] concernant la fin de cette phase idéologique. Il l'étend jusqu'en 1981-1982, moment où éclata une énorme crise financière obligeant le régime, fondé sur un monétarisme pur et dur, à s'orienter vers un modèle libéral avec une dose de pragmatisme :

> « Ce qui est sûr, c'est que l'équipe la plus extrémiste en termes d'identification aux postures néo-libérales finit par prévaloir. Ce fut, dans une large mesure, grâce à sa cohérence doctrinaire interne ; joua aussi le fait qu'elle représentait la vision de groupes économiques possédant un énorme pouvoir financier, communicationnel et des liens avec l'extérieur, lesquels aspiraient à un coup d'État bien avant qu'il ne se produise et qui constitueraient un appui inconditionnel une fois constitué le régime militaire »[433].

La phase d'implantation idéologique du modèle néo-libéral initiée en 1975 fut baptisée "Plan de récupération économique". La plupart des ouvrages sur le sujet évoque cette étape sous le nom du "plan ou traitement de choc". Barbara Stallings décrit cette période comme une phase de changements structuraux majeurs :

> « Sa principale caractéristique fut l'application rigide et idéologique d'un ensemble de réformes structurelles et de politiques macro-économiques, d'une efficacité très variable aboutissant à une grave crise de change et du système bancaire »[434].

---

[431] Vergara, Pilar, *Op. cit*.

[432] Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el Neoliberalismo y el Crecimiento con Equidad : Tres Décadas de Política Económica en Chile*, Santiago, Dolmen, 2003. Il existe un article du même auteur où il explique de manière plus sommaire et moins technique les idées défendues dans ce livre. Voir : Ffrench-Davis, Ricardo, "Chile, entre neoliberalismo y el crecimiento con equidad", *Nueva Sociedad*, nº 183, 2003, p. 70-90.

[433] Correa, Sofía, Figueroa, Consuelo, Jocelyn-Holt, Alfredo, Rolle, Claudio & Vicuña, Manuel, *Historia del siglo XX chileno. Balance paradojal*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, p. 298 ; « Lo que sí es claro es que el equipo más extremo identificado con las posturas neoliberales terminó por prevalecer. En no poca medida, esto se debió a su coherencia doctrinaria interna ; influyó también, el hecho de que representaba la visión de grupos económicos con enorme poder financiero, comunicacional y vínculos con el exterior, que con anterioridad al golpe ya venían promoviéndolo, y que, luego, prestarían su apoyo irrestricto una vez constituido el régimen militar con proyecciones de largo aliento ».

[434] Stallings, Barbara, "Las reformas estructurales y el desempeño económico" en Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*, Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 23 ; « Su característica principal fue la aplicación rígida e ideológica de un conjunto de

Près de deux décennies après le début du programme d'échange académique avec les Etats-Unis, l'opportunité tant désirée par les économistes de Chicago leur était offerte. Ils allaient pouvoir non seulement en finir avec les travers des réformes de l'Unité Populaire, mais surtout éliminer le modèle d'économie protégée, en vigueur depuis 40 ans. Ils disposaient d'un "avantage" de taille. L'instauration d'un régime dictatorial leur permit de mettre en place des mesures qui auraient été difficilement tolérées par un système démocratique composé de groupes sociaux organisés et mobilisés[435]. Le cadre idéologique autoritaire et le climat de répression renforcèrent la mise en application vigoureuse et dogmatique de ces nouvelles mesures. C'est donc moins dans les caractéristiques personnelles ou techniques des économistes formés à Chicago (également présents dans d'autres pays du continent) que dans un ensemble de facteurs conjoncturels que doivent être recherchées les explications de la singularité de l'expérience chilienne dans sa transformation socio-économique à partir des années 1970.

À quoi tentait-on de mettre fin de manière radicale à partir de 1975? En définitive, l'objectif était d'annihiler le modèle d'économie protégée, timidement apparu en réponse à la crise mondiale de 1929-1930 et qui s'était renforcé à partir de 1938. Ce dernier s'inspirait des principes keynésiens proposant la limitation des dommages causés par les nouvelles crises issues du secteur externe de l'économie, par le renforcement de l'économie interne au moyen de la substitution des importations et du soutien de l'État. En d'autres termes, il ne s'agissait pas d'une alternative au capitalisme libéral mais d'une version nationalisée et protectionniste ne s'opposant pas au capitalisme en soi, mais à sa dérégulation et à son excessive interdépendance des marchés internationaux. Ce modèle incorporant de nombreux éléments d'inclusion sociale, de protection économique et de régulation des capitaux – jusqu'alors inédits[436] –commença à montrer des signes de faiblesse à la fin des années 1950[437]. C'est donc finalement ce projet-là qu'ont voulu éliminer les économistes de

---

reformas estructurales y políticas macroeconómicas que derivaron en un desempeño altamente volátil, culminando en una grave crisis cambiaria y bancaria ».

[435] Sergio de Castro lui-même reconnaît la dureté des mesures appliquées dans le cadre du traitement de choc, notamment la réduction radicale du pourcentage d'employés publics de 30 %, mesure politiquement insoutenable dans un régime démocratique. Consulter notamment : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, p. 232.

[436] Selon Barbara Stallings, le cas chilien fut un exemple extrême de ce modèle. Les tarifs douaniers étaient très élevés, les quotas appliqués à l'entrée de biens importés étaient figés, les flux de capitaux étrangers étaient restreints et l'État contrôlait – directement ou indirectement – une partie considérable de l'activité économique ; Stallings, Barbara, *Op. cit*, p. 25.

[437] D'après l'analyse de Patricio Meller, l'un des économistes ayant le plus sérieusement étudié le processus économique chilien entre 1890 et 1990, la critique des monétaristes au modèle d'État de compromis se

Chicago, et non pas seulement l'expérience socialiste de l'Unité Populaire. Selon leur point de vue, cette dernière représentait simplement la phase extrême et finale (mais pour certains nécessaire) d'une longue liste d'erreurs économiques couplée à l'application d'une mauvaise théorie depuis les années 1930 :

> « De Castro [Sergio] indique que l'explication de la crise politico-sociale de 1973 ne se trouve pas dans les trois ans de mauvaise gestion économique du gouvernement de l'UP : "le chaos semé par le gouvernement marxiste d'Allende accéléra simplement les changements socialisants graduels qui furent peu à peu introduits au Chili, de manière ininterrompue depuis la seconde moitié des années 1930". Dans cette perspective, une partie de ces "changements socialisants graduels"[sic] correspond aux innombrables mesures erronées de type redistributif adoptées par l'État à partir des années 1930. Depuis lors, l'État créa la notion de "culture de la répartition"[sic], laquelle promet "l'amélioration substantielle du niveau de vie de l'immense majorité des chiliens, en ne sacrifiant que les plus riches", c'est-à-dire, que "la pauvreté se résout en quittant à certains pour donner aux autres, ce qui conduit à miner l'harmonie qui prévalait au sein de la société chilienne[sic]" »[438].

3.2.1 La signification idéologique du "traitement de choc"

Après des mois de débat au sein du gouvernement militaire autour de la meilleure politique à mener afin de contrôler la spirale inflationniste de la fin de l'année 1974, se produisit – en avril 1975 – un changement orientant les gouvernants vers des positions monétaristes plus radicales. La solution doctrinaire trouvée fut de réduire brutalement le

---

concentrait sur les points suivants : a) l'apparition d'une bureaucratie hypertrophiée et inefficace obtenant des bénéfices spéciaux de l'État et agissant comme groupe de pression ; b) une mauvaise gestion de l'inflation, des taux d'intérêts et de la restriction de devises, et créant une rente et des bénéfices pour certains groupes privilégiés ; c) l'acquisition par l'État d'un important pouvoir discrétionnaire, augmentant la concurrence politique et sociale pour le contrôler, y compris de la part du patronat ; d) la société devient rentière, perdant son esprit d'entreprise dans la mesure où tout s'obtient par le biais du "parrainage" politique, et générant une structure de l'organisation économique peu compétitive dans l'ensemble. Le diagnostic final est qu'"[u]ne économie avec un État en expansion et des groupes de pression luttant pour son contrôle total conduit à la stagnation. Les problèmes économiques et sociaux ne sont pas résolus et finissent par engendrer une crise sociale et politique. Les disputes pour le contrôle de l'État, l'augmentation soutenue de son action, l'interaction persistante entre les intérêts économiques et politiques et l'incapacité à résoudre les problèmes économiques réels finissent par saper et détruire la démocratie". Voir : Meller, Patricio, *Un Siglo de Economía Política Chilena (1890-1990)*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1998, p. 176-177.

[438] Voir : "Exposición de la Hacienda Pública de 1977 et 1978" de Sergio de Castro. Voir également le concept de "culture de répartition" de Pablo Barahona exposé lors d'une conférence (1993) dictée à l'Université Finis Terrae. Ces deux textes sont cités dans : Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 174 ; « De Castro (Sergio) señala que la explicación de la crisis político-social de 1973 no está en los tres años de mal manejo económico del gobierno de la UP : "el caos sembrado por el gobierno marxista de Allende solamente aceleró los cambios socializantes graduales que se fueron introduciendo en Chile ininterrumpidamente desde mediados de la década del 30". Desde esta perspectiva, una parte de estos "cambios socializantes graduales" corresponde a las innumerables y erróneas medidas de tipo redistributivo adoptadas por el Estado a partir de la década del 30 ; desde ese entonces, el Estado creó la noción del "cultura del reparto", en que se promete "el mejoramiento sustancial del nivel de vida de la inmensa mayoría de los chilenos, sin sacrificar sino a los más ricos", esto es, "la pobreza se resuelve quitándole a unos para darles a otros, lo que conduce a minar la armonía prevaleciente en la sociedad chilena" ».

déficit fiscal. L'économie chilienne montrait des signes de récession préoccupants, dus en particulier à la situation extérieure du fait de la forte chute du prix du cuivre et des répercussions de la crise internationale du pétrole initiée en 1973. De plus, le coût du crédit connaissait une hausse internationale et le déficit de compte courant était pratiquement ingérable. La stratégie libérale gradualiste menée à bien jusqu'alors par l'équipe économique était donc en échec, perdant en grande partie le soutien du général Pinochet. Le champ d'action s'ouvrait ainsi aux propositions radicales des économistes de Chicago.

Les décisions économiques de la nouvelle équipe dirigée par Jorge Cauas[439] avaient pour objectif la réduction foudroyante des dépenses fiscales, accentuant de fait la récession sous l'effet d'un ajustement automatique[440]. L'équipe prétendait ainsi contrôler la spirale de la hausse des prix et combler le déficit de la balance des paiements en réduisant fortement les importations. Selon ces technocrates, seule l'application rapide et totale de ces mesures permettrait de poursuivre la libéralisation malgré l'énorme coût économique et social qu'elles représentaient. Les réformes sociales proposées par les militaires de tradition national-développementaliste furent rapidement balayées, tel le "Statut social de l'entreprise", nouveau Code du travail et projet de réforme prévisionnel conforme au modèle de répartition et de solidarité entre générations :

> « (…) autour du général Leigh se consolida une position apparaissant comme une greffe étrange [sic] pour la libéralisation de l'économie que nous envisagions. En matière de politique du travail par exemple, le général de la FACH [Force aérienne], Nicanor Díaz Estrada, proche de Leigh, avait une conception franchement socialiste des conditions de travail et une fois qu'il fut nommé ministre du Travail et de la Sécurité sociale, il se lança dans la rédaction d'un Code du travail dont les principes étaient incompatibles avec les postulats que

[439] Jorge Cauas a été nommé par Pinochet le 10 avril 1975 comme "Super ministre" de Coordination économique et de développement, avec dix domaines clefs de l'économie à sa charge. On lui attribua des capacités extraordinaires, créant ainsi une énorme concentration du pouvoir décisionnel entre ses mains, décision affaiblissant considérablement la junte de Gouvernement. Cauas eut même le pouvoir de nommer ou de révoquer tout haut fonctionnaire de l'État ; excepté ceux qui possédaient le titre de ministre. Son équipe économique était composée de Roberto Kelly pour l'ODEPLAN, de Sergio de Castro au ministère de l'Économie, de Alvaro Bardón et Pablo Barahona à la Banque Centrale et de Juan Carlos Méndez au ministère des Finances et à la direction du Budget. Cette équipe appartenait à la branche la plus orthodoxe des Chicago Boys. Consulter : Cavallo, Ascanio, Salazar, Manuel & Sepúlveda, Oscar, *La historia oculta del régimen militar*, Santiago, Ediciones La Época, 1988, Cap IX, p. 63-86.

[440] Sergio de Castro était convaincu que la seule manière de contrôler l'inflation était d'appliquer un ajustement radical des dépenses publiques : "Jorge Cauas avait effectivement raison de penser que l'inflation n'était pas incontrôlable, neánmoins elle conservait tout de même un niveau élevé, ce qui était inacceptable. D'après nos propres projections, elle aurait dû diminuer davantage, mais les chiffres nous montraient une réalité autrement plus dure que celle que nous avions envisagée. Ainsi, dans les derniers mois de 1974, il ne fallait pas être très perspicace pour se rendre compte qu'il était impératif d'adopter un ensemble de mesures drastiques afin de freiner les dépenses publiques". Voir : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, p. 216.

> nous soutenions [sic]. Il accorda également un fort soutien au *Statut social de l'entreprise*, né sous la direction de la CORFO, et auquel, nous, membres de l'équipe économique, nous nous opposions »[441].

Toute possibilité d'un régime militaire corporatiste où divers acteurs auraient voix au chapitre en matière décisionnelle fut donc éliminée, du fait de l'extrême concentration des pouvoirs de l'équipe économique de Chicago.

Il ne s'agit donc pas d'une coïncidence si, à la fin du mois de mars de la même année, le prix Nobel d'économie et professeur à l'Université de Chicago, Milton Friedman, accompagné d'Arnold Harberger, visita le pays, invité par la banque BHC et par le régime militaire. Dans une lettre adressée à Pinochet, datée du 21 avril 1975, Friedman indiqua ses orientations économiques au régime au moment même où la répression de la DINA était la plus brutale[442] :

> « Dans la pratique, diminuer les dépenses publiques est, de loin, la manière la plus adéquate pour réduire le déficit fiscal en contribuant simultanément au renforcement du secteur privé et, en posant enfin les bases d'une croissance économique saine (…). Il n'existe pas de façon d'éliminer l'inflation qui n'implique pas une période temporelle de transition de sévère difficulté, chômage compris. Cependant, et malheureusement, le Chili est confronté à un choix entre deux maux, celui d'une courte période de chômage élevé ou d'une longue période de chômage élevé, bien que ce dernier soit légèrement inférieur au premier. (…) Si cette approche de **choc** était adoptée, je crois qu'elle devrait être publiquement annoncée, avec moult détails et, de plus, entrer en vigueur rapidement après ladite annonce »[443].

---

[441] Entretien avec Sergio de Castro. Consulter : Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit.*, p. 220 ; « (…) en torno al General Leigh se consolidó una posición que era un injerto extraño para la liberalización de le economía que propiciábamos. En política laboral, por ejemplo, el General de la FACH, Nicanor Díaz Estrada, íntimo de Leigh, tenía una concepción francamente socialista de las relaciones laborales y una vez que lo nombraron ministro del Trabajo y Previsión Social se lanzó a la redacción de un Código del Trabajo cuyo criterio rector era incompatible con los postulados que sosteníamos. Dio también fuerte apoyo al *Estatuto Social de la Empresa*, que había nacido en el directorio de CORFO, y al cual, los del equipo económico nos oponíamos ».

[442] Dans un livre publié en septembre 2007 et qui obtint un réel succès en termes de ventes, l'auteure alter-mondialiste Naomi Klein analyse la relation entre la mise en place de politiques économiques monétaristes orthodoxes et l'idée de choc (d'un point de vue psychologique et physique). Pour cela, elle compare une série de situations dans lesquelles l'usage stratégique de la violence permet de neutraliser la protestation sociale en facilitant précisément les changements structurels générant d'énormes coûts pour la population. L'expérience du Chili à partir de 1973 contitue l'un des exemples cités dans l'ouvrage. Pour notre part, certains points abordés par l'auteure nous semblent pertinents, néanmoins nous estimons que du point de vue de l'analyse historique, Naomi Klein tend à trop simplifier les conditions de la mise en œuvre du modèle économique chilien ; Klein, Naomi, *The Shock Doctrine. The rise of disaster capitalism*, Metropolitan Books, 2007, chapitre 3 : "States of Shock : The bloody birth of the counterrevolution", p. 75-97.

[443] Il est possible d'accéder à la copie intégrale de la lettre de Milton Friedman au général Pinochet en consultant le document électronique suivant : Piñera, José, "Milton Friedman y sus recomendaciones a Chile", *CATO Institute*, 2006. Disponible sur : http://www.elcato.org/node/2067 (consulté le 06/07/2009) ; « En la práctica, disminuir el gasto público es, por lejos, la manera más conveniente para reducir el déficit fiscal ya que,

> « Je crois que les “Chicago Boys” étaient parvenus à la conclusion qu’un traitement de choc était nécessaire pour mettre fin à l’inflation et établir les bases du redressement de l’économie et de la croissance ; et que la clef pour en finir avec l’inflation et engager la reprise économique était de réduire les dépenses du gouvernement, l’inflation étant clairement liée à la nécessité d’émettre de la monnaie afin de financer le déficit public »[444].

Ainsi, même si la stratégie de choc de 1975 suivait dans une certaine mesure les méthodes gradualistes de l’équipe antérieure, déjà inspirées par les principes monétaristes, l’accent fut mis sur de plus importantes réductions des dépenses fiscales dans le cadre d’un budget qui avait lui-même été déjà fortement restreint, aggravant de la sorte la récession. Il ne s’agit donc pas d’une simple application des recettes monétaristes accordant un rôle plus important à la lutte contre l’inflation mais – plutôt – du triomphe politique d’un projet économique de long terme défendu par les plus radicaux en terme de politique économique libérale. À partir de ce moment, l’influence de ce groupe devint prédominante dans la gestion économique. Cette domination fut démontrée par la rapidité, l’extension et la profondeur des réformes structurelles menées, destinées à consolider une économie de libre marché et de complète ouverture sur l’extérieur[445] :

> « C’est dans le cadre du Chili d’Augusto Pinochet que Milton Friedman a pu expérimenter les recettes supposées vertueuses de sa “théorie de choc”, qui seront ensuite exportées vers l’Europe et les Etats-Unis. (…) Le déplacement du centre de gravité de l’espace du néo-libéralisme de l’Europe (Économie sociale de marché) vers l’Amérique conduit à une dépréciation de ce qui pouvait subsister de “libéralisme social” au profit d’une autre forme de néo-libéralisme, celui de l’École de Chicago »[446].

Pour la nouvelle équipe en charge de l’économie, l’inflation constituait une “maladie du corps social”, qui ne pouvait être guérie que par un traitement profond et prolongé, bien que cela constituât un énorme sacrifice pour la société. L’inflation, principalement envisagée

---

simultáneamente, contribuye al fortalecimiento del sector privado y, por ende, a sentar las bases de un saludable crecimiento económico (…). No existe ninguna manera de eliminar la inflación que no involucre un periodo temporal de transición de severa dificultad, incluyendo desempleo. Sin embargo, y desafortunadamente, Chile enfrenta una elección entre dos males, un breve periodo de alto desempleo o un largo periodo de alto desempleo, aunque sutilmente inferior al primero. (…) Si este enfoque de shock fuera adoptado, creo que debiera ser anunciado pública, muy detalladamente y, además, entrar en vigor en una fecha muy cercana a dicho anuncio ».

[444] Friedman & Friedman, *Op. cit.*, p. 399-400 ; « I believe that the “Chicago Boys” had already reached the conclusion that a shock treatment was required to end the inflation and establish the basis for economic recovery and growth ; and that the key to both ending inflation and economic recovery was a drastic cut in government spending, since the inflation was clearly being driven by the need to print money to finance a major government deficit ».

[445] Voir : Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 77.

[446] Denord, François, “Le prophète, le pèlerin et le missionnaire”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 145, nº 1, 2002, p. 18.

comme un phénomène monétaire, ne pouvait donc être combattue que grâce à une réduction radicale des moyens de paiement, une diminution radicale du déficit fiscal et l'élimination de la majeure partie des subventions. Ce constat impliquait la mise en place de changements structurels afin de réparer ce qui était considéré, pour les économistes (Sergio de Castro en particulier), comme le résultat logique d'un "demi-siècle d'erreurs économiques"[447] :

> « Si cela avait seulement dépendu de moi, je les aurais toutes vendues [les entreprises de l'État] ; mais c'était impossible car il existait toujours au sein du gouvernement la croyance que certaines d'entre elles comme LAN, ENAMI, Chemins de Fer de l'État [*Ferrocarriles del Estado*] (FFCC), ENDESA[448], etc., étaient stratégiques [sic] (…) »[449].

Il ne s'agissait donc plus d'introduire des ajustements au modèle de substitution d'importations, comme l'avaient bien compris certains des officiers de tendance nationale-développementaliste immédiatement après le coup d'État de 1973, mais de provoquer une rupture radicale contraignant l'État à se replier définitivement en le limitant sur le plan économique à des tâches uniquement subsidiaires. Cette manœuvre devait ouvrir la voie à la pleine intégration de l'économie chilienne au commerce international et au libre flux de capitaux :

> « L'État devait s'abstenir de développer un quelconque type d'activité à même d'être réalisé par les agents privés, c'est pourquoi il devait se défaire de toutes ses entreprises, excepté le peu d'entre elles considérées comme "stratégiques" pour la sécurité nationale, et les programmes d'éradication de l'extrême pauvreté [sic]. Mais même dans ce cas, il devait agir à l'aide de mécanismes indirects (subventions, impôts) qui ne dénatureraient pas le système de prix »[450].

Comme l'explique clairement Pilar Vergara, l'industrialisation substitutive – considérée comme "forcée" et "artificielle" – semblait avoir disparu du répertoire de la politique économique. L'industrie, comme moteur dynamique du processus d'accumulation, était supplantée par des secteurs avec lesquels le pays pouvait entrer en concurrence sur les marchés mondiaux, c'est-à-dire l'industrie minière, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ;

---

[447] Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 79.

[448] Ligne aérienne nationale (LAN), Entreprise nationale des mines (ENAMI), Entreprise nationale d'électricité société anonyme (ENDESA).

[449] Entretien avec Sergio de Castro, dans Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit.*, p. 236 ; « Si hubiera dependido sólo de mí, las habría vendido todas (las empresas del Estado) ; pero no se podía porque todavía existía al interior del gobierno la creencia de que algunas de ellas como LAN, ENAMI, Ferrocarriles del Estado (FFCC), ENDESA[449], etc., eran estratégicas (…) ».

[450] *Ibíd.*, p. 81 ; « El Estado debía abstenerse de desempeñar cualquier tipo de actividad que pudieran realizar los agentes privados, para lo cual debía desprenderse de todas sus empresas, aparte de unas pocas consideradas "estratégicas" para la seguridad nacional, y de los programas de erradicación de la extrema pobreza. Pero incluso en este último campo, debía actuar a través de mecanismos indirectos (subsidios, impuestos) que no distorsionaran el sistema de precios ».

en d'autres termes, dans les domaines favorisant l'usage des ressources primaires. Toute aide ou subvention a ainsi été refusée à certaines industries ou branches, sous prétexte que cela altérait le libre jeu du marché, augmentait les dépenses publiques et générait de l'inflation. Ce retrait de l'État sur le plan de l'activité économique, entraînant l'intégration du pays à l'économie mondiale, constituait le dessein fondamental de la politique de "choc".

Le désengagement du Chili du Pacte andin, fin 1976[451], illustre clairement la nouvelle politique commerciale. Les normes douanières, les quotas et les restrictions à l'investissement étranger stipulés dans l'accord étaient effectivement complètement contradictoires avec la nouvelle stratégie néo-libérale. Les nouvelles autorités économiques souhaitaient une ouverture complète et unilatérale des flux commerciaux, fixant les tarifs douaniers généraux à 10% – en 1979 – pour tous les produits, sans aucun type de discrimination. L'ensemble des barrières tarifaires (règlements, interdictions, quotas d'importation et licences) avait également été éliminé.

La politique de "choc" engendra pourtant une profonde récession de l'économie chilienne, avec des chutes de la production industrielle allant jusqu'à 28 % en 1975 et une chute du PIB de près de 13%. Au début de l'année 1976, le chômage atteignit pratiquement un taux de 20%, et les salaires réels diminuèrent de près de 40% par rapport à leur niveau de 1970. La forte restriction monétaire engendra par ailleurs une hausse substantielle du coût du crédit, avec des taux d'intérêt qui passèrent de 9,6% à 20% au cours de l'année 1975[452]. De

---

[451] Le Pacte andin fut créé le 26 mai 1969. Ses membres fondateurs furent la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Équateur et le Pérou. Le Venezuela l'intégra en 1973 et le Chili se retira de l'accord en 1976 en raison de l'incompatibilité de sa politique économique avec les normes du Pacte. On connaît également le Pacte andin sous le nom d'accord de Cartagène. L'accord fut signé dans le but de parvenir à un développement équilibré et harmonieux de ses membres, d'accélérer leur croissance et de former un marché commun latino-américain. À partir de ces objectifs fut étudiée la possibilité d'inclure un programme de réduction des tarifs douaniers ou « programme de libéralisation », et de créer un tarif externe commun ou tarif douanier commun. La forte protection des industries locales rendait la tâche ardue. Le Pacte andin fut finalement remplacé par la Communauté andine des nations (la CAN) en 1996. Voir : Editorial, "Historia y datos básicos de la Comunidad Andina", *Los Tiempos*, nº 08-06-2007, http://www.lostiempos.com/noticias/08-06-07/08_06_07_ultimas_eco6.php (consulté le 06/11/2008).
En ce qui concerne le contexte de la participation du Chili à cette instance, nous conseillons la lecture de : Ffrench-Davis, Ricardo, *El Pacto andino, un modelo original de integración*, Santiago, Universidad Católica de Chile, Centro de Estudios de Planificación Nacional (CEPLAN), 1974. Pour avoir un bilan général et plus contemporain des processus d'intégration en Amérique latine depuis la fin des années 1960, nous recommandons la lecture de la première partie de l'ouvrage suivant : González Arana, Roberto & Crisorio, Beatriz Carolina (Eds.), *Integración en América Latina y el Caribe : Análisis sobre procesos de regionalización*, Barranquilla, Colombia, Ediciones Uninorte, 2001. Pour probablement l'une des meilleures synthèses historiques du point de vue économique concernant cette période, consulter : Bethell, Leslie (Ed.), *The Cambridge History of Latin America.* "Latin America since 1930. Economy, Society and Politics", Vol. VI, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 159-249. La vision officielle du régime militaire sur l'inadéquation des politiques chiliennes au Pacte andin peut être consultée dans le document officiel suivant : Pipino, Adelio, *El Pacto Andino y el modelo de desarrollo económico chileno*, Santiago, ODEPLAN, 1977.
[452] Les chiffres sont issus de l'ouvrage de Pilar Vergara : Vergara, *Op. cit.*, p. 85.

plus, à la fin de la première année, l'inflation n'avait pas diminué autant que prévu, affichant des chiffres proches de ceux de l'année antérieure (343% contre 369%) :

> « (…) la critique des curés [l'Église catholique] s'accentua en 1975 parce que ce fut une année de crise, de grande pauvreté, caractérisée, de plus, par un chômage élevé et des taux d'intérêt ridiculement excessifs [sic]. Cependant, cette critique s'expliquait seulement par une méconnaissance générale par la population du fonctionnement des marchés libres [sic] »[453].

Au niveau de l'impact social engendré par la politique de "choc", la diminution du rôle de l'État fut clairement ressentie, excepté pour les bénéficiaires. Les plus affectés étaient les salariés et ouvriers de la classe moyenne. En général, ce traitement fut très éprouvant pour les petites et moyennes entreprises qui s'étaient développées avec la garantie que leur apportaient les politiques protectionnistes du modèle de substitution des importations. En revanche, les groupes relevant du commerce et de l'exportation (principalement des secteurs liés aux activités financières)[454], doués d'une rapide faculté d'adaptation aux fluctuations du marché mondial, bénéficièrent largement de ce changement. Ces politiques requéraient un pouvoir central autoritaire capable de limiter et réprimer n'importe quel signe de mécontentement social, y compris les critiques issues de certains secteurs du patronat pouvant éventuellement résister à une des mesures gouvernementales. Ces entrepreneurs rétifs ont été exclus de toute instance ou commission élaborant des propositions économiques, auxquelles ils avaient pourtant activement participé entre 1973 et 1975.

Le régime accentuait son contrôle sur les organisations intermédiaires (corporatistes, étudiantes et les collèges professionnels), évitant ainsi toute exigence de type corporatif. Dans le même temps, les organisations syndicales continuèrent à être soumises aux dures restrictions imposées au moment du coup d'État, en particulier l'interdiction de négociation collective et du droit de grève[455]. Il faut également tenir compte de l'extension de la

---

[453] Propos d'Álvaro Bardón se référant à l'incapacité d'une grande partie de la population à comprendre les fondements du fonctionnement des marchés dans une économie libre. Consulter : Garzón, Laura & Sáez, Alejandro, "El juicio de la Iglesia sobre el modelo", *El Mercurio*, 4 janvier 2004 ; « (…) la crítica de los curas [la Iglesia Católica] se acentuó en 1975 porque fue un año de crisis, de gran pobreza, caracterizado además por el alto desempleo y tasas de interés ridículamente elevadas. Sin embargo esta crítica sólo era explicable por el desconocimiento que casi todos tenían de cómo funcionaban los mercados libres ».

[454] *Ibíd.*, p. 86.

[455] Les organisations de travailleurs qui entraient dans le cadre du projet du général Díaz Estrada furent également démantelées.

déclaration d'illégalité à tous les partis politiques[456], y compris aux partis qui avaient soutenu le coup d'État et qui avaient été exclus[457] de la scène politique par la suite :

> « L'intensification des actions répressives s'accompagna d'une application plus sélective, ce qui augmentait son efficacité. D'autre part, le spectre des secteurs sociaux touché par la coercition et par l'usage de la terreur s'élargit jusqu'à concerner toutes les organisations politiques, corporatistes et même religieuses qui remettaient en question ou qui émettaient des critiques sur la gestion économique »[458].

Le "choc monétariste" finit donc par supplanter – au moins pour quelques années – les autres visions conservatrices présentes au sein du régime. Une politique économique autoritaire et exclusive éliminait en effet toute possibilité d'apparition d'un modèle corporatiste qui aurait pu renforcer les groupes intermédiaires, comme c'était le cas des corporations et des associations professionnelles. Tout était limité au pouvoir des instances de l'État et du marché, le premier étant bien entendu au service du second. Ces mesures rendirent impossible toute participation des travailleurs à la politique de l'entreprise et modifièrent radicalement leurs conditions de travail. Un schéma défensif, fondé sur des concepts liés à la sécurité nationale, fut alors mis en place pour justifier la sévérité du plan économique et la répression sélective appliquée en 1975.

Selon les responsables de ce plan économique, le pays était confronté à une alternative manichéenne entre le totalitarisme marxiste, désignant alors toute forme d'interventionnisme étatique, et la liberté, précisément représentée par l'économie de libre marché. Dans cette perspective, toutes les voies intermédiaires étaient exclues.

En termes strictement idéologiques, et en suivant la classification établie par Pilar Vergara, on peut identifier trois principes vecteurs de la vision technocratique du régime :

---

[456] On observe un renforcement de l'application des termes stipulés dans les Décrets-lois Nº 77 et 78 d'octobre 1973, Article 1° : "Que soient déclarés en arrêt tous les partis politiques et entités, regroupements, factions ou mouvements à caractère politique non compris dans le décret-Loi N°77 [d'orientation marxiste et voisine], du 8 Octobre 1973". L'objectif final de cette mesure était d'effrayer la Démocratie chrétienne qui rendait alors publiques ses critiques à l'égard du régime, avec lequel elle avait néanmoins collaboré depuis septembre 1973.

[457] Concernant la mobilisation au cours des premières années du gouvernement militaire, une étude du début des années 1980 comparant les niveaux de mobilisation sociale avant, et après le coup d'État, nous semble intéressante. Consulter : Remmer, Karen, "Political demobilization in Chile, 1973-1978", *Comparative Politics*, Vol.12, nº 3, 1980, p. 275-301.

[458] Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 86. Voir également le texte suivant, cité par Pilar Vergara : Frühling, Hugo, "Limitando la acción coercitiva del Estado. La estrategia legal de defensa de los derechos humanos en Chile", *Contribuciones FLACSO*, noviembre, nº 12, 1982 ; « La extensión de las acciones represivas se vio acompañada de una mayor selectividad en su aplicación, que aumentaba su efectividad. Por otro lado, se amplió el espectro de sectores sociales que eran objeto de la coerción y del amedrentamiento, hasta cubrir todas las organizaciones políticas, gremiales e incluso religiosas que ponían en cuestión o realizaban críticas a la conducción económica ».

a) La liberté économique, tributaire du marché, représente la véritable liberté. Sa pleine réalisation constitue une condition nécessaire pour l'existence effective de la liberté politique. Par conséquent, le seul ordre juste provient des transactions entre individus hors du domaine gouvernemental.

b) Le marché est une conception découlant d'un pouvoir impersonnel auquel doivent impérativement être rattachées toutes les décisions individuelles, selon des règles objectives, impersonnelles et uniformes, garantissant l'égalité pour tous. Ici, la liberté est également définie de manière négative comme absence de pression externe, en particulier celle de l'État. Les inégalités générées par le marché et la hiérarchisation sociale qui leur est associée sont le résultat d'un agencement produit par un mécanisme "neutre" et donc juste. L'aspect social est annihilé au profit de l'individu. La démocratie devient instrumentale dans la mesure où se consolide une "société libre" respectant la liberté économique et l'égalité formelle des individus face au marché. L'autoritarisme apparaît donc comme une étape nécessaire visant à l'établissement d'une nouvelle et véritable démocratie qui pourra garantir un régime de pleine liberté économique.

c) La politique économique du régime se fonde sur un savoir d'origine scientifique, dénommé "science économique moderne". Il ne s'agit donc pas seulement d'un impératif éthique, mais bel et bien d'un savoir scientifique incontournable : "À la rationalité supérieure et supposée neutralité de jugement des principes émanant de la science et de la technique, s'opposent les "idéologies" qui auraient régi les politiques économiques par le passé"[459].

> « Nous pensons que l'une des déficiences fondamentales des anciennes institutions chiliennes est leur absence de prise en compte de l'économie comme science dans les décisions politiques. En caricaturant un peu, on pourrait dire que la politique apparaissait comme un savoir révélé par la grâce de Dieu ou enseigné dans les contrées lointaines du globe terrestre, éloigné des concepts économiques scientifiques [sic] »[460].

Dans ce modèle de société, les corporations défendant les intérêts sectoriels,et le pouvoir traditionnel guidant les destins des gouvernés, n'ont pas leur place. La technocratie devient

[459] Vergara, Pilar, *Auge y caída del neoliberalismo en Chile*, Op. cit., p. 99.
[460] Bardón, Álvaro, *Informe Gemines primer trimestre*, 1978, p. 87. Cité par : Vergara, Pilar, *Ibid.*, p. 99 ; « Nosotros pensamos que una de las deficiencias básicas de la antigua institucionalidad chilena es la no consideración de la economía como ciencia en las decisiones políticas. Caricaturizando un poco, podría decirse que la política aparecía como un saber revelado desde alguna parte, o estudiado en un lugar poco conocido, ajeno a los conceptos económicos científicos ».

toute puissante en sacralisant le rôle des experts, en particulier ceux qui possèdent le savoir de la science économique. En effet, seuls ces derniers agissent en fonction d'une rationalité supérieure dont manquent les idéologies ou les intérêts sectoriels.

3.2.2 L'expérience néo-libérale comme doctrine économique

L'établissement d'une orthodoxie monétariste au Chili dans les années 1970 est un diagnostic consensuel chez la majorité des spécialistes du sujet. Cependant, comme nous le suggérions précédemment, les différences surviennent au moment de fixer une périodisation. Des auteures comme Pilar Vergara, Verónica Valdivia ou Patricia Olave[461] soulignent une différence entre le moment de la stabilisation gradualiste (1973-1975) et la phase d'application orthodoxe ou du traitement de choc (1975-1982). Cette distinction leur permet de mettre l'accent sur l'arrivée et la domination des technocrates libéraux par rapport aux militaires national-développementalistes[462].

D'autre part, des économistes, comme Ricardo Ffrench-Davis, Patricio Meller, et, dans une certaine mesure, Felipe Larraín ainsi que Rodrigo Vergara[463] ont tenu à envisager cette période comme une unité complète (1973-1982) dans laquelle pouvaient néanmoins se distinguer des étapes plus ou moins intensives d'application d'une même doctrine économique.

Du point de vue de l'analyse historique, nous préférons quant à nous la première approche permettant de rendre compte aussi bien de la complexité des dissensions et des problématiques du régime militaire, que du projet national-développementaliste porté par certains officiers ayant élaboré le coup d'État. Néanmoins, il nous semble qu'ici précisément

---

[461] Olave-Castillo, Patricia, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, México, Universidad Nacional Autónoma de México. Ediciones El Caballito S.A., 1997.

[462] Sergio de Castro explique ainsi les raisons du soutien de Pinochet au groupe de technocrates libéraux : « (…) ce qui l'enthousiasma réellement et le conduisit à "acheter" [sic] le modèle libéral fut la possibilité qu'il lui offrait de mener à bien une véritable et authentique révolution en matière économique et sociale, dont le succès aurait placé le pays à une place de choix unique dans son histoire. D'après lui, il ne s'agissait pas – comme le suggéraient les plans alternatifs – d'amender un ordre des choses qui montrait de plus en plus ses failles ; ce qu'il fallait mettre place, c'était un sistème différent, capable de modifier de manière positive et quantitative, le sort des Chiliens » ; « (…) lo que verdaderamente lo entusiasmó (a Pinochet) y lo llevó a "comprar" [sic] el modelo liberal fue la posibilidad que le ofrecía para llevar a cabo una verdadera y audaz revolución en el ámbito económico-social, cuyo éxito catapultaría al país a un sitial único en su historia. Para él no se trataba – como sugerían los planes alternativos - de enmendar un orden de cosas que había mostrado con creces sus falencias; lo que había que implantar era un sistema distinto, capaz de modificar positiva y cuantitativamente la suerte de los chilenos ». Consulter : Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit.*, p. 262.

[463] Dans ce travail de la fin des années 1990, fruit de la collaboration de divers économistes libéraux, le gradualisme de départ concernant les mesures appliquées par le régime militaire est certes reconnu, néanmoins les auteurs s'attachent plutôt à montrer une période unifiée. Voir : Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo (Eds.), *La transformación económica de Chile*, Santiago, CEP, 2000.

la seconde périodisation permet de mieux comprendre le modèle orthodoxe à la lumière de la théorie économique et dans la perspective de l'évolution de la pensée économique libéral au Chili.

Ainsi, parmi les stratégies économiques associées aux pays en voie de développement disponibles dans les années 1970, le régime militaire a décidé d'appliquer la plus marquée par l'orthodoxie libérale, celle-là même proposée par les Chicago Boys. Cette stratégie ne put être mise en oeuvre aussi efficacement que grâce à une conjoncture politique autoritaire, fondée sur la répression, qui conférait aux exécuteurs du modèle économique une autonomie exceptionnelle afin de mettre en pratique leurs préceptes et même de les corriger. Mais, plus important encore, et comme le signale Ffrench-Davis, ce modèle représente l'un des premiers et principaux cas – au niveau mondial – d'application moderne d'une orthodoxie monétaire de manière si fondamentale, profonde et étendue. De plus, l'expérience fut non seulement récupérée par le régime militaire, mais aussi par diverses institutions internationales et financières qui, encore dans un contexte de Guerre froide, "ont donné la priorité à la liberté économique à tout prix sur d'autres dimensions de l'activité humaine"[464]. Néanmoins, le modèle éprouvait quelques difficultés à fonctionner correctement dans le cadre d'économies en développement, au-delà de la logique et de la rationalité extrême de ses postulats. En effet, la supposée "neutralité" des mesures adoptées était incapable de rendre compte de l'hétérogénéité des structures productives et des agents économiques. Ces mesures privilégiaient en effet la concentration de la propriété et la spéculation financière au détriment de la formation de capital et du développement productif.

Ffrench-Davis insiste également sur le caractère "globaliste" du modèle monétariste appliqué au Chili à cette époque, en particulier son impossibilité d'évaluer les problèmes sectoriels, la segmentation des marchés et la difficulté de la transmission de l'information entre les différents agents économiques, sous-estimant ainsi les processus d'ajustement et de déstabilisation de l'économie. Parmi les politiques orthodoxes théoriquement "neutres" appliquées par les technocrates du régime, l'auteur lui-même en distingue trois que nous considérons fondamentales pour comprendre le changement de paradigme vis-à-vis du modèle de l'État de compromis, d'industrialisation et de substitution d'importations :

a) La politique anti-inflationniste
b) La réforme du système financier
c) L'ouverture commerciale inconditionnelle (*indiscriminada*) vers l'extérieur

[464] Ffrench-Davis, Ricardo, *Op. cit.*, p. 58.

a) La politique anti-inflationniste

Concernant cette mesure, Ffrench-Davis identifie deux phases : la première correspond à une politique anti-inflationniste de “monétarisme extrême en économie fermée” (1973-1976), et la seconde de “monétarisme extrême en économie ouverte” (1979-1982). Entre ces deux politiques, s’insère une période intermédiaire d’ajustement marquée par une forte récession.

Jusqu’en 1976, la politique monétaire constitua l’unique instrument sur lequel reposait la politique anti-inflationniste après le coup d’État, alors que l’inflation avait atteint un taux annuel de 400%. La libéralisation immédiate des prix suite à la chute du gouvernement socialiste de l’Unité Populaire entraîna – comme l’on pouvait s’y attendre, étant donné les pressions inflationnistes réprimées pendant des mois – une hausse spectaculaire de l’inflation, atteignant 590% après un an d’application de la nouvelle politique. Les techniciens du gouvernement militaire, en restreignant l’offre monétaire, espéraient que les entrepreneurs privés ajusteraient automatiquement leurs prix à la baisse, évitant ainsi une chute de leurs ventes. Cependant, l’indice officiel des prix à la consommation (IPC) prenant en compte l’ensemble de l’information des prix des mois antérieurs et non pas la masse monétaire effectivement en circulation, continua d’être la principale référence en matière de prix. Cette situation conduisit au maintien jusqu’en 1975 de taux d’inflation supérieurs à 300%. De fait, la restriction monétaire eut donc plus d’impact sur le niveau de l’activité économique que sur celui des prix. Le niveau d’activité économique chuta en effet de 28% en 1975 par rapport à 1974, avec une baisse annuelle du PIB de 17%. D’après cette analyse, l’unique prix s’ajustant à la baisse est celui des salaires, faisant ainsi s’effondrer le pouvoir d’achat de près de 40%, conséquence essentiellement des restrictions imposées par le réajustement légal automatique et de la répression des syndicats :

> « (…) la recette monétariste ne parvint pas à contrôler l’inflation comme prévu mais amplifia au contraire les effets de la récession mondiale, tant en termes de coût social que de l’activité économique »[465].

C’est seulement aux environs de juin 1976 que l’équipe économique reconnut que le contrôle monétaire à lui seul ne pouvait freiner l’inflation. Une seconde mesure fut alors incorporée à la politique anti-inflationniste : la régulation du type de change. Les

[465] *Ibid.*, p. 68 ; « (…) la receta monetarista no logró controlar la inflación de la manera prevista, sino que efectivamente amplificó los efectos de la recesión mundial en términos del costo social como también en cuanto a la actividad económica ».

économistes espéraient ainsi réduire le coût des biens importés et, de ce fait, obtenir une inflation négative. Au début de l'année 1977, la mesure eut pour effet de réduire l'inflation à des niveaux proches de 100%, démentant ainsi l'ancien principe qui soutenait que l'inflation était uniquement causée par un excès de demande et par l'expansion monétaire. Cependant, le coût de cette seconde mesure fut le sacrifice de l'équilibre externe.

En 1979, les techniciens de l'équipe économique décidèrent de fixer le taux de change, passant résolument d'une mesure extrême à une autre ; d'une perspective monétariste orthodoxe d'économie fermée à celle d'une économie ouverte, où le facteur important n'était plus la masse monétaire interne mais les prix internationaux par rapport au type de change. La théorie orthodoxe soutenait en effet que si ce dernier restait « congelé », l'inflation interne égalerait l'inflation externe.

Le régime de libre importation, accompagné d'un système de change fixe, produisit une inondation du marché intérieur par des produits à bas prix, provoquant un déséquilibre de la balance des paiements en 1981. Les autorités espéraient qu'un ajustement automatique du système de change, fruit de la contraction monétaire et de la perte de devises internationales, ferait baisser les prix et les salaires d'une manière naturelle. D'après Ffrench-Davis, l'ajustement fut appliqué, mais de façon limitée et tardive, provoquant une énorme chute des ventes et du niveau de la production. Comme l'ajustement ne correspondait pas à celui qui était prévu, les salaires souffrirent de ce déséquilibre servant de prétexte aux techniciens du gouvernement qui tentaient d'imposer une baisse générale des rémunérations en 1982. Ce projet n'ayant pas été accepté par le pouvoir exécutif – les risques sociaux étaient énormes – ce dernier opta alors pour une dévaluation du change de près de 70%, au beau milieu d'une crise généralisée :

> « Le dogmatisme joua un rôle important en ce sens. D'après le cadre théorique de l'approche monétaire de la balance des paiements, l'économie chilienne possédait un mécanisme d'ajustement automatique. Il n'était donc pas nécessaire d'appliquer d'autres mesures. Le taux d'intérêt interne était soi-disant l'instrument qui mettrait en marche le mécanisme d'ajustement automatique. La dévaluation, comme solution pour contrer les problèmes du déséquilibre externe, fut complètement écartée, considérée comme inutile pour une petite économie ouverte totalement indexée. De plus, le système de change nominal fixe (qui n'avait pas bougé depuis deux ans) constituait l'ancre nominale de tout le

système, le symbole du succès, de la confiance et de la continuité du modèle économique »[466].

b) La réforme du système financier

Jusqu'à fin 1973, la majeure partie des banques étaient aux mains de l'État, situation consécutive aux nationalisations de l'Unité Populaire. Depuis 1974, l'arrivée de sociétés financières privées, pouvant déterminer librement leurs taux d'intérêt, avait été autorisée, alors que les banques (privatisées pour la plupart en 1975) avaient dû continuer à fonctionner dans la limite légale permise. Ce décalage produisit un régime de concurrence discriminatoire privilégiant les sociétés privées au détriment des banques. Toutes les restrictions relatives à l'installation de banques étrangères dans le pays furent également éliminées, tout comme les obligations d'encaissement ou les contrôles quantitatifs sur le crédit :

> « L'équipe économique espérait que la libéralisation du marché financier interne, accompagnée de l'ouverture financière graduelle vers l'extérieur, aboutirait à une augmentation du crédit de l'épargne nationale et de la qualité de l'investissement, en supprimant les subventions existant auparavant et en laissant tous les usagers du crédit soumis à des normes non discriminatoires »[467].

La réforme financière se trouve ainsi au centre des causes de la crise récessive de 1982. D'après Ffrench-Davis, les délais et les taux d'intérêt en vigueur pendant cette période (1975-1982) composent les deux caractéristiques les plus remarquables du fonctionnement du marché interne de capitaux. Selon lui, l'importante diminution des fonds à long terme, conjuguée à des taux internes beaucoup trop élevés pouvaient provoquer l'endettement extérieur de plusieurs entités, comme les grandes entreprises connectées aux banques commerciales ou bien les groupes économiques en pleine expansion à l'époque. La baisse réelle et conséquente du coût financier advint seulement au cours de l'année 1980. Elle se prolongea sur neuf mois, et fut accompagnée d'une baisse notable du crédit externe, créant

---

[466] Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 213 ; « El dogmatismo desempeñó un papel importante en este sentido. Según el marco teórico del enfoque monetario de la balanza de pagos, la economía chilena contaba con un mecanismo automático de ajuste, por lo que no era necesario aplicar medidas de política. Supuestamente la tasa de interés interna sería el instrumento que pondría en operación el mecanismo de ajuste automático. La devaluación, como forma de hacer frente al problema del desequilibrio externo, fue completamente descartada, por considerarse inútil para una pequeña economía abierta totalmente indexada ; además, el tipo de cambio nominal fijo (que llevaba dos años sin variaciones) era el ancla nominal de todo el sistema, el símbolo del éxito, la confiabilidad y la continuidad del modelo económico ».

[467] Ffrench-Davis, Ricardo, "Una evaluación del modelo económico", *Estudios Públicos*, nº 11, 1983, p. 18 ; « El equipo económico esperaba que la liberalización del mercado financiero interno, acompañada de la gradual apertura financiera al exterior, llevase a un incremento del ahorro nacional y de la calidad de la inversión, al suprimirse los subsidios existentes anteriormente y al quedar todos los usuarios del crédito sometidos a normas no discriminadas ».

ainsi un niveau de dépendance du crédit extérieur de près de 40% du financement total de l'économie chilienne.

Les tenants de la politique économique orthodoxe espéraient que le marché libre équilibrerait les taux d'intérêts externes et internes dans le cadre d'un marché financier intégré. Cependant, la réalité fut toute autre, les différences de taux (interne *versus* externe) atteignant jusqu'à 20 points annuels. Dans le même temps, le crédit à la consommation pour des biens majoritairement superflus et importés se diffusait. D'après ce constat, il est possible de penser que le coût élevé du crédit, son instabilité et le bref délai des opérations découragèrent l'investissement productif : "Quels investissements non spéculatifs pouvaient compenser des taux réels d'intérêts d'une moyenne annuelle de 38%? "[468].

c) **L'ouverture complète vers l'extérieur**

Suivant la logique de la neutralité des mesures économiques et de la non différenciation par secteurs, activités ou industries, la libéralisation des importations supprima toute sélectivité dans la politique commerciale, suite à l'excessive régulation en vigueur jusqu'en 1973. Un tarif douanier unique de 10% fut finalement établi pour pratiquement toutes les importations à partir de juin 1979. Néanmoins, la revalorisation du taux de change, devant découler de la baisse des tarifs douaniers, ne se réalisa pas car la valeur de la devise était principalement utilisée pour réduire les attentes inflationnistes[469] :

> « Les importations totales, mesurées en termes de pouvoir d'achat constant, représentèrent des montants significatifs par rapport au niveau d'activité économique interne. L'influence de la politique de libéralisation se fit particulièrement sentir dans la catégorie des biens de consommation, notamment les aliments, où se concentra la majorité des nouvelles importations »[470].

La première étape du processus de liquidation du modèle de substitution des importations permit une augmentation facile des exportations non traditionnelles et des ressources naturelles riches présentes sur le territoire mais encore sous-exploitées, en raison des années de récession de 1975-1976. Cependant, le fossé entre importations et exportations s'est creusé de manière constante – en faveur des premières – à partir de 1977. Le principe orthodoxe guidant ces mesures adoptées par le régime militaire soutenait effectivement que

---

[468] *Ibid.*, p. 74.
[469] *Ibid.*, p. 75.
[470] *Ibid.*, p. 75 ; « Las importaciones totales, medidas en valores de poder adquisitivo constante, se expandieron en montos significativos en relación con el nivel de actividad económica interna. La influencia de la política de liberalización se observó principalmente en la categoría de bienes de consumo, en particular de los alimenticios, donde se concentró la mayoría de las nuevas importaciones ».

“les ressources doivent être assignées selon les avantages comparatifs et que le jeu du libre marché, libre de toute interférence étatique, atteint cet objectif”[471].

La profondeur de la récession de 1975-1976 et la récupération postérieure de 1977-1981 ont donné l’impression d’une augmentation significative de l’activité économique qui s’explique plutôt, d’après Ffrench-Davis, par l’étendue de la chute antérieure et l’inévitable reprise suivant cette situation de demande déprimée. Ainsi, l’augmentation de la production ne parvint pas à compenser l’invasion de produits à très bas prix sur le marché chilien. S’ajouta à cela un taux de chômage élevé, des taux d’intérêts peu attractifs et un niveau d’investissement très faible. Une bonne partie de la production nationale qui, en situation normale, aurait pu concurrencer les produits importés, s’en trouva affectée ;

> « Le faible investissement interne se concentra principalement dans des secteurs intensifs en ressources naturelles, étant moins significatif dans les activités intensives en valeur ajoutée »[472].

La hausse incontrôlée des importations, devenues supérieures aux exportations, surtout en biens de consommation non productifs, a finalement été compensée par des revenus croissants en capital étranger par le biais du crédit. L’accès peu coûteux au capital financier dans les marchés internationaux privés permit alors de financer le déficit, le secteur privé étant son principal destinataire.

L’équipe économique du régime militaire parvint même à soutenir que s’endetter était un “bonne affaire”, et que si les sociétés privées suivaient ce précepte, investir deviendrait rentable. Mais les défenseurs du modèle ne comprirent pas que la majeure partie du crédit externe était destinée à la consommation et non pas à l’investissement, transformant alors tout le processus en une sorte de “croissance économique favorisée par la dette”[473]. Ces choix eurent un impact négatif sur la production suite à l’inondation du marché interne par des importations à bas coût et à l’essoufflement des exportations :

> « L’expérimentation dans ce domaine culmina à la mi-1982 avec la dévaluation brutale du système de change, après quelques mois d’un coûteux et inefficace *ajustement automatique* »[474].

---

[471] *Ibid.*, p. 77.
[472] *Ibid.*, p. 78-79 ; « La escasa inversión interna resultante se concentró, principalmente, en rubros intensivos en recursos naturales, siendo menos significativa en las actividades intensivas en valor agregado ».
[473] *Ibid.*, p. 80.
[474] *Ibid.*, p. 80 ; « El experimento en esta área culminó a mediados de 1982 con la devaluación abrupta del tipo de cambio, luego de pasar por algunos meses de costoso e ineficiente *ajuste automático* ».

3.3 Une nouvelle technocratie autoritaire : le cas d'ODEPLAN

Un des plus grands paradoxes du régime militaire fut certainement le fait d'avoir organisé la "déplanification" et la libéralisation de l'économie chilienne à partir d'un bureau central de planification, l'ODEPLAN (*Oficina de Planificación Nacional*), dirigée par une seconde génération d'économistes à laquelle on a inculqué les mêmes principes théoriques de l'orthodoxie monétariste de l'Université de Chicago. Or, cette contradiction théorique apparente portant sur un principe fondamental du libéralisme (le rejet de la planification[475]) n'a visiblement pas gêné les techniciens économistes du régime. Aujourd'hui, il nous paraît évident qu'un régime autoritaire, même lorsqu'il maintient une rhétorique anti-étatique, fonctionne à partir de l'État. Il lui est même impossible de se désolidariser de l'institution qui détermine son pouvoir. Ainsi, la "déplanification" dut-elle être planifiée et centralisée pour atteindre les objectifs qu'avait imposé unilatéralement l'équipe économique du régime militaire. Cet apparent paradoxe fut exposé par Robert Boyer :

> « En effet, *la compétition pour le pouvoir sur le pouvoir de l'État* introduit un autre puissant facteur de changement. À nouveau ce facteur est primordial dans le champ économique, ne serait-ce que parce que même les stratégies libérales dites de retour au marché s'appuient en réalité sur le pouvoir de l'État »[476].

Jusqu'à présent, nous avons analysé la manière dont une technocratie était parvenue à s'emparer des centres de pouvoir économique du régime militaire, supplantant d'autres groupes porteurs de projets différents, liés pour l'essentiel à l'ancien modèle de développement fondé sur le rôle central de l'État et le dynamisme de l'industrie locale. Ce groupe de professionnels, a été désigné par l'historiographie chilienne récente sous le nom de Chicago Boys. Bien que cette « appellation » qui met en exergue la jeunesse et le manque d'expérience des économistes concernés ait eu à ses débuts une connotation péjorative, elle fut largement utilisée par la presse écrite de l'époque. Cependant, il serait extrêmement réducteur de ne pas relever certaines différences au sein de ce groupe de professionnels civils ; les plus importantes concernant la génération d'appartenance ainsi que la socialisation politique[477].

---

[475] Le rejet de la planification par les tenants de la théorie néo-classique peut clairement être observé dans les travaux de Friedrich Hayek, en particulier dans les chapitres 4, 5 et 6 de *Road to Serfdom* ; Hayek, Friedrich, *The Road to Serfdom*, Chicago, University of Chicago Press, 1994.

[476] Boyer, Robert, "L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 150, nº 1, 2003, p. 72.

[477] Carlos Huneeus est probablement celui qui a étudié le plus précisément la relation entre les deux générations de Chicago Boys et le régime militaire, en particulier leur action depuis le Bureau de planification nationale (ODEPLAN) en tant qu'assesseurs directs de l'équipe économique et du général Pinochet lui-même. Voir

Comme nous l'expliquions dans le chapitre précédent, le premier groupe d'étudiants chiliens en économie, boursiers à l'Université de Chicago, partit aux Etats-Unis dans la seconde moitié des années 1950, constituant ainsi la génération originelle des Chicago Boys. La seconde génération, dans la lignée de la première, correspondait au premier groupe d'élèves qui avaient suivi les cours des nouveaux professeurs formés à l'extérieur. Cette deuxième génération fut profondément influencée par la réforme universitaire de 1967 et par la polarisation politique du pays entre la seconde moitié des années 1960 et la fin du gouvernement de l'Unité Populaire (1973). Sa proximité avec le g*remialismo*, et en particulier avec la figure du *leader* intégriste Jaime Guzmán Errázuriz, les fit s'impliquer corps et âme dans le processus dit de "reconstruction nationale" entrepris par le régime militaire à partir de 1973. La principale différence par rapport à la première génération – plus théorique, indépendante et individualiste –, réside dans son extraordinaire cohésion en tant que groupe et sa politisation autour du projet "corporatiste", et dans le même temps, dans sa grande loyauté vis-à-vis de la figure du général Pinochet et de sa proposition de modèle institutionnel[478].

Le lien entre la seconde génération de Chicago et le *gremialismo* est manifeste dans la formation de l'équipe de l'ODEPLAN. L'"intégration" des économistes de seconde génération eut lieu immédiatement après le coup d'État, comme un élément de contre-pouvoir vis-à-vis des militaires national-développementalistes chargés de la gestion et de la re-privatisation des entreprises aux mains de l'État par le biais du CORFO.

L'équipe des techniciens de l'ODEPLAN fut entièrement définie par la Marine, chargée de la coordination dudit "front économique". L'ancien officier de cette branche des Forces armées, Roberto Kelly, fut désigné par l'Amiral José Toribio Merino pour former le groupe de techniciens auquel il intégra celui qui sera plus tard le *leader* de cette seconde génération,

---

notamment : Huneeus, Carlos, "Tecnócratas y políticos en el autoritarismo. Los "ODEPLAN boys" y los "gremialistas" en el Chile de Pinochet", *Revista de Ciencia Política*, Vol. XIX, nº 2, 1998, p. 125-158. Pour une version actualisée du précédent travail, publiée en anglais, consulter : Huneeus, Carlos, "Technocrats and Politicians in an Authoritarian Regime. The "ODEPLAN Boys" and the "Gremialists" in Pinochet's Chile", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 32, nº 2, 2000, p. 461-501. Voir également le chapitre spécialement consacré à ce sujet dans son ouvrage sur le gouvernement militaire : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Santiago, Ed. Sudamericana, 2001.

[478] À propos de l'historiographie récente qui propose un bilan positif du régime militaire du point de vue économique et institutionnel, voir le texte d'Alejandro San Francisco et d'Ángel Soto : San Francisco, Alejandro & Soto, Ángel, "El gobierno del General Augusto Pinochet en Chile. 1973-1990", *Aportes*, nº 55, 2004, p. 98-123. Pour une vision plus politique et également partisane des vertus du régime, consulter l'ouvrage de l'historien et journaliste James Whelan : Whelan, James, *Out of the Ashes : Life, Death, and Transfiguration of Democracy in Chile, 1833-1988*, Washington, Regnery Gateway, 1989.

de Chicago Boys, l'économiste Miguel Kast Rist[479], considéré comme le "recruteur" du régime :

> « Après le recrutement des économistes Sergio Undurraga, Juan Carlos Méndez, Arsenio Molina, Miguel Kast et Ernesto Silva – "qui avait 22 ou 23 ans et tenta de renoncer dans les premiers jours, parce qu'il ne se sentait pas préparé à assumer une telle responsabilité" –, la première tâche de Kelly fut de concevoir le budget de 1974, que "nous avions pratiquement improvisé. (...) Nous ne connaissions même pas le montant de la dette publique du pays, puisque les trois organismes qui géraient l'information n'étaient pas d'accord entre eux sur les chiffres" »[480].

L'ODEPLAN avait été créé en 1967 sous le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970) afin de coordonner les politiques économiques au niveau national, et était directement lié au président de la République. Cependant, suite au coup d'État, il servit tout d'abord (1) de centre d'opérations afin de préparer les futures réformes économiques du régime. A ce moment, l'équipe économique n'avait pas encore rejoint le courant monétariste. Il constitua ensuite (2) un espace d'élaboration de politiques sociales destiné à apaiser, en partie, les effets de l'implantation des mesures libérales, en particulier à partir de 1975. Il était ainsi un lieu privilégié d'évaluation des projets d'investissement. Enfin (3), ODEPLAN est devenu le principal centre de recrutement pour les hauts fonctionnaires et cadres civils du régime militaire. L'un de ses objectifs clés était la formation d'un profil déterminé de professionnel proche du modèle économique grâce au programme de bourses à l'étranger intitulé "président de la République " et aux différents programmes de formation en ressources humaines.

Le groupe de techniciens *gremialistas* parvint à prendre le contrôle de l'ODEPLAN grâce au soutien de son directeur, Roberto Kelly, qui nomma Miguel Kast comme sous-directeur entre 1973 et 1978, lequel finit par diriger l'institution en tant que ministre entre

---

[479] Pour une biographie à caractère hagiographique sur Miguel Kast, considéré par un secteur de la droite chilienne comme une sorte de "Saint laïc" [sic], voir : Lavín, Joaquín, *Miguel Kast : Pasión de vivir*, Santiago, Editorial Zig-Zag, 1986. Miguel Kast Rist étudia l'économie à l'Université Catholique du Chili. Après avoir obtenu un master en économie à l'Université de Chicago avec les meilleures mentions, il retourna au Chili en 1973 afin d'incorporer le Département d'études de l'ODEPLAN, dont il devint ministre en 1978. Il fut ensuite ministre du Travail en 1980 et assuma la présidence de la Banque Centrale du Chili en 1982. Parallèlement, il fut professeur et chercheur de l'Institut d'économie de la "Pontificia Universidad Católica". Kast mourut prématurément d'un cancer en 1983, à 34 ans.

[480] Entretien avec Roberto Kelly, *Op. cit*., p. 6 ; « Tras reclutar a los economistas Sergio Undurraga, Juan Carlos Méndez, Arsenio Molina, Miguel Kast y Ernesto Silva – "quien tenía 22 o 23 años y a los pocos días intentó renunciar, porque no se sentía preparado para asumir tal responsabilidad" – la primera tarea de Kelly fue realizar el presupuesto de 1974, el cual "prácticamente lo improvisamos. (...) Ni siquiera conocíamos cuál era la deuda pública del país, ya que los datos de los tres organismos que manejaban la información no concordaban entre sí ».

1978 et 1980. Au cours des deux périodes, il se distingua par sa politique de recrutement. Il engagea des dizaines de jeunes professionnels, en majorité des ingénieurs, des administrateurs et des économistes, afin qu'ils travaillent dans les différents bureaux régionaux de l'ODEPLAN ou qu'ils occupent d'autres postes au sein du gouvernement. Selon Carlos Huneeus, la principale caractéristique du *gremialismo* dans cette organisation fut son appréhension de l'activité publique comme une "croisade" dans laquelle il n'y avait pas de place pour les dissensions ou les visions critiques.

Les réformes économiques du régime militaire furent méticuleusement préparées par l'ODEPLAN[481], en partenariat avec l'Université catholique du Chili, par le biais de la signature de nombreux accords avec son Institut d'économie[482]. L'un des contrats les plus importants signés entre ces deux institutions stipulait la réalisation d'une étude sur l'"extrême pauvreté" au Chili à partir des données du recensement national de 1970. Cette étude servit d'assise à une ligne de travail autour des politiques sociales pour combattre la pauvreté appliquée au Chili, et utilisée bien après la restauration de la démocratie. Elle sera également à l'origine de l'enquête CASEN[483], régulièrement mise en oeuvre par les gouvernements chiliens depuis 1985 :

> « La posture idéologique des Chicago Boys contre l'État ne les empêchait pas d'apprécier l'importance qu'avait ce dernier dans un contexte autoritaire, en particulier dans les politiques sociales et infrastructurelles »[484].
>
> « La totalité des ressources reçues par la PUC provenant de l'ODEPLAN entre 1974 et 1987 par le biais de ces contrats atteint presque 13 millions de dollars.

---

[481] Sur la relation entre politiques sociales et réformes économiques, voir : ODEPLAN, *Eficiencia económica para el desarrollo social : plan nacional indicativo de desarrollo 1976-1981*, Santiago, ODEPLAN, 1981.

[482] Huneeus soutient que ces accords ont permis à l'Université Catholique du Chili (PUC) de recevoir des subventions au moment de l'ajustement récessif de choc, alors que le budget des universités publiques était en train d'être restreint de manière drastique. Entre 1973 et 1981, 14 accords (pour des subventions) furent signés entre l'ODEPLAN et la PUC. Leur montant total s'élevait à 5.633.026.285 millions de pesos, soit 12.658.261 millions de dollars, payés par l'État. En revanche, l'ODEPLAN ne signa aucune convention pendant cette période avec l'Institut d'économie de l'Université du Chili (institution laïque), où travaillaient précisément d'éminents économistes opposés au régime militaire. Consulter : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Santiago, Ed. Sudamericana, 2001.

[483] La CASEN correspond à l'"Enquête de caractérisation socio-économique nationale". Cet instrument fournit de l'information sur les conditions socio-économiques des différents secteurs sociaux du pays, ses carences les plus notables, l'incidence, l'ampleur et les caractéritiques de la pauvreté, tout comme la distribution et la composition du revenu des ménages (Source : site Internet du ministère de Planification nationale, MIDEPLAN : www.mideplan.cl ; consulté le 20/ 11/2008).

[484] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 422 ; « La postura ideológica de los Chicago Boys en contra del Estado no les impedía apreciar la importancia que tenía éste en un contexto autoritario, especialmente en las políticas sociales y de infraestructura ».

N'importe quel institut d'économie rêve de recevoir de telles ressources pour pouvoir se développer ! »[485].

« Moi, je dirais que cet organisme [l'ODEPLAN] fut l'instrument qui permit de donner cohérence et projection au changement de système socio-économique ; c'était certes un laboratoire d'idées, mais en réalité, ce fut beaucoup plus que cela parce qu'il fournit à toutes les régions du pays une nouvelle manière de faire les choses – en évaluant les projets, en effectuant le suivi, en planifiant l'investissement, apportant à Santiago l'image du pays réel, ce qui rendit possible de se concentrer sur les dépenses sociales, etc. (…) je ne crois pas qu'un autre organisme de l'État ait eu une résonance mystique [sic] supérieure à celle de l'ODEPLAN »[486].

La formation de ressources humaines, en particulier dans le domaine de l'"évaluation de projets", fut une autre des politiques phares de l'ODEPLAN. Cette dernière lui permit, grâce au financement de la Banque interaméricaine de développement (BID), d'élaborer un programme de formation pour les professionnels chiliens et étrangers, tant au niveau national que régional[487]. Ce programme (CIAPEP / BID-ODEPLAN), également dirigé depuis l'Institut d'économie de l'Université Catholique, a été piloté par Ernesto Fontaine, économiste formé à Chicago et expert en micro-économie et en évaluation de projets. Des centaines de professionnels furent ainsi formés aux idées des économistes de Chicago, notamment au niveau latino-américain[488], parvenant de fait à exercer une influence sur le gouvernement, dans les universités, et également au plan régional. Cet accord apporta une énorme quantité de ressources à l'Institut et un prestige international non négligeable :

« Près de 1.100 professionnels ont été diplômés du BID-ODEPLAN et du CIAPEP. Cent soixante d'entre eux étaient étrangers ; 790 ont suivi le cursus

[485] Huneeus, Carlos, Cartas al director, *El Mercurio*, 17/12/2007, p. 2 ; « El total de recursos recibidos por la UC desde ODEPLAN entre 1974 y 1987 por esos contratos ascendió a casi 13 millones de dólares. ¡Cualquier instituto de economía sueña recibir esos recursos para poder desarrollarse! ».

[486] Entretien avec Sergio de Castro, dans Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit.*, p. 250 ; « Yo diría que ese organismo (ODEPLAN) fue el instrumento que permitió dar coherencia y proyección al cambio de sistema socioeconómico ; era un laboratorio de ideas por cierto, pero en realidad fue mucho más que eso porque llevó a todas las regiones del país una nueva manera de hacer las cosas –evaluando los proyectos, haciendo el seguimiento de su cumplimiento, planificando la inversión, trayendo a Santiago la efectividad del país real, lo que hizo posible focalizar el gasto social, etc. (…) no creo que otro organismo del estado haya tenido más mística que ODEPLAN ».

[487] Pour une description complète du Cours Interaméricain de Préparation et Évaluation de Projets (CIAPEP), écrit par son principal promoteur, Ernesto Fontaine, voir : Fontaine, Ernesto, "The CIAPEP and its contributions to the profession", *Cuadernos de Economía PUC*, Vol.40, nº 121, 2003, p. 599-606.

[488] Consulter : ODEPLAN, *Curso Interamericano de Adiestramiento en Preparación y Evaluación de Proyectos de Inversión*, Santiago, ODEPLAN, 1982. Voir également : ODEPLAN, *Preparación y presentación de proyectos de inversión*, Santiago, Ed. Universitaria, 1978.

> entier et seulement 310 ont choisi uniquement la phase théorique. Plus de 2.200 professionnels ont été diplômés en suivant les Cours régionaux intensifs »[489].

Le programme de bourses "président de la République" constitua ainsi un élément central de la politique de formation de ressources humaines de l'ODEPLAN dirigée par Miguel Kast. Cette initiative fut lancée en 1981 avec pour objectif d'offrir des perspectives d'emploi aux jeunes diplômés et professionnels, essentiellement *gremialistas* et proches du gouvernement, mais aussi de gagner en influence dans le système universitaire chilien. Le personnel technique et politique sympathisant du régime eut donc la possibilité de se former dans les meilleures universités étrangères. En effet, selon Huneeus, le principal critère de sélection des candidats fut moins leur qualité intrinsèque ou leurs capacités techniques que leurs affinités politiques. Entre 1981 et 1990, 479 boursiers ont bénéficié de ce programme, avec une priorité pour les disciplines de l'économie et de l'ingénierie (47%) par rapport aux sciences sociales (16%). Ces dernières furent effectivement discriminées, étant considérées comme historiquement "idéologisées", ce qui laissait entendre qu'elles pouvaient facilement être influencées par des idées de gauche. Le critère géographique de destination fut encore plus significatif puisque 54% des boursiers réalisèrent leurs études aux Etats-Unis, seulement 14% en Angleterre, 4% en Allemagne et 3% en France, ces trois derniers pays étant considérés comme "suspects" pour avoir accueilli un nombre important d'exilés[490].

Ainsi, toute une nouvelle génération de cadres dirigeants fut formée afin d'assumer des tâches de gouvernement. Le régime attendait également de cette génération qu'elle se "projette" dans la démocratie protégée alors en gestation. Ce point est effectivement crucial pour comprendre le rôle joué par cette seconde génération de Chicago Boys, qui, en définitive, servit de pont entre l'équipe économique et l'équipe juridique, spécialement chargée de la réforme institutionnelle et dirigée par Jaime Guzmán Errázuriz :

> « Le groupe de l'ODEPLAN possédait un modèle conceptuel, le modèle libéral fondé sur la liberté des personnes, l'initiative privée, des règles du jeu en accord avec les précédentes et la volonté de laisser fonctionner les marchés. Un moteur commun donnait du sens à tout le reste et permit d'avancer sur de nombreux plans (…). Le duo Miguel Kast - Jaime Guzmán, le premier étant le moteur et le second un idéologue, a beaucoup manqué à la droite [sic] (…) »[491].

---

[489] Fontaine, Ernesto, *Op. cit.*, p. 601 ; « About 1.100 professionals have graduated from the IDB-ODEPLAN and the CIAPEP. One hundred and sixty of them were foreigners ; 790 took the whole, and 310 only took the Theoretical Phase. More than 2200 professionals have graduated from the Intensive Regional Courses ».

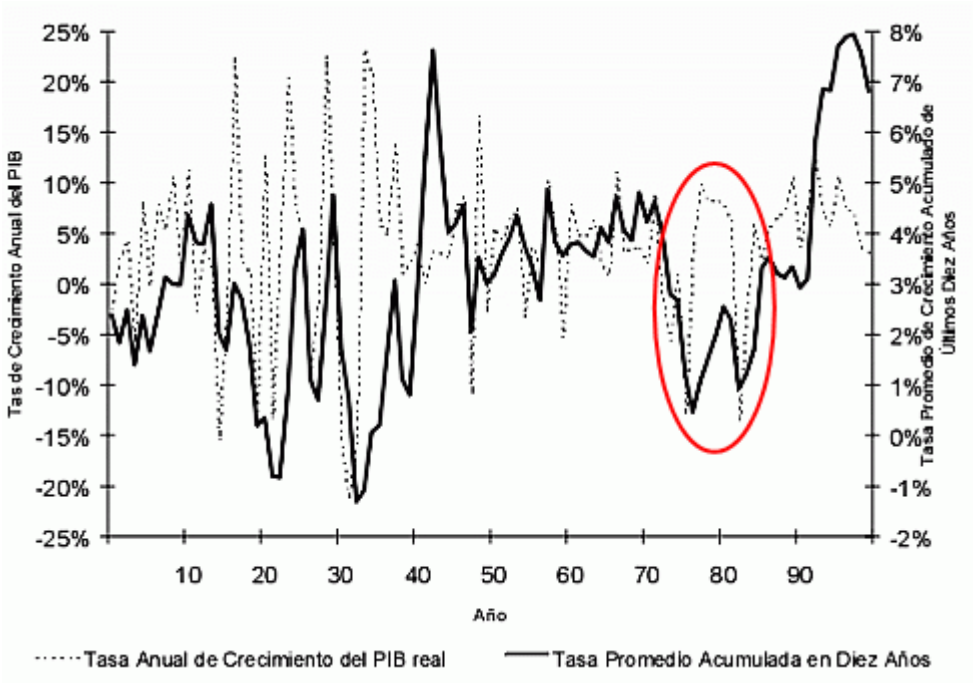
[490] Les chiffres sont issus du texte de Carlos Huneeus, dans : Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 426.

[491] Entretien avec Sergio Melnick, ancien ministre de l'ODEPLAN (1987-1990), dans Giner, Claudia, "Las confesiones de Melnick", *Qué Pasa*, 07 octubre, 2006, p. 5 ; « El grupo de ODEPLAN tenía un modelo

3.4 Le dénommé “miracle” économique chilien (1977-1981)

Une fois surmonté le moment le plus difficile de l’ajustement de choc entrepris à partir de 1975, c’est seulement en 1977 que l’on put observer des chiffres attestant d’une amélioration économique semblant pallier la gravité de la crise antérieure. Ces chiffres n’ont néanmoins rien de comparable avec ceux antérieurs au gouvernement de l’Unité Populaire (1970). D’après l’analyse de l’économiste Ricardo Ffrench-Davis, il s’agit en réalité d’une réactivation de la capacité économique disponible mais sous-exploitée que possédait le pays, laquelle ne signifiait pas une croissance économique réelle si l’on se réfère aux taux historiques enregistrés jusqu’à la fin des années 1960. Le graphique suivant illustre ce phénomène sur la période 1973-1985.

Un siècle de croissance économique chilienne : taux annuels de croissance du PIB (1900-2000)



…. Taux annuel de croissance du PIB réel **___Taux moyen sur dix ans**

Source : Rolf Lüders (1998) et la Banque Centrale du Chili.

En effet, les autorités économiques du régime militaire élaboraient leurs statistiques en se fondant sur les chiffres du choc de 1975, qui laissaient croire que la croissance était

---

conceptual, el modelo liberal en base a la libertad de las personas, el emprendimiento, las reglas del juego parejas, dejar que funcionen los mercados. Había un motor común que le daba sentido a todo lo demás y eso permitió avanzar en muchos planos. (…) La dupla de Miguel Kast y Jaime Guzmán, el primero un motor y el segundo un ideólogo, le ha hecho mucha falta a la derecha (…) ».

beaucoup plus impressionnante qu'elle ne l'était en réalité[492]. Ainsi, et dans une ambiance d'euphorie et de complaisance des investisseurs internationaux, on commença alors à parler de "miracle" ou du "boom" économique chilien. Comme nous le soulignions plus haut, Ffrench-Davis soutient que mesurer l'évolution économique à partir d'un point dépressif révèle une "croissance" qui, en réalité, correspond simplement à une récupération. De ce fait, plus la récession est intense, plus les chiffres de la reprise sont "spectaculaires"[493] :

> « La chute, à partir de 1976, de l'hyper-inflation et le bond de la croissance du PIB à partir de 1977, venaient confirmer la prétention de scientificité du discours. Vers les années 1980, on commença à parler de "miracle chilien" après 4 ans de croissance supérieure à 7% »[494].

Dans un premier temps, les indicateurs économiques présentés par le régime militaire parurent étonnants. D'après Patricio Meller[495], les chiffres suivants figuraient au rang des plus importants :

a. Une chute de l'inflation annuelle, de 600% à 1000% en 1973, à moins de 10% en 1981.
b. Un taux moyen de croissance annuelle de 8% entre 1976 et 1981.
c. Une augmentation 3 à 4 fois plus importante des exportations par rapport à 1973, en particulier les non traditionnelles (les traditionnelles étant les minéraux, le bois, la farine de poisson et la cellulose). Dans leur ensemble, les exportations atteignirent des montants proches de 4.705 millions de dollars (US$).
d. Les réserves internationales de la Banque Centrale passèrent de 167millions de dollars en 1973 à 4.074 millions de dollars (US$) en 1980.
e. Le déficit public qui avait atteint 21% du PIB en 1973, a respectivement enregistré un excédent de 5,5% et de 2,9% en 1980 et 1981.
f. Les salaires réels ont augmenté de 9% par an pendant presque toute la période du "miracle".

Jusqu'en 1981, existait donc la conviction générale – surtout dans le gouvernement et dans certains cercles financiers et patronaux proches du régime – que le pays jouissait d'une

---

[492] De leur côté, les économistes proches du régime et sous la houlette de Sergio de Castro ne pouvaient pas admettre ces critiques de la part d'économistes qu'ils considéraient comme techniquement capables. Selon eux, les mesures devaient prendre en compte le "désastre" vécu par l'économie chilienne depuis 1970, et c'est pourquoi le "miracle" constituait réellement une croissance effective et même spectaculaire. Les opinions de Sergio de Castro sur ce point peuvent être consultées dans : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, Cap. VII : "Los años del Boom", p. 315-341.
[493] Ffrench-Davis, Ricardo, *Op. cit.*, p. 81.
[494] Moulian, Tomás, *Chile actual. Anatomía de un mito*, Santiago, LOM ediciones, 1997, p. 233 ; « El quiebre, a partir de 1976, de la hiperinflación y el salto en el crecimiento del PIB, a partir de 1977, aparecían confirmando la pretensión de cientificidad del discurso. Hacia los '80 ya se empezó a hablar de "milagro chileno", después de 4 años de crecimiento por encima del 7% ».
[495] Consulter : Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 195.

reprise économique entamée en 1977. Le gouvernement arbora donc des chiffres spectaculaires, comme une réduction de 1.000% à seulement 30% de l'inflation entre 1973 et 1980[496] ; et une hausse annuelle du PIB proche de 8%, avec une balance des paiements excédentaire. Les exportations non traditionnelles connaissaient également une augmentation significative et les crédits externes une importante affluence. Le pays paraissait ainsi réintégrer avec succès l'économie internationale après quasiment 40 années de protectionnisme et de planification étatique. Les projections étaient extraordinairement optimistes, au point de promettre des chiffres jusque-là jamais atteints par l'économie chilienne. L'excès d'optimisme et les diatribes contre la critique économique d'opposition parvinrent à des extrêmes délirants :

> « Ce qu'il se passe, c'est que certains riches [l'opposition] n'apprécient pas que les gens possèdent un téléviseur ou une radio à transistor parce qu'eux les ont toujours eu et cela les dérange que *la populace* [sic][497] ["*rotada*"] leur ressemble désormais parce qu'elle s'habille mieux et qu'elle a une radio et un téléviseur [sic]. Si nous continuons ainsi, dans dix ans de plus elle aura même una voiture. Cela va être énorme. Imaginez, il n'y aura pas de différence, les "*rotos*" seront pareils aux gens biens [sic] »[498].

Cependant, sur le plan technique, il était impossible d'envisager à plus long terme des taux similaires aux gains récents après une récession aussi profonde que celle de 1975-1976. De plus, l'économie chilienne était incapable de générer des taux d'épargne et d'investissement aptes à soutenir une croissance annuelle de 8%.

Les déséquilibres produits par la politique monétariste orthodoxe étaient préoccupants. Le taux de chômage s'était maintenu proche des 15% pendant plus de 6 ans, ce qui signifiait que 500 à 600 mille personnes étaient sans emploi, situation à laquelle s'ajoutait une chute des salaires réels supérieure à 60%, par rapport aux niveaux de 1970. Mais les bons chiffres de la balance commerciale et l'importante accumulation de réserves internationales pouvaient également s'expliquer par la forte arrivée de crédits extérieurs bon marché, en

---

[496] Les chiffres sont issus du texte d'Arellano et de Cortázar ; Arellano, José Pablo & Cortázar, René, "Del milagro a la crisis : algunas reflexiones sobre el momento económico", *Estudios CIEPLAN*, nº 8, 1982, p. 43-60.

[497] Au Chili, les concepts de "*roto*" (individuel) et "*rotada*" (collectif) ont une connotation péjorative et un caractère discriminatoire. Ils sont utilisés pour désigner les groupes sociaux les plus démunis sur le plan économique.

[498] Entretien avec Álvaro Bardón ; Lagos, Andrea, "1979 : el año del Cuesco Cabrera", *La Tercera*, Reportajes, 29/08/1999, p. 8-10, cité dans : Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit*., p. 327 ; « Lo que pasa es que los ricos [en referencia a la oposición] no valoran que la gente tenga televisor o radio a transistores porque ellos siempre los han tenido y les molesta que "*la rotada*"[498] ahora se les haya acercado porque se viste mejor y tiene radio y televisor. Si seguimos así, en diez años más van a tener hasta auto. Eso va a ser tremendo. Imagínense, no habrá diferencia, los "*rotos*" se verán igual que la gente ».

particulier ceux provenant desdits “pétrodollars”[499], lesquels constitueront finalement une des causes majeures de la crise de la dette latino-américaine de la décennie 1980.

Une des mesures centrales et des plus mémorables prises au moment du “miracle” économique fut la fixation du taux de change nominal afin de maintenir l’inflation sous contrôle[500]. Comme l’ont fait remarquer divers économistes (Ffrench-Davis, Cortázar, Arellano), maintenir cette politique “contre vents et marées” au détriment d’autres équilibres économiques, fut à l’origine de la crise chilienne de 1982, indépendamment des effets de la crise internationale de la dette extérieure. Le coût des capitaux étrangers commença à enchérir de même que ces derniers se firent plus rares dans le pays, ayant pour conséquence l’augmentation du coût du crédit et l’élévation du taux d’intérêt réel à près de 40%. Cette situation rendit alors quasiment impossible le développement d’un quelconque projet d’investissement productif. Les diverses institutions financières privées créées depuis 1975 – dénuées de pratiquement toute régulation – entrèrent en crise, entraînant également avec elles les banques commerciales. Il faut ajouter à cela une baisse des exportations et une augmentation de l’ensemble des importations, ayant des répercussions négatives sur l’activité interne et générant une hausse du chômage déjà considérable, même si l’on se réfère aux chiffres optimistes de 1979 et de 1980 :

> « Ce “miracle économique” fut associé à un “*boom* des importations” et à un “*boom* spéculatif”. (…) Le secteur financier joue un rôle primordial dans le *boom* spéculatif, uniquement si celui-ci tient et se développe grâce à l’offre. Par conséquent, la disponibilité relativement abondante de crédit facilement accessible explique de quelle manière se maintient et se propage un *boom*

[499] « Le premier essor des pétro-dollars dans les années 1970 ne fut pas avantageux pour de nombreux pays qui pensaient pouvoir en bénéficier au début. À cette époque, les États producteurs de brut, principalement du Moyen-Orient, utilisèrent leurs bénéfices pour financer un niveau élevé de consommation qui ne put être maintenu indéfiniment. Ils déposèrent également de grosses sommes provenant de la prospérité pétrolière dans des banques aux Etats-Unis et en Europe. Or, ces institutions financières recyclèrent ces fonds en délivrant des prêts substantiels à des pays latino-américains à des taux d’intérêts relativement bas. Après avoir reçu des millions de pétro-dollars sous forme de prêts qu’ils ne purent pas payer par la suite, plusieurs nations latino-américaines tombèrent en 1982 dans une récession économique dont ils mirent des années à se remettre » ; « El primer auge de petrodólares en la década de los '70 no fue afortunado para muchos países que inicialmente creyeron beneficiarse. En esa época, los Estados productores del crudo, muchos de ellos del Medio Oriente, utilizaron las ganancias para financiar un alto nivel de consumo que no pudo mantenerse indefinidamente. También depositaron grandes sumas producto de su bonanza petrolera en bancos de Estados Unidos y Europa. Y dichas instituciones financieras reciclaron los fondos extendiendo grandes empréstitos a bajas tasas de interés a países latinoamericanos. Luego de recibir miles de millones de petrodólares en préstamos que luego no pudieron pagar, varias naciones latinoamericanas cayeron en 1982 en una recesión económica de la que tardaron años en recuperarse ». Citation issue de : Fajardo, Luis, “El regreso de los petrodólares”, *BBC mundo*, nº 10/02/2006, http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/specials/2006/energia/newsid_4702000/4702968.stm (consulté le 09/10/2008).

[500] Le taux de change nominal fixe est établi par les autorités financières comme une proportion fixe entre la valeur de la monnaie nationale et celle d’une marchandise (par exemple, l’or ou l’argent) ou d’une monnaie étrangère.

possédant ces caractéristiques. Mais l'existence du "crédit facile" n'explique pas totalement ce qui conduisit les agents économiques à s'endetter et à dépenser à un tel rythme et à de tels montants »[501].

« Les facteurs qui ont eu une incidence sur le *boom* spéculatif de 1976-1981 sont d'un autre ordre. D'une part, l'élément propagandiste insista continuellement sur deux aspects : la surconsommation et le "miracle économique". D'autre part, l'élément visuel fut essentiel, avec une avalanche de produits importés remplissant les vitrines et les rues, tout comme le boom de la construction de spectaculaires centres commerciaux et d'appartements de luxe, lesquels serviraient de preuve empirique dans un but de propagande»[502].

Le gouvernement s'obstina à désigner la situation externe comme responsable de la crise, soulignant la chute brutale des prix du cuivre (de 99 à 79 centimes de dollar la livre) en 1979, et l'augmentation du taux d'intérêt international pour les crédits. De plus, les autorités accusèrent la hausse des salaires réels d'avoir contribué à celle des coûts et à la perte de compétitivité aussi bien du secteur externe qu'interne. Le pays dépensait plus qu'il ne produisait, et le déséquilibre paraissait s'aggraver au fil des jours. L'équipe économique attendit beaucoup trop longtemps avant de reconnaître la perte de compétitivité. Pour eux, il s'agissait simplement d'une démonstration naturelle de l'"ajustement automatique". En d'autres termes, la perte de réserves internationales et la baisse conséquente de l'émission de monnaie devaient faire augmenter le coût du crédit, et diminuer l'activité afin de retrouver les conditions de l'équilibre. Mais la majeure partie de l'argent avait été produite par les opérations financières des banques commerciales et non par le biais d'émissions de la Banque Centrale. La confiance en l'ajustement automatique comme mécanisme naturel d'autorégulation aurait pu fonctionner, à la seule condition d'une dépression durable de l'économie, impliquant un coût social et économique énorme.

---

[501] Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 196 ; « Este "milagro económico" estuvo asociado a un "boom de importaciones" y a un "boom especulativo". (…) El sector financiero tiene un papel primordial en el boom especulativo, por cuanto éste se sostiene e incrementa sólo si existe una oferta de crédito que lo sustente. En consecuencia, la relativamente abundante disponibilidad de crédito de fácil acceso explica cómo se sustenta y cómo se propaga un boom de estas características. Pero la existencia del "crédito fácil" no explica totalmente qué es lo que llevó a los agentes económicos a endeudarse y gastar al ritmo y a los montos a los cuales lo hicieron ».

[502] *Ibíd.*, p. 196 ; « Son otros los factores que incidieron en el *boom* especulativo de 1976-1981. Por un lado, el elemento propagandístico, que continuamente enfatizó dos aspectos : el consumismo y el "milagro económico". Por otro, el elemento visual, por el cual la avalancha de productos importados que llenan las vitrinas y las calles, así como el boom de la construcción de espectaculares centros comerciales y departamentos de lujo proporcionarían la evidencia empírica para el elemento propagandístico ».

Les créateurs du “miracle économique” (1979)

De gauche à droite : Sergio de Castro (ministre des Finances), Sergio de la Cuadra (vice-président de la Banque Centrale), Pablo Barahona (ministre de l’Économie) et Álvaro Bardón (président de la Banque Centrale). Source : Archive COPESA[503]**.**

La fixation du taux de change fit donc diminuer la compétitivité des entreprises nationales qui exportaient ou contribuaient à la substitution des importations, envahissant le marché chilien de produits importés à très bas coût. Cette chute des prix a en toute logique favorisée la baisse de l’inflation de 30 % à 10 % entre 1979 et 1981 et son alignement aux taux internationaux. Néanmoins, elle causa la destruction de milliers d’emplois, entraînant l’augmentation dangereuse des niveaux d’endettement. D’après Cortázar et Arellano[504], le désir de voir baisser l’inflation fut à l’origine de la forte hausse des taux d’intérêt réel et de la fin brutale en 1982 du dénommé “miracle” économique. En dernier lieu, l’excès de confiance dans les marchés autorégulés – en particulier dans le domaine financier – considéré comme le mécanisme le plus efficace d’organisation à tous les niveaux, provoqua également cette crise. Dans l’optique de l’ajustement automatique, l’équipe économique du régime militaire était convaincue qu’une baisse des salaires et des profits des entreprises pouvait faire augmenter la compétitivité du pays. Néanmoins, ces mesures auraient porté un nouveau coup déflationniste à une économie à tendance récessive. Une réduction des salaires signifiait par ailleurs une perte encore plus grande du pouvoir d’achat qui n’était toujours pas parvenu à retrouver son niveau de 1970[505].

[503] Image issue de l’ouvrage suivant : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, p. 250.
[504] Arellano, José Pablo & Cortázar, René, *Op. cit.*, p. 51.
[505] *Ibid.*, p. 58.

La plupart des analyses soutiennent que le plus grand problème de la période du "miracle" réside dans l'impossibilité de le stabiliser à long terme. Les taux de croissance correspondirent principalement à une reprise après le choc provoqué en 1975. Les niveaux d'investissement ont été insuffisants pour maintenir les taux de croissance des premières années du "boom" et définitivement inférieurs à ceux observés dans les années 1960. Le chômage demeurait toujours très élevé, même au meilleur moment de la reprise, atteignant des chiffres proches de 16%. À cette situation vint s'ajouter la mauvaise distribution du revenu et de la richesse entraînée par le modèle précédemment décrit. Dans la comparaison effectuée par Meller[506], le *boom* économique de la première année du gouvernement socialiste de l'Unité Populaire avait été soutenu par l'émission monétaire interne, alors que le *boom* du "miracle économique" du régime militaire était financé par l'endettement externe. Dans ces conditions, la réduction drastique de cette source de revenus en 1982, et dans les années qui suivirent, mit brusquement fin à la croissance économique de la fin des années 1970. Dans les deux cas, il s'agit de politiques économiques risquées à forte composante démagogique.

Par ailleurs, la combinaison dogmatique "liberté économique / autoritarisme politique" était justifiée par le régime militaire par l'argument suivant : la liberté économique était une condition nécessaire et irremplaçable de la liberté politique, mais cette dernière ne pouvait exister qu'une fois le bien-être économique atteint par la majorité de la population. Sans cela, les Chicago Boys estimaient que la liberté politique contribuait à la polarisation, à l'extrémisme et à l'insécurité :

> « (…) moi, je n'ai aucun doute quant au besoin qu'avait le Chili à partir de 1973 et de nombreuses années après, d'un gouvernement autoritaire – radicalement autoritaire – pouvant mettre en oeuvre des réformes quels que soient les intérêts des groupes en présence, aussi importants soient-il (…) [et] je pense qu'il manque encore à ce pays, une "pause" politique nette [sic] »[507].

[506] Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 197.

[507] Entretien avec l'économiste Pablo Barahona. Cité dans : Correa, Sofía, Figueroa, Consuelo, Jocelyn-Holt, Alfredo, Rolle, Claudio & Vicuña, Manuel, *Historia del siglo XX chileno. Balance paradojal*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, p. 299 ; « (…) yo no tengo dudas de que a partir de 1973 y durante muchos años en Chile hacía falta un gobierno autoritario – absolutamente autoritario – que pudiera hacer la reforma contra los intereses de cualquier grupo, por importante que fuera (…) [y] creo que en este país hace falta todavía un "receso" político fuerte ».

Selon cet argumentaire il apparaît qu'un régime fort était nécessaire le temps de consolider le modèle économique et d'étendre ses bénéfices à tous les secteurs. Le consensus indispensable était à ce prix et rendait possible un retour futur de la liberté politique[508].

3.5 Les nouvelles institutions et la fin de l'ancienne démocratie. Le rôle clé de Jaime Guzmán

> *« Dans cette perspective, nous exprimons clairement que notre devoir est de mettre en place une démocratie nouvelle, qui soit autoritaire, protégée, intégratrice, technicisée et avec une participation sociale authentique (…) »*[509].
>
> Général AUGUSTO PINOCHET (09-07-1977)

Le démantèlement de l'ancien modèle d'État de compromis et d'une économie substitutive d'importations ne pouvait être achevé sans un cadre institutionnel permettant d'assurer la projection dans le temps du nouveau modèle libéral d'économie ouverte et de démocratie restreinte. Si le régime aspirait à un véritable changement révolutionnaire faisant obstacle à une quelconque tentative de retour au modèle antérieur, alors il se devait de planifier l'avenir, ses institutions et, en particulier, le fonctionnement de la démocratie[510].

D'après les principaux idéologues du régime militaire[511] – parmi lesquels se distingue Jaime Guzmán Errázuriz – les institutions démocratiques antérieures à 1973 avaient conduit le pays à un excès de politisation. Tous les partis politiques en avaient tiré profit, nuisant ainsi à la société dans son ensemble et ouvrant la voie à des groupes – en particulier de gauche – qui faisaient l'apologie de la révolution et de la lutte des classes. Selon ces

---

[508] Arellano, José Pablo & Cortázar, René, *Op. cit.*, p. 60.

[509] Paroles prononcées par Augusto Pinochet lors du discours de Chacarillas (09 juillet 1977). Ce discours marqua le premier moment où le gouvernement militaire décida de mettre en place un mécanisme de retour à la démocratie par la mise en place d'une nouvelle constitution. Document complet disponible sur : http://es.wikisource.org/wiki/Discurso de Chacarillas (consulté le 10/11/2008) ; « En esa perspectiva, advertimos nítidamente que nuestro deber es dar forma a una nueva democracia que sea autoritaria, protegida, integradora tecnificada y de auténtica participación social [sic] (…) ».

[510] Pour une analyse et une description complète du projet institutionnel des corporatistes, voir l'ouvrage collectif suivant : Valdivia, Verónica, Álvarez, Rolando & Pinto, Julio, *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006. (chapitre 2, p. 49-99).

[511] À propos de l'institutionnalisation des régimes autoritaires en Amérique latine et en particulier au Chili, il existe une analyse très intéressante contemporaine aux événements, effectuée par Manuel Antonio Garretón et centrée sur les aspects idéologiques de ces régimes. Consulter : Garretón, Manuel Antonio, "De la seguridad nacional a la nueva institucionalidad. Notas sobre la trayectoria ideológica del nuevo Estado autoritario", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol.40, nº 4, 1978, p. 1259-1282. Voir également : Garretón, Manuel Antonio, "Modelo y proyecto político del régimen militar chileno", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 44, nº 2, 1982, p. 355-372.

idéologues, la conception de la démocratie comme fin, et de la politique comme moyen de transformer la société, constituait le talon d'Achille du vieux modèle inclusif de démocratie libérale. Pour éviter de retomber dans cet écueil, il était donc nécessaire d'imaginer un modèle constitutionnel assurant à la fois, du moins en théorie, la valeur du suffrage universel et la prédominance de la majorité, tout en permettant de transformer la démocratie en un mécanisme purement instrumental[512] au service d'un pouvoir extrêmement hiérarchisé. Il devenait alors possible de contrôler la politique et les partis, en les transformant en de simples courants d'opinion. Toute tentative de changement radical serait ainsi évitée au niveau politique et économique.

Il ne nous appartient pas ici d'approfondir le texte constitutionnel de 1980[513], mais il nous paraît en revanche essentiel d'examiner les principes du système économique, démocratique et social ayant façonné sa rédaction. Dans le cadre des nouvelles institutions forgées dans la deuxième moitié des années 1970, la place conférée à l'ordre économique et au rôle des experts se révèle tout particulièrement intéressante. La participation de l'avocat *gremialista* Jaime Guzmán Errázuriz[514] fut essentielle dans ce processus. Il devint en effet l'un des principaux coordinateurs de ce texte qui deviendra la Constitution politique de 1980[515]. Dans le chapitre II, nous avions déjà mis en relief le rôle joué par Guzmán à l'Université Catholique du Chili au moment des luttes estudiantines de la seconde moitié des années 1960. Cette étape fut effectivement vitale pour le personnage. Elle lui permit de prendre contact avec les économistes monétaristes et de forger ensuite une idéologie aux fondements traditionalistes, qui intégra sans difficulté aucune et en une sorte de syncrétisme l'ultralibéralisme économique fondé sur les courants autoritaires du conservatisme chilien de la vieille école.

---

[512] Concernant ce concept, nous conseillons la lecture de l'ouvrage de Sofía Correa consacré à la droite chilienne, et, en particulier, celle du chapitre VII ; Correa, Sofía, *Con las riendas del poder. La derecha chilena en el siglo XX*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2004, p. 275-279.

[513] Pour l'histoire de la Constitution de 1980 et de ses conséquences dans le futur processus de transition démocratique au Chili, voir : Valenzuela, Samuel, *La Constitución de 1980 y el inicio de la redemocratización en Chile*, Working paper, The Kellogg Institute, 1997.

[514] Pour une analyse succincte mais pertinente de la transcendance et de la personalité de Jaime Guzmán voir : Otano, Rafael, "Jaime Guzmán, una ausencia tan presente", *El Mostrador*, 31/03/2001, révisé le 27/05/2008, http://www.elmostrador.cl/modulos/noticias/constructor/noticia_suscriptores.asp?id_noticia=26531 (consulté le 10/11/2008). Il existe également une version française de ce document dans : Contreras, Rodrigo, *La dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 179.

[515] En ce qui concerne la relation qu'entretenait Pinochet avec les autres membres de la Junte, Robert Barros a notamment insisté sur le rôle majeur généralement attribué au premier au détriment des seconds. D'après lui, la Constitution de 1980 cherchait effectivement à prolonger dans le temps les changements instaurés au sein du régime et non pas, comme l'affirment certaines interprétations traditionnelles, à « étendre » le gouvernement de Pinochet,; Barros, Robert, "Personalization and Institutional Constraints : Pinochet, the Military Junta, and the 1980 Constitution", *Latin American Politics and Society*, Vol. 43, nº 1, 2001, p. 5-28.

Jaime Guzmán Errázuriz

Source : Archive COPESA (Chili)

Jaime Guzmán commença sa carrière politique comme conseiller de la Junte militaire après le coup d'État du 11 septembre 1973. Il est l'inspirateur et le principal rédacteur de la "Déclaration de principes de la Junte de gouvernement"[516], dans laquelle étaient ébauchées quelques idées corporatistes et nationalistes que Guzmán avait défendues avec véhémence lorsqu'il était dirigeant étudiant. Par la suite, il fut invité à participer à la commission Ortúzar,[517] qui travaillait à la création d'une nouvelle Constitution. Comme le montre l'analyse de Renato Cristi[518], il parvint au sein de cette instance à imposer sa vision d'une démocratie instrumentale – héritée de la pensée de F. Hayek – dépassant ses anciennes idées corporatistes d'origine catholique traditionnelle.

Jaime Guzmán envisageait la démocratie uniquement comme une méthode destinée à créer des autorités politiques. Le suffrage universel demeurait indispensable mais son impact ne devait pas dépasser le moment de l'élection. Il n'y a donc plus d'identité ni de réciprocité entre représentants et représentés une fois l'autorité créée (élue). Dans cette conception de l'État et de la démocratie, il est important de protéger les valeurs supérieures du droit naturel

---

[516] Voir : República de Chile, *Declaración de Principios del Gobierno de Chile*, Santiago, 1974.

[517] La Commission d'études de la nouvelle constitution politique de la République du Chili (CENC), plus connue sous le nom de "commission Ortúzar", fut un organisme créé en 1973 par la junte militaire de Gouvernement suite au coup d'État. Elle eut pour objectif de préparer l'avant-projet de la Constitution de 1980. Le nom de la commission vient de celui de son président, Enrique Ortúzar Escobar, ancien ministre de la Justice sous le gouvernement Alessandri (1958-1964). La commission ne fut pas constituante et se limita à rédiger un avant-projet qui fut corrigé et approuvé par le Conseil d'État et, ultérieurement, par la Junte de Gouvernement. Pour une analyse détaillée des origines de la Constitution de 1980, consulter : Silva Bascuñán, Alejandro, *Tratado de Derecho Constitucional. Tomo III : La Constitución de 1980. Antecedentes y génesis*, Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1997.

[518] L'une des études les plus complètes *réalisées jusqu'à présent* sur la pensée de Jaime Guzmán est celle de : Cristi, Renato, *El pensamiento político de Jaime Guzmán. Autoridad y libertad*, Santiago, LOM Ediciones, 2000. Voir également, du même auteur : Cristi, Renato, "Jaime Guzmán, capitalismo y moralidad", *Revista de Derecho* (Valdivia), Vol. 10, nº 1, décembre 1999, p. 87-102.

et de la "tradition nationale"[519], assimilée à la combinaison liberté économique-autoritarisme politique. Cette dernière idée s'inspire nettement de l'idéal *portalien*[520] d'une autorité forte et impartiale, garante de l'ordre social et capable de réprimer les "excès" de la démocratie tout en favorisant le développement économique.

Cette conception d'ensemble justifie un usage restreint du suffrage universel. Guzmán juge néanmoins indispensable de conserver les principes "permanents" et approuvés par la tradition. Il en vient même à mentionner le "suffrage universel des siècles" [sic][521], afin de souligner toute l'importance et tout le poids de la tradition. C'est donc bien l'idée de souveraineté nationale et non pas populaire qui lui permet de justifier l'existence de sénateurs désignés et d'un Tribunal constitutionnel aux pouvoirs étendus[522]. Les deux institutions – mentionnées dans la Constitution de 1980 – servent à contrôler le pouvoir législatif démocratiquement élu et à éviter qu'une majorité puisse altérer les éléments fondamentaux des nouvelles institutions. Afin qu'il n'y soit pas dérogé, les dispositions évoquées établissent également que les Forces armées seraient les garantes de cette nouvelle donne. Elles demeurent par là-même tributaires de la délibération politique et de la défense des principes précédemment soulignés.

L'évolution de la pensée de Guzmán, caractéristiques d'un corporatisme catholique propre au premier *gremialismo* des années 1960, et à la conception d'une démocratie instrumentale ou "protégée" vers la fin des années 1970, se produisit principalement sous l'influence des économistes libéraux, convaincus par les vertus de l'économie de libre marché, en particulier pendant la période du "miracle" économique (1977-1981). Selon Sofía

[519] C'est pour cette raison que le texte original de la Constitution de 1980 établit que la souveraineté réside dans la nation et non pas dans le peuple, mettant l'accent sur la méfiance à l'égard de la souveraineté populaire issue du suffrage universel. Article 5 : « La souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Son exercice se réalise par le peuple par le biais d'un plébiscite et d'élections périodiques et, aussi, par les autorités que cette Constitution met en place. Aucun secteur du peuple ni aucun invividu ne peut s'attribuer son exercice ».

[520] La revue *Portada* définit très bien les valeurs sur lesquelles s'appuie en principe cet idéal *portalien* d'ordre et de progrès, inspiré de la première décennie du gouvernement conservateur, et dominé par la figure du ministre Diego Portales (1830-1837) : « (…) les valeurs de la petite et moyenne propriété ; du respect de l'autorité et de la hiérarchie ; du progrès inductif et non révolutionnaire ; du rejet de la violence et de la désintégration morale, de la monnaie stable et de la préservation des libertés publiques et individuelles [sic] » ; « (…) los valores de la pequeña y mediana propiedad; del respeto a la autoridad y a la jerarquía; del progreso inductivo y no revolucionario; del rechazo a la violencia y a la desintegración moral, de la moneda estable y de la preservación de las libertades públicas e individuales », dans Vergara, Sergio, "El cambio social y la estructura política », *Portada*, nº 12, 1970, p. 8.

[521] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 276.

[522] Sur les caractéristiques et attributions du Tribunal constitutionnel, il est possible de consulter l'article de Teodoro Ribera qui évalue de manière positive l'existence de ladite institution : Ribera, Teodoro, "El Tribunal Constitucional y su aporte al desarrollo del derecho. Aspectos relevantes de sus primeros 59 fallos", *Estudios Públicos*, nº 34, 1989, p. 195-228. Dans la même perspective d'analyse, voir également : Bertelsen, Raúl, Barros, Enrique & Ribera, Teodoro, "Función del Tribunal Constitucional de 1980", *Estudios Públicos*, nº 27, 1987, p. 113-129.

Correa, le pragmatisme de Guzmán le conduisit à renoncer à ses anciens idéaux corporatistes, leur préférant la surreprésentation politique de la droite et assurant l'isolement de tout type de pression sociale[523]. En termes économiques, la Constitution permit au président de la République de centraliser les pouvoirs en sa personne. Dans le même temps, une autonomie corporative totale fut accordée à l'un des outils clés de tout gouvernement dans la gestion macro-économique : la Banque Centrale[524]. Sur ce point, Guzmán parvint à prolonger et protéger les intérêts de son camp politique au-delà d'une tutelle militaire limitée dans le temps, et à confier le pouvoir aux civils. Comme Sofia Correa l'a parfaitement défini :

> « Avec la consolidation du régime politique par la nouvelle constitution et avec un ordre néo-libéral garanti, Jaime Guzmán, qui a également conçu l'itinéraire politique du régime de manière à ce que le gouvernement soit finalement remis aux civils, prend de la distance avec Pinochet, seule manière de dépersonnaliser les institutions récemment créées. Il organise un parti politique (l'UDI[525]) à même de s'insérer dans la nouvelle démocratie instrumentale envisagée dans le projet institutionnel qu'il avait lui-même planifié »[526].

L'idée d'institutionnaliser le régime militaire se profila en 1974 avec la promulgation de la "Déclaration de principes de la Junte militaire". Jusqu'en 1977, il ne s'agira cependant que d'une simple aspiration doctrinaire. Une nouvelle configuration des forces apparut alors au sein du régime. Les transformations initiées en 1975 et visant à une future bien qu'indéterminée normalisation démocratique du pays s'en trouvèrent consolidées.

Les assesseurs civils du régime, en particulier les *gremialistas* dirigés par Jaime Guzmán, défendirent la nécessité de dépasser cette première phase militaire d'urgence (et violente) qui reposait essentiellement sur la *Doctrine de sécurité nationale.* L'accent y était mis en effet sur la politique répressive, et la société s'en trouvait définie en des termes manichéens :

---

[523] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 277.

[524] Du point de vue des économistes libéraux, l'étude de Francisco Rosende présente la Banque Centrale autonome comme l'un des piliers d'une politique monétaire responsable et anti-inflationniste. Ce thème fait actuellement l'objet d'un consensus général auprès des économistes, ce qui n'était pas le cas à l'époque, lorsque fut proposée la Constitution de 1980 ; Rosende, Francisco, "La Autonomía del Banco Central de Chile : Una Evaluación Preliminar", *Cuadernos de Economía* PUC, Vol. 30, nº 91, 1993, p. 293-326.

[525] L'Union démocrate indépendante (UDI) fut créée en 1983 comme un parti à vocation populaire, dans un contexte de forte protestation sociale contre le régime militaire. Ses premiers membres furent des *gremialistas* proches de Jaime Guzmán, majoritairemente issus de l'Université Catholique du Chili.

[526] Correa, Sofía, *Op. cit.*, p. 278 ; « Con la institucionalidad política amarrada a través de una nueva Constitución y con el orden neoliberal bien asegurado, Jaime Guzmán, quien también ha diseñado el itinerario político del régimen que debía culminar en una entrega del gobierno a los civiles, toma distancia de Pinochet como única manera de despersonalizar la institucionalidad recién creada, y organiza un partido político (la UDI[526]) para insertarse en la nueva democracia instrumental que estaba prevista en el itinerario institucional que él mismo había planificado ».

“bons citoyens” *versus* “ennemis de la patrie”[527]. Toutes les libertés civiles pouvaient donc être violées face à une quelconque menace d’infiltration provenant de ces “ennemis internes”, assimilés pour l’essentiel aux partis marxistes qui avaient formé l’Unité Populaire. D’après ces assesseurs, l’exception ne pouvait devenir la règle sans engager un durcissement croissant de la répression. Ce qui aurait fait courir le risque de consolidation insuffisante des transformations radicales mises en place par le régime. L’institutionnalisation apparut donc comme un impératif pour quiconque pensait en un futur, et bien que lointain, retour à la démocratie. Verónica Valdivia résume la vision de Guzmán et le caractère pragmatique de son projet :

> « (…) même s’il accepta [Guzmán] le suffrage universel et les partis, ceux-ci n’auraient aucun poids dans la prise de réelles décisions. En effet, les contre-pouvoirs institutionnels (Conseil de sécurité nationale, Tribunal constitutionnel, système binominal, autonomie des Forces armées, partis politiques sans aucun pouvoir, simples courants d’opinion, parlement affaibli, etc.) transformaient la prétendue libéralisation du système en une fiction. Les institutions créées par Guzmán, avec l’aide des ex-alessandristes (Ortúzar), refusaient tout lien avec le libéralisme philosophique, bien qu’elles en présentent certains aspects. Dans tous les cas, il s’agit tout au plus d’un libéralisme “conservateur” [sic], réfractaire au pouvoir des majorités et à la véritable démocratie représentative »[528].

Le discours de la colline de Chacarillas du 9 juillet 1977[529] fut le moment choisi par le général Pinochet pour faire connaître le plan d’institutionnalisation du régime, tout comme le

---

[527] Jorge Chateau effectua une analyse détaillée de cette doctrine et de sa réception en Amérique latine : Chateau, Jorge, “Seguridad Nacional y guerra antisubversiva”, *Documento de Trabajo FLACSO*, nº 185, 1983. Voir également pour la période étudiée : Tapia Valdés, Jorge, *El terrorismo de Estado: la doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur*, México, D.F., Nueva Imagen ; Caracas : Revista Nueva Sociedad, 1980.

[528] Valdivia, Verónica, Alvarez, Rolando & Pinto, Julio, *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 222. Pour une vision plus générale sur l’origine de la nouvelle droite chilienne, consulter le texte plus récent : Valdivia, Verónica, *Nacionales y gremialistas. El “parto” de la nueva derecha política chilena, 1964-1973*, Santiago, LOM Ediciones, 2009 ; « (…) si bien [Guzmán] aceptó el sufragio universal y los partidos, ellos no tendrían ningún peso en la toma de decisiones reales. Los contrapoderes institucionales (Consejo de Seguridad Nacional, Tribunal Constitucional, sistema binominal, autonomía de las fuerzas armadas, partidos políticos sin poder alguno, sino meras corrientes de opinión, Parlamento debilitado, etc.) convertían la supuesta liberalización del sistema en una ficción. La institucionalidad creada por Guzmán, con ayuda de ex alessandristas (Ortúzar), rechazaba cualquier vínculo con el liberalismo filosófico, aunque claramente habían atisbos de él. En todo caso, se trataba a lo más de un liberalismo conservador, refractario al poder de las mayorías y a la verdadera democracia representativa ».

[529] Stéphane Boisard décrit fort bien l’ambiance de cet événement : « Le 9 juillet 1977, jour (officiel) de la jeunesse, en commémoration de la Bataille de la Concepción où moururent 77 jeunes soldats chiliens (09 et 10 juillet 1882), le général Pinochet prononce son discours au sommet de la colline Chacarillas. Il est entouré d’un millier de jeunes portant une torche et appartenant tous au Front juvenile d’unité nationale. Au premier rang, se trouvent les principaux dirigeants du *gremialismo*. Cette cérémonie, qui continue les années suivantes, est accompagnée de marches militaires et rappelle les rassemblements fascistes des années 1930 » ; dans : Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 459.

projet de normalisation politique du pays. Selon Pilar Vergara[530], c'est à cette occasion que fut rendu public le projet d'instaurer une démocratie "protégée", alors que la phase d'influence dominante des doctrines militaires de la sécurité nationale était considérée comme dépassée. L'annonce servit également à résoudre une crise interne au gouvernement et à fournir une échappatoire aux pressions internes et externes croissantes[531] . Une plus grande ouverture du régime et la fin des politiques répressives les plus radicales furent demandées à cette occasion. D'autre part, Pinochet avait besoin de lancer l'idée selon laquelle le régime allait durer au-delà de sa propre personne et du gouvernement militaire, en léguant une "œuvre" sociale, économique et institutionnelle au Chili. Le symbolisme édifiant conféré à l'événement (torches, esthétique héroïque, manifestations militaires, messages à la jeunesse) rendait compte de l'idée de transcendance révélée par cette *mise en scène* politique.

9 juillet 1977. Discours de Chacarillas

Source : Archives du quotidien *La Nación*

Le passage de l'étape militaire à l'étape institutionnelle ne signifia pas la fin de la répression des opposants, mais bel et bien celle de sa phase la plus intense et la plus extrême. L'année 1976 avait été particulièrement difficile pour le régime, affecté par une érosion de ses premiers soutiens, produit par l'extrême dureté des appareils policiers du gouvernement (notamment de la DINA), et par les conflits croissants avec l'Église catholique en raison des

[530] Vergara, Pilar, *Op. cit*., p. 106.

[531] En ce qui concerne l'isolement politique du régime militaire dans les années 1970, voir : Muñoz, Heraldo, "Las relaciones exteriores del gobierno militar chileno", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol.44, nº 2, 1982, p. 577-597. Pour une vision à long terme, l'analyse probablement la plus intéressante est celle de Joaquín Fermandois, qui insiste sur les paradoxes et ambivalences prévalant dans les relations de l'Europe et des Etats-Unis avec la dictature militaire chilienne, en particulier sous les gouvernements de Nixon, de Carter et de Reagan. Consulter : Fermandois, Joaquín, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, Chap. XV, p. 432-438.

violations des droits de l'homme[532]. À ces difficultés s'ajouta l'isolement international subi par le pays à cette période, surtout de la part de Etats-Unis. En effet, le président des Etats-Unis de l'époque, Jimmy Carter (1977-1981), indubitablement influencé par l'assassinat à Washington, en 1976, de l'ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de l'Unité Populaire, Orlando Letelier[533], décida de modifier sa politique étrangère envers le Chili. Ces événements et le caractère de plus en plus autoritaire du régime compromirent les perspectives d'un changement structurel du modèle de développement économique et de la société chilienne.

Les membres non militaires du gouvernement favorables à l'institutionnalisation reçurent par ailleurs l'appui de l'influent journal *El Mercurio*[534] ainsi que de la revue *Qué Pasa*[535]. Ils purent transmettre leurs idées et ainsi faire pression sur Pinochet et la Junte de gouvernement. Tous partageaient en effet la même certitude, définie par Pilar Vergara :

---

[532] Les relations entre l'Église catholique chilienne et le régime militaire furent effectivement marquées par le thème des droits de l'homme, surtout après la création de la *Vicaría de la Solidaridad* en 1976 à la demande du Cardinal Raúl Silva Henríquez en remplacement du comité Pro-Paix (*Comité Pro Paz*). Ce dernier apparut dans les églises protestantes qui s'organisèrent immédiatement après le coup d'État afin de protéger les droits des détenus et d'organiser la rechercher des personnes disparues. Voir : Drake, Paul & Cruz, María Angélica, *Iglesia, represión y memoria. El caso chileno*, Texas, Social Science Research Council, 2004.

[533] Orlando Letelier del Solar ainsi que sa secrétaire Ronni Moffitt furent assassinés à Washington le 21 septembre 1976. Économiste et diplomate chilien exilé aux Etats-Unis, il bénéficiait de nombreux réseaux de contacts à l'étranger, surtout en Amérique du Nord. Le régime militaire craignait que son influence puisse accentuer l'isolement du gouvernement vis-à-vis de la communauté internationale. Un commando de la DINA organisa ainsi un attentat en plaçant une bombe à l'intérieur de sa voiture. Ce crime fit monter la tension dans les relations entre les Etats-Unis et le gouvernement de Pinochet. L'un des reportages les plus complets sur ce cas est certainement celui de Dinges et Landau : Dinges, John & Landau, Saul, *Assassination on Embassy Row*, Pantheon Books, NY, 1980. Du premier auteur, il existe également une étude récente portant sur l'opération Condor, mise en œuvre à partir 1975 afin de coordonner les services d'intelligence du Cône Sud dans le cadre de la répression des opposants de gauche aux régimes militaires de la région. Consulter : Dinges, John, *The Condor Years : How Pinochet and His Allies Brought Terrorism to Three Continents*, New Press, 2004. Alan Angell a lui aussi abordé le thème des relations entre les Etats-Unis et le Chili sous le régime militaire, en mettant l'accent sur le caractère ambivalent de l'appui americain, qui varie en fonction de la politique interne nord-américaine. À ce propos, nous conseillons tout particulièrement la lecture du chapitre X ; Voir : Angell, Alan, *Chile de Alessandri a Pinochet : en busca de la utopía*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1993.

[534] Une étude particulièrement critique des positions du journal *El Mercurio* au cours des premières années du régime militaire est disponible dans : Sunkel, Guillermo, *El Mercurio : 10 años de educación político-ideológica, 1969-1979*, Santiago, Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales, 1983. Avec une interprétation radicalement distincte, qui met précisément en valeur les apports de ce journal dans la diffusion du libéralisme économique, bien que concernant la période immédiatement antérieure, on trouve l'ouvrage d'Ángel Soto : Soto, Ángel, *El Mercurio y la difusión del pensamiento político económico liberal 1955-1970*, Santiago, Centro de Estudios Bicentenario, 2003.

[535] À propos de la liberté de la presse sous le régime militaire, nous recommandons la lecture du rapport de *Human Rights Watch*, surtout le chapitre consacré aux antécédents historiques de la liberté de la presse au Chili. Voir : Human Rights Watch, *Los límites de la tolerancia. Libertad de expresión y debate público en Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 1998. Pour une analyse contemporaine sur la concentration des médias au Chili, comprenant qui plus est une intéressante section recensant les antécédents historiques récents, consulter : Sunkel, Guillermo & Geoffroy, Esteban, *Concentración económica de los medios de comunicación*, Santiago, LOM Ediciones, 2001.

> « (…) leur caractéristique la plus fondamentale et novatrice était la conviction que si l'on désirait interdire un retour en arrière, on ne pouvait pas reporter indéfiniment une définition des objectifs et des échéances institutionnels »[536].

L'annonce présidentielle de 1977 à Chacarillas établit ainsi un calendrier institutionnel échelonné en trois étapes. Dans la première étape, le contrôle du gouvernement demeurerait dans son intégralité aux mains des Forces armées. Il disposerait toutefois de conseillers civils jusqu'en 1980. Une transition de cinq ans serait ensuite envisagée, au cours de laquelle les Forces armées partageraient le pouvoir avec les civils. Une division des pouvoirs serait établie, sans conduite toutefois à la mise en œuvre du suffrage universel. Enfin, la troisième étape correspondrait à une phase de consolidation ou de normalisation : le nouveau président de la République serait nommé par la chambre (législative), et une nouvelle Constitution serait promulguée à titre définitif. Les Forces armées conserveraient ainsi de manière indéfinie leur rôle de garantes des nouvelles institutions. Le discours de Chacarillas marqua donc pour le régime le début de la recherche d'un modèle institutionnel permanent pouvant associer un modèle politique démocratique du point de vue formel, à un projet d'"autorité forte" inspiré des principes de l'idéal *portalien*.

Cette vision "institutionnalisante" à forte composante légaliste dénotait une confiance excessive dans les mécanismes constitutionnels comme outils de contention sociale. Sur ce point, les avis des technocrates et des économistes libéraux divergeaient. Ces derniers se préoccupaient davantage de la consolidation des transformations structurelles de l'économie du pays que de l'établissement d'un calendrier de normalisation démocratique. En effet, l'inquiétude récurrente à l'époque émanait de la volonté d'accomplir les "objectifs et non [de maintenir] les échéances [sic]"[537]. En d'autres termes, il fallait absolument assurer la fin de l'ancien régime de développement et asseoir les bases d'une modernisation capitaliste sans possibilité de retour au passé. Il était indispensable de prendre le temps nécessaire à cette évolution, sans la contrainte et la précipitation que comporterait un calendrier institutionnel. Les « institutionnalistes » ne garantissaient donc que le fonctionnement légal d'une économie de marché en renforçant de manière nominative le droit de propriété et l'initiative privée.

---

[536] Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 109 ; « (…) su rasgo más fundamental y novedoso era la convicción de que si se deseaba impedir la vuelta atrás, no se podía continuar postergando una definición en materia de objetivos y plazos institucionales ».

[537] "Lo importante son los objetivos y no los plazos". Cette phrase, qui se transforma pratiquement en un slogan du régime militaire, est habituellement attribuée au général Pinochet, bien qu'il n'y ait aucune certitude à ce sujet. Ce qui est clair, c'est qu'elle fut utilisée à diverses reprises afin d'exprimer la volonté du régime d'achever les transformations socio-économiques avant de remettre le pouvoir aux civils.

Dans la perspective de l'équipe économique et des technocrates monétaristes, le pays "avait besoin de nouvelles institutions élaborées par des experts"[538]. Selon eux, ces changements passaient au préalable par la consolidation des libéralisations en suspens, ainsi la réforme provisoire, le marché du travail, la santé, le système éducatif et la privatisation des grandes entreprises appartenant encore à l'État. Ce projet s'avérait cependant irréalisable dans un système politique encore exposé aux pressions politiques et sociales caractéristiques d'un régime démocratique. Cette « justification » fut donc utilisée afin de refuser toute planification ayant trait à la normalisation politique sans avoir atteint les objectifs précédemment définis.

D'après les membres de l'équipe économique, les garde-fous constitutionnels ne pouvaient limiter efficacement les effets de l'ensemble du système politique et de ses possibles "déviations populistes". Seule la réduction de l'État à sa plus simple expression permettrait d'assurer la stabilité des nouvelles institutions et d'éviter la "discrimination économique" inhérente au fonctionnement démocratique d'un État fort. Dans leur conception de la démocratie en tant que jeu économique entre individus rationnels négociant sur un marché politique, l'existence d'un État fort représentait un stimulant trop puissant. Le risque existait en effet, d'encourager de la sorte la formation de factions politiques, clientélistes et démagogiques. Ces groupuscules dissidents auraient alors et toujours comme projet de conquérir l'énorme butin de l'État afin de favoriser leurs propres intérêts au détriment du pays. Ce principe de maximisation rationnelle des individus constitua le cœur de leur argumentaire à l'encontre de l'institutionnalisation du régime. Sur ce point, notre analyse rejoint celle de Pilar Vergara lorsqu'elle se réfère au fondement de l'argumentation des technocrates monétaristes :

> « Seuls des changements de fonds intervenant dans la structure économique et sociale du pays permettraient de protéger effectivement la démocratie. Ce type de changements, en développant chez les individus des intérêts solidaires de la stabilité du système, font que cette "protection" serait intégrée aux structures mêmes de la société et présente à l'esprit des hommes informés et libres" »[539].

Malgré leur détermination, les technocrates ne purent éviter l'établissement d'un cadre de définitions institutionnelles à partir de 1977. Ils furent donc contraints de débattre de ces

[538] Déclarations de Pablo Barahona à la revue *Ercilla* du 20 avril 1977. Cité par Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 125.
[539] Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 127 ; « Sólo mediante cambios de fondo en la estructura económica y social del país se lograría proteger efectivamente la democracia. Dichos cambios, al desarrollar en los individuos intereses solidarios con la estabilidad del sistema, hacen que esa "protección" se encuentre "fundida en las estructuras mismas de la sociedad y presente en las mentes de los hombres informados y libres" ».

sujets. Jamais cependant, il n'en vinrent à renoncer aux fondements du modèle économique de libre marché dans le futur ordre juridique du pays.

Hormis les traditionnelles garanties constitutionnelles du droit de propriété et de la libre initiative privée, ils insistaient par ailleurs sur l'inclusion (1) du *principe de subsidiarité* considéré comme un frein naturel à la progression de l'État. Ils prônaient également l'objectivisation des normes ou (2) principe de *non-discrimination économique* ÷ il s'agissait, en d'autres termes, d'interdire toute politique destinée à favoriser un secteur de la société sur des critères sociaux. Tel est également le sens de la proposition (3) portant sur la *"technicisation" des décisions publiques*[540], proposition destinée à séparer la politique de la gestion de l'État, en particulier dans le domaine économique[541]. La défense de ces trois principes visait à préserver la "rationalité" des décisions publiques, et, par là même, de garantir leur efficacité et leur universalité[542]. L'usage du référendum (faisant intervenir alors la souveraineté populaire, mais en dernière instance) devait donc être substitué par un critère technico-professionnel, permettant d'écarter toute forme d'ingérence et/ou d'intérêt particulier. De la sorte, une décision ne pouvait être prise sans l'aval d'experts "neutres" du point de vue de la science économique. Si l'on suit le raisonnement de Norbert Lechner[543], le principe de "réduction démocratique" ne prend pas en compte la participation quantitative ou qualitative de l'individu au système politique (cas du modèle censitaire), mais s'appuie en revanche sur des questions ne pouvant faire l'objet de décisions démocratiques, ainsi dans le domaine économique :

> « Pour que le marché fonctionne comme une autorité objective, il est indispensable que les valeurs intrinsèques [du libéralisme économique] soient acceptées comme conditions techniquement nécessaires. D'où la réinterprétation fondamentalement négative de la politique. À la différence des anciens conservateurs, les nouveaux ne cherchent pas à créer les conditions d'un soutien populaire fondé sur des valeurs matérielles précises. Ils prétendent au contraire neutraliser toute confrontation politico-idéologique afin de "fonctionnaliser"

[540] Il s'agit du principe à l'origine de l'établissement d'une Banque Centrale autonome dans la Constitution de 1980. L'objectif était donc de séparer complètement la politique fiscale de l'émission monétaire.
[541] Ce point est fondamental pour comprendre l'autonomie du champ économique lors du retour de la démocratie au Chili à partir de 1990.
[542] Vergara, Pilar, *Op. cit.*, p. 129.
[543] Lechner, Norbert, "El proyecto neo-conservador y la democracia", *Crítica y utopía*, nº 6, 1982. Numéro disponible sur le Réseau de bibliothèques virtuelles de sciences sociales d'Amérique latine et des Caraïbes du réseau CLACSO : http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/critica/criticayutopia.htm (consulté le 11/11/2008). Pour une analyse plus contemporaine avec une vision rétrospective du même auteur, voir : Lechner, Norbert, "Modernización y Democratización : un dilema del desarrollo chileno", *Estudios Públicos*, nº 70, 1998, p. 231-242.

> toutes les relations sociales dans un “système”– le marché – exempt de tout conflit quant au sens de la « cohabitation sociale »»[544].

Par conséquent, aussi bien les institutionnalistes que les technocrates ultra-libéraux s’accordèrent sur la nécessité de limiter dans la mesure du possible le principe de souveraineté populaire. Comme le précise Pilar Vergara, ces derniers allaient cependant encore plus loin dans leur souhait de restreindre le principe de majorité propre à la souveraineté populaire. Ainsi conçue, la nouvelle démocratie serait réduite à un simple mécanisme d’établissement et d’alternance des autorités à la tête de l’État. Restait donc la tâche consistant à compléter les modernisations et à garantir la prédominance du libre marché sur n’importe quelle “régression étatique”. Aucune concession ne pouvait ainsi être admise, l’objectif étant précisément de mettre en place une révolution capitaliste :

> « A la suite de la campagne de modernisation des structures institutionnelles du Chili, certains groupes organisés perdirent en grande partie leur influence. (…) Afin d’éliminer les rigidités du marché du travail, le pouvoir de négociation des travailleurs organisés fut éliminé. Afin d’augmenter l’épargne et de développer le marché des capitaux, le système de sécurité sociale fut remplacé par des fonds de pension gérés individuellement. L’État réduisit ses vastes pouvoirs de régulation et ses fonctions de gestion et privatisa les entreprises publiques. Les services sociaux furent décentralisés et transférés aux municipalités »[545].

[544] *Ibíd.*, p. 16 ; « Para que el mercado funcione como tal autoridad impersonal es indispensable que los valores intrínsecos sean aceptados como condiciones técnicamente necesarias. De ahí la reinterpretación fundamentalmente negativa de la política. A diferencia de los antiguos conservadores, los nuevos no buscan movilizar un apoyo popular para determinados valores materiales. Pretenden, al contrario, neutralizar toda confrontación política-ideológica a fin de “funcionalizar” todas las relaciones sociales en un “sistema” – el mercado – desvinculado de cualquier disputa sobre el sentido de la convivencia social ».

[545] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State : Chile 1958-1994*, Op. cit., p. 103 ; « As part of the campaign to modernize Chile’s institutional and economic structures, organized groups lost most of their past influence. (…) To eliminate rigidities in the labor market, the bargaining power of organized workers was removed. To increase savings and develop the capital market, the social security system was replaced by individual, privately administered pension funds. The state reduced its strong regulatory powers and managerial functions by privatizing state firms. Social services were decentralized and transferred to municipalities ».

***Chapitre 4** : De la crise orthodoxe à l'application du libéralisme pragmatique : la consolidation du modèle socio-économique chilien*

« C'est le charme du gouvernement militaire. Les militaires, si disciplinés et hiérarchisés, nous ont obligés, nous les civils, à être libres » [546].

PABLO BARAHONA (Économiste formé à Chicago et ancien ministre de l'Économie du régime militaire).

« Notre objectif a été que l'État donne à chaque père une allocation directe afin qu'il soit à même d'offrir à son fils l'éducation de son choix [sic] ».

SERGIO DE CASTRO (Économiste formé à Chicago et ancien ministre des Finances du régime militaire) [547].

4.1 Les modernisations clefs

Les réformes économiques structurelles menées entre 1973 et 1989 au Chili ne diffèrent pas fondamentalement de celles mises en place dans le reste du continent depuis la moitié des années 1980. Elles constituent néanmoins un exemple unique, du fait de leur application précoce et de leur caractère orthodoxe dans le cadre d'un régime autoritaire. Cette situation inédite eut une influence notable sur la profondeur et la rapidité avec lesquelles ces réformes ont été menées, en particulier dans les premières années. Ces "modernisations" continuèrent d'être expérimentées jusqu'aux derniers jours du régime militaire et se poursuivirent bien après la fin de la dictature [548]:

> « À partir du coup d'État, la volonté utopique se déplaça du monde progressiste vers la droite, – qui, comme toute culture conservatrice, était traditionnellement

[546] Entretien avec Pablo Barahona, dans : Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2006, p. 137 ; « Esa es la gracia del gobierno militar. Los militares tan disciplinados y jerarquizados ellos, nos obligaron a los civiles a ser libres ».

[547] Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, p. 339 ; « Nuestro planteamiento fue que el Estado le diera a cada padre un subsidio directo para que éste saliera a comprar la educación para su hijo con toda libertad ».

[548] Un auteur tel que Javier Martínez contredit cette thèse en soutenant que ce ne fut pas le caractère autoritaire du régime qui autorisa ces transformations économiques radicales, mais plutôt l'autonomisation des divers groupes d'intérêt qui le menèrent au pouvoir : « L'analyse approfondie montre que ce ne furent pas seulement les forces qui l'appuyaient mais sa capacité à prendre de la distance par rapport aux intérêts immédiats des groupements sociaux qui le portèrent au pouvoir, qui permit au gouvernement de Pinochet de mener à bien une restructuration complète du capitalisme chilien » ; « El análisis detenido muestra que no fue su sustento de fuerza, sino su capacidad para independizarse de los intereses inmediatos de los agrupamientos sociales que lo llevaron al poder, lo que permitió al gobierno de Pinochet realizar una completa reestructuración del capitalismo chileno ».. Contrairement à cette analyse, nous estimons que la restructuration procéda également du type de régime militaire qui s'imposa au Chili, marqué par un fort centralisme. Consulter Martínez, Javier, "Cuatro falacias sobre la transformación chilena", *Proposiciones*, nº 25, 1994, p. 35.

anti-utopique – pour s'incarner dans un groupe de jeunes technocrates, les Chicago Boys. Ceux-ci, délivrés des entraves qu'impose la démocratie, et à partir d'une crise dramatique justifiant la recherche de nouvelles formules économiques et sociales, donnèrent libre cours à un constructivisme révolutionnaire sans commune mesure dans l'histoire récente du pays »[549].

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de préciser que le processus de mise en place de ces réformes n'a pas suffisamment été exploré ni étudié par l'historiographie chilienne contemporaine, quelques rares exceptions mises à part[550]. En effet, on observe la prédominance d'une certaine réserve de cette dernière concernant l'histoire récente, du fait des divisions et des ferveurs idéologiques provoquées jusqu'à aujourd'hui par cette période singulière. En revanche, il existe une intéressante production bibliographique provenant des champs de l'économie et de la sociologie, mais aussi – dans de moindres proportions –, du journalisme et de la science politique. Pourtant, si ces démarches nous fournissent d'excellentes analyses spécialisées, elles présentent également certains désavantages pour l'analyse historique. En premier lieu, il s'avère difficile de trouver dans ces travaux une perspective temporelle à long terme. Ils tendent en effet à se concentrer uniquement sur les modernisations sans effectuer une comparaison substantielle avec d'autres moments de l'économie chilienne, au siècle précédent[551]. En second lieu, les analyses des économistes sont généralement trop techniques, tant au niveau de leurs explications que du langage utilisé[552]. Nous sommes ainsi contraints à réinterpréter une bonne partie de leurs travaux afin de les insérer dans une logique de récit historique, tout en essayant de ne pas abuser de ce jargon pseudo-scientifique que nous venons de signaler. Enfin, et suivant en cela le raisonnement de Carlos Huneeus, nous estimons que, pour l'essentiel, les analyses économiques laissent de côté le composant politique des réformes imposées par le régime

---

[549] Tironi, Eugenio, "La voluntad utópica", *El Mercurio*, 04/10/2002 ; disponible sur : http://www.eugeniotironi.cl/inicio/columnas_detalle.php?id_columna=182 ; « A partir del golpe militar, la voluntad utópica se trasladó desde el mundo progresista a la derecha – que, como toda cultura conservadora, era de tradición anti-utópica – para encarnarse en un grupo de jóvenes tecnócratas, los llamados Chicago Boys. Éstos, sin las cortapisas que impone la democracia, y a partir de una crisis dramática que justificó la búsqueda de nuevas fórmulas económicas y sociales, dieron rienda suelta a un constructivismo revolucionario sin parangón en la historia reciente del país ».

[550] Le tome nº III de l'*Histoire contemporaine du Chili* de Gabriel Salazar et Julio Pinto est l'une de ces exceptions. Centré sur les populations qui ont vécu ces transformations économiques ces cent dernières années, ce texte analyse néanmoins brièvement les modernisations du régime militaire, privilégiant une interprétation plus générale de la période.

[551] Notons cependant l'exception constituée par l'intéressant ouvrage de Patricio Meller sur l'évolution économique du Chili : Meller, Patricio, *Un Siglo de Economía Política Chilena (1890-1990)*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1998.

[552] Voir Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo (Eds.), *La transformación económica de Chile*, Santiago, CEP, 2000.

militaire, réformes dont l'objet était de redéfinir radicalement les relations entre l'État et la société[553].

Ainsi, parmi les études qui abordent le sujet et qui nous semblent les plus remarquables pour leur analyse et leur clarté, nous souhaiterions attirer l'attention sur celles de Ricardo Ffrench-Davis et de Barbara Stallings[554]. Dans son chapitre consacré aux réformes structurelles, Stallings identifie avec justesse quatre sous-périodes que nous avons choisies de reprendre afin d'expliquer les modernisations. Cependant, nous inclurons seulement les trois premières dans notre argumentation, dans la mesure où elles font référence plus spécifiquement à la période dictatoriale :

a) La première séquence (1973-1981) se caractérise par l'application rigide et idéologique d'un ensemble de réformes structurelles et de politiques macro-économiques dont découle une gestion extrêmement inconstante. Cette séquence culmine avec une crise bancaire et une crise du taux de change en 1982.
b) La seconde étape (1982-1984) comprend la gestion de la crise à proprement parler et de ses répercussions immédiates lorsque les réformes mentionnées précédemment débouchèrent sur un retour au *statu quo*. Au cours de cette deuxième étape, le Chili affronta sa pire crise économique depuis 1930. Nombre de ces réformes débouchèrent sur l'intervention de l'État dans l'économie ainsi que sur le recours à des politiques d'expansion. C'est la période la plus hétérodoxe par rapport à la doctrine monétariste de l'équipe économique de Chicago.
c) La troisième phase (1985-1989) marque le retour à l'idée d'origine des réformes, mais avec une gestion plus flexible et pragmatique, fondée sur le court terme et sur les équilibres macro-économiques. On observa alors une reprise économique postérieure à la crise, de même qu'un retour au processus de privatisation des entreprises d'État.

Il est également intéressant de souligner que les réformes structurelles du régime militaire se divisaient généralement en deux groupes : celles à proprement parler "économiques" et celles définies comme "sociales". Les premières commencèrent à être appliquées peu après le coup d'État de 1973 et évoluèrent d'un dogmatisme originel (1975-1981) vers un certain pragmatisme (1985-1989) s'expliquant surtout par la grave crise financière de 1982. Quant aux réformes sociales – par leur portée et leur impact à long terme sur la population –, elles furent implantées une fois le pouvoir du général Pinochet consolidé au sein de la Junte militaire, et une fois dépassée la phase la plus violente de la répression à

[553] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 437.
[554] Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*, Santiago, LOM Ediciones, 2001.

l'encontre des organisations sociales et politiques opposées au régime[555]. Lorsque nous parlons de "réformes sociales", nous nous référons principalement (1) à la réforme de la législation du travail, (2) à la réforme du système de retraite, et (3) à la réforme de la santé. Néanmoins, nous estimons qu'il convient également d'y ajouter une quatrième catégorie : (4) la réforme de l'éducation.

Dans le chapitre précédent, nous avons mentionné certains éléments centraux des trois premières modernisations économiques. Nous avions volontairement laissé de côté le thème des réformes sociales que nous aborderons de manière plus détaillée dans la section suivante. Revenons donc tout d'abord sur l'aspect économique de ces changements.

4.1.1 Les réformes économiques

D'après Stallings, quatre réformes économiques furent essentiellement mises en œuvre : (1) la libéralisation commerciale, (2) la libéralisation financière interne, (3) l'ouverture du compte de capitaux et (4), la privatisation des entreprises d'État.

La réforme commerciale

L'une des premières réformes réalisées par le régime militaire fut liée au commerce international. La principale critique émise par les technocrates du régime portait sur l'excessive protection de l'industrie nationale, qui, à terme, portait préjudice aux entreprises elles-mêmes, en particulier aux exportateurs. De plus, elle autorisait la constitution d'un système de rentes captives issu de certains groupes privilégiés[556]. Les barrières non tarifaires furent en conséquence éliminées et le système de tarifs douaniers complètement rénové. Les taux furent ainsi réduits de manière brutale jusqu'à atteindre le seuil uniforme de 10% en 1979, supprimant au passage les quotas de produits importés. Cependant, ce taux de 10% – principal objectif de l'équipe économique dans ce domaine – put seulement se maintenir

[555] Robert Barros soutient une thèse contraire à la majorité des auteurs spécialistes de la période. D'après lui, la figure de Pinochet n'était pas si déterminante pour le régime, et la junte militaire conservait un réel pouvoir qui transparaissait dans la Constitution de 1980 ; Barros, Robert, "Personalization and Institutional Constraints : Pinochet, the Military Junta, and the 1980 Constitution", *Latin American Politics and Society*, Vol. 43, nº 1, 2001, p. 5-28.

[556] Barbara Stallings utilise le concept économique de *rent-seeking behavior* pour désigner ce phénomène. Ce dernier représente la dépense de ressources dans le but de réaliser un transfert, sans indemnisation, de biens ou de services d'(une) autre(s) personne(s) à soi-même, résultat de la décision favorable de politiques publiques. Le terme semble avoir été inventé (ou tout du moins popularisé dans le domaine de l'économie politique contemporaine) par l'économiste Gordon Tullock. Les exemples de captation de rentes incluent toutes les formes par lesquelles les personnes ou groupes de lobby font pression sur le gouvernement pour obtenir des bénéfices financiers ou d'autres avantages spéciaux aux dépens des contributeurs ou des consommateurs, ou bien d'autres groupes ou personnes avec lesquels les bénéficiaires pourraient être en concurrence économique. Une analyse technique du concept et de ses implications économiques est accessible dans l'œuvre collective suivante : Tullock, Gordon & Lockard, Alan (Eds.), *Efficient Rent Seeking : Chronicle of an Intellectual Quagmire*, Springer, 2000.

jusqu'à la crise de 1982, oscillant par la suite entre 30% en 1985 et 15%, finalement atteint et fixé en 1988. Selon Stallings, la politique de change fut utilisée pour soutenir cette réforme et compenser les pertes des producteurs occasionnées par l'ouverture unilatérale vers l'extérieur. Malgré cette politique, un énorme déficit commercial se produisit. Il fut l'une des causes, diverses, de la débâcle financière de 1982.

La libéralisation financière

La réforme financière interne a également marqué un grand changement par rapport au modèle ISI de l'État de compromis. Jusqu'à la veille du coup d'État, le système financier (et donc bancaire) était un instrument utilisé par les différents gouvernements afin de réguler l'économie. Les taux d'intérêts étaient établis par les autorités, et l'État possédait une part significative de la propriété des banques, sans compter le pouvoir — administratif — de décider de l'attribution des crédits. Entre 1973 et 1981, les restrictions d'intermédiation, c'est-à-dire les limitations de la capacité des banques à transférer les ressources de ses épargnants à d'autres entreprises ou particuliers par le biais de prêts, furent supprimées. Les prêts externes furent autorisés et les exigences au crédit diminuées. De plus, le gouvernement lança l'opération dite des *Financieras*, qui fonctionnaient comme des banques mais sans pratiquement aucune régulation. À partir de 1975, les taux d'intérêts furent libérés, ce qui laissait aux banques l'absolue liberté de fixer leurs taux de prêts et de dépôts, avec néanmoins la seule obligation de fixer un maximum conventionnel dans le cas des emprunts. Le secteur bancaire fut complètement privatisé à l'exception de la Banque d'État, ce qui favorisa l'apparition rapide de puissants groupes économiques aux intérêts croisés entre entreprises et institutions financières[557]. Le processus de privatisation ouvrit également la voie à l'incorporation et à la participation sans restriction majeure de banques étrangères au système financier chilien. Seul un système de garantie légale des dépôts des épargnants fut en effet instauré :

> « Parmi les groupes économiques chiliens les plus puissants des années 1970, on trouve le groupe Cruzat-Larraín, le groupe BHC (Banque hypothécaire du Chili) et le groupe Claro. Il s'agit de groupes dont la croissance est liée à la première vague de privatisations menée par la CORFO à partir de 1974. Les deux premiers parvinrent à constituer les principaux groupes au Chili jusqu'à la fin des années

[557] A propos de ces groupes économiques, voir Leff, Nathaniel, "Industrial Organization and Entrepreneurship in Developing Countries : The Economic Groups", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 26, nº 4, 1978, p. 661-675.

soixante, pour ensuite pratiquement disparaître jusqu'au milieu des années quatre-vingt en raison de la crise financière de 1982 »[558].

La libéralisation quasiment totale du marché financier interne, à partir de 1975, généra une augmentation explosive du crédit, accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt. Ce dernier élément provoqua (jusqu'à la fin de l'année 1981) l'insolvabilité de nombreuses banques, et, ultérieurement, la renationalisation du secteur bancaire lors de la récession de 1982. Cette conjoncture eut un tel impact sur le système financier que la *Loi générale des banques* fut promulguée en 1986. Cette dernière renforça la surintendance du marché du crédit et régula plus strictement le fonctionnement des institutions financières ainsi que la gestion de leurs réserves[559].

L'ouverture du compte de capitaux (libéralisation financière internationale)

Cet intitulé fait expressément référence à l'un des éléments centraux de l'ouverture unilatérale de l'économie chilienne à un moment où cette idée ne correspondait pas véritablement à un courant majoritaire en Amérique latine. Elle ne le devint en effet que plus tard, à partir de la seconde moitié des années 1980, et plus précisément dans les années 1990, avec le *Consensus de Washington*[560]. Nous insistons de ce fait sur la libéralisation financière extérieure, par ailleurs fortement liée à la réforme financière interne.

Stallings[561] soutient que les contrôles de capitaux représentaient habituellement un complément au protectionnisme commercial, pendant la période de l'État de compromis et du modèle ISI. En effet, ils permettaient aux gouvernements de réguler le montant des devises qui pouvait être extrait du pays. Dans le même temps, il était exigé des exportateurs une conversion en monnaie locale des dollars qui entraient dans l'économie à des taux

---

[558] Paredes, Ricardo & Sánchez, José Miguel, *Organización industrial y grupos económicos: el caso de Chile*, Departamento de Economía Universidad de Chile, 1994, p. 11. (Ce travail n'a pas été publié, mais il est accessible en format pdf à cette adresse : http://www.ricardoparedes.cl/paperweb/grupos.pdf, (consulté le 06/09/2008) ; « Entre los grupos económicos chilenos más poderosos de los años 1970, se encuentran el grupo Cruzat-Larraín, el grupo BHC (Banco Hipotecario de Chile) y el grupo Claro. Son grupos cuyo crecimiento está vinculado a la primera ronda de privatizaciones emprendida por CORFO a partir de 1974. Los dos primeros llegaron a ser los grupos principales en Chile hacia fines de los años setenta, para posteriormente casi desaparecer hacia mediados de los años ochenta a causa de la crisis financiera de 1982 ».

[559] Le texte de loi ainsi que les modifications afférentes est téléchargeable gratuitement depuis la bibliothèque du Congrès National du Chili. Consulter : http://www.bcn.cl/leyes_temas/leyes_por_tema.2007-07-11.7260257738

[560] On peut se référer à Williamson, John, "The Washington Consensus revisited", dans Emmerij, Louis (Ed.), *Economic and Social Development Into the XXI Century*, Inter-American Development Bank, 1997, p. 48-80. Du meme auteur, Williamson, John, "The Washington Consensus as Policy Prescription for Development". *Practitioners of Development.* World Bank, 2004 ; Williamson, John, "A short History of the Washington Consensus", *From Washington Consensus towards a new Global Governance*, Barcelona, 2004. Pour une vision critique sur ce thème, voir l'analyse très complète de : Dezalay, Yves & Garth, Bryant, "Le "Washington consensus"", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 121, nº 1, 1998, p. 3-22.

[561] Stallings, Barbara, *Op. cit.*, p. 32-33.

inférieurs à ceux du marché. L'investissement étranger était aussi fortement contrôlé, tant dans les secteurs industriels où il était autorisé, qu'en ce qui concerne le rapatriement de capitaux et les remises sur les profits. Cette réforme fut ainsi profondément liée à l'ensemble du plan de libéralisation économique mis en œuvre par les technocrates libéraux du régime militaire. Cependant, sa mise en place prit plus de temps que prévu, la crainte d'une "invasion" de capitaux étrangers et du risque d'inflation étant tenace et justifiée dans une certaine mesure. Rappelons par ailleurs que l'un des aspects centraux de la vision monétariste de l'économie reste la lutte contre l'inflation et le contrôle restrictif de la masse monétaire.

Dans la première phase de libéralisation du marché des capitaux (à partir de 1974), les étrangers furent autorisés à faire entrer de l'argent au Chili sans restriction aucune. Ils bénéficièrent alors du même traitement que les Chiliens. L'entrée formelle de devises ainsi que le rapatriement de capital furent également autorisés sur une période de trois ans[562]. Le compte de capitaux demeurait donc entièrement ouvert aux étrangers et aux agents nationaux non bancaires. Stallings ajoute que le retrait du Chili du Pacte andin, en 1976, permit aux banques étrangères de réaliser des opérations dans le pays[563]. Les banques chiliennes furent également autorisées à intervenir sur les crédits étrangers, c'est-à-dire à les utiliser pour créer des emprunts locaux. Puis, en 1980, l'autorisation est accordée à ces dernières de consentir des prêts à l'extérieur. Toutes ces réformes ont favorisé l'entrée de capitaux étrangers, contribuant d'une certaine manière à alimenter la crise financière et à engendrer l'insolvabilité bancaire de 1982.

Dans un second temps, la crise obligea les autorités économiques du régime militaire à restreindre la circulation de capitaux par le biais du contrôle des changes, des quotas d'achat de devises et d'autres mesures destinées à éviter la fuite massive de dollars. À partir de 1984-1985, ces restrictions ont été progressivement levées, jusqu'à ce que soit finalement décrétée en 1989 l'autonomie de la Banque Centrale, dans les derniers moments du régime, et avant que le pouvoir ne soit transmis aux nouvelles autorités démocratiquement élues. Un changement significatif se fit jour dans la manière de concevoir et de faire fonctionner le compte de capitaux. En effet, d'après Stallings :

---

[562] Pour une vision plus globale et sur le long terme de l'investissement étranger direct, consulter : Ffrench-Davis, Ricardo, "La inversión extranjera directa en Chile" en Muñoz, O. (Ed.), *Hacia un Chile competitivo : Instituciones y políticas*, Santiago, Editorial Universitaria, 2003, p. 287-324.
[563] À propos du Pacte andin, voir le chapitre III de la présente thèse de doctorat (3.2.1).

> « Cette année-là (1989) la Banque Centrale du Chili devint autonome, et la régulation des opérations de change passa d'un système où toutes les opérations étaient, sauf autorisation explicite, interdites, à une organisation dans laquelle elles étaient toutes permises, à moins d'être explicitement interdites.»[564].

La privatisation des entreprises d'Etat

Dans les derniers mois de gouvernement de l'Unité Populaire (1973), l'appareil productif chilien était dans son ensemble aux mains de l'État[565]. Cette "politique de nationalisation" constituait l'une des principales sources de conflit au sein de la classe politique chilienne de l'époque, mais surtout, elle était au centre de la critique émanant des partisans d'un coup d'Etat militaire. Cette politique constituait ainsi, depuis au moins quinze ans, le principal argument des économistes libéraux – en particulier ceux formés à Chicago – en faveur du démantèlement du modèle ISI et de l'État de compromis.

L'une des premières mesures adoptées par conséquent par la Junte militaire à la suite du coup d'État, fut la restitution à leurs anciens propriétaires des entreprises nationalisées, et plus particulièrement celles qui appartenaient à la catégorie des "saisies" (*intervenidas*). Près de trois cents furent concernées, dont les titres de propriété n'avaient pas encore été légalement transférés à l'État[566]. D'après Stallings, d'autres sociétés (environ deux cents) relevant du secteur industriel, financier et commercial, acquises par l'État sous le gouvernement de l'Unité Populaire, furent privatisées avant la crise de 1982 :

> « De nombreuses entreprises furent acquises à l'aide de crédits – qui plus est subventionnés – provenant d'institutions gouvernementales, les propres actifs de ces dernières étant utilisées comme garantie. La formation de conglomérats en fut accélérée et la concentration de la propriété considérablement augmentée.

---

[564] Stallings, Barbara, *Op. cit.* p. 34 ; « En ese año (1989) se otorgó la autonomía al Banco Central de Chile, y la regulación de las operaciones cambiarias pasó de un sistema donde todas las operaciones estaban prohibidas, a menos que se autorizaran explícitamente, a otro en que todas estaban permitidas, salvo que fuesen prohibidas explícitamente ».

[565] En 1973, l'État dirigeait 596 entreprises, dont 526 étaient passées sous son contrôle entre 1970 et 1973. Elles n'appartenaient pas au patrimoine historique de la CORFO. En 1976, en raison du travail de "normalisation" de la propriété, 251 entreprises nationalisées furent restituées à leurs anciens dirigeants, de même que parmi les 235 sociétés et banques, propriétés de la CORFO en 1973, 118 furent négociées et adjugées aux groupes privés. Si nous excluons de l'analyse les entreprises ayant subi une licitation ou une liquidation, l'État ne contrôlait désormais que vingt sociétés, appartenant pour l'essentiel à son patrimoine historique. Consulter : Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo, *La transformación económica de Chile*, Santiago, CEP, 2000.

[566] Les normes en vigueur pour le processus de restitution des entreprises apparaissent dans les décrets-lois Nº 88 (1973), Nº 333 (1974) et Nº1.068 (1975). Voir notamment : Cámara de Diputados de Chile, *Evolución de las normas que regularon el proceso de privatización en Chile desde 1970 a 1990*, Secretaría de la Comisión de Privatizaciones, 2005.

Dans de nombreux cas, ces mêmes groupes prirent possession des banques, augmentant de la sorte leurs avoirs »[567].

La crise financière de 1982 entraîna une accélération du phénomène de "renationalisation", en particulier des banques en situation de faillite et de nombreuses sociétés endettées auprès de ces mêmes banques. L'insolvabilité massive du secteur bancaire, et la faillite de deux institutions financières chiliennes de premier plan[568], provoqua une concentration massive des moyens de production aux mains de l'État jusqu' à la fin de l'année 1983.

Une fois terminée la phase la plus critique de la crise financière, les autorités économiques du gouvernement militaire décidèrent de reprendre — vers 1984-1985 — le processus de privatisations *via* le mécanisme des enchères publiques. Les entreprises du patrimoine historique et public de la CORFO y furent incluses. Vingt-sept entreprises des secteurs comprenant les télécommunications (CTC et ENTEL[569]), l'énergie (ENDESA), la production d'acier (CAP) et le transport aérien (LAN-Chile), furent ainsi vendues dans la seconde moitié des années 1980. Sous la pression des militaires eux-mêmes, l'État conserva seulement trois sociétés considérées comme stratégiques aujourd'hui encore : CODELCO, ENAP et Banco del Estado[570].

Les autorités économiques du régime militaire étaient déterminées à mener le processus à son terme, tout en garantissant une meilleure solvabilité des divers agents. Les ventes à crédits furent, pour cette raison, interdites, comme ce fut le cas en 1975, exception faite des instruments financiers à caractère liquide. L'idée de disperser la propriété en utilisant le concept de "capitalisme populaire"[571] a également été maintenue. Elle visait à transformer en

---

[567] Stallings, Barbara, *Op. cit.* p. 36 ; « Muchas empresas fueron adquiridas con créditos – además subsidiados – de instituciones gubernamentales, utilizando como garantía los propios activos de aquéllas. El resultado fue acelerar la formación de conglomerados y aumentar considerablemente la concentración de la propiedad. En múltiples casos, también los bancos fueron adquiridos por los mismos grupos, creando así medios adicionales para incrementar sus haberes ».

[568] Accusées d'avoir pris un risque excessif, deux banques importantes (*Banco de Talca* et *Banco Español Chile*) avaient effectivement été saisies en novembre 1981. Quatre autres sociétés financières furent également confisquées (*Compañía General*, *Financiera Cash*, *Financiera de Capitales* et *Financiera del Sur*), ainsi que deux banques plus petites (*Banco de Linares* y *Fomento de Valparaíso*). Ces données proviennent de : Castañeda, Lina & Ramírez, Claudia, "A 25 años de la intervención bancaria en Chile", Economía y Negocios, *El Mercurio*, 12-01-2008.

[569] Compagnie de téléphonie du Chili (CTC), Entreprise nationale de télécommunications (ENTEL), Entreprise nationale d'électricité société anonyme (ENDESA), Compagnie d'acier du Pacifique (CAP).

[570] Corporation du cuivre (CODELCO), Entreprise nationale du pétrole (ENAP).

[571] Pour une interprétation excessivement optimiste et trop contemporaine à notre sens du "capitalisme populaire", comportant néanmoins des chiffres intéressants pour l'analyse, consulter : Valenzuela, Mario, "Reprivatización y capitalismo popular en Chile", *Estudios Públicos*, nº 33, 1989, p. 175-217.

actionnaires les propres travailleurs des entreprises privatisées[572] ainsi que les personnes cotisant auprès des administrateurs privés de fonds de pensions (AFP)[573]:

> « Le régime encouragea une diversification de la propriété et effectua des contrôles afin d'éviter une surconcentration du patrimoine. Mais le "capitalisme populaire" n'eut pas d'effets significatifs, et, même si 25.000 travailleurs achetèrent des actions de leur entreprise, à une exception près [ENDESA], le contrôle de la propriété demeura aux mains des transnationales ou des groupes locaux »[574].

Le poids des actions achetées par les travailleurs dans de telles entreprises récemment privatisées fut par conséquent minime, voire inexistant. En effet, les grands actionnaires (nombre d'entre eux étant de hauts cadres de ces mêmes sociétés) s'emparèrent rapidement de leurs paquets d'actions. En général, ces entreprises appartenaient à un groupe extrêmement réduit[575].

Nous analyserons un peu plus loin avec davantage de détails ce second processus de privatisation intervenant à la fin des années 1980. Nous nous insisterons en particulier sur l'intensité, la rapidité et le caractère prétendument irréversible du phénomène. Nous nous pencherons également sur le démantèlement définitif de ce qu'il subsistait de l'idée d'État entrepreneur, dont l'origine et le fondement trouvent leur source dans la crise économique, sociale et politique des années 1930.

4.1.2 Les réformes sociales

En définissant comme "sociales" un certain type de réformes, nous nous référions à leur influence directe dans des domaines marqués par le concept de "sécurité sociale". Par ailleurs, jusqu'en 1973, il s'agissait de domaines protégés par l'État[576]. Comme nous le

---

[572] Cette variation du "capitalisme populaire" fut ironiquement définie par les autorités du régime militaire comme "capitalisme du travail",concept paradoxal aux significations diverses, un oxymore, pour employer une terminologie littéraire.

[573] Après 1985, les principales dispositions destinées à réguler la privatisation des institutions financières et des entreprises, *via* le "capitalisme populaire", ont été inscrites dans les lois Nº 18.401 et Nº 18.398, formant la base du système de privatisations.

[574] Délano, Manuel, "Chile en venta. El régimen militar de Pinochet acelera las privatizaciones en favor de transnacionales", *El País*, 06-11-1988, p. 10-11 ; « El régimen impulsó una diversificación de la propiedad y adoptó controles para evitar una sobreconcentración del patrimonio. Pero el llamado "capitalismo popular" no tuvo efectos significativos, y aunque 25.000 trabajadores compraron acciones de sus empresas, excepto en un caso, el control de la propiedad quedó en manos de transnacionales o grupos locales ».

[575] L'auteur qui a le mieux analysé et décrit cette relation entre les groupes économiques et les cadres des entreprises privatisées de même que leur rôle dans la future acquisition de ces dernières, est sans aucun doute María Olivia Mönckeberg. Voir en particulier le chapitre 1 : Mönckeberg, Maria Olivia, *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Santiago, Ediciones B, 2001.

[576] Cette conception des droits sociaux est définie dans les articles 22 et 25 de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU du 10 décembre 1948. Citons notamment, Art. 25 : « Toute personne, en tant que membre de la société, a le droit à la sécurité sociale, et à obtenir, par le biais de l'effort national et de la coopération

mentionnions au début de cette partie, il s'agissait principalement de trois sphères (la législation du travail, le système de retraite et la santé), bien que nous ayons décidé d'en inclure une quatrième (l'éducation). Or, les réformes menées dans ces secteurs furent également d'ordre économique et s'alignèrent sur les réformes décrites dans le point précédent. Pour autant, elles ont été traitées séparément, du fait de leur impact à long terme sur la population et de la nouveauté qu'elles représentaient, notamment du point de vue international, à une époque où le paradigme de l'État-providence était dominant au niveau mondial. Le plus grand changement socioculturel se produisit donc lorsque l'idée de droit social fut remplacée par le concept de service, auquel on assigne un prix de marché et qui peut être pourvu par les agents publics, autant que par les agents privés.

En introduisant cette orientation de marché, l'État dut abandonner nombre des fonctions qui lui avaient été attribuées dans les années 1930. En effet, les réformes économiques aussi bien que sociales étaient intimement liées. Comme l'explique fort justement Stallings[577], la réforme du travail servit effectivement à augmenter la compétitivité des entreprises, de même que la réforme des retraites dépendit étroitement des changements intervenus dans le système financier. Ajoutons enfin que ce système permit également de créer de nouveaux marchés dans chacun des domaines contrôlés. Ces marchés exerceront une profonde influence sur la création de ce qui sera appelé plus tard le "modèle économique chilien".

La réforme du marché du travail

A partir de la date du coup d'État, le contrôle des syndicats et la répression de nombre de leurs dirigeants par de nouvelles autorités furent monnaie courante, sans même que la législation du travail en vigueur jusqu'en 1973 ait véritablement été altérée. Cette dernière protégeait en effet les travailleurs, imposant de fortes indemnités de licenciement aux entreprises, autorisant les grèves indéfinies et interdisant le remplacement d'employés durant leur développement. Or, dans les faits, et suite au renversement du gouvernement de l'Unité Populaire, les droits des travailleurs furent réduits à leur plus simple expression, notamment en ce qui concerne la négociation collective et le droit de grève. Cette action fut particulièrement intense pendant la période du "traitement de choc" (1975-1977) pendant laquelle plusieurs vagues de licenciements massifs injustifiés survinrent, avec comme seul motif la formule légale alors consacrée : "pour les besoins de l'entreprise" ou « licenciement

---

internationale, eu égard à l'organisation et les ressources de chaque État, la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels, indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité ».

[577] Stallings, Barbara, *Op. cit.*, p. 38.

économique ». Les difficultés institutionnelles qui furent le lot, au quotidien, des employés qui exigeaient des indemnisations et entreprenaient des procédures judiciaires à l'encontre de leurs employeurs, vinrent également se greffer à ces déconvenues. Dans la pratique, le monde du travail et l'univers syndical furent soumis par conséquent à la politique de la menace et au patronat.

La véritable réforme réalisée par le régime militaire dans le domaine du travail[578] fut menée à bien en 1979, lorsque le gouvernement mit en marche le "Plan du Travail" (*Plan Laboral*), dont l'objectif était, pour reprendre le terme utilisé par ses créateurs, de "flexibiliser" (*flexibilizar*) le marché du travail[579]. Parmi les mesures législatives imposées figure notamment la faculté octroyée aux employeurs de pouvoir licencier des travailleurs sans avoir à révéler les causes exactes du licenciement, moyennant néanmoins le versement d'une indemnité fonction de l'ancienneté de l'employé dans l'entreprise.

José Piñera Echenique

Ministre du Travail (1978-1980).
Précurseur et créateur du "Plan du Travail" ("*Plan Laboral*").
Source : www.pensionreform.org

[578] Sur le thème de la réforme du travail, de sa continuité et des changements intervenus lors de la transition démocratique, lire : Cortázar, René, *Política laboral en el Chile Democrático: Avances y Desafíos en los Noventa*, Santiago, Dolmen Ediciones, 1993. Voir également : Mizala, Alejandra & Romaguera, Pilar, "La legislación laboral y el mercado del trabajo : 1975-2000" dans Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973*, Santiago, LOM Ediciones, 2001, p.201-230.

[579] Selon les termes du "père" de cette réforme, le ministre du Travail de l'époque, José Piñera, la véritable raison de sa mise en place fut la nécessité d'éviter un boycott international du commerce chilien de la part de la centrale syndicale nord-américaine AFL-CIO, motivé par la répression des activités syndicales. Le régime militaire dut alors démontrer sa bonne disposition afin d'améliorer sa relation avec les travailleurs et leur reconnaître certains droits, laissant ainsi de côté les mesures d'urgence répressives utilisées jusqu'alors. En mars 1978, une mission de l'AFL-CIO visita le pays. Elle constata la répression menée à l'encontre des syndicats, la confiscation de leurs locaux et le licenciement injustifié de centaines d'employés. Le gouvernement de Pinochet fut alors menacé de boycott et d'autres sanctions au niveau international, ce qui aurait signé l'arrêt de mort de la stratégie d'exportations prônée par les technocrates libéraux du régime. Concernant les relations du mouvement syndical international avec leurs pairs chiliens, pendant cette période Cf. Campero, Guillermo, *El sindicalismo internacional y la redemocratización de Chile*, Santiago, Centro de Estudios del Desarrollo CED, 1984.

Ainsi, même si la pression internationale, en particulier celle exercée par les Etats-Unis et l'AFL-CIO[580], obligea le régime à mettre en place cette réforme censée favoriser les travailleurs, elle ne fit, en définitive, que fragiliser les instances d'association et de négociation. En effet, le principe de négociation collective fut rétabli, mais le rôle des syndicats fut extrêmement réduit. L'affiliation à ces derniers devint volontaire. Dans le même temps, la négociation par branche ou secteur (*rubro*) fut interdite, ce qui revenait à cantonner ces négociations au niveau de chaque entreprise et éviter ainsi toute coordination intersyndicale ou interprofessionnelle. Les grèves furent limitées à soixante jours par an, à la suite de quoi le contrat de travail de l'employé-gréviste était automatiquement annulé et les indemnités de licenciement suspendues. Le remplacement des travailleurs en grève fut également autorisé par le biais de l'embauche de "casseurs de grève"[581]. Pour les réformateurs du régime militaire, la liberté syndicale ainsi que la négociation collective centrée sur l'entreprise et sur le marché, représentaient donc les piliers de la nouvelle législation. D'après Patricia Olave[582], l'essentiel était à leurs yeux que le syndicalisme ne devance jamais la politique afin de ne pas menacer l'ordre social et économique :

> « La modernisation du monde du travail allait devenir un point essentiel d'un modèle économique et social fondé sur la liberté des personnes. Le président Pinochet confia la construction de ce modèle à un groupe de professionnels, en majorité des économistes, qui possédaient une même confiance dans le libre marché. De plus, nombre d'entre nous se sentaient unis par une expérience commune au sein de l'École d'économie de l'Université Catholique. C'est l'influence de cette équipe libérale qui fit la différence entre ce qu'aurait pu être un gouvernement militaire latino-américain de plus, comme tant de régimes entrés sans peine ni gloire dans l'histoire, et un régime autoritaire qui, paradoxalement, utilisa son immense concentration de pouvoir politique pour produire la plus grande déconcentration de pouvoir économique et social jamais connue au Chili (José Piñera) »[583].

---

[580] Fédération Américaine du Travail et Congrès d'Organisations Internationales. En anglais, le sigle AFL-CIO signifie : *American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations*. Créée en 1955, cette institution est reconnue comme étant la plus grande confédération d'organisations syndicales des Etats-Unis et du Canada. Elle réunit en effet plus de 10 millions de travailleurs.

[581] "Esquiroles" en espagnol argotique ou encore "strike-breakers" en anglais.

[582] Olave-Castillo, Patricia, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía*, México, Universidad Nacional Autónoma de México. Ediciones El Caballito S.A., 1997, p. 139.

[583] Piñera, José, *La revolución laboral en Chile*, Zig-Zag, 1991, p. 6 ; « La modernización laboral iba a ser una parte clave de un modelo económico y social fundado en la libertad de las personas. El Presidente Pinochet confió la construcción de este modelo a un grupo de profesionales, la mayoría de ellos economistas, que compartían una misma confianza en el libre mercado. Muchos nos sentíamos unidos además por una experiencia común en la Escuela de Economía de la Universidad Católica. Fue la influencia de este equipo liberal la que hizo la diferencia entre lo que pudo haber sido un gobierno militar latinoamericano más, como tantos que entraron sin pena ni gloria a la historia, y un régimen autoritario que paradojalmente utilizó su inmensa concentración de poder político para producir la mayor desconcentración de poder económico y social jamás ocurrida en Chile (José Piñera) ».

Le rôle du gouvernement dans le réajustement des salaires, question essentielle dans le modèle de l'État de compromis, disparut presque complètement avec ce nouveau schéma. Le pouvoir exécutif continua simplement de participer à la négociation portant sur les rémunérations du secteur public et la fixation du salaire minimum. Les restrictions à la création de syndicats dans des entreprises de moins de cinquante salariés diminuèrent radicalement le nombre et l'influence de ces derniers. De plus, les accords négociés de manière collective entrèrent seulement en vigueur pour les travailleurs ayant préalablement souscrit à l'accord. Ce principe limita donc fortement les bénéfices escomptés des négociations et produisit surtout des divisions entre les employés. La possibilité de former divers syndicats au sein d'une même entreprise entraîna ainsi une perte de pouvoir de ces derniers face aux patrons – notamment au moment d'entamer des négociations:

> « Malgré les avancées observées au cours du second quinquennat des années 1980, à la fin du régime autoritaire, les syndicats représentaient seulement 11% de la force de travail, soit moins de la moitié du pourcentage relevé sous Allende. De plus, les syndicats devinrent plus petits, et leur moyenne passa de 140 membres par syndicat en 1972, à 71 membres en 1989 »[584].

Finalement, à partir de 1982, l'indexation des salaires du secteur privé et l'égalisation des réajustements du secteur public sur le privé furent éliminées. Les salaires furent donc soumis au libre jeu des forces du marché et de la décision des entreprises concernées. Le "Plan du Travail" mit fin également au système de négociation tripartite (travailleurs-gouvernement-patrons) en vigueur depuis le dernier Code du travail de 1931[585]. L'État favorisait en effet la création de postes d'inspecteurs fiscaux contrebalançant le faible poids des travailleurs en leur offrant la protection des pouvoirs publics. Les nouveaux décrets engendrèrent un système dans lequel les inspecteurs de l'Etat disposaient d'un pouvoir restreint et d'une

[584] Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile : De la Unidad Popular a la Concertación", *Revista de Ciencia Política*, Vol. 23, nº 2, 2003, p. 151 ; « A pesar de los avances en el segundo quinquenio de los ochenta, los sindicatos al fin del régimen autoritario solamente representaron al 11% de la fuerza de trabajo, menos que la mitad del porcentaje bajo Allende. Además, los sindicatos llegaron a ser más pequeños, cayendo desde un promedio de miembros en cada sindicato de 140 en 1972 a 71 en 1989 ».

[585] En 1927, la nouvelle législation du travail commença à être appliquée. La grande diversité des lois concernant le travail, des règlements et décrets liés à son application, rendit nécessaire la constitution d'un seul corpus légal pour faciliter son étude, sa divulgation et son application. Le 6 février 1931, le Congrès National approuva le Code du travail refondu en un seul texte, quatorze lois et décrets liés au monde du travail (consulter *Memoria Chilena* : www.memoriachilena.cl). Sur le Code du travail de 1931 ainsi que sur le contexte social et politique dans lequel il fut promulgué, voir : Rojas Flores, Jorge, *La dictadura de Ibáñez y los sindicatos: (1927-1931)*, Santiago, DIBAM, 1993.

faible capacité d'intervention[586]. Qui plus est, les tribunaux du travail disparurent complètement de la législation chilienne[587].

D'une manière générale ce « plan » d'organisation du travail ne se traduisit en aucune façon par un code du travail unifié mais bien plutôt par un ensemble de décrets-lois adoptés sur une période de quatre ans. Il s'agissait d'un effort soutenu visant à adapter le marché du travail et les relations de travail à un régime de libre marché "flexibilisé" (*flexibilizado*). Ce projet fut également destiné à assujettir les travailleurs et leurs organisations, sous couvert d'un ajustement aux besoins d'une économie compétitive orientée vers l'extérieur.

D'après Peter Winn, le "Plan du Travail" avait pour objet de favoriser les entreprises en diminuant le coût de la main-d'œuvre et en augmentant la flexibilité prévalant lors de licenciements ou d'embauche de personnel[588]. Le pouvoir des organisations syndicales était en outre fragilisé, ce qui ne leur permettait pas de défendre les intérêts de leurs membres d'une manière satisfaisante. L'objectif principal des technocrates du régime de Pinochet était donc de créer un libre marché du travail en accord avec les réformes économiques menées dans le pays. D'un point de vue pratique, cette situation contribua à soumettre totalement les travailleurs aux forces du marché et au contrôle de leurs employeurs.

La réforme du système de retraite

Ce point est probablement l'un des aspects de la transformation économique du Chili qui a provoqué le plus de débats et de publications – au niveau mondial – ces trente dernières années.

Le régime militaire tira parti de la conjoncture favorable du début des années 1980 pour instaurer un nouveau système de retraite, fondé uniquement sur la cotisation des personnes à la capitalisation individuelle[589]. Même s'il existait des modèles similaires, ainsi aux Etats-Unis, ils ne constituaient pas un système de base comme c'était le cas au Chili :

> « Ce modèle de contributions définies se consolide comme système complémentaire dans divers pays développés. De sorte qu'au début de l'année 1980, lorsqu'est promulgué le DL 3.500 (décret loi) établissant les AFP[590], des fonds de pension de cotisations définies existaient déjà de par le monde. Le

[586] S'y ajoute la réduction considérable du personnel et du budget de la "Direction du travail" (bureau public chargé de la fiscalisation du Code du travail) sous le régime militaire.
[587] Winn, Peter, *Victims of the chilean miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002*, London, Duke University Press, 2004, p. 35.
[588] *Ibíd.*, p. 35.
[589] La réforme fut menée à bien par le biais du décret-Loi 3.500 de 1981.
[590] Administrateurs de fonds de pensions (AFP).

> modèle chilien en tant que tel ne constitue donc pas une originalité. Aucun pays au monde ne l'avait néanmoins utilisé comme régime de base, et là réside sa seule originalité. Nous devons également prendre en compte le fait que l'implantation de ce nouveau régime a été réalisée dans une période historique pendant laquelle il n'existait guère de contrepoids politique et dans un contexte de restructuration de l'économie suivant un modèle expérimental »[591].

Ces changements mirent fin à l'idée d'un système solidaire par répartition, dans lequel les générations de travailleurs actifs financent le paiement de la retraite des plus anciennes générations désormais hors du monde du travail, modèle alors en vigueur dans un grand nombre de pays. Par conséquent, le Chili fut pionnier dans le changement de ce paradigme au niveau mondial et en ce qui concerme la privatisation du système de retraite. Il est toutefois évident qu'une transformation de cette envergure ne s'est faite qu'au prix d'une démobilisation complète des différents acteurs sociaux, démobilisation obtenue dans le contexte d'un régime militaire autoritaire qui obviait à toute tentative d'opposition organisée.

Le nouveau système de retraite – dont la conception reflète les principes les plus purs du libéralisme économique – fut ainsi imposé à partir de 1980. Les libéraux arguaient en effet que l'ancien système ne pourrait se maintenir dans le temps et honorer les retraites promises sans générer un énorme déficit fiscal[592]. D'après Stallings, les réformes avaient pour objectif d'augmenter les retraites en fonction des retours-variations du marché, d'éliminer les pensions fondées sur l'ancienneté du salarié ainsi que pour des groupes déterminés, et d'établir les cotisations sur la base des rémunérations réelles perçues par les travailleurs tout au long de leur vie active[593]. Les réformateurs prétendaient également incorporer des mécanismes d'ajustement en fonction des changements démographiques et atténuer les pressions politiques concernant l'usage des fonds en privatisant leur gestion. Mais l'ambition première était d'en finir avec le système de "répartition" et de le remplacer par celui de la

---

[591] Arellano Ortíz, Pablo, "Las AFP's no son un producto de exportación verdaderamente chileno", *Associazione per gli Studi Internazionali e Comparati sul Diritto del lavoro e sulle Relazioni Industriali*, Working Paper nº 45, 2007, p. 3 ; « Este modelo de contribuciones definidas se consolida como sistema complementario en diversos países desarrollados. De esta manera, a inicio del año 1980, cuando es promulgado el DL 3.500 estableciendo las AFP, en el mundo ya existían fondos de pensión de cotizaciones definidas, por lo que el modelo chileno como tal no es original. Sin embargo, ningún país en el mundo lo había utilizado como régimen de base, y ésta puede ser su única originalidad. Debemos considerar, a su vez, que la implantación de este nuevo régimen se logra gracias a un período histórico en que no existía un contrapeso político y donde, además, reestructuró nuestra economía con un modelo experimental ».

[592] L'un des ouvrages les plus connus pour son apologie de la réforme prévisionnelle fut écrit par José Piñera, ministre du Travail sous le régime militaire (1978-1980) et principal promoteur de cette initiative. Nous y trouvons notamment, et de de manière détaillée, les principaux arguments en faveur du nouveau système ainsi qu'une critique impitoyable des systèmes de retraite par répartition. Piñera devint ainsi, en particulier à partir des années 1990, l'un des principaux activistes internationalement reconnus, en faveur du modèle de capitalisation individuelle : Piñera, José, *El cascabel al gato : la batalla por la reforma previsional*, Zig-Zag, 1991.

[593] Stallings, Barbara, *Op. cit.*, p. 41.

“capitalisation individuelle”. Chaque travailleur devait alors cotiser sur un compte personnel obligatoire censé financer sa retraite grâce aux investissements réalisés par l’entreprise administrant ses fonds. Un composant fiscal fut ensuite ajouté au noyau central du modèle, afin de financer les retraites des personnes handicapées, des indigents et des personnes ne pouvant bénéficier d’une retraite minimale légale[594]. Comme le définit fort bien Hernán Büchi, ancien ministre des Finances du régime militaire, et grand défenseur du nouveau système :

> « Le nouveau système de retraite, fondé sur le principe de liberté, repose sur la responsabilité individuelle de chaque travailleur. Il relève de sa propre capacité à épargner, à gérer son compte individuel, et à laisser à l’AFP, entité administrative dûment régulée, le soin de gérer ses fonds [sic]. (…) L’intérêt de cette réforme réside non seulement dans l’introduction de l’efficacité, de la rationalité et de la justice dans un domaine très sensible pour le bien-être d’une société, mais également dans la création d’un énorme marché privé de capitaux »[595].

La gestion des comptes individuels de chaque employé fut donc laissée aux mains des administrateurs de fonds de pensions (AFP), auxquels les nouveaux travailleurs étaient contraints de verser leurs cotisations de manière obligatoire à partir du moment où la réforme fut lancée. Seuls les anciens cotisants eurent le choix, à partir de 1981, entre rester sous l’ancien système de répartition ou changer en passant au nouveau[596]. Quant au gouvernement, il se réserva un rôle important dans la régulation du nouveau marché prévisionnel, de même que dans la gestion globale du système en faveur des groupes sociaux les plus défavorisés. L’État assumait donc – et finance encore aujourd’hui – les prestations des personnes ayant préféré rester dans l’ancien système, destiné désormais à disparaître, aucun nouveau contributeur n’ayant été accepté une fois la réforme lancée. Entre 1981 et

---

[594] *Ibíd.*, p. 41.

[595] Büchi, Hernán, *La transformación económica de Chile. Del estatismo a la libertad económica*, Bogotá, Editorial Norma, 1993, p. 112 y 114 ; « El nuevo sistema de pensiones, cuyo valor básico es la libertad, está fundado en la responsabilidad individual de cada trabajador, reflejada?? en su propio esfuerzo de ahorro y en su cuenta individual, y en la administración privada de los fondos por parte de entidades administradores debidamente reguladas, que son la AFP… Lo interesante de la reforma es que, aparte de introducir eficiencia, racionalidad y justicia en un área muy sensible al bienestar de una sociedad, también creaba un mercado privado de capitales de proporciones ».

[596] Le décret-loi 3.500 établit l’affiliation obligatoire à compter du 1er janvier 1983 pour les personnes entrant pour la première fois sur le marché du travail. Les personnes déjà affiliées aux anciens systèmes (en grande majorité de répartition), eurent la possibilité de choisir entre le nouveau et l’ancien système, avant l’entrée en vigueur de la réforme.

1997, le coût total de cette mesure endossée par l'État fut estimé à près de 126% du PIB chilien[597].

La force attribuée au nouveau système résidait dans la concurrence existant entre les différentes AFP présentes sur le marché, concurrence destinée à rentabiliser les fonds créés à partir des cotisations obligatoires des travailleurs. Ceux-ci y contribuaient généralement à hauteur de 10% de leur salaire. Pour chaque contribution, une partie était captée par chaque AFP au titre de commission pour la gestion des fonds (2%). Un pourcentage additionnel était prélevé pour l'assurance invalidité (1%). Cette somme s'élevait approximativement à 13% des rémunérations perçues par les salariés chiliens. En théorie, l'employé pouvait changer d'AFP sans aucune restriction, transférant ainsi ses fonds "à volonté" d'un administrateur à un autre. L'individu devait se transformer – en principe – en un petit investisseur de son propre capital, lequel pouvait être déplacé en toute liberté, en accord avec les bilans et les bénéfices publiées par les différents administrateurs de fonds de pensions[598]. Pour ce faire, le travailleur devait être informé des mouvements réalisés par son AFP dans les diverses instances d'investissement disponibles et de leurs conséquences, en particulier sur le marché de l'actionnariat local. En définitive, les créateurs du système parièrent sur l'adoption par les salariés du modèle de libre marché par le biais de la gestion des fonds de pensions. Une nouvelle modalité de "capitalisme populaire"[599] commença alors à faire parler d'elle.

Depuis sa création en 1981, le système passa par diverses réformes, en particulier celles qui concernèrent les possibilités de gestion et d'investissement des fonds de la part des AFP. Pour autant, les fondements du système restent inchangés. Les principales critiques au système invoquent sa faible couverture sociale et les coûts d'administration des AFP. Ces

---

[597] Riesco, Manuel & Fazio, Hugo, "Las Administradoras de Fondos de Pensiones (AFP), Chilenas", *New Left Review*, nº 223, 1997, p. 90-100.

[598] On trouve ici l'un des piliers idéologiques des économistes néo-classiques formés à la théorie du choix rationnel (*Rational Choice*). En termes généraux, cette théorie explique que les individus (en tant qu'entités privées) prennent toujours les meilleures décisions et les plus rationnelles au niveau individuel mais pas au niveau collectif. L'application pratique de cette idée en économie pose que l'individu recherche, rationnellement, le meilleur profit parmi les options offertes par le marché. Si cela se révèle impossible, par manque d'information ou du fait de déficiences culturelles, il sera toujours préférable qu'une entité privée décide pour lui et non pas l'État. On peut notamment lire sur ce sujet : Arnsperger, Christian & Varoufakis, Yanis, "What Is Neoclassical Economics?", *Post-autistic economics review*, nº 38, Julio 2006, p. 2-12. Pour une vision plus contemporaine du concept, nous conseillons la lecture suivante : Boylan, Thomas & Gekker, Ruvin, *Economics, Rational Choice and Normative Philosophy*, Routledge, 2008.

[599] D'après Hugo Fazio, entre 1984 et 1989, furent mises en œuvre des privatisations dont le montant atteignit 1.507 millions de dollars, soit 5% du PIB de 1990. Pendant cette période le concept de "capitalisme populaire" fut largement utilisé. Il fut effectivement question d'étendre l'accès à la propriété, de la démocratiser. Les faits, en revanche, démontrèrent que cette voie conduisit finalement à accentuer la concentration de capitaux contrôlés par une élite. Les titres qualifiés de "capitaux populaires" furent rapidement acquis par de grands acteurs économiques Cf. Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza en Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 1997. Voir aussi : Fazio, Hugo, *Mapa de la extrema riqueza al año 2005*, Santiago, LOM Ediciones, 2005.

deux éléments constituent les problèmes centraux d'un modèle inédit à l'époque, et qui, récemment, a été exporté dans divers pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Il est même à l'étude dans certains pays du "premier monde" qui tentent de concevoir au mieux les différentes réformes des systèmes de retraite afin de les appliquer dans un futur proche :

> « Le principal problème du système AFP consiste en ce qu'environ 40% des travailleurs chiliens ne sont affiliés que théoriquement. Dans la pratique, ils ne cotisent à aucun système. Comme cette situation se présente très fréquemment dans les secteurs les plus pauvres de la population, cela signifie, ni plus ni moins, qu'au moins un travailleur chilien à faible revenus sur deux, ne bénéficie tout simplement pas des bénéfices, réels ou supposés, du si applaudi système d'AFP »[600].

Un élément important à souligner est que cette réforme prévisionnelle chilienne généra un immense actif de capitaux, que les groupes économiques locaux utilisèrent pour prendre le contrôle des grandes entreprises de l'État, privatisées à partir de la seconde moitié des années 1980[601]. La structure de la propriété au Chili fut alors profondément modifiée par l'irruption des AFP qui commencèrent à gérer des fonds gigantesques. Puis le secteur bancaire et les AFP s'unirent progressivement, creusant de manière significative l'écart de l'inégalité au Chili produit par la création des plus grands pôles de concentration de la richesse jamais observés dans le pays[602].

D'autre part, l'énorme épargne prévisionnelle obligatoire générée par les AFP contribua à élever les taux d'épargne nationale et à maintenir une immense quantité de capital disponible en vue d'investissements dans le pays, et dans des projets toujours plus nombreux

---

[600] *Ibíd*, p. 7 ; « El principal problema del sistema AFP consiste en que alrededor de un 40% de los trabajadores chilenos están afiliados al sistema sólo desde el punto de vista formal, puesto que, en la práctica, no cotizan en el mismo ni en ninguna otra parte. Puesto que esta situación se presenta con mayor frecuencia en los segmentos más pobres de la población, ello significa, ni más ni menos, que por lo menos uno de cada dos de los trabajadores chilenos de menores ingresos simplemente no participa de los beneficios, reales o supuestos, del tan aclamado sistema de AFP ».

[601] Les "groupes économiques" étaient des conglomérats qui se distinguaient par le contrôle détenu par un actionnaire (ou un groupe d'actionnaires) sur diverses sociétés d'investissement ou "sociétés de papier", lesquelles, à leur tour, se révélaient être les actionnaires de banques et d'institutions financières non bancaires. Ce système est comparable à celui des entreprises qui participent à la production de biens et de services appelées "entreprises avec cheminée". Voir : Barandiarán, Edgardo & Hernández, Leonardo, "Origins and resolution of a banking crisis : Chile 1982-86", *Central Bank of Chile Working Papers*, nº 57, 1999, p. 5. Voir également : Paredes, Ricardo & Sánchez, José Miguel, "Organización industrial y grupos económicos : el caso de Chile", (trabajo no publicado), 1994, p. 1-35. Pour une vision critique des groupes économiques au Chili, voir : Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza en Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 1997, et Mönckeberg, María Olivia, *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Santiago, Ediciones B, 2001.

[602] Pour une intéressante analyse à long terme sur la distribution du revenu au Chili entre 1973 et 2005, consulter : Ffrench-Davis, Ricardo, "La distribución del ingreso en Chile : deuda pendiente", *Quórum. Revista de Pensamiento Iberoamericano*, nº 14, 2006, p. 153-160 ; Larrañaga, Osvaldo, "Distribución de ingresos : 1958-2001" dans Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.),*Op. cit.*, p. 295-329.

à l'étranger. Comme le remarque José Pablo Arellano, même si le modèle chilien de fonds de pensions est assez critiquable, il convient de lui reconnaître une qualité indiscutable : son adéquation et sa constante adaptation à la situation économique du pays. Ces mérites ont effectivement été démontrés au fil des réformes venues modifier le système, même si elles ne sont pour l'instant pas parvenues à éviter l'écueil de la faible couverture sociale et du coût élevé pour les usagers et pour l'État. Celui-ci doit finalement assurer le versement d'un grand nombre de retraites minimales et subventionner de manière indirecte le système privé des AFP.

Au-delà des analyses macroéconomiques et des bénéfices issus du marché des capitaux, le grand défi du système de retraite chilien demeure par conséquent sa capacité à réaliser ce pour quoi il fut créé : le paiement des retraites promises. Ce résultat sera visible lorsque la première génération de travailleurs chiliens concernée prendra sa retraite avec le nouveau système, à l'horizon 2020.

La réforme de la santé

La transformation du système de santé chilien à partir des années 1980 ne fut pas autant plébiscité et n'obtint pas les mêmes résultats que le système de retraite par capitalisation individuelle[603]. Cette réforme altéra en effet profondément la structure de la couverture médicale au Chili[604]. De toute évidence, un changement idéologique profond (provenant de l'un des principes défendus par les économistes libéraux orthodoxes) modifia la structure sociale en remplaçant un droit social acquis par une prestation de services soumise au marché[605]. Le nouveau système s'est cependant appuyé à ses débuts sur deux piliers : celui

[603] Les réformes menées à bien sous le régime militaire (1973-1990) visaient essentiellement à la décentralisation du système et au développement du secteur privé. Cette décentralisation se manifesta par un processus de diminution de la concentration des activités et par un transfert du système de caisse primaire du pouvoir central vers les municipalités.

[604] En 1974, l'État chilien contribuait à hauteur de 61% aux dépenses de santé publique et les contributeurs apportaient alors les 19% restants. En 1989, l'État restreignit son apport à 17%, alors que les cotisants l'augmentèrent et financèrent 81% des dépenses. L'apport du patronat, quant à lui, fut réduit de 19% en 1974 à seulement 1,6% en 1989, sur la base d'une contribution volontaire. Ces chiffres sont issus de : Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile I. Estado, legitimidad, ciudadanía*, Santiago, LOM, 1999, p. 112.

[605] « Entre 1932 et 1973, l'existence de régimes libéraux démocratiques, l'expansion des droits politiques et la croissante mobilisation et participation sociale, favorisèrent un accès plus massif à l'assistance médico-sanitaire, ainsi que l'élargissement des politiques publiques. La profession médicale subit d'importants changements la première réforme ayant permis le développement du marché du travail médical. Vers 1930, le secteur médical s'organisa professionnellement. À partir de la seconde moitié du XXème siècle, fut créé le Service national de la santé (SNS), avec ses avantages et ses exclusions, ainsi que le Collège Médical qui contribua à renforcer la capacité de la profession médicale à exercer une pression politique. Vers le milieu des années 1960, le SNS présentait un degré d'efficience acceptable, ainsi que de capacité technique et de d'impact sur la population. 90% des médecins avaient des liens contractuels avec le système public, bien qu'avec des journées partielles de travail. À noter également, une concentration des médecins dans la capitale du Chili

de la solidarité gérée par le système public, et un autre, privé, géré par les entreprises d'assurance. Il reste que le système public, qui ne pouvait instaurer de discriminations, fut contraint d'absorber les coûts immenses générés par la prise en compte des revenus les plus faibles et des problèmes de santé les plus importants. Les prestataires de services de santé privés – autorisés quant à eux à établir des critères d'exclusion pour leurs assurés selon leur taux de sinistralité – profitèrent alors de la conjoncture pour regrouper les groupes sociaux possédant à la fois les plus hauts revenus et le meilleur indice santé.

Le modèle sanitaire créé par le régime militaire permit ainsi d'orienter les cotisations des travailleurs vers deux systèmes d'assurance complètement différents. Les employés avaient donc le choix de l'assurance publique ou des assurances fournies par les entreprises privées. Les indigents et les personnes ayant de très faibles ressources ne disposaient pas de ce choix. Ne parvenant pas à payer une cotisation mensuelle, ils furent immédiatement pris en main par le système étatique, et bénéficièrent alors d'une prise en charge gratuite aussi bien dans les centres municipaux d'attention primaire (*policlínicos*) que dans les hôpitaux publics, qui se trouvaient parfois dans des conditions matérielles plutôt précaires. L'élément solidaire n'existait que dans le système public, pour les personnes sans salaire ou percevant de moindres revenus, et non dans le secteur privé qui possédait ses propres installations et réseaux de prestataires de services. En définitive, le système public assura la protection de la population ne présentant aucun intérêt financier pour le système privé, sans que ce dernier ait à participer de quelque manière que ce soit à cette subvention indirecte. De sorte que les travailleurs qui cotisaient dans le système public en viennent à subventionner les indigents, ce qui n'est pas le cas des personnes qui cotisent *via* le système privé.

(Santiago). Les problèmes de financement et de fonctionnement du SNS divisèrent les médecins entre ceux qui défendaient une médecine plus sociale et ceux qui privilégiaient la pratique privée » ; « Entre 1932 y 1973, la existencia de regímenes liberales democráticos, la expansión de los derechos políticos y, la creciente movilización y participación social, favorecieron un mayor acceso a la asistencia médico sanitaria y la expansión de las políticas públicas. La profesión médica sufrió cambios importantes ya que la primera reforma amplió el mercado de trabajo médico. Hacia 1930 el sector médico se organizó profesionalmente. A mediados del siglo XX se crea el Servicio Nacional de Salud (SNS) con sus beneficios y sus exclusiones, y se funda el Colegio Médico que contribuye a fortalecer la capacidad de la profesión médica para ejercer presión política. A mediados de los años sesenta, el SNS presentaba un aceptable grado de eficiencia, de capacidad técnica y de cobertura. El 90% de los médicos tenían vínculos contractuales con el sistema público, aunque con jornadas parciales de trabajo y concentración de médicos en la capital de Chile (Santiago). Los problemas de financiamiento y funcionamiento del SNS dividieron a los médicos entre quienes propugnaban una medicina más socializada y aquellos que privilegiaban la práctica privada ». Consulter : Labra, María Eliana, "El sistema de salud de Chile : reformas del pasado, dilemas del presente", *Salud y Cambio*, Vol. 6, nº 23, 1997, p. 7-22.

Avant la réforme, le secteur de la santé était presque uniquement administré par l'État[606], qui finançait la couverture médicale de la grande majorité de la population. Les personnes possédant des moyens économiques suffisants pour se prendre en charge s'excluaient donc volontairement. Le système public comptait un énorme réseau d'hôpitaux et de services d'attention primaire coordonnés par le biais du Service national de la santé (SNS) [607] qui dépendait du ministère de la Santé. Le secteur privé couvrait principalement les particuliers qui n'étaient affiliés à aucun système prévisionnel. En général, le système était financé par le Service médical national des employés (*Servicio Médico Nacional de Empleados* ; SERMENA), qui captait les apports prévisionnels des employés du public comme ceux provenant des diverses caisses privées de prévision, sans compter un pourcentage en espèces perçu sur le versement effectué par chaque affilié au moment d'accéder à un soin (*copago*). Il s'agissait véritablement d'un système complémentaire, qui reposait sur le principe de solidarité entre les divers groupes sociaux.

Dans la seconde moitié des années 1970, le régime militaire ordonna de séparer administrativement l'attention primaire de la santé du reste du système, la laissant entre les mains des municipalités et l'isolant ainsi du SNS. Selon Barbara Stallings[608], cette "municipalisation" ("*municipalización*")[609] de la santé primaire est la première étape d'une réforme dont la disposition majeure fut appliquée en 1981, lorsque fut autorisée la participation du secteur privé au financement comme dans la prestation de l'attention médicale[610]. Les Institutions de santé prévisionnelle (ISAPRE) furent ainsi créées et en vinrent à concurrencer le Fonds national de la santé (FONASA), institution d'Etat à caractère solidaire récemment instaurée. Un système hybride émergea alors, comportant une branche privée et une autre publique, en concurrence pour le nombre d'affiliés et la captation des cotisations mensuelles des travailleurs. Le système contribua également à faire diminuer

[606] Environ 90% des soins hospitaliers et autour de 85% des soins ambulatoires étaient effectués dans le cadre étatique. Titelman, Daniel, "Las reformas al sistema de salud: desafíos pendientes", dans Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Op. cit.*, p. 264.

[607] Le Service national de la santé fut créé en 1952, et réunit divers organismes publics qui fournissaient les services de santé. Le SNS se transforma pratiquement en une entreprise nationale avec près de 120.000 fonctionnaires. Son réseau d'assistance eut une portée considérable au niveau géographique et humain.. Entre 1952 et 1973, la gestion politique, économique et organisationnelle appliquée au secteur fit l'objet d'une planification centralisée ; source : Document UNEDI (*Colegio Médico de Chile*).

[608] Stallings, Barbara, *Op. cit.*, p. 43.

[609] Ce processus de transfert de l'attention primaire aux municipalités s'accentua vers 1980. Il prit seulement fin en 1987. Néanmoins, même si les établissements continuèrent à faire partie du Système national des services de santé (SNSS), le contrôle, la gestion, l'équipement et le personnel demeurèrent sous la responsabilité des communes.

[610] D'après Daniel Titelman, et selon la logique des technocrates du régime militaire vis-à-vis de la réforme prévisionnelle, en février 1981 fut promulgué le décret-Loi nº 3.626 autorisant la participation du secteur privé dans l'administration du financement et dans le développement de systèmes privés d'attention médicale.

l'apport de l'Etat à la faveur des contributions directes des travailleurs. Celles-ci augmentèrent effectivement de 4% dans le cadre de l'ancien modèle et de 7% dans le nouveau :

> « Ces réformes structurelles de la santé furent accompagnées de changements importants dans les sources de financement du secteur. Celles-ci aboutirent à la réduction de l'apport fiscal et à l'augmentation du financement par les cotisations et les co-paiements [*copagos*] [sic]. En raison d'un climat économique de récession au début de la décennie considérée (1980), et d'une disponibilité réduite des ressources humaines, physiques et opérationnelles (matériel et médicaments) dans le système public de santé, l'accès à la santé de la population aux revenus moyens et bas se détériora »[611].

Un nouveau marché découlant des principes théoriques des technocrates libéraux du régime militaire fut ainsi créé,, marqué par des incitations à la concurrence. Le concept de citoyen de droits sociaux fut alors remplacé par l'idée d' "usagers" et de "prestations". Le système fut conçu afin de permettre à la population de décider soit de confier sa cotisation mensuelle au système public (FONASA), soit de s'en remettre aux assurances privées (ISAPRES). Ces dernières fonctionnent selon le critère de solvabilité et de "taux de sinistralité" (*siniestralidad*) de chaque contributeur[612]. Le montant à payer et la couverture de santé allouée dépend donc de l'âge de la personne et des divers risques associés à ses conditions de travail ainsi qu'à ses antécédents médicaux[613]. Une séparation fut ainsi établie entre les personnes qui pouvaient avoir accès à une couverture médicale satisfaisante, et celles qui ne le pouvaient en aucune manière. Le pilier « solidarité », qui soutenait précédemment le modèle d'État de compromis, s'effondra alors :

---

[611] Lenz, Rony, "Proceso político de la reforma AUGE de salud en Chile : algunas lecciones para América Latina. Una mirada desde la economía política", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 38, 2007, p. 6 ; « Estas reformas estructurales de la salud fueron acompañadas de cambios importantes en las fuentes de financiamiento del sector que derivaron en una reducción del aporte fiscal y un incremento del financiamiento a través de cotizaciones y copagos. Lo anterior, sumado al ambiente económico recesivo que se vivió a inicios de dicha década (1980), y la menor disponibilidad de recursos humanos, físicos y de operación (insumos y medicamentos) en el sistema público de salud, deterioró el acceso de la población de ingresos medios y bajos a la atención de salud ».

[612] Le taux de sinistralité est une notion d'assurance. C'est un ratio financier entre le montant des sinistres à dédommager et celui des primes encaissées. Source : Wikipedia, disponible sur : http://fr.wikipedia.org/wiki/Sinistralité (consulté le 24/10/2009).

[613] D'après l'analyse de Rony Lenz, au manque intrinsèque d'équité s'ajouta le fait que cet arrangement institutionnel permettait que le risque élevé (principalement attribué à la population de plus de 65 ans, aux malades chroniques et incurables), qui n'était pas rentable de couvrir pour les ISAPRE, soit absorbé par le FONASA – par une sorte de réassurance implicite ; Lenz, Rony, *Op. cit.*, p. 6.

Sources de financement de la santé, 1974-1989

Origine des ressources	1974 %	1980 %	1989 %	Variation 1989-1974 %
État	68	55	35	-49
Contributions	16	32	45	180
Co-paiements [sic]	10	13	15	50
Autres	6	-	5	-17
Total	100	100	100	-

Source : ministère de la Santé du Chili (1992).

> « L'existence d'une assurance solidaire comme le FONASA, qui jouait en dernière instance le rôle de prêteur, couplé à l'ISAPRE chargée d'évaluer les risques, conduisirent, dans le modèle chilien, à un accès aux services de la santé déterminé par les niveaux de revenu de la population et leur probabilité de tomber malade. Dans ce contexte, le FONASA rassemble les personnes aux moindres revenus et aux risques médicaux les plus élevés, alors que l'ISAPRE attire les personnes aux revenus élevés et aux risques plus faibles. Cette segmentation de la population, produit du fonctionnement du mélange public-privé en vigueur au Chili, influence de manière négative l'équité du système »[614].

Les principaux problèmes inhérents au système résident néanmoins dans la différence quant à l'offre de couverture des services de santé entre le système public et le privé, et dans le fait que le transfert indirect de fonds se réalise au bénéfice du second[615]. De surcroît, les ISAPRE peuvent modifier unilatéralement les contrats de santé ainsi que leur prix, ces derniers ayant une validité limitée[616]. Les différences de prix et de couverture peuvent ainsi s'avérer considérables entre les divers plans de santé, en fonction des risques médicaux (antécédents) associés à chaque personne. Ces procédures leur permettent même de refuser certains individus présentant un "taux de risque" élevé[617] :

[614] Titelman, Daniel, *Op. cit*, p. 6 ; « La existencia de un seguro solidario como el FONASA, que actúa como prestamista de última instancia unido a la capacidad de la ISAPRE para discriminar riesgos, han llevado a que en el modelo chileno el acceso a los servicios de salud esté determinado por los niveles de ingreso de la población y la probabilidad de enfermedad de las personas. En este contexto, el FONASA tiende a concentrar a las personas de menores ingresos y de mayores riesgos médicos, mientras las ISAPRE atraen a las personas de altos ingresos y bajos riesgos. Esta segmentación de la población, que se produce por el funcionamiento de la mezcla pública-privada vigente en Chile, impacta negativamente la equidad del sistema ».

[615] À propos des réformes libérales des systèmes de santé sur le continent, consulter Ugalde, Antonio & Homedes, Nuria, "Why neoliberal reforms have failed in Latin America", *Health Policy*, Vol. 71, nº 1, 2005, p. 83-96. ou Ugalde, Antonio & Homedes, Nuria, "Las reformas neoliberales del sector de la salud : déficit gerencial y alienación del recurso humano en América Latina", *Revista Panamericana de Salud Pública*, Vol. 17, nº 3, 2005, p. 202-209.

[616] En effet, aujourd'hui encore (2009), les plans de santé des ISAPRE ont une durée d'un an et peuvent être modifiés de manière unilatérale par l'entreprise, aussi bien au niveau de leur prix que de la couverture des prestations. Seule la Superintendance des ISAPRE (organisme de l'État) peut agir comme arbitre en cas d'abus.

[617] S'y ajoutent les critiques classiques faites à l'égard des ISAPRE en raison de la hausse injustifiée du nombre de plans, pour les coûts administratifs ou encore l'augmentation des co-paiements des usagers. De même, les plans de santé privés augmentent leurs tarifs en fonction de l'âge du cotisant, mesures, dans de nombreux cas, insoutenables pour les personnes du troisième âge, qui finissent alors par être "expulsées" vers le système public, précisément au moment où leurs dépenses médicales augmentent. Quelques critiques récentes du

> « Ressuscitant la vieille idée conservatrice selon laquelle seuls les pauvres et les indigents devaient bénéficier de la protection sociale de l'État, l'accès à l'assistance publique fut conçue selon la hiérarchisation suivante : (a) les segments les plus rentables doivent acheter des plans de santé sur le marché selon la préférence individuelle (b) les secteurs moyens peuvent opter pour un régime de libre choix du FONASA, avec des co-paiements variables selon le niveau du professionnel ; (c) les strates de faibles revenus sont prises en charge dans les services de l'Etat de manière gratuite, à condition de justifier de leur situation d'indigent, ou en payant, dans le cas contraire, un pourcentage en fonction de leurs revenus »[618].

À la fin du régime militaire, le système des ISAPRE n'était pas parvenu à se consolider comme alternative de santé pour la majorité des Chiliens. Vers 1990, les taux d'affiliation du système privé atteignaient à peine le quart de la population, la majeure partie étant encore sous le régime du FONASA. En revanche, le système privé – qui fonctionne en terme d'assurances de risque individuel – accentua la segmentation et la discrimination dans le système de santé chilien, en éliminant le composant solidaire de l'ancien modèle et en créant, de plus, un énorme écart, en matière de qualité de l'attention, entre le secteur public et le privé. Selon les spécialistes du sujet[619], l'élimination de la sélection des usagers en fonction du taux de risque pourrait être envisagée uniquement en cas d'évolution en faveur de systèmes d'assurances universels et intégraux, c'est-à-dire qui couvrent tous les citoyens, tout au long de leur vie.

La réforme de l'Éducation

La politique éducative mise en place par la dictature s'inspira des mêmes principes que les réformes précédemment analysées. Son objectif était d'instaurer des mécanismes de marché destinés à en finir avec la conception des droits sociaux acquis depuis 1940 et à les remplacer par des services essentiellement fournis par des agents privés[620].

---

système se retrouvent dans l'article suivant : Zambra, Darío, "Prueba de blancura", *La Nación*, 01/04/2007, p. 4-5 ; disponible sur : http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20070331/pags/20070331181408.html (consulté le 30 juin 2009).

[618] Labra, María Eliana, "La reinvención neoliberal de la inequidad en Chile : el caso de la salud", *Cad. Saúde Pública*, Vol. 18, nº 4, 2002, p. 1046 ; « Resucitando la vieja idea conservadora de que solamente los pobres e indigentes debían recibir protección social del Estado, el acceso a la asistencia médica quedó así estratificado : (a) los segmentos con mayores rendimientos deben comprar planes de salud en el mercado según la opción individual ; (b) los sectores medios pueden optar por el régimen de libre elección del FONASA, con copagos variables según el nivel del profesional ; (c) los estratos de bajas rentas son atendidos en los servicios estatales de forma gratuita mediante comprobante de la condición de pobreza, pagando, en caso contrario, un porcentaje de acuerdo a los ingresos ».

[619] Titelman, Daniel, *Op. cit.*, p. 291.

[620] Pour une analyse générale critique des réformes éducatives en Amérique latine en accord avec les processus d'ajustements structurels de l'économie : Torres, Carlos Alberto, "The State, Privatisation and Educational Policy : A Critique of Neo-Liberalism in Latin America and Some Ethical and Political Implications", *Comparative Education*, Vol. 38, nº 4, 2002, p. 365-385.

Les changements proposés comportaient un second objectif, aussi important que le premier. Il fallait démobiliser les secteurs sociaux ayant bénéficié des politiques de l'État développementaliste, en particulier celles liées à l'éducation. Les organisations d'étudiants et de professeurs étaient les plus concernées. Ces dernières avaient effectivement atteint un degré élevé de mobilisation sociale et politique à partir du lancement de la réforme éducative de 1965[621] par le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970), changements renforcés par le gouvernement socialiste de Salvador Allende (1970-1973)[622]. Cette réforme avait considérablement augmenté le nombre d'années de scolarité obligatoire (de 6 à 8), de même que le pourcentage de la population scolarisée. Dans la période 1964-1974, une hausse de la scolarisation de 35% à 48% chez les Chiliens âgés de 1 à 24 ans, put ainsi être observée. Par ailleurs, le degré élevé de mobilisation et de politisation des acteurs engagés dans l'éducation, surtout dans la gestion des établissements scolaires - en particulier dans le secondaire et à l'université – fut un élément crucial sous le gouvernement de l'Unité Populaire (1970-1973)[623].

Dans un premier temps, et jusque vers 1975, le régime militaire s'employa principalement à contrôler le système éducatif et à réprimer les groupes qu'il estimait politiquement dangereux pour la sécurité intérieure. Dans cette perspective, les établissements scolaires restèrent sous la tutelle du ministère de l'Intérieur et des autorités militaires. Le domaine éducatif était effectivement considéré comme un foyer potentiel d'"infiltration marxiste". Les corporations (*gremios*) et associations d'enseignants demeuraient sous le contrôle d'une organisation unique : le Collège des professeurs, structuré selon le modèle corporatiste avec des autorités désignées par le gouvernement militaire. En parallèle, les mouvements d'étudiants de l'enseignement secondaire et universitaire furent interdits et dissouts, exception faite de la PUC (*Pontificia Universidad*

[621] Núñez, Iván, *La Descentralización y las Reformas Educacionales*, Santiago, PIIE Serie Histórica, 1990, Chap. IV.
[622] Rubilar Solís, Luis, "La Escuela Nacional Unificada (ENU, febrero 1973)", *Extramuros*, nº 3, 2004, p. 56-65. Pour une vision critique concernant le projet d'École nationale unifiée du gouvernement de l'Unité Populaire : Salinas, Augusto, "El proyecto de una Escuela Nacional Unificada (ENU) de 1973 como antecedente del proyecto actual de una nueva LOCE", *Centro de Políticas Públicas*, Universidad del Desarrollo, Informe nº 7, 2007, p. 1-7.
[623] Reyes Del Villar, Soledad, *La revolución cultural de los años 60, vista a través del mayo francés y del movimiento estudiantil chileno*, Santiago, Tesis de Licenciatura en Historia de la Pontificia Universidad Católica de Chile, 1999.

Católica de Chile) dont la fédération estudiantine était déjà entre les mains du mouvement *gremialista* conservateur[624].

Une fois passée l'étape de contrôle et de dissolution des organisations sociales liées à l'éducation, le gouvernement militaire commença à mettre en œuvre le processus de dénationalisation et de réorganisation du système éducatif selon la stricte logique et rationalité du marché. D'après l'analyse de Carlos Ruiz[625], les principaux objectifs de ces réformes étaient doubles. Tout d'abord, il s'agissait d'accélérer la désarticulation de l'État social développementaliste, par le biais d'une diminution radicale des dépenses sociales, en particulier en matière d'éducation – dépenses qui représentaient jusqu'alors près de 20% du budget fiscal. Cette mesure s'accordait pleinement avec l'application du *traitement de choc* à l'économie chilienne (voir chapitre 3), ainsi qu'avec le démantèlement du modèle ISI, orientant alors l'éducation vers la formation de travailleurs qualifiés destinés à la production industrielle interne. En second lieu, la réforme visait à discipliner les acteurs sociaux participant au processus éducatif, avec une insistance particulière en ce qui concerne les organisations de professeurs et d'étudiants universitaires. Pour ce faire, il fallut détacher le professorat d'une fonction sociale et civique propre à l'État "inclusif" et "de compromis", pour la réorienter vers une prestation de services adoptant une logique de marché.

La conception de l'éducation comme investissement de capital humain incombant essentiellement aux familles et non à l'État marqua clairement les diverses mesures adoptées par le régime militaire à partir de 1979 et culmina avec la réforme éducative de 1981. Les écoles publiques commencèrent alors à être privatisées ou bien séparées de la tutelle directe de l'Etat et placées sous la responsabilité des municipalités. Ainsi, le professorat ne dépendait plus de l'État et passait directement sous contrôle des administrateurs municipaux ou définitivement privés. De cette manière, cette catégorie socioprofessionnelle vit la surveillance dont elle faisait l'objet renforcée et sa fonction réduite à celle d'un acteur économique prestataire de services. Elle perdit de fait une grande partie de cette force d'organisation qui s'était autrefois illustrée dans des actions collectives.

L'accent mis sur le caractère obligatoire et gratuit de l'éducation de base (soit les huit premières années d'études primaires), dans le but de transmettre un minimum de

[624] À propos des idées sous-jacentes au processus de privatisation de l'éducation chilienne, nous recommandons particulièrement la lecture de l'ouvrage suivant : Ruiz, Carlos, "Educación, Mercado y Privatización", Santiago, Universidad de Chile, 2003, http://www.uchile.cl/facultades/filosofia/Editorial/documenta/reflexunive/08.htm (consulté le 23/06/2009)
[625] *Ibíd.*, p. 2.

connaissances culturelles et de capacités productives à la population, constituait un autre élément fondamental de la réforme. En revanche, les études secondaires – et surtout l'enseignement supérieur – relevaient de la seule responsabilité économique des familles. Ces deux niveaux d'éducation, dont l'accès était tributaire de la capacité de paiement de chaque individu, cessèrent donc d'être à la portée de tous les citoyens :

> « Cela signifie également une rupture avec l'idée que l'éducation contribue à la formation de la citoyenneté, ce qui était, traditionnellement, la fonction de l'éducation secondaire. Plus encore, le principe d'égalité des chances est alors globalement abandonné, son champ d'application prenant fin au niveau de l'éducation élémentaire. Cet abandon du critère d'égalité des chances en matière d'éducation et le désengagement de l'État, renforce la discrimination et la sélection fondée sur des critères économiques »[626].

De nouveau, et comme dans le reste des réformes précédemment analysées, le concept de "subsidiarité" apparaît comme l'élément central de la conception philosophique des idéologues du régime de Pinochet. Comme le mentionne fort justement Ruiz, il s'agit de mettre à la charge de l'État les tâches que les organisations intermédiaires autonomes (familles, *gremios*, églises, organisations communautaires) étaient désormais incapables d'accomplir. La famille fut alors désignée comme l'organe intermédiaire le plus important, auquel il appartenait fondamentalement d'assurer financièrement l'éducation des enfants. L'État fut simplement habilité à garantir ce droit élémentaire par le respect de la liberté de chaque famille à choisir l'éducation de ses enfants. De cette manière, les particuliers décidèrent eux-mêmes de l'éducation que devaient suivre leurs enfants. Dans le même temps, un marché diversifié leur proposa une offre d'éducation différente de celle de l'État. Le rôle de l'État comme entité formatrice de citoyens et égalisateur de chances disparut donc, et fut remplacé par celui de simple régulateur du jeu entre l'offre et la demande de services éducatifs.

Ce que l'on observe alors est un curieux mélange de concepts issus d'un catholicisme conservateur inspiré des luttes idéologiques pour la liberté d'enseignement au Chili au XIXème siècle[627], et d'idées développées par l'économiste néoclassique Milton Friedman. Ce

---

[626] *Ibíd.*, p. 3 ; « Esto significa también una ruptura con la idea de la contribución de la educación a la formación para la ciudadanía, lo que ha sido tradicionalmente una función de la educación secundaria. Pero, en general, implica el abandono del principio de igualdad de oportunidades, cuyo rango de aplicación se agota en la educación básica. Este abandono del criterio de igualdad de oportunidades educativas, y del compromiso estatal en apoyarla, significa en realidad un refuerzo a la diferenciación y a la selección fundada en criterios económicos ».

[627] Á propos des débats entre libéraux et conservateurs chiliens dans la seconde moitié du XIXème siècle à propos de la conception et attributions d'un État laïc, nous recommandons les lectures suivantes : Serrano, Sol,

dernier défendit d'ailleurs radicalement l'idée d'instaurer un système de *vouchers* afin que les familles puissent choisir les écoles en toute liberté, dans un marché totalement autorégulé[628].

Fort de ces idées, le régime militaire initia – à partir de 1979 – le démantèlement programmé du modèle précédent de l'"État enseignant" et de l'éducation publique comme base de la formation des citoyens[629]. Un des objectifs clés fut donc clairement de désarticuler l'identité professionnelle des enseignants. C'est la raison pour laquelle les écoles publiques furent laissées aux municipalités, mettant ainsi fin au système de strates de fonctionnaires dépendants de l'État central. Le régime parvint ainsi à démobiliser et à dépolitiser ce *gremio* ou corporation, puisque ses membres furent atomisés et, dans la majorité des cas, précarisés, ce qui limitait la possibilité d'une réorganisation et d'une coordination futures.

D'après Ruiz, l'idée originelle de Milton Friedman fut partiellement modifiée afin de créer un marché de l'éducation adapté à la réalité économique chilienne. Un mécanisme de subventions destinées à l'éducation élémentaire et secondaire au niveau municipal fut alors créé, tout comme un système de crédits destiné au secteur universitaire et technico-professionnel :

> « Les subventions sont allouées aux établissements primaires et secondaires en fonction de la demande, c'est-à-dire du nombre d'élèves. Naturellement, l'embauche, le licenciement et l'horaire de travail assigné aux professeurs dépendent également et dans leur intégralité de la demande, ce qui signifie que les directeurs des établissements doivent pouvoir décider à leur guise des embauches et des licenciements. En vérité, les organisations de professeurs, la titularisation et les réglementations régissant la carrière des enseignants sont perçus dans ce modèle comme les ennemis fondamentaux du libre marché dans le domaine de l'éducation. L'efficacité économique est l'objectif central, et on

---

"La definición de lo público en un estado católico", *Estudios Públicos*, nº 76, 1999, p. 211-232 ; Krebs, Ricardo, *Catolicismo y laicismo : Las bases doctrinarias del conflicto entre la Iglesia y el Estado en Chile, 1875-1885 : seis estudios*, Santiago, Ediciones Nueva Universidad, Vicerrectoría de Comunicaciones, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1981.

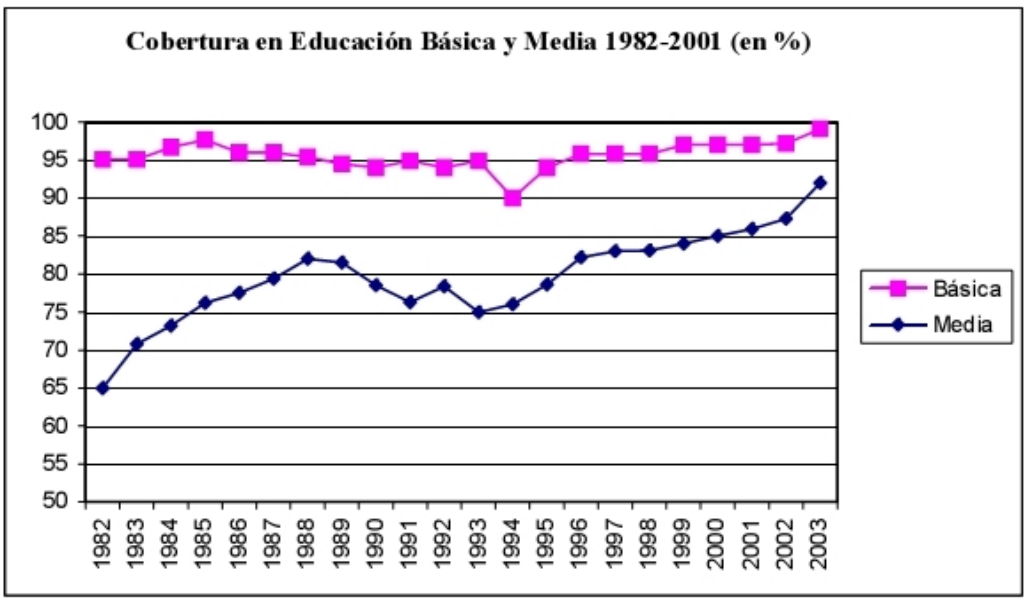
[628] Voir en particulier : Enlow, Robert & Ealy, Leonore (Eds.), *Liberty & Learning : Milton Friedman's Voucher Idea at Fifty*, Cato Institute, 2006. On peut également se référer au texte classique de Friedman qui engage ce débat en 1955 : Friedman, Milton, "The Role of Government in Education" dans Solo, Robert (Ed.), *Economics and the Public Interest*, New Jersey, Rutgers University Press, 1955.

[629] Sur l'évolution de l'"État enseignant" au Chili et en Amérique latine, consulter : Álvarez Gallego, Alejandro, "Del Estado docente a la sociedad educadora : ¿un cambio de época?" *Revista Iberoamericana de Educación*, nº 26, 2001, p. 35-58. Nous conseillons également la vision d'ensemble de Bernardo Subercaseaux au sujet du débat d'idées et de la culture au Chili : Subercaseaux, Bernardo, *Historia de las ideas y de la cultura en Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1997, Vol. II. Enfin, pour une vision totalement critique vis-à-vis de l'État Enseignant et en parfaite harmonie avec le modèle de privatisation de l'éducation, voir : Piñera, José, "Propuesta de reforma educacional para Chile", Washington D.C., *elcato.org*, octobre 2003, http://www.elcato.org/node/1255 (consulté le 03/03/2009).

suppose que la concurrence entre établissements subventionnés par les élèves est une garantie de qualité »[630].

Dans cette perspective, et d'après les techniciens du régime militaire, les objectifs manifestes de la réforme éducative de 1979-1981 sont au nombre de quatre. Le premier objectif consista à approfondir la décentralisation et la couverture sociale du système par le transfert des établissements éducatifs publics du ministère de l'Éducation aux municipalités, mesure qui entra finalement en vigueur en 1987[631]. Un système de subvention étatique par élève (de type *voucher*), accompagné par des encouragements visant à l'intégration de fournisseurs privés, fut établi dans un second temps. En troisième lieu, un système de mesure et de classification standardisées pour tous les établissements scolaires du pays fut mis en place, incluant les tests PERT et SIMCE[632]. Enfin, des changements substantiels concernant la régulation et la formation des professeurs de même que des restrictions associatives et corporatives (précédemment décrites) furent mis en œuvre.

Couverture social de l'éducation élémentaire et secondaire, 1982-2001 (en%)



Source : Mizala et Romaguera. Données issues du ministère de l'Éducation du Chili (MINEDUC), 2003.

[630] Jofré, Gerardo, "El sistema de subvenciones en educación : la experiencia chilena", *Estudios Públicos*, nº 32, 1988, p.193-237. Cité par Ruiz, *Op.cit.*, p. 5 ; « Las subvenciones se otorgan a los establecimientos primarios y secundarios en función de la demanda, es decir, del número de alumnos. Naturalmente, la contratación, el despido y el horario asignado a los profesores dependen integralmente también de la demanda, lo que significa que los directores de los establecimientos deben poder contar con facultades amplias para contrataciones y despidos. En verdad las organizaciones de los profesores, la propiedad de los cargos y los reglamentos de carrera docente son percibidos en este modelo como los enemigos fundamentales del mercado libre en educación. La eficiencia económica es el objetivo central y se supone que la competencia entre los establecimientos subvencionados por los alumnos es la garantía de calidad ».

[631] Mizala, Alejandra, "La economía política de la reforma educacional en Chile", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 36, 2007, p. 1-45.

[632] *Program Evaluation and Review Technique.* (PERT) ; Système de Mesure de la Qualité de l'Enseignement (Sistema de Medición de la Calidad de la Enseñanza, SIMCE).

La création de ce nouveau marché ou semi-marché éducatif avait pour finalité non seulement de désarticuler le lien existant entre l'État, le système éducatif — et qui visait à instaurer l'égalité des chances pour tous les citoyens au cours de leur formation — , mais également de renforcer l'efficacité économique grâce à la concurrence entre administrateurs des écoles publiques et privées (*sostenedores*). Selon Alejandra Mizala, les forces du marché devaient être autonomes, réguler le marché et améliorer dans le même temps la qualité de l'éducation. L'intensification de la surveillance du processus éducatif par les parents fut également mise en place en leur permettant de recourir à une unité administrative plus proche : la municipalité.

Les éducateurs furent en définitive les plus durement touchés par la réforme. Ils cessèrent en effet d'être des employés publics pour être soumis au Code du travail en vigueur dans le secteur privé, sans clauses spéciales ni protection concernant leurs salaires[633]. En plus sans compter le fait que leur statut de fonctionnaires publics s'en trouvait annulé[634]. Ces mesures affectaient par conséquent leurs possibilités d'engager ultérieurement des négociations collectives afin d'améliorer leurs conditions de travail. À cet égard, il convient de rappeler que les éducateurs étaient considérés comme des "professeurs d'État", jusqu'en 1981. Selon Mizala, la réforme de l'éducation supérieure – menée parallèlement à la réforme scolaire –, impliquait, qui plus est, la perte du statut universitaire de professeur, ce qui contribua à réduire le nombre des diplômés et provoqua la chute du nombre de candidats aux études de pédagogie au niveau national[635].

Même si elle contribua à augmenter l'accès à l'éducation au niveau élémentaire, la réforme de 1979-1981 ne parvint pas à améliorer de manière significative l'aspect qualitatif. Selon certains auteurs tel Carlos Ruiz, la qualité du système éducatif s'était même définitivement détériorée[636]. Les changements procédaient en effet de visions idéologiques

---

[633] Mizala, Alejandra, *Op. cit.*, p. 5.

[634] L'impact négatif sur les salaires des professeurs augmenta suite à la perte d'une série de droits et de bons accordés en fonction de leurs années d'ancienneté dans le système. C'est ce qui fut appelé la "dette historique" de l'État chilien envers les maîtres d'école du système public. Cette dette remonte à 1981, lorsque l'on décida de la mise en place d'une indemnisation spéciale pour les professeurs qui furent déplacés sous l'autorité de l'administration municipale, par le décret-Loi 3.551.

[635] Au Chili, tous les étudiants en fin d'éducation secondaire passent une épreuve nationale afin d'intégrer l'université. Un système de points (*puntajes*) est mis en place, en fonction des quotas fixés, de la qualité de l'université et du niveau de demande de certaines filières. En général, le prestige d'un diplôme est lié dans une certaine mesure aux points acquis au moment de l'intégration. Plus ces points sont élevés, plus le diplôme universitaire est considéré comme prestigieux.

[636] Ruiz, Carlos, *Op. cit.*, p. 7-8.

qui faisaient du marché l'agent par excellence de l'amélioration de l'éducation sur le plan qualitatif, sans prendre en compte les asymétries d'information et le manque de contrôle du service délivré. La logique mercantile favorisa également l'arrivée d'entrepreneurs généralement dénués de responsabilité quant au processus éducatif. Cette nouvelle donne accentua les différences entre ceux qui pouvaient financer une éducation de qualité et ceux qui avaient seulement accès à ce que leur faible revenu leur permettait :

> « En somme, pour qu'un système de subvention à la demande avec un approvisionnement privé fonctionne de manière adéquate en matière d'éducation, il ne suffit pas de créer un quasi-marché ; il faut établir des normes, des régulations et des mesures d'encouragement qui facilitent son fonctionnement. Tous ces éléments étaient inexistants dans les années 80, probablement en raison de l'idée selon laquelle les forces du marché parviendraient par elles-mêmes à un équilibre optimal. Dans ces conditions, la régulation du système éducatif fut dérisoire au cours de cette décennie,»[637].

Par ailleurs, la décentralisation mise en œuvre sous le régime militaire fut également une réussite mitigée, dans la mesure où les « chefs municipaux » (les maires) étaient désignés par l'autorité centrale et non pas élus. Le contrôle des citoyens sur ces derniers était donc pratiquement nul. De plus, la structure même de la réforme créa une situation dans laquelle la responsabilité quant à la qualité de l'éducation impartie n'était pas clairement établie. D'une part, les municipalités et les *sostenedores* privés géraient et administraient de manière autonome les écoles, de l'autre, il appartenait au ministère de l'Éducation de superviser les aspects technico-pédagogiques, sans toutefois faire l'objet d'une supervision des professeurs et des établissements éducatifs. Par conséquent, aucune responsabilité n'apparaît clairement définie quant aux résultats obtenus par ce système.

4.2 La crise de 1982 : la fin du monétarisme orthodoxe

Les origines de la crise financière qui frappe le Chili à la fin de l'année 1981 et jusqu'en 1984 sont encore sujettes à discussion chez les spécialistes de la discipline économique. La conjonction de causes externes et internes engendra une situation extrêmement délicate pour le régime militaire. Du point de vue idéologique, la crise sonne le glas du monétarisme le

[637] Mizala, Alejandra, *Op. cit.*, p. 8 ; « En suma, para que un sistema de subsidio a la demanda con provisión privada de educación funcione adecuadamente, no basta con crear un cuasi-mercado, sino que es necesario establecer normas, regulaciones e incentivos que faciliten su funcionamiento. Todos estos elementos estuvieron ausentes durante los años 80, probablemente debido a la visión de que las fuerzas del mercado lograrían por sí solas un equilibrio óptimo. Consecuente con esta visión, durante la década de los 80 hay un escaso énfasis en la regulación del sistema educativo ».

plus radical, et cède la place à un libéralisme économique plus pragmatique. Les années de contrôle total de la politique économique par les économistes de Chicago, sous la houlette de leur *leader* incontesté, Sergio de Castro et son équipe d'assesseurs installés dans les dépendances de l'ODEPLAN, touchaient donc à leur fin.

Les changements radicaux auxquels l'économie chilienne avait été soumise entre 1975 et 1981 – du début du "traitement de choc" à celui de la crise financière – furent de grande envergure, tant d'un point de vue strictement économique qu'en ce qui concerne des réformes sociales. Ces changements comportèrent des implications énormes, notamment dans le domaine culturel. Par conséquent, il est possible de dire que, globalement, la crise de 1982-1983 ne s'est pas traduite par un retour en arrière par rapport aux réformes structurelles appliquées par le régime. En revanche, elle incita à un changement de cap vis-à-vis de l'orthodoxie économique et de sa relation avec le contexte politique et social du pays. À partir de ce moment, le régime militaire se vit contraint de nuancer ses décisions économiques, face à un ensemble de forces politiques moins favorables à cette politique. L'opposition commença effectivement à faire front commun. La répression ne pouvait plus être appliquée de la même manière que pendant les premières années du régime. En outre, la communauté internationale condamna explicitement les violations des droits de l'homme qui avaient été perpétrées entre 1973 y 1978 au Chili[638]. Enfin, une vague de protestations sociales émergea en mai 1983[639], qui exerça une pression sans relâche sur les autorités du

[638] Vargas, María Carolina, "El caso chileno en la Asamblea General y la Comisión de Derechos Humanos de la Organización de las Naciones Unidas", *Revista Chilena de Derechos Humanos*, Academia de Humanismo Cristiano, nº 12, 1990, p. 1-44. Pour une liste relativement complète des références concernant les condamnations internationales du régime militaire chilien au sujet des droits de l'homme, consulter : Lira, Elizabeth & Loveman, Brian, *Políticas de reparación : Chile 1990-2004*, Santiago, LOM Ediciones, 2005.

[639] Le mouvement de "grèves et protestations" ("*paros y protestas*") débuta le 11 mai 1983 avec un premier appel de la Confédération des travailleurs du cuivre, fruit de la situation économique détériorée du pays. Au total, 22 journées de manifestation furent organisées entre 1983 et 1987. Elles représentèrent un coût important en termes de vies humaines, du fait des affrontements avec les forces de l'ordre et de la répression exercée – dans de nombreux cas – par les forces militaires. Le mouvement fut particulièrement soutenu par les secteurs urbains marginalisés (les *poblaciones*), dans lesquels se formèrent spontanément des organisations de résistance, la plupart du temps sans filiation partisane avec les opposants au régime militaire. Cet élan de protestation et de désobéissance civile obligea les autorités à amorcer des discussions avec les groupes de l'opposition et – pour la première fois – à mentionner la possibilité d'un retour négocié à la démocratie. Pour une analyse détaillée de la période et des formes adoptées par ce mouvement, nous conseillons la lecture des ouvrages suivants : Lúnecke Reyes, Graciela, *Violencia política : (violencia política en Chile 1983-1986)*, Santiago, LOM Ediciones, 2000 ; De La Maza, Gonzalo & Garcés, Mario, *La explosión de las mayorías : protesta nacional 1983-1984*, Santiago, Educación y Comunicación-Gráfica Andes, 1985 ; Weinstein, José, *Los jóvenes pobladores en las protestas nacionales (1983-1984) : una visión socio-política*, Santiago, CIDE, 1989 ; Schkolnik, Mariana & Teitelboim, Berta, *Pobreza y desempleo en poblaciones : la otra cara del modelo neoliberal*, Santiago, PET impresión, 1988 ; Tironi, Eugenio, *Autoritarismo, modernización y marginalidad : el caso de Chile 1973-1989*, Santiago, SUR, 1990 ; ainsi que l'œuvre généraliste de : Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile IV. Hombría y Feminidad*, Santiago, LOM, 2002.

régime et les contraignit à adopter une politique économique plus pragmatique et plus réaliste.

4.2.1 Origines et développement de la crise financière

Les causes strictement économiques de la crise ont déjà été exposées dans le chapitre 3 du présent travail de thèse. Il semble néanmoins pertinent de les replacer dans le contexte historique chilien du début des années 1980.

Tout d'abord, le "miracle économique" engagé en 1979 eut pour corollaire un véritable *boom* des importations, en raison de la fixation du taux de change et de l'apparition d'un flux considérable de crédits externes à des taux très bas. Le pays affichait alors des chiffres économiques spectaculaires ainsi que d'importants excédents[640]. Néanmoins, une part non négligeable de ces revenus et crédits ne fut pas investie dans l'infrastructure productive et exportatrice du pays. Au contraire, la plupart de ces sommes servaient à encourager la consommation, l'importation de biens, et la croissance totalement dérégulée des "groupes économiques" lesquels contrôlaient diverses entreprises qui, à leur tour, s'endettaient auprès des banques issues des mêmes conglomérats[641] :

Pour une chronique récente et très intéressante des événements du cycle de grèves et de protestations lancé en 1983, voir notamment : Moscoso, Pablo, "1983. Historia de un año de protesta", en *Historias del siglo XX chileno*, Santiago,Vergara Eds., 2008, p. 401-464 ; Garretón, Manuel Antonio, "Popular Mobilization and the Military Regime in Chile : the complexities of the invisible transition", working paper, 1988. Disponible sur : http://www.nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/103.pdf (consulté le 03/03/2009).
Á propos des organisations de "*pobladores*", voir aussi : Campero, Guillermo, *Entre la sobrevivencia y la acción política : las organizaciones de pobladores en Santiago*, Santiago, ILET, 1987 ; puis, pour une vision plus générale, consulter : Leiva, Fernando Ignacio & Petras, James, "Chile's Poor in the Struggle for Democracy ", *Latin American Perspectivas*, Vol. 13, nº 4, 1986, p. 5-25.

[640] Les principales réussites économiques du régime militaire au cours des années du "miracle" ont été fort bien résumées par Patricio Meller : a) Le taux d'inflation atteignant plus de 600% par an en 1973, chuta à moins de 10% en 1981 ; b) le taux moyen annuel de croissance économique s'éleva à près de à 8% dans la période 1976-1981 ; c) l'exportation totale augmenta de 3 à 4 fois (en dollars courants) entre 1973 et 1980-1981, parvenant au chiffre record de 4.705 millions de dollars en 1980. Cependant, l'augmentation des exportations non traditionnelles fut la plus impressionnante. Tandis qu'en 1973, celles-ci n'atteignaient pas les 100 millions de dollars, en 1980, elles étaient montées à plus de 1.800 millions dollars ; d) les réserves internationales de la Banque Centrale passèrent de 167 millions de dollars en 1973 à 4.074 millions de dollars en 1980 ; e) le déficit public (hormis l'APS) qui avait atteint l'impressionnant chiffre de 21,0% du PIB en 1973, enregistra, respectivement, un excédent de 5,5% et 2,9% en 1980 et 1981 ; f) les salaires réels augmentèrent de 9% par an pratiquement tout au long de l'année du "miracle". Cf. Meller, Patricio, *Op. cit*., p. 195.

[641] D'après l'étude de Fernando Dahse, à la fin de l'année 1978, cinq "groupes économiques" contrôlaient 53% des biens des 250 plus grandes entreprises privées du pays, et, couplés à quatre autres groupes du même genre, détenaient 82% des actifs et 60% des crédits du système bancaire, en plus de 64% des prêts accordés par les institutions financières. Les groupes économiques les plus importants – en 1980 – en terme de patrimoine (en millions de dollars) étaient ainsi : (1) **Cruzat-Larrain** (1 milliard de dollars), (2) **BHC** (520 millions de dollars), (3) **Matte** (360 millions de dollars), (4) **Angelini** (140 millions de dollars), (5) **Edwards** (74 millions de dollars), (6) **Luksic** (150 millions de dollars), (7) **Yarur Banna** (100 millions de dollars) y (8**) Parir Lolas** (millions de dollars) ; Dahse, Fernando, *El mapa de la extrema riqueza : los grupos económicos y el proceso de concentración de capitales*, Santiago, Editorial Aconcagua, 1979, ou Ledesma de Lapeyra, Viviana, "La junta

> « Vers 1979, plus d'indicateurs qu'il n'en fallait révélaient l'existence d'un "miracle économique". L'inflation, qui avait atteint 1.000% en 1973, ne dépassait pas 30% ; la production croissait de manière constante depuis 1977 à des taux proches de 8% par an ; le déficit fiscal, qui avait atteint des sommets en 1973, avait disparu en 1980 ; les exportations non traditionnelles augmentaient de manière spectaculaire, doublant en 1978 le volume de 1974 ; la balance des paiements, après des années d'un déficit qui paraissait chronique, affichait un excédent à partir de 1978 ; les réserves internationales élevaient leur niveau grâce à un crédit externe abondant, qui, à son tour, paraissait ratifier la confiance que le secteur bancaire international accordait à l'expérience chilienne ; l'accès aux biens de consommation bénéficiait d'une diffusion massive, sans précédents »[642].

L'une des études économiques les plus récentes sur cette problématique a établi que quatre facteurs auraient favorisé le développement d'une crise profonde au Chili, crise dont les conséquences sociopolitiques se firent sentir entre 1982 et 1986[643]. Même si cette analyse laisse de côté les éléments purement politico-idéologiques sous-jacents aux décisions économiques, elle nous permet néanmoins de mieux comprendre la relation existant entre les facteurs économiques externes et les éléments « domestiques ».

1) En premier lieu, la récession de 1982-1983 a été liée dans une très large mesure aux circonstances et à la situation économique internationale de l'époque. En effet, en l'espace de seulement deux ans, de 1979 jusqu'à la mi-1981, la consommation privée du pays et l'investissement en capital avaient rapidement augmenté jusqu'à atteindre des niveaux records, favorisant ainsi l'augmentation des exportations. Cependant, le développement spectaculaire de la demande interne ne fut rendu possible que par l'accès à un crédit local et international très bon marché (du fait de l'affluence massive de pétrodollars), géré par l'intermédiaire des banques nationales.

2) En second lieu, le portefeuille de prêts bancaires reflétait une prise de risques excessive de la part de ces mêmes institutions : leurs clients (mais également leurs

---

militar y su modelo económico", *Tebeto : Anuario del Archivo Histórico Insular de Fuerteventura*, nº 11, 1998, p. 267-294.

[642] Tironi, Eugenio, *Autoritarismo, modernización y marginalidad: el caso de Chile 1973-1989*, Santiago, SUR, 1990, p. 141 ; « Hacia 1979 sobraban indicadores para hablar de un "milagro económico". La inflación, que había llegado a 1.000% en 1973, no superaba el 30% ; la producción crecía persistentemente desde 1977 a tasas cercanas al 8% anual ; el déficit fiscal, que llegó a cifras descomunales en 1973, había desaparecido en 1980 ; las exportaciones no tradicionales crecían espectacularmente, doblando en 1978 el volumen de 1974 ; la balanza de pagos, después de años con un déficit que parecía crónico, mostraba un superávit a partir de 1978 ; las reservas internacionales aumentaban su nivel gracias al abundante crédito externo, que a su vez parecía ratificar la confianza de la banca internacional en la experiencia chilena ; el acceso a bienes de consumo importados experimentaba una masificación sin precedentes ».

[643] Nous recommandons particulièrement la lecture de : Barandiarán, Edgardo & Hernández, Leonardo, *Op. cit.*, p. 1-4.

créanciers) n'avaient pas véritablement pris les précautions qui s'imposaient face aux risques que comportait le crédit souscrit. Or, au moment de la crise, la gravité du problème était encore méconnue. Il n'a jamais été possible d'évaluer avec exactitude son ampleur ni le manque de régulation qui en découlèrent. Ainsi, bien que les deux grandes banques du pays aient été nationalisées en novembre 1981, mesure instaurée à la suite de leur prise de risques inconsidérée alors même qu'en 1982 la crise s'intensifiait, la détérioration des portefeuilles de prêts semble avoir été liée pour l'essentiel aux nouvelles conditions macro-économiques.

3) En troisième lieu, la croissance de 1980-1981 avait provoqué des changements au niveau des prix relatifs, ce qui entraîna une augmentation des salaires réels. Cette dernière procédait de la prospérité économique, de l'indexation des salaires nominaux sur l'inflation passée et des réductions substantielles du coût de la main d'œuvre pour les entreprises (conséquence des coupes effectuées dans les impôts sur le revenu). Malgré les réformes concernant les lois du travail, les salaires nominaux restèrent donc inchangés et les pressions politiques exercées en faveur de la dévaluation du peso chilien se firent plus nettes.

4) Enfin, il est important de souligner que, malgré l'adoption de nouvelles dispositions juridiques et la création d'institutions gouvernementales prévues dans la Constitution de 1980, l'ensemble de ces dispositifs ne fonctionna pas nécessairement en faveur du régime militaire. Cette situation ainsi que la perte de revenus subie par les principaux groupes dirigeants du gouvernement militaire, furent à l'origine de demandes de plus en plus pressantes afin que celui-ci intervienne. Il fallut néanmoins un certain temps avant que le gouvernement ne décide de renoncer à ses engagements, au nombre desquels l'invariabilité du taux de change et une politique d'orthodoxie n'envisageant aucune assistance aux secteurs affectés par la crise.

Par ailleurs, il est essentiel d'insister sur le fait que le secteur financier appliquait des contrôles minimes (politique caractéristique de l'orthodoxie de l'équipe économique), visant l'octroi massif et rapide de crédit aux entreprises et aux personnes, malgré des taux d'intérêt peu favorables[644]. La propagande du régime contribua également à donner l'image d'une

[644] D'après Held et Jiménez, il y eut des failles dans la régulation et la supervision des entités financières, ce qui occasionna l'autorisation ou le renouvellement de crédits à haut risque, et porta préjudice à la constitution de provisions ou de réserves suffisantes pour faire face à cette situation. Une bonne partie de ces placements se

prospérité fondée sur le crédit et l'endettement, à point que les autorités économiques claironnaient publiquement que la meilleure des affaires était de contracter des prêts :

> « La libéralisation du crédit favorisa une croissance explosive des placements, ce qui entraina une progression rapide du crédit des banques, entre 1975 et 1981. En 1981, les placements équivalaient à 50% du PIB nominal, et en 1982, ils atteignaient pratiquement 70% du PIB nominal, d'où un sérieux problème de surendettement »[645].

> « Les boutiques étaient envahies de marchandises importées. Des articles pratiquement inconnus ou considérés comme luxueux jusqu'en 1973 – vêtements étrangers, whisky, chocolats suisses, automobiles et appareils électrodomestiques de toutes marques, etc. – étaient proposés à la vente sans limitation aucune, et les produits les moins chers étaient à la portée de toutes les bourses. Et si ce n'était pas le cas, il existait mille possibilités de crédit à la consommation afin de les acquérir »[646].

L'endettement des banques chiliennes augmenta de manière significative à partir de 1979, lorsque le régime militaire flexibilisa la régulation sur le passif des entités financières, leur permettant de contracter facilement des prêts à l'étranger. Les banques nationales se financèrent principalement de cette manière entre 1979 et 1981. Selon Held y Jiménez, la participation des fonds externes au financement des actifs bancaires passa alors de **9,3%** en 1977 à **28%** en 1981, multipliant par trois le risque associé aux crédits du secteur bancaire en raison de l'instabilité des taux de change, risque que confirmera la dévaluation de 1982[647].

Les déséquilibres de l'économie chilienne étaient déjà significatifs en 1980, mais la crise ne se manifesta réellement que lorsque le financement externe commença à manquer. C'est sur ce point que la conjoncture externe affecta également le modèle mis en place par l'équipe économique du régime militaire. A partir de 1979 et en particulier en 1981, l'économie nord-américaine connut une embellie qui conduisit les Etats-Unis à accroître considérablement

---

révéla ensuite irrécouvrable ou difficilement récupérable, et nombre d'entre eux furent assumés par l'État et transférés à la Banque Centrale dans le cadre des mesures d'assainissement mises en place à partir de 1982. Held, Gunther & Jiménez, Luis Felipe, *Liberalización, crisis y reforma del sistema bancario chileno 1974-1999*, Santiago, CEPAL, 1999, p. 17-19.

[645] Acosta, Welky, Matamoros, Roneld & Suárez, Víctor, "Análisis de la crisis económica chilena a principios de los años 80", *Aula de Economía*, San José (Costa Rica), 2006. Disponible à l'adresse Internet suivante : http://www.auladeeconomia.com/articulosot-10.htm (consulté le 05/09/2008) ; « La liberalización del crédito ayudó a un incremento explosivo de las colocaciones, lo que hizo que el crédito de la banca se expandiera muy rápidamente entre 1975 y 1981. En 1981 las colocaciones fueron equivalentes al 50% del PIB nominal, y en 1982 alcanzaron casi un 70% del PIB nominal, lo que creó un serio problema de sobreendeudamiento ».

[646] Vial, Gonzalo, "Pinochet. Decisiones Claves, La crisis económica de1982", Cap. VII, *La Segunda*, abril 1998 ; « Las tiendas estaban abarrotadas de mercadería importada. Bienes casi desconocidos o considerados de lujo sibarita hasta 1973 – ropa extranjera, whisky, chocolates suizos, automóviles y electrodomésticos de todas las marcas, etc. – se exhibían ahora como cosa común, y sus líneas más baratas estaban al alcance de cualquier bolsillo. Y si no lo estuvieran, existían mil formas de crédito de consumo para adquirirlas ».

[647] Held, Gunther & Jiménez, Luis Felipe, *Op. cit.*, p. 20-21.

leurs taux d'intérêts (jusqu'à 19%), afin d'endiguer une dangereuse poussée inflationniste. Le Chili est alors confronté à une importante fuite de capitaux, de même qu'à une chute du prix du cuivre et à une augmentation des prix du pétrole sur le marché international, une hausse amorcée depuis le début de la révolution iranienne de 1979. Cet ensemble de facteurs externes créa de fortes pressions en faveur de la dévaluation du taux de change et d'une élévation du coût du crédit, accélérant ainsi le processus de dégradation de la situation économique chilienne au début de l'année 1981[648].

La hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis affecta la plupart des pays d'Amérique latine, provoquant ce que l'on appellera plus tard "la crise de la dette"[649]. L'Argentine, le Brésil et, en particulier, le Mexique – entre autres –,durent faire face à des problèmes similaires liés à cette récession internationale[650]. Pour autant, même si le gouvernement militaire affirma que la récession internationale était responsable de la crise chilienne, les déséquilibres internes du pays y contribuèrent tout autant. D'après Alan Angell[651], en 1981, le déficit du compte courant dépassait effectivement de 20% les exportations et atteignait pratiquement 15% du PIB[652]. Les banques internationales cessèrent alors de prêter de l'argent au Chili aux

---

[648] En 1981, le déficit de la balance des paiements s'éleva à presque 2.700 millions de dollars. La baisse du prix du cuivre et la nécessité de financer l'importation de pétrole fournissent en grande partie l'explication de ce déficit. Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 354.

[649] Damill, Mario & Fanelli, José María, "La macroeconomía de América Latina: de la crisis de la deuda a las reformas estructurales", *Economía* (CEDES), nº 100, 1994, p. 1-64. Voir également : Romero Pérez, Jorge, *La crisis y la deuda externa en América Latina*, San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1993. Pour une excellente synthèse sur la crise de la dette, consulter : Roxborough, Ian, "La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero en América Latina desde 1930" in Leslie, Bethell (Ed.), *Historia de América Latina. Economía y sociedad desde 1930* (Vol. 12), Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 183-192. Une des meilleures analyses au niveau régional est disponible dans : Ffrench-Davis, Ricardo, Muñoz, Oscar & Palma, José Gabriel, "Las economías latinoamericanas 1950-1990" in Leslie, Bethell (Ed.), *Historia de América Latina. Economía y sociedad desde 1930* (Vol. 11), Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 149-158.

[650] D'après Ian Roxborough, « les effets de la crise de la dette au Chili différèrent légèrement par rapport à de nombreux pays. En premier lieu, la crise éclata dans un pays ayant déjà mis en pratique des mesures orthodoxes de stabilisation et de restructuration sous le régime militaire du général Pinochet (1973-1990). La classe laborieuse avait déjà absorbé une grande partie du coût de l'ajustement. De plus, les investisseurs internationaux continuaient à avoir confiance en l'économie chilienne en raison du caractère extrêmement orthodoxe des mesures économiques appliquées dans ce pays » ; « los efectos de la crisis de la deuda en Chile fueron algo diferentes de lo ocurrido en muchos países. En primer lugar, la crisis se desató sobre un país que ya había puesto en práctica medidas ortodoxas de estabilización y reestructuración bajo el gobierno militar del general Pinochet (1973-1990). Gran parte del coste del ajuste ya lo había soportado la clase trabajadora y, además, los inversionistas internacionales seguían teniendo confianza en la economía chilena debido al carácter sumamente ortodoxo de las medidas económicas que se aplicaban en este país ». Roxborough, Ian, *Op. cit.*, p. 188.

[651] Angell, Alan, *Op. cit.*, p. 117.

[652] Le solde d'un compte courant mesure, sur une période déterminée, le solde net (positif ou négatif) des exportations de biens et services d'un pays vers le reste du monde moins ses importations de biens et de services depuis le reste du monde. Le solde se distingue de la balance commerciale dans la mesure où il inclut les donations ou transferts unilatéraux, ainsi que la prestation et la demande de services à et de l'extérieur,

conditions favorables des années précédentes, et relevèrent, plutôt abruptement, les taux d'intérêt. Le crédit interne subit une restriction immédiate tandis que le taux de change demeurait fixe (dollar à 39 pesos)[653], contribuant ainsi à la morosité et la faillite de nombreuses banques :

> « (…) de plus, comme chacun sait, la quantité de réserves internationales gérée par la Banque Centrale, fait plus que dupliquer la quantité d'argent, de sorte que rien ne pourrait nous contraindre à effectuer une dévaluation [sic]. Par conséquent, sous l'actuel système monétaire et de change, il n'existe et n'existera aucun motif ou moyen de pression capable d'altérer l'actuel taux de change de 39 pesos pour un dollar, qui devrait se maintenir pendant de nombreuses années »[654].

Le premier signe annonciateur de la gravité de la crise fut la faillite de la très puissante raffinerie de sucre de la ville de Viña del Mar, la CRAV[655], en juillet 1981[656]. En novembre de la même année, le gouvernement fut obligé d'intervenir auprès de quatre banques et de quatre autres institutions financières, ce qui mit en évidence l'incapacité des autorités gouvernementales à réguler le secteur bancaire. Puis, en 1977, un autre signe de cette

---

comme par exemple le transport, les assurances ou les intérêts. Sachs, Jeffrey & Larrain, Felipe, *Macroeconomía en la economía global*, México, Prentice Hall Hispanoamericana, 1994.

[653] En 1979, les autorités économiques du régime militaire étaient convaincues qu'une fixation du peso par rapport au dollar accélèrerait la convergence entre l'inflation observée aux Etats-Unis et l'inflation locale, faisant augmenter au passage le niveau des réserves de devises, permettant ainsi d'affronter n'importe quel choc externe. Bien que ne faisant pas partie de l'orthodoxie néoclassique (la libre flottation du prix du dollar selon les lois de l'offre et de la demande), cette mesure constitua un pilier fondamental de la politique économique du régime. Barandiarán, Edgardo & Hernández, Leonardo, *Op. cit.*, p. 12.

[654] Paroles du Ministre des Finances, Sergio de Castro, le 24 juillet 1981, lors de sa présentation de l'état des finances publiques. Consulter : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 357 ; « (…) además, como es sabido, la cantidad de reservas internacionales en poder del Banco Central, más que duplica la cantidad de dinero, de manera que nada podría obligar a una devaluación. En consecuencia, bajo el actual sistema monetario y cambiario no hay ni habrá ningún motivo o fuerza de presión capaces de alterar el actual tipo de cambio de 39 pesos por dólar, el cual está en condiciones de ser mantenido por muchos años ».

[655] Compagnie de raffinerie de sucre de Viña del Mar (CRAV). Les débuts de la CRAV S.A. remontent à 1887. Elle fut l'une des premières entreprises privées du Chili à approvisionner et à satisfaire les besoins en sucre du pays, raison pour laquelle elle importait du sucre de canne, le raffinait puis le revendait par la suite. Après avoir surmonté diverses crises économiques tout au long du XIXème siècle, l'entreprise ne put éviter en 1981 les problèmes provenant de la baisse des prix du sucre et de son niveau élevé d'endettement, tombant ainsi en cessation de paiement au début de cette même année. Une étude financière détaillée à propos de la faillite de cette entreprise est disponible dans : Bravo Herrera, Fernando, "Caso de Análisis Financiero. Caso Crav S.A.", *Documento de Trabajo – Material Docente*, Facultad de Economía y Negocios, Universidad de Chile, 2002, p. 1-29. De son côté, Sergio de Castro refusa d'admettre que la faillite de la CRAV puisse être l'indicateur d'une crise future. Il ne vit pas que la chute d'une entreprise aussi prestigieuse et solide dans le temps constituait un signe avant-coureur à considérer sérieusement : « J'ai su, à ce moment-là, que la cause du problème avait été la spéculation, et je pris une décision risquée en connaissance de cause. Pour le reste, la CRAV était alors une entreprise mineure affaiblie par la concurrence de l'IANSA (*Industria Azucarera Nacional Sociedad Anónima*) » ; « Supe en esos momentos que la causa del problema había sido la especulación, y esa es una decisión riesgosa y quien la toma conoce las consecuencias que le puede traer. Por lo demás, CRAV ya era por entonces una empresa menor porque la competencia de IANSA (Industria Azucarera Nacional Sociedad Anónima) le había restado importancia ».Voir : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 350.

[656] Au cours de cette même année, 431 autres firmes firent faillite, et la plupart d'entre elles furent liquidées, consulter : Angell, Alan, *Op. cit.*, p. 117.

fragilité se manifesta avec le sauvetage de la Banque Osorno[657], ce qui contribua à renforcer à tort la confiance des épargnants vis-à-vis de la fiabilité du système bancaire chilien, encore sur pied grâce à l'intervention de l'État[658]. Le rôle ambigu du gouvernement et la récession internationale contribuèrent donc à alimenter la dangereuse augmentation de prêts irrécouvrables des banques chiliennes (*bad debts)*, passant de 11% du capital et des réserves en 1982, à 47% la même année, allant même jusqu'à 113% en 1983 :

> « En 1981, nous connaissions un *boom*, alimenté par un flux massif de crédits externes. Les banques internationales rivalisaient entre elles pour obtenir des mandats afin de diriger les crédits syndiqués dans les banques chiliennes, qui, à leur tour, prêtaient des dollars à des entreprises convaincues que le dollar allait se maintenir à 39 pesos. Nos autorités croyaient que les créanciers externes analysaient assidûment chaque banque chilienne, ces dernières n'étant pas avalisées par l'État. Mais les analyses manquaient de rigueur. Leur intérêt résidait surtout dans l'obtention croissante de mandats, afin de toucher des commissions et des intérêts, et d'améliorer leur position dans le classement. De plus, ils supposaient que l'État allait sauver les banques chiliennes en cas de problèmes. Et ils avaient raison : il en fut ainsi. En 1982, la locomotive du crédit se rapprochait alors, à toute vitesse, d'une implacable muraille qui n'était autre que la "limite du pays" des banques internationales. Dans leur soif de gagner des mandats, ces derniers donnèrent peu d'information sur cette pénurie : ils n'élevèrent pas le prix des crédits de manière graduelle, c'est pourquoi les autorités chiliennes, supposèrent en toute logique qu'il existait une large marge de crédit additionnel disponible, même s'il devait être à un autre prix. Puis, les crédits furent soudainement bloqués, et le Chili entra dans une crise provoquant un chômage de presque 30% »[659].

---

[657] Sergio de Castro se référait habituellement à cet épisode comme celui du "pêché originel"[sic], pour avoir renoncé à un des principes phares de sa politique économique s'opposant à tout sauvetage des institutions financières. Voir : Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit*., p. 368.

[658] La question du "risque moral" (*moral hazard*) dans le sauvetage de la Banque Osorno ainsi que ses répercussions sur le reste du système financier ont été traités en détail dans le travail suivant : De La Cuadra, Sergio & Valdés, Salvador, "Myths and Facts about Financial Liberalization in Chile : 1974-1982." *Documento de Trabajo Instituto de Economía UC*, nº 128, octubre 1990, p. 1-96.

[659] Gallagher, David, "La razón y la experiencia", *El Mercurio*, 24/04/2009, p. 3 ; « En 1981 estábamos en un *boom*, alimentado por un masivo influjo de créditos externos. Los bancos internacionales competían entre ellos para conseguir mandatos para liderar créditos sindicados a los bancos chilenos, que a su vez prestaban los dólares a empresas que parecían convencidas que el dólar iba a estar siempre a 39 pesos. Nuestras autoridades creían que los acreedores externos hacían un asiduo análisis de cada banco chileno, ya que éstos no contaban con un aval del Estado. Pero ellos no hacían análisis serios. Lo que les interesaba era obtener más y más mandatos, para ganarse comisiones e intereses, y para mejorar su lugar en algún ranking. Además, suponían que el Estado iba a rescatar a los bancos chilenos si llegaran a estar en apuros. En eso tuvieron razón : es lo que después se hizo. En 1982, la locomotora crediticia ya se acercaba, a toda velocidad, a una implacable muralla que era el "límite país" de los bancos internacionales. En su afán de ganarse mandatos, éstos dieron poco aviso de este factor de escasez : no subieron gradualmente el precio de los créditos, por lo que las autoridades chilenas, en su racionalidad, supusieron que había un amplio margen de crédito adicional disponible, aunque fuera a otro precio. De repente los créditos se pararon, y Chile entró en una crisis que provocó un desempleo de casi el 30 por ciento ».

Jusqu'alors ,l'équipe économique du régime avait décidé de "laisser tomber" les banques. En effet, les autorités étaient convaincues que la crise du système financier relevait tout simplement de la responsabilité privée, et que, par conséquent, les particuliers étaient seuls responsables de leurs mauvaises décisions financières[660]. La confiance excessive accordée aux réserves internationales du pays et à la logique monétariste de l'"ajustement automatique", les conduisit à repousser l'intervention des banques jusqu'à ce que la situation ne devienne intenable tant au niveau politique qu'économique[661]. Confronté à l'annonce de banqueroutes massives et à l'insolvabilité des banques, le gouvernement fut contraint, en janvier 1983, de prendre le contrôle de la majeure partie du système financier privé, et en vint à acquérir – de manière indirecte – une grande quantité d'entreprises dont les actifs avaient été absorbés par les banques[662]. Le gouvernement prit ainsi une décision paradoxale et procéda, en s'appuyant sur le secteur bancaire, à une gigantesque nationalisation d'entreprises. Cette intervention relevait dans le langage des économistes d'une "dimension

---

[660] D'après Patricio Meller, l'école de la "banque libre" (principalement les textes d'Arnold Harberger pour ce qui est du Chili) a remis en question le sauvetage par la Banque Centrale du système financier chilien. Ce courant de pensée affirme que le comportement extrêmement risqué des banques chiliennes dans la période 1977-1982 fut provoqué par la décision gouvernementale d'éviter la faillite de la Banque Osorno en 1977, qui conduisit les directeurs de banques à adopter un comportement de "risque moral" (c'est-à-dire prendre des risques excessifs d'investissement en anticipant un éventuel sauvetage par les pouvoirs publics en cas de conséquences négatives). Cependant, un régime de banque libre dans un pays comme le Chili comporte d'énormes risques, avec une probabilité non négligeable de conséquences désastreuses. Pour prendre la mesure des risques encourus, il suffit en effet de se demander ce qu'il se serait passé en 1982 si la Banque Centrale avait laissé la Banque du Chili ou bien la Banque Santiago faire faillite, ainsi que toutes les autres banques insalvables ? Voir : Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 292.

[661] D'après Arturo Fontaine : « la magie de l'ajustement automatique se produit parce que les ventes de devises effectuées par la Banque Centrale réduisent la masse monétaire, ce qui augmente le taux d'intérêt, restreint la demande interne et encourage l'exportation ; à tel point que les achats de devises, par retour d'exportations ou par revenus du capital, augmentent la monnaie en circulation, abaissent l'intérêt et promeuvent les importations. Tout cela sans que les autorités financières ne bougent le petit doigt [sic] » ; « la magia del ajuste automático se produce porque las ventas de divisas efectuadas por el Banco Central reducen la masa monetaria, lo que aumenta la tasa de interés, restringe la demanda interna y fuerza a la exportación; en tanto que las compras de divisas, por retorno de exportaciones o ingresos de capital, aumentan el circulante, bajan el interés y promueven las importaciones. Todo esto sin que las autoridades financieras muevan un solo dedo ». Fontaine, Arturo, *Los economistas y el presidente Pinochet*, Santiago, Ed. Zig Zag, 1988, p. 142. Selon les propres termes de Sergio de Castro : « Notre système économique actuel contient les mécanismes d'ajustements nécessaires pour dépasser cette situation mieux que n'importe quel autre système alternatif. En effet, comme je l'expliquais précédemment, le mécanisme de correction fonctionne grâce à une hausse des taux d'intérêt, qui équilibre le niveau des dépenses en les limitant aux disponibilités réelles des ressources de l'économie, ce qui implique un flux de crédit externe moins important que la hausse incitative même » ; « Nuestro actual sistema económico contiene los mecanismos de ajuste necesarios para superar esta situación en mejor forma que cualquier otro sistema alternativo. En efecto, como explicara anteriormente, el mecanismo de corrección opera a través de una alza en las tasas de interés lo que adecua el nivel de gasto a las reales disponibilidades de recursos de la economía, incluyendo el menor flujo de crédito externo que dicha alza incentiva ». Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 357.

[662] Une première intervention bancaire se produisit le 2 novembre 1981, avec l'annonce de l'insolvabilité de quatre banques (*Banco de Talca*, *Banco Español*, *de Linares* et *de Fomento de Valparaíso*) et de quatre compagnies financières (*Finansur*, *Casco*, *Financiera de Capitales* et *Compañía General Financiera*). Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 367.

étrange" (*área rara*). En effet, les entreprises n'appartenaient désormais ni au privé, ni complètement à l'État, leur titre de propriété étant "transitoire"[663].

Institutions financières nationalisées par el régime militaire (1981-1986)

Nom de l'institution	*Année*	*Type d'intervention*
Banco de Linares	1981	Mise en faillite
Banco de Fomento de Valparaíso		Mise en faillite
Banco de Talca		Vendue aux intérêts étrangers
Banco Español-Chile		Vendue aux intérêts étrangers
Compañía General Financiera		Mise en faillite
Financiera CASH S.A.		Mise en faillite
Financiera de Capitales S.A.		Mise en faillite
Sociedad Financiera del Sur S.A.		Mise en faillite
Banco de Fomento del Bío-Bío	1982	Mise en faillite
Banco Austral de Chile		Mise en faillite
Adelantos y Créditos S.A.F.		Mise en faillite
Financiera CIGA S.A.	1983	Mise en faillite
Banco Unido de Fomento		Mise en faillite
Banco Hipotecario de Chile		Mise en faillite
Banco Colocadora Nacional de Valores		Fusionnée
Banco Internacional		Réhabilitée et privatisée
Banco de Chile		Réhabilitée et privatisée
Banco Santiago		Réhabilitée et privatisée
Banco Concepción		Réhabilitée et privatisée
Financiera Davens S.A.	1986	Mise en faillite
Financiera Mediterráneo		Mise en faillite

Source : Barandiarán, E. & Hernández, L., *Op. cit.*, p. 46.

Jusqu'à la veille de sa destitution, le 22 avril 1982, le ministre des Finances – Sergio de Castro – se refusait à croire en la possibilité d'une crise de change, demeurant confiant en l'excédent fiscal, et considérant que la dette financière était une question qui ne relevait pas de la responsabilité de l'État. Les principales critiques portant sur la gestion économique du pays étaient centrées sur l'endettement excessif du secteur privé – aux mains de quelques groupes économiques –, ainsi que sur l'insistance mise à préserver la parité de change (taux de change fixe). L'obstination de Sergio de Castro à refuser la dévaluation reposait sur la conviction que l'ajustement n'était pas aussi automatique qu'il aurait fallu en raison de l'indexation des salaires[664], qui allait à l'encontre, selon lui, d'une nécessaire reprise économique[665]. Cependant, cette volonté d'annuler l'indexation des salaires, dans une

[663] Fazio, Hugo, *La transnacionalización de la economía chilena. Mapa de la extrema riqueza al año 2000*, Santiago, LOM Ediciones, 2000, p. 80.

[664] L'indexation des salaires correspond à un réajustement automatique des rémunérations qui se réalise de manière périodique (généralement de manière annuelle) sur la base du niveau d'inflation accumulée dans un laps de temps déterminé. Cette mesure, généralement associée au modèle keynésien de gestion économique, est souvent désignée comme l'une des principales causes de la persistance de l'inflation.

[665] Viviana Ledesma considère que, pour les économistes de Chicago, le chômage est un phénomène microéconomique, résultant de rémunérations trop élevées et/ou inadaptées à la structure salariale. L'ajustement automatique pouvait donc s'exprimer de deux manières : ou les travailleurs acceptaient une baisse des salaires,

période d'effervescence politique et sociale, fut extrêmement impopulaire. Le général Pinochet l'interpréta ainsi et ne donna finalement jamais le feu vert à une baisse des salaires. Il officialisa de cette manière la sortie de Sergio de Castro du gouvernement et referma le chapitre le plus orthodoxe de la politique économique du régime militaire[666] :

> « J'insistais quant à moi sur le fait que ce que nous devions faire, c'était de diminuer par décret les rémunérations dans le secteur public, ce qui aurait entraîné également une baisse dans le secteur privé. Si nous réussissions à réduire les rémunérations de 12 ou 13%, le taux de change réel augmenterait sans dévaluation, ce qui nous aurait permis d'échapper à la tourmente du moment »[667].

Sergio de Castro et Augusto Pinochet (1981)

Source : Arancibia Clavel & Balart, *Op. cit.* (Section photographies).

> « D'un autre côté, la crise économique avait ébranlé la confiance que le général Pinochet avait accordée aux *Chicago Boys*, dans la mesure où l'équipe économique ne s'était pas montrée capable de contenir cette crise, demeurant indifférente face à son aggravation, ainsi qu'à ses conséquences politiques »[668].

Après la démission de Sergio de Castro du ministère des Finances, la cohésion du groupe de l'équipe économique de Chicago s'effrita sous l'effet des pressions de divers secteurs qui

---

ou bien ils subissaient une recrudescence de l'inactivité. Comme cela se vérifia plus tard, les deux choses se produisirent de manière brutale en 1982-1983. Ledesma de Lapeyra, Viviana, *Op. cit.*, p. 284.

[666] Jusqu'à aujourd'hui (2008), Sergio de Castro a toujours insisté sur le fait que la résolution de la crise de 1982-1983 aurait dû passer par une baisse des salaires qui aurait permis d'épargner au pays une douloureuse crise bancaire, fruit de la dévaluation du peso.

[667] Entretien avec Sergio de Castro, dans Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Op. cit.*, p. 380 ; « Yo insistía en que lo que teníamos que hacer era rebajar las remuneraciones, disminuyendo las del sector público mediante decreto, lo que arrastraría que bajaran también las del sector privado. Si lográbamos reducir las remuneraciones en un 12 o 13%, subía el tipo de cambio real sin devaluación, con lo que podíamos capear el temporal ».

[668] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 507. « La crisis económica, por otro lado, había debilitado la confianza que el general Pinochet había depositado en los *Chicago Boys*, ya que el equipo económico no mostraba capacidad para encararla, permaneciendo indiferente ante su agravamiento, sin considerar sus consecuencias políticas ».

réclamaient une dévaluation et soutenaient énergiquement le secteur bancaire[669]. Or, les successeurs immédiats de Sergio de Castro aux Finances, Sergio de la Cuadra puis Rolf Lüders, furent incapables de résister à de telles pressions. Le 14 juin 1982, la dévaluation fut donc décrétée. Au même moment, le président de la Banque Centrale, Miguel Kast, ignorant la mesure prise au Chili, confirmait aux créanciers allemands l'engagement du gouvernement chilien de maintenir un taux de change fixe de 39 pesos pour un dollar. Cette absence de cohésion provoqua une perte de la crédibilité du pays. Par ailleurs, le choix d'abandonner le taux de change fixe, un des principes fondamentaux de l'orthodoxie de l'équipe économique de Chicago, signa sa disgrâce. La foi en la science économique paraissait adopter la forme d'une oraison désespérée pour éviter le pire. Ce sentiment transparaît notamment dans un épisode intéressant, relaté par l'un des hommes les plus proches du groupe d'économistes, Arturo Fontaine Aldunate, alors directeur du quotidien *El Mercurio* :

> « Le vendredi 11 juin 1982, le président (Pinochet) appelle à son bureau le ministre des Finances De la Cuadra et, d'une voix basse et tranquille, lui dit : "j'ai pris la décision de dévaluer". Et sans un mot de plus, il sort de sa poche une estampe avec l'image de la Vierge du Carmen, Patronne du Chili et de ses Armées, et la montre en silence au ministre. Celui-ci, déconcerté par le geste, ne pense à rien d'autre qu'à retirer par le col de sa chemise la médaille du Scapulaire du Carmen qu'il porte toujours sur lui autour d'une chaîne. Après ce silencieux et émouvant échange d'images, viennent les modalités de la dévaluation »[670].

D'après les chiffres d'Alan Angell, le PIB chuta à 14,1% et l'investissement de plus de 30% en 1982. La dévaluation du *peso* par rapport au dollar avait également atteint un niveau similaire, tout comme les réserves internationales, de 40% inférieures par rapport à 1981[671]. Le chômage, dont l'estimation n'incluait pas toutes les personnes participant aux programmes PEM et POJH d'assistance à l'emploi d'urgence instaurés par le gouvernement[672], avait officiellement atteint 19% en 1982 et 26% l'année suivante. Ce

---

[669] L'unité du groupe avait déjà été malmenée à cause du problème de la dévaluation, qui avait mis en évidence les différences entre ceux qui participaient au gouvernement (Sergio de Castro, Miguel Kast, Alvaro Bardón, Pablo Barahona) et les personnes directement ou indirectement liées au secteur privé (Manuel Cruzat y Juan Braun). Voir : Fontaine, Arturo, *Op. cit.*, p. 154.

[670] *Ibíd.*, p. 160 ; « El viernes 11 de junio de 1982, el Presidente (Pinochet) llama a su despacho al Ministro de Hacienda De la Cuadra y, en voz baja y tranquila, le dice : "He tomado la decisión de devaluar". Y sin más, saca del bolsillo una estampa con la imagen de la Virgen del Carmen, Patrona de Chile y de sus Ejércitos, y la exhibe en silencio al Ministro. Éste confundido por el gesto, no atina a otra cosa que a sacarse por el cuello de la camisa la medalla del Escapulario del Carmen que siempre lleva consigo colgando de una cadena. Luego de esta callada y emocionada exhibición de imágenes, vienen los detalles acerca de la resuelta devaluación ».

[671] Les réserves internationales du Chili s'étaient effectivement effondrées à 800 millions de dollars pendant les cinq premiers mois de 1982. Consulter : Ledesma de Lapeyra, Viviana, *Op. cit.*, p. 281.

[672] Sous le gouvernement militaire un sous-emploi institutionnalisé s'installa, par le biais de programmes spéciaux d'absorption de la main d'œuvre : le Programme d'emploi minimum (PEM, 1974) ainsi que le

même auteur souligne qu'en 1983, après dix années de régime autoritaire, le Chili n'était plus et en aucun cas un exemple de politique monétaire à imiter. Le revenu réel par habitant était de 3,5% inférieur à celui de 1970 et le niveau d'inégalité des revenus avait augmenté. La production industrielle était elle aussi inférieure à celle de 1970, alors que la dette extérieure chilienne équivalait à 80% du PIB. De manière ironique, Angell ajoute que l'État était effectivement le propriétaire de la majeure partie du secteur financier, mais en raison cette fois de la dette bancaire que les entreprises et particuliers avaient fébrilement contractée dans les années du "miracle économique"[673].

4.2.2 Éléments idéologiques implicites dans la crise de 1982

La crise de 1982-1983 est la plus grave que le pays ait connue depuis 1930. Elle impliqua un ajustement brutal de l'économie au prix d'un énorme coût social, et ébranla durablement le régime militaire, notamment lors des grèves et des protestations de 1983. Nous avons déjà traité les facteurs économiques internes et externes de la crise. La plupart des auteurs qui ont travaillé sur cette période s'accordent sur le fait que l'ampleur et la gravité de la crise ne peuvent s'expliquer sans prendre en compte un autre élément : le haut niveau d'idéologisation des dirigeants de la politique économique de l'époque :

> « Je dirais qu'il apparut clairement qu'il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie. Ensuite, que cette théorie doit s'appliquer depuis le pouvoir politique en visant le bien commun général, et non les intérêts de certaines personnes ou groupes. Troisièmement, que l'économie, conçue de cette manière, est le meilleur outil pour maintenir une société libre [sic] »[674].

En d'autres termes, l'influence décisive du contexte mondial de récession à la fin des années 1970 ne peut être négligée. Néanmoins, elle ne suffit pas à expliquer les importants déséquilibres internes accumulés par l'économie chilienne depuis la phase du *traitement de choc*, en 1975, malgré les nombreux chiffres positifs que les autorités persistaient à montrer comme des effets du "miracle économique", en particulier entre 1978 et 1981.

Programme occupationnel des chefs de foyers (*Programa Ocupacional de Jefes de Hogar*, POJH, 1982). Officiellement mis en place comme des mesures provisoires contre des salaires fixés autour du tiers du revenu minimum, ces programmes se maintinrent pendant pratiquement toute la durée du régime militaire, de 1974 jusqu'en 1988, sous la direction du ministère de l'Intérieur : Teitelboim, Berta, *Indicadores económicos y sociales*, PET, Santiago, 1985.

[673] Angell, Alan, *Op. cit.*, p. 118-119.

[674] Entretien avec Pablo Barahona, membre du groupe des "Chicago Boys". Il fut également président de la Banque Centrale, de même que ministre de l'Économie sous le régime militaire, dans Arancibia Clavel, Patricia, *Op. cit.*, p. 140 ; « Yo diría que quedó en claro que no hay nada más práctico que una buena teoría. Luego que esa teoría debe aplicarse desde el poder político mirando el bien común general, no los intereses de determinadas personas o grupos. Tercero, que la economía, así entendida, es la mejor herramienta para sostener una sociedad libre ».

Principaux indicateurs économiques en millions de dollars, 1978-1981

Année	PIB (croissance annuelle)	Chômage (% de la F. de T.*)	Inflation (% annuel)	Exportations (US$ MM)	Importations (US$ MM)	D. Éxterne (US$ MM)
1978	8,2%	17,9	37,2	2.460	2.886	11.251
1979	8,3%	17,7	38,0	3.834	4.190	12.353
1980	7,8%	15,7	31,2	4.705	5.469	13.999
1981	5,5%	15,6	9,5	3.836	6.513	17.856

(*) "F.de T." : Force de travail.
Source : Ledesma De Lapeyra, Viviana, *Op. cit.*, p. 289. Données obtenues auprès de la Banque Centrale du Chili et de la CIEPLAN.

Dans la perspective qui nous intéresse ici, l'évolution de la pensée économique libérale au Chili, notamment l'expérience de 1975-1983, s'est avérée particulièrement originale au vu des éléments orthodoxes du modèle d'ouverture de l'économie, jusqu'alors unique au monde. Ce modèle associait en outre : (a) la dérégulation, (b) le libre marché et (c) l'ouverture non discriminatoire au commerce extérieur[675]. L'insistance sur la neutralité de la politique économique et la confiance accordée aux mécanismes d'ajustement automatique constituent la preuve de l'influence de l'équipe économique de Chicago dans l'élaboration d'une stratégie de développement, fort éloignée des expériences précédentes, notamment de l'expérimentation manquée du socialisme en démocratie appliqué entre 1970 y 1973. L'expérience monétariste a donc été un saut dans l'inconnu qui mit un terme à la crise et à la récession qui touchaient le pays. Le régime résista à cette crise en utilisant la répression et en concevant une habile manœuvre de "supposée ouverture" politique, désactivant finalement les mobilisations sociales lancées en 1983[676].

Dans une synthèse remarquable par sa clarté, Patricio Meller résume les principes élémentaires du modèle appliqué au Chili au moment du "monétarisme dur", qui .disparurent précisément avec la crise. Nombre d'entre eux semblent être aujourd'hui des lieux communs d'une économie globalisée, mais, à cette époque, ils étaient simplement révolutionnaires et définitivement hétérodoxes par rapport aux tendances dominantes de la discipline économique des années 1970. Les principes auxquels nous faisons référence sont les suivants :

a) La mise en place de la triade "vigueur du marché – ouverture au commerce extérieur – application de politiques générales". Il s'agissait d'installer un modèle décentralisé dans lequel les agents économiques prenaient des décisions

[675] Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 211.
[676] Moscoso, Pablo, *Op. cit.*, p. 401-466.

indépendamment de l'autorité centrale. Il existerait alors une sorte de "pilote automatique" de l'économie qui s'activerait simplement à l'aide de règles claires et neutres vis-à-vis des agents économiques.

b) La stimulation économique est fondamentale afin de favoriser une meilleure productivité dans le travail, et de provoquer une hausse de l'épargne et de l'investissement. Pour qu'elle puisse être effective, l'élimination de tout type de contrôle est nécessaire.

c) Le marché constitue le mécanisme optimal pour l'assignation des ressources et il est "préférable" que le secteur privé soit celui qui canalise ces ressources. L'État doit s'employer quant à lui à corriger ou à éliminer les erreurs introduites dans le fonctionnement du marché, sans tenter de le remplacer.

d) Les dépenses publiques ne doivent pas dépasser le PIB. Afin d'obtenir ce résultat, un déficit public égal à zéro est requis pour des raisons plus pratiques que théoriques.

Le respect méticuleux de ces principes, qui semblait de prime abord donner des résultats assez positifs, conduisit l'équipe économique à refuser toute correction ou modification du modèle. Après, il fut trop tard, et, dans certains cas, même contreproductif. Le coût social fut excessif pour le pays. De sorte que, même si l'influence des économistes de Chicago demeurait déterminante au sein du gouvernement militaire, une nouvelle version du modèle, relativement plus pragmatique sans pour autant cesser d'être clairement libérale, s'imposa.

4.3 Les leçons de la crise et le libéralisme pragmatique

D'après l'analyse de l'économiste Orlando Caputo – et selon les études de la CEPAL –, le Chili fut le pays d'Amérique latine le plus affecté par la crise du début des années 1980[677]. En effet, le PIB chuta à 14%, la production industrielle à 23% et le chômage, d'après CIEPLAN[678], atteignit 30%. Dans un contexte de protestations sociales et d'un retour des partis politiques après dix années de récession et de prohibition, le régime militaire dut faire face à cette situation économique catastrophique, pratiquement impossible à gérer y compris

[677] Caputo, Orlando, "Chile, de nuevo uno de los países más afectados por las crisis", *Rebelión*, 14/11/2008, http://www.rebelion.org/noticia.php?id=75798 (consulté le 05/03/2009). Arancibia et Balart, dans une optique différente, défendent la même idée quant aux dommages comparativement plus élevés que subit l'économie chilienne en termes d'échanges entre 1981 et 1983 ; Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit.*, p. 398.
[678] CIEPLAN : Corporation d'études pour l'Amérique latine. Toutes les publications de ce centre d'études sont disponibles sur : http://www.cieplan.cl.

par un gouvernement démocratique[679]. L'orthodoxie de l'équipe économique de Chicago avait, qui plus est, accentué une crise récessive déclenchée initialement par des causes externes[680], ce qui avait conduit le pays à une situation de faillite généralisée du système financier et de nombreuses entreprises. L'"ajustement automatique" avait donc laissé l'économie chilienne dans une situation de quasi-banqueroute, et ce, en moins de deux ans[681] :

> « En marge de ces coûts économiques considérables, la crise introduisit une sérieuse fracture dans la conscience néolibérale des équipes de professionnels et d'économistes sur lesquels s'était appuyé le gouvernement pour élaborer ses plans de transformation économique. Le climat de grande unité et de collaboration des années antérieures fut ainsi remplacé par une atmosphère de luttes, de conflits et de rancœurs. »[682].

4.3.1 Une brève période d'hétérodoxie et de mesures expansives

La première réaction du général Pinochet fut de chercher des solutions à l'intérieur du modèle lui-même, auprès des personnes qui étaient parvenues à de bons résultats quelques années auparavant. Il avait toutefois pleinement conscience de la disgrâce de son ministre des Finances phare, Sergio de Castro, face à la majorité des patrons soutenant le régime[683] :

> « Il ne fait aucun doute que l'État a le devoir de veiller au bon fonctionnement du système financier. Je l'ai toujours affirmé et c'est pour cela qu'on m'a traité de *gásfiter* [plombier][sic] parce que, dans leur ignorance et leur orgueil, les

---

[679] Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il n'existe pas de consensus parmi les économistes. Hernán Büchi, Ministre des Finances du régime militaire entre 1985 et 1989, considère par exemple que même si la crise frappa le Chili avec une extraordinaire dureté, le pays est celui qui l'a le mieux résolue à partir de 1984. Ainsi, il ne croit pas en la thèse de la "décennie perdue". Cf. Büchi, Hernán, *La transformación económica de Chile. Del estatismo a la libertad económica*, Bogotá, Editorial Norma, 1993, p. 176.

[680] Parmi les facteurs externes de la crise, il convient de distinguer la faible demande pour les exportations chiliennes, tout comme la chute des prix internationaux, surtout du cuivre, qui, malgré la diversification des produits exportés, continuait d'être la principale source de devises du pays. Voir : Olave, Patricia, *Op. cit.*, p.107

[681] D'après les chiffres présentés par Patricia Olave, les faillites des entreprises atteignirent le nombre de 1.554 en avril 1982, et accumulèrent des pertes estimées à 8.500 millions de dollars. Le taux de chômage s'éleva à 24,6% la même année, alors que le déficit du compte courant s'élevait à 19% du PIB. Il est intéressant d'observer que cette chercheuse, à la différence de la plupart des auteurs, met l'accent sur la capacité d'adaptation de la politique économique à très court terme (1981-1985). En effet, pendant cette période, ont été expérimentées des politiques extrêmes comme celle de l'"ajustement automatique", ou au contraire celles prônant la régulation et l'intervention de l'État. D'après elle, ces expériences auraient conféré à l'action de l'État chilien un pragmatisme considérable, en dépit du dogmatisme de l'équipe économique de Chicago. *Ibíd.*, p. 107-109.

[682] Büchi, Hernán, *Op. cit.*, p. 170 ; « Al margen de sus enormes costos económicos, la crisis introdujo una seria fractura en la conciencia neoliberal de los equipos de profesionales y economistas en los cuales el gobierno se había apoyado en sus planes de transformación económica. El clima de gran unidad y colaboración de los años anteriores fue reemplazado por una atmósfera de pugnas, conflictos y rencores ».

[683] En ce qui concerne la relation entre les associations patronales et le régime militaire chilien, consulter : Campero, Guillermo, *Los gremios empresariales en el período 1970-1983 : comportamiento sociopolítico y orientaciones ideológicas*, Santiago, ILET, 1984.

monétaristes de Chicago – que dirigeait l'infaillible monsieur de Castro – soutenaient dogmatiquement que le marché corrigeait tout »[684].

Les changements ministériels se succédèrent alors dans un pays en quête d'un leadership solide, capable de tranquilliser les agents économiques confrontés à cet échec financier. Pinochet dut accepter de sortir même temporairement de l'orthodoxie rigide imposée initialement par l'équipe économique de Chicago :

> « Sergio de la Cuadra (successeur de de Castro au ministère des Finances), était un universitaire dépourvu d'imagination qui, en général, s'efforça d'assurer la continuité de la politique néolibérale, en flexibilisant seulement le marché des devises, accélérant ainsi l'évasion des dollars. Ne possédant pas la personnalité de son prédécesseur, il accepta la décision de Pinochet et de ses assesseurs militaires de dévaluer par rapport au dollar au début du mois de juin [1982]. Afin de sauvegarder l'image des *Chicago Boys* face à l'abandon d'un des symboles du modèle néolibéral, le dollar fixe, Pinochet chargea le général Danús d'annoncer la dévaluation »[685].

Sergio de la Cuadra fut également remplacé, en août 1982, par un autre économiste formé à Chicago, Rolf Lüders, qui, dans l'urgence, dut assumer simultanément les ministères des Finances et de l'Économie. Mais ce dernier ne parvint pas davantage à contrôler la situation. Il se vit contraint, en janvier 1983, d'ordonner l'intervention de l'État dans la gestion de cinq banques et institutions financières au bord de la banqueroute. L'économiste libéral Carlos Cáceres, l'un des rares Chiliens membres de la Société Mont Pèlerin[686], remplaça Lüders au ministère des Finances à partir d'août 1983, juste au moment où les protestations sociales parvinrent à une mobilisation maximale. Cependant, Cáceres ne resta pas plus de quelques mois à son poste. En avril 1984 lui succéda le premier économiste – en

---

[684] Déclarations de l'entrepreneur Ricardo Claro, dans un article censuré de 1983. Editorial, "El día que "La Tercera" censuró a Ricardo Claro", *La Nación*, Temas del Domingo, 16/11/2008. Disponible sur : http://www.lanacion.cl/prontus_noticias_v2/site/edic/2008_11_16_1/port-impresadom/fk_dom_temas.html (consulté le 05/09/2008) ; « No cabe duda que el Estado tiene el deber de velar por el buen funcionamiento del sistema financiero. Lo he sostenido siempre y por eso me trataron de *gásfiter* porque, en medio de su ignorancia y su soberbia, los monetaristas de Chicago – que encabezaba el infalible señor de Castro – sostenían como dogma que el mercado lo corregía todo ».

[685] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 509 ; « Sergio de la Cuadra (sucesor de De Castro en el Ministerio de Hacienda), era un académico sin imaginación y, en general, quiso mantener la continuidad de la política neoliberal, flexibilizando sólo el mercado de divisas, lo que aceleró la fuga de dólares. Sin la personalidad de su antecesor, tuvo que aceptar que Pinochet y sus asesores militares decidieran la devaluación del dólar a comienzos de junio (1982). Para salvar la imagen de los *Chicago Boys* ante el abandono de uno de los símbolos del modelo neoliberal, el dólar fijo, Pinochet encargó al general Danús dar a conocer la devaluación ».

[686] L'exclusive Société Mont Pèlerin fut créée en 1947 par Friedrich Von Hayek et 36 autres économistes et intellectuels préoccupés par le destin du libéralisme, aussi bien au niveau théorique qu'au niveau pratique. La société porte le nom du village où s'est tenue la première réunion, aux abords de la ville de Montreux, en Suisse. Le groupe a traditionnellement été associé à la défense de la propriété privée et de l'économie de marché, et se réclamait entre autres de la figure de l'économiste et prix Nobel, Milton Friedman. La société organise des réunions régulières dans diverses parties du monde, et concentre ses efforts sur le combat contre toutes les formes d'intervention de l'État dans l'économie.

presque une décennie – à ne pas être lié au groupe de Chicago : le comptable et ingénieur commercial de l'Université du Chili, Luis Escobar Cerda[687] :

> « Le ministre des Finances, Luis Escobar Cerda, alla jusqu'à relever les tarifs douaniers de 35% au cours des dix mois et dix jours de sa gestion. La critique de l'orthodoxie économique fut immédiate. Dominique Hachette, autre homme de Chicago et professeur à l'Université Catholique, accusait à cette époque les autorités de succomber aux "pressions de certaines corporations [*gremios*] partisans d'une stratégie basée sur la substitution d'importations" »[688].
>
> « Les "explications" peu convaincantes des techniciens de Chicago incitent les forces conservatrices, de manière imperceptible, à trouver des schémas d'un certain étatisme dirigiste en faveur du patronat, de style "gaulliste". La gestion du ministre Escobar serait classée dans cette tendance »[689].

Même si Escobar Cerda – économiste pragmatique – était considéré comme un libéral modéré, il n'était pas, dans l'absolu, orthodoxe en matière monétaire, et jouissait qui plus est d'un certain prestige et disposait de bonnes connexions dans les principaux organismes internationaux de crédit, en particulier au Fonds monétaire international (FMI)[690]. La modération de l'économiste comptait énormément pour le régime militaire. Le secteur bancaire privé international avait en effet pratiquement fermé le crédit au Chili, en raison des politiques erratiques menées par l'équipe économique, et, en particulier sa décision de dévaluer le peso[691]. Depuis 1982, les anciens créanciers internationaux s'étaient décidément

---

[687] Luis Escobar Cerda avait été doyen de la faculté de sciences économiques de l'Université du Chili entre 1955 et 1964, reconnue – avec la CEPAL – pour ses positions "structuralistes" et anti néolibérales. Membre du parti radical, il fut également ministre de l'Économie entre 1961 et 1963, sous le gouvernement de Jorge Alessandri Rodríguez. Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 542.

[688] Le ministre Escobar Cerda fut rapidement la cible d'accusations selon lesquelles il tentait de dénaturer le modèle de libre marché par des mesures issues de ce que l'on considérait comme un passé obsolète. La citation précédente provient de : López, Javier, "Con nuevos acuerdos comerciales arancel de Chile se acercará a cero", *La Tercera*, Negocios, 29/11/2004 ; « El ministro de Hacienda, Luis Escobar Cerda, subió los aranceles hasta el 35% en sus diez meses y diez días de gestión. La crítica de la ortodoxia económica fue inmediata. Dominique Hachette, otro hombre de Chicago y profesor en la Universidad Católica, acusaba en esa época a las autoridades de sucumbir a "presiones de ciertos gremios partidarios de una estrategia basada en la sustitución de importaciones" ».

[689] À cette époque, Alejandro Foxley critiquait durement la politique économique du régime militaire, en particulier après le durcissement de la répression suite aux protestations de 1983. Foxley, Alejandro, "Las formas de la politica después del autoritarismo", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 15, diciembre 1984, p. 210 ; "Las poco convincentes "explicaciones" de los técnicos de Chicago empujan a las fuerzas conservadoras, imperceptiblemente, a buscar esquemas de un cierto estatismo dirigista proempresarial, de estilo "gaullista". La gestión del Ministro Escobar estaría encasillada en esta tendencia".

[690] D'après Carlos Huneeus, les mauvaises relations de Luis Escobar avec le *gremialismo* entachèrent son image auprès de Pinochet, raison pour laquelle il dut abandonner peu de temps après le ministère des Finances à l'ingénieur Hernán Büchi, qui avait été un proche collaborateur de Sergio de Castro et également un membre remarqué de l'équipe économique de Chicago. Il avait cependant effectué sa formation académique à l'Université de Columbia. Consulter : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Op.cit.

[691] Selon Ricardo Ffrench-Davis, le Chili fut le plus grand bénéficiaire des financements du FMI, de la Banque mondiale et de la BID. Les virements nets positifs de ces organismes furent en effet équivalents à 2% du PIB en 1985-1988. Les virements du Chili aux banques privées atteignirent quant à eux 6%. Le financement

transformés en “encaisseurs”, notamment après la cessation de paiements de la dette extérieure décrétée par le Mexique en août de la même année[692].

La rigide orthodoxie théorique des années 1975-1982 fut donc remplacée par un libéralisme pragmatique plus flexible vis-à-vis de la situation sociale du pays, mais également au regard des besoins politiques du régime militaire et d’une grande partie du patronat. Celui-ci exigeait en effet de l’État toutes sortes de mesures d’allègement afin de préserver la prospérité de ses activités. Pour les nouvelles autorités économiques, il s’avéra donc moins compliqué de renégocier les dettes des entreprises avec les banques, dans la mesure où celles-ci avaient été déjà virtuellement nationalisées lors de l’intervention gouvernementale au début de 1983[693].

En règle générale, depuis l’arrivée d’Escobar Cerda au ministère des Finances, et même lorsqu’il fut ensuite remplacé par Hernán Büchi, la politique économique demeura de tendance libérale. Une série de changements la différencièrent cependant du modèle rigide de la première équipe des *Chicago Boys*[694]. En premier lieu, l’industrie nationale fut protégée grâce à une augmentation significative des tarifs douaniers (35%) maintenue par la suite à 15% sur l’ensemble des produits importés. Une série de mesures fut également mise en place afin de préserver certains secteurs de l’économie comme l’agriculture. Des catégories de prix et des surtaxes douanières furent ainsi établies afin de favoriser certains produits considérés

---

multilatéral joua également un rôle essentiel dans la capacité des pays endettés à verser les intérêts dûs aux banques privées. Ce soutien fut de toute évidence plus significatif pour le Chili. Ffrench-Davis, Muñoz y Palma, *Op. cit*., p. 153.

[692] Fontaine, Arturo, *Op. cit*., p. 162.

[693] « Le 13 janvier 1983 commence la plus grande « intervention » bancaire de l’histoire du Chili. Le gouvernement militaire décide d’intervenir auprès de cinq banques (*Banco Unido de Fomento* et *Banco Hipotecario de Chile*, BHC, entre autres) et en met trois autres en liquidation, dont une société financière, en raison de problèmes de liquidité et d’insolvabilité. Entre 1982 et 1986, la Superintendance des banques ferma ainsi 16 institutions financières qui avaient transgressé les lois et régulations concernant le secteur, et étaient devenues insolvables en raison de pertes supérieures à leur capital et à leurs réserves » ; « El 13 de enero de 1983 se produce la mayor intervención bancaria de la historia de Chile. El Gobierno militar decide intervenir a cinco bancos (Banco Unido de Fomento y Banco Hipotecario de Chile, BHC, entre ellos) y liquida otros tres, por problemas de liquidez e insolvencia, incluyendo a una sociedad financiera. Fue así como entre 1982 y 1986 la Superintendencia de Bancos intervino y cerró 16 instituciones financieras por transgredir las leyes y regulaciones que les eran aplicables y que estaban en situación de completa insolvencia debido a pérdidas que excedían su capital y reservas ». Cf. Castañeda, Lina & Ramírez, Claudia, “A 25 años de la intervention bancaire en Chile”, *El Mercurio*, Reportajes del Sábado, 12/01/2008.

[694] Arturo Fontaine se réfère au groupe d’assesseurs de Büchi comme la “deuxième génération” de Chicago Boys. Ces derniers auraient retenus les leçons de leurs prédécesseurs et auraient des positions moins dogmatiques. Parmi eux, figurent Fernando Alvear (Secrétaire des investissements étrangers), Juan Andrés Fontaine (Directeur d’études de la Banque Centrale), Gerardo Jofré (Assesseur du ministre des Finances), Luis Larraín (Sous directeur de l’ODEPLAN), Cristián Larroulet (Chef de cabinet du ministre des Finances), Pablo Innen (Assesseur du ministre des Finances), Guillermo Ramírez (Superintendant des banques et institutions financières), Jorge Selume (Directeur des budgets), Hernán Somerville (Directeur de coordination de la dette extérieure) et Álvaro Vial (Directeur de l’Institut national de statistiques). Consulter : Fontaine, Arturo, *Op. cit*., p. 185.

comme sensibles (sucre, blé, huile végétale)[695]. En second lieu, le gouvernement abandonna la politique monétaire passive fondée exclusivement sur les variations "automatiques" des taux d'intérêt, et opta pour une intervention active du marché. Enfin, la mise en œuvre d'une forte régulation du système financier aboutit à l'adoption d'une nouvelle législation bancaire, assez stricte, en 1986[696] :

> « L'effondrement du système financier créa les conditions de la promulgation d'une loi des banques en 1986, amendée dans les années 2000. L'une des principales réformes fut vraisemblablement la restriction des prêts entre entités liées, pratique qui avait été au centre de la crise de 1982 »[697].
>
> « En somme, il ne fut pas proposé un changement de modèle économique, mais plutôt une sorte de correction des aspects comportant certaines fragilités. Le système économique obtenu ne fut donc pas tant le produit du leadership de Sergio de Castro que celui des décisions des ministères des Finances des années 1980, notamment celles de Hernán Büchi, chargé de ce portefeuille entre 1985 et 1986 »[698].

L'une des premières mesures pragmatiques fut l'établissement du contrôle des changes suite au chaos causé par la convertibilité en 1982. Un dollar dit "préférentiel" fut également créé pour les grands débiteurs en dollars, notamment ceux qui avaient pris des engagements financiers dans cette monnaie avant la première dévaluation de 1982. Cette mesure portait directement atteinte au principe de neutralité et de non intervention proclamé par l'ancienne équipe économique de Chicago, dans la mesure où elle privilégiait les grands débiteurs en monnaie étrangère au détriment de ceux qui avaient contracté des dettes en monnaie locale.

Patricia Olave a rassemblé et analysé les diverses actions gouvernementales destinées à encourager la reprise de l'économie *via* l'intervention directe de l'État, telles qu'elles furent

---

[695] Entre 1983 et 1989, environ 50 produits étaient surtaxés de 20% à 50%. Voir : Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 247.

[696] Les politiques correctrices comportèrent une nouvelle loi bancaire (1986) ainsi que l'autonomie de la Banque Centrale (1989). La loi bancaire renforça la supervision et la réglementation du système financier chilien, établit des critères pour la capitalisation et les réserves, sépara les activités des banques et celles de leurs subsidiaires, et créa un système explicite mais limité de garantie d'Etat pour les dépôts. Voir notamment : Marchini, Geneviève, "Chile : un precursor de las reformas financieras", *México y la cuenca del Pacífico*, Vol. 5, nº 15, abril 2002, p. 17-26.

[697] De Gregorio, José, "Crecimiento económico en Chile: evidencia, fuentes y perspectivas", *Estudios Públicos*, nº 98, 2005, p. 45 ; "El colapso del sistema financiero creó las condiciones para la ley de bancos de 1986, luego enmendada en los 2000. Quizás una de las reformas principales fue restringir los préstamos entre entidades relacionadas, una práctica que estuvo en el centro de la crisis de 1982".

[698] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 518 ; "En síntesis, no se planteó un cambio del modelo económico, sino una suerte de corrección de aquellos aspectos en los que se habían constatado debilidades. De ahí que el sistema económico resultante no sea tanto el producto del liderazgo de Sergio de Castro, sino más bien de las decisiones de los Ministros de Hacienda de los años '80, especialmente Hernán Büchi, quien estuvo a cargo de esa cartera entre 1985 y 1986".

mises en place à partir de février 1983[699]. Une nouvelle politique des prix agricoles fut ainsi instaurée, des avantages de crédit furent accordés aux agriculteurs, de même que d'autres mesures protectionnistes en faveur de ce secteur que nous venons de décrire un peu plus haut. Le sort des fonctionnaires d'État s'améliora également avec la fin des licenciements dans le secteur public. La Banque Centrale décida d'adopter une politique active d'émission de monnaie afin de faire baisser les taux d'intérêts et de fournir de plus larges possibilités de crédit pour les producteurs ainsi que pour les consommateurs. Des plans de travaux publics réalisés par des entités privées mais soutenus par l'État furent lancés, afin notamment de créer au moins 80 mille nouveaux emplois. En termes commerciaux, les tarifs douaniers augmentèrent de 10 à 20%, permettant ainsi au taux de change de s'ajuster par rapport à l'inflation. D'autres mesures virent également le jour afin d'améliorer l'accès au crédit des exportateurs et de réduire le déficit de la balance commerciale. D'après Olave, ces mesures sont non seulement le reflet d'une meilleure régulation étatique du marché, mais elles représentent également un retour transitoire au protectionnisme et à la politique de subventions, véritable sacrilège pour les monétaristes[700] :

> « Depuis le départ de De Castro en avril 1982, jusqu'en février 1985, date à laquelle Hernán Büchi prend ses fonctions, le modèle de développement fondé sur le libre marché fut sérieusement menacé de subir une profonde régression. Ce furent les moments les plus difficiles pour le gouvernement militaire (…) »[701].

Entre 1983 et 1984, le gouvernement avalisa les paiements de même que la reprogrammation des dettes privées à l'extérieur, marquant ainsi une rupture avec la politique des années du *traitement de choc* et du *boom* (1975-1981) quand les crédits du secteur privé furent contractés sans la garantie de l'État. L'augmentation du déficit fiscal fut alors considéré comme le coût assumé de cette politique de redressement économique. Il signifia surtout le gain d'une plus grande flexibilité de la part du FMI concernant le traitement de la dette extérieure chilienne[702]. Olave estime que cette renégociation "flexible",

---

[699] Olave-Castillo, Patricia, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía, México,* Universidad Nacional Autónoma de México, Ediciones El Caballito S.A., 1997.

[700] Olave, Patricia, *Op. cit*., p. 112-113.

[701] Arancibia, Patricia & Balart, Francisco, *Op. cit*., p. 401 ; "Desde la salida de De Castro en abril de 1982 hasta febrero de 1985, fecha en que asume Hernán Büchi, el modelo de desarrollo basado en el libre mercado estuvo en serio riesgo de sufrir una profunda involución. Fueron los momentos más difíciles para el gobierno militar…"

[702] D'après Patricio Meller, la négociation avec le FMI permit au Chili de récupérer sa crédibilité face aux organismes de crédit externe, ce qui contrastait clairement avec la plupart de ses voisins dans la région. Cependant, le coût social et économique interne fut important, ce qui entraîna ultérieurement une forte restriction de la politique fiscale et monétaire. Selon ses propres termes, la politique de la nouvelle équipe économique donna la priorité à la crédibilité externe au détriment d'une croissance économique immédiate ; Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 237-238.

couplée à un nouveau changement au sein du ministère des Finances (avril 1984), renforça la tendance à une plus grande participation de l'État dans la résolution de la crise. Cependant, une importante restriction budgétaire fut de nouveau appliquée assez rapidement . En effet , le gouvernement chilien souhaitait gagner en crédibilité et obtenir de nouveaux accès aux crédits auprès du FMI et de la Banque Mondiale.

4.3.2 Le retour à la rigueur économique

L'année 1985 et l'arrivée au ministère des Finances d'un ingénieur, titulaire d'un master en économie de Columbia, qui plus est ancien membre de l'équipe de Chicago, Hernán Büchi Buc, marquèrent le retour partiel à l'orthodoxie économique dans un climat de méfiance généralisée vis-à-vis du modèle économique de libre marché :

> « Je suis arrivé à un moment où le chemin semblait s'être interrompu. Après l'optimisme d'avoir effectué une série de changements qui allaient créer une nouvelle situation de croissance économique, gage de stabilité dans le futur, nous nous retrouvions soudain face à un abîme »[703].

Néanmoins, l'État faisait preuve cette fois d'une plus grande présence régulatrice. Le cadre macroéconomique fut défini par le retour de l'austérité et la recherche des grands équilibres économiques, en particulier en ce qui concerne les comptes fiscaux. L'inflation se transforma de nouveau en la priorité de l'équipe économique et, une fois encore, les salaires se virent affectés suite au décret de blocage en 1985, destiné à augmenter la compétitivité du secteur exportateur et des biens échangeables[704]. À la fin de cette même année, le PIB de l'économie chilienne progressa seulement de 2,4%, mais le pire moment de la crise était définitivement passé. Cette stabilisation entraîna une amélioration des échanges externes dans un contexte de forte baisse du prix du pétrole, de lente progression du prix du cuivre, ainsi que d'une diminution des taux d'intérêt internationaux.

Le second processus de privatisation des entreprises appartenant à l'État fut un autre élément central de cette période. Le paradoxe de cette politique réside dans le fait que le régime militaire décida de vendre des entités non déficitaires, considérées de surcroît, dans les années 1970, comme stratégiques du point de vue de la sécurité nationale. Nombre

---

[703] Entretien avec Hernán Büchi Buc. Castañeda, Lina & Lüders, Marily, "Büchi : las claves del "milagro económico" y su visión del Chile de hoy", *El Mercurio*, Economía, 30/03/2008 ; « Me tocó llegar en un momento en que parecía que el camino se había interrumpido. Del optimismo de haber hecho una serie de cambios que iban a generar una situación nueva de crecimiento económico y estabilidad a futuro, de repente nos encontramos frente a un abismo ».

[704] Les biens échangeables (*transables*) sont ceux qui peuvent être commercialisés ou avec lesquels il est possible de faire des échanges au niveau national et international. Les prix sont déterminés en fonction du marché mondial.

d'entre elles obtenaient même de bons résultats économiques et un excédent opérationnel non négligeable. Mais, du point de vue stratégique, la nouvelle équipe économique désirait donner le signe d'un maintien et d'un développement du modèle de libre marché. Comme le précise Patricia Olave, le message donné aux citoyens fut très clair : il fallait souligner "l'importance de la propriété privée comme fondement de la société libre et de l'économie de marché"[705]. En d'autres termes, aucun retour à l'étatisme n'était envisagé, malgré l'expérience calamiteuse du monétarisme extrême précédant la crise de 1982-1983 et l'intervention d'urgence pratiquée pour tirer le pays d'affaire.

La stratégie de développement à court et moyen terme adoptée par le régime militaire chilien entre 1984 et 1990 fut marquée par les recommandations du FMI, suivies au pied de la lettre par les autorités économiques dirigées par Hernán Büchi. Selon les propres termes de Patricio Meller, cette équipe fut définie comme la plus "fondiste que le Fonds" ("*más fondista que el Fondo*"[sic])[706], allusion à la rigidité et à l'orthodoxie avec lesquelles furent suivies les règles de l'organisme international. Les fondements de cette politique furent élaborés par le ministre Büchi lui-même lors de l'exposition du bilan des finances publiques en 1985 :

> « La politique macroéconomique est nécessaire pour orienter correctement l'effort d'épargne en matière d'investissement. Sa fonction est de surveiller que la balance des paiements ainsi que le budget fiscal fonctionnent de manière ordonnée, que l'inflation soit modérée et faiblissante et que les prix de base – le taux de change, le taux d'intérêt et les salaires réels – ne s'écartent pas de leur cours d'équilibre. L'expérience nous a montré l'importance d'une régulation adaptée des variables macroéconomiques, sans laquelle le marché est désorienté, et l'épargne gaspillée ou placée à l'extérieur, provoquant la concentration de l'investissement sur des opérations improductives ou spéculatives »[707].

Il est admis de manière tacite que le marché peut être désorienté mais qu'il est – néanmoins – nécessaire que soit présent un niveau minimum de régulation et d'intervention de l'autorité économique. Le besoin d'une politique macroéconomique active est également reconnu. Définie de cette manière, la nouvelle stratégie s'appuya sur une croissance basée

[705] Olave, Patricia, *Op. cit*., p. 117.
[706] Meller, Patricio, *Op. cit.*, p. 238.
[707] Fontaine, Arturo, *Op. cit*., p. 190 ; "La política macroeconómica es necesaria para orientar correctamente el esfuerzo de ahorro en inversión. Su función es vigilar que la balanza de pagos y el presupuesto fiscal marchen ordenadamente, que la inflación sea moderada y declinante y que los precios fundamentales – el tipo de cambio, la tasa de interés y los salarios reales – no se distancien de su curso de equilibrio. La experiencia nos ha enseñado la importancia de una adecuada regulación de las variables macroeconómicas, ya que sin ella el mercado se desorienta y los ahorros se malgastan o fluyen al exterior, en tanto que la inversión se canaliza hacia operaciones improductivas o especulativas".

sur les exportations. Son objectif ultime fut de faciliter le règlement de la dette extérieure, sans laisser toutefois les variables essentielles être régulées par les automatismes et la neutralité tant défendues par les *Chicago Boys* de la première génération dirigés par Sergio de Castro[708]. Pour atteindre ces objectifs, il fallut engager une forte réduction des dépenses fiscales et contrôler l'endettement public comme privé[709]. Aussi bien le FMI que la Banque mondiale appuyèrent la stratégie du gouvernement chilien, et servirent également d'intermédiaires face aux créanciers des banques privées internationales, permettant la renégociation dans de meilleurs termes de la dette extérieure du pays[710].

En ce qui concerne ce dernier point, le même auteur observe que deux principes régissaient la politique économique du régime militaire. D'une part, l'État épongea les dettes contractées par les banques privées nationales (estimées à 3.500 millions de dollars) en s'engageant à payer régulièrement les intérêts de la dette extérieure. D'autre part, le gouvernement garantit l'application rigoureuse des politiques macroéconomiques d'ajustement afin d'attirer de nouveaux investissements et des crédits dans le pays :

> « Les organisations multilatérales (FMI, Banque mondiale et BID) apportaient un montant annuel moyen de 760 millions de dollars (dans la période 1983-1987), ce qui représentait 40% du service de la dette extérieure. Par conséquent, l'investissement en réputation [image] eut seulement un effet sur les organisations bilatérales. La banque privée internationale fit de nombreux éloges au processus d'ajustement chilien, mais elle ne facilita l'accès au marché du crédit volontaire (de moyen et long terme) qu'à partir de 1989 »[711].

---

[708] Arturo Fontaine estime qu'il existe deux différences fondamentales entre la conduite économique de Sergio de Castro et celle de Hernán Büchi. En premier lieu, Büchi accorda une grande importance à l'application d'une politique macroéconomique d'ajustement, de croissance et d'épargne. En second lieu, il décida de favoriser et de soutenir directement les exportateurs. Dans cette optique, il annula leurs dettes, encouragea la capitalisation des entreprises et renforça le marché des capitaux. En d'autres termes, il n'était pas disposé à les laisser fonctionner "selon la loi du marché", principe défendu par Sergio de Castro au moment de la crise de 1982. Cf. Fontaine, Arturo, *Op. cit.*, p. 193.

[709] L'un des épisodes les plus marquants de la nouvelle politique de restriction budgétaire fut les 10,5% de réajustement obligatoire que Hernán Büchi refusa aux retraités en 1985.

[710] Un trait commun de la renégociation de la dette à cette période fut l'obligation arbitraire des gouvernements latino-américains d'assurer *ex-post* le paiement de la dette non garantie de la banque locale avec les banques étrangères privées. Cette exigence des organismes multilatéraux de crédit ne prenait pas en compte les risques que prenaient les banques internationales en attribuant des crédits sans les garanties gouvernementales nécessaires. Consulter : Ffrench-Davis, Muñoz y Palma, *Op. cit.*, p. 152.

[711] *Ibíd.*, p. 241 ; « Las organizaciones multilaterales (FMI, Banco Mundial y BID) proporcionan un monto anual promedio de US$760 millones (en el período 1983-1987), lo que equivale al 40% del servicio de la deuda externa. La inversión en reputación sólo tuvo, por tanto, efecto sobre las organizaciones bilaterales. La banca privada internacional dedicó numerosos elogios al proceso de ajuste chileno, pero no le facilitó el acceso al mercado de crédito voluntario (de mediano y largo plazo) hasta el año 1989 ».

La stratégie de non confrontation avec les organismes de crédit international portait ses fruits pour le Chili et lui permit d'accéder à des crédits pendant cinq ans pour un montant relatif de 2,5% à 3% du PIB national.

4.3.3 Le coût social du retour à l'orthodoxie économique

Le coût social de l'ajustement fut considérable et s'explique uniquement, une fois de plus, par le contrôle exercé par le régime militaire sur les divers acteurs sociaux. À ce stade de la réflexion, le questionnement de Patricio Meller prend toute son importance : « Un gouvernement démocratique peut-il adopter un programme d'ajustement interne dans lequel le taux de chômage se maintient autour des 24% pendant quatre ans, les salaires réels sont réduits de 20% et maintenus à la baisse pendant cinq ans et les dépenses sociales par habitant diminuent de 10% pendant six ans? »[712]. À nouveau, les conditions techniquement "idéales" pour l'application d'un ensemble de mesures économiques radicales furent réunies grâce à la situation politique du pays et au centralisme autoritaire du régime militaire[713]. Ainsi, de la même manière qu'en 1975, le *traitement de choc* avait été appliqué et la libéralisation de l'économie accélérée, le pays dut, cette fois, payer les coûts de l'ajustement, et profita du même contexte dictatorial pour renforcer la voie que devait suivre – en principe – le modèle économique chilien. En revanche, les niveaux de répression étaient différents de ceux des années 1970, le contexte sociopolitique ayant changé suite aux protestations des années 1983 et 1984. Cependant, l'instauration du nouveau modèle n'empêcha pas la dégradation des conditions de travail pour les salariés et la majeure partie des travailleurs du pays. En termes quantitatifs, le pays reprit sa croissance économique, laissant derrière lui les pires moments de la crise financière, au prix néanmoins de graves inégalités sociales.

[712] « ¿Puede un gobierno democrático adoptar un programa de ajuste interno en el que la tasa de desempleo se mantiene sobre el 24% durante cuatro años, los salarios reales se reducen en 20% y mantienen deprimidos durante cinco años, y el gasto social *per cápita* se reduce en 10% durante seis años? ». *Ibíd.*, p. 264

[713] Une étude classique du modèle décisionnel des dictatures latino-américaines de la décennie 1970, bien que l'ouvrage soit plutôt centré sur le cas argentin, est disponible dans : O'Donnell, Guillermo, *1966-1973, el Estado burocrático autoritario : Triunfos, derrotas y crisis*, Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1982.

Principaux indicateurs économiques, 1984-1990

Année	PIB (% croissance annuelle)	Inflation (% annuel)	Chômage (% Force de travail)
1984	6,3	23	24
1985	2,4	26	21
1986	5,7	17	16
1987	5,7	22	12
1988	7,4	12	9
1990	10,0	21	6

Source : Ledesma De Lapeyra, Viviana, *Op. cit.*, p. 289. Données issues de la Banque centrale du Chili et de CIEPLAN (1990).

L'effet le plus pervers de l'ajustement structurel de la seconde moitié des années 1980 fut le coût disproportionné de ce mécanisme pour les différents groupes sociaux. A cette occasion fut clairement mise en évidence une tendance préjudiciable aux secteurs économiquement les plus vulnérables du pays. Le principal élément de régression fut la discrimination appliquée en faveur des débiteurs en monnaie étrangère et au détriment de pratiquement 600.000 chômeurs, lesquels avaient reçu des aides dont le montant était inférieur à 1,5% du PIB. En revanche, comme l'affirme Meller, une minorité d'approximativement 10.000 débiteurs en dollars reçut des soutiens équivalents à 3% du PIB, alors que 400.000 sans emplois n'obtinrent aucune aide. En somme :

> « Les propriétaires des actifs réels et financiers reçurent une "protection" pendant le processus d'ajustement ; les déposants bénéficièrent d'une assurance publique pour leurs dépôts qui furent indexés sur l'inflation, alors que les travailleurs subissaient de grandes pertes suite à la désindexation salariale et le chômage »[714].

Dans cette perspective, et même si les données macroéconomiques du pays s'améliorèrent de façon substantielle entre 1985 et 1989, le coût de l'ajustement dans une économie au marché du travail flexible et où la protection contre le chômage était inexistante, fut extrême. L'insécurité économique et la chute du niveau de vie des salariés furent les conséquences évidentes du modèle. En l'absence d'un réseau social de protection, toute une économie informelle se développa. Dans cette économie de survie, la subsistance et la majeure partie des coûts sociaux furent absorbées par ces mêmes familles à faibles ressources.

[714] Ffrench-Davis, Muñoz y Palma, *Op. cit.*, p. 264 ; « Los dueños de activos reales y financieros recibieron "protección" durante el proceso de ajuste ; los depositantes recibieron un seguro público por sus depósitos, y éstos fueron indexados con respecto a la inflación, mientras que los trabajadores experimentaban grandes pérdidas a través de la desindexación salarial y del desempleo ».

Le tableau suivant montre l'évolution de la consommation des principaux groupes sociaux du pays en fonction des niveaux de revenu. La dégradation de la situation des foyers les plus pauvres de la capitale (Santiago), malgré l'amélioration générale observée dans les indicateurs de croissance économique, y est aisément perceptible[715].

Distribution relative de la consommation par foyer à Santiago du Chili

Classe de Revenu	Pourcentage du Revenu		
	1969	1978	1988
40% plus pauvre	19,4%	14,5%	12,6%
40% moyen	36,2%	34,6%	32,6%
20% plus riche	44,5%	51,0%	54,9%

Source : Ledesma De Lapeyra, Viviana, *Op. cit.*, p. 289. Données issues du Département d'Économie de l'Université du Chili.

4.4 La deuxième vague de privatisations et la fin de l' "État entrepreneur" (1985-1989)

D'un point de vue théorique et suivant l'argument de Carlos Huneeus, les conditions dans lesquelles se réalisent les privatisations dépendent, en grande partie, du type de régime politique dans lequel elles sont mises en œuvre. Par exemple, le résultat diffère selon qu'elles soient appliquées dans un régime autoritaire ou démocratique, notamment en raison du système de prise de décisions. Dans le second cas, ce système est plus complexe et inclut la participation de divers acteurs ainsi qu'une plus grande disponibilité de l'information[716]. De plus, la transparence du processus est privilégiée et une différenciation entre les intérêts publics et privés établie.

Au début de ce chapitre, nous avons tenté d'ébaucher une analyse de la seconde vague de privatisations et de sa signification, dans la mesure où elle signe la fin de "l'État entrepreneur" construit depuis la fin des années 1930 au Chili[717]. Après avoir rapidement

[715] Se reporter à l'évolution du PIB dans le tableau précédent.

[716] Nous avons ici adopté la définition de Mario Marcel concernant le terme "privatisation". Ce dernier se réfère à la « désétatisation » ou à la dénationalisation, ce qui correspond à l'acception la plus restrictive du concept de privatisation, c'est-à-dire, la vente d'actifs publics – en particulier des entreprises – au secteur privé. Marcel, Mario, "Privatización y finanzas públicas : el caso de Chile, 1985-88", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 26, junio 1989, p. 9.

[717] Depuis 1945, les gouvernements chiliens successifs avaient accumulés des actifs productifs aux mains de l'État, actifs qui produisirent jusqu'à 39% du PIB en 1973. Ils étaient répartis en 596 entreprises. En 1989, l'apport des entreprises de l'État au PIB se réduisit à 12,7%. Consulter : Hachette, Dominique, "Privatizaciones: reforma estructural pero inconclusa" *La transformación económica de Chile*, Santiago, Centro de Estudios Públicos, 2000, p. 112. Pour une forte critique de la construction du dénommé "État entrepreneur" au Chili – surtout entre 1970 et 1973 – et une défense des privatisations, voir notamment : Larroulet, Cristián, "Reflexiones en torno al Estado empresario en Chile", *Estudios Públicos*, nº 14, 1984, p. 129-151.

retracé le contexte de ces faits, nous étudierons désormais les principaux aspects de ce processus qui doit non seulement être analysé d'un point de vue économique, mais également politique et idéologique. Ses conséquences furent et continuent d'être, jusqu'à aujourd'hui, fondamentales afin de comprendre l'apparition de l'idée d'un "modèle économique chilien". Le concept d'un modèle de développement élaboré au Chili s'est répandu au niveau international à la suite de cette seconde vague de modernisations dans laquelle la privatisation des entreprises – étroitement liée au nouveau système prévisionnel (retraites) – a joué un rôle central.

4.4.1 Le contexte de la seconde vague de privatisations

La crise de 1982-1983 sembla – à un moment donné – mettre en danger le programme "modernisateur" des économistes néoclassiques qui travaillaient pour le régime militaire depuis 1975. Cependant, à partir de 1985, une impulsion nouvelle en faveur des réformes néolibérales surgit, cette fois à l'initiative d'une nouvelle génération d'économistes. Certes influencée par Sergio de Castro et la première équipe économique de Chicago, elle avait cependant retenu les leçons du dogmatisme excessif de leurs prédécesseurs. En février 1985, le général Pinochet confia la conduite économique du pays à un jeune ingénieur titulaire d'un master en économie – Hernán Büchi Buc –, considéré comme "brillant". Büchi avait déjà occupé divers postes à responsabilité à partir de 1975. Il fut notamment ministre, directeur de l'ODEPLAN, sous-secrétaire d'État au ministère de la santé et superintendant des banques et des institutions financières.

Pour Pinochet, revenir au modèle économique antérieur <u>ne constituait pas</u> une alternative envisageable. Même si le libéralisme des monétaristes parut succomber vers 1983, le retour à un projet économique dans lequel l'État jouerait un rôle prépondérant constituait une hérésie pour ceux qui, précisément, se présentaient comme des défenseurs de l'économie libre, vainqueurs du marxisme et principaux ennemis de la "politique politicienne" ("*politiquería*") [sic][718]. Les technocrates de l'équipe de Chicago représentaient ainsi pour le régime une garantie tactique contre un éventuel retour de la "politique et des politiciens". L'asepsie des techniciens économiques monétaristes continuait donc à être la meilleure formule pour un

[718] Par ce concept, le général Pinochet désignait toux ceux qui pratiquaient la politique avec la seule envie de maintenir une clientèle électorale, d'obtenir des faveurs et des prébendes du pouvoir. Cependant, sa rancune à l'encontre de la politique incluait tous les partis politiques chiliens (de gauche, de droite et du centre), qui – selon lui – avaient conduit le pays à la crise de 1973. Il partageait ainsi le critère technocratique et antipolitique du discours des économistes monétaristes formés à Chicago, dont le principal courant de pensée peut s'illustrer par la claire méfiance de F. Hayek à l'égard du régime démocratique et de l'État. À propos du concept de "*politiquería*" utilisé au Chili : Pinochet, Augusto, *Política, Politiquería, Demagogia*, Santiago, Editorial Renacimiento, 1983.

gouvernement qui aspirait à instaurer une révolution économique et sociale dans un pays à forte tradition étatique[719] :

> « En 1983, les protestations massives et les manifestations de rue s'étaient calmées. L'opposition semblait découragée et désorientée. Au lieu d'accélérer la chute du régime militaire, les mobilisations populaires avaient conduit à davantage de répression. Craignant une escalade de la violence, les secteurs de la classe moyenne capitulèrent progressivement. En 1985, avec la signature de l'Accord National (qui excluait le Parti communiste et les factions les plus radicales des socialistes), la stratégie de l'opposition changea : l'affrontement fut remplacé par le gradualisme et la recherche d'une transition démocratique négociée »[720].

Le retour à des formules économiques en faveur du secteur public signifiait renoncer à cet esprit "refondateur" du régime militaire. Pinochet et la Junte de gouvernement le comprirent ainsi, malgré les doutes formulés par de nombreux militaires et partisans civils[721]. Pour reprendre le cours "modernisateur" des choses, il était donc impératif de recouvrer la confiance d'un patronat qui avait subi les contrecoups de la crise de 1982-1983, s'en trouvait endetté dans sa majorité, et qui commençait à douter d'une stratégie de développement exclusivement fondée sur l'ouverture commerciale et l'initiative privée. De surcroît, les pressions du FMI[722], qui posaient comme condition à ses programmes d'aide financière, la mise en marche d'ajustements structurels telle la privatisation des entreprises publiques, s'accentuaient. Le ministre des Finances, Büchi, répondit efficacement à ces pressions en s'assurant de l'appui du patronat et du FMI. Pour ce faire, il vendit les actifs de l'État, fondamentaux dans l'ancienne stratégie développementaliste, c'est-à-dire, les services élémentaires, notamment ceux qui étaient liés à la production et à la distribution de l'énergie électrique. De cette manière, il serait enfin possible de satisfaire l'aspiration des autorités du

---

[719] Une des critiques théoriques les plus pertinentes à l'égard du processus de privatisations est celle d'Aníbal Pinto Santa Cruz, considéré comme l'un des fondateurs de l'école structuraliste au Chili. Pinto Santa Cruz, Aníbal, "La ofensiva contra el Estado-Económico", *Colección Estudios Cieplan*, nº 21, junio 1987, p. 117-127.

[720] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, Amsterdam, Rozenberg Publishing Services, 1998, p. 103 ; « By 1983, mass protests and street demonstrations had subsided. The opposition appeared discouraged and confused. Instead of accelerating the end of the military regime, popular mobilizations had resulted in more repression. Fearing an escalation of violence, sectors of the middle classes had become increasingly alienated. In 1985, with the signing of the National Accord (which excluded the Communist party and the more radical factions among the Socialists), the opposition strategy shifted : confrontation was replaced by gradualism and the search for a negotiated transition to democratic rule ».

[721] Parmi ces derniers, on distinguait l'ancien président de la République, Jorge Alessandri Rodríguez (1958-1964), qui dirigeait de plus l'une des entreprises les plus influentes du pays, la Compagnie manufacturière de papiers et de cartons (CMPC), et avait été président du Conseil d'État dans les premières années du régime militaire.

[722] Concernant le rôle du FMI dans les privatisations chiliennes *via* les politiques d'ajustement structurel, Marcel, Mario, *Op. cit.*, p. 5-60.

régime : créer une puissante classe patronale capable de diriger l'économie chilienne sans la participation de l'État.

Au cours d'une première phase (1984-1985), les entreprises appartenant à la "dimension étrange" (*área rara*) furent privatisées, essentiellement de grandes banques qui avaient bénéficié de l'intervention de l'État pendant la crise[723]. Ensuite, ce fut le tour des entreprises clé de la CORFO. Leur vente requérait cependant un énorme pouvoir d'achat que le secteur privé chilien ne possédait pas à ce moment. Afin de mener à bien la vente gigantesque des entreprises les plus importantes de l'État, il était nécessaire que les futurs acheteurs possèdent les ressources suffisantes, relativement rares dans un contexte de sortie de crise. Finalement, le régime eut recours aux immenses fonds provenant du nouveau système de retraite, et autorisa – en 1986 – les AFP à acquérir des actions desdites entreprises, les propulsant au rang de meilleurs actionnaires. On estime que près de 25% des entreprises publiques furent acquises avec de l'argent provenant des AFP[724]. L'explication officielle, qui évitait soigneusement de mentionner le bénéfice qu'en retireraient les véritables gestionnaires des actions[725], laissa entendre que les travailleurs du Chili deviendraient, en fin de compte, les propriétaires indirects des entreprises en question grâce leurs fonds de pensions :

> « Les investissements des AFP en actions d'entreprises vendues par l'État et d'entreprises publiques stratégiques, jouèrent un rôle très important dans le processus d'accumulation au cours de cette seconde phase de privatisations. La vente des entreprises rendait indispensable un volume considérable de ressources dont disposaient les AFP, lesquelles étaient à même, par ailleurs, d'appuyer,

[723] Les 43 entreprises relevant de la "dimension étrange" furent de nouveau rapidement privatisées entre 1984 et 1985. La priorité fut accordée au système financier en faveur duquel l'État était intervenu lors de la crise de 1982-1983. Cette mesure concernait notamment les deux plus grandes banques du pays (la Banque du Chili et la Banque de Santiago), les AFP *Provida* et *Santa María*, ainsi que les entreprises liées aux banques comme la Compagnie de Pétroles du Chili (COPEC), *Forestal Arauco* et l'Industrie Forestière S.A. (INFORSA). Les compagnies productives furent vendues aux enchères dans le pays et à l'étranger. Dans le cas des institutions financières, on utilisa les modalités du "capitalisme populaire". L'objectif avoué de cette mesure fut d'étendre la propriété et d'éviter sa concentration au profit de certains groupes économiques, comme ce fut le cas pour les privatisations des années 1970. Hachette, Dominique, *Op. cit.* p. 120. La liste complète des entreprises inclues dans "la dimension étrange" est disponible dans le rapport officiel de la Commission privatisations de la chambre de députés du Chili de l'année 2004 (p. 63) : http://www.camara.cl/trabajamos/comisiones_portada.aspx (consulté le 16/05/2009).

[724] Hachette, Dominique & Lüders, Rolf, *La privatización en Chile*, Santiago, CINDE, 1994, p. 86. Citado por Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 439.

[725] Après 1985, les principales dispositions destinées à réguler la privatisation des institutions financières et les entreprises, *via* "capitalisme populaire", furent les lois Nº 18.401 et Nº 18.398, qui confirmèrent le fondement premier du système de privatisations. Voir : Cámara de Diputados, *Evolución de las normas que regularon el proceso de privatización en Chile desde 1970 a 1990*, Secretaría de la Comisión de Privatizaciones, 2005.

grâce à leur participation, l'intervention d'investisseurs étrangers dans l'achat d'entreprises »[726].

Le mécanisme du "capitalisme populaire" consista alors en la vente directe et préférentielle d'actions – à leur valeur nominale – à de petits investisseurs nationaux, fonctionnaires du secteur public et membres des Forces armées. Cependant, le manque de diffusion du mécanisme et l'absence d'un cadre institutionnel clair et transparent afin d'accompagner ce processus, permit aux autorités proches du régime ainsi qu'à certains cadres de ces mêmes entreprises publiques, d'utiliser cette information préférentielle afin de bénéficier de positions avantageuses au moment de la vente[727]. Ils profitèrent par conséquent de leur condition de "travailleurs" de ces sociétés afin d'accéder aux bénéfices de la nouvelle législation, sans prendre en compte l'information sensible qu'ils manipulaient. Ces données furent par ailleurs utilisées afin d'acquérir des paquets d'actions majoritaires afin de prendre ultérieurement le contrôle des entreprises, une fois privatisées[728]. Le principe régissant en réalité cette politique reposait sur l'idée, selon les propres termes de ses promoteurs, de "faire du Chili un pays de propriétaires" suivant ainsi le modèle de privatisation anglais imposé par Margaret Thatcher[729] :

> « Les acquis du "capitalisme populaire" furent limités en ce qui concerne le nombre des acheteurs d'actions. La plupart des "capitalistes populaires" se concentrèrent dans les banques saisies par les autorités en 1982-1983. (…) Les hauts cadres des entreprises publiques furent ainsi favorisés »[730].

---

[726] Moguillansky, Graciela, *Op. cit.*, p. 181 ; « Las inversiones de las AFP en acciones de empresas vendidas por el Estado y en empresas públicas estratégicas desempeñaron un muy importante papel en el proceso de acumulación de esta segunda fase privatizadora. La venta de las empresas requería un enorme volumen de recursos, que estaban a disposición de las AFP, pudiendo además con su participación respaldar la intervención de inversionistas extranjeros en la compra de empresas ».

[727] Le double rôle de privatisant et d'acheteur joué par divers cadres d'entreprises publiques fait encore aujourd'hui l'objet de critiques. Ils combinèrent l'usage de l'information privilégiée (*délit d'initié*) et l'accès à des subventions pour l'achat de grands paquets d'actions. Après la fin du régime militaire et au moins jusqu'en 2008, aucune administration gouvernementale, et encore moins le pouvoir judiciaire, n'avaient enquêté en profondeur sur le processus de privatisations de la seconde vague. L'explication se trouve peut-être dans les accords politiques implicites de la transition à la démocratie chilienne.

[728] Moguillansky, Graciela, "Privatizaciones y su impacto en la inversión" in Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Op. cit.*, p. 179-180.

[729] Le "capitalisme populaire" prétendait également vaincre la résistance des travailleurs à la privatisation des entreprises, notion impliquant traditionnellement des licenciements et une plus grande flexibilisation du travail. En les invitant à être propriétaires (capitalisme du travail), il s'agissait de les intégrer totalement au processus. Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 447.

[730] Huneeus, Carlos, *Op. cit.*, p. 450-451 ; "Los logros del "capitalismo popular" fueron pobres en cuanto al número de adquirientes de acciones. La mayor parte de los "capitalistas populares" se concentró en los bancos intervenidos por la autoridad en 1982-1983… Una de sus principales consecuencias fue beneficiar a los altos ejecutivos de las empresas públicas".

L'un des auteurs les plus critiques à l'égard du processus de privatisations, Carlos Huneeus, soutient que l'élément le plus discutable des réformes économiques du régime militaire concernait précisément ce point, dans la période 1985-1989 :

> « Le peu de transparence avec laquelle elles ont été effectuées [les privatisations] laisse entrevoir clairement le composant politique. Il rendit en effet possible l'instauration de privilèges pour les hauts cadres des principales entreprises publiques qui avaient pu tirer profit des privatisations et devenir leurs propres associés gestionnaires lors du passage au secteur privé. En raison de ces caractéristiques, les privatisations autoritaires constituent une partie obscure qui ternit les réformes économiques néolibérales promues par les *Chicago Boys*. Le dynamisme économique de la fin des années 1980 et 1990 a "jeté un voile" [sic] sur cette fragilité, conférant ainsi une certaine légitimité *post factum* à ce processus de privatisation, produit dans un contexte non démocratique »[731].

4.4.2 Résultats du processus de privatisation

Il nous paraît important d'insister sur l'objectif politique des privatisations, dans la mesure où il visait à gagner l'appui des patrons afin de conforter le modèle économique et d'en obtenir le soutien indispensable à une victoire au plébiscite de 1988[732]. L'autre aspect réside dans le démantèlement de l'État entrepreneur, afin de diminuer l'influence de tout futur gouvernement sur le fonctionnement de l'économie, et de confier cette tâche uniquement au patronat[733] :

> « Une nouvelle classe patronale, plus cosmopolite et compétente sur le plan technique, répondit avec enthousiasme au soutien officiel en faveur de l'implantation du marché. En échange, elle appuya la campagne antipolitique du gouvernement ainsi que le modèle de tutelle militaire dans le cadre d'une démocratie limitée et protégée »[734].

---

[731] *Ibíd.*, p. 437-438 ; « El componente político es muy visible en la escasa transparencia con que fueron efectuadas (las privatizaciones), posibilitando que se beneficiaran de ellas los altos ejecutivos de las principales empresas públicas, que pudieron convertirse en sus propios socios controladores cuando pasaron al sector privado. Por estos rasgos, las privatizaciones autoritarias constituyen una parte oscura que empaña las reformas económicas neoliberales impulsadas por los *Chicago Boys*. El dinamismo económico de fines de los años '80 y de los '90 ha "corrido un tupido velo" sobre esta debilidad, otorgándole una cierta legitimación *post factum* a este proceso de privatización, producido en un contexto no democrático ».

[732] Huneeus soutient que cette seconde vague de privatisations doit être considérée comme "tactique", du fait de ses objectifs politiques et idéologiques, contrairement à la première vague de privatisations des années 1970 où prima l'aspect "pragmatique" dans le but – à l'origine – de restituer à ses anciens propriétaires les entreprises nationalisées sous le gouvernement de l'Unité Populaire. Huneeus, Carlos, "El comportamiento político de los empresarios en Chile", *Revista Perspectivas*, Vol. 4, nº 2, 2001, p. 315-337.

[733] L'opposition au régime militaire avait annoncé que si elle parvenait au gouvernement, et que s'opérait un retour à un régime démocratique, le dossier des privatisations serait rouvert et rediscuté. Voir : Huneeus, Carlos, *El régimen de Pinochet*, Op. cit., p. 445.

[734] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, *Op. cit.*, p. 104 ; « A new, more cosmopolitan and technically competent entrepreneurial class responded enthusiastically to the official

Les entreprises de la CORFO privatisées à cette période (historiquement de propriété publique) appartenaient aux secteurs stratégiques de l'économie du pays ; principalement dans le domaine des télécommunications (ENTEL), de la téléphonie (CTC), du transport aérien (LAN-Chile), de la production et de la distribution d'électricité (ENDESA et *Chilectra*), de la sidérurgie (CAP), de la pétrochimie, et de l'industrie minière non métallique (SOQUIMICH) ainsi que de la production sucrière (IANSA). Un tableau explicatif permet de mieux percevoir l'avenir réservé aux diverses entreprises privatisées au cours de cette période.

Destination de vente des entreprises publiques, 1985-1988
(% de la valeur de vente, décembre 1988)

Entreprise	Activité	AFP	Bourse	Travailleurs	Licitation	Autres
CAP	Sidérurgie	-	58,5	41,5	-	-
CHILMETRO	Distribution électr.	24	45	31	-	-
CHILGENER	Génératrice électr.	14	80	6	-	-
CHILQUINTA	Distribution électr.	17	74	9	-	-
EMEC	Distribution électr.	-	-	-	100	-
EMELSA	-	-	-	100	-	-
EMELAT	Distribution électr.	-	-	-	100	-
ENDESA	Génératrice et Distribution électr	36,4	44,6	10,7	-	8,4
PILMAIQUEN	Génératrice électr.	-	-	-	100	-
PULLINQUE	Génératrice électr.	-	-	-	100	-
ECOM	Computation	-	-	100	-	-
SCHWAGER	Carbone	13,2	68,1	7,2	-	11,6
ENAEX	Explosifs	-	-	-	100	
ENTEL	Télécommunications	29	48,2	20,2	-	2,6
CTC	Téléphones	9,6	19,5	8,3	62,6	-
TELEX-CHILE	Télex	-	-	-	100	-
IANSA	Raffinerie de sucre	-	51,2	29,4	-	19,4
LAB. CHILE	Laboratoires	13,9	61	25,1	-	-
SOQUIMICH	Salpêtre	23	59	18	-	-
Total		**17,6**	**49,7**	**20,4**	**9**	**3,3**

(*) Ces pourcentages correspondent à la première vente d'actions et ne prennent pas en compte l'effet de transactions postérieures sur la composition de la propriété des entreprises.
Source : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Santiago, Ed. Sudamericana, 2001, p. 450. Les données ci-dessus sont issues de : Marcel, Mario, "Privatización y finanzas públicas : el caso de Chile, 1985-88", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 26, junio 1989, p. 5-60.

En définitive, dix-huit entreprises furent entièrement privatisées entre septembre 1985 et mars 1989, dont neuf partiellement. La plupart d'entre elles étaient excédentaires. Elles offraient en effet un service satisfaisant et s'autofinançaient, étaient administrées dans un

sponsorship of marketization. In exchange, it supported the government's anti-politics campaign and the model of military tutelage for a limited, protected democracy ».

cadre institutionnel et règlementaire strict notamment en ce qui concerne les monopoles naturels ; elles faisaient montre d'une exigence d'efficacité dans leur gestion[735] :

> « En résumé, au moment du lancement de l'actuel programme de privatisations [1985], les entreprises publiques – à peu d'exceptions près – étaient en bonne santé, tant du point de vue de leur rentabilité que de leur niveau d'endettement »[736].

Cette réalité renforce plus encore l'idée d'une privatisation menée sous couvert d'intérêts politiques et idéologiques, bien au-delà des critères techniques d'efficience. Même les meilleurs défenseurs du processus reconnaissent qu'effectivement, un préjudice d'ordre patrimonial fut causé à l'État[737], même s'ils le minimisent en précisant quelle fut la valorisation du marché obtenue ultérieurement par ces entreprises. D'après ces auteurs, les pertes enregistrées relèveraient d'ailleurs davantage d'une "perception" de l'époque que d'un phénomène réel[738].

Le seul contexte politique et social du pays suffit par conséquent à expliquer le faible prix auquel se vendirent les entreprises, de même que l'urgence du régime à trouver des acheteurs. En effet, sans ces données, il est impossible d'interpréter la faible quantité de ressources perçues par l'État pour la vente de ses actifs, ni la manière dont ceux-ci ont été

---

[735] D'après Mario Marcel, la plupart de ces entreprises passèrent par d'importants processus de réorganisation pendant les premières années du régime militaire. Ceux-ci visaient à améliorer leur rentabilité économique et à rationaliser leur gestion, au moment où ces entreprises étaient soumises à des conditions d'opération similaires à celles du secteur privé. Ces conditions leur retiraient en effet la possibilité de réaliser des investissements stratégiques ou de contribuer à la redistribution des revenus. Nombre d'entre elles connurent de fortes réductions de personnel et furent converties en sociétés anonymes. Marcel, Mario, *Op. cit.*, p. 24.

[736] *Ibíd.*, p. 29 ; « En síntesis, al momento de iniciarse el actual programa de privatizaciones, las empresas públicas – con contadas excepciones – se encontraban en buen pie, tanto desde el punto de vista de su rentabilidad como de sus niveles de endeudamiento ».

[737] Ces données ne sont que des estimations, du fait de la complexité du calcul. Manuel Riesco a, quant à lui, calculé que les pertes du patrimoine de l'Etat imputables aux privatisations furent de l'ordre de 1.000 millions de dollars, chiffres auxquels il parvient en comparant les valeurs de vente des entreprises aux "valeurs livre" (nominale). L'auteur donne au moins deux exemples : CAP fut privatisée à 99,5 millions de dollars alors qu'il s'agissait d'une entreprise d'une valeur nominale de 373,9 millions de dollars et IANSA à 6 millions de dollars pour une valeur réelle de 40,9 millions de dollars. Consulter Riesco, Manuel, "Presuntas irregularidades en la privatizaciones de empresas estatales ocurridas con anterioridad a 1990", *Documento CENDA*, 2005, p. 1-10. Selon d'autres auteurs comme James Petras, les pertes patrimoniales furent beaucoup plus élevées, atteignant 2.800 millions de dollars seulement entre 1985 et 1988, ce qui comprenait des subventions octroyées à hauteur de 600 millions de dollars. Voir : Petras, James, "El "milagro económico" chileno : crítica empírica", *Nueva Sociedad*, nº 113, mayo-junio 1991, p. 146-158. Voir aussi : Equipo Editorial, "El saqueo de Chile", *El Periodista*, Santiago, 22/07/2005, disponible sur le lien Internet suivant : http://www.elperiodista.cl/newtenberg/1790/article-69669.html#h2_3 (consulté le 03/05/2009). Le rapport officiel dela Chambre des Députés du Chili de 2004 estima à 2 milliards 223 millions de dollars ces pertes patrimoniales de l'État chilien, produit des privatisations réalisées entre 1978 y 1990.

[738] Cette opinion est principalement soutenue par les économistes Lüders et Hachette. Hachette, Dominique & Lüders, Rolf, *La privatización en Chile*, Santiago, CINDE, 1994.

utilisés[739]. Nombre d'entre eux furent par exemple reconvertis en prêts afin de financer les nouvelles privatisations. En d'autres termes, ils furent détournés comme crédit pour de possibles nouveaux acheteurs.

Le second processus de privatisations est donc marqué par l'entrée de capitaux étrangers dans le pays via des opérations de *swaps*, c'est-à-dire d'échanges de dette extérieure contre des paquets d'actions d'entreprises. Ce procédé augmenta considérablement les niveaux d'investissement étranger dans le pays, en soutenant la stratégie générale du modèle exportateur. Il mit en concurrence les groupes économiques locaux, les contraignant à améliorer leurs modes de gestion et de productivité. En contrepartie, cette stratégie favorisa une concentration importante du capital au Chili, qui dépassa les intentions initiales de l'autorité économique de l'époque, désireuse avant tout de disperser la propriété et d'éviter les écueils du premier processus de privatisations des années 1970. En effet, d'après Olave, seuls sept groupes économiques contrôlaient les trois quarts des 300 principales sociétés anonymes en 1987, qui elles-mêmes concentraient l'essentiel de la force exportatrice du pays. Nous partageons ici l'opinion de l'auteure lorsqu'elle affirme que l'originalité de l'expérience chilienne réside dans l'incidence de ces conglomérats sur la configuration de l'actuel modèle économique chilien :

> « Très tôt au Chili, un consensus est obtenu quant au nouveau modèle d'accumulation et aux réformes institutionnelles devant l'accompagner. La situation d'exceptionnalité occasionnée par le régime militaire va créer un terrain propice à la "discipline" sociale, non seulement chez les classes laborieuses, mais également au sein des divers secteurs industriels. Il en sera de même pour une partie des Forces armées, en désaccord partiel avec les formes prises par le processus de transformation économique et sociale. (…). Il s'agit là d'une situation que l'on n'avait pas observée en Argentine après le *putsch* militaire de 1976 : divers groupes de pouvoir et différents projets économiques et politiques y coexistaient en effet. La même remarque peut être faite concernant le Brésil, dont

[739] Mario Marcel estima la perte minime de patrimoine pour l'État chilien à 27% par rapport à la valeur réelle des entreprises privatisées. Il utilisa pour cette estimation la méthode de calcul la plus conservatrice : « Seuls entre 25% et 47% des revenus par vente des entreprises au sein de la CORFO avaient été destinés à augmenter les prêts de développement en 1986 et 1987, ce qui représente, respectivement, moins d'un quart du total des revenus par privatisations. La plupart des ressources gérées par la CORFO auraient été destinées à d'autres fins – prêts pour privatisations, variations du capital travail, réductions de la dette interne, et autres – parmi lesquelles une fraction aurait eu une incidence sur le compte capital de la corporation » ; « Sólo entre un 25% y un 47% de los ingresos por venta de empresas retenidos por CORFO habrían sido destinados a aumentar los préstamos de fomento en 1986 y 1987, respectivamente, lo que representa menos de la cuarta parte del total de ingresos por privatizaciones. La mayor parte de los recursos retenidos por CORFO habrían sido destinados así a otros fines -préstamos para privatizaciones, variaciones en el capital de trabajo, reducciones de deuda interna y otros- de los que sólo una fracción incidiría sobre la cuenta de capital de la corporación ». Voir Marcel, Mario, *Op. cit.*, p. 41 et 48.

> la situation est similaire à l'exception du domaine de l'exportation où des différences se faisaient sentir »[740].

Ajoutons à cette vision l'idée que la récupération économique vécue au Chili depuis 1986 réaffirmait le schéma de développement malgré les questionnements qui avaient surgi après la crise de 1982-1983. Rétrospectivement, il est possible de préciser que l'intervention de l'État et les restrictions initialement appliquées aux mouvements de capitaux conférèrent au modèle une rationalité et une régulation plus grandes. Il se transforma ainsi en une sorte d'exemple réussi pour la région, malgré l'énorme coût social de la transformation. Cet effet "positif" ne fut probablement pas prévu par les techniciens économistes du régime de Pinochet. Ils parvinrent à convaincre les autorités militaires de poursuivre sur la voie tracée depuis 1975. L'héritage matériel et idéologique du modèle économico-autoritaire restera ainsi davantage marqué par ce second succès que par ses débuts orthodoxes dans les années 1970. Ses principes fondamentaux ainsi que ses plus importants défenseurs et idéologues provinrent pourtant de cette époque (1985-1989).

Les privatisations de la seconde vague ont été décrites comme le signe de la "réussite" de la stratégie chilienne de développement, en particulier par des organismes comme le FMI, qui le cite comme exemple à suivre sur le plan international en termes de processus de réformes structurelles. Dans cette perspective, le sous-emploi, l'emploi précaire et les bas salaires ne constituèrent pas des anomalies du système, mais plutôt le "résultat *naturel* d'une manière plus efficace d'assigner les ressources"[741]. Vu de cette manière, le modèle d'accumulation capitaliste chilien fut à même de s'adapter avec une certaine facilité aux exigences de dérégulation de l'économie internationale. Ce fut plus particulièrement le cas lorsqu'il s'est agi d'accélérer les processus de globalisation à la suite de l'effondrement du bloc socialiste en 1989 :

> « Lorsque j'occupais le poste de ministre des Finances, comme il est facile de le vérifier dans la littérature de l'époque, le pays et le continent entier étaient confrontés à une grave crise qui firent des années 1980 la « décennie perdue » de l'Amérique latine. À cette époque, de nombreuses voix s'élevèrent pour désigner

[740] Olave, Patricia, *Op. cit.*, p. 130 ; « En Chile, de manera temprana, se logra el consenso en torno al nuevo patrón de acumulación y a las reformas institucionales que deberían acompañarlo. La situación de excepcionalidad que confiere el régimen militar va a generar un campo propicio de "disciplinamiento" social, no sólo de las clases trabajadoras, sino incluso de los distintos sectores industriales, y una parte de las Fuerzas Armadas que no estaba completamente de acuerdo con las formas que asumía el proceso de transformación económica y social… Esta es una situación que no se observa en Argentina con posterioridad al Golpe militar de 1976, pues ahí existieron distintos grupos de poder y diferentes proyectos económicos y políticos. Quizás tampoco en Brasil, pues aunque se presentan características similares, en este caso las diferencias se dieron incluso en el bloque exportador ».

[741] *Ibíd.*, p. 131.

le Chili comme le pays qui avait le moins de possibilités de récupération. Cependant, notre pays parvint non seulement à sortir de la crise avec plus de rapidité et de force que les autres pays du continent, mais il parvint également à forger un système économique stable et solide, qui lui a permis d'atteindre à un niveau de croissance jusque là inconnu et, dans le même temps, de surmonter avec une aisance raisonnable, les crises ultérieures»[742].

4.5 L'héritage du régime militaire et l'"amarrage" économique

L'évolution politique du régime militaire est liée à l'itinéraire institutionnel qui s'auto-imposa une fois que la nouvelle Constitution de 1980 entra en vigueur. Cette dernière établissait un agenda de transition démocratique vers un régime qualifié de "démocratie protégée"[743]. En vertu de ce schéma, à la fin du régime transitoire dirigé par le général Pinochet et la Junte de gouvernement, seraient mis en place, sur une période de huit ans, un exécutif (président de la République à la tête du gouvernement) et un pouvoir législatif élu, bien que disposant de pouvoirs restreints. Un léger écueil électoral restait cependant à résoudre par le régime avant de pouvoir prolonger son œuvre jusqu'en 1997.

4.5.1 Les premiers pas inespérés de la transition politique à la démocratie

La Constitution de 1980[744] prévoyait un appel à référendum (plébiscite) pour 1988, par lequel les citoyens devaient approuver ou rejeter la proposition d'un "candidat unique" appelé à gouverner pendant huit ans[745]. Le plébiscite présentait les choix *OUI* et *NON*. Le *OUI* impliquait l'acceptation de la proposition du gouvernement du général Pinochet ainsi que l'extension de son mandat jusqu'en 1997 à compter de mars 1989. En cas de victoire du *NON*, le gouvernement militaire exercerait son mandat un an de plus, organiserait des

[742] Büchi, Hernán, "La defensa de Büchi a las privatizaciones del régimen militar", *Qué Pasa*, 16 julio 2005. Disponible sur : http://www.quepasa.cl/medio/articulo/0,0,38039290_101111578_148742229,00.html. (Consulté le 05/09/2008) ; « En el período en que me correspondió ser ministro de Hacienda, como es fácil de comprobar por la literatura de la época, el país y el continente completo enfrentaron una grave crisis que llevó a que se hablara de los años 80´ como la década perdida en Latinoamérica. Muchas voces en ese momento señalaron a Chile como el país que tenía menos posibilidades de recuperación. Sin embargo, nuestro país no sólo logró salir de la crisis con más rapidez y fuerza que los restantes países del continente sino que también logró forjar un sistema económico estable y sólido que le ha permitido proyectarse con un nivel de crecimiento antes desconocido y, asimismo, sortear con razonable soltura crisis posteriores ».

[743] À propos du concept de "démocratie protégée" au Chili, nous conseillons la lecture de l'article suivant : Godoy, Óscar, "Parlamento, presidencialismo y democracia protegida", *Revista de Ciencia Política*, Vol. 23, nº 2, 2003, p. 7-42. Voir également : Loveman, Brian, "'Protected Democracies' and Military Guardianship : Political Transitions in Latin America, 1978-1993", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 36, nº 2, summer 1994, p. 105-189. Pour analyser le cas du gouvernement de Patricio Aylwin dans cette perspective, voir : Rabkin, Rhoda, "The Aylwin Government and 'Tutelary' Democracy : A Concept in Search of a Case?" *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 34, nº 4, 1992, p. 119-194.

[744] Consulter l'article Nº27 transitoire de la Constitution de 1980.

[745] Il était prévu que le général Augusto Pinochet soit le seul candidat, même si quelques secteurs de droite ne le considéraient pas comme la meilleure alternative après dix-sept ans de gouvernement autoritaire.

élections ouvertes en décembre 1989 et rendrait le pouvoir aux nouvelles autorités – démocratiquement élues – en mars 1990.

Le plébiscite était néanmoins pratiquement considéré comme une formalité mineure par les autorités du gouvernement militaire, lesquelles affichaient une assurance absolue quant au résultat du référendum. Les raisons de cette attitude étaient diverses. En premier lieu, l'économie du pays montrait des signes de croissance depuis 1986. L'appui généralisé du monde patronal, qui avait à nouveau foi dans le modèle économique de libre marché, renforçait également cette conjoncture favorable. En second lieu, le régime avait surmonté la crise économique et politique de 1983-1984 et mit fin de la sorte à un large mouvement citoyen de protestation. Le mouvement se divisa néanmoins en raison de la décision prise par un certain nombre de ses leaders politiques de négocier avec le régime une transition à la démocratie. Cette nouvelle donne isola les groupes qui cherchaient à provoquer la chute du gouvernement militaire par une politique de rébellion populaire des masses[746].

Il faut également mentionner la précédente victoire du régime militaire lors de deux consultations citoyennes, qui ne furent pas inscrites dans les registres électoraux et ne bénéficièrent pas davantage de la présence d'observateurs internationaux[747]. Dans le cas d'un quelconque imprévu, les autorités disposaient de tous les outils nécessaires afin de manipuler les résultats du plébiscite. Elles étaient également persuadées qu'une partie importante de l'électorat de centre gauche ne prendrait pas part à une consultation qui, d'entrée de jeu, n'offrait pas les conditions minimales d'un processus électoral "propre" et informé[748]. Le régime avait ordonné à ses autorités économiques, et en particulier à son ministre des Finances, Hernán Büchi, de mettre en œuvre, à partir de 1987, une politique d'expansion économique ayant pour objectif de donner une sensation de prospérité économique à la population[749]. Enfin, le régime pouvait appliquer la censure à volonté et contrôlait les

[746] Sur les différentes stratégies de l'opposition au régime mlitaire, consulter : Loveman, Brian, "Military Dictatorship and Political Opposition in Chile, 1973-1986", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 28, nº 4, 1986, p. 1-38 ; Álvarez, Rolando, "¿La noche del exilio? Los orígenes de la rebelión popular en el Partido Comunista de Chile", en Valdivia Ortiz de Zárate, Verónica, Álvarez, Rolando & Pinto, Julio (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet* (1973-1981), Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 101-152.

[747] Nous nous référons ici à la consultation de 1978 qui portait sur la condamnation du régime auprès des Nations Unies et de celle de 1979 concernant la proposition d'une nouvelle constitution politique.

[748] Finalement, le 6 mai 1988, fut promulguée la loi Nº 18.700 : Loi organique constitutionnelle sur les élections populaires et scrutins, qui eut pour objet de préciser les aspects techniques de la réalisation du plébiscite.

[749] En 1989, le gouvernement militaire avait mené une politique d'expansion qui eut pour résultat une croissance insoutenable du PIB à 10,9%. L'inflation était également passée de 12,7% à la fin de 1988 à 21,4% en 1989. L'expansion monétaire fut de 45%, augmentant la quantité d'argent privé de 108% pendant la période 1988-1989. Cette surchauffe de l'économie fut observée au travers de deux symptômes classiques : une hausse

principaux médias (radio et télévision), sans compter l'appui explicite des deux grands consortiums de presse chiliens, El Mercurio et COPESA[750] :

> « Pinochet était convaincu que les résultats du plébiscite [de 1988] lui permettraient de rester président encore huit ans. Il comptait sur des indicateurs économiques favorables, sur l'appui inconditionnel des forces armées et sur la fragilité de l'alliance de l'opposition. Le secteur privé, lui aussi résolu à soutenir Pinochet, était perçu comme l'unique rempart contre le retour du centre-gauche au pouvoir »[751].

Tous les facteurs précédemment mentionnés jouaient donc en faveur du régime. Celui-ci ne craignait guère l'usure politique malgré dix-sept années de gouvernement autoritaire ponctuées – entre autres nombreux éléments négatifs – par une forte crise économique, par la restriction de multiples libertés publiques, par le manque de démocratie, par la destruction de l'État de compromis et en particulier par la condamnation de la communauté internationale suite aux violations récurrentes des droits de l'homme. Il est probable que le régime minimisa l'importance de la négociation entreprise avec une partie de l'opposition en vue de la création de registres électoraux et d'un "Tribunal d'inspection d'élections" (*Tribunal Calificador de Elecciones*), ainsi que pour l'inscription des partis politiques, l'autorisation de la propagande politique et la participation d'observateurs internationaux aux scrutins[752] :

> « En effet, une sentence décisive du Tribunal constitutionnel (24 septembre 1985), adoptée par quatre votes en faveur et trois contre, établit que le plébiscite de succession présidentielle devait continuer d'être régulé par un "Tribunal d'inspection d'élections". Elle contrariait, sur ce point crucial, les dispositions transitoires de la Constitution, qui reportaient à la première élection parlementaire l'action de cet organisme. Cette décision eut pour conséquence

---

des importations et une recrudescence de l'inflation. On peut lire : Boeninger, Edgardo, *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1998, p. 467.

[750] L'opposition avait déjà dénoncé, en 1987, le fait que le général Pinochet faisait campagne de manière indirecte dans les média afin de se présenter comme le candidat unique de l'"officialisme" en vue du plébiscite de 1988.

[751] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, *Op. cit.*, p. 108 ; « Pinochet was confident that the results of plebiscite would keep his as President for another 8 years. He counted on favorable economic indicators, the unconditional support of the armed forces and the still unconsolidated alliance within the opposition. The private sector was resolute in its support of Pinochet's rule, for he was seen as the only safeguard against the return of the center-left to power ».

[752] "La loi sur le "Tribunal d'inspection d'élections" fut officiellement publiée en novembre 1985. Un an plus tard, la loi sur les systèmes d'inscriptions électorales et le service électoral fut promulguée. Cette dernière créa les juntes électorales et les juntes d'inscriptions, laissant ouvert le processus d'inscription au cours de l'été 1987. Ensuite, la loi des partis politiques fut dictée, précisant le nombre de signatures à réunir afin de pouvoir être légalement constitués" ; témoignage de Francisco Estévez, organisateur des groupes de responsables de la campagne du NON. Consulter : Estévez, Francisco, "Plebiscito del 5 de octubre de 1988 : El comienzo de un largo camino hacia la participación ciudadana ", Gobierno de Chile, *M. S. G. D., División de Organizaciones Sociales (DOS)*, 2008. Disponible sur : http://www.participemos.cl/index.php?option=com_content&task=view&id=971&Itemid=70 (consulté le 07/07/2009).

> d'obliger à la réalisation du plébiscite dans le cadre d'un système électoral public : registres électoraux, membres de table [sic], responsables légaux, scrutins informés, propagande légale, etc. »[753].

Le gouvernement maintint toujours l'incertitude sur les conditions du déroulement du processus électoral. Il ne communiqua publiquement la date du référendum qu'un mois et cinq jours avant[754]. Le 5 octobre 1988, la décision populaire fut retentissante : le maintien du gouvernement militaire avec Pinochet à la tête de l'État fut rejeté. Le résultat fut donc surprenant, en particulier pour le général lui-même, convaincu par ses conseillers de l'obtention d'une victoire certaine[755]. Le retard au moment de l'annonce des résultats procéda, selon certains (c'est une interprétation encore en vigueur aujourd'hui), d'une intention manifeste de la part de Pinochet et de certains de ses collaborateurs civils et militaires de dissimuler le résultat des urnes[756]:

> « Cette nuit là, le vice-comandant en chef, le général Santiago Sinclair, se proposa d'offrir la force de l'Armée sans conditions – sans aucun égard pour les résultats du plébiscite – "*pour tout ce que vous voulez, mon général* [sic]*"* »[757].

Le général Pinochet décida finalement de respecter l'agenda politique imposé par le régime, malgré le résultat inespéré et contraire aux prévisions du plébiscite, de même que les suspicions quant à sa négation de la défaite durant les premières heures qui avaient suivi la consultation. Mais la reconnaissance publique du triomphe de l'opposition par une faction des partisans du régime et par le gouvernement nord-américain, de même que la décision de

---

[753] *Ibíd* ; "En efecto, una sentencia decisiva del Tribunal Constitucional (24 de septiembre de 1985), que se adoptó con cuatro votos a favor y tres en contra, estableció que el Plebiscito de Sucesión Presidencial debía quedar regulado por un Tribunal Calificador de Elecciones, contrariando, en este crucial punto, las disposiciones transitorias de la Constitución, que postergaban la actuación de este organismo hasta la primera elección parlamentaria. La gran consecuencia de este fallo es que obligaba a la realización del Plebiscito en los marcos de un sistema electoral público : registros electorales, vocales de mesa, apoderados, escrutinios informados, propaganda legal, etc."

[754] L'annonce fut faite le 30 août 1988 et le plébiscite se déroula le 5 octobre de la même année. Comme il fallait s'y attendre, le candidat unique désigné par le régime fut le général Pinochet lui-même.

[755] Le OUI obtint 43% des votes et le NON gagna avec 54,70%. 7.236.241 personnes votèrent. Voir : Cavallo, Ascanio, *La historia oculta del régimen militar*, *Op. cit.*, p. 441. En général, les chiffres diffèrent très peu d'un auteur à un autre. Les résultats finaux du "Tribunal d'inspection d'élections" annoncèrent 44,01% pour le Oui et 55,99% pour le NON. Après dix-sept ans de gouvernement autoritaire, l'appui encore grand obtenu par le général Pinochet, dépassant largement la somme des votes des partis qui le soutenaient, ne cesse de surprendre.

[756] Parmi ceux qui soutiennent cette idée, distinguons le journaliste et chroniqueur Ascanio Cavallo. On peut consulter : Cavallo, Ascanio, "La noche más tensa del siglo", *La Tercera*, Reportajes, 05/10/2008, p. 20-21. Carlos Huneeus, lui, fait partie des défenseurs de la thèse selon laquelle Pinochet n'était pas disposé à courir le risque de manipuler le résultat du plébiscite ; Huneeus, Carlos, *El régimen de Pinochet*, *Op. cit.*, p. 599-600.

[757] Cavallo, Ascanio, *Op. cit.*, p. 20 ; « Esa noche, el vicecomandante en jefe, general Santiago Sinclair, se presentó a ofrecer la fuerza del Ejército sin condiciones – sin importar los resultados del plebiscito – "*para lo que usted quiera, mi general*" ».

la Force aérienne des Carabiniers et de la Marine de ne pas s'embarquer dans une autre aventure putschiste, contribuèrent largement à résoudre la situation[758].

Une fois la défaite assumée, le régime convoqua des élections ouvertes. Il ne disposait que d'un an pour accélérer le rythme des réformes avant de passer le pouvoir à une nouvelle administration[759]. Il était pratiquement certain que le prochain gouvernement serait dirigé par l'opposition de centre-gauche. En conséquence, le gouvernement considéra comme urgent de garantir l'héritage de son "œuvre", l'intention manifeste de l'opposition étant de réaliser de grands changements au niveau institutionnel et économique[760]. Il est d'ailleurs significatif que pour les élections de décembre 1989, tout un secteur de l' "officialisme" et le patronat aient proclamé le ministre des Finances, Hernán Büchi, candidat à la présidence de la République[761]. Le modèle économique et institutionnel était donc bien le principal legs que le régime militaire prétendait laisser au pays, et pour ce faire, il utilisa tous les moyens à sa disposition. Büchi incarnait la période la plus brillante du régime autoritaire : la transformation du Chili en une société de libre marché, pouvant surtout s'apprécier dans la prospérité matérielle atteinte entre 1985 et 1989[762].

---

[758] La nuit même du plébiscite, le leader du parti de droite Rénovation Nationale, Sergio Onofre Jarpa, reconnaissait devant les caméras de télévision et face aux représentant de la *Concertación*, Patricio Aylwin, la défaite du OUI. Pourtant, les autorités du régime retardaient sans explication la remise des résultats officiels. Pour un intéressant travail sur l'origine et les conséquences du plébiscite de 1988 : Valenzuela, Samuel, "La Constitución de 1980 y el inicio de la redemocratización en Chile", Working paper, Kellog Institute, 1997.

[759] L'opposition, ayant obtenu un triomphe lors du plébiscite de 1988, se regroupa en un conglomérat dénommé "*Concertación* de partidos por el NO", qui comprenait 17 partis politiques, au nombre desquels figuraient les différentes variantes du Parti socialiste, la Démocratie chrétienne, le Parti radical, le Parti pour la démocratie (PPD, parti instrumental), la Gauche chrétienne et le MAPU, entre autres.

[760] Une partie de l'opposition, en particulier la gauche dirigée par le Parti communiste, défendit la position de ne pas participer au plébiscite afin de ne pas "jouer le jeu" du régime et poursuivre sa propre politique de rébellion populaire de masses (PRPM) pour obtenir la défaite régime. Finalement, le PC chilien n'intégra jamais la *Concertación*, même s'il finit par s'inscrire et voter pour le NON, puis pour le candidat de la coalition de centre-gauche, le démocrate chrétien Patricio Aylwin Azócar. À propos de la stratégie de la PRPM du PC chilien, consulter l'intéressant travail suivant : Álvarez, Rolando, "¿La noche del exilio? Los orígenes de la rebelión popular en el Partido Comunista de Chile", en Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, Álvarez, Rolando & Pinto, Julio (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 101-152.

[761] Beyer, Harald, "Büchi y Bachelet", *El Mercurio*, Opinión, 05/09/2004. Sur les caractéristiques de la campagne de 1989, voir notamment : Cañas, Enrique, *Proceso político en Chile : 1973-1990*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1997, p. 279-290. Pour une intéressante analyse, bien documentée, sur les processus électoraux post-dictature : Angell, Alan, *Elecciones presidenciales, democracia y partidos políticos en el Chile post Pinochet*, Santiago, Ediciones Centro de Estudios Bicentenario / Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005. Des mêmes auteurs : Angell, Alan & Pollack, Benny, "The Chilean Elections of 1989 and the Politics of the Transition to Democracy", *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 9, nº 1, 1990, p. 1-23.

[762] Hernán Büchi renonça au ministère des Finances le 3 avril 1989, afin de commencer un processus de réflexion qui s'acheva par sa candidature à la présidence de la République aux élections du 14 décembre de la même année.

4.5.2 Les mesures de *amarre* institutionnel et économique[763]

Face à la très forte probabilité d'une défaite aux élections de 1989, le régime militaire accéléra la mise en œuvre d'un ensemble de mesures destinées à garantir la permanence du modèle économique et institutionnel établi par la Constitution de 1980 et par son équipe économique. L'intention manifeste était d'éviter le "populisme irresponsable" de la future administration en créant un ensemble de barrières institutionnelles visant à restreindre la marge de manœuvre des nouvelles autorités. Nous partageons à cet égard la thèse de Carlos Huneeus, lorsqu'il affirme que la dernière étape du régime militaire (entre le 5 octobre 1988 et le 11 mars 1990) ne doit pas être considérée comme une période de transition à la démocratie, mais plutôt comme le dernier moyen par lequel le régime chercha à accomplir ses objectifs. Il ne s'agissait donc pas de faciliter le passage au nouveau régime, mais – au contraire – de faire obstacle à la gestion gouvernementale de la coalition de l'opposition.

De fait, suite à la défaite du plébiscite du 5 octobre 1988, le général Pinochet nomma, à la fin du même mois, un nouveau gouvernement fortement marqué par des personnalités privilégiant les sujets économiques. Hernán Büchi resta au poste de chef de l'équipe économique ; Sergio Melnick fut nommé à l'ODEPLAN et Juan Antonio Guzmán à l'éducation. D'autres hommes proches de la première équipe de Chicago furent nommés à des postes clé. Ce fut par exemple le cas de Carlos Cáceres au ministère de l'Intérieur, Pablo Barahona à l'Économie et Hernán Felipe Errázuriz aux Affaires Étrangères[764]. La permanence du général Pinochet comme Commandant en chef de l'Armée pour huit autres années a constitué la meilleure assurance du régime pour le maintien de son dispositif institutionnel de "démocratie protégée". De plus, son grade lui permit d'éviter tout type d'enquête et de condamnation judiciaire à l'encontre de sa personne et de celle de ses subordonnés visant les violations des droits de l'homme commises tout au long des dix-sept années de dictature. La constitution lui garantissait également le poste de sénateur à vie à partir de 1998, une fois qu'il aurait abandonné la direction de l'Armée. Cette charge lui permettrait de jouir de la protection et de l'immunité légale liées au statut parlementaire(*fuero*) [765].

---

[763] Nous avons utilisé l'expression en espagnol, car il s'agit du concept utilisé au Chili (par les critiques du régime). *Amarres* désigne tous les dispositifs légaux établis par le régime militaire pendant sa dernière année à la tête du pays afin de rendre difficile voire impossible tout type de changement élaboré par le futur gouvernement démocratique formé par l'opposition et ainsi maintenir le modèle économique institutionnel.
[764] Mönckeberg, María Olivia, *Op. cit.*, p. 61.
[765] D'après la législation chilienne : « Le privilège [*Fuero*] parlementaire est le privilège dont jouissent les députés et sénateurs à partir du jour de leur élection, désignation ou incorporation selon le cas, en vertu duquel

Huneeus considère finalement que les principaux objectifs du gouvernement militaire afin d'affronter le changement de régime et de coalition politique sont au nombre de trois[766] :

a) Consolider les réformes économiques dans le but d'assurer une architecture institutionnelle néolibérale. Pour ce faire, le gouvernement chercha à accélérer et à finaliser la seconde vague de privatisations, de manière à ce que les nouvelles autorités se retrouvent devant une situation irréversible et devant le fait accompli.

b) Établir un ensemble de barrages afin de rendre difficile la gestion du futur gouvernement et l'obliger à négocier sur tous les points essentiels du modèle économique. Le possible retour de ce que Pinochet appelait les "vieux politiques", accentua cette méfiance.

c) Encourager la candidature présidentielle ainsi que les listes parlementaires de sa coalition politique de droite afin d'obtenir un nombre suffisant de parlementaires et bénéficier alors de l'influence législative requise pour faire face au futur gouvernement d'opposition.

Le texte de la Constitution de 1980 érigeait de nombreuses barrières interdisant le plein exercice des libertés démocratiques, plus particulièrement le pluralisme politique, soumis à la tutelle militaire. La coalition de l'opposition (*Concertación*) fut alors dans l'obligation de négocier un ensemble de réformes avec le gouvernement militaire au cours de l'été 1989[767]. Cette position de force constituait une conjoncture extrêmement favorable aux autorités du régime autoritaire, leur permettant de légitimer la Constitution avec l'aval de ses opposants et de bloquer d'éventuelles futures réformes.

Parmi les obstacles de dernière minute, certains restreignirent considérablement la marge d'action du pouvoir exécutif. L'une de ces dispositions concerne la prérogative des commandants en chef de Forces armées de proposer eux-mêmes les listes d'avancement et

---

ils ne peuvent subir de procès ou être affectés dans leur liberté personnelle, sans que la Cour d'appel concernée n'ait déclaré auparavant une remise en cause. On doit également considérer comme partie intégrante du *fuero* parlementaire, le fait que les députés et sénateurs sont protégés pour les opinions et votes qu'ils émettent pendant l'exercice de leurs fonctions lors des sessions en salle ou de commission législative » ; « El Fuero Parlamentario es el privilegio de que gozan los Diputados y Senadores desde el día de su elección, designación o incorporación, según sea el caso, en virtud del cual no pueden ser procesados o afectados en su libertad personal, sin que la Corte de Apelaciones respectiva haya declarado con anterioridad haber lugar a la formación de causa. Se debe considerar también dentro del Fuero Parlamentario el hecho de que los Diputados y Senadores son inviolables por las opiniones y los votos que emitan en el desempeño de sus cargos en Sesiones de Sala o de Comisión ». Source : Cámara de Diputados de Chile ; disponible sur : http://sil.congreso.cl/docsil/proy5549.doc (consulté le 23/07/2009).

[766] Huneeus, Carlos, *El régimen de Pinochet*, *Op. cit.*, p. 604.

[767] Contrairement au paquet de réformes de la *Concertación*, celui-ci s'engagea à réduire de huit à quatre ans le premier gouvernement du nouveau régime. Les réformes constitutionnelles furent introduites par la Loi Nº 18.825 du 17 août 1989. Pour une étude détaillée des réformes constitutionnelles de 1989 – d'un point de vue juridique – Andrade, Carlos, *Reforma de la Constitución Política de la República de Chile de 1980*, Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 2002 ; Boeninger, Edgardo, *Op. cit.*, p. 362-366. Une des réformes les plus importantes est liée à la formation du Sénat. Dans le texte original de 1980, les sénateurs élus étaient seulement au nombre de 26, dont 10 étaient désignés (soit presque 30%). La réforme permit que le nombre de sénateurs élus passe à 38 et celui des désignés à seulement 9 (soit environ 20%). Moulian, Tomás, *Chile actual. Anatomía de un mito*, Santiago, LOM ediciones, 1997, p. 356.

de retraite des officiers au président de la République, limitant au maximum et dans la pratique le pouvoir du chef de l'Etat de punir les actes d'indiscipline des militaires. Ce changement fut effectif peu de temps avant la remise du pouvoir au nouveau gouvernement par le biais d'une loi organique constitutionnelle[768].

Pinochet, en sa qualité de chef de l'État, en profita également pour nommer le nouveau Commandant en chef de la Marine, l'amiral Jorge Martínez Busch, un inconditionnel du régime militaire. L'amiral José Toribio Merino avait en effet pris sa retraite après 17 ans de service au sein de la Junte. Concernant le pouvoir judiciaire, le gouvernement militaire renouvela plus d'un tiers des juges de la Cour suprême en utilisant les mécanismes de retraite anticipée pour les plus âgés. Il fallut pour cela offrir des indemnisations qui se chiffrèrent en millions de pesos et atteignirent parfois le montant de 28 salaires[769]. De cette manière, le gouvernement obtint une majorité qui lui conférait d'office la capacité de bloquer n'importe quelle question ou amendement parlementaire touchant les droits de l'homme ou une quelconque enquête portant sur des agissements "condamnables" commis pendant la dictature militaire. En 1990, la Cour suprême était ainsi intégralement composée de juges nommés sous le régime de Pinochet, ce qui ne laissait aucun doute quant à sa loyauté envers ce dernier :

> « L'objectif de parvenir à contrôler la plus haute instance juridique ne s'explique pas seulement par la question des droits de l'homme. Il était primordial d'exercer la plus grande emprise possible sur la Cour suprême. Elle possédait en effet un rôle politique particulier au sein de la [nouvelle] démocratie : elle nommait trois des neuf sénateurs institutionnels, et son président intégrait le Conseil de sécurité nationale »[770].

La nécessité d'achever les réformes économiques conduisit par ailleurs le régime à accélérer la promulgation d'une série de lois dans un délai extrêmement court. Pas moins de 226 lois au total furent ainsi édictées entre le 6 octobre 1988 et le 11 mars 1990, date à laquelle le pouvoir fut remis à la coalition de l'opposition.

---

[768] Il s'agit de la Loi organique constitutionnelle des forces armées Nº18.948, du 22 février 1990.
[769] Huneeus, Carlos, *El régimen de Pinochet*, *Op. cit.*, p. 609.
[770] *Ibíd.*, p. 610 ; « El objetivo de conseguir el control del más alto tribunal se explica no sólo por los derechos humanos. También era muy importante porque la Corte Suprema tenía un destacado rol político en la democracia : nombraba tres de los nueve senadores institucionales y su presidente integraba el Consejo de Seguridad Nacional ».

Le travail législatif du régime militaire après le plébiscite de 1988

	Dissoudre la *démocratie protégée*	*"Barrage"*	Administration	Total
Lois économiques	22	24	7	53-23%
Lois politiques	51	33	24	108-48%
Lois militaires	10	9	4	23-10%
Distributives	15	2	7	24-11%
Autres	12	1	5	18-8%
Total	**110-49%**	**69-30%**	**47-21%**	**226-100%**

Source : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet, Op. cit.*, p. 611.

L'une des modifications les plus importantes survenues dans le domaine économique fut la promulgation de la "Loi organique constitutionnelle de la Banque Centrale". Cette loi conférait une totale autonomie à cette institution vis-à-vis du pouvoir exécutif. Elle eut pour l'objectif d'interdire toute possibilité de politique d'expansion ou de gestion monétaire de la part du futur gouvernement[771]. L'indépendance de la Banque Centrale était effectivement définie dans la Constitution de 1980, mais elle n'avait jamais été appliquée par le régime militaire, qui avait précisément mené une politique monétaire laxiste juste avant le plébiscite de 1988. Il s'agissait donc, par ce biais, de créer une sorte de nouveau pouvoir à l'intérieur de l'État. Cette fois néanmoins, celui-ci fut d'ordre essentiellement économique et indépendant des trois autres pouvoirs :

> « [L'autonomie de la Banque Centrale] prétend, non seulement préserver son caractère technique, mais également lui conférer l'importance nécessaire à la préservation de certaines valeurs économiques fondamentales (…)[sic] »[772].

Le principal objectif de la Banque Centrale, autonome vis-à-vis du pouvoir exécutif, fut selon ses défenseurs d'éviter toute manipulation de la politique monétaire, et de se consacrer tout particulièrement au contrôle de l'inflation afin d'éviter les difficultés rencontrées entre

[771] Voir la loi N° 18.840, publiée au Journal Officiel le 10 octobre 1989. Pour un travail défendant la thèse de la Banque Centrale autonome pour le cas du Chili, consulter Rosende, Francisco, "La Autonomía del Banco Central de Chile: Una Evaluación Preliminar", *Cuadernos de Economía PUC*, Vol. 30, nº 91, 1993, p. 293-326; Fontaine, Juan Andrés, "Banco Central autónomo : en pos de la estabilidad" en Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo (Eds.), *Op. cit.*, p. 393-427. Dans une étude de 1989, Carlos Massad fournit une vision plus critique intégrant le facteur politique dans le travail de la Banque Centrale ; Massad, Carlos, "La función técnica y la función política del Banco Central: anatomía prenatal", *Cuadernos de Economía*, nº 77, abril 1989, p. 75-90.

[772] Extrait du texte du Projet de Loi organique constitutionnelle de la Banque Centrale, cité par : Massad, Carlos, *Op. cit.*, p. 75 ; « [la autonomía del Banco Central] pretende, además de preservar su carácter técnico, darle el nivel necesario para cautelar ciertos valores económicos fundamentales…[sic] ».

1970 et 1973[773]. Le gouvernement militaire tira ainsi parti de la conjoncture pour nommer les conseillers de l'organisme (cinq au total). Deux de ces nominations firent l'objet de négociations avec l'opposition démocratique[774].

Une autre mesure significative sur le plan économique fut la diminution notoire des facultés et de l'influence de la CORFO. En effet, sa capacité à créer de nouvelles entreprises publiques ou à participer à leur capital était limitée. Il apparut dès lors nécessaire d'instituer une loi spéciale à cette effet, disposition qui dérogeait à l'esprit originel de la corporation. La CORFO fut créée en 1939 en tant que grande agence de le développement économique du pays. Paradoxalement, elle eut une participation importante dans les politiques de développement menées sous le régime militaire.

La CORFO joua en effet un rôle central dans le second processus de privatisation un rôle qui s'amplifiant à cette occasion, en particulier en ce qui concerne certaines entreprises stratégiques du domaine des télécommunications (CTC et ENTEL), de l'électricité (ENDESA) et du transport aérien (LAN-CHILE)[775]. Ces sociétés de services élémentaires, que l'on ne parvenait pas à privatiser, furent rapidement converties – légalement – en sociétés anonymes afin de les rendre administrativement indépendantes de l'État. Ce fut notamment le cas des grandes entreprises sanitaires EMOS et ESVAL[776].

Les mesures précédemment décrites furent accompagnées d'une structuration de plus en plus rigide de l'appareil public, dont l'objectif était d'imposer à l'administration suivante une équipe de fonctionnaires désignée par le régime de Pinochet. Un nouveau "statut administratif" fut alors instauré, permettant l'inamovibilité des postes[777]. Ce règlement s'appliquait à 72 entités étatiques, ce qui ne s'était jamais vu au cours des dix-sept années de

---

[773] Pour une étude d'intérêt, portant sur la relation entre la Banque Centrale indépendante et le contrôle de l'inflation au Chili, voir De Gregorio, José, "Inflación, crecimiento y bancos centrales: teoría y evidencia empírica", *Estudios Públicos*, nº 62, 1996, p. 29-76.

[774] D'après Carlos Huneeus, le cinquième conseiller restant devait être neutre pour les deux parties. C'est la raison pour laquelle fut choisi l'économiste Andrés Bianchi, qui, ayant voté pour le NON en 1988, inspirait toute confiance au régime militaire quant à son refus d'une hausse des dépenses publiques.

[775] Pour une étude économique complète qui évalue le processus de privatisations dans trois domaines distincts des services publics élémentaires, Fischer, Ronald & Serra, Pablo, "Efectos de la privatización de servicios públicos en Chile : Casos sanitario, electricidad y telecomunicaciones", *Documentos de trabajo CEA*, nº 186, junio 2003, p. 1-102.

[776] Compagnie de téléphones du Chili (CTC), Entreprise nationale de télécommunications (ENTEL), Entreprise nationale d'électricité société anonyme (ENDESA), Ligne aérienne nationale (LAN-Chile), Entreprise métropolitaine d'œuvres sanitaires (EMOS) et Entreprise sanitaire de Valparaíso (ESVAL). La liste complète des entreprises privatisées entre 1988 et 1990 figure dans le rapport officiel de la Commission privatisations de la chambre de députés du Chili de 2004, *Op. cit.*, p. 80.

[777] Il s'agit de la Loi dite d'"amarrage" Nº 18.827, 18.830 et 18.831. Voir : Huneeus, Carlos, *El régimen de Pinochet*, Op. cit., p. 622.

gouvernement autoritaire, qui défendait traditionnellement le principe de flexibilité du travail tel un dogme économique inaltérable.

Finalement, le régime militaire confia à l'administration suivante un budget limitant fortement les capacités de financement de ses politiques publiques. D'autre part, les estimations trop optimistes du prix du cuivre en 1990, doublées de la politique d'expansion menée par la dictature au cours des années 1988 et 1989, débouchèrent sur un déficit de 300 millions de dollars, héritage pesant pour le premier gouvernement démocratique (la *Concertación*), qui avait promis de réaliser d'importants changements économiques et sociaux[778].

La décennie des années 1990 devait donc commencer sous l'égide d'un gouvernement démocratique, après une longue période dictatoriale. Le projet politique du régime militaire avait effectivement été écarté. Cependant, son modèle économico-institutionnel était suffisamment consolidé pour résister à toute réforme, fusse-t-elle fondamentale. En effet, un changement historique inespéré au niveau global allait encourager indirectement le régime dans son projet à long terme. La chute des "socialismes réels" jeta en effet un discrédit général sur les différents modèles d'économie planifiée à partir de 1989 :

> « Pour le régime militaire, c'était clair : le Mur de Berlin tombait. Le modèle d'ouverture économique (comme celui que favorisa Pinochet) ne pouvait désormais plus résister à l'isolement international auquel était soumise la dictature »[779].

La plupart des réformes économiques pionnières au Chili depuis 1975, se transformèrent alors en un ensemble de recommandations communes au FMI et à la Banque mondiale à travers le *Consensus de Washington*. L'idée généralisée existait désormais que le marché et la démocratie allaient inexorablement de pair[780]. La continuation d'un modèle de libre marché reposant sur l'autoritarisme militaire, était en ces temps nouveaux totalement dépassée.

---

[778] *Ibíd.*, p. 615.

[779] Tironi, Eugenio, "La Concertación por la democracia chilena", *Revista Encuentro*, nº 40, primavera 2006, p. 85 ; « En el caso del régimen militar, era claro : en esos días caía el Muro de Berlín, y un modelo de apertura económica (como el que propulsó Pinochet) no podía resistir el aislamiento internacional al que era sometida la dictadura ».

[780] Voir l'œuvre classique de Francis Fukuyama sur la fin de l'histoire, où se pose la question de la prédominance du libéralisme économique et de la démocratie comme modèles à suivre par les sociétés contemporaines suite à la crise des grands récits de la modernité : Fukuyama, Francis, *La fin de L'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

TROISIÈME PARTIE :
LA CONTINUITÉ DU “MODÈLE ÉCONOMIQUE” EN DÉMOCRATIE (1990-2003)

***Chapitre** 5: L'évolution du discours et de la praxis économique dans le cadre nouveau de la transition démocratique (1990-2000)*

« Il y en a qui nous disent "vous avez eu la sagesse de maintenir ce qui avait été semé par le gouvernement antérieur" (…) *Mais je crois que personne ne pourrait affirmer en toute bonne foi que notre politique économique est la politique économique de Pinochet »*[781].

ALEJANDRO FOXLEY (ministre des Finances, 1990-1994).

« Regardez, pendant 30 ans, les idéologues ont dit que tout allait bien se passer : le libre marché est logique et produit une croissance maximale. Certes, disaient-ils, il produit un peu d'inégalité par-ci par-là, mais cela n'a pas d'importance parce que les pauvres aussi sont un peu plus prospères. »[782]

ERIC HOBSBAWM (Historien anglais. Entretien réalisé pour la BBC en septembre 2008)

5.1 Une nouvelle élite technocratique : les économistes de la CIEPLAN[783]

L'analyse du débat économique postérieur au régime militaire chilien ne peut éluder le rôle joué par certains centres d'études dans la formation de l'élite technocratique qui prit activement part à la direction du pays à partir de 1990. Ce rôle n'est que plus évident lorsque nous traitons du champ économique, l'un des secteurs qui est sans nul doute le plus technicisé et spécialisé depuis la fin des années 1960, au Chili comme dans le reste du monde[784]. En ce qui concerne le Chili, il est intéressant de constater l'évolution des décisions

[781] Foxley, Alejandro, *La economía política de la transición: el camino del diálogo*, Santiago, Dolmen, 1993, p. 19 ; « Hay quienes nos dicen "ustedes han tenido la sabiduría de mantener lo que se había sembrado en el gobierno anterior"… Pero creo que nadie podría afirmar de buena fe que nuestra política económica es la política económica de Pinochet ».

[782] « Mire, por 30 años todos los ideólogos dijeron que todo iba a estar bien: el libre mercado es lógico y produce crecimiento máximo. Sí, decían, produce un poco de desigualdad aquí y allá, pero no importa porque también los pobres eran un poco más prósperos ».

[783] CIEPLAN : Corporación de Estudios para Latinoamérica

[784] À propos de l'ascension des économistes dans les hautes sphères de décision gouvernementale, voir : Dezalay, Yves & Garth, Bryant, *The Internationalization of Palace Wars: Lawyers, Economists, and the Contest to Transform Latin American States*, Chicago, University of Chicago Press, 2002, 331p. Il existe une traduction en espagnol de cet ouvrage édité par l'ILSA, UNAM et par l'Université Bolivarienne du Chili : Dezalay, Yves & Garth, Bryant G., *La internacionalización de las luchas por el poder. La competencia entre abogados y economistas por transformar los Estados Latinoamericanos*, Santiago, ILSA/Universidad Bolivariana, 2002. Sur le rôle politique de la technocratie et la libéralisation économique en Amérique latine dans les années 1990, Domínguez, Jorge I., *Technopols: freeing politics and markets in Latin America in the 1990s*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997. Pour ce qui est du cas chilien, consulter en particulier le travail suivant consacré à l'accession des économistes aux postes les plus importants de l'administration de l'État : Montecinos, Verónica, "El valor simbólico de los economistas", *Nueva Sociedad*, nº 152, 1997, p. 108-126.

économiques d'un groupe technocratique à l'autre, et surtout, dans un contexte de transition vers un régime démocratique. En définitive, la conduite de la politique économique chilienne fut déléguée par la seconde génération du groupe de Chicago à une autre équipe d'économistes appartenant en grande majorité au centre d'études de la CIEPLAN. Ceux-ci avaient précisément élaboré – au sein de l'opposition et depuis la moitié des années 1970 – une série d'études systématiques, où furent évaluées et critiquées les politiques économiques mises en place par le régime militaire[785].

Même si cette équipe a été, à l'origine, un centre d'étude des politiques publiques dans l'espace latino-américain, elle se prépara pour assumer les travaux les plus importants dans la gestion de l'État, en particulier dans le domaine économique et des politiques sociales. Il n'est donc pas surprenant que sa production "académique" ait été principalement destinée à la recherche de formules visant à assurer une transition pacifique à la démocratie. Ces dernières furent centrées sur le consensus des divers acteurs politiques et économiques, et élaborées de manière à tenir compte des éléments susceptibles de freiner le conflit ou un nouvel effondrement démocratique.

> « A l'instar des Chicago Boys, Foxley tenta de surmonter le passé idéologique et populiste. Contrairement à eux, il croyait que le Chili devait résoudre son "problème" de "gouvernabilité" non pas par la répression des politiciens, mais par la création d'une "clase dirigeante" pragmatique et responsable animée par un esprit de coopération (…) Aussi bien les Chicago Boys que Foxley croyaient que la continuité politique serait finalement garantie par l'apparition d'un consensus national sur le modèle de développement qui transcenderait le caprice de n'importe quel gouvernement. »[786]

Bien que nous ayons constaté que la critique de la politique économique du régime militaire fut une constante dans le travail scientifique de la CIEPLAN, ceci ne signifie pas

---

[785] Le rôle des professionnels des sciences économiques et sociales chiliens ou résidant au Chili durant les années 1950-1960, eut une résonnance internationale, en particulier concernant la création d'une pensée sociale et politique indépendante et alternative par rapport à celle des centres traditionnels du savoir (universités). Voir notamment : Devés, Eduardo, "Los cientistas económico sociales chilenos en los largos 60 y su inserción en las redes internacionales: la reunión del *Foro Tercer Mundo* en Santiago, en abril de 1973", *Revista Universum*, Vol. 21, nº 1, 2006, p.138-167. Du même auteur : Devés, Eduardo, *El pensamiento latinoamericano en el siglo XX*, Buenos Aires, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana / Ed. Biblos, 2003. et Devés, Eduardo, "La circulación de las ideas y la inserción de los cientistas económico-sociales chilenos en las redes conosureñas durante los largos 1960", *Historia*, Vol. 37, nº 2, 2004, p. 1-24.

[786] Kinney Giraldo, Jeanne, "Development and Democracy in Chile: Finance Minister Alejandro Foxley and the Concertación's Project for the 1990s", en Domínguez, J. (Ed.), *Op.cit.*, p. 240 ; « Like the Chicago Boys, Foxley sought to overcome the ideological and populist past. Unlike them, he believed that Chile should solve its 'problem' of 'governability' not by repressing politicians but by creating a pragmatic and responsible 'leadership class' animated by a spirit of cooperation (…) Both the Chicago Boys and Foxley believed that policy continuity would ultimately be ensured by a national consensus on the model of development that transcended the whim of any government ».

pour autant que son projet économique ait été en opposition directe au modèle issu de la dictature. Au contraire, nous soutenons que, même si la critique a toujours été présente, et parfois de manière explicite et publique concernant la crise de 1982-1983, elle n'eut aucun impact sur la gestation d'un modèle alternatif de développement économique, et encore moins sur une version actualisée du structuralisme de la CEPAL.

> « La globalisation modifia les conditions de compétitivité internationale du pays, ce qui rendit plus difficile l'instauration de certaines garanties qui existaient jusqu'en 1973, comme la sécurité de l'emploi. »[787]

Nous ne discutons pas le fait que le programme de gouvernement de la *Concertación* de Partis pour la Démocratie de 1989 ait signifié une révision profonde de nombreux piliers du modèle économique autoritaire. Cependant, nous estimons qu'il constitua davantage une mesure de cohésion interne émanant d'une coalition politique hétérogène ainsi qu'une stratégie électorale, qu'un véritable programme d'action[788]. De fait, même s'il s'était déjà opposé à diverses politiques du gouvernement militaire, le groupe d'économistes de la CIEPLAN avait opté – avant même le plébiscite de 1988 – pour une ligne de consensus et non de confrontation avec le patronat, majoritairement favorable au général Pinochet.

> « Nous avions défini quelques lignes fondamentales qui étaient très importantes pour nous parce qu'elles garantissaient sécurité et confiance, surtout à ceux qui étaient en dehors [de la *Concertación*], au secteur privé, aux gens qui allaient devoir prendre la décision d'investir. »[789]

Si l'on considère que le vote massif en faveur de la *Concertación* en 1988 et 1989 a constitué un appui direct à un changement structurel du modèle économique, la conception de son élite technocratique – en particulier au sein de la CIEPLAN – n'allait pas dans cette direction. Les débats postérieurs quant à "l'abandon" du programme de gouvernement originel de la *Concertación* naissent alors de cette dichotomie fondamentale. En effet, la constitution de cette alliance politique associée à une promesse électorale pour le

---

[787] Muñoz, Oscar, *El modelo económico de la Concertación 1990-2005 ¿Reformas o cambio?*, Santiago, Ed. Catalonia, FLACSO, p. 222 ; « La globalización cambió las condiciones de competitividad internacional del país, lo que hizo más difícil restaurar algunas de las garantías que existían hasta 1973, como la seguridad en los empleos ».

[788] A propos de l'histoire de la *Concertación* de Partis pour la Démocratie, voir : Ortega Frei, Eugenio, *Historia de una alianza política: el partido Socialista de Chile y el partido Demócrata Cristiano: 1973-1988*, Santiago, CED-CESOC (LOM Ediciones), 1992. Consulter également : Ortega, Eugenio & Moreno, Carolina (Eds.), *¿La concertación desconcertada?: reflexiones sobre su historia y su futuro*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

[789] Entretien avec Alejandro Foxley ; Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia*, Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2006, p. 622 ; « Habíamos definido algunas líneas fundamentales que para nosotros eran muy importantes porque daban seguridad y confianza, sobre todo a los que estaban fuera, al sector privado, a la gente que iba a tener que hacer las decisiones de inversión ».

changement, s'oppose radicalement au développement d'une élite technocratique décidée à trouver une solution de continuité et d'engagement vis-à-vis des équilibres et des organismes internationaux de crédit[790].

5.1.1 Les origines de la CIEPLAN

Même si elle est clairement identifiable depuis la fin des années 1920[791], l'influence des techniciens dans la politique chilienne se fit nettement plus ressentir à partir des années 1960, témoignant du phénomène mondial de professionnalisation de la politique[792]. Comme l'a fort justement établi Patricio Silva pour le cas du Chili, il s'agit d'un processus qui s'est accéléré avec le coup d'État de 1973, dans la mesure où nombre de cadres technico-politiques opposés au régime militaire et qui vivaient des ressources des partis politiques, furent contraints de rejoindre des cercles académiques indépendants. Même ceux qui restèrent au Chili se virent obligés par conséquent et pour la première fois, de rechercher un financement ne provenant pas de leur source traditionnelle, l'État. Dans la majorité des cas, ces intellectuels furent simplement expulsés des universités et des espaces académiques, ce qui les obligea à recourir au soutien des organisations internationales et à créer leurs propres centres d'études. Ces derniers constituèrent, durant pratiquement deux décennies, l'unique alternative de survie d'une *intelligentsia* d'opposition au gouvernement militaire[793].

---

[790] Ce que nous avons appelé thèse de l'"abandon" ou du "renoncement" est principalement soutenue par les partis politiques de gauche hors de la *Concertación*. Se référer en particulier à : Fazio, Hugo, *El programa abandonado: Balance económico social del gobierno de Aylwin*, Santiago, LOM Ediciones, 1996.

[791] L'influence d'une technocratie non politique d'ingénieurs (civils, électriciens et des mines) au Chili depuis la moitié des années 1920 a été étudiée par Adolfo Ibáñez dans un article devenu classique et publié en 1983 portant sur la formation de l'idée d' "État moderne". Ce groupe de techniciens joua par la suite un rôle important dans la mise en marche de la Corporation de Développement (*Corporación de Fomento* ; CORFO), laquelle fut au centre de la stratégie chilienne d'industrialisation et de substitution d'importations (ISI, voir chapitre II de la présente thèse doctorale). Voir : Ibáñez, Adolfo, "Los ingenieros, el Estado y la política en Chile: del Ministerio de Fomento a la Corporación de Fomento: 1927-1939", *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile*, nº 18, 1983, p. 45-102. Voir également : Villalobos, Sergio & Méndez, Luz María, *Historia de la ingeniería en Chile*, Santiago, Instituto de Ingenieros de Chile & Hachette, 1990, 409 p. y Muñoz, Oscar & Arriagada, Ana María, "Orígenes políticos y económicos del Estado empresarial en Chile", *Estudios CIEPLAN*, nº16, septiembre, 1977.

[792] Silva, Patricio, "State, Public Technocracy and Politics in Chile, 1927-1941", *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 13, nº 3, sep.1994, p. 281-297. Du même auteur, voir : Silva, Patricio, "Technocrats and Politics in Chile: From the Chicago Boys to the CIEPLAN Monks", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 23, nº 2, 1991, p. 385-410. Pour une analyse intéressante de la professionnalisation de la politique au Chili à partir de 1990, voir : Romero, María Teresa, *Profesionalización de la elite política administrativa en Chile: 1990-2004. El proceso de mantenimiento: permanencia y circulación*, Santiago, Tesis de Magíster en Ciencia Política, Universidad de Chile, 2005.

[793] Parmi les centres d'études les plus importants de l'opposition au régime militaire, on retrouve: CIEPLAN (Corporation d'Etudes Pour l'Amérique Latine), l'AHC (Académie d'Humanisme Chrétien), l'ILADES (Institut Latino-Américain de Doctrines et Etudes Sociales), le CED (Centre d'Etudes du Développement), le SUR (Centre d'Etudes Sociales et d'Education), le CES (Centre d'Etudes Sociales), l'ILET (Institut Latino-américain d'Etudes Transnationales), le CLEPI (Centre Latino-américain d'Economie et de Politique), le PET (Programme d'Economie du Travail), l'ICHEH (Institut Chilien d'Etudes Humanistes), le VECTOR (Centre

La critique du régime élaborée dans ces centres fut acceptée uniquement dans la mesure où elle était exempte de toute rhétorique et de tout contenu politique. C'est de cette manière que le langage hautement technique et abstrait de l'économie s'avéra être un excellent moyen de canaliser la critique de l'opposition au détriment d'autres disciplines comme la sociologie, la science politique ou encore l'histoire, aux contenus plus évocateurs, donc plus problématiques[794]. Les premiers centres d'études tolérés par le régime militaire furent néanmoins liés à l'Église catholique et à la Démocratie chrétienne[795]. Ce parti avait effectivement soutenu le régime à ses débuts et avait même contribué à la gestion de l'État par le biais de la collaboration de certains de ses techniciens[796]. Cependant, en 1975, ses divergences avec la politique répressive de Pinochet conduisirent le parti à entrer dans l'opposition, en particulier à la suite de l'attentat de Rome à l'encontre du dirigeant démocrate-chrétien Bernardo Leighton[797].

> « N'importe quelle critique du gouvernement militaire devait être formulée avec précaution en termes académiques et présentée de manière abstraite. Ceci conduisit à la disparition presque complète des slogans et de la rhétorique qui avaient caractérisé les partis politiques avant le coup d'État. »[798]

> « Les gens qui étaient en politique ne pouvaient pas émettre de critiques. En plus, chacun avait des émotions accumulées, écoutait tous les jours des histoires de personnes qui vivaient des moments très difficiles, voire dramatiques. Nous étions un véhicule légitime, parce que nous étions économistes, que nous avions des doctorats, et que nous possédions une reconnaissance internationale. Nous pouvions parler de choses que d'autres ne pouvaient pas évoquer et nous nous chargions des critiques. »[799]

---

d'Etudes Economiques et Sociales), la FLACSO (Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales), et, plus tard, le CERC (Centre d'Etudes de la Réalité Contemporaine). Consulter: Puryear, Jeffrey, *Op.cit.* ; Lladser, María Teresa & Díaz, Harry, *Centros privados de investigación en Ciencias sociales en Chile*, Santiago, Academia de Humanismo Cristiano, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), 1986 ; ou encore : Brunner, José Joaquín, "La participación de los centros académicos privados", *Estudios Públicos*, nº 19, invierno 1985, p. 1-12.

[794] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, Amsterdam, Rozenberg Publishing Services, 1998, p. 104-105.

[795] Ce fut le cas de l'Académie d'Humanisme Chrétien (AHC), crée en 1975 et de CIEPLAN en 1976.

[796] Boeninger, Edgardo, *Op.cit.*, p. 284-285. La Démocratie chrétienne fut officiellement dissoute par le régime militaire *via* le Décret Loi du 11 mars 1977.

[797] Consulter l'ouvrage de Patricia Mayorga sur l'attentat contre Bernardo Leighton en Italie ; Mayorga, Patricia, *El Cóndor Negro. El atentado a Bernardo Leighton*, Santiago, El Mercurio Aguilar, 2003. Voir également dans la presse de l'époque : Anónimo, "Bernardo Leighton resulta gravemente herido tras atentado", *La Tercera*, portada, 05 octobre 1975.

[798] Silva, Patricio, "Technocrats and (…)", *Op.cit.*, p. 402 ; « Cualquier crítica al gobierno militar tenía que ser cuidadosamente formulada en términos académicos y presentada de un modo abstracto. Esto condujo a una casi desaparición completa de los eslóganes y la retórica que habían caracterizado a los partidos políticos antes del golpe ».

[799] Entretien avec Alejandro Foxley. Voir : Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia*, *Op.cit.*, p. 620 ; « La gente que estaba en política no podía hacer crítica. Además uno tenía cosas emocionales acumuladas,

Le centre d'études CIEPLAN trouve ses origines dans la PUC (*Pontificia Universidad Católica de Chile*), justement à l'intérieur de la Faculté de sciences économiques et administratives, d'où était issu le groupe d'économistes de Chicago. Il ne s'agit donc pas d'une coïncidence si la même institution académique a admis les deux groupes influencés par leur formation économique nord-américaine et la forte impulsion modernisatrice qu'avait vécue l'Université depuis le processus de réforme initié en 1967[800].

Patricio Silva soutient que le degré de cohésion et l'esprit de corps de ces économistes proches de la Démocratie chrétienne était similaire à ceux des Chicago Boys[801]. À ses débuts, le groupe appartenait à l'ancien CEPLAN[802], créé en 1971 dans le cadre de la réforme universitaire, et dont le premier directeur fut Alejandro Foxley[803].

> « Le Centre d'études de la planification nationale (CEPLAN), à l'instar des autres Centres, devait avoir un caractère interdisciplinaire. Il avait pour fonction d'étudier les contenus et effets des politiques publiques dans le processus de développement, les techniques de planification les mieux adaptées à une action efficace de l'État, et les systèmes de planification ainsi que leur ajustement aux structures institutionnelles. »[804]

Rapidement, l'unité s'était distinguée par la rigueur académique de ses publications et de ses contacts au niveau continental. Cependant, ses critiques faites à la politique économique du régime militaire lui valurent un harcèlement constant de la part des autorités de l'Université, et en particulier du groupe de Chicago, qui contrôlait la Faculté d'économie. Avec l'initiative du CEPLAN, il s'agissait d'une part, de chercher des alternatives à

---

escuchaba cuentos todos los días de gente que lo estaba pasando muy mal. Éramos un vehículo legítimo, porque éramos economistas, teníamos doctorados, teníamos un reconocimiento internacional. Podíamos hablar cosas que otros no hablaban y cargábamos con las críticas ».

[800] C'est justement à partir de ce moment que l'Université du Chili commença à perdre son poids historique dans la formation des élites dirigeantes du pays, en particulier dans le domaine de l'économie. Plus tard, le régime militaire rendra ce processus encore plus évident en restructurant l'Université du Chili, puis en réduisant sa taille et son budget. A propos de l'histoire de l'Université du Chili, voir : Mellafe, Rolando, Rebolledo, Antonia & Cárdenas, Mario, *Historia de la Universidad de Chile*, Santiago, Ediciones de la Universidad de Chile, 1992.

[801] Silva, Patricio, "Technocrats and Politics…", *Op.cit.*, p. 406.

[802] CEPLAN : Centre d'Etudes de la Planification Nationale. Le CEPLAN fut créé pour réaliser des activités de recherche et d'enseignement. Consulter Foxley, Alejandro, "Distribución del ingreso y agentes sociales del proceso de desarrollo en Chile: un análisis para la década de 1970", en Downey, R. (Ed.), *Los actores de la realidad chilena*, Santiago, Editorial del Pacífico IDEP, 1974, p.9-31.

[803] Parmi ses économistes les plus connus, on distingue ainsi : Ricardo Ffrench-Davis, Juan Pablo Arellano et René Cortázar.

[804] Krebs, Ricardo, Valdivieso, Patricio & Muñoz, María Angélica, *Historia de la Pontificia Universidad Católica de Chile*: 1888 - 1988, Santiago, Eds. Universidad Católica de Chile, 1994, Vol. 2, p. 1145-1146 ; « El Centro de Estudios de la Planificación Nacional (CEPLAN), al igual que los otros Centros, debía tener un carácter interdisciplinario. Tenía por función estudiar los contenidos y efectos de las políticas públicas en el proceso de desarrollo, las técnicas de planificación más adecuadas para la acción eficiente del Estado, y los sistemas de planificación y su ajustamiento a las estructuras institucionales ».

l'industrialisation interne complète, et, au libre marché dérégulé d'autre part ; options que promouvaient la majeure partie des économistes formés à Chicago.

> « Désormais, Foxley croyait en un rôle de l'État qui ferait s'équilibrer l'efficacité de l'action décentralisée avec l'autorité centrale nécessaire à l'orientation du développement de la nation. En s'opposant à la confiance excessive de la gauche dans l'État, Foxley se déclara en faveur de restrictions à l'action de l'État dans différents domaines. Il doutait de la capacité des entreprises d'Etat de fonctionner avec efficacité et flexibilité, et croyait que l'État avait besoin d'être modernisé dans sa gestion macroéconomique, ainsi que d'être mieux orienté et sélectif dans ses activités industrielles et redistributives. »[805]

> « Dans ces circonstances (annulation des contrats), le personnel du CEPLAN accéléra les efforts soigneusement mis en œuvre depuis les premiers jours du régime militaire afin d'abandonner l'université et de s'établir comme un centre d'études autonome. »[806]

En juin 1976, l'ensemble du groupe avait ainsi renoncé à la PUC et s'était constitué en entité privée : la Corporation de recherches économiques pour l'Amérique latine (*Corporación de investigaciones económicas para latinoamérica* ; CIEPLAN), dont le président continua d'être Alejandro Foxley.

> « S'il convient de parler d'une sorte d'"exceptionnalité chilienne", c'est parce que l'opposition à la dictature a pu se doter, comme nulle part ailleurs dans le continent, d'un important groupe d'acteurs politiques spécifiques : les *technopols*, au sein lesquels se distinguait précisément la figure de Foxley. »[807]

Le caractère extrêmement technique de la production académique de la CIEPLAN, son autonomie financière et la formation de ses professionnels – pour la plupart docteurs en économie aux États-Unis – lui permit en effet de ne pas être affecté par le climat de

---

[805] Kinney Giraldo, Jeanne, *Op.cit.*, p. 235 ; « Then and now, Foxley believed in a role for the state that balanced decentralized efficiency and participation with the centralized authority necessary to guide the nation's development. Objecting to the left's excessive confidence in the state, Foxley argued for restrictions on state action on a variety of grounds. He was concerned with the ability of state enterprises to operate efficiently and flexibly and believed that the state needed to be modernized in its macroeconomic management and more targeted and selective in its industrial and redistributive activities ».

[806] Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, *Op.cit.*, p. 409 ; « En esas circunstancias (cancelación de contratos), el personal de CEPLAN aceleró los esfuerzos que venían preparando cuidadosamente desde los primeros días del régimen militar para abandonar la universidad y establecerse como un centro de estudios autónomo ».

[807] Joignant, Alfredo, "El último technopol", *La Tercera*, 22/03/2009, p 4. D'après la définition qu'en donne cet auteur, nous entendons par "*technopols*", un ensemble d'acteurs, transversaux aux partis, dans lequel convergeaient simultanément deux types de ressources : d'une part, des capitaux "tech" (savoir-faire et habiletés disciplinaires certifiées par des diplômes issus d'Universités de prestige mondial), et, d'autre part, des capitaux "pol" (qui leur permirent d'influencer de manière croissante les stratégies de leurs partis politiques respectifs) ; « Si cabe hablar de alguna clase de "excepcionalidad chilena", es porque la oposición a la dictadura pudo dotarse, como en ninguna otra parte del continente, de un numeroso grupo de actores políticos específicos: los *technopols*, entre quienes precisamente sobresale la figura de Foxley ».

répression de l'époque. L'expertise technique et la bonne réputation régionale de ses travailleurs permirent donc d'éviter que ces professionnels ne fussent accusés par le régime militaire de promouvoir une opposition purement politique[808]. La CIEPLAN parvint à cimenter une position relativement sûre en affrontant le groupe de Chicago, non pas sur le registre politique, mais dans l'unique domaine dans lequel ce dernier disait accepter la critique : les techniques spécialisées en économie. Ce fut précisément cette critique, la seule tolérée par le régime, qui ouvrit la voie aux intellectuels et professionnels de divers courants politiques et leur permit – pour la première fois – d'élaborer une stratégie conjointe d'opposition au gouvernement militaire. Le *leadership* intellectuel de ce groupe se consolida également, peu à peu, dans le domaine politique où il gagna en crédibilité.

Par ailleurs, même si la majeure partie des membres de la CIEPLAN était liée à la Démocratie chrétienne, ils ont toujours préservé un certain degré d'indépendance vis-à-vis du parti. En ce sens, Foxley lui-même était convaincu de la nécessité de se démarquer de la stratégie partisane traditionnelle du "chemin propre" ("*camino propio*"), et de rechercher le consensus au sein des forces progressistes et d'opposition à la dictature[809]. Cette résolution l'a même conduit à se mettre en contact avec certains des groupes les moins radicaux qui soutenaient en partie le régime militaire, surtout via le débat économique.

> « Les gens de la CIEPLAN, en garantissant la viabilité de leur organisation, prirent peu à peu contact, au fur et à mesure que les années 1980 passaient, avec des chercheurs travaillant en liaison avec la FLACSO (Lechner, Brunner, Moulian, Garretón), de l'ILADES (Rodríguez Grossi, Andrés Sanfuentes), SUR (Javier Martínez, Eugenio Tironi), le CED (Ernesto Edwards, Augusto Aninat, Ernesto Tironi), le CLEPI (Carlos Ominami, Sergio Bitar), l'ILET (Juan Gabriel Valdés, Juan Somavía) et avec tout le circuit des centres d'études et ONG. »[810]

---

[808] Puryear, Jeffrey, *Op.cit*., p. 113.

[809] D'après la thèse du "chemin propre", depuis sa fondation en 1957et jusqu'en 1983, la Démocratie chrétienne chilienne adopta une stratégie électorale sans nouer d'alliances avec d'autres partis. Un article intéressant sur l'évolution de la Démocratie chrétienne à partir de la thèse du "chemin propre" jusqu'au consensus de la *Concertación* de partis pour le NON, est proposé dans : Walker, Ignacio & Jouannet, Andrés, "Democracia Cristiana y Concertación: Los casos de Chile, Italia y Alemania", *Revista de Ciencia Política*, Vol.26, nº 2, 2006, p. 77-96. Voir aussi : Huneeus, Carlos, "A highly institucionalized political party: Christian Democracy in Chile", dans Mainwaring, S. & Scully, T. (Eds.), *Christian Democracy in Latin America: Electoral Competition and Regime Conflicts*, Stanford University Press, 2003. Voir également : Gazmuri, Cristián, Arancibia, Patricia & Góngora, Alvaro, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982)*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 1996.

[810] Otano, Rafael, *Nueva Crónica de la Transición*, Santiago, Lom Ediciones, p. 158 ; « La gente de CIEPLAN, tras asegurar la viabilidad de su hábitat, paulatinamente, al avanzar los años 80, tomó contacto con investigadores que operaban en torno a FLACSO (Lechner, Brunner, Moulian, Garretón), ILADES (Rodríguez Grossa, Andrés Sanfuentes), SUR (Javier Martínez, Eugenio Tironi), CED (Ernesto Edwards, Augusto Aninat, Ernesto Tironi), CLEPI (Carlos Ominami, Sergio Bitar), ILET (Juan Gabriel Valdés, Juan Somavía) y con todo el circuito de centros de estudio y oenegés ».

La CIEPLAN fonctionnait alors tant au niveau technico-académique que politique, correctement "orienté". Il convainquit ainsi l'opposition d'adopter le message "technique" comme principal moyen de constituer un contrepoids à la dictature[811].

5.1.2 De la critique du groupe de Chicago à la recherche du consensus

Depuis sa création, en 1976, jusqu'à la crise économique de 1982-1983, le groupe d'économistes de la CIEPLAN généra une importante production de *papers* et d'études. Ces derniers furent principalement destinés à critiquer la politique économique menée par les techniciens monétaristes du groupe de Chicago, surtout durant les années du "traitement de choc" et du "miracle économique" (1975-1981). Ainsi relève-t-on l'élaboration de nombreux travaux par la CIEPLAN à cette période, en particulier ceux qui mettaient en question la radicalité des mesures mises en place, tout comme l'usage des chiffres ainsi que la gestion peu transparente des statistiques par le régime autoritaire[812].

> « … la politique économique du Chili dans la période 1974-1979 a été l'objet d'une profonde controverse. Les résultats économiques de la période sont tantôt interprétés comme un succès retentissant par certains et tantôt comme fortement négatifs par d'autres. Comme nous le verrons, deux "histoires" entièrement différentes peuvent être racontées en fonction des indicateurs choisis pour réaliser l'évaluation. »[813]

> « C'est pour cela qu'il apparaît justifié de définir la spécificité de la politique économique chilienne, à la différence du monétarisme des années 1950, comme une nouvelle forme de structuralisme dont le contenu, tant au niveau des objectifs qu'au niveau des instruments utilisés, diffère fondamentalement du structuralisme latino-américain associé à la pensée de Prebisch et à la CEPAL. Il s'agit d'une orthodoxie monétariste globalisée qui, poussée dans ses derniers retranchements, ne propose rien moins qu'une transformation révolutionnaire de la structure économique. Quant à sa portée, elle n'est pas moins ambitieuse que

[811] Puryear, Jeffrey, *Op.cit.*, p. 114.

[812] Le texte critiquant le monétarisme qui eut probablement la plus grande répercussion au niveau local et continental à cette période, et conçu dans le cadre de la CIEPLAN, fut sans doute celui de Foxley : Foxley, Alejandro, "Experimentos neoliberales en América Latina", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 59, marzo 1982, p. 5-149. Concernant la critique des statistiques officielles élaborées par le régime militaire, voir : Cortázar, René & Meller, Patricio, "Los dos Chiles o la importancia de revisar las estadísticas oficiales", *Colección Estudios Cieplan*, nº 21, junio 1987, p. 5-21. Voir également : Marcel, Mario & Meller, Patricio, "Empalme de las cuentas nacionales de Chile 1960-1985. Métodos alternativos y resultados", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 20, diciembre 1986, p. 121-146.

[813] Foxley, Alejandro, "Hacia una economía de libremercado: Chile 1974 -1979", *Colección Estudios Cieplan*, nº 4, noviembre 1980, p. 7 ; « (…) la política económica de Chile en el período 1974-1979 ha sido objeto de profunda controversia. Los resultados económicos del período son interpretados como un rotundo éxito por algunos y como fuertemente negativos por otros. Como veremos a continuación, dos 'historias' enteramente diferentes pueden ser contadas según los indicadores escogidos para hacer la evaluación ».

les tentatives révolutionnaires les plus radicales qui, depuis la gauche, essayèrent de se concrétiser au Chili durant le gouvernement d'Allende. »[814]

Le travail critique de la CIEPLAN vis-à-vis de la politique économique du régime militaire fut constant durant toute la décennie de 1980. Cependant, le ton adopté ainsi que les objectifs changèrent suite à la crise de 1982-1983 et au cycle de grèves et de protestations qui en dérivèrent[815]. Pour la première fois, les professionnels de cette institution se virent confrontés à l'alternative suivante : profiter de la conjoncture et intensifier la critique afin d'accélérer la chute du régime autoritaire, ou bien rechercher des consensus et mettre en marche une transition négociée vers la démocratie. Or, ce groupe de professionnels était lié à un secteur de la classe politique traditionnelle – en particulier à la Démocratie chrétienne – qui vit avec crainte la manière dont les protestations prenaient une ampleur qui lui échappait totalement, notamment du fait de l'autonomie du mouvement et du caractère de rébellion populaire qu'il était en train d'acquérir[816]. Dans ces conditions, les professionnels de la CIEPLAN décidèrent de passer de la critique ouverte du gouvernement militaire à la proposition de politiques économiques alternatives en vue d'un éventuel changement de régime. C'est ainsi que la CIEPLAN organisa toute une série de dialogues entre travailleurs, élites patronales et d'autres partenaires sociaux, orientés vers la recherche de rapprochements entre le monde du travail et le patronat. L'idée était effectivement d'éviter ce qui, historiquement, avait été perçu comme une faiblesse du système démocratique chilien : la confrontation permanente de ces deux mondes[817].

---

[814] *Ibíd*., p. 13 ; « Es por esto que parece justificado definir el carácter de la política económica chilena, a diferencia del monetarismo de los años '50, como una nueva forma de estructuralismo cuyo contenido, por cierto, tanto en cuanto objetivos como en el instrumental usado, difiere fundamentalmente del estructuralismo latinoamericano asociado al pensamiento de Prebisch y la CEPAL. Se trata de una ortodoxia monetarista globalizada que, llevada a sus últimas consecuencias, propone nada menos que una transformación revolucionaria de la estructura económica. En cuanto a su alcance, ella no es menos ambiciosa que los más radicales intentos revolucionarios que desde la izquierda intentaron llevarse a cabo en Chile durante el gobierno de Allende ».

[815] D'une certaine manière, le cycle de protestions permit que d'autres acteurs sociaux et politiques prennent le parti de la critique du régime ; c'est pourquoi les économistes perdirent le monopole de cette lutte, mais gagnèrent en même temps en liberté pour développer leur travail technique.

[816] La Démocratie chrétienne (DC) craignait que le phénomène des protestations contre la dictature n'échappe à son contrôle. En effet, le Parti communiste avait élaboré une stratégie de *Rébellion populaire de masses* établie depuis 1980 et qui promouvait "toutes les formes de lutte". La stratégie du dialogue eut, par conséquent, la double fonction de maintenir la DC à son rang d'acteur fondamental dans la future transition à la démocratie et, dans le même temps, d'éloigner le PC. L'historien Rolando Álvarez Vallejos est certainement celui qui a le mieux travaillé le thème de la politique du PC chilien dans les années 1980 ; voir : Álvarez, Rolando, "¿La noche del exilio? Los orígenes de la rebelión popular en el Partido Comunista de Chile", *Op. cit*., p. 101-152.

[817] Puryear, Jeffrey, *Op. cit*., p. 114. Une des principales études élaborées par la CIEPLAN concernant ce thème fut : Campero, Guillermo & Cortázar, René, "Lógicas de acción sindical en Chile", *Colección Estudios Cieplan*, nº 18, diciembre 1985, p. 5-37.

> « La crise du consensus, bien que comportant d'importantes implications économiques, requerrait une solution plus politique qu'économique ; un système politique et social à même d'assurer la stabilité et de faire émerger un consensus. Pour Foxley, l''inefficacité' n'est pas seulement, et même en aucun cas, un problème économique. L'inefficacité est le résultat de l'inexistence d'institutions politiques et sociales capables de répondre à des demandes ou de structurer la société. »[818]

> « L'"intellectualisation" de la politique au cours de cette période a légitimé la coopération entre les partis politiques et la recherche d'une compréhension plus pragmatique des politiques publiques. Peu à peu, à l'intérieur de ces cercles, certaines défiances, le sectarisme et les préjugés si typiques des "sous-cultures" des partis chiliens disparurent. »[819]

Ainsi, en 1987, soit un an avant le plébiscite sur le prolongement du mandat de Pinochet, intervient un second changement dans le point de vue des économistes de la CIEPLAN. Pour la première fois, ces derniers commencent effectivement à avoir des avis plus conciliants vis-à-vis des reformes entreprises par les technocrates monétaristes du régime militaire ; et cela, non seulement pour une question de survie politique mais surtout, comme le souligne fort bien Jeffrey Puryear, du fait d'un changement intellectuel. S'y ajoutèrent les chiffres macroéconomiques positifs que commençait à afficher le gouvernement avec la gestion du ministre des Finances Hernán Büchi.

> « Nous avions peut-être été très convaincus de la valeur de certaines approches et nous avions alors énormément développé les arguments capables de les défendre. Lorsque nous vîmes que, dans les faits, les choses fonctionnaient selon diverses approches, nous commençâmes à prêter plus d'attention à ces arguments pour les concevoir enfin de manière moins passionnée et afin de mieux considérer les différents types de raisonnements ; tout cela pour finalement découvrir qu'il n'existait pas une seule vérité. »[820]

Néanmoins, ce changement de position ne se produisit pas sans contradictions ni doutes de la part de ceux qui avaient toujours émis d'acerbes et extrêmes critiques à l'encontre des

---

[818] Kinney Giraldo, Jeanne, *Op. cit.*, p. 239 ; « The crisis of consensus, though it had important economic implications, required a political, more than economic, solution –a political and social system capable of ensuring stability and generating consensus. For Foxley, "inefficiency" is not only, not even mainly, an economic problem. Inefficiency is the result of the inexistence of political and social institutions capable of processing demands or structuring society ».

[819] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, *Op. cit.*, p. 105 ; « The "intellectualization" of politics during this period legitimated cross-party cooperation and the search for a more pragmatic understanding of policy dilemmas. Gradually, within these circles, some of the mistrust, sectarianism and prejudices so typical of Chilean party subcultures dissolved ».

[820] Mots prononcés par l'économiste Oscar Muñoz Goma de la CIEPLAN ; Voir : Puryear, Jeffrey, *Op. cit.*, p. 115 ; « Quizás habíamos estado muy convencidos de ciertos enfoques y habíamos desarrollado mucho los argumentos para defenderlos. Cuando vimos que de hecho las cosas funcionaban bajo enfoques diferentes, comenzamos a ponerles más atención a esos argumentos para verlos de manera más desapasionada y balancear mejor los diferentes tipos de razonamientos y descubrir finalmente que no existía una sola verdad ».

politiques menées par les techniciens du groupe de Chicago. Reconnaître que les réformes économiques du régime pouvaient fonctionner de manière à moderniser certains secteurs productifs et également générer de la croissance, ne fut en rien facile. Mais, stratégiquement, l'ouverture de canaux de dialogue avec les forces "officialistes" au moment de lancer la transition démocratique s'en trouva favorisée[821]. En parallèle, l'idée – rarement explicitée et encore moins connue – selon laquelle le régime militaire avait dû mettre en route la partie la plus dure des réformes structurelles exigées par le FMI et la Banque Mondiale, afin qu'un futur gouvernement d'une autre coalition puisse tirer parti des bénéfices d'une économie ouverte, dans un contexte toutefois de démocratie et d'intégration à la communauté internationale, commença à se répandre[822].

> « L'économie s'était de fait améliorée (seconde moitié des années 1980), étant donné que la majeure partie des coûts des réformes étaient assumés et que les bénéfices commençaient à se faire sentir : "– Vous seriez très obstiné si vous n'acceptiez pas les faits comme ils étaient", observa-t-il [Foxley] – (…) nous étions en toute logique convaincus que ce pays devait apprendre à vivre par lui-même, et nous avions étudié la théorie des jeux et la théorie de la coopération. Alors, tout à fait délibérément, nous avons commencé un jeu de coopération dans lequel nous avons constaté l'existence de plus de points positifs que ce que nous pensions au départ, et même de plus positifs que ceux que nous croyions déjà être réellement positifs (…) Nous le définissons en des termes tels que l'autre partie puisse dire : "ces types ont reconnu nos points positifs. Maintenant, nous sommes obligés de parvenir à une meilleure entente avec eux". »[823]

En d'autres termes, les transformations les plus importantes de la structure productive réalisées au Chili ne seraient pas restituées dans un futur immédiat, mais seraient plutôt accompagnées par des politiques sociales compensatoires. Les coûts sociaux substantiels du contrôle de l'inflation, de la libéralisation du secteur financier et du paiement de la dette en

---

[821] D'après Verónica Montecinos, parmi les économistes de l'opposition commença à se former un courant "néo-structuraliste", lequel valorisait la discipline fiscale, le contrôle de l'inflation et l'apport du secteur privé à la formation de capital, en plus de promouvoir la compétitivité sur les marchés financiers. Voir : Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, *Op. cit.*, p. 106.

[822] A propos des relations entre la Banque Mondiale et le gouvernement chilien – depuis les années 1980 – concernant la modernisation de l'État ainsi que les conditions pour accéder aux nouveaux crédits, consulter : Lardone, Martín, "¿Quién aprende de quién? El Banco Mundial en la reforma del Estado chileno", dans De Cea, Maite, Díaz, Paola & Kerneur, Geraldine (Eds.), *¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía*, Santiago, GRESCH, ICSO-UDP, Universidad Bolivariana, 2008, p. 209-230.

[823] *Ibíd.*, p. 116 ; « La economía había de hecho mejorado (segunda mitad de la década de 1980), con la mayor parte de los costos de las reformas ya saldados y con los beneficios comenzando a sentirse: "Usted tendría que ser muy cabeza dura para no aceptar los hechos como eran", observó (Foxley)… "estábamos convencidos racionalmente que este país tenía que aprender a vivir con sí mismo, y nosotros habíamos estudiado la teoría de juegos, y la teoría de la cooperación. Entonces deliberadamente iniciamos un juego de cooperación en el cual reconocimos más puntos positivos de los que pensamos previamente, y de los que incluso creímos que eran realmente positivos… Lo definimos en tales términos que la otra parte podría decir: "estos tipos han reconocido nuestros puntos positivos. Ahora estamos obligados a buscar un mayor entendimiento con ellos" ».

seraient résorbés. Le principal reproche fait au groupe de Chicago concernait par conséquent son incapacité à établir des politiques sociales qui auraient permis d'atténuer les effets de la libéralisation et de l'ouverture totale (*indiscriminada*) de l'économie chilienne. Sur ce point, un consensus unanime avait été trouvé parmi les économistes de l'opposition, et en particulier de la CIEPLAN, quant à la nécessité de mettre en place des politiques sociales destinées à légitimer l'économie de libre marché auprès de la majeure partie de la population chilienne.

> « Foxley, inspiré par les pactes corporatifs européens, pensait déjà, en 1984, à une reproduction chilienne des accords de La Moncloa, c'est-à-dire à des solutions consensuelles. »[824]

> « Aux environs de la moitié des années 1980, le plan pensé par les "Chicago Boys" commence à porter ses fruits. Au prix d'une inégalité sociale galopante, l'économie s'internationalise et se développe, la société se stabilise et le revenu ainsi que la consommation commencent à croître de manière soutenue. Vers la fin des années 1980, les contours d'une nouvelle société étaient déjà définis : une société qui repose non plus sur la capacité intégratrice de l'État mais sur l'autonomie des individus ; avec un système institutionnel qui ne promeut pas l'égalité mais la protection de la propriété privée. »[825]

Par conséquent, le discours économique qui fut élaboré au sein de la CIEPLAN à partir de 1987, fut l'expression beaucoup plus de la continuité que du changement. Aussi, même dans les rangs de l'opposition politique, l'idée du consensus avec les forces qui soutenaient le régime militaire commença à s'imposer, et cela malgré les campagnes politiques de 1988 et 1989 qui ne cessèrent d'insister sur la nécessité de changement de modèle ou, au moins, d'une réforme profonde de celui-ci. À la CIEPLAN, comme dans d'autres cercles d'opposition (en particulier la Démocratie chrétienne et certains secteurs rénovés du socialisme) surgit la conviction que les conditions avaient changées et que d'importants progrès avaient été réalisés durant le gouvernement de Pinochet. De ce fait, une impulsion fut donnée au remplacement des approches critiques précédentes. Suivant le modèle de la

---

[824] Moulian, Tomás, *Chile actual. Anatomía de un mito*, Santiago, LOM ediciones, 1997, p. 43. Voir l'ouvrage classique d'Arend Lijphart sur les démocraties dites consociatives : Lijphart, Arend, *Democracy in plural societies: a comparative exploration*, New Haven, Yale University Press, 1977 ; « Foxley, inspirado en los pactos corporativos europeos, ya pensaba en 1984 en una reproducción chilena de los acuerdos de La Moncloa, o sea, en soluciones consociativas ».

[825] Tironi, Eugenio, "Cohesión social en Chile: el retorno de un viejo tema", *Quórum: Revista de pensamiento iberoamericano*, nº 18, p. 47 ; « Hacia mediados de los 80, el plan ideado por los "Chicago Boys"comienza a dar sus frutos. Al costo de una desigualdad social galopante, la economía se internacionaliza y desarrolla, la sociedad se estabiliza y el ingreso y el consumo comienzan a crecer sostenidamente. Hacia fines de los 80 los contornos de una nueva sociedad ya estaban definidos: una sociedad que ya no descansa en la capacidad integradora del Estado, sino en la autonomía de los individuos; con un sistema institucional que no promueve la igualdad, sino la protección de la propiedad privada. »

realpolitik, la critique fut donc écartée des pratiques, considérée comme une sorte de dérivé idéologique extrêmement utile en temps de lutte mais inefficace au moment d'assumer les responsabilités du pouvoir.

> « À partir de 1985, un nouveau ministre des Finances (Büchi) réorienta la politique économique vers la récupération de la solvabilité financière et de la croissance économique. L'effort porta ses fruits. Les exportations crurent de manière accélérée et le chômage fut réduit. Cependant, en matière de lutte contre la pauvreté, les résultats ne furent pas aussi positifs. »[826]

En 1989, dans un contexte de crise des économies latino-américaines, en particulier de celles qui avaient entrepris leur transition à la démocratie quelques années auparavant (surtout l'Argentine en 1983), une crainte s'imposa aux yeux des décideurs amenés à prendre en charge la gestion économique du pays. En cas de changement de régime et de coalition de gouvernement, il était en effet inconcevable de paraître "irresponsables" ou "populistes" devant les organismes internationaux de crédit, ou d'altérer les bons résultats macro-économiques de l'économie chilienne[827].

Le concept de *populisme* – au sens d'irresponsabilité fiscale, d'absence de contrôle de l'inflation et de politiques clientélistes expansives –, se transforma par conséquent en véritable anathème pour ce groupe d'économistes. Le contexte de fortes demandes sociales reportées pendant pratiquement deux décennies contribua à accentuer cette perception. Afin de l'écarter, les piliers du modèle économique devaient rester inchangés[828].

> « Beaucoup, en vérité, espéraient que l'on suive le chemin facile du populisme. Mais, depuis le premier jour, nous avions dit que nous allions rompre le cycle du

---

[826] Propos d'Alejandro Foxley concernant les transformations économiques de la seconde moitié des années 1980. Consulter : Foxley, Alejandro, *Logros y fracasos en la erradicación de la pobreza. El caso de Chile*, Santiago, Universidad de Chile, 2003, p. 6 ; « A partir de 1985, un nuevo ministro de Hacienda (Büchi) reorientó la política económica hacia la recuperación de la solvencia financiera y el crecimiento económico. El esfuerzo dio frutos. Las exportaciones crecieron aceleradamente y se redujo el desempleo. Sin embargo, en materia de lucha contra la pobreza, los resultados no fueron tan positivos ».

[827] Pour une étude sur les politiques économiques appliquées pendant les transitions à la démocratie dans les années 1980 en Argentine, en Bolivie, en Uruguay et au Chili : Morales, Juan Antonio, McMahon, Gary & Celedón, Carmen, *La política económica en la transición a la democracia: Lecciones de Argentina, Bolivia, Chile, Uruguay*, Santiago, CIEPLAN, 1993. Pour comprendre les difficultés de l'Argentine à mettre en place des politiques de marché orthodoxes similaires à celles appliquées au Chili, consulter : Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, UNC Press, 2001, Cap.5, p. 97-128.

[828] Le sociologue Ángel Flifisch sous-secrétaire au ministère du Secrétariat général de la présidence pendant le gouvernement de Patricio Aylwin (1990-1994), confirma que la crainte du populisme comme l'un des principaux risques de la transition était réelle, du fait des énormes demandes sociales accumulées sous le régime militaire : "(…) cette tentation [populiste] fut à plusieurs reprises rejetée en raison du présupposé selon lequel l'explosion des demandes socio-économiques constituait le principal risque pour la gouvernabilité depuis 1990. Flifisch, Ángel, "La gestión estratégica de un proceso de transición y consolidación: el caso chileno", *Proposiciones*, Vol. 25, nº 1994, p. 18.

populisme en Amérique Latine ; nous l'avons tous dit, avec beaucoup de franchise et de clarté : maintenant nous allons faire ce qu'il y a à faire pour que cette économie fonctionne de manière ordonnée et pour créer les conditions d'une croissance stable à long terme. Nous avons donc réalisé un ajustement, question relativement ingrate pour un gouvernement qui vient d'entrer en fonction. »[829]

« La consolidation du processus politique démocratique exigeait des nouvelles autorités de démontrer que l'économie chilienne pouvait bénéficier d'une croissance rigoureuse dans le nouveau contexte politique de 1990, que l'inflation serait réduite et que les finances publiques resteraient en ordre (…) Le gouvernement du président Aylwin et de la *Concertación* devait avancer de manière significative dans la projection internationale de la économie chilienne. Il fallait normaliser les relacions financières avec le reste du monde, en renégociant la dette extérieure. Il était nécessaire d'ouvrir davantage l'économie, en réduisant le risque-pays et en négociant des accords commerciaux. Il fallait réaliser de nouvelles avancées en faveur de la projection internationale des entreprises chiliennes. »[830]

5.1.3 L'arrivée au pouvoir et les premiers dilemmes de la transition

En mars 1990, les nouvelles autorités démocratiquement élues assumèrent le pouvoir après dix-sept années d'un régime militaire connu sur le plan international pour la dureté et la profondeur de ses réformes économiques, politiques et sociales. Comme le décrit fort bien Gonzalo Martner dans un travail récent :

« L'ouverture unilatérale aux marchés, radicale et socialement coûteuse, que réalisa la dictature au Chili dans les années 1970 et durant une partie des années 1980, entraina un changement dans la structure économique du pays. Elle s'accompagna d'une spécialisation de la production traditionnelle. Le Chili consolida sa spécificité de pays fortement exportateur, en particulier de biens basés sur les ressources naturelles, et abandonna l'industrie nationale substitutive d'importations, fondée sur les textiles et le secteur automobile. »[831]

---

[829] Foxley, Alejandro, *La economía política de la transición: el camino del diálogo*, Santiago, Dolmen, 1993, p. 108 ; « Muchos, en verdad, esperaban que siguiéramos el camino fácil del populismo. Pero, desde el primer día dijimos que íbamos romper el ciclo del populismo de América Latina; se lo dijimos todos, con mucha franqueza y claridad: aquí vamos a hacer lo que hay que hacer para que esta economía funcione ordenadamente y para crear las condiciones de un crecimiento estable de largo plazo. Entonces hicimos y apoyamos un ajuste, cuestión bastante ingrata para un gobierno que recién llega ».

[830] *Ibid.*, p. 7 ; « La consolidación del proceso político democrático exigía a las nuevas autoridades demostrar que la economía chilena podía crecer vigorosamente en el nuevo contexto político que se inauguraba en 1990, y que se reduciría la inflación y se mantendría en orden la finanzas públicas… El gobierno del Presidente Aylwin y de la Concertación tenía que avanzar significativamente en la proyección internacional de la economía chilena. Había que normalizar las relaciones financieras con el resto del mundo, renegociando la deuda externa. Era preciso abrir más la economía, reduciendo el riesgo país y negociando acuerdos comerciales. Había que dar nuevos pasos en la proyección de las empresas chilenas en el exterior ».

[831] Martner, Gonzalo, *Remodelar el modelo. Reflexiones para el Bicentenario*, Santiago, LOM Ediciones, p. 57 ; « La radical y socialmente costosa apertura unilateral a los mercados que realizó la dictadura en Chile en los años 1970 y parte de los años 1980, generó un cambio en la estructura económica del país y trajo consigo

La nouvelle équipe économique désignée par le Président de la République récemment investi, Patricio Aylwin, comptait une large majorité d'économistes liés à la CIEPLAN, et que dirigeait Alejandro Foxley, nouveau ministre des Finances[832]. L'unique exception de taille au sein de l'équipe était peut-être Carlos Ominami, ministre de l'Économie, qui appartenait au Parti socialiste et avait eu – jusqu'en 1973 – des positions proches de l'aile gauche de l'Unité populaire. Le ministère de l'Économie demeura principalement sous la houlette de technocrates liés au PS, bien que dans une position clairement secondaire par rapport à l'influence du portefeuille des Finances dans la gestion des comptes fiscaux.

> « Le premier [Foxley] était influencé par l'école américaine – il avait obtenu un doctorat à l'Université du Wisconsin – et orientait, sans contrepoids, la ligne économique de la DC depuis la CIEPLAN. À la fin des années 1980, c'était donc un libéral déclaré. Le second (Ominami), ancien membre du MIR[833] et alors militant du PS, appartenant à l'école européenne – il est docteur en Économie de l'Université de Paris X –, était revenu de son exil à la fin de 1984 et travaillait dans le programme de Relations Internationales de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). »[834]

> « "Le Chili a une chance unique de réaliser quelque chose qui, en Amérique latine, n'a pas été possible", déclara l'économiste du PPD-PS, Carlos Ominami, faisant allusion à ce qu'il appela le défi du prochain gouvernement : le maintien d'un développement économique soutenu et la réussite de la transition à la démocratie (…) Comme condition de base pour atteindre ces objectifs, Ominami

---

una acentuación de la especialización productiva tradicional. Chile consolidó su carácter de país fuertemente exportador, especialmente de bienes basados en recursos naturales, y abandonó la industria nacional sustitutiva de importaciones a su suerte, como los textiles y el sector automotor ».

[832] Parmi les principales figures de l'équipe économique liées à CIEPLAN, citons : Pablo Piñera, José Pablo Arellano, Manuel Marfán, et Mario Marcel. Au sein du ministère du Travail, on distinguait particulièrement la personne de René Cortázar

[833] Mouvement de Gauche Révolutionnaire (*Movimiento de Izquierda Revolucionario* ; MIR). Concernant la formation du MIR, nous conseillons la lecture de l'article récent d'Eugenia Palieraki, issu de sa thèse de doctorat. Voir : Palieraki, Eugenia, "La opción por las armas. Nueva izquierda revolucionaria y violencia política en Chile (1965 - 1970)", *Polis: Revista de la Universidad Bolivariana*, nº 19, 2008. Sur la politique du MIR pendant la dictature : Pinto, Julio, "¿Y la historia les dio la razón? El MIR en dictadura, 1973-1981", dans Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, Álvarez, Rolando & Pinto, Julio (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 153-205.

[834] "Al igual que cuando encabezaron el equipo económico de Aylwin, dejaron de lado sus diferencias debido al sombrío diagnóstico económico", *La Tercera*, Reportajes, 15/09/2002, p. 4-5 ; « El primero (Foxley) estaba influido por la escuela americana – había realizado un doctorado en la Universidad de Wisconsin- y marcaba sin contrapesos la línea económica de la DC desde el Centro de Investigaciones Económicas para Latinoamérica (CIEPLAN). A fines de los '80, ya era un liberal declarado. El segundo (Ominami), ex MIR[834] y entonces militante del PS, adscribía a la escuela europea –es doctor en Economía de la Universidad de Paris X-, había regresado del exilio a fines del '84 y trabajaba en el programa de Relaciones Internacionales de la Comisión Económica para América Latina y El Caribe (CEPAL) ».

souligna l'existence d'un accord politico-économique à l'intérieur de la *Concertación.* »[835]

Un an avant d'assumer son poste, Foxley dut résister aux assauts d'un patronat doutant des réelles convictions de la nouvelle coalition concernant les bienfaits du modèle économique hérité du régime militaire. Les hauts dirigeants patronaux étaient effectivement convaincus qu'une équipe économique formée par des démocrates chrétiens et socialistes ne pouvait que signifier un retour à une situation économique semblable – selon eux – à celle qu'avait vécu le Chili entre 1960 et 1973, c'est-à-dire : les mobilisations sociales, le déficit fiscal, les revendications massives et, enfin, l'achèvement du processus de privatisation des entreprises fiscales[836] :

Le cabinet du Président Patricio Aylwin Azócar (1990)

Le Président Patricio Aylwin et son gouvernement. À sa gauche, le ministre des Finances, Alejandro Foxley aux côtés duquel est présent le ministre de l'Économie, Carlos Ominami.

Source : Boletín *CIID Informa*, avril 1992.

« En vertu des normes constitutionnelles acceptées par la *Concertación* dans les pactes de la transition, Pinochet a assumé le commandement en chef de l'Armée. Le patronat craint la participation socialiste dans le nouveau gouvernement. Les militaires et les entrepreneurs exigent et obtiennent de la *Concertación* la non

[835] Rubrique Economie, "Foxley: La clave es realizar cambios económicos con crecimiento económico del 5%", *La Época*, 12/12/1989, p. 9 ; « "Chile tiene una oportunidad única de realizar algo que en América Latina no ha sido posible", declaró el economista del PPD-PS, Carlos Ominami, al referirse a lo que llamó el desafío del próximo gobierno de mantener un desarrollo económico sostenido y lograr la transición a la democracia (…) Como condición básica para alcanzar estas metas Ominami destacó la existencia de un acuerdo político-económico al interior de la Concertación ».

[836] D'après Ascanio Cavallo, la défiance était non seulement ressentie par le patronat envers la nouvelle équipe économique, mais surtout par les centres financiers internationaux qui la soupçonnaient d'avoir une gestion économique de centre-gauche. Voir : Cavallo, Ascanio, *Historia oculta de la Transición*, Santiago, Editorial Grijalbo, p. 57.

révision par les nouvelles instances démocratiques des privatisations si contestées de l'époque de la dictature. »[837]

Le journaliste Rafael Otano, l'un des chroniqueurs les plus cités de la transition politique chilienne, a d'ailleurs très bien évoqué cette situation en se référant à la *Rencontre Nationale de l'Entreprise* de 1989 (*Encuentro Nacional de la Empresa* ; ENADE) – réunion annuelle des organisations patronales du pays – sous le titre suivant : "*¿Quo vadis, Chile?*" [838]. À cette occasion, il s'opposa même durement au futur ministre Foxley devant une assistance de plus de mille entrepreneurs, parmi les plus importants de la direction des principaux groupes économiques du Chili[839]. La plupart d'entre eux ne crurent pas un mot du contenu de l'exposition de Foxley[840]. Telle était donc l'ambiance dans laquelle furent reçues, par une partie du monde de l'entreprise, les nouvelles autorités économiques du premier gouvernement démocratique. Le contraste intervint, à cette occasion, par le biais des hourras et des applaudissements avec lesquels fut reçu Hernán Büchi, ancien ministre des Finances du régime militaire, candidat présidentiel de la droite en 1989, et considéré – par la majorité des patrons locaux – comme le "cerveau" de la récupération économique après la crise de 1982-1983.

Tout au long de l'année 1989, Foxley avait continué à organiser des réunions avec différents dirigeants et *gremios* patronaux afin d'essayer de les persuader qu'un gouvernement d'opposition ne changerait pas l'essentiel des règles du jeu, et maintiendrait une économie de libre marché, bien qu'avec une approche nouvelle dans l'action régulatrice et social de l'État.

« Les critiques acharnées faites au modèle s'atténuèrent progressivement. Les appels à la modération au moyen de pétitions et afin de freiner les demandes

---

[837] Arrate, Jorge & Rojas, Eduardo, *Memoria de la izquierda chilena. Tomo II (1970-2000)*, Santiago, Javier Vergara Editor, 2003, p. 457 ; « De acuerdo a la normas constitucionales aceptadas por la Concertación en los pactos de la transición, Pinochet ha asumido la comandancia en jefe del Ejército, el empresariado sospecha de la participación socialista en el nuevo gobierno y el poder de los militares y empresarios exige y consigue de la Concertación que las tan objetadas privatizaciones de la época de la dictadura no sean examinadas por las nuevas instancias democráticas ».

[838] Voir: ICARE, *Quo Vadis, Chile: Versión completa del 11º encuentro nacional de la empresa, Enade'89*, Santiago, ICARE, 1990.

[839] Otano, Rafael, *Op. cit.*, p. 157.

[840] Trois grands et influents entrepreneurs très proches du général Pinochet, s'affirmaient comme les opposants les plus acharnés à la nouvelle équipe économique : Eugenio Heiremans (Association chilienne de sécurité, ACHS), Hernán Briones (Ciments Bío-Bío, Indura) et Ernesto Ayala (Compagnie manufacturière de papiers et cartons, CMPC). Hernán Briones fut également président de la Fondation Augusto Pinochet, créée en 1995 afin de défendre l'œuvre du régime militaire. Ce groupe de dirigeants d'entreprises "durs" étaient connus comme "*los papeleros*".

> insatisfaites marquèrent la vision de ceux qui assumaient désormais le gouvernement. Stabiliser les expectatives sera un point critique. [Au Chili] il existe de bonnes conditions pour que la démocratie et le développement économique soient compatibles avec la justice sociale" (Alejandro Foxley, coordinateur économique de la *Concertación*). »[841]

Cependant, Foxley ne parvint pas à les convaincre, puisque l'une des épreuves du feu que devait affronter l'équipe économique était le thème complexe de la révision des privatisations réalisées après le plébiscite de 1989, soit l'une des promesses majeures du programme gouvernemental de la *Concertación* de partis pour la démocratie élaboré pour les élections de 1989. Ce programme était directement lié à l'existence des AFP, ceux-ci possédant une grande partie des entreprises privatisées à partir de 1986[842].

> « Aujourd'hui, nous sommes tous capitalistes – déclara en 1995 la direction de la Chambre chileno-nord-américaine de commerce, en la personne d'Antonio Castilla –, parce que l'épargne est déposée dans les caisses des administrateurs de fonds de pensions (AFP), qui sont les propriétaires des entreprises, et que les gérants et les présidents doivent rendre des comptes aux gens. Le schéma chilien est allé bien au-delà de ce dont ceux-ci se sont rendu compte. Si l'entreprise chilienne s'écroule, tous ceux qui ont épargné pendant des années s'écroulent. »[843]

> « Proposer un objectif de croissance de 4 ou 5 % pour cette année s'avère totalement insuffisant et nous devons aspirer à un taux au moins égal à 6 ou 7 %´, affirma aujourd'hui le président de la Société de développement manufacturier (SOFOFA), Fernando Agüero, au terme d'un entretien avec le ministre des Finances [du régime militaire] Martín Costabal. Il ajouta que les recommandations des économistes de la *Concertación* quant au fait que le pays devait revenir à des taux de croissance inférieurs aux taux actuels étaient incorrectes. Selon Agüero, le pays doit s'habituer à maintenir des taux plus hauts, ce qui est possible grâce à l'augmentation de l'investissement. De même, il

[841] Anonyme, "Nuevo gobierno: urgencias del primer año", *Qué Pasa*, nº 975, 16/12/1989, p. 14 ; « Las críticas desaforadas al modelo se fueron atenuando progresivamente. Los llamados a la moderación en las peticiones, y a frenar demandas insatisfechas marcaron la óptica de los que ahora asumirán el gobierno. Estabilizar las expectativas será un punto crítico. (En Chile) hay buenas condiciones para compatibilizar democracia y desarrollo económico con justicia social." (Alejandro Foxley, coordinador económico de la Concertación) ».

[842] Pour une étude complète et intéressante portant sur le rôle des patrons et sur la transition démocratique chilienne, voir : Silva, Patricio, "Empresarios, neoliberalismo y transición democrática en Chile", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 57, nº 4, 1995, p. 3-25.

[843] Fazio, Hugo, *El programa abandonado: Balance económico social del gobierno de Aylwin*, Santiago, LOM Ediciones, p. 30 ; « Hoy todos somos capitalistas –ha declarado en 1995 el directivo de la Cámara Chileno-Norteamericana de comercio AG, Antonio Castilla –, porque los ahorros estás depositados en administradoras de fondos de pensiones (AFP) que son dueñas de las empresas y los gerentes y presidentes deben rendir cuenta a la gente. El esquema chileno ha ido mucho más allá de lo que la gente se ha dado cuenta. Si la empresa chilena cae, caen todos los que han ahorrado durante años ».

> insista sur la nécessité de que soient appliquées de nouvelles mesures d'ajustement, en particulier concernant la dévaluation. »[844]

Le véritable pouvoir sur la politique économique et les finances de l'État demeurait aux mains du titulaire du portefeuille des Finances puisque le ministère de l'Économie s'était transformé – précisément pendant le régime militaire – en un organisme fondamentalement assesseur, se consacrant à produire des études et des analyses de conjoncture, et à concevoir des politiques publiques dans certains secteurs liés à la modernisation étatique[845]. Ce fut donc Foxley, l'ancien directeur de la CIEPLAN, qui obtint le contrôle de la nouvelle politique économique du pays ainsi que d'amples pouvoirs discrétionnaires en la matière, octroyés par le Président Aylwin.

> « Il ne faut pas oublier que ce programme de développement fut instauré sans que les partis l'eussent expressément avalisé, puisque le compromis de départ avec le gouvernement fut que n'importe quelle controverse serait levée par le Président de la République. Les partis, probablement plus ceux de gauche que la DC, par peur d'un retour à l'autoritarisme, n'émirent jamais d'objection. La question n'est pas que ce programme ait été imposé. Mais, étant donné les circonstances difficiles qui présidèrent aux débuts du gouvernement d'Aylwin, on s'est souvenu à quel point il était nécessaire que le Président ait de l'autorité. C'est pour cette raison que les parties acceptèrent de rester en deçà. »[846]

Le nouveau ministre des Finances était conscient du fait que son succès résiderait dans le contrôle de demandes sociales accumulées pendant dix-sept ans de dictature militaire, et exacerbées par les promesses électorales et les attentes créées lors des campagnes du

---

[844] Anonyme, "Agüero: "Crecimiento económico del 4 o 5% es insuficiente"", *La Segunda*, 03/01/1990, p. 3 ; « Proponer una meta de crecimiento de 4 o 5 % para este año resulta totalmente insuficiente y debemos aspirar por lo menos a una tasa del 6 o 7 %´, afirmó hoy el presidente de la Sociedad de Fomento Fabril (SOFOFA), Fernando Agüero, al término de una entrevista con el ministro de Hacienda (del régimen militar), Martín Costabal. Añadió que los planteamientos de los economistas de la Concertación en cuanto a que el país debe retornar a tasa de crecimiento inferiores a las actuales no son correctos. Según Agüero, el país debe acostumbrarse a mantener tasas más altas ya que ello es posible debido al aumento registrado en la inversión. Asimismo, destacó la necesidad de que se apliquen nuevas medidas de ajuste, específicamente que se apliquen en la devaluación ».

[845] A ce propos, Judith Teichman confirma la situation de monopole du ministère des Finances dans la génération et la mise en marche de la politique économique : « The most important policy network is based in the Finance Ministry, monopolizing several policy areas and dominating the networks in others. It is characterized by most of the Standard features of Latin American technocratic policy networks: personal friendship, trust loyalty, common sources of recruitment, and common policy objectives ». Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, UNC Press, 2001, p. 95.

[846] Zegers, María Angélica, "Entrevista a Edgardo Boeninger", *Capital*, nº 236, 2008, p. 1-10 ; « No hay que olvidar que este programa de desarrollo se instaló sin que los partidos lo hubieran avalado expresamente, ya que el compromiso inicial con el gobierno fue que cualquier controversia sería dirimida por el Presidente de la República, y los partidos, probablemente más los de la izquierda que la DC, por el temor a la regresión autoritaria, nunca chistaron. No fue una imposición, pero dadas las difíciles circunstancias políticas que se vivían al inicio del gobierno de Aylwin, se concordó en que era necesario que el Presidente tuviera mucha autoridad, y por eso los partidos acataron mantenerse detrás de él ».

plébiscite de 1988 et des présidentielles de 1989[847]. L'alternative entre un changement de modèle économique ou une réforme radicale de ce dernier figurait parmi les questions discutées et évaluées avant et après la défaite de Pinochet en 1988. Cependant, la CIEPLAN était déjà convaincue que sa stratégie serait celle de la continuité plutôt que celle du changement, justifiant cette option par le besoin d'éviter un "nouveau traumatisme" à la société chilienne qui – d'après l'avis de la CIEPLAN – avait déjà vécu trois processus de changements révolutionnaires et exclusifs entre 1964 et 1989[848].

> « Mais toutes les difficultés ne proviennent pas des écueils précédemment décrits [institutionnels], certains obstacles surviendront de cette même option comme nous refusons de nous éloigner de l'actuel modèle économique. Fondé sur l'initiative privée, l'ouverture au marché externe et l'équilibre du budget fiscal, celui-ci configure la base économique avec laquelle le Chili tentera d'affronter les déficits sociaux et de promouvoir une meilleure distribution de la richesse"(…) Durant la période de transition, le gouvernement démocratique devra faire face à des difficultés qui mettront en danger tout le processus. Ces difficultés viennent de la dictature même, qui a mis sur pieds des institutions anti-démocratiques, dans une logique de tout laisser verrouillé et bien verrouillé. Il faut ajouter à cela trois aspects d'extrême importance :
> - la grande dépendance de la droite gouvernementale vis-à-vis de la modification les institutions
> - la grande dépendance des groupes économiques, de l'entreprise privée et des transnationales
> - la rareté des ressources ainsi que le paiement imminent de la dette extérieure ».[849]

L'équipe économique se trouvait donc face au choix de continuer sa politique, en conservant ou non l'essentiel du modèle économique, mais sans tomber dans le dogmatisme

---

[847] Pour une intéressante analyse portant sur les demandes sociales accumulées à la fin du régime militaire, voir notamment : Corporación de estudio sociales *SUR*, "La Transición Democrática y las Demandas Sociales", *Hechos Urbanos, boletín de información y análisis*, Vol. 91, nº noviembre-diciembre 1989, p. 1-16 ; également disponible en ligne sur : http://www.sitiosur.cl/publicacionesdescarga.php?id=2924&nunico=16000074 (consulté le 22/06/2009).

[848] Elle se référait en cela à la "Révolution en liberté" du gouvernement démocrate chrétien d'Eduardo Frei Montalba (1964-1970), à la "Voie chilienne vers le socialisme" du gouvernement de l'Unité Populaire dirigé par Salvador Allende (1970-1973), et enfin à la "Révolution Néo-libérale" imposée par le gouvernement militaire du général Augusto Pinochet et par la Junte de gouvernement (1973-1990).

[849] *Ibid.*, p. 1-2 ; « Pero no todas las dificultades provienen de los escollos antes descritos (institucionales), algunas limitantes surgirán de la propia opción por no alejarse del actual modelo económico, que, basado en la iniciativa privada, la apertura a mercado externo y el equilibrio del presupuesto fiscal, configura la base económica con la cual se intentará enfrentar los déficits sociales y mejor distribución de la riqueza"… En el período de transición el gobierno democrático enfrentará dificultades que podrán en peligro todo el proceso. Estas dificultades provienen de la propia dictadura, la cual ha preparado una institucionalidad antidemocrática, inserto en la lógica de dejar atado y bien atado todo. A esto hay que sumar tres aspectos de suma importancia:
- Alta dependencia de la derecha gobiernista para modificar la institucionalidad
- Alta dependencia de los grupos económicos, la empresa privada y las transnacionales.
- La escasez de recursos y el eminente pago de la deuda externa. »

de ses prédécesseurs, surtout Sergio de Castro et – dans une moindre mesure – Hernán Büchi.

> « J'ai toujours dit et je continuerai à dire que le grand mérite du gouvernement d'Aylwin fut précisément de valider ce modèle. Si l'on considère en effet tout ce que publiait la CIEPLAN, il ne s'agissait que d'anathèmes à l'encontre de la politique économique. »[850]

La solution proposée afin de rompre avec l'orthodoxie monétariste du gouvernement militaire vint de l'idée qui consiste à compenser les équilibres macro-économiques en augmentant les dépenses sociales et en favorisant des avancées en matière de droits de l'homme. Edgardo Boeninger, qui fut Secrétaire général de la Présidence pendant le premier gouvernement de la *Concertación* et l'un des principaux assesseurs et stratèges du Président Patricio Aylwin, décrit cette initiative en ces termes :

> « Dans la perspective de la *Concertación*, le succès économique tardif du régime militaire lui permit de présenter un programme dont l'accent fut principalement mis sur le social, point faible du gouvernement de Pinochet. Ce qui conduit implicitement à la continuité des politiques économiques en cours. Cette démarche fragilisa dans une très large mesure l'éventuel soutien civil qui aurait pu être apporté à une quelconque tentative des secteurs durs du régime d'interdire par la force le retour à la démocratie. »[851]

Pendant cette période, s'imposa par ailleurs le concept de *croissance avec équité*[852], récupérant une idée de la CEPAL. Ce concept s'inspirait également du modèle capitaliste allemand d'après-guerre, bien que sous le nom d'un autre concept également utilisé de manière récurrente au Chili à partir de 1990 : l'*Économie sociale de marché*[853].

---

[850] Paroles de Sergio de Castro au cours d'un entretien accordé au quotidien *La Tercera*, 23/10/2005 ; « Siempre he dicho y seguiré diciendo que el gran mérito del gobierno de Aylwin fue precisamente validar el modelo. Porque al leer todo lo que publicaba CIEPLAN, eran incendios contra la política económica ».

[851] Boeninger, Edgardo, *Op. cit.*, p. 375 ; « Desde la perspectiva de la Concertación, el éxito económico postrero del régimen militar le permitió presentar un programa cuyo acento principal se colocó en lo social, punto débil del gobierno de Pinochet, sugiriendo implícitamente la continuidad de las políticas económicas en curso, lo que debilitó extraordinariamente el eventual apoyo civil a algún intento de sectores duros del régimen de impedir por la fuerza el retorno a la democracia ».

[852] L'on retrouve le concept précédemment cité à de très nombreuses reprises dans les discours présidentiels de la période 1990-1994. Voir notamment : Aylwin, Patricio, *Crecimiento con equidad: Discursos escogidos, 1992-1994*, Santiago, Editorial Andrés Belllo, 1994. ; ou encore : Arellano, José Pablo, "Políticas sociales para el crecimiento con equidad Chile 1990-2002", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 26, 2004, p. 1-46.

[853] A propos de l'histoire du concept d'*Économie sociale de marché*, voir tout particulièrement les chapitres IV et VI, dans l'ouvrage de Ludwig : Erhard, Ludwig, *Economía social de mercado: su valor permanente*, Madrid, Ediciones Rialp. Pour une vision critique – d'un point de vue conservateur – de l'usage de ce concept au Chili à partir de 1990, voir : Yáñez Rojas, Eugenio, *Economía social de mercado en Chile: ¿Mito o realidad?*, Munich, Hanns Seidel Stiftung, 2005. Il est aussi intéressant de souligner que des auteurs comme François Denord considèrent que ce courant appartient à la pensée "néolibérale" et anti-keynésienne née à la fin des années 1930, à l'occasion du Colloque Walter Lippmann qui se déroula à Paris en 1938. Ses principales figures sont les Allemands Walter Eucken et Wilhelm Ropke, qui fondèrent ladite École de Fribourg ou du "Ordo-libéralisme"

> « Croissance avec équité [crecimiento con equidad] signifie, en premier lieu, de la *croissance* et les politiques économiques et sociales devaient être élaborées de manière à la favoriser et en aucun cas pour la mettre en péril (…) Ce document mentionne l'importance de la politique fiscale et de la croissance économique dans la durabilité et la continuité de la politique sociale durant toutes ces années. »[854]

> « Foxley indiqua ainsi qu'au début du prochain gouvernement, on pourrait faire la même chose qu'en Espagne : un pacte économique et social qui parvienne à satisfaire les attentes patronales et à réguler les augmentations salariales, pour qu'elles ne soient excessives ; et avancer en même temps au niveau des réformes concernant le travail que les travailleurs réclament à raison. »[855]

Au cours de l'année 1990, le premier défi de ladite "dette sociale" du nouveau gouvernement démocratique, fut d'obtenir l'approbation d'une réforme fiscale. Pour ce faire, il fallut parvenir à attirer les votes de la nouvelle opposition politique de droite, fondamentalement composée des partis suivants : Rénovation nationale (RN) et l'Union démocrate indépendante (UDI) ; tout deux fervents défenseurs de l'héritage politico-institutionnel et économique du régime militaire[856]. Cette réforme était essentielle pour financer l'ensemble des mesures de base des politiques sociales du gouvernement et afin de compenser – en partie – le déficit de comptes fiscaux qu'avait légué l'équipe économique précédente, résultat d'une politique expansive à visée électorale menée entre 1988 et décembre 1989[857].

(ordre et libéralisme). Cette école favorisa l'étude des conditions légales optimales nécessaires au développement de marchés parfaitement compétitifs. Voir : Denord, François, "Le prophète, le pèlerin et le missionnaire", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 145, nº 1, 2002, p. 12.

[854] Arellano, José Pablo, "Políticas sociales para el crecimiento con equidad Chile 1990-2002", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 26, p. 2 et 3 ; « Crecimiento con equidad significaba, en primer lugar, *crecimiento* y las políticas económica y social debían estar diseñadas para favorecerlo, en ningún caso arriesgarlo… Este documento señala la importancia de la política fiscal y del crecimiento económico en la sostenibilidad y continuidad de la política social durante todos estos años ».

[855] Economía, "Foxley: La próxima semana, Concertación inicia contactos con el gobierno para "traspaso económico"", *La Segunda*, 15/12/1989, p. 26 ; « Foxley señaló que así a comienzos del próximo gobierno, podría hacerse lo mismo que en España: un pacto económico y social que logre las expectativas empresariales y regular los aumentos salariales, para que no sean excesivos, y avanzar al mismo tiempo en las reformas laborales que, con razón, reclaman los trabajadores ».

[856] Pour une analyse technique détaillée de la réforme fiscale, consulter : Marcel, Mario, "Políticas públicas en democracia: el caso de la Reforma Tributaria de 1990 en Chile", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 45, junio 1997, p. 33-83. Voir également : Pizarro, Crisóstomo, "La primera reforma tributaria durante el gobierno de transición: concertación y debate", dans Pizarro, Crisóstomo, Raczynski, Dagmar & Vial Ruiz Tagle, Joaquín (Eds.), *Políticas económicas y sociales en el Chile democrático*, Santiago, CIEPLAN/UNICEF, 1995, p. 93-128.

[857] Oscar Muñoz Goma se réfère à cette période comme la phase "*néo-populiste*" du régime militaire, faisant allusion à la surchauffe artificielle de l'économie en 1989, avec des taux expansifs de croissance atteignant 10% et une inflation proche de 21%. Muñoz, Oscar, *El modelo económico de la Concertación 1990-2005 ¿Reformas o cambio?*, *Op. cit.*, p. 90. D'après les chiffres que donne Patricia Olave, entre 1988 et 1989, le PIB augmenta de 18% alors que les prévisions tournaient plutôt autour de 9 à 10% sur les deux ans. La demande agrégée, quant à elle, crut de 22% du PIB, ce qui se traduisit finalement par une importante augmentation de l'inflation,

L'accord se conclut donc avec RN, puisque l'UDI s'était refusée à participer aux négociations menées avec les nouvelles autorités. Les dépenses sociales étaient liées à l'obtention de nouvelles ressources allouées grâce à la réforme des impôts, la nouvelle équipe économique ayant donné la priorité au maintien des équilibres macro-économiques[858]. Rapidement, les autorités rendirent publique la nécessité que la population comprenne que les améliorations sociales seraient seulement graduelles. D'après l'analyse de Hugo Fazio, les besoins du programme social approchaient le milliard de dollars, sachant que le montant que l'on parvint à obtenir avec la réforme fiscale était compris entre 550 et 600 millions de dollars, dont un tiers correspondait à la TVA (*IVA*), l'impôt indirect à la consommation, c'est-à-dire la somme que paie toute personne effectuant un achat, quel que soit son niveau de revenus[859]. Les effets de redistribution des charges progressives inscrits dans le projet originel – comme l'impôt sur le revenu – furent ainsi laissés de côté à la faveur d'une augmentation générale des impôts.

Une partie de l'opposition (RN notamment) approuva la réforme, avançant l'argument selon lequel il s'agissait d'une manière de payer un moindre prix pour obtenir la légitimation du modèle économique. Ceci permettrait au gouvernement entrant de reporter la satisfaction des demandes sociales sans altérer outre mesure le fonctionnement de l'économie. Et permettrait par ailleurs de positionner RN comme un parti de droite ayant vocation à négocier, et aspirant à prendre part à la bataille afin de conquérir le centre de l'échiquier politique. La réforme fiscale fut finalement approuvée en juin 1990, même si elle n'e restera en vigueur que quatre ans puisqu'elle sera révisée en 1993.

Ensuite, un second thème se révéla être crucial pour le ministre Foxley et son équipe économique : il était nécessaire de parvenir à un accord avec les syndicats et travailleurs, qui avaient joué un rôle déterminant dans la lutte pour le retour à la démocratie et l'avaient

---

qui atteignit 27,3% en 1990, soit plus de deux fois le taux de 1988 (12,7%). Voir : Olave, Patricia, *Op. cit*., p. 159.

[858] Jusqu'alors, la principale réforme fiscale avait été réalisée en 1975, en plein régime militaire et *traitement de choc*, et conserva un caractère nettement régressif en termes de concentration de la richesse. On élimina les taxes sur la richesse et les profits issus de capitaux, et l'on effectua une réduction substantielle de taxes sur les bénéfices (revenus). Un impôt sur la valeur ajoutée (*IVA* ; TVA) fut également instauré, supprimant les exemptions pour les biens de consommation courante. On cherchait, par ce biais, à instaurer des impôts neutres, et à abandonner le critère de "progressivité". Voir : Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad*, *Op. cit.*, p. 272.

[859] Pour les entrepreneurs, l'incorporation de l'augmentation de l'*IVA* dans la réforme fiscale fut un triomphe, puisque – d'après leur point de vue – par ce système, ni la production, ni la richesse n'était pénalisée et l'effort social devenait collectif. Cavallo, Ascanio, *La historia culta de la transición*, *Op. cit.*, p. 59.

chèrement payé par la perte des droits sociaux durant le régime militaire[860]. La dette vis-à-vis de ce secteur ne pouvait donc pas être éludée, mais cela entraîna de toute évidence de nouveaux différends avec les dirigeants patronaux.

> « Contrairement à la "re-démocratisation" au Brésil, en Argentine et en Uruguay, le premier gouvernement qui succéda à la "transition" au Chili représenta les syndicats et leurs aspirations. Et il promit non seulement la démocratisation, mais aussi les réformes sociales et du travail. Des enquêtes réalisées en 1990, et par la suite, révélèrent que la grande majorité des Chiliens étaient favorables à la réforme de la législation du travail afin de renforcer la position des syndicats. »[861]

> « Je me souviens qu'ils nous avaient dit que nous allions avoir un nouveau code du travail, que nous réformerions la Sécurité sociale, que tout le système de privatisations de la dictature serait revu, que nous allions chercher des mécanismes de participation citoyenne dans le nouveau gouvernement, que nous aurions un développement social. »[862]

La direction des syndicats chiliens et la majorité des travailleurs savaient que, dans la nouvelle donne du retour à la démocratie, il était pratiquement impossible de revenir à la situation et au statut antérieurs à septembre 1973[863]. En d'autres termes, le nouvel État démocratique apparu en 1990 ne favoriserait pas les travailleurs par rapport au capital. Néanmoins, ces derniers aspiraient à ce qu'en démocratie, les élites politiques et économiques fussent disposées à négocier un système de relations de travail qui facilitât un "équilibre de pouvoir" (*balance de poder*) dans un contexte plus équitable.

Une amorce de dialogue avait déjà été créée dans les années 1980 entre l'un des économistes les plus reconnus de la CIEPLAN, René Cortázar, et deux des dirigeants les

---

[860] Voir notamment : Campero, Guillermo & Valenzuela, José, *El movimiento sindical en el régimen militar chileno 1973-1981*, Santiago, ILET, 1984. Pour une analyse complète sur l'évolution de la législation du travail au Chili liée au modèle économique 1975 et 2000, Mizala, Alejandra & Romaguera, Pilar, "La legislación laboral y el mercado del trabajo en Chile: 1975-2000", *Documento de Trabajo CEA*, nº 116, 2002, p. 1-26. Pour une approche comparative du rôle des syndicats dans les années 1990, voir également : Araya, Eduardo, Barría, Diego & Drouillas, Oscar, *Sindicatos y políticas públicas en Argentina, Bolivia, Brasil, Chile y Venezuela (1996-2004)*, Santiago, Editorial Universitaria, 2009.

[861] Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile: De la Unidad Popular a la Concertación", *Revista de Ciencia Política*, Vol. 23, nº 2, 2003, p. 152 et 153 ; « En contraste con la redemocratización en Brasil, Argentina y Uruguay, el primer gobierno después de la transición en Chile representó a los sindicatos y a sus aspiraciones. Y prometió, no solamente la democratización, sino también las reformas sociales y laborales. Encuestas realizadas en 1990 y después, revelaron que la gran mayoría de los chilenos estaban en favor de reformar la legislación laboral para elevar la posición de los sindicatos ».

[862] Déclarations d'Arturo Martínez, dirigeant de la CUT, dans : Arrate, Jorge & Rojas, *Op. cit.*, p. 444 ; « Recuerdo que a nosotros nos dijeron que íbamos a tener un nuevo código del trabajo, que reformaríamos la seguridad social, que se revisaría todo el sistema de privatizaciones que había ocurrido en la dictadura, que íbamos a buscar mecanismos de participación ciudadana en el nuevo gobierno, que tendríamos un desarrollo social ».

[863] Pour une analyse complète de la situation des syndicats dans les années 1990, voir : Rojas Hernández, Jorge, "El movimiento sindical chileno en la transición a la democracia", *Proposiciones*, nº 22, agosto 1993, p. 54-79.

plus importants de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT)[864], la principale organisation syndicale chilienne. Cortázar – qui sera ministre du Travail de 1990 à 1994 – avait participé à de nombreux séminaires et instances de formation économique et syndicale destinés aux leaders syndicaux, visant principalement à les orienter vers la lutte pour leurs revendications sociales et pour le retour à la démocratie. Ces journées avaient créé un lien direct avec la direction des syndicats, lequel sera d'une aide précieuse au gouvernement en vue de l'obtention de divers accords sous l'administration du Président Aylwin.

> « Nous sentions que ceux qui avaient été marginalisés et poursuivis durant 17 années [les travailleurs], avaient besoin de réels gestes d'intégration à la table des décisions. Que la démocratie nécessitait une classe dirigeante dont les membres apprennent à coopérer, à construire des accords et des liens de confiance. »[865]

Le 27 avril 1990, un accord fut rapidement obtenu entre travailleurs et patrons. Celui-ci permit une modeste augmentation du salaire minimum, mais impliqua la signature d'une déclaration de principes – question fondamentale pour la direction patronale – par laquelle les salariés s'engageaient à restreindre leurs demandes et – indirectement – à ne pas mettre en danger les bases du modèle économique[866]. Les travailleurs voulaient également changer le Code du travail imposé pendant le régime militaire, le considérant illégitime. Ils souhaitaient plus précisément revenir à celui qui était en vigueur jusqu'en septembre de 1973. De son côté, le patronat n'état absolument pas disposé à céder sur ce point, puisqu'il estimait que la législation du travail de 1987 était l'un des piliers fondamentaux du modèle[867]. Finalement, c'est la position de ce dernier qui l'emporta.

> « (…) le patronat et ses organisations syndicales, qui avaient en grande partie soutenu le régime militaire sortant, envisageaient avec préoccupation la possibilité que s'ouvre une phase de revendications qui aurait débordé le

[864] Il s'agit des dirigeants Manuel Bustos de la Démocratie chrétienne et d'Arturo Martínez du Parti Socialiste, qui furent victimes d'une relégation tout au long des années 1980.

[865] Paroles d'Alejandro Foxley dans le prologue de l'ouvrage consacré à Manuel Bustos. Foxley, Alejandro, Bustos, Manuel & Sandoval, Guillermo, *Conversaciones con Manuel Bustos*, Santiago, Editorial Andrés Bello, p. 20 ; « Sentíamos que quienes habían sido marginados y perseguidos por 17 años (los trabajadores), requerían de gestos reales de incorporación a la mesa de decisiones. Que la democracia necesitaba de una clase dirigente que aprendiera a cooperar entre sí, a construir acuerdos y lazos de confianza ».

[866] Accord National CPC-CUT-Gouvernement, 27 avril 1991 ; document publié dans la presse chilienne le 28 avril 1991.

[867] José Piñera, ancien ministre du Travail sous le régime militaire, s'exprima à propos des réformes de 1991 : "[entreprendre des réformes] c'est comme donner un révolver aux syndicats pour détruire le système de travail et économique en vigueur", Revue *Qué Pasa*, mayo de 1991, cité par : Campero, Guillermo, "La economía política de las relaciones laborales 1990-2006", *Serie Estudios Socio/Económicos*, nº 37, mayo 2007, p. 16.

gouvernement, et qui aurait pu passer pour un règlement de compte à leur encontre (*El Mercurio*, 13 décembre 1989 ; 25 mars 1990 ; 10 avril 1990). »[868]

Comme l'a très bien souligné Ascanio Cavallo, en moins de cinq mois, les nouvelles autorités économiques étaient donc parvenues à consolider une réforme fiscale afin de financer une partie de leur programme social. De même étaient-elles parvenues à la conclusion d'un accord concernant la politique du travail qui leur permit de poursuivre l'ajustement économique sans se voir débordées par les syndicats, du moins jusqu'à ce que ne surgisse une situation plus conflictuelle à partir de 1990[869]. En définitive, le patronat avait obtenu à moindre coût la légitimation du modèle économique du régime précédent et les nouvelles autorités une marge de manœuvre importante favorisant la conduite de leur politique économique et garantissant ce qui, à ce moment-là, fut considéré comme la nécessaire "gouvernabilité" du pays[870]. Initialement, les syndicats acceptèrent de se plier à cette nouvelle politique d'accords, sans pour autant en évaluer le coût pour leurs propres organisations, littéralement galvanisées pendant la lutte pour le retour à la démocratie.[871] Cependant, la politique de concertation sociale entre le gouvernement, les syndicats et le

[868] Campero, Guillermo, *Op. cit*, p.7 ; « (…) el empresariado y sus organizaciones gremiales, que en buena parte habían apoyado el régimen militar saliente, veían con preocupación la posibilidad que se abriera una etapa de reivindicaciones que desbordaran al gobierno e, incluso, llegase a manifestarse como un cobro de cuentas en contra de ellos (El Mercurio, 13 de diciembre 1989; 25 de marzo 1990; 10 de abril, 1990) ».

[869] César Guzmán a quantifié le niveau de conflit dans le domaine du travail dans les premières années de la récupération de la démocratie d'après les chiffres officiels de la Direction du travail (http://www.dt.gob.cl): "En 1990, on enregistra 176 grèves, lesquelles augmentèrent jusqu'à atteindre le nombre de 247 en 1992. On assiste à une intensification du conflit, qui coïncide avec la croissance de la population syndicalisée regroupant jusqu'à 724.000 personnes en 1992 : son pic historique. A partir de 1993, le nombre de grèves commence à baisser : 224 en 1993, 196 en 1994, 187 en 1995, 183 en 1996, 179 en 1997, 121 en 1998 y 108 en 1999. Cette phase concorde avec la baisse soutenue de la population syndicalisée jusqu'en 1999 : excepté en 1996, le nombre total de personnes syndicalisées dans le pays chute tous les ans pour arriver, en 1999, à 580.000". Guzmán, César, "Sobre huelga y conflicto laboral en Chile", *Alternativa*, ICAL, nº 21, 2004, p. 1.

[870] Dans ce sens, nous partageons l'analyse de Cecilia Baeza-Rodríguez concernant l'importation et l'usage du concept de "gouvernabilité" au Chili : "Face aux dissonances de la jeune démocratie chilienne, la notion de 'gouvernabilité' nous paraît effectivement jouer un rôle de discours ordonnant : en articulant un récit acceptable de démocratie 'moderne' où la capacité de gouverner ne peut que provenir d'un pouvoir technocratique et stable, le terme paraît résoudre les contradictions de la transition démocratique", dans : Baeza-Rodríguez, Cecilia, "Los discursos públicos sobre la gobernabilidad en Chile como relatos de acción pública: un enfoque cognitivista sobre la importación de las ideas", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Coloquios, 2008, disponible en: http://nuevomundo.revues.org/index11042.html (consulté le 24/08/2009).

[871] Sur la démobilisation des organisations sociales durant le premier gouvernement de la *Concertación*, voir : Oxhorn, Philip, "Where Did All the Protesters Go?: Popular Mobilization and the Transition to Democracy in Chile", *Latin American Perspectives*, Vol. 21, nº 3, 1994, p. 49-68. Voir également, du même auteur : Oxhorn, Philip, "Understanding Political Change after Authoritarian Rule. The Popular Sectors and Chile's New Democratic Regime", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 26, nº 3, 1994, p. 737-759.

patronat n'obtint pas les résultats escomptés par les travailleurs en termes de répartition plus égalitaire des bénéfices de la croissance[872] :

> « Au fond, la stratégie de la CUT partait du présupposé selon lequel la transition serait un processus de reconstruction sociale et politique, dont cette organisation était un facteur fondamental, et non pas une transformation socio-économique dont la dynamique avait préalablement été définie et dont les résultats désavantageaient les catégories salariées qu'elle représentait. Dans la situation en question, les principaux acteurs étaient les grands patrons, capables de dynamiser le modèle exportateur, et qui partageaient les objectifs fondamentaux des nouvelles autorités économiques et politiques en termes de croissance économique. »[873]

> « Il y a des secteurs de travailleurs qui se plaignent qu'en matière économique, le gouvernement n'a pas réalisé tous les changements qu'ils auraient voulus ; ils se plaignent de son supposé "continuisme" vis-à-vis des politiques du gouvernement précédent. »[874]

> « Pendant la période autoritaire, les dirigeants pouvaient parler et convoquer au nom du mouvement et des travailleurs. Ils eurent une résonance importante. Les conditions étaient autres. L'ennemi et les objectifs des mobilisations étaient clairs. Avec l'avènement de la démocratie, l'ennemi s'est dilué. Le nouveau gouvernement était perçu comme quelque chose d'unique. Une nouvelle phase historique commençait : celle de la négociation et des réformes. Mais le rapport de forces changea rapidement et le syndicalisme n'était pas suffisamment puissant pour imposer des réformes en sa faveur. Les blocages et les impasses liées au système politique ne se firent pas longtemps attendre. Au point où en sont les choses, on peut dire que, ni le marché, ni le système politique ne sont capables de freiner le processus de désagrégation et d'exclusion sociale. Dans le cadre politico-institutionnel actuel, le syndicalisme "de syndicats" peut difficilement se développer en tant qu'acteur collectif. »[875]

---

[872] Frank, Volker, "The Elusive Goal in Democratic Chile: Reforming the Pinochet Labor Legislation", *Latin American Politics and Society*, Vol. 44, nº 1, 2002, p. 35-68. Voir également : Munck, Ronaldo, "Workers, Structural Adjustment, and Concertacion Social in Latin America", *Latin American Perspectives*, Vol. 21, nº 3, 1994, p. 90 -103.

[873] De La Maza, Gonzalo, "Los movimientos sociales en la democratización de Chile", en Drake, Paul & Jaksic, Iván (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM Ediciones, 2002, p. 388 ; « En el fondo la estrategia de la CUT suponía que la transición sería un proceso de reconstrucción social y política, del cual esta organización era un factor fundamental, y no una transformación socioeconómica cuya dinámica había sido previamente definida y cuyos resultados perjudicaban a las categorías asalariadas que ella representaba. En la situación planteada, los actores principales eran los grandes empresarios capaces de dinamizar el modelo exportador, y que compartían los objetivos fundamentales de crecimiento económico con las nuevas autoridades económicas y políticas ».

[874] Foxley, Alejandro, *La economía política de la transición: el camino del diálogo*, *Op. cit.*, p. 143 ; « Hay sectores de trabajadores que se quejan de que en materia económica el gobierno no ha realizado todos los cambios que hubiesen deseado; se quejan de un supuesto "continuismo" respecto de las políticas del gobierno anterior ».

[875] Rojas Hernández, Jorge, *Op. cit.*, p. 63 ; « Bajo el autoritarismo, los dirigentes podían hablar y convocar en nombre del movimiento y de los trabajadores. Tuvieron una importante resonancia. Las condiciones eran otras. El enemigo y los objetivos de las movilizaciones eran claros. Con el advenimiento de la democracia, el enemigo se diluyó. El nuevo gobierno era sentido como algo propio. Se iniciaba una nueva fase histórica: la de

Pour autant, la stratégie d'accords adoptée entre la direction syndicale et le gouvernement pendant les premières années de la transition permit aux travailleurs de jouir de certaines améliorations importantes en termes d'augmentation du salaire minimum, de la régulation des licenciements et de la garantie des indemnisations par année d'ancienneté. Ainsi, entre 1990 et 1991, furent entérinés certains acquis concernant la liberté syndicale, l'élimination des normes antisyndicales de la législation du travail, et enfin la protection juridique de ses dirigeants. Cependant, comme le signale Gonzalo de la Maza, le fait que les principaux objectifs n'aient pas été atteints à l'aide de la stratégie de concertation et de dialogue généra une forte tension au sein du mouvement syndical, qui se retrouva alors face aux "limites structurelles" du schéma économique et de la négociation politique imposés à la transition démocratique chilienne[876]. De ce fait, Volker Frank soutient qu'en réalité, le consensus – ou pacte de gouvernabilité – ne fut trouvé qu'entre les dirigeants patronaux et l'élite politique du pays, dont les autorités gouvernementales, mais excluant les travailleurs :

> « Quel pouvoir de participation – surtout au sens social et économique – les élites sont-elles disposées à accorder à la classe ouvrière? Dans un contexte de démocratisation, les élites politiques et économiques chiliennes étaient davantage préoccupées par les menaces qui planaient sur l'accumulation de capital et sur la gouvernabilité qu'intéressées par la participation des travailleurs. »[877]

> « Même si beaucoup de travailleurs profitèrent du contexte économique général de cette décennie, ils ne bénéficièrent pas d'un traitement spécial de la part de la *Concertación*. Ils ne reçurent pas non plus d'améliorations substantielles en matière de législation du travail. Malgré quelques modifications utiles, la logique de fer du système de relations de travail ne connut aucune faille de 1979 à 2003. Étant donné le plan économique en vigueur, la faiblesse du syndicalisme, l'intransigeance de la droite et la prudence de la *Concertación*, aucune réforme d'envergure ne passa (…) la *Concertación* exigea des syndicalistes le renoncement à leurs demandes pour éviter l'instabilité. De ce fait, la relation

---

la negociación y las reformas. Pero la correlación de fuerzas cambió rápidamente y el sindicalismo no tenía las fuerzas suficientes como para imponer reformas a su favor. Los bloqueos e impasses con el sistema político no se dejaron esperar. A estas alturas, puede decirse que ni el mercado ni el sistema político son capaces de frenar el proceso de disgregación y exclusión social. En el marco político institucional actual, el sindicalismo "de sindicatos" difícilmente puede desarrollarse como actor colectivo ».

[876] Sur la crise du syndicalisme chilien, voir tout particulièrement : Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile: De la Unidad Popular a la Concertación", *Op, cit,,* p. 148-158.

[877] Frank, Volker, "Politics without policy: the failure of social concertation in democratic Chile, 1990-2000", dans Winn, Peter (Ed.), *Victims of the chilean miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002*, London, Duke University Press, 2004, p. 72 ; « How much participation – especially in a social and economic sense are elites willing to concede the working classes? In a context of democratization, the Chilean political and economic elites were worried about threats to capital accumulation and governability than they were interested in labor's participation ».

avec les syndicats aida le gouvernement à maintenir une croissance économique sans inflation et exempte de grands conflits sociaux. »[878]

5.2 L'économie politique de la transition et le discours du "Consensus de Washington"

Le débat concernant la "parenté" du schéma économique du régime militaire – qualifié de "néolibéral" par la majorité de ses détracteurs – avec celui appliqué par la *Concertación* à partir de 1990, n'a pas grand sens au regard de leurs contextes sociopolitiques radicalement différents. L'analyse des changements et évolutions intervenus dans le discours des économistes s'avère, en revanche, beaucoup plus intéressant. De même convient-il de les considérer comme des éléments centraux qui ont donné naissance au "modèle chilien" de développement, issu bien entendu des réformes réalisées pendant le régime autoritaire, mais aussi dès le retour de la démocratie. Selon les propres termes du ministre des Finances du premier gouvernement de la *Concertación*, Alejandro Foxley :

> « La stratégie en faveur de la croissance comportait une ouverture radicale de l'économie au commerce international, une politique fiscale conservatrice, qui visait simultanément à atteindre un excédent budgétaire et à réduire la dette publique, puis à un approfondissement du marché national de capitaux parallèlement à réforme du travail et des impôts. La hausse de ces derniers décrétée par le gouvernement lui permit d'augmenter les dépenses sociales de plus de 200% en dix ans (1990-2000). »[879]

L'expérience économique chilienne, avec le recul qu'autorisent les trente années écoulées (1973-2003), peut être qualifiée d'hybride dans la mesure où elle comporte à la fois de nombreux éléments de continuité et de changements. Dans la perspective d'un historien analysant l'évolution du libéralisme économique au Chili, perspective qui est la nôtre, il nous revient : premièrement, de mesurer la part de continuité et de changement caractérisant cette phase et, deuxièmement, d'évaluer la possibilité de l'existence de deux discours antagoniques derrière l'idée générale de "modèle libéral de développement". Il nous

---

[878] Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile: De la Unidad Popular a la Concertación", *Op. cit.*, p. 154 ; « Si bien muchos trabajadores se beneficiaron del contexto económico general en esa década, no recibieron tratamiento especial de la Concertación. Tampoco recibieron muchas mejoras en la legislación laboral. No obstante algunas modificaciones útiles, la lógica férrea del sistema de relaciones laborales no se rompió desde 1979 hasta el 2003. Dado el plan de la economía, la debilidad del sindicalismo, la intransigencia de la derecha y la cautela de la Concertación, no pasaron reformas rotundas… la Concertación exigió a los sindicalistas suprimir sus demandas para evitar la inestabilidad. Así, su relación con los sindicatos ayudó al gobierno a mantener el crecimiento económico sin inflación y sin grandes conflictos sociales ».

[879] Foxley, Alejandro, *Logros y fracasos en la erradicación de la pobreza. El caso de Chile*, *Op. cit.*, p. 3 ; « La estrategia pro-crecimiento incluía una drástica apertura de la economía al comercio internacional, una política fiscal conservadora, que apuntaba simultáneamente a conseguir un superávit presupuestario y a reducir la deuda pública, una profundización del mercado nacional de capitales, y una reforma laboral y tributaria. El alza impositiva decretada por el gobierno le permitió aumentar el gasto social en más de 200% en la década (1990-2000) ».

appartient également de déterminer si cette évolution dissimule plutôt un arrangement entre les économistes de la *Concertación* – pragmatique et dans un second temps idéologique – fruit des conditions générales de l'économie internationale et de la prétendue irréversibilité des transformations réalisées pendant la période dictatoriale. En ce sens, l'influence du dénommé *Consensus de Washington* sur l'application d'un décalogue de suggestions en matière de politique économique, nous a semblé être un élément digne d'intérêt et devant, de fait, être pris en considération[880].

5.2.1 Principaux éléments de la politique économique de la nouvelle démocratie

Les tensions et problèmes de la première équipe économique démocratique après dix-sept ans de dictature furent marqués par la crainte de sacrifier à des politiques qualifiées de 'populistes', donc de suivre l'exemple des expériences de gestion économique manquées des gouvernements de Raúl Alfonsín en Argentine (1983-1989) et de la première administration d'Alan García au Pérou (1985-1990)[881]. S'y ajoutèrent les pressions du patronat local ainsi que les données macro-économiques positives du dernier triennat du régime militaire, malgré sa dette évidente en matière sociale. Les promesses du programme gouvernemental de la *Concertación* furent revues et corrigées dans la mesure où les nouvelles autorités économiques ne voulurent pas entrer en conflit avec la coalition *de facto* qui existait entre le patronat, la "droite politique", les militaires, et une partie importante du pouvoir judiciaire.

Après la première année de gouvernement de la *Concertación*, la stratégie de croissance qu'allait suivre le pays se dessina de manière évidente. Elle ne paraissait pas trop dévier des politiques héritées du régime précédent, mais elle dénotait un nouvel accent mis sur le social. L'équipe économique dirigée par Alejandro Foxley et Carlos Ominami avait surmonté le danger inflationniste de la crise pétrolière, qu'avait engendré l'invasion iraquienne du Koweït en août 1990, et atteint un niveau d'inflation plus bas que les prévisions de la majorité des agents du marché, principalement liés aux sphères "entrepreneuriales" dirigeantes[882]. D'après Rafael Otano, la défense des piliers du "modèle économique" reçut le

---

[880] Dezalay, Yves & Garth, Bryant, "Le "Washington consensos". Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme", *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 121-122, 1998, p. 3-22.

[881] La peur du "cycle populiste" provenait de la croyance en ce qu'un gouvernement qui affichait de grandes promesses pouvait également faire des concessions sociales qui génèreraient un *boom* économique à court terme, mais qui finalement engendreraient un déficit immense de la balance commerciale des paiements, provoquant à son tour de l'inflation et ayant donc un effet préjudiciable sur les plus pauvres. Voir notamment : Weyland, Kurt, "La política económica en la nueva democracia chilena", en Drake, Paul & Jaksic, Iván (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM Ediciones, 2002, p. 67.

[882] Le taux de croissance du PIB en 1990 atteignit 3,0%, l'inflation fut de 27%, et les exportations augmentèrent de 2,89% par rapport à 1989.

soutien inconditionnel de l'alliance entre les militaires et l'élite patronale, lesquels évitèrent toute discorde ou critique publique concernant leur participation au régime antérieur.

> « [l'*entente* patrons-militaires] se transforma en un véritable pacte de sang. Aucun représentant patronal ne dirait un seul mot à propos des militaires qui ne fusse élogieux ou même empreint d'adulation. Si un homme en uniforme se risquait à adopter une quelconque conduite inadéquate, on en attribuerait inexorablement la faute au gouvernement ou aux partis de la *Concertación*. »[883]

> "La droite parlementaire, surreprésentée sous l'effet du système électoral *binominal* et de celui de la "désignation" de neuf sénateurs, obligera le gouvernement à négocier s'il veut que soient approuvées ses lois. Dans le cadre de la politique de consensus, la *Concertación* laisse de côté ses réticences aux processus de privatisations réalisés par la dictature et n'entreprend jamais une révision à fond. »[884]

Ce qui prédomina à l'intérieur de l'équipe économique de la *Concertación* fut donc **la prudence** et la volonté d'éviter des conflits majeurs avec ces deux groupes clés. La décision de maintenir les équilibres macro-économiques – ce qui ne constitue pas un dogme monétariste en soi – conditionna le type de politique sociale que l'on pouvait mener à bien, tout comme la stratégie de croissance à suivre. Rappelons que les nouvelles autorités économiques se trouvèrent également face à une Banque Centrale autonome, dont la principale tâche fut fondamentalement centrée sur le contrôle de l'inflation et beaucoup moins sur la consolidation de la stratégie de développement. En ce sens, le lancement de nouvelles politiques sociales demeura surtout déterminé par les niveaux de croissance de l'économie et dans une moindre mesure par les politiques redistributives, comme il avait été annoncé jusqu'en 1990.

> « L'inflation est le pire ennemi de la croissance économique et du progrès social. Dans les pays qui ont des taux d'inflation élevés, les travailleurs y perdent tous les jours ; dans les pays gagnés par l'hyperinflation, les chutes atteignant 40% du pouvoir d'achat des salaires ne sont pas rares. »[885]

---

[883] Otano, Rafael, *Op. cit.*, p. 172 « "(la *entente* empresarios-militares) Se convirtió en un verdadero pacto de sangre. Ningún representante de los empresarios diría una sola palabra respecto a los militares que no fuese de elogio e incluso de adulación. Si algún uniformado incurriera en alguna conducta inadecuada, la culpa se le atribuiría inexorablemente al gobierno o a los partidos de la Concertación ».

[884] Arrate, Jorge & Rojas, *Op. cit.*, p. 472 ; « La derecha parlamentaria, sobrerrepresentada por efecto del sistema electoral binominal y por nueve senadores 'designados' obligará al gobierno a negociar si es que desea aprobar sus leyes. En el marco de la política de los consensos, la Concertación deja de lado sus reparos a los procesos privatizadores realizados por la dictadura y nunca emprende una revisión a fondo ».

[885] Foxley, Alejandro, *La economía política de la transición: el camino del diálogo*, Santiago, Dolmen, 1993, p. 61 ; « La inflación es el peor enemigo del crecimiento económico y del progreso social. En los países con inflación alta, los trabajadores pierden todos los días; en países con hiperinflación no son raras las caídas de hasta un 40% en el poder adquisitivo de los salarios ».

> « Le maintien de l'inflation à un niveau bas est la première décision de politique économique que prit le gouvernement du président Aylwin. La seconde fut de conserver un budget équilibré. La troisième, liée aux précédentes, fut la gradualité de l'effort social. La vitesse et l'intensité de celui-ci – ajouta-t-il – dépendra du maintien de l'équilibre macroéconomique et du financement - par voie fiscale - des nouvelles dépenses sociales. »[886]

La prudence du gouvernement fut mise en évidence par son application à éviter les frictions avec les élites socio-économiques, notamment en empêchant la mise en place d'une meilleure politique de distribution du revenu par le biais de nouvelles réformes des impôts et du travail, ou bien en en laissant d'autres liées aux systèmes privés de santé, d'éducation et de pensions en suspens[887]. La limitation des demandes sociales fut donc au centre de la stratégie de la première équipe économique "*concertacionista*". C'est pourquoi les changements de politique sociale furent uniquement possibles dans le respect des règles du modèle, c'est-à-dire à travers une approche gradualiste, ciblée et non-redistributive. Les thèmes portant à controverses durent être relégués à un second plan ou bien être définitivement négociés dans les moindres détails avec l'opposition et le patronat au travers de ce que l'on qualifia de "politique de consensus" et, plus tard, de "démocratie des accords"[888].

> « Ce qui se produisit au Chili, fut, en somme, une négociation qui culmina par un accord tacite. Le NON, électoralement triomphant mais institutionnellement faible, accepte la Constitution de 1980 réformée - cette Constitution de Pinochet que l'opposition avait remise en question avec véhémence par le passé. Pinochet, les Forces Armées, leurs partisans civils et la communauté patronale, de leur côté, acceptent le transfert du pouvoir à leurs vieux ennemis : la coalition de centre-gauche unie dans la *Concertación*. »[889]

> « Pour la "transition" négociée, l'unique facteur favorable dont on bénéficia fut que l'économie fonctionnait. Et, dans les premiers temps de la *Concertación*,

---

[886] *El Mercurio*, 08/04/1990. Citado por: Fazio, Hugo, *El programa abandonado*, *Op. cit.*, p. 41 ; « La mantención de la inflación a un bajo nivel es la primera decisión de política económica que tomó el gobierno del presidente Aylwin. La segunda es la de mantener un presupuesto fiscal equilibrado. La tercera, consecuencia de lo anterior, es la gradualidad del esfuerzo social. La velocidad e intensidad de éste – añadió– estará supeditada a la mantención del equilibrio macroeconómico y al financiamiento – por vía tributaria – del nuevo gasto social ».

[887] Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 67.

[888] Pour une intéressante analyse de la politique de consensus et de la transition démocratique chilienne, voir : Salinas Figueredo, Darío, "La democracia en Chile. Los límites de la política en la transición", *Estudios Sociológicos*, Vol. XXI, nº 002, 2003, p. 309-330.

[889] Tironi, Eugenio, "La Concertación por la democracia chilena", *Revista Encuentro*, nº 40, primavera 2006, p. 86 ; « Lo que se produjo en Chile, en suma, fue una negociación que culminó en un acuerdo tácito. El NO, triunfante electoralmente pero institucionalmente débil, acepta la Constitución de 1980 reformada —esa Constitución de Pinochet que la oposición había cuestionado vehementemente en el pasado. Pinochet, las Fuerzas Armadas, sus partidarios civiles y la comunidad empresarial, por su lado, aceptan la transferencia del poder a sus viejos enemigos: la coalición de centro-izquierda unida en la Concertación. »

> nous avons cherché à ne pas altérer le fonctionnement de l'économie. Il existait un traumatisme lié à la situation économique sous le gouvernement du président Salvador Allende (…) L'économie continua de fonctionner, et même avec une croissance supérieure à celle enregistrée durant la dictature. Ce que l'on perçut furent les limites du modèle. »[890]

Le recours à la mobilisation sociale comme instrument de pression sur la coalition de droite fut explicitement exclu par les autorités politiques afin de favoriser la gouvernabilité et la stabilité du nouveau gouvernement. Le spectre des crises de la démocratie en 1973 ainsi que la peur des militaires et de l'excès des demandes sociales expliquent, en partie, cette attitude[891]. Carlos Huneeus a d'ailleurs défendu cette thèse de la *realpolitik* en comparant la situation chilienne de 1990 avec celle de l'Argentine à la même époque :

> « Si nous avions eu un président comme l'Argentin Raúl Alfonsín, au lieu de "*ejercicios de enlace*" ou de "*boinazos*"[892] [soulèvements militaires], nous aurions subi des incidents bien pires. Le général Pinochet avait, en 1990, toute la légitimité. 40% de l'opinion publique le soutenait. La droite et les patrons étaient derrière lui. À ce moment-là, être plus dur aurait signifié faire preuve d'un énorme manque de responsabilité qui aurait pu conduire le pays à une situation similaire à celle de l'Argentine, rythmée par des émeutes militaires récurrentes. Comme la transition s'acheva bien, il est facile de critiquer Aylwin après la bataille »"[893]

---

[890] Déclarations de Jorge Arrate, dirigeant du Parti Socialiste et ancien ministre des gouvernements de Patricio Aylwin et d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle. Voir : Bravo, Patricia, "Jorge Arrate: El mercado se tragó a la renovación", *Punto Final*, nº 646, agosto 2007 ; « En la transición pactada el único factor favorable que se heredó fue que la economía estaba funcionando. Y en los primeros tiempos de la Concertación buscamos no alterar el funcionamiento económico. Existía un trauma con lo que había pasado en la economía durante el gobierno del presidente Salvador Allende… La economía continuó funcionando, incluso con un crecimiento mayor al que registró durante la dictadura. Lo que no se percibió fueron las limitaciones del modelo ».

[891] D'après Marie-Christine Doran, les discours présidentiels de la période de la transition furent marqués par le besoin de légitimer le projet politique de la *Concertación* en stigmatisant toute protestation sociale et en acceptant la Constitution de 1980, afin de garantir la stabilité du système politique et d'éviter tout recours au référendum présidentiel. Par conséquent, la *Concertación* ne tenta pas de légitimer une nouvelle démocratie en rupture avec la dictature précédente, mais en opposition à une "mauvaise forme" antérieure de démocratie qui aurait favorisé le conflit social. Voir : Doran, Marie.Christine, "Violence et démocratie dans le discours présidentiel chilien entre 1990 et 2005", en Corten, A. (Ed.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 305-327.

[892] "Boina" c'est la traduction de béret en espagnol.

[893] Entretien avec le politologue Carlos Huneeus. Frey, Rodrigo, "El autor del "Régimen de Pinochet" disecta ahora la era Aylwin", *La Tercera*, Reportajes, 24/07/2003. Oscar Godoy parle quant à lui d'un pacte tacite de démocratie restreinte. « Si hubiéramos tenido un presidente como el argentino Raúl Alfonsín, en vez de 'ejercicios de enlace' o 'boinazos' (alzamientos militares) habríamos sufrido incidentes mucho peores. El general Pinochet tenía, en 1990, toda la legitimidad. Un 40% de la opinión pública o respaldaba. La derecha y los empresarios estaban detrás de él. En ese momento, ser más duro habría sido una falta de responsabilidad tremenda, que podría haber llevado al país a una situación similar a la argentina, con asonadas militares recurrentes. Como la transición terminó bien, pueden hacerse críticas a Aylwin después de la batalla ».

Le contrôle de l'inflation ainsi que la discipline fiscale des autorités économiques du premier gouvernement de la *Concertación* commencèrent à porter leurs fruits en 1991[894]. Le modèle de marché avait ainsi été adopté par la coalition gouvernementale, malgré la résistance de certains des secteurs démocrates-chrétiens, traditionnellement plus réticents au schéma que la majorité des leaders du "socialisme rénové"[895]. La politique monétaire restrictive des premiers mois avait été entièrement appuyée par le Président Aylwin, ce qui avait éliminé le risque politique et social que craignaient tant les agents du marché. À partir de 1991, le pays devint très attractif pour les investisseurs étrangers du fait des nouvelles conditions de stabilité garanties par les règles établies tant par le ministère des Finances que par la Banque Centrale. Cependant, le flux massif de capitaux représentait une menace pour l'équilibre économique et le développement des exportations du pays, le risque de ladite "maladie hollandaise" ou *Dutch Disease* n'était effectivement pas négligeable[896].

Le besoin de contrôler le flux de capitaux fut l'autre élément qui différencia la politique économique de la *Concertación* de celle du régime militaire. En 1991, le gouvernement établit un "***encaje***" (réserves obligatoires non rémunérées) (20%) sur tous les revenus des capitaux – à l'exception des investissements directs étrangers – qui fut levé seulement en 1998[897]. Cette mesure fonctionna comme une sorte d'impôt destiné à éviter l'invasion des

---

[894] Pour une étude relativement complète portant sur la politique monétaire et de change au Chili durant les premiers gouvernements de la *Concertación*, donc avec une Banque Centrale Autonome principalement orientée vers le contrôle de l'inflation, consulter : Rojas, Patricio, "Políticas monetaria y cambiaria en Chile durante los noventa", *Estudios Públicos*, nº 78, 2000, p. 101-135.

[895] Silva, Patricio, "Social Democracy, Neoliberalism and Ideological Change in the Chilean Socialist Movement, 1973-1992", trabajo presentado en el XVII International Congress of the Latin American Studies Association, Los Angeles, California. Septiembre 24-27, 1992. Voir également : Lagos, Ricardo, "Dos conceptos clave de la renovación socialista en Chile", *Nueva Sociedad*, nº 101, mayo-junio 1989, p. 114-124. Sur ce même thème, il existe également une thèse doctorale récente accessible en format numérique : Sotomayor, Hugo, *La Renovación Socialista y la contingencia en la década de los ochenta: ¿La construcción de "un nuevo" imaginario político?*, Santiago, Tesis de Licenciatura en Historia Universidad de Chile, 2006, disponible sur : http://captura.uchile.cl/dspace/handle/2250/4383 (consulté le 24/07/2009).

[896] Le concept de "maladie hollandaise" fut créé en 1977 par la revue *The Economist* qui se référait à la situation de l'industrie hollandaise de 1959, lorsque furent découverts des gisements d'hydrocarbures dans le pays. "The Dutch Disease", *The Economist*, 26 noviembre 1977, p. 82-83. Pour une étude complète des caractéristiques du commerce international, bien qu'adoptant une approche assez technique, nous conseillons la lecture de l'ouvrage suivant : Krugman, Paul, *Rethinking International Trade*, MIT Press, 1994, Capítulo II, p. 91-136. Ce concept fait donc référence à la relation économique existant entre l'exploitation intensive de ressources naturelles et le déclin de la production manufacturière dû à la hausse des coûts de production internes. Le mécanisme est le suivant : la valeur du type de change augmente ce qui rend les produits industriels locaux moins compétitifs par rapports aux produits importés. La principale cause de ce phénomène réside dans la circulation d'un flux massif de devises et de capitaux dans l'économie.

[897] L' "***encaje***" (*unremunerated reserve requirement*) correspond au système de dépôt obligatoire applicable à tous les fonds d'investissement étrangers. Il s'agit en fait d'une condition de réserve limitée aux entrées de fonds d'investissement au Chili et destinée à réduire le plus possible les mouvements de capitaux à caractère spéculatif. Précisons néanmoins que le Traité de libre commerce signé en 2003 entre le Chili et les États-Unis, a considérablement restreint la possibilité des autorités économiques chiliennes d'utiliser cet instrument et de limiter l'entrée de capitaux "hirondelles" provenant des États-Unis. Ojeda, Pedro, "Encaje toma fuerza por

capitaux à court terme qualifiés d'"hirondelles" et habituellement associés à la spéculation. Il s'agissait également de parer à une situation similaire à celle qu'avait provoquée la crise financière de 1982-1983, qui balaya pratiquement les banques nationales. D'après Kurt Weyland, cette mesure contribua à protéger le pays des effets les plus adverses de la globalisation financière, du moins durant les premières années de la transition à la démocratie:

> « Ces restrictions différentes du précepte néolibéral de libre mobilité des capitaux adopté par le régime de Pinochet élevèrent le coût les investissements à court terme à des niveaux prohibitifs ce qui dissuada la spéculation et immunisa le pays contre les cycles d'expansion et de crise causés par volatilité élevée du mouvement international de capitaux »[898]

De leur côté, les économistes Agosin et Ffrench-Davis ont également argumenté en faveur de cette mesure qui, selon eux, représenta un changement pragmatique s'agissant d'une question qui avait longtemps été traitée de manière idéologique, relevant du choix entre protectionnisme et ouverture totale.

> « Jusqu'au milieu des années 1970, le Chili possédait une tradition de contrôle des capitaux. Depuis lors, les décideurs politiques ont maintenu un compte de capital relativement ouvert. Aussi, les politiques récentes, plutôt qu'un retour en arrière, représentent un pas significatif vers plus de pragmatisme. En un mot, la réponse des autorités au moment de la hausse de l'offre de capital étranger peut être décrite comme une tentative de découragement des entrées de court terme tout en poursuivant des politiques libérales orientées vers les entrées de long terme. »[899]

---

caída del dólar", *La Nación*, Economía, 18/01/2008 ; disponible sur : http://www.lanacion.cl/prontus_noticias_v2/site/artic/20080117/pags/20080117214122.html (consulté le 24/07/2009). Pour une analyse sur les modalités de fonctionnement de l'*encaje* et ses résultats pour la décennie 1990, voir notamment : Le Fort, Guillermo & Lehmann, Sergio, "El encaje y la entrada neta de capitales: Chile en el decenio de 1990", *Revista de la CEPAL*, nº 81, diciembre 2003, p. 33-64. Nous conseillons également la lecture du rapport du Fonds monétaire international de 1998: Laurens, Bernard & Cardoso, Jaime, "Managing Capital Flows: Lessons from the Experience of Chile", *IMF working paper*, nº 168, december 1998, p. 1-53. À propos de la défense de la mesure d'un point de vue de la *praxis* économique, consulter : Agosin, Manuel & Ffrench-Davis, Ricardo, "Managing capital inflows in Chile", *Estudios de Economía*, Vol. 24, nº 2, diciembre 1997, p. 297-326.

[898] Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 71 ; « Estas restricciones divergentes del precepto neoliberal de libre movilidad de capitales adoptado por el régimen pinochetista, elevaron el costo de las inversiones de corto plazo a niveles prohibitivos y así desincentivaron a especulación e inmunizaron al país contra los ciclos de expansión y crisis causados por la alta volatilidad de movimiento internacional de capitales ».

[899] Agosin, Manuel & Ffrench-Davis, Ricardo, *Op. cit.*, p. 299 ; « Up to the mid-1970s, Chile had a tradition of capital controls. Since then policy makers have maintained a fairly open capital account, and recent policies, rather than a reversal, represent a significant move toward greater pragmatism. In a nutshell, the policy response during the current surge in the supply of foreign capital can be described as an attempt to discourage short-term inflows while maintaining liberal policies toward long-term inflows ».

Un second élément témoignant du changement important de la politique économique par rapport au régime militaire est l'évolution du poste des dépenses sociales du fait de la nouvelle distribution du budget national. Ce remaniement s'opéra dans le respect de la principale priorité du maintien des équilibres macro-économiques dans un climat d'initiative privée. La dictature avait réduit de manière significative les dépenses publiques, surtout celles liées aux programmes sociaux, dans le but de fragiliser le poids de l'État dans l'économie et de donner plus de liberté au secteur privé[900]. Ainsi, à partir de 1990, l'objectif fut d'appliquer un programme d'allègement de la dette sociale héritée du régime antérieur, mais cela sans éliminer la condition de la "responsabilité fiscale". De ce fait, le 2% du PIB qu'alloua la réforme fiscale de 1990 fut entièrement destiné à ce poste de dépenses, même si son caractère redistributif fut pratiquement annulé en priorisant les impôts indirects par rapport à ceux sur le revenu.

De plus, les taux élevés de croissance économique observés entre 1990 et 1997 permirent aux gouvernements de la *Concertación* de nettement augmenter les recettes fiscales – parvenant même à générer un excédent budgétaire – sans élever les impôts et en insistant encore moins sur le thème de la redistribution du revenu[901]. Ceci permit d'accroître considérablement le nombre et la portée des programmes sociaux sans altérer l'énorme inégalité qui persiste encore dans la société chilienne, et qui augmenta même légèrement durant cette période. Néanmoins, et en raison de la crise asiatique qui affecta le pays à partir de 1998, la discussion concernant les impôts revint à l'ordre du jour. Le ministre Secrétaire général de la Présidence, Juan Villarzú, proposa même d'augmenter progressivement ces derniers de 18% à 25% du PIB, ce qui fut immédiatement rejeté par le ministre des Finances de l'époque (Eduardo Aninat) ainsi que par le premier mandataire lui-même (Eduardo Frei Ruiz-Tagle). Sur ce point, nous partageons l'opinion de Weyland : les gouvernements de la *Concertación* donnèrent à nouveau la priorité aux exigences du modèle de marché – même en l'absence de pressions de la part du patronat –, entravant de ce fait les efforts qu'il restait à fournir pour combattre l'inégalité sociale au Chili[902].

> « Au-delà des encouragements économiques créés par le modèle de marché – incluant la privatisation de la sécurité sociale par le régime de Pinochet – et le rendement incroyable de l'économie chilienne, deux autres facteurs contribuèrent à cette réussite : épargnants et investisseurs se sentirent en sécurité grâce aux

[900] Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 71.
[901] La croissance moyenne de l'économie chilienne entre 1990 et 1996 fut de 6,6%, ce qui entraîna un chômage de 5,3% au premier trimestre 1998.
[902] Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 72.

politiques macro-économiques prudentes et responsables de la nouvelle démocratie, et au fait que la *Concertación* accepta et donc légitima les éléments de base du système de marché. »[903]

La consolidation d'une stratégie de développement basée sur les exportations de matières premières suivit donc la ligne tracée par le régime militaire. En revanche, on assista à une plus grande diversification des produits exportés, notamment via la réduction de la part du cuivre dans la valeur totale des exportations de 75% en 1970 à 46% en 1990. La sylviculture, la pêche et les produits agricoles ont quant à eux acquis une plus grande importance depuis le début des années 1980.

Évolution du Commerce Extérieur chilien, 1970-1989

Année	Exportations (Millions de dollars	Importations (Millions de dollars	PIB (Croissance en %)
1970	1.112	956	2,1
1973	1.309	1.288	-5,6
1974	2.151	1.794	1,0
1975	1.590	1.520	-12,9
1976	2.116	1.479	3,5
1977	2.185	2.151	9,9
1978	2.460	2.886	8,2
1979	3.835	4.190	8,3
1980	4.705	5.469	7,8
1981	3.836	6.513	5,5
1982	3.706	3.643	-14,1
1983	3.831	2.845	-0,7
1984	3.651	3.288	6,3
1985	3.804	2.955	2,4
1986	4.199	3.099	5,7
1987	5.233	3.994	5,7
1988	7.052	4.833	7,4
1989	8.080	6.502	10,0

Source : Banque Centrale du Chili, *Balanza de pagos y cuentas nacionales*, 2000.

Par ailleurs, face à leur incapacité à mettre en place une politique industrielle directe, les gouvernements de la *Concertación* cherchèrent le moyen d'incorporer activement le secteur public dans la stratégie exportatrice du pays. En effet, la réforme libérale des années 1980 avait sévèrement limité les instruments à la disposition de l'État pour intervenir dans la production et plus encore pour subventionner ou gérer directement les entreprises. Dans les années 1990, les nouvelles autorités économiques décidèrent ainsi de favoriser le marché externe de matières premières en incluant de nouvelles technologies et en apportant une

[903] *Ibid.*, p. 73 ; « Más allá de los incentivos económicos creados por el modelo de mercado – incluyendo la privatización de la seguridad social impuesta por el régimen de Pinochet – y el rendimiento estelar de la economía chilena, otros dos factores contribuyeron a estos logros: ahorrantes e inversionistas se sintieron seguros gracias a las políticas macroeconómicas cautas y responsables de la nueva democracia, y por el hecho de que la Concertación aceptó y así legitimó los contornos básicos del sistema de mercado ».

valeur ajoutée plus élevée aux exportations chiliennes. C'est à ce moment que l'on commença à parler d'une "seconde phase" exportatrice du modèle économique chilien[904]. Cependant, le schéma de marché exigeait que la politique de l'État fût neutre par rapport aux tarifs douaniers, aux produits exportables et aux divers secteurs "gagnants" et "perdants" impliqués dans la stratégie. Pour ce faire, le Chili adopta le modèle des pays nordiques dans le sens où il continua à exporter des matières premières mais d'une valeur plus importante et comportant des processus industriels plus avancés. Dans ces conditions, il était impossible d'implanter le "modèle coréen"[905] d'industrialisation du fait de la taille relativement réduite de l'économie chilienne et des limites du modèle chilien même concernant la participation de l'État. Les autorités économiques de la *Concertación* optèrent donc pour un schéma "intermédiaire", dans lequel le secteur public promouvrait le développement exportateur tout en résolvant des failles du marché et en encourageant l'incorporation de capital physique, de la technologie et de la formation de "capital humain"[906].

> « Les nouveaux gouvernements démocratiques comprirent que le maintien réussi d'une économie hautement orientée vers les exportations opérant sur des marchés mondiaux compétitifs dépendrait de l'action délibérée de l'État, et pas simplement des forces du marché. L'État devrait également utiliser sa capacité à négocier dans les tractations commerciales internationales pour ouvrir de nouveaux marchés. »[907]

La crise asiatique de 1998 mit à l'épreuve la loyauté de l'équipe économique de la *Concertación* envers le modèle exportateur. À cette époque, le gouvernement résista aux pressions d'un pan de la droite qui cherchait à protéger le secteur agricole, puisque c'est la coalition conservatrice qui devait, en théorie, défendre la neutralité des politiques néolibérales. En termes macro-économiques, la défense du modèle exportateur fut positive pour la coalition gouvernementale, ce qui s'est clairement reflété dans ses triomphes électoraux successifs depuis 1998 et jusqu'en 2006.

---

[904] Pour une analyse complète des transformations du modèle exportateur chilien, voir l'ouvrage collectif suivant : Muñoz, Oscar (Ed.), *Más allá del bosque: transformar el modelo exportador*, Santiago, FLACSO-LOM ediciones, 2001.

[905] Lau, Lawrence J., *Models of development: a comparative study of economic growth in South Korea and Taiwan*, San Francisco, Calif., ICS Press, Institute for Contemporary Studies, 1986.

[906] Weyland, Kurt, *Op.cit.*, p. 75.

[907] *Ibid.*, p. 75. Depuis 1993 jusqu'à la fin de l'année 2008, le Chili a souscrit 19 accords commerciaux avec 55 pays. Ces accords incluent les traités de libre commerce, les accords d'association et les accords de complémentarité économique ; voir : DIRECON (Direction générale de relations économiques internationales). http://www.direcon.cl/ ; « Los nuevos gobiernos democráticos entendieron que el sostenimiento exitoso de una economía altamente orientada a las exportaciones operando en mercados mundiales competitivos dependería de la acción deliberada del Estado, no simplemente de las fuerzas del mercado. El Estado debería también utilizar su capacidad de negociación en las tratativas comerciales internacionales para abrir nuevos mercados ».

La décennie 1990 fut donc une réussite en termes de chiffres de croissance de l'économie, bien qu'entachés par l'inégalité persistante ainsi que par les différences existant dans la distribution du revenu, sans oublier de mentionner le débat – toujours plus présent – sur la viabilité environnementale du modèle de développement[908]. Entre 1990 et 1997, les ventes du pays à l'étranger augmentèrent de 102%, passant de 8 milliards 370 millions de dollars à 16 milliards 920. Aussi, le commerce extérieur se diversifia au niveau de la quantité et de la variété des produits exportés, qui furent également favorisés par leurs prix de vente en raison d'une plus grande valeur ajoutée.

Chili : Résultats macro-économiques, 1990-2000 (%)

	1990-2000
Taux de croissance annuelle	6,1
Épargne interne en pourcentage du PIB	22,0
Investissement en pourcentage du PIB	25,0
Augmentation annuelle de la production	4,4
Augmentation annuelle des salaires réels	3,3
Croissance annuelle de l'emploi	1,7
Épargne fiscale en pourcentage du PIB	4,5
Excédent budgétaire en pourcentage du PIB	1,3

Source : Banco Central de Chile (2001), dans : Foxley, Alejandro, *Logros y fracasos en la erradicación de la pobreza. El caso de Chile, Op. cit.*, p. 9

Chili : Indicateurs économiques, 1990-2000 (%)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Taux de croissance annuelle	3,7	8,0	12,3	7,0	5,7	10,6	7,4	6,6	3,2	-1,1	4,2
Inflation	27,3	18,7	12,7	12,2	8,9	8,2	6,6	6,0	4,7	2,3	4,5
Chômage	7,8	8,2	6,7	6,5	7,8	7,4	6,5	6,1	6,2	9,7	9,2
Excédent budgétaire	0,8	1,6	2,3	2,0	1,7	2,6	2,3	2,0	0,4	-1,5	0,1
Dette publique par rapport au PIB	43,0	37,0	30,6	28,4	23,1	17,7	15,1	13,2	12,5	13,8	13,7

Source : Banco Central de Chile, *Indicadores económicos y sociales 1960-2000*, 2000.

La prudente stratégie de la *Concertación* en termes de politiques économiques redistributives fut finalement compensée par l'expansion de l'économie, surtout entre 1990 et 1997. Les bénéfices de la croissance permirent le lancement de divers programmes d'assistance ainsi que la hausse soutenue des dépenses sociales. Néanmoins, ces progrès ne contribuèrent que très peu à l'amélioration du statut et/ou de la précarité du travail de la majorité des travailleurs salariés du pays, acteurs fondamentaux de la récupération

[908] Marcel Claude, économiste et ancien membre du département d'études de la Banque centrale du Chili est l'un des auteurs ayant le plus insisté sur le caractère non viable et peu durable du modèle de développement chilien. Voir : Claude, Marcel, "Las miserias del desarrollo chileno", in Drake, P. & Jaksic, I. (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa*, Santiago, LOM Ediciones, 2002, p.155-165.

démocratique et de la "gouvernabilité" pendant les premières années de la transition politique[909]. En effet, le principe de *flexibilité* du travail continua de primer, malgré les diverses tentatives de changement de la législation qui se heurtèrent à chaque fois à l'opposition acharnée du patronat et des partis de droite. De plus, les équipes économiques de la *Concertación* n'insistèrent pas outre mesure sur ce point, du fait des bons chiffres économiques enregistrés et de la quantité d'éloges que le modèle chilien recevait de l'extérieur, en particulier de la part des institutions internationales de crédit et des agences d'analyses de risques[910]. La voie chilienne vers le développement paraissait donc avoir renforcé sa politique sociale sans pour autant rompre avec les règles de base du modèle[911].

Participation du revenu par quintile de population au Chili (%)

Quintile	1987	1994	1998
1	3,7	4,0	3,1
2	7,1	7,5	6,7
3	10,9	11,5	10,8
4	17,9	18,5	18,3
5	60,2	58,5	61,1

Source : Banco Mundial, *Chile's High Growth Economy, Poverty and Income Distribution, 1987-1988*, 2002. Cité par : Foxley, Alejandro, *Logros y fracasos en la erradicación de la pobreza*, *Op. cit.*, p. 18.

Nous partageons par conséquent l'avis de Kurt Weyland lorsqu'il affirme que la prospérité des années 1990 au Chili se "répandit" sur les divers groupes de la société, essentiellement du fait d'actives politiques sociales mises en œuvre par les gouvernements de la *Concertación* et grâce à la hausse soutenue des dépenses sociales et du revenu par famille, fruits de la croissance économique[912]. Cependant, ceci ne se traduisit en rien par une

[909] Oscar Muñoz consacre un long chapitre de son ouvrage à expliquer les caractéristiques de la gouvernabilité comprise comme la formation d'une grande coalition multipartiste de centre-gauche visant à consolider des institutions économiques insérées dans la globalisation, mais avec une préoccupation importante pour l'équité sociale. Voir : Muñoz, Oscar, *El modelo económico de la Concertación 1990-2005 ¿Reformas o cambio?*, *Op.cit.*, p. 88-89.

[910] Manuel Castells définit le modèle économique appliqué par la *Concertación* comme "démocratique libéral inclusif" dans le but de le différencier de celui du régime militaire qualifié de "libéral autoritaire exclusif". Voir : Castells, Manuel, *Globalización, desarrollo y democracia: Chile en el contexto mundial*, Santiago, Fondo de Cultura Económica Chile, 2005, p. 57-58.

[911] Nous avons réalisé une analyse du modèle économique chilien en démocratie, spécifiquement centré sur ses futurs défis: Gárate, Manuel, "El modelo económico chileno en democracia", *Revista Encuentro*, nº 40, primavera 2006, p.71-81 ; disponible sur : http://www.cubaencuentro.com/revista/content/download/32658/278750/version/3/file/40mgc71.pdf (consulté le 24/08/2009). Du même auteur, voir également : Gárate, Manuel, "Chili na de dictatuur (1990-2008): een vrije markteconomie zonder oog voor het sociale", *Vrede*, nº 390, marzo-abril 2008, p. 31-33. À propos de la communication des politiques publiques de la *Concertación* durant le gouvernement de Patricio Aylwin, voir : Tironi, Eugenio, "Culture et communication dans une période de transition (1990-1994)", *Problèmes d'Amérique Latine*, nº 11, octobre-décembre, p. 35-47.

[912] Dans les années 1980, les autorités économiques de la dictature parlaient de la "théorie du débordement" (*teoría del chorreo*) pour désigner l'amélioration en matière d'équité comme résultante de la seule croissance

amélioration substantielle des conditions de travail ni des droits sociaux acquis durant la période de l'État de compromis[913]. En effet, depuis 1990, on observe une réduction substantielle des indices de pauvreté et en particulier de l'indigence à des taux significativement plus rapides que durant le régime militaire[914]. Ainsi, au total, la part de la population pauvre au Chili passa de 45% en 1987 à seulement 19% en 2003 :

Population en conditions d'indigence et de pauvreté au Chili (%)
1987-1998

	1987	1990	1992	1994	1996	1998
Indigents	17,4	12,9	8,8	7,6	5,8	5,6
Pauvres non indigents	27,7	25,7	23,8	19,9	17,4	16,1
Total de pauvres	**45,1**	**38,6**	**32,6**	**27,5**	**23,3**	**21,7**

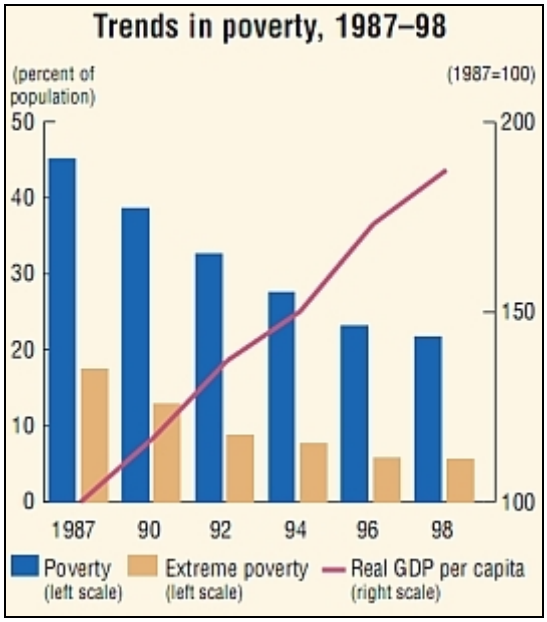
Source : MIDEPLAN, datos nacionales de la encuesta CASEN. Voir : Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad*, Op. cit., p. 266.

économique. En réalité, il s'agissait de justifier un "débordement" (*rebalse*) de la richesse des secteurs économiques les plus favorisés par le modèle, ce qui finirait par bénéficier à toute la population. Ricardo Ffrench-Davis juge médiocres les chiffres de croissance moyenne de l'économie chilienne durant le régime militaire, qui ne dépassent pas 2,9% entre 1974 et 1989. Voir : Ffrench-Davis, Ricardo, "La distribución del ingreso en Chile: deuda pendiente", *Quórum: Revista de pensamiento iberoamericano*, nº 14, 2006, p. 153-160.

[913] Selon Ricardo Ffrench-Davis, au début des années 1960, le Chili se situait parmi les pays d'Amérique latine les plus développés au niveau social. Le niveau d'éducation, le système national de santé, l'organisation pour la construction de logements populaires et un programme massif d'alimentation pour les scolaires étaient les plus avancés de la région. Un large segment de la classe moyenne s'était également développé, bien qu'initialement concentré dans les zones urbaines. Les améliorations s'étendirent aussi aux ouvriers organisés en syndicats dans le secteur rural, phénomène associé à la réforme agraire réalisée entre 1965 et 1973. Cf. Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad*, *Op. cit.*, p. 259.

[914] En 1990, 38,6% des chiliens avait un revenu en dessous de la ligne de pauvreté. Ce chiffre diminua pour atteindre 23,2% en 1996. L'extrême pauvreté (indigence) baissa de 12,9% en 1990 et de 5,8% en 1996. Ces chiffres sont issus de : Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 81 (source : *Evolución de la pobreza e indigencia en Chile, 1987-1996*. Ministerio de Planificación y Cooperación, MIDEPLAN). Des auteurs plus critiques comme Jacobo Schatan ont fortement remis en question ces chiffres officiels, insistant sur le fait que les chiffres de la pauvreté équivalent au moins au double de ce que montrent les statistiques officielles. Voir : Schatan, Jacobo, "Distribución del ingreso y pobreza en Chile", *Revista Polis*, Vol. 4, nº 11, 2005, p. 429-457.

Tendances de la pauvreté au Chili 1987-1998



Source: MIDEPLAN, Banco Central de Chile, INE. Graphique issu de : Aninat, Eduardo, "Chile in the 1990s: Embracing Development Opportunities", *Finance & Development*, Vol. 37, nº 1, march 2000, p. 21.

Le combat contre la pauvreté et l'indigence a été l'un des succès les plus remarquables des deux premiers gouvernements de la *Concertación*. Néanmoins, l'effort fourni en vue de la réduction de ces situations précaires souvent extrêmes ne s'est pas traduit par de meilleurs indices de distribution du revenu[915]. En revanche, ce sont les politiques prudentes de la coalition au pouvoir face aux "pouvoirs de fait" ("*poderes fácticos*") qui y contribuèrent significativement[916]. De plus, la concentration de la richesse se vit favorisée, par des taux d'intérêts élevés destinés à contenir l'inflation, et qui favorisèrent surtout les gros investisseurs. Ces derniers purent, qui plus est, contracter des crédits à l'extérieur à des taux beaucoup plus intéressants que ceux disponibles pour le reste de la population chilienne.

[915] Une position complètement distincte est celle soutenue par les spécialistes de l'Institut *Liberté et Développement*, qui arguent que la distribution du revenu s'améliora même avec la politique de privatisations de la décennie 1980. Ce *Think Tank* lié aux courants libertaires nord-américains, fut créé par l'ancien ministre des Finances du régime militaire, Hernán Büchi. Voir : Editorial, "Cómo las privatizaciones mejoraron la distribución del ingreso", *Temas Públicos de Libertad y Desarrollo*, nº 735, 12/08/2005, p. 1-4.

[916] Ce concept fut popularisé *via* la presse par Andrés Allamand, un des dirigeants les plus importants de la droite chilienne et du parti politique *Rénovation Nationale*. En 1999, Allamand voulut, par cette expression, désigner les pouvoirs non institutionnalisés qui agissent et ont de l'influence sur la politique chilienne, en se référant tout particulièrement à certains groupes économiques, au quotidien *El Mercurio* et aux forces armées. Otano, Rafael, *Op. cit.*, p. 356. Voir également : "Andrés Allamand, el nuevo halcón de la Alianza", *Qué Pasa*, 28/04/2007.

> « La réduction de la pauvreté est évidente dans les années 1990. Que se passe-t-il en ce qui concerne la distribution du revenu ? Le résultat est plus diffus et présente certaines contradictions : divers antécédents montrent des améliorations et d'autres, de la constance ; on note la prédominance d'un certain changement positif dans les premières années, puis une inflexion postérieure d'après certaines sources. Cependant, bien qu'en général les antécédents indiquent une amélioration par rapport aux années 1980, il est évident que la distribution continue à être très régressive »[917].

D'après Weyland, les efforts réalisés dans le but de réduire la pauvreté furent maintenus durant le gouvernement d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000), tout en évitant les risques associés à une meilleure politique redistributive qui aurait pu altérer, même d'une façon minime, les équilibres macro-économiques du pays ; cependant, l'appui électoral pour mener à bien une telle politique existait bel et bien. Ce n'est néanmoins que sous la présidence Aylwin (1990-1994) que les conditions électorales furent optimales pour réaliser ces changements, puisque le patronat avait besoin de négocier avec le nouveau gouvernement le maintien des piliers fondamentaux du modèle économique, et que la légitimité démocratique de la *Concertación* était indéniable. Or, vers le milieu des années 1990, les dirigeants du patronat et les partis de droite considérèrent qu'ils avaient fait suffisamment de concessions en faveur du gouvernement et que, par conséquent, il était temps pour eux d'assumer une position plus intransigeante quant à la défense du modèle. D'une certaine manière, les maigres résultats de la *Concertación* aux élections parlementaires de décembre de 1997[918], s'expliquent par le niveau élevé d'abstention, laquelle, selon Weyland, aurait pu être compensé par des réformes plus profondes destinées à réduire la concentration de la richesse, comme l'admis volontiers le ministre des Finances Aninat en 1997[919]:

> « (…) en ce qui concerne la distribution du revenu, ce pays souffre de grandes carences. C'est un vieux problème que Pinochet et ses gouvernements ont contribué à aggraver. Les deux gouvernements de la *Concertación*, au moins, ont empêché que la situation ne se détériore, mais il est vrai que la distribution

[917] Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el neoliberalismo y el crecimiento con equidad*, *Op. cit.*, p. 267 ; « La reducción de la pobreza es evidente en los noventa. ¿Qué pasa con la distribución del ingreso? El resultado es más difuso y con ciertas contradicciones: algunos antecedentes muestran mejoras y otros, constancia; hay predominio de cierto cambio positivo en los primeros años e inflexión posterior según algunas fuentes. Sin embargo, aunque en general los antecedentes indican una mejoría con respecto a los ochenta, es evidente que la distribución continúa siendo muy regresiva ».

[918] Pour une analyse intéressante des élections de 1997, voir : Jouineau, Sophie, "Chili: les élections parlementaires du 11 décembre 1997", *Problèmes d'Amérique Latine*, nº 31, 1998, p. 87-108.

[919] Weyland, Kurt, *Op. cit.*, p. 83.

relative du revenu ne s'est pas améliorée et qu'elle se maintient au niveau de 1990-1991. »[920]

Principales politiques économiques sous les deux premiers gouvernements de la *Concertación* (1990-2000)

Président / ministre de Finances	Politiques
Patricio Aylwin (1990-1994) Alejandro Foxley (1990-1994)	-1990 : réforme fiscale pour augmenter les dépenses consacrées à des programmes sociaux -1990-94 : augmentation des dépenses sociales, en particulier en matière de santé et d'éducation -1991 : réduction des tarifs douaniers de 15 à 11%, réforme du travail -1991 : privatisation des 40% restants de Lan Chile (compagnie aérienne) -1992 : libéralisation des normes d'investissement étranger, loi permettant à la CODELCO (cuivre) de s'associer aux capitaux privés -1993 : annonce de la privatisation de 39 entreprises appartenant à l'État (mine, électricité, etc.) -1994 : division de la compagnie publique CODELCO en 4 sections ; les sections non minérales seront privatisées -1990-94 : Traité de Libre Commerce (TLC) avec le Mexique; annonce d'un TLC avec les États-Unis
Eduardo Frei (1994-2000) Eduardo Aninat (1994-2000)	-1995 : ajustement des dépenses fiscales, austérité et contrôle du crédit ; les dépenses sociales restent une priorité atteignant 70% du budget en 1995, contre 63% en 1994 et 40% en 1996 -1995 : privatisation des entreprises sanitaires, des nouvelles autoroutes et concession privée accordée aux ports ; annonce de l'ouverture de la concession du service de transport ferroviaire -1997 : annonce de la privatisation partielle de l'ENAP (pétrole) et de l'ENAMI (mines) -1997 : réduction des tarifs douaniers de 11% à 6% dans un délai de 5 ans -1996-98 : TLC avec le Canada, annonce de TLC avec le Pérou et l'Union européenne -1998 : ajustement des taux d'intérêt et compression des dépenses publiques et des programmes sociaux dus à la Crise Asiatique

Source : Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, UNC Press, 2001, p. 85.

L'un des grands défis pour la stratégie de développement chilienne provient précisément de son succès en matière de croissance économique. Divers pays latino-américains ont suivi cet exemple en mettant en marche des réformes de marché et en orientant leur activité vers l'exportation de produits concurrençant directement les exportations chiliennes, comme le

[920] Paroles du ministre des Finances Eduardo Aninat. *La Época*, Santiago, 28 décembre 1997. Cité par : Jouineau, Sophie, "Le présent ne parvient pas à effacer le passé. Au Chili, une transition qui n'en finit pas", *Le Monde Diplomatique*, nº avril, 1998, p. 8.

vin, les fruits frais et le bois, ce qui commença à avoir un impact non négligeable au niveau des profits et des salaires du secteur externe. Aussi, au niveau du développement environnemental durable, l'économie chilienne fut alors confrontée au risque de surexploitation des matières premières, comme cela avait déjà été le cas pour la pêche et la sylviculture[921].

En définitive, le modèle économique chilien appliqué dans les années 1990 par les gouvernements de la *Concertación* ne correspond pas exactement à celui du régime militaire, même s'il en a conservé les principaux fondements. Ces derniers peuvent effectivement être définis par : (1) la centralité des équilibres macro-économiques, (2) la réduction du rôle de l'État dans l'économie, (3) la suprématie du secteur privé dans la production de biens et de services, (4) le déséquilibre entre capital et travail et, enfin (5) l'appui inconditionnel de la stratégie exportatrice comme moteur de la croissance. La diminution importante de la dette sociale du régime militaire fut un élément central et distinctif des politiques menées par les autorités économiques depuis 1990, même si ces dernières restaient focalisées sur la réassignation des ressources issues des excédents de la croissance et non – comme nous l'avons déjà montré – d'une meilleure redistribution du revenu.

> « À la fin des années 1990, dans la majorité des pays d'Amérique latine, la distribution du revenu était toujours caractérisée par un niveau de concentration élevé. On remarque à ce propos la fraction volumineuse de l'ensemble des revenus, perçue par 10% des foyers les plus riches. Dans tous les pays de la région, le décile le plus riche de la population s'appropriait 30% des revenus totaux, et dans la majorité d'entre eux, à l'exception du Salvador et du Venezuela, ce pourcentage dépassait les 35% (au Brésil, il atteignait 45%). Le revenu moyen de ce décile était donc 19 fois supérieur à celui que recevait, en moyenne, 40% des foyers à faibles revenus. »[922]

Ce que réalisèrent effectivement les équipes économiques formées à la CIEPLAN à partir de 1990, ne fut donc pas si différent de ce qu'elles proposaient depuis 1987. Cependant, les

---

[921] Pour une analyse critique de la durabilité du modèle économique exportateur chilien, Quiroga, Rayén (Ed.), *El tigre sin selva. Consecuencias ambientales de la transformación económica de Chile: 1974-1993*, Santiago, Instituto de Ecología Política, 1994. Dans le même ordre d'idée, mais du point de vue de l'analyse économique, Marcel Claude critique les politiques des gouvernements de la *Concertación*, en particulier leurs effets sur l'environnement. Consulter : Claude, Marcel, *Una vez más la miseria: ¿Es Chile un país sustentable?*, Santiago, LOM Ediciones, 1997.

[922] Rapport CEPAL, *Una década de desarrollo social en América Latina*, 1990-1999., Santiago, CEPAL, 2004, p. 83 ; « A fines de la década de 1990, en la mayoría de los países de América Latina la distribución del ingreso seguía estando caracterizada por su alta concentración. Destaca a este respecto la abultada fracción de los ingresos totales percibida por el 10% más rico de los hogares. En todos los países de la región, el decil más rico se apropiaba de más de 30% de los ingresos totales, y en la mayoría de ellos, con excepción de El Salvador y Venezuela, este porcentaje era de más de 35% (en Brasil llegaba a 45%). El ingreso promedio de este decil superaba en 19 veces al que recibía, en promedio, el 40% de los hogares de menores ingresos ».

chiffres positifs ont contribué à occulter un mal-être grandissant d'importants secteurs qui soutinrent la *Concertación* depuis le plébiscite de 1988, notamment la gauche extraparlementaire qui ne fit jamais partie de la coalition. Cette critique est liée à la participation minime des acteurs sociaux (syndicats de travailleurs, salariés, associations) dans la discussion des politiques de gouvernement. Au contraire, leur force et leur soutien social se sont vus minés par le discours élitiste permanent qui les identifie à de simples groupes de pouvoir uniquement centrés sur leurs intérêts sectoriels. Arturo Martínez, dirigeant syndical de la CUT, résume clairement cette position :

> « La même CUT qui avait été formée en 1988, fut sur le point de se dissoudre entre ceux qui voulaient descendre dans la rue pour faire pression sur le gouvernement de la *Concertación* et les autres, qui disaient qu'il fallait aider à renforcer cette démocratie qui était très fragile parce que les "mili" [militaires] (sic), les patrons et la droite faisaient pression. C'est à ce moment que le mouvement social réalise à nouveau un grand geste envers la *Concertación* politique, puisqu'il choisit d'œuvrer pour que la démocratie s'affirme et de ne pas lui créer de problèmes. Et encore une fois, ce geste n'est pas bien compris par la *Concertación* politique et quatre ans du gouvernement de Patricio Aylwin passent, et nous ne sommes parvenus à résoudre correctement aucun des thèmes des travailleurs laissés en suspens. Puis advint le gouvernement d'Eduardo Frei et au point où en étaient les choses, le mouvement social s'était beaucoup fragilisé (…) les partis de la *Concertación* cooptèrent les dirigeants sociaux pour qu'ils n'interviennent pas dans le champ de la mobilisation. »[923]

S'y ajoute ensuite la centralité du secteur privé dans la construction d'une image d'un pays où le reste des acteurs sociaux semble ne pas participer aux fruits de la croissance économique, et où il est encore moins récompensé proportionnellement à son effort. Les critiques du modèle hybride des années 1990 reflétaient aussi la demande d'un plan intégral de sécurité sociale qui aurait couvert les déficiences du modèle privé de pensions, de santé et d'éducation, hautement sensibles pour la majeure partie de la population du pays, en particulier dans les phases de récession.

De ce fait, la gestion technocratique de l'économie, éloignée de tout débat politique et citoyen, a également conféré un caractère autonome et, dans certains cas, autoritaire, à la

[923] Arrate & Rojas, *Op. cit.*, p. 520 ; « La misma CUT que se había conformado en año '88, estuvo a punto de quebrarse entre los que querían salir a la calle presionando al gobierno de la Concertación y los otros que decían que había que ayudar a fortalecer esta democracia que era muy débil porque los 'milicos' (sic), los empresarios y a derecha presionaban. Es aquí donde el movimiento social vuelve a realizar un gran gesto a la Concertación política, puesto que se la juega para que la democracia se afirmara y no crearle problemas. Y otra vez este gesto no es bien entendido por la Concertación política y pasaron los cuatro años del gobierno de Patricio Aylwin y no logramos resolver adecuadamente ninguno de los temas postergados de los trabajadores. Y vino el gobierno de Eduardo Frei y a esa altura el movimiento social se había debilitado mucho (…) los partidos de la Concertación cooptaron a los dirigentes sociales para que no se metieran en el campo de la movilización social ».

mise en œuvre de la stratégie de développement. La complexité du discours des économistes ainsi que l'excessive technification de leur pratique, étaient effectivement parvenues à restreindre à un seul groupe d'experts – constitué d'opposants et d' "officialistes" – la prise de décisions centrales concernant la politique économique chilienne, l'éloignant progressivement des composantes politiques et démocratiques pourtant à l'origine de sa légitimité. Sur ce point, la tendance à la spécialisation et à l'autonomisation de la discipline est devenue une constante et s'est accentuée dès l'arrivée du groupe de Chicago dans la gestion économique du pays dans les années 1970.

Tous ces éléments renforcent par conséquent le paradoxe de la "réussite" du modèle chilien, qui continue à être fondamentalement exclusif dans la mesure où l'intégration est liée à l'amélioration des indices de croissance et de revenu économique mais limite l'inclusion des différents acteurs et mouvements sociaux dans une démocratie qui avait promis – de manière explicite – une meilleure participation et distribution des bénéfices de la croissance.

5.2.2 Le Chili et les recommandations du "Consensus de Washington"

L'évolution de la politique économique chilienne (et des discours qui la décrivent) dans la période la transition démocratique, ne peut être dissociée du contexte international et régional[924]. En ce sens, le Chili s'est rapidement transformé en un exemple de modernisation économique pour les organismes internationaux de crédit, en particulier ceux liés aux institutions nées des accords de Bretton Woods en juillet 1944 (FMI et Banque Mondiale). Même si les processus de transition politique à la démocratie dans le Cône sud avaient commencé au début des années 1980, précédant donc le Chili, le pays apparaissait néanmoins comme "pionnier" dans la mise en marche d'une modernisation économique néoclassique en accord avec les recommandations du FMI ainsi qu'avec le nouveau discours de la "révolution conservatrice" préconisée par les gouvernements de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher. De cette manière, le retard politique du processus chilien semblait s'équilibrer avec ses avancées en matière de désarticulation de l'État de compromis "cépalien", qui avait influencé le discours économique latino-américain pendant une bonne partie de la seconde moitié du XXème siècle.

[924] Concernant les difficultés et contradictions de la transition politique chilienne, consulter l'ouvrage collectif suivant : Menéndez-Carrión, Amparo, Joignant, Afredo & Garretón, Manuel Antonio, *La caja de Pandora: El retorno de la transición chilena*, Santiago, Planeta/Ariel, 1999.

De plus, l'engagement de cette transition politique eut lieu dans le contexte de la chute des "socialismes réels" en Europe de l'Est et de la perte de crédibilité des modèles de planification centrale de l'économie. La transformation économique chilienne parut alors aller de pair avec le discours qui proclamait le triomphe indiscutable du libéralisme dérégulé et de la nouvelle ère de globalisation qui s'ouvrit à la fin des années 1980.

> « Aujourd'hui, tout le monde accepte que les marchés soient la meilleure manière d'assigner les ressources productives et que celles-ci doivent, en général, être aux mains des particuliers qui les emploient de manière plus efficace que l'État. En s'appropriant les moyens de production, et après 72 ans d'expérimentation, les socialistes d'autrefois s'aperçurent que sans propriété privée, il en était fini des encouragements à l'effort et à la créativité, indispensables pour atteindre à l'efficacité en termes de production. »[925]

Le Chili sera donc l'exemple parfait de la possibilité de conjuguer démocratie et libre marché ; exemple encore plus frappant dans le contexte d'un petit pays en développement qui venait de sortir de l'expérience traumatisante d'un régime autoritaire qui avait duré dix-sept longues années. C'est à cette époque que commença à se forger l'idée d'un "modèle chilien" qui pourrait être imité dans la région, et même au-delà par divers pays "émergents" – comme ils furent qualifiés au début des années 1990. D'ailleurs, on parlait même de la Russie postcommuniste comme d'un terrain fertile pour la mise en place d'un ensemble de réformes libérales de "style chilien". Aussi, à la fin de la décennie, un mémorable article publié dans *Foreign Affairs* par l'économiste José Piñera, lié au groupe de Chicago, conseillait-il aux autorités russes de suivre l'exemple du Chili[926] :

> « La Russie n'a pas besoin d'un Pinochet mais du modèle économique chilien. Pour que la Russie ait une croissance annuelle autosuffisante avec des taux de sept à dix pour cent pendant une ou deux décennies – la seule manière de sortir de la pauvreté –, elle a besoin de beaucoup plus de libéralisation économique. Quatre mesures inspirées du dramatique tournant chilien peuvent aider la Russie à sortir du marasme : la privatisation des pensions, la réforme fiscale, la dérégulation radicale des industries protégées, et le remplacement du rouble par l'euro. L'élément indispensable n'est pas un général fort à quatre étoiles mais

[925] Conférence de l'ancien ministre des Finances du régime militaire, Sergio de Castro (1994). Voir : De Castro, Sergio, "Un camino de crecimiento para Chile", *Estudios Públicos*, nº53, verano 1994, p. 13-35 ; « Hoy todos aceptan que los mercados son la mejor manera de asignar los recursos productivos y que éstos deben, en general, estar en manos de los particulares que los emplean con mayor eficiencia que el Estado. Al apoderarse de los medios de producción, y tras 72 años de experimentación, los socialistas de antaño se percataron de que sin propiedad privada se termina con los incentivos para el esfuerzo y con la creatividad indispensables para lograr eficiencia productiva ».

[926] José Piñera fut ministre du Travail et de la Prévision Sociale (1978-1980) durant le régime militaire et moteur de la réforme du travail et du système privé de pensions chilien.

> une équipe spécifique de décideurs économiques qui sache que la liberté fonctionne. »[927]

Par conséquent, plutôt que d'évoquer l'influence du "Consensus de Washington" (CW)[928] sur l'économie chilienne, il convient de considérer le Chili comme l'une des meilleures réussites en matière de réalisation de ces changements, qui plus est cité en permanence pour illustrer les ajustements structurels recommandés par le FMI aux pays latino-américains et aux nations de l'ancien bloc socialiste. En ce sens, plus que de se transformer en bon élève suivant les recommandations du CW, le Chili fut l'un de ses modèles, puisqu'il avait déjà réalisé la majeure partie des transformations dans les années 1970 et 1980[929]. L'historien Joaquín Fermandois confirma d'ailleurs la vocation du Chili et de ses élites politiques à suivre les grandes lignes de la politique économique héritée du régime militaire et réarticulée par les autorités économiques de la *Concertación* :

> « Bien qu'il soit fréquent d'entendre, dans les rangs de la *Concertación*, des références ironiques à propos du "Consensus de Washington", en d'autres termes, envers la politique nord-américaine de promotion de la privatisation, de l'ouverture et de la collaboration avec le FMI, dans les faits, on assume que ces instances et orientations doivent être l'horizon des relations économiques internationales du Chili. »[930]

À ce stade, il est important d'expliquer ce que nous entendons par "Consensus de Washington". À première vue, le terme est confus et a été utilisé dernièrement comme synonyme de politiques "néolibérales" par les détracteurs de la globalisation qui conçoivent cette dernière comme un phénomène de libéralisation des marchés et de perte de

---

[927] Piñera, José, "A Chilean Model for Russia", *Foreign Affairs*, september/october 2000, disponible sur : http://www.foreignaffairs.org/20000901faessay76/jose-pinera/a-chilean-model-for-russia.html (consulté le 08/08/2009). À propos des mentions faites par les économistes russes sur le modèle chilien du régime militaire, voir : Chmatko, Natalia, "Les économistes russes entre orthodoxie marxiste et radicalisme libéral", *Genèses*, nº 47, juin 2002, p. 135 ; « Russia does not need a Pinochet, but it does need the Chilean economic model. For Russia to grow at self-sustaining annual rates of seven to ten percent for a decade or two – the only way it can pull itself out of poverty – it needs much more economic liberalization. Four reforms inspired by Chile's dramatic turnaround can help Russia out of its doldrums: pension privatization, tax reform, radical deregulation of coddled industries, and the replacement of the ruble with the euro. The indispensable element is not a strong four-star general but a team of determined economic policymakers who know that freedom works ».

[928] Casilda Béjar, Ramón, "América Latina y el Consenso de Washington", *Boletín económico de ICE, Información Comercial Española*, nº 2803, 2004, p. 19-38.

[929] D'après David Llistar, les deux pays les plus cités comme exemple de "bonne politique économique" dans la région au début de la décennie 1990, furent le Costa Rica et le Chili. Llistar, David, "El qué, el quién, el cómo y el por qué del Consenso de Washington", *Observatori del Deute e la Globalització*, noviembre 2002, 11 p., disponible sur : http://www.odg.cat/documents/publicacions/CW-David-NOV02.pdf (consulté le 24/08/2009).

[930] Fermandois, Joaquín, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, p. 524 ; « Aunque en las filas de la Concertación es común escuchar referencias irónicas al "Consenso de Washington", es decir, a la política norteamericana de promover la privatización, apertura y colaboración con el FMI, en los hechos, se asume que estas instancias y orientaciones deben ser el horizonte de las relaciones económicas internacionales de Chile ».

compétences et de souveraineté des États nationaux[931]. Dans notre cas, c'est moins l'usage partisan de la notion que retrouver ses origines ainsi que la relation qu'il a entretenu avec ladite politique d'ajustements structurels en Amérique latine qui nous intéresse, en particulier en ce qui concerne le Chili. Cette expression fut crée en 1989 par l'économiste nord-américain John Williamson afin de récapituler ce qui, selon lui, correspondait aux dix recommandations de politique économique majoritairement approuvées par les organismes internationaux de crédit afin d'assurer la croissance des économies latino-américaines[932]. Les dix mesures énoncées par Williamson peuvent être résumées comme suit[933] :

1. Discipline fiscale
2. Réorganisation des priorités des dépenses publiques
3. Réforme des impôts (fiscale)
4. Libéralisation des taux d'intérêt
5. Un taux de change compétitif
6. Libéralisation du commerce international (*trade liberalization*)
7. Libéralisation de l'entrée des investissements étrangers directs
8. Privatisation des entreprises de l'État
9. Dérégulation des marchés (en particulier financiers)
10. Droits de propriété assurés et étendus à toute la population (surtout au secteur informel).

Si l'on passe en revue ces mesures, il apparaît évident qu'une grande partie d'entre elles avait déjà été menée à bien par les autorités économiques chiliennes depuis la seconde moitié des années 1970, et en particulier à partir de 1984, lorsque le pays se vit dans l'obligation de renégocier le paiement de sa dette extérieure suite à la crise financière de 1982-1983. Les recommandations du CW s'ajustaient en effet à l'essor de l'économie néoclassique depuis la fin des années 1960, prônant la critique du rôle de l'État et privilégiant une approche favorable au marché.

---

[931] Il existe néanmoins une autre critique issue de la CEPAL concernant les recommandations du Consensus de Washington et qui naît de leur incapacité à incorporer la composante sociale dans les réformes suggérées aux pays. Consulter Ocampo, José Antonio, "Más allá del Consenso de Washington: Una agenda de desarrollo para América Latina", *Estudios y Perspectivas* (CEPAL), nº 26, 2005, p. 1-28.

[932] Williamson, John (Ed.), *Latin American adjustment: How much has happened?*, Washington, D.C., Institute for International Economics 1990. Voir également, du même auteur : Williamson, John, "The Washington Consensus revisited", en Emmerij, L. (Ed.), *Economic and Social Development Into the XXI Century*, Inter-American Development Bank, 1997, p. 48-80

[933] Effectivement, John Williamson (1990) énonça le décalogue du Consensus en énumérant les conditions indispensables au développement économique – à la fin des années 1980 – que défendait l'immense majorité des économistes du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du département du Trésor des États-Unis. Bustelo, Francisco, *Desarrollo económico: del consenso al Post-Consenso de Washington y más allá*, documento del Departamento de Economía Aplicada, Universidad Complutense de Madrid, 2003. Voir également : Santiso, Carlos, "The contentious Washington Consensus: reforming the reforms in emerging markets", *Review of International Political Economy*, Vol. 11, nº 4, October 2004, p. 828-844.

> « Le Chili a progressé de manière extraordinaire sur tous ces plans : le tarif douanier moyen est extraordinairement bas, l'autonomie de la Banque centrale se transforma en un "principe considéré comme incontesté", portant même à sa direction, du fait du gouvernement Lagos, l'un des défenseurs les plus acharnés des idées du Consensus de Washington qu'est Vittorio Corbo [économiste chilien] ; et l'on insiste sur la "flexibilité du travail", bien que les limites imposées sur le capital pour agir sur le marché du travail soient de plus en plus minimes. »[934]

Williamson a nié à plusieurs reprises que les recommandations aient été un plan concerté visant à transformer les économies latino-américaines selon les modèles du département du Trésor nord-américain. En effet, il s'agissait plutôt de récupérer les éléments qui avaient servis aux renégociations de la dette extérieure avec les pays de la région depuis la seconde moitié des années 1980, et qui n'avaient même pas fait l'unanimité auprès des économistes les plus renommés des organismes multilatéraux de Washington. D'après lui, ces réformes n'étaient donc ni un programme, ni un ensemble d'obligations en matière de politique économique, mais bel et bien une recompilation des principales mesures que devaient appliquer ces pays pour moderniser leurs économies en fonction des exigences de la globalisation. Cependant, Paul Krugman[935] affirme que les politiques en faveur du marché furent plutôt une ouverture "des marchés", en particulier financiers, sans compter le fait qu'elles constituaient un corset trop rigide pour des économies plongées dans des contextes très différents[936].

Pour les critiques, les mesures proposées par le CW ne dissimulent rien moins que la recherche d'équilibres macro-économiques qui garantiraient l'expansion du capital financier à l'intérieur des économies des pays en développement, créant ainsi un environnement instable et propice aux bulles spéculatives et aux périodes récessives qui en résulteraient[937]. En définitive, ce qui commença comme un simple ensemble de recommandations, prit la forme d'un décalogue d'exigences faites aux économies de la région – et en général aux pays "émergents" –, qui passèrent d'un niveau de régulation élevé à une dérégulation presque

---

[934] Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza al año 2005*, Santiago, LOM Ediciones, 2005, p. 37 ; « Chile ya avanzó extraordinariamente en todos estos planos: el arancel promedio es extraordinariamente bajo; la autonomía del Banco Central se transformó en un "principio considerado indiscutido", llevándose a su dirección, por el gobierno de Lagos, incluso, a uno de los más acérrimos defensores de las ideas del Consenso de Washington como es Vittorio Corbo; y se insiste en la "flexibilidad laboral", a pesar de que las limitaciones al capital para actuar en el mercado del trabajo son cada vez menores ».

[935] Paul Krugman est économiste au MIT et expert en finances et commerce international. Il reçut le prix Nobel d'économie en 2008.

[936] Krugman, Paul, "Dutch Tulips and Emerging Markets", *Foreign Affairs*, Vol. 14, nº 4, 1995, p. 28-44.

[937] Girón, Alicia, "International Monetary Fund: From Stability to Instability The Washington Consensus and structural reforms in Latin America", en Lechini, G. (Ed.), *Globalization and the Washington Consensus: its influence on democracy and development in the south, Buenos Aires*, CLACSO, junio 2008, p. 43-56.

complète de leurs marchés au moment où ils tentaient de consolider leurs systèmes démocratiques. Ces réformes furent donc entreprises sans prendre en compte les contextes spécifiques de chacun des pays en question, et encore moins la forte influence des cycles économiques sur les économies hautement dépendantes à l'exportation de matières premières. De cette manière, le FMI cessa d'être – à partir de la moitié des années 1980 – un agent stabilisateur des marchés financiers, pour se convertir en un prêteur en dernier ressort ainsi qu'en un gardien orthodoxe en matière de restriction monétaire et de dépenses fiscales pour les gouvernements :

> « Dans cette nouvelle dynamique, le FMI n'est simplement qu'un observateur des marchés, qu'un prêteur international en dernier ressort, et qu'un conseiller des gouvernements dans le but de restreindre la politique monétaire, fiscale et financière conformément au nouvel ordre international. » [938]

Les résultats des politiques associées au Consensus de Washington furent relativement décourageants dans les années 1990, surtout en Europe centrale, en Russie et en Afrique. En Amérique latine, il y eut de la croissance, mais à des taux plutôt faibles par rapport aux prévisions. Dans certains cas néanmoins, ces taux furent spectaculaires, comme en Argentine jusqu'en 1995, mais finalement, ils connurent de fortes chutes qui neutralisèrent et même annulèrent beaucoup des résultats initialement positifs au terme de la décennie[939]. Le cas du Chili est particulièrement intéressant, puisqu'entre 1984 et 1997-1998 (lorsqu'éclata la crise financière asiatique) le pays connut des taux de croissance proches de 7% du PIB annuel en moyenne, ce qui fut interprété comme un succès évident des recommandations du CW. Ce que l'on souligne habituellement, c'est que les transformations avaient déjà été menées à bien avec une décennie d'avance, et dans un contexte autoritaire où les conflits inhérents à une démocratie, dans laquelle doivent être conciliés divers intérêts concurrents, étaient exclus. Cependant, ceci n'empêcha pas que, dans nombre de ces pays, fussent menées des thérapies de choc et des ajustements stabilisateurs récessifs comme ceux appliqués au Chili en 1975 et en 1983. Il reste néanmoins à souligner que les institutions motrices de ces

[938] *Ibid.*, p. 48 ; « In this new dynamic, The IMF is merely an observer of markets, an international lender of last resort, and adviser of governments in order to restrict monetary, fiscal and financial policy in accordance with the new international order ».

[939] Pour une intéressante révision critique des effets du Consensus de Washington sur les économies latino-américaines, ainsi que de l'évolution du rôle de l'État dans les paradigmes économiques depuis les années 1940, voir l'article d'Enrique Iglesias, ancien Secrétaire exécutif de la CEPAL et également ancien président de la BID : Iglesias, Enrique, "El papel del Estado y los paradigmas económicos en América Latina", *Revista de la CEPAL*, nº 90, diciembre 2006, p. 7-15.

changements durent se heurter, dans la majorité des pays, au refus social, à la protestation et même à la rébellion populaire, comme ce fut le cas en Argentine en décembre 2001[940].

> « Le "miracle" économique dont se vantait à l'époque le président Menem et dont se félicitait le Fonds monétaire international a viré au mirage au bout de quelques années, puis au cauchemar. La libéralisation de l'économie sans recherche d'effets compensatoires et l'abandon consécutif de l'idée même d'un État régulateur ont provoqué la mise en place d'un véritable piège. D'un côté le maintien de ce plan aggravait la situation, d'un autre son abandon impliquait un coût social et économique immédiat plus élevé que la poursuite du maintien de ce plan. Le court terme l'emportant sur le moyen terme, la fuite en avant tenant lieu de politique, la sortie de ce plan ne pouvait avoir lieu que dans la panique, c'est ce qu'il s'est passé à la fin de l'année 2001. »[941]

Au Chili, les explications de la crise argentine que fournirent la plupart des économistes ne firent pas référence au type de mesures proposées ni à leur profondeur, mais à la mauvaise gestion économique et à la corruption du système politique.

> « Le gouvernement de la Rúa montra une grande incapacité à réduire le déficit public et la corruption élevée associée au système politique (…) En résumé, la crise de l'Argentine n'est ni due au néolibéralisme économique comme l'ont suggéré certains, ni seulement au rigide système de change comme l'ont suggéré d'autres, mais à l'absence de création de bases essentielles pour qu'une économie de marché fonctionne bien, c'est-à-dire : des comptes fiscaux ordonnés qui soutiennent la stabilité macro-économique, des marchés compétitifs et flexibles, et des institutions fortes (…) les pays émergents et le Chili en particulier, ont tiré les bonnes leçons en adoptant massivement des systèmes de change flexibles accompagnés de schémas de politique monétaire engagés dans la réussite de l'obtention d'une inflation basse et stable. »[942]

En termes généraux, même si les recommandations du CW créèrent les conditions de la mise en place de meilleurs équilibres macro-économiques dans la région, ces dernières furent

---

[940] Pour une des études les plus complètes sur la crise argentine de 2001, voir : Quattrocchi-Woisson, Diana (Ed.), *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Paris, Editions-Le Félin, 2003. Du point de vue cinématographique, proposant la dénonciation des élites politiques argentines, le travail documentaire du réalisateur Fernando Solanas, *Memoria del Saqueo* (2003), nous paraît également intéressant. Voir : http://www.pinosolanas.com/memoria_info.htm. (consulté le 23/08/2009). Enfin, pour une explication strictement économique de la crise, consulter : Cortés Conde, Roberto, "La crisis argentina de 2001-2002", *Cuadernos de Economía*, Vol. 40, nº 121, 2003, p. 762-767.

[941] Salama, Pierre, "L'économie argentine et l'endettement: chronique d'une crise annoncée", dans Quattrocchi-Woisson, D. (Ed.), *Op. cit.*, p. 287.

[942] Corbo, Vittorio, "Argentina: su crisis y sus lecciones", *El Mercurio*, enero 2002. Vittorio Corbo fut également président de la Banque Centrale du Chili (2003-2007) ; « El gobierno de de la Rua mostró una gran incapacidad para reducir e déficit público y la alta corrupción asociada al sistema político (…) En resumen, la crisis de Argentina no se debe al neoliberalismo económico como han sugerido algunos, ni sólo al rígido sistema cambiario como han sugerido otros, sino a que no se crearon las bases esenciales para que una economía de mercado funcione bien, esto es: cuentas fiscales ordenadas que respalden la estabilidad macroeconómica, mercados competitivos y flexibles, e instituciones fuertes (…) los países emergentes y Chile en particular, han sacado las lecciones adecuadas al adoptar en forma masiva sistemas cambiarios flexibles acompañados de esquemas de política monetaria comprometidos con el logro de una inflación baja y estable ».

de courte portée du fait de la hausse générale de l'inégalité économique, de laquelle le modèle chilien n'échappa pas non plus, malgré ses spectaculaires taux de croissance. D'après Alicia Girón, les principaux participants au jeu économique mondial après la crise des institutions de Bretton Woods, au début des années 1970, furent les grandes corporations internationales et les institutions de crédit privées. Ces dernières ont d'ailleurs fusionné et même donné lieu à de méga fusions en acquérant d'innombrables entreprises dans la plupart des pays qui avaient libéralisé leurs marchés financiers. Cette situation fut également observée en Amérique latine, où le Chili a constitué un exemple prématuré d'intégration aux marchés mondiaux comparé à ses voisins. Cependant, le coût de ces transformations fut celui d'une plus grande instabilité financière et d'une moindre capacité régulatrice de l'État pour affronter les nombreux défis sociaux qu'aujourd'hui encore la région doit relever[943]. Malgré tout cela, l'économie chilienne paraît mieux résister aux chocs externes, à moins qu'il ne s'agisse de l'effet du consensus – où les critiques et les questionnements sont généralement perçus comme marginaux – que ses élites politiques et patronales sont parvenues à générer concernant le modèle de développement ; tout cela dans le contexte d'une démocratie assortie d'une faible participation citoyenne[944].

> « Comme l'a déclaré le président de la Banque Centrale, Vittorio Corbo, la preuve de la solidité des nouvelles institutions économiques chiliennes, est que malgré "cinq années de choc externe", la stratégie économique est restée inchangée (…) L'existence même de la "crise latino-américaine" a œuvré comme une dissuasion au changement de politiques ; elle a démontré que la formule à long terme qui s'ouvrit au Chili en 1975, a été généralement bénéfique ou, pour les moins enthousiastes, l'unique possible étant donné les tendances mondiales. »[945]

> « Le fameux consensus "*existe bien en ce qui concerne le système économique et comme jamais auparavant au XXe siècle*", souligne le socialiste Ricardo Lagos, qui considère que "*la recherche de l'égalité ne se fait pas sur le terrain de la*

[943] Pour une analyse intéressante et contrastée portant sur la situation économique des pays d'Amérique latine durant les années 1990, ainsi que leurs difficultés à équilibrer développement démocratique et économique, voir : Ocampo, José Antonio & Martín, Juan (Eds.), *Une décennie d'ombres et de lumières. L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90*, CEPAL, agosto 2003.

[944] En ce sens, les observations de Sergio Micco, dirigeant de la Démocratie chrétienne, avocat et politologue, critique de la politique économique de la *Concertación*, sont décisives : "(…) si tu oses remettre en question le modèle néolibéral, tes idées, aussi raisonnées et documentées soient-elles, sont stigmatisées comme étant passéistes, étatistes, populistes, romantiques, nostalgiques, tout un aimable syllabaire que nous dédient des personnes même issues de la *Concertación*". Voir : Arrate y Rojas, *Op. cit*., p. 443.

[945] Fermandois, Joaquín, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004, Op.cit.,* p. 523 ; « Como lo ha dicho el Presidente del Banco Central, Vittorio Corbo, la prueba de solidez de la nueva institucionalidad económica chilena, es que a pesar de 'cinco años de shock externo', la estrategia económica se ha mantenido invariable (…) La misma existencia de la 'crisis latinoamericana' ha ayudado como disuasión al cambio de políticas; ha demostrado que la fórmula de largo plazo que se abrió Chile en 1975, ha sido en general beneficiosa o, para los menos entusiastas, la única posible uniendo en cuenta las tendencias mundiales ».

possession des biens sinon en matière d'égalité des chances" comme une leçon apprise. »[946]

Ce "succès" a donc également eu une conséquence importante quant à la baisse de la participation électorale des citoyens. Celle-ci s'accompagna d'une augmentation croissante de l'importance et de l'influence des cadres politico-technocratiques (*technopols*)[947] au sein de la fonction publique – phénomène par ailleurs généralisé à échelle mondiale. Au Chili, cette tendance a atteint des sommets en matière de gestion économique et en ce qui concerne les postes les plus importants de l'administration d'État[948].

> « Au Chili, les économistes, et en particulier ceux qui sont passés par le complexe et difficile rite d'initiation d'un programme de doctorat, sont perçus et se voient eux-mêmes comme une élite cosmopolite, un club exclusif, dans lequel se célèbrent les réussites académiques et la capacité à penser à l'aide de catégories analytiques rigoureuses (…) Ceux qui possèdent un doctorat d'universités de prestige reviennent au pays parce qu'ils savent qu'ils auront accès à d'importants postes dans les secteurs public et privé, qu'ils recevront des salaires compétitifs et qu'ils profiteront d'une grande visibilité dans la presse spécialisée, dans les débats techniques et dans les universités. »[949]

Nous adhérons ainsi à l'analyse de Judith Teichman qui voit également dans cette situation un héritage indirect du régime militaire où les cadres intellectuels opposés à la dictature se regroupèrent dans des centres d'études et des *Think Tanks* spécialisés, renforçant ainsi le poids de la critique académique et hautement technique comme unique moyen

---

[946] Déclarations de Ricardo Lagos (Président de la République, 2000-2006), *La Época*, 8 février 1998. Cité par : Jouineau, Sophie, "Le présent ne parvient pas à effacer le passé. Au Chili, une transition qui n'en finit pas", *Le Monde Diplomatique*, nº avril, 1998, p. 9.

[947] D'après la définition du politologue Alfredo Joignant, "L'idéal d'un gouvernement technocratique est celui d'une administration rationnelle, attachée à la logique du calcul coût-bénéfice, de l'efficacité et de l'efficience des politiques publiques, en vue d'atteindre des buts objectifs et évaluables : telle est la définition formelle du bien public ainsi recherché. Un gouvernement possédant ces caractéristiques n'a pas nécessairement besoin de la politique, ni même des partis, mais d'un simple usage vertical de la raison". Voir : Joignant, Afredo, "Los doctores de la República", *La Tercera*, nº 21 de noviembre, 2008, p. 4. À propos de l'influence des technocrates dans l'administration de l'État, voir : Toenig, Jean-Claude, *L'ère des technocrates: le cas des Ponts et Chaussées*, Paris, L'Harmattan, 1987.

[948] La notion de "*technopols*", pour désigner les politico-techniciens libéraux qui ont participé aux divers gouvernements latino-américains, en particulier dans les années 1990, fut développée par Jorge Domínguez dans l'ouvrage collectif suivant : Domínguez, Jorge I., *Technopols: freeing politics and markets in Latin America in the 1990s*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1997. Sur le rôle croissant des économistes dans la société chilienne, voir le chapitre VI de la présente thèse doctorale.

[949] Montecinos, Verónica, "Notas sobre la evolución e influencia de la tecnocracia económica en Chile", dans Estrada Avarez, Jairo (Ed.), *Intelectuales, tecnócratas y reformas neoliberales en América Latina*, Unibiblos - U. Nacional de Colombia, 2005, p. 167 ; « Los economistas en Chile, especialmente los que han pasado por el complejo y difícil rito de iniciación de un programa de doctorado, son percibidos y se ven a sí mismos como una élite cosmopolita, un club exclusivo, en que se celebran los logros académicos y la capacidad de pensar con categorías analíticas rigurosas (…) Los que poseen un doctorado de universidades de prestigio vuelven al país porque saben que tendrán acceso a cargos altos en el sector público y privado, recibiendo salarios competitivos y disfrutando de una alta visibilidad en la prensa especializada, en los debates técnicos y en las universidades ».

d'opposition tolérée par les autorités de l'époque[950]. Une fois la démocratie rétablie, l'élite technocratique de la *Concertación* décida de continuer à respecter les règles économiques du régime militaire, bien qu'en mettant spécialement l'accent sur le paiement de la dette sociale, même aux dépens de la participation promise après le triomphe de la coalition d'opposition au plébiscite de 1988. Le remplacement d'une élite politique par une autre, éminente et technique, impliqua l'ajournement indéfini des éléments les plus inclusifs d'un nouveau projet démocratique qui ne coïncidait pas avec celui des années 1960, et qui paraissait dominé par les conditions d'une *praxis* où l'économique acquit une centralité uniquement comparable à celle qu'il avait eu sous le régime de Pinochet.

La coïncidence entre las recommandations du CW et les transformations économiques (dites de "première génération"[951]) mises en place au Chili à partir de la seconde moitié des années 1970, firent que celles-ci eurent précisément un moindre effet sur la conduite économique du pays dans la décennie 1990. En d'autres termes, au Chili, le "Consensus de Washington" ne fut en rien un thème central dans le débat économique puisque le pays était déjà allé au-delà des préconisations du CW, dans nombre de réformes proposées par les organismes internationaux de crédit. Le pays put même se permettre d'appliquer certaines politiques pragmatiques et hétérodoxes dans des domaines tels que la réforme du travail de 1990 ou encore le système d'"*encaje*". Néanmoins, le Chili prit part à un débat beaucoup plus ample sur la réussite des mesures suggérées par le CW et la possibilité de sa mise en pratique dans d'autres économies.

> « En résumé, la position fiscale sans ambiguïtés du Chili, la taille limitée de son gouvernement ainsi que la composition favorable des dépenses publiques totales ont stimulé la croissance économique ; ces éléments peuvent également contribuer à expliquer les raisons pour lesquelles le décollage économique intervint au milieu des années 1980 et pas avant. »[952]

---

[950] Teichman, Judith, *Op.cit.*, p.87. Concernant la trajectoire et le rôle des *Think Tanks* et des centres d'étude au Chili, voir : Gárate, Manuel, "*Think Tanks* y Centros de Estudio. Los nuevos mecanismos de influencia en el Chile post-autoritario", en De Cea, Maite, Díaz, Paola & Kerneur, Geraldine (Eds.), *¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía*, Santiago, GRESCH, ICSO-UDP, INAP Universidad de Chile, Universidad Bolivariana, 2008, p. 209-230.

[951] Lesdites réformes de première génération sont celles principalement proposées par le FMI, et centrées sur les changements nécessaires dans le but d'atteindre la stabilité macro-économique, comme c'est le cas de la libéralisation du type de change et des taux d'intérêt. Voir : "The Bretton Woods Project" : http://www.brettonwoodsproject.org/glossary/item.shtml?x=344981 (consulté le 27/08/2009).

[952] De Gregorio, José, "Crecimiento económico en Chile: evidencia, fuentes y perspectivas", *Estudios Públicos*, nº 98, 2005, p. 44 ; « En resumen, la posición fiscal neta de Chile, el tamaño limitado de su gobierno y la composición favorable del gasto público total han estimulado el crecimiento económico; también pueden ayudar a explicar por qué el despegue ocurrió a mediados de los 80 y no antes. »

La preuve la plus évidente de la "bonne conduite" des autorités économiques du pays vis-à-vis des organismes internationaux de crédit, réside dans le fait que pas moins de deux anciens ministres des Finances de la *Concertación* furent appelés à occuper des postes à haute responsabilité à Washington, en particulier au sein du FMI[953]. Il s'avère difficile de trouver une démonstration d'une plus grande reconnaissance internationale pour un petit pays, qui plus est relativement marginal, mais qui a suivi au pied de la lettre et même *avant la lettre*, les propositions d'ajustement structurel formulées par les institutions de Bretton Woods.

5.3 Gouverner avec les idées de l'autre ? : La discussion sur le néolibéralisme et le pragmatisme

La question du caractère orthodoxe néolibéral ou – au contraire – pragmatique de la gestion économique de la *Concertación*, de 1990 à nos jours, reste un débat ouvert puisqu'elle constitue d'un des principaux thèmes de désaccord politique dans le Chili post-dictatorial. Nous souhaiterions cependant centrer notre attention sur les deux visions qui nous semblent les plus intéressantes dans ce débat : celle qui définit la stratégie de développement de la *Concertación* comme libérale-pragmatique (incrémentale) et la seconde qui la qualifie d'orthodoxe ou de définitivement néolibérale. Il va de soi qu'il existe bien entendu plus de deux positions sur le sujet, comptant autant de nuances. Cependant, il est possible de les regrouper dans les deux principales approches au caractère éminemment heuristique que nous venons de mentionner. Dans un premier temps, nous tenterons donc de replacer les faits dans leur contexte. Il nous paraît effectivement simpliste de réduire la stratégie économique des gouvernements de la *Concertación* à une simple copie du modèle économique du régime militaire. Les critiques les plus acharnés du "modèle chilien" reconnaissent même qu'il existe d'importantes différences entre les deux périodes :

> « Nul doute qu'entre l'un et l'autre gouvernement – celui d'Aylwin et celui de Pinochet –, les différences ne soient marquées. Sous le gouvernement d'Aylwin se produisirent des changements remarquables, à caractère politique. Il est très différent de vivre dans une dictature et dans une démocratie, fût-elle restreinte. Cependant, la pertinence de l'application du modèle économique confère en

[953] Eduardo Aninat, ministre des Finances durant le gouvernement d'Eduardo Frei-Ruiz-Tagle (1994-2000) fut nommé sous-directeur gérant du FMI en décembre 1999, et occupa ce poste jusqu'en juin 2003. Auparavant, Aninat occupa également des postes importants à la Banque mondiale et à la Banque internationale de développement (BID). De son côté, Nicolás Eyzaguirre, ministre des Finances du gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006), fut nommé directeur du Département du FMI pour l'hémisphère occidental en décembre de 2008 ; charge qu'il occupe encore au moment de la rédaction de ce chapitre (juin 2009).

même temps au gouvernement d'Aylwin beaucoup de contenus qui vont dans le sens de la continuité. »[954]

En guise d'introduction, commençons par préciser qu'il est impossible de comparer le contexte autoritaire de la dictature avec celui de la démocratie, même si celui-ci fut clairement limité par les singularités de la transition chilienne et l'idée d'une démocratie "sous tutelle" ou "protégée"[955]. La relation de force était effectivement différente et les acteurs se virent contraints de négocier de nouvelles conditions, bien que certains d'entre eux aient compté sur l'appui tacite de l'institution militaire. Pour cette raison, nous avons donc préféré centrer notre analyse sur l'évolution du modèle économique issu de la dictature ainsi que sur les moyens de son incorporation dans le discours de la majorité des économistes chiliens, au point de pouvoir évoquer une sorte de consensus général autour d'une science économique commune[956], dans laquelle les différences seraient marginales et non idéologiques[957].

5.3.1 La thèse du pragmatisme incrémental

Cette vision, que nous avons qualifiée de pragmatique-incrémentale, se situe dans la lignée des économistes et politologues qui défendent la récupération des éléments considérés comme "positifs" dans le modèle économique hérité du régime militaire. Elle en conserve les éléments fondamentaux, optant pour une orientation davantage axée sur le social par le biais de réformes incrémentales successives. Il s'agit essentiellement d'un récit optimiste qui compose le discours de la majorité des économistes de la *Concertación*, en particulier de ceux qui ont occupé des postes à haute responsabilité dans la gestion de l'État[958]. À cet

---

[954] Fazio, Hugo, *El programa abandonado: Balance económico social del gobierno de Aylwin*, *Op. cit.*, p. 26 ; « Sin duda que entre uno y otro gobierno – el de Aylwin y el de Pinochet – las diferencias son marcadas. En el gobierno de Aylwin se produjeron cambios relevantes de tipo político. Es muy distinto vivir en dictadura que en democracia, aunque sea restringida. Sin embargo la pertinacia en la aplicación del modelo económico le otorga al mismo tiempo, al gobierno de Aylwin muchos contenidos de continuismo ».

[955] Sur l'idée de "démocratie protégée", voir le chapitre IV de la présente thèse doctorale, en particulier le point 4.5.

[956] Un texte relativement intéressant qui contredit cette tendance, en particulier en tant que résultante de la crise économique internationale de 1998, a été publié par Oscar Landerretche à l'occasion de la possible "fusion monopolistique" de deux des plus grands acteurs de la vente en grande surface au Chili (Falabella et D&S). Voir : Landerretche, Oscar, "Pequeña guía de las órdenes económicas", *Qué Pasa*, nº 9/02/2008.

[957] Concernant l'évolution des concepts en économie et de leur relation avec le discours des politiques publiques, voir : De la Garza, Enrique (Ed.), *Ciencia económica: Transformación de conceptos*, Ciudad de México, Siglo XXI, 1998. Pour une vision critique du sujet, voir également : Bihr, Alain, *La Novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme capitaliste*, Paris, Éditions Page deux, 2007.

[958] Certains auteurs et y économistes comme Ricardo Ffrench-Davis parlent même de "néo-structuralisme" pour désigner ce courant.

égard, on distingue surtout les cadres liés à la CIEPLAN, même si cette vision a tendance à générer un large consensus chez la plupart des technocrates de la coalition[959].

> « Le Chili se situe dans la tranche supérieure des pays à revenu moyen, ce qui nous place dans une position privilégiée afin de parvenir au développement à l'horizon d'une génération. Le produit interne a augmenté, en moyenne, de 5,9% entre 1986 et 2006, alors que le produit par tête a cru de 4,3% [PIB](…) Pendant ces vingt dernières années, le pays a fermement progressé dans la réduction de l'inflation et dans la stabilisation de l'activité économique. »[960]

> « La *Concertación*, désormais à la tête de l'État, ne pouvait qu'être portée à la complaisance vis-à-vis d'un modèle et de ses réussites. Ministres et autorités du gouvernement flambant neuf de centre-gauche paraissaient rayonnants sur les photos, inaugurant travaux et nouvelles entreprises, signant des accords et recevant d'illustres visites. Le message était clair et ne souffrait aucune critique : croître en démocratie. »[961]

Pour l'essentiel, les défenseurs de cette position rejettent la qualification de néolibéral appliquée au modèle économique chilien post-dictatorial. En guise de justification, ils s'appuient effectivement sur les réformes successives qui ont été menées ainsi que sur l'orientation sociale donnée aux dépenses publiques depuis 1990. En revanche, ils refusent la caricature du Chili comme exemple d'un libéralisme économique extrême (néolibéral), ignorant les déficiences du marché et les ajustements nécessaires qu'une petite économie doit réaliser pour s'insérer dans le contexte international. Les partisans de cette vision affirment ainsi que le Chili s'est progressivement éloigné des paradigmes purs du monétarisme et du structuralisme, afin de se situer dans un horizon de pragmatisme orienté vers un type de croissance qui possèderait de meilleurs standards d'égalité sociale. Les critiques et le malaise de la population, selon les auteurs partisans de cette approche, proviendraient d'une

---

[959] Un exemple clair de cette position peut être trouvé dans la formation du *Think Tank* de la *Concertación* dénommé : *Corporación Expansiva*, réunissant un groupe sélectif de techniciens formés à l'étranger et ayant eu une expérience en gestion publique pendant les gouvernements de la *Concertación*. On y rencontrait des professionnels de divers partis politiques de la coalition, mais partageant la même vision de la gestion économique et de l'État, en particulier en ce qui concerne l'étude et l'élaboration de politiques publiques.

[960] Document-Expansiva : "Somos más, queremos más, podemos más", *Expansiva*, septiembre 2006, p. 10, disponible sur : http://www.expansiva.cl/media/archivos/20070816114412.pdf (consulté le 06/06/2009) ; « Chile se ubica en el tramo alto de los países de ingreso medio, lo que nos sitúa en una posición privilegiada para alcanzar el desarrollo en el horizonte de una generación. El producto interno creció, en promedio, un 5,9% entre 1986 y 2006, mientras el producto per cápita lo hizo en un 4,3% (…) En los últimos 20 años el país avanzó sólidamente en reducir la inflación y en la estabilidad de la actividad económica ».

[961] Montero, Cecilia, "Empresarios: ¿Demisión o Triunfo?", *Asuntos Públicos* (Informes), nº 79, 24/06/2001, p. 2 ; « La Concertación, ahora a la cabeza del Estado, no podía sino ser arrastrada hacia la complacencia con el modelo y sus logros. Ministros y autoridades del flamante gobierno de centro-izquierda lucían gustosos en la foto inaugurando obras y nuevas empresas, firmando acuerdos, recibiendo visitas ilustres. El mensaje era claro y no admitía crítica alguna: crecer con democracia ».

augmentation explosive des attentes induites précisément par la croissance, et non d'un échec de la stratégie de développement[962].

D'après l'analyse proposée par Alejandro Foxley au début des années 1980, Javier Santiso reprend un argument clé de l'approche incrémentale ou gradualiste. Tout comme le groupe de Chicago établit son propre diagnostic sur l'histoire politique et économique du Chili, basé sur la décadence du pays du fait de l'augmentation du pouvoir de l'État et de son ingérence croissante dans l'économie depuis la fin des années 1930, dans le cas du gradualisme, on observe également une certaine interprétation historique du passé.

> « J'ai toujours dit que nous n'allions pas partir de zéro. Nous allons retenir la leçon. Si en Amérique latine, nous ne sommes pas là où nous devrions être, c'est parce que nous sommes toujours en train de nier ce qu'a fait celui qui était là avant. Moi, j'ai toujours été en désaccord avec le gouvernement du général Pinochet. J'étais dans l'opposition dure, mais je dois reconnaître qu'ils ont réalisé des choses en matière économique que nous allons respecter (Alejandro Foxley). »[963]

J. Santiso reprend l'argument d'une société hantée par l'idée d'installer des modèles purs de développement, provenant de paradigmes étrangers et sans ancrage majeur dans la réalité socio-économique chilienne. Ce messianisme politique des élites aurait abouti à une sorte d'expérimentation constante lancée dans les années 1960. Elle aurait débuté avec le modèle de (1) "Révolution en Liberté" d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970), suivi par celui de (2) la "Voie Chilienne vers le Socialisme" de l'Unité Populaire (1970-1973), et se serait finalement achevée par l'expérience de (3) la modernisation néolibérale autoritaire instaurée par le régime militaire (1973-1990)[964] :

> « D'Alessandri à Pinochet, c'est l'ensemble de l'échiquier politique chilien qui est happé par la passion du futur et des politiques économiques de l'impossible. Du socialisme messianique d'Allende à l'utopie technocratique des Chicago Boys, le discours et la pratique économique demeurent empreints de la même volonté consistant à vouloir délimiter, à travers les mots et les chiffres, des

---

[962] Manzi, Jorge & Catalán, Jorge (1998), "Los cambios en la opinión pública", en: *Chile en los noventa*, Cristian Toloza y Eugenio Lahera (comps.), Santiago, Dolmen, 1998, p. 523-556.

[963] Entretien avec Alejandro Foxley, dans Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia, Op. cit.*, p. 628-629 ; « Yo siempre dije que nosotros no íbamos a partir de cero. Nosotros vamos a aprender la lección. Si en América Latina no estamos donde debiéramos estar es porque siempre estamos negando lo que hizo el que estuvo antes. Yo siempre estuve en desacuerdo con el gobierno del general Pinochet. Hice una oposición dura, pero yo tengo que reconocer que ellos hicieron una obra en lo económico que vamos a respetar (Alejandro Foxley) ».

[964] Il s'agit de la thèse soutenu par l'historien et essayiste conservateur chilien Mario Góngora dans son ouvrage, désormais classique, consacré à l'État chilien : Góngora, Mario, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Ed. La Ciudad, 1981.

projets et des programmes économiques rivés sur l'horizon d'une "révolution imminente". »[965]

Dans cette perspective, le point d'inflexion de cette politique de changements à grande échelle n'avait pas eu lieu en 1973 lors du coup d'État, mais au début des années 1980, du fait de la crise financière qui affecta le pays en 1982 et 1983. C'est à ce moment que la dernière des utopies "révolutionnaires", la néolibérale, aurait échoué à imposer un modèle pur de développement socio-économique. Cette situation provoqua une rupture idéologique, et les nouvelles autorités économiques du gouvernement militaire adoptèrent une série de mesures hétérodoxes que, toujours dans un cadre libéral, Santiso décrit comme les "politiques du possible"[966]. La plus grande preuve en serait la nationalisation du secteur bancaire que réaliseront les économistes libéraux suite à l'effondrement du système financier chilien, ce qui est totalement contraire aux postulats néoclassiques traditionnellement défendus par le groupe de Chicago. Ce paradoxe du "néo-libéralisme" chilien permet de mettre en évidence un apprentissage transversal de la classe politique chilienne et de ses cadres technocratiques.

> « Le Chili, un pays guidé par des économistes dévoués au laisser-faire, montrera au monde une autre voie en nationalisant de fait tout son système bancaire. Dans l'opposition, alors que les dirigeants des derniers gouvernements de l'époque de Pinochet arpentent sans complexe les arcanes des réformes, combinant sutures libérales et soudures interventionnistes, nombre d'acteurs engagent de profondes autocritiques en matière aussi bien de pensée économique que d'action politique. »[967]

La grande transformation chilienne s'est donc produite avec le retour à la démocratie, à partir de 1990, lorsque la nouvelle équipe économique de la *Concertación* décida de conserver les piliers du modèle économique hérité du régime militaire et de conférer une certaine continuité à la stratégie de développement du pays, sans provoquer de changement révolutionnaire, comme cela avait toujours été le cas depuis les années 1960. La direction politique et économique opposée au général Pinochet choisit donc d'assumer une part importante du legs économique du régime précédent afin d'obtenir un large consensus sur la nécessité de paix sociale, de gouvernabilité et de développement économique, avec un accent plus important mis sur le social.

---

[965] Santiso, Javier, *Amérique Latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, Éditions Autrement, 2005, p. 73.
[966] Hermet, Guy & Santiso, Javier, "Entre justice et raison politique. L'affaire Pinochet", *Critique Internationale*, nº 3, printemps 1999, p. 35-42.
[967] Santiso, Javier, *Amérique Latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique, Op. cit.*, p. 74.

> « Il est probable que la nouvelle démocratie n'aurait pas résisté à une crise économique du début des années 1990, et qu'une situation similaire se serait achevée par le retour de Pinochet en gloire et majesté. La "manette" pour soutenir la croissance et les équilibres économiques était donc aux mains de la communauté patronale, qui possédait un cordon ombilical avec le régime autoritaire qui, à ce moment, s'effondrait. Enfin, il était indispensable, pour garantir le succès de la nouvelle démocratie, de créer une relation de confiance avec la communauté patronale. »[968]

Telle est l'unique explication au fait que, durant les années 1990, tant de politiques à l'origine associées à la modernisation autoritaire continuèrent d'être encouragées, notamment : les privatisations, le rôle central de l'entreprise privée dans l'économie, le développement du modèle exportateur, l'entrée de capitaux privés dans diverses entreprises d'État, le prolongement du système de sécurité sociale essentiellement aux mains d'entreprises privées, etc.

> « Par exemple, concernant la politique d'ouverture, action qui commença sous le régime militaire, et la décision de baisser radicalement les tarifs douaniers et de manière unilatérale. Il aurait été une grave erreur de revenir sur cette politique. Et il fut dit, de manière très explicite, que non seulement nous allions la poursuivre, mais que nous allions l'approfondir (…) Et nous avons dit expressément que nous allions conserver le système des AFP, de prévision privée [système de retraites], parce que croyons que ce système est un actif pour le pays, et que, par conséquent, il faut le perfectionner et non pas le remettre en question. »[969]

Sous le nouveau régime démocratique, l'orthodoxie monétaire et fiscale demeura la règle invariable, alors que la Banque Centrale déployait tout son zèle dans le contrôle de l'inflation, profitant de sa condition d'institution autonome obtenue en 1990. La rigueur fiscale des autorités économiques de la *Concertación* les a même conduites à réaliser des excédents fiscaux, lesquels finirent par se convertir en *règle permanente*, avec l'objectif de réduire, graduellement, la dette publique[970].

---

[968] Tironi, Eugenio, "La Concertación por la democracia chilena", *Op. cit.*, p. 85 ; « Es probable que la nueva democracia no hubiera resistido una crisis económica a comienzos de los 90, y que una situación semejante hubiese terminado en el retorno de Pinochet en gloria y majestad. La 'manija' para sostener el crecimiento y los equilibrios económicos estaba entonces en manos de la comunidad empresarial, la cual tenía un cordón umbilical con el régimen autoritario que en ese momento colapsaba. Por ende, era indispensable, para asegurar el éxito de la nueva democracia, crear confianza en la comunidad empresarial ».

[969] Entretien avec René Cortázar, ancien ministre du Travail du gouvernement Patricio Aylwin et économiste lié à la CIEPLAN. Voir : Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia*, *Op. cit.*, p. 534 ; « Por ejemplo, en la política de apertura, que fue una acción que empezó durante el régimen militar, de bajar drásticamente los aranceles en forma unilateral. Hubiera sido un grave error revertir esa política. Y se dijo muy expresamente que no sólo le íbamos a dar continuidad, sino que la íbamos a profundizar (…) Y dijimos expresamente que íbamos a mantener el sistema de AFP, de previsión privada, porque creemos que ese sistema es un activo para el país, y por lo tanto hay que perfeccionarlo y no revertirlo ».

[970] Arellano, José Pablo, "Del déficit al superávit fiscal: razones para una transformación estructural en Chile", *Estudios Públicos*, nº 101, 2006, p. 165-186. La règle de politique fiscale qui fut introduite en 2001 sur la base

> « Le budget du secteur public a été excédentaire de manière quasi-ininterrompue. Entre 1987 et 2004, l'excédent global fut en moyenne de 1% du PIB. Exceptionnellement, on enregistra un déficit dû à une décélération de la croissance et à une forte chute du prix du cuivre dans les années 1999-2003. Analysées en terme de tendance, ces dernières années affichent également un excédent. En accord avec notre précédent argument, le risque pays se situe plus bas, parmi les économies émergentes, et dans les classements de compétitivité internationale le Chili se situe parmi les pays les mieux évalués du monde concernant la qualité de sa politique fiscale. »[971]

On observe donc une certaine reconnaissance implicite du régime militaire pour avoir centralisé au ministère des Finances le contrôle du budget national, conférant, au passage, davantage de pouvoir au président de la République. Cette évolution fut confirmée par la Constitution de 1980, qui – suivant une matrice essentiellement autoritaire – concentra dans le pouvoir exécutif toutes les attributions pour l'administration financière de l'État[972].

> « Le gouvernement militaire qui prit le pouvoir en pleine crise fiscale introduisit une série de changements afin de centraliser tout le pouvoir dans les autorités du ministère des Finances et de contrôler les revenus et des dépenses publiques. »[973]

> « En termes fiscaux, le Chili est l'un des pays les plus responsables du monde. Mais la politique fiscale au Chili a également eu un autre impact plus structurel sur la croissance économique, en conservant un gouvernement d'une taille relativement limitée et en établissant une composition des dépenses gouvernementales qui favorise la croissance. »[974]

---

de 1% du PIB d'excédent structurel élargit la base de revenus qui se stabilisait et fixa par ailleurs un cadre à la politique anticyclique. Il s'agit donc d'un renforcement de la discipline fiscale par le biais de règles qui interdisent d'outrepasser les limites de dépenses imposées par la règle. La supposée "automaticité" de la règle permet donc, selon ses créateurs, de surmonter les situations conjoncturelles dérivées des changements de majorités politiques. On perçoit clairement ici une critique de l'activité politique (dangereuse), qui devrait rester subordonnée aux critères techniques de long terme, émanant des autorités économiques. La norme d'excédent fiscal se transforma en loi de responsabilité fiscale en 2006. Pour une critique bien construite de la règle de l'excédent fiscal, du point de vue de l'abandon des objectifs sociaux de l'État, consulter Fazio, Hugo, *TLC: El amarre del modelo*, Santiago, LOM Ediciones, 2004, p. 102-106.

[971] *Ibid.*, p. 166 ; « El presupuesto del sector público ha sido superavitario de manera casi ininterrumpida. Entre 1987 y 2004 el superávit global fue en promedio de 1% del PIB. Excepcionalmente se registró déficit de desaceleración del crecimiento y fuerte caída del precio del cobre en los años 1999-2003. Medido en condiciones de tendencia, estos últimos años también exhiben un superávit. Concordante con lo anterior, el riesgo país se ubica en los lugares más bajos entre las economías emergentes y en los rankings de competitividad internacional Chile se sitúa entre los mejor evaluados del mundo en relación con la calidad de su política fiscal ».

[972] La Constitution de 1980 confirma les modifications du décret-loi nº 1263 de 1975 portant sur les finances de l'État, qui – a leur tour – modifièrent les normes de l'ancien décret ayant force de loi nº 47, en vigueur depuis 1959. Arellano, José Pablo, *Op. cit.*, p. 171.

[973] *Ibid.*, p. 171 ; « El gobierno militar que tomó el poder en medio de una seria crisis fiscal introdujo una serie de cambios para centralizar todo el poder en las autoridades del Ministerio de Hacienda y controlar ingresos y gastos públicos ».

[974] De Gregorio, José, "Crecimiento económico en Chile: evidencia, fuentes y perspectivas", *Op. cit.*, p. 42. José de Gregorio, économiste lié à CIEPLAN, fut ministre de l'Economie (2000-2001) et est président de la Banque centrale depuis décembre 2007 ; « Chile en términos fiscales, es uno de los países más responsables del

Dans cette perspective, la valorisation du consensus – certainement à l'intérieur d'une élite réunissant les principaux acteurs économiques et politiques du pays – est considérée comme la grande réussite de la transition chilienne en termes de stabilité économique et de gouvernabilité politique. De plus, si cet accord général s'accompagnait au début de l'acceptation de situations effectivement héritées du régime militaire, en particulier dans les premiers moments de la transition, cette position se transformera plus tard en une sorte de norme implicite dont l'objectif était de contrôler l'incertitude des différents agents économiques et l'instabilité historique des comptes publics nationaux[975]. Pour les défenseurs de cette thèse, le point réellement marquant de la transformation économique chilienne ne doit pas être recherché dans les définitions du modèle, ni dans l'adéquation à certains paradigmes rigides. Bien au contraire, ce qui importe est l'apprentissage et l'adaptation pragmatique de la conduite économique de la *Concertación* aux conditions changeantes des marchés internationaux et à la situation sociopolitique du pays. D'où l'importance, vitale, du rôle des institutions, en particulier économiques, qui attestent du "sérieux" des engagements de l'État chilien.

> « Derrière ce consensus politique se dissimule la reconnaissance de l'importance de la solidité fiscale et des coûts élevés que le pays paya par le passé pendant les périodes de déséquilibre fiscal et de crises macro-économiques. Avec le retour à la démocratie en 1990, le principal objectif du consensus au sein de la coalition gouvernementale, était d'éviter les risques de débordement fiscal et de déséquilibres macro-économiques. La crise politique de 1973 ainsi que la grave crise économique de 1982 furent associées à des déséquilibres macros dont les coûts très élevés étaient encore très présents dans la mémoire de tous les acteurs. »[976]

La démonstration des réussites de l'économie chilienne post-dictatoriale se situerait donc dans sa reconnaissance internationale, et dans le fait qu'elle constitue une référence en

---

mundo. Pero la política fiscal en Chile también ha tenido otro impacto más estructural en el crecimiento económico, al mantener el tamaño del gobierno relativamente acotado y con una composición del gasto gubernamental que favorece el crecimiento ».

[975] Il convient de reconnaître également l'apport du Fonds du cuivre, créé en 1987 afin d'éviter l'influence des variations du prix de ce métal dans le budget public. L'idée de base était économiser les revenus issus de sa vente en période de prix élevés et de les ériger en instruments internationaux d'investissement, pour les utiliser ensuite en période de bas prix. Le Fonds du cuivre évite que les dépenses a ne s'étendent au-delà du supportable sur le moyen terme. Il fournit un financement à même de conférer une certaine fluidité au marché en favorisant des revenus constants en période de baisse des prix.

[976] Arellano, *Op. cit.*, p. 178 ; « Detrás de ese consenso político está el reconocimiento de la importancia de la solidez fiscal y el reconocimiento de los altos costos que el país pagó en el pasado en los episodios de desequilibrios fiscales y crisis macroeconómicas. Con el retorno a la democracia en 1990 el factor de consenso principal en la coalición gobernante era evitar los riesgos de un desborde fiscal y desequilibrios macroeconómicos. La crisis política de 1973 y la grave crisis económica de 1982 estuvieron asociadas a desequilibrios macro cuyos altísimos costos estaban muy presentes en la memoria de todos los actores ».

termes de libéralisation commerciale et financière, avec des niveaux élevés de régulation. En ce sens, la candidature du pays à l'OCDE[977], officiellement acceptée en mai 2007, serait une preuve supplémentaire du succès de la gestion des différentes équipes de la *Concertación*, ainsi qu'une sorte d'aval des politiques économiques incrémentales appliquées au Chili depuis 1990.

> « La clef d'une telle réussite, tout comme celle des pairs du Chili au sein de l'OCDE, tient avant tout à la qualité des institutions et des hommes qui se sont succédés aux commandes des instances économiques. Comme la Norvège, le Chili s'est doté d'instruments et d'institutions budgétaires exemplaires. Les deux pays disposent ainsi de fonds souverains, ou d'équivalents, qui fonctionnent en toute transparence, avec des règles claires (…) Le cas du Chili reste exceptionnel. Preuve de cette trajectoire exemplaire, le pays est en voie d'admission à l'OCDE. Ce pays émergent pourrait agir comme un facteur d'émulation pour d'autres, tout en contribuant à démythifier la malédiction des matières premières pour les pays en développement. »[978]

De toute évidence, la réussite des institutions est directement liée à la personnalité des dirigeants en place. Dans cette perspective, il n'est pas surprenant que cette thèse soit principalement défendue par ceux-là mêmes qui ont orienté cette stratégie. La société chilienne serait passée d'une étape d'excessive disposition au risque et au changement social dans les années 1960, à une sorte d'aversion à ce risque, liée à l'expérience difficile du coup d'État de 1973 et aux dix-sept années de dictature qui s'ensuivirent. L'opposition au régime militaire – d'après ce raisonnement – finit par s'adapter au rythme du calendrier autoritaire, acceptant progressivement les temps et les lieux établis par la Constitution de 1980. Au cœur de ce même processus avait été élaboré un discours gradualiste. Ce dernier affirmait que la seule sortie possible de l'autoritarisme passerait par l'acceptation et l'incorporation dans sa propre stratégie des éléments centraux de la modernisation capitaliste du groupe de Chicago. Ceux-ci semblaient d'ailleurs en accord avec les changements politiques et idéologiques que

---

[977] Organisation pour la coopération et le développement économique. Il s'agit d'une institution internationale intergouvernementale qui réunit les pays les plus industrialisés de l'économie de marché. Dans l'OCDE, les représentants des 30 pays membres se réunissent annuellement pour échanger de l'information et harmoniser des politiques dans le but de maximiser leur croissance. L'institution trouve ses origines dans l'Organisation européenne de coopération économique, créée en 1948 et dont l'objectif fut d'administrer le llan Marshall pour la reconstruction européenne suite à la Seconde Guerre mondiale. En 1960, alors que le Plan Marshall avait atteint son objectif, les pays membres se mirent d'accord pour inviter les États-Unis et le Canada à la création d'une organisation qui coordonnerait les politiques des pays occidentaux. La nouvelle organisation reçut le nom qu'elle porte encore aujourd'hui et l'on décida que son siège serait installé à Paris. Archivo de la Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. Disponible sur : http://www.bcn.cl/carpeta_temas_profundidad/temas_profundidad.2007-07-25.4772415999 (consulté le 24/08/2009).

[978] Havro, Gøril & Santiso, Javier, "La malédiction des matières premières?", *Repères. Centres de développement de l'OCDE*, nº 75, septembre 2008, p. 2.

connaissait le monde de la fin des années 1980. En définitive, et d'après ces arguments, le grand "mérite" de la dictature militaire serait d'avoir permis au Chili de réintégrer l'économie de marché.

> « Les Chicago Boys, forts d'une formation académique enrichie par leur passage à la gestion publique, et, pour la majorité, dans les réseaux historiques du secteur privé, échangèrent alors leur passion utopique pour l'expansion des entreprises dont ils prirent la direction. Cela eut des effets positifs pour celles-ci et l'économie chilienne dans son ensemble, comme on put l'observer pendant une bonne partie des années 1990. »[979]

> « Les principaux legs [du régime militaire], sont d'avoir réimplanté le système de marché et de la concurrence comme les principes structurants de l'économie et, avec eux, la priorité hautement politique accordée à l'équilibre macro-économique, en particulier du secteur public, et les critères d'efficience dans la gestion des entreprises publiques et des projets d'investissement. »[980]

Par conséquent, le tournant de la nouvelle coalition devait se situer à la fin de la répression politique. Il devait se fonder sur une nouvelle approche, centrée sur les politiques sociales, mais pas nécessairement sur un changement radical de modèle économique, puisqu'aucune alternative n'était alors envisageable et que toutes les tentatives historiques d'économie centralisée paraissaient s'écrouler sous leurs yeux. Le changement de posture n'est pourtant pas lié à une idée de société, mais plutôt au renoncement à un projet conçu dans l'hypothèse d'une démocratie impossible à atteindre. En revanche, l'idéal de la perfection a été laissé de côté au profit d'une perfectibilité tendant vers un horizon des possibles[981] :

> « Possibilistes" dans leur retour vers la démocratie, les Chiliens le sont aujourd'hui également dans leur vie démocratique, faite de débats (parfois vifs), de conflits, de consensus, d'arguments et de contre-arguments, une vie politique banalisée qui s'écrit non pas dans la poésie lyrique des grands élans révolutionnaires, mais dans une prose politique le plus contenue possible. »[982]

---

[979] Tironi, Eugenio, "La voluntad utópica", *El Mercurio*, 04/10/2002. Disponible sur : http://www.eugeniotironi.cl/inicio/columnas_detalle.php?id_columna=182 (consulté le 06/06/2009) ; « Los Chicago Boys, con una formación académica enriquecida por su paso por la gestión pública, y la mayoría con redes históricas en el sector privado, volcaron desde entonces su pasión utópica a la expansión de las empresas de las que se hicieron cargo. Esto tuvo positivos efectos para estas y la economía chilena en su conjunto, como se vio en buena parte de los años noventa ».

[980] Muñoz, Oscar, *El modelo económico de la Concertación 1990-2005 ¿Reformas o cambio?, Op. cit.*, p. 81 ; « Los legados principales (del régimen militar), a nuestro juicio, son haber reimplantado el sistema de mercado y de la competencia como principios ordenadores de la economía y, junto con ellos, la alta prioridad política dada al equilibrio macroeconómico, en particular del sector público, y los criterios de eficiencia para gestionar as empresas públicas y los proyectos de inversión ».

[981] Santiso, Javier, *Amérique Latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique, Op. cit.*, p. 82.

[982] *Ibid.*, p. 82.

Mobilisant principalement l'argument de l'appui électoral constant que reçoit la *Concertación* depuis 1988, cette vision pose comme acquis définitif le soutien de la majorité des citoyens chiliens à cette stratégie. Cependant, le talon d'Achille du modèle chilien de développement résiderait précisément dans son besoin fondamental de maintenir des taux de croissance économique élevés en permanence, étant donné le faible niveau de protection sociale assuré par l'État et la dépendance des familles à l'emploi fourni par le secteur privé.

> « Dans ce pays réel, une chute brutale et constante de la croissance affecte la viabilité de l'ordre social et politique actuel dans son ensemble, puisque celui-ci dépend dans une très large mesure d'une économie en constante expansion (…) la stabilité globale de la société chilienne serait compromise sans le maintien d'une certaine accélération de son économie. »[983]

> « La société de la croissance des années 1990 se transforme dans les années 2000 en la société de la post-croissance. Le pays du 7% devient le pays du 3%. Pour une société qui était devenue dépendante à la croissance, cela a été un coup féroce. Ce pays n'était pas seulement l'utopie d'une grande partie de la classe dirigeante ; c'était aussi le mécanisme sur lequel comptaient les Chiliens et Chiliennes afin d'obtenir les ressources afin de faire face à l'infortune ou de monter dans l'échelle sociale, »[984]

5.3.2 La thèse du "continuisme" et du "renoncement"

La thèse que nous avons décrite comme étant celle du "continuisme" (*continuismo*) et du "renoncement" paraît à première vue paradoxale dans sa définition. Elle englobe effectivement deux visions issues de pôles opposés du spectre idéologique chilien, mais qui, finalement, se rejoignent sur un point capital : le modèle économique appliqué par les trois gouvernements de la *Concertación* entre 1990 et 2006 ne serait pas différent – pour l'essentiel – de celui imposé par le régime militaire. Pour les uns, il serait fondamentalement néolibéral et le fruit d'un renoncement (critique de la gauche) et pour les autres, simplement libéral ou de libre marché, poursuivant la tâche du régime militaire, mais dans une usure progressive et un manque de modernisation (critique de la droite).

---

[983] Tironi, Eugenio, *El cambio está aquí*, Santiago, La Tercera Mondadori, 2002, p. 90 ; « En este país real, una caída drástica y constante del crecimiento afecta la viabilidad del orden social y político actual en su conjunto, pues éste depende críticamente de una economía en constante expansión (…) la estabilidad global de la sociedad chilena se desplomaría si no mantiene una cierta aceleración de su economía ».

[984] Tironi, Eugenio, "El Chile que viene ya llegó", *Revista Rocinante*, 16/04/2002. Disponible sur : http://www.eugeniotironi.cl/inicio/columnas_detalle.php?id_columna=210 (consulté le 06/06/2009) ; « La sociedad del crecimiento de los 90 se transformó en los 2000 en la sociedad del post-crecimiento. El país del 7% se convirtió en el país del 3%. Para una sociedad que se había hecho adicta al crecimiento, este ha sido un golpe feroz. Aquel no era sólo la utopía de gran parte de la clase dirigente; era también el mecanismo con que los chilenos y chilenas contaban para obtener los recursos con los cuales responder al infortunio o ascender en la escala social ».

La critique de la gauche "extra-concertationniste"

D'après la critique de gauche[985], la *Concertación* renonça à son projet originel. Celui-ci visait au maintien de la gouvernabilité et à éviter le conflit avec le patronat, la droite politique et en particulier avec les militaires, dirigés par le général Pinochet et soutenus par les institutions issues de la Constitution de 1980[986]. De cette manière, la *Concertación* aurait abandonné la possibilité d'un modèle alternatif d'économie mixte dans lequel l'État et les divers acteurs sociaux auraient joué un rôle actif face au capital privé. D'autre part, les travailleurs auraient récupéré nombre de leurs droits perdus avec la réforme du travail de 1979, en même temps que seraient examinés les systèmes de santé, d'éducation et de pensions privés. En effet, même les privatisations réalisées dans les dernières années du régime militaire auraient dû être révisées de manière exhaustive. Selon ce point de vue, une meilleure réforme fiscale aurait également permis de compenser les inégalités en matière de distribution du revenu. Cependant, toujours d'après cette thèse, le projet fut abandonné quelques semaines seulement après que le premier gouvernement de la *Concertación* ait assumé le pouvoir, le 11 mars 1990.

> « L'administration Aylwin fit sien le modèle économique de la dictature. Les objectifs programmatiques, en grande partie, ne furent pas atteints ou l'on adopta des mesures contradictoires. Les buts de justice sociale, de participation citoyenne et d'autonomie nationale entrèrent en contradiction absolue avec un modèle économique profondément centralisateur, antinational et anti-démocratique. »[987]

> « Notre grande faille fut que nous étions tellement aveuglés par la dictature, le regard fixé sur l'axe démocratie-dictature, que nous ne vîmes pas Reagan à nos côtés, l'offensive néolibérale qui apparaissait et se chargeait de tout. Nous n'avons pas réalisé le même effort réflexif au sujet des changements de

[985] Dans ce cas, nous faisons référence à la gauche "extra-concertationnista", c'est-à-dire celle qui ne participe pas à la coalition gouvernementale (comme le Parti communiste et la gauche chrétienne par exemple) ou qui, à un moment donné, en fit partie (comme le Parti humaniste). Certains secteurs appartenant à la *Concertación* ont également défendu cette thèse, en particulier le Parti socialiste et même la Démocratie chrétienne, mais en restant à l'intérieur de la coalition.

[986] Il est nécessaire de rappeler que le général Pinochet continua à assumer le charge de commandant en chef de l'armée de mars 1990 à mars 1998, alors qu'il était Sénateur à vie, jusqu'au moment de son arrestation à Londres le 16 octobre de la même année.

[987] Fazio, Hugo, *El programa abandonado: Balance económico social del gobierno de Aylwin*, *Op. cit.*, p. 175 ; « La administración Aylwin hizo suyo el modelo económico de la dictadura. Los objetivos programáticos en un alto porcentaje no se cumplieron o se adoptaron medidas en contradicción con ellos. Los propósitos de justicia social, participación ciudadana y autonomía nacional entraron en contradicción absoluta con un modelo económico profundamente concentrador, antinacional y antidemocrático ».

l'économie. C'est ainsi que s'imposèrent l'ultra rénovation au sein du PS et le libéralisme progressiste dans la *Concertación.* »[988]

Cette critique prit de l'ampleur à partir de la seconde moitié des années 1990, en particulier suite à la publication de l'ouvrage du sociologue Tomás Moulian, *Chile actual, anatomía de un mito* (*Le Chili actuel, anatomie d'un mythe*), en juillet 1997. Dans cet essai, rapidement devenu un "*best seller*"[989], l'auteur questionne les fondements du modèle économique chilien, qu'il considère comme un simple mythe né d'une transition qui occulta la défaite et la soumission des forces démocratiques à l'héritage du régime militaire.

Sa principale critique s'adresse précisément au "consensus" politico-économique imposé aux Chiliens comme monnaie d'échange pour sortir de l'autoritarisme. Il ne s'agirait donc pas d'un accord majoritaire ni même du reflet de la souveraineté populaire. Au contraire, la majorité de la population aurait soutenu la fin, non seulement de la dictature politique, mais aussi du modèle économique. Voici donc quelle serait la raison fondamentale qui expliquerait le désenchantement de la population vis-à-vis de l'activité politique et des projets sociaux collectifs.

> « Le consensus, c'est la déclaration de la supposée, de l'imaginaire harmonie. Les désaccords concernant les caractéristiques du développement économique imposé par la dictature militaire paraissent se dissiper, depuis le moment même où l'étole présidentielle [*banda presidencial*] passa des mains de Pinochet à celles d'Aylwin. C'est l'affirmation que le problème du capitalisme "pinochetiste" était Pinochet au gouvernement. »[990]

Le citoyen de ce prétendu "désert" néolibéral n'aurait d'autre choix que la consommation, l'anomie et l'enfermement en tant qu'individu, sans autre horizon que la privatisation de sa vie et l'accès au crédit comme unique moyen d'accéder aux biens que lui

---

[988] Entretien avec Jorge Arrate, ancien ministre de l'Education (1992-1994) et du Travail (1994-1998). Voir : Jorge Arrate: "Sin pacto no hay por qué votar por el mal menor en segunda vuelta", *El Clarín de Chile*, 15/02/2009. Disponible sur : http://www.elclarin.cl/index.php?option=com_content&task=view&id=15140&Itemid=2729# (consulté le 07/06/2009) ; « La gran falla nuestra fue que estábamos con la mirada tan puesta en la dictadura, en el eje democracia-dictadura, que no vimos a nuestro lado a Reagan, la reaganomics, la ofensiva neoliberal que se asomaba y hacía cargo de todo. No le dedicamos el mismo esfuerzo reflexivo a los cambios de la economía. De ahí que se impusieran la ultra renovación en el PS y el liberalismo-progresista en la Concertación ».

[989] L'ouvrage fut vendu à plus de 30.000 exemplaires durant la première année, ce qui constitue un véritable record pour le petit marché éditorial chilien.

[990] Moulian, Tomás, *Chile actual. Anatomía de un mito, Op. cit.*, p. 37 ; « Consenso es la enunciación de la supuesta, de la imaginaria armonía. Los desacuerdos respecto de las características del desarrollo económico impuesto por la dictadura militar aparecen desvaneciéndose, desde el momento mismo que la banda presidencial pasó de las manos de Pinochet a las de Aylwin. Es la enunciación de que el problema del capitalismo pinochetista era Pinochet en el gobierno ».

offre le marché au travers d'une publicité omniprésente[991]. Le consensus serait ainsi un acte fondateur du Chili contemporain, construit sur l'oubli imposé par des élites plus préoccupées par la garantie de la gouvernabilité que par la nécessité d'assumer leurs responsabilités sous la dictée des urnes et des promesses de changement social. L'argument en faveur de la *Concertación*, argument fondé sur ses triomphes électoraux, ne pouvait durer : le système électoral binominal fait en effet obstacle à l'apparition d'autres courants politiques. Face à des alternatives aussi limitées, le citoyen vote alors simplement en fonction des souvenirs de la démocratie promise par la *Concertación*, ou du rejet viscéral de la droite inscrit dans la mémoire de l'autoritarisme, mais sans aucune conviction ou espoir de réel changement. L'autre réponse justesse limiterait à celle qu'utilisent un nombre croissant de citoyens, en particulier les jeunes[992], choisissant l'abstention ou la non-inscription sur les registres électoraux[993], comme le montent les tableaux suivants. On peut y observer une nette diminution de la participation électorale, surtout à partir de 1997 :

Abstention électorale, votes blancs et nul ; Chili 1988-2001 (%)

Élections	Abstention	Blancs	Nuls	Total
Plébiscite 1988	2,69	0,90	1,30	4,89
Présidentielles 1989	5,26	1,10	1,40	7,76
Municipales 1992	10,20	5,86	3,06	19,12
Présidentielles 1993	8,71	1,85	3,68	14,24
Municipales 1996	12,14	3,02	7,95	23,11
Parlementaires 1997	13,70	4,37	13,54	31,61
Présidentielles 1999	10,11	0,70	1,97	12,78
Présidentielles 1999	9,42	0,55	1,28	11,25
Municipales 2000	13,23	5,50	2,56	21,29
Parlementaires 2001	13,42	2,92	8,02	24,36

Source : Registre Électoral et ministère de l'Intérieur du Chili, dans : Parker, Cristián, "Abstencionismo, juventud y política en Chile actual", *Estudios Avanzados Interactivos. Revista Idea*, Vol. 2, nº 4, 2001, p. 3.

[991] Ce thème a également été traité en profondeur par Tomás Moulian dans un autre de ses ouvrages publié en 1998 : Moulian, Tomás, *El consumo me consume*, Santiago, LOM ediciones, 1998.

[992] Sur la désaffection des jeunes Chiliens et Latino-américains en général, en fonction de leurs systèmes politiques : Hopenhayn, Martín, "Inclusión y exclusión social en la juventud latinoamericana", *Pensamiento Iberoamericano*, nº 3, 2ª época, 2008, p. 49-71.

[993] Il convient de rappeler, comme le fait fort bien Cristián Parker, qu'au Chili, l'abstention électorale est punie par la loi pour les citoyens inscrits sur le registre. Cependant, l'inscription sur les registres électoraux est volontaire. De telle sorte que l'obligation de voter sous peine de sanction peut aisément être contournée par la non inscription sur les registres en question. Parker, Cristián, "Abstencionismo, juventud y política en Chile actual", *Estudios Avanzados Interactivos. Revista Idea*, Vol. 2, nº 4, 2001, p. 1-23 ; disponible sur : http://web.usach.cl/revistaidea/html/revista%204/pdf/C_Parker.pdf (consulté le 24/08/2009). D'autres auteurs comme Patricio Navia soutiennent que l'abstention électorale au Chili n'a pas connu de grands changements sur le long terme, la participation élevée de 1988 et 1989 ayant représenté une situation exceptionnelle résultant de dix-sept années de dictature et, de fait, du manque de participation sociale. Voir : Navia, Patricio, "Participación electoral en Chile, 1988-2001", *Revista de Ciencia Política*, Vol. 24, nº 1, 2004, p. 81-103.

Participation des jeunes aux scrutins chiliens, 1988-2001 (%)

Processus électoraux	Tranches d'âge			Jeunes de:
	18-19	20-24	25-29	18-29
Plébiscite 1988	5,50	15,66	14,83	**36,00**
Présidentielles et parlementaires de 1989	2,96	15,31	15,17	**33,44**
Conseil Municipal 1992	2,69	12,19	15,06	**29,95**
Présidentielles parlementaires de 1993	3,02	10,99	14,57	**28,58**
Conseil Municipal 1996	1,23	7,91	13,13	**22,27**
Parlementaires 1997	1,06	6,75	12,08	**18,89**
Présidentielles 1999	0,96	4,84	10,25	**16,05**
Conseil Municipal 2000	0,89	4,18	9,50	**14,56**
Parlementaires 2001	0,69	3,93	8,40	**13,02**

Source : Registre Électoral et ministère de l'Intérieur du Chili, dans : Parker, Cristián, *Op. cit.*, p. 5.

Chez les historiens qui souscrivent à la thèse du renoncement, on notera un positionnement très critique vis-à-vis de la *Concertación*, finalement moins lié à sa gestion macro-économique ou à sa lutte contre l'extrême pauvreté qu'au fait d'avoir abandonné sa critique originelle du modèle économique du régime militaire et d'avoir ainsi adopté les "dieux qu'auparavant elle brûlait"[994]. Le Chili du début du XXIème siècle ne serait donc pas si différent de celui de la fin du XIXème siècle, appelé "République du salpêtre" *(República Salitrera*). Comme à cette époque, le Chili serait toujours un pays économiquement dépendant de l'exploitation de ressources naturelles de base (qui représentent 90% de ses exportations, mais sont désormais plus diversifiées) et de l'intérêt étranger à investir des capitaux et à transférer des technologies jusqu'aux lointaines contrées chiliennes[995].

> « (…) la récupération qui fut effectivement expérimentée durant les dernières années de la dictature, sans compter la tendance mondiale à l'ouverture commerciale et au renforcement des économies de marché, conduisit à une légitimation finale du modèle, même auprès de nombre de ses détracteurs. Ainsi, dès le début de la transition à la démocratie en 1990, le pays assista au paradoxe

[994] De l'autre côté de la balance, le sociologue, essayiste et ancien directeur du Secrétariat aux communications du gouvernement de Patricio Aylwin, Eugenio Tironi, a fortement critiqué cette thèse, la considérant purement conservatrice, même si elle provenait de la gauche : "À partir de là prend corps, même dans des cercles de gauche et progressistes, un discours classiquement conservateur. Celui-ci se caractérise par le regard suspect et chaque fois plus indéniable porté sur le niveau et le rythme du progrès économique atteint par le Chili dans les années 1990, ainsi que sur le niveau de liberté qu'ont conquis les Chiliens et les Chiliennes". Tironi, Eugenio, *La irrupción de las masas y el malestar de las elites*, Santiago, Editorial Grijalbo, 1999, p. 51.

[995] Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile III. La economía: mercados, empresarios y trabajadores*, Santiago, LOM, 2002, p. 61. Dans cette première ligne critique, notons également le travail de Guillaudat et de Mouterde : Guillaudat, Patrick & Mouterde, Pierre, *Los movimientos sociales en Chile 1973-1993*, Santiago, LOM ediciones, 1999, notamment le chapitre IV.

suivant : beaucoup d'entre eux, désormais installés aux principaux postes de formulation et de conduite de la politique économique, choisirent de préserver certains des traits essentiels de l'orthodoxie néolibérale. »[996]

La critique de la droite conservatrice

De l'autre côté du spectre politique, c'est-à-dire celui de la droite conservatrice, une critique récurrente a été émise : celle, non pas du modèle en lui-même, mais de la gestion économique de la *Concertación*, surtout à partir de la crise asiatique de 1998. Cette critique provient principalement des centres d'études ou *Think Tanks*[997] qui accueillirent nombre d'anciens fonctionnaires du régime militaire, dont certains avaient eu des responsabilités importantes dans l'administration économique. Ces économistes défendent ainsi le modèle économique à outrance, mais dans sa version "originale", c'est-à-dire, sans toutes les régulations qu'introduisent désormais les gouvernements de la *Concertación* depuis 1990. Ils se déclarent donc en faveur d'une moindre régulation et de davantage de marché puisque, selon eux, ce dernier est seul capable de produire la nécessaire flexibilité qu'impose la concurrence globale.

Cette thèse se fonde sur l'idée que les économistes de la *Concertación* poursuivirent simplement la stratégie économique que le régime autoritaire avait développée durant dix-sept années de gouvernement, abandonnant au passage les idées "étatistes" et "structuralistes" qu'ils avaient défendues, en particulier dans les années 1980. Mais surtout, dans cette perspective, les économistes "concertationnistes" auraient occulté la critique acharnée des réformes de libre marché et des privatisations qu'ils auraient faites simplement leurs, faisant preuve d'un pragmatisme et d'un réalisme politique considérables. Cependant, après huit ans de changement de régime, la crise asiatique fit resurgir les critiques "socialistes" du modèle économique ainsi que les "recettes interventionnistes" soi-disant abandonnées. Entre-temps, le dynamisme initial des réformes micro-économiques de marché des années 1980 avait été perdu, laissant des chantiers en attente, tels la modernisation de l'éducation, la santé publique, les privatisations et le marché du travail.

---

[996] *Ibid.*, p. 60 ; « (…) la recuperación que efectivamente se experimentó durante los últimos años de la dictadura, más la tendencia mundial hacia la apertura comercial y el fortalecimiento de las economías de mercado, condujo a una legitimación final del modelo incluso ante muchos de sus detractores. Así, al iniciarse la transición a la democracia en 1990, el país asistió a la paradoja de que muchos de éstos, instalados ahora en los principales puestos de formulación y conducción de la política económica, optaran por preservar algunos de los rasgos esenciales de la ortodoxia neoliberal ».

[997] Nous faisons essentiellement référence à l'Institut liberté et développement (www.lyd.cl) et au Centre d'études publiques (www.cepchile.cl), tous deux très proches des cercles patronaux et politiques conservateurs chiliens. Dans le chapitre VI de la présente thèse doctorale, nous traitons en profondeur le thème des *Think Tanks* au Chili.

> « Le Chili se différencie de l'Amérique latine en cela qu'il ne connaît pas de crise imminente. Cependant, nous allons célébrer un quinquennat avec des résultats très inférieurs à ceux dont nous avions l'habitude, à ceux auxquels nous croyions avoir droit, et à ce dont nous avons probablement besoin pour maintenir les délicats équilibres sociaux et politiques propres au pays en développement (…) La détérioration de ces réformes (micro-économiques), l'absence de nouvelles initiatives ou les deux facteurs à la fois expliquent notre stagnation actuelle. »[998]

> « Que s'est-il passé? Pour qu'une économie offre des opportunités aux gens, il faut avoir un taux de croissance élevé! C'est une condition nécessaire, essentielle, sans laquelle on ne peut aspirer à l'équité. Et dans le sens où nous allons, on n'obtient ni croissance ni équité. »[999]

Par conséquent, et toujours d'après cette vision, la *Concertación* aurait rapidement perdu son impulsion modernisatrice, cédant aux pressions de divers groupes d'intérêt et limitant le libre jeu des forces du marché. L'excès de régulation, la corruption et l'interventionnisme électoral – entre autres causes multiples évoquées – auraient ainsi lentement sapé les fondements des réformes structurelles des années 1970-1980, limitant les possibilités de croissance de l'économie chilienne. C'est la raison pour laquelle les chiffres de l'expansion économique auraient à peine dépassé 4% à partir de 1998, alors que de 1986 à 1997 – pendant la "période dorée" –, ils se seraient maintenus autour du spectaculaire pourcentage de 7,2% annuel en moyenne. Dans cette perspective, le Chili aurait cessé d'être un leader régional pour stagner et même "s'endormir sur ses lauriers", laissant s'échapper la possibilité d'atteindre des taux de croissance similaires à ceux des économies asiatiques émergentes ou le niveau de revenu par habitant d'un pays comme le Portugal[1000].

> « Malheureusement, ce rêve [le développement pour 2010] ne va pas se concrétiser pendant la célébration du bicentenaire de l'Indépendance, puisque le

---

[998] Büchi, Hernán, "¿Fracaso del Modelo?", *El Mercurio*, Economía y Negocios, 01 octubre 2002, p. 2 ; « Chile se diferencia de Latinoamérica en que no tiene una crisis inminente, sin embargo, vamos a cumplir un quinquenio con resultados muy inferiores a los que acostumbrábamos, a los que nos creíamos con derecho, y a lo que probablemente necesitemos para mantener los delicados equilibrios sociales y políticos propios de países en desarrollo (…) El deterioro de esas reformas (microeconómicas), la falta de nuevas iniciativas o ambos factores a la vez explican nuestro estancamiento actual ».

[999] Entretien avec Carlos Cáceres, ancien ministre des Finances et de l'Intérieur du régime militaire. Voir : Correa, Raquel, "Si fuera Ministro de Hacienda...", *El Mercurio*, Reportajes, 14/04/2002. ; « ¿Qué paso? Para que una economía le dé oportunidad a toda la gente, ¡se requiere tener una alta tasa de crecimiento! Es una condición necesaria, esencial, sin la cual no se puede aspirar a equidad. Y como vamos, no se consigue ni crecimiento ni equidad ».

[1000] Nous utilisons la référence du Portugal (US$ 22.000 de revenu par habitant en 2008), parce que dans le débat économique chilien, ce pays a régulièrement été mentionné comme un but auquel le Chili pouvait aspirer à parvenir à court terme (à l'horizon 2020), tant qu'il maintiendrait des taux de croissance économique au moins égaux à 6% par an. Voir : Engel, Eduardo, "Chile vs. Estonia: mito y realidad", *La Tercera*, Reportajes, 16/12/2007. ou: Rivera, Raúl, "Portugal en la mira. ¿Es posible alcanzar el desarrollo el 2015?", *La Nación*, sección Economía, 01/09/2008.

> taux de croissance moyen annuel observé depuis la promesse de cet objectif a été de seulement la moitié de celui atteint pendant la "période dorée" de notre économie. C'est une ironie du sort de voir que ce qui s'est passé durant les dernières décennies ressemble tant à la situation du Chili à la veille de la célébration du centenaire [1910]. »[1001]

> « [À propos de Carlos Cáceres, ancien ministre du régime de Pinochet] Grand partisan du modèle économique imposé par le gouvernement militaire, il concède à la *Concertación* le seul mérite "d'avoir maintenu le système". Il note bien Foxley, dans le gouvernement d'Aylwin, mais il est en désaccord profond avec la gestion de la crise asiatique sous Aninat, avec Frei. "C'est impressionnant la manière dont se sont alors envolées les dépenses publiques", dit-il, et il ajoute que le monde a surmonté cette crise, mais que le Chili, "bien qu'allant mieux que ses voisins" continue de payer des coûts aggravés parce que le pays s'était habitué à la croissance. »[1002]

Cette critique dénote un certain pessimisme quant à la tendance de la *Concertación* à céder à la "tentation populiste"[1003] ; celle-là même qui aurait repris avec force l'Amérique latine avec les gouvernements de Hugo Chávez, d'Evo Morales et de Néstor Kirchner[1004]. En ce sens, ils manifestent indirectement leur désir de reprendre les rênes de la conduite économique du pays, chose à laquelle ils se sont préparés depuis 1990 depuis leurs centres d'études ou *Think Tanks* spécialisés. Ils sont d'ailleurs parvenus à atteindre un niveau d'influence importante dans la presse, mais également à l'intérieur même du gouvernement "concertacionniste" en participant à pratiquement toutes les commissions d'études concernant les politiques publiques. D'une certaine manière, ils se considèrent comme les créateurs du modèle et affirment qu'ils sont les mieux préparés pour le diriger une fois que la transition à la démocratie sera considérée comme absolument terminée. Ils réclament la paternité de ce modèle et soutiennent que le moment est venu de l'administrer à nouveau lorsque la droite aura gagné les élections. L'argument d'une nécessaire "alternance" au

---

[1001] Larroulet, Cristián, "Chile más allá del bicentenario: hacer realidad el sueño del desarrollo", *documento LyD*, 2005, p. 2 ; « Desgraciadamente ese sueño (el desarrollo para el 2010) no se va a concretar durante la celebración de Bicentenario de la Independencia, ya que la tasa de crecimiento promedio anual desde que se prometió esa meta ha siso sólo la mitad de la que logramos en el período de oro de nuestra economía. Resulta irónico que lo que ha ocurrido durante las últimas décadas se parezca mucho a lo sucedido en el Chile *ad portas* de la celebración del centenario ».

[1002] Correa, Raquel, *Op. cit.*, p. 1 ; « (sobre Carlos Cáceres, ex-Ministro del régimen militar) Gran partidario del modelo económico impuesto en el gobierno militar, le concede a la Concertación sólo el mérito de 'haber mantenido el sistema'. Califica bien a Foxley, en el gobierno de Aylwin, pero está en desacuerdo profundo con el manejo de la crisis asiática en el período de Aninat, con Frei. "Es impresionante cómo se disparó entonces el gasto público", dice y agrega que el mundo ha superado esa crisis, pero Chile, 'aunque mejor que sus vecinos', sigue pagando costos, agravados porque el país se había acostumbrado a crecer ».

[1003] Freidenberg, Flavia, *La tentación populista: una vía de acceso al poder en América Latina*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007.

[1004] Larroulet, Cristián, "La lucha contra el populismo: el caso de Chile", *Serie Informe Económico LyD*, nº 172, 2006, p. 1-22.

pouvoir viendrait également justifier leur démarche, de même que celui de l'usure de la *Concertación* après presque vingt ans de gouvernement.

> « Nous ne nous sommes ni conformés aux exigences de flexibilité et d'adaptabilité qu'exige le marché du travail moderne, ni aux conditions de qualité de l'éducation que requiert le monde de la connaissance. Ceci explique que le pays soit passé d'un taux de croissance de 7% annuel, qui permettait d'avoir le rêve d'être un pays développé pour le Bicentenaire, à une moyenne de croissance de seulement 4% par an, que nous avons connue ces 7 dernières années. »[1005]

> « [L'économie chilienne] Cela fait une décennie qu'elle montre des signes évidents d'épuisement : nous avons eu une croissance de 7,6% par an entre 1986 et 1997 et ensuite, elle se réduisit à moins de 4% entre 1998 et 2008. Après la crise asiatique, le Chili a crû de la moitié de ce qu'il croissait avant, et il n'a donc pas profité d'une période extraordinaire de l'économie mondiale. »[1006]

Le besoin d'incorporer "plus de marché" et non le contraire, constitue l'un des arguments les plus forts utilisés pour compenser la critique visant les bases du modèle économique. Or, si ce dernier a commencé à montrer des fissures, cela est justement dû à l'absence de flexibilité et non pas à l'existence de failles dans ses fondements. C'est pour cette raison que le plus grand danger ne réside pas – comme dans les années 1960 et 1970 – dans les régimes socialistes, dont seuls Cuba et la Corée du Nord seraient des "reliques", mais dans le "populisme latino-américain", dont la recette consiste à augmenter les dépenses sociales, à élever le montant des impôts, à combattre l'initiative privée et finalement à générer de l'hyperinflation, ainsi que des conflits sociaux et davantage de pauvreté.

> « Le modèle d'économie de marché est celui qui est parvenu à générer la plus grande croissance et, de ce fait, il n'existe aucun pays qui ait laissé derrière lui le sous-développement sans avoir permis aux personnes de décider librement des biens et services qui doivent être produits. Les solutions centralisées ou populistes ne conduisent finalement qu'à la perpétuation de la pauvreté, comme l'ont démontré tant de pays qui sont passés par cette voie. »[1007]

[1005] Larroulet, Cristián, "Chile más allá del bicentenario: hacer realidad el sueño del desarrollo", *Op. cit.*, p. 8 ; « No nos hemos adecuado a las exigencias de flexibilidad y adaptabilidad que el mercado del trabajo moderno exige, ni tampoco a los requerimientos de calidad en la educación que el mundo del conocimiento requiere. Ello explica que el país pasara de una tasa de crecimiento del 7% anual, que permitía tener el sueño de ser un país desarrollado el Bicentenario, a tener sólo un 4% promedio anual de crecimiento, que hemos tenido durante los últimos 7 años ».

[1006] Larrain, Felipe, "Más allá de la crisis", *El Mercurio*, 10/03/2009, p. 2 ; « (la economía chilena) Hace una década que muestra evidentes señales de agotamiento: crecimos al 7,6% anual entre 1986 y 1997 y luego bajamos a menos del 4% entre 1998 y 2008. Luego de la crisis asiática, Chile ha crecido la mitad de lo que lograba antes, y desaprovechó así un período extraordinario de la economía mundial ».

[1007] Entretien avec Hernán Büchi : "Hernán Büchi responde a las críticas al modelo económico", *Revista Libertad y Desarrollo*, nº158, octubre 2005, p. 15 ; « El modelo de economía de mercado ha sido el que ha

En définitive, les auteurs prônant cette vision soutiennent que le seul moyen de rester sur la voie de la croissance et d'améliorer la vie des personnes est d'introduire "plus de marché" dans le modèle économique et de le rendre plus efficient en diminuant la taille de l'État et en accordant davantage de liberté aux agents économiques, même lorsqu'il s'agit d'accroître les mécanismes d'équité sociale. Par conséquent, ils affirment que n'importe quel "retour" à d'autres systèmes considérés comme des générateurs de chômage, de pauvreté et d'inflation, devrait être rejeté. En ce sens, la *Concertación* représente un danger à moyen et long terme, dans la mesure où ils considèrent qu'elle abrite les forces étatistes qui tendent vers le "populisme" et le "socialisme". La conviction de la *Concertación* quant aux bienfaits de l'économie de libre marché étant, d'après eux, non pas réelle, mais circonstancielle.

5.3.3 La transition et le modèle économique : la controverse entre *auto-complaisants et auto-flagellants* à l'intérieur de la *Concertación*

Un des débats les plus intéressants à propos du modèle économique de la transition chilienne fut lancé en 1998, juste au moment où l'on commençait à ressentir dans le pays les conséquences de la crise financière des marchés asiatiques. La période coïncida par ailleurs avec un changement politique considérable. Le 10 mars de la même année, le général Pinochet abandonna la direction de l'armée pour assumer la charge de sénateur à vie, en accord avec la Constitution de 1980[1008]. L'arrivée de l'ancien dictateur dans la Chambre haute marquait en principe le début de tout un cycle de "normalisation" politique. L'ancien général s'en trouvait légitimé comme un élément clef d'une transition démocratique qui se voulait exemplaire aux yeux du monde, et où la combinaison de paix sociale et de croissance économique apparaissait comme un élément distinctif par rapport aux autres processus régionaux.

> « Lorsqu'on compare avec les diverses transitions à la démocratie qu'a connu le monde contemporain, celle du Chili, en toute justice et selon l'opinion de beaucoup, figure parmi les plus réussies. Ses deux premiers gouvernements de centre-gauche dans le cadre de la *Concertación* (Patricio Aylwin, 1990-1994 ; Eduardo Frei Ruiz-Tagle, 1994-2000) maintinrent la stabilité politique à l'intérieur d'un cadre constitutionnel, soutinrent la croissance économique à un taux en moyenne supérieur à 6% par an pendant huit ans et appliquèrent des

---

logrado generar mayor crecimiento y de hecho, no existe ningún país que haya dejado atrás el subdesarrollo sin haber permitido que las personas decidan libremente los bienes y servicios que deben ser producidos. Las soluciones centralizadas o populistas sólo llevan finalmente a la perpetuación de la pobreza, como lo han demostrado tantos países que han transitado por esa senda ».

[1008] Les détails de la transmission de la direction du commandement en chef de l'armée furent abondamment traités par la presse chilienne. A titre d'exemple : "Pinochet deja la comandancia del Ejército", *La Tercera*, sección política, 10/03/2008.

> politiques publiques pour faire face au grave déficit social accumulé sous le régime militaire. »[1009]

Cependant, au milieu de cette même année 1998, fut lancé un passionnant débat public au sein de la *Concertación* sur le modèle de développement ainsi que les avancées réalisées en termes de démocratisation au Chili. L'arrestation de Pinochet à Londres fit simplement accélérer ce processus et s'ouvrir la discussion portant sur des thèmes jusqu'alors occultés ou marginalisés de la scène publique[1010] :

> « Ce sont bien ces retours sur l' "objet transitionnel" qu'il convient d'analyser, notamment à partir de 1998, dans le sillage de l'affaire Pinochet au Royaume-Uni, puisque c'est à partir de cette année que devient possible une expansion graduelle du champ du dicible, du pensable et du publiable. L'année 1998 marque bien l'émergence de moments politiques d'élucidation, lesquels sont autant d'occasions de formuler de nouvelles approches sur cet objet problématique, mais aussi de mener des entreprises critiques au moyen de nouveaux essais »[1011].

L'origine de la discussion peut être datée à la fin de l'année 1997, lorsque la *Concertación* obtint des résultats électoraux plus faibles que ceux escomptés et considérés par beaucoup comme une défaite[1012]. S'y s'ajouta ensuite la publication du Rapport sur le développement humain du PNUD de 1998, qui révéla une série de critiques vis-à-vis du bilan social des gouvernements de la *Concertación*, constatant qui plus est une sorte de "malaise social" et d'incertitude croissante dans la population chilienne[1013].

> « Les doutes qui habitent les Chiliens quant au progrès effectif du pays sont installés. Il ne paraît pas "normal" que trois lustres de croissance économique

---

[1009] Wilde, Alexander, "Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 31, nº 2, 1999, p.473-500 ; "Cuando se la compara con las diversas transiciones a la democracia que ha habido en el mundo contemporáneo, la de Chile se cuenta, con justicia y en opinión de muchos, entre las de mayor éxito. Sus dos primeros gobiernos de centroizquierda con la Concertación (Patricio Aylwin, 1990-1994; Eduardo Frei Ruiz-Tagle, 1994-2000) mantuvieron la estabilidad política dentro de un marco constitucional, sostuvieron el crecimiento económico con un promedio superior a 6% anual durante ocho años e hicieron uso de políticas públicas para enfrentar el grave déficit social que se acumuló durante el régimen militar ».

[1010] À propos des arguments en faveur du retour de Pinochet au Chili et des problèmes que cela présentait pour la transition, voir : Lagos, Ricardo, Heraldo, Muñoz. & Slaughter, Anne-Marie, "The Pinochet Dilemma", *Foreign Policy*, nº 114, 1999, p. 26-39.

[1011] Joignant, Alfredo, "La politique des "transitologues" : Luttes politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie", *Politique et Sociétés*, Vol. 24, nº 2-3, 2005, p. 38.

[1012] Pour la première fois, la *Concertación* obtint à peine 50% des préférences électorales, alors qu'elle avait allègrement dépassé ce chiffre dans toutes les précédentes élections présidentielles, législatives et municipales depuis 1989.

[1013] Arrate, Jorge & Rojas, Eduardo, *Op .cit.*, p. 494. Le rapport complet de l'année 1998 : *Desarrollo Humano en Chile-1998. Las paradojas de la modernización*, est disponible *via* le lien Internet suivant : http://www.desarrollohumano.cl/eleccion1998.htm (consulté le 24/08/2009).

> ininterrompue n'aient pas modifié la distribution inégale du revenu (…) L'image claire obscure de la société suggère une évaluation nuancée de la modernisation. Les Chiliens paraissent décidément s'incorporer au processus en même temps qu'ils résistent à ses effets. »[1014]

Comme nous le mentionnions plus haut, la publication de l'ouvrage de Tomás Moulian, *Chile actual, anatomía de un mito*, en 1997, contribua également à fournir une base théorique à la position critique présente au sein de la *Concertación*, qui était non seulement centrée sur le domaine économique, mais aussi sur le politique, le social et le culturel[1015]. Mais cette approche ne fut divulgué qu'une fois rendu public un premier document signé par certains des membres les plus reconnus de la *Concertación*. Ils occupaient, dans l'ensemble – ou avaient occupé – des postes à haute responsabilité dans les gouvernements "concertationnistes". Ils jouaient par ailleurs un double rôle d'hommes politiques et d'intellectuels[1016]. Ce document vit le jour comme une réaction aux premiers questionnements qui surgirent concernant la transition chilienne et dont la principale source était le rapport du PNUD sur les paradoxes du développement chilien[1017]. À partir de ce moment, en désaccord avec leurs écrits, la presse écrite commença à les désigner – non sans une certaine ironie caricaturale – comme le groupe des *auto-complaisants* (*autocomplacientes*) par opposition à celui des *auto-flagellants* (*autoflagelantes*).

L'argument central des signataires du premier document (les "auto-complaisants") était que le soi-disant malaise de la société chilienne, lié à la transition et à certains aspects du modèle économique, était principalement dû à l'insécurité propre au système de libre marché et aux processus de modernisation en général ; mais qu'en définitive, le résultat de

---

[1014] PNUD, *Informe Desarrollo Humano en Chile - Año 1998*, Santiago, PNUD, 1998, p. 49 et 51 ; « Las dudas que albergan los chilenos acerca del progreso efectivo del país tienen asidero. No parece 'normal' que tres lustros de crecimiento económico ininterrumpido no hayan modificado la distribución desigual del ingreso (…) La imagen claroscura de la sociedad insinúa una evaluación matizada de la modernización. Los chilenos parecen incorporarse decididamente al proceso a la vez que resienten sus efectos ».

[1015] Pour une intéressante analyse critique concernant cet essai, nous conseillons la lecture de l'article de Joaquín Fermandois, qui rassemble les éléments du processus récent de modernisation chilienne, en condamnant la recherche d'absolu ou d'un certain romantisme qui surgirait de l'œuvre de Moulian et qui chercherait une sorte d'âme profonde dans l'histoire du Chili ; Fermandois, Joaquín, "Verdad y mito del Chile actual", *Estudios Públicos*, nº 69, verano 1998, p. 411-437.

[1016] Alfredo Joignant se réfère à ces personnes comme des "*transitologues*" qui passent du monde des sciences sociales à celui de la politique et vice versa, et qui, de plus, théorisent la matière alors que la frontière entre son intérêt scientifique et le champ du politique "performatif" n'est pas claire. Ce groupe rassemble des hommes politiques comme José Joaquín Brunner (sociologue), Genaro Arriagada (politologue), Eugenio Tironi (sociologue), Edgardo Boeninger (ingénieur), Enrique Correa (Philosophe), Eugenio Lahera (avocat et docteur en affaires publiques), Ernesto Ottone (sociologue), Ángel Flisfisch (sociologue) et Ignacio Pérez Walker (politologue) ; lesquels ont tous occupé des postes à responsabilité politique dans les gouvernements de Patricio Aylwin, d'Eduardo Frei ou de Ricardo Lagos. Voir : Joignant, Alfredo, *Op. cit.*, p. 36, 41.

[1017] Le document en question, qui regroupa 60 signataires, prit le caractère d'un manifeste collectif de ceux qui étaient favorables à la transition telle qu'elle avait été menée à bien depuis 1990 : *Renovar la Concertación. La fuerza de nuestras ideas*, Santiago, mayo de 1998.

l'expérience se révélait positif puisqu'elle avait favorisé des niveaux de bien-être économique encore jamais atteints auparavant par les Chiliens. Ainsi, le prétendu mécontentement ne serait pas si prégnant et serait même réfuté par les faibles taux de conflit social enregistrés par la société chilienne depuis 1990. En somme, le malaise serait plutôt propre à certaines élites politiques de la *Concertación* et de la gauche extraparlementaire (taxées de néoconservatrices) insatisfaites par la transition, et en aucun cas de la population en général, dont la volonté fut mal interprétée à cause de l'usage d'instruments statistiques peu fiables :

> « Ce qui existe vraiment, en revanche, mais certainement pas au point de provoquer des malaises spécifiques, c'est un désintérêt généralisé pour les thèmes sur lesquels la direction politique débat dans les médias de communication et un faible niveau d'identification des gens avec le secteur politique (…) Il s'agit d'une thèse conservatrice ancienne (aujourd'hui néoconservatrice) affirmant que les contradictions du capitalisme moderne sont la source de divers malaises dans la culture. Le récent Rapport sur le développement humain au Chili, intitulé "Les paradoxes de la modernisation", accrédite en partie cette thèse. »[1018]

La réponse au manifeste des signataires du premier document ne se fit pas attendre. En effet, quelques semaines plus tard, un second texte signé par un autre groupe transversal issu de la *Concertación* principalement composé de parlementaires, de quelques intellectuels et de dirigeants syndicaux (les *auto-flagellants*), fut publié dans les journaux[1019]. Ce texte reconnaît toute une série de réussites des deux premiers gouvernements "concertationnistes", en particulier celle de la lutte contre l'extrême pauvreté et une croissance économique accompagnée de paix sociale. Cependant, il met également l'accent sur les tâches encore en suspens ainsi que sur le sens qui doit être donné à la modernisation chilienne, au-delà de l'"intégrisme conservateur"[1020]. Les auteurs de ce document rejettent enfin le "triomphalisme" (*exitismo*) et la "complaisance" du premier document, et insistent sur le fait qu'on ne peut affirmer qu'une société telle que la chilienne soit réellement démocratique.

[1018] Brunner, José Joaquín, "Malestar en la sociedad chilena: ¿de qué, exactamente, estamos hablando?", *Estudios Públicos*, nº 72, primavera 1998, p. 191, 192 ; « Lo que sí existe, en cambio, pero seguramente no al punto de provocar específicos malestares, es un generalizado desinterés por los temas que la dirigencia política debate en los medios de comunicación y un bajo grado de identificación de la gente con el sector político (…) Es una antigua tesis conservadora (hoy neoconservadora) que las contradicciones del capitalismo moderno son la fuente de variados malestares en la cultura. El reciente Informe sobre Desarrollo Humano en Chile, titulado Las paradojas de la modernización, acoge parcialmente esa tesis ».

[1019] Ce second document signé par 140 personnalités de la *Concertación* fut intitulé : *La gente tiene razón. Reflexiones sobre las responsabilidades de la Concertación en los tiempos presentes* ("Les gens ont raison. Réflexions sur les responsabilités de la *Concertación* dans le temps présent"). Un résumé et analyse de celui-ci, dans l'édition du 14/06/1998 du quotidien *La Época*.

[1020] Arrate, Jorge & Rojas, Eduardo, *Op. cit.*, p. 503.

Cet “état” politique et social n’adviendrait, selon eux, que lorsque seraient corrigées les énormes inégalités économiques, et que serait surmonté le passé autoritaire ancré dans de nombreuses institutions héritées de la Constitution de 1980. C’est précisément dans le domaine institutionnel que se situe le point essentiel de cette critique, bien que le thème économique soit également présent :

> « Le document relève dans ce bilan la persistance d’importantes inégalités et privilèges, remarquant que “le pays présente des taux élevés de concentration du patrimoine et du revenu, alors que, d’un autre côté, on perçoit une stagnation des possibilités de mobilité sociale de nombreux secteurs de la population” (…) On doit affronter la prétention hégémonique de l’intégrisme conservateur qui admet la liberté uniquement en économie, pour laisser place à une culture de libertés et de droits. »[1021]

Un élément intéressant de ce débat est l’absence presque totale d’économistes, en particulier de ceux qui eurent des responsabilités dans les politiques mises en œuvre depuis 1990. Au contraire, les protagonistes furent surtout des professionnels des sciences sociales, qui avaient généralement fait partie des centres d’études et des *Think Tanks* d’opposition au régime militaire analysés dans la première partie de ce chapitre. Notre hypothèse est que, s’agissant d’une discussion qui traversa le domaine strictement “technique” des économistes, ces derniers préférèrent s’éloigner à la faveur de ceux qu’Alfredo Joignant appelle les “transitologues”[1022].

La discussion entre *auto-complaisants* et *auto-flagellants* dura plusieurs mois et donna lieu à de nombreux articles et entretiens dans les différents médias chiliens. L’arrestation de Pinochet à Londres accentua encore davantage la polémique puisqu’avec cet évènement, se trouvait abordé l’un des thèmes les plus tabous de la transition chilienne : l’inconfessable impossibilité de toucher légalement à l’ancien dictateur, du moins dans le cadre d’une transition démocratique “pactée”[1023]. De plus, la figure de Pinochet, ses privilèges ainsi que le fait qu’il continuait à occuper un espace de pouvoir politique constituaient des éléments

---

[1021] *La Época*, 14/06/1998 ; « El documento recoge en este balance la persistencia de importantes desigualdades y privilegios, señalando que ‘el país presenta altas tasas de concentración de patrimonio y del ingreso, mientras que por otro lado se percibe un estancamiento en las posibilidades de movilidad social de numerosos sectores de la población’ (…) Se debe enfrentar la pretensión hegemónica del integrismo conservador que admite la libertad sólo en el terreno de la economía, para dar paso a una cultura de libertades y derechos ».

[1022] Joignant, Alfredo, “La politique des “transitologues”…”, *Op. cit.*

[1023] Pour une analyse complète des implications nationales et internationales de l’arrestation de Pinochet à Londres, voir : Davis, Madeleine, *The Pinochet Case: Origins, Progress and Implications*, London, Institute of Latin American Studies, 2003. Consulter le chapitre IV consacré aux conséquences de cet événement sur la politique chilienne. En termes d’impact international de cet épisode, voir : Winter, Jay, *Dreams of Peace and Freedom: Utopian Moments in the Twentieth Century*, Yale University Press, 2006. Chap. 6. Dans le registre audiovisuel : Guzmán, Patricio, *Le Cas Pinochet*, 110 min, Éditions Montparnasse, 2001.

difficilement compréhensibles hors du Chili. L'exception de la transition chilienne tenait précisément au statut spécial de celui qui avait gouverné le pays d'une main de fer dix-sept années durant[1024].

> « La mise en détention de Pinochet et les évènements qui s'ensuivirent catalysent cette humeur nationale. Aussi improbables, sans précédents, et étonnants soient-ils, ces faits mettent à l'épreuve l'élément qui apparaissait comme inamovible dans la "transition pactée" du Chili et entourent de vulnérabilité une figure possédant un grand poids symbolique pour avoir été durant une génération au centre de la vie nationale, vilipendée ou célébrée par les divers secteurs de la population, supportée avec un certain fatalisme, peut-être par la majorité. »[1025]

Edgardo Boeninger, l'un des "*hommes de la transition*"[1026], réaffirme l'idée selon laquelle la présence de Pinochet à la direction de l'armée ne porta pas fondamentalement préjudice au travail des nouvelles autorités démocratiques. De cette manière, il accrédite la thèse de l'ancien dictateur comme facteur d'équilibre pendant la transition.

> « À vrai dire, Pinochet fut loyal envers le gouvernement [de la *Concertación*]. Il ne fit effectivement rien pour nuire au gouvernement durant ces quatre années (1990-1993). Il est vrai qu'il s'est opposé à des lois ou à des mesures en matière de droits de l'homme, mais cela n'était pas évident. Concernant d'autres sujets, il resta toujours en dehors, il n'influa jamais en quoi que ce soit. Ceci entraîna une certaine cohabitation avec un personnage odieux. »[1027]

La capture du général contribua donc à rompre le fragile équilibre de ceux qui – à l'intérieur de la *Concertación* – avaient échafaudé la trame complexe de négociations qui avaient façonné le modèle chilien de 1990 à 1998. L'irruption du passé, la mémoire et la soif de justice vis-à-vis des violations des droits de l'homme devinrent irrépressibles et d'autant plus justifiées par le soutien international et la répudiation généralisée de la figure de l'ancien gouvernant. Le Chili n'était pas un pays réconcilié avec lui-même, ni le lieu du

---

[1024] Concernant le rôle de Pinochet dans la transition démocratique chilienne ainsi qu'en tant que garant des institutions du régime militaire et du système économique, voir: Barton, Jonathan, "State Continuismo and Pinochetismo: The Keys to the Chilean Transition", *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 21, nº 3, 2002, p. 358-374.

[1025] Wilde, Alexander, *Op. cit.*, p. 1 ; « La detención de Pinochet y los acontecimientos que la siguieron catalizan este humor nacional. Improbables, sin precedentes, asombrosos de por sí, estos hechos ponen a prueba el elemento que aparecía como inamovible en la "transición pactada" de Chile y rodean de vulnerabilidad a una figura que lleva un gran peso simbólico por haber estado durante una generación en el centro de la vida nacional, vilipendiada o celebrada por distintos sectores de la población, soportada con cierto fatalismo, tal vez, por la mayoría ».

[1026] Cavallo, Ascanio, *Los hombres de la transición*, Santiago, Editorial Andrés Bello, 1992.

[1027] Serrano, Margarita, "El libro que revela su vida: Secretos de Boeninger", *El Mercurio*, El Sábado, 21/03/2009, p. 12 ; « En rigor, Pinochet fue leal al gobierno (de la Concertación). No hizo nada efectivo para 'fregar' al gobierno en esos 4 años (1990-1993). Sí se opuso a leyes o medidas en materia de derechos humanos, pero eso era obvio. En otras materias, tuvo las manos fuera siempre, nunca influyó en nada. Eso produjo una cierta convivencia con un personaje odioso ».

consensus concernant ses institutions politiques et son modèle de développement[1028]. Alexander Wilde met d'ailleurs l'accent sur l'importance de ces "irruptions" de la mémoire, lesquelles – d'après lui – échappèrent aux accords ou au consensus des élites, et cela même avant l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres[1029].

La rupture de ce pacte que l'élite politique avait négocié depuis 1989, permit de questionner publiquement les autres accords de la transition, y compris ceux liés au modèle économique, en particulier à un moment où la crise financière asiatique mit en évidence le manque de protection sociale face aux fluctuations de l'emploi et à la précarité des systèmes de sécurité sociale. Mais la critique accabla également les négociateurs de la "transition", en particulier ceux qui appartenaient à une coalition qui s'était battue pour le plein retour à la démocratie. Le doute portant sur la cause de l'absence de reformes politiques et économiques – en suspens depuis 1989 – fruit de la pression de l'opposition de droite, ou simplement du manque de conviction de la *Concertación* elle-même, survint alors.

> « Ce qui est très grave pour le Chili, c'est que le principe de la majorité n'a pas pu fonctionner, créant un malentendu entre la *Concertación* et la société concernant ce que celle-ci se propose de faire et néanmoins ne parvient pas à faire, ce qui démotive, démobilise et à la longue crée la confusion : l'issue de l'alternative selon laquelle les choses ne peuvent se faire par manque d'opérationnalité du principe de majorité ou par (...) manque de conviction, commence à ne plus être claire. »[1030]

Le débat entre *auto-complaisants* et *auto-flagellants* fut par conséquent l'un des premiers espaces d'ouverture et de critique de l'histoire récente du Chili et des pactes nés de la transition à partir d'une série d'événements qui s'accélèrent avec l'arrestation de Pinochet en Angleterre. La controverse sur le modèle économique surgit, en grande mesure, de la crise asiatique, mais également du défi lancé aux visions "transitolologiques" qui mettaient principalement l'accent sur les réussites de la transition démocratique chilienne, oubliant de fait ses faiblesses. Ces fragilités furent par ailleurs mises en évidence après la crise politique

---

[1028] Sur l'impossibilité de la réconciliation dans le cadre de la transition politique chilienne, voir : Lira, Elizabeth & Loveman, Brian, *El espejismo de la reconciliación política: Chile 1990-2002*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

[1029] Wilde, Alexander, *Op. cit.*, p. 2. Concernant la question de la mémoire durant le régime militaire, voir également : Stern, Steve J., *Battling for hearts and minds: memory struggles in Pinochet's Chile, 1973-1988*, Durham, Duke University Press, 2006.

[1030] Déclarations de Gonzalo Martner, économiste et ancien président du Parti socialiste, dans : Arrate, Jorge & Rojas, Eduardo, *Op. cit.*, p.526 ; « Lo que es muy grave para Chile es que el principio de mayoría no haya podido operar, estableciendo un equívoco entre la Concertación y la sociedad respecto a lo que ésta se propone hacer y sin embargo no logra hacer, lo que desmotiva, desmoviliza y a la larga confunde: empieza a no quedar claro si las cosas no se pueden hacer por falta de operatoria del principio de mayoría o por (...) falta de convicción ».

et diplomatique provoquée par l'arrestation, et ultérieurement le procès d'extradition de l'ancien dictateur. À partir de 1998, les questionnements liés au modèle économique devinrent plus fréquents. Cela créa un pôle critique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la *Concertación*, où les références à l'individualisme et à la perte des valeurs collectives étaient habituelles et où émergea l'idée d'une transition s'étalant indéfiniment dans le temps :

> « Les partis [de la *Concertación*] n'ont pas été à la hauteur pour reconstruire une culture humaniste suffisamment puissante pour le pays. Nous n'avons pas été à la hauteur du combat contre l'individualisme extrême ni de la reconstruction de la nation chilienne, qui a été si fragilisée par la dictature. »[1031]

Il s'avère évident qu'au-delà des positions en faveur ou à l'encontre de la stratégie chilienne de développement, le pays a subi d'énormes transformations depuis qu'en 1975, le régime militaire appliqua un programme destiné à en finir avec le modèle d'État "de compromis et de développement endogène"[1032]. Dans le chapitre suivant, il nous paraît donc intéressant d'analyser certaines des principales conséquences que cette transformation a eues sur la société chilienne, et en particulier sur la manière dont se construit le discours public.

[1031] Entretien avec Ricardo Núñez, ancien président et sénateur du Parti socialiste, dans : "La transición no está culminando bien", *El Mercurio*, Reportajes, 15/03/2009 ; « Los partidos (de la Concertación) no han estado a la altura de reconstruir una cultura humanista suficientemente poderosa para el país. No hemos estado a la altura de combatir el individualismo extremo ni de crear la reconstrucción de la nación chilena, que fue tan vulnerada por la dictadura ».

[1032] L'un des livres qui a probablement le plus célébré l'ensemble des changements imposés à l'économie du pays depuis 1975, est l'ouvrage collectif dirigé par les économistes de la PUC chilienne, Felipe Larraín et Rodrigo Vergara en 2001, et avec le soutien du *Think Tank* conservateur CEP (Centre d'études publiques) : Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo (Eds.), *La transformación económica de Chile*, *Op. cit.*

***Chapitre 6**. Quand peut-on dire qu'une révolution a triomphé ? Les nouvelles formes du discours économique libéral dans le Chili post-dictatorial*

« Les consommateurs sont les acteurs principaux d'une révolution non seulement économique, mais également politique et culturelle. D'une société où l'État se chargeait de tout jusque dans des années 1970, on est passé, dans les années 1980, à une prépondérance de l'entreprise, pour constater dans les années 1990 l'émergence d'une société où le consommateur est devenu le protagoniste »[1033].

EUGENIO TIRONI (sociologue et ancien directeur de communication du gouvernement de Patricio Aylwin 1990-1994).

« Actuellement, le métier d'économiste est l'un des plus importants et des plus respectés du pays. L'expertise technique de l'économiste, son langage sophistiqué et l'homogénéité de ses opinions sont devenus symboliquement pertinents afin d'apaiser les angoisses liées à la gestion de l'économie »[1034].

VERÓNICA MONTECINOS (sociologue et experte dans l'étude des économistes en Amérique Latine)

6.1 Le Chili des économistes

L'observation attentive du développement des sciences sociales au Chili permet de prendre la mesure de l'espace considérable occupé aujourd'hui par les économistes au sein de la sphère publique et privée. L'importance de cette catégorie d'universitaires dans les sciences sociales correspond effectivement à un phénomène généralisé[1035]. Ce processus, qui subit une accélération dans les années 1990, en particulier suite au tourbillon conservateur des administrations Reagan et Thatcher, était déjà bien visible au Chili depuis le milieu des années 1960. Il est peut-être même possible d'affirmer que progressivement, l'économiste s'est démarqué du monde des sciences sociales "molles". Il se positionnerait alors en articulateur d'un savoir scientifique et technique complexe, pourvu de "lois universelles" et

[1033] Tironi, Eugenio, *La irrupción de las masas y el malestar de las elites*, *Op.cit.*, p. 227 ; « Los consumidores protagonizan una revolución que no es sólo económica, sino también política y cultural. De una sociedad donde el protagonismo estaba hasta los 70 centrado en el Estado, se pasó en los 80' a otra centrada en la empresa, para pasar en los 90' a un tipo de sociedad donde el protagonista es el consumidor ».

[1034] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994*, Amsterdam, Rozenberg Publishing Services, 1998, p. 131 ; « Currently, economics is one of the country's most prominent and authoritative professions. The economists' technical expertise, sophisticated language and homogeneity of views have become symbolically relevant in the reduction of the anxieties related to economic management ».

[1035] Cet argument s'appuie sur l'article que nous avons publié en 2006, faisant également partie intégrante de notre projet de recherche doctorale : Gárate, Manuel, "El economista como profesional de las ciencias sociales. Reflexiones en torno a la experiencia chilena", dans De Cea, Maite & Gárate, Manuel (Eds.), *¿Qué tipo de nexos para qué tipo de políticas? Estudio comparado en diversos campos de intervención pública en Chile*, Santiago, Editorial Universidad Bolivariana, 2006, p. 85-99.

d'un langage empruntés largement aux développements mathématico-statistiques postérieurs à la Seconde Guerre mondiale[1036].

Dès lors, comment le statut de l'économiste a-t-il pu évoluer au point de devenir le conseiller technique le plus valorisé par les différents gouvernements, remplaçant même le traditionnel "homme d'État" dans l'espace du politique ?

6.1.1 L'invention de l'économiste comme conseiller-expert

La Grande Dépression des années 1930 aux Etats-Unis et en Europe entraîna le développement d'une discipline économique fortement liée à l'État qui introduisit les institutions publiques dans un domaine relevant jusqu'alors du secteur privé. L'émergence d'une nouvelle conception économique privilégiant la planification et l'instauration de dispositifs anticycliques et régulateurs du commerce mondial dissocia l'économie d'une assimilation unitaire aux idées du libre commerce. La figure de l'économiste anglais John Maynard Keynes ainsi que l'école économique inspirée par sa réflexion dominent la sphère publique et académique de la fin des années 1930 jusqu'au milieu des années 1960. L'économiste en vint à jouer pendant cette période, un rôle central dans les réseaux du pouvoir politique, ainsi que dans la mise en place de politiques publiques.

En Amérique latine, entre 1940 et 1950, un groupe d'économistes de la région, principalement lié à la CEPAL, commença à institutionnaliser un projet professionnel destiné à rénover la science économique et à réduire l'influence externe dans l'administration économique des pays latino-américains. Dans l'esprit de ces premiers économistes, les prémisses "apparemment" scientifiques du paradigme néoclassique brouillaient les objectifs idéologiques, et servaient de justification aux asymétries structurelles observées entre les pays industriels et les pays périphériques dont l'origine se trouvait vraisemblablement dans les racines historiques et sociales du sous-développement[1037].

L'économie cessa par conséquent d'être une discipline auxiliaire de la politique et de l'administration pour obtenir son propre statut de science sociale, avec ses sujets d'études et ses hiérarchies spécifiques. D'après la notion de "structures sociales" de Pierre Bourdieu,

---

[1036] Concernant la question de l'influence de la modélisation mathématique dans la discipline économique, voir : Lordon, Frédéric, "Le désir de "faire science", *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 119, septembre 1997, p. 27- 35.

[1037] Ocampo, José Antonio (Ed.), *La CEPAL en sus 50 años. Notas de un seminario conmemorativo*, *Op. cit.* Voir également : Halperin, Tulio, "La CEPAL en su contexto histórico", *Revista de la CEPAL*, nº 94, abril 2008,
p. 7-27 ; et : Devés, Eduardo, *El pensamiento latinoamericano en el siglo XX. De la CEPAL al neoliberalismo (1950-1990)*, Op. cit., p. 21-68.

cette nouvelle discipline a constitué un champ autonome du social[1038]. La nécessité de reconstruction liée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et celle de trouver une alternative au modèle des pays socialistes, incitèrent les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale à donner naissance à un nouveau système économique. Celui-ci s'appuya sur des institutions issues des accords de Bretton Woods. L'économiste formé dans les universités, pour la plupart nord-américaines, consolida ses connaissances en regard de ce cadre systémique. Ce professionnel participait activement à l'élaboration et au lancement de politiques publiques à l'accent fortement développementaliste et interventionniste, au niveau économique. Politique et économie n'étaient donc pas considérées comme des domaines différenciés, l'État étant le principal agent du développement ainsi que de la croissance économique. Ainsi, tout au long des deux premières décennies de l'après-guerre, le profil des grands économistes keynésiens était étroitement lié aux administrations du gouvernement nord-américain et aux institutions multilatérales de crédit (FMI et Banque Mondiale).

Parallèlement à ce phénomène de consolidation institutionnelle des économistes que nous qualifierons de développementalistes ou de "keynésiens", un nouveau type d'économiste apparaissait progressivement. Ce dernier revendiquait les théories du libre marché et dénonçait les effets supposés néfastes de la planification économique. Très marginale à ses débuts, cette école commença à occuper une place de plus en plus importante dans les universités du Centre-Ouest nord-américain (Chicago, Michigan, Notre Dame, Northwestern) traditionnellement moins prestigieuses que celles de l'Est (Harvard, Yale, Cornell, Princeton, Brown ou Columbia)[1039]. À la fin des années 1940, l'Université de Chicago devint alors le lieu d'accueil par excellence de ces économistes, européens pour la plupart et en particulier autrichiens. Ces derniers étaient reconnus pour leur solide formation mathématique et leur lien, d'une certaine manière, avec le cercle de Vienne et son programme néo-positiviste d'unification des sciences[1040]. La figure de Friedich Von Hayek, considéré comme l'un des pères de la pensée philosophico-économique néoclassique, se démarque tout particulièrement. Dans la mesure où ils ne disposaient pas des contacts

[1038] Bourdieu, Pierre, "Le champ économique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 119, nº 1, 1997, p. 48-66 ; voir également : Boyer, Robert, "L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 150, nº 1, 2003, p. 65-78. L'économiste Robert Boyer explique cette notion de champ de la manière suivante : « Par champ il faut entendre une délimitation du monde social que est régie par des lois et des codes propres, qu'il s'agisse de l'université, du journalisme, du monde littéraire, artistique ou politique qui forment autant d'univers de connivence et de jeux de rôle », dans : Boyer, Robert, "L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu", *Op.cit*, p. 66.

[1039] Ces universités traditionnelles du nord-est américain sont connues sous le nom de *Ivy League*.

[1040] Sur le développement contemporain du cercle de Vienne (Wiener Kreis), voir : http://www.univie.ac.at/ivc/ (consulté le 16/09/2009).

sociaux et politiques de leurs collègues de l'Est américain, et se trouvaient fragilisés par leur condition d'étrangers, ce profil mathématico-scientifique leur fut d'une grande utilité pour acquérir une légitimité au sein de leurs propres unités académiques. D'après Yves Dezalay, le langage des sciences dures se transforma de fait en une stratégie de valorisation symbolique[1041].

Les débuts des années soixante marquèrent donc l'explosion de la formation d'économistes aux Etats-Unis. Sur place, le processus de sélection était très exigeant pour les étudiants. Un haut niveau de spécialisation ainsi que des aptitudes mathématiques et d'adaptation étaient requis. La variable méritocratique jouait également un rôle important, dans un champ jusqu'alors dominé par les réseaux sociaux de l'élite WASP[1042]. L'élaboration d'une hiérarchie complexe et d'un classement alimenté par divers prix et chaires illustrèrent le niveau élevé de concurrence engendré par les universités qui participaient à ce programme. Rapidement, l'administration nord-américaine dut s'adapter à ce courant de fond et recourir aux prestigieux économistes issus de ces écoles. Ces derniers possédaient une maîtrise des outils mathématiques et statistiques de loin supérieure à ceux de leurs collègues de l'école développementaliste, alors contraints de témoigner de la perte de prestige de leurs idées face à la sophistication théorique des nouveaux experts. Ces économistes d'un nouveau genre promettaient en effet des solutions aux limites de la régulation keynésienne, fortement remise en question en raison des déficits publics et des coûts élevés de la guerre du Vietnam. Leurs réponses simples et directes à des problèmes relativement concrets leur ouvrirent chaque fois davantage les portes de l'espace décisionnel des politiques publiques. L'administration de Richard Nixon illustra tout particulièrement ce changement de paradigme. Mais cette place de plus en plus prédominante dans l'appareil de l'État, qui tendait à « absorber » complètement l'activité des individus concernés, n'empêcha en rien leur expansion universitaire de se poursuivre. Leur domaine d'extension ne concerna plus seulement la formation d'économistes nord-américains, mais aussi, depuis la fin des années 1950, la captation des élites du reste du monde. Ils s'intéressèrent entre autres à l'Amérique latine, et en particulier au Chili :

[1041] Yves Dezalay et Bryant G. Garth, *La internacionalización de las luchas por el poder. La competencia entre abogados y economistas por transformar los Estados Latinoamericanos*, Op. cit.

[1042] Le sigle anglais signifie *White Anglo-Saxon Protestant* et désigne les influentes élites socio-économiques et culturelles du nord-est des Etats-Unis (*establishment*). Le terme fut popularisé par le sociologue de l'Université de Pennsylvanie E. Digby Baltzell dans un ouvrage publié en 1964 : Digby Baltzell, E., *The Protestant Establishment : Aristocracy & Caste in America*, Yale University Press, 1987.

> « Cependant, dans les années 1960, les groupes d'économistes orthodoxes rivaux lancèrent une campagne massive destinée à discréditer les tendances étatistes et populistes du structuralisme et à redonner à l'enseignement de l'économie [classique] une place privilégiée au sein de la profession. En quelques années seulement, dans le contexte d'un débat doctrinal de plus en plus intense, le nombre d'économistes et d'écoles économiques se multiplia de façon significative »[1043].

Enfin, deux éléments essentiels, non liés à la gestion mathématique, ont fortement contribué à légitimer la figure de l'économiste-scientifique. Il s'agit, dans un premier temps, de la création d'une discipline d'étude des marchés financiers, qui afficha clairement son ouverture internationale suivant les règles des politiques du FMI et de la Banque Mondiale. Dans un second temps, le développement d'une stratégie communicationnelle et de diffusion des idées joua un rôle crucial. Elle atteignit son zénith vingt ans plus tard avec la diffusion de la série *"Free to choose"*[1044] sur la télévision publique, au début du gouvernement de Ronald Reagan. En tant qu'"évangéliste" de la pensée économique néoclassique et concepteur de ce nouveau courant, Milton Friedman comprit parfaitement la nécessité de justifier la nouvelle doctrine, non seulement par le biais de l'obtention de la reconnaissance académique internationale (prix Nobel), mais aussi grâce à la simplification du message et l'accès à un public beaucoup plus large[1045]. Désormais, les économistes néoclassiques n'étaient plus une minorité mais représentaient bel et bien un courant hégémonique dans la pensée économique. Ce courant sera favorisé par le conservatisme politique des années 1980 et par l'effondrement du bloc socialiste soviétique.

Au Chili, le groupe d'économistes de Chicago profite du contrôle des médias par le régime militaire pour effectuer un travail de pédagogie intensive sur la population, en définissant notamment la manière de se comporter en consommateur rationnel dans un marché compétitif[1046]. Les années 1990 ont ensuite ouvert à ces professionnels la voie de la construction d'une pensée économique sans alternative ni rivale. Dès lors, l'économie prônée

---

[1043] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State : Chile 1958-1994*, Op. cit., p. 4 ; « However, by the 1960s, rival groups of orthodox economists had launched a massive campaign to discredit the statist and populist biases of structuralism and bring economics education back to mainstream of the profession. In just a few years, in the context of growing doctrinal debate, the number of economists and economic schools multiplied dramatically ».

[1044] Cette série de programmes fut diffusée pour la première fois en 1980 par la chaîne de télévision publique nord-américaine PBS. Puis, en 1990, ces programmes furent réédités, diffusés et animés par l'acteur hollywoodien et futur gouverneur de Californie, Arnold Schwarzenegger. Voir : http://www.freetochoosemedia.org/freetochoose/ (consulté le 19/09/2009).

[1045] La notion d'"évangéliste du marché" est empruntée à Keith Nixon qui l'a développée dans l'ouvrage suivant : Dixon, Keith, *Les évangelistes du marché*, Paris, Raison d'agir éditions, 1998.

[1046] Montecinos, Verónica, *Op.cit*.

par cette vision serait la seule viable, et ses adeptes, les meilleurs décideurs concernant les politiques publiques.

6.1.2 L'économiste universitaire-entrepreneur

Ces nouveaux économistes étaient dotés d'une spécificité. Non seulement, ils enseignaient à l'université mais ils étaient également entrepreneurs. Un cas demeure paradigmatique, celui de la banque *Citibank* (*Citigroup*)[1047] dans les années 1970[1048] dans la mesure où cette institution exerça une influence non négligeable à l'occasion de la crise de la dette latino-américaine. En effet, le conseil d'administration de la banque était entièrement composé d'économistes. Ils s'insérèrent donc dans ce monde financier tout en continuant à officier dans les universités. L'alliance du monde académique avec celui de la finance était absolument inédite et contraire à la doctrine keynésienne qui accusait justement les marchés financiers d'être responsables des dramatiques variations des cycles économiques.

Au Chili, l'entrée des économistes, formés à la nouvelle doctrine, dans le monde des affaires intervint dès la fin des années 1970, et se consolida dans les deux décennies suivantes. Les investissements prioritaires de ces universitaires-entrepreneurs étaient destinés à des entreprises financières ainsi qu'aux nouveaux et juteux marchés de l'éducation supérieure privée, du système de fonds de pension (AFP) et de la santé (ISAPRES). Ces marchés étaient tous la conséquence de réformes menées au cours de la dictature militaire (1973-1989), à la demande de ces mêmes professionnels à travers le Bureau de la planification nationale (*Oficina de Planificación Nacional*, ODEPLAN)[1049]. Ainsi, nombreux furent les intéressés à bénéficier, directement ou indirectement, de la privatisation des entreprises publiques de l'État chilien[1050].

6.1.3 L'économiste au service de l'État : le cas chilien

> *« Je pense qu'il va être très difficile de revenir à une gestion moins technique de l'économie. Les Chicago Boys ont établi une norme »*[1051].

[1047] Phillip L. Zweig, *Wriston : Walter Wriston, Citibank, and the Rise and Fall of American Financial Supremacy*, Crown, U.S., 1996.

[1048] Walter Wriston, directeur exécutif de *Citibank*, Milton Friedman et George Schultz, ont été à l'origine du programme économique de l'administration Reagan.

[1049] Sur ce point, consulter : Maria Olivia Mönckeberg, *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Ediciones B, Chile, 2001.

[1050] Se reporter au chapitre 4 de la présente thèse doctorale.

[1051] Déclarations d'un ancien ministre et avocat du gouvernement d'Eduardo Frei Montalva. Cité par Montecinos, Verónica, *Op. cit.*, p. 66 ; « I believe it is going to be very difficult to go back to a less technical management of the economy. The Chicago Boys have set a standard ».

Traditionnellement, la principale base de recrutement de la classe politique chilienne, pendant les 150 premières années qui ont suivi l'indépendance du pays, résidait dans le domaine du droit. Elle était donc principalement constituée de juristes et d'avocats. Il suffit d'examiner les actes du Congrès National du Chili et de comparer les noms y figurant avec certains présents dans les dictionnaires biographiques pour vérifier cette hypothèse[1052]. À des postes relativement plus secondaires pouvaient figurer des ingénieurs, des médecins et des hommes d'affaires. Mais surtout, l'économie, en tant que discipline, s'organisa à l'intérieur des facultés de droit des deux plus importantes universités chiliennes. Tout d'abord, elle investit de petits départements regroupant des professeurs de droit intéressés par les sciences sociales, en particulier par l'économie et la sociologie. Son espace était donc relativement restreint par rapport à l'importance des sciences juridiques et même des humanités. Les textes classiques de l'époque abordaient l'économie depuis l'analyse historique et ses relations avec la politique (économie politique). En général, l'économie était donc considérée comme une science sociale au service des exigences du gouvernement et dépendante des besoins du pouvoir. La technicité des personnes qui se consacraient à l'étude de l'économie résidait précisément dans son caractère de discipline auxiliaire et non pas dans la sophistication de l'appareil conceptuel et mathématique qu'elle arbore aujourd'hui.

Il convient également de mentionner l'importance de l'ancrage national du paradigme économique en vogue depuis le milieu des années 1930 jusqu'à 1970 environ. Le modèle de développement occidental, appliqué dans la majorité des pays hors de la sphère d'influence socialiste, conférait à l'État un rôle déterminant dans la régulation et la planification de l'économie à l'intérieur d'un système général qui favorisait le développement endogène et la substitution des importations (modèle ISI). L'État exerçait donc une fonction de régulateur de l'économie par le biais de l'indexation des salaires sur l'inflation, mais aussi en garantissant au patronat local une demande croissante et un marché protégé de la concurrence internationale aussi bien au niveau productif que financier. En définitive, les autorités cherchaient à assurer la croissance par la consommation et la stabilité des politiques de plein emploi au détriment du contrôle de l'inflation et du commerce international. Ce modèle exigeait ainsi un État fort, capable de contrôler l'émission d'argent mais qui, dans le même temps, possédait les moyens nécessaires à l'essor de la consommation et de la

[1052] Figueroa, Pedro Pablo, *Diccionario biográfico de Chile*, Santiago, Imprenta, litografía y encuadernación Barcelona, 1897-1901 ; Fuentes, Jordi & Cortés, Ilía, *Diccionario político de Chile : 1810-1966*, Santiago, Ediciones Orbe, 1967 ; et de Ramón, Armando, *Biografías de chilenos. Miembros de los Poderes Ejecutivo, Legislativo y Judicial, 1876-1973*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, Vol. IV, 1999-2003.

croissance. Dans le cas chilien, l'État a concentré une bonne partie de la base productive et de travail du pays. Il est alors devenu le principal employeur et générateur de demande.

Par ailleurs, il est important de préciser que ce modèle de développement – répondant à la crise mondiale de 1929 – définissait également les tâches de l'économiste comme étant celles d'un assesseur du pouvoir politique. En effet, ce paradigme de la croissance comprenait un ensemble de règles à appliquer qui n'échappaient pas, *grosso modo*, à la connaissance générale des autorités politiques. L'économiste était finalement un conseiller et un "opérateur", toujours dépendant d'autres niveaux de décision. Les connaissances techniques de sa discipline étaient au service d'une série de multiples intérêts. Son opinion n'était alors qu'un facteur supplémentaire au sein d'un système de prise de décisions aux échelons multiples. La politique monétaire et la politique fiscale constituaient ainsi des outils dépendants du pouvoir politique, loin de l'autonomie exigée aujourd'hui par l'exercice d'une politique économique "responsable et technique" :

> « À cette époque (avant 1970), les économistes, en tant que groupe professionnel, n'avaient pas encore revendiqué l'exercice de fonctions politiques. C'est bien plus tard que les économistes commencèrent à être nommés à des postes de cabinet, non plus en qualité de conseillers techniques, mais en tant que dirigeants politiques »[1053].

6.1.4 L'autonomie du discours (de l'assesseur au "concepteur" de politiques)

L'usure du paradigme antérieur ainsi que la nouvelle internationalisation économico-financière du début des années 1970 contribuèrent à rompre précisément le schéma précédemment décrit. En effet, cette conjoncture fut génératrice d'incertitudes face à un système de régulation qui exigeait des outils et des concepts adaptés à une économie mondiale libéralisée, et qui commença à éroder les équilibres nationaux du modèle antérieur. Les développementalistes constatèrent alors avec stupeur que la théorie néoclassique gagnait du terrain, proposant une nouvelle image de l'expert-économiste, connaisseur des lois de la croissance économique et des vicissitudes des marchés financiers internationaux. Dès lors, son "artillerie" conceptuelle et théorique impressionne autant que la certitude de ses convictions. Aussi, sa plus grande force réside-t-elle précisément dans la simplicité et la clarté de ses diagnostics, tout comme dans celles des mesures à adopter. Son message est fondé sur un principe essentiel applicable en tous temps et en tous lieux : il n'existe aucune

[1053] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State : Chile 1958-1994, Op. cit.*, p. 78 ; « At that time (before 1970) economists, as a professional group, still had no definite claims on the performance of political roles. It was later that economists were appointed to cabinet posts, no longer acting as technical advisers but political executives ».

économie collective différente de celle que pratiquent rationnellement les individus. Le chercheur et économiste français Robert Boyer a très bien synthétisé cette vision de l'économie néoclassique :

> « Le rôle de l'État et du politique n'est pas sans poser problème à la plupart des théories économiques. En effet, dans une analyse qui formalise les interactions entre agents économiques rationnels à travers les seuls marchés, par construction même toute intervention de l'État est préjudiciable. Si on prend au pied de la lettre les enseignements de la théorie néoclassique standard, l'économiste ne peut être que le défenseur et propagandiste du marché »[1054].

La macroéconomie n'est pas qu'une projection des lois de la micro-économie et, par conséquent, le rôle de l'État n'est autre que celui de garantir le libre jeu des forces du marché. D'après ces postulats, les crises et les distorsions se produisent à cause de l'ingérence de l'État dans l'économie, et de ce qu'Hayek dénonce comme la "supercherie de la planification centrale". L'immense intérêt de ces économistes pour tout ce qui touche au contrôle de la masse monétaire et leurs allusions constantes aux classiques de l'économie éclairée libérale, les ont rendus célèbres dès la fin des années 1950 comme "néoclassiques", "monétaristes" ou "économistes de l'offre".

Dans un environnement instable où les politiques développementalistes étaient constamment éreintées par la gauche d'orientation marxiste, mais également par la droite qui se méfiait de la démocratie représentative, l'"économie-science" commença à gagner du terrain, en particulier par l'intermédiaire de son courant monétariste. Après la crise pétrolière de 1973 et la récession mondiale qui s'ensuivit, les néoclassiques apparurent donc comme les détenteurs du meilleur diagnostic et des solutions les plus habiles. Dans cette optique, la sortie de la crise ne put résider que dans la révolution libérale qui élimina toutes les anciennes restrictions appliquées au mouvement de capitaux et de marchandises et qui, dans le même temps, contrôla l'inflation *via* la gestion des comptes publics. Dans ce cadre, l'État-entrepreneur était un obstacle à la croissance et l'homme politique traditionnel se transformait en un dangereux personnage toujours à la limite du "populisme".

Par ailleurs, l'irruption du nouvel économiste dans la sphère publique fut facilitée par l'implantation de régimes forts en Amérique latine depuis la fin des années 1960. En effet, à cette époque, la région présentait un terrain clairement favorable aux politiques économiques libérales en opposition aux théories économiques de gauche (marxisme classique et théorie

---

[1054] Boyer, Robert, "L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 150, nº 1, 2003, p. 67-68.

de la dépendance) ainsi qu'au modèle développementaliste de la CEPAL. Le Chili fut d'ailleurs pionnier en la matière, confiant la gestion de son économie à un groupe de jeunes professionnels formés dans des universités nord-américaines. Leur *thérapie de choc* put effectivement être appliquée grâce au contrôle de fer exercé par la junte militaire dirigée par Augusto Pinochet, en particulier entre 1973 et 1978 :

> « Les Chicago Boys occupèrent pratiquement toutes les positions au sein du gouvernement parce qu'ils craignaient que les réformes ne soient pas effectuées par d'autres. Ils utilisèrent leurs propres membres. Le groupe était si homogène que sans même se consulter les uns les autres, ils savaient parfaitement comment réagir »[1055].

Ainsi, la transformation qui eut lieu au niveau politique se transmit-elle également, au moins dans le cas du Chili, au domaine universitaire. L'Université Catholique du Chili (PUC) fut en effet l'épicentre d'une révolution de la science économique rénovée qui commença à la fin des années 1950[1056]. Le nouveau statut obtenu par la discipline lui conféra un pouvoir et une indépendance encore jamais observés dans le domaine de l'éducation supérieure chilienne. D'un point de vue administratif, une faculté d'économie fut constituée, avec ses propres perspectives et programmes, destinés tant à l'étude de la discipline qu'aux techniques d'administration des entreprises. La PUC elle-même confia les décisions clés de sa gestion interne à une équipe d'économistes et d'ingénieurs formés au sein même de cette maison d'études. L'université fonctionnait ainsi comme un véritable laboratoire de tests. Cependant, la consécration de cette nouvelle science économique est venue de sa légitimation comme discours et langage expert dans l'espace public national :

> « La trajectoire ascendante suivie par les économistes chiliens dans les dernières décennies a complètement transformé ce groupe professionnel, restreint et marginal dans les années 1950, en un segment puissant et omniprésent de l'élite politique des années 1990. La montée politique des économistes chiliens reflète une tendance mondiale qui a fait des économistes les promoteurs les plus éminents des visions technocratiques de la gouvernance »[1057].

[1055] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State : Chile 1958-1994, Op. cit.*, p. 67 ; « The Chicago Boys occupied almost all positions in the government because they feared that others would not make the reforms. They used their own people. It was such a homogeneous group that without having to ask one another they perfectly knew how to react ».

[1056] Se référer au chapitre 2 de la présente thèse doctorale.

[1057] *Ibid.*, p. 1 ; « The ascending trajectory followed by Chilean economists in the last decades successfully transformed this professional group, which was small and marginal in the 1950's into a powerful and ubiquitous segment of the political elite in the 1990's. The political rise of Chilean economists is part of a worldwide trend, in which economists have become the most eminent exponents of technocratic visions of governance ».

6.1.5 Pouvoir, consolidation et hégémonie

Au cours de la seconde moitié des années 1970 et pendant les années 1980, le statut de l'économiste au Chili a connu une transformation radicale. Certes, d'autres courants de pensée existaient dans le domaine économique, mais ils pouvaient difficilement rivaliser avec la théorie néoclassique dominante, clairement favorisée par le climat de répression que subissait le pays et par l'absence de débat public. Rarement dans l'histoire du Chili un groupe de jeunes techniciens eut entre ses mains un tel pouvoir. Il lui permit de transformer la structure économique d'un pays de tradition centraliste et étatiste, en grande partie héritée de son passé colonial et des crises économico-sociales de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle (en particulier celle de 1929). D'après Verónica Montecinos, la tendance à la technocratisation commença à s'accélérer dans les années 1960, et finit par devenir évidente dans les années 1980, lorsque l'Amérique latine fut contrainte d'abandonner le modèle développementaliste de l'État de compromis et d'intégrer le modèle compétitif du commerce international globalisé[1058].

Dans un premier temps, le groupe d'économistes qui conseillait le gouvernement militaire rencontra une forte opposition au sein du personnel qui appartenait au courant nationaliste, enclin au maintien d'un État fort. Néanmoins, ces futurs "Chicago Boys" insistaient constamment sur la nécessité d'appliquer le plan de réformes structurelles de manière approfondie, en évitant dans la mesure du possible tout type de concession. La cohérence du groupe en termes de discours, la certitude de la réussite des mesures à adopter et la simplicité de l'explication de leurs arguments – dont on reconnaît encore aujourd'hui le goût pour les métaphores, les euphémismes et les exemples clairs destinés à la "maîtresse de maison" – permirent de légitimer les économistes néoclassiques dans le complexe appareil administratif de la dictature militaire. Pour autant, rien de tout cela n'aurait suffit sans les chiffres positifs que l'économie chilienne commença à afficher à partir de 1978, une fois la première étape du *traitement de choc* franchie[1059].

Ainsi, la décennie 1980 débuta dans une ambiance d'optimisme général concernant la croissance du pays. Le gouvernement militaire bénéficiait lui-même d'un soutien considérable de la part de la population qui commençait à oublier les difficultés économiques et politiques de la décennie antérieure. Les plus dures années de la répression étaient donc bel et bien derrière les Chiliens grâce à la pression internationale. Le pays connaissait alors

[1058] *Ibid.*, p. 3.
[1059] Voir le chapitre 4 de la présente thèse doctorale.

un petit *boom* économique, période désignée comme les années de l'"argent doux" (*la plata dulce*). Cependant, quelques années plus tard, le Chili paya chèrement sur le plan social sa politique d'ouverture totale aux importations sur la base d'un dollar artificiellement bas, qui avait conduit du reste à la faillite une bonne partie de l'industrie productive nationale. L'Amérique latine traversait alors la crise de la dette à laquelle le Chili n'échappa pas, bien que les causes le concernant soient davantage internes et remontent à la période du *traitement de choc*. La crise fut une désagréable surprise pour ces économistes qui n'ont pourtant jamais douté que tout se justifiait en vue d'une modernisation accélérée et d'une ouverture unilatérale au marché international. En effet, à cette époque, pratiquement aucun pays au monde n'avait ouvert son économie comme le Chili. Le pays était un laboratoire de l'orthodoxie théorique de l'école économique de Chicago qui, à l'époque, comptait des figures clefs comme Milton Friedman (prix Nobel d'économie 1976), Michael Novak et Friedrich Von Hayek (prix Nobel d'économie 1974).

Après la crise de 1982-1983, les économistes néoclassiques chiliens tombèrent en disgrâce. Ils ne tardèrent pas cependant à revenir sur le devant de la scène. En effet, les transformations menées à bien au cours de la décennie antérieure étaient d'une telle envergure sur le plan économique et intellectuel, qu'il aurait été difficile des les évincer, malgré la profonde crise sociale qui commençait à se faire jour. Dans les universités chiliennes, on enseignait désormais uniquement l'économie "classique". Aucun groupe patronal ne pouvait dès lors se dispenser d'intégrer des techniciens et économistes de ce courant à son équipe de conseillers les plus proches. Par ailleurs, et grâce aux privatisations des années 1980 et 1990, nombre de ces techniciens abandonnèrent leurs postes politiques et académiques pour devenir entrepreneurs. Mais ce changement ne se fit pas sans laisser planer un certain doute quant au processus de vente des actifs de l'État, en raison de la gestion de l'information exclusive dont ces techniciens assuraient eux-mêmes le contrôle[1060].

Les années 1990 n'ont donc fait que consolider la tendance esquissée dans la période précédente. Les gouvernements et les pays furent presque uniquement évalués sur la base de leurs chiffres économiques et de leur stabilité financière. À cet égard, les grands organismes mondiaux tels que le FMI et la Banque Mondiale n'ont pas manqué de leur rappeler les tâches et réformes encore en suspens, toujours orientées à la libéralisation des marchés et des

[1060] Concernant le processus de privatisations sous le régime militaire, voir le chapitre 4 de la présente thèse doctorale.

capitaux. Le tourbillon de la “fin de l’histoire”[1061] emporta avec lui, une à une, les anciennes barrières érigées afin d’atténuer les effets cycliques des crises internationales comme celle de 1930. Dans un contexte de perte de prestige croissant de la fonction publique et de la politique en général, l’économiste parvint en revanche et progressivement à acquérir un pouvoir toujours plus conséquent, appelé à prévaloir par ailleurs sur le contrôle démocratique.

Parallèlement à ces évolutions, une conception destinée à rendre indépendant le pouvoir économique dans le cadre de la démocratie commençait à voir le jour. Ainsi fut amplement diffusée l’idée de la création de banques centrales autonomes. En définitive, cette perspective nouvelle représentait une réelle avancée dans la mesure où elle envisageait la gestion économique indépendamment des “majorités circonstancielles” propres à la démocratie et au jeu politique. L’économie devait donc être laissée aux experts, les seuls à même de lui fournir une certaine stabilité. À nouveau, le Chili faisait office d’exemple en termes de technification de la gestion monétaire, laquelle reposait sur l’autonomie des membres de la Banque Centrale élus par le biais de quotas, d’équilibres et de désignations effectuées par quelques experts en la matière. Désormais, la qualité technique, les diplômes de troisième cycle obtenus à l’étranger et l’“orthodoxie” théorique des candidats avaient davantage de valeur que n’importe quel autre type d’argument politique ou démocratique. Le principe est toujours le même : compenser toute majorité politique par des pouvoirs autonomes justifiés “techniquement”. Actuellement, les principaux *Think Tanks* conservateurs proposent – sans ambiguïté aucune – d’appliquer ce même critère d’autonomie au ministère des Finances ainsi qu’à tout le système de collecte des impôts et d’assignation des ressources publiques.

Jamais aucun autre “scientifique social” n’avait atteint un tel niveau de pouvoir et d’influence tant sur le plan public que privé. L’économiste est ainsi devenu le grand gestionnaire des politiques publiques grâce à l’action directe ou bien à travers le contrôle des budgets.

6.1.6 Le statut privilégié de l’économiste-technicien

Le courant économique néoclassique se conforme parfaitement à l’idée que la modernité confère un statut supérieur aux discours qui adoptent un langage et une conceptualisation scientifique. Dès lors, utilisant des méthodes et des outils provenant des sciences “dures”

[1061] Nous faisons référence ici à l’expression de Francis Fukuyama évoquant le triomphe du capitalisme et de la démocratie libérale au début des années 1990.

comme la physique et les mathématiques, ce courant bénéficie d'un prestige tel quant à son « objectivité », qu'il se tend à dominer de son « autorité » le reste des sciences sociales. Il s'en différencie et s'en éloigne même. Dans cette perspective, le nouveau langage économique ne remet jamais en question les fondements de son discours ni l'origine de ses postulats. Il construit tout un lexique ainsi qu'un appareil théorique reposant sur une conception de la nature humaine centrée sur l'individu et sa rationalité "maximisatrice" qui, à l'échelle collective, tend toujours vers l'équilibre. Il n'est pas moins idéologique que les autres discours. Il développe même une vision de la société combinant des idées issues du darwinisme social du XIXème siècle, un traditionalisme autoritaire et une vision extrêmement optimiste du progrès de l'humanité.

Il s'avère donc intéressant de souligner l'apparition d'un nouveau rôle de l'économiste dans la société contemporaine, en particulier après l'effondrement des "socialismes réels". Les pressions de la globalisation et l'ouverture des marchés internationaux ont ainsi érigé l'économiste en un professionnel singulier, seul capable d'agir sur les phénomènes d'interaction économique à échelle globale, qu'il a – il faut également le préciser – lui-même contribué à créer :

> « Dans un contexte d'une interdépendance économique croissante, l'augmentation de la complexité de la gestion économique et de l'incertitude causée par les grandes crises économiques ont poussé les élites politiques à recruter des experts partageant des cadres interprétatifs communs et pouvant communiquer avec d'autres dans le même langage »[1062].

Désormais, l'économiste n'est plus un conseiller du pouvoir politique parmi d'autres, il devient *l'assesseur* privilégié et le principal concepteur de politiques publiques. S'il ne l'est pas nommément, il possède néanmoins un pouvoir concret *via* le contrôle de l'assignation des budgets ainsi que de la définition des indicateurs de gestion. À l'aune de ces constats, il n'est donc pas surprenant que les hommes politiques et même les chefs d'État soient actuellement des économistes ou des techniciens formés en économie ou en gestion :

> « Au Chili, entre 1958 et 1973, seul un ministre des Finances sur les onze qui se sont succédés avait reçu une formation professionnelle en économie. Les attentes vis-à-vis de la formation de ces fonctionnaires changèrent sous le gouvernement

[1062] Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State : Chile 1958-1994, Op. cit.*, p. 1 ; « In a context of growing economic interdependency, the increasing complexity of economic management and the rising of uncertainty caused by major economic crisis motivate political elites to recruit experts who share common interpretative frameworks and can communicate with each other in the same language ».

militaire : huit des dix ministres des Finances possédaient alors des diplômes universitaires en économie »[1063].

Par conséquent, tout aspirant à occuper une fonction au sein du gouvernement doit nécessairement maîtriser les rudiments du discours économique s'il ne veut pas être exclu du domaine des décisions politiques. Les sommets internationaux portant sur le commerce international ou bien sur la politique économique ont d'ailleurs une couverture et une importance supérieure à ceux dirigés par des chefs d'État. Dans le secteur privé, l'entrepreneur actuel doit également être un homme avisé en la matière, ou être au moins au courant des mécanismes discursifs de l'économie actuelle. Il ne s'agit pas pour autant de maîtriser "n'importe quelle" économie, mais exclusivement celle considérée comme "sérieuse" et "scientifique". Il est certes possible de débattre du rôle des différents courants de la discipline et de la prétendue hétérodoxie qui règne dans les salles de cours. Monétaristes, néokeynésiens, développementalistes, regulationnistes ou néo-marxistes peuvent effectivement revendiquer leurs différences. Cependant, il est clair que le nouveau statut de l'économie contemporaine doit davantage aux théoriciens néoclassiques qu'aux autres courants plus proches du monde académique ou des sciences sociales – y compris de l'histoire. La formalisation mathématique, le discours normatif et l'opérabilité technique sont des caractéristiques héritées de ce courant, bien qu'aujourd'hui diverses écoles de pensée économique utilisent et même revendiquent la plupart de ces aspects. Aucun économiste n'oserait désormais écrire un traité de la discipline sans graphique, sans formule mathématique, tableau et autres données.

Contrairement aux autres professionnels des sciences sociales, l'économiste contemporain ne subit pas le dilemme analysé par Max Weber au début du XXème siècle : celui de l'antagonisme relatif existant entre le politique et le scientifique, ou, en termes plus actuels, entre l'intellectuel et l'expert en politiques publiques (et peut-être même privées).

La majorité des écoles d'économie du monde entier préparent des professionnels de la gestion destinés à agir dans le monde de l'entreprise privée et de l'administration publique. Seul un nombre très restreint d'entre elles se consacre à la réflexion économique. Les diplômés issus de ces écoles sont cependant préparés à assumer de hautes responsabilités dans le domaine public. Ainsi, hormis les prix académiques, le plus grand honneur pour un

[1063] Montecinos, Verónica, *Ibid*., p. 71 ; « In Chile, between 1958 and 1973, only one of eleven Ministers of Finance had received professional training in economics. The expectation regarding the formal training of these officials changed during the military government when 8 out of 10 Finance Ministers possessed academic credentials in economics ».

économiste est d'avoir la responsabilité d'un portefeuille public, et pourquoi pas – un jour – d'un ministère des Finances ou même d'un poste haut placé dans une banque centrale. Obtenir ce genre de postes est même l'un des objectifs de leur formation. Par conséquent, il n'existe pas de contradiction entre la connaissance et son application en politique. Bien au contraire, l'applicabilité des techniques dans le secteur public et privé contribue précisément à légitimer l'économiste et son discours. La distinction entre l'intellectuel indépendant et le fonctionnaire est donc inexistante. En économie, les deux mondes sont associés et coexistent sans grands conflits d'intérêts. Il est donc aisé de passer du domaine académique au professionnel. En définitive, comme nous avons pu le constater au Chili, il est naturel d'être, simultanément : politicien, économiste, universitaire, directeur d'une université privée et candidat à la présidence de la République.

6.2 La politique des *Think Tanks*. Les nouvelles formes de diffusion de l'Économie Politique.

Ces trente dernières années, l'expertise politique et économique au Chili s'est professionnalisée de manière accélérée[1064]. De nos jours, les autorités publiques, tout comme les partis politiques, élaborent leurs programmes et prennent diverses décisions en faisant appel à la collaboration d'experts, la plupart du temps étrangers à l'appareil public traditionnel. Même si ce phénomène ne constitue pas une nouveauté en soi – il va plutôt de pair avec la complexité des sociétés contemporaines –, son amplitude et son développement ont donné lieu à de nouveaux questionnements non dépourvus d'intérêt pour les sciences sociales. Le Chili de la transition démocratique a en effet constitué un espace propice au développement de formes de circulation et de diffusion de la connaissance économique dissociées des canaux traditionnels.

Dans cette perspective, différentes étapes sont identifiables. En premier lieu, un glissement idéologique progressif s'opéra depuis les lieux "classiques" de réflexion et de génération d'idées (l'État, les partis politiques et les universités pour l'essentiel), vers de nouveaux espaces : les centres d'études, les fondations ou tout simplement les *Think*

[1064] Ce constat apparaît dans un de nos travaux publié en 2008, financé dans le cadre de cette recherche de doctorat par l'EHESS de Paris. Voir : Gárate, Manuel, "Think Tanks y Centros de Estudio. Los nuevos mecanismos de influencia en el Chile post-autoritario", dans De Cea, Maite, Díaz, Paola & Kerneur, Geraldine (Eds.), *¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía*, Santiago, GRESCH, ICSO-UDP, Universidad Bolivariana, 2008, p. 209-230.

Tanks[1065]. En second lieu, ces organisations médiatrices se transformèrent en des lieux privés de débat, à l'écart des centres académiques traditionnels dispensateurs autorisés du savoir scientifique. En troisième lieu, il convient de préciser qu'aussi bien leur financement que leur organisation dépendent habituellement de mécénats, de donations privées ou internationales. Mesurer avec exactitude le type de connaissance développé et, plus encore les objectifs d'une telle réflexion, devient alors difficile. Enfin, cette approche orientée vers l'élaboration d'une "connaissance pratique" reste très liée à la logique économique. Elle possède par ailleurs une charge morale peu explicite, ou éloignée de toute neutralité axiologique. Ainsi, de nombreuses questions de fond qui concernent la légitimité technico-scientifique des organisations prônant cette position restent posées. Cette démarche est d'autant plus problématique que les avis de ces économistes acquièrent le statut d'élément essentiel de la prise de décisions dans le cadre de politiques publiques.

Dans les années 1980, un nouveau type d'organisation créée à l'image des modèles nord-américain et anglais, commença à apparaître dans la plupart des pays occidentaux. Ces regroupements, qui se disaient issus de la société civile, élaborèrent un type de connaissance pratique orienté et centré sur le moyen de définir ou d'influer sur les politiques publiques de l'État. Il ne s'agissait donc pas d'une connaissance théorique propre à l'académie. Ces organisations entendaient fournir une sorte de "sous-produit expert" destiné aux décideurs et dont l'objectif serait son applicabilité dans le domaine pratique. Les problématiques de travail de ces groupements sont variées mais toujours liées aux affaires publiques à forte incidence sociale et/ou médiatique, comme par exemple : l'éducation, la santé, les retraites, le logement, la délinquance, l'énergie, les privatisations, la planification urbaine, la défense, ou encore la culture. Au Chili, ces organisations investirent également la discussion et, dans certains cas, s'approprièrent des sujets dits "*valóricos*" ou moraux : le divorce, l'euthanasie, les droits sexuels, la contraception, l'interruption volontaire de grossesse, la prévention du SIDA, entre autres[1066]. Ils surent également maîtriser le développement et l'utilisation d'un outil clef de l'influence politique par certaines de ces organisations : les études d'opinion publique (sondages) qui remontent régulièrement jusqu'aux pouvoirs publics et aux médias.

[1065] Nous avons recours au concept anglo-saxon de *Think Tank* car il n'existe ni en français, ni en espagnol de terme qui corresponde exactement à la définition de ce type d'organisations. D'autre part, la majeure partie des ouvrages consacrés à ce sujet l'utilisent.
[1066] Au Chili, ces sujets ont une répercussion publique et politique importante dans les médias.

Générant un "marché compétitif d'idées"[1067], ces institutions sont fortement ancrées dans la tradition de *lobby* et d'influence politique des systèmes démocratiques anglo-saxons, en particulier des Etats-Unis. Parallèlement à la diffusion du modèle démocratique et du marché, tels deux "fers de lance" de la globalisation, ce modèle organisationnel se diffusa avec un succès impressionnant à partir des années 1980, en particulier après la chute du mur de Berlin. Les *Think Tanks* "proliférèrent" ainsi considérablement dans les pays d'Europe de l'Est, à partir de 1990, en particulier ceux qui bénéficièrent du financement de leurs équivalents nord-américains conservateurs ou néolibéraux dits "libertaires"[1068] :

> « (…) de nombreux membres de la Société du Mont Pèlerin ont participé, ou sont eux-mêmes à l'origine de la création de *Think Tanks*, véritables "boîtes à idées" qui abreuvent hommes politiques et médias de notes, d'analyses, de projets de loi fournis en quelque sorte "clefs en mains". (…) Les plus célèbres de ces *Think Tanks* sont sans aucun doute l'*Institute of Economic Affairs*, fondé en 1955 en Grande-Bretagne, qui a joué un rôle non négligeable dans l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et l'*Heritage Foundation*, créée en 1973 aux Etats-Unis, très proche des fractions les plus radicales du parti Républicain »[1069].

Pour autant, le cas chilien présente certaines particularités concernant l'évolution globale de ce phénomène. Tout d'abord, les premières institutions qui peuvent être qualifiées de centres d'études ou de *Think Tanks* se sont développées dans le contexte politique autoritaire de la dictature militaire[1070]. Le besoin de disposer de centres de réflexion et de critique politique était devenu un impératif, non pas tant pour les secteurs conservateurs (lesquels ont maintenu et accentué leur influence et leur contrôle sur les universités) que pour les universitaires, écartés des espaces traditionnels de recherche en sciences sociales. En conséquence, la majorité des centres d'études fondés à la fin des années 1970 et dans les années 1980, appartenaient à des groupes ou des secteurs opposés au régime militaire, et ils développèrent une approche de tendance démocratico-progressiste. La différence avec la situation nord-américaine et – dans une moindre mesure – européenne est ici fondamentale. Dans les universités européennes, la gauche a toujours eu une forte présence culturelle,

---

[1067] Il existe toute une discussion académique concernant la question de l'existence réelle d'un "marché des idées" ou d'un "marché d'intérêts" où chaque groupe utiliserait différentes ressources scientifiques, politiques et économiques pour défendre des positions spécifiques dans la sphère publique.

[1068] Afin d'éviter toute confusion, nous préférons utiliser l'adjectif "libertaire" au lieu de celui de "libéral", puisqu'aux Etats-Unis, les libéraux sont généralement catalogués comme des progressistes de gauche, alors que les libertaires correspondent à ce qui, en Europe, est considéré comme libéral, et dans certains cas comme néolibéral.

[1069] Denord, François, "Le prophète, le pèlerin et le missionnaire", Op. cit, p. 16.

[1070] La CIEPLAN, un des *Think Tanks* les plus influents du pays fut fondé en 1976 comme un espace de pensée économique non marxiste, mais indépendant du régime et opposé à la dictature militaire de l'époque. Se référer au chapitre V de la présente thèse doctorale. Voir également : Puryear, Jeffrey, *Op. cit.*, chapitres 4 et 5.

incitant ainsi les secteurs les plus conservateurs à créer leurs propres centres de pensée hors du monde académique et à les orienter plus clairement vers le *lobbying* politique et les médias.

Au Chili, en revanche, plusieurs institutions consacrées aux études en sciences sociales, et centrées sur la critique du modèle autoritaire et les mécanismes de récupération et de transition démocratique, furent créées (la plupart financées par des fondations étrangères). Un nombre important de professionnels travaillant dans ces centres participa aux premiers gouvernements démocratiques à partir de 1990. Depuis le début des années 1980, des fondations et des *Think Tanks* conservateurs et/ou « libertaires »[1071] apparurent lentement mais continuellement. Leur influence ne cessa d'augmenter du fait de leur proximité et de leur dépendance à l'égard de certains des grands groupes économiques et patronaux du pays[1072].

6.2.1 La problématique du concept de *Think Tank*

Comme nous l'avons rappelé, l'examen par les sciences sociales et politiques des centres d'études ou *Think Tanks* est relativement récente et une large part de la bibliographie consacrée au sujet traite essentiellement de cas nord-américains. Ainsi, il n'existe pratiquement aucune étude en la matière consacrée à l'Amérique latine. Cette lacune nous a convaincus de créer notre propre classification, en nous concentrant plus spécifiquement sur le cas du Chili dans la période comprise entre 1980 et 2003.

Les chercheurs Stephen Boucher et Martin Royo[1073] citent l'article au ton ironique du journal anglais *The Guardian*, dans lequel Steve Waters[1074] s'interroge sur les méthodes qui existent actuellement pour tenter de "changer le monde". Sa réponse est la suivante : (a) prendre le pouvoir, (b) être immensément riche ou bien (c) suivre la longue et parfois pénible voie électorale. Cependant, et là réside tout l'intérêt de sa réflexion, Waters ajoute à ces possibilités deux voies ou "raccourcis" : (d) le terrorisme et (d) la création de *Think Tanks*.

[1071] Des auteurs comme Serge Halimi fusionnent les deux concepts qui donne le terme de "néoconservateur", mettant à la fois l'accent sur le caractère conservateur des valeurs, mais aussi sur une conception ultralibérale de l'économie.

[1072] Pour ne citer que les plus importantes, bien que toutes n'aient pas un profil académique : Centre d'études publiques (CEP), Institut liberté, Institut liberté et développement, Fondation Jaime Guzmán, Fondation paix citoyenne, Fondation futur. Sur les groupes économiques au Chili, voir le chapitre 4 de la présente thèse doctorale. Consulter également : Paredes, Ricardo & Sánchez, José Miguel, "Organización industrial y grupos económicos : el caso de Chile", Departamento de Economía de la Universidad de Chile, 1994.

[1073] Boucher, Stephen, Royo, Martin, & Lamy, Pascal, *Les Think Tanks : Cerveaux de la guerre des idées.* Paris, Éditions du Félin, p. 13.

[1074] Waters, Steve, "Dangerous minds", *The Guardian*, 10/11/2004.

L'exemple de la politique nord-américaine de ces trente dernières années, et en particulier des *Think Tanks* néoconservateurs, démontre à quel point peuvent influer les idées d'individus déterminés et engagés à les diffuser dans les cercles du pouvoir, même si elles semblent au début impopulaires. Cette stratégie, qui exige une profonde conviction couplée à une action incessante et de longue haleine, est probablement l'une des clefs du succès de ces regroupements auprès de la société nord-américaine, et de leur diffusion au niveau mondial. Ces "boîtes à penser"[1075] sont ainsi devenues de véritables armes politiques à long terme. Ainsi, les réussites de la gauche libérale nord-américaine dans le domaine de la culture et dans le monde académique pendant les années 1960-1970, ne purent être transposées à la politique. Les conservateurs avaient en effet mesuré l'importance du rôle de la "guerre culturelle" et avaient créé, en guise de réponse, ces laboratoires de diffusion d'idées. Selon Stefancic et Delgado[1076], le succès de la contre-révolution culturelle conservatrice des années 1980 est dû aux facteurs suivants :

a. Un nombre restreint d'idées centrales pourvues d'objectifs clairs, et liées les unes aux autres de manière progressive et logique (contrairement à la dispersion des thèmes de la gauche).

b. Une cohérence idéologique des problématiques abordées et une planification stratégique fondée sur une série de petites victoires, échelonnées sur le long terme. Préférer le travail de persuasion à la confiance accordée à la force et à la logique propre des idées.

c. Un accès privilégié aux financements et une forte détermination à obtenir ces ressources (affinité idéologique avec les secteurs patronaux conservateurs).

d. Une meilleure relation avec les médias (radio, télévision, journaux, Internet), ainsi qu'un usage intensif de ces derniers.

e. Une meilleure gestion des "cerveaux" en les finançant dès leur entrée dans le monde universitaire jusqu'à leur intégration institutionnelle, académique ou politique (tutelle). D'énormes moyens sont ainsi généralement déployés en vue du recrutement de jeunes talents.

Même si, aux Etats-Unis et en Angleterre, ce type d'organisations existe depuis le début du XXème siècle, elles n'adoptent un caractère global et idéologique bien plus marqué que dans les années 1980. En 2007, le nombre de *Think Tanks* répartis dans divers pays du monde est proche de 4.500. Avant de procéder à une plus ample analyse, il convient de se poser trois questions essentielles : qu'est-ce qu'un *Think Tank* ? Est-ce différent d'un Centre

[1075] Traduction littérale de l'anglais "*Think Tank*".
[1076] Stefancic, Jean, & Delgado, Richard, *No mercy : How conservative Think Tanks and foundations changed the American social agenda*, Philadelphia, Temple University Press, 1996.

d'études ou d'une ONG? Si oui, dans quelle mesure ? D'après James McGann[1077], un des universitaires qui a le plus travaillé ce sujet aux Etats-Unis :

> « Les *Think Tanks* font partie intégrante de la société civile et servent de promoteurs d'idées et d'action, tant dans les démocraties naissantes que consolidées… Il s'agit d'organismes indépendants de recherche qui se consacrent aux questions d'intérêt public et à leur analyse, dans le but d'obtenir des propositions opérationnelles »[1078].

L'ampleur donnée à la diffusion de leurs idées est un élément clef de leur action et permet d'influencer le processus de formation de politiques publiques. Leur caractère permanent les différencient des commissions gouvernementales et leurs structures sont théoriquement indépendantes. Les *Think Tanks* ne remplissent pas davantage des fonctions de gouvernement, mais sont plutôt destinés à orienter les politiques publiques dans une certaine direction par le *lobbying* politique ou bien en formant directement les futurs "décideurs"[1079] :

> « Situé dans une zone grise entre réflexion et action, le *Think Tank* naît de la volonté d'influencer le processus politique selon une certaine conception de l'intérêt public, s'appuyant sur la recherche appliquée, consacrée aux thèmes d'intérêt public, et à la diffusion de solutions adéquates auprès de ceux qui prennent les décisions »[1080].

Par ailleurs, ces organisations se justifient internationalement grâce au modèle "démocratie - libre commerce" favorisé par la globalisation accélérée après la fin des socialismes réels. Ces regroupements participent donc d'un contexte où prédomine le modèle du "marché des idées" dans lequel la légitimité idéologique dépend davantage de l'action soutenue auprès des décideurs que des partis politiques.

Plus que la conquête massive d'un électorat par le biais du jeu démocratique classique, l'intérêt de ces structures réside dans l'influence qu'elles exercent sur les élites politiques et patronales, sans oublier l'action continue qu'elles mènent sur l'opinion publique à travers les médias.

En général, les ouvrages consacrés aux *Think Tanks* mettent en évidence la difficulté de les différencier d'autres structures telles que les ONG ou même les entreprises de conseil.

[1077] McGann, James, *Think tanks and policy advice in the US : academics, advisors and advocates*, London, New York, Routledge, 2007.
[1078] Boucher, Stephen, Royo, Martin, & Lamy, Pascal, *Op. cit.*, p. 29,30.
[1079] De l'anglais "*decision maker*". Par la suite, nous traduirons cette expression par "décideurs" ou "décideurs politiques".
[1080] Boucher, Stephen., Royo, Martin, & Lamy, Pascal., *Op. cit.*, p. 30.

Malgré une frontière pratiquement impossible à établir, les *Think Tanks* se distinguent des ONG par leur approche de certaines problématiques sociales. Les ONG préfèrent en effet l'action directe, tandis que les *Think Tanks* donnent habituellement la priorité aux études pouvant influer sur la création de politiques publiques. Ces derniers interviennent ainsi rarement sur le terrain, leur objectif étant d'orienter le débat public et de faire prévaloir leurs idées au moment de la prise de décision politique. Certaines ONG élaborent également des études dans le but de créer ou de modifier certaines politiques publiques, mais cette caractéristique ne constitue pas une condition nécessaire à leur existence comme c'est en revanche le cas pour les *Think Tanks*. Concernant les entreprises de conseil, la démarcation s'avère plus évidente. En effet, celles-ci ont des intérêts lucratifs directs et fonctionnent généralement avec des contrats. Leur objectif majeur ne correspond donc en rien à "l'intérêt général", mais à l'efficacité ainsi qu'à la rentabilité économique *a contrario* des *Think Tanks* pour lesquels il s'agit surtout :

> « (…) de contribuer à une certaine vision [la leur] de l'intérêt général, surtout si elle est basée sur l'importance de faire profiter les faiseurs de décision des progrès des sciences sociales ; [et de réaliser] une analyse rigoureuse dans le but de proposer des solutions innovantes (supposées impartiales), ou bien un travail centré sur les fondements d'une vision particulière du monde »[1081].

En somme, les *Think Tanks* ne sont pas les seuls regroupements destinés à penser la politique, mais ils se distinguent par la combinaison qu'ils opèrent entre leurs fondements théoriques et leur orientation pragmatique sur des sujets dont l'impact social est considérable. Loin de s'en tenir à la réflexion théorique propre à l'université, les *Think Tanks* utilisent des méthodologies issues des sciences sociales à des fins clairement politiques et accompagnées de notions morales (*valóricas*) préalablement définies. Leur degré de neutralité est davantage déterminé par ce dernier élément que par l'efficacité technique de leurs méthodes d'analyses, généralement similaires à celles de l'université, mais parfois plus sophistiquées. La véritable différence réside dans les définitions conceptuelles qui guident la recherche ainsi que dans l'usage qui est fait des résultats.

Dans la logique de ces organisations, la connaissance ne possède effectivement pas de valeur en tant que telle, mais fonctionne comme un instrument au service de certaines politiques et d'une conception précise de la réalité sociale. La défense des valeurs en question définit les thèmes, l'orientation et les résultats de la recherche. Au regard de ces facteurs, il est possible de mieux comprendre le fonctionnement et le mode opératoire des

[1081] *Ibíd.*, p. 33.

Think Tanks dans un contexte qualifié de "marché des idées" ou de "guerre idéologique". Serge Halimi utilise ce dernier concept pour désigner les disputes morales et politiques qui eurent lieu aux Etats-Unis dans les années 1980 et 1990[1082]. La conjoncture était alors à la diminution de l'investissement public en faveur la recherche sous l'administration Reagan. Cette diminution des moyens dans la recherche publique a favorisé l'apparition de multiples centres d'études privés à caractère nettement militant, en particulier dans l'aile conservatrice du parti Républicain.

Pour finir, il est malaisé de parvenir à une meilleure compréhension du concept de *Think Tan*k sans aborder la question de la typologie de ces organisations et de leurs spécificités. Dans cette perspective, nous avons décidé d'adopter la classification proposée par Kent Weaver[1083], identifiant quatre catégories principales de *Think Tanks* qui reflètent parfaitement leur évolution à l'intérieur de la société nord-américaine. Afin de comprendre au mieux le cas chilien, nous avons détaillé cette typologie dans les points qui suivent :

a. *Les universités sans étudiants* : elles correspondent aux institutions mettant l'accent sur la qualité de la recherche et sur le travail des universitaires. Ces universités possèdent généralement des normes d'objectivité rigoureuses et prônent un type de recherche non partisane. Leur principale différence avec les centres universitaires traditionnels réside dans leur approche pratique, éloignée des débats théoriques des diverses disciplines.
b. *Les instituts de recherche sous contrat* : bien qu'ils ressemblent aux *Think Tanks* universitaires par leurs méthodes, ils s'en différencient principalement par leurs sources de financement qui proviennent de contrats signés avec des agences gouvernementales ou bien avec des entreprises privées. On peut citer en exemple le cas de la *RAND Corporation* aux Etats-Unis.
c. *Les centres militants* ("*advocacies*") : ce sont les organismes les plus récents en termes d'apparition dans le domaine public. Ils allient une forte charge idéologique et partisane à un puissant appareil publicitaire appelé à influer sur le débat public. Plutôt que de produire une recherche originale, ces institutions adoptent certains thèmes phares et profitent des résultats de recherches déjà existantes. Leur intérêt est de rendre accessibles de telles conclusions aux décideurs politiques par le biais de brefs documents facilement lisibles. Ils s'intéressent également beaucoup aux médias et à la possibilité de leur imposer des thèmes définis comme étant "d'intérêt public". Le risque majeur encouru par ces organisations est donc d'être perçues comme rigides et prévisibles quant à leur production. Enfin, plus que de rechercher les meilleures politiques à appliquer face à certains problèmes, elles concentrent leur attention sur la "guerre des idées"[1084].

[1082] Halimi, Serge, "Essor de la pensée mercenaire", *Le Monde diplomatique*, janvier 2007, p. 25.
[1083] Weaver, Kent, "The Changing World of Think Tanks", *Political Science and Politics*, Vol. 22, nº 3, 1989, p. 563-578. Cité par : Boucher, Stephen., Royo, Martin, & Lamy, Pascal., *Op. cit.*, p. 35.
[1084] À titre d'exemple, mentionnons notamment l'*Heritage Foundation* et le *Cato Institute* (dont le siège se situe à Washington D.C. dans les deux cas), l'*Adam Smith Institute* (Londres), le *Lisbon Council* (Bruxelles), l'*Institut Montaigne* (Paris), ou encore le *Transnational Institute* (Amsterdam).

d. *Les Think Tanks de partis politiques* : organisés autour de partis politiques, mais intellectuellement autonomes, leur travail est celui de "pourvoyeurs" de discours pour ces derniers. Une faible part du financement des partis leur est en fait consacrée. Malgré ces maigres apports financiers, ces *Think Tanks* constituent généralement de puissants laboratoires d'idées. Ils travaillent en effet en lien direct avec les élites partisanes, les cabinets ministériels et les représentants élus.

Un autre point nous paraît essentiel dans la recherche d'une définition opérationnelle de la notion de *Think Tanks* : la question de leur rôle au sein d'une société démocratique. Nous avons déjà évoqué l'influence majeure exercée par ces organisations, dans la mesure où les partis politiques ont un ancrage idéologique moindre et se situent dans un espace concurrentiel d'idées. En d'autres termes, plus la logique de marché est forte dans le domaine du débat public, plus l'influence des *Think Tanks* est grande. La société nord-américaine est de ce point de vue paradigmatique, et représente l'exemple le plus ancien de cette tendance. Dans une moindre mesure, le Chili de la transition démocratique illustre une évolution accélérée vers ce type de configuration.

Certains auteurs comme Weaver, Boucher et Royo identifient clairement cinq fonctions sociétales des *Think Tanks*,:

a. Source d'idées en matière de politiques publiques : en général, il s'agit d'explorer et de populariser des idées qui ne sont pas politiquement réalisables sur le court terme, mais qui, progressivement, peuvent obtenir le soutien des décideurs politiques.

b. Source d'évaluation de propositions de politiques publiques : il s'agit moins dans ce cas de la diffusion d'idées, que de l'évaluation de propositions destinées aux autorités politiques. Généralement, ces études prennent la forme de livres ou bien de guides de politique publique habituellement remis aux nouvelles administrations lors de leur prise de fonctions.

c. Source d'évaluation de programmes gouvernementaux : une fois les programmes gouvernementaux élaborés, divers *Think Tanks* les évaluent afin de déterminer leur degré d'efficience et de faire le bilan quant à leurs objectifs initiaux.

d. Formation d'experts : une des tâches traditionnellement associée aux *Think Tanks*, correspond à la formation d'un personnel qualifié destiné à des postes gouvernementaux. Ces experts possèdent une parfaite connaissance des propositions politiques qu'ils ont eux-mêmes contribué à élaborer. Généralement, ils constituent aussi des "gouvernements parallèles" dans lesquels les perdants aux élections peuvent se réfugier, garder un emploi, produire de la critique et se préparer au retour au pouvoir, munis de "nouvelles idées".

e. Source d'autorité technique : les chercheurs des *Think Tanks* sont habituellement consultés par les médias en tant que sources "légitimes" d'information et d'opinion. Les requêtes médiatiques sont ainsi extrêmement bien reçues par les gérants de ces institutions de pensée, convaincus qu'une publicité d'envergure peut améliorer l'image de l'organisation et accroître les possibilités de financement.

Selon Weaver, la hausse vertigineuse et globale du nombre de ces organisations au cours de ces vingt dernières années a entraîné une spécialisation et une concurrence croissante.

Toute une série de questionnements liés à la gestion et à la "survie" des *Think Tanks* apparut alors. Ces *issues* (questions ou problèmes en français) sont partagés par la plupart de ces institutions et contribuent à les définir. (1) Celui de l'**image** est un thème essentiel. Il correspond en effet à la tentative de cultiver un profil d'impartialité et de neutralité dans la recherche, malgré la forte pression de la part des bailleurs de fonds pour obtenir des conclusions en accord avec leurs intérêts particuliers. La prédominance des *Think Tanks* "militants" a néanmoins modifié cette donne en accordant la primauté aux activités de *lobbying* et de publicité. Un autre point central est celui de la (2) **production intellectuelle**. Celle-ci s'est énormément diversifiée : depuis les livres et les rapports techniques jusqu'aux reportages et aux analyses résumées à lecture rapide. Ces types de support ont effectivement pris une grande importance en raison du manque de temps des décideurs politiques et de la nécessité de produire des rapports dans un langage simplifié et adapté à un large public. Le choix de (3) "**l'équipe de travail**" et d'une équipe de chercheurs permanente ou sous contrat temporaire s'est également transformé en une problématique cruciale pour ces organisations. Le besoin d'avoir à son service des experts à temps complet afin de répondre régulièrement aux demandes des médias est ainsi devenu fondamental. Dans cette perspective, les *Think Tanks* militants préfèrent généralement les équipes professionnelles de formation universitaire limitée, évitant de cette manière le discrédit académique associé à l'activité de *lobbying*. D'autre part, les professionnels au profil académique très marqué utilisent un langage peu adapté au public en général et donc moins intéressant pour ces organismes. Le (4) **financement** est ensuite probablement l'un des points les plus sensibles pour ces organisations censées être à but "non lucratif". La plupart des fonds proviennent en effet du secteur privé (entreprises, fondations, donations personnelles). Cependant, il s'avère extrêmement compliqué pour le chercheur de connaître les montants ainsi que l'origine du financement que les *Think Tanks* parviennent à obtenir. Dans le cas du Chili, la tâche est encore plus délicate. Il n'existe aucun compte ni registre public permettant de prendre connaissance, avec plus ou moins d'exactitude, de ces sommes. D'autant que la Loi de transparence et d'accès à l'information n'a pas encore été dûment appliquée[1085]. Enfin (5), **l'agenda de travail** définit en grande partie le caractère et la portée de l'organisation. Il s'agit effectivement de déterminer le temps consacré à un thème en particulier ou l'importance accordée à certaines questions d'intérêt public. De ce choix dépend également

[1085] Du moins pas encore au moment de la rédaction de ce chapitre (mars 2009) alors que la loi fut promulguée le 11 août 2008.

son degré de spécialisation ainsi que l'influence qu'elle parviendra à exercer dans l'orientation des politiques publiques.

Afin de réaliser une recherche détaillée sur les *Think Tanks* chiliens, il convient donc de passer en revue ces catégories et ces définitions. Il est en effet impossible de transposer directement ces catégories à un environnement qui diffère autant du contexte historique et sociologique spécifique aux Etats-Unis. Cependant, malgré cette difficulté, divers éléments nous permettant d'étudier le rôle de ces organisations dans le débat public chilien peuvent être exploités, surtout depuis le retour de la démocratie en 1990.

6.2.2 L'expérience chilienne : quels sont les acteurs ?

Depuis le début des années 1990, une série de nouvelles organisations dont l'objectif s'est concentré sur la diffusion d'idées concernant les politiques étatiques, firent leur apparition dans l'espace public chilien. Dans la majorité des cas, il s'agit de structures directement ou indirectement liées au monde politique, à des secteurs patronaux ou bien aux deux milieux. Comme nous l'expliquions plus haut, ces organisations diffèrent des ONG. Elles fonctionnent principalement comme des "approvisionneurs" d'idées et de discours destinés à la prise de décision dans le domaine public et n'agissent pas directement sur la réalité sociale. Elles ne sont pas non plus liées aux mouvements sociaux qui interviennent depuis les marges ou qui se situent simplement en dehors du système politique.

Bien au contraire, alors qu'elles utilisent des méthodes issues du monde académique, complétées par des tactiques propres à la communication publicitaire, ces structures participent du système et de l'idée de "démocratie de marché". Ainsi, bien que définies comme des organisations à but non lucratif, elles ne travaillent pas pour autant sur la base du volontariat qui caractérise celles issues des mouvements sociaux[1086]. Ces professionnels sont exclusivement engagés pour "penser" les politiques publiques et influer dans le processus de prise de décisions, ce qui implique un coût non négligeable. Sur ce point, nous tenons à insister sur le fait que le principal problème auquel est confronté le chercheur qui se consacre à l'étude des *Think Tanks*, est précisément de connaître les montants et les formes de financement de ces organisations. Or, au Chili, ces dernières possèdent le statut d'institutions

[1086] Concernant les organisations issues des mouvements sociaux au Chili depuis le début des années 1970, voir : Guillaudat, Patrick & Mouterde, Pierre, *Los movimientos sociales en Chile 1973-1993, Op. cit.,* p. 5-25.

privées à but non lucratif. De ce fait, rien ne les oblige à rendre publics leurs bilans. Le chercheur dispose donc uniquement de l'information fournie de manière volontaire[1087].

Conformément à la tendance mondiale, la prolifération de ces structures est constatée seulement à partir de l'année 2000. Dans la plupart des cas, elles servent de plates-formes politiques personnelles et échappent au contrôle partisan traditionnel. Certaines, de nature social-démocrate, comme *Proyect America* (Projet Amérique) et *Democracia y Desarrollo* (Démocratie et Développement) – toutes deux liées à l'ancien président Ricardo Lagos-, ou encore *Chile Justo* (Chili Juste), proche de l'UDI[1088], font partie des nouvelles organisations venant s'ajouter aux *Think Tanks* traditionnels.

Par conséquent, bien que la plupart de ces structures se proclament indépendantes de toute position partisane, elles représentent des intérêts et des tendances que l'on peut situer sur un axe idéologique, axe que nous avons décidé de diviser en trois : (1) les *Think Tanks* **conservateurs**, qui se définissent comme des conservateurs sur le plan moral tout en étant libéraux du point de vue économique ; (2) les **libéraux sociaux-chrétiens**, probablement la catégorie la plus difficile à cerner[1089], dans laquelle nous incluons des institutions proches de la Démocratie chrétienne ainsi que des techniciens libéraux de la *Concertación* ; et enfin (3) les **libéraux progressistes**, incluant les sociaux-démocrates (une distinction doit néanmoins être faite, ceux-ci étant plus enclins à accepter une intervention de l'État que les libéraux laïcs de divers horizons). Précisons d'ailleurs que nous n'incluons pas, volontairement, les organisations liées à la "gauche extraparlementaire" chilienne[1090]. En effet, nous estimons qu'au lieu d'influer sur la prise de décisions ou de tenter d'orienter le débat public, leurs propositions vont plutôt dans le sens du remplacement du modèle de "démocratie-marché". À cet égard, il est difficile de les associer au fonctionnement de ce modèle, ce courant représentant un élément totalement exogène du "marché des idées" précédemment évoqué.

[1087] D'après une recherche journalistique du quotidien *El Mercurio* d'avril 2006, seuls le CEP (Centre d'études publiques) [lié à la droite politique] et le Chile 21 (Chili 21) [appartenant au parti Socialiste] furent disposés à révéler les montants impliqués dans leur financement. Voir : Aguirre, Bernardita, & Gaete, Pablo, "Finanzas Centros de Estudio : los *Think Tanks* peso a peso", *El Mercurio*, 22/04/2006.

[1088] Depuis la fin des années 1990, l'Union Démocrate Indépendante (UDI) est le principal parti de la droite chilienne.

[1089] En termes théoriques, le libéralisme économique et le social-christianisme constituent des doctrines opposées à plus d'un égard. Cependant, ces trente dernières années, s'est développé au Chili un libéralisme pragmatique transversal qui nous permet d'envisager l'existence d'une telle catégorie.

[1090] Nous pensons en particulier aux organisations comme l'Institut d'Écologie Politique ou comme le CENDA (Centro de Estudios Nacionales del Desarrollo Alternativo), qui, bien qu'elles aient une structure similaire à celle des *Think Tanks*, ne fonctionnent pas selon le schéma du marché d'idées au niveau opérationnel et ne sont généralement pas acceptées comme interlocuteurs valables par ces derniers.

Ainsi, parmi les structures pouvant être qualifiées de **conservatrices** – communément associées au Chili, à la droite politique, au libéralisme économique dérégulé, au conservatisme moral (*valórico*) et aux intérêts des grands groupes économiques – nous pouvons répertorier diverses organisations telles que :

- Le Centre d'études publiques (CEP), (Centro de Estudios Públicos)
- L'Institut liberté et développement (ILD), (Instituto Libertad y Desarrollo)
- L'Institut liberté (Instituto Libertad)
- La Fondation Jaime Guzmán (Fundación Jaime Guzmán)
- La Fondation paix citoyenne (Fundación Paz Ciudadana)
- La Fondation futur (Fundación Futuro)

Les *Think Tanks* que nous désignons comme étant **libéraux sociaux-chrétiens** regroupent les organisations proches de la Démocratie chrétienne et du social-christianisme corporatiste. Ils incluent également celles qui, s'identifiant comme libérales, ne reconnaissent pas complètement l'héritage économique du régime militaire. En général, ces *Think Tanks* participent d'un certain traditionalisme concernant les thèmes moraux et, dans certains cas, défendent un rôle plus important de l'État dans la société :

- La CIEPLAN
- La Fondation Justice et Démocratie (Fundación Justicia y Democracia)
- Le Centre d'études du Développement (CED), (Centro de Estudios del Desarrollo)
- Le Centre d'études de la réalité contemporaine (CERC), (Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea)
- La Corporation Temps 2000 (Corporación Tiempo 2000)
- La Fondation Frei (Fundación Frei)
- L'Institut Jorge Ahumada (Instituto Jorge Ahumada)

Enfin, les *Think Tanks* que nous décrivons comme sociaux-démocrates ou **libéraux-progressistes** tendent à défendre le modèle de marché sans pour autant exclure l'État comme composant essentiel de la régulation économique. Ils se distinguent principalement des libéraux sociaux-chrétiens par le libéralisme qu'ils affichent quant à leurs "valeurs morales" ainsi que par leur caractère laïc. Originellement situées au centre-gauche de l'échiquier politique (socialisme rénové), les organisations libérales-progressistes diffèrent néanmoins sensiblement quant à leurs propositions économiques. À titre d'exemple, les libéraux de la corporation "Expansive" (*Expansiva*) sont définitivement moins régulateurs que les

progressistes de “Chili 21” (Chile 21). De manière non exhaustive, citons pour cette catégorie :

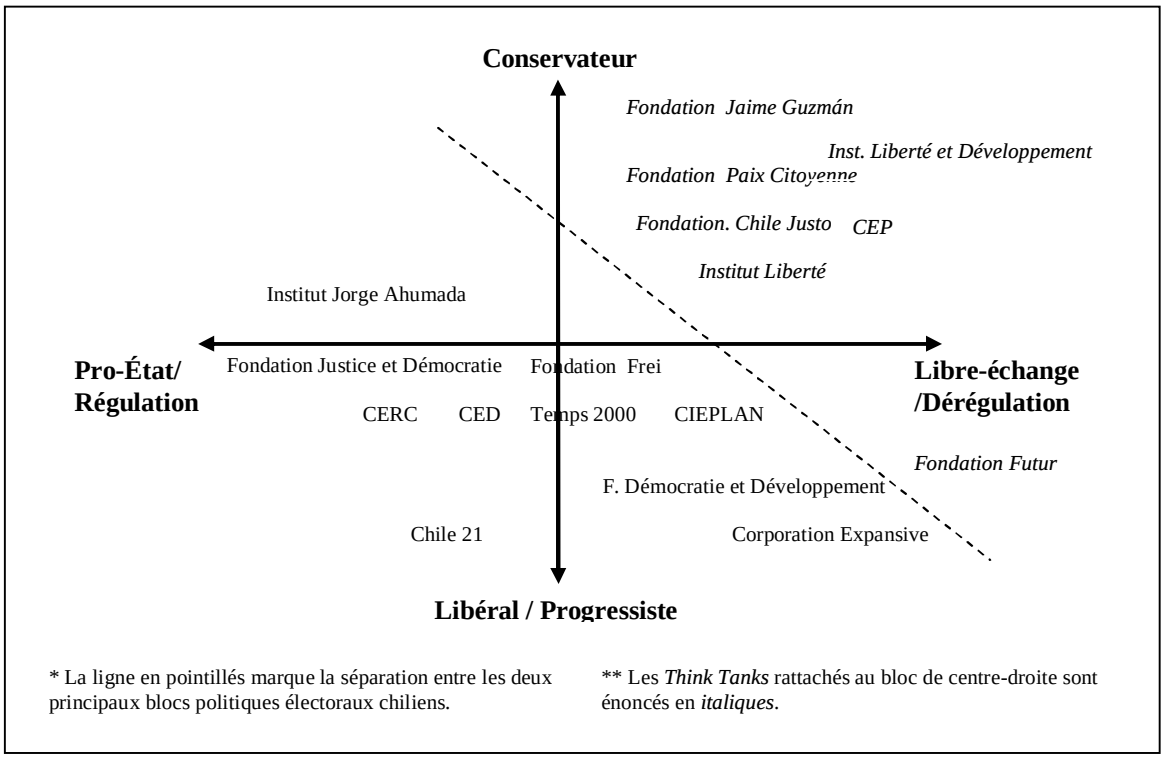
- Chili 21 (Chile 21)
- La Corporation Expansive (Corporación Expansiva)
- Le Projet Amérique (Proyect America)
- Démocratie et Développement (Democracia y Desarrollo)

Afin d’analyser plus clairement la position idéologique de ces structures, nous avons élaboré le graphique ci-dessous. Il représente la répartition des *Think Tanks* chiliens dans la lignée de la classification précédemment proposée (trois catégories). Sur l’axe vertical “Conservateur / Libéral-Progressiste”, apparaissent principalement les thèmes concernant la moralité, la participation et l’institutionnalité démocratique ; sur l’axe horizontal opposant *Pro-État* et *Libre-échange*, se dégagent les différences idéologiques en matière de conduite économique, constituant le thème central de notre recherche.

Comme on peut le constater, la dispersion est beaucoup plus importante du côté du bloc des *Think Tanks* rattachés à la coalition gouvernementale (la *Concertación*). Les positions vont ainsi du conservatisme moral à tendance étatiste au libre-échange progressiste sur le plan des institutions et des valeurs morales. Par ailleurs, il faut préciser que les critères de la première classification et ceux du diagramme ne coïncident pas nécessairement. L’“Institut Jorge Ahumada” ou la “Fondation Justice et Démocratie” combinent par conséquent des éléments progressistes et conservateurs propres au social-christianisme[1091], mais possèdent également des éléments spécifiques issus de l’expérience pratique, comme le fait de compter des élites gouvernantes à l’intérieur d’une coalition pluri-partisane.

[1091] Bien que les organisations liées à la Démocratie chrétienne présentent des différences importantes, elles tendent à se situer dans la zone centrale du diagramme, où se croisent les deux axes idéologiques. Elles se positionnent tout de même du côté moins conservateur.

Répartition idéologique des principaux *Think Tanks* chiliens



Source : notre élaboration personnelle à partir de l'information disponible dans les déclarations de principes ainsi que dans les documents programmatiques respectifs des organisations étudiées.

Un autre élément intéressant est l'homogénéité du bloc conservateur. Une exception semble néanmoins émerger : celle de la "Fondation Futur", dont le profond libéralisme moral s'oppose au traditionalisme du reste des *Think Tanks* de ce bord politique. Les structures proches de la *Concertación* reflètent quant à elles une hétérogénéité notoire, née des clivages idéologiques qui la composent. Elles se répartissent sur les trois autres surfaces situées à gauche de la ligne en pointillés. En définitive, la classification, tout comme le graphique, nous permettent de constater l'inexistence de *Think Tanks* strictement académiques assimilables aux "universités sans étudiants" nord-américaines. Les institutions de type militant (*advocacies*), ou directement rattachées à des partis politiques sont en revanche prépondérantes[1092].

Au Chili, les centres d'études progressistes et sociaux-chrétiens provinrent d'un contexte de lutte pour la démocratie. À leurs débuts, ils apparurent comme des ONG d'opposition à la dictature. Le début de la transition orienta leur action vers les thèmes de la gouvernabilité et

[1092] Dans le cas chilien, les institutions liées aux partis ou clairement militantes ont également accès à un financement par le biais de projets conçus pour l'État, des organisations ou même des entreprises privées.

de la stabilité économique[1093]. Mais ils perdirent de l'influence en laissant nombre de leurs professionnels assumer des postes à responsabilité politique[1094]. Les organisations conservatrices, de leur côté, se consolidèrent dans les années 1990. Dans un premier temps, elles constituèrent un refuge intellectuel et idéologique pour les héritiers du régime militaire. Puis, elles devinrent des espaces d'influence politique (*lobbies*) et des plates-formes "d'accueil" pour un futur retour au pouvoir.

6.2.3 Jeu démocratique ou marché des idées ?

Jusqu'à présent, cette problématique n'a été que très peu étudiée au Chili. L'instauration d'une "société de marché" a donné naissance à un espace où la lutte pour le pouvoir et la transformation de la société passe par un jeu de forces au mécanisme de fonctionnement propre dont le lien s'effectue dans un autre langage[1095]. Les *Think Tanks* représentent seulement un des phénomènes qui illustrent cette dynamique spécifique rendant compte des profonds changements vécus par la société chilienne à partir du milieu des années 1970.

Globalement, le phénomène et l'importance de ces organisations (les *Think Tanks*) ont pris de l'ampleur depuis le milieu des années 1980. Aujourd'hui, aucun parti, tendance ou regroupement politique ayant des ambitions dans le domaine des politiques publiques au Chili ne fait l'économie dans sa structure d'un centre d'études ou ne se refuse à bénéficier de ses conseils en externe. Cette disposition est d'autant plus évidente dans les secteurs qui, sans se définir comme politiques, correspondent à des groupes de la société civile dont les intérêts sont en grande partie liés à l'orientation des politiques publiques. Il en va de même dans le fonctionnement d'institutions comme la "Fondation Paix citoyenne" ou bien le "Centre d'Études publiques" (CEP), associées au monde conservateur.

Les cas précédemment cités concernent donc des *Think Tanks* officiellement "non partisans", mais qui représentent clairement les intérêts de groupes spécifiques de la société chilienne. L'organisation "Paix citoyenne" cherche par exemple à exercer une influence sur les politiques de sécurité publique du gouvernement en place, devenant alors la principale référence en la matière, jusqu'à représenter la contrepartie des organismes officiels de l'État. Une situation similaire est observée avec le CEP, qui représente un courant de pensée

---

[1093] Pour un intéressant résumé des complications posées et subies par la transition chilienne en 1998, comptant encore le général Augusto Pinochet comme acteur politique, voir : Jouineau, Sophie, "Le présent ne parvient pas à effacer le passé. Au Chili, une transition qui n'en finit pas", *Le Monde Diplomatique*, nº avril, 1998, p. 8-9.

[1094] Puryear, Jeffrey, Op. cit.

[1095] En effet, le langage politique traditionnel est remplacé par celui de l'économie et de la communication.

politique et économique particulier, bien qu'il englobe divers domaines d'études et que lui soient reconnues des compétences techniques par la qualité de ses rapports et de ses publications. Il ne peut donc en aucun cas se déclarer "neutre" dans la mesure où il s'inspire de penseurs ultralibéraux comme Friedrich Hayek, Ludwig Von Mises ou Michael Novak. Il est ainsi impossible d'ignorer le CEP qui se présente comme l'instance d'"approbation" du grand patronat vis-à-vis des programmes économiques des principaux candidats à la Présidence de la République depuis 1990. Cet aspect est également confirmé par les études d'opinion publique, où est régulièrement publié le niveau de popularité des principaux acteurs ("*personeros*") de la politique chilienne, alimentant une sorte de course à la présidentielle constante. Cette pratique s'avère cependant très attractive pour les médias, indépendamment de l'intérêt de ces sondages.

Par conséquent, si le système politique est considéré comme un espace restreint dans lequel opère un "marché des idées", et chaque groupe exerce une activité de *lobbying* afin d'imposer ses propres conceptions, alors l'importance des *Think Tanks* ne cessera de croître. Ils se développeront non seulement en tant qu'instances consultatives ou productrices d'idées, mais surtout comme des entités décisionnaires dont l'indépendance et la neutralité technique et idéologique pourront être – et seront – sérieusement remises en cause.

Le Chili représente en ce sens un cas intéressant d'intervention croissante de ces organisations dans l'élaboration des politiques publiques. Une certaine opacité persiste toutefois quant aux mécanismes de financement de ces structures et au niveau effectif d'influence atteint ces trente dernières années[1096].

6.3 Caractéristiques du modèle économique chilien en démocratie : défis et perspectives (1990-2005)[1097]

> *« Dans un sens, tout commença au Chili. Au début de 1970, le Chili fut l'une des premières économies en développement à tester des concepts tels que la dérégulation des industries, la privatisation des entreprises d'Etat, la liberté des prix et l'ouverture de ses marchés aux importations. En 1981, le Chili privatisa son système de sécurité sociale. Nombre de ces idées se sont*

[1096] Un exemple frappant fut le poids des *Think Tanks* néoconservateurs aux Etats-Unis sur tout ce qui concernait la politique extérieure nord-américaine sous le gouvernement George W. Bush, en particulier lors du développement de la guerre en Iraq. Voir notamment : Schifferes, Steve, "Battle of the Washington Think Tanks", *BBC News Channel*, 03/04/2003 ; Disponible sur : http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/americas/2914969.stm (consulté le 22/02/2008) ; ou Rutherford, Paul, *Weapons of mass persuasion : marketing the war against Iraq*, Toronto, University of Toronto Press, 2004.

[1097] Une partie de ce sous-chapitre a été publiée par la revue *Encuentro* en 2006 : Gárate, Manuel, "El modelo económico chileno en democracia", *Revista Encuentro*, nº 40, primavera 2006, p. 71-81.

répandues depuis l'Amérique latine dans le reste du monde. Elles sont actuellement à l'origine des réformes en Europe du l'Est et dans les Républiques de l'ex-URSS… ce qui démontre, une fois de plus, l'incroyable pouvoir des idées »[1098].

JAMES FLANIGAN, *Los Angeles Times*, August 5, 1998.

De nos jours, l'évocation du Chili amène souvent la discussion sur deux points imbriqués. Le premier point concerne la stabilité politique obtenue par le pays au cours des quinze années qui ont suivi le retour à la démocratie (1990-2005). La seconde caractéristique marquante de l'histoire économique récente du Chili est le maintien des équilibres financiers et des taux de croissance élevés. Notamment entre 1990 et 1997, ces taux atteignirent en moyenne 7% du Produit Intérieur Brut (PIB) par an ; un chiffre uniquement comparable à la croissance de pays comme la Malaisie, l'Indonésie ou la bien la Thaïlande à la fin des années 1980 et au début des années 1990. De tels résultats ont donné lieu à de nombreuses comparaisons avec la situation du reste des pays de la région, au point de parler de "miracle économique chilien". Cependant, les chercheurs méconnaissent souvent les caractéristiques spécifiques du modèle ainsi que le débat permanent qu'il suscite dans la société chilienne.

Parallèlement, en raison de la "crise asiatique" et de la chute brutale des exportations chiliennes due à la contraction des marchés mondiaux à partir de 1997, une importante polémique s'engage au Chili au sujet des forces et des faiblesses du modèle économique[1099]. Ce débat sembla d'autant plus essentiel qu'intervenait une période de crise (ou phase de récession du cycle économique). Le point le plus discuté était le problème de la vulnérabilité d'une économie ouverte face aux variations d'un marché international instable. Cette inquiétude est d'ailleurs régulièrement ravivée par la forte dépendance de l'économie à l'exportation d'un nombre limité de *commodities* ou matières premières (cuivre, cellulose,

---

[1098] Flanigan, James, *Los Angeles Times*, August 5, 1998 ; « En cierto sentido, todo comenzó en Chile. A comienzos de 1970, Chile fue uno de las primeras economías en desarrollo en poner a prueba tales conceptos como la desregulación de las industrias, la privatización de las empresas estatales, la libertad de precios y la apertura de sus mercados a las importaciones. En 1981, Chile privatizó su sistema de seguridad social. Muchas de esas ideas se han expandido desde Latinoamérica al resto del mundo. Ellas están hoy en día detrás de las reformas en Europa del Este y en las repúblicas de la ex URSS… lo cual demuestra, una vez más, el increíble poder de las ideas ».

[1099] À propos de la "Crise Asiatique" et de ses répercussions sur l'Amérique latine, voir : Puyana, Jaime, Salgado, Wilma, Schuldt, Jürgen, García, José Ramón & Graña, Alberto, *La crisis asiática : lecciones para América Latina*, Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (ILDIS), 1998 ; Collyns, Charles & Kincaid, Russell, *Managing Financial Crises : Recent Experience and Lessons for Latin America*, Washington (DC), International Monetary Fund, 2003. Pour une vision critique des causes de cette crise, lire l'ouvrage de l'économiste Joseph Stiglitz, désormais promu au rang de *bestseller* : Stiglitz, Joseph, *Globalization and its discontents*, W.W. Norton, 2002.

farine de poisson, minéraux non-métalliques et fruits frais), dont la demande se voit ponctuellement affectée par la moindre crise internationale ou incertitude politique[1100].

La stabilité sociopolitique est effectivement constamment menacée par la double dépendance des prix des *commodities* et des variations du prix international des combustibles qui influent tous deux de manière significative sur les coûts de production ainsi que sur le taux d'inflation. En effet, le Chili importe plus de 60% de ses besoins en énergie sous forme de pétrole (importé à 95%), de carbone et de gaz naturel[1101]. Deux critiques de poids s'élèvent alors contre le modèle de développement chilien. L'énorme brèche existant dans la distribution du revenu est dénoncée de même que l'impact néfaste de l'économie d'exportation de produits primaires sur l'environnement[1102].

Dans ce contexte, s'ouvre en 1998, suite aux années de prospérité du début de la décennie 1990, une période de remise en cause substantielle. Les critiques les plus virulentes provenaient principalement de certains secteurs de la gauche démocratique (les *auto-flagellants*) et du centre politique (les *auto-complaisants*) au sein de la coalition à la tête du pays depuis 1990 et touchaient au modèle économique hérité de la dictature militaire[1103].

Il ne faut pas non plus oublier de mentionner le caractère présidentiel prononcé du système politique chilien ainsi que la forte influence du pouvoir exécutif dans la gestion de l'économie et des recettes fiscales[1104].

6.3.1 L'évolution de l'économie chilienne trente ans après le coup d'État

Entre 2003 et fin 2005, l'économie chilienne connut un développement considérable, conformément aux signes favorables observés, notamment dans le secteur exportateur. Cette

---

[1100] Pour une vision critique des fragilités du modèle "néolibéral" au Chili, voir : Cademartori, José, *Chile : El modelo neoliberal*, Santiago, Ediciones Chile-América CESOC, 1998 ; Martner, Gonzalo, *Remodelar el modelo. Reflexiones para el Bicentenario*, Santiago, LOM Ediciones, 2007.

[1101] Wittelsbürger, Helmut, "La política energética de Chile : de la dependencia al desarrollo sostenible. El futuro es de las energías renovables", *Diálogo Político*, nº 4, 2007, p. 35-52. Consulter également : Tamayo, Eduardo, "Amérique du Sud : la crise du gaz touche six pays", *América Latina En Movimiento*, Agencia Latinoamericana de Información, 14/04/2004 ; disponible sur : http://alainet.org/active/6127&lang=es, page consultée le 20/08/2009.

[1102] Quiroga, Rayén, *Comercio, Inversiones y Sustentabilidad : El Caso de Chile*, Santiago, Programa Chile Sustentable / Fundación Heinrich Böll, 2003.

[1103] Concernant les différends qui opposent ces deux groupes, se référer au chapitre 5 de la présente thèse doctorale.

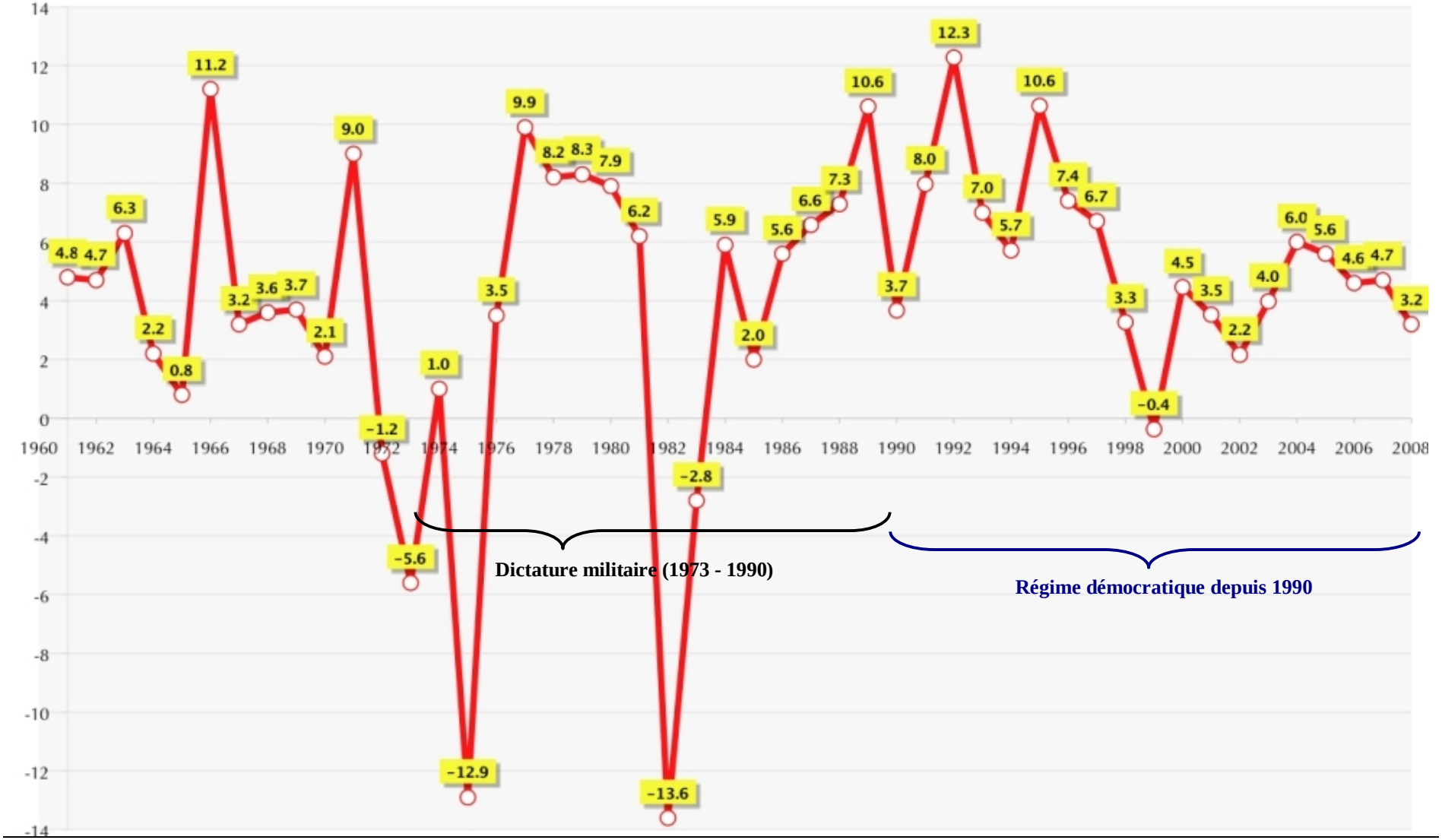
[1104] Sobre el sistema presidencialista chileno ver: Zúñiga, Francisco, "La gobernabilidad en un sistema presidencial: el caso de Chile", *Revista de Derecho Político*, nº 64, 2005, p.253-271. Ver también: Fernández, Mario & Nohlen, Dieter, *El presidencialismo renovado: instituciones y cambio político en América Latina*, Santiago, Nueva Sociedad, 1998; Sobre la política fiscal del ejecutivo: Engel, Eduardo, "¿Qué significa la nueva política fiscal?", *Expansiva UDP*, 25/05/2007. Disponible en: http://www.expansivaudp.cl/columnas/detalle.tpl?idcolumna=05282007104825

situation lui permit de surmonter certaines craintes provoquées par la “crise asiatique” de 1998-1999 et, en même temps, fit bénéficier au gouvernement du président Ricardo Lagos (2000-2006) des marges de manœuvre plus importantes. Ce dernier commença d’ailleurs son mandat pendant la période la plus critique de la crise (mars 2000), précisément lorsque le PIB atteignit -0,8% et que le taux de chômage approcha les 10%. D’après la plupart des analystes économiques du pays, ce chiffre de 10% représente le seuil de tolérance du système politique avant que ne s’engagent des protestations sociales.

Les bons résultats économiques des années 2004 et 2005 furent ainsi en grande partie le reflet de l’augmentation de la quantité et de la valeur des exportations, découlant elle-même des prévisions internationales qui annonçaient une reprise de l’économie mondiale. De plus, les autorités économiques estimèrent que la signature de traités de libre-échange (TLC) avec l’Union Européenne, les Etats-Unis, la Corée du Sud, la Chine et l’Inde, favorisa une hausse significative des échanges avec ces marchés extérieurs de grande envergure. Cette conjoncture dynamisa ainsi l’économie notamment grâce à la réactivation de la demande et de l’investissement interne, mais surtout du fait de l’augmentation significative du prix des principaux produits d’exportation du pays (le cuivre et la cellulose).

Le graphique suivant nous permet de comparer les chiffres de l’évolution de la croissance économique obtenus sous le régime militaire et ceux observés après le retour á la démocratie en 1990.

Évolution de la croissance économique au Chili, 1960-2008.
Variation annuelle du PIB à prix constants (%).



Source : Banco Central de Chile, marzo 2009 (1961-1985, 2004-2008), FMI et World Economic Outlook Database, octobre 2008 (1968-2003).

Pour les principaux économistes chiliens était donc relancée la discussion, portant sur la possibilité pour le Chili de reprendre le chemin de la croissance et de retrouver des taux semblables à ceux de la première moitié des années 1990. Cette période avait effectivement été marquée par des taux de croissance compris entre 6 et 7% du PIB. Ces chiffres reflétaient le plus exceptionnel développement économique de toute l'histoire du pays depuis l'Indépendance. Le Chili constitua alors un cas à part en Amérique latine. Sous l'effet de cette dynamique, l'indice de pauvreté connut une baisse de 36 à 18,8% entre 1990 et 2003. Les résultats économiques d'août 2004 furent les meilleurs que le pays ait obtenus depuis 1998, et révélèrent une augmentation de 7,5% de l'activité économique, un prix du cuivre étonnamment élevé, et un niveau d'inflation d'à peine 3%. Ces aspects positifs eurent d'autant plus de valeur que les fortes variations du coût des hydrocarbures, en particulier du pétrole et du gaz naturel, continuaient d'être d'actualité. Cette situation de relative aisance permit à l'administration du président Ricardo Lagos d'achever sereinement son mandat à la tête de la coalition gouvernementale (*Concertación*). Cependant, jusqu'en 2002, la situation était loin d'être aussi favorable. En effet, on spéculait même sur la crise terminale de l'alliance "officialiste" suite aux mauvais résultats économiques et aux scandales de corruption qui avaient éclatés publiquement à la fin de cette même année[1105].

Écarts de croissance entre le Chili et divers groupes de pays (%)

	"Âge d'or" 1986-97	Lagos 2000-04	Frei 1995-99	Aylwin 1990-94	Pinochet 1985-89	Pinochet 1980-84
Monde	4,8	1,2	2,4	5,5	2,7	-1,6
Économies avancées	4,6	1,6	2,3	5,0	2,6	-1,4
Union Européenne	5,3	1,9	2,7	5,9	3,3	-0,4
Autres pays émergents et en développement	3,6	-1,9	0,8	4,3	2,2	-2,8
Hémisphère occidental	4,5	1,6	2,8	3,9	3,8	-0,8
Asie ; nouveaux pays industriels	-0,3	-0,8	0,5	0,0	-2,3	-6,1
Asie en développement	0,0	-3,2	-1,4	-0,4	-0,8	-5,8
CHILI (taux de croissance)	**7,6**	**4,0**	**5,4**	**7,3**	**6,4**	**-0,7**

Note : L'écart de croissance correspond à la différence entre le taux de croissance du Chili et le taux de croissance des groupes respectifs formés par les autres pays.

Source : Bergoeing, Raphael & Galetovic, Alexander, "El crecimiento durante el gobierno del Presidente Lagos una vez más", Facultad de Economía Universidad de Chile, 2005, p. 2. Données provenant du FMI.

[1105] Pour plus d'information sur les indices de perception de la corruption au Chili, consulter le texte suivant : Chile Transparente, "Evolución de Chile en el índice de Percepción de la Corrupción", *Documento de Trabajo Chile Transparente*, nº 6, abril 2009, p. 1-15.

Afin de préciser ces conclusions, il convient désormais d'aborder les aspects les plus pertinents de la situation économique chilienne sous le troisième gouvernement de la *Concertación*.

a) L'activité économique

D'après les chiffres officiels de la Banque Centrale du Chili et le rapport de la CEPAL, l'activité économique chilienne connut une importante reprise en 2003-2004[1106]. Le taux de croissance du Chili oscilla effectivement entre 4,5 et 5,5% en moyenne, soutenu notamment par la réactivation du secteur minier, agricole et industriel. Cette croissance se répercuta sur la hausse de la consommation interne.

b) L'inflation

L'inflation, quant à elle, ne dépassa pas 3,7%. Sur ce point, les résultats de 2005 démontrèrent la fiabilité des politiques de contrôle de l'inflation, bien que son chiffre soit plus élevé qu'en 2000 (4,5%)[1107].

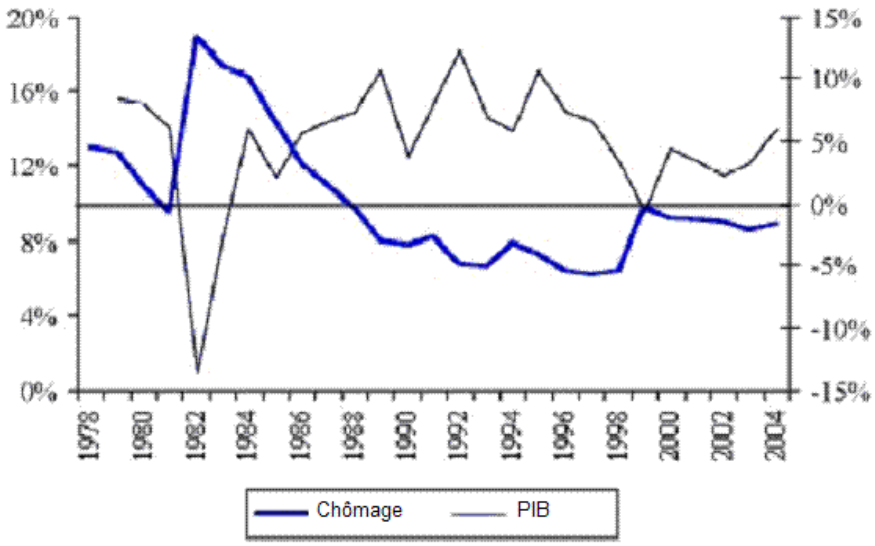
c) Le chômage

La problématique du chômage mit en évidence le grand paradoxe existant entre la croissance positive et le taux persistant de sans-emploi autour de 8 à 9%, considéré comme très élevé au niveau politique Ce point représenta un véritable casse-tête pour les autorités du gouvernement ainsi que pour les économistes des deux camps politiques. En effet, il conduisit deux sénateurs et économistes reconnus, Carlos Ominami (ancien sénateur du parti Socialiste) et Alejandro Foxley (ancien ministre des Finances et sénateur de la Démocratie chrétienne), à envisager l'existence d'un chômage de type structurel, davantage lié à la modernisation et à la spécialisation du secteur de la production, qu'aux fluctuations de l'économie mondiale.

[1106] CEPAL, *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe 2005*, Santiago, Libros de la CEPAL, diciembre 2005. Les chiffres officiels de la Banque Centrale sont disponibles avec ses séries d'indicateurs économiques sur Internet : http://www.bcentral.cl/estadisticas-economicas/ (consulté le 18/07/2009).

[1107] "IPC de 2005 es el más alto en 5 años", *El Sur de Concepción*, 05/01/2006 ; disponible sur : http://www.elsur.cl/edicion_hoy/secciones/articulo.php?id=65241&dia=1136430000 (consulté le 18/07/2009).

Chômage et croissance économique au Chili (PIB) : 1978-2004



Source : *Corporation Expansiva* (2004).

d) Le commerce extérieur

Grâce aux traités de libre échange[1108], le secteur exportateur-importateur enregistra une forte augmentation de son activité au dernier trimestre 2004, malgré l'instabilité du prix des devises, réalisant ainsi un excédent de la balance commerciale de 2,2 milliards de dollars. D'après les chiffres de la Banque Centrale, en 2003, les exportations chiliennes furent principalement destinées au continent asiatique (31%), à l'Europe (25%), à l'Amérique latine (19%) et enfin aux Etats-Unis (18%).

e) Les engagements externes

À ce sujet, le rapport de la CEPAL consacré au Chili affirme que la dette extérieure publique augmenta de 12,9% en 2003, alors que la dette extérieure privée passa quant à elle de 49,7% du PIB en 2002 à 47,3% en 2003. En août 2004, le *spread*[1109] du "fonds souverain" chilien avoisinait les 70 points ; chiffre très proche de celui des pays comme la Chine (69 pts.) ou la Pologne (64 pts.). Grâce à ce résultat le Chili put accéder, dans des conditions plus favorables, au crédit international.

[1108] TLC en espagnol.

[1109] Le *spread* ("diffusion" en français) correspond à la marge additionnelle d'intérêt facturée sur un titre de référence. Pour chaque fonds souverain, le titre de référence est le taux d'intérêt des fonds du Trésor aux Etats-Unis et son *spread* équivaut aux points additionnels. Source : MIMI-H et glossaire de termes économiques FOREX. Consulter : http://www.gfcmercado.com/SpotFortex/Glossary.asp (consulté le 18/07/2009).

f) La politique économique

La politique économique du gouvernement du président Ricardo Lagos se caractérisa par le maintien coûte que coûte des équilibres fiscaux et du contrôle de l'inflation, permettant ainsi au gouvernement, tout comme aux entreprises, de bénéficier d'une bonne évaluation externe au moment d'acquérir des obligations de crédit sur le marché international.

Par ailleurs, la stratégie d'ouverture des marchés mondiaux *via* des traités commerciaux, et la réduction unilatérale des tarifs douaniers, accentuèrent d'autant plus la dépendance du pays à son secteur exportateur. Globalement, comme nous l'avons déjà mentionné, ce secteur d'activité fut le principal moteur de la croissance du PIB ces dernières années. Cette configuration se traduisit par une hausse de la consommation ainsi que de l'investissement interne, atteignant des niveaux au moins égaux à ceux de 1998 au début de la crise asiatique.

g) L'austérité fiscale

La "règle d'or" de la politique économique chilienne consiste à s'engager à maintenir durablement un excédent fiscal structurel (1%) couplé à un taux de change flexible et à une inflation contrôlée par le taux d'intérêt (TPM). Au Chili, suite aux réformes de la dictature militaire, la politique monétaire est indépendante de la politique économique. Cette caractéristique oblige les deux parties (la Banque Centrale et le gouvernement), à échanger un flux constant d'information et, dans le même temps, contribue à faire diminuer – du moins en théorie – les pressions visant la progression des dépenses de l'État.

Par ailleurs, depuis la fin des années 1990, les recettes des impôts de l'État furent affectées par la réduction unilatérale des tarifs douaniers ainsi que par les traités de libre échange, même si elles furent momentanément compensées par le cours élevé du prix du cuivre. Cette conjoncture favorisa le déploiement de moyens supplémentaires afin de maintenir un excédent fiscal et de résister aux fortes pressions expansives des dépenses.

h) La politique monétaire

En termes de politique monétaire, les autorités économiques se sont fixé l'objectif ambitieux d'un taux d'inflation annuel compris entre 2 et 4%, chiffres largement atteints entre 2003 et 2005.

Depuis 2002, les banques privées ont également vu croître leurs revenus à des niveaux records, réduisant ainsi leur portefeuille d'impayés et augmentant considérablement leur niveau et offre de crédits. Le Chili est également l'un des rares pays de la région dont le

système financier ne possède pas une part majoritaire de passifs et d'actifs en dollars, ce qui permet une épargne importante en monnaie nationale.

i) Le taux de change

Depuis 1999, la Banque Centrale du Chili a adopté une politique de taux de change flexible, élargissant au maximum la bande de fluctuation du dollar dont l'existence n'est pas publiquement admise par les autorités économiques. En pratique, il n'existe aucun contrôle explicite de la valeur de la monnaie nord-américaine et celle des devises est régulée par l'effet du libre jeu de l'offre et de la demande[1110]. Cette mesure a été fortement critiquée, en particulier dans les secteurs de l'exportation (agro-industrie), craignant une hausse croissante de la valeur du peso chilien qui aurait entraîné une diminution de leurs revenus[1111]. La Banque Centrale s'est engagée à justifier et à annoncer publiquement les interventions effectuées sur le marché des changes, validant par cette démarche l'ensemble de sa politique de non-ingérence.

j) La reprise économique

Sur le court terme, les doutes concernant la viabilité de la reprise économique proviennent principalement du secteur énergétique sensible à l'instabilité du prix international du pétrole et à l'incertitude quant à la continuité de l'approvisionnement en gaz naturel provenant majoritairement d'Argentine. La "matrice énergétique" chilienne est en effet extrêmement dépendante des hydrocarbures et du régime de pluies (énergie hydro-électrique). Cette nécessité accentue les inquiétudes portant sur la durabilité du modèle économique chilien.

6.3.2 Les défis à long terme du modèle socio-économique chilien

Les défis que doit relever le modèle de développement chilien sont nombreux et beaucoup sont liés à des problématiques de moyen et long terme, comme la dégradation accélérée de l'environnement, découlant principalement de la surexploitation des ressources forestières, minérales et marines. Le besoin d'entrer dans une seconde phase d'exportation qui ajoute de la valeur aux produits chiliens et qui favorise à la fois l'investissement local en recherche et développement se fait également sentir. Cependant, concernant le débat

[1110] De Gregorio, José & Tokman, Andrea, "El miedo a flotar y la política cambiaria en Chile", *Documentos de Trabajo Banco Central de Chile*, nº 302, diciembre 2004, p. 1-56.

[1111] D'une manière générale, les exportateurs ont demandé au gouvernement une intervention afin d'éviter la chute du dollar, alors que, paradoxalement ils exigaient une neutralité totale de la part de l'autorité économique. L'article de presse suivant illustre ce type de demande : ORBE, "Ronald Bown : Repercusiones del problema del precio del dólar para exportadores de Chile", *Diario del Vino*, 19/04/2006. Disponible sur : http://www.diariodelvino.com/notas/noticia243_20abr.htm (consulté 21/09/2009).

économique, qui s'inscrit toujours dans un contexte précis, l'élite politique nationale s'est concentrée sur deux aspects : le chômage et la distribution du revenu. Ainsi, à l'intérieur de ce débat émergent régulièrement des thèmes tels que la réforme de la santé, de l'éducation et la réforme fiscale.

a) Un chômage persistant

Au Chili, la plupart des économistes de droite comme de centre-gauche reconnaissent que la gouvernabilité et la stabilité sociale sont en danger à partir du moment où l'économie chilienne ne parvient pas à maintenir des taux annuels de croissance supérieurs à 5% pour une période d'au moins 15 ou 20 ans. Or, cette situation ne s'est plus présentée depuis 1997, date du début de l'effondrement des marchés asiatiques. Depuis cette crise, la croissance du PIB s'est maintenue à une moyenne de 3,3% par an. Mais, même si ces chiffres dépassaient ceux de la plupart des pays de la région, ils n'étaient pas suffisants pour faire diminuer le chômage en dessous de 9%. Le spectre du chômage structurel s'est donc installé dans le débat économique et politique chilien. Néanmoins, les chiffres des années 2004 et 2005 montrent une amélioration, fruit d'une hausse de la demande des matières premières, en particulier en provenance du Sud-est asiatique. Ainsi, dans la période novembre 2005 - janvier 2006, le taux de chômage atteignait à peine 7%, bien que fortement marqué par un cycle d'exportation dépendant de la demande asiatique et d'un prix du cuivre battant des records historiques.

Au cours de cette phase, la croissance ne fut pas liée à des secteurs ou domaines très demandeurs de main d'œuvre ; contrairement au début des années 1990 où avaient été créés de nombreux emplois grâce aux investissements de capital des entreprises minières, électriques, agro-industrielles et d'infrastructure routière. Des économistes tels que Carlos Ominami ainsi que certains *Thinks Tanks* progressistes comme les fondations "Chile 21" et l'indépendante "Terram" soutinrent du moins cette hypothèse. Cette interprétation a pour objectif de dissocier les causes du chômage des seules variations du cycle économique et d'expliquer que celles-ci tiennent plutôt aux caractéristiques du système productif. L'argument central de ce postulat serait qu'entre 1995 et 1997 – période où la croissance de l'économie chilienne fut la plus forte de toute son histoire républicaine (7-8% du PIB annuel), le chômage connut une hausse significative. Actuellement (2009), l'économie chilienne continue de croître, mais l'emploi n'augmente pas selon les prévisions de la plupart des économistes.

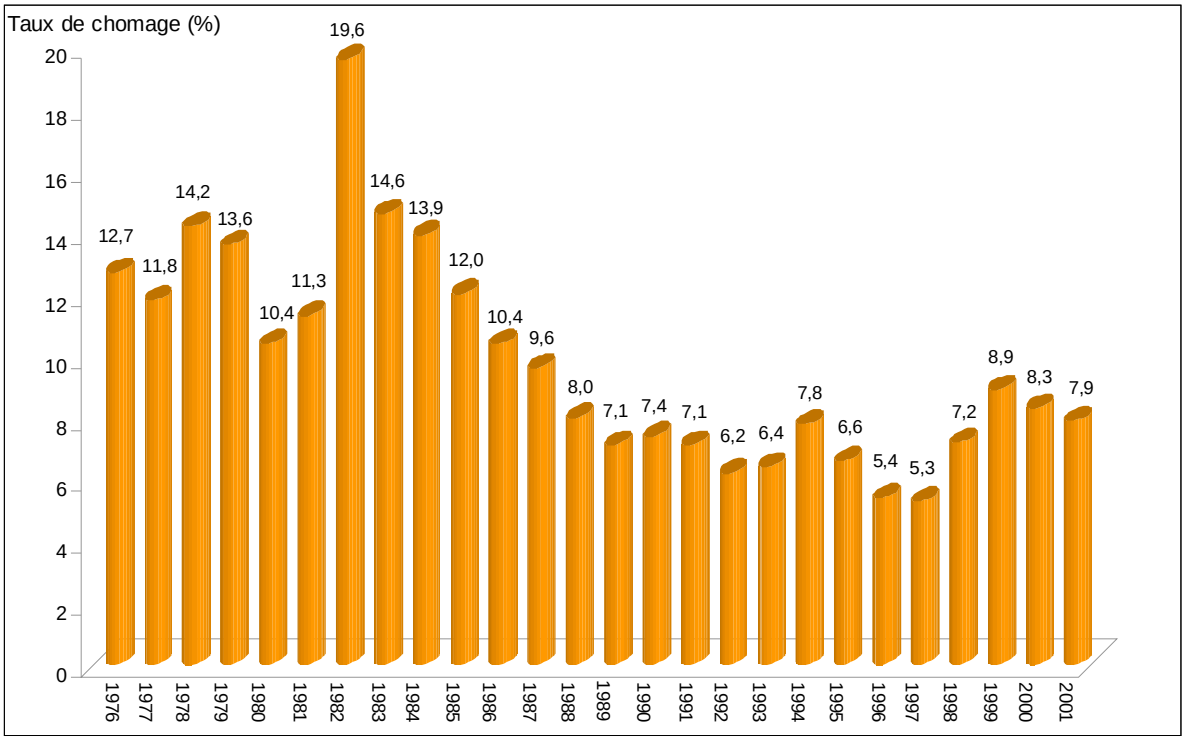
Par ailleurs, le secteur de l'exportation de matières premières est devenu rentable et a vu ses processus productifs rénovés par l'incorporation de technologie nouvelle. Mais ce changement s'est également traduit par une baisse de la demande de main d'œuvre, une augmentation de la précarité de l'emploi ainsi que par la disparition croissante d'emplois.

De plus, la production fondée sur les ressources naturelles se concentre seulement sur 13 grandes entreprises qui ont vu chuter leurs niveaux d'activité à 16% entre 1990 et 2003, malgré la prospérité et la progression de leurs profits. Certains affirment par conséquent que la solution au chômage ne réside pas nécessairement dans la "recette de la croissance", mais dans l'application de politiques qui stimulent un second cycle d'investissements intensifs en valeur ajoutée, dans les domaines de la recherche et de la technologie.

Les *Think Tanks* liés à la droite et au monde de l'entreprise considèrent en revanche que les principales causes du chômage persistant relèvent de la rigidité du marché du travail ainsi que des politiques de l'emploi menées par la *Concertación*[1112]. Les solutions envisagées par ces groupes sont généralement classiques et destinées à favoriser les secteurs financiers et l'industrie par la baisse des impôts, une plus grande flexibilité du travail et une réduction des dépenses publiques.

[1112] Centre d'études publiques et l'Institut Liberté et Développement (www.lyd.cl)

Variation du taux de chômage au Chili, 1975-2001 (% du trimestre octobre-décembre de chaque année)



Source : Banco Central de Chile et INE
Notes : PIB : 1976 -1985 = base de 1977, 1986-1996 = base de 1986 et 1996-2001 = base de 1996.

b) Pauvreté et distribution du revenu

Les chiffres officiels du MIDEPLAN[1113] d'août 2004, corroborés par la Banque mondiale, indiquent que 10% des foyers les plus riches concentrent 41% de la richesse alors que les 10% les plus pauvres représentent à peine 1,5% du revenu national. Le chiffre indiquant que 20% des Chiliens possèdent plus de 60% des ressources disponibles est encore plus préoccupant. Il s'avère également que seuls 25% des foyers chiliens ont des revenus mensuels supérieurs ou égaux à la moyenne nationale (940 dollars par foyer). Loin de diminuer, on observe donc une augmentation systématique des différences de revenu entre les secteurs les plus pauvres et les plus riches de la population chilienne ces trente dernières années ; et ce malgré la hausse significative des revenus dans toutes les strates sociales sous l'effet du cycle économique de 1987-1998.

[1113] Ministère de la planification et de la coopération (Enquête CASEN 2003). Consulter : http://www.mideplan.cl/casen/

Les chiffres révélés par l'enquête CASEN 2003[1114] sont classés par déciles (tranches de 10%) et indiquent clairement que le revenu par tête est concentré dans le premier décile qui est 34,1 fois plus riche que le dernier, le second décile possédant seulement 12,7 fois le revenu du décile le plus pauvre. L'atténuation de cette différence flagrante est donc certainement, avec la réduction du chômage, le plus grand pari de la société chilienne dans sa quête du développement durable (*desarrollo sustentable*), du moins en termes de stabilité sociale. En effet, tous les groupes sociaux ont amélioré leurs revenus, mais le niveau auquel chacun d'entre eux est parvenu est absolument incomparable.

Sur ce point, l'institut "Liberté et Développement" (*LyD*), *Think Tank* lié au parti de l'Union démocrate indépendante (UDI), affirme que le principal défi réside dans le besoin de positionner la croissance économique comme instrument central de l'éradication de la pauvreté. Dans ce but, les meilleures conditions doivent être réunies pour l'embauche de la main d'œuvre ainsi que pour le développement de l'activité productive : flexibiliser le marché du travail pour les jeunes et les femmes, et supprimer le salaire minimum légal. De cette manière, ce groupe estime que les niveaux d'emploi et de revenu augmenteront pour les familles les plus pauvres. D'autre part, il prône une diminution ou – du moins – le gel de la charge d'impôt des entreprises et des particuliers afin de réactiver l'investissement productif. Par conséquent, *LyD* s'est toujours opposé aux hausses d'impôts favorisant le domaine social et se veut en faveur d'une meilleure répartition des dépenses existantes ainsi que de l'application du principe de décentralisation en la matière. Cet institut recommande également le transfert de fonds sociaux aux organisations privées de bienfaisance jugées plus efficaces et moins corruptibles que celles gérées par l'État.

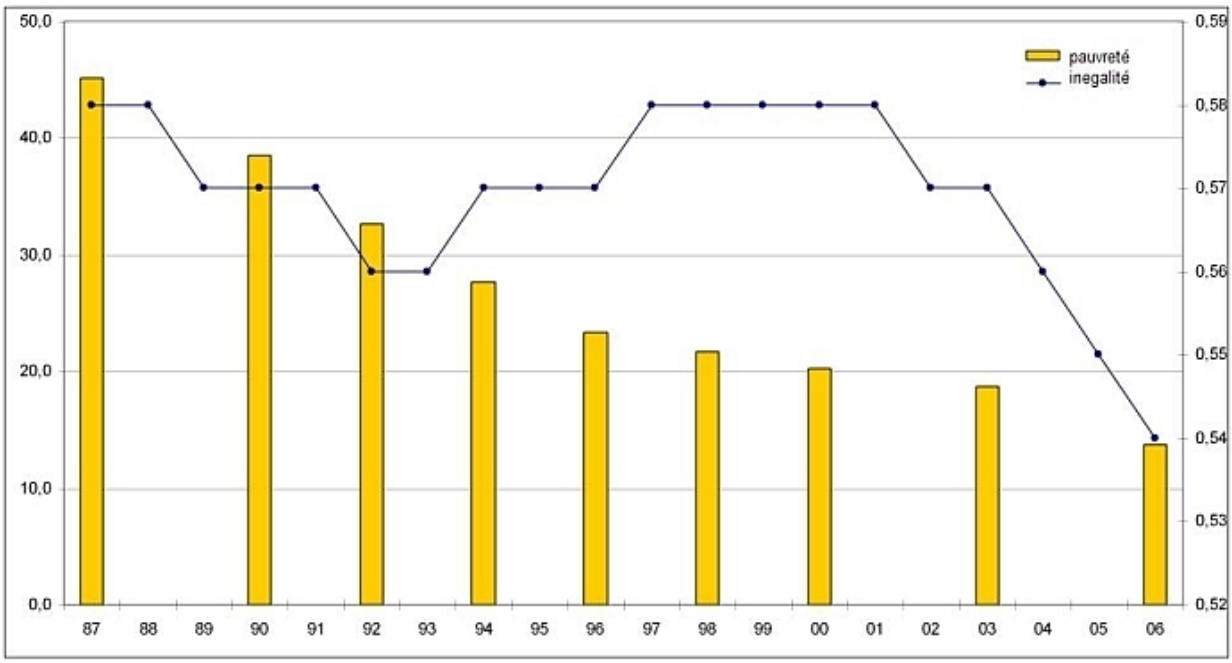
Les défenseurs de cette vision misent sur l'éradication de la pauvreté grâce à l'éducation qu'ils considèrent être le grand moteur de la mobilité sociale dans le monde entier. Ils envisagent ainsi d'augmenter sa portée (taux de scolarisation) et, comme ils aiment à le répéter, sa qualité. Dans cette perspective, ils proposent une amélioration des contenus pédagogiques. Ils sont favorables à l'autogestion des écoles ainsi qu'à l'intégration du capital privé dans l'administration des fonds publics destinés à l'éducation primaire et secondaire (soit une partielle privatisation du secteur). L'assignation des ressources dépendrait donc de la bonne gestion des enveloppes de financement, mais surtout des résultats scolaires des étudiants. Sur ce point, les partisans de cette position sont très critiques quant à la gestion du

[1114] CASEN : Enquête sur la caractérisation socio-économique nationale. Les résultats de cette enquête réalisée en 2003 et aussi en 2006 sont disponibles en ligne sur : http://www.mideplan.cl/casen/pag_publicaciones.html (consulté 22/07/2009).

gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006) qu'ils considéraient comme excessivement préoccupé par le développement et l'accès à l'éducation au détriment de la qualité et d'une gestion des ressources déficientes.

En définitive, selon *LyD*, les politiques distributives concernant les salaires, les impôts, et plus spécifiquement les impôts progressifs, n'engendrent aucun bénéfice social conséquent et contribuent uniquement à alimenter la bureaucratie d'Etat. Ils considèrent donc que les mesures précédemment citées ne favoriseraient pas une meilleure distribution du revenu (qui s'effectuerait automatiquement) et que, d'une manière générale, les différences de revenu ne constituent pas un sujet aussi important que la croissance, l'emploi et l'accès à une éducation de qualité.

Pauvreté et inégalité au Chili, 1987-2006 (%)



Source : MIDEPLAN (ministère de planification nationale).

En revanche, les groupes de la coalition gouvernementale de centre-gauche (*Concertación*) affirment que le rôle de l'État est vital afin de surmonter la brèche existant entre riches et pauvres. En effet, tout en reconnaissant l'importance des politiques en faveur de l'emploi et de l'éducation, ils soulignent la nécessité de mettre en place davantage et de meilleures mesures distributives. Elles constituent en effet le facteur clef d'une plus grande justice sociale, en particulier sur le court et moyen terme. Des experts reconnus de la Démocratie chrétienne ainsi que de la fondation "Chili 21"[1115], *Think Tank* rattaché au Parti

[1115] Site Internet : www.chile21.cl

socialiste, ont défendu la nécessité de renforcer ces politiques au Chili. Ils insistent notamment sur les mesures concernant les taux d'imposition des grandes entreprises, selon eux parmi les plus bas au monde, et proportionnellement moins élevés que ceux appliqués aux personnes et aux petites et moyennes entreprises (PYMES)[1116]. Leur analyse met en évidence que ces trente dernières années, les autorités chiliennes ont donné la priorité aux impôts sur la consommation sans pratiquement toucher aux revenus, en particulier ceux des secteurs les plus riches.

Pour ce qui est de l'éducation, leur diagnostic n'est pas fondamentalement différent de celui que nous venons d'exposer. Néanmoins, on notera des divergences quant au rôle joué par l'État dans la diminution de la brèche éducationnelle et sur le besoin d'augmenter la diffusion de l'éducation préscolaire (de 0 à 5 ans) ainsi que le financement public réservé à l'éducation supérieure (technique et universitaire). L'université présente d'ailleurs des taux d'inscription très bas chez les citoyens les plus pauvres en raison de la privatisation croissante de l'enseignement supérieur au début des années 1980. Afin d'atteindre les objectifs précédemment évoqués, une réforme des impôts paraît indispensable, notamment en ce qui concerne les grandes entreprises nationales et transnationales domiciliées au Chili. Cette réforme devrait consister à mettre en place des mesures contre l'évasion fiscale et la réduction de l'exonération des impôts en place jusqu'alors (2009).

Parmi les mesures proposées par ce collectif politique (la *Concertación*), l'investissement public et privé dans la science et la technologie, qui représente aujourd'hui à peine 0,4% du PIB, est un troisième point important. Par conséquent, les défenseurs de cette conception suggèrent de renforcer le financement de projets universitaires, permettant qui plus est d'éviter la fuite de cerveaux à l'étranger et de promouvoir l'innovation locale. D'après leur raisonnement, cette mesure contribuerait à améliorer les niveaux de production des entreprises en augmentant la valeur ajouté des exportations, ainsi qu'en créant des emplois plus qualifiés et en plus grand nombre. Enfin, ils conseillent au gouvernement de poursuivre les programmes centrés sur la lutte contre la pauvreté, tels que le plan "Chili Solidaire"

[1116] Au Chili, la part la plus importante des impôts en valeur est constituée par l'*IVA* (TVA) qui représente environ 8,7% du PIB et 48% des revenus issus des impôts. Les entreprises sont seulement imposées à hauteur de 17% de leur chiffre d'affaire. Voir notamment le Service des Impôts du Chili (SII), (www.sii.cl). Pour une analyse plus détaillée sur l'importance de l'IVA, nous conseillons la lecture du texte suivant : Pavez, Patricia, "Un análisis del IVA en Iberoamérica a través de la experiencia chilena", *Estudios económicos tributarios del SII*, marzo 2005 ; disponible sur : http://www.sii.cl/aprenda_sobre_impuestos/estudios/analisis_IVA_en_iberoamerica.pdf (consulté le 22/07/2009). PYME : *Pequeñas y Medianas Empresas* (l'équivalent des petites et moyennes entreprises en France).

(Chile Solidario) qui met à la disposition des 10% de la population les plus pauvres des fonds et des aides sociales. Cependant, ces mesures excluent cependant un pourcentage important de la population qui, sans vivre dans l'indigence, se trouve à la limite du seuil de la pauvreté et ne bénéficie d'aucune aide de l'État.

Une synthèse de la question se doit par conséquent d'insister sur le caractère central du débat économique dans l'affrontement politique entre les deux coalitions qui monopolisent le pouvoir au Chili : la *Concertación* (centre-gauche) et l'*Alianza por Chile*, (droite)[1117].

Le débat micro-économique chilien est donc marqué idéologiquement, les positions adoptées tendant à être maximalistes et le dialogue étant pratiquement inexistant entre les experts en économie des deux bords politiques, du moins dans la sphère publique. Un consensus généralisé s'est cependant constitué au sein de l'élite politique chilienne concernant la gestion macro-économique des comptes fiscaux, sujet aujourd'hui considéré comme "indiscutable" pour ainsi dire[1118] :

> « Au Chili, nous avons dix ans d'expérience réussie en la matière. La baisse soutenue de l'inflation réside dans la solidité et dans la crédibilité inspirée par la Banque Centrale autonome. Pendant plusieurs années consécutives, les excédents fiscaux ont été en grande partie obtenus grâce à un ensemble d'institutions fiscales que diverses études – en particulier celle très diffusée du Bureau de l'économiste en chef de la BID – identifient comme étant parmi les meilleures d'Amérique latine et des Caraïbes »[1119].

Le véritable combat d'idées se joue dans le domaine de la microéconomie et concerne surtout la concentration de la richesse et ses effets directs sur la population. Mais on distingue également au cœur de ce débat, le thème de l'utilisation des médias et de ceux qui les contrôlent[1120]. La *Concertación* apparaît désavantagée par rapport au quasi "duopole" exercé sur la presse par deux consortiums privés associés à l'opposition de droite[1121].

[1117] "Alliance pour le Chili".
[1118] Velasco, Andrés, "Instituciones, credibilidad y manejo macroeconómico en Chile", *Estudios Públicos*, nº 77, 2000, p. 37-67.
[1119] *Ibid.*, p. 38 ; « En Chile tenemos una década de experiencia exitosa en esta materia. La baja sostenida de la inflación se ampara en la solidez y credibilidad que ha inspirado el Banco Central autónomo. Los muchos años consecutivos de superavits fiscales se deben en buena medida a un conjunto de instituciones fiscales que varios estudios – en particular uno muy difundido de la Oficina del Economista Jefe del BID – sindican entre las mejores de América Latina y el Caribe ».
[1120] Sur le thème de la concentration des médias au Chili, lire tout particulièrement : Sunkel, Guillermo & Geoffroy, Esteban, *Concentración económica de los medios de comunicación*, Santiago, LOM Ediciones, 2001.
[1121] Nous faisons précisément référence au groupe COPESA et *El Mercurio*.

Au Chili, à l'instar du modèle nord-américain, les politiques publiques sont généralement conçues dans des centres d'études ou *Think Tanks*[1122] à première vue indépendants, mais en réalité clairement rattachés aux partis politiques traditionnels ou aux groupes d'intérêts économiques. Fait remarquable concernant ce phénomène, la politique est devenue plus technique. En effet, les personnes qui travaillent généralement dans ces centres sont des universitaires et des technocrates recrutés dans les meilleures universités du pays. Ils ont pour la plupart obtenu un doctorat à l'étranger, de préférence aux Etats-Unis. Ces entités ont une influence considérable dans le domaine public en tant que support idéologique des partis politiques, mais aussi par le biais de leurs publications régulières sur des questions conjoncturelles et grâce à leurs relations nationales et internationales dans le monde universitaire. Cependant, leur légitimité ne réside plus dans les structures démocratiques partisanes. Elles conservent en revanche des liens étroits avec les entreprises – et leurs organismes associés – dans le monde entier. Ainsi, les *leaders* traditionnels de la politique chilienne ont progressivement constaté la chute de leur popularité au profit d'"experts" de l'économie qui jouissent actuellement d'une réputation et d'une médiatisation sans précédent.

D'un point de vue institutionnel, le Chili commence peu à peu à laisser derrière lui l'héritage politique des années Pinochet. En 2002, le gouvernement et l'opposition se mirent effectivement d'accord sur la nécessité de mettre fin à l'existence de sénateurs institutionnels[1123] et de rendre au président de la République la faculté de révoquer les chefs des quatre corps de l'Armée. La réduction de la durée du mandat présidentiel de 6 à 4 ans sans réélection possible fut également approuvée. Cependant, il reste encore à mener la plus importante réforme de la Constitution de 1980, portant sur le système électoral binominal[1124] qui favorise la seconde majorité, lui attribuant pratiquement 50% des sièges avec moins de 40% des votes. Ce système a engendré un modèle de bipartisme caractérisé par la prédominance de deux grands blocs politiques excluant les minorités et concentrant les décisions politiques dans les mains des dirigeants des partis. Ce "déséquilibre" a alors

[1122] Sur ce point, se reporter au sous-chapitre 6.2 de cette thèse.
[1123] Cette mesure concerne également les sénateurs non élus par le vote populaire, c'est-à-dire les sénateurs nommés à vie et ceux désignés ou autodéterminés "institutionnels".
[1124] Le système binominal mis en place à la fin de la dictature militaire s'applique seulement aux élections législatives (députés et sénateurs du Congrès National).

entamé la légitimité d'un système où l'abstention électorale devient un phénomène préoccupant[1125].

En définitive, l'économie chilienne a récupéré une bonne partie de sa vigueur après la crise asiatique (1998-1999) et la récession qui en a découlé. Les chiffres de 2004 et de 2005 ont d'ailleurs confirmé le début d'un nouveau cycle de croissance. Les liens commerciaux avec l'Asie Pacifique, notamment avec l'Inde, se sont également renforcés. La réunion de l'APEC[1126] qui s'est déroulée à Santiago en novembre 2004 a ainsi réaffirmé l'intégration du Chili dans cette zone économique. Il n'abandonne pas pour autant les liens commerciaux privilégiés qu'il entretient avec l'Europe et les Etats-Unis. Il reste donc à élucider si les autorités chiliennes continueront à montrer le même intérêt à renforcer le partenariat avec ses voisins du MERCOSUR. Le Chili est en effet un membre associé (et non de plein droit) de cette union douanière[1127]. Les seuls nuages alors capables de venir obscurcir l'horizon de la stratégie chilienne de croissance, proviendraient de l'instabilité du marché énergétique en termes de prix et d'approvisionnement, ou plus certainement des caractéristiques structurelles mêmes du modèle économique chilien : la distribution du revenu, le chômage et les politiques sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation et des retraites.

6.4 Une société de marché et compétitive. La nouvelle élite du capitalisme chilien

> *« Il s'agit de garantir enfin la propriété du riche, l'existence du pauvre, la jouissance de l'homme industrieux, la liberté et la sûreté de tous »*[1128].
>
> FRANÇOIS-ANTOINE DE BOISSY D'ANGLAS (1795)

Traditionnellement, l'historiographie socialiste et marxiste chilienne a mis l'accent sur le caractère dépendant et aliéné de l'"oligarchie" chilienne, l'accusant de toujours de s'aligner sur les intérêts du capital étranger[1129]. Dans cette perspective, l'élite dirigeante du XIXème

[1125] Rappelons à ce sujet que le système électoral chilien impose l'obligation de vote mais que l'inscription sur les registres électoraux est volontaire. Voir : Parker, Cristián, "Abstencionismo, juventud y política en Chile actual", *Estudios Avanzados Interactivos. Revista Idea*, Vol. 2, nº 4, 2001, p. 1-23.

[1126] *Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC).

[1127] MERCOSUR, Marché Commum du Sud (*Mercado Común del Sur*) comptant l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et la République Bolivarienne du Venezuela. Au sein de cette organisation, le Chili et la Bolivie possèdent simplement le statut de membre associé.

[1128] Phrase de François-Antoine de Boissy d'Anglas dans son discours préliminaire au projet de Constitution du 5 messidor an III (23 juin 1795), cité dans Soboul, Albert, *La Révolution française*, Paris, Quadrige / PUF, 2006, p. 90.

[1129] Concernant l'historiographie marxiste et socialiste au Chile, lire les ouvrages classiques suivants : Jobet, Julio César, *Ensayo crítico del desarrollo económico-social de Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1951 ; Segal, Marcelo, *Desarrollo del capitalismo en Chile : cinco ensayos dialécticos*, Santiago, Editorial del

siècle n'a représenté qu'un ensemble de "marchands-spéculateurs" qui a créé un État en fonction de ses intérêts, eux-mêmes liés au commerce international[1130]. Le triomphe de l'armée chilienne dans la guerre du Pacifique (1879-1884) a alors accentué cette tendance à la dépendance économique du pays avec l'incorporation des territoires riches en salpêtre du nord du pays. À la fin du XIXème siècle, une coalition de banquiers, de propriétaires terriens, de miniers et d'industriels s'est alors opposée à l'ingérence de l'État dans la gestion de ces biens ainsi qu'à ses tentatives de limiter le libre-échange et le pouvoir de l'élite dirigeante[1131]. Le coup d'État militaire de 1973, d'après cette interprétation, n'est alors que l'illustration de la résurgence d'un phénomène récurrent dans l'histoire du Chili :

> « (…) dans le cas chilien, il s'agit d'une volonté délibérée, déclenchée par la profonde crise du capitalisme local vers la fin des années soixante, et par le sentiment de menace finale affectant ses groupes dirigeants pendant l'expérience de l'Unité Populaire. Mis en place sous les auspices de la dictature militaire, le projet de refondation néolibérale s'inspira et se développa grâce à l'initiative et au leadership direct de secteurs de l'élite qui le préparaient depuis la fin des années 1950 »[1132].

La tradition d'associer l'élite économique et politique chilienne aux intérêts du capitalisme international s'est maintenue dans l'historiographie nationale, au point de servir d'explication aux grandes crises politiques traversées par le pays depuis 1891[1133]. Nous estimons que bien que cette justification soit fondée, elle ne suffit pas à expliquer les changements profonds vécus au sein même de l'élite, en particulier dans le domaine des idées et des représentations[1134]. À ce titre, il nous paraît intéressant d'approfondir l'étude de ces évolutions ainsi que leur lien avec la conception d'un projet national encouragé par la classe dirigeante chilienne à partir de 1973.

Pacífico, 1953, et Ramírez Necochea, Hernán, *La guerra civil de 1891 : antecedentes económicos*, Santiago, Austral Impresión, 1951.

[1130] Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile II. Actores, identidad y movimiento*, Santiago, LOM, 1999, p. 50.

[1131] Ramírez Necochea, Hernán, *Op. cit.*

[1132] Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Op. cit.*, p. 57 ; « (…) para el caso chileno ha sido una voluntad deliberada, gatillada por la profunda crisis experimentada por el capitalismo criollo hacia fines de los sesenta, y por la sensación de amenaza terminal que afectó a sus grupos dirigentes durante el experimento de la Unidad Popular. Puesto en marcha bajo el férreo auspicio de la dictadura militar, el proyecto de refundación neoliberal se inspiró y desplegó gracias a la iniciativa y la conducción directa de sectores de la elite, que venían preparándolo desde fines de la década de 1950 ».

[1133] Généralement, les explications causales des historiens comme Julio Pinto et Gabriel Salazar tournent autour de cette vision d'une élite "aliénée". Cf Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Op. cit.*

[1134] Sur les différentes perspectives concernant le monde conservateur, le troisième volume de l'ouvrage de Jean-François Sirinelli portant sur la droite française nous a été d'une grande utilité : Sirinelli, Jean-François, *Histoire des droites en France : Tome 3, Sensibilités*, Paris, Gallimard, 2006.

6.4.1 La nouvelle élite politico-patronale

Il y a quelques années, l'historien Ricardo Nazer écrivait que le roman d'Alberto Blest Gana, *Martín Rivas*, décrivait avec exactitude les changements connus par la société chilienne à partir de la seconde moitié du XIXème siècle[1135]. Cet ouvrage permettait en particulier de constater l'apparition d'un nouveau type d'entrepreneur et de mesurer les transformations touchant l'élite aristocratique locale. Celle-ci commençait en effet à conclure des alliances commerciales avec les nouveaux entrepreneurs de l'industrie minière[1136] :

> "[*Martín Rivas* d'Alberto Blest Gana et *Agricultura Chilena* de Claudio Gay] Ces deux œuvres rendaient compte de l'apparition d'un nouveau type d'entrepreneur constituant une élite émergente qui, par une ascension rapide, prit le contrôle des principaux domaines de l'économie chilienne et qui, bien que dépendant du capitalisme anglais, constitua un groupe dynamique et progressiste au XIXème siècle"[1137].

Cette évolution coïncida avec l'instauration d'une République relativement stable et efficace quant au développement de certaines industries d'exportation. Ces changements allèrent également de pair avec la mise en place d'un État autoritaire et centralisateur, fruit du triomphe conservateur et de l'entrée en vigueur du texte constitutionnel de 1833[1138]. D'après cet auteur, le nouvel ordre constitutionnel n'aurait pas été aussi efficace s'il n'avait pu compter sur une bonne base économique, qui s'explique par le peu de dommages causés par les guerres d'Indépendance à la capacité productive du pays[1139]. L'élite dirigeante du XIXème siècle avait épousé la cause du libéralisme économique – et seulement en partie politique – d'inspiration européenne à partir des années 1860, une fois les fondements de

---

[1135] Nazer Ahumada, Ricardo, "El surgimiento de una nueva élite empresarial en Chile : 1830-1880", dans Stabili, Maria Rosaria & Bonelli, Franco (Eds.), *Minoranze e Culture Imprenditoriali* (Cap. 2), Roma, Quaderni / Università degli studi di Roma Tre, 2000, p. 59-84.

[1136] Un exemplaire complet (2 vol.) du roman *Martín Rivas*, d'Alberto Blest Gana (1830-1920), peut être directement téléchargé en format PDF depuis le site Internet de *Memoria Chilena* : http://www.memoriachilena.cl//temas/documento_detalle.asp?id=MC0005020 (consulté le 21/08/2009).

[1137] Nazer Ahumada, Ricardo, *Op. cit.*, p. 60 ; « [*Martín Rivas* de Alberto Blest Gana y *Agricultura Chilena* de Claudio Gay] Ambas obras daban cuenta de un nuevo tipo empresarial que constituyó una elite emergente que, en un rápido ascenso, tomo el control de las principales áreas de la economía chilena y, aunque dependiente del capitalismo inglés, constituyó un grupo dinámico y progresista durante el siglo XIX ».

[1138] Pour un travail relativement complet étudiant les idées de l'élite chilienne au XIXème siècle ainsi que ses projets pour le Chili comme pays indépendant, consulter : Pinto Rodríguez, Jorge, "Proyectos de la elite chilena del siglo XIX", *ALPHA. Revista de artes, letras y filosofía*, nº 26, julio 2008, p. 167-189. Nous conseillons également la lecture suivante : Stuven, Ana María, *La seducción de un orden. Las elites y la construcción de Chile en las polémicas culturales y políticas del siglo XIX*, Santiago, Ediciones de la Universidad Católica de Chile, 2000.

[1139] À propos du thème des guerres d'Indépendance, et plus particulièrement concernant le cas chilien, voir : Lynch, John, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826*, Barcelona, Ariel Historia, 1997, p. 129-157.

l'ordre social consolidés, ce qui n'était pas le cas dans les autres Républiques latino-américaines[1140] :

> « À partir des années 1820-1830, les transformations de cette "aristocratie" propriétaire terrienne s'effectuent plus rapidement. (…) D'une part, on constate des transformations économiques, qui seront traitées plus en détail dans un autre ouvrage concernant cette histoire. Nous souhaitons en effet approfondir les implications de ce changement de rythme pour les élites. La tension entre les éléments "patronaux" et "commerciaux" des élites était plus forte, influant sur les projets politiques et économiques qu'elles défendaient. L'argent en tant que richesse minière, la hausse des exportations de cuivre et de blé en Californie ainsi que la croissance de l'activité commerciale-exportatrice (avec l'essor du port de Valparaíso) ont changé le visage de cette élite »[1141].

Plus de cent ans après, un nouveau changement politique et juridique favorisa un phénomène similaire et la constitution d'une autre élite. Ce constat nous permet d'établir un parallèle entre l'apparition d'une nouvelle élite socio-économique chilienne au début du XIXème siècle et celle émergeant en 1973. Celle dernière va fusionner avec la précédente. Elle la remplaça en partie et s'appuya sur une nouvelle structure productive, émanant elle-même de l'instauration d'un modèle économique de libre commerce institutionnalisé par la Constitution de 1980 :

> « Les Chicago Boys du régime militaire eurent, contrairement au patronat "*alessandrista*", la totalité du pouvoir entre leurs mains et, par conséquent, un temps indéfini pour transformer la structure économique. Dans le même temps, ils ont bénéficié d'un contexte international pleinement favorable les soutenant grâce à un discours légitimateur, ainsi qu'à des marchés ouverts et une large disponibilité de devises issues des pétrodollars, qui, cette fois-ci, ont afflué vers les pays en développement »[1142].

[1140] L'historien Alfredo Jocelyn-Holt a particulièrement insisté sur le caractère libéral d'une grande partie de l'élite chilienne, en opposition à une minorité ultraconservatrice qui, au cours du siècle, adopterait l'hispanisme, le franquisme et l'antimarxisme à outrance : « [à propos de l'historien conservateur Gonzalo Vial] La vieille élite, qu'il déprécie beaucoup [G. Vial], a toujours été plus libérale et cosmopolite que conservatrice franquiste, et la hiérarchie ecclésiale, a souvent été plus à gauche et "progressiste" que la droite (…) ». Jocelyn-Holt, Alfredo, "El oficio del taxidermista", *The Clinic*, nº 309, 03/09/2009, p. 22-23.

[1141] Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Op. cit.*, p. 34 ; « A partir de las décadas que van de 1820-30 en adelante, las transformaciones de esa "aristocracia" terrateniente adquieren más velocidad. (…) Por una parte están las transformaciones económicas, que serán tratadas en detalle en otro volumen de esta historia, pero de las que nos interesa profundizar en lo que significaron para el cambio de ritmo de las elites. La tensión entre los elementos "patronales" y "mercantiles" de las elites cobraría mayor fuerza, influyendo sobre los proyectos políticos y económicos que defendían. La riqueza minera de la plata, el aumento de las exportaciones de cobre, el auge triguero de las exportaciones a California y el crecimiento de la actividad mercantil-exportadora (con auge del puerto de Valparaíso) cambiaron la faz de esa elite ».

[1142] Correa, Sofía, *Con las riendas del poder. La derecha chilena en el siglo XX*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2004, p. 274 ; « Los Chicago Boys del régimen militar tuvieron, a diferencia del empresariado alessandrista, la totalidad del poder en sus manos y, por lo tanto, tiempo indefinido para transformar la estructura económica. Al mismo tiempo contaron con un contexto internacional que los favoreció plenamente,

Le tournant pris par l'élite patronale chilienne se confirma dans les années 1990 grâce à la démocratisation des institutions politiques, au maintien du modèle économique et à l'ouverture commerciale croissante du Chili. Le lien direct entre l'élite économique et la droite politique chilienne continua d'exister et, dans certains cas, se consolida au cours de la période en question. Cependant, il convient de nuancer la caricature politique représentant généralement ces deux groupes comme un seul et même ensemble aux intérêts similaires. Cette vision est relativement éloignée de la réalité, eu égard aux documents que nous avons pu analyser tout au long de notre travail de recherche[1143].

D'après l'historien argentin Luis Alberto Romero, le débat actuel sur les élites s'est engagé dans un horizon qui a dépassé la simple définition de "classe" traditionnellement associée aux concepts de "bourgeoisie "et d'"oligarchie" en Amérique latine, en particulier pendant la période agitée des années 1960 :

> « Concernant l'oligarchie latino-américaine, les études influencées par le marxisme, la CEPAL et la théorie de la dépendance ont ensuite mis l'accent sur son comportement parasitaire, dépensier et "féodal". L'État, quant à lui, était constitué de plusieurs sous-catégories : dans le cas du Chili, un relatif consensus apparaissait et soulignait l'importance exclusive de l'État comme organisateur de la société civile »[1144].
>
> « En réalité, lorsqu'on se décide à adopter le point de vue des sujets qu'on étudie et à concentrer l'attention sur l'opinion qu'ils ont de leur groupe d'appartenance et des images formant leur identité, les choses se compliquent incontestablement »[1145].

Cette évolution reflète également les changements en cours sur le plan symbolique au sein de l'élite. Plus spécifiquement, la relation existant entre les manifestations du religieux

---

apoyándolos con un discurso legitimador, a la vez que con mercados abiertos y una amplia disponibilidad de divisas provenientes de los petrodólares, las que esta vez sí fluyeron hacia países en desarrollo ».

[1143] Concernant les différents aspects de l'élite chilienne, voir en particulier : Valdivieso, Patricio, *Estrategias políticas de acercamiento a las nuevas elites chilenas*, Santiago, Fundación Konrad Adenauer, 2006.

[1144] Romero, Luis Alberto, "Maria Rosaria Stabili *: El sentimiento aristocrático. Elites chilenas frente al espejo (1860-1960).* Traduction de Paula Zaldívar H., Santiago, Editorial Andrés Bello y Centro de Investigaciones Barros Arana, 2003", en *Historia*, nº 37, 2004, p. 262-267 ; « Respecto de la oligarquía latinoamericana, los estudios influidos por el marxismo, por la CEPAL, y por la corriente de la dependencia después, pusieron el acento en su comportamiento parasitario, despilfarrador y "feudal" ; respeto del Estado, se admitía que existían subtipos : en el caso de Chile, había acuerdo para subrayar su importancia excluyente como organizador de la sociedad civil ».

[1145] Stabili, María Rosaria, *El sentimiento aristocrático. Elites chilenas frente al espejo (1860-1960),* Santiago, Editorial Andrés Bello & Centro de Investigaciones Barros Arana, 1996, p. 98 ; « En realidad, cuando se decide asumir el punto de vista de los sujetos que se estudia y concentrar la atención sobre las consideraciones que éstos tienen acerca de su grupo de pertenencia y sobre las imágenes que conforman su identidad, lo cierto es que las cosas se complican bastante ».

(en augmentation) et leur traduction en un ensemble de valeurs a une influence directe sur la conduite politique et économique du pays :

> « (…) il faut tenir compte du fait que la thèse décrivant la religion comme une réponse aux défaillances de type économique a des limites. Le cas le plus significatif dans ce contexte est celui de l'élite économique chilienne [à partir de 1968]. La religion, pour ce groupe, ne s'est pas inscrite dans un cadre de privation mais d'extrême abondance et d'opportunités »[1146].

6.4.2 L'origine de la nouvelle élite

L'étude de Cristián Gazmuri sur le comportement des élites au Chili au cours du XXème siècle met en évidence la transformation qui s'est produite dans l'élite dirigeante à la fin des années 1960, et plus particulièrement après le coup d'État de septembre 1973. Selon cet auteur, dont nous partageons la position, à l'instar de Verónica Valdivia, les militaires qui ont renversé le président Allende ne possédaient pas de projet économique défini ni même de vision du pays auquel ils aspiraient[1147]. En effet, en dehors de leur ferme opposition à la révolution marxiste, ils ne proposaient aucun modèle alternatif et ne disposaient pas davantage des connaissances requises qui auraient pu leur permettre d'en instaurer un et de le développer. Cette absence de projet permit progressivement, semble-t-il, aux dirigeants conservateurs *gremialistas* associés à quelques économistes, de mener à bien un plan radical de transformations socio-économiques. Cette stratégie favorisa l'émergence d'une élite patronale rénovée. Cependant, comme nous l'indiquions au chapitre 3, cette "nouvelle élite" ne trouva sa place qu'une fois les désaccords à l'intérieur du régime militaire dissipés. À la suite de ces différends, le pouvoir des militaires nationaux-développementalistes s'affaiblit et finit par disparaître. Le projet autoritaire-néolibéral triompha alors.

Ultérieurement, les institutions éducatives classiques qui avaient façonné l'élite pendant la majeure partie de l'histoire républicaine du pays (au moins jusqu'à la première moitié du XXème siècle) furent remplacées. La nature de l'élite chilienne changea alors dans une très

---

[1146] Entretien avec la sociologue María Angélica Thumala, qui s'est consacrée à l'étude des problématiques de l'élite et de la religiosité au Chili : http://www.elperiodista.cl/newtenberg/1913/article-78956.html (consulté le 17/05/2009). Du même auteur : Thumala, María Angélica, *Riqueza y piedad. El catolicismo de la elite ecónomica chilena*, Santiago, Debate - Random House Mondadori, 2007 ; « (…) hay que tener en cuenta que la tesis que describe a la religión como una respuesta a carencias de tipo económico tiene sus limitaciones. El caso más relevante en este contexto es de la elite económica chilena [a partir de 1968]. La religión en este grupo no se da en un contexto de privación si no de extrema abundancia y oportunidades ».

[1147] Valdivia Ortiz de Zárate, Verónica, "Estatismo y Neoliberalismo : un contrapunto militar. Chile 1973-1979", *Historia* (Santiago), Vol.34, nº 2001, p. 167-226 ; Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, *El golpe después del golpe. Leigh vs. Pinochet. Chile 1960-1980, Op. cit.*

large mesure[1148]. Nous faisons ici expressément référence à l'Université du Chili (1842) et à l'Institut National (1813), tous deux inspirés des idées de l'éducation laïque et publique.

Au XXème siècle en revanche, l'Université du Chili ne parvient à former qu'un seul groupe appartenant à l'élite. Son pouvoir et sa cohésion vont néanmoins être suffisants et leur permettre d'exercer une influence décisive dans l'histoire du pays par le biais de l'implantation d'un modèle de développement. Ce groupe, composé d'ingénieurs civils, constitua la CORFO[1149]. Ils avaient cependant déjà joué un rôle non négligeable dans la politique du pays, lors du premier gouvernement du général Carlos Ibáñez del Campo (1927-1931)[1150] :

> « Le projet concret de la CORFO, d'après Raúl Sáez, fut celui de Desiderio García, à l'époque où il intégrait l'équipe de Pablo Ramírez sous le premier gouvernement d'Ibáñez. Abandonné après la crise de 1929, le projet fut repris avec la candidature présidentielle de Gustavo Ross. Une fois ce dernier renversé, le Front populaire concrétisa finalement l'idée en 1939, en vue de reconstruire tout d'abord la zone de Chillán, mais ensuite comme un plan de développement économique général pour le pays, centré sur l'industrie lourde et les manufactures et fondé sur le soutien moteur de l'État »[1151].

[1148] Les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto ont critiqué l'idée d'une élite chilienne mythifiée dont les origines remonteraient à l'ancienne noblesse d'origine "castellano-basque". Cette conception aurait été diffusée par l'historiographie conservatrice par des auteurs tels qu'Alberto Edwards, Francisco Antonio Encina et Jaime Eyzaguirre : « Au Chili, une sorte d'"ancienne noblesse" coloniale a existé. Une aristocratie rurale se forma à partir de la geste guerrière de la conquête et de l'appropriation de la terre. Ensuite, avec l'apport des basques du nord de la péninsule ibérique, "travailleurs et honnêtes", l'"aristocratie castellano-basque" se serait constituée. (…) l'élément de continuité parmi cette élite est fort, en particulier dans le contexte de la prédominance du monde rural au Chili, de la période coloniale au XIXème siècle. Cette situation aurait effectivement favorisé la vision aristocratisante qui peut s'inscrire dans la relative continuité des élites provinciales, où des générations d'une même famille se succèdent aux postes d'autorité et dans la propriété des biens » ; « Los historiadores Gabriel Salazar y Julio Pinto han criticado la idea del origen mítico de la elite chilena como una antigua nobleza, de origen castellano-vasca; cuestión que habría sido difundida por la historiografía conservadora a través de autores como Alberto Edwards, Francisco Antonio Encina y Jaime Eyzaguirre: "En Chile había existido una suerte de "antigua nobleza" colonial. Una aristocracia rural, formada sobre la base de la gesta guerrera de la conquista y la propiedad de la tierra. Luego, con el aporte de los vascos del norte de la península ibérica, trabajadores y honestos, se habría formado la llamada "aristocracia castellano-vasca" (…) el elemento de continuidad en ellos es fuerte, especialmente en el contexto de predominio rural del Chile Colonial y el siglo XIX; esto habría favorecido la visión aristocratizante, que puede asirse en la relativa continuidad de las elites provincianas, donde generaciones de una misma familia se suceden en los cargos de autoridad y en la propiedad de los bienes », Dans : Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Op. cit.*, p. 33-60.

[1149] Corporation des Travaux Publics et de la Reconstruction (*Corporación de Fomento y Reconstrucción*). Voir chapitre 2 de la présente thèse doctorale.

[1150] Concernant la génération d'ingénieurs civils qui donnèrent corps à la CORFO, voir : Ibáñez, Adolfo, "Los ingenieros, el Estado y la política en Chile : del Ministerio de Fomento a la Corporación de Fomento : 1927-1939", *Historia*, Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile, nº 18, 1983, p. 45-102.

[1151] Gazmuri, Cristián, *Notas sobre las elites chilenas 1930-1999*, Santiago, Documento de trabajo nº 3, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, 2001, p. 7 ; « El proyecto concreto de la CORFO, según Raúl Sáez, fue de Desiderio García, en la época que integraba el equipo de Pablo Ramírez durante el primer gobierno de Ibáñez. Dejado de lado como consecuencia de la crisis de 1929, el proyecto fue retomado por la candidatura presidencial de Gustavo Ross. Derrotado éste, fue finalmente el Frente Popular quien concretizó la idea en 1939, con miras, inicialmente, a la reconstrucción de la zona de Chillán, pero después

À partir de 1930, d'autres institutions comme l'Université Catholique du Chili (PUC) vinrent défier la prédominance de l'Université du Chili (laïque) dans la formation de l'élite locale, mettant en évidence le "déplacement" des groupes aristocratiques dans la société chilienne. Ce phénomène fut directement lié à l'ascension sociale des classes moyennes à partir des années 1930 ainsi qu'à leur accès à l'éducation publique et à leur importance croissante au sein de l'Université du Chili.

Formation éducative des ministres d'État, (1925-1999)

Institution	Ministres	Pourcentage
Université du Chili	199	40,82
Université Catholique du Chili (PUC)	**57**	**11,55**
École Navale	35	7,22
École Militaire	66	13,61
École de *Carabineros* (police nationale)	10	2,06
École d'Aviation	13	2,68
Éducation secondaire	16	3,30
Éducation primaire	2	0,41
Autres institutions	6	1,54
Absence de données	69	13,81
Total ministres d'État	**489**	**100%**

Source : Gazmuri, Cristián, *Notas sobre las elites chilenas 1930-1999*, Santiago, Documento de trabajo nº 3, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, 2001, p. 12.

Les raisons de cette évolution sont multiples. La lente ascension de l'Université Catholique est tout d'abord directement liée aux changements connus par la société chilienne dans les années 1930. L'étroite dépendance de l'élite nationale vis-à-vis du panorama intellectuel européen en est l'un des éléments. Les courants de pensée traditionnellement associés à la formation laïque de l'Université du Chili – le rationalisme et le positivisme pour l'essentiel – ont été en effet fragilisés à cette période, à un moment où s'opérait une rénovation essentielle de la pensée catholique face au monde moderne. L'influence de la pensée catholique française fut particulièrement importante au travers d'auteurs tels que Léon Bloy, Charles Péguy, Paul Claudel, Georges Bernanos, François Mauriac et, tout spécialement, Jacques Maritain[1152].

L'acceptation doctrinaire de divers éléments de la modernité par ce groupe de penseurs catholiques eut une influence notoire sur toute une génération de jeunes universitaires chiliens, les conduisant à participer activement à la vie politique ainsi qu'à "christianiser" le

como un plan de desarrollo económico general para el país, enfatizando la industria pesada y de manufacturas y fundado en el empuje del Estado ».

[1152] *Ibíd.*, p. 1.

monde. Bien que minoritaire dans le milieu catholique chilien, ce groupe parvint à un degré d'influence non négligeable sans rapport avec le nombre de ses membres. Il faut également ajouter à cet engouement l'incorporation grandissante de nouveaux membres issus de la classe moyenne urbaine[1153] à l'Université Catholique, qui favorisa la formation d'une intellectualité chilienne jeune et rénovatrice[1154]. L'université élargit également son offre en termes de filières d'enseignement s'ouvrant désormais aux sciences et à la technique :

> « En réalité, depuis 1920, tous les présidents du Chili sont issus [de la classe moyenne] ou ont été des fils de présidents y ayant appartenu (à l'exception de Salvador Allende, qui provenait de l'oligarchie de Valparaíso par son père [uniquement], et non par sa mère) »[1155].

> « Ainsi, la massification de l'Université, les nouvelles filières qu'elle commença à offrir et l'enrichissement du débat intellectuel et académique, attirèrent les meilleurs éléments de la jeunesse catholique chilienne dans les rangs de la PUC. À cette époque (aux environs de 1930), à la PUC et en particulier dans l'École de droit, une génération particulièrement brillante fut formée. Les intellectuels et les hommes politiques les plus remarquables au niveau national, incarnant diverses tendances doctrinaires, en sortirent : Eduardo Frei, Julio Philippi, Jaime Eyzaguirre, Mario Góngora, Bernardo Leighton, Bernardino Piñera et bien d'autres »[1156].

Les jeunes catholiques phalangistes, séparés du Parti conservateur, tout comme les néoconservateurs hispanistes, constituèrent l'un des groupes qui anima la vie intellectuelle et politique de l'Université Catholique dans les années 1940-1950[1157]. Le débat concernant les affaires publiques prit d'ailleurs de plus en plus d'importance au sein de cette même université, réduisant – parfois de manière presque imperceptible – la prédominance absolue

---

[1153] Ce groupe s'identifiait jusqu'alors de manière quasi-exclusive au Parti radical.

[1154] Sur l'origine et la définition du concept de "classe moyenne" dans le Chili du XXème siècle, voir : Gazmuri, Cristián, "La clase media en el Chile del siglo XX", *La Tercera*, 03/09/2002. Disponible sur : http://www.hist.puc.cl/cinfo/Articulos/gazmuri28.html (consulté le 20/07/2009).

[1155] Gazmuri, Cristián, *Notas sobre las elites chilenas 1930-1999, Op. cit.*, p. 1 ; « Pero la realidad es que, desde 1920, todos los presidentes de Chile han pertenecido a ella o han sido hijos de presidentes que han sido de clase media (con la relativa excepción de Salvador Allende, quien era de la oligarquía de Valparaíso por parte de padre, pero no de madre) ».

[1156] *Ibíd.*, p. 2 ; « Fue así que al ampliación de la Universidad, las nuevas carreras que comenzaron a ofrecerse, el enriquecimiento de la discusión intelectual y académica, atrajeron hacia la UC a los mejores elementos de la juventud católica de Chile. En esta época (a partir de 1930, aproximadamente) se educó en la UC y en especial en la Escuela de Derecho, una generación particularmente brillante, de la cual saldrían intelectuales y políticos del más alto relieve nacional y de los más diversos signos doctrinarios : Eduardo Frei, Julio Philippi, Jaime Eyzaguirre, Mario Góngora, Bernardo Leighton, Bernardino Piñera y otros ».

[1157] Sur les origines de la Phalange et de la Démocratie chrétienne chilienne, voir : Díaz Nieva, José, *De la Falange Nacional a La Democracia Cristiana*, Madrid, Universidad Nacional de Educación a Distancia (Uned), 2001 et Gazmuri, Cristián, Arancibia, Patricia & Góngora, Álvaro, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982)*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 1996. Provenant du camp de la droite, une vision critique du rôle de la Phalange dans la vie politique chilienne est apportée dans : Bravo Lira, Bernardino, *Régimen de gobierno y partidos políticos en Chile, 1924-1973*, Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1986.

que l'Université du Chili exerçait depuis plus d'un siècle. Finalement, nombre de leaders politiques et intellectuels chiliens parmi les plus importants de la seconde moitié du XXème siècle procédèrent de ces groupes. Dans les années 1960 apparut également une nouvelle génération de leaders conservateurs essentiellement rattachée au monde de l'économie et des affaires dans l'Université Catholique. Ces années marquent également l'entrée sur la scène politique d'une jeunesse de gauche d'origine chrétienne, caractérisée par une profonde volonté de pouvoir et de rupture avec les formes traditionnelles d'organisation des partis politiques marxistes[1158].

Eu égard aux besoins et objectifs de notre recherche, nous nous sommes intéressés principalement au premier groupe de jeunes liés au *gremialismo* et aux études en économie. En aucun cas, nous ne prétendons affirmer que ceux-ci constituent à eux seuls une élite, mais il est intéressant de constater que parmi eux se trouvent fort bien représentés les nouveaux leaders qui constitueront l'élite politico-patronale. Cette nouvelle élite prendra graduellement forme au Chili à partir de la seconde moitié des années 1970.

Le triomphe de Salvador Allende en 1970, ainsi que l'approfondissement du processus de réforme agraire, initié par la Démocratie chrétienne et repris par le gouvernement de l'Unité Populaire, sonnèrent le glas de la "vieille" élite du XIXème siècle associée aux grandes propriétés terriennes (*latifundio*) et aux activités liées à l'industrie minière[1159]:

> « Une bonne partie de l'élite chilienne – agricole par héritage ancestral, entrepreneuse et très conservatrice sur le plan des principes moraux – s'est sentie abandonnée, jugée et expropriée par ceux-là mêmes [les membres de l'Église post Concile Vatican II] qui jadis étaient leurs alliés lors de mémorables batailles : pour l'Église contre les lois laïques ; aux côtés des patrons dans leur lutte contre les mouvements sociaux »[1160].

[1158] Nous conseillons particulièrement la lecture du récent ouvrage Cristina Moyano consacré au MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), un petit parti de gauche issu de la Démocratie chrétienne, et dont les membres auront une influence importante sur la rénovation socialiste pendant la dictature, puis au cours de la transition démocratique. Ce groupe fut également marqué par ses origines (l'Université Catholique) et participait à l'AUC (Association des universitaires catholiques) dans les années 1962-1963. Les leaders de ce parti se rapprochèrent du marxisme à Paris du fait de l'influence de Marta Harnecker, elle-même disciple du philosophe Louis Althusser ; Moyano, Cristina, *Mapu o la seducción del poder y la juventud*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2009.

[1159] Sur ce point, ainsi que sur l'impact qu'eut la Réforme agraire sur l'imaginaire et les représentations de l'élite traditionnelle chilienne, voir : Stabili, Maria Rosaria, *Op. cit.*, Cap. III, *La Tierra*, p. 259-368.

[1160] Barros, César, "Por qué el *Opus Dei* tiene tanta influencia en la elite chilena", *Qué Pasa*, 20/05/2006, p. 4 ; « Buena parte de la elite chilena – agricultora por herencia ancestral, empresaria y muy conservadora en lo valórico – se sintió abandonada, juzgada y expropiada por los mismos [la Iglesia post concilio Vaticano II] que antes habían sido sus aliados de batallas memorables : a favor de la Iglesia en las leyes laicas ; a favor de los empresarios en su lucha contra los movimientos sociales ».

Ce groupe social montrait déjà quelques signes de faiblesse depuis la fin des années 1950. Le nouveau groupe conservateur qui allait le remplacer accordait beaucoup moins d'importance à l'État et à son rôle que l'ancienne oligarchie. Ainsi, les jeunes conservateurs de la fin des années 1960 n'entendaient pas poursuivre une politique défensive vis-à-vis de la gauche et des mouvements populaires. Ils étaient, au contraire, déterminés à passer à l'offensive lorsqu'une occasion historique favorable se présenterait, ce qui fut le cas avec le coup d'État militaire de septembre de 1973.

Afin de mener à bien leur projet, ils bénéficièrent également de l'aide de certains groupes économiques au niveau financier et communicationnel afin d'élaborer une stratégie de transformation économique que nous avons précédemment qualifiée de "libéralisme autoritaire". Ainsi, ils établirent des liens étroits avec de jeunes entrepreneurs (dont beaucoup avaient été formés à l'Université Catholique), à l'audace caractérisée, et qui avaient acquis un certain poids pendant le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970). Ce groupe se fera connaître plus tard sous le nom de "Piranhas" (*los "Pirañas"*)[1161] :

> « (…) Le groupe BHC (Banque hypothécaire du Chili), plus communément connu comme celui des "Piranhas", était dirigé par Javier Vial et compta parmi ses membres le désormais propriétaire de *Megavisión* [chaîne de télévision chilienne], Ricardo Claro. C'était l'un des deux conglomérats les plus importants des années 1970. Sa croissance fut liée à la première vague de privatisations d'entreprises chiliennes qui débuta en 1974. Il est également l'un des principaux responsables de la crise financière de 1982 »[1162].

Ces jeunes économistes issus de l'Université Catholique assumèrent effectivement les fonctions liées à la direction économique du pays à partir de 1974 et lancèrent un processus de transformations profondes l'année suivante, inaugurant ainsi la politique du "traitement de choc". Précisément entre 1975 et 1983, le patronat traditionnel dut assumer, non sans de fortes réticences, le coût du passage d'une économie fermée et protégée à un système de libre

---

[1161] Concernant le rôle des "Piranhas" sous le régime militaire : Mönckeberg, Maria Olivia, *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno*, Santiago, Ediciones B, 2001. À propos de l'un de ses principaux dirigeants chiliens, lire de l'article suivant : "Ricardo Claro : sus inicios en la Bolsa, el salto de los 60 y la consolidación tras crisis del 82", *La Tercera*, Economía, 29/10/2008. Disponible sur : http://www.tercera.cl/contenido/26_67815_9.shtml (consulté le 22/08/2009). Voir également : Fazio, Hugo, *La transnacionalización de la economía chilena. Mapa de la extrema riqueza al año 2000*, Santiago, LOM Ediciones, 2000.

[1162] Editorial, "Un caso vital. Querella de Impuestos Internos toca el corazón del poder económico", *La Nación*, 05/09/2004. Version numérique disponible sur : http://www.sii.cl/SIIPRENSA/2004/0609/01.htm (consulté le : 20/08/2009) ; « (…) El grupo BHC (Banco Hipotecario de Chile), más conocido en el ambiente como los *"Pirañas"*, encabezado por Javier Vial y en el cual participó el ahora dueño de Megavisión [canal de televisión chilena], Ricardo Claro. Éste era uno de los dos conglomerados económicos más importantes de la década del '70, cuyo crecimiento está vinculado a la primera ronda de privatizaciones de empresas públicas que comenzó en 1974, y es uno de los principales responsables de la crisis financiera de 1982 ».

commerce. En effet, dans le cadre du nouveau système, les entrepreneurs ne bénéficiaient plus de la protection de l'État et encore moins de celle d'un marché sûr et prévisible pour leurs produits. Une nouvelle génération de patrons, dont beaucoup étaient diplômés en gestion et en économie, commença donc à voir le jour au Chili. Leurs activités étaient principalement orientées vers l'extraction et l'exportation de ressources naturelles et agricoles. Ces changements eurent lieu au détriment du groupe d'industriels qui s'était développé depuis la fin des années 1930, grâce au modèle étatique d'industrialisation et de substitution des importations (ISI)[1163].

Le fait d'avoir conduit la politique économique du pays n'empêcha pas le groupe d'économistes libéraux (groupe de Chicago) de se soucier de son rayonnement à l'intérieur de l'Université Catholique du Chili, notamment au sein de la Faculté d'économie et de gestion. D'après la formule consacrée de Cristián Gazmuri, cette faculté devint une sorte de *Sancta Sanctorum* de l'économie néoclassique au Chili, et étendit son influence à toutes les écoles d'économie du milieu universitaire chilien :

> « Il y a donc des raisons de penser que l'ensemble des économistes néolibéraux auxquels nous nous sommes intéressés constitue une des élites les plus influentes de l'histoire récente du Chili »[1164].

Nos recherches coïncident avec l'affirmation de cet auteur. Aucun autre groupe homogène issu de l'Université du Chili, après la décennie de 1930, ne put rivaliser et n'eut la même résonance dans l'histoire du pays que celui provenant de l'Université Catholique. Cette assertion nous semble cependant imprécise. En effet, depuis les années 1990, d'autres centres d'éducation privée acquirent progressivement un place décisive en matière de formation de l'élite économico-patronale du pays, et firent perdre à l'Université Catholique le quasi-monopole qu'elle exerçait depuis les années 1930. La connexion de ces institutions éducatives avec certains groupes catholiques conservateurs (l'*Opus Dei* et les "Légionnaires du Christ" essentiellement) apparaît comme une caractéristique nouvelle de l'élite chilienne à partir des années 1980 :

> « Les écoles primaires et lycées [de l'*Opus Dei*] : *Tabancura*, *Cordillera*, *Los Andes* et *Huelén*, sont toujours dans le *top ten* selon les résultats SIMCE et PSU. Leur université (des *Andes*) est l'une des meilleures parmi les institutions privées, avec une École de médecine reconnue. Hors du Chili, l'École de

[1163] Se référer au chapitre 2 de la présente thèse doctorale.
[1164] Gazmuri, Cristián, *Notas sobre las elites chilenas 1930-1999, Op. cit.*, p. 5 ; « Es así que hay motivos para pensar que el conjunto de economistas neoliberales a que nos hemos referido es una elite de las más poderosas que han actuado en la historia de Chile reciente ».

commerce de l'Université de Navarre [*Opus Dei*] fait partie des pointures mondiales. Il n'est pas donc étonnant que la qualité proposée, équivalente à celle du lycée Saint George's, San Ignacio et Verbo Divino [lycées privés traditionnels] dans les années 1950 et 1960, poussa les élites chiliennes à y faire étudier leurs enfants. Des dizaines d'années plus tard, comme le constata une récente étude spécialisée portant sur les cadres chiliens, les anciens élèves occupèrent les postes de gestion et de direction du patronat national »[1165].

« (…) À ce moment-là apparaît justement un mouvement religieux qui offre à l'élite patronale tout ce que la nouvelle Église lui ôtait : une éducation de toute première qualité, conservatrice sur le plan des valeurs morales et neutre vis-à-vis des luttes sociales. Ce mouvement ne cache pas son admiration pour le "travail bien fait" (entre autres, bien entendu, le travail en entreprise) et ses intérêts, davantage centrés sur la vie sacramentelle et personnelle que sur les "pêchés sociaux" et les fautes collectives du système capitaliste oppresseur »[1166].

6.4.3 La physionomie des nouvelles élites dirigeantes

Comme nous l'avons précisé auparavant, les changements observés au sein de l'élite chilienne depuis la fin des années 1960 prirent une ampleur remarquable. Les anciennes marques identitaires qui définissaient les groupes dirigeants depuis le milieu du XIXème siècle disparurent peu à peu[1167], pour être remplacées par d'autres, relativement plus perméables et davantage liées aux affaires et aux réseaux qu'à la propriété terrienne[1168]. De ce point de vue, cette élite se rapproche beaucoup plus de l'idée traditionnelle de *bourgeoisie*[1169]. Nous reconnaissons toutefois que l'utilisation de ce concept vient combler

---

[1165] Barros, César, *Op. cit.*, p. 5 ; « Los colegios [del *Opus Dei*] Tabancura, Cordillera, Los Andes y Huelén, se encuentran constantemente entre los "top ten" en los resultados Simce y PSU. Su universidad (de los Andes) es una de las top entre las privadas, con una Escuela de Medicina reconocida. Fuera de Chile, su escuela de negocios de la Universidad de Navarra es de las punteras a nivel global. De modo que no es extraño que por su calidad, tal como en los 50 y 60 ocurrió con el Saint George's, San Ignacio y Verbo Divino, las elites chilenas comenzaran a llevar a sus hijos a educarse con ellos y, décadas más tarde, como constató un estudio especializado reciente sobre los ejecutivos chilenos, sus ex alumnos atestaran las gerencias y los directorios del empresariado nacional ».

[1166] *Ibíd.*, p. 5 ; « (…) Y justo entonces aparece un movimiento religioso que le ofrece a la elite empresarial todo lo que la nueva Iglesia le quitaba : educación de primerísima calidad, conservadora en lo valórico y neutra respecto a las luchas sociales. Admirador del trabajo bien hecho (entre ello – por supuesto – el trabajo empresarial) y centrado en la vida sacramental y personal, más que en los "pecados sociales" y las culpas colectivas del sistema capitalista opresor ».

[1167] Sur les représentations culturelles de l'élite chilienne de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, voir : Reyes, Soledad, "La elite femenina chilena a comienzos del siglo XX. Ideas y costumbres vistas a través de la revista Familia", *Bicentenario. Revista de Historia de Chile y América*, Vol. 6, nº 1, 2007, p. 133-155.

[1168] Notre analyse nous a conduit à distinguer les travaux de Pierre Bourdieu et de Jean-Claude Passeron sur la reproduction des élites par le système scolaire, mécanisme propre à une société où les valeurs bourgeoises ont remplacé ou tendent à remplacer la hiérarchie de classes de type aristocratique : Bourdieu, Pierre, *La réproduction. Élements por une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les éditions de minuit, 1970.

[1169] Sur l'existence d'une "bourgeoisie" chilienne, lire le bref essai de Sergio Villalobos, dans lequel l'auteur cherche à comprendre l'univers social et culturel de cette classe entre le moment de son apogée et celui de sa décadence tout au long du XIXème siècle : Villalobos, Sergio, *Origen y ascenso de la burguesía chilena*, Santiago, Editorial Universitaria, 2006.

l'absence d'une notion capable de caractériser avec exactitude la transformation subie par ce groupe :

> « Le processus en marche au Chili à la fin du XIXème siècle porte à croire que pour atteindre leur objectif [la modernisation capitaliste du Chili], les groupes dirigeants identifièrent trois tâches spécifiques, dont le succès définirait le futur : en premier lieu, mettre en place une structure de pouvoir qui leur permettrait de remplacer l'ancien système ; en second lieu, insérer l'économie nationale dans le concert de l'économie mondiale ; et, enfin, identifier un modèle de pays et de nation auquel adhérer »[1170].

Si l'on analyse les changements intervenus au sein de l'élite dirigeante chilienne, l'un des éléments les plus frappants réside dans le lien étroit qui unit ce groupe social à la transformation économique imposée au pays à partir de 1975, en particulier lors de l'intégration des nouveaux arrivants. Ces derniers venaient essentiellement de l'immigration, européenne (du XXème siècle), mais aussi des secteurs de la classe moyenne qui connurent une ascension sociale grâce au commerce et à l'éducation privée. Au fur et à mesure, le mérite en vint à supplanter les préjugés liés au nom et à l'importance de la grande propriété terrienne, symbole d'un statut social élevé dans l'imaginaire social chilien. Cependant, la méritocratie – en termes d'accès à l'élite dirigeante – continue de ne concerner que moins de 20% de la population du pays.

La crise de la "vieille élite", à la fin des années 1960, coïncide avec celle de l'État de compromis analysée dans les chapitres 2 et 3 de ce travail, mais également avec un éloignement de la hiérarchie de l'Église traditionnelle. Les piliers de la "vieille aristocratie" chilienne, dont les fondements reposent principalement sur le commerce et la possession foncière, furent également ébranlés par le processus de la réforme agraire ainsi que par la mobilisation sociale et politique antérieure au coup d'État de 1973. Par ailleurs, la culture, domaine traditionnellement réservé à l'élite, devint l'enjeu d'un rapprochement considérable entre l'Église catholique et les secteurs populaires. L'élite traditionnelle décida alors de prendre ses distances avec la hiérarchie ecclésiastique. Ce nouveau positionnement de l'élite

[1170] Pinto, Jorge, *Op. cit.*, p. 169 ; « El proceso que vivió Chile en el resto del siglo XIX hace presumir que para alcanzar la meta los grupos dirigentes identificaron tres tareas específicas, de cuyo logro dependía el futuro : en primer lugar, establecer una estructura de poder que les permitiera reemplazar al viejo sistema colonial ; en segundo lugar, insertar a la economía nacional en el concierto de la economía mundial ; y, por último, identificar un modelo de país y nación al cual adherir ».

permit également d'éliminer les barrières morales entravant le développement d'un capitalisme sans complexes de culpabilité par rapport à la "justice sociale"[1171].

L'élite traditionnelle chilienne rejeta le nouveau langage de l'Église chilienne et son "choix préférentiel pour les pauvres"[1172]. En agissant de la sorte, elle abandonnait son combat traditionnel pour les intérêts du monde conservateur dans les domaines de l'éducation, de la mobilité sociale, des valeurs morales et de l'opposition aux idéologies de gauche (en particulier le marxisme). La voie était donc libre pour que s'impose une nouvelle conception de la richesse et du pouvoir au sein d'une élite désespérément en quête d'un discours et d'un *ethos* que l'Église catholique postconciliaire n'était pas capable de lui offrir. La relation "décomplexée" de la théorie économique néoclassique (développée par le groupe de Chicago) à la richesse matérielle, couplée à la vision religieuse élitiste de mouvements religieux tels que l'*Opus Dei*[1173] et les Légionnaires du Christ, jouèrent un rôle fondamental dans la formation d'une nouvelle élite capitaliste libérée de ses frustrations et imperméable à tout discours égalitariste :

> « D'après certains historiens et patrons, ce courant de pensée [la critique des ghettos élitistes de la société chilienne] provoqua précisément la fuite, dans les années 1970, du patronat traditionnel vers d'autres référents religieux comme *l'Opus Dei*, les Légionnaires du Christ ou le mouvement *Schoenstatt*. "Les jésuites ont perdu leur public de l'élite parce qu'ils ont choisi de la critiquer. Et c'est ainsi qu'ils se sont éloignés, laissant le champ libre à *l'Opus* et aux Légionnaires" [sic], explique un patron »[1174].

Jusqu'à présent, peu de travaux historiques et sociologiques ont été consacrés à l'élite dirigeante chilienne pour la période traitée dans la présente thèse doctorale. Depuis l'année

---

[1171] Pour un texte expliquant clairement les défis que dut affronter l'Église catholique chilienne pendant cette période, voir : Fleet, Michael & Smith, Brian, *The Catholic Church and Democracy in Chile and Peru*, University of Notre Dame Press, 1997.

[1172] C'est pendant la seconde conférence du CELAM, à Medellín (11-18 août 1968), que fut lancé le message dans lequel l'Église catholique établit un "choix préférentiel pour les pauvres" ("*opción preferencial por los pobres*"). Sur la réunion épiscopale de Medellín et ses répercussions, lire l'ouvrage suivant : Saranyana, José Ignacio & Alejos-Grau, Carmen José, *Teología en América Latina, Vol. III : El siglo de las teologías latinoamericanistas (1899 - 2001)*, Editorial Iberoamericana, 2002, p. 114-117.

[1173] Le 5 mars 1950 arrive au Chili le premier prêtre de l'*Opus Dei*, Adolfo Rodríguez Vidal, envoyé par le fondateur de cette institution, Josemaría Escrivá de Balaguer, afin de commencer le travail apostolique de prélature par la création d'une résidence pour jeunes universitaires située dans le centre de Santiago.

[1174] Commandari, Paula & López, María José, "Importante ofensiva de los jesuitas en Chile", *Urgente 24*, 28/01/2009. Disponible sur : http://www.urgente24.com/index.php?id=ver&tx_ttnews%5Btt_news%5D=117171&cHash=593d87ab93 ; (consulté le 01/09/2009) ; « Precisamente, según historiadores y empresarios, fue esta línea de pensamiento [la crítica a los ghettos elitistas de la sociedad chilena] la que produjo la fuga, en los años '70, del sector empresarial tradicional a otros referentes religiosos, como el *Opus Dei*, los Legionarios de Cristo o Schoenstatt. "Los jesuitas perdieron su público objetivo en la elite porque optaron por criticarla. Y con eso se alejaron, dejándole paso al *Opus Dei* y Legionarios", argumenta un empresario ».

2000, un groupe de chercheurs de l'Université Adolfo Ibáñez a cependant commencé à élaborer une étude portant sur les changements intervenus au sein de l'élite dirigeante chilienne entre 1950 et 2000[1175]. Même si cette recherche est fondée sur un échantillon relativement réduit (environ 550 sujets) et provient de l'une des universités les plus associées au monde fermé de l'élite chilienne, ses résultats n'en sont pas moins intéressants à analyser. Certains d'entre eux ont notamment été d'une grande utilité pour l'élaboration de nos conclusions.

Nous sommes ainsi parvenus à mettre en évidence le fait que l'élite chilienne continue de former un groupe assez homogène qui a néanmoins connu des changements majeurs au cours de ces trente dernières années. L'élite s'est en effet ouverte à de nouveaux secteurs, notamment grâce à la valorisation croissante du mérite personnel et de la réussite économique. De fait, malgré la persistance de son image de groupe fermé, les auteurs de l'étude démontrent l'existence d'une élite émergente occupant peu à peu les plus hautes positions du pouvoir économique et politique du pays. Jusqu'en 1950, l'élite tendait effectivement à se reproduire de manière endogamique et la mobilité sociale était relativement faible avant 1970. Néanmoins, l'"ascenseur social" fonctionnait, mais dans un cadre limité. Il privilégiait le rôle moteur de l'État et la politique prenait le pas sur l'activité commerciale. D'après la thèse de Lucía Santa Cruz, cet état de fait découle d'une perméabilité réduite et contrôlée de ce groupe social, qui permit à l'élite originelle d'imposer son étique et son esthétique.

Cette étude indique par ailleurs que les nouveaux critères d'appartenance, centrés sur le marché et introduits pendant la dictature militaire, modifièrent de façon radicale les possibilités de différenciation au sein de l'élite. Elle souligne également l'importance de la méritocratie qui permit une plus grande circulation entre la classe privilégiée et la classe moyenne (reclassement non étendu au reste de la population). Selon l'équipe de recherche dirigée par Lucía Santa Cruz y Eugenio Guzmán, le rôle traditionnel de l'État de compromis (1938 - 1970), chargé d'équilibrer l'ordre social, ne fut pas aussi déterminant, en tout cas en ce qui concerne l'élite dirigeante chilienne. En effet, la disparition de ce système aurait plutôt favorisé la hausse du niveau de concurrence entre les individus, contribuant ainsi à accélérer la mobilité sociale.

[1175] Santa Cruz, Lucía, Guzmán, Eugenio & Martinovic, Héctor, *Elite y cambio social en Chile*, Investigaciones UAI 2004-2005 (en cours de publication). Consulter également : Santa Cruz, Lucía & Aguilar, Marcela, "Una sociedad que se mueve. Las claves de la elite de hoy", *El Sábado*, 13/04/2004, p. 22-27.

Par conséquent, au début du XXIème siècle, l'élite dirigeante se concentre encore dans la capitale du pays, Santiago, et parfait son éducation dans à peine dix collèges privés. Cependant, 29% des membres de l'élite ne provient pas de ce type d'institutions scolaires. Ce chiffre atteste d'une montée en puissance de groupes issus de la classe moyenne et formés hors des réseaux traditionnels élitistes[1176]. En d'autres termes, une personne sur trois appartenant à l'"élite émergente" n'a pas été éduquée dans des écoles ou des collèges sélectifs. Pratiquement la moitié des personnes appartenant à cette élite accédait pour la première fois à l'enseignement supérieur[1177]. Seuls 27% des leaders patronaux et professionnels les plus connus de la société chilienne appartiennent aux familles traditionnelles de l'"oligarchie" du XIXème siècle. D'après Lucía Santa Cruz, cette ouverture de l'élite à de nouveaux groupes est le résultat d'une augmentation significative des possibilités éducatives au Chili à partir de la seconde moitié des années 1970, mais surtout de la mise en place d'une économie libérale. En effet, d'après cette auteure, au-delà des considérations aristocratiques ayant trait à la famille, au clientélisme ou liées à la grande propriété foncière (*latifundio*), ce type de modèle économique favorise surtout le mérite personnel.

Depuis la fin des années 1960, les membres de la nouvelle élite "émergente" ont privilégié d'autres disciplines et carrières professionnelles que les traditionnelles études de droit ou d'architecture. Ce nouveau groupe choisit plutôt des études d'ingénierie civile ou de médecine qui requiert – du moins au Chili – de meilleurs résultats lors des épreuves sélectives d'admission à l'université ainsi que l'obtention des meilleures notes dans le secondaire. Il faut également ajouter que les individus appartenant à cette classe sociale (la nouvelle élite) accomplissent statistiquement davantage d'années d'études à l'étranger et bénéficient d'une meilleure valorisation des études de troisième cycle, domaines dans lesquels ils distancent largement l'élite traditionnelle.

La question de la valorisation du travail contraste également avec les idéaux de l'élite traditionnelle chilienne, pour laquelle le commerce et les professions libérales n'étaient pas à la hauteur des affaires liées à la politique, à la gestion de l'État et à l'administration des grandes propriétés agricoles :

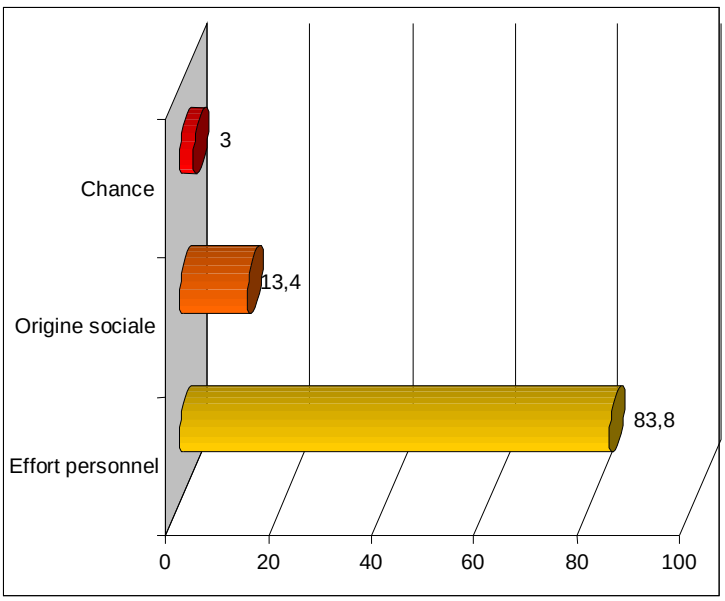
[1176] Les chercheurs ont établi une liste de collèges qui constituent le lieu d'étude de l'élite traditionnelle. Il s'agit précisément des établissements suivants : Saint George's College, Verbo Divino, The Grange School, Tabancura, San Ignacio, Santiago College, Los Andes, Sagrados Corazones de Alameda et Villa María Academy. 72% de l'élite émergente a étudié dans les collèges publics, essentiellement à l'Institut National et au Lycée nº 1 de filles.

[1177] C'est-à-dire dont les parents étaient tout au plus diplômés de l'éducation secondaire.

« (…) [c'est en ce sens qu'il faut comprendre] l'idée que la réalité rurale est essentiellement celle de l'exploitation agricole. Elle représente en effet un élément fondamental qui fournit l'explication du fonctionnement de tout le pays. Les seigneurs de la terre, magnanimes et cruels à la fois, représentent les modèles originels qui inspirent, peut-être de façon inconsciente, les gouvernants en place »[1178].

En définitive, la tendance montre que le noyau traditionnel de l'élite s'amenuise alors que celui de la nouvelle élite croît. Cette dernière intègre désormais des personnes disposant d'un pouvoir accru du seul fait de leurs mérites professionnels et/ou de leurs réussites dans le monde de l'entreprise et du commerce. La plupart d'entre elles ne sont donc pas héritières de grandes fortunes, mais plutôt du fruit de l'effort de leurs parents pour leur offrir un enseignement de qualité. Aujourd'hui, il est ainsi impossible de rencontrer d'éminents membres de l'élite sans diplôme universitaire, comme c'était pourtant le cas jusque dans les années 1950. Les chiffres de l'étude précédemment citée montrent d'ailleurs qu'en 2004, 97% de membres de l'élite avaient suivi des études universitaires dont 58% à la Université Catholique (PUC), 38% à l'Université du Chili et le reste dans d'autres universités chiliennes ou étrangères. Il est donc actuellement plus important de posséder des connaissances et de bons contacts (réseaux de pairs) plutôt que du patrimoine.

Facteurs décisifs pour la formation de l'élite (%)



Source : Santa Cruz, Lucía & Aguilar, Marcela, "Una sociedad que se mueve. Las claves de la elite de hoy", *El Sábado*, 13/04/2004, p. 27.

[1178] Stabili, María Rosaria, *Op. cit.*, p. 275 ; « (…) [así se entiende] la idea que la realidad rural es esencialmente aquella de la hacienda ; que esta representa una clave interpretativa fundamental para explicar el funcionamiento de todo el país y que los señores y patrones de la tierra, magnánimos y crueles al mismo tiempo, representan los modelos originarios en los cuales se inspiran, tal vez inconscientemente, los gobernantes de turno ».

Les espaces de sociabilité de l'élite ont également évolué. En effet, traditionnellement, ses membres se réunissaient dans leur foyer respectif, ce qui limitait la possible intégration de personnes méconnues ou étrangères au cercle, même si elles possédaient le niveau de richesse "requis"[1179]. Divers groupes d'immigrés subirent cette discrimination. Malgré une importante réussite économique, ils furent frappés d'ostracisme par l'élite traditionnelle jusqu'à la fin des années 1960 :

> « La limitation des possibilités et l'exclusion de certains espaces et cercles sociaux sont le coût que les immigrants durent payer au Chili. Il s'agissait donc de discrimination et non de violence ni d'agression physique ; du moins pas de manière généralisée car il y eut certes des exceptions. Cependant, il est nécessaire de préciser que la "turco-phobie" ["*turcofobia*"] ne fut pas un phénomène exclusivement chilien. Des manifestations allaient également dans ce sens ailleurs en Amérique latine »[1180].

L'élite émergente, au contraire, noue et entretient ses relations dans des lieux semi-publics. Il s'agit par exemple de clubs privés, accessibles après paiement d'une cotisation et, parfois, grâce à une invitation (de plus en plus rarement). Pour les membres de ce nouveau groupe, il est ainsi plus important de se distinguer dans les domaines du travail, de la politique ou de l'entreprise que d'être acceptés par le noyau traditionnel ou que de marier ses enfants avec un de ses membres, comme c'était encore le cas jusque dans les années 1960.

L'étude de Santa Cruz, Guzmán et Martinovic démontre que 90% des membres de l'élite concentrée à Santiago possèdent une croyance religieuse et que 92% se déclarent catholiques. La recherche n'approfondit pas les raisons ni les degrés de la foi religieuse. Néanmoins, elle établit tout de même que les évènements sociaux catholiques, ainsi que les offices religieux (messes dominicales et quotidiennes), constituent des espaces de sociabilité pour ceux qui estiment appartenir à un même cercle exclusif. La religion de la classe dominante constitue donc un espace de réseaux et de contacts qui contribue à renforcer l'identité du groupe et son sentiment d'appartenance. Ce panorama contraste toutefois avec le reste du pays où moins de 70% des Chiliens âgés de moins de quinze ans déclarent être

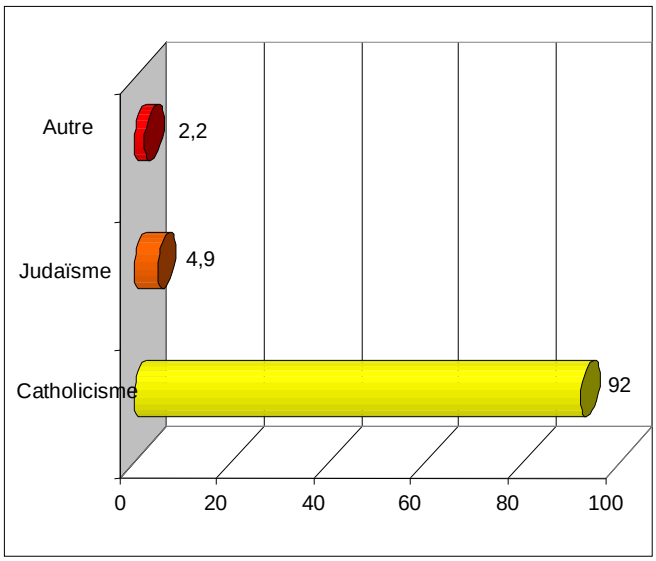
---

[1179] Les entrepreneurs d'origine arabe (principalement des Palestiniens), qui s'installèrent au Chili à la fin du XIXème siècle, furent dans cette situation. Certains d'entre eux ont édifié de grandes fortunes aux alentours de 1950. Afin d'approfondir ce thème, lire l'article suivant : Rebolledo, Antonia, "La "Turcofobia". Discriminación antiárabe en Chile 1900-1950", *Historia*, Vol. 28, 1994, p. 249-272. L'histoire d'une des grandes fortunes palestiniennes au Chili est retranscrite dans l'ouvrage suivant : Winn, Peter, *Weavers of Revolution : The Yarur Workers and Chile's Road to Socialism*, London, Oxford University Press, 1989.

[1180] Rebolledo, Antonia, *Op. cit.*, p. 253 ; « La limitación de las oportunidades y la exclusión de ciertos espacios y círculos sociales fue el costo de la discriminación que los inmigrantes vivieron en Chile, pero la violencia ni la agresión física. Por lo menos no generalizada, porque sí hubo excepciones. Es necesario señalar, sin embargo, que la "turcofobia" no fue un fenómeno exclusivo de Chile, sino que también hubo manifestaciones en ese sentido en otros lugares de América ».

catholiques, et où le culte “évangélique protestant” (15%) a progressivement gagné des adeptes depuis environ quarante ans[1181].

Panorama religieux
de l’élite chilienne (%)



Source : Santa Cruz, Lucía & Aguilar, Marcela, “Una sociedad que se mueve. Las claves de la elite de hoy”, *El Sábado*, 13/04/2004, p. 26.

6.4.4 Élite, religion et marché

Dans la partie finale de notre travail de recherche, nous avons abordé les changements qui se sont opérés au sein de l’élite chilienne. Nous avons insisté en particulier sur l’articulation des valeurs religieuses catholiques et des besoins d’une économie capitaliste moderne, dans laquelle le marché tient une place centrale. Cette relation affecte sans nul doute l’identité de la société chilienne. La révolution économique initiée au Chili dans le milieu des années 1970, par le groupe de Chicago et son alliance avec les *gremialistas*, n’a pas seulement transformé le pays comme jamais auparavant dans son histoire. Elle entraîna un processus moins connu : la transformation de l’élite traditionnelle chilienne. Délaissant les valeurs aristocratiques d’origine et la possession de la terre, la nouvelle élite les remplaça par la réussite professionnelle et économique, résumé par cet “esprit d’entreprise”, terme aujourd’hui si usité. Cependant, ce changement ne se réalisa qu’au prix d’une forte tension ainsi que d’une rupture avec le passé, illustrée par la distance prise par l’élite vis-à-vis de la hiérarchie de l’Église catholique depuis le début des années 1960 jusque dans le milieu des

[1181] Chiffres officiels du Recensement national 2002. Cf. Instituto Nacional de Estadísticas (INE), *Censo 2002. Síntesis de Resultados, INE*, Santiago, marzo 2003, p. 25. Disponible sur : http://www.ine.cl/cd2002/sintesiscensal.pdf (consulté le 21/08/2009).

années 1980. Il s'agit précisément de la période de plus grande influence du message du Concile Vatican II et de la théologie de la libération en Amérique latine[1182] :

> « L'Église catholique chilienne a toujours été très conservatrice. Elle fut l'une des dernières à accepter la séparation de l'Église et de l'État, ne tolérant aucune loi sur le divorce et alliée à une bonne partie de l'élite dirigeante, dans un parti (le Parti conservateur) qui la défendait avec bravoure. (…) Mais soudainement, dans une courte période d'à peine 15 ans – entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le Concile Vatican II –, eut lieu un véritable désastre idéologique [sic]. Notre très conservatrice Église catholique chilienne fit un pas à gauche et cessa d'être fiable. (…) La Phalange fasciste devint sociale-chrétienne [sic]. Le Cardinal Silva [Raúl Silva Henríquez] appuya la réforme agraire. Les avancées postérieures furent "ténébreuses". La jeunesse démocrate chrétienne prit un virage à gauche, formant tout d'abord le MAPU et ensuite la Gauche chrétienne [Izquierda Cristiana]. Les jeunes curés s'emparèrent de la cathédrale. Le Cardinal Silva soutint la prise de l'Université Catholique ainsi que la réforme qui s'ensuivit »[1183].

Bien que les études récentes démontrent que les nouvelles valeurs de l'élite font la part belle au mérite et à la réussite individuelle, ces aspects privilégiés ne la rendent pas pour autant libérale sur le plan politique et surtout vis-à-vis de la morale (*temas valóricos*). Dans cette perspective, la religion de l'élite a continué d'être majoritairement catholique, mais avec une forte tendance au conservatisme qui l'a éloignée – au moins pendant trente ans – de l'Église catholique officielle. Cet apparent paradoxe entre un libéralisme économique exacerbé et un conservatisme religieux et moral constitue une des singularités de la transformation économique du Chili, et un élément de différenciation de l'élite économique locale par rapport à ses pairs Sud-américains (excepté, peut-être, la Colombie) :

> « Un entrepreneur étranger, très observateur, m'expliquait il y a peu [en 2005] la tendance ultramontaine[1184] des patrons chiliens sur les valeurs : "ce n'est pas

---

[1182] Le projet de l'Unité Populaire qui comportait la nationalisation de certaines industries et l'approfondissement de la réforme agraire, représente – aujourd'hui encore – une agression insupportable dans l'esprit de la classe privilégiée chilienne. Elle constitue une violation du droit "sacré" de propriété, de la tradition et du travail familial.

[1183] Barros, César, "Por qué la elite tradicional chilena prefiere un Papa conservador", *Qué Pasa*, 23/04/2005, p. 5 ; « La Iglesia Católica chilena había sido siempre muy conservadora : de las últimas en consentir la separación de la Iglesia del Estado, sin ley de divorcio y aliada con buena parte de la elite dirigente, en un partido (el Conservador) que la defendía con bravura. (…) Pero de repente, en un corto período de no más de 15 años – entre el fin de la Segunda Guerra Mundial y el Concilio Vaticano II – ocurrió un verdadero desastre ideológico. Nuestra conservadorísima Iglesia Católica chilena dio un paso a la izquierda y dejó de ser confiable. (…) La protofascista Falange se hizo social cristiana. El Cardenal Silva [Raúl Silva Henríquez] apoyó la reforma agraria. Los pasos siguientes fueron tenebrosos. La juventud Demócrata Cristiana arrancó hacia la izquierda formando primero el MAPU y luego la Izquierda Cristiana. Los curas jóvenes se tomaron la catedral. El Cardenal Silva apoyó la toma de la UC [Universidad Católica] y su posterior reforma ».

[1184] "Ultramontain" est un terme qui se rapporte à l'intégrisme catholique, c'est-à-dire aux personnes ou aux groupes catholiques qui adoptent des positions traditionalistes, dans la lignée de la doctrine antérieure au Concile Vatican II. À l'origine, les Italiens utilisaient cet adjectif pour désigner les personnes nées en France et

comme cela en Argentine, au Brésil, ni au Mexique. Le patronat chilien pense réellement de manière beaucoup plus militante [catholicisme conservateur] que dans n'importe quelle partie d'Amérique latine [sic] »[1185].

Les pratiques religieuses de l'élite patronale chilienne se sont modifiées dans un contexte de modernisation rapide de l'économie et des structures sociales du pays. Mais ces changements n'ont pas été suivis par l'évolution de la vision traditionnelle de la sociologie consistant à associer la modernisation à une diminution de la pratique et de l'influence religieuse. La théorie de la sécularisation, inspirée et élaborée en Europe, ne coïncide pas avec le contexte chilien, ni avec d'autres expériences historiques comme celle des Etats-Unis[1186]. Le processus chilien démontre qu'une hausse de la rationalité économique capitaliste peut aller de pair avec une augmentation de la pratique religieuse, surtout au niveau institutionnel.

Par conséquent, nous partageons la thèse de María Angélica Thumala[1187], qui soutient qu'au Chili, le catholicisme du groupe dirigeant inonde le champ des représentations de l'élite dans son ensemble (y compris des membres se considérant agnostiques ou pratiquant une autre religion), diffusant leurs valeurs concernant la famille et l'éducation au reste de la société[1188]. À cette hégémonie "symbolique" s'ajoute un second point, aussi sinon plus important que le premier : la pratique religieuse est source de distinction sociale. Cette caractéristique s'illustre par la demande de certaines formes de religiosité pieuse tout comme par la défense à outrance de quelques-unes des valeurs catholiques. Cependant, comme le

---

en Allemagne dans la période moyenâgeuse. "Ultramontain" signifiait alors "au-delà des montagnes", en référence aux Alpes. Ainsi, lorsqu'était élu un Pape originaire d'une région qui n'était pas italienne, était- il coutume de l'appeler : "Pape Ultramontain" ; *Encyclopédie Catholique*, disponible sur : http://ec.aciprensa.com/u/ultramonta.htm. (Consulté le 07/09/2009).

[1185] Barros, César, *Op. cit*., p. 6 ; « Un empresario extranjero, muy observador, me comentaba hace poco [2005] el sesgo ultramontano[1185] en materias valóricas de los empresarios chilenos. "No es así en Argentina, ni en Brasil, ni en México. El empresariado chileno realmente opina en forma mucho más militante [catolicismo conservador] que en cualquier parte de América Latina" ».

[1186] Depuis Compte et Marx, en passant par les auteurs contemporains comme Ronald Inglehart (1997) ou Bryan Wilson (1996), la sécularisation a été considérée comme le passage obligé des sociétés de l'ancien régime vers les sociétés modernes industrialisées. En ce sens, ils estiment qu'il existe une corrélation entre des taux d'éducation élevés et de bas niveaux de croyance religieuse. Leur hypothèse tient en ce qu'actuellement, les niveaux de religiosité les plus élevés se rencontrent dans les sociétés matériellement pauvres, rendant ainsi problématique l'explication de la présence d'élites dont la réussite est aussi notoire que leur niveau de religiosité est élevé. Thumala affirme que l'existence d'une élite religieuse liée à la réussite économique n'est pas une question antimoderne ni une exception à la règle. D'après cette interprétation, le cas de l'élite patronale chilienne remplirait les deux conditions. Religiosité et augmentation de la richesse ne seraient donc pas opposées mais complémentaires.

[1187] Le travail le plus complet de cette chercheuse sur la religiosité de l'élite chilienne est le suivant : Thumala, María Angélica, *Chile's Business Elite. The role of Catholicism in the building of an Ethos*, Londres, Dissertation presented for the degree of Doctor of Philosophy, Clare College, University of Cambridge, 2007.

[1188] Il faut cependant éviter de confondre la pratique et les croyances catholiques de l'élite (son catholicisme) avec la doctrine et la pratique de l'Église catholique officielle qui compte parmi elle d'importants courants progressistes, notamment liés à la théologie de la libération.

précise fort justement Thumala, le succès de regroupements religieux comme l'*Opus Dei* et les Légionnaires du Christ ne réside pas seulement dans la distinction sociale et la défense de certaines valeurs qu'ils garantissent, mais surtout dans la nécessité de rénover l'*ethos*[1189] de l'élite chilienne face aux orientations progressistes de l'Église officielle défendues dans les années 1960 et 1970.

Les mouvements religieux conservateurs sont ainsi venus combler un manque de l'élite patronale et consolider dans le même temps la structure sociale issue de la transformation économique radicale expérimentée par le Chili à partir de 1975. De la même manière, ils donnèrent un nouveau sens au concept de "vocation de service public" exprimée depuis toujours par les membres de l'élite dirigeante chilienne. Cette prétendue vocation n'est autre que l'expression du devoir que s'assignent ces groupes dans le but de présider au destin du pays en fonction des ses seuls intérêts, et qui est perçu comme l'héritage de l'ancienne classe de propriétaires terriens[1190].

Plus que jamais dans l'histoire du Chili, les réussites macro-économiques des années 1990 ont engendré un nouveau discours triomphaliste dans l'élite chilienne, habituée depuis l'Indépendance (1810-1818) aux récits justifiant l'infériorité économique du pays et l'austérité conférée à sa classe dirigeante[1191]. Ces trente dernières années, seulement, est apparu un nouveau discours insistant sur la fierté de l'élite quant à sa gestion économique du Chili. Ce sentiment va bien au-delà des différences politiques qui peuvent exister en son sein. Même si la droite n'a pas été au gouvernement depuis 1990, et que son soutien à la dictature de Pinochet lui a valu un important discrédit national et international, elle a invariablement défendu son rôle central dans la modernisation du pays. Elle fut pourtant synonyme, pour nombre de ses partisans, de la perte de l'appui de l'État et de la faillite de ses industries.

Ce nouveau discours est également la réponse de l'élite au danger qu'elle ressent depuis la fin des années 1950 vis-à-vis de la "menace de la gauche". Le projet socialiste d'Allende demeure en effet, encore aujourd'hui, le souvenir le plus difficile d'une agression envers son

---

[1189] Le nouvel *ethos* de l'élite économique chilienne procède de la valeur conférée à la création de richesse comme moyen de pourvoir au bien-être de toute la société.

[1190] Nous partageons sur ce point l'analyse de l'historien Albert Soboul qui montre que les élites – en faisant expressément référence à la bourgeoisie de la Révolution française – confondent généralement les intérêts de la nation avec leurs propres intérêts. Elles se revendiquent d'ailleurs comme étant l'incarnation de la nation. Soboul, Albert, *La Révolution française*, *Op. cit.*

[1191] À propos des traditionnels discours pessimistes de l'élite chilienne, voir : Correa, Sofía, ""De nuestra inferioridad económica". Reflexiones sobre los límites del desarrollo capitalista chileno", *Estudios Públicos*, nº 73, 1999, p. 401-430 ; Encina, Francisco Antonio, *Nuestra inferioridad económica : sus causas, sus consecuencias*, Santiago, Ed. Universitaria, 1955.

style de vie, sur des questions comme la propriété privée et le *latifundio* qu'elle considère essentielles, sans compter la valeur sacrée attribuée à la famille et au travail :

> « Plusieurs membres de l'élite contribuèrent à la transformation de l'économie chilienne en un système de libre marché, en élaborant et en mettant en place les politiques nécessaires qui conduisirent la société chilienne "du chaos à l'ordre et au progrès" [sic] »[1192].

Afin de protéger le projet économique mis en place suite au coup d'État de 1973, ce groupe jugea essentiel de "purger" la doctrine catholique de ses influences "révolutionnaires" et "gauchistes". Pour ce faire, il fallait préserver les anciennes pratiques du catholicisme en vigueur avant le Concile Vatican II, tant sur le plan de la liturgie que sur celui de l'éducation apportée aux enfants et à la jeunesse de l'élite[1193]. Les mouvements religieux tels que l'*Opus Dei* et les Légionnaires du Christ ont précisément appuyé cette défense de la "bonne" doctrine ainsi que la protection de la famille :

> « (…) ces mouvements [l'*Opus Dei* et les Légionnaires du Christ] ne s'opposèrent ni au marché ni à la dictature militaire. Ils n'intervenaient pas dans la lutte antisubversive, ni dans les stratégies modernes de privatisation. En revanche, ils mettaient l'accent sur la vie religieuse de chacun, sur les sacrements et sur l'obédience au Pape Jean-Paul II »[1194].

Une partie de l'élite chercha alors à s'isoler du reste de la société, créant un environnement composé de "personnes connues" et "fiables", dans lequel pouvait aisément se transmettre un certain style de vie[1195]. Elle refusa effectivement de voir les composantes du pays qu'elle considérait comme dangereuses et agressives (la gauche), et créa un espace hermétique qui pouvait garantir une bonne éducation, l'ordre, la paix et l'excellence

---

[1192] Thumala, María Angélica, *Chile's Business Elite. The role of Catholicism in the building of an Ethos*, Op. cit., p. 225 ; « Varios miembros de la elite contribuyeron a la transformación de la economía chilena en un sistema de libre mercado, diseñando e implementando las políticas necesarias que llevarían la sociedad chilena "desde el caos hacia el camino del orden y el progreso ».

[1193] Les premiers centres d'études privés ouverts par l'*Opus Dei* au Chili furent les collèges *Los Andes* (1969) pour les filles et *Tabancura* (1970) pour les garçons. Consulter : www.opusdei.cl. Les collèges appartenaient aux parents afin d'éviter un quelconque futur changement de doctrine ou d'orientation de la part de la hiérarchie de l'Église catholique chilienne.

[1194] Barros, César, *Op. cit.*, p. 6 ; « (…) dichos movimientos [*Opus Dei* y Legionarios de Cristo] no fueron antimercado ni antidictadura militar. No molestaban en la lucha antisubversiva, ni en las modernas estrategias privatizadoras [sic]. Y ponían, en cambio, el énfasis en la vida religiosa personal, en los sacramentos y la obediencia al Papa Juan Pablo II ».

[1195] Dans ce cas, l'isolement n'est pas seulement social, mais aussi géographique. Dans la ville de Santiago, les quartiers de la classe aisée (zone orientale) sont clairement séparés du reste de la population, créant une frontière qui rend également compte des différences raciales parmi les Chiliens. En 2008 et en 2009, émergea ainsi au Chili un débat très intéressant sur l'éducation reçue par l'élite dans ces zones isolées. Voir notamment : Berríos, Felipe, "Extranjero en su país", *El Mercurio*, 03/01/2009 ; disponible sur : http://mt.educarchile.cl/MT/jjbrunner/archives/2009/01/universidades_c.html (consulté le 22/08/2009)

professionnelle[1196]. L'*Opus De*i et les Légionnaires du Christ sont des mouvements capables de fournir à l'élite un discours simple, aux slogans faciles, indiscutables et consensuels. Le débat politique est considéré comme "destructif " et générateur de divisions pour la structure familiale chilienne ainsi que pour le pays tout entier. Les débats académiques et philosophiques ont ainsi été évités à la faveur des thèmes "techniques". Les questions spirituelles ont quant à elles été laissées au jugement absolu des théologiens et des autorités de l'Église. Cependant, et sauf en ce qui concerne les sujets liés à la morale, il fut expressément interdit à l'Église de donner son avis sur les questions portant sur la "vie matérielle" (*asuntos terrenales*), dans laquelle l'économie et la politique jouaient un rôle central[1197].

Pour les membres de cette élite, les intellectuels de gauche contribuèrent, en raison de leur radicalisme, à introduire une polarisation très accentuée dans les années 1960-1970, détruisant de la sorte la coexistence pacifique dont bénéficiait le pays :

> « (…) rien ne provoquait davantage d'aversion [dans ce groupe] que l'image de l'intellectuel "barbu" de soixante ans éternellement muni d'une pipe, ou le sociologue converti en activiste politique [sic] »[1198].

L'élite patronale chilienne s'est construite sur un ensemble de principes formels rassurants pour ses membres, tenant compte des incertitudes qui ont entouré son histoire, en particulier dans un pays où, jusqu'en 1990, 50% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Son identité endogène s'inspira tout d'abord des modèles de l'élite française, anglaise (surtout au XIXème et dans la première moitié du XXème siècle) et désormais nord-américaine. Cependant, ce dernier modèle provoque certains problèmes majeurs, comme la "crise de la famille". La cellule familiale semble en effet menacée par les préceptes mêmes de la modernité et du capitalisme que l'élite affirme tant protéger. Les membres de la nouvelle élite sont de fervents défenseurs du concept d'économie libérale et promeuvent avec véhémence ses avantages pour toute la société. Ils soutiennent néanmoins avec la même conviction que les modèles nord-américains aussi bien qu'européens sont "dévastés" par l'individualisme, le matérialisme et l'hédonisme[1199]. Selon ce groupe dirigeant chilien, ces conséquences non désirées du développement économique qui ont commencé à s'introduire

---

[1196] Thumala, María Angélica, *Op. cit.*, p. 226.
[1197] La question de la "Loi naturelle" a pris un caractère prescriptif et nominatif. Les sujets portant sur la propriété privée ou les différences de classe ne pouvaient pas être abordés par l'Église sans "verser dans le politique".
[1198] *Ibíd.*, p. 227 ; « (…) nada era menos aceptado [dentro de este grupo] que la imagen del intelectual "barbudo" con pipa de los años '60, o el sociólogo convertido en activista político ».
[1199] *Ibíd.*, p. 232.

au Chili, doivent être fortement combattues. La seule manière de les éradiquer est, d'après ses représentants, d'inculquer certains "principes" en vue de forger un "caractère" respectueux de la doctrine familiale et sociale de l'Église catholique[1200]. Ceux qui ne partagent pas ce style de vie sont alors considérés comme "moins heureux" :

> « *L'Opus Dei* et les Légionnaires du Christ représentent aujourd'hui les éducateurs les plus populaires "de ce caractère" [sic]. Leur influence se perçoit dans les références constantes à la loi naturelle qui émergent dans les textes liés à l'autocontrôle et à la "force de volonté" [sic] »[1201].

Le succès des idées de *l'Opus Dei* auprès de l'élite patronale peut s'expliquer par le travail, discret mais constant, de prosélytisme de la part de ses membres. La défense constante de pratiques comme celle de l'"autocontrôle" et de la "force de volonté" dans le but de parvenir à la réussite économique a ainsi acquis un énorme prestige auprès de cette élite. L'idée de "consistance" dans la pensée est également un élément caractéristique de ce groupe, en particulier lorsqu'il s'agit de la défense d'un ensemble de valeurs fondamentales prêchées par l'Église. Il s'agit donc d'afficher des opinions prévisibles et durables concernant la morale et l'ordre social.

L'austérité est également une valeur caractéristique du discours de la nouvelle élite patronale chilienne. Bien que ce trait ait toujours été revendiqué par la classe traditionnelle de propriétaires terriens[1202] (notamment celle liée au Parti conservateur), il est désormais également présent chez les hommes d'affaires. Cependant, il ne s'agit pas d'une austérité rattachée à la quantité de richesse, mais à l'utilisation que l'élite en fait et surtout à la manière dont elle l'exhibe. Pour ce groupe, la richesse ne constitue donc pas une fin en soi mais un moyen pour atteindre le "bien commun" de toute la nation. Le "bon goût" se définit alors comme la capacité à montrer la richesse sans donner une impression d'excès. Se met donc en place le contrôle des dépenses concernant les vêtements, le transport et la décoration

---

[1200] Thumala met l'accent sur l'affirmation de nombreux membres de l'élite économique (qu'ils soient religieux, agnostiques ou athées) tenant ce discours : « au Chili, nous avons des valeurs qui, dans les économies occidentales, sont en train de se perdre » ; « en Chile poseemos valores que en las grandes economías occidentales se están perdiendo », Thumala, María Angélica, *Op. cit.*, p. 108

[1201] Thumala, María Angélica, *Op. cit.*, p. 109 ; « El *Opus Dei* y los Legionarios de Cristo se encuentran hoy entre los más populares educadores del "carácter", y su influencia se aprecia en las constantes referencias a la ley natural que emergen en las narrativas vinculadas con el autocontrol y la "fuerza de voluntad" ».

[1202] L'austérité de la "vieille élite" propriétaire terrienne correspondait davantage à une contrainte imposée par la réalité du pays (étant donné sa pauvreté relative comparée à d'autres élites continentales, en particulier européennes) qu'à une aspiration, comme c'est aujourd'hui le cas. Actuellement, le Chili compte plusieurs des fortunes latino-américaines les plus importantes dont certaines comptent parmi les plus élevées du monde (ces dernières dépassent alors le milliard de dollars). Sur ce dernier point, voir : Castillo, Francisca, "Viuda de Luksic, Matte y Piñera : las mayores fortunas de Chile", *El Mercurio*, Economía y Negocios, 06/03/2008, disponible sur : http://www.economiaynegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=43118 (consulté le 18/09/2009).

du foyer. Toutes ces “vertus” constituent une marque de distinction sociale pour la nouvelle élite. Néanmoins, la tension demeure perceptible, tant dans le discours que dans la pratique. Les niveaux de richesse atteints par ses membres ces trente dernières années sont incomparablement supérieurs à ceux du passé. Il devient donc difficile de tenir un discours d’austérité tout en pratiquant une consommation croissante.

Un autre élément représentatif de ce nouveau groupe élitiste est la revalorisation des activités productives et commerciales auparavant dénigrées au profit de la propriété foncière et de l’activité politique. Le prestige acquis par la technicité propre à la nouvelle éducation économique dans les années 1980 contribue également à expliquer cette situation inédite. L’exemple montré par les économistes qui participèrent au régime militaire a aussi renforcé l’idée que les études en *management* (gestion) et en économie étaient essentielles pour mener à bien toute activité commerciale. Il faut rappeler que le groupe d’économistes de Chicago a été recruté parmi les membres de la classe moyenne et de l’élite patronale, alors que cette dernière avait déjà pris ses distances avec la vieille élite conservatrice. Le discours rationnel de l’économie néoclassique (néolibérale) a alors été perçu par l’élite comme l’explication logique de sa prospérité et à compter de 1980. Les études d’économie se sont rapidement transformées en l’option la plus sollicitée par les jeunes étudiants de la classe dirigeante.

La figure de l’“entrepreneur” incarne alors le modèle de la nouvelle élite patronale. Il possède les idées, l’habileté et la détermination nécessaires afin d’affronter tous les risques inhérents à l’aboutissement de son projet, et collaborer de cette manière à la croissance de l’économie du pays. La traditionnelle critique chrétienne de l’activité commerciale a donc été remplacée par un nouvel *ethos* qui place le patron au sommet de la hiérarchie sociétale chilienne. Dans cette perspective, cette figure contribue parfaitement au bien commun. Elle est en effet source de créativité, de richesse, de charité et, surtout, elle crée des emplois. D’après cette interprétation, le capitalisme est le seul système permettant d’assurer la croissance de l’économie et de développer au maximum les vertus humaines.

Le fait de ne pas rendre étendre ce modèle de développement au reste de la population et de promouvoir, au contraire, des systèmes distributifs ou socialistes est perçu comme immoral et même comme un manque de solidarité[1203]. Différant en cela des évènements s’étant déroulés jusque dans les années 1960, le discours aujourd’hui dominant au sein de l’élite chilienne consiste à affirmer que le capitalisme “est du côté des pauvres”. Il s’agit en

[1203] Thumala, María Angélica, *Op. cit.*, p. 141.

effet du système le plus efficace pour "créer de la richesse" et éliminer la pauvreté[1204]. Le discours de la charité et de l'assistance au pauvre a ainsi remplacé les idées de solidarité et de justice sociale, du moins dans l'espace public chilien :

> « La notion de charité, fortement critiquée dans les années 1960 comme illustrant la "perpétuation du *statu quo*" et la manière dont se soulageait la conscience des femmes riches en faisant du bénévolat, ont été remplacées, chez les catholiques conservateurs, par l'idée de fournir au pauvre les outils pour qu'il sorte de la pauvreté »[1205].

En définitive, la vision de l'élite patronale vis-à-vis de l'économie coïncide avec l'éthique professée par l'*Opus Dei*, qui propose de placer la "sanctification" au centre de la vie professionnelle. D'après l'argument de Thumala, cette éthique implique que toutes les actions de l'entrepreneur (le *businessman*) dans le cadre du travail, de la famille et de la société, sont interprétées comme une glorification de Dieu et comme l'idéal auquel devrait aspirer l'ensemble des individus[1206]. Mais clairement, l'idéal de la perfection recherchée au travers de l'activité professionnelle de chacun (quel que soit la classe sociale ou le type d'emploi) entraîne également la résignation et le renoncement à toute mobilité sociale, le changement étant perçu comme un danger.

Nous souhaitons aussi souligner le fait que la révolution économique vécue par le Chili à partir de 1975 a favorisé la constitution d'une élite dirigeante rénovée. Il a alors fallu procéder à l'élimination des vieilles structures qui la liaient à la propriété foncière et au rejet de l'activité commerciale et industrielle. Mais il s'est également avéré nécessaire de modifier l'*ethos* de cette élite, sans pour autant l'éloigner du catholicisme. De nouvelles valeurs, que la sociologie traditionnelle a rattachées à l'éthique protestante, ont alors été incorporées dans cette conception morale. Cette particularité de la transformation économique chilienne explique l'apparent paradoxe existant entre libéralisme économique et conservatisme moral et politique que l'actuelle élite patronale chilienne défend avec ferveur.

[1204] Michael Novak est l'un des penseurs catholiques nord-américains les plus traduits et influents dans l'élite patronale chilienne. Parmi ses ouvrages, lire : Novak, Michael, *Business as a calling : work and the examined life*, The Free Press, 1996 ; Novak, Michael, "Ocho argumentos sobre la moralidad del mercado", *Estudios Públicos*, nº 55, 1994, p. 189-211 ; ou encore Novak, Michael, *Catholic Ethic And The Spirit Of Capitalism*, Free Press, 1993.

[1205] Thumala, María Angélica, *Op. cit.*, p. 143 ; « La noción de caridad, duramente criticada durante la década de 1960 como la "perpetuación del *status quo*" y como un alivio de la conciencia para las mujeres ricas que hacían voluntariado, ha sido reemplazada, entre los católicos conservadores, por la idea de entregar al pobre las herramientas para salir de la pobreza ».

[1206] *Ibíd.*, p. 143.

Enfin, le cas chilien démontre une fois encore que les voies traditionnelles de la modernisation capitaliste ne sont pas nécessairement identiques à celles observées en Europe depuis la fin du XVIIIème siècle. De plus, il indique que les révolutions peuvent également être conservatrices. Le Chili est ainsi devenu un espace d'expérimentation d'idées économiques radicales quasiment une décennie avant qu'elles ne soient appliquées par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ou par Ronald Reagan aux Etats-Unis.

CONCLUSION

Entre mai et septembre 2009, la Fondation *Science et Évolution* organisa à Santiago du Chili l'un des plus importants séminaires internationaux sur la pensée de Charles Darwin[1207], à l'occasion du 150ème anniversaire de la publication de *L'Origine des Espèces* (1859). Dans l'assistance figuraient des cadres, des entrepreneurs et des économistes libéraux parmi les plus célèbres du pays. Bien qu'il s'agît d'un cycle de conférences essentiellement destiné à un cercle fermé d'universitaires et d'hommes d'affaires, la couverture médiatique de l'évènement (télévision, radio et presse) a pris une ampleur rarement observée ces dernières années. Cette manifestation n'est pas sans rappeler les innombrables séminaires de *management*, de "leadership" et d'"esprit entrepreneurial", ponctuellement organisés au Chili et dans lesquels sont invités des experts étrangers à la mode[1208]. Cet hommage à la pensée de Darwin, influente chez les économistes libéraux et les hommes d'affaires chiliens, a été couronné de succès. Le public fut au rendez-vous et de multiples reportages furent consacrés à l'évènement. Mais un tel engouement comporte nécessairement un paradoxe. L'assistance était en effet principalement composée de chefs d'entreprise de confession catholique, dont la plupart adhéraient à des mouvements conservateurs, tels que l'*Opus Dei* et les Légionnaires du Christ, connus pour critiquer ouvertement la théorie de l'évolution. Or, rares sont les lieux comme le Chili où a été commémoré avec autant d'enthousiasme la publication de ce texte du scientifique anglais. Il convient toutefois de préciser que les principales découvertes de Darwin ont été faites dans ce pays, lors de son voyage à bord du brigantin *HMS Beagle* (1831-1836)[1209].

Rappeler cet évènement – apparemment anecdotique – nous permet d'illustrer le comportement de l'élite chilienne. Celle-ci associe en effet la réussite de la modernisation capitaliste du pays à une sorte d'évolution naturelle dans laquelle les "mieux dotés" et les

---

[1207] Le séminaire bénéficia du soutien financier de plusieurs grandes entreprises et institutions chiliennes (*Minera Escondida, ENTEL, Colbún, LAN, El Mercurio, Universidad del Desarrollo, Chilevisión*, entre autres) et se déroula entre mai et septembre 2009. Site Internet disponible sur : http://www.cienciayevolucion.org/revoluciondarwin/calendario.htm (consulté le 05/11/2009).

[1208] L'expression "esprit d'entreprise" ne renvoyant pas avec exactitude au contexte que nous avons évoqué tout au long de cette thèse, nous avons fait le choix de conserver ici une traduction littérale de l'expression espagnole.

[1209] L'une des principales chaînes de la télévision chilienne (*Chilevisión*) dont le propriétaire, Sebastián Piñera, est l'un des entrepreneurs les plus riches du pays, également candidat à la Présidence de la République en 2010, a d'ailleurs diffusé – en septembre 2009 - une émission spéciale consacrée au sujet ("La Traversée de Darwin"). Le programme fut réalisé par Álvaro Fischer Abeliuk, ingénieur en mathématiques, évolutionniste ultralibéral reconnu, chroniqueur pour des quotidiens (*El Mercurio*) et célèbre pour ses critiques de l'État et de tout type de planification économique.

plus “forts” ont récolté les fruits de trois décennies de profondes transformations socio-économiques. Dans cette optique, les idées de Darwin étayent “scientifiquement” le succès de la classe dirigeante et l’influence de la pensée économique libérale. Elles vont en effet dans le sens d’un processus de “naturalisation” de la société de marché, en gestation au Chili depuis le milieu des années 1970. Le fait que les thèses évolutionnistes soient devenues aussi populaires chez les entrepreneurs et les économistes libéraux reflète le besoin de poser le problème des inégalités inhérentes au système capitaliste – et en particulier au modèle économique chilien – comme étant “naturel” et dénué de toute intentionnalité humaine. L’élite eut tendance à oublier et à éliminer ainsi progressivement de son discours les conditions historiques spécifiques qui expliquent ce processus. Cependant, la nouvelle classe dirigeante chilienne ne peut en aucun cas faire abstraction, en ce qui concerne ses origines, du régime qui a permis son ascension et sa consolidation, quelle que puisse être sa volonté de s’en tenir, depuis quelques années, à des interprétations naturalistes[1210].

Le dernier chapitre de notre travail de recherche est consacré à l’explication de l’apparition de cette nouvelle élite au Chili. Issue de la “révolution” économique mise en place sous le régime militaire du général Augusto Pinochet, elle verra pourtant son pouvoir et son influence s’étendre considérablement sous les gouvernements démocratiques de la *Concertación*. Nous avons bien entendu évoqué dans ce travail la genèse de cette nouvelle classe dirigeante chilienne,. Il reste que notre intention a été de comprendre plus précisément et d’expliquer, sur le long terme, toutes les modalités de cette situation singulière.

Notre postulat essentiel revient en effet à poser la question en ces termes : si la société chilienne et le système économique expérimentent à partir de 1975 un changement radical tel que l’apparition du libéralisme extrême, il doit être possible de retrouver la trace de cette pensée dans l’histoire du Chili. La recherche de cette période précise nous a amené à analyser l’évolution de la pensée économique libérale au Chili depuis le début du XIXème siècle jusqu’à sa crise et sa quasi-disparition entre 1930 et 1973. L’étude des données consignées dans ce travail nous a permis de déterminer que les changements intervenus ces trente-cinq dernières années représentent une mutation inédite de la conception de

[1210] Extraite du travail de Stéphane Boisard, la citation qui suit est éloquente sur ce point : « Cette droite, inséparable du régime qui l’a vue naître, est marquée d’une tache originelle. En choisissant de collaborer avec les militaires, la nouvelle droite accepte *de facto* les exactions perpétrées par l’armée, au nom de la doctrine de la sécurité nationale. Elle n’a, certes, aucun contrôle sur les agissements des militaires jusqu’en 1977, année où elle obtient la dissolution des services secrets de la DINA. Mais, ces “services secrets”, si ce jeu de mot macabre est permis, ce déferlement de haine et de violence qui a caractérisé la dictature chilienne est le prix moral que la nouvelle droite accepte de payer pour mettre en place son projet de société » ; Boisard, Stéphane, *L’émergence d’une nouvelle droite : monétarisme, conservatisme et autoritarisme au Chili (1953-1983)*, Op. cit., p. 542.

l'Économie politique au Chili. "Révolution" nous semble de ce fait le terme le plus adéquat afin de caractériser ce processus inédit et profondément méconnu. Nous reconnaissons certes la difficulté qu'il y a d'utiliser ce concept dans le domaine de l'historiographie. Néanmoins, les propres instigateurs de ces transformations y ont fréquemment eu recours. Dans ces conditions, la gauche chilienne prit soin, de toute évidence, de "contourner" voire d'évacuer ce concept clé de son discours, que la droite s'était approprié après la dictature militaire[1211].

L'apparition d'une nouvelle classe dirigeante et l'adoption d'idées ultralibérales au Chili s'expliquent en conséquence par des changements structurels au sein même de l'élite. Comme nous avons eu l'occasion de l'indiquer au cours de ce travail, les nouveaux groupes de pouvoir étaient principalement composés d'une partie de la classe moyenne, d'éléments privilégiés ayant bénéficié d'une éducation solide. Ils furent pour la plupart formés à l'Université Catholique du Chili à partir des années 1930, au moment où l'élite et les partis politiques traditionnels entamèrent une longue agonie qui s'est achevée par la disparition des partis Libéral et Conservateur en 1966 et la création du nouveau parti National[1212].

Favorisés par le contexte de crise de la démocratie à partir de 1973, les économistes monétaristes qui avaient décroché leurs diplômes dans cette même université, sont ainsi devenus une sorte d'avant-garde idéologique du régime militaire, et plus particulièrement à partir de 1975. Leur conviction et leur radicalisme se fondaient sur la croyance profonde en l'échec de l'expérience socialiste de l'Unité Populaire et de l'État de compromis. Mais surtout, ils étaient intimement persuadés que le libéralisme économique devait impérativement être réimplanté dans le pays. Le coup d'État du 11 septembre 1973 ouvrit donc la voie à la mise en pratique d'une version du libéralisme économique issue des universités nord-américaines. Leur principal objectif n'était pas de mettre fin au socialisme mais à toute tentative d'ingérence de l'État et du politique dans l'économie, y compris lorsque cette dernière était élaborée par les secteurs conservateurs ou libéraux. Ce refus rend plus explicite la ferme opposition de ces économistes à la théorie structuraliste de la CEPAL. Quoiqu'il en soit, à partir de 1975, ils purent agir à leur convenance et mettre en œuvre un programme en accord avec ces principes. Après cette date, leur action fut donc déterminante,

---

[1211] L'un des textes de propagande les plus diffusés sous le régime militaire était : "Chili, Révolution silencieuse", de Joaquín Lavín, économiste formé à l'Université de Chicago et candidat aux élections présidentielles de 1999 et de 2005, dans Lavín, Joaquín, *Chile : Revolución Silenciosa*, Zig-Zag, 1987.

[1212] Nous rejoignons, concernant cette argumentation, l'analyse de Cristián Gazmuri et de Stéphane Boisard sur les origines communes aux représentants de cette nouvelle classe dirigeante : d'une part, la formation à l'Université Catholique du Chili, d'autre part, l'émergence au début des années 1960 de divers processus de radicalisation idéologique. Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 539.

grâce au soutien du général Pinochet, qui avait pris le contrôle du gouvernement et de la junte Militaire en 1974 en s'autoproclamant Président de la République.

Le groupe des économistes disposa par conséquent de conditions privilégiées afin d'entreprendre un programme radical de réformes économiques ultralibérales, favorisé de surcroît par le climat de répression — et de peur — qui régnait dans le pays entre 1975 et 1977. Cette "révolution libérale/conservatrice" tira parti de toute évidence de cette période de "terreur" pour procéder au démantèlement de l'État de compromis. Sans cette phase de violence, il aurait en effet été impossible d'envisager la mise en place de mesures économiques aussi déterminantes que celles appliquées entre 1975 et 1989. Une fois établis les principes du nouveau modèle de développement (chapitre 3), la dictature militaire entreprit de consolider et de projeter ces changements dans un nouvel ordre institutionnel (chapitres 4 et 5). La Constitution politique de 1980 fut élaborée dans cette perspective. Elle reprenait les idées des économistes monétaristes, les principes de l'intégrisme catholique conservateur du mouvement *gremialista*, et même certains éléments de l'*ordolibéralisme* hérités de l'expérience de la démocratie chrétienne allemande (CDU). Cette "fusion idéologique" particulière donna naissance à la "nouvelle droite", droite empreinte d'un caractère messianique et tournée vers le futur. Elle remplaçait désormais la droite traditionnelle (liée à l'oligarchie propriétaire terrienne), qui avait été contrainte de partager le pouvoir avec la classe moyenne et les secteurs populaires dès les années 1920 (chapitre 6).

Nous avons montré que l'idée d'un monde dans lequel toutes les relations humaines sont régulées par le marché constituait le fondement du projet de transformation économique mené à bien sous le régime militaire et dirigé par ce groupe d'économistes. L'usage que ces derniers font du concept de "marché" touche non seulement au domaine des relations commerciales, mais comporte également de profondes implications politiques et sociologiques (voire sociales). D'après Pierre Rosanvallon, cette caractéristique rélève d'une croyance en la société civile autorégulée, dans laquelle la confrontation des intérêts individuels aboutirait à une "harmonie" que ni la politique ni la morale ne sauraient engendrer[1213]. Cette "société de marché" s'oppose aux théories classiques du contrat social impliquant, selon ce même auteur, une organisation volontariste du lien social. Le caractère utopique de cette vision du capitalisme réside fondamentalement dans la croyance en la substitution de l'espace public appartenant aux citoyens par le "règne" des processus anonymes et impersonnels du marché. Il procède également de la confusion originelle

[1213] Rosanvallon, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de Marché, Op. cit.*, p. 211-212.

soulignée par Rosanvallon : l'association erronée du capitalisme et du libre marché ; en d'autres termes, de l'idéologie et de la pratique économique. Vu sous cet angle, le capitalisme ne peut constituer la matérialisation d'une utopie ni d'un projet de société. Il ne s'agit pas davantage du résultat d'une construction rationnelle volontaire, mais de l'accumulation de pratiques économiques et sociales concrètes (historiques).

Le capitalisme – en tant que tel – ne peut donc être assimilé à une idéologie, ni à aucune règle qui ne serve son propre intérêt[1214]. C'est notamment la raison pour laquelle il peut successivement être libre-échangiste, protectionniste, étatiste ou anti-étatiste. L'affirmation de P. Rosanvallon selon laquelle l'utopie libérale de la "société de marché" est indépendante du capitalisme comme expérience historique, reflète parfaitement l'évolution du libéralisme économique au Chili depuis le début de la République. Par conséquent, cette révolution économique inédite engagée au Chili depuis le milieu des années 1970 (mais dont les prémisses remontent au moins aux années 1950) constitue la tentative la plus récente – et également la plus radicale – de "poursuite" de l'utopie de la société de marché. Ce processus revêt en outre un caractère original dans la mesure où il associe de façon singulière un libéralisme économique extrême (monétarisme) et un conservatisme catholique hispaniste. Néanmoins, ce constat ne minimise en rien les transformations spectaculaires que le Chili a connues au cours de ces trente-cinq dernières années. Ces changements dépassent largement le domaine de l'économie, et ont contribué à la mise en place d'une société régie par les relations de marché. La vie et le sens commun des citoyens chiliens en ont été profondément altérés (chapitre 6)[1215]. Cette transformation s'avère d'autant plus intéressante si l'on se souvient que le Chili peut se prévaloir de près de deux siècles de tradition centraliste et que l'État a joué un rôle primordial dans la formation de la nation[1216]. Dans sa célèbre analyse

---

[1214] L'idée essentielle du capitalisme souligne le rôle central de la propriété privée comme fondement de la société. Voir : Rosanvallon, Pierre, *Op. cit.*, p. 211.

[1215] L'idéal de l'individu entrepreneur et du leader patronal s'est étendu aux diverses classes sociales, et a fini par devenir le modèle hégémonique de la réussite personnelle et sociale. Cependant, les économistes monétaristes insistent généralement sur le nécessité de progresser en la matière, soulignant qu'il n'y a jamais assez d' "initiative entrepreneuriale" ("*suficiente emprendimiento*"). Voir : Morandé, Felipe, *Chile, ¿País de emprendedores?* Disponible sur : http://www.felipemorande.com/2009/06/13/abran-sus-mentes/ (consulté le 09/11/2009).

[1216] Góngora, Mario, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Ed. La Ciudad, Santiago, 1981, p. 134 ; « L'idée centrale du Chili Républicain est que, sur le plan historique, c'est l'État qui a progressivement configuré et affirmé la nationalité chilienne tout au long des XIXème et XXème siècles. La finalité de l'État est donc de veiller au Bien Commun à tous les niveaux : défense nationale, justice, éducation, santé, développement de l'économie, protection des activités culturelles, etc. » ; « La idea cardinal del Chile Republicano es, históricamente considerado, que es el Estado el que ha ido configurando y afirmando la nacionalidad chilena a través de los siglos XIX y XX; y que la finalidad del Estado es el Bien Común en todas sus dimensiones: defensa nacional, justicia, educación, salud, fomento de la economía, protección a las actividades culturales, etc. »

intitulée *Essai Historique sur la notion d'État au Chili aux XIXème et XXème siècles*, l'historien conservateur Mario Góngora – observant les changements postérieurs au coup d'État militaire de 1973 – le précisait déjà :

> « Commence alors [1973] une restructuration générale de l'économie, de la société et du pouvoir étatique : d'une certaine manière, une "révolution par le haut" (…) »[1217].

En d'autres termes, le pays subit une transformation conçue et mise en œuvre depuis les hautes sphères de l'État mais refusant idéologiquement toute intervention étatique, attestant ainsi d'une rupture historique. La "liberté économique" est devenue le principe même de la liberté politique et, en théorie, de toute liberté. Cette conclusion conduit Góngora à effectuer un parallèle avec ce qu'il nomme le "marxisme primaire"[1218]. Dans ce processus, il était totalement inenvisageable de restaurer ou de conserver le modèle de démocratie et d'État de compromis. L'objectif des économistes du régime militaire était effectivement de transformer radicalement la société chilienne en libérant les forces du marché. Il s'agit ainsi d'éviter tout retour à un étatisme considéré comme la principale cause du retard économique chilien et du mécontentement des classes populaires.

Si, comme l'affirme à juste titre Rosanvallon, l'idée d'une société de marché demeure essentiellement utopique, le Chili contemporain constitue un bon exemple d'une société ayant évolué de manière décisive vers cet idéal. Au cours des trente-cinq dernières années, le Chili a connu des mutations considérables qui l'ont littéralement projeté au rang de modèle en matière de croissance économique auprès des organismes de crédit international comme la Banque Mondiale, le FMI et la Banque Interaméricaine de Développement. Le pays a indéniablement effectué un bond économique considérable et les chiffres de la croissance de ces vingt dernières années ont été les plus spectaculaires de toute la vie républicaine. Mais au-delà de cette "réussite du modèle", nous estimons que l'expérience chilienne dissimule une violence transformatrice qui a écrasé tous les consensus sociaux et politiques difficilement établis au cours du XXème siècle. Certes, ces accords (explicites et implicites) ont probablemente limité la progression de l'économie chilienne entre 1938 et 1970. Ils ont néanmoins permis la participation au pouvoir politique et au développement du pays de nouveaux secteurs sociaux. Après le coup d'État, bien que le niveau de richesse ait dans son ensemble augmenté, les inégalités sociales n'ont cessé de s'accentuer. Une certitude

[1217] Góngora, Mario, *Op. cit.*, p. 133 ; « Se inicia a partir de entonces [1973] una reestructuración general de la economía, de la sociedad y del poder estatal: en cierto modo una "revolución desde arriba" (…) »
[1218] *Ibid.*, p. 135.

demeure. Certains groupes se sont enrichis considérablement avec la libéralisation économique et ont formé la nouvelle élite du Chili.

L'implantation indiscutée du discours économique libéral, considéré désormais comme une question de "bon sens" dans presque tous les secteurs de la classe politique constitue la preuve la plus éclatante de la réussite des nouveaux groupes dirigeants issus du régime militaire. De plus, nombre d'anciens opposants à la dictature défendent désormais avec véhémence le modèle d'économie hérité de ce système, toujours en vigueur au Chili. Pour autant, le succès décisif de cette révolution singulière provient de sa consolidation, effectuée en marge de ses créateurs. En d'autres termes, les opposants au régime militaire, désormais à la direction du pays, appliquent précisément des politiques économiques qui se situent dans la lignée des Chicago Boys. Ainsi, au-delà des divergences concernant les réformes sociales, la *Concertación* a suivi les règles du jeu fixées par l'élite économique conservatrice et a intégré plusieurs de ses idées dans son discours politique. La révolution économique a donc résolument modifié les clivages et le poids d'une des caractéristiques les plus traditionnelles de la société chilienne : le rapport à l'État.

Enfin, il peut sembler plus simple d'argumenter que les changements subis par le Chili découlent directement de ceux expérimentés sur le plan mondial depuis la chute du mur de Berlin. Cet évènement a effectivement facilité l'expansion mondiale du libéralisme économique. Cependant, l'ampleur des changements enregistrés au Chili relève d'un processus de libéralisation économique extrême intervenant au moins une décennie avant l'effondrement des "socialismes réels". Le Chili constitua ainsi un espace privilégié d'expérimentation sociale, économique et politique défini ultérieurement par le philosophe libéral John Gray comme une "idéologie du capitalisme global"[1219]. Le pays, du reste, est encore considéré aujourd'hui comme un "modèle" de réussite en la matière et étudié dans les pays en voie de développement. L'histoire de cette transformation économique est quant à elle beaucoup moins connue. Ses coûts énormes ainsi que la rupture avec la tradition de la pensée économique libérale au Chili sont peu évoqués voire laissés de côté. Notre travail de recherche a donc consisté à tenter d'élucider cette histoire singulière et de retracer la généalogie d'une révolution.

[1219] Grey, John, *False Dawn: The Delusions of Global Capitalism*, New Press, UK, 2000, p. 23.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES

- Archivo Nacional de Chile
  - Archivo Nacional de la Administración (ARNAD)
    - Fondo Ministerio de Economía
    - Fondo Ministerio de Hacienda

- Archivo de la Corporación para Estudios de Latinoamérica (CIEPLAN)
  - Colección *Estudios CIEPLAN* nº1-45 (1979-1997)
  - Documentos de Trabajo CIEPLAN

- Archivo digital del Centro de Estudios Públicos (CEP)
  - Colección *Estudios Públicos* (1980-2009)
  - Publicaciones CEP

- Archivo del Centro de Investigación y Documentación en Historia de Chile Contemporáneo de la Universidad Finis Terrae (CIDOC)
  - Fondo documental y audiovisual

- Archivo digital Corporación SUR
  - Colección Estudios Históricos
  - Colección Estudios Sociales
  - Colección *Proposiciones*

- Bibliothèque Nationale de France (BNF)
  - Département Droit, économie, politique, site François Mitterrand

- Biblioteca Nacional de Chile
  - Sección periódicos y microformatos
  - Hemeroteca
  - Archivo fotográfico digital
  - Biblioteca digital *Memoria Chilena* (www.memoriachilena.cl)

- Biblioteca del Congreso Nacional de Chile (BCN)
  - Sección periódicos y hemeroteca

- Biblioteca de la Pontificia Universidad Católica de Chile
  - Biblioteca de Humanidades
  - Biblioteca San Joaquín (sección Economía)

- Bibliothèque de la Fondation Maison de sciences de l'homme (MSH)

SOURCES

Hémérographiques (presse)

Journaux

- *La Nación* (période 1998 – 2003)
- *El Mercurio* (période 1973 – 2003)
- *La Tercera* (période 1990 – 2003)
- *La Época* (période 1990 – 1998)
- *La Segunda* (période 1990 – 2000)
- *Las Últimas Noticias* (période 1990 – 2003)

Revues hebdomadaires

- *Qué pasa* (période 1990 – 2000)
- *Capital* (période 1996-2003)
- *Enfoques de El Mercurio* (période 1998 – 2003)
- *El Sábado* (période 2000 – 2003)

Documents Officiels

Anonime, *Reglamento y aranceles reales para el comercio libre de España a Indias de 12 de Octubre de 1778*, Madrid, Imprenta de Pedro Marín, 1778, 262 p.

Bardón, Álvaro, "Informe Gemines primer trimestre", Gemines, 1978, 87 p.

Cámara de diputados, "Evolución de las normas que regularon el proceso de privatización en Chile desde 1970 a 1990", Secretaría de la Comisión de Privatizaciones 2005,
10 p., disponible sur :
http://www.navarro.cl/querellas/doc/evolucion%20normas%20privatizaciones.pdf

Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme, *Le Colloque Walter Lippmann*, Paris, Librairie de Médicis, 1939, 110 p.

Condliffe, John Bell, *League of Nations: World economic survey, 1932-33*, Geneva, League of Nations, 1933, p.

De Castro, Sergio, *Exposición sobre el estado de la hacienda pública*, Santiago, Talleres Graficos La Nación, 1979, 77 p.

De La Cuadra, Sergio, *Las medidas económicas : exposiciones de los señores Ministros de Hacienda Pública, Economía, Fomento y Reconstrucción, Trabajo y Previsión Social*, Santiago, División de Comunicación Social, 1982, 24 p.

Estévez, Francisco, “Plebiscito del 5 de octubre de 1988: El comienzo de un largo camino hacia la participación ciudadana “, Gobierno, M. S. G. D., División de Organizaciones Sociales (DOS) 2008, disponible sur : http://www.participemos.cl/index.php?option=com_content&task=view&id=971&Itemid=70

Garretón, Manuel Antonio, “Popular Mobilization and the Military Regime in Chile: the complexities of the invisible transition”, *working paper*, 1988, 22 p., disponible sur : http://www.nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/103.pdf

Gobierno de Chile, *Programa socio-económico: 1981-1989,* Santiago, Ministerio del Interior, 1981, 54 p.

Gobierno de Chile, *Declaración de Principios del Gobierno de Chile,* Santiago, 1974, 33 p.

Icare, *Quo Vadis, Chile: Versión completa del 110 encuentro nacional de la empresa, enade'89,* Santiago, ICARE, 1990, 256 p.

Junta de Gobierno de Chile, “Lineas De Accion De La Junta De Gobierno De Chile”, Gobierno de Chile 1974, 45 p.

Kincaid, E., “League of Nations: World Economic Survey 1932-33”, *The Accounting Review,* Vol. 9, nº 4, 1934, p. 348-349.

ODEPLAN, “Adiestramiento en preparación y evaluación de proyectos de inversión, economía-ODEPLAN”, Odeplan, 1982.

ODEPLAN, “Eficiencia económica para el desarrollo social: plan nacional indicativo de desarrollo 1976-1981”, ODEPLAN 1981, 65 p.

ODEPLAN, “Preparación y presentación de proyectos de inversión”, ODEPLAN, 1978,
101 p.

Piñera, José, *Informe económico: 1976-1977,* Santiago, N/A, 1977, 136 p.

Entretiens

Arancibia Clavel, Patricia & Balart Páez, Francisco, *Sergio de Castro. El arquitecto del modelo económico chileno* (entrevistas), Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2007, 422 p.

Entretien personnel avec le politologue Juan Gabriel Valdés (17/03/2006), 30 minutes.

Entretien personnel avec le sociologue Eugenio Tironi (13/06/2006), 62 minutes.

Entretien personnel avec le journaliste Ascanio Cavallo (14/09/2007), 50 minutes.

Conférences et sources audiovisuelles

Morandé, Felipe & Noton, Carlos, "La conquista de la inflación en Chile", *Base para la Conferencia del Presidente de la Sociedad de Economía de Chile.* Punta de Tralca, Departamento de Economía - Universidad de Chile, *Estudios Públicos*, nº 95, invierno 2004, disponible sur : http://www.cepchile.cl/dms/archivo_3391_1679/r95_morande_noton_inflacionenchile.pdf (consulté le 10/09/2009).

Williamson, John, "A short History of the Washington Consensus", *From Washington Consensus towards a new Global Governance.* Barcelona, september 24–25, 2004, Disponible sur : http://www.iie.com/publications/papers/williamson0904-2.pdf (consulté le 05/05/2009).

Williamson, John, "The Washington Consensus as Policy Prescription for Development", *Practitioners of Development.* World Bank, january 13, 2004, disponible sur : http://www.iie.com/publications/papers/williamson0204.pdf (consulté le 16/03/2008).

Parot, Carmen Luz, *Estadio Nacional*, Colección Memoria Viva, Alerce, Chile, en Español, 2001, DVD NTSC, 90 min.

Friedman, Milton, *Free To Choose*, PBS, 1980/1990, NTSC, (5 chapters). Disponible sur : http://www.ideachannel.tv/

De Certeau, Jean & Said, Marcela, *Opus Dei, una Cruzada Silenciosa*, Valparaíso Producciones, 2006, DVD NTSC, 52 min.

Guzmán, Patricio, *Le cas Pinochet*, Éditions Montparnasse, 2001, DVD PAL/NTSC, 110 min.

Travaux Inédits

Bravo Herrera, Fernando, "Caso de Análisis Financiero. Caso Crav S.A." *Documento de Trabajo, Material Docente. Facultad de Economía y Negocios Universidad de Chile*, 2002, 29 p., disponible sur: http://hdl.handle.net/2250/2462

Couyoumdjian, Juan Pablo, "La "Economía en Formato Literario" en el Chile del siglo XIX", 2006, 25 p.

Garretón, Manuel Antonio, "Popular Mobilization and the Military Regime in Chile: the complexities of the invisible transition", *working paper*, 1988, 22 p., disponible sur: http://www.nd.edu/~kellogg/publications/workingpapers/WPS/103.pdf

Llistar, David, "El qué, el quién, el cómo y el por qué del Consenso de Washington", *Observatori del Deute e la Globalització*, noviembre 2002, 11 p., disponible sur: http://www.odg.cat/documents/publicacions/CW-David-NOV02.pdf

Orlando, Caputo, "Chile, de nuevo uno de los países más afectado por las crisis", 2008, disponible sur: http://www.chilepress.com/blog/2008/11/chile-de-nuevo-uno-de-los-paises-mas-afectado-por-las-crisis/

Paredes, Ricardo & Sánchez, José Miguel, "Organización industrial y grupos económicos: el caso de Chile", 1994, 35 p., disponible en: http://www.ricardoparedes.cl/paperweb/grupos.pdf

Riesco, Manuel, "Presuntas irregularidades en la privatizaciones de empresas estatales ocurridas con anterioridad a 1990", 2005, 1-10 p., disponible sur: http://www.cep.cl/Cenda/Cen_Documentos/Pub_MR/Varios/Privatizaciones.doc

Roberts, Kenneth, "Renovation in the revolution? Dictatorship, democracy, and political change in the chilean left", *working paper*, marzo 1994, 36 p., disponible sur: http://www.nd.edu/~kellogg//publications/workingpapers/WPS/203.pdf

Valenzuela, J. Samuel, "La Constitución de 1980 y el inicio de la redemocratización en Chile", 1997, 39 p., disponible sur: http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/242.pdf.

BIBLIOGRAPHIE

Publications d'intérêt general ou portant sur l'ensemble de l'Amérique latine

Araya, Eduardo, Barría, Diego & Drouillas, Oscar, *Sindicatos y políticas públicas en Argentina, Bolivia, Brasil, Chile y Venezuela (1996-2004)*, Santiago, Editorial Universitaria, 2009, 159 p.

Aslanbeigui, Nahid & Montecinos, Verónica, "Foreign Students in U.S. Doctoral Programs", *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, nº 3, 1998, p. 11.

Austin, Robert, "Armed Forces, Market Forces: Intellectuals", *Latin American Perspectives*, Vol. 24, nº 5, 1997, p. 32.

Bethell, Leslie (Ed.), *The Cambridge History of Latin America Vol. VI. "Latin America since 1930. Economy, Society and Politics"*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, 635 p.

Biglaiser, Glen, "The Internationalization of Chicago's Economics in Latin America", *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 50, nº 2, january 2000, p. 269-286.

Bihr, Alain, *La Novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme capitaliste*, Paris, Éditions Page deux, 2007, 236 p.

Birle, Peter, Hofmeister, Wilhelm, Maihold, Günther & Potthast, Barbara (Eds.), *Elites en América Latina*, Frankfurt, Iberoamericana - Vervuert, 2007, 228 p.

Bobbio, Norberto, Bossetti, Giancarlo & Vattimo, Gianni, *La izquierda en la era del karaoke*, Buenos Aires, FCE, 1997, 87 p.

Bourdieu, Pierre, "Le champ économique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 119, nº 1, 1997, p. 48-66.

Bourdieu, Pierre, "Les trois états du capital culturel", *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 30, nº 1, 1979, p. 3-6.

Bourdieu, Pierre, *La réproduction. Élements por une théorie du système d'enseignement,* Paris, Les éditions de minuit, 1970, 279 p.

Boyer, Robert, "L'anthropologie économique de Pierre Bourdieu", *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 150, nº 1, 2003, p. 65-78.

Camou, Antonio, "Los consejeros del príncipe. Saber técnico y política en los procesos de reforma en América Latina", *Nueva Sociedad*, nº 152, noviembre-diciembre 1997,
p. 54-67.

Capdevila, Luc & Langue, Frédérique (Eds.), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, PU Rennes, 2009, 280 p.

Casilda Béjar, Ramón, "América Latina y el Consenso de Washington", *Boletín económico de ICE, Información Comercial Española*, nº 2803, 2004, p. 19-38.

Castells, Manuel, *Globalización, desarrollo y democracia: Chile en el contexto mundial,* Santiago, Fondo de Cultura Económica Chile, 2005, 164 p.

CEPAL, *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe 2005,* Santiago, Libros de la CEPAL, diciembre 2005, 189 p.

CEPAL, *Una década de desarrollo social en América Latina, 1990-1999.*, Santiago, Libros de la CEPAL, marzo 2004, 300 p.

Chartier, Roger, *El mundo como representación,* Barcelona, Gedisa, 2005, 276 p.

Chmatko, Natalia, "Les économistes russes entre orthodoxie marxiste et radicalisme libéral", *Genèses*, nº 47, juin 2002, p. 123-139.

Claassen, Emil-Maria & Lane, Georges (Eds.), *Oeuvres complètes de Jacques Rueff: Politique économique,* Paris, Plon, 1979, 17 p.

Cohen, Daniel, *La mondialisation et ses ennemis,* Paris, Éditions Grasset, 2004, 263 p.

Colander, David, "Retrospectives: The Lost Art of Economics", *The Journal of Economic Perspectives,* Vol. 6, nº 3, 1992, p. 7.

Comblin, José, *El neoliberalismo. Ideología dominante en el cambio de siglo,* Santiago, CESOC Ediciones, 2002, 253 p.

Compagnon, Olivier, "Jacques Maritain et la naissance de la démocratie chrétienne sud-américaine: le modèle malgré lui", en Martinez, Frédéric, Lomné, Georges, Lempérière, Annick & Rolland, Denis (Eds.), *L'Amérique Latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 505-530.

Conan, Éric & Rousso, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Folio, 1996, 513 p.

Cusset, François, *La decennie. Le grand cauchemar des annés 1980,* Paris, Éditions La Decouverte, 2008, 367 p.

Dabène, Olivier, *América Latina en el siglo XX*, Editorial Síntesis, 2000, 255 p.

Dabène, Olivier, *La région Amérique latine: interdépendance et changement politique*, Presses de Sciences Po, 1997, 378 p.

Denord, François "Le prophète, le pèlerin et le missionnaire", *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 145, nº 1, 2002, p. 9-20.

Denord, François, “Aux origines du néo-libéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938”, *Le Mouvement Social,* Vol. 2, nº 195, 2001, p. 9-34.

Denord, François, “La conversion au néo-libéralisme. Droite et libéralisme économique dans les années 1980”, *Mouvements*, nº 35, septembre-octobre 2004, p. 17-23.

Denord, François, *Néo-libéralisme version française,* Paris, Éditions Demopolis, 2007, 381 p.

Dezalay, Yves & Garth, Bryant G., *La internacionalización de las luchas por el poder. La competencia entre abogados y economistas por transformar los Estados Latinoamericanos,* Santiago, ILSA/Universidad Bolivariana, 2002, 389 p.

Dezalay, Yves & Garth, Bryant, “Le “Washington consensus”.Contribution à une sociologie de l'hégémonie du néolibéralisme”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 121-122, 1998, p. 3-22.

Dezalay, Yves & Garth, Bryant, *The Internationalization of Palace Wars: Lawyers, Economists, and the Contest to Transform Latin American States,* Chicago, University of Chicago Press, 2002, 331 p.

Dixon, Keith, *Les évangelistes du marché,* Paris, Raison d'agir éditions, 1998, 111 p.

Domínguez, Jorge I., *Technopols: freeing politics and markets in Latin America in the 1990s,* University Park, Pennsylvania State University Press, 1997, 287 p.

Dostaler, Gilles, *Le libéralisme de Hayek,* Paris, Éditions La Decouverte, 2001, 122 p.

Drake, Paul, *Money Doctors, Foreign Debts, and Economic Reforms in Latin America from the 1890s to the Present*, SR Books, 1993, 270 p.

Drake, Paul, *The Money Doctor in the Andes: U.S. Advisors, Investors, and Economic Reform in Latin America from World War I to the Great Depression,* North Carolina NC city, Duke University Press, 1988, 488 p.

Erhard, Ludwig, *Economía social de mercado: su valor permanente,* Madrid, Ediciones Rialp, 1994, 169 p.

Escaffre, Jean-Pierre, Lojkine, Jean & Suarez, Cathy, “L’État social, Mythe et réalités”, *Nouvelle Fondation*, Vol. 1, nº 5, 2007, p. 56-64.

Estrada Avarez, Jairo (Ed.), *Intelectuales, tecnócratas y reformas neoliberales en América Latina*, Unibiblos - U. Nal. Colombia, 2005, 458 p.

Farge, Arlette, *Lugares para la Historia,* Santiago, Ediciones Universidad Diego Portales, 2008, 153 p.

Fernández, Mario & Nohlen, Dieter, *El presidencialismo renovado: instituciones y cambio político en América Latina,* Santiago, Nueva Sociedad, 1998, 390 p.

Ffrench-Davis, Ricardo, Muñoz, Oscar & Palma, José Gabriel, “Las economías latinoamericanas 1950-1990”, en Leslie, B. (Ed.), *Historia de América Latina. Economía y sociedad desde 1930 (Vol.11),* Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 83-161.

Ffrench-Davis, Ricardo, *Reforming the reforms in Latin America: Macroeconomics, trade, finance (introduction),* London, Macmillan / Palgrave, 2000, 25 p.

Fischer, John, “Commercial and Imperial Decline: Spanish Trade with Spanish America, 1797-1820”, *Journal of Latin American Studies,*Vol. 30, nº 3, 1998, p. 459-479.

Freidenberg, Flavia, *La tentación populista: una vía de acceso al poder en América Latina,* Madrid, Editorial Síntesis, 2007, 287 p.

Friedman, Milton & Friedman, Rose, *Two Lucky People: Memoirs,* Chicago, University of Chicago Press, 1999, 667 p.

Friedman, Milton, “Schools at Chicago”, *University of Chicago Magazine*, nº autumn 1974, 1974, p. 11-16.

Friedman, Milton, *Capitalism and Freedom,* Chicago, The University of Chicago Press, 1975, 202 p.

Fukuyama, Francis, *La fin de L'histoire et le dernier homme,* Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

Gallagher, John & Robinson, Ronald, “The Imperialism of Free Trade”, *The Economic History Review,* Vol.6, nº 1, 1953, p. 1-15.

Garavaglia, Juan Carlos & Marchena, Juan, *América Latina. De los orígenes a la Independencia, Tomo II: La sociedad colonial ibérica en el siglo XVIII*, Ed. Crítica, Barcelona, 2005, 512 páginas.

Garavaglia, Juan Carlos, “El liberalismo español y los liberales americanos”, en Castells, Irene, Robledo, Ricardo & Cruz Romeo, María, *Orígenes del liberalismo: Universidad, política, economía,* Universidad de Salamanca, 2003, p. 411-420.

García, Rigoberto (Ed.), *Evolución de la industria manufacturera latinoamericana, 1850-1930,* Stockholm, Institute of Latin American Studies, 1980, 85 p.

Gerrard, Bill, “Keynes, the Keynesians and the Classics: A Suggested Interpretation”, *The Economic Journal,* Vol. 105, nº 429, 1995, p. 445-458.

Gill, Lesley, *Escuela de las Américas. Entrenamiento militar, violencia e impunidad en las Américas,* Santiago, LOM Ediciones, 2005, 345 p.

Girón, Alicia, “International Monetary Fund: From Stability to Instability The Washington Consensus and structural reforms in Latin America”, en Lechini, G. (Ed.), *Globalization and the Washington Consensus : its influence on democracy and development in the south,* Buenos Aires, CLACSO, junio 2008, p. 43-56.

Gonzalez Arana, Roberto & Crisorio, Beatriz Carolina (Eds.), *Integración en América Latina y el Caribe: Análisis sobre procesos de regionalización,* Barranquilla, Colombia, Ediciones Uninorte, 2001, 272 p.

Grenier, Jean-Yves & Orléan, André, “Michel Foucault, l’économie politique et le libéralisme”, *Annales. Histoire, Sciences Sociales,* Vol. 62, nº 5, septembre-octobre 2007, p. 1155-1182.

Grey, John, *False Dawn : The Delusions of Global Capitalism*, New Press, UK, 2000, 272 p.

Grey, John, *Strow Dogs : Thougts on humans and other animals*, Farrar, Straus and Giroux, 2007, 272 p.

Grosfoguel, Ramón, “Cambios conceptuales desde la perspectiva del sistema-mundo. Del cepalismo al neoliberalismo.” *Nueva Sociedad*, nº 183, 2003, p. 151-166.

Guerra, François-Xavier & Lempérière, Annick, *Los espacios públicos en Iberoamérica. Ambigüedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, FCE, 1998, 366 p.

H. Laurence Miller, Jr., “On the “Chicago School of Economics”“, *The Journal of Political Economy,* Vol. 70, nº 1, 1962, p. 5.

Hall, Stuart, *Le populisme autoritaire. Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatchérisme et du blairisme,* Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 200 p.

Halperin, Tulio, “La CEPAL en su contexto histórico”, *Revista de la CEPAL*, nº 94, abril 2008, p. 7-27.

Harvey, David, *A brief history of Neoliberalism,* Oxford, Oxford University Press, 2007, 254 p.

Hayek, F., *The Road to Serfdom,* Chicago, University of Chicago Press, 1994, 320 p.

Heredia, Mariana, *Les métamorphoses de la représentation. Les économistes et le politique en Argentine (1975-2001),* Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS - Paris), 2007, 626 p.

Hermet, Guy & Santiso, Javier, “Entre justice et raison politique. L'affaire Pinochet “, *Critique Internationale,* Vol. 3, nº 3, 1999, p. 35-42.

Hira, Anil, *Ideas and Economic Policy in Latin America: Regional, National, and Organizational Case Studies,* Greenwood Publishing Group, 1998, 185 p.

Hirschman, Albert, *Journeys Toward Progress: Studies of Economic Policy-Making in Latin America,* Greenwood Press, 1968, 308 p.

Hobsbawm, Eric, *Aux armes historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution Française,* Paris, Éditions La Découverte, 2007, p.

Hopenhayn, Martín, “Inclusión y exclusión social en la juventud latinoamericana “, *Pensamiento Iberoamericano*, nº 3, 2ª época, 2008, p. 49-71.

Iglesias, Enrique, “El papel del Estado y los paradigmas económicos en América Latina”, *Revista de la CEPAL*, nº 90, diciembre 2006, p. 7-15.

IHTP (Ed.), *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS éditions, 1992, 417 p.

Karabel, Jerome, “Towards a Theory of Intellectuals and Politics”, *Theory and Society,* Vol. 25, nº 2, 1996, p. 28.

Kessler, Nicolas, *Le conservantisme américain,* Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 127 p.

Klein, Naomi, *The Shock Doctrine. The rise of disaster capitalism*, Metropolitan Books, 2007, 576 p.

Langue, Frédérique, “L’histoire des sensibilités. Non-dit, mal dire ou envers de l’histoire? Regards croisés France-Amérique latine”, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne], Coloquios, 2006, http://nuevomundo.revues.org/index2031.html

Laval, Christian, *L'homme économique. Essai sur les racines du néoliberalisme,* Paris, Gallimard, 396 p.

Leal Buitrago, Francisco, "La doctrina de Seguridad Nacional: materialización de la Guerra Fría en América del Sur", *Revista de estudios sociales,* nº 15, 2003, p. 74-87.

Lebaron, Frédéric, "La dénégation du pouvoir. Le champ des économistes français au milieu des années 1990", *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 119, nº 1, 1997, p. 3-26.

Lebaron, Frédéric, "L'impérialisme de l'économie", *Actes de la recherche en sciences sociales,* Vol. 121, nº 1, 1998, p. 104-108.

Lempérière, Annick, *Entre Dieu et le Roi, la République. Mexico, XVIe-XIXe siècles,* Paris, Les Belles-Lettres, 2005, 379 p.

Lijphart, Arend, *Democracy in plural societies: a comparative exploration,* New Haven, Yale University Press, 1977, 248 p.

Lordon, Frédéric, "Le désir de "faire science"", *Actes de la recherche en sciences sociales,* nº 119, septembre 1997, p. 27-35.

Love, Joseph, "The origins of Dependency Analysis", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 22, nº 1, 1990, p. 143-168.

Loveman, Brian, "'Protected Democracies' and Military Guardianship: Political Transitions in Latin America, 1978-1993", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 36, nº 2, summer 1994, p. 105-189.

Luciolli, Mario, "Gaetano Mosca y el pensamiento liberal", *Anales de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile,* Vol. IV, nº 6, 1957, p. 1-7.

Luzón Peña, Diego, *Curso de Derecho Penal; parte general,* Madrid, Ed. Universitas, 1999, 360 p.

Lynch, John, *Las revoluciones hispanoamericanas 1808-1826,* Barcelona, Ariel Historia, 1997, 382 p.

Margerun, Christine, "A Reappraisal of Classical Economic Nationalism and Economic Liberalism", *International Studies Quaterly,* Vol. 43, nº 4, 1999, p. 773-744.

Markoff, John & Montecinos, Verónica, "El irresistible ascenso de los economistas", *Nueva Sociedad,* Vol. 34, nº 133, 1994, p. 1-47.

Masbernat, Patricio, "Derecho Constitucional Económico", *Ius et Praxis,* nº 2, 2001, p. 501-506.

Miller, H. Laurence, "On the "Chicago School of Economics"", *The Journal of Political Economy,* Vol. 70, nº 1, 1962, p. 64-69.

Minc, Alain, *Les Prophètes du bonheur,* Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 2004, 316 p.

Montecinos, Verónica, "El valor simbólico de los economistas", *Nueva Sociedad,* nº 152, 1997, p. 108-126.

Morales, Juan Antonio, Mcmahon, Gary & Celedón, Carmen, *La política económica en la transición a la democracia: Lecciones de Argentina, Bolivia, Chile, Uruguay,* Santiago, CIEPLAN, 1993, 179 p.

Mosse, George, *La cultura europea del siglo XIX,* Barcelona, Editorial Ariel 1997, 250 p.

Munck, Ronaldo, "Workers, Structural Adjustment, and Concertacion Social in Latin America ", *Latin American Perspectives,* Vol. 21, nº 3, 1994, p. 90-103.

Navarrete, Jorge, *Liberales y Comunitaristas. Reflexiones generales para un debate permanente,* Santiago, Universidad Bolivariana, 2006, 147 p.

Navia, Patricio & Walker, Ignacio, "Gobernabilidad democrática en América Latina (Instituciones y liderazgos)", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 29, 2006, p. 1-39.

Nayyar, Deepak & Bhaduri, Amit "Le Consensus de Washington et la libéralisation de l'économie", *Revue Tiers monde,* Vol. 38, nº 150, 1997, p. 295-310.

Nisbet, Robert, *Conservadurismo,* Madrid, Alianza Editorial, 1995, 169 p.

Noiriel, Gérard, *Introduction à la socio-histoire,* Paris, Éditions La Découverte, 2006, 121 p.

Novak, Michael, "Ocho argumentos sobre la moralidad del mercado", *Estudios Públicos*, nº 55, 1994, p. 189-211.

Novak, Michael, *Business as a calling: work and the examined life*, The Free Press, 1996, 246 p.

Novak, Michael, *Catholic Ethic And The Spirit Of Capitalism*, Free Press, 1993, 352 p.

Nunn, Fredrick M., "Latin American Military-Civilian Relations from Independence to the Present: A course Conspectus", *The History Teacher,* Vol. 14, nº 3, 1981, p. 423-437.

Oakeshott, Michael, *La actitud conservadora,* Madrid, Ediciones Sequitur, 2007, 91 p.

O'brien, Patrick, "The Costs and Benefits of British Imperialism 1846-1914", *Past and Present*, nº 120, 1988, p. 163-200.

Ocampo, José Antonio & Martín, Juan (Eds.), *Une décennie d'ombres et de lumières. L'Amérique latine et les Caraïbes dans les années 90,* CEPAL, agosto 2003, 416 p.

Ocampo, José Antonio (Ed.), *La CEPAL en sus 50 años. Notas de un seminario conmemorativo*, CEPAL, julio 2000, 164 p.

Ocampo, José Antonio, "Más allá del Consenso de Washington: Una agenda de desarrollo para América Latina", *Estudios y Perspectivas (CEPAL)*, nº 26, 2005, p. 1-28.

O'donnell, Guillermo, *1966-1973, el Estado burocrático autoritario: Triunfos, derrotas y crisis,* Buenos Aires, Editorial de Belgrano, 1982, 499 p.

Osborne, Martin & Rubenstein, Ariel, *A Course in Game Theory*, MIT press, 1994, 368 p.

Petras, James, “Between Skepticism and Protocol: The defection of the critical intellectuals: Reply”, *Latin American Perspectives,* Vol. 20, nº 2, 1993, 3 p.

Petras, James, “The Metamorphosis of Latin America`s Intellectuals”, *Latin American Perspectives,* Vol. 17, nº 2, 1990, p. 102-112

Prochasson, Christophe, *L'empire des émotions. Les historiens dans la mêlée,* Paris, Éditions Demopolis, 2008, 253 p.

Puyana, Jaime, Salgado, Wilma, Schuldt, Jürgen, García, José Ramón & Graña, Alberto, *La crisis asiática: lecciones para América Latina,* Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, 1998, 323 p.

Quattrocchi-Woisson, Diana (Ed.), *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise,* Paris, Editions-Le Félin, 2003, 293 p.

Ricoeur, Paul, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Editions du Seuil, 2000, 657 p.

Rock, David, *Latin America in the 1940's : war and postwar transitions,* Berkeley, University of California Press, 1994, xiv, 302 p.

Rodríguez, Ernesto, “Por qué soy católico y liberal y me resisto a sus consecuencias”, *Estudios Públicos,* nº 93, 2004, p. 69-83.

Romero Pérez, Jorge, *La crisis y la deuda externa en América Latina,* San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica, 1993, 231 p.

Rosanvallon, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1999, 251 p.

Rosenberg, Emily & Rosenberg, Norman, “From Colonialism to Professionalism: The Public-Private Dynamic in United States Foreign Financial Advising, 1898-1929 “, *The Journal of American History,* Vol. 74, nº 1, 1987, p. 59-82.

Roxborough, Ian, “La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero en América Latina desde 1930”, en Leslie, B. (Ed.), *Historia de América Latina. Economía y sociedad desde 1930 (Vol.12),* Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 132-192.

Rutherford, Paul, *Weapons of mass persuasion: marketing the war against Iraq,* Toronto, University of Toronto Press, 2004, 226 p.

Sader, Emir & Gentili, Pablo (Eds.), *La trama del neoliberalismo. Mercado, crisis y exclusión social,* Buenos Aires, CLACSO Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2005, 195 p.

Salama, Pierre, “L'économie argentine et l'endettement: chronique d'une crise annoncée”, en Quattrocchi-Woisson, D. (Ed.), *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise,* Paris, Editions- Le Félin, 2003, p. 265-288.

Salvatore, Ricardo, “The Strenght of Markets in Latin America's Sociopolitical Discourse, 1750-1850: Some preliminary Observations”, *Latin American Perspectives,* Vol. 26, nº 1, 1999, p. 22-43.

Santiso, Javier, *Amérique Latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique,* Paris, Éditions Autrement, 2005, 156 p.

Saranyana, José Ignacio & Alejos-Grau, Carmen José, *Teología en América Latina Vol. III: El siglo de las teologías latinoamericanistas (1899 - 2001),* Editorial Iberoamericana, 2002, 776 p.

Schama, Simon, *Auge y caída del Imperio Británico 1776-2000,* Barcelona, Editorial Crítica, 2005, 550 p.

Schamis, Hector E., *Re-forming the state : the politics of privatization in Latin America and Europe,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 2002, 204 p.

Schamis, Héctor, "Reconceptualizing Latin American Authoritarianism in the 1970s: From Bureaucratic-Authoritarianism to Neoconservatism", *Comparative Politics,* Vol. 23, nº 2, 1991, p. 119.

Schneider, Gregory, *Conservatism in America Since 1930*, NYU Press, 2003, 452 p.

Sheahan, John, "Market-Oriented Economic Policies and Political Repression in Latin America ", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 28, nº 2, 1980, p. 267-291

Sidney Smith, Robert, "Spanish antimercantilism of the seventeenth century: Alberto Struzzi and Diego José Dormer", *The Journal of Political Economy,* Vol. 48, nº 3, 1940, p. 401-411.

Silva, Patricio, "Ascenso tecnocrático y democracia en América Latina", *Nueva Sociedad*, nº 152, 1997, p. 68-77.

Sirinelli, Jean-François, *Histoire des droites en France : Tome 3, Sensibilités,* Paris, Gallimard, 2006, 956 p.

Smith, Robert, "Economists and the Enlightenment in Spain: 1750-1800", *The Journal of Political Economy,* Vol. 63, nº 4, 1955, p. 345-348.

Soboul, Albert, *La Révolution française,* Paris, Quadrige / PUF, 2006, 121 p.

Steiner, Philippe, *La sociologie économique,* Paris, La Découverte, 2007, 121 p.

Tapia Valdés, Jorge, *El terrorismo de Estado: la doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur* México, D.F., Nueva Imagen; Caracas: Revista Nueva Sociedad, 1980, 283 p.

Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico*, UNC Press, 2001, 273 p.

Toenig, Jean-Claude, *L'ère des technocrates: le cas des ponts et chaussées,* Paris, L'Harmattan, 1987, 317 p.

Torrealba, A. R., "The institutional legacies from authoritarianism in Latin America: The Chilean case", *Politica Y Gobierno,* Vol. 11, nº 1, 2004, p. 137.

Torres, Carlos Alberto, "The State, Privatisation and Educational Policy: A Critique of Neo-Liberalism in Latin America and Some Ethical and Political Implications ", *Comparative Education,* Vol. 38, nº 4, 2002, p. 365-385.

Ugalde, Antonio & Homedes, Nuria, "Las reformas neoliberales del sector de la salud: déficit gerencial y alienación del recurso humano en América Latina", *Revista Panamericana de Salud Pública,* Vol. 17, nº 3, 2005, p. 202-209.

Ugalde, Antonio & Homedes, Nuria, "Why neoliberal reforms have failed in Latin America", *Health Policy,* Vol. 71, nº 1, 2005, p. 83-96.

Varas, Augusto, *La política de las armas en América Latina,* Santiago, FLACSO, 1988, 537 p.

Vial, Joaquín, “Some Ideas About A New Policy Consensus For Latin America”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 27, 2005, p. 1-30.

Vidal-Naquet, Pierre, *Le choix de l`histoire*, Paris, arléa, 2007, 125 p.

Weber, Max, *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003 (original de 1919), 206 p.

Winter, Jay, *Dreams of peace and freedom: utopian moments in the twentieth century*, Yale University Press, 2006, 261 p.

Younkins, Edward, “Michael Novak's portrait of democratic Capitalism”, *Journal of Markets & Morality,* Vol. 2, nº 1, 1999, p. 8-34.

Études politiques et historiques portant sur le Chili

Agüero, Felipe, “30 años después: La ciencia política y las relaciones Fuerzas Armadas, Estado y sociedad”, *Revista de Ciencia Política,* Vol. 23, nº 2, 2003, p. 251-272.

Aguirre Cerda, Pedro, *El problema industrial,* Santiago, Universidad de Chile, 1933, 176 p.

Ahumada, Jorge, *En vez de la miseria,* Santiago, Editorial del Pacífico, 1958, 183 p.

Alliende Edwards, María Piedad, “La Construcción de los Ferrocarriles en Chile 1850-1913”, *Revista Austral de Ciencias Sociales*, nº 5, 2001, p. 143-161.

Álvarez, Rolando, “¿La noche del exilio? Los orígenes de la rebelión popular en el Partido Comunista de Chile”, en Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, Álvarez, Rolando & Pinto, Julio (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981),* Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 101-152.

Andrade, Carlos, *Reforma de la Constitución Política de la República de Chile de 1980,* Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 2002, 436 p.

Angell, Alan & Pollack, Benny, “The Chilean Elections of 1989 and the Politics of the Transition to Democracy”, *Bulletin of Latin American Research,* Vol. 9, nº 1, 1990, p. 1-23.

Angell, Alan, “Some problems in the interpretation of Recent Chilean History”, *Bulletin of Latin American Research,* Vol. 7, nº 1, 1988, p. 91-108.

Angell, Alan, *Chile de Alessandri a Pinochet: en busca de la utopía,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1993, 171 p.

Angell, Alan, *Elecciones presidenciales, democracia y partidos políticos en el Chile post Pinochet,* Santiago, Ediciones Centro de Estudios Bicentenario / Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005, 182 p.

Antunes, Priscila, “O sistema de inteligência chileno no governo Pinochet”, *Varia hist.,* Vol.23, nº 38, 2007, p. 399-417.

Arancibia Clavel, Patricia, *Cita con la Historia,* Santiago, Editorial Biblioteca Americana, 2006, 696 p.

Arellano, José Pablo, *Políticas sociales y desarrollo. Chile 1924-1984,* Santiago, CIEPLAN, 1985, 329 p.

Arellano Ortíz, Pablo, Las AFP's no son un producto de exportación verdaderamente chileno. *Associazione per gli Studi Internazionali e Comparati sul Diritto del lavoro e sulle Relazioni Industriali,* 2007, 11 p.

Arrate, Jorge & Rojas, Eduardo, *Memoria de la izquierda chilena. Tomo II (1970-2000),* Santiago, Javier Vergara Editor, 2003, 528 p.

Arrau, Alfonso & Avendaño, Octavio, *La hacienda revivida: democracia y ciudadanía en el Chile de la transición,* Santiago, RIL Editores, 2002, 68 p.

Aylwin, Patricio, *Crecimiento con equidad: Discursos escogidos, 1992-1994,* Santiago, Editorial Andrés Belllo, 1994, 494 p.

Barr-Melej, Patrick, *Reforming Chile: cultural politics, nationalism, and the rise of the middle class,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2001, 304 p.

Barros Arana, Diego, "Necrolojías. Don Juan Gustavo Courcelle Seneuil", *Anales de la Universidad de Chile*, nº 1892, p. 22.

Barros, Robert, "Personalization and Institutional Constraints: Pinochet, the Military Junta, and the 1980 Constitution", *Latin American Politics and Society,* Vol. 43, nº 1, 2001, p. 5-28.

Bartell, Ernest, "Business perceptions and the transition to democracy in Chile", *working paper. Hellen Kellogg Institute for International Studies*, nº 184, 1992, p. 1-42.

Barton, Jonathan, "State Continuismo and Pinochetismo: The Keys to the Chilean Transition", *Bulletin of Latin American Research,* Vol. 21, nº 3, 2002, p. 358-374.

Bernedo, Patricio, "Prosperidad económica bajo Carlos Ibáñez del Campo, 1927-1929", *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile*, nº 24, 1989, p. 5-105.

Bertelsen, Raúl, "El Estado empresario en la Constitución de 1980", *Revista chilena de Derecho,* Vol. 14, nº 1, 1987, p. 115-125.

Bertelsen, Raúl, Barros, Enrique & Ribera, Teodoro, "Función del Tribunal Constitucional de 1980", *Estudios Públicos*, nº 27, 1987, p. 113-129.

Bezanilla Boloña, Mauricio, "El marco conceptual del estatuto social de la empresa chilena. Estatuto social de la empresa chilena", *Revista de derecho de la Universidad Católica de Valparaíso*, nº XVI, 1995, p. 55-71.

Bitar, Sergio, *Chile, liberalismo económico y dictadura política,* Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1980, 181 p.

Bizzarro, Salvatore, *Historical Dictionary of Chile,* Toronto, The Scarecrow Press, Inc., 2005, 937 p.

Boeninger, Edgardo, *Democracia en Chile. Lecciones para la gobernabilidad,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1998, 526 p.

Boisard, Stéphane "Le modèle économique chilien : exemplarité ou singularité ?" *América*, nº 33, 2004, p. 73-82.

Boisard, Stéphane, "Le modèle économique chilien: du mythe à la réalité", *Pensamiento Crítico*, nº 4, 2004, p. 1-20.

Boisard, Stéphane, *L'émergence d'une nouvelle droite: monétarisme, conservantisme et autoritarisme au Chili (1955-1983),* Toulouse, Université de Toulouse 2 le Mirail, 2001, 616 p.

Borzutzky, Silvia, "From Chicago to Santiago: Neoliberalism and social security privatization in Chile", *Governance-an International Journal of Policy and Administration,* Vol. 18, nº 4, 2005, p. 655-674.

Brahm, Enrique, *Preparados para la guerra. Pensamiento militar chileno bajo influencia alemana 1885-1930,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2003, 158 p.

Bravo Lira, Bernardino, *Régimen de gobierno y partidos políticos en Chile, 1924-1973,* Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1986, 320 p.

Brunner, José Joaquín, "La participación de los centros académicos privados", *Estudios Públicos*, nº 19, invierno 1985, p. 1-12.

Brunner, José Joaquín, "Los gobiernos de la Concertación: social-progresismo vs neo-liberalismo", *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 41, 1995, p. 109-115.

Brunner, José Joaquín, "Malestar en la sociedad chilena: ¿de qué, exactamente, estamos hablando?" *Estudios Públicos*, nº 72, primavera 1998, p. 173-198.

Brunner, José Joaquín, *La cultura autoritaria en Chile,* Santiago, FLACSO & Editorial Granizo, 1981, 174 p.

Cáceres, Gonzalo, "El neoliberalismo en Chile: implantación y proyecto 1956-1980", *Mapocho. Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, nº 36, 1994, p. 159-168.

Cademartori, José, *Chile: El modelo neoliberal,* Santiago, Ediciones Chile-América CESOC, 1998, 164 p.

Campero, Guillermo & Cortázar, René, "Lógicas de acción sindical en Chile", *Colección Estudios Cieplan*, nº 18, diciembre 1985, p. 5-37.

Campero, Guillermo & Valenzuela, José, *El movimiento sindical en el régimen militar chileno 1973-1981,* Santiago, ILET, 1984, 380 p.

Campero, Guillermo, *El sindicalismo internacional y la redemocratización de Chile,* Santiago, Centro de Estudios del Desarrollo CED, 1984, 77 p.

Campero, Guillermo, *Entre la sobrevivencia y la acción política: las organizaciones de pobladores en Santiago,* Santiago, ILET, 1987, 288 p.

Campero, Guillermo, *Los gremios empresariales en el período 1970-1983 : comportamiento sociopolítico y orientaciones ideológicas,* Santiago, ILET, 1984, 327 p.

Cañas Kirby, Enrique, *Proceso político en Chile: 1973-1990,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1997, 351 p.

Carcamo-Huechante, L. E., "Milton Friedman: Knowledge, public culture, and market economy in the Chile of pinochet", *Public Culture,* Vol. 18, nº 2, 2006, p. 413-435.

Castiglioni, Rossana, "The Politics of Retrenchment: The Quandaries of Social Protection under Military Rule in Chile, 1973-1990", *Latin American Politics and Society,* Vol. 43, nº 4, 2001, p. 37-66.

Cavallo, Ascanio, *Historia oculta de la Transición,* Santiago, Editorial Grijalbo, 1998, 376 p.

Cavallo, Ascanio, *Los hombres de la transición,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1992, 288 p.

Cavallo, Ascanio, Salazar, Manuel & Sepúlveda, Oscar, *Historia oculta del Régimen Militar,* Santiago, Ediciones La Epoca, 1988, 460 p.

Cavarozzi, Marcelo, *The Government and the Industrial Bourgeoisie in Chile : 1938-1964,* Berkeley, University of California at Berkeley, 1974, 427 p.

Cavieres, Eduardo, "Anverso y reverso del Liberalismo en Chile, 1840-1930", *Historia,* Vol. 34, nº 2001, p. 39-66.

Cavieres, Eduardo, "Chile contemporáneo. Las distancias entre el discurso oficial y las realidades históricas", *Mapocho. Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, nº 44, 1998, p. 197-208.

Chateau, Jorge, "Seguridad Nacional y guerra antisubversiva", *Documento de Trabajo FLACSO*, nº 185, 1983, p. 1-78.

Chile Transparente, "Evolución de Chile en le índice de Percepción de la Corrupción", *Documento de Trabajo Chile Transparente*, nº 6, abril 2009, p. 1-15.

Chonchol, Jacques, *¿Hacia dónde nos lleva la globalización?: reflexiones para Chile,* Santiago, LOM Ediciones, 1999, 138 p.

Chonchol, Jacques, "Reflexiones sobre Chile: ¿hay alternativas al modelo neoliberal?" *Estudios Avanzados,* Vol. 10, nº 27, 1996, p. 141-162.

Claude, Marcel, "Las miserias del desarrollo chileno", en Drake, P. & Jaksic, I. (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa,* Santiago, LOM Ediciones, 2002, p. 155-165.

Claude, Marcel, *Una vez más la miseria: Es Chile un país sustentable?,* Santiago, LOM Ediciones, 1997, 216 p.

Clavel, Carlos & Jeftanovic, Pedro, "Causas de la emisión en Chile : 1878-1919", *Revista de economía / Universidad de Chile, Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas.,* Vol. 5, nº 10, 1983, p. 27-34.

Collier, Simon, "El comercio y las crisis colonial. Un mito de la independencia. Sergio Villalobos R." *The Hispanic American Historical Review,* Vol. 53, nº 4, 1973, p. 686-689.

Collins, Joseph & Lear, John, "Pinochet's Giveaway. Chile's Privatization Experience ", *The Multinational Monitor,* Vol. 12, nº 5, 1991, p. 1-9.

Contreras, Rodrigo, *La dictature de Pinochet en perspective. Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice,* Paris, L'Harmattan, 2007, 301 p.

Corbo, Vittorio & Hernández, Leonardo, "80 años de historia del Banco Central de Chile", *Economía Chilena,* Vol. 8, nº 3, 2005, p. 5-27.

Correa, Sofía, "¿Qué nos enseña la historia del siglo XX acerca de las derechas actuales?" *Política*, nº 45, 2005, p. 147-163.

Correa, Sofía, ""De nuestra inferioridad económica". Reflexiones sobre los límites del desarrollo capitalista chileno", *Estudios Públicos*, nº 73, 1999, p. 401-430.

Correa, Sofía, "El partido Conservador ante las Leyes Laicas 1881-1884", en Krebs, R. (Ed.), *Catolicismo y Laicismo: seis estudios,* Santiago, Pontificia Universidad Católica, 1981, p.

Correa, Sofía, "La democracia que tuvimos. La democracia que no fue", *Revista de Sociología Universidad de Chile*, nº 14, 2000, p.

Correa, Sofía, "La opción política de los católicos en Chile", *Mapocho. Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, nº 46, 1999, p. 191-202.

Correa, Sofía, "Zorobabel Rodríguez, Católico Liberal", *Estudios Públicos*, nº 66, 1997, p. 387-426.

Correa, Sofía, *Con las riendas del poder. La derecha chilena en el siglo XX,* Santiago, Editorial Sudamericana, 2004, 313 p.

Correa, Sofía, Figueroa, Consuelo, Jocelyn-Holt, Alfredo, Rolle, Claudio & Vicuña, Manuel, *Historia del siglo XX chileno. Balance paradojal,* Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, 428 p.

Cortázar, René, "Concertación Social: ¿dónde? ¿cuándo? ¿cómo? ¿para qué? ¿entre quiénes?. La estrategia del Concer-flicto", *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 12, 2001, p. 1-14.

Cortázar, René, *Política laboral en el Chile Democrático: Avances y Desafíos en los Noventa,* Santiago, Dolmen Ediciones, 1993, 171 p.

Couyoumdjian, Juan Ricardo, "El alto comercio de Valparaíso y las grandes casas extranjeras, 1880-1930. Una aproximación." *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile,* Vol. 33, nº 2000, p. 33.

Cristi, Renato, "Jaime Guzmán, capitalismo y moralidad", *Revista de Derecho (Valdivia),* Vol. 10, nº 1, diciembre 1999, p. 87-102.

Cristi, Renato, *El pensamiento político de Jaime Guzmán. Autoridad y libertad,* Santiago, LOM Ediciones, 2000, 223 p.

Cruz-Coke, Ricardo, *Historia electoral de Chile: 1925-1973,* Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1984, 149 p.

Culver, William & Reinhart, Cornel, "Capitalist Dreams: Chile's Response to Nineteenth-Century World Copper Competition", *Comparative Studies in Society and History,* Vol. 31, nº 4, 1989, p. 722-744.

Dahse, Fernando, *El mapa de la extrema riqueza: los grupos económicos y el proceso de concentración de capitales,* Santiago, Editorial Aconcagua, 1979, 209 p.

Davis, Madeleine, *The Pinochet case: origins, progress and implications,* London, Institute of Latin American Studies, 2003, 266 p.

De La Maza, Gonzalo & Garcés, Mario, *La explosión de las mayorías: protesta nacional 1983-1984,* Santiago, Educación y Comunicación-Gráfica Andes, 1985, 134 p.

De La Maza, Gonzalo, "Los movimientos sociales en la democratización de Chile", en Drake, P. & Jaksic, I. (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa,* Santiago, LOM Ediciones, 2002, p. 377-405.

De Ramón, Armando, *Biografías de chilenos. Miembros de los Poderes Ejecutivo, Legislativo y Judicial, 1876-1973,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 1999-2003, Vol. II, 321 p.

De Vos Eyzaguirre, Barbara, *El surgimiento del paradigma industrializador en Chile (1875-1900),* Santiago, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile, 1999, 109 p.

Devés, Eduardo, "La circulación de las ideas y la inserción de los cientistas económico-sociales chilenos en las redes conosureñas durante los largos 1960", *Historia,* Vol. 37, nº 2, 2004, p. 1-24.

Devés, Eduardo, "Los cientistas económico sociales chilenos en los largos 60 y su inserción en las redes internacionales: la reunión del foro tercer mundo en Santiago en abril de 1973", *Universum,* Vol. 21, nº 1, 2006, p. 138-167.

Devés, Eduardo, *El pensamiento latinoamericano en el siglo XX. De la CEPAL al neoliberalismo (1950-1990),* Buenos Aires, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana / Ed. Biblos, 2003, 323 p.

Díaz Gallardo, José, "La era post-Pinochet: Antecedentes y proyecciones en el ámbito de las relaciones cívico militares", *FASOC,* Vol. 12, nº 4, 1997, p. 9-14.

Díaz Nieva, José, *Chile; De La Falange Nacional a La Democracia Cristiana,* Madrid,

Dinges, John, *The Condor Years: How Pinochet and His Allies Brought Terrorism to Three Continents*, New Press, 2004, 288 p.

Documento-Expansiva, "Somos más, queremos más, podemos más", *Expansiva*, nº septiembre 2006, p. 1-29.

Donoso, Ricardo, *Alessandri. Agitador y demoledor (cincuenta años de historia política de Chile),* México, Fondo de Cultura Económica, 1952, 496 p.

Doran, Marie.Christine, "Violence et démocratie dans le discours présidentiel chilien entre 1990 et 2005", en Corten, A. (Ed.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain,* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 305-327.

Drake, Paul & Cruz, María Angélica, *Iglesia, represión y memoria. El caso chileno,* Texas, Social Science Research Council, 2004, 171 p.

Drake, Paul & Jaksic, Iván, *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa,* Santiago, LOM ediciones, 2002, 535 p.

Drake, Paul, "El movimiento obrero en Chile: De la Unidad Popular a la Concertación", *Revista de Ciencia Política,* Vol. 23, nº 2, 2003, p. 148-158.

Drake, Paul, "History of Chile, 1920-1980", *The History Teacher,* Vol. 14, nº 3, 1981, p. 341-347.

Drake, Paul, "La misión Kemmerer a Chile: consejeros norteamericanos, estabilización y endeudamiento, 1925-1932", *Cuadernos de Historia,* Vol. julio, nº 4, 1984, p. 1-27.

Drake, Paul, *Socialismo y populismo: Chile 1936-1973,* Valparaíso, Eds. Universitarias de Valparaíso, 1992, 321 p.

Fariña, Carmen & Huerta, María Antonieta, "El liberalismo chileno en sus orígenes: Una aproximación a sus tesis", *Estudios Públicos*, nº 43, 1991, p. 23.

Fazio Vengoa, Hugo, *La globalización en Chile: Entre el Estado y la sociedad de mercado,* Bogotá, Unibiblos - U. Nal. Colombia, 2004, 233 p.

Fazio, Hugo, *El carácter de la política económica de la Junta Militar,* México, Casa de México, 1977, 54 p.

Fazio, Hugo, *El programa abandonado: Balance económico social del gobierno de Aylwin,* Santiago, LOM Ediciones, 1996, 182 p.

Fazio, Hugo, *La transnacionalización de la economía chilena. Mapa de la extrema riqueza al año 2000,* Santiago, LOM Ediciones, 2000, 339 p.

Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza al año 2005,* Santiago, LOM Ediciones, 2005, 377 p.

Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza en Chile,* Santiago, LOM Ediciones, 1997, 462 p.

Fazio, Hugo, *TLC: El amarre del modelo,* Santiago, LOM Ediciones, 2004, 172 p.

Fermandois, Joaquín & Carrió, Macarena, "Europa occidental y el desarrollo chileno 1945-1973", *Historia,* Vol. 36, nº agosto, 2003, p. 7-60.

Fermandois, Joaquín, "Catolicismo y liberalismo en el Chile del siglo XX", *Estudios Públicos,* nº 93, 2004, p. 131-163.

Fermandois, Joaquín, "Verdad y mito del Chile actual", *Estudios Públicos,* nº 69, verano 1998, p. 411-437.

Fermandois, Joaquín, *Abismo y cimiento. Gustavo Ross y las relaciones entre Chile y Estados Unidos, 1932 - 1938,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 1996, 336 p.

Fermandois, Joaquín, *Mundo y fin de mundo. Chile en la política mundial 1900-2004,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2005, 638 p.

Fernández Abara, Joaquín, *El Ibañismo (1937-1952): un caso de populismo en la política chilena,* Santiago, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica, 2007, 214 p.

Fernández Jilberto, Alex, "Neoliberal Restructuring: The Origin and Formation of Economic Groups in Chile", *Journal of Developing Societies,* Vol. 20, nº Sep. 2004, p. 189-206.

Fernández-Domingo, Enrique, *Le négoce français au Chili (1880-1929),* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, 362 p.

Ferrada, Juan Carlos, "La Constitución Económica de 1980: Algunas reflexiones críticas", *Revista de Derecho (Valdivia),* Vol. 11, nº 2000, p. 47-54.

Figueroa, Pedro Pablo, *Diccionario biográfico de Chile,* Santiago, Imprenta, litografía y encuadernación Barcelona, 1897-1901, 583 p.

Figueroa, Virgilio, *Diccionario Histórico, Biográfico y Bibliográfico de Chile. 1800-1928,* Santiago, Establecimientos Gráficos Balcells y Cía, 1928, p.

Fischer, Ronald & Serra, Pablo, "Efectos de la privatización de servicios públicos en Chile: Casos sanitario, electricidad y telecomunicaciones", *Documentos de trabajo CEA,* nº 186, junio 2003, p. 1-102.

Fleet, Michael & Smith, Brian, *The Catholic Church and Democracy in Chile and Peru*, University of Notre Dame Press, 1997, 366 p.

Flifisch, Ángel, "La gestión estratégica de un proceso de transición y consolidación: el caso chileno", *Proposiciones,* Vol. 25, nº 1994, p. 1-24.

Flisfisch, Angel, "El neoliberalismo chileno: las funciones del dogmatismo", *Documento de Trabajo FLACSO*, nº 146, 1982, p. 48.

Flores Andrade, Anselmo, "Una inevitable (y exitosa) convivencia política: empresarios y gobiernos socialistas de Chile y España", *Foro Internacional,* Vol. XLVI, nº 186, 2006, p. 720-740.

Fontaine, Arturo, *Los economistas y el presidente Pinochet,* Santiago, Ed. Zig Zag, 1988, 203 p.

Foxley, Alejandro & Muñoz, Oscar, "Reflexiones con ocasión de los 15 años de CIEPLAN", *Estudios CIEPLAN,* Vol. 5, nº 32, 1990, p. 182-190.

Foxley, Alejandro, Bustos, Manuel & Sandoval, Guillermo, *Conversaciones con Manuel Bustos,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1999, 171 p.

Foxley, Alejandro, Cortázar, René, Meller, Patricio, Solimano, Andrés, Arellano, José Pablo, Ffrench-Davis, Ricardo & Muñoz, Oscar, *Reconstrucción Económica para la Democracia,* Santiago, Aconcagua, 1984, 330 p.

Frank, Volker, "Politics without policy: the failure of social concertation in democratic Chile, 1990-2000", en Winn, P. (Ed.), *Victims of the chilean miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002,* London, Duke University Press, 2004, p. 71-124.

Frank, Volker, "The Elusive Goal in Democratic Chile: Reforming the Pinochet Labor Legislation", *Latin American Politics and Society,* Vol. 44, nº 1, 2002, p. 35-68.

Fredes, Carlos, "Aníbal Pinto", *Pensamiento Iberoamericano*, nº 0, 2ª época, 2007, p. 287-290.

Frei Montalva, Eduardo, *Chile Desconocido,* Santiago, Ediciones Ercilla, 1937, 145 p.

Frühling, Hugo, "Limitando la acción coercitiva del Estado. La estrategia legal de defensa de los derechos humanos en Chile", *Contribuciones FLACSO,* Vol. noviembre, nº 12, 1982, 46 p.

Fuentealba, Leonardo, "Courcelle-Seneuil en Chile, errores del liberalismo económico", *Anales de la Universidad de Chile,* Vol. CII, nº 1944, p. 101-203.

Fuentes, Claudio, "Militares en Chile: Ni completa autonomía, ni total subordinación", *Chile 96. FLACSO-Chile*, nº 1997, p. 165-181.

Fuentes, Jordi & Cortés, Ilía, *Diccionario político de Chile: 1810-1966,* Santiago, Ediciones Orbe, 1967, 532 p.

Gallo, Ezequiel, "Notas sobre el liberalismo clásico", *Estudios Públicos*, nº 21, 1986, p. 243-257.

Gárate, Manuel, "Chili na de dictatuur (1990-2008): een vrije markteconomie zonder oog voor het sociale", *Vrede*, Belgique, nº 390, mars-avril 2008, p. 31-33.

Gárate, Manuel, "El economista como profesional de las ciencias sociales. Reflexiones en torno a la experiencia chilena", en De Cea, M. & Gárate, M. (Eds.), *¿Qué tipo de nexos para qué tipo de políticas? Estudio comparado en diversos campos de intervención pública en Chile,* Santiago, Editorial Universidad Bolivariana, 2006, p. 85-99.

Gárate, Manuel, "El modelo económico chileno en democracia", *Revista Encuentro,* nº 40, primavera 2006, p. 71-81.

Gárate, Manuel, "Think Tanks y Centros de Estudio. Los nuevos mecanismos de influencia en el Chile post-autoritario", en De Cea, M., Díaz, P. & Kerneur, G. (Eds.), *¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía,* Santiago, GRESCH, ICSO-UDP, Universidad Bolivariana, 2008, p. 209-230.

Gárate, Manuel, *Los sueños comienzan en casa : el grupo de "La Reforma" y el primer proyecto de vida comunitaria inspirado en el modelo del rector Fernando Castillo,* Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile, 1995, 149 p.

Garcés, Mario, *Crisis social y motines populares en el 1900,* Santiago, LOM, 2003, 152 p.

García, Diego, Isla, José & Toro, Pablo, *Los muchachos de antes. Historias de la FECH 1973 - 1988,* Santiago, Universidad Alberto Hurtado, 2006, p.

García, Rigoberto (Ed.), *Economía y política durante el gobierno militar en Chile (1973-1987),* México, Fondo de Cultura Económica, 1989, 295 p.

Garretón, Manuel Antonio, "De la seguridad nacional a la nueva institucionalidad. Notas sobre la trayectoria ideologica del nuevo Estado autoritario", *Revista Mexicana de Sociología,* Vol. 40, nº 4, 1978, p. 1259-1282.

Garretón, Manuel Antonio, "Modelo y proyecto politico del regimen militar chileno", *Revista Mexicana de Sociología,* Vol. 44, nº 2, 1982, p. 355-372.

Garretón, Manuel Antonio, "Redemocratización política en Chile. Transición, inauguración y evolución", *Estudios Públicos,* nº 42, 1991, p. 101-133.

Garretón, Manuel Antonio, "What Society? What Sociology? The Chilean Post-Democratization Debate", *Contemporary Sociology,* Vol. 26, nº 5, 1997, p. 3.

Garretón, Manuel, *Nuestro concepto de la política,* Santiago, Lircay, 1937, 16 p.

Gazmuri, Cristián, "Alberto Edwards y la Fronda Aristocrática", *Historia,* Vol. 1, nº 37, 2004, p. 61-95.

Gazmuri, Cristián, Arancibia, Patricia & Góngora, Alvaro, *Eduardo Frei Montalva (1911-1982),* Santiago, Fondo de Cultura Económica, 1996, 526 p.

Gazmuri, Cristián, *Notas sobre las elites chilenas 1930-1999,* Santiago, Documento de trabajo nº 3, Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile, 2001, 18 p.

Gazmuri, Cristián, *Una interpretación política de la experiencia autoritaria,* Santiago, Documentos de trabajo del Programa de Relaciones Internacionales, Instituto de Historia, 1996, 16 p.

Ghersi, Enrique, “El mito del Neoliberalismo”, *Estudios Públicos,* Vol. invierno, nº 95, 2004, p. 21.

Godoy, Oscar, “Parlamento, presidencialismo y democracia protegida”, *Revista de Ciencia Política,* Vol. 23, nº 2, 2003, p. 7-42.

Goicovic Donoso, Igor, “La refundación del capitalismo y la transición democrática en Chile (1973-2004)”, *Historia Actual Online,* nº 10, primavera 2006, p. 7-16.

Gómez Leyton, Juan Carlos, *La frontera de la democracia. El derecho de propiedad en Chile. 1925-1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2004, 378 p.

Góngora, Alvaro, ““Políticas económicas”, “agentes económicos” y desarrollo industrial en Chile hacia 1870-1900”, *Dimensión histórica de Chile,* nº 1, 1984, p. 9-22.

Góngora, Mario, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX,* Santiago, Ed. La Ciudad, 1981, 149 p.

Gonzalez Arana, Roberto & Crisorio, Beatriz Carolina (Eds.), *Integración en América Latina y el Caribe: Análisis sobre procesos de regionalización,* Barranquilla, Colombia, Ediciones Uninorte, 2001, 272 p.

González, Marcial, “Condición de los trabajadores rurales en Chile”, *Estudios económicos,* nº 1885, p. 317-321.

González, Mónica, *Chile, La Conjura. Los mil y un días del Golpe,* Barcelona, Ediciones B, 2000, 507 p.

Grez, Sergio, “Crisis económica y respuesta popular. La convergencia proteccionista en Chile”, *Mapocho. Revista de Humanidades y Ciencias Sociales,* nº 41, 1997, p. 147-168.

Grez, Sergio, *De la “regeneración del pueblo” a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890),* Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana DIBAM, 1998, 870 p.

Grez, Sergio, *La cuestión social en Chile: Ideas y debates precursores (1804-1902),* Santiago, DIBAM, 1997, 577 p.

Grez, Sergio, *Les mouvements d'ouvriers et d'artisans en milieu urbain au Chili au XIXe siècle (1818-1890),* Paris, EHESS, 1990, 828 p.

Grove, Jorge, *Descorriendo el velo : episodio de los doce días de la República Socialista,* Valparaíso, Aurora de Chile, 1933, 152 p.

Guevara, Tomás, “La ocupación de la Araucanía ; Prolongación de las líneas del Malleco i del litoral “, *Historia de la civilización de la Araucanía,* Santiago, Cervantes, 1898-1902, p. 291-340.

Guillaudat, Patrick & Mouterde, Pierre, *Los movimientos sociales en Chile 1973-1993,* Santiago, LOM ediciones, 1998, 248 p.

Guzmán, César, “Sobre huelga y conflicto laboral en Chile”, *Alternativa, ICAL,* nº 21, 2004, 4 p.

Guzmán, Jaime, “El capitalismo y los católicos de tercera posición”, *Fiducia,* Vol.Vol.III, nº 20, 1965, p. 4-5.

Heise, Julio, *El período parlamentario (1861-1925),* Santiago, Editorial Universitaria, 1982, 501 p.

Herrera, Felipe, "Esquema de las tendencias de Política Económica en Chile", *Anales de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile,* Vol. XII, nº 44 al 51, 1946, p.

Huneeus, Carlos, "A highly institucionalized political party: Christian Democracy in Chile", en Mainwaring, S. & Scully, T. (Eds.), *Christian Democracy in Latin America: Electoral Competition and Regime Conflicts*, Stanford University Press, 2003, 404 p.

Huneeus, Carlos, "El comportamiento político de los empresarios en Chile", *Revista Perspectivas,* Vol. 4, nº 2, 2001, p. 315-337.

Huneeus, Carlos, "Technocrats and Politicians in an Authoritarian Regime. The 'ODEPLAN Boys' and the 'Gremialists' in Pinochet's Chile", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 32, nº 2, 2000, p. 461-501.

Huneeus, Carlos, "Tecnócratas y políticos en el autoritarismo". Los "ODEPLAN boys" y los "gremialistas" en el Chile de Pinochet", *Revista de Ciencia Política,* Vol. XIX, nº 2, 1998, p. 125-158.

Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet,* Santiago, Ed. Sudamericana, 2001, 670 p.

Huneeus, Carlos, *La reforma universitaria : veinte años después,* Santiago, CPU, 1988, 117 p.

Hurtado, Cristina, "La recepción de Courcelle-Seneuil, seguidor de Tocqueville, en Chile", *Revista Polis,* Vol. 5, nº 17, 2007, p.

Ibáñez, Adolfo, "El liderazgo en los gremios empresariales y su contribución al desarrollo del Estado Moderno durante la década del treinta: el fomento a la producción y los antecedentes de CORFO", *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile,* nº 28, 1994, p. 183-216.

Ibáñez, Adolfo, "Los ingenieros, el Estado y la política en Chile: del Ministerio de Fomento a la Corporación de Fomento: 1927-1939", *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile,* nº 18, 1983, p. 45-102.

Ibáñez, Adolfo, *Herido en el ala. Estado, oligarquías y subdesarrollo. Chile 1924-1960,* Santiago, Editorial Biblioteca Americana, Universidad Andrés Bello, 2003, 382 p.

Jocelyn-Holt, Alfredo, "El desarrollo de una conciencia pública: Lastarria y Sarmiento", *Estudios Públicos,* nº 17, 1985, p. 213-233.

Jocelyn-Holt, Alfredo, "El liberalismo moderado en Chile (siglo XIX)", *Estudios Públicos,* nº 69, 1998, p. 439-485.

Joignant, Alfredo, "La politique des "transitologues": Luttes politiques, enjeux théoriques et disputes intellectuelles au cours de la transition chilienne à la démocratie", *Politique et Sociétés,* Vol. 24, nº 2-3, 2005, p. 33-59.

Joignant, Alfredo, "Los doctores de la República", *La Tercera,* nº 21 de noviembre, 2008, p. 4.

Jouineau, Sophie, "Chili: les élections parlementaires du 11 décembre 1997", *Problèmes d'Amérique Latine,* nº 31, 1998, p. 87-108.

Jouineau, Sophie, “Le présent ne parvient pas à effacer le passé. Au Chili, une transition qui n’en finit pas”, *Le Monde Diplomatique*, nº avril, 1998, p. 8-9.

Keller, Carlos, *Como salir de la crisis,* Santiago, Ed. Nascimento, 1932, 32 p.

Keller, Carlos, *La eterna crisis chilena,* Santiago, Ed. Nascimento, 1931, 323 p.

Keller, Carlos, *Un país al garete. Contribución a la seismología social de Chile,* Santiago, Ed. Nascimento, 1932, 168 p.

Kinney Giraldo, Jeanne, “Development and Democracy in Chile: Finance Minister Alejandro Foxley and the Concertación's Project for the 1990s”, en Domínguez, J. (Ed.), *Technopols: Freeing Politics and Markets in Latin America in the 1990s*, Penn State Press, 1997, p. 229-276.

Krebs, Ricardo, Valdivieso, Patricio & Muñoz, María Angélica, *Historia de la Pontificia Universidad Católica de Chile : 1888 - 1988,* Santiago, Eds. Universidad Católica de Chile, 1994, 1272 p.

Kurtz, Marcus, “Chile`s Neoliberal Revolution: Incremental Decisions and Structural Transformations, 1973-1989”, *Journal of Latinoamerican Studies,* Vol. 31, nº 2, 1999, p. 399-427.

Labra, María Eliana, “El sistema de salud de Chile: reformas del pasado, dilemas del presente”, *Salud y Cambio,* Vol. 6, nº 23, 1997, p. 7-22.

Labra, María Eliana, “La reinvención neoliberal de la inequidad en Chile: el caso de la salud”, *Cad. Saúde Pública,* Vol. 18, nº 4, 2002, p. 1041-1052.

Lagos, Ricardo, “Dos conceptos clave de la renovación socialista en Chile”, *Nueva Sociedad*, nº 101, mayo-junio 1989, p. 114-124.

Lagos, Ricardo, Heraldo, Muñoz. & Slaughter, Anne-Marie, “The Pinochet Dilemma “, *Foreign Policy*, nº 114, 1999, p. 26-39.

Lardone, Martín, “¿Quién aprende de quién? El Banco Mundial en la reforma del Estado chileno”, en De Cea, M., Díaz, P. & Kerneur, G. (Eds.), *¿De país modelado a país modelo? Una mirada sobre la política, lo social y la economía,* Santiago, GRESCH, ICSO, Universidad Bolivariana, 2008, p. 209-230.

Lavín, Joaquín, *Miguel Kast: Pasión de vivir,* Santiago, Editorial Zig-Zag, 1986, 174 p.

Lechner, Norbert, “El debate sobre Estado y Mercado”, *Documento de Trabajo FLACSO*, nº 19, 1992, p.

Lechner, Norbert, “El proyecto neo-conservador y la democracia”, *Crítica y utopía*, nº 6, 1982, p.

Lechner, Norbert, “Modernización y Democratización: un dilema del desarrollo chileno”, *Estudios Públicos*, nº 70, 1998, p. 231-242.

Ledesma De Lapeyra, Viviana, “La junta militar y su modelo económico”, *Tebeto: Anuario del Archivo Histórico Insular de Fuerteventura*, nº 11, 1998, p. 267-294.

Leiva, Fernando Ignacio & Petras, James, “Chile's Poor in the Struggle for Democracy”, *Latin American Perspectives,* Vol. 13, nº 4, 1986, p. 5-25.

Lira, Elizabeth & Loveman, Brian, *El espejismo de la reconciliación política: Chile 1990-2002,* Santiago, LOM Ediciones, 2002, 449 p.

Lira, Elizabeth & Loveman, Brian, *Políticas de reparación: Chile 1990-2004,* Santiago, LOM Ediciones, 2005, 546 p.

Lladser, María Teresa & Díaz, Harry, *Centros privados de investigación en Ciencias sociales en Chile,* Santiago, Academia de Humanismo Cristiano, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), 1986, 296 p.

Lobo, Gregory, "Pensamientos sobre el otro 11 de septiembre. En memoria de un futuro justo", *Revista Estudios Sociales*, nº 17, febrero 2004, p. 79-85.

Loveman, Brian, "Military Dictatorship and Political Opposition in Chile, 1973-1986 ", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 28, nº 4, 1986, p. 1-38.

Loveman, Brian, *Chile. The legacy of hispanic capitalism,* Ney York, Oxford University Press, 1988, 424 p.

Loveman, Mara, "High-Risk Collective Action: Defending Human Rights in Chile, Uruguay and Argentina", *The American Journal of Sociology,* Vol. 104, nº 2, 1998, p. 477-525.

Lúnecke Reyes, Graciela, *Violencia política: (violencia política en Chile 1983-1986),* Santiago, LOM Ediciones, 2000, 185 p.

Mac Hale, Tomás, "Orden, orden público, y orden público económico", *Anales de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile,* Vol.VIII, nº 8, 1968, p. 1-7.

Maira, Luis, *Los tres Chile de la segunda mitad del siglo XX,* Santiago, LOM Ediciones, 1998, 92 p.

Marchini, Geneviève, "Chile: un precursor de las reformas financieras", *México y la cuenca del Pacífico,* Vol. 5, nº 15, abril 2002, p. 17-26.

Martínez, Javier, "Cuatro falacias sobre la transformación chilena", *Proposiciones*, nº 25, 1994, p. 34-38.

Martner, Gonzalo, *Gobernar el mercado: Las nuevas fronteras del Estado en el siglo XXI,* Santiago, LOM Ediciones, 1999, 211 p.

Martner, Gonzalo, *Remodelar el modelo. Reflexiones para el Bicentenario,* Santiago, LOM Ediciones, 2007, 191 p.

Matte, Arturo, *La Alianza Liberal de 1875,* Santiago, Imprenta Universitaria, 1916, 57 p.

Mayo, John, "Before the Nitrate Era: British Commission Houses and the Chilean Economy", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 11, nº 2, 1979, p. 283-302.

Mayo, John, "Britain and Chile, 1851-1886: Anatomy of a Relationship", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 23, nº 1, 1981, p. 95-120.

Mayol, Alberto, *La tecnocracia: el falso profeta de la modernidad. Una crítica desde la teoría política a las propuestas tecnocráticas,* Santiago, Documento de trabajo nº 81 Departamento de Ciencia Política de la Universidad de Chile, 2006, 247 p.

Mayorga, Patricia, *El Cóndor Negro. El atentado a Bernardo Leighton,* Santiago, El Mercurio Aguilar, 2003, 241 p.

Mellafe, Rolando, Rebolledo, Antonia & Cárdenas, Mario, *Historia de la Universidad de Chile,* Santiago, Ediciones de la Universidad de Chile, 1992, 321 p.

Menéndez-Carrión, Amparo, Joignant, Afredo & Garretón, Manuel Antonio, *La caja de Pandora: El retorno de la transición chilena,* Santiago, Planeta/Ariel, 1999, 267 p.

Michaels, Albert, "The Alliance for Progress and Chile's "Revolution in Liberty," 1964-1970 ", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 18, nº 1, 1976, p. 74-99.

Millán, Augusto, *La minería metálica en Chile en el siglo XIX,* Santiago, Editorial Universitaria, 2004, 87 p.

Millar, René, "El parlamentarismo chileno y su crisis (1891-1924)", en Godoy, O. (Ed.), *Cambio de Régimen Político,* Santiago, Eds. Universidad Católica de Chile, 1992, p.

Millar, René, "Significado y antecedentes del movimiento militar de 1924", *Historia,* nº 11, 1974, p. 114.

Millar, René, *Políticas y teorías monetarias en Chile: 1810-1925,* Santiago, Universidad Gabriela Mistral, 1994, 454 p.

Millaud, Édouard, Acollas, René & Picot, Géorges, *Courcelle-Seneuil : (1813-1892),* Paris, Typographie A. Davy (Memoria Chilena), 1892, 32 p.

Mönckeberg, Maria Olivia, *El imperio del Opus Dei en Chile,* Santiago, Ediciones B Chile S.A, 2003, 714 p.

Mönckeberg, Maria Olivia, *El negocio de las universidades en Chile,* Santiago, Debate, 2007, 669 p.

Mönckeberg, Maria Olivia, *El Saqueo de los Grupos Económicos al Estado Chileno,* Santiago, Ediciones B, 2001, 269 p.

Montecinos, Verónica, "Notas sobre la evolución e influencia de la tecnocracia económica en Chile", en Estrada Avarez, J. (Ed.), *Intelectuales, tecnócratas y reformas neoliberales en América Latina,* Unibiblos - U. Nal. Colombia, 2005, p. 458.

Montecinos, Verónica, "Notas sobre la evolución e influencia de la tecnocracia económica en Chile", en Estrada Avarez, J. (Ed.), *Intelectuales, tecnócratas y reformas neoliberales en América Latina,* Unibiblos - U. Nal. Colombia, 2005, p. 151-174.

Montecinos, Verónica, *Economics and Power, Chilean economists in government 1958-1985,* Pittsburg, University of Pittsburg, 1988, 484 p.

Montecinos, Verónica, *Economists, Politics and the State: Chile 1958-1994,* Amsterdam, Rozenberg Publishing Services, 1998, 151 p.

Montero, Cecilia & Muñoz, Oscar, "¿Hacia donde va la sociedad chilena? Mesa redonda", *Colección Estudios CIEPLAN,* nº 38, 1993, p. 95-154.

Montero, Cecilia, "Empresarios: ¿Demisión o Triunfo?" *Asuntos Públicos (Informes),* nº 79, 24/06/2001, p. 1-6.

Montero, Cecilia, “La evolución del empresariado chileno: ¿surge un nuevo actor?” *Estudios CIEPLAN*, nº 30, 1990, p. 91-122.

Montero, Cecilia, *La revolución empresarial chilena,* Santiago, Dolmen/CIEPLAN, 1997, 367 p.

Montero, Cecilia, *Les nouveaux entrepreneurs: le cas du Chili,* Paris, l'Harmattan, 1997, 334 p.

Moscoso, Pablo, “1983. Historia de un año de protesta”, *Historias del siglo XX chileno,* Santiago, Vergara Eds., 2008, p. 401-466.

Moulian, Iñaki, “Bipolaridad en Chile 1960-1973”, *Revista Astrual de Ciencias Sociales,* nº 5, 2001, p. 39-52.

Moulian, Tomás, *Chile actual. Anatomía de un mito,* Santiago, LOM ediciones, 1997, 385 p.

Moulian, Tomás, *El consumo me consume,* Santiago, LOM ediciones, 1998, 73 p.

Moulian, Tomás, *El gobierno de Ibáñez: 1952-1958,* Santiago, FLACSO, 1986, 83 p.

Moyano, Cristina, *Mapu o la seducción del poder y la juventud,* Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2009, 303 p.

Muñoz, Heraldo, “Las relaciones exteriores del gobierno militar chileno”, *Revista Mexicana de Sociología,* Vol. 44, nº 2, 1982, p. 577-597.

Muñoz, Oscar, “In Memoriam. Aníbal Pinto Santa Cruz (1920-1996)”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 41, 1995, p. 5-6.

Nagy, Silvia & Leiva, Fernando Ignacio (Eds.), *Democracy in Chile: The Legacy of September 11, 1973,* Sussex Academic Press, 2003, 226 p.

Navia, Patricio, “Participación electoral en Chile, 1988-2001”, *Revista de Ciencia Política,* Vol. 24, nº 1, 2004, p. 81-103.

Nazer Ahumada, Ricardo, “El surgimiento de una nueva élite empresarial en Chile: 1830-1880”, en Stabili, M. R. & Bonelli, F. (Eds.), *Minoranze e Culture Imprenditoriali (Cap.2),* Roma, Quaderni / Università degli studi di Roma Tre, 2000, p. 59-84.

Nuñez, Iván, *La Descentralización y las Reformas Educacionales,* Santiago, PIIE Serie Histórica, 1990, 250 p.

Nunn, Frederick M., *The military in Chilean history : essays on civil-military relations, 1810-1973,* Albuquerque, University of New Mexico Press, 1976, 343 p.

Olavarría, Margot, “Protected Neoliberalism: perverse institutionalization and the crisis of representation in postdictatorship chile”, *Latin American Perspectives,* Vol. 30, nº 6, 2003, p. 10-38.

Olave-Castillo, Patricia, *Chile: Neoliberalismo, pobreza y desigualdad social,* México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Económicas, 2003, 248 p.

Olave-Castillo, Patricia, *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de una nueva economía,* México, Universidad Nacional Autónoma de México. Ediciones El Caballito S.A., 1997, 204 p.

Ortega Frei, Eugenio & Moreno, Carolina (Eds.), *¿La concertación desconcertada?: reflexiones sobre su historia y su futuro,* Santiago, LOM Ediciones, 2002, 287 p.

Ortega Frei, Eugenio, *Historia de una alianza política: el partido Socialista de Chile y el partido Demócrata Cristiano: 1973-1988,* Santiago, CED-CESOC (LOM Ediciones), 1992, 376 p.

Ortega, Luis, "Nitrates, Chilean Entrepreneurs and the Origins of the War of the Pacific", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 16, nº 2, 1984, p. 337-380.

Ortega, Luis, *La Guerra Civil de 1891, 100 años hoy,* Santiago, Universidad de Santiago de Chile, 1992, 184 p.

Ortiz, Eduardo, "La Gran Depresión y su impacto en Chile, 1929-1933", *Estudios VECTOR*, nº 1982, p.

Otano, Rafael, *Nueva Crónica de la Transición,* Santiago, Lom Ediciones, 2006, 531 p.

Oxhorn, Philip, "Understanding Political Change after Authoritarian Rule. The Popular Sectors and Chile's New Democratic Regime", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 26, nº 3, 1994, p. 737-759

Oxhorn, Philip, "Where Did All the Protesters Go?: Popular Mobilization and the Transition to Democracy in Chile", *Latin American Perspectives,* Vol. 21, nº 3, 1994, p. 49-68.

Palieraki, Eugenia, "La opción por las armas. Nueva izquierda revolucionaria y violencia política en Chile (1965 - 1970)", *Polis: Revista de la Universidad Bolivariana,* nº 19, 2008, p.

Parker, Cristián, "Abstencionismo, juventud y política en Chile actual", *Estudios Avanzados Interactivos. Revista Idea,* Vol. 2, nº 4, 2001, p. 1-23.

Pastor, Daniel, "Origins of the Chilean Binominal Election System", *Revista de Ciencia Política,* Vol. 24, nº 1, 2004, p. 38-57.

Petras, James, "El 'milagro económico' chileno: crítica empírica", *Nueva Sociedad,* nº 113, mayo-junio 1991, p. 146-158.

Piñera, José, *El cascabel al gato: la batalla por la reforma previsional,* Zig-Zag, 1991, 172 p.

Piñera, José, *El cascabel al gato: la batalla por la reforma previsional,* Zig-Zag, 1991, 172 p.

Piñera, José, *Informe económico : 1976-1977,* Santiago, N/A, 1977, 136 p.

Piñera, José, *La revolución laboral en Chile,* Zig-Zag, 1991, 171 p.

Pinochet, Augusto, *Política, Politiquería, Demagogia,* Santiago, Editorial Renacimiento, 1983, 119 p.

Pinochet, Augusto, *Política, Politiquería, Demagogia,* Santiago, Editorial Renacimiento, 1983, 119 p.

Pinochet, Tancredo, *La conquista de Chile en el siglo XX,* Santiago, Ed. La Ilustración, 1909, 252 p.

Pinochet, Tancredo, *La conquista de Chile en el siglo XX,* Santiago, Ed. La Ilustración, 1909, 252 p.

Pinto Rodríguez, Jorge, "Proyectos de la elite chilena del siglo XIX", *ALPHA. Revista de artes, letras y filosofía*, nº 26, julio 2008, p. 167-189.

Pinto Santa Cruz, Aníbal, *Antecedentes sobre el desarrollo de la economía chilena,* Santiago, Ed. del Pacífico, 1954, 136 p.

Pinto Santa Cruz, Aníbal, *Chile, un caso de desarrollo frustrado,* Santiago, Ed. Universitaria, 1959, 189 p.

Pinto, Julio & Ortega, Luis, *Expansión minera y desarrollo industrial: un caso de crecimiento asociado (Chile 1850-1914),* Santiago, U. de Santiago, Depto. de Historia, 1990, 184 p.

Pinto, Julio & Ortega, Luis, *Expansión minera y desarrollo industrial: un caso de crecimiento asociado (Chile 1850-1914),* Santiago, U. de Santiago, Depto. de Historia, 1990, 184 p.

Pinto, Julio, "¿Cuestión social o cuestión política? La lenta politización de la sociedad popular tarapaqueña hacia el fin de siglo (1889-1900)." *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile,* Vol. 30, nº 1997, p. 211-261.

Pinto, Julio, "¿Y la historia les dio la razón? El MIR en dictadura, 1973-1981", en Valdivia Ortiz De Zárate, V., Álvarez, R. & Pinto, J. (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981),* Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 153-205.

Pinto, Julio, "¿Y la historia les dio la razón? El MIR en dictadura, 1973-1981", en Valdivia Ortiz De Zárate, V., Álvarez, R. & Pinto, J. (Eds.), *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981),* Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 153-205.

Pinto, Julio, Vallejos, Javier & Nazer, Ricardo, *Ignacio Domeyko, José Tomás Urmeneta, Juan Brüggen : tres forjadores de la minería nacional* Santiago, Instituto de Ingenieros de Minas de Chile, 1993, 196 p.

Pinto, Julio, Vallejos, Javier & Nazer, Ricardo, *Ignacio Domeyko, José Tomás Urmeneta, Juan Brüggen : tres forjadores de la minería nacional* Santiago, Instituto de Ingenieros de Minas de Chile, 1993, 196 p.

Pipino, Adelio, *El Pacto Andino y el modelo de desarrollo económico chileno,* Santiago, ODEPLAN, 1977, 112 p.

Pizarro, Crisóstomo, "La primera reforma tributaria durante el gobierno de transición: concertación y debate", en Pizarro, C., Raczynski, D. & Vial Ruiz Tagle, J. (Eds.), *Políticas económicas y sociales en el Chile democrático,* Santiago, CIEPLAN/UNICEF, 1995, p. 93-128

PNUD, *Informe Desarrollo Humano en Chile - Año 1998,* Santiago, PNUD, 1998, 254 p.

Portales, Felipe, *Chile :Chile: una democracia tutelada,* Santiago, Editorial Sudamericana, 2000, 493 p.

Pregger-Roman, Charles G., “The Origin and Development of the Bourgeoisie in Nineteenth-Century Chile”, *Latin American Perspectives,* Vol. 10, nº 2/3, 1983, p. 39-59.

Puryear, Jeffrey, *Thinking politics: intellectuals and democracy in Chile, 1973-1988: Intellectuals and Democracy in Chile, 1973-1988,* Londres, John Hopkins University Press, 1994, 206 p.

Quiroga, Rayén (Ed.), *El tigre sin selva. Consecuencias ambientales de la transformación económica de Chile: 1974-1993,* Santiago, Instituto de Ecología Política, 1994,
490 p.

Quiroga, Rayén, *Comercio, Inversiones y Sustentabilidad: El Caso de Chile,* Santiago, Programa Chile Sustentable / Fundación Heinrich Böll, 2003, 68 p.

Rabkin, Rhoda, “The Aylwin Government and “Tutelary” Democracy: A Concept in Search of a Case? “ *Journal of Interamerican Studies and World Affairs,* Vol. 34, nº 4, 1992, p. 119-194.

Ramírez Necochea, Hernán, *La guerra civil de 1891 : antecedentes económicos,* Santiago, Austral Impresión, 1951, 235 p.

Rebolledo, Antonia, “La “Turcofobia”. Discriminación antiárabe en Chile 1900 - 1950”, *Historia,* Vol. 28, nº 1994, p. 249-272.

Remmer, Karen, “Political demobilization in Chile, 1973-1978”, *Comparative Politics,* Vol. 12, nº 3, 1980, p. 275-301.

Reyes del Villar, Soledad, *La revolución cultural de los años 60, vista a través del mayo francés y del movimiento estudiantil chileno,* Santiago, Tesis de Licenciatura en Historia - Pontificia Universidad Católica de Chile, 1999, 179 p.

Reyes, Soledad, “La elite femenina chilena a comienzos del siglo XX. Ideas y costumbres vistas a través de la revista Familia”, *Bicentenario. Revista de Historia de Chile y América,* Vol. 6, nº 1, 2007, p. 133-155.

Ribera, Teodoro, “El Tribunal Constitucional y su aporte al desarrollo del derecho. Aspectos relevantes de sus primeros 59 fallos”, *Estudios Públicos,* nº 34, 1989, p. 195-228.

Richards, Donald, “The political economy of the chilean miracle”, *Latin American Research Review,* Vol. 32, nº 1, 1997, p. 139-159.

Riesco, Manuel & Fazio, Hugo, “Las Asociaciones de Fondos de Pensiones (AFP), Chilenas”, *New Left Review,* nº 223, 1997, p. 90-100.

Rojas Flores, Jorge, *La dictadura de Ibáñez y los sindicatos: (1927-1931),* Santiago, DIBAM, 1993, 190 p.

Rojas Hernández, Jorge, “El movimiento sindical chileno en la transición a la democracia”, *Proposiciones,* nº 22, agosto 1993, p. 54-79.

Rojas Sánchez, Gonzalo, *Chile escoge la libertad: La Presidencia de Augusto Pinochet Ugarte,* Santiago, Zig-Zag, 2000, 814 p.

Romano, Ruggiero, “Une économie coloniale : le Chili au XVIIIe siècle”, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations,* Vol. 15, nº 2, 1960, p. 259-285.

Romero, María Teresa, *Profesionalización de la elite política administrativa en Chile: 1990-2004. El proceso de mantenimiento: permanencia y circulación,* Santiago, Universidad de Chile, 2005, 144 p.

Rosende, Francisco (Ed.), *La Escuela de Chicago,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2007, 337 p.

Rosende, Francisco (Ed.), *La Escuela de Chicago. Una mirada histórica a 50 años del convenio Chicago/ Universidad Católica. Ensayos en honor a Arnold Harberger,* Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 2007, 337 p.

Ross, Agustín, *La cuestión económica; folleto de actualidad,* Valparaíso, Excélsior, 1885, 39 p.

Ross, Agustín, *Reseña histórica del comercio de Chile durante la era colonial* Santiago, Imprenta Cervantes, 1894, 482 p.

Ross, César, *Poder, mercado y Estado: Los bancos de Chile en el siglo XIX,* Santiago, LOM Ediciones, 2003, 179 p.

Rubilar Solís, Luis, "La Escuela Nacional Unificada (ENU, febrero 1973)", *Extramuros, Revista de la UMCE,* nº 3, 2004, p. 56-65.

Ruiz, Carlos & Cristi, Rento, *El pensamiento conservador en Chile,* Santiago, Editorial Universitaria, 1992, 163 p.

Ruiz, Carlos, "Educación desarrollo y modernización", *Revista de Sociología Universidad de Chile,* nº 9, 1994, p. 84-85.

Ruiz, Carlos, "El conservantismo como ideología. Corporativismo, y neo-liberalismo en las revistas teóricas de la derecha", en Ruiz, C. & Cristi, R. (Eds.), *El Pensamiento conservador en Chile,* Santiago, Editorial Universitaria, 1992, p. 103-123.

Ruiz, Carlos, "El pensamiento republicano en Chile durante el siglo XIX: notas de investigación", *Revista Jurídica Universidad de Puerto Rico,* Vol. 70, nº 4, 2001, p. 1024.

Ruiz-Tagle, Pablo, "Comentario a la teoría de Courcelle Seneuil de J. V. Lastarria", *Revista de Derecho y Humanidades. Facultad de Derecho Universidad de Chile,* nº 8, 2000, p. 331-332.

Ruiz-Tagle, Pablo, "La contradicción del liberalismo católico en Chile", *Estudios Públicos,* nº 93, 2004, p. 165-194.

Sagredo, Rafael & Devés, Eduardo, *Discursos de José Manuel Balmaceda: iconografía / recopilación de Rafael Sagredo Baeza y Eduardo Devés Valdés.* , Santiago, DIBAM, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 1991-1992, 684 p.

Sagredo, Rafael & Gazmuri, Cristián (Eds.), *Historia de la vida privada en Chile. El Chile contemporáneo: de 1925 a nuestros días.,* Santiago, Aguilar Chilena Ediciones (Taurus), 2007, 430 p.

Sagredo, Rafael, "Chile: 1823-1831. El desafío de la administración y organización de la hacienda pública", *Historia. Instituto de Historia. Pontificia Universidad Católica de Chile,* Vol. 30, nº 1997, p. 287-312.

Sagredo, Rafael, *La gira del presidente Balmaceda al norte: el inicio del "crudo y riguroso invierno de su quinquenio", (verano de 1889),* Santiago, LOM Ediciones, 2001, 203 p.

Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile I. Estado, legitimidad, ciudadanía,* Santiago, LOM, 1999, 173 p.

Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile II. Actores, identidad y movimiento,* Santiago, LOM, 1999, 173 p.

Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile III. La economía: mercados, empresarios y trabajadores.,* Santiago, LOM, 2002, 187 p.

Salazar, Gabriel & Pinto, Julio, *Historia Contemporánea de Chile IV. Hombría y Feminidad,* Santiago, LOM, 2002, 277 p.

Salazar, Manuel, *Guzmán, quien, cómo, por qué,* Santiago, Ediciones Bat, 1994, 294 p.

Salinas Figueredo, Darío, "La democracia en Chile. Los límites de la política en la transición", *Estudios Sociológicos,* Vol. XXI, nº 002, 2003, p. 309-330.

Salinas, Augusto, "El proyecto de una Escuela Nacional Unificada (ENU) de 1973 como antecendete del proyecto actual de una nueva LOCE", *Centro de Políticas Públicas. Universidad del Desarrollo,* nº 7, 2007, p. 1-7.

San Francisco, Alejandro & Soto, Angel, "El gobierno del General Augusto Pinochet en Chile. 1973-1990", *Aportes,* nº 55, 2004, p. 98-123.

Sánchez Della Chiara, María Teresa, "La Represión. Una contribución histórica", *Encuentro XXI,* nº 11, 1998, p. 36-39.

Santos, José, "Anomalías del modelo neoliberal en Chile. La universidad chilena hoy: el espejismo de su progreso", *Estudios Avanzados Interactivos. Revista Idea,* Vol. 5, nº 7, 2006, p. 1-12.

Sater, William & Herwig, Holger, *The Grand Illusion. The Prussianization of the Chilean Army,* Lincoln (Nebraska), University of Nebraska Press, 1999, 247 p.

Sater, William, "Chile and the World Depression of the 1870's", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 11, nº 1, 1979, p. 67-99.

Sater, William, "Nacionalismo económico y reforma tributaria a fines del siglo XIX en Chile", *Estudios de Economia* (Universidad de Chile), Vol. 18, nº 2, 1991, p. 215-244.

Scherz García, Luis, "Reforma y contrarreforma en la Universidad Católica de Chile : (1967-1980)", *Realidad universitaria / Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea. Revista del Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea,* nº 1988, p. 36-53.

Schkolnik, Mariana & Teitelboim, Berta, *Pobreza y desempleo en poblaciones : la otra cara del modelo neoliberal,* Santiago, PET impresión, 1988, 347 p.

Segal, Marcelo, *Desarrollo del capitalismo en Chile: cinco ensayos dialécticos,* Santiago, Editorial del Pacífico, 1953, 353 p.

Serrano, Margarita, *La igual libertad de Eduardo Boeninger,* Santiago, Uqbar Editores, 2009, 215 p.

Serrano, Sol & Jaksic, Iván, “In the Service of the Nation: The Establishment and Consolidation of the Universidad de Chile, 1842-79 “, *The Hispanic American Historical Review,* Vol. 70, nº 1, 1990, p. 139-171

Serrano, Sol, “La definición de lo público en un estado católico”, *Estudios Públicos,* nº 76, 1999, p. 211-232.

Silva Bascuñán, Alejandro, *Tratado de Derecho Constitucional. Tomo III: La Constitución de 1980. Antecedentes y génesis,* Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 1997, 1632 p.

Silva, Eduardo, “Capitalist Coalitions, the State, and Neoliberal Economic Restructuring: Chile, 1973-88”, *World Politics,* Vol. 45, nº 4, 1993, p. 526-559.

Silva, Eduardo, “Capitalist Regime Loyalties and Redemocratization in Chile”, *Journal of Interamerican Studies and World Affaires,* Vol. 34, nº 4, 1993, p. 40.

Silva, Eduardo, “Democracy, Market Economics, and Enviromental Policy in Chile”, *Journal of Interamerican Studies and World Affaires,* Vol. 38, nº 4, 1996, p. 33.

Silva, Eduardo, “From Dictatorship to Democracy: The Business-State Nexus in Chile's Economic Transformation, 1975-1994”, *Comparative Politics,* Vol. 28, nº 3, 1996, p. 21.

Silva, Eduardo, “La política económica del régimen chileno durante la transición del neo-liberalismo radical al neo-liberalismo pragmático”, en Drake, P. & Jaksic, I. (Eds.), *El difícil camino hacia la democracia en Chile,* Santiago, FLACSO, 1992, p. 193-241.

Silva, Eduardo, “The import-substitution model - Chile in comparative perspective”, *Latin American Perspectives,* Vol. 34, nº 3, 2007, p. 67-90.

Silva, Patricio, “Empresarios, neoliberalismo y transición democrática en Chile”, *Revista Mexicana de Sociología,* Vol. 57, nº 4, 1995, p. 3-25.

Silva, Patricio, “State, Public Technocracy and Politics in Chile, 1927-1941”, *Bulletin of Latin American Research,* Vol. 13, nº 3, sep.1994, p. 281-297.

Silva, Patricio, “Technocrats and Politics in Chile: From the Chicago Boys to the CIEPLAN Monks”, *Journal of Latin American Studies,* Vol. 23, nº 2, 1991, p. 385-410.

Silva, Patricio, *Estado, neoliberalismo y política agraria en Chile, 1973-1981,* CEDLA, 1987, 361 p.

Simonetti de Groote, Susana, *El gobierno de Carlos Dávila: (16 de Junio - 13 de Septiembre de 1932),* Santiago, (Thèse) Pontificia Universidad Católica de Chile, 1993, 279 p.

Soto Cárdenas, Alejandro, *Influencia británica en el salitre :salitre: origen, naturaleza y decadencia,* Santiago, Ed. Universidad de Santiago de Chile, 1998, 675 p.

Soto, Angel, *El Mercurio y la difusión del pensamiento político económico liberal 1955-1970,* Santiago, Centro de Estudios Bicentenario, 2003, 191 p.

Soto, Angel, *El presente es historia,* Santiago, Centro de Estudios Bicentenario, 2006, 130 p.

Sotomayor, Hugo, *La Renovación Socialista y la contingencia en la década de los ochenta: ¿La construcción de "un nuevo" imaginario político?,* Santiago, Tesis de Licenciatura en Historia Universidad de Chile, 2006, p.

Stabili, María Rosaria, *El sentimiento aristocrático. Elites chilenas frente al espejo (1860-1960),* Santiago, Editorial Andrés Bello & Centro de Investigaciones Barros Arana, 1996, 571 p.

Stern, Steve J., *Battling for hearts and minds: memory struggles in Pinochet's Chile, 1973-1988,* Durham, Duke University Press, 2006, Vol. II, 538 p.

Stuven, Ana María, *La seducción de un orden. Las elites y la construcción de Chile en las polémicas culturales y políticas del siglo XIX,* Santiago, Ediciones de la Universidad Católica de Chile, 2000, 316 p.

Sunkel, Guillermo & Geoffroy, Esteban, *Concentración económica de los medios de comunicación,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, 123 p.

Sunkel, Guillermo, *El mercurio: 10 años de educación político-ideológica, 1969-1979,* Santiago, Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales, 1983, 149 p.

Sur, "La Transición Democrática y las Demandas Sociales", *Hechos Urbanos, boletín de información y análisis,* Vol. 91, nº noviembre-diciembre 1989, 1989, p. 1-16.

Sznajder, Mario, "A Case of Non-European Fascism: Chilean National Socialism in the 1930s", *Journal of Contemporary History,* Vol. 28, nº 2, 1993, p. 269-296.

Tagle, Matías, *La crisis de la democracia en Chile. Antecedentes y causas,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1992, 288 p.

Thomson, Ian & Angerstein, Dietrich, *Historia del ferrocarril en Chile,* Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, DIBAM, 1997, 312 p.

Thumala, María Angélica, *Chile's Business Elite. The role of Catholicism in the building of an Ethos,* Londres, Dissetation presented for the degree of Doctor of Philosophy, Clare College, University of Cambridge, 2007, 245 p.

Thumala, María Angélica, *Riqueza y piedad. El catolicismo de la elite ecónomica chilena,* Santiago, Debate - Random House Mondadori, 2007, 334 p.

Tironi, Eugenio, "Cohesión social en Chile: el retorno de un viejo tema", *Quórum: Revista de pensamiento iberoamericano,* nº 18, 2007, p. 42-50.

Tironi, Eugenio, "Culture et communication dans une période de transition (1990-1994) ", *Problèmes d'Amérique Latine,* nº 11, octobre-décembre, p. 35-47.

Tironi, Eugenio, "La Concertación por la democracia chilena", *Revista Encuentro,* nº 40, primavera 2006, p. 82-92.

Tironi, Eugenio, "La voluntad utópica", *El Mercurio,* nº 04/10/2002, p.

Tironi, Eugenio, *Autoritarismo, modernización y marginalidad: el caso de Chile 1973-1989,* Santiago, SUR, 1990, 280 p.

Tironi, Eugenio, *Crónica de Viaje. Chile y la ruta de la felicidad.*, Santiago, El Mercurio Aguilar, 2006, 262 p.

Tironi, Eugenio, *El cambio está aquí,* Santiago, La Tercera Mondadori, 2002, 167 p.

Tironi, Eugenio, *La irrupción de las masas y el malestar de las elites,* Santiago, Editorial Grijalbo, 1999, 242 p.

Tomic, P., "Manufacturing modernity: Cleaning, dirt, and neoliberalism in Chile", *Antipode,* Vol. 38, nº 3, 2006, p. 508-529.

Universidad Nacional de Educación a Distancia (Uned), 2001, 250 p.

Valdés, Juan Gabriel, *Pinochet's Economists:The: The Chicago School in Chile,* Cambridge (UK), Cambridge University Press, 1995, 348 p.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, "Estatismo y Neoliberalismo: un contrapunto militar. Chile 1973-1979", *Historia (Santiago),* Vol. 34, nº 2001, p. 167-226.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, "Las Fuerzas Armadas de Chile y la integración social. Una mirada histórica", *Mapocho. Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, nº 48, 2000, p. 259-311.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, "Terrorism and Political Violence during the Pinochet Years: Chile, 1973-1989", *Radical History Review,* nº 85, winter 2003, p. 182-190.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, Alvarez, Rolando & Pinto, Julio, *Su revolución contra nuestra revolución. Izquierdas y derechas en el Chile de Pinochet (1973-1981),* Santiago, LOM Ediciones, 2006, 228 p.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, *El golpe después del golpe. Leigh vs. Pinochet. Chile 1960-1980,* Santiago, LOM Ediciones, 2003, 259 p.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, *Nacionales y gremialistas. El "parto" de la nueva derecha política chilena, 1964-1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2009, 420 p.

Valdivia Ortiz De Zárate, Verónica, *Nacionalismo e ibañismo,* Santiago, Universidad Católica Blas Cañas, 1995, 73 p.

Valdivieso, Patricio, *Estrategias políticas de acercamiento a las nuevas elites chilenas,* Santiago, Fundación Konrad Adenauer, 2006, 48 p.

Valencia, Marco, "Revolución neoliberal y crisis del Estado Planificador. El desmontaje de la planeación urbana en Chile. 1975-1985", *Diseño Urbano y Paisaje,* Vol. IV, nº 12, 2007, p. 1-23.

Valenzuela, J. Samuel, "The Legacy of Dictatorship: Political, Economic and Social Change in Pinochet's Chile", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 26, nº 1, 1994, p. 1.

Varas, Augusto, *Los militares en el poder: Régimen y gobierno militar en Chile, 1973-1986,* Santiago, FLACSO - Pehuén, 1987, 246 p.

Varela Del Solar, Jorge, "Subsidiariedad, órden público económico y seguridad nacional en la Constitución de 1980", *Revista chilena de Derecho,* Vol. 16, nº 2, 1989, p. 379-390.

Vargas, Juan Eduardo, *La Sociedad de Fomento Fabril: 1883-1928,* Santiago, Eds. Historia, Universidad Católica de Chile, 1976, 53 p.

Vargas, María Carolina, "El caso chileno en la Asamblea General y la Comisión de Derechos Humanos de la Organización de las Naciones Unidas", *Revista Chilena de Derechos Humanos,* nº 12, 1990, p. 1-44.

Varios, Autores, *7 Ensayos sobre Arturo Alessandri Palma,* Santiago, Instituto Chileno de Estudios Humanísticos, 1979, 464 p.

Vayssière, Pierre, *Un siècle de capitalisme minier au Chili, 1830-1930,* Paris, CNRS, 1980, 334 p.

Vera, Richard, "CIEPLAN en Chile: el camino del poder", *CIID Informa,* Vol. 20, nº 1, abril 1992, p. 18-20.

Vergara, Jorge, "La utopía neoliberal y sus críticos", *Revista Polis,* Vol. 2, nº 6, 2003, p. 30.

Vergara, Pilar, *Auge y caída del Neoliberalismo en Chile,* Santiago, Flacso, 1985, 270 p.

Vergara, Sergio, "El cambio social y la estructura politica", *Portada,* nº 12, 1970, p. 8.

Vicuña, Manuel, *La Belle Époque chilena: alta sociedad y mujeres de élite en el cambio de siglo,* Santiago, Ed. Sudamericana, 2001, 322 p.

Villalobos, Sergio & Méndez, Luz María, *Historia de la ingeniería en Chile,* Santiago, Instituto de Ingenieros de Chile & Hachette, 1990, 409 p.

Villalobos, Sergio & Sagredo, Rafael, *Ensayistas proteccionistas del siglo XIX,* Santiago, DIBAM, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 1993, 315 p.

Villalobos, Sergio, *El comercio y la crisis colonial: un mito de la Independencia,* Santiago, Universidad de Chile, Ed. Universitaria, 1968, 382 p.

Villalobos, Sergio, *Origen y ascenso de la burguesía chilena,* Santiago, Editorial Universitaria, 2006, 164 p.

Wagner, Gert, *Trabajo, producción y crecimiento: la economía chilena, 1860-1930,* Santiago, Pontificia Univ. Católica de Chile, Instituto de Economía, 1992, 162 p.

Walker, Ignacio & Jouannet, Andrés, "Democracia Cristiana y Concertación: Los casos de Chile, Italia y Alemania", *Revista de Ciencia Política,* Vol. 26, nº 2, 2006, p. 77-96.

Walker, Ignacio, *Socialismo y Democracia. Chile y Europa en perspectiva comparada,* Santiago, Hachette, 1990, 251 p.

Watch, Human Rights, *Los límites de la tolerancia. Libertad de expresión y debate público en Chile,* Santiago, LOM Ediciones, 1998, 268 p.

Weaver, Stirton, "Growth Theory and Chile: The Problem of Generalizing from Historical Example", *Journal of Interamerican Studies and World Affaires,* Vol. 12, nº 1, 1970, p. 55-61.

Weinstein, José, *Los jóvenes pobladores en las protestas nacionales (1983-1984): una visión socio-política,* Santiago, CIDE, 1989, 169 p.

Weyland, Kurt, ""Growth with Equity" in Chile's New Democracy", *Latin American Research Review,* Vol. 32, nº 1, 1997, p. 30.

Weyland, Kurt, "Economic Policy in Chile's New Democracy", *Journal of Interamerican Studies and World Affaires,* Vol. 41, nº 3, 1999, p. 29.

Whelan, James, *Out of the Ashes: Life, Death, and Transfiguration of Democracy in Chile, 1833-1988,* Washington, Regnery Gateway, 1989, 1120 p.

Wilde, Alexander, "Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 31, nº 2, 1999, p. 473-500.

Will, Robert M., "Economía clásica en Chile antes de 1856", *Revista Chilena de Historia y Geografía,* Vol. 44, nº 131, 1964, p. 177-198.

Will, Robert M., "The introduction of Classical Economics into Chile", *The Hispanic American Historical Review,* Vol. 44, nº 1, 1964, p. 1-21.

Winn, Peter, *Victims of the chilean miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002,* London, Duke University Press, 2004, 423 p.

Winn, Peter, *Weavers of Revolution: The Yarur Workers and Chile's Road to Socialism,* London, Oxford University Press, 1989, 354 p.

Wisecarver, Daniel, ""Dogmatismo" y "Pragmatismo": una década de política económica en Chile", *Estudios Públicos,* nº 11, 1983, p. 91-134.

Wittelsbürger, Helmut, "La política energética de Chile: de la dependencia al desarrollo sostenible. El futuro es de las energías renovables", *Diálogo Político,* nº 4, 2007, p. 35-52.

Wright, Thomas, "Agriculture and Protectionism in Chile, 1880-1930", *Journal of Latin American Studies,* Vol. 7, nº 1, 1975, p. 45-58.

Yrarrázabal, Arturo, "Principios económicos de la Constitución de 1980", *Revista chilena de Derecho,* Vol. 14, nº 1, 1987, p. 97-112.

Zapatta, Franyo, *Mitos y Realidades del Sistema Privado de Fondos de Pensiones en Chile (AFP),* Santiago, LOM ediciones, 1997, 166 p.

Zúñiga, Francisco, "La gobernabilidad en un sistema presidencial: el caso de Chile", *Revista de Derecho Político,* nº 64, 2005, p. 253-271.

Analyses économiques

Albertino, Jean-Marie & Silem, Ahmed, *Comprendre les théories économiques,* Paris, Éditions du Seuil, 2001, 643 p.

Baraona, Pablo, *Curso de economía monetaria,* Santiago de Chile, Sociedad de Fomento Fabril, 1966, 25 p.

Bardón, Álvaro, *Una década de cambios económicos: la experiencia chilena: 1973-1983,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1985, 286 p.

Bauer, Carl, *Against the Current: Privatization, Water Markets, and the State in Chile,* Springer, 1998, 164 p.

Becker, Gary Stanley, *Human capital: a theoretical and empirical analysis, with special reference to education,* Chicago; London, The University of Chicago Press, 1993, 390 p.

Becker, Gary Stanley, Murphy, Kevin M., Tamura, Robert F. & National Bureau of Economic Research., *Human capital, fertility, and economic growth,* Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research, 1990, 32 p.

Bitran, Eduardo & Sáez, Raúl, "Privatization and Regulation in Chile", en Bosworth, B., Dornbusch, R. & Labán, R. (Eds.), *The Chilean Economy: Policy Lessons and Challenges*, Brookings Institution Press, 1994, p. 456.

Bosworth, Barry, Dornbusch, Rudiger & Labán, Raúl (Eds.), *The Chilean Economy. Policy lessons and challenges.,* Washington D.C., The Brookings Institution, 1994, 441 p.

Boyer, Robert & Saillard, Yves, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs,* Paris, Éditions La Decouverte, 2002, p.

Boylan, Thomas & Gekker, Ruvin, *Economics, Rational Choice and Normative Philosophy,* Galway, Routledge, 2008, 192 p.

Büchi, Hernán, *La transformación económica de Chile. Del estatismo a la libertad económica,* Bogotá, Editorial Norma, 1993, 212 p.

Cariola, Carmen & Sunkel, Osvaldo, *Un siglo de historia económica de Chile 1830 y 1930: dos ensayos y una bibliografía,* Madrid, Ed. Cultura Hispánica del Instituto de Cooperación Iberoamericana, 1981, 344 p.

Carmagnani, Marcello, *Desarrollo industrial y subdesarrollo económico: El caso chileno(1860-1920),* Santiago, Departamento de Ciencias Históricas, Universidad de Chile, 1998, 241 p.

Collins, Joseph & Lear, John, *Chile's Free-market Miracle: A Second Look*, 1995, 320 p.

Collyns, Charles & Kincaid, Russell, *Managing Financial Crises: Recent Experience and Lessons for Latin America,* Washington (DC), International Monetary Fund, 2003, 134 p.

Cortázar, René (Ed.), *Políticas Macroeconómicas. Una perspectiva latinoamericana,* Santiago, CIEPLAN, 1986, 409 p.

Courcelle-Seneuil, Jean Gustave, *Informe sobre el estado de la hacienda pública del 1º. de octubre de 1861.,* Santiago, Santiago : ImprentaNacional, 1861, 1861, 20 p.

Courcelle-Seneuil, Jean Gustave, *Tratado teórico y práctico de economía política,* Valparaíso, Revista del Pacífico. Imp. y Lib. del Mercurio de Santos Tornero, 1858, 508 p.

De Castro, Sergio, *El Ladrillo: Bases de la política económica del gobierno militar chileno,* Santiago, CEP, 1992, 193 p.

De La Garza, Enrique (Ed.), *Ciencia económica: Transformación de conceptos,* Ciudad de México, Siglo XXI, 1998, 141 p.

De Ramón, Armando & Larraín, José Manuel, *Orígenes de la vida económica chilena 1659-1808,* Santiago, Centro de Estudios Públicos, 1982, 416 p.

Díaz, José, *Economía Chilena 1810-1995: evolución cuantitativa del producto total y sectorial,* Santiago, Universidad Católica, 1998, 93 p.

Encina, Francisco Antonio, *Nuestra inferioridad económica: sus causas, sus consecuencias,* Santiago, Ed. Universitaria, 1955, 274 p.

Ffrench-Davis, Ricardo, *Economic Reforms in Chile. From Dictatorship to Democracy,* US, The University of Michigan Press, 2002, 263 p.

Ffrench-Davis, Ricardo, *El Pacto andino, un modelo original de integración,* Santiago, Universidad Católica de Chile, Centro de Estudios de Planificación Nacional (CEPLAN), 1974, 64 p.

Ffrench-Davis, Ricardo, *Entre el NeoLiberalismo y el Crecimiento con Equidad: Tres Décadas de Política Económica en Chile,* Santiago, Dolmen, 2001, 334 p.

Ffrench-Davis, Ricardo, "La inversión extranjera directa en Chile", en Muñoz, O. (Ed.), *Hacia un Chile competitivo: Instituciones y políticas,* 1a ed., Santiago, Edtorial Universitaria, 2003, p. 287-324.

Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Bárbara, *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, 333 p.

Fontaine, Juan Andrés, "Banco Central autónomo: en pos de la estabilidad", en Larrain, F. & Vergara, R. (Eds.), *La transformación económica de Chile, Santiago,* Santiago, CEP, 2000, p. 393-427.

Foxley, Alejandro, "Distribución del ingreso y agentes sociales del proceso de desarrollo en Chile: un análisis para la década de 1970", en Downey, R. (Ed.), *Los actores de la realidad chilena,* Santiago, Editorial del Pacífico IDEP, 1974, p. 9-31.

Foxley, Alejandro, *La economía política de la transición: el camino del diálogo,* Santiago, Dolmen, 1993, 245 p.

Foxley, Alejandro, *Logros y fracasos en la erradicación de la pobreza. El caso de Chile,* Santiago, Universidad de Chile, 2003, 32 p.

Foxley, Alejandro, Cortázar, René, Meller, Patricio, Solimano, Andrés, Arellano, José Pablo, Ffrench-Davis, Ricardo & Muñoz, Oscar, *Reconstrucción Económica para la Democracia,* Santiago, Aconcagua, 1984, 330 p.

Friedman, Milton, *Essays in Positive Economics,* Chicago, University of Chicago Press, 1953, 334 p.

Friedman, Milton, *A Monetary history of the United States, 1867-1960,* New Jersey, Princeton University Press, 1971, 888 p.

Hachette, Dominique, "Privatizaciones: reforma estructural pero inconclusa", *La transformación económica de Chile,* Santiago, Centro de Estudios Públicos, 2000, p. 111-152.

Hachette, Dominique & Lüders, Rolf, *La privatización en Chile,* Santiago, CINDE, 1994, 308 p.

Held, Gunther & Jiménez, Luis Felipe, *Liberalización, crisis y reforma del sistema bancario chileno 1974-1999,* Santiago, CEPAL, 1999, 60 p.

Ibáñez, Pedro, *Hacia una moderna economía de mercado : diez años de política económica, 1973-1983,* Valparaíso, Escuela de Negocios de Valparaíso, Fundación Adolfo Ibáñez, 1984, 73 p.

Jobet, Julio César, *Ensayo crítico del desarrollo económico-social de Chile,* Santiago, Editorial Universitaria, 1951, 233 p.

Klamer, Arjo, *Conversations with economists :economists: new classical economists and opponents speak out on the current controversy in macroeconomics,* Totowa, N.J., Rowman & Allanheld, 1984, 265 p.

Krugman, Paul, *Rethinking International Trade,* MIT Press, 1994, 292 p.

Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo (Eds.), *La transformación económica de Chile,* Santiago, CEP, 2000, 728 p.

Larrañaga, Osvaldo, "Distribución de ingresos: 1958-2001", en Ffrench-Davis, R. & Stallings, B. (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 295-329.

Lau, Lawrence J. & Studies, Institute for Contemporary, *Models of development : a comparative study of economic growth in South Korea and Taiwan,* San Francisco, Calif., ICS Press, Institute for Contemporary Studies, 1986, 217 p.

Levitt, Steven & Dubner, Stephen, *Freakconomics: a rogue economist explores the hidden side of everything.*, William Morrow Ed., 2005, 336 p.

Macesich, George, *Monetarism, theory and policy,* New York, NY, Praeger, 1983, xi, 269 p.

Maira, Luis, *Los tres Chile de la segunda mitad del siglo XX,* Santiago, LOM Ediciones, 1998, 92 p.

Martner, Gonzalo, *Gobernar el mercado: Las nuevas fronteras del Estado en el siglo XXI,* Santiago, LOM Ediciones, 1999, 211 p.

Martner, Gonzalo, *Remodelar el modelo. Reflexiones para el Bicentenario,* Santiago, LOM Ediciones, 2007, 191 p.

Mayol, Alberto, *La tecnocracia: el falso profeta de la modernidad. Una crítica desde la teoría política a las propuestas tecnocráticas,* Santiago, Documento de trabajo nº 81 Departamento de Ciencia Política de la Universidad de Chile, 2006, 247 p.

Mayorga, Patricia, *El Cóndor Negro. El atentado a Bernardo Leighton,* Santiago, El Mercurio Aguilar, 2003, 241 p.

Mccloskey, Deirdre, *The Rhetoric of Economics,* Wisconsin University of Wisconsin Press, 1998, 248 p.

Meller, Patricio, "Consideraciones económicas en torno al gobierno del presidente Lagos", en Funk, R. (Ed.), *El gobierno de Ricardo Lagos. La nueva vía hacia el socialismo,* Santiago, Ediciones Universidad Diego Portales, 2006, 13 p.

Meller, Patricio, *Los Chicago Boys y el modelo económico chileno, 1973-1983,* Santiago, CIEPLAN, 1984, 22 p.

Meller, Patricio, *Un Siglo de Economía Política Chilena (1890-1990),* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1998, 380 p.

Mendez Beltrán, Luz María, *La exportación minera en Chile, 1800-1840: Un estudio de historia económica y social en la transición de la colonia a la República,* Santiago, Editorial Universitaria, 2004, 215 p.

Mizala, Alejandra & Romaguera, Pilar, "La legislación laboral y el mercado del trabajo: 1975-2000", en Ffrench-Davis, R. & Stallings, B. (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 201-230.

Moguillansky, Graciela, "Privatizaciones y su impacto en la inversión", en Ffrench-Davis, R. & Stallings, B. (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 333.

Muñoz, Oscar, *Chile y su industrialización: Pasado, crisis y opciones,* Santiago, CIEPLAN, 1986, 323 p.

Muñoz, Oscar, *El modelo económico de la Concertación 1990-2005 ¿Reformas o cambio?,* Santiago, Catalonia, FLACSO, 2007, 287 p.

Muñoz, Oscar (Ed.), *Más allá del bosque: transformar el modelo exportador,* Santiago, FLACSO-LOM ediciones, 2001, 328 p.

Muñoz, Oscar & Otros, *El Estado y el sector privado : construyendo una nueva economía en los años 90,* Santiago, Dolmen, FLACSO, 2000, 409 p.

Pinto Santa Cruz, Aníbal, *Antecedentes sobre el desarrollo de la economía chilena,* Santiago, Ed. del Pacífico, 1954, 136 p.

Pinto Santa Cruz, Aníbal, *Chile, un caso de desarrollo frustrado,* Santiago, Ed. Universitaria, 1959, 189 p.

Piñera, José, *La revolución laboral en Chile,* Zig-Zag, 1991, 171 p.

Pipino, Adelio, *El Pacto Andino y el modelo de desarrollo económico chileno,* Santiago, ODEPLAN, 1977, 112 p.

Pizarro, Crisóstomo, "La primera reforma tributaria durante el gobierno de transición: concertación y debate", en Pizarro, C., Raczynski, D. & Vial Ruiz Tagle, J. (Eds.), *Políticas económicas y sociales en el Chile democrático,* Santiago, CIEPLAN/UNICEF, 1995, p. 93-128

Polanyi, Karl, *The great transformation : the political and economic origins of our time,* Boston, MA, Beacon Press, 2001, 317 p.

Polanyi, Karl, *La Gran Transformación. Los orígenes políticos y económicos de nuestro tiempo.,* México D.F., Fondo de Cultura Económica, 2003, 395 p.

Ramos, Joseph, *Más allá de la economía. Más acá de la utopía,* Santiago, CIEPLAN, 1991, 315 p.

Redish, Angela, *Bimetallism: An Economic and Historical Analysis,* Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 288 p.

Sachs, Jeffrey & Larrain, Felipe, *Macroeconomía en la economía global,* México, Prentice Hall Hispanoamericana, 1994, 789 p.

Say, Juan Bautista, Tratado de Economía Política o Exposición sencilla del modo con que se forman, se distribuyen y se consumen las riquezas, Edición Digital Basada En La 4ª Ed. Madrid, I. D. F. V., 1821. (Ed.), Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, 1821 (version numérique).

Schultz, Theodore W., *Investment in human capital; the role of education and of research,* New York,, Free Press, 1970, 272 p.

Schultz, Theodore W. & Committee on Basic Research in Education, *Investment in education; the equity-efficiency quandary,* Chicago, University of Chicago Press, 1972, 292 p.

Sen, Amartya, *L'économie est une science morale,* Paris, Éditions La Decouverte, 2003, 126 p.

Stallings, Bárbara, "Las reformas estructurales y el desempeño económico", en Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 23-60.

Teitelboim, Berta, *Indicadores económicos y sociales,* Santiago, PET, 1984, 44 p.

Stiglitz, Joseph, *Globalization and its discontents,* W.W. Norton, 2002, 288 p.

Stuven, Ana María, *La seducción de un orden. Las elites y la construcción de Chile en las polémicas culturales y políticas del siglo XIX,* Santiago, Ediciones de la Universidad Católica de Chile, 2000, 316 p.

Sunkel, Guillermo, *El mercurio: 10 años de educación político-ideológica, 1969-1979,* Santiago, Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales, 1983, 149 p.

Sunkel, Guillermo & Geoffroy, Esteban, *Concentración económica de los medios de comunicación,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, 123 p.

Tagle, Matías, *La crisis de la democracia en Chile. Antecedentes y causas,* Santiago, Editorial Andrés Bello, 1992, 288 p.

Tapia Valdés, Jorge, *El terrorismo de Estado: la doctrina de la seguridad nacional en el Cono Sur* México, D.F., Nueva Imagen ; Caracas : Revista Nueva Sociedad, 1980, 283 p.

Teichman, Judith, *The Politics of Freeing Markets in Latin America: Chile, Argentina, and Mexico,* UNC Press, 2001, 273 p.

Teitelboim, Berta, *Indicadores económicos y sociales,* Santiago, PET, 1984, 44 p.

Titelman, Daniel, "Las reformas al sistema de salud: desafíos pendientes", en Ffrench-Davis, Ricardo & Stallings, Barbara (Eds.), *Reformas, crecimiento y políticas sociales en Chile desde 1973,* Santiago, LOM Ediciones, 2001, p. 263-294.

Tullock, Gordon & Lockard, Alan (Eds.), *Efficient Rent Seeking: Chronicle of an Intellectual Quagmire,* Springer, 2000, 424 p.

Wagner, Gert, *Trabajo, producción y crecimiento: la economía chilena, 1860-1930,* Santiago, Pontificia Univ. Católica de Chile, Instituto de Economía, 1992, 162 p.

Weyland, Kurt, "La política económica en la nueva democracia chilena", en Drake, Paul & Jaksic, Iván (Eds.), *El modelo chileno. Democracia y desarrollo en los noventa,* Santiago, LOM Ediciones, 2002, p. 65-92.

Williamson, John (Ed.), *Latin American adjustment: How much has happened?,* Washington, D.C., Institute for International Economics, 1990, 445 p.

Williamson, John, “The Washington Consensus revisited”, en Emmerij, L. (Ed.), *Economic and Social Development Into the XXI Century*, Inter-American Development Bank, 1997, p. 48-80.

Wisecarver, Daniel, *El modelo económico chileno*, Centro Internacional para el Desarrollo Económico, 1993, 546 p.

Yáñez Rojas, Eugenio, *Economía social de mercado en Chile: Mito o realidad?*, Munich, Hanns Seidel Stiftung, 2005, 259 p.

Wall, David, *Chicago essays in economic development*, Chicago, University of Chicago Press, 1972, 370 p.

Agosin, Manuel & Ffrench-Davis, Ricardo, “Managing capital inflows in Chile”, *Estudios de Economía*, Vol. 24, nº 2, diciembre 1997, p. 297-326.

Alemparte, Julio, “La regulación económica en Chile durante la Colonia”, *Anales de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile*, Vol. II, nº 5, 1936, p. 1-13.

Aninat, Eduardo, “Chile in the 1990s: Embracing Development Opportunities”, *Finance & Development*, Vol. 37, nº 1, march 2000, p. 19-22.

Anríquez, Gustavo, Cowan, Kevin & De Gregorio, José, “Poverty and Macroeconomic Policies: Chile 1987-1994”, *Documentos de Trabajo, Centro de Economía Aplicada, Universidad de Chile*, nº 27, 1998, p. 42.

Arellano, José Pablo, “Del déficit al superávit fiscal: razones para una transformación estructural en Chile”, *Estudios Públicos*, nº 101, 2006, p. 165-186.

Arellano, José Pablo, “Políticas sociales para el crecimiento con equidad Chile 1990-2002”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 26, 2004, p. 1-46.

Arellano, José Pablo & Cortazar, René, “Inflación, conflictos macroeconómicos y democratización en Chile”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 19, 1986, p. 57-81.

Arellano, José Pablo & Cortázar, René, “Del milagro a la crisis: algunas reflexiones sobre el momento económico”, *Estudios CIEPLAN*, nº 8, 1982, p. 43-60.

Arnsperger, Christian & Varoufakis, Yanis, “What Is Neoclassical Economics?” *Post-autistic economics review*, nº 38, julio 2006, p. 2-12.

Barandiarán, Edgardo & Hernández, Leonardo, “Origins and resolution of a banking crisis: Chile 1982-86”, *Central Bank of Chile Working Papers*, nº 57, 1999, p. 1-66.

Barber, William J., “Chile con Chicago: A review essay”, *Journal of Economic Literature*, Vol. 33, nº 4, 1995, p. 1-8.

Bauer, Carl, “In the image of the market: the Chilean model of water resources management”, *International Journal of Water*, Vol. 3, nº 2, 2005, p. 146-165.

Becker, Gary, “Human Capital and the personal distribution of income”, *W.S. Woytinsky Lecture Nº1. University of Michigan*, nº 1967, p.

Bordo, Michael & Rockoff, Hugh, “The Gold Standard as a “Good Housekeeping Seal of Approval””, *The journal of Economic History*, Vol. 56, nº 2, 1996, p. 389-428.

Bradford De Long, J., “The Triumph of Monetarism?” *The Journal of Economic Perspectives,* Vol. 14, nº 1, 2000, p. 11.

Campero, Guillermo, “La economía política de las relaciones laborales 1990-2006”, *Serie Estudios Socio/Económicos*, nº 37, mayo 2007, p. 1-45.

Cortázar, René & Meller, Patricio, “Los dos Chiles o la importancia de revisar las estadísticas oficiales”, *Colección Estudios Cieplan*, nº 21, junio 1987, p. 5-21.

Cortés Conde, Roberto, “La crisis argentina de 2001-2002”, *Cuadernos de Economía,* Vol. 40, nº 121, 2003, p. 762-767.

Cypher, J. M., “The political economy of the Chilean state in the neoliberal era: 1973-2005”, *Canadian Journal of Development Studies-Revue Canadienne D Etudes Du Developpement,* Vol. 26, nº 4, 2005, p. 763-779.

De Gregorio, José, “Crecimiento económico en Chile: evidencia, fuentes y perspectivas”, *Estudios Públicos*, nº 98, 2005, p. 19-86.

De Gregorio, José, “Inflación, crecimiento y bancos centrales:teoría y evidencia empírica”, *Estudios Públicos*, nº 62, 1996, p. 29-76.

De Gregorio, José & Tokman, Andrea, “El miedo a flotar y la política cambiaria en Chile”, *Documentos de Trabajo Banco Central de Chile*, nº 302, diciembre 2004, p. 1-56.

De La Cuadra, Sergio & Valdés, Salvador, “Myths and Facts about Financial Liberalization in Chile: 1974-1982.” *Documento de Trabajo Instituto de Economía UC*, nº 128, octubre 1990, p. 1-96.

Del Campo García, Esther, “Democracia y desarrollo en Chile: el aprendizaje de las reformas”, *Pensamiento Iberoamericano*, nº 0, 2ª época, 2007, p. 237-263.

Damill, Mario & Fanelli, José María, “La macroeconomía de América Latina: de la crisis de la deuda a las reformas estructurales”, *Economía (CEDES)*, nº 100, 1994, p. 1-64.

Davis, Tom, “Eight Decades of Inflation in Chile, 1879-1959: A Political Interpretation”, *The Journal of Political Economy,* Vol. 71, nº 4, 1963, p. 389-397.

De Castro, Sergio, “Un camino de crecimiento para Chile”, *Estudios Públicos*, nº 53, 1994, p. 13-35.

Duran-Palma, F., “Labour reform in a neo-liberal “protected” democracy: Chile 1990-2001”, *International Journal of Human Resource Management,* Vol. 16, nº 1, 2005, p. 65-89.

Editorial, “Cómo las privatizaciones mejoraron la distribución del ingreso”, *Temas Públicos de Libertad y Desarrollo*, nº 735, 12/08/2005, p. 1-4.

Edwards, Sebastián, “Estabilización con liberalización: diez años del experimento chileno con políticas de mercado libre 1973-1983”, *Estudios Públicos*, nº 14, 1984, p. 1-39.

Ffrench-Davis, Ricardo, “Chile, entre neoliberalismo y el crecimiento con equidad”, *Nueva Sociedad*, nº 183, 2003, p. 70-90.

Ffrench-Davis, Ricardo, “Desarrollo económico y equidad en Chile: herencias y desafíos en el retorno a la democracia”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 31, 1991, p. 31-51.

Ffrench-Davis, Ricardo, “El experimento monetarista en Chile: una sintesis critica”, *Desarrollo Económico,* Vol. 23, nº 90, 1983, p. 163-196.

Ffrench-Davis, Ricardo, “La distribución del ingreso en Chile: deuda pendiente”, *Quórum: Revista de pensamiento iberoamericano*, nº 14, 2006, p. 153-160.

Ffrench-Davis, Ricardo, “Una evaluación del modelo económico”, *Estudios Públicos*, nº 11, 1983, p. 7-39.

Ffrench-Davis, Ricardo, Leiva, Patricio & Madrid, Roberto, “Liberalización comercial y crecimiento: La experiencia de Chile, 1973-89”, *Pensamiento Iberoamericano*, nº 21, 1992, p. 33-55.

Fontaine, Arturo, “Economía Libre y Seguridad Nacional”, *Estudios Públicos*, nº 7, 1982, p. 1-12.

Fontaine, Ernesto, “The CIAPEP and its contributions to the profession”, *Cuadernos de Economía PUC,* Vol. 40, nº 121, 2003, p. 599-606.

Fontaine, Juan Andrés, “Transición económica y política en Chile: 1970-1990”, *Estudios Públicos*, nº 50, 1993, p. 229-279.

Foxley, Alejandro, “Bases para el desarrollo de la economía chilena: una visión alternativa”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 26, junio 1989, p. 175-185.

Foxley, Alejandro, “Cuatro años de gestión económica”, *Colección Estudios CIEPLAN*,
nº 39, 1994, p. 137-139.

Foxley, Alejandro, “Experimentos neoliberales en América Latina”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 59, marzo 1982, p. 5-149.

Foxley, Alejandro, “Formas de la política después del autoritarismo”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 15, diciembre 1984, p. 203-210.

Foxley, Alejandro, “Hacia una economía de libremercado: Chile 1974 -1979”, *Colección Estudios Cieplan*, nº 4, noviembre 1980, p. 5-37.

Foxley, Alejandro, “Las alternativas para la política posautoritaria”, *Desarrollo Económico,* Vol. 25, nº 98, 1985, p. 155-178.

Frey, Bruno S. & Eichenberger, Reiner, “Economics ans Economists: A European Perspective”, *The American Economic Review,* Vol. 82, nº 2, 1992, p. 4.

Friedman, Milton, “Bimetallism Revisited”, *Journal of Economic Perspectives*, nº 4, 1990, p. 95-104.

Havro, Gøril & Santiso, Javier, “La malédiction des matières premières?” *Rèperes. Centres de développement de l'OCDE*, nº 75, septiembre 2008, p. 1-2.

Kemmerer, Edwin Walter, “Chile returns to the gold standard”, *The Journal of Political Economy,* Vol. 34, nº 3, 1926, p. 265-273.

Kinsbruner, Jay, “A Comment on the Exclusiveness of Protection in Chilean Economics at Mid-Nineteenth Century”, *The Hispanic American Historical Review,* Vol. 45, nº 4, 1965, p. 591-594.

Krugman, Paul, “Dutch Tulips and Emerging Markets”, *Foreign Affairs,* Vol. 14, nº 4, 1995, p. 28-44.

Johnson, Harry, “The keynesian revolution and de Monetarist counter-revolution”, *The American Economic Review,* Vol. 61, nº 2, 1971, p. 1-14.

Lagos, Ricardo, “El precio de la ortodoxia”, *Colección Estudios Cieplan*, nº 12, marzo 1984, p. 121-133.

Larrain, Felipe, “Proteccionismo y Desarrollo Económico”, *Estudios Públicos*, nº Nº7, 1982, p. 61-75.

Larrañaga, Osvaldo, “Descentralización de la educación en Chile: una evaluación económica”, *Estudios Públicos*, nº 60, 1995, p. 243-281.

Larroulet, Cristián, “Efectos de un programa de privatizaciones: El caso de Chile (1985-1989)”, *Estudios Públicos*, nº 54, 1994, p. 175-222.

Larroulet, Cristián, “La lucha contra el populismo: el caso de Chile”, *Serie Informe Económico LyD*, nº 172, 2006, p. 1-22.

Larroulet, Cristián, “Reflexiones en torno al Estado empresario en Chile”, *Estudios Públicos*, nº 14, 1984, p. 129-151.

Laurens, Bernard & Cardoso, Jaime, “Managing Capital Flows: Lessons from the Experience of Chile”, *IMF working paper*, nº 168, december 1998, p. 1-53.

Le Fort, Guillermo & Lehmann, Sergio, “El encaje y la entrada neta de capitales: Chile en el decenio de 1990”, *Revista de la CEPAL*, nº 81, diciembre 2003, p. 33-64.

Leff, Nathaniel, “Industrial Organization and Entrepreneurship in Developing Countries: The Economic Groups”, *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 26, nº 4, 1978, p. 661-675.

Lenz, Rony, “Proceso político de la reforma AUGE de salud en Chile: algunas lecciones para América Latina. Una mirada desde la economía política”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 38, 2007, p. 34.

Lüders, Rolf, “Una Historia Monetaria de Chile”, *Cuadernos de Economía PUC,* Vol. 7, nº 20, 1970, p. 4-28.

Marcel, Mario, “Políticas públicas en democracia: el caso de la Reforma Tributaria de 1990 en Chile”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 45, junio 1997, p. 33-83.

Marcel, Mario, “Privatización y finanzas públicas: el caso de Chile, 1985-88”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 26, junio 1989, p. 5-60.

Marcel, Mario & Meller, Patricio, “Empalme de las cuentas nacionales de Chile 1960-1985. Métodos alternativos y resultados”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 20, diciembre 1986, p. 121-146.

Martínez Rodríguez, Gerardo, “Causas de la Gran Depresión de los años 30: aportes recientes”, *Revista Universitaria. Instituto de Historia Pontificia Universidad Católica de Chile*, nº 9, 1983, p. 81-97.

Massad, Carlos, “La función técnica y la función política del Banco Central: anatomía prenatal”, *Cuadernos de Economía*, nº 77, abril 1989, p. 75-90.

Meller, Patricio, “Beneficios y costo de la globalización: perspectiva de un país pequeño (Chile)”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 9, 2001, p. 1-24.

Meller, Patricio, “El modelo económico y la cuestión social”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 1, 2000, p. 1-37.

Meller, Patricio, “Revisión de la reforma comercial chilena”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 35, 1992, p. 5-8.

Meller, Patricio & Bravo, Claudio, “Análisis Historiográfico de la Literatura Económica Chilena”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 4, 2000, p. 1-36.

Mizala, Alejandra, “La economía política de la reforma educacional en Chile”, *Serie Estudios socio/económicos CIEPLAN*, nº 36, 2007, p. 45.

Mizala, Alejandra & Romaguera, Pilar, “La legislación laboral y el mercado del trabajo en Chile: 1975-2000”, *Documento de Trabajo CEA*, nº 116, 2002, p. 1-26.

Muñoz, Oscar, “Chile: El colapso de un experimento económico y sus efectos políticos”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 16, 1985, p. 103-122.

Muñoz, Oscar & Arriagada, Ana María, “Orígenes políticos y económicos del Estado empresarial en Chile”, *Estudios CIEPLAN*, nº 16, septiembre 1977, p. 1-57.

Muñoz, Oscar & Celedon, Carmen, “Chile en transición: estrategia económica y política”, *Colección Estudios CIEPLAN*, nº 32, 1993, p. 101-129.

Nobay, Robert & Johnson, Harry G., “Monetarism a Historic-Theoretic Perspective”, *Journal of Economic Literature,* Vol. 15, nº 2, 1977, p. 15.

Pinto Santa Cruz, Aníbal, “La ofensiva contra el Estado-Económico”, *Colección Estudios Cieplan*, nº 21, junio 1987, p. 117-127.

Reder, Melvin W., “Chicago economics: permanence and change”, *Journal of Economic Literature,* Vol. 20, nº 1, 1982, p. 38.

Rojas, Patricio, “Políticas monetaria y cambiaria en Chile durante los noventa”, *Estudios Públicos*, nº 78, 2000, p. 101-135.

Rosende, Francisco, “La Autonomía del Banco Central de Chile: Una Evaluación Preliminar”, *Cuadernos de Economía PUC,* Vol. 30, nº 91, 1993, p. 293-326.

Palma, Gabriel, “Chile 1914-1935: de economía exportadora a sustitutiva de importaciones”, *Colección Estudios CIEPLAN,* Vol. 81, nº 12, 1984, p. 61-88.

Santiso, Carlos, “The contentious Washington Consensus: reforming the reforms in emerging markets”, *Review of International Political Economy,* Vol. 11, nº 4, october 2004, p. 828-844.

Schatan, Jacobo, “Distribución del ingreso y pobreza en Chile”, *Revista Polis,* Vol. 4, nº 11, 2005, p. 429-457.

Sanhueza, Gonzalo, “La crisis financiera de los años 80 en Chile: análisis de sus soluciones y su costo”, *Economía Chilena*, nº 1 Abril 1999, 1999, p. 43-68.

Stigler, George, “The Economist and the State”, *The American Economic Review,* Vol. 55, nº 1/2, 1965, p. 1-18.

Stigler, George, “The Economists and the Problem of Monopoly”, *The American Economic Review,* Vol. 72, nº 2, 1982, p. 1-11.

Stigler, George, “Frank Knight as Teacher”, *The Journal of Political Economy,* Vol. 81, nº 3, 1973, p. 518-520.

Stigler, George, “La Escuela de Chicago”, *Estudios Públicos*, nº 47, 1992, p. 182.

Stigler, George, “Perfect Competition, Historically Contemplated”, *The Journal of Political Economy,* Vol. 65, nº 1, 1957, p. 1-17.

Tavlas, George, “Retrospectives: Was the monetarist Tradition Invented?” *The Journal of Economics Perspectives,* Vol. 12, nº 4, 1998, p. 211-222.

Tobin, James, “The Monetarist Counter-Revolution Today-An Appraisal”, *The Economic Journal,* Vol. 91, nº 361, 1981, p. 13.

Valenzuela, Mario, “Reprivatización y capitalismo popular en Chile”, *Estudios Públicos*,
nº 33, 1989, p. 43.

Velasco, Andrés, “Instituciones, credibilidad y manejo macroeconómico en Chile”, *Estudios Públicos*, nº 77, 2000, p. 37-67.

Véliz, Claudio, “La mesa de tres patas”, *Desarrollo Económico,* Vol. III, nº 1-2, 1963, p. 1-18.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACHS	Asociación Chilena de Seguridad
AFP	Administradora de Fondos de Pensiones
AFDD	Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos
AFL-CIO	American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
AHC	Academia de Humanismo Cristiano
APRA	Alianza Popular Revolucionaria Americana (Pérou)
AUGE (plan)	Acceso Universal de Garantías Explícitas en Salud
BCCH	Banco Central de Chile
BHC	Banco Hipotecario de Chile
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
BM	Banco Mundial
CAN	Comunidad Andina de Naciones
CAP	Compañía de Acero del Pacífico
CASEN	Encuesta de Caracterización Socioeconómica
CED	Centro de Estudios del Desarrollo
CED (PUC)	Centro de Estudiantes de Derecho (Pontificia Universidad Católica)
CENC	Comisión de Estudios de la Nueva Constitución
CENDA	Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo
CEP	Centro de Estudios Públicos
CEPAL	Comisión Económica para América Latina
CEPLAN	Centro de Estudios de la Planificación Nacional
CERC	Centro de Estudios de la Realidad Contemporánea
CEREN	Centro de Estudios de la Realidad Nacional
CDU	Christlich-Demokratische Union Deutschlands
CHILECTRA	Compañía Chilena de Electricidad
CIA	Central Intelligence Agency
CIAPEP	Curso Interamericano de Adiestramiento en Preparación y Evaluación de Proyectos
CIEPLAN	Corporación de Investigaciones Económicas para América Latina
CIDE	Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación
CLACSO	Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales
CMPC	Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones
CNC	Cámara Nacional de Comercio
CNI	Central Nacional de Informaciones
COAJ	Comité Asesor de la Junta de Gobierno
CODELCO	Corporación Nacional del Cobre (entreprise nationale du Cuivre)
CODEPU	Corporación de Promoción y Defensa de los Derechos del Pueblo
CONAMA	Corporación Nacional del Medio Ambiente
COPEC	Compañía de Petróleos de Chile Sociedad Anónima
COPESA	Consorcio Periodístico de Chile Sociedad Anónima
CORFO	Corporación de Fomento (Corporation de développement)
COSENA	Consejo de Seguridad Nacional
COVENSA	Corporación de Ventas de Salitre y Yodo de Chile
CPC	Confederación de la Producción y del Comercio
CRAV	Compañía Refinería de Azúcar de Viña del Mar
CTC	Compañía de Telecomunicaciones de Chile

CUT	Central Unitaria de Trabajadores
CW	Consensus de Washington
DC	Democracia Cristiana (Parti démocrate-chrétien)
DDHH	derechos humanos (Droits de l'homme)
DIBAM	Dirección de Bibliotecas Archivos y Museos de Chile
DINA	Dirección de Inteligencia Nacional
DINE	Dirección de Inteligencia del Ejército
DIRECON	Dirección General de Relaciones Económicas Internacionales
DIRINCO	Dirección de Industria y Comercio
DFL	decreto con fuerza de ley
DL	decreto ley
DOS	División de Organizaciones Sociales
DS	decreto supremo
DSN	Doctrina de la Seguridad Nacional
EMOS	Empresa Metropolitana de Obras Sanitarias
ENAMI	Empresa Nacional de Minería
ENACAR	Empresa Nacional del Carbón
ENAEX	Empresa Nacional de Explosivos
ENADE	Encuentro Nacional de la Empresa
ENAP	Empresa Nacional del Petróleo
ENDESA	Empresa Nacional de Electricidad Sociedad Anónima
ENTEL	Empresa Nacional de Telecomunicaciones
ENU	Escuela Nacional Unificada
ESVAL	Empresa de Servicios Sanitarios de Valparaiso
FACH	Fuerza Aérea de Chile
FAMAE	Fábrica y Maestranzas del Ejército
FBI	Federal Bureau of Investigation
FAO	Food and Agriculture Organization
FASIC	Fundación de Ayuda Social de las Iglesias Cristianas
FECH	Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile
FFCC	Empresa de Ferrocarriles del Estado
FEUC	Federación de Estudiantes de la Universidad Católica
FFAA	Fuerzas Armadas (Forces armées)
FLACSO	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
FMI	Fondo Monetario Internacional
FONASA	Fondo Nacional de Salud
FPMR	Frente Patriótico Manuel Rodríguez
FRAP	Frente de Acción Popular
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
IANSA	Industria Azucarera Nacional Sociedad Anónima
IC	Izquierda Cristiana
ICARE	Instituto Chileno de Administración Racional de Empresas
ICA	International Cooperation Administration
ILADES	Instituto Latinoamericano de Doctrinas y Estudios Sociales
ILPES	Instituto Latinoamericano y del Caribe de Planificación Económica y So
ILET	Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales
ILSA	Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos
INE	Instituto Nacional de Estadísticas
INFORSA	Industrias Forestales Sociedad Anónima
IPC	Indice de Precios al Consumidor

ISAPRE	Institución de Salud Previsional
ISI	Industrialización por Sustitución de Importaciones
IVA	Impuesto al valor agregado (TVA)
LAN Chile	Línea Aérea Nacional de Chile
LOCE	Ley Orgánica Constitucional de Enseñanza
MAPU	Movimiento de Acción Popular Unitaria
MG	Movimiento Gremial (*gremialismo*)
MIDEPLAN	Ministerio de Planificación y Cooperación
MINEDUC	Ministerio de Educación
MIR	Movimiento de Izquierda Revolucionario
MIT	Massachusetts Institute of Technology
MOP	Ministerio de Obras Públicas
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODEPLAN	Oficina de Planificación Nacional
OEA	Organización de Estados Americanos
OIT	Organización Internacional del Trabajo
OMC	Organisation mondiale du commerce (WTO)
ONG	Organización no gubernamental
ONU	Organización de Naciones Unidas
OPEP	Organización de Países Productores de Petróleo
OTAN	Organización del Tratado del Atlántico Norte
PC	Partido Comunista
PECC	Pacific Cooperation Council (APEC)
PEM	Programa de Empleo Mínimo
PERT	Program Evaluation and Review Technique
PDC	Partido Demócrata Cristiano
PGB	Producto Geográfico Bruto
PIB	Producto Interno Bruto
PN	Partido Nacional
PNUD	Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo
POHJ	Programa Ocupacional para Jefes de Hogar
PPD	Partido por la Democracia
PR	Partido Radical
PS	Partido Socialista
PUC	Pontificia Universidad Católica de Chile (UC)
PYMES	Pequeñas y Medianas Empresas
RN	Renovación Nacional
SEGPRES	Secretaría General de la Presidencia
SEREMI	Secretario Regional Ministerial
SERMENA	Servicio Médico Nacional de Empleados
SERNAC	Servicio Nacional del Consumidor
SII	Servicio de Impuestos Internos
SIMCE	Sistema de Medición de la Calidad de la Educación
SOFOFA	Sociedad de Fomento Fabril
SONAMI	Sociedad Nacional de Minería
SOQUIMICH	Sociedad Química y Minera de Chile Sociedad Anónima
SNA	Sociedad Nacional de Agricultura
SNS	Servicio Nacional de Salud
TC	Tribunal Constitucional
TLC	Tratado de Libre Comercio

TRICEL	Tribunal Calificador de Elecciones
TVN	Televisión Nacional de Chile
UC	Universidad Católica (Université catholique du Chili) (voir : PUC)
UE	Unión Europea
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UDI	Unión Demócrata Independiente
UP	Unidad Popular
URSS	Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas

ANNEXES

Ministres de l'Économie et des Finances (1973-2003)

12/09/1973 – 11/07/1974 Économie : Rolando González (Armée de Terre. Finances : Lorenzo Gotuzzo (Marine)	11/07/1974 – 14/04/1975 Économie : Fernando Léniz (civil) Finances : Jorge Cauas (civil)
14/04/1975 - 08/03/1976 Économie : Sergio de Castro (civil) Finances : Jorge Cauas (civil)	08/03/1976 – 14/04/1978 Économie : Sergio de Castro (civil) Finances : Jorge Cauas (civil) 27 -31 décembre 1976 : Sergio de Castro, passe de l'Économie au ministrère des Finances, remplaçant à Jorge Cauas, civil. Au ministère de l'Économíe entre Pablo Baraona, civil. La répartition de postes ne change pas. (Source : Boisard, Stéphane, Op.cit., p. 563-575.
14/04/1978 – 26/12/1978 Économie : Pablo Baraona (civil) Finances : Sergio de Castro (civil)	26/12/1978 – 14/12/1979 Économie : Roberto Kelly (civil) Finances : Sergio de Castro (civil)
14/12/1979 – 22/04/1982 Économie : Jose Luis Federici (civil) Finances : Sergio de Castro (civil)	29/12/1980 – 22/04/1982 Économie : Rolando Ramos (Armée de terre) Finances : Sergio de Castro (civil)
22/04/1982 – 30/08/1982 Économie : Luis Danús (Armée de terre) Finances : Sergio de la Cuadra (civil)	30/08/1982 – 14/02/1983 Économie : Rolf Lüders (civil) Finances : Rolf Lüders (civil)
14/02/1983 – 10/08/1983 Économie : Manuel Martín (civil) Finances : Carlos Cáceres (civil)	10/08/1983 – 02/04/1984 Économie : Andrés Passicot (civil) Finances : Carlos Cáceres (civil)
10/08/1983 – 02/04/1984 Économie : Andrés Passicot (civil) Finances : Carlos Cáceres (civil)	02/04/1984 – 11/03/1985 Économie : Modesto Collados (civil) Finances : Luis Escobar (civil)
11/03/1985 – 06/07/1987 Économie : Modesto Collados (civil) Finances : Hernán Büchi (civil)	11/03/1985 – 06/07/1987 Économie : Modesto Collados (civil) Finances : Hernán Büchi (civil)
06/07/1987 – 22/10/1988 Économie : Manuel Concha (Armée de terre) Finances : Hernán Büchi (civil)	06/07/1987 – 22/10/1988 Économie : Manuel Concha (Armée de terre) Finances : Hernán Büchi (civil)
22/10/1988 – 17/08/1989 Économie : Manuel Concha (Armée de terre) Finances : Hernán Büchi (civil)	22/10/1988 – 17/08/1989 Économie : Manuel Concha (Armée de terre) Finances : Hernán Büchi (civil)
Dernier gouvernement du régime militaire 17/08/1989 – 11/03/1990 Économie : Pedro Larrondo (Marine) Finances : Ernesto Seguel (Armée de terre)	Premier gouvernement de la transition démocratique 11/03/1990-10/03/1994 Économie : Carlos Ominami Finances : Alejandro Foxley
11/03/1994 – 10/03/2000 Économie : Álvaro García / Jorge Leiva) Finances : Eduardo Aninat / Manuel Marfán)	11/03/2000 – 10/03/2006 Économie : José de Gregorio (Jorge Rodríguez) Finances : Nicolás Eyzaguirre

Statistiques économiques et générales sur le Chili

La concentration des Fonds de Pensions (retraites), 1985-1997 (en %)

	1985	1990	1992	1995	1997
3 AFP les plus grandes	66	63	57	52	56
4 AFP les plus grandes	76	72	67	65	68
5 AFP les plus grandes	86	81	76	76	78
6 AFP les plus grandes	90	87	84	83	85

Source : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Op. cit., p. 466. Chiffres tirés du *Boletín Estadìstico* de la Superintendance desAFP.

Croissance par tête au Chili : 1960-1995 (%)

Période	Taux de croissance
1961-1970	2,2
1971-1980	0,4
1981-1990	1,3
1961-1990	1,3
1991-1996	5,7

Source : NH, INE, Banque Centrale du Chili.

Inflation au Chili 1970 – 2003 (%)

Année	Inflation (%)	Moyenne
1970	34,9	
1971	22,1	
1972	163,4	
1973	508,1	
Moyenne	231,2	231,2
1974	375,9	
1975	340,7	
1976	174,3	
1977	63,5	
1978	30,3	
1979	38,9	
1980	31,2	
1981	9,5	39 dollars
1982	20,7	
1983	23,1	
1984	23,0	
1985	26,4	
1986	17,4	
1987	21,5	
1988	12,7	
1989	21,4	
Pour 74-89	Moyenne	76,9
Pour 77-89	Moyenne	26,1
1990	27,3	
1991	18,7	
1992	12,7	
1993	12,2	
1994	8,9	
1995	8,2	
1996	6,6	
1997	6,0	
1998	4,7	
1999	2,3	
2000	4,5	
2001	2,6	
2002	2,8	
2003	1,1	

Source : INE, NH.

Le Commerce International du Chili 1970 – 2008 (en millions de dollars US)

Années	Total Exportation (FOB) (milliards de dollarsUS)	% variation sur 12 mois	Total Importation (FOB) (milliards de dollarsUS)	% variation sur 12 mois	Balance Commerciale (milliards de dollarsUS)
1970	1.111,9		956,0		155,9
1971	998,6	-10,2	1.014,9	6,2	-16,3
1972	849,2	-15,0	1.102,6	8,6	-253,4
1973	1.309,1	54,2	1.288,1	16,8	21,0
1974	2.150,5	64,3	1.793,8	39,3	356,7
1975	1.589,5	-26,1	1.520,0	-15,3	69,5
1976	2.115,6	33,1	1.473,0	-3,1	642,6
1977	2.185,5	3,3	2.151,4	46,1	34,1
1978	2.460,0	12,6	2.885,9	34,1	-425,9
1979	3.835,4	55,9	4.190,5	45,2	-355,1
1980	4.705,3	22,7	5.469,0	30,5	-763,7
1981	3.836,5	-18,5	6.513,0	19,1	-2.676,5
1982	3.705,7	-3,4	3.643,3	-44,1	62,4
1983	3.830,5	3,4	2.844,9	-21,9	985,6
1984	3.650,6	-4,7	3.287,6	15,6	363,0
1985	3.804,1	4,2	2.920,4	-11,2	883,7
1986	4.191,2	10,2	3.099,1	6,1	1.092,1
1987	5.302,5	26,5	3.994,3	28,9	1.308,2
1988	7.054,1	33,0	4.844,3	21,3	2.209,8
1989	8.078,4	14,5	6.595,2	36,1	1.483,2
	62.495,4		**57.225,7**		**5.269,7**
1990	8.372,7	3,6	7.089,2	7,5	1.283,5
1991	8.941,5	6,8	7.456,0	5,2	1.485,5
1992	10.007,4	11,9	9.285,0	24,5	722,4
1993	9.198,7	-8,1	10.188,5	9,7	-989,8
1994	11.604,1	26,1	10.872,0	6,7	732,1
1995	16.024,2	38,1	14.642,5	34,7	1.381,7
1996	16.626,8	3,8	17.698,7	20,9	-1.071,9
1997	17.870,2	7,5	19.297,8	9,0	-1.427,6
1998	16.322,8	-8,7	18.363,1	-4,8	-2.040,3
1999	17.162,3	5,1	14.735,1	-19,8	2.427,2
2000	19.210,2	11,9	17.091,4	16,0	2.118,8
2001	18.271,8	-4,9	16.428,3	-3,9	1.843,5
2002	18.179,8	-0,5	15.794,2	-3,9	2.385,6
2003	21.664,2	19,2	17.941,2	13,6	3.723,0
2004	32.520,3	50,1	22.935,2	27,8	9.585,1
2005	41.266,9	26,9	30.492,3	32,9	10.774,6
2006	58.485,5	41,7	35.898,6	17,7	22.586,9
2007	68.295,7	16,8	43.990,9	22,5	**24.304,8**
2008	67.788,5	3,5	57.609,4	15,9	10.179,1
	477.813,6		**387.809,4**		**90.004,2**

Source : INE, NH.

La dette extérieure du Chili et son incidence sur le PIB (%)

	Dette externe brute :		Total	Dette publique	Dette totale
	privée	publique	en millions de dollarsUS	%PIB	% PIB
	en millions de dollarsUS	en millions de dollarsUS		%	%
1970	549	2.218	**2.767**	39,4	49,1
1971	441	2.305	2.746	36,3	43,3
1972	413	2.589	3.002	39,6	45,9
1973	399	2.862	**3.261**	40,9	46,7
1974	443	3.583	4.026	42,7	48,0
1975	786	4.068	4.854	52,7	62,9
1976	958	3.762	4.720	35,7	44,8
1977	1.284	3.917	5.201	27,4	36,4
1978	1.955	4.709	6.664	28,6	40,5
1979	3.421	5.063	8.484	22,8	38,3
1980	6.021	5.063	11.084	17,2	37,6
1981	10.077	5.465	15.542	15,5	44,0
1982	10.493	6.660	17.153	26,4	67,9
1983	7.636	9.795	17.431	47,0	83,7
1984	6.534	12.343	18.877	59,8	91,4
1985	5.365	14.079	19.444	77,3	106,7
1986	3.738	15.763	19.501	80,5	99,6
1987	2.828	16.380	19.208	71,6	84,0
1988	2.946	14.692	17.638	55,0	66,1
1989	**4.001**	**12.251**	**16.252**	**40,2**	**53,4**
1990	5.633	11.792	17.425	35,2	52,0
1991	5.810	10.554	16.364	27,6	42,7
1992	8.619	9.623	18.242	20,8	39,4
1993	10.166	9.020	19.186	18,4	39,0
1994	12.343	9.135	21.478	16,2	38,2
1995	14.235	7.501	21.736	10,4	30,2
1996	20.261	6.011	26.272	7,9	34,7
1997	23.564	5.470	29.034	6,6	35,1
1998	26.799	5.792	32.591	7,3	41,1
1999	28.769	5.989	34.758	8,2	47,6
2000	31.158	6.019	37.177	8,0	49,4
2001	32.403	6.124	38.527	8,9	56,2
2002	33.311	7.193	40.504	10,7	60,2
2003	33.787	9.280	43.067	12,6	58,4
2004	33.678	9.837	43.515	10,4	45,8
2005	36.364	9.847	46.211	8,5	40,1
2006	37.789	11.445	49.234	7,8	33,7
2007	43.428	12.394	55.822	8,0	36,1
2008	**52.698**	**12.125**	64.823	**7,8**	**41,9**

Source : NH, Banque Centrale du Chili.

Investissement Direct à l'Etranger matérialisé (millions de dollars US)

	(*) millions de US$	%
1974-1989	**8.616,0**	
1990	1.733,0	-25,2
1991	1.102,0	-36,4
1992	1.151,0	4,4
1993	1.943,0	68,5
1994	2.927,0	51,1
1995	3.436,7	17,4
1996	5.298,0	53,5
1997	6.148,0	16,4
1998	6.578,3	7,0
1999	9.919,0	50,7
2000	4.971,0	-49,9
2001	6.060,0	21,9
2002	5.035,6	-16,9
2003	2.674,0	-46,9
2004	6.755,0	152,6
2005	3.929,0	-41,8
2006	5.945,0	51,3
2007	7.413,0	24,7
2008	12.157,0	64,0
1990-2008	**103.791,0**	1.104,6

Source : Comité **Investissement Direct à l'Etranger** du Chili.

Exportations non traditionnelles du Chili, 1998 - 2008

Année	Montant en milliards de dollars US
1998	5.673,5
1999	7.315,
2000	7.396
2001	7.622
2002	7.778
2003	8.852
2004	10.768
2005	12.654
2006	15.243
2007	18.646
2008	19.000

Source : Pro Chile et Divicom.

Nombre de sans emploi entre 1975 et 1989, y compris les titulaires d'emplois PEM et POJH*

	Total PEM y POJH	Total des sans emploi avec PEM et POJH en Avec PEM + POJH	%
1974	-	-	9,2
1975	118.758	583.358	18,7
1976	209.294	613.994	19,3
1977	179.578	558.378	17,4
1978	124.153	613.553	17,8
1979	152.151	626.251	18,0
1980	207.194	585.594	16,1
1981	171.371	588.371	16,0
1982	**403.614**	**1.121.214**	**30,6**
1983	500.103	1.052.003	27,9
1984	363.390	904.690	23,2
1985	283.733	765.033	19,0
1986	220.000	669.200	15,8
1987	110.000	534.000	12,3
1988	144.158	514.998	11,0
1989	134.548	476.418	9,9
Prom 74-89			**17,6**

Source : Banque Centrale du Chili, INE.

(*) Les plans d'urgence (« *planes de empleo de emergencia* ») PEM et POJH ont été mis en place par le régime militaire pendant la crise financière de de 1982. Le PEM existait déjà depuis 1974, mais le POJH fut créé en 1982.

Importance du secteur privé dans l'éducation (%)

Type d'éducation	1980	1987	1997
Non supérieure (total)	20,9	38,8	43,7
Scientifique et humaniste	23,5	44,9	43,6
Technico-professionnelle	28,1	67,3	53,3
Supérieure (sans aide de l'État)	23,7*	42	52,3

* 1982

Source : "Compendio de Información Estadística", Ministère de l'Éducation, 2000.

Production énergétique au Chili, 1970 - 2008 (GWH)

Année	Hydraulique	Cycle combiné	Thermique	Total	% de croissance annuelle
1970	4.307		3.244	7.551	
1971	4.397		4.127	8.524	12,9
1972	5.226		3.708	8.934	4,8
1973	5.319		3.447	8.766	-1,9
1974	6.049		3.249	9.297	6,1
1975	6.135		2.597	8.732	-6,1
1976	6.235		3.042	9.276	6,2
1977	6.502		3.274	9.776	5,4
1978	6.822		3.538	10.360	6,0
1979	6.939		4.195	11.134	7,5
1980	7.343		4.409	11.752	5,5
1981	7.588		4.390	11.978	1,9
1982	8.459		3.412	11.872	-0,9
1983	8.933		3.691	12.624	6,3
1984	9.332		4.165	13.497	6,9
1985	10.358		3.682	14.040	4,0
1986	11.306		3.514	14.820	5,6
1987	12.105		3.532	15.637	5,5
1988	11.469		5.445	16.914	8,2
1989	9.603		8.207	17.810	5,3
1990	8.917		9.430	18.347	3,0
1991	13.134		6.827	19.961	8,8
1992	16.747		5.612	22.359	12,0
1993	17.212		6.793	24.005	7,4
1994	16.986		8.291	25.277	5,3
1995	18.414		9.614	28.028	10,9
1996	16.873		13.917	30.790	9,9
1997	18.944		14.348	33.292	8,1
1998	15.956		19.553	35.509	6,7
1999	13.577	5.809	18.831	38.217	7,6
2000	19.081	8.024	12.730	39.835	4,2
2001	21.100	10.217	9.810	41.127	3,2
2002	22.591	10.245	9.535	42.371	3,0
2003	21.924	11.763	11.445	45.132	6,5
2004	20.956	10.951	16.763	48.670	7,8
2005	25.489		25.132	50.621	4,0
2006	28.133	Éolienne	25.442	53.575	5,8
2007	22.294	2,8	33.692	55.989	4,5
2008	23.627	30,8	32.716	56.374	0,7

Source : NH, basé sur informations de la Commission Nationale de l'Énergie du Chili, 2009.

Nombre d'automobiles au Chili, 1970 - 2008

Année	Unités	Miles	Véhicule / habitant
1970	363.150	9.340,2	25,7
1971	383.716	9.534,0	24,8
1972	415.291	9.697,4	23,4
1973	431.811	9.860,6	22,8
1974	446.708	10.026,1	22,4
1975	472.852	10.340,8	21,9
1976	491.929	10.501,4	21,3
1977	529.911	10.659,3	20,1
1978	589.788	10.819,9	18,3
1979	653.377	10.981,3	16,8
1980	725.076	11.148,3	15,4
1981	884.981	11.321,5	12,8
1982	908.361	11.494,5	12,7
1983	912.526	11.673,6	12,8
1984	912.207	11.856,3	13,0
1985	893.176	12.050,5	13,0
1986	866.710	12.247,5	14,1
1987	925.223	12.455,3	13,5
1988	1.005.534	12.669,1	12,6
1989	1.032.147	12.884,7	12,5
1990	1.114.674	13.178,8	11,8
1991	1.216.941	13.442,0	10,9
1992	1.319.286	13.665,2	10,3
1993	1.436.836	13.908,5	9,6
1994	1.467.979	14.151,7	9,5
1995	1.632.283	14.394,9	8,7
1996	1.778.417	14.595,5	8,1
1997	1.874.330	14.796,1	7,8
1998	1.969.902	14.996,6	7,5
1999	2.091.189	15.197,2	7,2
2000	2.078.901	15.397,8	7,3
2001	2.123.441	15.571,7	7,3
2002	2.164.540	15.745,6	7,2
2003	2.195.878	15.919,5	7,2
2004	2.298.620	16.093,4	6,9
2005	2.444.571	16.267,3	6,6
2006	2.599.425	16.432,7	6,3
2007	2.762.593	16.598,1	6,0
2008	2.955.303	16.763,5	5,7

Source : NH, 2009

Réserves internationales de la Banque Centrale du Chili en millions de dollars (1982-2008)

Année	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	aout	septembre	octobre	novembre	décembre
1982	3.796,50	3.785,60	3.800,40	3.680,30	3.574,50	3.484,70	3.347,90	3.208,20	2.759,00	2.691,70	2.492,00	2.735,40
1983	2.495,50	2.334,40	2.123,70	2.149,20	1.998,90	2.070,20	2.217,00	2.400,80	2.469,40	2.587,90	2.747,40	2.818,20
1984	2.693,20	2.756,30	2.836,30	2.888,90	2.792,10	3.005,40	2.928,70	3.021,60	2.860,90	2.872,00	2.881,70	3.081,70
1985	2.718,80	2.608,20	2.646,80	2.550,60	2.396,70	2.368,60	2.326,50	2.418,30	2.315,50	2.361,80	2.495,30	3.206,20
1986	2.774,80	2.737,60	2.957,40	3.099,70	3.079,90	3.026,50	2.985,50	3.075,90	2.835,70	2.953,10	3.227,70	3.313,70
1987	3.087,80	3.154,20	3.094,50	3.128,70	3.071,70	3.325,30	3.192,30	3.310,60	3.095,00	3.137,30	3.429,50	3.613,10
1988	3.319,30	3.571,30	3.549,20	3.731,40	3.412,70	3.587,20	3.813,90	3.845,50	3.537,30	3.692,30	3.597,00	4.261,20
1989	4.148,10	4.298,70	4.347,70	4.336,70	4.232,00	4.152,50	4.298,20	4.346,30	3.913,90	4.215,40	4.630,30	4.762,30
1990	4.400,40	4.672,80	4.813,00	4.985,10	4.931,40	5.251,20	5.745,60	6.077,70	5.677,20	6.538,90	7.077,10	7.074,30
1991	6.937,20	7.222,20	7.360,00	7.296,40	7.012,40	6.972,40	7.033,80	7.144,90	6.941,10	7.188,90	7.638,60	8.158,80
1992	7.898,40	7.822,60	8.072,10	8.343,20	8.579,50	9.171,00	9.465,90	9.764,20	9.777,00	9.911,30	9.938,10	10.357,20
1993	10.568,00	10.747,80	10.739,30	10.947,50	10.814,50	10.781,60	10.967,20	11.103,50	10.765,00	10.702,90	10.799,00	10.697,80
1994	10.774,60	10.975,40	11.196,10	11.227,40	11.069,00	11.667,00	11.681,20	11.745,40	12.092,20	12.474,60	13.468,20	14.209,10
1995	14.018,80	14.438,30	14.858,90	15.560,00	15.560,00	15.881,40	15.901,10	15.617,10	15.118,40	14.481,90	14.583,70	15.223,80
1996	13.898,50	13.897,80	14.547,10	14.721,80	14.720,80	15.102,70	15.603,50	15.544,00	15.479,20	15.453,30	15.567,30	15.804,80
1997	15.937,60	16.539,10	16.909,20	16.950,40	17.329,80	17.872,30	17.821,60	18.389,70	18.443,30	19.234,20	19.230,30	18.273,60
1998	17.152,50	17.362,10	17.274,70	17.276,60	17.121,00	15.817,00	15.184,10	15.254,80	15.540,80	15.735,10	15.787,30	16.292,10
1999	15.682,50	15.222,60	15.140,70	15.980,90	16.796,00	15.249,20	15.266,50	15.192,00	14.842,90	14.834,70	14.689,80	14.946,30
2000	14.480,50	14.558,10	14.768,70	14.659,70	14.931,30	14.875,30	14.868,80	14.703,10	14.425,40	14.559,70	14.540,80	15.110,30
2001	14.856,30	14.826,00	14.868,70	14.669,90	14.696,80	14.542,70	14.683,30	14.900,40	14.595,30	14.467,50	14.379,20	14.400,00
2002	14.225,10	14.128,60	14.149,70	15.417,50	15.142,50	15.222,80	15.098,80	14.935,30	14.739,60	14.911,00	15.177,60	15.351,10
2003	16.428,80	16.445,80	16.499,20	15.889,70	15.861,50	15.490,40	15.417,90	15.331,30	15.654,80	15.649,50	15.777,90	15.851,20
2004	16.025,70	16.090,50	15.964,60	15.986,30	16.136,80	15.853,20	15.850,30	15.780,80	15.842,70	15.704,10	16.007,40	16.016,00
2005	15.594,60	15.470,00	15.379,90	16.990,10	17.376,50	16.642,50	16.213,70	16.272,30	15.650,90	15.021,40	16.025,20	16.963,40
2006	15.902,00	16.129,80	15.971,30	17.467,50	18.172,90	17.570,10	17.032,60	16.970,80	17.546,70	17.489,80	17.164,10	19.428,90
2007	17.340,70	16.171,60	15.389,70	17.528,70	16.960,90	17.896,50	18.580,60	15.761,40	16.319,70	16.422,20	16.224,00	16.910,10
2008	16.882,20	17.197,50	17.897,50	18.263,30	19.124,60	20.250,50	21.847,20	22.356,20	24.204,40	22.959,40	21.920,50	23.162,30

Source : Banque Centrale du Chili.

Chile : Principales indicateurs macro-économiques, 1974 - 1999

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Croissance du PIB	1,0	-13,3	3,2	8,3	7,8	7,1	7,7	6,7	-13,4	-3,5	6,1	3,5	5,6
Taux de chômage (moyenne annuelle) [1]	n.d.	14,9	12,7	11,8	14,2	13,6	10,4	11,3	19,6	14,6	13,9	12,0	12,3
Formation Brute de Capital Fixe (% du PIB à prix constants.)	18,9	16,7	13,8	15,2	16,5	17,7	20,9	23,2	15,8	13,7	16,3	17,7	17,1
Epargne Nationale Brute (% du PIB à prix courants)	n.d.	9,5	16,9	13,8	15,3	16,7	19,3	14,2	4,9	6,9	6,5	7,8	11,5
Déficit en Compte Courant (% du PIB)	0,5	6,4	-1,4	3,9	6,8	5,6	7,1	14,5	9,0	5,5	10,8	8,6	6,7
Croisance annuelle réelle des salaires [2]	2,3	-3,4	3,0	10,3	6,3	8,3	8,6	9,0	0,3	-10,9	0,2	-4,5	2,0
Type de Change Réel (moyenne 1986 = 100) [3]	n.d.	n.d.	n.d.	57,1	68,1	70,2	60,8	52,9	59,0	70,8	74,0	90,9	100,0
Inflation (IPC) (décembre à décembre) [4]	369,2	343,3	197,9	84,2	37,2	38,9	31,2	9,5	20,7	23,1	23,0	26,4	17,4
Excédent du secteur public non financier (% PIB)	-5,4	-2,0	4,0	0,4	1,6	4,8	6,1	0,8	-3,4	-3,0	-4,3	-2,6	-2,1
Termes de l'échange (1986 = 100) [5]	225,9	121,4	132,6	122,3	120,9	134,7	132,7	122,3	112,1	114,3	107,6	99,9	100,0
	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Croissance du PIB	6,6	7,3	10,6	3,7	8,0	12,3	7,0	5,7	10,6	7,4	7,4	3,9	-1,1
Taux de chômage (moyenne annuelle) [1]	11,0	9,9	8,0	7,8	8,2	6,7	6,5	7,8	7,4	6,5	6,1	6,2	9,7
Formation Brute de Capital Fixe (% du PIB à prix constants.)	19,6	20,8	24,5	24,2	22,4	24,7	27,2	27,4	30,6	31,0	32,2	32,2	26,9
Epargne Nationale Brute (% du PIB à prix courants)	17,3	22,3	23,3	22,3	21,5	20,9	21,1	23,8	21,4	21,6	21,6	22,2	21,8
Déficit en Compte Courant (% du PIB)	3,6	1,0	2,5	1,6	0,3	2,3	5,7	3,1	2,1	5,4	4,9	5,7	0,1
Croisance annuelle réelle des salaires [2]	-0,2	6,5	1,9	1,8	4,9	4,5	3,5	6,5	4,8	5,1	2,4	2,7	2,4
Type de Change Réel (moyenne 1986 = 100) [3]	104,3	111,2	108,6	112,7	106,4	97,6	96,9	94,2	88,9	84,7	78,2	78,0	82,3
Inflation (IPC) (décembre à décembre) [4]	21,5	12,7	21,4	27,3	18,7	12,7	12,2	8,9	8,2	6,6	6,0	4,7	2,3
Excédent du secteur public non financier (% PIB)	-0,2	0,2	1,3	3,6	2,3	2,9	2,1	2,3	3,8	2,0	1,0	1,3	2,3
Termes de l'échange (1986 = 100) [5]	109,8	125,9	124,3	116,5	116,0	112,3	108,6	122,2	139,7	122,3	123,6	116,8	115,5

n.d. non disponible.
1 Changement de méthodologie en 1992.
2 Changement de méthodologie en 1993. Comme déflateur a été utilisé l'IPC corrigé de Cortázar y Marshall (1980).
3 Une augmentation de cette variable correspond à une dépréciation de la monnaie locale.
4 Pour la période 1974-1978, c'est également l'IPC corrigé de Cortázar y Marshall (1980) qui a été utilisé.
5 Défini comme le prix des exportations de biens et de services et divisé par le prix des importations de biens et de services..

Source : Banque Centrale du Chili et Larraín, Felipe & Vergara, Rodrigo, *Chile en pos del Desarrollo*, CEP, 2000, p. 5.

Dette extérieure brute trimestrielle, 1996 – 2008 (en millions de dollars)

Année	I	II	III	IV
1996	24.363	24.445	25.081	26.272
1997	27.519	26.623	28.053	29.034
1998	29.784	30.631	31.705	32.591
1999	33.700	35.070	34.645	34.758
2000	35.919	36.369	36.403	37.177
2001	38.287	38.258	38.103	38.527
2002	38.012	39.910	39.499	40.504
2003	41.671	41.048	41.767	43.068
2004	43.799	42.908	43.371	43.515
2005	45.018	45.473	45.784	46.211
2006	47.264	48.825	48.846	49.497
2007	48.419	51.190	53.629	55.671
2008	58.511	63.783	69.042	64.768

Source : Banque Centrale du Chili.

Chili : Indicateurs sociaux, 1970 - 1998

	1970	**1998**
Espérance de vie à la maissance (en année)	64	75
Taux de mortalité infantile (pour mille habitants)	82,2	10,3
Analphabétisme (% de la population de 15 ans et plus)	11	4,6
Couverture en eau potable urbaine (%)	66	99
Lignes téléphoniques (pour mille habitants)	37,2	185,7
Automobiles (pour mille habitants)*	18,5	83,4
Téléviseurs (pour mille habitants)	36,4	250,4**
Gini (foyers du Grand Santiago)	0,434	0,468***

* Ce poste comprend les automobiles particulières, et les taxis..
** Chiffre correspondant à l'année 1992.
*** Chiffre correspondant à l'année1996.
Source : Banque Centrale, 1989, *Indicadores Económicos y Sociales 1960-1988*, Santiago, Chile ; Instituto Nacional de Estadísticas. Varias publicaciones. Santiago, Chile ; etH. Beyer, P. Rojas et R. Vergara, "Apertura comercial y desigualdad salarial en Chile", Estudios Públicos, Nº 77, verano 2000.

Chili: estimation de la population totale par sexe, 1950-2050 (en millions d'habitants)

Année	total	hommes	femmes	Année	total	hommes	femmes
1950	6.081.931	3.012.460	3.069.471	**2000**	15.397.784	7.620.300	7.777.484
1951	6.218.333	3.079.578	3.138.755	**2001**	15.571.679	7.706.752	7.864.927
1952	6.354.736	3.146.696	3.208.040	**2002**	15.745.583	7.793.208	7.952.375
1953	6.491.137	3.213.813	3.277.324	**2003**	15.919.479	7.879.658	8.039.821
1954	6.627.540	3.280.931	3.346.609	**2004**	16.093.378	7.966.110	8.127.268
1955	6.763.940	3.348.048	3.415.892	**2005**	16.267.278	8.052.564	8.214.714
1956	6.939.809	3.434.404	3.505.405	**2006**	16.432.674	8.134.314	8.298.360
1957	7.115.675	3.520.759	3.594.916	**2007**	16.598.074	8.216.068	8.382.006
1958	7.291.542	3.607.114	3.684.428	**2008**	16.763.470	8.297.819	8.465.651
1959	7.467.409	3.693.469	3.773.940	**2009**	16.928.873	8.379.571	8.549.302
1960	7.643.277	3.779.825	3.863.452	**2010**	17.094.275	8.461.327	8.632.948
1961	7.843.945	3.878.282	3.965.663	**2011**	17.248.450	8.536.904	8.711.546
1962	8.044.614	3.976.739	4.067.875	**2012**	17.402.630	8.612.483	8.790.147
1963	8.245.284	4.075.197	4.170.087	**2013**	17.556.815	8.688.067	8.868.748
1964	8.445.953	4.173.654	4.272.299	**2014**	17.711.004	8.763.652	8.947.352
1965	8.646.622	4.272.112	4.374.510	**2015**	17.865.185	8.839.232	9.025.953
1966	8.831.223	4.362.331	4.468.892	**2016**	18.001.964	8.905.405	9.096.559
1967	9.015.825	4.452.551	4.563.274	**2017**	18.138.749	8.971.580	9.167.169
1968	9.200.427	4.542.771	4.657.656	**2018**	18.275.530	9.037.752	9.237.778
1969	9.385.028	4.632.990	4.752.038	**2019**	18.412.316	9.103.928	9.308.388
1970	9.569.631	4.723.210	4.846.421	**2020**	18.549.095	9.170.100	9.378.995
1971	9.738.347	4.805.920	4.932.427	**2021**	18.665.029	9.225.309	9.439.720
1972	9.907.065	4.888.630	5.018.435	**2022**	18.780.961	9.280.517	9.500.444
1973	10.075.782	4.971.340	5.104.442	**2023**	18.896.893	9.335.725	9.561.168
1974	10.244.501	5.054.051	5.190.450	**2024**	19.012.825	9.390.933	9.621.892
1975	10.413.219	5.136.760	5.276.459	**2025**	19.128.758	9.446.141	9.682.617
1976	10.565.409	5.211.987	5.353.422	**2026**	19.220.429	9.488.592	9.731.837
1977	10.717.600	5.287.214	5.430.386	**2027**	19.312.102	9.531.043	9.781.059
1978	10.869.791	5.362.440	5.507.351	**2028**	19.403.774	9.573.494	9.830.280
1979	11.021.982	5.437.667	5.584.315	**2029**	19.495.446	9.615.945	9.879.501
1980	11.174.173	5.512.892	5.661.281	**2030**	19.587.121	9.658.397	9.928.724
1981	11.359.773	5.604.961	5.754.812	**2031**	19.652.544	9.687.344	9.965.200
1982	11.545.372	5.697.028	5.848.344	**2032**	19.717.971	9.716.293	10.001.678
1983	11.730.972	5.789.096	5.941.876	**2033**	19.783.397	9.745.242	10.038.155
1984	11.916.572	5.881.164	6.035.408	**2034**	19.848.824	9.774.191	10.074.633
1985	12.102.174	5.973.234	6.128.940	**2035**	19.914.249	9.803.138	10.111.111
1986	12.317.494	6.080.927	6.236.567	**2036**	19.953.465	9.819.216	10.134.249
1987	12.532.815	6.188.622	6.344.193	**2037**	19.992.680	9.835.292	10.157.388
1988	12.748.135	6.296.316	6.451.819	**2038**	20.031.894	9.851.368	10.180.526
1989	12.963.457	6.404.011	6.559.446	**2039**	20.071.109	9.867.444	10.203.665
1990	13.178.782	6.511.708	6.667.074	**2040**	20.110.322	9.883.518	10.226.804
1991	13.422.010	6.633.582	6.788.428	**2041**	20.127.269	9.889.141	10.238.128
1992	13.665.241	6.755.455	6.909.786	**2042**	20.144.214	9.894.761	10.249.453

1993	13.908.473	6.877.330	7.031.143	**2043**	20.161.160	9.900.382	10.260.778
1994	14.151.708	6.999.206	7.152.502	**2044**	20.178.105	9.906.003	10.272.102
1995	14.394.940	7.121.081	7.273.859	**2045**	20.195.050	9.911.623	10.283.427
1996	14.595.504	7.220.924	7.374.580	**2046**	20.196.996	9.910.271	10.286.725
1997	14.796.076	7.320.768	7.475.308	**2047**	20.198.941	9.908.918	10.290.023
1998	14.996.647	7.420.612	7.576.035	**2048**	20.200.885	9.907.565	10.293.320
1999	15.197.213	7.520.454	7.676.759	**2049**	20.202.831	9.906.213	10.296.618
2000	15.397.784	7.620.300	7.777.484	**2050**	20.204.779	9.904.861	10.299.918

Source : INE.

Composition de la charge fiscale du gouvernement central, 1980 - 1998

	1980	**1985**	**1990**	**1998**
Rente	29,3	14,6	17,7	24
TVA	47,6	43,4	48,4	47,8
Produits spécifiques	7	15	13,2	12,4
Commerce extérieur	7,7	16	16,6	10,3
Autres	8,4	11	4,1	5,5
Total	100	100	100	100

Source : Direction du budget ; ministère des Finances du Chili.

Entreprises étatiques ainsi que leur valeur ajoutée, 1965 - 1998

	1965	1970	1973	1983	1989	1998
Entreprises liées à la CORFO :	n.d.	46	571	24	24	22
a) Subsidiaires		46	228	23	24	22
b) Sous tutelle		-	325	0	0	0
c) Banques		0	18	1	0	0
Autres entreprises estatales	n.d.	20	22	21	18	13
Autres institutions financières	n.d.	2	2	2	2	2
CODELCO		0 (a)	1	1	1	1
Total		68	596	48	45	38
Valeur ajoutée (% PIB)	14,2	n.d.	39	24	12,7	9

(a) Même si la CODELCO n'existait pas, l'Etat était propriétaire de 50% des « grandes entreprises du cuivre », pourcentage qui avait été racheté aux entreprises étrangères en 1970 conséquemment au processus de « chilénisation » ("*chilenización*").
Source : Hachette, Dominique et Lüders, Rölf. 1992, et estimations de l'auteur pour l'années 1998.

Participation des entreprises étatiques à la production 1965 – 1998 (%)

Secteur	1965	1973	1981	1989	1998
Mine	13	85	83	60	45
Industrie	3	40	12	3	3
Services publics	25	100	75	25	20
Transport	24,3	70	21	10	5
Communications	11,1	70	96	0	0
Finances	-	85	28	10	10

Source : Hachette, Dominique et Lüders, Rölf, Op. cit., 1992.

Recettes fiscales issue de la privatisation (en millions de dollars)

Année	Revenus générés par la privatisation	% de recettes fiscales	% du PIB
1974	15,7	0,9	0,1
1975	224,1	10,4	2
1976	106,8	4,6	0,9
1977	124,2	4,4	1
1978	114,8	3,3	0,8
1979	164,6	3,2	1,1
1980	69,7	1	0,4
1981	112	1,4	0,6
1982	20	0,3	0,1
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	10,3	0,2	0,1
1986	231,7	4,9	1,4
1987	312,6	5,8	1,7
1988	560	10,1	2,9
1989	234,4	3,3	0,9

(1) Les recettes fiscales issues des privatisations au cours de la période 1990-1997 apparaissent dans le Tableau 6.
Source : Hachette, Dominique et Lüders, Rölf, Op. cit., 1992.

Investissement et épargne, 1975 - 1997 (% du PNB nominal)

Années	Investissement brut	Epargne externe	Epargne nationale	Epargne du secteur public*	Epargne privée totalé	Epargne prévisionnelle**
1975	15,9	6,4	9,5	7,4	2,1	0
1976	15,5	-1,4	16,9	6,3	10,6	0
1977	17,7	3,9	13,8	5,6	8,2	0
1978	22,1	6,8	15,3	6,6	8,7	0
1979	22,3	5,6	16,7	7,7	9	0
1980	26,4	7,1	19,3	8,4	10,9	0
1981	28,7	14,5	14,2	5,5	8,7	1,4
1982	13,9	9	4,9	-2	6,9	2,8
1983	12,4	5,5	6,9	-2,8	9,7	3,4
1984	17,3	10,8	6,5	-2	8,5	4,2
1985	16,4	8,6	7,8	-0,9	8,7	5,1
1986	18,2	6,7	11,5	0,9	10,6	4,4
1987	20,9	3,6	17,3	2,3	15	5,1
1988	23,3	1	22,3	5,8	16,5	4,5
1989	25,8	2,5	23,3	7,3	16	6,8
1990	24,8	1,6	23,2	4,9	18,3	9,3
1991	22,6	0,3	22,3	4,6	17,7	8,3
1992	23,8	2,3	21,5	5,6	15,9	7,5
1993	26,6	5,7	20,9	5,1	15,8	8,6
1994	24,2	3,1	21,1	5,3	15,8	8,2
1995	25,9	2,1	23,8	6,8	17	5,1
1996	26,8	5,4	21,4	6,3	15,1	4,8
1997	26,5	4,9	21,6	6	15,6	6

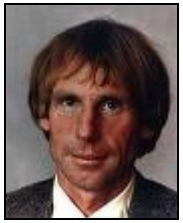
* Les chiffres de cette épargne incluent les revenus issus du seigneuriage (“señoreaje”).
** Robert Holzmann (1995). Corrigé selon les profits du capital d’après la méthodologie de l’auteur. Sont également déduits les flux des comptes d’épargne prévisionnelle volontaire considérés comme comme de l’épargne privée. . Pour la période 1995-1997, nous avons pris en compte le changement de la valeur accumulée du fonds.

Source : Banque Centrale du Chili

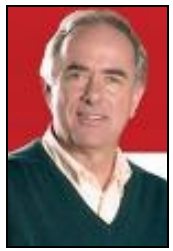
Participation des députés de l'UDI et de RN (partis de droite) au régime militaire (1989-2001)

	UDI		RN		TOTAL	
	Absolut	%	Absolut	%	Absolut	%
Maires	14	48,3	16	31,4	30	37,5
Responsabilités gouvernementales	7	24,1	12	23,5	19	23,7
Sans postes	8	27,6	23	45,1	31	38,7
TOTAL	29		51		80	

Source : Huneeus, Carlos, *El Régimen de Pinochet*, Op. cit., p. 616.

Les Principaux *Chicago Boys*			
Nom	**Postes au gouvernement**	**Études – Activité universitaire**	**Activité politique**
BARAONA, Pablo	2. Conseiller du ministre de l'Agriculture 3. Vice-président de la Banque Centrale (1974-1975) 4. Président de la Banque Centrale (1975-1976) 5. Ministre de l'Économie (1976-1978) 6. Ministre de Mines (1988-1989)	7. Étudiant de l'Université catholique (1959) 8. Étudiant de l'Université de Chicago 9. Directeur de l'École d'économie 10. Professeur de l'Université catholique 11. Recteur de l'Université Finis Terrae	12. Président de la FEUC 13. Membre du Centre d'études socioéconomiques *14.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo* 15. Chef de la campagne présidentielle de Hernán Büchi (1989)
BARDÓN, Alvaro	5. Président de la Banque Centrale (1976-1981)	6. Directeur du Département d'économie de l'Université du Chili	*16.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
BÜCHI, Hernán 	6. Super-intendant des banques 7. Sous-sécretaire à la Santé 8. Ministre Directeur d'ODEPLAN (1983-1984) 9. Ministre des Finances (1985-1989)	10. Professeur de la Faculté d'ingénieur de l'Université du Chili	11. Candidat presidentiel pour la droite lors des élections de 1989 12. Membre de la UDI
CÁCERES, Carlos	4. Membre du Conseil d'État	8. Directeur de l'Université Adolfo Ibáñez	

	5. Président de la Banque Centrale (1982-1983) 6. Ministre des Finances (1983-1984) 7. Ministre de l'Intérieur		
CAUAS, Jorge 	• Expert de la Banque mondiale (1973) • Vice-président de la Banque centrale (1974) • Ministre de Finances (1974-1977) • Ambassadeur du Chili aux Etats-Unis (1977)	• Directeur de l'École d'économie de l'Université catholique (1971-1972) • Professeur à l'Université catholique • Conseille du Centre d'études publiques lors de sa création en 1980 • Membre de la Seconde Comission législative de la Junte militaire (1985-1989)	
COSTABAL, Martín 	Artículo I. Travaille sur la réforme des retraites et la législation du travail de José Piñera Artículo II. Directeur du Budget (1981-1984) Artículo III. Ministre de Finances à la fin du régime	Artículo IV. Étudiant de l'Université catholique (1970) Artículo V. MBA à l'Université de Chicago Artículo VI. Professeur à temps plein à l'Université catholique	
CRUZAT, Manuel 		Artículo VII. Étudiant de l'Université catholique (1961) Artículo VIII. MBA à l'Université de Harvard Artículo IX. MA en économie à l'Université de Chicago Artículo X. Professeur à temps plein à l'Université catholique	*17.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
DE CASTRO, Sergio	• Conseiller du ministre de	Artículo XI. Grange School de Santiago du Chili	*Artículo XIV.* Chef de l'équipe du

	l'économie (1973) • Ministre de l'économie (1975-1976) • Ministre des Finances (1977-1982)	(1943) Artículo XII. Études à l'Université de Chicago (1956 ; 1972) Artículo XIII. Professeur à l'Université catholique	programme économique *El Ladrillo* Artículo XV. Président du "Commando des Indépendants pour Jovino Novoa" (Candidat de la UDI aux élections présidentielles de 1994)
DE LA CUADRA, Sergio	• Président de la Banque Centrale • Ministre des Finances	Artículo XVI. Professeur à l'Université catholique Artículo XVII. Directeur de l'Institut d'économie de l'Université catholique (1982)	*18.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
DITTBORN, Julio 	• Assistant directeur d'ODEPLAN (1980-1982)	• Doyen de la Faculté d'économie de l'Université Diego Portales	• Président de la UDI (1989-1991)
DONOSO, Alvaro	• Sous-sécretaire à la Santé • Assistant du directeur d'ODEPLAN (1978-1980) • Ministre directeur d'ODEPLAN (1980-1981	Artículo XVIII. Professeur à l'Université catholique	
FONTAINE, Juan Andrés	• Gérant des études de la Banque Centrale	• M.A. en économie de l'Université de Chicago • Phd à l'Université de Chicago	• Membre du Commandement de la candidature

		• Professeur de l'École d'économie de l'Université catholique	présidentielle d'Hernán Büchi
FONTAINE, Ernesto	• Travaille à l'OEA	• Université de Chicago (1956) – professeur à l'École d'économie de l'Université catholique	
GUZMÁN M., Patricio	• Ancien Maire de Santiago	Artículo XIX. Étudiant de l'Université catholique (1963) Artículo XX. MBA à l'Université de Stanford	
INFANTE, María Teresa	• Joue un role important dans la réforme de l'éducation (1978) • Conseiller d'ODEPLAN • Sous-sécretaire de l Prévision (Retraites) • Ministre du Travail (1989)	Artículo XXI. Étudiante de l'Université catholique (1974) Artículo XXII. MA en économie à l'Université de Chicago Artículo XXIII. Directrice de la Fondation Miguel Kast Artículo XXIV. Professeur à temps plein à l'Université catholique.	
KAST, Miguel	• Ministre directeur d'ODEPLAN (1978-1980)	Artículo XXV. Professeur à temps plein à l'Université catholique.	*Artículo XXVI.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*

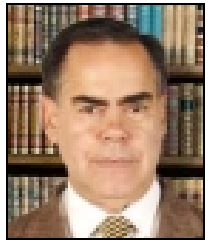
	• Ministre du Travail (1980-1982) • Président de la Banque Centrale (1982)		
LAMARCA, Felipe 	• Directeur du Service des impôts internes (1983-1984)	Artículo XXVII. Étudiant de l'Université catholique (1973)	
LARROULET, Cristián 	• Conseiller d'ODEPLAN (1982) • Chef de cabinet du ministre de Finances (1985)	Artículo XXVIII. Professeur à temps plein à l'Université catholique	Artículo XXIX. Membre du commandement de la campagne présidentielle d'Hernán Büchi (1989) Artículo XXX. Directeur de l'Institut liberté et développement
LAVÍN, Joaquín	• Assesseur d'ODEPLAN (1982) • Maire de Las Condes	• Doyen de la Faculté d'économie de l'Université de Concepción Artículo XXXI. Professeur à temps plein à l'Université catholique	Artículo XXXII. Éditeur de la section d'économie du journal El Mercurio Artículo XXXIII. Membre del Opus Dei

			Artículo XXXIV. Membre de la UDI
LÜDERS, Rolf	• Ministre de Finances et de l'économie (1982-1983)	• Docteur en économie de l'Université de Chicago • Professeur à temps plein à l'Université catholique	
MASSAD, Carlos	• Vice-président de la Banque Centrale sous Frei (1964-1967) • Président de la Banque Centrale (1967-1970) • Fonctionnaire du FMI (1973)	• Université du Chili • Université de Chicago (1956)	
MATTE, Patricia	• Principale assistante de Miguel Kast (sous-directeur d'ODEPLAN 1975-1978)	• Sociologue	

MENDEZ, Juan Carlos	• Conseiller du ministre des Finances Gotuzzo (1973) • Directeur du Budget (1975-1981)	• Ingénieur agronome de l'Université catholique • MA en économie de l'Université de Chicago • Professeur à temps plein à l'Université catholique	*Artículo XXXV.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
PASSICOT, Andrés	• Ministre de l'Économie (1983-1984)	• Étudiant de l'Université du Chili	
PIÑERA, José	• Ministre du Travail (1978-1980) • Ministre des Mines (1980-1982)	• Professeur à temps plein à l'Université catholique	• Directeur et propiétaire de la revue Économie et Societé

PIPINO, Adelio	• Économiste assistant de Carlos Massad à Washington au FMI (1971-1972)	Artículo XXXVI. Étudiant de l'Université catholique (1963) Artículo XXXVII. MA à l'Université de Chicago	Artículo XXXVIII. Premier rédacteur de l'éditorial *Temas Económicos* du journal El Mercurio en 1967.
SAIEH, Álvaro	• Assesseur de la Banque Centrale	• Étudiant de l'Université du Chili Artículo XXXIX. MA à l'Université de Chicago Artículo XL. Professeur et directeur du Département d'économie de l'Université du Chili	Artículo XLI. Membre du Comité de rédaction de la revue *Realidad* (1979)
SANFUENTES, Andrés	• Conseiller de la Banque Centrale et de la direction du Budget	• Directeur du Département d'économie de l'Université du Chili	
SANFUENTES, Emilio	• Coopère à la section économique de El Mercurio	• Étudiant de Sociologie à l'Université de Chicago (1967-1968)	• Fondateur et membre du Centre d'études socio-économiques (CESEC) *Artículo XLII.* Participe à la rédaction du programme

			économique *El Ladrillo*
SELUME, Jorge	• Directeur du Budget (1985)	• Étudiant de l'Université du Chili Artículo XLIII. MA à l'Université de Chicago Artículo XLIV. Professeur et directeur du Département d'économie de l'Université du Chili	
SERRANO, Alfonso	• Travaille sur la réforme des retraites et la législation du travail (1978) • Conseiller de la Banque Centrale	Artículo XLV. Étudiant de l'Université catholique (1970)	
SILVA BAFALLUY, Ernesto	• Conseiller du ministre directeur d'ODEPLAN, (Roberto Kelly 1973-1978) • Participe à tout les principaux projets économiques	Artículo XLVI. Étudiant de l'Université catholique (1970) Artículo XLVII. Économiste de l'Université de Chicago (1971-1973) (en même temps que Miguel Kast, Juan Carlos Méndez, Martín Costabal) Artículo XLVIII. Directeur de la Fondation Miguel Kast	

UNDURRAGA, Sergio	• Conseiller du ministre des Finances Jorge Cauas (1975) • Gérant du bureau de CORFO à New York	• Ingénieur commercial de l'Université catholique	• Travaille pour le Centre d'études socio-économiques *Artículo XLIX.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
VIAL, Avaro 	• Directeur de l'Institut national de statistiques (INE)	• Professeur à l'Université catholique • Directeur de l'École d'économie de l'Université catholique (1995)	
VILLARZÚ, Juan	• Directeur du Budget (1973-1975)	• Économiste démocrate-chrétien	*Artículo L.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
YURASZECK, José	• Chef du SEPLAC à Coyhaique • Sous-directeur d'ODEPLAN	• Ingénieur • Directeur de la Fondation Miguel Kast	• Membre du Front Universitaire Libre (1972)

	(1982-1983)		(Extension du Mouvement *gremial* à l'Université du Chili)
ZABALA, Jose Luis	• Chef du département d'études de la Banque Centrale (1966)		• Appartient au groupe d'économistes du PDC *Artículo LI.* Participe à la rédaction du programme économique *El Ladrillo*
Source : Boisard, Stéphane, *Op. cit.*, p. 553-557.			

Lettre originale de Milton Friedman adressée au général Augusto Pinochet (avril 1975)*

---

21 de Abril, 1975.

Excmo. Sr. Augusto Pinochet Ugarte Presidente.
Edificio Diego Portales
Santiago, Chile

Estimado señor Presidente:

Durante la visita que le hiciéramos el viernes 21 de Marzo, realizada con el objeto de discutir la situación económica de Chile, Usted me pidió que le transmitiera mi opinión acerca de la situación y políticas económicas chilenas luego de completar mi estancia en su país. Esta carta responde a tal requerimiento.

Permítame primero decirle cuán agradecidos estamos mi esposa y yo de la cálida hospitalidad que nos brindaran tantos chilenos durante nuestra breve visita; nos hicieron sentir como si realmente estuviéramos en casa. Todos los chilenos que conocimos estaban muy conscientes de la seriedad de los problemas que su país enfrenta, dándose cuenta de que el futuro inmediato iba a ser muy difícil. Sin embargo, todos mostraban una firme determinación en aras de superar dichas dificultades y una especial dedicación en el trabajo por un futuro más próspero.

El problema económico fundamental de Chile tiene claramente dos aristas: la inflación y la promoción de una saludable economía social de mercado. Ambos problemas están relacionados: cuánto más efectivamente se fortalezca el sistema de libre mercado, menores serán los costos transicionales de terminar con la inflación. Sin embargo, y pese a estar relacionados, se trata de dos problemas diferentes: el fortalecimiento del libre mercado no culminará con la inflación per se, como tampoco terminar con la inflación derivará automáticamente en un vigoroso e innovador sistema de libre mercado.

* Source : Piñera, José, “Milton Friedman y sus recomendaciones a Chile”, 17/11/2006. Disponible sur : http://www.elcato.org/print/2067 (consulté le 20/12/2009).

La causa de la inflación en Chile es muy clara: el gasto público corresponde, aproximadamente, a un 40% del ingreso nacional. Cerca de un cuarto de este gasto no deriva de impuestos explícitos y, por lo tanto, debe ser financiado emitiendo una mayor cantidad de dinero; en otras palabras, a través del impuesto oculto de la inflación. El impuesto inflación, utilizado para levantar una cantidad de dinero equivalente al 10% del ingreso nacional es, por ende, extremadamente gravoso - una tasa impositiva de 300% a 400% (es decir, la tasa de inflación)- impuesta sobre una estrecha base de cálculo- 3% a 4% del ingreso nacional (es decir, el valor de la cantidad de dinero que circula en Chile como efectivo y depósitos en cuentas corrientes).

Este impuesto inflación genera un enorme daño al inducir a las personas a dedicar un gran esfuerzo por limitar su posesión de dinero en efectivo. Esa es la razón por la cual la base es tan estrecha. En la mayoría de los países, desarrollados y subdesarrollados, la cantidad de dinero es más cercana al 30% del ingreso nacional que al 3% o 4% de éste. Desde la perspectiva del gasto total, que es un múltiplo del ingreso, el dinero en Chile alcanza sólo a algo así como 3 días de gasto, lo que fuerza a realizar nada más que operaciones de subsistencia en el rubro comercio, además de estrangular al mercado de capitales.

Existe solo una manera de terminar con la inflación: reducir drásticamente la tasa de incremento en la cantidad de dinero. En la situación de Chile, el único modo para lograr la disminución de la tasa de incremento en la cantidad de dinero es reducir el déficit fiscal. Por principio, el déficit fiscal puede ser reducido disminuyendo el gasto público, aumentando los impuestos o endeudándose dentro o fuera del país. Exceptuando el endeudamiento externo, los otros tres métodos tendrían los mismos efectos transitorios en el empleo, aunque afectando a diferentes personas -disminuir el gasto público afectaría inicialmente a los empleados públicos, aumentar los impuestos afectaría inicialmente a las personas empleadas por quienes pagan impuestos, y endeudarse afectaría inicialmente a las personas empleadas por los titulares de los créditos o por la las personas que, de otro modo, hubieran conseguido esos fondos prestados.

En la práctica, disminuir el gasto público es, por lejos, la manera más conveniente para reducir el déficit fiscal ya que, simultáneamente, contribuye al fortalecimiento del sector privado y, por ende, a sentar las bases de un saludable crecimiento económico.

La disminución del déficit fiscal es requisito indispensable para terminar con la inflación. Un problema menos claro es cuán rápidamente debe terminarse con ella. Para un país como Estados Unidos, en el cual la inflación es de alrededor del 10%, yo aconsejo una política

gradual de eliminación en dos o tres años. Pero para Chile, en que la inflación se mueve entre el 10% y 20% mensual, creo que graduar su eliminación no es viable; conllevaría una tan gravosa operación por un periodo de tiempo tan largo, que temo la paciencia no acompañaría el esfuerzo.

No existe ninguna manera de eliminar la inflación que no involucre un periodo temporal de transición de severa dificultad, incluyendo desempleo. Sin embargo, y desafortunadamente, Chile enfrenta una elección entre dos males, un breve periodo de alto desempleo o un largo periodo de alto desempleo, aunque sutilmente inferior al primero. En mi opinión, las experiencias de Alemania y Japón luego de la II Guerra Mundial, de Brasil más recientemente, del reajuste de postguerra en Estados Unidos, cuando el gasto público fue reducido drástica y rápidamente, argumentan en pro de un tratamiento de shock. Todas estas experiencias sugieren que este periodo de severas dificultades transicionales sea breve (medible en meses) para que así la subsecuente recuperación sea rápida.

Para mitigar los costos de la transición y facilitar la recuperación, creo que las medidas fiscales y monetarias debieran ser parte de un paquete que incluya medidas que eliminen los obstáculos a la empresa privada y que alivien la aguda angustia.

Para acotar, haré un bosquejo de los contenidos de un paquete de propuestas específicas. Mi conocimiento de Chile es muy limitado como para permitirme ser tanto preciso como exhaustivo, de modo que estas medidas deben ser consideradas más bien como ilustrativas.

Si este enfoque de shock fuera adoptado, creo que debiera ser anunciado pública, muy detalladamente y, además, entrar en vigor en una fecha muy cercana a dicho anuncio. Cuánto mejor informado se encuentre el público, más contribuirán sus reacciones al ajuste. A continuación propongo una muestra de las medidas que debieran ser tomadas:

1.- Una reforma monetaria que reemplace el escudo por el peso, con 1 peso = 10.000 escudos (o quizás 1.000 escudos). Por sí misma, esta medida no produciría ningún efecto sustancial, pero cumpliría una valiosa función sicológica.

2.- Un compromiso del gobierno de reducir su gasto en 25% dentro de seis meses; reducción que debiera tomar la forma de una disminución transversal del presupuesto de cada repartición en 25%, con los relativos a personal a tomarse cuán pronto como sea posible. Sin embargo, las reducciones de gasto debieran ser escalonadas en base a un periodo

de seis meses para permitir el pago de generosas indemnizaciones. (Cualquier intento de ser selectivo o parcial tiene la probabilidad de fracasar debido a las posibles manipulaciones de cada repartición por lograr que la reducción presupuestaria afecte a otra de ellas. Es preferible hacer primero una reducción transversal, para luego reasignar el total ya reducido).

3.- Un crédito nacional de estabilización otorgado por el público para complementar la reducción del gasto durante los seis primeros meses para permitir así una más rápida reducción en la emisión de dinero que en el gasto. Las condiciones debieran incluir un reajuste por inflación para lograr la confianza del público en la determinación del gobierno de terminar con la inflación.

4.- Si fuera posible, un crédito externo de estabilización para el mismo propósito.

5.- Un categórico compromiso del gobierno de que después de seis meses no financiará más gasto alguno a través de la emisión de dinero. (Así como la recuperación económica se vaya dando, la cantidad de dinero deseable en términos reales, esto es, la cantidad consistente con precios estables, aumentará. Sin embargo, este incremento debiera servir como base para la expansión de un mercado de capitales privado en vez de utilizarse para financiar gasto público).

6.- Continuar con vuestra política actual de un tipo de cambio diseñado para aproximarse a un tipo de cambio de libre mercado.

7.- La eliminación de la mayor cantidad posible de obstáculos que, hoy por hoy, entorpecen el desarrollo del libre mercado. Por ejemplo, suspender, en el caso de las personas que van a emplearse, la ley actual que impide el despido de los trabajadores. En la actualidad, esta ley causa desempleo. También, eliminar los obstáculos a la creación de nuevas instituciones financieras. Asimismo, eliminar la mayor cantidad posible de controles sobre los precios y salarios. El control de precios y salarios no sirve como medida para eliminar la inflación; por el contrario, es una de las peores partes de la enfermedad. (Eliminar obstáculos, pero no sustituir subsidios. La empresa privada tendrá la facultad de gozar de las recompensas del éxito sólo si también arriesga soportar los costos del fracaso. Todo hombre de negocios cree en la libre empresa para todos, pero busca también favores especiales para sí mismo. Ningún obstáculo, ningún subsidio; esa debiera ser la regla).

8.- Tome las providencias necesarias para aliviar cualquier caso de real dificultad y severa angustia que se de entre las clases más pobres. Tome en cuenta que las medidas tomadas no producirán, por sí mismas, daño en estos grupos. El despido de empleados públicos no reducirá la producción, sino que simplemente eliminará gasto- sus despidos no significarán la producción de un pan o un par de zapatos menos. Pero indirectamente, algunas de las clases menos privilegiadas serán afectadas y, séanlo o no, el programa de medidas será señalado como el culpable de sus angustias. Por lo tanto, sería beneficioso tomar ciertas providencias de este tipo en dicho programa. En este aspecto, mi ignorancia de la situación y acuerdos actuales vigentes en Chile me hacen imposible ser más específico.

Un programa de shock tal como este podría eliminar la inflación en cuestión de meses. También fundaría las bases necesarias para lograr la solución de su segundo problema- la promoción de una efectiva economía social de mercado.

Este no es un problema de reciente origen, sino que surge de tendencias al socialismo que comenzaron hace 40 años y que alcanzaron su lógico, y terrible clímax, durante el régimen de Allende. Ustedes han sido extremadamente sabios en la aplicación de las muchas medidas que ya han tomado para revertir esta tendencia.

La eliminación de la inflación llevará a una rápida expansión del mercado de capitales, lo cual facilitará en gran medida la privatización de empresas y actividades que aún se encuentran en manos del Estado.

El más importante paso en este sentido es la liberalización del comercio internacional para, de este modo, proveer de una efectiva competitividad a las empresas chilenas y promover la expansión tanto de las importaciones como de las exportaciones. Lo anterior no sólo mejorará el bienestar del chileno común al permitirle adquirir todos los bienes al menor costo, sino que también disminuirá la dependencia de Chile en un sola exportación de importancia: el cobre. Quizás la mayor recompensa en esta área se obtendría a través de la liberalización de la importación de vehículos motorizados.

Estoy conciente de que su Gobierno ya ha dado pasos importantes y planea otros futuros en orden a reducir las barreras al comercio internacional y a liberalizarlo, y que, como

resultado de ello, la ventaja competitiva real de Chile se refleja mejor en éste hoy que en las décadas pasadas. Este es un gran logro. También veo que en esta área existe un fuerte argumento a favor de una gradualización para entregar a los productores chilenos una oportunidad para ajustarse a las nuevas condiciones. No obstante, gradualismo no debe significar quedarse estancado. En mi opinión personal, creo que un buen consejo para Chile sería dirigirse a la liberalización del comercio a una velocidad y en una extensión mucho mayores de las que hasta ahora han sido propuestas. Un comercio totalmente libre es el objetivo final deseable, aunque no sea posible de alcanzar en el más cercano futuro.

Quisiera concluir esta carta diciendo que estoy seguro que Chile tiene un gran potencial. Ha sido un pueblo capaz, letrado, creativo y lleno de energía, que tiene una larga historia y tradición de orden y paz social. Hace unos cuarenta años atrás, Chile, como muchos otros países, incluyendo el mío, se encausó en la ruta equivocada- por buenas razones y sin maldad, ya que fueron errores de hombres buenos y no malos. El mayor error, en mi opinión, fue concebir al Estado como el solucionador de todos los problemas, de creer que es posible administrar bien el dinero ajeno.

Si Chile toma hoy la senda correcta, creo que puede lograr otro milagro económico: despegar hacia un crecimiento económico sostenido que proveerá una ampliamente compartida prosperidad. Pero para aprovechar esta oportunidad, Chile deberá primero superar un muy dificultoso periodo de transición.

Sinceramente,
Milton Friedman

Interview with Arnold Harberger [1220]

An interview with the dean of the "Chicago Boys".

David Levy - Vice President

March 1999

Government leaders of more than 15 countries have called upon Arnold Harberger's expertise. With a reputation as a hands-on practitioner of economics, Harberger has also held consulting positions with global organizations, including the International Monetary Fund, the Asian Development Bank and the Organization of American States.

Numbered among his students at the University of Chicago and the University of California Los Angeles are at least a dozen central bank presidents and two dozen foreign government ministers.

But Harberger may best be known for his leadership of a group of economists known as the "Chicago Boys," so named because of their connection to the University of Chicago. The "Chicago Boys" were significant free-market reformers in Chile during the 1970s.

Currently a professor of economics at UCLA, Harberger spent 38 years at the University of Chicago, where his research contributions were mainly in the fields of public finance, cost-benefit analysis, international economics, the economics of inflation and economic policy for developing countries.

In the following interview Harberger takes the reader around the world as he discusses economic policies and problems in Latin America and Asia, and shares stories of his mentors and colleagues over the years.

REGION: The Federal Reserve is always open to advice, expert or otherwise. What advice do you have for the Fed?

HARBERGER: When I go to Latin America and other places people ask me, among other things, about the prosperity in the United States and the rather amazing economic expansion and minimal recessions that we've had in recent times. I say, "Well I think that's all because of Greenspan"; I know that it's the whole Board and not just Greenspan, but just about everybody identifies the Board by its chairman's name.

I think the Greenspan Board has forged a new path, somewhere between Milton Friedman and James Tobin. Friedman conceived of the demand for money as a very stable and immobile function, one that you could rely on. At the same time he thought of bureaucrats and officials as a very unreliable lot, not to be trusted. These views led him to advocate a simple rule of monetary expansion based on the demand for money. Then you

[1220] Source :Levy, David, “Arnold Harberger: An interview with the dean of the “Chicago Boys””, *The Región*, The Federal Reserve Bank of Minneapolis, March 1999. Disponible sur : http://www.minneapolisfed.org/publications_papers/pub_display.cfm?id=3569 (consulté le 10/12/2009).

have the other extreme: Jim Tobin thinks the demand for money is so volatile as to be completely unreliable. I think that the truth has proved to be somewhere between these two extremes. You can try fitting as many demand functions for money as you like, and you're not going to find one that has exhibited during recent decades the degree of stability that Friedman was counting on.

But at the same time I just don't believe that the demand function for money is not a real and live and important relationship. So we have to deal with a very essential function, central to monetary theory and policy, but with the unfortunate attribute of shifting over time. My view is that even if we cannot predict these shifts, we can try to understand them when they occur. We can reach judgments about whether a given shift is transitory or more lasting. And we can then use these judgments to guide monetary policy. When the demand for money shifts upward, you give the public more money so as to avoid deflationary pressures, and when it shifts downward, you take money away from the public in order to forestall inflation.

I think of Greenspan as having a whole corps of detectives doing detective work on the demand for money, trying to find out when it has shifted and when it has not. When they see what looks like a shift, they ask whether it is likely to last, or if it is purely transitory or an error of observation. This detective work is done, always with the idea that once one learns how the public's demand for money has shifted, one accommodates these shifts, thus helping to stifle important inflationary and deflationary pressures before they gain much force. I really think that that is a fair description of what the Fed tries to do. Indeed, I had occasion a little more than a year ago to sit next to Greenspan at a lunch and I asked him what he thought of this interpretation. He said he considered it a good representation, except that he found the detective work to be a lot more difficult than I had intimated!

REGION: When I asked several economists at the Minneapolis Federal Reserve about you before the interview, they invariably said, Harberger is known in the economics world mainly for two or three things. What would you guess they said?

HARBERGER: Well, I really have no idea what your colleagues in Minnesota might say, but I know what I would have liked them to say, and for what I would like to be remembered. There are three main things. First, I've had over my long academic life lots and lots of students of whom I am very proud. They have distinguished themselves both in the academic world and in policymaking. Quite a number were among the important architects of major revolutionary changes in their countries' economies, particularly in Latin America. A few of them (notably Gregory Chow, Zvi Griliches, Bob Lucas, Merton Miller and Marc Nerlove) have also been responsible for significant advances in economic science.

Second, I would like to be thought of as an advocate and a missionary of economic ideas in the world. I believe, more than most economists, in the great strength and pervasiveness of economic forces, and in the power of economic policy to do all sorts of things. No one can deny that when it's bad enough, economic policy can certainly ruin an economy. And if bad economic policy can ruin the economy, good economic policy can certainly correct it. Therefore I feel that we have a very important role to play. The role of economists in the world, in some sense the duty of the economics profession, is for us to represent economic knowledge in the councils of government and in debates about policies in all kinds of forums. Policy decisions about economic matters should be built on what we have learned, and it is our job to see that the voice of sound economics is heard by those who make decisions. This is what I have been fighting for, for almost all of my professional life.

The third thing that I would like to be remembered for is that I was a genuine professional economist who practiced what he preached. I have worked hard on lots of

problems, in lots of places, covering lots of areas of economics. I would like people to think of me as somebody who, with a very simple kit of robust tools based on economic fundamentals, was able to go out and face many different problems in many different places and come up with some pretty good answers.

REGION: Your students are salted throughout the international organizations and central banks and universities of the world. Is there a way that we can understand who they are, where they are and what they're doing?

HARBERGER: In the developing world and Latin America in particular, I have been fortunate to have a large number of students over the years. I've taught something like 300 or more Latin American students in American universities, plus many more in the shorter courses that I've given down there. In any case, I am very proud of what they have accomplished. I think my number of ministers is now crossing 25, and I know my number of central bank presidents has already crossed a dozen. Right now the central bank presidents of Chile, Argentina and Israel were my students, and the immediate former central bank presidents in Argentina, Chile and Costa Rica were also my students. So that's at one level.

In the international agencies they have also built an enviable record. There was one moment in time when four regional chief economists at the World Bank had been my students in Chicago. One of them, Marcelo Selowsky, went off to be the chief economist for the newly minted ex-Soviet empire area, which is the biggest such job in the whole bank. And guess what? He was replaced by yet another former student, Sebastian Edwards. So it's very nice to see these people moving up, and I'm proud to have played a part in their development as economists. But I certainly don't want to claim anything like exclusive responsibility for their training.

I think the entire atmosphere at Chicago for a long period there, in the 1960s and 1970s in particular, made it a cradle for the training of people in policy economics, always emphasizing fundamentals and always trying to give them a true sense of how economics links to the real world. These attributes are woefully lacking, I think, in much of the training that goes on today. Far too much time is now spent, in most graduate schools, on highly formalized techniques that are very remote from the real world and that do much less to prepare future policy economists than was done in that era at Chicago and a number of other places.

REGION: So if you were to generalize about what your students might have in common, the "Harberger" in them, it might be this practical hands-on approach.

HARBERGER: Underneath it all I think is a certain element of modesty—a recognition that we're not going to be able to "model" the world, that the world is not just going to accommodate itself to some little frame that we make up. On the other hand, there is almost no economic event where supply and demand does not enter. So if you really know how to handle supply and demand, put it into different contexts at different times, you're way ahead of the game. People coming from graduate school are going to fall flat on their face if they try to apply ultra-sophisticated models in tough real-world situations like the ex-Soviet empire. Those situations will be much better understood, diagnosed and acted upon by more fundamentals-oriented people who say, "Well here we've got proto-markets that are just now being created; how do we see the forces of supply and demand working here?"

And I think the reason why these Chicago products of the 1960s and 1970s rose like corks in the international agencies and in other policy arenas came from the fact that, on so many different occasions in countless boardroom and brainstorming sessions, they seemed to see problems more clearly; diagnose them more accurately, and to draw more direct policy

implications from their analyses than most of their competitors. And to build these attributes, I believe their fundamentals-based, real-world-oriented training was the key.

REGION: I would also imagine that your students reflect predominately free market thinking?

HARBERGER: Correct. I think that when people talk of the Chicago School who haven't been there and who only read about it in the press, they tend to think of Chicago as being characterized for a long period of time by an ideological slant on economics. Nothing could be farther from the truth. It was never like that. Milton Friedman had his office next to mine for something like 20 years and I can vouch that *Free to Choose* was never used in classrooms. Nor were the messages of *Free to Choose* put forth in the classroom. *A Monetary History of the United States* and Milton's text on price theory and its applications was used. I think three basic tenets characterized the Chicago School during the years that I was active there.

First, everybody believed theory was important. Theory was important because otherwise you can't cope with very complex issues in an organized way. The second tenet was that theory is important only insofar as it helps us really understand and interpret the way the world works. Theory for its own sake (or what I sometimes call stratospheric theory) had very little place in "Chicago" thinking at that time.

And the third tenet of the Chicago School is a firm, unshaking conviction that market forces really work. It isn't that markets are perfect. It isn't that they lead to the beautifully refined equilibria of contemporary theory. They're genuine forces: The one law that nobody can repeal is the law of supply and demand, and those who try to fight that law are headed for big trouble. This view was shared by all the people who were active in Chicago. The faculty all believed it and they kept showing students one real-world example after another, looking at it and saying, "Behind what we observe are these fundamental forces. You observe, you reason, you gain understanding, and finally you predict on the basis of these forces." This way of thinking became an integral and essential part of the way most Chicago students ended up viewing the world and exercising their profession.

REGION: Hayek came during your tenure at Chicago?

HARBERGER: He was in and out, but not in economics.

REGION: On the Committee on Social Thought?

HARBERGER: He was on the Committee on Social Thought, upstairs on the fifth floor. There was amazingly little interaction between and Hayek and the rest. I think it would have been more interesting if there had been more interaction. There was a great difference in focus between Hayek (the Austrians) and Chicago as a whole. I really respect and revere those guys. I am not one of them, but I think I once said that if somebody wants to approach economics as a religion, the Austrian approach is about as good as you can get. They approach it from the angle of philosophy: They derived the principles of free market economics from what they saw as "the nature of man" and other fundamental principles. Their approach pays little attention to empirical measurements and testing. If the price of something goes up and the quantity goes up, they infer that the demand must have shifted. That's true. But then they ask, how can you infer anything from anything if you can explain any given paradoxical event by such an easy ploy? That's their story. Whereas the economics department people in Chicago, while being just as devoted to good theory as the Austrians, really ultimately paid a great deal of attention to the empirical world and the use of economics in the empirical testing of theoretical propositions.

REGION: So, does the Chicago School still exist?

HARBERGER: I think it does. As the faculty rolls over it takes on different forms. In the period to which I refer "policy economics" was the top thing in Chicago. We had T. W. Schultz, Milton Friedman, George Stigler, D. Gale Johnson, Harry Johnson, Bob Mundell, Jacob Frenkel, George Tolley, Larry Sjaastad, and myself, among many others less directly interested in policy issues. Policy economics was the hallmark of Chicago in that period. It was why many students went there, and what many students took advantage of after they left.

Today, policy economics is very little represented at Chicago and there are really two main centers. One is the macroeconomic center that surrounds Bob Lucas, along with Lars Hansen, Nancy Stokey and others. Then on the other side you have a group of people that I package together under the umbrella of "human resources": Gary Becker, Jim Heckman, Sherwin Rosen, Bob Topel and Kevin Murphy (who won the latest John Bates Clark Award, given every two years to the economist under 40 who has made the most significant contributions to economics).

REGION: One gets the sense from your speeches and writings that to you successful economic policy in developing countries is best understood in terms of the people who provided the leadership. Is that correct?

HARBERGER: I would start with the fact that most major economic policy changes come in moments either of actual crisis or perceived crisis, that societies that are comfortable rarely want to change their comfort level even though sensible reforms promise to improve things. They may be willing to make "little" sacrifices but not big ones in the hope of promised improvements. This helps explain why major changes have nearly always come at moments when people were reacting to a crisis situation—where in some sense they had "had it up to here" and were willing to risk taking daring new trails. Now, let that be the backdrop.

When I use the word "risk" here I really mean it. It is typical of crises that people really don't know what to do. The authorities are often just as perplexed as everybody else. They too often have turned to the wrong people for advice, people who prescribed medicine that was altogether wrong and that drove the country's economy to the wall. Examples are Indonesia in the time of Sukarno, Chile in the time of Allende, Nicaragua under the Sandinistas, Argentina under Isabelita Perón, Peru under Alan GarcÍa. And then there are those wonderful occasions where people who really know what to do, and who embody good economics, are given their head, so to speak. Having such people in the right place at the right time can really propel an important revolution. I think the Indonesian miracle of 1968 and onward, the Brazilian miracle of 1965 and onward, Chile's performance since 1973 and Argentina's since 1990 all have that characteristic.

REGION: So really it is a timing issue?

HARBERGER: I think in terms of the translation of economic ideas into policy. The maturation of economic ideas in the cauldron of academic life is a continuing process; goes on forever. But I think that for making major policy changes in a country, the element of crisis is critical. It creates opportunity and that opportunity may fall into the lap of somebody who just doesn't know what to do or does it badly. But with luck the reins of policy will be given to people who really know what to do and how to do it.

REGION: Let's talk about the "Chicago Boys" in Chile and your role as their "father." Does the story begin with "El Ladrillo"?

HARBERGER: That is an interesting place to start the story. Eduardo Frei (the father of the current president of Chile) was elected in 1964 and his term ended in 1970. Allende was the candidate of the left in the 1970 election, and the Christian Democrats (quite unfortunately from my point of view) named Radomiro Tomic as their candidate. Tomic was from the left wing of the Christian Democratic party and seemed to rival Allende in terms of what they were promising. They almost looked like peas in a pod.

Well, it wasn't just Harberger that reached the judgment that this didn't look like a very happy choice. A whole segment of the Chilean body politic was troubled by it. This led to a late candidacy by Jorge Alessandri. Since his candidacy was getting off so late, they called upon a group of younger economists (many of them former students of mine) to put together an economic platform. They worked very intensively and produced what I thought was a very good platform for Alessandri.

That platform turned out to be too reformist and too free-market for Alessandri. His political team so modified it that none of the authors wanted to be identified with the end product. But they stayed together as a group thinking about policy issues. Allende was elected (with 38 percent of the vote) and after that this group, plus a few others, kept meeting, working with their 1970 policy prescriptions and evolving them through time. Their aim always was to specify in concrete terms what should be done to straighten out the Chilean economy.

As a result of this continuing operation, a document, later called The Brick ("El Ladrillo") was created. As far as I know, at the time the military coup took place in Chile it existed only in typewritten copies with many carbons. It wasn't even duplicated. After the coup, who was around who had thought about any of the problems of transforming Chile in a positive way? I believe it's fair to say that these guys, most but not all from Chicago, were the only game in town. They became key advisers on economic policy, but the military kept the ministries for about a year and a half.

During that time, inflation kept roaring on, in spite of the fact that part of the reason for the military coup was to stop inflation. Under the Allende government there were enterprises that had been taken over by the government via a legal expropriation process, but many others that had simply been "intervened" by the government, which left the owners sitting out there in the cold but still the owners. The "interventors," whom I called commissars, paid little attention to efficiency and profitability, and as a consequence ran huge deficits.

Then came the coup, and the commissars were replaced by colonels. From on high came an order to each colonel: Thou shalt not have a deficit. Here is another case of flying in the face of economic laws. You cannot eliminate deficits by fiat, and they did not eliminate them. How had the commissars financed their deficits? They remembered some guy they studied with in Moscow some years back who was running a bank, so they'd go to him and ask for credit. Well, the colonels who took over from the commissars did much the same thing. They remembered some colonel that went to military school with them who ran a bank and leaned on him for the credit to finance their deficits.

After about 18 months inflation was still running at virtually 20 percent a month and things were not getting better. Ultimately the decision was reached by the military to throw in the towel. They named Jorge Cauas, a good friend of mine, not a Chicago person but one who could be, as a sort of super minister. That is when the "Chicago Boys" began to rise up to positions of top authority like minister, central bank president, etc., whereas up to that time they had been one notch lower in the hierarchy.

That is the time when major fiscal reform took place and when a good part of the transformation took place. Certain reforms had happened under the military. They had eliminated price controls on nearly everything very soon after the coup. They had unified and freed the exchange rate; they had also acted early on the first steps of a tax reform and had begun a process of privatization. Thus it wasn't that no reforms had taken place before this passage of control from the military to the technocrats, but the big macroeconomic story of inflation and the budget was where the military had failed to cope. Finally, after 18 months, they recognized that they had failed. That was how it came about that the team known as the "Chicago Boys" took over in the top economic policy posts.

REGION: And your role?

HARBERGER: I don't know how people ever got the idea that I somehow was acting as the conductor of Chile's economic policy orchestra. It was nothing like that. When people see "my hand" in the package of policies actually put in place in Chile, the source of that "hand" was more than 90 percent likely to be my lectures and seminars in Chicago, and the interminable bull sessions that I and my Chilean students had been having ever since the late 1950s.

Moreover, at the same time I was troubled by some of the things that were happening on the political scene during and after the military coup. As a consequence there were five years at least, in which I absolutely refused to be a "consultant" to the Chilean government in the same way as I worked in other countries. The closest I got was writing a couple of papers for a private think tank, the Center for Policy Studies, in Chile. But at the same time I took every opportunity I could get to go to Chile, to see what was going on and to talk to my former students who were ministers, vice ministers or president or vice president of the central bank. We would meet at lunch and talk about problems. I don't know if I did anything except express my enthusiasm for the positive things I saw being done, and maybe every now and then emphasize the need for them to approach their policy problems in a mature and measured way, weighing benefits against costs, and trying to find policy designs that would strengthen support for and lessen the opposition to their programs.

REGION: During the authoritarian Pinochet government, the "Chicago Boys" promoted free-market reforms. Isn't it ironic that in a top-down situation you could make bottom-up solutions work?

HARBERGER: For a long time opponents would say these were reforms that would never be adopted by a democratic government. Then what happened is that one democratic government after another in Latin America adopted virtually identical reforms. Argentina, in particular, compressed the period so that they did in less than five years most of what it took Chile 15 years to do. So you can't say that these reforms are inevitably shackled to a military government.

Now it can be said, however, that the first ones to do something, the pioneers, always have a harder time than those that follow them. And in the context of the middle and late 1970s in Latin America it took a great deal of courage to take those steps. Given that there was a military government, the idea that they were willing to cede economic authority to a group of technocrats made that transition easier than it would have been in a democratic context of the same time and place.

REGION: Milton Friedman played a different, lesser role in Chile, yet because of this connection with the Pinochet government, it had quite an effect on his life.

HARBERGER: And mine too.

REGION: How so?

HARBERGER: Milton, in a sense, is a big hero in that he took a lot of heat on the basis of just a single visit to Chile. He went there for a private foundation in March of 1975, and gave lectures in the universities and to broader audiences. Notably, these included lectures on the principles of freedom and similar topics. He spent less than a week in Chile and he came back to five years of demonstrations against him wherever he went. There was no justice in that, but Friedman really took it with great dignity and strength of character.

REGION: Even onto his Nobel Prize.

HARBERGER: That was only one year later. I encountered the same kind of student demonstrations—in Wisconsin, Berkeley, Davis and Duke. In Harvard I was made an offer of what is now Jeffrey Sachs' job, and there was a set of reverberations surrounding the Chilean story. In the end I wisely turned down that offer. I felt that it made no sense to enter a new and challenging job and to have to spend your first couple of years beating down other people's misinformed and false images of yourself. It's counterproductive for anybody to be in that situation.

REGION: The Mont Pelerin Society met in Chile.

HARBERGER: In 1981.

REGION: What was the significance of picking Chile?

HARBERGER: Chile was being touted as a great free-market economy and they wanted to see it. That was why it was picked. They were very careful to have lots of sessions on freedoms of all kinds so that it would become clear to everybody that they were not there to endorse a military or an authoritarian government. They were there to endorse what they thought of as very good economic policy.

REGION: You've talked a great deal about why some countries grow more rapidly than others.

HARBERGER: I try to approach the study of growth working up from the tangible basics. I guess that is part of my trademark in economics. Economic growth comes in part from a growing labor force, and/or one whose quality is improving, in a human capital sense. It also comes as a result of investment in physical capital. Finally, growth comes from improvements in total factor productivity. I prefer to use the term "real cost reduction" rather than "total factor productivity" because it's something that every businessman in the world recognizes. This element of real cost reduction certainly has been an extremely important part of the growth process and something that we have known about and studied since the 1950s.

The "breakdown of growth" analysis that I'm talking about really came into the forefront of economics in the 1950s. People like Abramowitz, Schultz and Kendrick. Many people identify it with Bob Solow, who was the first to build new theory on this base, but others were working on it empirically before that time. Indeed, Tinbergen and Stigler had the basic idea in the 1940s, before others brought it to center stage.

One of the things that I find very puzzling is once you realize that the increment of the labor force is one source of growth; that the improvement in education (i.e., the quality of the labor force), is another; that the rate of investment in physical capital is still another; that the productivity of that physical capital is another source of growth; and that real cost reduction is yet another, why does 99 percent of the literature on growth not study these things one by one? They deserve to be studied one by one because they depend on such different elements.

You can see Asian countries saving 30 and 40 percent of their GDP. That explains quite a lot of their growth. Why not zero in on that and try to study what leads to high and low savings rates, rather than nearly always run regressions just for the overall growth rate? Countries with rapid population growth will have rapid labor force increments. That doesn't come from some endogenous growth model, it comes from the fact they have a lot of babies, which those models don't talk about. So let's get down to earth and try to understand what we observe.

Now I feel that in this breakdown of growth we understand reasonably well the parts that have to do with the productive factors, labor and capital. The one that is the most difficult for us to fully "internalize" is the element of real cost reduction. I think we need to do a great deal more work studying that term. We need to try to get a much clearer picture of the elements that seem to make it bigger or smaller at different points in time. We have been moving in this direction in some of our recent work here at UCLA.

REGION: Can you give us some of the flavor of that recent work?

HARBERGER: In my 1998 American Economic Association presidential address called "A Vision of the Growth Process," one of the things I emphasized was what I called, in another context, the juxtaposition of "yeast vs. mushrooms." Yeast makes the bread rise kind of evenly, the way a balloon blows up. If real cost reduction were like that, we'd have similar improvement in productivity in shoeshines, in laundromats, in carwashes, in the auto industry, in pharmaceuticals—everything would grow evenly all through the economy. The mushroom analogy comes from the fact that it is very hard to predict where mushrooms are going to pop up—here, there or another place. And that's what we see. Real cost reduction is extremely uneven across industries and activities. It is very hard to predict in advance how strong it will be and where it will occur.

I focused on this around 1990, and subsequently I was struck by yet another fact: Not only is this real cost reduction uneven, but in nearly every data set broken down by industries within an economy or by firms within an industry, you have some with falling real cost (rising productivity) and others with rising real cost (falling productivity) per unit. This juxtaposition is something that I'm fascinated by right now and that I want to pursue, because if only we could do something to reduce the incidence of rising real cost we could gain a lot. Indeed as we study different periods, we find that the good periods are those with low incidence of cases of falling productivity, while the bad periods show a high incidence of such cases. This differential incidence explains most of the difference between good and bad results. I think we should focus our energies on studying and understanding this phenomenon of rising real cost, especially in light of how much difference it makes.

This has led me to the "vision of the growth process" that I tried to convey in my presidential address. Firms are the locus where growth takes place. Entrepreneurs and other decisionmakers within the firms are the people who are the agents of this process. Somebody out there finds some way to make a dramatic reduction in real cost, does so, expands output, reduces prices, prospers. What happens to competitors? They're driven back along their average cost curves, and they end up having increased average costs, which is what we measure. So those with negative real cost reductions are the losers in the competitive battle.

Schumpeter used the term "creative destruction" for the process of growth in a market economy. I pick up on that and say that here we have a lot of evidence. Creativity brings about the positive real cost reductions in the winning firms, but for a period of time the losing firms suffer an opposite force so that the net gain for the economy is not as great as what you're seeing in the winners alone. Yet the losers are either going to adapt, in which

case the consumers will gain all over the place, or they'll go out of business, in which case consumers will gain as they shift their demand to the winners. That's my line of thinking.

In policy we have to try to make it easier for people to perceive opportunities for real cost reduction. We have to fight against inflation, which blurs their perceptions, and against market distortions, which send them false signals about real costs. We have to fight for more open markets and freer competition, both within and among nations. This speeds the process of implementing real cost reductions and bringing their benefits to consumers. And we have to provide an institutional framework (laws, contracts, property rights, etc.) and a macroeconomic policy environment (stable and broadly predictable) that fosters a rapid adjustment of capital stocks in response to changing circumstances.

REGION: You just came back from Indonesia. What's happening in Indonesia with you?

HARBERGER: Indonesia was one of the big sufferers from the great Asian crisis which started in Thailand in July of 1997 and spread rather quickly to half a dozen other Asian countries. Indonesia was particularly hard hit because the political equilibrium in Indonesia was not as solid as in a lot of the other countries, and so you have a kind of political uncertainty layered on top of an economic crisis. They underwent a huge flight of capital, which led to an enormous depreciation of the exchange rate. Both the capital flight and the currency depreciation helped reveal a pre-existing weakness in the whole structure of the banking system, and in part precipitated further weakness because these banks owed dollars to foreign banks. The weight of this dollar-denominated debt was magnified as the price of the dollar went from Rp 2,500 to Rp 15,000. That's a quick description. It was a combination of a credit crunch combined with an exchange rate crisis, a balance of payments crisis, a loss of capital.

One of the principles of dealing with a crisis of confidence of the magnitude that happened in Indonesia is that God only knows you don't want M2 to go down (M2 is, generally speaking, currency, demand and savings deposits, and other balances largely held by households). In my opinion people shouldn't really worry too much about a declining M2 per se, but they should worry about its consequences for bank credit, especially to the business sector. It is the credit side that is the problem. M2 going down just by itself means that people are going to spend more (as they get rid of unwanted cash balances). That would not have been a problem in Indonesia in 1998. But it is a huge problem if M2 going down means that all of a sudden the volume of real credit is cut from a hundred billion to fifty billion in a matter of months. What about all those firms whose credit was cut so sharply? What about all the product that is lost as fundamentally solvent firms are driven to the wall for pure "liquidity reasons?" So that's the reason why you want to keep M2 up. Indonesia was relatively successful at keeping M2 up; in that sense, they were trying hard to save the situation.

But a very funny thing happened on the way to the forum, so to speak. What happened was that they passed through three months of a strange sort of price level stability. Strange in that even now the underlying forces are quite inflationary. As the exchange rate was dropping from its peak of over Rp 15,000 down to Rp 7,500 it was dragging down the prices of tradables with it. The prices of nontradables were still going up, reflecting the underlying inflationary force of the economy. These two forces roughly canceled each other and left the general price level basically flat. Okay, you've got this flat price level and an interest rate on SBIs (which are like Treasury bills), at 38 percent. This is the interest rate they were paying on deposits when I was there in December 1998. In other places where I've seen such high real interest rates, the situation was driven by the demand for loans—the private sector so desperately needed loans that they were willing to pay real interest rates of 2 and 3 percent a

month and stick with it since credit was so scarce. High real interest rates were just the rationing price of scarce credit in these moments.

What's different about Indonesia is that (as they tell me) virtually no debtor to a bank has amortized any of that debt in something like 15 months. So the whole credit structure is frozen. These debtors are not paying anything on their debt because they know that if they pay the banks, the banks won't lend them back. The banks are too concerned with shoring up their own tottering portfolios to want to make new business loans or renew old ones. Now this 38 percent interest rate which is holding up M2 is being paid somehow. Part of it is being paid by writing up the interest on inactive deposit accounts, and similarly adding interest charges to inactive loan accounts so that banks' books balance at the end of the month. But that written-up interest is still ultimately going to be paid to bank depositors. At the same time, interest is also actually being paid right now to depositors who withdraw their money. This is happening and will continue to happen because Bank Indonesia, in the early stages of the crisis, guaranteed deposits, which is something I think it had to do. But now this promise has turned into its guaranteeing M2 deposits with a 35 to 40 percent interest rate. And who's paying? It's going to be Indonesia's people, its taxpayers, on whom in the end much of the burden will fall.

Now, in somewhat similar situations that occurred in Chile and Argentina the depositors were being paid high real interest rates in order to finance an active market for bank credit to business borrowers who were willing to pay, say, 40 percent for their credit. But here you're not buying anything. I ask, for what are they paying this 38 percent interest? Cannot a better solution be found? If they lower that interest rate and M2 drops by a third, would the consequences be so bad? Should they contemplate such a move, in light of the fact that the credit market is already in a state of deepfreeze anyway? These are the burning questions of the moment.

REGION: Were you consulting in Jakarta?

HARBERGER: Well, I have over the last 15 months gone to Jakarta three times under the auspices of USAID (U.S. Agency for International Development). These trips have taken me to the central bank, the ministry of finance, the planning office and other government agencies to talk to people and try to introduce into general discussion a somewhat independent and "outsider" point of view. I think I got off to a good start with the Indonesian authorities. My guess is that the AID people asked me to come back because I could talk easily with the Indonesian authorities and technicians about a lot of things.

REGION: And the International Monetary Fund's role in Indonesia? Do you have any advice for them?

HARBERGER: No. In some circles the IMF has been accused of moving with a too heavy hand in the Indonesian case. Sometime relatively early in the crisis, October/November of 1997, the IMF was working out a package with Indonesia and insisted that they close something like 16 weak banks. They did close at least some of these banks, which may have led to pressure on other banks and thus helped to exacerbate that situation. The critics say, "Well, the Fund was being very heavy-handed in demanding that they actually close these banks." But you talk to people from the Fund about the same subject and they all say, "Look, these banks were really bankrupt, and there are plenty more that are close to technical bankruptcy. We've got to send the signal in some way or another that something has to be done, otherwise the predictable response will be just to postpone, postpone, postpone. If we provide money and all they do is postpone the problem, what's our money buying?" So you can see there are two sides to that story.

REGION: What are your thoughts on currency boards that economist Steve Hanke promotes?

HARBERGER: Well, I think Mr. Hanke has a lot in common with the Austrians. To him, the virtues of the currency board come from on high; the currency board can do no wrong. Now it's interesting that some currency board advocates point to Argentina in the period of the Mexican crisis as a prime example of how wonderfully a currency board works. I point to Argentina in exactly that same period as my evidence for why a typical grownup country shouldn't and can't have a currency board. Formally, a currency board "prints" local high-powered money only in exchange for "hard" foreign currency. A currency board is supposed to function "automatically," doing nothing but make that exchange. It is not supposed to implement discretionary monetary policy, or to be a lender of last resort or to be a regulator of the banking system. A currency board's base money is simply the mirror image of its international currency holdings.

Now turn to Argentina early 1995. What happened? In the wake of the Mexican crisis, which was I think the 20th of December 1994, there was a period of just a few weeks in which Argentina lost one-third of its gross international reserves and one-half of its net international reserves. Now, under a proper currency board, the entire pyramid of M2 would have contracted by one-third or one-half depending on which of those is the proper base. That collapse of M2 by a third or one-half would have so constricted credit in Argentina that they would surely have had something like the U.S. Great Depression or worse. Now, what did they do in fact? On an international reserves base of only half of what it was before (if you take the net reserves figure), they maintained a pyramid of M2 which was 90 percent of what it was before.

How did they work that miracle? By doing things that no currency board advocate would ever think of. Number one, they drastically cut the reserve requirements of the banks, and second, they took advantage of a very sly provision that Domingo Cavallo had put into the convertibility law. This law said that part of the dollars that had to back the liabilities of the Central Bank of Argentina could consist of Argentine government obligations denominated in dollars. I think the fraction could be up to 30 percent. That authority was used to the maximum. That's no currency board, nor is the changing of reserve requirements compatible with the concept of a currency board. Yet if it hadn't been for those two violations of the currency board concept, it would have been a terrible disaster. So I say, Argentina is a perfect example of why a currency board doesn't work. With the currency board you're backing only base money; you're not backing M2.

Currency boards can work well in situations where the demand for money can fall sharply without inducing a corresponding contraction of credit. This was the case in the British colonies where the currency board idea originated. It is also the case in any town or city in the U.S. today. A small country can approximate this result by having most of its banking done by big international banks, assuming these banks are willing to maintain their loan portfolios in the country (as the big British banks used to do in the colonies) even in the face of a large decline in deposits. That is what I feel has to be done to make a currency board work.

REGION: In the last edition of *The Region* magazine, we wrote exclusively about the importance of economic literacy. This seems to be one of your topics. Do you have an opinion on economic literacy at any level?

HARBERGER: Let me give you a prime example of the importance of economic literacy. Here in the United States, we've had this deficit with Japan for many years.

Everybody knows that the bilateral trade balance between two countries is not supposed to mean anything, but forget that. Our governments, going back to before Reagan, have always been saying, "Japan should spend more, they have to stop having this surplus with us." So we are pressing Japan not to have a trade surplus in order for us not to have this bilateral deficit with Japan. Many people (myself included) were taught very early on that all deficits were involuntary and therefore in the same sense bad; you were losing these reserves that you never wanted to lose. But most of the time in the real world, a deficit arises when people from abroad are putting money into your country. Far from being bad, trade deficits are a signal that others regard your country as a good place to invest. If we look back historically, and you say who the hell's been feeding the world capital markets for lo these 30 or 40 years, it's been mainly Japan. To me, our successive administrations have been saying to Japan: Stop feeding the world capital market!

Now the question is, why does such a straightforward and sensible economic interpretation not get anywhere. How many people have you heard in the press, out of the press, policymakers, etc., thinking of it this way? Yet isn't it a natural way? I think this is a case where we obviously need more economic literacy.

REGION: You influenced so many people who studied under you. Who do you point to as those you studied under who influenced you?

HARBERGER: I am the most blessed economist that I know. Really. I can't exaggerate the amount of luck that I had in my economic education. My three most influential classroom teachers (in alphabetical order) were Milton Friedman, Jacob Marschak and T. W. Schultz. Milton taught me price theory in a way that I can't imagine price theory being better transmitted. It ended up that you internalized it. It was not something that you learned and were able to play back on exams. It was a part of yourself by the time you got out of that course.

Jacob Marschak taught me macro—a very simple, neo-Keynesian kind of macro. My vision of macroeconomics has since moved beyond that, but he was a wonderful intellectual and a wonderful teacher. It was through him that I got the idea of making simple models for just about anything that I was going to do, and thinking always in general-equilibrium terms.

T. W. Schultz was one of the great economists of the century, I'm sure. He was true real-world in the sense that he struggled with issues at the level of farm policy and the study of the transition through which American agriculture was going. I'd say in his lifetime probably the fraction of people on farms went from close to 50 percent when he was born to like 3 percent when he died. He was the one who, studying that phenomenon, recognized what was going on and always fought for good economics, which means you don't try to keep people on the family farm because the family farm has such a sacred image. What he saw was an economic process going on and his conclusion was that economic policy has to help this economic process work. And then he was also, of course, one of he great advocates or the great revivers in our century of the concept of human capital.

My Ph.D. committee consisted of Lloyd Metzler, who was one of the great international trade economists of his era and also a wonderful teacher. My other two you'd never guess—Kenneth Arrow and Franco Modigliani. Now when I say I was blessed, do you understand what I mean?

REGION: Frank Knight?

HARBERGER: I took more classes with Frank Knight than almost anybody. He too was a wonderful old man. He was a philosopher more than an economist, and a true intellectual. There was nothing sacred for Frank, especially not religion. But he also had a certain kind of

humility. You have to recognize that some representatives of Chicago, both professors and former students who go out in the world, could conceivably be painted as somewhat less than humble. Well, Frank was not like that. He was constantly recognizing how much he didn't know, and constantly wrestling with observations and ideas.

REGION: So many wonderful things came out of your "Chicago Boys" experience in Chile. One of them for you personally was that you found a bride in Chile. Is that right?

HARBERGER: Oh, absolutely. I met Anita in Chicago, not in Chile. I met her at a party in the apartment shared by several of my students, including Sergio De Castro, who became the most prominent leader of that first big wave of Chilean reform, and Ernesto Fontaine, who to this day is a hero in Chile (in economic terms in my sense) because he more than any other person has made economic project evaluation a living reality and in that country and as a result saved the country billions of dollars.

We got married in London. I had met Anita only in October and I was scheduled to go to England right after Christmas for a term in London and then a term in Cambridge. She was at Northwestern at the time, and came over at the end of the winter term. She arrived in London on a Saturday morning and we got married that afternoon. Our wedding took place for curious reasons but very happily in St. Martin's-in-the-Fields. The person who gave away the bride was Lionel Robbins and my best man was Richard Stone. Attending the wedding were only economists (because they were the only people I knew) and their families. Harry Johnson was there and Dick Lipsey and Chris Archibald and Peter Bauer and Basil Yamey and goodness knows, maybe 20 or so more.

REGION: She was Chilean?

HARBERGER: She was Chilean.

REGION: Did that influence your involvement in the Chilean project?

HARBERGER: I was already involved. My first visit to Chile was the first of July of 1955 when I went with three other Chicago professors to help determine whether we did or did not want to enter into a program of collaboration with the Catholic University of Chile. That was the beginning of my Chilean adventure. I had studied Spanish in high school, did pretty well in it, went to Johns Hopkins University, took a first-year course in Spanish, and then in my sophomore year I was taking graduate courses in Spanish. In the Army I went through basic training, took some tests and they classified me as a Spanish linguist. I went to the University of Illinois for six months and wrote a thesis on the latifundia [owner-operated large-scale agricultural estates] in Spain while in the Army. So the decision to take Spanish in high school influenced my army career, it influenced a great deal of my professional life, my whole linkage with Latin America, and my marriage!

REGION: Your house is decorated so interestingly with artifacts from all around the world, especially I'm noticing from Hindu mythology. Did collecting become a hobby as you went to the corners of the globe?

HARBERGER: People think of me in connection with Latin America, but really I have quite solid links with India because we spent a whole year there in 1961-62 on an MIT project. Then I had a long hiatus and I went back a couple of times in 1971 and 1972, and again more recently in connection with an International Center for Economic Growth project. I went at the beginning of that project in 1993 and again at the end in 1996. If the occasion had arisen that I could have got another year's leave in 1962-63, I believe we would have stayed on with great pleasure. But the plethora of Indian artifacts in this house stems

mainly from the fact that the Cottage Industries Emporium in New Delhi is such a fascinating place to shop.

REGION: When did you move to UCLA?

HARBERGER: I did some visiting here in 1982, 1983 and early 1984, and then signed on in July of 1984. That was followed by seven years during which I was two quarters here and two quarters in Chicago. I retired from Chicago, but I never "left" Chicago. I became Emeritus in 1991 and since then I've been full-time here.

REGION: Thank you, Mr. Harberger.

More about Arnold Harberger

Professor of Economics at the University of California Los Angeles since 1984; Professor Emeritus at the University of Chicago since 1991.
Other academic positions include visiting professorships at Harvard and Princeton universities, the Massachusetts Institute for Technology Center for International Studies in New Delhi and the University of Paris.
Member of the National Academy of Sciences of the United States.
Fellow of the Econometric Society and of the American Academy of Arts and Sciences.
Past president of the American Economic Association.
Consultant to 16 foreign governments, nine U.S. government agencies and eight international agencies and foundations.
Author or co-author of nearly 200 journal articles, books, speeches and conference presentations.
Forthcoming publications include: Remarks at a conference honoring Milton and Rose Friedman, San Francisco, June 1998, published by the Division of the Social Sciences, University of Chicago; and "Studying the Growth Process: A Primer" in Capital Formation and Economic Growth, Michael J. Boskin, editor, the Hoover Institution.